



P. MACLEANSCHIANAE BIBLIOTHECAE
CAMILLUS GIAMPELLUS ANCIANUS
J. V. D.
QUI ET ORANG-UTANG
VALIDO LEGUM RITU
D. D. ANNIS MDCCCLXXXIII.

4E.6.33.



4.6.33



DICTIONNAIRE

UNIVERSEL RAISONNÉ

DE

JUSTICE NATURELLE ET CIVILE.

T O M E X I I .

R A B --- S Æ U

DICTIONNAIRE
UNIVERSEL RAISONNÉ
D E
J U S T I C E
NATURELLE ET CIVILE.

C O N T E N A N T

LE DROIT NATUREL, LA MORALE UNIVERSELLE, LE DROIT DES GENS,
LE DROIT POLITIQUE, LE DROIT PUBLIC, LE DROIT ROMAIN,
LE DROIT CANONIQUE ET LE DROIT FÉODAL, AVEC L'HISTOIRE
LITTÉRAIRE RÉLATIVE À CES SCIENCES.

Ouvrage composé par une société de Moralistes, de Jurisconsultes & de Pu-
blicistes, indiqués à la page suivante.

Le tout revu & mis en ordre par M. DE FELICE.

Quid decent, quid non : Quò virtus, quò ferat error. HORAT.

T O M E X I I .



Y V E R D O N ,
DANS L'IMPRIMERIE DE M. DE FELICE.

M. DCC. LXXVIII

Les auteurs de ce Dictionnaire sont les Encyclopédistes d'Yverdon, dont les articles portent les marques (B.C.), (G.M.), (M.D.B.), (D'A.), (D.G.), (D.F.), (M.) &c. & les suivans, rangés par ordre alphabétique.

M. BOUCHAUD, de l'académie royale des inscriptions & belles-lettres, docteur régent de la faculté des Droits de Paris, lecteur & professeur royal du droit de la nature & des gens, & censeur royal. (B.)

M. DURAND DE MAILLANE, avocat au parlement d'Aix. (D. M.)

M. le chevalier DE JAUCOURT. (D. J.)

M. DE LA LANDE, conseiller du roi de France, lecteur royal, membre de l'académie des sciences & avocat au parlement de Paris, &c. &c. (D. L.)

M. MOLÉ, avocat au parlement de Paris. (M. L.)

Les marques (P. O.) (H. M.) (R.) (F.) désignent quatre Auteurs qui ne jugent pas à-propos de se faire encore connoître.



DICTIONNAIRE UNIVERSEL RAISONNÉ D E JUSTICE NATURELLE ET CIVILE.

R A B

RABAIS, f. m., *Jurisp.*, signifie diminution, & est opposé à *encheres*. On appelle *adjudication au rabais* celle où les offres se font, non pas par *encheres*, mais au *rabais* ; par exemple l'un a offert de faire ce dont il s'agit pour 20000 liv. un autre offre de le faire pour 18000 liv. un troisième pour 15000. liv. l'*adjudication* se fait à celui qui offre de faire la chose à meilleur compte, c'est ce que l'on appelle *adjudication au rabais*. Ces fortes d'*adjudications* sont usitées pour les étapes, fourrages, munitions & fournitures des troupes du souverain, pour l'entreprise des travaux publics, & dans certains pays, pour l'entretien des mineurs dont on fait un bail au *rabais*. v. *ADJUDICATION, BAIL, ETAPE, MARCHÉ, TUTELLE*.

RABATEMENT DE DECRET, *Jurisp.*, est une espece de regrès ou rachat dont use celui qui a été évincé de ses biens au moyen d'une *adjudication* par decret : le droit romain accordoit

Tom. XII.

R A B

deux ans à la partie évincée pour exercer ce rachat, & regardoit cette faculté comme très-favorable, comme on voit en la loi dernière au code de *jure domini impetrandi*.

RABATTE, v. act., *Jurisp.*, signifie *lever, supprimer* : ce terme n'est usité qu'en parlant d'un défaut ou sentence par défaut prise à l'audience, lorsque le défaillant ou son défenseur se présente avant que l'audience soit levée, il peut demander à celui qui préside de *rabattre* le défaut, & ordinairement on prononce en ces termes le défaut *rabattu* : mais s'il y avoit de l'affectation de la part du défaillant, & qu'il laissât toujours prendre un défaut, & vint ensuite à la fin de l'audience seulement pour faire *rabattre* le défaut, & par ce moyen éluder de plaider contradictoirement, il dépend de la prudence du juge, dans ce cas, de ne point *rabattre* le défaut, & en ce cas on ordonne que le défaut tiendra, ou, s'il est encore tems, les parties plaideront.

Quand le défaut n'est pas *rabattu*, il n'y a plus que la voie d'opposition ; si le défaut n'est pas fatal, ou s'il est fatal, la voie d'appel.

RACE, f. f., *Droit pub.*, extraction, lignée, lignage ; ce qui se dit tant des ascendans que des descendans d'une même famille : quand elle est noble, ce mot est synonyme à naissance. v. NAISSANCE, NOBLESSE, &c.

Ce mot diffère de *famille*, en ce que le premier semble appartenir au nom, & le second au surnom d'une maison, que le premier renferme le tout, & l'autre une partie seulement ; par exemple, tous les Valeres étoient de la même *race*, parce qu'ils étoient tous compris sous le même nom ; mais cette *race* avoit plusieurs branches qui étoient distinguées par les surnoms, & ces branches s'appelloient *familles* : ainsi il y avoit dans la *race* de Valerius, les Maximus, les Messala, les Flaccus, les Lacunus, les Poplicola, qui faisoient autant de familles de la même maison. Festus définit donc bien ce mot *gens*, en disant : *Quæ ex multis familiis conficeretur*. Il y avoit des maisons patriciennes, & d'autres plébéiennes.

RACHAT, f. m., *Jurispr.*, signifie en général, l'action de racheter quelque chose.

Le droit de *rachat* n'est pas proprement un droit que le vendeur ait dans l'héritage qu'il a vendu avec cette clause ; ce n'est qu'un droit par rapport à cet héritage, une créance de cet héritage qui naît de l'obligation que l'acheteur a contractée par la clause de réméré d'en souffrir le *rachat*, à l'exécution de laquelle obligation l'héritage est affecté ; c'est proprement *jus ad rem*, plutôt que *jus in re*.

Ce droit de *rachat* qu'a le vendeur, est un droit qui est transmissible à ses

héritiers ; la loi 2, *cod. de pact. inter. empt. & vend.* le décide formellement, & cette décision est fondée sur un principe général, que tout ce que nous stipulons, nous sommes censés le stipuler pour nos héritiers comme pour nous, à moins que la nature de la chose qui fait la matière de la convention ou les circonstances, ne fassent appercevoir le contraire.

Ce droit est cessible ; ce n'est pas un droit qui soit attaché à la personne du vendeur ; mais c'est un droit qui fait partie de ses biens, & dont il peut disposer de même que de ses autres biens.

Lorsque la clause ne porte aucun tems limité dans lequel le vendeur pourra exercer le *rachat* ; quelques anciens docteurs ont prétendu que le droit de *rachat* étoit imprescriptible, parce que, disoient-ils, le *rachat* consiste dans une faculté que se réserve le vendeur, & que c'est un principe que ce qui est de faculté n'est pas sujet à la prescription. Cette opinion a été rejetée avec raison, & il n'est pas douteux aujourd'hui que le droit de *rachat* est sujet à la prescription ordinaire de trente ans ; le principe que ce qui est de faculté n'est pas sujet à prescription, n'est vrai qu'à l'égard de ce qui est de faculté naturelle, telle que celle que chacun a d'élever sa maison ; ou à l'égard de ce qui est faculté de droit public, ou enfin à l'égard d'une faculté qui procéderoit de la nature & de l'essence du contrat d'où elle dérive ; telle qu'est la faculté que celui qui a donné une chose en nautilement, a de la dégager ; celle qu'a le débiteur d'une rente constituée de la racheter. Mais lorsque la faculté procède d'une clause accidentelle d'un contrat, & qu'elle ne nous appartient pas sans un titre particulier par lequel elle nous est accordée, une telle faculté est un droit

sujet à prescription, de même que tous les autres droits.

Cette décision a lieu, non-seulement dans le cas auquel la clause de *rachat* n'auroit exprimé aucun tems, mais aussi dans le cas auquel il seroit dit que le vendeur auroit cette faculté à *tous-jours*, même dans le cas auquel il seroit dit que cette faculté ne pourroit se prescrire par quelque tems que ce soit; car les prescriptions étant de droit public, il ne peut y être dérogé par les conventions des particuliers: *Privatorum conventia juri publico non derogat*, l. 45. §. 1, ff. de reg. jur. *jus publicum privatorum pactis mutari non potest*, l. 38, ff. de pact.

Suivant ces principes, il paroît qu'on doit décider que dans le cas auquel la clause de *rachat* porteroit expressement un tems plus long que celui de la prescription légale, comme s'il étoit dit que le vendeur pourroit exercer le *rachat* pendant quarante ans; la prescription légale de trente ans ne laisseroit pas d'avoir lieu, nonobstant cette clause; & tout l'effet de cette clause seroit que si la prescription de trente ans avoit été arrêtée par la minorité des héritiers du vendeur qui ont succédé au droit de *rachat*, & qu'elle ne se trouvât pas accomplie lors de l'expiration du tems de quarante ans, stipulé par le contrat; ces héritiers contre qui la prescription légale n'a pas couru, pourroient être exclus du droit de *rachat* par la prescription conventionnelle qui court contre les mineurs.

Pareillement, quoique le vendeur se soit retenu le droit de *rachat* pendant tout le tems de sa vie; cette clause ne le soustrait pas à la loi de la prescription, & n'empêche pas qu'il ne soit non recevable à exercer ce droit, après l'expiration de trente ans depuis le contrat;

tout l'effet de cette clause, est que le droit ne puisse passer à ses héritiers, s'il n'a pas intenté l'action de son vivant.

Du droit de *rachat* naît l'action de *rachat*. Cette action est une branche de l'action personnelle *ex vendito*; car elle naît d'une obligation que l'acheteur a contractée envers le vendeur par la clause de *rachat*, qui faisoit partie du contrat de vente; & par conséquent elle naît du contrat de vente.

Cette action est personnelle réelle, & peut se donner contre les tiers détenteurs de l'héritage vendu sous cette condition; car l'héritage est affecté à l'exécution de l'obligation que l'acheteur a contractée par la clause de *rachat* insérée au contrat de vente, de rendre cet héritage au vendeur, lorsque le vendeur jugera à propos d'exercer le *rachat*; le vendeur n'ayant aliéné son héritage que sous les clauses & conditions de son contrat, l'a affecté en l'aliénant à l'exécution de cette clause.

L'action de *rachat* est divisible, lorsque la chose vendue est quelque chose de divisible, tel qu'est un héritage; c'est pourquoi, si l'héritage a été vendu avec cette clause à plusieurs acheteurs, ou à un acheteur qui a laissé plusieurs héritiers; cette action ne peut se donner contre chacun d'eux que pour la part qu'il a dans l'héritage.

Au contraire si plusieurs vendeurs ont vendu avec cette clause un héritage, ou si un vendeur a laissé plusieurs héritiers; chacun des vendeurs ne peut exercer le *rachat* que pour sa part, & pareillement chacun des héritiers ne peut l'exercer que pour la part pour laquelle il est héritier.

L'action de *rachat* s'intente non-seulement contre l'acheteur & ses héritiers, mais lorsqu'ils ont aliéné l'héritage su-

jet au rachat; elle s'intente même contre les tiers détenteurs qui ne l'ont pas requis à cette charge.

Lorsque l'usufruit de cet héritage est séparé de la propriété, l'action doit se donner tant contre l'usufruitier que contre le propriétaire de l'héritage. (P. O.)

RACHAT, profit de, Droit féodal. Le profit de rachat est un droit féodal, qui consiste dans le droit qu'a le seigneur d'avoir une année du revenu du fief, relevant de lui toutes les fois qu'il change de main, à l'exception des cas auxquels il est dû un profit particulier de vente, & de quelques cas auxquels il n'est dû que la foi sans profit.

L'origine du profit de rachat vient de ce que les fiefs n'étoient anciennement qu'à vie. Lorsque par la suite ils sont devenus disponibles & héréditaires, c'a été à la charge d'un droit pécuniaire au profit du seigneur; droit qu'on appelle rachat, parce que par ce droit, le successeur, soit à titre universel, soit à titre singulier, rachète en quelque façon le droit de réversion, qui originairement appartenait au seigneur, lorsque le vassal mourait ou abdiquait la propriété de son fief.

Le rachat est dû régulièrement à toutes les mutations du fief servant : *Quoties & quomodocumque feudum mutatur manum, hoc est, quoties contingit mutationem vassalli, debetur patrono relevum.* Molin. §. 33. gloss. 1. n. 1.

Cette règle reçoit plusieurs exceptions. 1°. A l'égard des mutations, qui arrivent à titre de vente ou équipollent à vente, pour lesquelles les coutumes ont établi un profit particulier de vente. v. VENTE. 2°. A l'égard de certaines mutations qui sont exemptes de tout profit; telles sont dans la plupart des coutumes les mutations, à titre de succession en ligne di-

recte, ou de donation en ligne directe, & quelques autres.

C'est la mutation plutôt que le contrat en conséquence duquel elle arrive, qui fait naître le profit de rachat. Cette règle est encore tirée de Dumoulin : *Relevum non deberi ex simplici contractu, etiam si ad expressam fidei dimissionem procedatur, nisi ad traditionem factam vel veram devotum fuerit, tamen quod feudum mutaverit manum, transendo a veteri vassallo ad novum.*

En cela le profit de rachat diffère du profit de vente, qui selon la doctrine de Dumoulin, est produit par le contrat de vente plutôt que par la mutation; c'est pourquoi il dit, *in venditione ex solo contractu jura oriuntur, sed revocabiliter usque ad traditionem, vel interpellationem patroni. Sed in ceteris contractibus jura non oriuntur: nisi simul cum traditione & apertura feudi.* Molin. Dict. gloss. num. 10.

De-la il suit que si, en conséquence d'un contrat putatif, ou autre titre putatif, ou d'un contrat ou autre titre qui a été rescindé, j'ai acquis un fief, & que par la suite *comperito errore tituli aut rescisso titulo*, je sois contraint de le délaisser; si je l'ai possédé pendant plusieurs années, & que je n'aye point été condamné à rapporter les fruits, le rachat est dû, parce que ce n'est pas le titre qui y donne lieu, mais la mutation; & il suffit qu'il y en ait eu une qui ait eu un effet durable, quoiqu'elle procède d'un titre faux ou qui ait été rescindé.

Pour qu'il y ait mutation, & en conséquence ouverture au profit de rachat, il faut que le fief passe d'une personne à une autre, il ne suffit pas que celui à qui il appartient cesse d'en être propriétaire, auquel cas le fief est bien ouvert, mais ne change pas de main. En cela

le *rachat* est différent du droit de fief féodal pour laquelle la simple ouverture du fief suffit.

Il suit de cette règle qu'une succession vacante ne donne point lieu au *profit de rachat* ; car les fiefs de la succession vacante sont à la vérité ouverts, mais ils ne changent pas de main, puisqu'il n'y a personne qui en soit propriétaire.

La mutation qui n'est que la résolution d'une précédente aliénation ne donne pas ouverture au *rachat*.

Cette règle ne souffre aucune difficulté à l'égard des résolutions qui résolvent l'aliénation même pour le passé, telles que celles qui résultent des lettres de rescision, &c.

L'aliénation étant privée de ses effets, même pour le passé, c'est tout comme s'il n'y en avoit point eu, & par conséquent, il ne doit point être dû de *profit de rachat*, ni pour l'aliénation, ni pour la reversion, parce que par rapport aux effets, & au moyen des fruits qui sont rendus à celui qui avoit aliéné son fief ; c'est tout comme s'il n'y avoit point eu de mutation.

Il n'y a que les mutations efficaces qui donnent lieu au *rachat*.

Dela il suit que, si celui qui a acquis un fief, soit à titre de donation, soit à titre d'échange, ou à quelque autre titre que ce soit, a été obligé peu après de le délaisser, *ex causa necessaria & inexistenti ipsius acquisitioni*, il n'y aura pas lieu au *rachat*.

Quoique l'acquéreur ait conservé pendant plusieurs années le fief par lui acquis, s'il en a été évincé, & condamné à le restituer avec tous les fruits qu'il en a perçus, le *rachat* ne sera pas dû pour son acquisition ; & il y aura lieu à la réputation, s'il a été payé : son acquisition étant privée de tout l'effet qu'elle

avoit eue, par la restitution des fruits à laquelle il a été condamné ; c'est une acquisition qui n'a pas eu d'effet, c'est une mutation inefficace.

La mutation qui procède d'une acquisition que le seigneur désapprouve, & pour laquelle il ne veut pas accorder l'investiture, ne donne pas lieu au *rachat*. Par exemple, on a donné un fief à une communauté, quoiqu'elle l'ait possédé pendant plusieurs années, il ne sera point dû de *rachat* pour cette donation, si le seigneur a refusé de l'admettre à la foi & l'a sommée de vider ses mains.

La mutation qui arrive dans la nue propriété du fief, est une vraie mutation qui donne lieu au *profit de rachat*, aussi bien que celle de la pleine propriété.

Dumoulin, conformément à cette règle, décide *gl. 1. n. 152. & suiv.* que la donation d'un fief, quoique faite avec retention d'usufruit, donne incontinent ouverture au *rachat*, & que le seigneur n'est point obligé d'attendre l'extinction de l'usufruit pour en être payé.

Tout possesseur est présumé propriétaire, tant qu'il n'en paroît point d'autre ; & celui qui possède comme propriétaire, n'est pas recevable à dire qu'il ne l'est pas.

Les mutations de fief se reglent plutôt du côté de la possession, quoique séparée de la propriété, qu'elles ne se reglent du côté de la propriété, séparée de la possession.

Lorsque le propriétaire du fief en a perdu la possession, les mutations qui arrivent de la part des possesseurs qui se portent pour propriétaires sans l'être, sont de vraies mutations, qui donnent lieu au *rachat*. Telle est la décision de Dumoulin, §. 33. *gloss. 1. n. 144. &*

sivo. & elle est fondée sur ce que les droits féodaux sont des charges du fief, qui doivent être portées par ceux qui le possèdent & en perçoivent les fruits; cela est indubitable, tant que le vrai propriétaire ne paroît point; cela a lieu quand même le vrai propriétaire auroit paru & donné la demande en revendication, jusqu'à ce que le procès soit jugé; car jusqu'à ce tems, le possesseur est toujours présumé propriétaire, & le seigneur peut, en conséquence, lui demander les profits dûs de son chef & de celui de ses auteurs; le possesseur ne peut pas demander une surseance jusqu'au jugement du procès; car le procès ne doit pas préjudicier au seigneur, ni empêcher qu'il ne soit servi de son fief.

Il y a plus de difficulté lorsque le vrai propriétaire s'est fait par la suite délaisser l'héritage, comme dans cette espèce. Pierre possédait un fief qui ne lui appartenait pas, Jean a succédé en collatérale à Pierre, & Jacques y a succédé à Jean; le vrai propriétaire, sur une demande en revendication, se l'est fait délaisser par Jacques, les profits pour les deux successions collatérales sont-ils dûs? Il faut distinguer; si l'héritage a été délaisé au vrai propriétaire sans restitution de fruits, les profits sont dûs pour les deux successions; car il suffit que Jacques & Jean aient succédé avec effet, & aient été possesseurs: quoiqu'ils n'aient pas été propriétaires, les mutations, selon notre règle, devant se considérer de la part des possesseurs plutôt que des propriétaires, par la raison que nous avons donnée.

Si au contraire l'héritage a été délaisé au vrai propriétaire, avec restitution de tous les fruits perçus, tant par Pierre, que par Jean & Jacques; en ce cas, il ne sera point dû de profit pour les

deux successions collatérales; & si le seigneur a perçu les profits, il doit les rendre, parce que les deux mutations qu'ont opérées les deux successions collatérales, sont des mutations qui n'ont point eu d'effet, qui n'ont procuré aucuns fruits à Jacques & à Jean, les fruits par eux perçus ayant été rendus au vrai propriétaire; & par conséquent, suivant la règle cinquième, ces mutations ne peuvent donner lieu au profit de rachat.

Lorsque le fief est possédé par un autre que par le propriétaire, les mutations qui arrivent dans la propriété ne donnent pas lieu au profit de rachat.

Cela est fondé sur la raison que les profits & devoirs féodaux sont des charges réelles du fief, qui ne peuvent pas être dûs par ceux qui ne possèdent pas le fief; c'est pourquoi, si Pierre étoit propriétaire d'un fief dont il ne fût pas en possession, & qu'il eût laissé la propriété par succession collatérale à Jean qui l'eût pareillement laissée à Jacques, il ne sera point dû de profit pour les deux successions, quand même Jacques auroit donné la demande en revendication; le seigneur ne peut pas lui demander ces profits, car il n'est pas son homme tant qu'il n'est pas possesseur.

Les mutations qui arrivent pendant que le seigneur tient le fief en sa main par la saisie féodale, ne laissent pas de donner lieu au profit de rachat; & les fruits que le seigneur perçoit pendant cette saisie, ne peuvent venir en déduction de ce profit.

Les mutations du fief servant qui arrivent par l'acquisition que le seigneur de qui ils relevent en fait, ou par l'aliénation qu'il en fait après l'avoir acquis sans le réunir, ne donnent pas lieu au profit de rachat.

Lorsque deux différentes personnes

acquierent, soit entre vifs, soit par disposition testamentaire de la même personne & en même-tems, l'un le fief servant, l'autre le fief dominant, la mutation du fief servant ne donne, en ces cas, lieu à aucun profit. Cette règle est tirée de Dumoulin, D. §. 33. gloss. 2. num. 47. Lorsque le seigneur aliène en même-tems à deux différentes personnes le fief dominant & le fief servant, il est vrai de dire, que le fief servant a été aliéné par le seigneur; or, suivant la règle précédente, il n'est pas dû de profit pour la mutation du fief lervant, lorsque c'est le seigneur qui l'aliène; il ne doit pas en être dû pour la succession du fief servant, lorsque c'est le seigneur lui-même de qui il relève, qui le transmet dans sa succession.

Les coutumes sont différentes sur les successions qui donnent ouverture au profit de rachat; toutes s'accordent à y assujettir les successions collatérales.

Quelques coutumes assujettissent au rachat, même les successions en ligne directe.

Le plus grand nombre des coutumes exemptent de rachat toutes les successions directes, en quelque degré de la ligne descendante ou ascendante que soit l'héritier. La raison pour laquelle les successions en ligne directe ont été exceptées de profit, est tirée de la grande union qui est entre ces personnes, qui fait qu'elles ne sont considérées que comme une même personne, *pater & filius una eademque persona censetur*; d'où il suit qu'on peut dire, en quelque façon, qu'il n'y a pas de mutation lorsqu'un enfant succède à son pere ou à quelqu'autre de ses ascendans, ou lorsqu'un pere ou quelqu'autre ascendant succède à son enfant, les peres n'ayant leurs biens que pour les transmettre à leurs enfans; les enfans sont en quelque

façon copropriétaires avec leurs peres des biens de leurs peres, *filius vivo patre bonorum paternorum Dominus intelligitur*, de manière qu'il succède à des biens qui étoient déjà à lui, *bonis que jam antè erant sua*, d'où est venu le nom de *suos heredes*; cette succession n'est donc point, en quelque façon, une vraie mutation.

On pourroit peut-être dire plus simplement, que l'hérédité des fiefs en directe étoit introduite avant que les profits eussent pris naissance.

Les enfans étant redevables de tout ce qu'ils font, & par conséquent de tout ce qu'ils ont, à ceux qui leur ont donné la vie; tout ce qu'ils font & tout ce qui leur appartient, appartient, en quelque façon, à ces personnes, & par conséquent lorsque ces personnes leur succèdent, elles ne succèdent pas à des biens qui leur soient étrangers; & cette succession n'est pas, en quelque façon, une vraie mutation.

Les successions donnent ouverture aux profits, soit qu'elles se déferent par la mort naturelle, soit qu'elles se déferent par la profession religieuse; car c'est également une succession de l'une & de l'autre manière.

La règle que la succession à un fief donne lieu au profit de rachat, reçoit plusieurs limitations.

La première est qu'il n'y a pas lieu aux profits, si cette succession n'a pas eu effet.

Par la même raison, il n'y aura pas lieu au rachat, si celui dont j'ai été héritier avoit légué un fief de sa succession sous une condition qui soit échue peu après, & que j'aie été obligé d'en faire la délivrance au légataire.

Lorsque le fief d'un débiteur qui étoit saisi réellement lors de sa mort & prêt à être adjugé, se vend peu après sa mort

sur son héritier bénéficiaire, M. Guyot en son *traité des giefs*, prétend qu'il n'est point dû, en ce cas, de *rachat* pour la succession, parce qu'elle ne cause qu'une mutation qui n'a pas eu d'effet. Je trouve que cette décision souffre difficulté. La mutation qu'a opérée la succession, a eu effet, l'héritier bénéficiaire a succédé à ce fief saisi; c'est sur lui qu'on l'a vendu; il a en sa qualité d'héritier bénéficiaire, profité du prix, puisque ce prix a servi à l'acquitter des dettes de la succession, dont il étoit tenu en sa qualité d'héritier bénéficiaire; par conséquent il doit le *profit de rachat* pour la succession, en sa dite qualité d'héritier bénéficiaire.

Lorsqu'un héritier se fait restituer contre son acceptation de la succession & sa qualité d'héritier, le *rachat* pour la succession est-il dû? Je pense que non, & que le seigneur doit rendre le profit s'il l'a reçu.

La succession échue à une personne, avant qu'elle se soit expliquée sur son acceptation, & même qu'elle fût que cette succession lui fût déferée, n'en est pas moins censée avoir opéré une mutation réelle & efficace, & doit par conséquent donner lieu au *rachat*; car celui à qui elle est échue en a été si réellement saisi, qu'il transmet tous les biens de cette succession dans la sienne; & tous les fruits qui en ont été perçus, en sont dus à sa succession.

L'héritier de celui qui est mort sans s'être expliqué sur l'acceptation de la succession, s'il étoit lui-même en degré de pouvoir succéder au premier mort, pourroit-il, pour éviter de payer deux *rachats* pour le fief de la succession du premier mort, y renoncer du chef du premier mort, qui ne s'est point expliqué, & l'accepter de son chef? Il semble qu'il le peut; car celui à qui la suc-

cession du premier mort avoit été déferée, étant mort *re integrâ*, sans s'être expliqué, il a transmis à son héritier le droit de renoncer pour lui-même, comme il auroit pu le faire lui-même: *cum duas personas significet defuncti & propriam*. Rien ne l'empêche de renoncer du chef du défunt, & d'accepter *ex propria persona*, la succession du premier mort. Néanmoins Dumoulin, *art. 33. gloss. 1. n. 102.* décide que cela ne se peut, & qu'il ne peut accepter la succession du premier mort que du chef du second. Je ne vois pas les raisons d'inconvénient, & je ne sens pas pourquoi cela ne se pourroit pas faire; on dira pour le sentiment de Dumoulin, qu'en acceptant *ex propria persona* la succession du premier mort, je reconnois qu'elle étoit avantageuse, & que celui auquel je succède l'auroit acceptée, s'il eût su qu'elle lui étoit déferée, & que s'il l'a su, on doit supposer en lui la volonté de l'accepter; qu'ainsi, si j'y renonce *ex ipsius persona*, c'est en fraude que je le fais, pour éviter de payer un double *profit de rachat*. J'avoue que le défunt, s'il eût su qu'elle lui étoit déferée, l'auroit probablement acceptée, & peut-être il a eu la volonté de l'accepter; mais je nie qu'en supposant cela, je commette une fraude en y renonçant *ex persona defuncti*, quia *nemo videtur dolo facere qui communi jure utitur*; en renonçant à cette succession *ex persona defuncti*, je fais ce que j'ai droit de faire; il n'est pas douteux que le défunt avoit droit de renoncer à cette succession, quoiqu'elle lui fût avantageuse; il est également certain qu'il a conservé ce droit, tant qu'il n'a point manifesté sa volonté d'accepter cette succession, quand même il auroit eu la volonté de l'accepter; car ce n'est pas la seule volonté d'accepter la succession, mais la manifestation de cette volonté

volonté qui nous prive du droit d'y renoncer ; le défunt avoit donc toujours conservé le droit d'y renoncer, il me l'a transmis, j'en peux user ; en renonçant, je n'ûle que de mon droit, quand je le ferois pour éviter de payer un double profit, je ne commets aucune fraude, puisque j'ûse de mon droit.

Le droit de déshérence opérant une mutation des fiefs du défunt, en la personne du seigneur, qui y succède à titre de droit de déshérence, il y a lieu, suivant le principe général, à un *profit de rachat* que le seigneur justicier qui succède à droit de déshérence, doit au seigneur de qui les fiefs relevent.

Il en est de même du droit de confiscation ; c'est une espece de succession semblable à celle qui arrive par déshérence, & le seigneur justicier qui succède à quelque fief que le condamné avoit dans le territoire de sa justice, doit pareillement *rachat* au seigneur de qui le fief releve.

La donation donne lieu au *rachat*, & ce *rachat* naît de la tradition réelle ou feinte qui se fait de la chose donnée ; car c'est la tradition qui opère la mutation, & c'est de la mutation que naît le *rachat*.

Les substitutions fideicommissaires different du legs direct, en ce que le legs direct est fait directement au légataire, au lieu que la substitution fideicommissaire, est la donation d'une chose faite par le canal d'une personne interposée, qu'on charge de restituer la chose à la personne appelée à la substitution.

La substitution peut avoir plusieurs degrés, lorsque plusieurs personnes sont chargées de restituer successivement les uns aux autres.

La substitution d'un fief opere autant de mutations qu'il y a de personnes appelées à la substitution qui la recuei-

lent successivement, & elle donne lieu à autant de *rachats*, si ces mutations la font en collatérale, & qu'elles aient eu une durée suffisante.

Lorsqu'un pere charge son fils, son héritier, de restituer au bout d'un certain tems ou après sa mort, à un autre fils, un fief, il y a lieu au *rachat*. La raison en est, que comme c'est la mutation qui donne lieu au *rachat* plutôt que le titre, on ne doit pas considérer si la donation, qui est le titre d'acquisition est en directe, ou en collatérale ; par conséquent quoique dans cette espece, le titre d'acquisition du substitué soit une donation qui lui est faite par son pere, une donation en directe ; néanmoins il y a lieu au *rachat*, parce que la mutation ne se fait pas en directe, la propriété du fief ne passe pas de son pere à lui, ce n'est pas à la vérité de son frere qu'il l'acquiert, mais de son pere ; il n'en est pas cependant moins vrai que la propriété du fief ne se transmet pas immédiatement de son pere, mais qu'elle passe de son frere à lui.

Par la même raison, dans l'espece inverse, si mon oncle m'a laissé un fief qu'il m'a chargé de restituer après ma mort à mes enfans, l'ouverture de la substitution faite par ma mort au profit de mes enfans, ne donnera pas lieu au *profit de rachat*, quoique la substitution qui est leur titre, soit une donation testamentaire qui leur est faite par leur grand-oncle, & par conséquent une donation en collatérale ; car il suffit que la mutation se fasse en directe, & que la propriété passe du pere aux enfans, pour qu'il n'y ait pas lieu au *rachat*.

Les démissions de biens donnent-elles lieu au *profit de rachat*, lorsqu'elles sont faites en collatérale, & peut-il être exigé dès l'instant de la démission ? Livo-

niere dit que le profit est dû d'abord, mais que le seigneur ne peut l'exiger que lors de la mort du démettant ; il se fonde sur ce que la démission est révocable, mais la révocabilité de cette démission n'empêche pas que la propriété du fief donné n'ait été réellement & en effet transférée, quoique révocablement, ce qui suffit pour qu'il y ait lieu au *rachat*. Il n'y a pas même lieu, comme le remarque fort bien Guyot, à la répétition du *rachat* par la révocation de la démission, à moins qu'elle ne fut faite peu après la démission ; car elle le fait *pro ut ex more*, pour l'avenir seulement, & sans restitution des fruits.

Lorsqu'étant cohéritiers ou copropriétaires, nous partageons deux héritages que nous avons d'une même succession, ou que nous avons acquis ensemble, & que l'un de ces héritages par le partage me tombe, & l'autre tombe à mon copartageant, il semble que ce partage opère une mutation, & que la moitié par indivis que mon copartageant avoit dans le fief, me tombe & passe de lui à moi, comme celle que j'avois dans celui qui lui est échu passé de moi à lui ; & qu'en conséquence nous devrions un *profit de rachat*, pour la moitié que nous acquérons l'un de l'autre par le partage ; néanmoins toutes les coutumes déclinent qu'il n'y a point lieu en ce cas au *profit de rachat*, le partage est censé ne faire aucune mutation, mais seulement déterminer ce à quoi chacun des cohéritiers qui ont succédé en commun, doit être censé avoir succédé ; & pareillement ce que chacun de ceux qui ont fait une acquisition en commun, doit être censé avoir acquis. De là la maxime que les partages ont un effet démonstratif & rétroactif. Comme des cohéritiers & des personnes qui acquièrent en commun, ne succèdent & n'ac-

quierrent en commun, qu'à la charge du partage, le partage ne doit pas se considérer séparément de la succession ou de l'acquisition faite en commun, il n'en est que la détermination & l'exécution.

Cela a lieu, quand même le partage se feroit avec des retours en deniers, & même quand tous les héritages seroient, par le partage, adjugés à un seul des cohéritiers ou des copropriétaires, à la charge d'un retour en deniers envers les autres. Il n'y a lieu en ce cas, ni au *rachat*, ni au profit de vente. Et cela est conforme aux principes de Dumoulin : *Licet in divisione uni res tota adjudicetur, tamen principalis intentio fuit dividere. . . Unde quavis per accidens contingat quod certa res in se non dividatur, sed tota uni remaneat, tamen totus actus à principali fuit nuncupatur.*

Le bail à rente, lorsqu'il est fait avec rétention de foi, soit qu'il soit rachetable, soit qu'il ne le soit pas, ne produit aucune mutation d'homme, & par conséquent ne peut donner lieu à aucun profit de vente ni de *rachat*.

Le bail à rente qui est fait avec démission de foi, donne lieu au profit de vente, s'il est fait avec la faculté de racheter, parce qu'alors c'est un contrat équipollent à vente.

La femme qui se marie, conservant la propriété de ses héritages, & n'étant point obligée de reporter la foi, lors de sa viduité, il paroît s'en suivre que son mariage n'opère aucune mutation de ses héritages féodaux, & qu'il ne peut donner lieu au *rachat* pour ses fiefs ; néanmoins la plupart des coutumes décident, que le mariage des femmes donne lieu au *rachat* pour leurs fiefs. La raison en est, que le mari devient l'homme du seigneur pour raison des fiefs de sa femme, dont il acquiert, pendant le mariage, une espèce de domaine, non de

propriété, mais de gouvernement & d'autorité; c'est donc une espèce de mutation de vassal que le mariage des femmes produit, qui doit donner lieu au *rachat*.

Le titulaire d'un bénéfice n'est pas proprement le propriétaire des biens de son bénéfice; c'est pourquoi, il n'arrive pas proprement de mutation dans la propriété des fiefs par les mutations de titulaires; d'où il sembleroit suivre qu'il n'y auroit pas lieu au *rachat*. Néanmoins, il n'est pas douteux que les mutations de titulaires y donnent lieu; la raison en est que, si le titulaire n'est pas proprement propriétaire, au moins il en tient lieu, c'est en lui que la propriété est représentée; il faut au seigneur de qui le fief relève, un homme de fief, un vassal, le bénéfice à qui la propriété du fief appartient n'étant qu'un être intellectuel, n'ayant point de personne réelle, ne peut être, *per se*, l'homme du fief, il faut donc que ce soit le titulaire qui le soit; le titulaire étant donc l'homme de fief, le vassal, il y a donc vraie mutation de vassal, lorsqu'il y a mutation de titulaire, & par conséquent il y a lieu au *rachat* d'ailleurs, le seigneur ne doit pas souffrir de ce que le fief qui relève de lui appartient à un bénéficiaire; il doit avoir les mêmes avantages, les mêmes droits casuels que si le fief étoit dans le commerce des particuliers; & par conséquent ce fief doit produire des profits de *rachat* par les mutations des titulaires, comme il en produisoit par les mutations des propriétaires, si le fief étoit demeuré dans le commerce des particuliers.

Quoique le profit de *rachat* consiste dans une année du revenu du fief, néanmoins pour la commodité des seigneurs qui seroient souvent embarrassés à percevoir ce revenu, les coutumes ont vou-

lu que le vassal offrit trois choses au seigneur à qui le *rachat* étoit dû, de l'une desquelles le seigneur auroit l'option; savoir, 1°. le revenu d'une année en nature; 2°. une somme telle que le vassal avisera à la place de ce revenu; 3°. le dire de ptud'hommes, c'est-à-dire, l'estimation de ce revenu par experts. (P. O.)

RAGUSE, *Droit public*, ville capitale de la république de même nom, dans la Dalmatie, proche la mer, à 26 lieues, au nord-ouest, de Scutari, avec un port défendu par un fort appelé *S. Nicolas*.

L'ancienne *Raguse* a été bâtie longtemps avant la naissance de Jésus-Christ. Elle a été ensuite une colonie romaine, & au III^e siècle les Scythes l'ont détruite. De-là vient que c'est aujourd'hui un petit endroit. Anciennement elle s'appelloit *Rausis* ou *Rausa*: aujourd'hui les Turcs la nomment *Pabrovika*, & les Esclavons *Dobronich*. Son enceinte n'est pas grande, mais elle est bien bâtie. C'est le siège de la république, & d'un archevêque qui a sous lui les évêques de Stagno, Trébigne, Narente, Brazza, Rhizana & Curzola.

Tout le monde sait que *Raguse* est une très-petite république, située sur les côtes de la mer Adriatique. Elle fait partie de la Dalmatie. Son gouvernement est formé sur le modèle de celui de Venise. Ainsi il est entre les mains de la noblesse, qui cependant est fort diminuée. Le chef de la république s'appelle *recteur*, & il change tous les mois, soit par la voie du scrutin, ou de deux manières différentes par le sort. Durant son administration, il demeure au palais, & porte la robe ducale, c'est-à-dire, un long habit de soie à larges manches. Ses appointements sont de cinq ducats par mois; mais s'il est un des *pregadi*,

qui jugent des affaires en appel, il reçoit un ducat par jour. Après lui vient le conseil des dix, *il consiglio de i dieci*. Dans le grand conseil, *consiglio grande*, entrent tous les gentilshommes qui ont au-delà de 20 ans, & qui choisissent les 60 qui composent le conseil des *pregadi*. Ces *pregadi* ont le département des affaires de guerre & de paix; ils disposent de toutes les charges, reçoivent & envoient des ambassadeurs. Leur emploi dure une année. Le petit conseil, *il consiglio*, qui est composé de trente gentils-hommes, a soin de la police, du commerce; il administre les revenus publics, & juge dans les affaires d'appel qui sont de moindre importance. Cinq provideurs confirment à la pluralité des voix, tout ce que ceux qui gouvernent, ont fait. Dans les affaires civiles, & sur-tout dans celles qui regardent les dettes, six sénateurs ou consuls font la première instance, on en appelle au college des trente, & de celui-ci encore dans quelques cas au conseil. Il y a un juge particulier pour les affaires criminelles. Trois personnes président au commerce de la laine. Cinq conseillers de santé ont pour objet de préserver la ville des maladies contagieuses. Il y a quatre personnes établies pour les péages, sur la douane & la monnoye, &c. On dit que la république a eu autrefois environ une tonne d'or de revenus. Comme elle n'est pas assez puissante pour se défendre d'elle-même, elle s'est mise sous la protection de plusieurs puissances, & principalement sous celle de l'empereur Turc. Le tribut qu'elle lui paye, y compris les frais de l'ambassade députée tous les trois ans, monte annuellement à 20000 sequins. Réciproquement la république est fort nécessaire aux Turcs, qui par son moyen reçoivent toutes sortes

de marchandises nécessaires, sur-tout des armes & des munitions de guerre. Elle pousse exccessivement loin les précautions qu'elle prend pour sa liberté : de-là vient par exemple que les portes de Raguse ne sont ouvertes que quelques heures par jour. Elle professe entièrement la religion catholique romaine, permettant néanmoins des exercices publics de piété aux arméniens & aux mahométans. La langue vulgaire des Ragusains est l'esclavonne, mais ils parlent aussi presque tous l'italien. Les habitans de l'état bourgeois sont presque tous le négoce, & leurs manufactures sont belles. Il n'y a que le recteur, les nobles & les docteurs qui puissent porter des étoffes de soie.

RAILLERIE, f. f., *Morale*, propos spirituel & piquant, fondé sur le ridicule, les défauts & même la vertu de ceux qu'on raille.

La raillerie presque toujours armée par l'envie & la malignité, déconcerte souvent la sagesse & la probité : mais elle n'a de prise réelle que sur le vice; elle finit par se déshonorer lorsqu'elle attaque la vertu. Il faut de la force pour oser être vertueux dans les nations où le vice, tout fier du nombre & du rang de ses adhérens, pousse l'impudence jusqu'à vouloir se moquer des qualités devant lesquelles il devoit baisser les yeux.

Tout railleur est un homme vain & méchant. La raillerie suppose toujours le dessein de blesser plus ou moins celui sur qui on l'exerce; elle renferme le reproche de quelque défaut que l'on expose à la risée. Une dame célèbre a dit avec raison, que les personnes qui ont le besoin de médire & qui aiment à railler, ont une malignité secrète dans le cœur. De la plus douce raillerie à l'offense, il n'y a qu'un pas à

» faire. Souvent le faux ami, abusant
 » du droit de plaisanter, vous blesse ;
 » mais la personne que vous attaquez
 » a seule droit de juger si vous plaisan-
 » tez : dès qu'on la blesse, elle n'est
 » plus raillée, elle est offensée. La rail-
 » lerie, disoit un ancien, est comme le
 » sel, qu'il ne faut employer qu'avec
 » précaution. »

La *raillerie* est presque toujours une arme dangereuse ; & ses traits sont quelquefois plus cruels & plus insupportables qu'une injure. Railler celui que l'on appelle son ami, c'est se déshonorer par une vraie trahison ; c'est l'immoler à des indifférents : c'est montrer qu'on l'aime beaucoup moins qu'un bon mot. Railler les indifférents, c'est s'exposer follement à leur ressentiment : c'est provoquer gratuitement leur mauvaise humeur. Railler ses supérieurs seroit une folie dont on craindroit d'être châtié. La *raillerie* ne peut donc impunément s'exercer que sur les amis, & pour lors elle est une perfidie ; ou sur les inférieurs & sur les malheureux, ce qui est une lâcheté détestable.

Cependant rien de plus commun que cette cruauté. Les hommes ne se plaisent pour l'ordinaire à railler que ceux qu'ils devroient & plaindre & consoler. Ils versent à pleines mains le ridicule & les sarcasmes sur des gens dont les infortunes ou les défauts devroient exciter la pitié. Un homme est-il contre-fait ? a-t-il l'esprit borné ? a-t-il commis quelque bêtise ? est-il nécessairement & forcé de tout endurer ? Aussi-tôt il est en butte à des *railleries* continuelles ; il devient le jouet de la société ; il essuie les piquures d'une foule de lâches qui cherchent à briller à ses dépens, & qui lui font sentir le poids de leur supériorité. Il n'est personne qui ne se croie en droit d'insulter les misérables,

Ces dispositions se trouvent sur-tout dans les enfans, toujours très-prompts à saisir les défauts, les infirmités, les faiblesses, les ridicules des personnes qui s'offrent à leur vue. On les rencontre encore dans ceux en qui l'éducation & la réflexion n'ont pas fait disparaître ce penchant inhumain.

La *raillerie* est doublement injuste, lorsqu'elle est impolie, & lorsqu'elle porte à faux. La *raillerie* porte à faux, non-seulement lorsqu'on raille quelqu'un sur un défaut qu'il n'a point, ce qui n'arrive guère ; mais encore lorsqu'on cherche à faire paroître ridicule ce qui ne l'est point, & cela arrive fort souvent.

Les *railleries* les plus offensantes sont celles qui sont à-la-fois les plus justes & les plus ingénieuses. Ainsi lorsqu'on reproche à quelqu'un qu'il est railleur, il s'excuse mal en disant qu'on ne l'a jamais vu faire une *raillerie* plate ou injuste. Au reste, toute *raillerie* qui offense, est injuste à proportion de l'importance de ce qui en fait la matière.

Si la *raillerie* peut être permise, ce n'est qu'à ces trois conditions. 1°. Ne railler que sur des défauts libres & volontaires, des défauts peu importants, qui n'avilissent ceux qui les ont, ni à leurs propres yeux, ni aux yeux des autres. 2°. Ne railler que ceux qui savent bien que nous les estimons, & que nous les aimons. 3°. Ne les railler qu'en présence de ceux qui ont pour eux les mêmes sentimens. Ce qui pique dans la *raillerie*, c'est qu'elle est une marque de mépris pour celui qui en est l'objet, ou du moins qu'elle est très-propre à en inspirer, & sur-tout à inspirer cette sorte de mépris qui naît du ridicule.

Comme les railleurs sont les plus sensibles à la *raillerie*, lorsqu'ils ne peuvent la repousser, ou attaquer à leur

tour, l'esprit railleur est encore plus haï par ceux qui l'ont, que par ceux qui ne l'ont pas. Personne ne hait plus un bon railleur qu'un moins bon. Un talent supérieur au nôtre, & qui s'exerce à nos dépens, nous paroît doublement haïssable. Et voilà ce qui rend les railleurs inexcusables. Par le mal qu'ils sentent, ne connoissent-ils pas celui qu'ils font? S'il y avoit un railleur insensible à la *raillerie*, je l'excuserois peut-être. Je me trompe; je ne l'excuserois point encore, du moins s'il est bon railleur; car s'il l'est, il a de l'esprit, & il connoît l'homme. Il fait donc que la *raillerie* doit blesser les autres, quoiqu'elle ne le blesse point lui-même. Il fait qu'ils ne lui ressemblent pas.

Il n'y a personne qui ne sache bien que tout railleur est détesté, & à proportion, comme je l'ai dit, qu'il raille plus ingénieusement. Cependant ce qu'il y a peut-être de plus difficile, de plus beau, je dirois volontiers de plus héroïque, c'est de ne railler jamais, malgré beaucoup de penchant & de talent pour la *raillerie*, sur-tout si l'on n'a guère d'autre talent.

Plus on vit dans le monde, moins on y sent les vices, & mieux on y sent les ridicules. Héracle eût bientôt cessé d'y pleurer, Démocrite y eût toujours ri davantage. On y devient moins misantrope, & on y deviendrait volontiers plus railleur, si le penchant à la *raillerie* toujours plus excité par les occasions, n'étoit en même tems réprimé par le danger toujours mieux connu de s'y livrer.

Si la *raillerie* piquante l'est d'autant plus, sur-tout en présence d'autrui, si le railleur est d'un rang plus supérieur à celui du raillé, la *raillerie* douce & modérée est d'autant plus flatteuse,

parce qu'elle marque de la familiarité, & qu'elle y invite. Mais comme la distinction entre ces deux sortes de *railleries* est extrêmement délicate, le railleur & le raillé peuvent très-aisément s'y méprendre. Le plus sûr est donc de ne railler jamais ses inférieurs.

S'il y a quelque chose plus rare encore que le bon railleur & le bon plaisant, c'est le bon raillé & le bon plaisanté. Mais il est encore plus rare d'être à-la-fois l'un & l'autre, bon railleur & bon raillé, bon plaisant & bon plaisanté. L'embarras de celui qu'on raille & qu'on plaisante, vient principalement de ce qu'il est piqué, & qu'il voudroit ne le point paroître. Il faut entendre *raillerie*, mais il n'est pas dit qu'il faille entendre injure. Le galant-homme entend *raillerie*; le bon chrétien souffre & pardonne l'injure.

La bonne *raillerie*, gaye, naïve & plaisante, ou fine & délicate, est une chose dont les personnes les plus intelligentes, tant parmi les anciens que parmi les modernes, ont toujours fait beaucoup de cas. Cicéron, dans le plus sérieux de ses ouvrages, en parle favorablement, mais en la renfermant dans ses justes limites. „ Nous ne devons rien „ faire, dit-il, à la légère, au hasard, „ sans réflexion & avec négligence. La „ nature ne nous a pas mis au monde „ pour jouer & badiner; elle nous a „ plutôt destinés à des occupations graves & sérieuses. Cependant il est permis de rire & de plaisanter; mais „ c'est une chose dont il faut user comme du sommeil ou des autres récréations qui succèdent au travail & aux „ affaires importantes ! ” *Ut ne quid temere ac fortuito, inconsiderate negligeretur agamus. Nec enim ita generaliter à natura sumus, ut ad ludum jocumque facti esse videamur: sed ad severitatem*

potius & ad studia quedam graviora, atque majora. Ludo autem & joco uti quidem licet ; sed sicut somno & quietibus ceteris, tum, cum gravibus seriisque rebus satisfecerimus. Cic. de Off. l. 1.

Il est de fait que des esprits naturellement vifs & gais, quand ils se sont débarrassés d'affaires considérables & pénibles, ont un penchant à chercher des délaissemens, à s'amuser même des moindres bagatelles : & cette disposition, considérée sous son vrai point de vue, n'est pas un des moindres présens du ciel. Un homme de bonne humeur se tire non-seulement mieux de tous les embarras de la vie, qu'un homme sérieux & sombre ; mais il est très-rare qu'un tel homme soit méchant. Au moins y a-t-il incontestablement beaucoup plus de scélérats mornes que gais.

Ce penchant, quand la nature n'en a donné qu'une médiocre dose, peut être nourri, fortifié par la lecture d'ouvrages plaisans. Des personnes qui se sentent trop portées au sérieux, ou qui, par une trop longue application à des objets profonds ou pénibles, ont perdu leur vivacité originaire, peuvent tirer un fort grand parti des livres véritablement gais & plaisans. Il en est comme du bon effet qu'éprouve un prince, un ministre, chargé du poids d'une grande administration, lorsqu'il se met à table avec des convives spirituels & amusans, qui dérident son front & adoucissent son humeur. C'étoit l'idée de Citois, médecin du cardinal de Richelieu, lorsqu'il lui ordonnoit une drague de bois-robot.

Les beaux-arts ne sont pas moins utiles, lorsqu'ils entretiennent cette salubre gayeté, que quand ils procurent l'accroissement des vertus & la correction des mœurs. Comme autrefois les Arcadiens, à cause de leur grossièreté

naturelle, regardoient la musique comme un besoin national ; de même, des ouvrages plaisans, pourvu que les musées & les grâces y aient imprimé leur sceau, peuvent être de la plus grande utilité à une nation trop ardente ou trop sombre. De tels ouvrages peuvent être employés à former ou à réformer le caractère des individus & des peuples.

Quand nous ne leur attribuerions qu'une efficace passagère, & qu'ils ne seroient, suivant l'expression d'Horace, que *dulce laborum lenimen*, on pourroit s'en servir comme de remèdes calmans & adoucissans, & ils ne laisseroient pas de conserver un prix assez considérable.

Honneur donc à ces personnes d'un caractère jovial, dont les railleries ingénieuses, délassent notre esprit de travaux fatigans, accouroissent les heures de l'ennui, & remettent notre ame assaillie sous le poids du travail ou du chagrin, dans une assiette tranquille & agréable ! Autant qu'un philosophe méprise les cris & les emportemens d'une troupe de saunes & debacchantes, qui voudroient que tous les fleuves fussent de vin, & tous les bocages consacrés à Vénus ; autant est-il précieux à ses yeux ce rire naturel, aisé, fin, qui s'insinue, se communique & changeroit à la fin les déserts les plus arides en bosquets délicieux.

Une remarque digne d'attention, c'est que le don de la bonne plaisanterie est rarement le partage de ces têtes légères qui tournent à tout vent, ou de ces bons vivans qui n'aiment que la sensualité. Les excellens railleurs sont pour l'ordinaire des gens dont le caractère est fort sérieux & l'esprit solide ; ce qu'ils rend propres aux grandes affaires. Cicéron à jeûn, & absorbé dans le travail le plus pénible, s'entendoit à mer-

veille à railler l'ignorant & voluptueux Antoine, qui consumoit les jours & les nuits dans toutes sortes de débauches. Cet exemple se renouvelle tous les jours; & prouve combien la nature a mis d'affinité entre le sérieux & la bonne raillerie.

Mais la raillerie acquiert une double importance, quand elle sert à donner du ridicule aux folies & de l'opprobre aux vices. Un excellent critique a remarqué que la raillerie a sur les esprits un empire auquel ils ne sauroient résister. *Habet vim nescio an imperiosissimam, & cui repugnari minime potest.* Quint. *Instit.* l. VI. c. 3. Quand la folie a pour adversaire la bonne raillerie, il faut qu'elle succombe. Si le fou n'est pas toujours guéri par ce remède, c'est du moins un préservatif pour celui qui auroit pu être attaqué de la même folie.

C'en est assez pour le poids & le prix de la raillerie. Il s'agiroit à-présent de déterminer ce qui en constitue la véritable espèce, & cet esprit qui convient mieux aux beaux-arts. Mais c'est le cas de dire avec Cicéron : *Cujus utinam artem aliquam haberemus.* Un Allemand, Matthieu Delius, Hambourgeois, dont l'ouvrage de *Arte jocandi* a été inséré dans le second volume des *Deliciae poetarum Germanorum*, a essayé d'enseigner l'art de railler; mais malheur à celui qui voudroit aller à son école. „ Il „ y a, dit Cicéron, *De off.* l. I. deux „ sortes de raillerie, l'une grossière, „ insolente, deshonnête, obscène; l'au- „ tre élégante, réjouissante & pleine „ d'urbanité. „ *Duplex omnino est jocandi genus: illiberale, petulans, flagitiosum, obscenum: alterum elegans, urbanum, ingeniosum, facetum.* Les caractères de la mauvaise raillerie se tirent non-seulement de la bassesse du fond & de l'expression; mais encore de l'ex-

trémité à laquelle on la pousse, sans prendre garde à aucune bienséance.

La propriété essentielle de la bonne raillerie est sans contredit ce que Cicéron en nomme *le sel*, & ce sel n'est autre chose qu'une finesse d'esprit qu'on peut mieux sentir que décrire. Moins les moyens qui rendent une chose plaisante tombent sous les yeux, plus ils ont de subtilité & se dérobent aux hommes dont l'esprit est borné & le sentiment grossier, & plus il y a de sel dans la raillerie. Quand on la fonde sur quelque comparaison ou application, dont le moindre degré de réflexion découvre le peu de fondement, on appelle une semblable raillerie froide; & si l'on s'y sert d'idées ou d'images communes, trop matérielles, & qui ne puissent être goûtées que des gens du commun, elle est dite grossière. Quand on y a recours à des subtilités, à des analogies purement artificielles, & qui n'ont aucun fondement naturel, à des jeux de mots, &c. c'est une raillerie insipide & forcée. (F.)

RAISON, f. f., *Morale*, c'est la faculté de l'ame d'inférer des propositions probables ou certaines de principes probables ou certains; & l'on appelle être raisonnable, celui qui, de principes probables ou certains, tire à l'ordinaire des propositions probables ou certains. De cette définition suit,

1°. Qu'on n'est pas un être raisonnable, sans principes probables ou certains, & de plus, sans que l'on sache en inférer des propositions probables ou certaines; & que par conséquent le nombre de ces êtres fortunés est bien petit.

Remarquons cependant que le nombre des principes & des propositions inférées ne fait rien à la nature de la raison. Un payfan peut être un être aussi raisonnable

raisonnable qu'un Leibnitz, un Newton, un Montequien, un Galilée. Toute la différence à cet égard d'un paysan d'avec un de ces grands hommes, consiste en ce que ceux-ci, occupés d'un plus grand nombre d'objets, ont besoin d'un plus grand nombre de principes; tandis que le paysan bornant ses vues à la conservation de soi-même, à la propagation de son espèce, à l'économie rustique & domestique, & aux devoirs principaux de sa religion, n'a besoin que d'un petit nombre de principes qui le dirigent dans la sphère étroite de ses actions. Que s'il en tire, dans les occasions, des conséquences justes, & qui découlent naturellement de leurs principes, ce paysan sera aussi raisonnable & plus encore qu'un grand philosophe, exposé à s'égarer fort souvent par la multiplicité & l'éloignement des conséquences de leurs principes.

2°. Que la *raison* est une habitude. Car inférer de tems en tems quelques propositions probables ou certaines de leurs principes, & s'égarer à l'ordinaire, ce n'est pas faire usage de la *raison*; les foux mêmes inferent souvent quelque conséquence juste de leurs principes. Ainsi un être raisonnable n'est pas celui qui infere de tems à autre quelque proposition qui découle naturellement de ses principes: tout comme un homme n'est pas vertueux de ce que quelquefois il se conforme aux principes immuables de la vertu; mais il faut qu'il s'y conforme à l'ordinaire. C'est pourquoi l'on n'appellera un être *raisonnable* que celui qui à l'ordinaire tire des conclusions justes, & des propositions qui découlent naturellement de leurs principes.

3°. Que c'est mal à-propos que l'on a défini l'homme un être *raisonnable*: l'homme est un être capable de *raison*;

Tome XII

& il ne devient raisonnable que par une éducation capable de lui développer la faculté de raisonner, & de lui fournir les vrais principes dont il puisse en tirer les conséquences nécessaires à son art, à sa vocation. Ces principes sont les matériaux de tout raisonnement; l'exercice de les manier, d'en inférer avec justesse & précision les vérités nécessaires à la vie religieuse, civile & économique, forme le grand art de raisonner.

4°. Que c'est à l'ontologie & aux mathématiques à monter la machine humaine au raisonnement; car c'est à l'ontologie à nous fournir les principes généraux des choses, & aux mathématiques à nous exercer avec précision & justesse dans leur usage.

5°. Qu'un être raisonnable ne tire pas toujours des propositions certaines, parce qu'il n'a pas toujours des principes certains; mais obligé souvent à n'avoir d'autre guide dans ses recherches que des principes plus ou moins probables, il ne sauroit alors inférer que des propositions plus ou moins probables. Mais la *raison* brille alors, si l'âme n'envisage pas ces propositions comme certaines, mais si elle les évalue simplement pour ce qu'elles valent. Les recherches sont souvent si éloignées des principes certains, les objets des recherches sont quelquefois si peu à notre portée, pour leur faire l'application des principes, que nous ne voyons qu'obscurément & que confusément la liaison de ces mêmes principes avec les propositions que nous en inferons; & dès lors nous risquerions de nous égarer, si nous envisagions ces propositions comme certaines; nous ne ferions rien moins que des êtres raisonnables dans ces sortes d'évaluations.

6°. Que l'homme est un être lupé.

C

rieur aux bêtes par la disposition à la *raison*. La bête borne ses vues à la conservation de soi-même & à la propagation de son espèce; elle y est portée par des loix mécaniques; or des principes mécaniques on ne sauroit tirer que des vérités mécaniques & nécessaires. Les perceptions, les jugemens, les raisonnemens des bêtes sont nécessaires; & il est impossible que la bête s'écarte dans ses conséquences de ses principes. Mais l'homme, destiné par le Créateur à former son esprit & son cœur, à se conformer à une loi morale, à viser bien plus à l'avenir qu'au présent, a besoin d'un plus grand nombre de principes, & de l'exercice d'en tirer des conséquences propres pour ce grand but. Ces principes doivent le conduire dans le calcul de ses véritables intérêts, qui fort souvent ne sont pas moins cachés qu'importans, & c'est pour cela que le Créateur lui a accordé aussi la liberté, pour qu'il ne fût pas obligé, comme la bête, à prendre son parti sur le champ, mais qu'il pût suspendre l'illusion de ses conséquences, & faire usage de tous les moyens que l'éducation lui a accordés, pour en connoître, avec la plus grande évidence possible la liaison avec les principes.

Mais comme la bête infère aussi des propositions contenues naturellement dans ses loix mécaniques, rien n'empêche de dire que les bêtes ont une *raison* mécanique, & que les hommes ont la disposition à la *raison* morale. Cependant comme les conséquences mécaniques que la bête semble tirer, dérivent naturellement de leurs principes, & que la bête ne sauroit ne pas tirer; tandis que l'être raisonnable les tire lui-même, sans y être forcé, ni intrinsèquement, ni extrinsèquement,

il est clair que le mot de *raison*, la dénomination d'être *raisonnable* ne sauroit convenir qu'à l'homme, lorsqu'il a contracté cette noble habitude.

7°. Que l'homme chez qui l'éducation ne développe pas la disposition à la *raison*, & n'en forme pas la faculté, est le plus misérable de tous les animaux. L'homme n'est pas fait pour les loix mécaniques, mais pour les loix morales, qui doivent même diriger chez lui les loix mécaniques, telles que celles de la conservation de soi-même & de la propagation de son espèce. Mais il faut qu'il connoisse ces loix morales, & que par sa *raison* il en infère les conséquences convenables dans toutes les occasions de la vie. S'il ne les connoît pas, s'il n'a pas été dressé à en inférer les conséquences nécessaires à son état, à sa vocation, tout est en désordre chez lui; ses actions ne seront conformes ni aux loix morales, ni aux loix même mécaniques, qui cependant sont un guide infailible chez les bêtes. Tout le monde connoît les effets de la débauche contre les loix mécaniques de la conservation de soi-même & de la conservation de l'espèce. Mais quoique le mal de ce désordre soit assez grand pour le redouter, il est infiniment petit en comparaison de l'influence funeste que le manque de *raison* a sur le sort de l'homme dans l'autre vie. Cette vérité cependant, toute évidente qu'elle est, est très-peu sentie, & le nombre de raisonnables parmi les hommes est infiniment petit.

L'on distingue des vérités au-dessus de la *raison*, selon la *raison* & contre la *raison*. Les vérités au-dessus de la *raison* sont celles dont nous manquons de principes, pour en inférer. Ainsi il y a des vérités au-dessus de la *raison* de tous les hommes, & des vérités au-

dessus de certains hommes en particulier. Les premières sont celles dont les principes surpasseient les bornes de l'entendement humain, telles que les vérités qui regardent la nature de Dieu, ses attributs, la nature des êtres simples, &c. Les secondes sont celles pour lesquelles nous n'avons pas acquis les principes; telles que les connoissances de la médecine, pour celui qui n'en a pas appris les principes; celles de la jurisprudence pour celui qui ne connoit pas les principes du droit, &c.

On appelle *vérités conformes* ou *selon la raison*, celles qui découlent naturellement des principes que nous connoissons, & que nous inférons d'eux par une conclusion probable ou certaine.

Enfin, nous donnons le nom de *vérités contre la raison*, si on peut les appeler *vérités*, à celles dont nous tirons le contraire de nos principes; bien entendu que ces principes soient certains; car si les principes sont faux, nous envisagerons contre la *raison* des propositions qui lui seront très-conformes.

Un homme raisonnable respecte les vérités qui sont au-dessus de la *raison*, persuadé des bornes étroites de son entendement, & de l'infinité des connoissances qui ne seront jamais à notre portée: il s'attachera aux vérités qu'il reconnoitra conformes à ses principes, & il rejettera enfin tout ce qu'il connoitra clairement & distinctement contraire à la *raison*. Au reste l'ouvrage le plus pénible de la *raison*, est de connoître sans se tromper les propositions au-dessus de la *raison*, conformes à la *raison* & contraires à la *raison*. Tous les efforts de l'homme ne tendent qu'à cette recherche & à cette découverte. (D. F.)

RAISON, *Jurispr.*, signifie quelquefois un droit qui appartient à quelqu'un, comme quand on dit, *noms, raisons & actions*: quelquefois *raison* est pris pour *justice*; comme quand on dit, *demandez raison, faire raison*. Souvent *raison* est pris pour *compte*, c'est en ce sens que les marchands appellent *livres de raison*, ceux qui contiennent l'état de tout leur commerce, tant pour eux que pour leurs associés. **v. ACTION, DROIT, OBLIGATION.**

RAISON D'ÉTAT, *Droit politiq. v. ÉTAT, raison d'.*

RAISON NATURELLE DES LOIX, *Droit Natur.* Il est des loix où le législateur ne doit avoir aucun égard aux circonstances du pays, ou du peuple pour qui elles se font; où il ne doit prendre pour guide que la seule *raison naturelle*, & ne suivre d'autres règles que celles de la plus exacte simplicité: telles sont les loix qui concernent les moyens d'acquérir la possession & la propriété des choses; celles qui ont pour objet les servitudes des héritages, & une grande partie de celles qui reglent les contrats.

On ne voit qu'absurdités dans les titres du code de Justinien, qui se rapportent à ces matières. Je ne pourrois sans un travail aussi ennuyeux que long, relever toutes les absurdités répandues dans les loix, sur les moyens d'acquérir la possession & la propriété des choses, & sur les servitudes des héritages.

N'est-ce pas d'abord une absurdité revoltante, qu'il y ait plus de mille loix, sur chacune de ces matières? Et que contiennent ces loix? des subtilités, des jeux de mots, des inepties, & presque rien de plus. Sans cela, comment les loix, sur ces sujets, auroient-elles été si nombreuses? La *raison* est

une; mais les sottises des hommes sont sans nombre.

Voici jusqu'à quel point les anciens juriconsultes portoient l'absurdité. Si un peintre avoit fait, par malice ou par ignorance, un tableau, sur de la toile qui ne lui appartenoit pas, la plupart de ces légistes décidoient que ce tableau, quelque excellent qu'il fût, devoit céder à la toile, dont la peinture n'étoit que l'accessoire; & que la peinture appartenoit au propriétaire de la toile, sans qu'il fut obligé d'en payer le prix au peintre, parce que le premier étoit le maître de la matiere, sur laquelle on avoit travaillé, *l. 23. D. de rer. vind.* De même, si quelqu'un écrit sur du papier qui appartient à un autre, selon ces juriconsultes, l'écriture, quelque importante & secrète qu'elle puisse être, doit céder au papier, parce que celui-ci est le principal, & que l'autre n'en est que l'accessoire, *lup. §. 33. de rer. divis.* L'empereur Justinien a reformé en partie la première décision, par une distinction qui la modère, mais qui ne la leve pas entierement: il a laissé subsister toute l'absurdité de la seconde décision. Il a senti qu'il seroit ridicule, qu'un tableau d'Apelles, ou de Parrhasius, dût céder à une chétive toile. Mais il n'a pas senti qu'il étoit plus ridicule encore, & souvent très-dangereux, qu'une affaire de cabinet, un négoce de conséquence, un compte important, dussent être livrés entre les mains d'un tiers; & que celui-ci en vint le propriétaire, parce que le papier, sur lequel on a écrit toutes ces choses, lui appartient. Presque tous les titres, de *acquiritur vel adiutendū possessio*, dans le digeste, de *verum divisio*, dans les institutes; presque tous ces titres, dis-je, sont remplis de pareilles futilités.

Je ne parlerai pas ici des servitudes. Pour faire comprendre à ceux qui ne sont pas initiés dans les mystères du droit romain, ce que je voudrois en dire, je serois obligé de traiter bien des choses qui m'éloigneroient de mon sujet. M. Noodt, universellement reconnu pour le plus savant & le plus judicieux des auteurs qui, dans ces derniers tems, ont écrit sur les loix romaines, démontre, que les anciens juriconsultes ont eu, dans la matiere des servitudes, des principes de pure subtilité, également opposés au bon sens & à la saine raison; que, quelques-uns d'entr'eux, choqués de l'absurdité de ces principes, les ont enfin abandonnés, mais sans aucun succès, le parti contraire ayant toujours prévalu contre ces sentimens nouveaux. Les compilateurs du digeste ont pris leurs loix indifféremment, & de ceux qui étoient attachés aux anciens principes, & de ceux qui suivoient les opinions nouvelles: d'où il est résulté, dans la matiere des servitudes, comme dans toutes les autres, des inconsequences sans nombre, que les seuls lumieres de la raison font assez connoître, & qui, par une suite nécessaire, ont enfanté & enfantent, tous les jours, des disputes, des procès, & des sentences contradictoires dans les tribunaux. v. SERVITUDE.

Les loix des douze tables n'ont rien statué sur ces matieres, si nous devons en juger par les fragmens qui nous en restent, & par le silence des juriconsultes: on ne peut qu'applaudir à la conduite des décemvirs à cet égard. De quelle utilité peuvent être des loix sur des matieres, à l'égard desquelles les juges ne sauroient concevoir le moindre doute sur le droit ou le tort des plaideurs; & où ils ne sauroient même avoir la ressource de scinder de mécon-

noître de quel côté doit pencher la balance, à moins de vouloir se charger du mépris de leurs supérieurs & de leurs inférieurs, qui regarderoient comme une chose révoltante, dans des juges de profession, de ne savoir pas distinguer une lumière, qui est apperçue de tout le monde ? En prétendant régler ces objets par des loix, le législateur ne fait que les embrouiller, & les couvrir d'un voile, impénétrable aux rayons de la plus vive lumière. Enfin, ces loix sont une louree intarissable de disputes, de procès & de chicanes. Comme les paroles sont toujours moins claires que les idées fournies par la *raison naturelle*, les chicaneurs s'attachent aux expressions du législateur, pour trouver de quoi justifier des prétentions, que la *raison* désapprouve. Par exemple, s'il n'y avoit pas de loix, sur les servitudes des héritages, on ne disputeroit pas, s'il peut y avoir de servitude, là où il n'y a pas continuité de cause; s'il est contre la nature des servitudes, d'obliger le maître de l'héritage, qui en doit une, à faire quelque chose en faveur de celui à qui elle est due; si une servitude peut être constituée, non-seulement pour rendre l'héritage plus utile à son maître, mais encore plus délicieux. Si l'on agit à présent ces questions, & s'il en naît si souvent des procès, il faut l'attribuer aux loix, qui ont déclaré que la cause des servitudes doit être perpétuelle de sa nature; que les servitudes s'imposent, pour l'utilité des héritages; qu'elles sont attachées à ceux-ci, & non à leurs maîtres. Sans ces loix, on suivroit simplement les accords & la volonté des testateurs: on ne s'aviserait jamais de former de pareils doutes.

Il est d'autres loix, où la *raison naturelle* n'est point écoutée où elle est même choquée; & qui ne laissent pas,

pour cela d'être bonnes. C'est alors un sacrifice, fait au bien public: telle est la loi, qui établit la prescription. Cette loi fixe un tems, après lequel, celui qui possède un bien qui ne lui appartient pas, en acquiert la propriété, sans qu'il puisse être inquiété à ce sujet, quoiqu'il n'ait d'autre titre que cette possession, pendant tout le tems prescrit par la loi. En la faisant, on s'est proposé de prévenir les troubles & les contestations parmi les particuliers, de mettre un frein à l'impudence des chicaneurs, & d'exercer la vigilance des propriétaires, dont la négligence fournissoit souvent à d'autres l'occasion de s'emparer de leurs biens, & de les garder long-tems à leur insçu. Ces motifs justifient la dureté de la loi. Il ne s'agit donc plus que de fixer un tems convenable au peuple, pour lequel elle doit être faite.

Les loix des douze tables avoient fixé un an, pour les meubles, & deux ans pour les immeubles. Comme la république étoit alors très-petite, & que son territoire étoit renfermé dans des bornes très-étroites, ce terme étoit assez long. Dès qu'elle se fut aggrandie, on fit une loi pour le prolonger. Voyez Gothofred. *in not. ad L. l. 12. tabul. Heinec. antig. Roman. ad Instit. de usucap.* Sans cela, il eût été difficile, & souvent même impossible au maître, de découvrir l'usurpateur de son bien. On fit aussi des loix, à Rome, pour empêcher que la prescription n'eût lieu, pour les choses volées, ou dont on s'étoit emparé par violence. Voyez Heinec. *Loc. cit. Instit. §. 2. de usucap.* On en excepta cependant celles qui, étant retournées à leurs maîtres légitimes, seroient retombées en des mains étrangères, par la pure négligence des propriétaires. Ces loix pouvoient suffire, pour légitimer & tempérer tout ce qu'il y

avoit de dur dans la prescription : mais dans la suite, on a voulu la modérer encore plus. Dès lors, la possession des biens devint une source d'inquiétudes & d'embarras : on vit éclore de toutes parts les procès & les chicanes. Les papes vinrent ensuite troubler les consciences, en déclarant que la prescription les intéressoit : ils firent donc des loix, pour empêcher qu'elle ne devint préjudiciable au salut des chrétiens. Les tribunaux laïcs ont été assez imbécilles, pour adopter ces loix, comme ils en ont adopté tant d'autres ; & depuis ce tems, la prescription n'est plus qu'un vain titre, qu'on allégué, quand tout est inutile & qui ne fait gagner aucun procès. Le cardinal de Luca, le plus expérimenté & le plus sage de tous les jurisconsultes praticiens, avoué ingénument qu'il n'a jamais vu triompher aucun de ceux qui n'avoient d'autre titre que celui de la prescription, Theat. *Vit. tit. de prescr. D. 1.* Ainsi les papes, en voulant soumettre cette matière aux règles de la *raison naturelle*, ont blessé l'intérêt public, qui doit cependant être l'objet de toutes les loix. Les prêtres ne doivent pas s'en mêler : ils n'ont en vue que les avantages de l'ordre sacerdotal : aussi ont-ils eu soin de mettre les biens ecclésiastiques à l'abri de toute prescription.

✓ Dégagée de toutes les inepties canoniques, la prescription pourroit être d'un grand usage, parmi les peuples où les particuliers possèdent des biens inaliénables, comme des fidei-commis, des majorats, des fiefs. Ceux à qui ces biens appartiennent, les vendent souvent à des personnes qui ne sont pas instruites de la qualité de ces héritages, que les successeurs des premiers viennent à revendiquer. Qu'en arrive-t-il ? Ces procès, longs & dispendieux par leur na-

ture, le deviennent encore plus, s'il s'agit d'aliénations faites dans des tems reculés ; les preuves que l'on doit faire, étant plus longues, plus sujettes à des exceptions, plus compliquées, & plus difficiles à trouver & à faire valoir, la multiplicité des frais épuise les parties. Le demandeur est débouté, soit parce qu'il n'a pas prouvé l'identité des héritages, soit parce que les aliénations sont comprises dans les déractions, que le fidei-commissaire pouvoit faire ; soit par d'autres motifs qui se présentent en foule : ou, s'il est maintenu dans ses prétentions, la partie adverse est ruinée par la restitution qu'elle est obligée de faire. D'ailleurs les avocats, les procureurs, les greffiers, & autres gens de justice, emportent toujours les deux tiers de ces biens. Ne pourroit-on pas prévenir la plupart de ces procès, en statuant la prescription du droit des successeurs dans ces héritages, lorsqu'ils auroient laissé passer un an après la mort du vendeur, sans intenter leur action en justice. Il est vrai que cette loi favoriseroit les démembrements des héritages inaliénables ; mais l'utilité considérable qui en résulteroit pour le public, feroit bientôt disparaître ce léger inconvénient. (F.)

RANÇON, subst. f., *Jurisprud.*, c'est la somme qu'on paye pour un prisonnier de guerre ou un esclave à qui on fait rendre la liberté. v. PRISONNIER.

On prend aussi le mot de *rançon* pour une convention qui intervient entre le commandant du vaisseau qui a attaqué, & celui du vaisseau qui a été attaqué, par laquelle le commandant du vaisseau attaquant, consent de laisser aller le vaisseau attaqué, & lui donne un sauf-conduit, moyennant une somme convenue, que le commandant du vaisseau

attaqué, tant en son nom qu'au nom des propriétaires, tant de son vaisseau que des marchandises qui y sont chargées, promet de payer, & pour sûreté duquel payement il donne un otage.

Cette convention se fait par un acte fait à double; le commandant du vaisseau attaqué en a un qui lui sert de sauf-conduit, & le commandant du vaisseau attaquant a l'autre qu'on appelle *billet de rançon*.

Cette convention est légitime; le droit de la guerre donnant au souverain, lorsque la guerre est juste, le droit de s'emparer des biens & des vaisseaux de ses ennemis; c'est une conséquence qu'il a aussi le droit de les rançonner.

Etant beaucoup plus avantageux pour l'Etat & pour l'armateur de prendre les vaisseaux ennemis, plutôt que d'en tirer seulement une *rançon*, les capitaines ne doivent admettre à *rançon* les vaisseaux ennemis qu'ils attaquent, que lorsqu'ils jugent ne pouvoir faire mieux; par exemple, lorsqu'ils se trouvent dans une position & dans des circonstances dans lesquelles ils ont un juste sujet de craindre qu'ils ne pourroient conserver la prise qu'ils auroient faite, ou lorsque la prise n'est pas assez de conséquence pour la conduire dans les ports, dont ils se trouvent éloignés; ce qui ne pourroit se faire qu'en interrompant la course, à la continuation de laquelle ils trouvent plus d'avantage dans ces cas, ou pour quelque autre juste cause. Le capitaine peut après en avoir conféré avec les principaux officiers, & de l'aveu du plus grand nombre de son équipage, admettre à la *rançon* le vaisseau ennemi.

Le capitaine du vaisseau attaquant, s'oblige en conséquence de la *rançon* convenue, à laisser le vaisseau rançonné aller ou retourner librement au lieu porté par le traité de *rançon*, pourvu qu'il

s'y rende dans le tems porté par ledit traité; & il lui donne pour cet effet un sauf-conduit qui doit pendant ledit tems le mettre à l'abri d'insulte de la part des commandans de tous les vaisseaux vainqueurs, & même de ceux des Etats alliés qu'il rencontreroit dans sa route pendant ledit tems, en leur représentant ledit sauf-conduit.

Le sauf-conduit n'a d'effet que lorsque le vaisseau est rencontré dans sa route, & dans le tems prescrit.

Néanmoins, s'il étoit justifié que c'est par une tempête que le vaisseau rançonné a été rejeté hors de la route, & qu'il fut en voie de la reprendre, il paroît équitable de déférer en ce cas au sauf-conduit.

D'un autre côté, le maître du navire rançonné s'oblige par la convention de *rançon*, à payer la somme convenue pour la *rançon*; il s'y oblige non-seulement en son nom, il y oblige aussi *actione exercitoria* tant le propriétaire du navire rançonné, que les propriétaires des marchandises qui y sont, chacun pour l'intérêt qu'ils y ont. C'est ce qui résulte de ces termes dans les modèles de traité de *rançon* que l'amirauté délivre :

„ Moi, (maître du navire,) tant en mon
„ nom, que celui desdits... proprié-
„ taires dudit vaisseau & des marchan-
„ dises, me suis volontairement soumis
„ au payement, &c." La raison est, que le propriétaire du navire, en le préposant à la conduite de son navire, & les marchands, en le préposant à la conduite de leurs marchandises, sont censés chacun lui avoir donné pouvoir de faire toutes les conventions qu'il jugeroit nécessaires pour la conservation des choses à la conduite desquelles ils l'ont préposé, & avoir consenti & accédé à toutes les obligations qu'il seroit obligé de contracter pour cet effet.

Les débiteurs de la *rançon*, pour s'acquitter de cette obligation, doivent non-seulement payer la somme convenue pour la *rançon*, ils doivent encore rembourser tous les frais de nourriture qui ont été fournis à l'otage qui a été donné pour sûreté du paiement de la *rançon*.

Si le vaisseau rançonné périloit par la tempête avant son arrivée, la *rançon* ne cesseroit pas d'être due; car le capitaine qui l'a rançonné, a bien garanti le maître du navire rançonné, de tous troubles de la part des commandants des vaisseaux vainqueurs & alliés qu'il pourroit rencontrer, mais il ne l'a pas garanti de la tempête, ni des autres cas fortuits.

Néanmoins, s'il y avoit une clause expresse par le traité de *rançon*, que la *rançon* ne seroit pas due, si le vaisseau périloit en chemin par la tempête, avant son arrivée, il faudroit suivre la convention.

Lorsque cette clause est portée par le traité, elle doit être restreinte au cas auquel le vaisseau rançonné auroit été submergé par la tempête, & elle ne doit pas être étendue au cas d'échouement; si l'échouement du vaisseau, dans le cas de cette clause, le déchargeoit de la *rançon*, il arriveroit souvent que des maîtres de navire rançonnés, pour se décharger de la *rançon*, le feroient échouer exprès, en sauvant leurs meilleurs effets.

Lorsque le vaisseau rançonné a été pris par un autre corsaire hors de sa route, ou après l'expiration du tems porté par le billet de *rançon*, & en conséquence déclaré de bonne prise; les débiteurs de la *rançon* en sont-ils en ce cas déchargés? Pour la négative, on dira, si les propriétaires du vaisseau rançonné & des marchandises, ne sont pas déchargés de la *rançon*, par la perte

qu'ils ont faite du vaisseau & des marchandises, par la tempête, qui est un cas fortuit, comme nous venons de le décider ci-dessus; ils doivent encore moins en être déchargés, lorsque la perte du vaisseau & des marchandises est arrivée par la faute de leur préposé, qui en contrevenant au traité de *rançon*, s'est mis volontairement dans le cas d'être pris par un autre corsaire.

Lorsque le capitaine d'un vaisseau, après avoir rançonné un vaisseau ennemi, est lui-même pris par l'ennemi, avec le billet de *rançon* dont il est porteur; ce billet de *rançon* devient, ainsi que le reste de la prise, la conquête de l'ennemi; & les personnes de la nation ennemie qui étoient débitrices de la *rançon*, se trouvent par ce moyen libérées de leurs obligations.

Cette dette qui a été une fois éteinte, ne peut plus revivre, quand même le vaisseau qui a rançonné l'ennemi, & qui a été depuis pris par l'ennemi, seroit depuis repris sur l'ennemi.

Outre les obligations respectives que la convention de *rançon* produit entre les parties contractantes dont nous venons de parler; elle donne lieu indirectement à quelques autres actions. Telle est celle que le maître du navire rançonné, qui s'est obligé en son propre nom au paiement de la *rançon*, a contre les propriétaires, tant du navire, que des marchandises dont il est chargé, pour qu'ils soient tenus chacun pour l'intérêt qu'ils ont de l'acquitter de cette obligation.

Cette action ne naît pas de la convention de *rançon*, elle n'en est que l'occasion; elle naît des contrats qui sont intervenus, tant entre le maître du navire & le propriétaire du navire, lorsque celui-ci l'a préposé à la conduite de son navire, qu'entre le maître & les propriétaires

propriétaires des marchandises, lorsque ceux-ci l'ont préposé à la conduite de leurs marchandises. Par ces contrats, les propriétaires, soit du navire, soit des marchandises, se sont obligés envers lui de l'indemniser des obligations qu'il seroit obligé de contracter pour la conservation, soit du navire, soit des marchandises.

La personne qui, à la réquisition du maître du navire rançonné, s'est volontairement & gratuitement rendue ôtage pour le payement de la rançon, a pareillement l'action *mandati contraria* contre le maître du navire rançonné, pour qu'il soit tenu de la dégager au plutôt, & de la faire mettre en liberté, en acquittant les sommes pour lesquelles elle s'est rendue ôtage; & en outre, pour qu'il soit de tout ce qu'il lui en a coûté & coûtera pour être ôtage, *quantum sibi ab est ex causâ mandati*.

Cette action naît du contrat de mandat, intervenu entre le maître du navire & cette personne; lequel résulte de ce qu'à la réquisition du maître du navire, cette personne a consenti de se rendre ôtage.

L'ôtage a aussi aux mêmes fins l'action *exercitoria* contre les propriétaires, soit du navire, soit des marchandises, lesquels en préposant le maître du navire à la conduite du navire & des marchandises, sont censés avoir consenti & accédé à toutes les conventions & contrats qu'il seroit pour la conservation du navire & des marchandises, & par conséquent au contrat de mandat intervenu entre le maître du navire & l'ôtage.

L'ôtage, pour l'action qu'il a contre les propriétaires du navire rançonné & des marchandises, a un privilège sur ledit navire & lesdites marchandises. (P. O.)

Tome XII.

RANCUNE, f. f., *Morale*, haine secrète & invétérée qu'on garde au fond de son cœur, jusqu'à ce qu'on trouve les moyens de l'exercer contre ceux qui en sont l'objet. Les hommes sujets à cette passion sont à plaindre. Ils portent en eux, dit M. Nicole, une furie qui les tourmente sans cesse.

La rancune est ordinairement la marque d'un caractère méchant. Elle est taciturne, sombre, mélancholique. Quelque motif qui la fasse naître, elle est inquiétante & d'un caractère fâcheux. Il est bon que les passions odieuses & nuisibles à la société, tourmentent d'abord ceux qui y sont sujets.

On pourroit dire que les hommes sont naturellement portés, & à l'amitié & à l'inimitié. Ils commencent par la première, parce que ne recevant dans leur enfance que des caresses & de bons offices de ceux qui les environnent, ils ne peuvent s'empêcher d'en sentir les douceurs & d'y répondre. Quand ensuite, dans le cours de la vie, on rencontre des personnes obligeantes, officieuses, affectionnées, qui s'intéressent à nos biens & à nos maux, on leur donne volontiers sa confiance, on leur ouvre l'accès de son cœur, & l'on contracte avec elles des liaisons de différentes especes, qui sont censés comprises dans la notion générale de l'amitié. Il semble après cela que l'univers entier devroit être son temple, & que ses autels entourés d'adorateurs, devroient être toujours fumans. Tant s'en faut, néanmoins les semences de discord & d'inimitié sont jetées dans le cœur humain presque aussitôt que celles de l'amitié; & c'est une yvraie qui étouffe pour l'ordinaire le bon grain. Dès les premiers jeux de l'enfance, il y a des pointilleries, des querelles, des contestations, des brouilleries & des ranc-

D

nes qui peuvent devenir immortelles. Les passions des enfans sont les memes que celles des hommes; elles ne diffèrent que par leurs objets & par le théâtre sur lequel elles se déploient. Dès qu'on entre dans le monde, la scene change; les amis disparaissent & font place aux concurrens, aux envieux, & à toute cette cohorte de gens mal intentionnés contre lesquels il faut combattre ou du moins se précautionner pendant toute sa vie. A'ors s'offre le coup-d'oeil qui a fait juger à un des principaux philosophes, qui ont traité du droit naturel, que l'état de nature est un état de guerre, & qu'il n'y a que la raison ou mieux encore l'intérêt, qui puissent faire regner des intervalles d'une paix toujours simulée & prête à être rompue. Si les particuliers, si les frères mêmes se déshument, des qu'ils ont des places à obtenir, des partages à faire; comment les potentats, auxquels les liaisons du sang les plus étroites, sont presque toujours indifférentes, ne feroient-ils pas les occasions de se nuire & de chercher leur aggrandissement dans l'abandonnement des puissances rivales? La guerre d'Amérique apprendra sans doute à la grande Bretagne, combien il est dangereux de prêter le flanc, & de laisser naître des occasions que les souverains les plus modérés se croient obligés de saisir, pour ne pas déroger aux yeux de l'univers aux premiers principes de la politique. (F.)

RANG, f. m., *Droit nat. § des gens*, c'est l'ordre de la séance ou de la marche qui appartient à quelque personne dans une compagnie, dans une cérémonie, suivant sa dignité. Ce mot se prend aussi pour la dignité, le degré d'honneur, que chacun tient, suivant sa qualité, sa charge, son emploi, &c. Enfin on le dit aussi de la place qu'une person-

ne tient dans l'estime, dans l'opinion des hommes.

On entretient sagement la société, quand on observe à l'égard des différentes conditions & états des citoyens, la grande regle de la morale, de rendre à chacun ce qui lui est dû. Chaque citoyen a droit de prétendre une égalité de justice, parce qu'elle lui est due en tant qu'homme; mais non pas une égalité de considération dans la société, parce que la mesure de la considération est proportionnée au mérite ou aux différentes conditions des citoyens; & c'est cette inégalité de considération qui produit dans la société l'inégalité des rangs.

Quand on voit les hommes faire valoir leur rang pour précéder un homme de mérite, faire valoir une prérogative chimérique & chancelante sur les qualités réelles de l'esprit & du cœur, le sage ne sauroit que rire de la frivolité du rang, & admirer la prudence de ces princes qui n'en donnent point à leurs cours, ou de ces corps qui les ont abolis dans leurs assemblées.

Mais l'abus d'une chose ne sauroit en proscrire l'usage. L'établissement du rang est sage, nécessaire, & même très-conforme au droit naturel & des gens. Quand le rang devient la récompense des personnes aîsées, qui servent dans des emplois auxquels le souverain n'a pu attacher de gros appointemens; quand il sert à récompenser le mérite, à mettre de l'ordre dans une cour, dans une république, dans un corps, c'est un établissement fort raisonnable; car ôtez la considération extérieure qui est attachée au vrai mérite, aux charges, l'homme n'aura plus d'autre but que le vain intérêt. Le rang donc est une institution très-sensée pour le sage, & une chimere bien frivole entre les mains du fat. (D. F.)

RAPPEL, f. m., *Jurispr.* Ce mot a dans cette matière plusieurs significations différentes, & il y a diverses sortes de *rappels*.

Rappel de ban ; c'est lorsque quelqu'un qui a été banni d'un lieu, y est rappelé, & qu'il a permission d'y revenir ; ce *rappel* se fait par lettres du prince, qui ne peuvent être scellées qu'en la grande chancellerie ; l'arrêt ou jugement de condamnation doit être attaché sous le contre-scel des lettres, faute de quoi les juges ne doivent y avoir aucun égard ; ces lettres doivent être entérinées, sans examiner si elles sont conformes aux charges & informations, sauf aux cours à représenter ce qu'elles jugeront à propos.

Rappel de cause, ou plutôt *rappel*, est un second appel que le juge fait faire d'une cause à l'audience, soit que les parties ou leurs défenseurs ne se soient pas trouvés à l'audience, lorsque la cause y a été appelée la première fois, ou que la cause ne fût pas en état ; quand une cause est appelée sur le rôle, & qu'elle n'est pas en état, on ordonne qu'elle sera réappelée sur le rôle dans le tems qui est indiqué.

Rappel de galeres, est lorsqu'un homme condamné aux galeres a permission de quitter & de revenir. Cette grace s'accorde par des lettres de grande chancellerie, de même que le *rappel* de ban, & ces lettres sont sujettes aux mêmes formalités.

Rappel extra terminos, ou sous-entend *juris*, est un *rappel* à succession qui est fait hors les termes de droit, c'est-à-dire, qui rappelle à une succession quelqu'un qui est hors les termes de représentation. Voyez ci-après *rappel à succession*.

Rappel intra terminos, ou *intra terminos juris*, est un *rappel* à succession qui

est fait dans les termes de droit, c'est-à-dire, qui n'excede point les termes de la représentation.

Rappel à succession, est une disposition entre-vifs ou testamentaire, par laquelle on rappelle à sa succession quelqu'un qui n'y viendrait pas sans cette disposition.

On distingue quatre sortes de *rappel* en fait de succession ; savoir celui qui se fait dans le cas de l'exclusion coutumière des filles dotées ; celui qui se fait dans le cas de la renonciation expresse des filles dotées ; celui qui répare le défaut de représentation ; enfin celui qui relève les enfans de leur exhérédation.

Le *rappel* qui se fait dans le cas de l'exclusion coutumière des filles dotées, est d'autant plus favorable que cette exclusion n'étant fondée que sur une présomption de la volonté de celui qui a doté, dès qu'il y a preuve qu'il a ordonné le contraire, sa volonté fait cesser la présomption de la loi.

Ce *rappel* doit être fait par les père, mère, ayeul, ou ayeule, étant les seuls qui soient obligés de doter, & qui excluent les filles des successions en les dotant, ce qui a été ainsi établi en faveur des mâles ; il y a cependant des coutumes qui permettent aux frères de rappeler leur sœur qu'ils ont dotée. Quelques-unes ne permettent pas le *rappel* à la mère, parce qu'elles ne lui donnent pas le pouvoir d'exclure sa fille en la dotant.

Quand le père & la mère ont doté, soit conjointement ou séparément, & qu'il n'y a que l'un des deux qui fait le *rappel*, en ce cas ce *rappel* n'a d'effet que pour la succession de celui qui l'a ordonné.

Le *rappel* de la fille vaut une institution contractuelle, de manière qu'en cas de précédés de cette fille, il se trouve

met à ses enfans, quoiqu'ils ne soient pas aussi rappelés nommément.

L'effet du *rappel* des filles est différent dans ces mêmes coutumes d'exclusion, selon l'acte par lequel il est fait : si la réserve de la fille est faite par son premier contrat de mariage, la fille vient *per modum successionis* ; mais la réserve faite par tout autre acte, n'opere pas plus qu'un simple legs, à moins que les freres n'ayent consenti au *rappel*.

RAPPORT, f. m., *Droit rom.* On nommoit ainsi toute proposition qu'on faisoit au sénat, pour qu'il en délibérât ; mais on observoit beaucoup d'ordre & de regle au sujet des *rapports* qu'on avoit à faire dans cette auguste assemblée.

Le magistrat devoit faire son *rapport* au sénat, premierement sur les choses qui concernoient la religion, ensuite sur les autres affaires. Ce n'étoit pas seulement le magistrat qui avoit assemblé le sénat qui pouvoit y faire son *rapport*, tous ceux qui avoient droit de le convoquer jouissoient du même privilège. Aussi lisons-nous que divers magistrats ont, dans le même tems, proposé au sénat des choses différentes, mais le consul pouvoit défendre de rien proposer au sénat sans son agrément ; ce qui ne doit pas néanmoins s'entendre des tribuns du peuple ; car non-seulement ils pouvoient proposer malgré lui, mais encore changer & ajouter ce qu'ils vouloient aux propositions du consul : ils pouvoient même faire leur *rapport*, si le consul ne vouloit pas s'en charger, ou prétendoit s'y opposer. Ce droit étoit commun à tous ceux qui avoient une charge égale ou supérieure à celle du magistrat proposant ; cependant, lorsque le consul voyoit que les esprits panchoient d'un côté, il pouvoit, avant que chacun eût dit son sentiment, faire un discours à l'assemblée. Nous en avons

un exemple dans la quatrième catilinaire, que Cicéron prononça avant que Caton eût dit son avis.

Après que la république eut perdu sa liberté, l'empereur, sans être consul, pouvoit proposer une, deux & trois choses au sénat, & c'est ce qu'on appelloit le *droit de premier, de second & de troisième rapport*. Si quelqu'un en opinant, embrassoit plusieurs objets, tout sénateur pouvoit lui dire de partager les matières, afin de les discuter séparément dans des *rapports* différens. L'art de celui qui proposoit étoit de lier tellement deux affaires, qu'elles ne pussent se diviser.

Chacun des sénateurs avoit aussi le droit, lorsque les consuls avoient proposé quelque chose, & que leur rang étoit venu pour opiner, de proposer tout ce qui leur paroïssoit avantageux à la république, & de demander que les consuls en fissent leur *rapport* à la compagnie, & ils le faisoient souvent, afin d'être assemblés tout le jour ; car après la dixième heure, on ne pouvoit faire aucun nouveau *rapport* dans le sénat, ni aucun sénatus consulte après le coucher du soleil. On disoit son avis de bout ; si quelqu'un s'opposoit, le décret n'étoit point appelé *sénatus consulte*, mais *délibération du sénat, sénatus auctoritas* ; on en usoit de même, lorsque le sénat n'étoit pas assemblé dans le lieu & dans le tems convenable, ou lorsque ni la convocation n'étoit légitime, ni le nombre compétent. En ce cas, on faisoit le *rapport* au peuple. Au reste, le consul pouvoit proposer ce qu'il jugeoit à propos, afin de le mettre en délibération dans l'assemblée ; c'étoit en quoi consistoit sa principale autorité dans le sénat : & il se servoit de cette formule, que ceux qui sont de cet avis passent de ce côté-là, & ceux qui sont

d'un avis différent de ce côté-ci. Celui qui avoit fait le *rapport* passoit le premier.

Lorsque le sénatus consulte étoit formé, ceux qui avoient proposé ce qui en étoit l'objet, & qui en étoient en quelque sorte les auteurs, mettoient leur nom au bas, & l'acte étoit déposé dans les archives, où l'on conservoit le registre des loix, & tous les actes concernant les affaires de la république. Anciennement le dépôt public étoit dans le temple de Cérès, & les édiles en avoient la garde. C'étoit celui qui avoit convoqué le sénat qui faisoit finir la séance, & il usoit de cette formule : *peres conscripti, nous ne vous retenons pas davantage.*

Les affaires dont on faisoit le *rapport* au sénat, étoient toutes celles qui concernoient l'administration de la république. Il n'y avoit que la création des magistrats, la publication des loix & la délibération sur la guerre ou la paix, qui devoient absolument être portées devant le peuple. Voy. Denys d'Halicarnasse, *liv. IV. ch. xx. & liv. VI. ch. lxxvj.*

RAPPORT, *Jurispr.*, exposé que fait un juge ou un commissaire, soit en pleine chambre, soit devant un comité, d'une affaire ou d'un procès par écrit qu'on lui a donné à voir & à examiner. Cette partie est d'un usage bien plus fréquent, & a beaucoup plus d'étendue que n'en a aujourd'hui l'éloquence éteinte du barreau ; puisqu'elle embrasse tous les emplois de la robe, & qu'elle a lieu dans toutes les cours souveraines & subalternes, dans toutes les compagnies, dans tous les bureaux, & dans toutes les commissions. Le succès de ces sortes d'actions attire autant de gloire qu'aucun plaidoyer, & il est d'un aussi grand secours pour la défense de la justice & de l'innocence. Comme on ne peut tra-

ter ici cette matière que très-légèrement, je ne ferai qu'en indiquer les principes sans les approfondir.

Je fais que chaque compagnie, chaque juridiction a les usages particuliers pour la manière de rapporter les procès ; mais le fond est le même pour toutes, & le style qu'on y emploie doit par-tout être le même. Il y a une sorte d'éloquence propre à ce genre de discours, qui consiste à parler avec clarté, avec précision, & avec élégance.

Le but que se propose un rapporteur est d'instruire les juges ses confrères, de l'affaire sur laquelle ils ont à prononcer avec lui. Il est chargé au nom de tous d'en faire l'examen. Il devient dans cette occasion, pour ainsi dire, l'œil de la compagnie. Il lui prête & lui communique ses lumières & ses connoissances ; or pour le faire avec succès, il faut que la distribution méthodique de la matière qu'il entend de traiter, & l'ordre qu'il mettra dans les faits & dans les preuves, y répandent une si grande netteté, que tous puissent sans peine & sans effort, entendre l'affaire qu'on leur rapporte. Tout doit contribuer à cette clarté, les pensées, les expressions, les tours, & même la manière de prononcer, qui doit être distincte, tranquille & sans agitation.

J'ai ajouté qu'à la netteté il falloit y joindre de l'élégance, parce que souvent pour instruire, il faut plaire. Les juges sont hommes comme les autres, & quoique la vérité & la justice intéressent par elles-mêmes, il est bon d'y attacher encore plus fortement les auditeurs par quelque attrait. Les affaires, obscures pour l'ordinaire, & épineuses, causent de l'ennui & du dégoût, si celui qui fait le *rapport* n'a soin de les assaisonner d'un sel pur & délicat, qui sans chercher à paroître, se fasse sentir, & qui par une

certaine grace réveille & pique l'attention.

Les mouvemens, qui sont ailleurs la plus grande force de l'éloquence, sont ici absolument interdits. Le rapporteur ne parle pas comme avocat, mais comme juge: en cette qualité, il tient quelque chose de la loi, qui tranquille & paisible se contente de démontrer la règle & le devoir; & comme il lui est commandé d'être lui-même sans passions, il ne lui est pas permis non plus de songer à exciter celles des autres.

Cette manière de s'exprimer, qui n'est soutenue ni par le brillant des pensées & des expressions, ni par la hardiesse des figures, ni par le pathétique des mouvemens, mais qui a un air aisé, simple, naturel, est la seule qui convienne aux *rapports*, & elle n'est pas si facile qu'on se l'imagine.

J'appliquerois volontiers à l'éloquence du rapporteur ce que dit Cicéron de celle de Scaurus, laquelle n'étoit pas propre à la vivacité de la plaidoirie, mais convenoit extrêmement à la gravité d'un sénateur, qui avoit plus de solidité & de dignité que d'éclat & de pompe; on y remarquoit avec une prudence conformée, un fond merveilleux de bonne foi, qui entraînoit la créance. Ici la réputation d'un juge fait partie de son éloquence, & l'idée qu'on a de sa probité, donne beaucoup de poids & d'autorité à son discours.

Ainsi l'on voit que pour réussir dans les *rapports*, il faut s'attacher à bien étudier le premier genre d'éloquence, qui est le simple, en bien prendre le caractère & le goût, & s'en proposer les plus parfaits modèles, être très-réservé & très-sobre à faire usage du second genre, qui est l'orné & le tempéré, n'en emprunter que quelques traits & quelques agrémens, avec une sage circonspec-

tion, dans des occasions rares; mais s'interdire très-sévèrement le troisième style, qui est le sublime.

Si les exercices des colleges étoient habilement dirigés, ils pourroient servir beaucoup aux jeunes gens, pour les former à la manière de bien faire un *rapport*. Après l'explication d'une harangue de Cicéron, apprendre de bonne heure l'art d'en rendre compte, d'en exposer toutes les parties, d'en distinguer les différentes preuves, & d'en marquer le fort ou le foible, seroit un excellent apprentissage. On peut l'étendre à toutes sortes de sciences, & c'est un des moyens des plus utiles pour rendre un compte judicieux de bouche ou par écrit de toutes sortes d'ouvrages.

RAPPORT des biens, Jurisprud. c'est l'engagement des enfans & autres descendans à remettre dans la masse de l'hérédité de leur pere, mere ou autre ascendant, à qui ils veulent succéder, les choses à eux données par cet ascendant, pour être partagées entr'eux & leurs cohéritiers, de même que les autres biens de l'hérédité. Et ce *rapport* est d'une équité toute évidente, qui a son fondement sur l'égalité naturelle entre les enfans dans la succession de leurs ascendans; & sur ce qu'on présume d'un tel don, qu'il n'avoit été fait que pour avancer au donataire une partie de ce qu'il pouvoit espérer de l'hérédité.

Il s'ensuit de la règle expliquée ci-dessus, que le *rapport* ne devant s'entendre que d'un bien qui étoit déjà acquis à l'héritier obligé au *rapport*, on ne doit pas comprendre dans cette matière de *rapport* de biens, ce qu'un héritier pourroit avoir de l'hérédité à quelque autre titre: comme s'il étoit dépositaire d'une chose que le défunt eût mise en ses mains, ou débiteur d'une

somme qu'il lui eût prêtée, ou qu'il eût en sa puissance des biens de l'hérédité par quelque autre cause. Car cet héritier seroit tenu à la restitution de ces sortes de choses par d'autres titres que celui du *rappor*t. Et il ne faut pas mettre non plus au rang des *rappor*ts dont on traite ici, ce qu'un testateur qui doneroit par son testament à un de ses enfans une terre ou une charge, l'obligeroit de rapporter aux autres, comme une somme, en diminution de cet avantage.

L'engagement de l'héritier d'un ascendant obligé au *rappor*t envers les autres héritiers du même ascendant, étant fondé sur les motifs expliqués ci-dessus, qui conviennent également aux enfans de l'un & de l'autre sexe, aux enfans émancipés & à ceux qui ne le sont point, aux enfans & petits enfans en tous degrés; cet engagement est commun indistinctement à toutes ces sortes d'enfans & de descendans, pour toutes les choses qui peuvent être sujettes au *rappor*t, comme nous le dirons ci-dessous.

Le *rappor*t des biens entre cohéritiers se fait en deux cas, & différemment. L'un est le cas où l'ascendant, à qui ses enfans ou autres ascendans doivent succéder, n'auroit rien ordonné sur le *rappor*t des biens qu'il auroit donnés à un de ses enfans; ce qui n'empêcheroit pas que ce donataire ne fût obligé au *rappor*t par le simple effet des règles précédentes & de celles qui seront expliquées ci-dessous, & ce *rappor*t est fondé sur l'équité, & sur la loi qui l'a établi. L'autre est le cas d'un *rappor*t ordonné par quelque disposition du donateur, comme par la donation même, ou par un testament qui en auroit réglé les conditions.

Si la personne à qui deux ou plu-

sieurs héritiers doivent succéder, a fait quelque disposition pour régler les *rappor*ts qu'ils feront entr'eux; cette disposition servira de loi. Et s'il n'y a rien de réglé par le défunt pour les *rappor*ts entre ses héritiers, on aura pour règles celles qui sont expliquées dans cet article.

L'héritier qui doit rapporter à ses cohéritiers ce qui lui avoit été donné, doit aussi en rapporter les fruits ou autres revenus, selon la nature des biens, comme les intérêts, si ce sont des deniers, à compter ces revenus depuis l'ouverture de la succession.

Si pour la conservation de la chose sujette à *rappor*t, ou pour d'autres causes nécessaires, l'héritier qui doit la rapporter avoit fait quelques dépenses, il en recouvrera la valeur, ou la retiendra: comme s'il avoit fait quelques réparations nécessaires dans une maison, ou s'il avoit soutenu un procès pour le recouvrement d'une dette ou pour quelque droit; car ces sortes de dépenses diminuant les biens, le *rappor*t en est diminué d'autant.

L'héritier tenu d'un *rappor*t peut y satisfaire en deux manières. L'une, en rapportant effectivement la chose sujette à *rappor*t, & la faisant comprendre dans la masse des biens pour être partagée avec tout le reste. Et l'autre, en retenant ce qu'il devoit rapporter, & prenant d'autant moins du reste des biens. Ce sont ces deux manières de *rappor*t qu'on exprime par ces mots, *rappor*ter ou moins prendre.

Le *rappor*t se fait de sorte que ce qui est rapporté étant joint à la masse, le tout se partage en autant de portions qu'il y a d'héritiers, y comprenant & ceux qui rapportent, & ceux à qui le *rappor*t est fait.

Il n'y a que les enfans ou autres de

cendants héritiers de leurs peres ou meres, ou d'autres ascendants, qui soient obligés entr'eux au *rapport*, parce que les motifs des loix qui ordonnent ce *rapport*, ne conviennent qu'à eux.

Si les enfans ou autres descendants qui avoient des biens sujets à *rapport*, s'abstiennent de l'hérédité, le *rapport* cessera. Et comme ils ne prennent point de part aux autres biens de l'hérédité, ils n'en feront point aux autres enfans ou descendants des biens qui leur étoient déjà acquis avant qu'elle fût ouverte. Mais si ce qui resteroit dans l'hérédité ne suffisoit pas pour la légitime des autres enfans, en comprenant dans les biens du défunt ceux qu'auroit dû rapporter celui qui s'abstient de l'hérédité, s'il se fût rendu héritier; il seroit tenu d'en faire part aux autres jusqu'à la concurrence de ce qui manqueroit pour leur légitime.

Comme le *rapport* n'a lieu qu'entre enfans cohéritiers, il n'est dû qu'à ceux qui ont ces deux qualités. Ainsi les enfans qui n'ont pas de part à l'hérédité, soit qu'ils y renoncent, ou qu'ils en soient exclus par une exhérédation, n'ont point aussi de part au *rapport*.

Il faut distinguer deux sortes de biens que peuvent avoir les enfans ou autres descendants, qui ont à partager entr'eux la succession de leur pere, ou de leur mere, ou autre ascendant. L'une des biens qui leur sont venus du pere, ou de la mere, ou autre ascendant, par quelque titre, que les règles qui suivent, rendent sujet au *rapport*; & l'autre, des biens qu'ils peuvent avoir eu d'ailleurs à quelque titre que ce puisse être, soit par des libéralités d'autres personnes que de leurs ascendants, ou par leur industrie, ou par d'autres voyes.

Tout ce que les enfans peuvent avoir

acquis d'ailleurs que des biens de leurs ascendants, soit qu'ils l'aient acquis par succession testamentaire, ou *ab intestat*, ou par donation, ou autre bienfait d'autres personnes, ou par leur industrie, leur demeure propre, & n'est point sujet au *rapport*.

Les pécules sont un bien propre du fils de famille qui, n'étant point venu du pere, ou autre ascendant, n'est point aussi sujet au *rapport*: & puisqu'il est tellement acquis au fils de famille que son pere n'y avoit pas même un simple usufruit, il ne seroit pas juste que ses cohéritiers y eussent quelque part. Mais ce qu'un fils de famille pourroit avoir profité d'un bien que le pere lui auroit laissé pour en avoir l'administration, seroit propre au pere & sujet au *rapport*.

Si un pere avoit été chargé par un testament ou autre disposition de quelque personne, de donner à son fils une somme de deniers, ou autre chose; ce que ce fils auroit à ce titre, ne seroit pas sujet au *rapport* à la succession de son pere; car ce ne seroit pas de sa libéralité qu'il tiendrait ce bien.

Les enfans ou autres descendants, venant à la succession de leur pere ou mere, ou autre ascendant, ne rapportent pas ce qui peut avoir été employé pour les entretenir dans les études, ou pour d'autres dépenses que leur éducation pouvoit demander. Car ces sortes de dépenses sont du devoir des parens envers les enfans, & comme une dette qu'ils doivent acquitter.

Les choses données à des enfans ou autres descendants pour leur demeurer en préciput ou avantage sur les autres enfans leurs cohéritiers, ne se rapportent point, si la volonté du donateur paroît bien expresse que ce qu'il donnoit fût préciput, ou ne fût pas sujet au *rapport*. Mais si comptant les choses données

données en préciput avec les biens qui restent dans l'hérédité, les autres enfans se trouvoient n'avoir pas leur légitime sur ce total; le donataire seroit tenu de rapporter aux autres jusqu'à la concurrence de leur légitime, quand même il voudroit se tenir au don & renoncer à l'hérédité.

Tout ce qu'un pere, une mere, ou autres ascendans, soit paternels ou maternels, de l'un & de l'autre sexe, donnent à leurs enfans, ou autres descendans, à l'occasion de leur mariage, soit à un fils, par donation qu'on appelle en faveur de mariage, ou à une fille pour sa dot, ou autrement, selon les divers usages des dons de cette nature, est sujet au *rapport*. Ainsi les enfans fils ou filles venant à la succession de l'ascendant de qui ils auroient reçu de pareilles libéralités, doivent les rapporter.

Si une fille ayant été dotée par son pere ou sa mere, ou autre ascendant, venoit à lui succéder, & que son mari qui auroit reçu & consommé la dot, se trouvât insolvable, elle ne laisseroit pas d'être obligée à la rapporter aux autres héritiers, si dans les circonstances, cette perte pouvoit lui être imputée; comme si elle avoit manqué de se pourvoir par une séparation de biens, ou de prendre d'autres précautions pour la sûreté de sa dot. Mais si rien ne pouvoit lui être imputé, comme si c'étoit une mineure, & que cette perte fût arrivée par la faute de la personne qui auroit constitué la dot, son pere, par exemple, ou son aïeul paternel, qui au défaut du pere mort, absent, interdit ou en démence, ayant dû doter sa petite fille, eût payé la dot au mari dont l'insolvabilité fût apparente, ou dû être à craindre; elle pourroit être déchargée de ce rapport selon

les circonstances, en rapportant seulement l'action de la restitution de dot contre le mari ou ses cohéritiers. Mais si c'étoit un aïeul maternel, ou autre ascendant, qui, sans être obligé de doter la fille, lui eût donné une somme en dot par une pure libéralité, la fille étant ou majeure, ou sous la conduite de son pere, de sa mere, ou d'un tuteur; la perte de cette dot, quoique payée par le donateur au mari insolvable, n'empêcheroit pas que cette fille voulant lui succéder, ne fût obligée à la rapporter à ses cohéritiers. Car cette perte seroit un cas fortuit qui ne pourroit être imputé, ni à la personne de ce donateur, ni à ses héritiers.

Outre les donations en faveur de mariage, & les dots des filles, toutes autres donations faites par un pere, ou une mere, ou autre ascendant, à un fils, ou à une fille, ou autre descendant marié ou non, doivent être rapportées à l'hérédité, soit testamentaire, ou *ab intestat*; si ce n'est que le donataire ait été déchargé du *rapport* par le donateur. Et quoique le *rapport* ne soit pas ordonné par le testament lorsqu'il y en a, le donataire ne laisse pas d'y être obligé.

Tout ce que les enfans, ou les autres descendans peuvent avoir reçu de leur pere ou mere, ou autres ascendans, qui pût leur être imputé sur leur légitime, est sujet au *rapport*. Ainsi les deniers employés pour acheter une charge à un des enfans, & les autres semblables libéralités doivent se rapporter. Car autrement les bienfaits seroient des avantages qui blesseroient l'égalité entre les enfans.

Comme le *rapport* que se doivent reciproquement les enfans & les autres descendans qui succèdent à leur pere ou mere, ou autres ascendans, est éga-

lement dû, soit que l'ascendant par lequel ils succèdent l'ait ordonné par quelque disposition, ou qu'il n'en ait rien dit, il est indifférent pour le *rapport* qu'il y ait un testament de celui qui avoit donné, ou qu'il n'y en ait point : & indifférent aussi, quand il y a un testament, que le *rapport* y soit ordonné, ou qu'il n'y en soit fait aucune mention. Car il n'y a qu'une volonté expresse du donateur qui puisse décharger le donataire de rapporter le don. Et si un testateur a manqué d'ordonner par son testament le *rapport* des donations qu'il pouvoit avoir faites auparavant, la loi y supplée, & présume qu'il avoit oublié les dons sujets au *rapport*.

Si un seul aïeul paternel avoit doté sa petite fille, le pere vivant, & qu'après la mort de cet aïeul, le pere qui lui auroit survécu laissât avec cette fille d'autres enfans ou petits enfans qui lui succédaient, elle seroit obligée de rapporter à la succession du pere la dot que l'aïeul lui avoit donnée. Car comme c'étoit le devoir du pere de doter sa fille, c'étoit pour lui que l'aïeul avoit constitué la dot. Ainsi il en étoit de même que si c'eût été le pere qui l'eût donnée de son propre bien ; ce qui rend cette dot sujette au *rapport* aux autres enfans héritiers du pere.

Si les choses données étoient péries sans la faute du donataire, soit après l'ouverture de la succession ou auparavant, il ne seroit pas tenu d'en rapporter l'estimation. Car ce qui périt sans qu'on puisse en imputer la perte au fait de quelque personne, périt pour son maître, & pour tous ceux qui pourroient y avoir quelque droit. Et pour les jouissances que le donataire pouvoit avoir faites, celles qui avoient précédé l'ouverture de la succession étoient à

lui seul, & n'étoient pas un bien de l'hérédité. Mais si la chose n'étoit perie qu'après cette ouverture, les jouissances qui l'auroient suivie seroient un bien de l'hérédité sujet au *rapport*. Et en général les enfans cohéritiers de leurs ascendants doivent se rapporter réciproquement tout ce que la raison & l'équité peuvent demander, pour rendre égale autant qu'il se peut, leur condition.

Il ne faut comprendre au nombre des choses péries, dont nous venons de parler, que celles qui périrent par des cas fortuits, comme une maison par un incendie, un héritage entraîné par un torrent ou un débordement, des meubles enlevés par un vol. Mais on ne doit pas mettre en ce rang les choses qui périrent par la nature, comme des bestiaux, & qui se consomment par l'usage, comme des deniers, des grains, des liqueurs. Car encore que ces sortes de choses ne soient plus en nature, quand le cas du *rapport* en est arrivé, le donataire ne laisse pas d'être obligé d'en rapporter la valeur ; parce que la délivrance qui lui en avoit été faite, lui en avoit donné l'usage qui pouvoit s'en faire. (D. F.)

RAPPORT des gardes des seigneuries, Droit féodal, c'est un acte dressé & attesté par un garde, dûment reçu, qui contient ce qui s'est passé dans la découverte qu'il a faite des délits commis en l'étendue de la seigneurie, soit pour la chasse, la pêche, ou les bois, la nature des délits, le nom ou la qualité des délinquans, leurs dires, remontrances, requisitions ou protestations ; s'ils sont pris sur le fait, si la découverte des délits, a été faite sans trouver les délinquans, si, à l'arrivée du garde, ils ont pris la fuite, s'ils ont fait résistance, commis quelque violence.

ce, ou fait rébellion, le *rapport* en doit faire mention.

Les gardes des seigneuries doivent avoir la plus grande attention à ne se point écarter de la plus exacte vérité dans le détail des faits & des circonstances qui sont l'objet de leur *rapport*; s'ils étoient convaincus d'y avoir commis la moindre supposition, ou la moindre faute, il y va pour eux des galères perpétuelles sans aucune modération.

Il s'ensuit de ce qu'on vient de dire, qu'il est important aux seigneurs de choisir des gardes d'une probité reconnue; si ces gens-là sont des fripons, outre que les seigneuries seront mal gardées, ils exposeront encore à mille procès désagréables les seigneurs qui aillent souvent, & quelquefois aillent légèrement, prennent le fait & cause de leurs gardes fur des procès-verbaux faux ou nuls.

Ce n'est pas assez à un garde d'être exact sur la vérité des faits & des circonstances énoncées dans son *rapport*, ce *rapport* doit encore être revêtu des formalités requises par les ordonnances & par les réglemens pour sa validité.

1°. Il faut qu'un garde, pour faire un *rapport*, ait l'âge de vingt-cinq ans, qu'il soit pourvu de provisions du seigneur; qu'il soit reçu par le juge des lieux, & qu'il ait prêté serment devant lui; sans toutes ces formalités, le garde n'auroit pas un caractère suffisant.

2°. Le garde doit commencer son procès-verbal par la date de l'année, du mois, du jour, & de l'heure, si c'est avant ou après midi, avant ou après le soleil couché.

3°. Ensuite il doit faire mention & exprimer son nom, surnom, âge, qualité, demeure, son installation, sa ré-

ception & sa prestation de serment.

4°. Il doit énoncer son transport au lieu du délit, si c'est exprès en conséquence d'un avertissement, ou fortuitement en faisant sa tournée; il faut désigner précisément le lieu où s'est commis le délit, & même le confiner.

5°. Il doit spécifier les personnes qu'il trouvera en délits, leurs noms, surnoms, qualité, profession & demeure, s'il les connoît; & s'il ne les connoît pas, & qu'ils soient refusans de dire leurs noms, il en faut faire mention, & en outre désigner ces personnes inconnues autant qu'il sera possible par leur grandeur, leur âge, leur visage, cheveux, habillemens, &c.

6°. S'il trouve le délinquant sur le fait, il faut spécifier la nature du délit, les instrumens dont le délinquant s'est servi pour le commettre, les charrettes, bœufs, chevaux qu'il peut avoir pour emporter son vol.

7°. Si le délinquant est trouvé coupant du bois, il faut spécifier la grosseur de l'arbre, de combien de pieds de tour, son espèce, si un chêne, un hêtre, un ormeau, un charme, sa qualité, si c'est un baliveau, un pied cornier, un arbre de paroi ou de lisière.

8°. Le garde doit sommer le délinquant de lui dire de quel ordre il abattoit cet arbre, spécifier que c'est en parlant à sa personne, & ce qu'il a répondu, s'il a saisi ses outils & instrumens, ses charrettes, chevaux ou bœufs, s'il lui en a déclaré fausse, & toujours exprimer que c'est en parlant à sa personne.

9°. Si le délinquant s'est mis en défense, s'il a fait rébellion & commis voies de fait, ou fait des menaces & dit des injures, il en faut faire mention de même s'il avoit un fusil, pistolet, ou autres armes, & ce que le délin-

quant a dit, & ce que le garde a répondu, toujours en parlant à sa personne.

10°. Si le délinquant a pris la fuite quand il a aperçu le garde, quelle route il a prise, si le garde l'a suivi, & jusqu'en quel endroit, il en faut faire mention.

11°. Si le délinquant est présent, le garde doit lui déclarer le procès-verbal qu'il va dresser, le sommer, parlant à sa personne, d'être présent pour le signer, ou déclarer qu'il sera dressé tant en présence qu'absence.

12°. Si le délinquant a charrette & chevaux, & s'il est présent, le garde doit le sommer de conduire le tout en dépôt; & ce fait, il faut faire mention du nom du gardien, de sa qualité & de sa demeure, s'il s'en est chargé volontairement, à la charge de représenter les choses mises en dépôt comme dépositaire de biens de justice, le sommer, ainsi que le délinquant, s'il est présent, de signer, le tout parlant à leurs personnes; & s'ils ne signent pas, il sera fait mention des causes de leur refus, qu'ils n'ont voulu ou qu'ils ne savent signer, de ce dument interpellés. Si le délinquant avoit haches, coignées, serpes, engins, filets, le garde qui les aura saisis déclarera que le tout est resté en sa possession, pour être par lui déposé au greffe comme pièces de conviction. Si le délinquant est à cheval, & qu'en s'enfuyant il emporte ses outils, il en faut faire mention, avec déclaration que le garde les a saisis & laissés en sa garde, en désignant le poil du cheval, s'il est grand ou petit.

13°. Si le délinquant s'étoit enfui après avoir enlevé les arbres qu'il auroit coupés, le garde fera mention des troncs qu'il trouvera, & de leur grosseur, qu'il décrira dans son procès-ver-

bal. Alors le procureur-fiscal doit présenter requête au juge sur le procès-verbal, & requérir le transport du juge, du greffier & du garde en la maison du délinquant, pour y faire recherche des bois enlevés; & si dans cette visite on trouve des arbres, on en coupe environ demi pied pour les rapporter sur les troncs mentionnés au procès-verbal & les confronter, soit pour la qualité du bois, la grosseur & l'écorce, & c'est ce qu'on appelle *rappatronage* pour la conviction du délinquant.

14°. Il faut laisser copie du procès-verbal sur le champ au délinquant, s'il est présent, ainsi qu'au gardien; si ce dernier n'accepte pas cette charge, il en fera fait mention, & on lui donnera assignation par-devant le juge de la seigneurie pour se voir condamner à accepter ladite charge.

15°. Le garde doit faire contrôler son procès verbal dans les trois jours, comme les exploits des huissiers ordinaires, & dans les vingt-quatre heures il doit l'affirmer véritable par-devant le juge de la seigneurie, ou par-devant le maître particulier de la maîtrise, s'il y a été reçu. En observant le contenu aux articles précédens, un garde ne peut manquer de faire un *rapport* conforme à la vérité & revêtu des formalités requises; d'un autre côté, les seigneurs instruits de ces formalités seront en état, en examinant les procès-verbaux de leurs gardes, de se déterminer sur le parti qu'ils doivent prendre, à les suivre quand ils sont bons, à les abandonner quand ils sont mauvais. (R.)

RAPPORT, Droit politique. Les relations ou *rapports*, que le négociateur fait successivement à sa cour, forment un des principaux objets de sa charge & de ses occupations. C'est par leur moyen qu'il rend à son maître un

compte exact & fidele de tout ce qui se passe à la cour où il réside, tant à l'égard de la négociation dont il est chargé, que par *rapport* aux autres affaires intéressantes qui y surviennent durant tout son séjour. On conçoit aisément que ces relations sont d'une conséquence infinie, tant pour la cour qui les reçoit & qui les envisage comme la règle des mesures qu'elle prend pour ses intérêts politiques, que pour le ministre qui les envoie, comme étant la pierre de touche de son habileté dans l'art de négocier. Cette considération nous engage à donner ici quelques règles générales pour la manière de dresser les relations : un bon esprit les appliquera facilement à tous les cas de détail ; un génie trop borné ne fait profiter d'aucune instruction générale, & l'on auroit beau particulariser, il ne deviendra jamais habile homme.

Depuis le XVIII^e siècle, il n'y a pas de pays policé en Europe, d'où l'on ne puisse écrire deux fois par semaine à la cour, en faisant partir les lettres par la poste ordinaire. C'est une commodité qu'il ne faut point négliger, mais faire régulièrement deux *rapports* par semaine. Le tableau général de l'Europe qu'un ministre public doit avoir sans cesse devant les yeux, & la scène mouvante de la cour où l'on est, nous offrent toujours assez de matière pour remplir une couple de pages. En tout cas, il faut dire qu'on n'a rien à dire, mais ce cas est rare. Toutes les relations doivent être écrites sur des feuilles entières, *in-folio*, d'un format uniforme & pas trop grand, pour pouvoir entrer aux archives dans les rayons des étiquettes. C'est une petite attention qui évite des embarras. On fait bien de prendre ce format avant de partir. On commence par numérotter la relation en plaçant le nu-

mero au haut de la feuille à main gauche ; & vis-à-vis, à la droite, on marque la date & le lieu d'où l'on écrit, & immédiatement au-dessous, on met la courtoisie en vedette, comme par exemple,

RELATION, N^o. 1. &c.
à Londres le 1 Janvier 1777.
SIRE, ou Monseigneur, ou Hauts & Puissants Seigneurs, &c. &c.

Il faut laisser une marge du quart de la largeur de la feuille, qui serve non-seulement à marquer les rubriques des différentes matières qu'on traite, mais aussi les renvois & les petites notes.

Les préambules & les ornemens inutilés sont très-déplacés dans une relation. On doit d'abord entrer en matière sans détours recherchés ; & il faut, en général, s'appliquer à un style clair, mais concis. La prolixité est toujours un vice de diction, & sur-tout dans les affaires. Les *rapports* deviennent longs, quand on n'a pas le tems de les faire courts, c'est-à-dire, d'en châtier le style. J'ai cru remarquer que les relations des ministres de France étoient ordinairement trop diffuses ; & ce défaut me paroît considérable. Un monarque, un ministre de cabinet, qui doit lire avec attention une quarantaine de *rapports* par semaine, en peser mûrement la teneur, prendre des résolutions sur chaque matière, & faire expédier les réponses, est au désespoir, lorsque ces *rapports* sont d'une ennuyeuse longueur, sans compter que le négociateur perd à écrire un tems qu'il devoit employer à agir. Les jeunes ministres croient se donner vis-à-vis de leur cour un air d'homme laborieux, en allongeant outre mesure leurs dépêches, mais ils oublient que le but de leur mission est de négocier, & non pas d'accabler leur cour par des relations

immenses qui ont emporté trop de tems à dresser. C'est aussi pour la même raison qu'il faut faire un choix judicieux des matieres dont on veut faire l'objet de chaque *rapport*. Il ne s'agit pas d'écrire tout ce qui se passe, mais tout ce qui mérite d'être marqué, & dans une relation, les nouvelles frivoles ne doivent point occuper la place que devoient tenir celles qui sont essentielles. Mais en revanche ces dernières ne sauroient être marquées avec trop de clarté & de précision.

Ce qu'il y a de plus difficile à rendre, c'est le résultat des audiences qu'on a prises du souverain, ou des conférences qu'on a eues avec ses ministres, puisqu'il faut non-seulement y détailler les paroles & toutes les particularités de l'entretien, les raisons qui y ont été alléguées de part & d'autre, avec toute l'exactitude & toute la fidélité imaginables, & rapporter, pour ainsi dire, le dialogue mot pour mot; mais représenter aussi le caractère du prince & de ses ministres, la contenance qu'ils ont eue, les gestes qu'ils ont faits, les mouvemens qui leur sont échappés, & cela avec des couleurs si vraies, & d'une manière si ressemblante, que celui qui lit la dépêche, puisse connoître aussi distinctement l'état des choses que s'il avoit assisté à la conférence même. Un clin d'œil peut trahir les vrais sentimens du plus habile homme d'état, sur-tout quand le négociateur a eu le tems & l'adresse de l'étudier.

Les rapports qui ne contiennent que des faits narrés sèchement, ne valent guere mieux que des gazettes. Si ces faits sont importants, il faut nécessairement les accompagner de réflexions qui en développent les causes véritables, ou apparentes, & les motifs les plus secrets. C'est ici où le génie du négociateur se

déploie dans tout son jour, par les raisonnemens justes ou faux, profonds ou superficiels, clairs ou alambiqués, qu'il fait sur chaque objet. Au reste, nous avons déjà dit si souvent nos pensées sur le style d'affaires, qu'il est inutile de les répéter ici; & à l'égard des réflexions même, il n'y a pas d'autre regle à donner que celle de n'en omettre aucune qui paroisse essentielle, mais d'éviter avec soin toutes celles qui sont superflues.

Il est bon encore de distinguer par articles les matieres dont on parle. Sans cette précaution, une dépêche ressemble à un cahos qu'on a mille peines à débrouiller; & dans le grand nombre d'objets qui se présentent tous les jours, il n'est déjà que trop difficile d'éviter la confusion. Le négociateur fera très-bien d'avoir sur son bureau dans son cabinet, toujours soigneusement fermé à clef, un brouillon sur lequel, au sortir d'une conférence, ou le soir en se retirant, il fasse une note des principaux points qu'il a traités, ou des nouvelles intéressantes qu'il vient d'apprendre. C'est le moyen de soulager sa mémoire, & de ne rien oublier; & lorsqu'il le jour de poste arrive, on trouve sa relation toute préparée, c'est-à-dire, à moitié faite. Il ne faut commencer à dresser ses relations ni trop tôt, ni trop tard, parce que, dans l'un & l'autre cas, on court risque de ne pas digérer les matieres avec assez de réflexion. Lorsqu'on prépare ainsi ses matériaux de loin, & que l'on consacre le jour de poste en entier à faire ses dépêches, on peut espérer de bien remplir sa tâche; & si, après l'avoir achevée, il survient encore quelques matieres intéressantes, ou qu'on apprend des nouvelles qu'il importe de marquer soudainement, on ajoute à la relation une ou plusieurs

apostilles, dont chacune ne doit contenir qu'un seul & même article. On les marque de la manière suivante :

P. *S^{um}*, 1^{um}, 2^{um}, 3^{um}, &c. à ma très-humble relation N°. *** de telle ou telle date.

On finit la relation par le compliment, ou la courtoisie ordinaire, en témoignant son profond respect au souverain. Elle est mise au net par le ministre d'ambassade, & signée de la propre main du ministre. Les P. S. finissent sans aucun compliment, quoiqu'il y ait quelques négociateurs qui ajoutent ces mots :

J'ai l'honneur d'être, nt in relatione humillimā, &c.

Il est très essentiel encore d'observer, dans tous les rapports, ce qu'on appelle le degré de certitude des nouvelles qu'on a marquées, & il faut tâcher d'accoutumer la cour à lire nos dépêches dans l'esprit que nous les écrivons. Je m'explique : comme il est impossible de répondre de l'authenticité de toutes les nouvelles qu'on apprend, & que c'est néanmoins sur ces mêmes nouvelles que le souverain, ou le ministre, prend les résolutions, il importe qu'ils puissent distinguer le certain d'avec l'incertain, le vrai d'avec le suspect ; & pour cet effet nos expressions doivent être toujours mesurées sur ce degré de certitude que nous avons de chaque nouvelle. La langue françoise nous fournit toutes ces nuances. Les phrases, *je viens d'apprendre, on dit ici, on m'a assuré, je fais de bonne part, je fais à n'en pouvoir douter, il est indubitable, on m'a dit positivement, je suis sûr, je fais de science certaine, &c.* ne sont point synonymes, mais distinguent parfaitement le degré de certitude & de vraisemblance. Un bon écrivain fait les employer à propos, pour ne point induire la cour en erreur. Au

reste, je conseille encore une fois à tout ministre & secrétaire d'ambassade, de faire une étude sérieuse des lettres, mémoires & relations du comte d'Eltrades, qui font le plus parfait modèle qu'ils puissent se proposer pour leurs relations.

Après que la relation & tous les P. S. ont été mis au net, & qu'on a préparé les cahiers, & autres pièces qu'il faut quelquefois y ajouter, on attend jusqu'à une heure ou deux heures avant le départ de la poste pour fermer les paquets ; car il ne faut envoyer les dépêches au bureau des postes que le plus tard qu'on peut, tant pour voir s'il survient encore quelque nouvelle intéressante à marquer, que pour empêcher, autant qu'il est possible, qu'on n'ait le tems de les ouvrir & de les lire. Il y a un savoir-faire à fermer & cacheter les dépêches, de manière qu'elles ne puissent être ouvertes, ou du moins très-difficilement. Les couverts ou enveloppes, doivent être faits avec soin ; il faut se pourvoir d'excellente cire d'Espagne, la faire couler toute chaude sous les replis du couvert, fermer ces couverts à double cachet, en coller le replis extérieur avec des oublies rondes, ou pain à cacheter, aux endroits où l'on veut placer les cachets & mettre la cire d'Espagne par dessus ces oublies. Pour être tout-à-fait sûr de son fait, on peut laisser en blanc la dernière feuille des dépêches ; & après les avoir pliées en forme de lettre, on enduit toute la surface des côtés extérieurs de colle fine sur laquelle on applique le couvert qui, se collant ainsi sur la relation même, ne sauroit en être détaché sans déchirer le papier. Sans de pareilles précautions, il est assez aisé d'ouvrir & de refaire d'une manière presque imperceptible toutes les lettres & dépêches, en prenant d'abord l'empreinte du cachet

avec une espece d'amalgame que les chymistes appellent *jianiol*, & en tenant en suite la lettre contre un coquemar, ou l'approchant de la vapeur d'une eau bouillante qui amolit & fait fondre la cire. Mais il est des cas où il importe si fort à une cour de savoir le contenu des dépêches qu'un ministre étranger reçoit, ou envoie, qu'elle passe par dessus toutes les bienfaisances & tous les scrupules, déchire l'enveloppe, & fait un nouveau couvert tant bien que mal, ou jette la dépêche au feu, en feignant qu'elle s'est perdue, & en s'excusant le mieux qu'elle peut. Lorsque les cours sont brouillées, on n'y fait pas même tant de façons. Pour parer cet inconvénient, il n'y a que deux remèdes, l'un d'envoyer toutes les dépêches importantes par un courrier, & l'autre d'écrire en chiffres. v.

CHIFFRE.

RAPPORTEUR, f. m., *Morale*, c'est celui qui, par légèreté ou par malice, est dans l'habitude de manifester à d'autres ce qu'il a vu ou entendu. Le caractère des *rapporteurs* est le plus pernicieux de tous dans la société, parce qu'ils offensent ceux de qui ils rapportent, ceux à qui ils rapportent, & se nuisent à eux-mêmes.

Je dis d'abord, que les *rapporteurs* offensent ceux de qui ils rapportent, parce qu'ils nuisent à leur réputation, & leur suscitent des ennemis. Or quelle offense plus sanglante peut-on faire à une personne que de chercher à détruire sa réputation, & lui susciter des ennemis ? Pour sentir encore mieux l'atrocité de l'offense que le *rapporteur* fait à celui dont il rapporte les paroles ou les actions, il faut remarquer que le *rapporteur* cherche par son rapport à plaire, & à intéresser par les circonstances du rapport : ce même desir de plaire & d'intéresser le détermine à augmenter les

circonstances, ou à leur donner une tournure extraordinaire & plus intéressante, tellement que jamais *rapporteur* ne se borne à la médisance, mais fait toujours usage du pinceau de la calomnie.

Il y a des *rapporteurs*, qui à la médisance & à la calomnie, joignent encore la perfidie : ils présentent leur scélératesse sous un air de religion & de compassion même pour la personne qu'ils calomnient ; & cachant aux fots qui l'écoutent la noirceur de leur cœur, ils cherchent à insinuer plus profondément leur récit dans leur esprit ; & ceux-ci, séduits par cet air d'hypocrisie, prennent bientôt pour autant de vérités toutes les paroles qui sortent de la bouche du *rapporteur*.

Cette première offense du *rapporteur* est irréparable pour l'offenseur & l'offensé : elle l'est d'abord pour l'offensé, parce que quand même le *rapporteur* se détermineroit à la rétractation la plus solennelle & la plus publique, il est physiquement impossible que par sa rétractation il remette les esprits à qui il a rapporté, dans le même état relativement à la personne calomniée, qu'ils étoient avant le rapport, qui reviendra toujours à leur esprit, malgré la rétractation ; d'ailleurs qui assure le *rapporteur* qu'à sa rétractation est présent tout le monde qui a entendu son rapport ?

L'offense du *rapporteur* est encore plus irréparable pour lui-même. C'est un principe incontestable dans notre morale, que pour réparer un vol d'honneur ou de bien, il faut réparer le dommage : sans la restitution, le pardon du péché est impossible. *Non remissitur peccatum, nisi restitatur ablatum*. La raison en est évidente, parce que ce n'est que par la restitution que je puis

puis marquer un changement de sentimens ; mais tandis que je garde le bien ou l'honneur enlevé, je perdisse toujours dans les mêmes dispositions de voler. *v. RESTITUTION.* Mais la restitution de l'honneur est très-pénible, parce qu'un amour-propre mal-entendu nous la défend. L'expérience, en effet, nous apprend que des que deux personnes sont ensemble, la conversation n'ira pas loin, sans qu'une de ces personnes, ou même toutes les deux, tour-à-tour, deviennent des *rapporteurs* ; cependant il n'y a guère d'exemples de rétractation. Point de maison, point d'assemblée sans *rapporteur* ; point de maison, point d'assemblée où l'on se rétracte. L'offense donc est irréparable par le *rapporteur*, & conséquemment irrémédiable.

J'ai dit que le *rapporteur* offense ceux à qui il rapporte. Le *rapporteur* n'ose jamais se présenter avec les méchans rapports devant une personne vertueuse, ou devant un homme qui pense ; le premier aura en horreur le rapport & le *rapporteur*, & lui imposera silence : le second le recevra avec indifférence, ne portant jamais son jugement d'après les rapports ; & sans montrer son indignation, comme le premier, il se contentera d'en marquer par son indifférence une espèce de mépris.

Lors donc qu'un *rapporteur* ose s'adresser à une personne ou à une assemblée, pour leur faire ses rapports, il doit envisager ces personnes sans vertu & sans bon sens, parce qu'il sait qu'il ne seroit pas bien reçu auprès de ces deux classes d'auditeurs. En effet, qui sont ceux qui ajoutent foi aux méchans rapports, & réglent sur ces mêmes rapports leurs démarches ? Ce sont des femmes égarées, & des hommes privés même du sens commun.

Mais si le *rapporteur* offense en géné-

ral tous ceux à qui il fait ses rapports, en les envisageant sans qualités morales ni physiques, il produit un mal cruel dans les familles que les rapports regardent en particulier. Un propos injurieux ou menaçant, tenu contre une personne ou une famille, dans un moment d'oubli, & rapporté à cette même personne, à cette même famille avec tous les ornemens du *rapporteur*, fait disparaître le calme & la tranquillité d'ame à cette même personne, à cette même famille, lui ravit par-là le plus grand bien & le seul véritable ; il détermine cette personne, cette famille à la colere, à la vengeance, & à une inimitié, qui ordinairement est suivie des suites les plus funestes pour les deux parties. Sans l'insane démarche du *rapporteur*, les deux parties auroient continué à jouir de leur calme, & nul ressentiment n'eût existé dans la partie offensée ; & l'offenseur, revenu à lui-même, n'auroit pas donné de nouveaux motifs de troubles dans l'ame de son prochain.

Les suites des rapports nous font encore mieux sentir, que pour les exécuter, leur donner sa croyance, & régler ses démarches sur ces rapports, il faut avoir perdu la faculté de raisonner : car qui est-ce qui fait le plus de mal à l'offensé, du *rapporteur* ou de l'offenseur ? Les propos injurieux sans *rapporteurs*, ne font du mal qu'à ceux qui les tiennent ; pour qu'ils affectent la personne qu'ils concernent, il faut que celle-ci en ait connoissance, sans laquelle la personne offensée n'en sera pas affectée : c'est donc le *rapporteur* qui est la cause du ressentiment de l'offensé, & de toutes ses suites. Le *rapporteur* donc est la véritable cause des effets des propos injurieux, & celui qui les a tenus n'est que l'occasion. Mais suivant les principes de la morale & de la raison, c'est à la cause

principale du mal qu'on doit l'imputer avec ses suites, & non à la cause occasionnelle. Quel cas doit-on donc faire de ces imbécilles qui regardent les *rapporteurs* comme les meilleurs de leurs amis, comme les seules personnes qui s'intéressent à leur bonheur, & enviaient la discrétion & la prudence comme des marques d'une indifférence blâmable? Horace n'avait pas tort, lorsque pour exprimer l'horreur qu'il avoit pour les *rapporteurs* & les rapports, disoit, qu'il falloit pendre les *rapporteurs par la langue*, & ceux qui les écoutoient par les oreilles.

Enfin, les *rapporteurs* se nuisent à eux-mêmes. Le moindre mal qu'ils commettent, c'est la médisance; mais rarement ils s'y bornent; ils passent à la calomnie: ces crimes sont d'autant plus terribles pour leur ame, qu'ils sont responsables de toutes les suites morales & physiques, que les propos injurieux entraînent dès qu'ils ont été rapportés, comme nous l'avons fait voir plus haut.

Le *rapporteur* perd l'estime des gens vertueux & des personnes sensées, tellement qu'il est en horreur & en exécution à la partie, la seule estimable de la société; & lorsque le caractère du *rapporteur* est décidé, il se met dans l'impossibilité de faire son salut; car, comme nous avons fait voir ci-dessus, il est impossible qu'il répare le mal qu'il a commis: c'est le vrai péché contre l'Esprit saint, qui ne sera pardonné ni dans ce siècle, ni dans l'autre.

Finissons par deux remarques. La première, c'est que ce caractère est aussi général que son horreur en est peu connue. La généralité de cet exécrationnable caractère, les différens tons que le *rapporteur* fait prendre, suivant les circonstances de ses auditeurs, ton d'amitié & d'intérêt pour les personnes que les rapports re-

gardent, ton de badinage & de raillerie pour amuser la compagnie, ton de religion, ton d'intérêt pour le bien public, &c. &c. tout contribue à la séduction de la partie moins avisée de la société.

La seconde remarque, c'est que le tribunal humain s'est contenté de sévir contre les faux *rapporteurs*, qui rapportent des faits & des dits devant le magistrat; v. DÉLATEUR; mais il ne prend point connoissance des rapports familiers, quoique bien plus préjudiciables à la tranquillité des familles & de l'Etat que les délateurs. Que les bornes de la justice civile sont étroites! (D.F.)

RAPT, f. m., *Jurisp.*, est l'enlèvement que quelqu'un fait de son autorité privée, d'une personne qu'il conduit ou fait conduire & détenir dans un lieu autre que celui où elle faisoit sa demeure ordinaire, soit dans la vue de corrompre cette personne, ou de l'épouser ou de lui faire contracter quelqu'autre engagement.

Ce crime se commet en enlevant une fille, une femme ou une veuve de la maison de son pere, de son mari ou de la sienne propre, ou de celle de son tuteur ou curateur, ou même de tout autre endroit, ou en enlevant une religieuse de son couvent.

C'est aussi un *rapt* que d'enlever un mineur ou un fils de famille que l'on soustrait à la puissance de ses pere, mere, tuteur ou curateur, pour lui faire contracter mariage à l'insçu & sans le consentement de ceux à la prudence desquels il est soumis.

On distingue deux sortes de *rapt*: l'un qui se fait par violence & malgré la personne ravie, & celui-là est le *rapt proprement dit*; l'autre qu'on appelle *rapt de séduction*, est celui qui se fait sans aucune résistance de la part de la personne ravie, & qui a lieu lorsque par arti-

âce, promesses ou autrement, on séduit des fils ou filles mineurs ou qu'on les fait consentir à leur enlèvement; on l'appelle aussi *raptus in parentes*, parce qu'il se commet contre le gré des parens; ce *rapt* fut puni par Solon encore plus sévèrement que celui qui auroit été commis par violence.

L'enlèvement des filles & femmes a toujours été suivi de grands malheurs, & a même souvent occasionné des guerres sanglantes; tel fut l'enlèvement de Dina, fille de Jacob, qui porta Siméon & Lévi ses freres à massacrer les Sichimites; tel fut encore l'enlèvement de la belle Hélène qui fut cause de la destruction de Troye.

Il y avoit une loi à Athenes que quelques-uns attribuent à Solon, d'autres à Dracon, qui condamnoit le ravisseur à épouser celle qu'il avoit ravie, ou à subir la mort.

Les Romains furent d'abord peu délicats sur le *rapt*, témoin l'enlèvement des Sabines. Dans la suite ils établirent des peines, mais assez légères pour un si grand crime. La loi *Julia de vi publicâ*, qu'il ne prononçoit que l'interdiction de l'eau & du feu, à laquelle succéda la déportation.

Ces peines furent changées & augmentées dans la suite, à mesure que le crime de *rapt* devint plus fréquent. On peut voir dans le *Code théodosien* les constitutions faites sur ce sujet par les empereurs, Constantin, Constance, Majorien & Jovien.

Justinien a refondu toutes ces loix dans la loi unique, au code de *raptu virginum & viduarum*; il ordonne par cette loi que tous les ravisseurs des vierges ou femmes mariées seront, ainsi que leurs complices, punis de mort, & leurs biens confisqués, lorsque les personnes ravies étoient de condition libre; & si

le ravisseur étoit de condition servile, il y avoit contre lui peine du feu: il déclare que le consentement de la personne ravie, ni celui de ses pere & mere, donné depuis l'enlèvement, ne pourront exempter le ravisseur de cette peine; que les pere & mere qui dans ces cas garderont le silence, ou qui s'accorderont à prix d'argent, subiront eux-mêmes la peine de la déportation; il permet aux pere & mere, tuteurs & curateurs, freres & sœurs, maîtres & parens de la personne ravie, de tuer le ravisseur & les complices qu'ils surprendroient dans l'acte même de l'enlèvement ou dans leur fuite; il ne veut pas que le ravisseur puisse s'aider de la prescription ni de la voie de l'appel, ni qu'il puisse jamais épouser la personne ravie quand même elle ou ses parens y consentiroient.

La loi *raptorum* cod. de *episcop. & cleric.* qui concerne le *rapt* des religieuses & des diaconesses, porte qu'outre la peine de mort les biens seront confisqués au profit du monastere des religieuses ou de l'église à laquelle la personne ravie étoit attachée, elle permet aussi au pere & autres parens, tuteurs & curateurs de tuer le ravisseur surpris en flagrant délit.

La *novelle* 123. prononce la même peine de mort contre le ravisseur & ses complices, soit que la religieuse ait consenti ou non, & au cas qu'elle ait consenti, la loi veut qu'elle soit punie sévèrement par la supérieure du monastere.

Par rapport à la confiscation, les *novelles* 143 & 150. décident qu'elle appartiendra au fisc & non à la personne ravie, ni à ses parens qui s'en sont rendus indignes, pour n'avoir pas veillé suffisamment à la garde de leurs enfans.

* Le *statut* 111. de Henri VIII. ch. 2. déclare que celui qui enleve une femme, fille, veuve, contre sa volonté, par

la passion du lucre, parce qu'elle a de la fortune en biens meubles ou immeubles, ou qu'elle est héritière apparente de ses peres, pour l'épouser, ou la faire épouser à un autre, ou encore s'il en a abusé; lui & ses accessoires sont coupables de félonie; & de plus le *statut* 39. d'Elisabeth, *ch.* 9. ôte le privilège clérical, voy. cet article, aux accéssaires, comme au principal délinquant, il n'excepte que les accéssaires après le fait. v. DÉLINQUANT.

Dans la construction du *statut*, il est énoncé, 1°. que le bill d'accusation doit assurer que l'enlèvement a été fait par amour du lucre. 2°. Pour le prouver, il faut que la personne forcée ait une fortune acquise, ou du moins qu'elle attende, selon toute apparence, un héritage considérable. 3°. Il faut qu'elle ait été enlevée contre sa volonté. 4°. Il faut qu'elle ait été mariée après l'enlèvement, ou déflorée; & quand même après le mariage ou la défloration on l'auroit amenée par caresses à donner son consentement, c'est cependant félonie, parce que l'enlèvement a été contre sa volonté; & ainsi *vice versa*; si la femme a été d'abord enlevée de son consentement, & qu'ensuite elle refuse de continuer à vivre avec son ravisseur, qui alors use de force pour l'épouser, dès ce moment elle n'est pas plus libre que si elle n'avoit jamais donné son consentement; car jusqu'au moment où la force a été employée, elle pouvoit disposer d'elle-même. 5°. On tient pour constant que la femme ainsi enlevée & mariée peut, sous serment, témoigner contre son ravisseur, quoiqu'il soit son mari de fait, contre la loi générale, parce qu'il n'est pas son mari de droit, dans le cas où le mariage a été contre sa volonté. Dans l'autre cas où le mariage seroit bon par le consentement qu'elle

y auroit donné, après l'enlèvement de force, Matthieu Hale demande si son témoignage doit être admis; nombre de juriscultes répondent que même alors il faut l'admettre, estimant qu'il est absurde que le ravisseur puisse tirer avantage de son crime; & que le mariage même qui fait la plus grande partie de son crime lui serve, par une interprétation forcée de la loi, à fermer la bouche du témoin le plus nécessaire contre lui.

Un délit inférieur dans cette espèce, sans être accompagné de la force, est punissable par les *statuts* 4 & 5. de Philippe & Marie, *ch.* 8. qui déclarent, que si quelqu'un au-dessus de quatorze ans, enleve une fille au-dessous de seize, par séduction, contre la volonté de son pere, de sa mere, ou des personnes qui l'ont en leur garde, il doit être emprisonné pour deux ans, ou amendé à la discrétion des juges; & s'il la déflore, ou qu'il l'épouse sans le consentement des parens, il est condamné à une prison de cinq ans, ou à une amende à la discrétion des juges. (D.G.)

RAPT, Droit can. Le rapt considéré relativement au mariage, est un empêchement dirimant dont l'origine est très-ancienne.

Les canonistes disent que quand le concile de Trente a déterminé que le rapt seroit un empêchement dirimant, il n'a fait que renouveler les anciens canons de l'église. *Glos. in c. accedens, de raptoribus.* Car, l'église a varié dans l'occident au sujet du rapt, & sa discipline a trois époques bien différentes. La première commence au siècle de Constantin, & finit vers l'onzième siècle. Il ne paroît pas que l'église ait fait aucun canon au sujet du rapt avant cet empereur. Le can. 66. des apôtres qui en parle, est du nombre des 35. non

avoués en occident. Or durant cette première époque, on a regardé le *rapt* dans l'église & dans l'Etat, comme un empêchement dirimant.

La seconde époque commença sur la fin du dixième siècle en occident, lorsque l'église latine se relâcha de son ancienne vigueur, c'est-à-dire, que dès lors on ne regarda plus le *rapt*, que comme un empêchement qui dépendoit des circonstances, & régulièrement on ne le déclaroit dirimant, qu'autant que la ravie n'avoit pas consenti à l'enlèvement.

La troisième époque commence au concile de Trente, où se fit, sur les instances des ambassadeurs de Charles IX. un décret, lequel a remis le *rapt* au nombre des empêchemens dirimans, & a ordonné des peines, non-seulement contre les ravisseurs, mais aussi contre leurs complices. (D. M.)

RATIBOR, *Droit public*, province de la Silésie prussienne à titre de principauté. Ses bornes sont au nord celles d'Oppeln; au couchant celles de Troppau & de Jägerndorf; au midi les seigneuries d'Oderberg & de Lossau, & la baronie de Pleß, qui en forment aussi la frontière du côté de l'orient. C'est la plus petite des principautés immédiates de toute la Silésie.

Les fils de Ladislas II. ayant partagé en 1163 la succession paternelle; Micellus eut Teschen, Oppeln & Ratibor, & quand les arrière-petits-fils de ce prince firent un nouveau partage en 1283, Ratibor échut au frère cadet, nommé Przemislaw, qui eut pour successeur son fils Lesco, lequel mit ses Etats sous la mouvance de la Bohême. Après la mort cette principauté passa entre les mains de la fille Anne, épouse de Nicolas II. duc de Troppau, qui transmit cette terre à son fils aîné,

nommé Jean. Son fils lui succéda sous le nom de Jean II. & celui-ci fut remplacé par son fils Nicolas V. Wenceslas, fils du précédent, lui succéda, & les petits-fils de ce dernier étant morts sans postérité, la terre de Ratibor tomba au pouvoir des ducs d'Oppeln. Depuis cette époque elle a eu toujours le même sort avec la principauté de ce nom, à laquelle elle est demeurée constamment réunie.

Elle ressortit à la régence royale de Brieg, & pour le département militaire & domanial, à la chambre des guerres & domaines de Breslau.

RATIFICATION, f. f., RATIFIER, v. act., *Jurispr.*; c'est un acte par lequel quelqu'un approuve un acte qui a été passé pour lui.

Si celui qui a agi pour un tiers l'a fait en vertu d'une procuration valable, l'acte n'a pas besoin d'être ratifié par celui qui a donné la procuration, celui-ci étant valablement obligé à tenir ce qui a été fait en vertu de sa procuration, pourvu que le mandataire n'ait point excédé son pouvoir; & la ratification qui seroit faite dans ce cas, ne seroit que surabondante.

Mais si celui qui a agi pour un autre l'a fait sans pouvoir, celui pour lequel il a agi n'est obligé que du jour de sa ratification.

Lorsque l'on s'est fait fort de quelque un que l'on a promis de faire ratifier, on ne peut demander l'exécution de l'acte jusqu'à ce que l'on ait rapporté la ratification.

Si l'acte que l'on ratifie étoit nul dans son principe, comme la vente que quelqu'un fait du bien d'autrui, la vente qu'un mari fait du bien de sa femme sans son consentement, la ratification n'a point d'effet rétroactif, & l'hypothèque sur les biens de celui qui ratifie

n'a lieu que du jour de la *ratification*.

Un mineur devenu majeur, peut *ratifier* un acte passé par lui ou par son tuteur. Cette *ratification* peut être expresse ou tacite ; on appelle *ratification tacite* celle qui résulte de son silence pendant dix années depuis la majorité ; en l'un & l'autre cas la *ratification* a un effet rétroactif, parce que l'obligation du mineur n'est pas nulle de plein droit, elle peut seulement être annulée s'il y a lieu. Voyez au cod. le tit. *si major factus ratum habuerit*.

RATISBONNE, évêché & ville de, Droit public. La ville impériale de *Ratisbonne* est le siège de cet évêché. Il y a diverses opinions sur son origine. La plus commune est, qu'il a été fondé par St. Boniface l'année environ 736, du consentement d'Ottillon, duc de Bavière, que Gaubaud ou Garibaud en fut le premier évêque, & que la chapelle de St. Etienne lui servoit originellement de cathédrale. Le siège de l'évêché doit ensuite avoir été placé par le même duc Ottillon ou son successeur Tassilon II. au couvent de S. Eméran, d'où Charlemagne, en lui assurant de rechef tous ses biens & revenus, le transféra, après la déposition de Tassilon, à l'église de St. Pierre. Les évêques furent encore, dit-on, pendant quelque tems, abbés de St. Eméran. P. Hanlitz au contraire est du sentiment moderne, selon lequel l'évêché fut fondé en 697 par Robert, évêque de Worms, que son ancienneté égale celle du couvent de St. Eméran, que les évêques y siégerent originellement, & que choisis parmi les moines, & élus alternativement, ils en étoient en même tems abbés. Selon le même auteur le siège épiscopal a été transféré du couvent à l'église de St. Pierre en 798, & les évêques demeurèrent toutefois abbés du monastère jus-

qu'en 980, que St. Wolfgang le sépara de l'évêché, & fit entre celui-ci & les moines de l'abbaye le partage des biens de ce couvent, qu'il avoit acquis par des donations. Le diocèse de l'évêché est peu considérable : le chapitre par cette raison ne décore de la dignité épiscopale que des personnes riches ou déjà revêtues d'autres évêchés.

Les armes de l'évêché portent de gueules à la bande d'argent. L'évêque, prince du St. empire, siège dans le collège des princes, & aux assemblées du cercle de Bavière, sur le banc ecclésiastique, entre les évêques de Freydingen & de Paffau. Sa taxe matriculaire est de 8 cav. & de 30 fant. ou de 216 fl. Il paye à la chambre impériale un contingent de 74 rixdles. 33½ kr.

Le chapitre est composé de 15 capitulaires & de 9 domicillaires. Les comtes de Torring sont décorés de la dignité de maréchal héréditaire de l'évêché ; les barons de Stengelheim de celle de chambellan héréditaire ; les barons de Pfetten sont échançons, & les comtes de Taufkirchen sénéchaux héréditaires.

La ville libre & impériale de *Ratisbonne*, nommée *Imbrópolis* & *Hirópolis* par les historiens du moyen âge, est une ville peuplée, d'une belle grandeur, & ayant quelques fortifications. Cette ville, autrefois capitale de la Bavière & le siège de ses ducs, fut exemptée de leur juridiction par l'empereur Frédéric I. qui la soumit immédiatement à l'empire, dont Wencelas lui garantit de rechef la protection en 1387. Albert IV. duc de Bavière fit tant, que *Ratisbonne* abimée de dettes lui presta foi & hommage en 1486. L'empereur Frédéric III. la revendiqua néanmoins à l'empire en 1489. & força le duc de la rendre en 1492. Celui-ci se départit en outre en 1496 de sa juridiction sur les habitants, de la

préture y attachée & de son siege au tribunal de paix & à la chambre des domaines, en se réservant la haute justice, que de nos jours encore le préteur ou bourguemaitre de la ville, doit recevoir des mains des ducs de Baviere. *Ratisbonne* occupe à la diete la premiere place parmi les villes impériales sur le banc de Suabe, & la dernière aux assemblées circulaires de Baviere. Sa taxe matriculaire fut mise en 1692 à 150 fl. Son contingent pour la chambre impériale porte 148 rixdrls. 67½ kr. Il s'y tient depuis 1662 une diete perpétuelle, qui avoit été transférée pour quelques années, à cause de la peste, à Augst en 1713, & à Francfort en 1742. Les assemblées des Etats de l'empire se tiennent à la maison de ville. Quoique la diete répande l'argent parmi les habitans, les avantages, qu'ils en retirent, sont moins considérables cependant, qu'on pourroit l'imaginer. La ville, qui a le droit d'entrepôt du sel sur le Danube, fait un grand commerce; ce qu'elle a de surabondant en bleds, bois, & autres denrées, s'exporte à Vienne. Les conférences solennelles, instituées en 1546 & 1601 à *Ratisbonne* entre les docteurs catholiques romains & luthériens, demeurèrent sans succès. L'électeur de Baviere se mit en 1703 en possession de la ville. Elle fut détruite par un incendie en 891 & 954, & fut dans la suite ravagée plusieurs fois par le feu. (D. G.)

RATURE, f. f., *Jurispr.* On entend par-là ce qui est effacé dans un écrit, soit authentique ou sous seing privé.

Un acte dans lequel il se trouve quelques *ratures* qui tombent sur des choses qui peuvent être de quelque conséquence, est nul, à moins que les *ratures* ne soient approuvées par les parties & par les notaires & témoins, si c'est un acte passé devant notaire.

Les greffiers & autres officiers publics doivent pareillement approuver les *ratures* qui se trouvent dans leurs minutes & expéditions.

Pour approuver valablement une *rature*, il faut compter le nombre de mots & de lignes qu'elle contient, & exprimer que l'on approuve la *rature* de tant de lignes & de tant de mots. v. *APOSTILLE*, *PARAPHE*, &c.

RATZEBOURG, *principauté de*, *Droit public*, Etat protestant d'Allemagne, dans le cercle de basse Saxe, aux confins des duchés de Lauenbourg & de Meckelbourg, & du territoire de la ville de Lubeck. Il est de très-petite étendue; on ne lui donne qu'un mille & demi de longueur & autant de largeur. Il comprend une portion de la ville de *Ratzebourg*, avec les châteaux & bailliages de Schönberg & de Stove. C'est le résidu de l'ancien évêché de *Ratzebourg* fondé par Henri le Lion en 1154, & sécularisé par la paix de Westphalie en 1648. Par cette paix il fut abandonné aux ducs de Meckelbourg-Schwerin, mais par le traité de Hambourg de 1701, il parvint à ceux de Meckelbourg-Strelitz. Il siege aux dietes dans le second college entre Camin & Hirschfeld, & il est taxé par la matricule à 24 fl. pour les mois romains, & à 67 rixdrls. 54½ kr. pour la chambre impériale. (D. G.)

RAVENSBERG, *Droit public*, comté d'Allemagne, dans la Westphalie, environné par les évêchés de Munster & d'Osnabruck, par la principauté de Minden, par les comtés de Schaumbourg & de la Lippe, par l'évêché de Paderborn, par le comté de Rintberg, & par la seigneurie de Rheda.

Le premier comte du pays, Hermann de Calvelle, vécut au XII^e siècle. La race masculine des comtes é

Ravensberg s'éteignit en 1346, en la personne du comte Bernard; la fille de son frere aîné, Marguerite, s'étant mariée à Gérard, duc de Juliers & comte de Berg, transmit à son époux le comté de *Ravensberg*. Jean-Guillaume, duc de Cleves & de Juliers, &c. étant décédé en 1609 sans postérité, l'électeur de Brandebourg, Jean-Sigismond, se mit en possession, entr'autres de *Ravensberg*, & se maintint par le traité conclu avec le comte palatin, Philippe-Guillaume, en 1665. Ce comté a beaucoup souffert durant la dernière guerre, de 1755 à 1763.

Les armes du comté sont trois chevrons de gueules au champ d'argent. Le comté de *Ravensberg* dépend depuis 1719 de la régence de Minden. Les juges du pays & les magistrats des villes ont la première instance dans les affaires civiles & criminelles, & l'appel va à la régence, & de-là au conseil des appellations de *Ravensberg*, lequel fut réuni en 1750 avec le tribunal supérieur des appellations de Berlin. L'appel des jugemens rendus par les justices de Herford & de Bielefeld, est porté au conseil des appellations de *Ravensberg*. Le titre de balli (*drost*) n'est plus qu'honoraire; le souverain l'accorde avec les émolumens y attachés comme une récompense de services. Tout ce qui concerne les finances & les impôts est administré par la chambre de guerre & des domaines de Minden, qui publie les ordres du roi pour les contributions de chaque mois, & tient les registres; cependant l'état général des contributions, qu'on dresse tous les ans, est présenté aux Etats de la province, parmi lesquels on choisit deux conseillers; qui non-seulement ont voix & séance à la chambre de guerre & des domaines, mais qui sont chargés de

l'inspection particulière sur les caisses des quatre bailliages (D.G.)

RAVENSBOURG, anciennement GRAVENSBOURG, Droit public, ville libre & impériale d'Allemagne, située dans le cercle de Suabe, dans une vallée de l'Algau, sur la rivière de Schlus, & entièrement environnée du territoire de la préfecture. Les catholiques & les luthériens y jouissent d'une entière parité de droit, tant en matières ecclésiastiques qu'en civiles. Et le magistrat est pris en nombre égal dans les deux communions. Quoique la ville fit jadis partie du comté d'Altorf possédée par les Guelphes, elle n'en est pas moins libre & immédiate dès avant le règne de Rodolphe I. comme il paroît par les privilèges qu'il lui accorda en 1276 & 1286. Charles IV. & Wenceslas lui ont garanti son immédiate. Ses armes sont d'argent à une porte fortifiée d'azur. Sa place à la diète est la dix-huitième parmi les villes impériales de Suabe & la quinzième dans les assemblées du cercle. Sa taxe matriculaire qui de 196 fl. avoit été réduite en 1683 à 78 fl. fut portée à 100 fl. en 1728. Elle paye en outre 60 rixdallers 77½ kr. pour l'entretien de la chambre impériale. Et la préfecture en reçoit annuellement un don gratuit de 100 lb. pfennings. Elle étoit depuis un tems immémorial une des résidences du tribunal de la bruyère de Leuckirch & de la Purs. L'ancien château situé sur une colline voisine, & que les Suédois brûlèrent en 1647, a été incorporé à la préfecture de la haute & basse Suabe.

La seigneurie de Schmaleck, vendue à la ville par les comtes de Werdenberg & Heiligenberg, & les maires d'Albertschwendt, Dankerweiler & Bettenreuth, sont sous la haute juridiction

dition de la préfecture, qui exerce l'une & l'autre dans plusieurs terres appartenantes à la ville. Il paroît par le privilège de l'empereur Frédéric III. que la ville a reçu de l'empire l'investiture de la maîtrise de la forêt d'Altorf, & du droit de tenir annuellement une justice forestale. Frédéric Gradmann a donné en 1735 une petite carte, contenant le district de la chasse de la ville, où le petit domaine, soumis à la haute juridiction, est également représenté. (D.G.)

RAVESTISSEMENT, f. m., *Jurisp.*, est une manière de revêtir quelqu'un de la propriété des biens qu'on lui transfère. Ce *ravestissement* s'opère de la part de celui qui se donne en se dévestissant & défaîssant de ses biens, & en revestissant de ces mêmes biens le donataire.

Il y a *ravestissement* d'héritage & *ravestissement* de meubles.

On distingue aussi le *ravestissement* par lettres du *ravestissement* de sang.

Le *ravestissement* par lettres est celui qui s'opère par le moyen d'un acte de *ravestissement* ou *saîsine* qui est donné par les hommes de loi.

Cette manière de donner a lieu entre conjoints; c'est une donation mutuelle qu'ils se font devant les gens de loi.

Le *ravestissement* de sang est dans quelques pays un droit par lequel le survivant des conjoints jouit en usufruit de la moitié des héritages cotiers ou main-fermes de ses enfans; ce droit n'a lieu qu'en premier & noble mariage, & ne dure que tant que les enfans qui en sont venus sont vivans.

RAVISSEUR, f. m., *Jurisp.*; c'est la personne qui enlève, qui ravit. v. **RAPT**.

Tome XII.

RÉ & CORRÉLATION, *Droit public d'Allemagne*, est un acte particulier, par lequel les princes & les électeurs se communiquent respectivement les uns aux autres, leurs résultats pour se concilier entr'eux, lorsqu'ils se trouvent de sentimens différens, ce qui arrive très-communément: ainsi, par le moyen de la communication qu'ils se donnent mutuellement, ils se rapprochent les uns des autres, & concertent à la fin, la décision de la matière mise en délibération. (D.G.)

RÉAGGRAVATION, f. f., & **RÉAGGRAVE**, f. m., *Droit can.*, *iterata aggravatio*. Quelques-uns disent *aggrave*, Fevret dit *réaggravation*; mais dans l'usage présent, on dit *réaggrave*: c'est la troisième des monitions canoniques que l'on emploie, pour contraindre quelqu'un à faire quelque chose, comme pour l'obliger de venir à révélation des faits dont on veut avoir la preuve. La première monition s'appelle *monitoire* ou *monition* simplement. Ce premier monitoire prononce la peine d'excommunication; le second qu'on appelle *aggrave*, prive celui qui est réfractaire aux monitions, de tout usage de la société civile; le troisième qu'on appelle *réaggrave*, défend publiquement à tous les fidèles d'avoir aucune sorte de commerce avec l'excommunié, que l'église annonce comme un objet d'horreur & d'abomination. Les *aggraves* & *réaggraves* se publioient autrefois au son des cloches & avec des flambeaux allumés, qu'on éteignoit ensuite, & qu'on jetoit par terre. Voyez Fevret, *tr. de l'abus*; Ducasse, *tr. de la jurisd. ecclésiast.* (D.M.)

RÉALISER, v. n., *Jurisp.*. Dans cette matière signifie quelquefois *effectuer* une chose; quelquefois c'est faire

emploi d'une somme de deniers, ou la stipuler propre.

Réaliser des offres, c'est accompagner les offres labiales d'une somme de deniers, ou de quelque autre chose mobilière, de l'exhibition & présentation de cette somme ou autre chose, à l'effet que celui à qui les offres sont faites, puisse recevoir ce qui lui est offert.

On *réalise* des offres à l'audience en faisant porter les deniers à l'audience, & y réitérant les offres avec exhibition de ces deniers.

La *réalisation* des deniers dotaux, est lorsqu'on fait emploi des deniers pour fureté de la dot.

Réaliser un contrat ou une rente, c'est lorsqu'on en reconnoît le titre devant le seigneur dont l'héritage est tenu, ou devant les officiers de sa justice, afin d'acquiescer droit réel & hypothèque, & pour être nanti.

REBELLE, adj., *Droit pol.*, qui défobéit à son souverain, à son supérieur, qui se révolte, se soulève contre lui. v. *Émotion populaire*, *SÉDITION*, &c.

REBELLION, f. f., *Droit polit.*, révolte, soulèvement, rébellion ouverte aux ordres de son souverain. v. *FACTION*, *Émotion populaire*, *SÉDITION*, &c.

REBELLION à justice, *Jurispr.*, est la résistance que quelqu'un apporte à l'exécution d'un jugement, ou à quelque exploit ou autre acte de justice, & en général à tout ce qui est émané de la justice ou de ses ministres, en vertu du pouvoir qu'ils tiennent d'elle, à l'exécution des mandemens émanés du souverain ou de ses officiers préposés pour l'administration de la justice.

REBLANDISSEMENT, f. m., *Droit féod.*, c'est lorsque le vassal ou sujet vient par devers son seigneur ou devant son

senéchal ou bailli, pour s'avoir de lui la cause de la faillie ou du blâme de son aveu & dénombrement. Cette démarche a été ainsi appelée, parce que c'est *blandé dominon adoriri*, lui demander civilement la cause.

RECÉLÉ & DIVERTISSEMENT, f. m., *Jurispr.*, est le crime d'un héritier ou autre personne qui détourne des effets d'une succession, ou du conjoint survivant ou autre personne qui détourne des effets de la communauté des biens.

Suivant le droit romain, celui qui détournoit quelques effets d'une succession, pouvoit être poursuivi par l'action *exipilate hereditatis*.

À l'égard de la femme qui avoit souffert quelques effets appartenants à son mari ou à sa succession, on ne donnoit point contre elle par bienséance l'action de vol, mais l'action *rerum amotarum*, qui revient à notre action de *recelé*.

RECÉLÉ, *Droit can.* Nous entendons par *recelé*, le crime de ceux qui pour cacher la vacance d'un bénéfice, cachent la mort de celui qui en étoit titulaire, en gardant soigneusement son cadavre, d'où vient le nom de *garde de corps*, dont plusieurs se servent à la place de *recelé*.

Chacun sent que cette manœuvre fournit à ceux qui la font, tout le tems dont ils ont besoin, soit pour impétrer le bénéfice, conformément aux règles ou aux ordonnances qui exigent la survie de quelques jours, de la part des résignants, soit pour avertir le collateur ou patron, dont on craint que des coureurs préviennent la collation ou présentation; soit pour tomber dans les mois des gradués ou autrement: ce qui ne se peut faire que contre l'intérêt public, & en violant en même tems toutes les loix de l'église & de l'humanité.

Voici la jurisprudence suivie presque généralement sur cette matière. Si celui qui a impétré le bénéfice du défunt dont on garde le corps, n'a eu absolument aucune part au *recélé*, & qu'il ait fait de bonne foi son impétration sur la nouvelle de la mort du titulaire qu'il a apprise sans fraude, le délit d'autrui ne sauroit lui nuire, & le tems requis pour donner lieu à la vraisemblance, commence à courir pour lui, immédiatement après la mort du bénéficiaire. Si au contraire, l'impétrant est coupable ou complice, même par la seule connoissance des choses, ou est au cas des ordonnances souveraines.

La collation faite par un collateur ordinaire en conséquence du refus que les parents ou domestiques d'un bénéficiaire ont fait de le représenter, est valable tant qu'il demeure incertain, si le dernier titulaire étoit mort ou vivant, le jour de la date de la collation, & qu'il n'y a aucune preuve certaine qu'il ait vécu depuis.

Cette collation est anéantie si le titulaire revient en santé, ou elle demeure caduque, si la maladie du bénéficiaire, qui étoit secrète, devient publique; en sorte qu'elle ne peut ni nuire ni profiter, non plus que si elle n'avoit jamais existé, au collateur ou au collataire.

Le dévolut a lieu pour le crime de *recélé*, & le dévolutaire ou le pourvu par le collateur ordinaire, présente requête au grand conseil où toutes les plaintes bénéficiales où le fait de la garde des corps est allégué, s'introduisent directement sur cette requête.

Quoique régulièrement le juge ordinaire ne puisse donner permission d'informer, que quand le fait de la garde est allégué incidemment dans une plainte bénéficiale; cependant il y a un

cas où il peut permettre d'informer, sans être saisi d'aucune complainte bénéficiale; c'est lorsque le collateur d'un bénéfice présente requête expositive, qu'il a été averti que, pour lui faire perdre son droit de collation, on garde & recèle le corps du titulaire, tendante à ce que le juge ait à se transporter en la maison du malade pour le voir, ou à ce qu'il soit permis au suppliant d'informer de la garde & recèlement. (D. M.)

RECÈLEMENT, f. m., *Jurisp.*, semble être la même chose que *recélé*; cependant on en fait une différence: le *recélé* s'entend toujours des choses, au lieu que le *recèlement* s'entend le plus souvent des personnes.

Recèlement de la personne de l'accusé, est lorsqu'on lui donne la retraite, & qu'on le cache pour le soustraire aux poursuites de la justice.

Recèlement de grosseffe, est lorsqu'une fille ou femme cele sa grosseffe pour supprimer ensuite le part; v. PART, & l'art. SUPPRESSION de part.

Recèlement de choses volées, est lorsque quelqu'un reçoit & garde sciemment des choses qui ont été volées par un autre. Ce *recèlement* est considéré comme un vol, & ceux qui le commettent ne sont pas moins punissables que les voleurs mêmes, parce qu'ils les favorisent. Voyez ci-après RECELEUR.

RECELEUR, f. m., *Jurisp.*, est celui qui retire chez lui une chose qu'il fait avoir été volée.

On dit communément que s'il n'y avoit point de *receleurs* il n'y auroit point de voleurs, parce que les *receleurs* les entretiennent dans l'habitude de voler.

Les *receleurs* sont ordinairement punis de la même peine que les voleurs, si

ne n'est lorsqu'il s'agit de vol avec effraction, ou sur les grands chemins, & autres semblables, pour lesquels les voleurs sont condamnés à la roue, au lieu que les *receleurs* sont seulement condamnés à la potence, & quelquefois même à une simple peine corporelle, lorsque les *receleurs* sont des proches parens du voleur, comme pere, mere, freres & sœurs.

Au reste, on ne regarde comme *receleurs* que ceux qui retirent une chose qu'ils savent avoir été volée; car ceux qui ont acheté de bonne foi & d'une personne connue une chose qui se trouve avoir été volée, ne sont pas regardés comme *receleurs*, ils ne sont tenus qu'à la restitution de la chose volée, & peuvent même en repéter le prix contre celui qui la leur a vendue. Voyez aux décrétales & au code, le titre de *furtis*, & les titres du code & du digest de *receptorum*. Julius Clarus, lib. V. §. *furtum*.

RECENSEMENT, f. m., *Jurispr.*, est la répétition & l'audition de témoins qui ont révélé devant un curé, en conséquence d'un monitoire publié par une ordonnance du juge laïc. Cette répétition & audition se fait devant lui, & non devant le juge d'église, parce que le monitoire ayant été publié de l'autorité du juge laïc, n'attribue aucune juridiction au juge d'église.

RÉCEPISSÉ, f. m., *Jurispr.*, terme emprunté du latin, & adopté dans la pratique judiciaire pour exprimer un acte sous signature privée, par lequel on reconnoît avoir reçu des pieces de quelqu'un pour en prendre communication.

Un procureur qui retire une instance ou un procès de chez le rapporteur, en donne son *récépissé*.

RÉCEPTION, f. f. *Jurispr.* Ce terme

dans cette matiere, s'applique à plusieurs objets différens.

Il y a *réception en foi & hommage*, v. FOI & HOMMAGE.

Réception par main souveraine, v. MAIN.

Réception d'officiers, v. OFFICES. RÉCIPENDIAIRE, SERMENT.

Réception de caution, v. CAUTION.

Réception d'enquête, v. ENQUÊTE.

RECES DE L'EMPIRE, *recessus imperii*, Droit public d'Allemagne; c'est ainsi qu'on nomme en général toutes les constitutions, les reglemens & les loix fondamentales de l'empire. Mais dans un sens moins étendu, ce sont les loix universelles portées par l'empereur & par les Etats de l'empire dans la diete, voyez l'article DIETE. On croit que l'origine du mot *recessus* vient de ce que ces loix se faisoient autrefois au moment où l'assemblée des Etats ou la diete alloit se séparer ou se retirer.

Les jurisconsultes Allemands distinguent les *recés* de l'Empire en généraux & en particuliers. Les premiers sont les loix faites par tous les Etats assemblés en corps; les derniers sont les résolutions prises par les députations particulières. On les distingue encore en *recessus primarios* & *recessus secundarios*. Les premiers sont ceux que l'on fait imprimer & que l'on publie; les autres sont des résolutions que l'on tient secrètes, & qui se déposent dans les archives de l'empire, dont l'électeur de Mayence a la garde. Voyez *Vittrarii institutiones juris publici Romano germanici*.

RECEVABLE, adj., *Jurisprud.*, se dit de ce qui est admissible; *non-recevable*, de ce qui n'est pas admissible. On dit de quelqu'un qu'il est *non-recevable* dans sa demande, lorsqu'il y a quelque fin de non-recevoir qui s'élève contre lui. v. FINS de non-recevoir.

RECEVEUR, f. m., *Jurispr.*, est un officier titulaire dont la fonction est de recevoir des deniers dont le payement est ordonné. Il y a autant de différentes sortes de *receveurs* que de causes différentes, d'où provient l'obligation de payer les deniers dont ils sont *receveurs*. Ainsi l'on dit *receveur* des tailles, *receveur* des décimes, *receveur* des restes de la chambre des comptes, &c. Il y en a une infinité d'autres.

RECEVEUR GÉNÉRAL DES FINANCES, *Droit pub. de France*, officier titulaire en France qui perçoit dans chaque généralité les deniers du roi, & les distribue suivant l'ordre & l'état qui lui en est donné.

RECEVEUR des épices & vacations, *Jurispr.*, est un officier titulaire autorisé à recevoir les épices ou droits en argent, des parties, pour la visite des procès par écrit. v. **ÉPICES**, *Jurispr.*

RECEVOIR, *fuss de non*, v. **FINS de non-recevoir**.

RECHANGE, f. m., *Jurispr.*, est un second droit de change, qui est dû par le tireur d'une lettre-de-change au porteur de cette lettre, lorsqu'elle est protestée, & que le porteur a été obligé d'emprunter de l'argent, & d'en payer le change.

RECHENBERG, Charles - Othon, *Hist. Litt.*, né à Leipstick, en 1689, devint professeur en droit l'an 1711, & fut décoré du titre de conseiller. Ses ouvrages sont, 1°. *Institutiones Jurisprudentia, naturalis*. 2°. *Institutiones Juris publici*. 3°. *Regule Juris privati*. Il avoit travaillé au *Journal* de Leipstick. Ce faisant mourut en 1751.

RECHERCHE, f. m., *Jurispr.*, signifie *perquisition*, & quelquefois *poursuite*.

Recherche d'une personne pour crime, c'est lorsque la justice poursuit

quelqu'un prévenu, de quelque délit. *Recherche* de la noblesse, c'est lorsque le souverain commet des juges pour faire des perquisitions contre ceux qui usurpent le titre de noble.

Recherche de procès, & instance en la réputation que l'on en fait contre ceux qui en sont chargés. v. **JUGES**, **AVOCATS**, **PROCUREURS**.

Recherche d'un acte, est la perquisition que l'on en fait dans un greffe ou dans l'étude d'un notaire, lorsque l'on ne fait pas au juste la date de cet acte, on paye en ce cas un droit de *recherche*, c'est-à-dire, pour la *recherche*.

RECHERCHES PERPÉTUELLES, *Droit rom.*, c'étoit des perquisitions que le Sénat ordonnoit de faire suivant les conjonctures pour les crimes capitaux & d'Etat; ces perquisitions & le jugement en étoit commis par le peuple à des magistrats particuliers, à des prêteurs, qu'on nommoit *questeurs du parricide*.

Les perquisitions ou *recherches* qu'ils faisoient à cette occasion furent appelées *questiones perpetue*, soit parce qu'elles avoient une forme prescrite qui étoit certaine & invariable, en sorte qu'elles n'avoient pas besoin d'une nouvelle loi comme autrefois, soit parce que les prêteurs faisoient ces *recherches perpétuellement* & durant toute l'année de leur exercice, & que le peuple, comme ci-devant, ne nommoit plus des édiles pour faire ces sortes d'informations.

L'objet des premières *recherches perpétuelles* furent les concussions, les crimes d'ambition, ceux d'Etat & de péculat. Sylla y joignit le crime de faux, ce qui renfermoit le crime de fabrication de fausse monnaie, le parricide, l'assassinat, l'empoisonnement, on y ajouta encore comme une suite la prévarication des juges & les violences publiques & particulières. Cependant le peu

ple & même le sénat connoissoient quelquefois par extraordinaire de ces crimes, & nommoient des commissaires pour informer; ainsi qu'il arriva dans le procès de Silanus, accusé de concussion dans l'affaire de Milon, touchant le meurtre de Clodius, & dans celle de ce Clodius même qui avoit profané le culte de la bonne déesse. On ordonnoit alors une information *de pollutis sacris*, sur-tout lorsqu'il s'agissoit d'une véstale accusée d'avoir eu commerce avec un homme, & d'autres crimes semblables; à l'égard de l'assassinat, le peuple faisoit le procès aux coupables dans des comices assemblés par centuries.

Lorsque le sénat avoit ordonné les recherches ou informations, les préteurs tiroient entr'eux au sort le procès qui devoit leur échouer, car les comices ne fixoient point l'attribution des causes. Quelquefois les deux préteurs travailloient au même procès, sur-tout quand il s'agissoit d'un grand nombre de complices. Quelquefois un seul préteur connoissoit de deux affaires. Le préteur étranger connu pendant un certain tems du crime de concussion; & même le préteur de la ville, par un decret du sénat, informoit sur les affaires de l'Etat; cependant cela est douteux, puisque Verres contrevint aux loix, lorsque dans sa préture il voulut juger d'un crime d'Etat. Enfin on vit quelquefois les deux préteurs joints ensemble pour juger de la même affaire. (D.J.)

RÉCIDIVE, f. f., *Jurispr.*, est la rechute dans une même faute. La *récidive* est punie plus rigoureusement que le délit qui est commis pour la première fois.

Dans les jugemens qui se rendent en matières d'injures, rixes & autres excès, on fait défenses aux parties de *récidiver*, sous plus grande peine, ou sous telle peine qu'il appartiendra.

RÉCIPIENDAIRE, f. m., *Jurispr.*, est celui qui se présente pour être admis dans quelque état ou office.

Pour connoître si le *réciendaire* a les qualités requises, & s'il n'y a point de causes de l'exclure, on fait une information de ses vie & mœurs.

Le *réciendaire* subit ordinairement ensuite un examen dans lequel on l'interroge sur ce qu'il doit savoir pour bien remplir son état.

Quand il est trouvé capable, on ordonne qu'il sera reçu, on lui fait prêter serment, & on l'installe.

Au reste les démarches nécessaires pour parvenir à la réception, sont différentes selon l'état & office, & selon le tribunal où on est reçu. Voyez le *dict. de droit* de M. de Ferrière, au mot *Réciendaire*.

RÉCLAMATION, f. f. *Jurispr.* & *Dr. can.*, signifie quelquefois revendication, comme quand on dit la *réclamation* d'un meuble ou autre effet; la *réclamation* d'un serf fugitif, de la part du seigneur.

Réclamation signifie aussi quelquefois *plainte* ou *protestation*, *a'ction*; comme quand on dit qu'il faut réclamer contre un acte dans les dix ans.

Réclamation contre les vœux de religion, est la protestation qu'un religieux fait contre l'émission de ses vœux, & la demande qu'il forme ensuite pour faire annuler ces mêmes vœux.

Il y a autant de causes de *réclamation*, que de causes qui peuvent rendre nulle la profession religieuse. Les plus ordinaires sont, lorsque le profès n'a point fait le tems nécessaire de noviciat; lorsqu'il a prononcé ses vœux avant l'âge de 16 ans accomplis; qu'il les a faits par crainte, par violence, ou dans un tems auquel il n'avoit pas son bon sens, ou si la profession n'a point été reçue par un supérieur légitime, ou qu'elle n'ait pas

été faite dans un ordre approuvé par l'église.

Toute personne de l'un ou de l'autre sexe qui veut faire déclarer ses vœux nuls, pour quelque cause que ce soit, doit avoir proposé les moyens de nullité au supérieur, ou à la supérieure, & à l'ordinaire du lieu où le monastère est situé, dans les cinq ans, à compter du jour de la profession : on ne doit point écouter celui ou celle qui n'a point rempli cette formalité.

On accorde quelquefois à Rome une dispense de laps de cinq ans depuis la profession, sans aucune déclaration faite au supérieur & à l'ordinaire. Mais pour qu'une telle dispense ne soit pas abusive, il faut que celui qui l'a obtenue, n'ait point eu la liberté de proposer, dans les cinq ans, ses moyens de *réclamation*.

Quelques religieux, avant de donner leur requête en *réclamation*, obtiennent un bref de cour de Rome à cet effet, ce qui n'est pourtant pas nécessaire, ne s'agissant pas en cette occasion de dispenser & relever le religieux de ses vœux ; mais seulement de juger si l'émission des vœux a été faite valablement.

Le religieux qui veut réclamer contre ses vœux, n'est pas obligé de faire des poursuites à cet effet dans les cinq ans ; il suffit que dans ce délai il ait protesté & proposé les moyens au supérieur & à l'ordinaire, pourvu néanmoins que depuis les cinq ans, il n'ait pas laissé encore écouler l'espace de dix années, parce qu'un tems si considérable, seroit présumer qu'il a abandonné tacitement sa *réclamation*.

Quand la cause de *réclamation* vient de ce que la personne étant déjà liée, ne pouvoit s'engager dans l'état religieux ; en ce cas, cette personne peut réclamer après les cinq ans, tant que le même

empêchement subsiste. Ainsi un homme marié doit toujours retourner avec sa femme, & *vice versa*, la femme retourner avec son mari, quand il y auroit plus de 20 ans que l'un ou l'autre se seroit engagé dans le vie religieuse.

Celui qui réclame contre ses vœux, doit être revêtu des habits de son ordre, & demeurer actuellement dans son monastère. Telle est la disposition du concile de Trente ; & si le religieux se présente autrement, loin de l'écouter, on le traiteroit comme un apôlat.

Le religieux qui réclame, doit faire assigner devant l'official le supérieur du monastère, & ceux qui ont intérêt de s'opposer à sa restitution au siècle. Si les faits articulés par le religieux paroissent pertinens, on l'admet à la preuve ; & si elle se trouve concluante, le juge par sa sentence, déclare nulle la profession de celui qui réclame, & lui permet de rentrer au siècle.

Le religieux qui veut réclamer contre ses vœux, ne peut pas se contenter de faire preuve de ses faits devant l'official ; & ensuite se pourvoir en cour de Rome, & y obtenir un rescrit qui déclare ses vœux nuls ; cette procédure seroit contraire à la pragmatique & au concordat, qui veulent que les causes ecclésiastiques soient jugées sur les lieux.

Il est défendu, sous peine de mort, aux personnes de l'un & l'autre sexe qui ont intenté leur action en *réclamation*, ou obtenu des rescrits pour être relevées de leurs vœux, de se marier avant que le rescrit soit fulminé, ou le procès jugé. La même peine doit avoir lieu contre ceux & celles qui épousent sciemment de telles personnes. Voyez la *pragmatique*, le *concordat*, le *concile de Trente*, &c.

RÉCLAMER, *Jurispr. v. RÉCLAMATION*,

RECOLEMENT, f. m., *Jurifpr.*, du latin *recolere*, est une vérification de quelque chose.

Recolement de témoins, est une formalité usitée dans les procès criminels, qui consiste à relire à chaque témoin sa déposition & de l'interpeller à déclarer s'il y persiste, ou s'il veut y ajouter ou diminuer, dont on dresse un acte que l'on appelle le *procès-verbal de recolement*.

Cette formalité qui étoit inconnue dans le droit romain, a été introduite pour s'assurer d'autant mieux de la vérité des dépositions; elle n'a lieu que dans les procès qui sont réglés à l'extraordinaire, & il faut qu'il y ait un jugement qui ordonne que les témoins ouis aux informations, & autres qui pourront être ouis de nouveau, seront recolés en leurs dépositions, & si besoin est, confrontés à l'accusé. Ce jugement est le premier acte qui règle la procédure à l'extraordinaire.

Néanmoins les témoins fort âgés, malades, valétudinaires, prêts à faire voyage, ou dans quelque autre nécessité urgente, peuvent être répétés avant qu'il y ait un jugement qui l'ordonne; mais la répétition ou *recolement* du témoin ne vaut pour confronter contre l'accusé contumace, qu'après qu'il a été ainsi ordonné par le jugement de contumace.

En tout procès réglé à l'extraordinaire, les témoins doivent être recolés, quand même ils auroient été ouis devant un conseiller de cour souveraine.

Les témoins doivent être assignés pour le *recolement*; s'ils font défaut, on les condamne à l'amende, & en cas de contumace, le juge peut ordonner qu'ils seront contraints par corps.

Ils doivent être recolés chacun séparément, & après serment par eux prêté

& lecture faite de la déposition, on interrompt le témoin de déclarer s'il veut y ajouter ou diminuer, & s'il y persiste on en fait mention, & on écrit ce qu'il ajoute ou diminue; on lui lit ensuite le *recolement*, lequel doit être paraphé & signé dans toutes ses pages par le juge & par le témoin, si celui-ci fait ou veut signer, sinon on doit faire mention de son refus.

Le *recolement* ne se réitère point, encore qu'il eût été fait pendant l'absence de l'accusé, & que le procès ait été instruit en différens tems, ou qu'il y eût plusieurs accusés.

Le *procès-verbal de recolement* doit être mis dans un cahier séparé des autres procédures.

Lorsqu'il a été ordonné que les témoins seront recolés & confrontés, la déposition de ceux qui n'ont pas été confrontés ne fait point de preuve, à moins qu'ils ne soient décédés pendant la contumace de l'accusé.

En procédant au jugement d'un procès criminel, s'il s'agit d'un crime auquel il puisse échoir peine afflictive & que les charges soient fortes, les juges peuvent ordonner le *recolement* & la confrontation des témoins, quoique cela n'ait pas été fait précédemment.

Dans la visite du procès on fait lecture de la déposition des témoins qui vont à la décharge, quoiqu'ils n'aient point été recolés ni confrontés, pour y avoir par les juges tel égard que de raison.

Les témoins qui depuis le *recolement* retractent leurs dépositions, ou les changent dans des circonstances essentielles, sont poursuivis & punis comme faux témoins.

Le *recolement* doit être suivi de la confrontation des témoins à l'accusé.
v. PROCÈS, TÉMOIN.

Recolement,

Recolement, en matiere d'inventaire, est la vérification qui se fait des meubles, ou des titres & papiers compris dans un inventaire, pour reconnoître ceux qui se trouvent encore en nature, & marquer ceux qui sont en *deficit*.

Il y a trois cas où l'on ne fait que recoler les meubles & autres effets.

1°. Quand ils ont déjà été inventoriés & qu'ils se trouvent encore en nature du moins pour la plus grande partie.

2°. Quand une femme séparée de biens, ou quelqu'autre perſonne, justifie par des actes authentiques que les meubles lui appartiennent.

3°. Lorsque les meubles ont été saisis, & que le saisissant a droit de faire valoir sa saisie.

Dans ces différens cas le *recolement* tient lieu d'inventaire. Cette maniere de procéder a deux objets, l'un d'éviter les fraix, l'autre d'empêcher que les effets réclamés ne soient confondus parmi ceux de la succession, ou de conserver le privilege spécial que celui qui reclame les meubles peut y avoir.

RECOMMANDATION, f. f., *Jurisp.*, en matiere criminelle, est proprement une opposition que l'on fait à l'élargissement d'un prisonnier, pour quelqu'autre cause que celle pour laquelle il a été constitué prisonnier.

Le procès-verbal de *recommandation* doit contenir les mêmes formalités que le procès-verbal d'écrou, il doit être précédé d'un commandement fait au prisonnier amené entre les deux guichets, & le lendemain l'huissier le faire revenir au même lieu pour faire son procès-verbal de *recommandation*, comme s'il le constituait de nouveau prisonnier; il doit y exprimer les causes de la *recommandation*, & les arrêts, jugemens & autres actes en vertu des-

quels la *recommandation* est faite. On y doit aussi exprimer le nom, surnom & qualité du prisonnier, & ceux de la partie qui le fait recommander, & le domicile qui doit être élu par cette partie, au lieu où la prison est située, le tout à peine de nullité.

Ce procès-verbal doit aussi être signé, & copie laissée au prisonnier en parlant à la perſonne, & l'huissier doit faire mention du tout dans son procès-verbal, à peine de nullité.

La *recommandation* peut être faite sur un homme emprisonné pour dettes, ou sur un homme détenu pour crime.

Celui qui est emprisonné pour dettes, peut être recommandé par d'autres dettes, & par d'autres créanciers, mais il ne peut être recommandé pour crime *est vice versa*. Celui qui est emprisonné pour crime, ne peut être recommandé pour dette civile. Néanmoins, lorsque le prisonnier qui a eu quelque administration, se trouve condamné pour quelque crime capital, s'il est recommandé pour une dette qui dérive du fait de son administration, on diffère de l'exécution jusqu'à ce qu'il ait rendu compte.

Un prisonnier détenu pour crime, peut être recommandé pour d'autres crimes, & dans ce cas on préfère la *recommandation* qui est faite pour le crime le plus grave.

Quand l'emprisonnement pour dettes est déclaré nul par quelque défaut de forme, cela emporte aussi la main levée de *recommandations*; mais quand l'emprisonnement est valable à la forme, les recommandations tiennent avant leur effet, quoique l'élargissement du prisonnier ait été ordonné par le mérite du fond sur le premier emprisonnement.

RÉCOMPENSE, f. f., *Droit polit.*, prix, salaire, don qu'on fait à quelqu'un; avantage qu'on lui procure pour des services qu'il a rendus, ou pour quelque bonne action.

Les récompenses & les peines forment une branche de la justice bien intéressante pour les corps politiques, & qui, sans aucun doute, peut & doit demeurer entre les mains du prince. De-là dépendent l'arrangement ou le désordre dans l'intérieur : & au-dehors la gloire ou les mauvais succès. Il n'y a pas de cause aussi prochaine des talens ou de l'inertie, de la vertu ou de la dépravation, que la juste ou l'injuste distribution du prix du mérite, & du châtiment de l'indignité.

Disons tout; récompenser & punir est le ressort universel de toute sorte de gouvernement. C'est, puisque cette expression a été admise, le principe des principes. Sans la récompense & la punition, la vertu dépérit, l'honneur s'éteint, la crainte disparaît. Ce sont comme des planetes sans force, sans action, sans vie, si le premier mobile ne leur communique le mouvement.

Ces roues secondes ont, à la vérité, plus ou moins de puissance, suivant la grandeur que l'on donne à chacune d'elles dans la machine; mais subordonnées au même pendule, elles ne sauroient marcher séparées. On ne connoît pas la vertu sans l'honneur, l'honneur sans un sentiment de vertu : ni l'un ni l'autre ne subsisteroit sans la crainte, ne seroit-ce que celle de la honte & du reproche.

Le cardinal de Richelieu a dit, quand on ne se serviroit d'autre principe que d'être inflexible pour châtier, & religieux à récompenser, on ne sauroit mal gouverner. L'unique secret de ce

ressort infailible, est d'être également attentif à tous les deux.

Si on décore la vertu, & qu'on ne punisse pas ce qu'on doit appeler des fautes, on ne fait qu'une moitié. Une ame sans sentiment se passe d'honneur, & croupit dans la léthargie. Si la punition ne corrige pas celui qui l'eslue, du moins on le rend malgré lui utile à la société; il sert d'exemple. Si on ne récompense pas, on décourage, & si on ne fait que châtier, on abrutit.

Tout est bien dans un Etat où ces maximes sont suivies : tout est mal où elles sont négligées.

On pourroit dire que les récompenses sont de pure grace; que tout citoyen est obligé de servir le corps politique dont il est membre; que le sujet qui occupe une place a contracté l'obligation d'en remplir les devoirs; & que nous nous devons tous à la probité, pour l'amour de nous-mêmes. Cette thèse peut se soutenir dans la spéculation, sa conséquence seroit de supprimer les récompenses, & ce parti vaudroit mieux, sans comparaison, que de les répandre mal-à-propos. Le mépris des gens de bien, & la faveur accordée aux mauvais sujets, sont des abus du pouvoir, nuisibles au pouvoir même.

Mais l'expérience apprend que la récompense est nécessaire: observons qu'on doit la distinguer du bienfait; l'une est, pour ainsi dire, due à celui qui se distingue, elle est due du moins à l'intérêt public, autant qu'elle excite l'émulation à le servir; l'autre est une pure libéralité du prince.

On ne doit pas envier au souverain la satisfaction de faire du bien à un sujet qu'il favorise; mais s'il a quelque soin de sa réputation, ce favori ne sera pas sans mérite. En général, il doit être avare de bienfaits, si l'on prend

de terme dans sa signification étroite. Plus il donnera gratuitement, moins il aura de quoi récompenser ; son Etat & sa personne n'en seront pas si bien servis.

Toute récompense est honorable, ou utile, ou tous les deux ensemble. Suivant l'idée commune des hommes, plus les récompenses amènent de profit, moins l'opinion y attache d'honneur. Il devient plus grand, toutes choses égales d'ailleurs, à proportion que l'utilité s'y trouve moindre. Il semble que l'honneur & l'intérêt ont de la peine à s'allier ensemble.

Dans les Etats populaires, les récompenses sont plus honorables qu'utililes ; ce sont des triomphes, des statues, un surnom ; c'est que le peuple préfère l'utile à l'honorable ; il le conserve pour lui. Si dans les monarchies les hommes sont moins grands, l'utile y est plus ordinairement attaché. Le monarque s'approprie l'honorable du mérite de ses sujets, l'honneur est son appanage plus particulier ; il n'aime pas à le communiquer.

La monarchie tyrannique ne connoît pas les récompenses. La sûreté du tyran lui demande d'avilir ou d'appauvrir ses sujets, & de garder ses bienfaits pour s'attacher des sauvegardes.

Si une seule république fournit plus d'exemples de faits héroïques que plusieurs monarchies, c'est que la gloire est un aiguillon bien au-dessus de l'intérêt, pour une ame faite pour l'héroïsme ; elle s'élève dans la proportion des honneurs auxquels elle peut aspirer.

Il est au contraire quelquefois dangereux dans la monarchie d'en mériter de trop considérables. Les soupçons & l'envie s'emparent facilement de l'esprit du prince. Parménion l'éprouva sous Alexandre, Bélisaire sous Justi-

nien. Les principes d'usage étouffent les sentimens de l'humanité, & font des ingrats.

Les récompenses ont été les grandes causes des victoires des Romains. On peut voir dans Polybe comment chaque action de quelque mérite étoit payée par un honneur. On distribuoit le prix à l'issue du combat. Que l'on fasse à cette circonstance toute l'attention qui lui est due ; une pareille promptitude ne donnoit pas le tems de faire agir les protecteurs ; le témoignage de l'armée éclaircit le général, & auroit démenti des choix de faveur. Il ne laissoit aucune incertitude sur le mérite qu'on couronnoit aux yeux de tous. Le soldat s'attendoit à ce spectacle après l'action, il échauffoit son imagination pendant sa durée.

Cet honneur n'étoit point passager, il ne pouvoit être ignoré de personne : outre la récompense, il étoit permis à tous ceux qui en avoient reçu pour leur valeur, de porter dans les spectacles un habit qui les distinguoit ; tout le peuple étoit instruit que celui qui étoit vêtu s'étoit signalé.

Quel honneur d'un côté, & de l'autre quel objet d'émulation pour ceux qui ne l'avoient pas encore mérité ! L'habit n'étoit pas l'enjeune de la profession : un ornement ajouté n'étoit pas la marque de l'ancienneté d'un service usité. Le soldat pouvoit acquérir cette distinction à sa première campagne, & ne le point obtenir après vingt ans de métier.

Quel éclat accompagnoit la gloire du triomphe ! Un char superbe attelé de quatre chevaux de front, usage réservé pour cette unique occasion ; les richesses des provinces que l'on portoit à sa suite ; des rois enchaînés qui le suivoient ; le bruit guerrier de l'armée

victorieuse; les acclamations redoublées de la multitude; tous les yeux d'un peuple souverain attachés sur le vainqueur; l'honneur ne peut être porté à un plus haut degré, si on ajoute qu'on n'y devoit que le mérite.

On trouve dans cette dernière réflexion tout le prix des récompenses romaines: une pompe vaine, une couronne de gramen ou de feuille de chêne n'ont aucune valeur intrinsèque: on ne peut les estimer assez lorsqu'elles ont un témoignage assuré de la vertu.

Les Romains par un même moyen excitoient aux actions distinguées, & bannissoient l'avarice des motifs. Ils inspiroient à leurs citoyens une vertu désintéressée, & ménageoient le trésor public. Un soldat refusa une chaîne d'or des mains de Labienus, lieutenant de César, & lui dit, *je n'ai pas cherché la récompense d'un avare, mais celle d'un homme de cœur.*

Lorsque Marcus Marcellus dédia un temple à l'honneur & à la vertu, on le sépara en deux, de manière qu'il falloit passer par celui de la vertu, pour arriver à celui de l'honneur.

Si la récompense a tant de pouvoir sur les hommes, quoiqu'elle n'ait rien de réel, si le témoignage qu'elle rend du mérite de celui qui la reçoit, fait tout son prix; on doit dire que lorsqu'elle ne sera plus la preuve de ce mérite, elle sera sans effet, & n'aura plus de part dans l'estime des hommes. Lorsqu'on permit en France aux seules femmes pudiques de porter des ceintures d'or, & qu'elles en virent porter à celles qu'elles favoient ne l'être pas, elles les jetterent & dirent: *belle renommée vaut mieux que ceinture dorée.*

Les récompenses pécuniaires, données à la valeur, sont déplacées & hors du genre. Si l'intérêt devient l'objet du

militaire, l'honneur se perdra; un sentiment bas prendra la place d'un sentiment élevé. Lorsque les Romains distribuoient de l'argent aux soldats, tous y avoient une part égale; ce n'étoit que le salaire de la fatigue.

Pendant où les honneurs sont moins éclatans, & les besoins plus communs, comme dans les monarchies, on peut tolérer que l'on ajoute à l'honneur quelque émolument; il est de la justice par tout, que celui qui a passé sa vie à servir sa patrie, ne vieillisse pas dans la misère. La récompense d'intérêt est due à la continuité des services jointe aux besoins, celle de l'honneur aux actions distinguées; chaque chose sera dans sa place.

Il arrive quelquefois qu'une action compliquée mérite la punition & la récompense, l'une ne doit pas se compenser avec l'autre: il faut employer toutes les deux: ce contraste rend l'une & l'autre plus sensibles; leur effet est alors infailible. La justice éclate dans cette conduite qui ne porte aucune empreinte de la faveur.

Lorsqu'Epaminondas insultoit Lacédémone, un Spartiate se jeta nud au milieu des ennemis, avec ses seules armes offensives; on le couronna pour son courage & ses actions; on le condamna à l'amende pour avoir combattu sans bouclier.

Il faut avouer qu'il n'est pas facile au souverain, sur-tout dans un grand Etat, de faire un usage bien régulier de ce grand mobile du gouvernement. Les qualités que l'on lui desire semblent même s'y opposer. On veut qu'un prince soit bon & libéral: il est heureux que son cœur soit capable d'amitié, & qu'il s'ouvre à un sentiment tendre pour sa famille; mais la faveur s'insinue à l'aide de ces qualités louables.

Il faut qu'il sache être bon sans être facile, libéral seulement dans les occasions; sa justice doit marcher avant son inclination : la complaisance pour les siens ne doit pas aller jusqu'à la foiblesse.

Le prince qui commence à récompenser avec discernement, se procure les moyens de récompenser avec justice. Les grands emplois sont la matière principale qui fournit aux grandes récompenses; s'il les remplit de ceux qui les ont mérités, il descendra par eux à des connoissances plus détaillées : ils sont sous ses yeux ; c'est sur eux que doit porter sa vigilance.

Un courtisan d'Alexandre Severe venoit ce qu'il avoit de faveur auprès de lui. L'empereur ordonna qu'il fût attaché & entouré de matières combustibles & humides ; on y mit le feu, la fumée l'étouffa. On avoit écrit sur le poteau : ainsi périrent les vendeurs de fumée. Exemple d'autant plus utile qu'il est plus effrayant. Si le prince l'eût seulement banni de sa cour, d'autres en auroient couru le risque. On dit communément qu'aux grands maux il faut de grands remèdes.

Un prince peut donner moins, & satisfaire autant que s'il donnoit plus ; que les dons passent immédiatement de sa main dans celles de celui qui les reçoit, cette seule circonstance en double le prix. Lorsque la récompense se demande & s'accorde par l'interposition d'un tiers, la satisfaction est infiniment moindre, & toute la reconnaissance se rapporte au protecteur, s'il n'a pas vendu sa protection : elle est toujours perdue pour le monarque.

Nous lisons qu'Othon ayant reçu une somme considérable pour une grace qu'il avoit fait obtenir de Galba, s'en servit pour corrompre ses officiers. Les

rois n'ont pas de plus véritables ennemis que ceux qui trafiquent de leurs bienfaits.

Les princes portent encore en eux-mêmes une manière de récompenser & de punir dont l'exécution leur est bien facile ; c'est l'éloge ou le blâme qui sortent de leur bouche en public ; l'un attire la considération, l'autre la confusion, même le mépris. L'amour-propre est flatté ou confondu ; c'est prendre les hommes par leur foible.

Par quelle bizarrerie de décence veut-on qu'un prince doive éviter de rien dire qui soit désagréable à celui auquel son discours s'adresse ? Cette sujétion appartient à l'esclave auprès de son maître, tout au plus à l'égal qui par intérêt craint de déplaire à son égal. Cette circonspection n'est point faite pour celui auquel il appartient de dicter les loix ; à l'organe essentiel de toute vérité ; à celui d'où doit émaner toute justice. Qu'on imagine une peine aussi efficace, & en même tems qui s'allie aussi bien avec l'humanité.

J'avance une proposition qui pourra trouver des contradicteurs ; je crois qu'un roi pourroit inspirer les vertus morales à ses courtisans. Un accueil obligeant ou froid, une faveur ou une disgrâce, une louange ou tin ridicule donnés, seroient capables dans peu de tems de métamorphoser la cour. S'il étoit possible que la cour fût vertueuse, les places éminentes ne seroient plus le fruit des intrigues ; l'image de la vertu se multiplieroit dans les provinces ; les vices pourroient se cacher dans le cœur, ils disparaîtroient dans les actions : c'est ce qui importe à la société civile. Comme le soleil est le premier mobile de la terre, un roi donne le mouvement à tout son tourbillon.

On a vu que François I. dans peu

d'années de sévérité, & par son attention à remplir les charges importantes de sujets qui cherchoient le bien de la patrie, avoit payé ses dettes & enrichi son épargne, sans diminuer sa dépense, & sans accroître les impôts. Son successeur, en douze ans de regne, consumma le trésor, endetta l'Etat de quarante trois ou quarante-quatre millions, somme alors prodigieuse; il perdit le Piémont & la Savoie, & la France sa splendeur & sa dignité. Tous ces malheurs sont attribués dans l'histoire à la distribution aveugle des récompenses, & à l'impunité des fautes contre les devoirs. Les loix & les réglemens sont inutiles à cet objet dans la monarchie; c'est l'application du souverain qui en décide.

L'empire Romain ne fut jamais si obéré que sous Héliogabale. Sévère en acquitta les charges en quatorze années, & réduisit les impôts au point de ne prendre qu'un écu où Héliogabale en prenoit trente-un. Sous l'un, la profusion n'avoit point de bornes: les récompenses se donnoient par caprice, les charges aux plus offrants; la richesse tenoit lieu de naissance & de mérite; en un mot, les anciennes règles n'étoient plus un frein; c'étoit un ridicule de citer les vieux usages, & plus encore de les suivre. Sous l'autre, on observoit les poids & les mesures, la justice se faisoit entendre, les malversations de tous les genres étoient l'objet de la vigilance du prince: ce n'étoit pas le regne des courtisans. Un prince pourroit-il faire quelque cas de la satisfaction de ceux qui l'affligent? Il ne doit jamais compter sur leur attachement.

Si on dit à un jeune prince qu'il doit être libéral, on dit très-bien; mais on le perd, si on ne lui montre pas la

différence du libéral au prodigue. Si on lui dit qu'il faut donner à tous, que l'on gagne les cœurs à ne refuser personne; on l'instruit contre lui-même. Le prince a trop de cœurs à gagner, pour qu'il puisse y parvenir par des dons particuliers. La condition des rois est à cet égard l'opposé de celle des autres hommes: ils acquièrent l'amour général en refusant, parce qu'en ne refusant pas, ils font contribuer le général à une libéralité mal entendue. Ce qu'un souverain épargne aux peuples en ne prodiguant pas, est un don qu'il fait à ce peuple; c'est alors qu'il est payé par celui des cœurs.

Les récompenses & les peines se régulent par les proportions, *v. PROPORTION*; c'est un des articles où l'on doit les admettre. La récompense ne doit pas être la même pour le capitaine & pour le soldat. Un monarque puissant doit récompenser autrement qu'un petit prince. Le peuple de Rome donna à Horatius Cocles, à cause de sa pauvreté, un arpent de terre pour le service le plus signalé qu'un mortel puisse rendre à sa patrie. C'étoit beaucoup: Rome n'avoit alors que deux lieues de territoire. Quelle eût été cette récompense de la main d'Alexandre conquérant.

La récompense est due, mais son étendue à ses loix. Elles veulent que l'on considère à qui l'on donne, combien on donne, en quel lieu, à quelle fin, & sur-tout les facultés de celui qui donne.

Une loi de Solon vouloit que les enfans de ceux qui mourroient pour le service de la patrie, fussent nourris aux dépens du public. On ne sauroit imaginer une loi plus noble. Elle prouve autant de générosité, que peu de solidité dans le jugement qui l'a produi-

te ; on ne put l'exécuter long-tems, elle épuisoit les finances de la république.

Un prince qui prend sur ses sujets pour donner outre mesure, ne diffère en rien du juge, qui ôte le bien de l'un pour le donner à un autre. (D.F.)

RÉCONCILIATION, f. f., *Droit saui.* L'on entend par ce mot, une cérémonie ecclésiastique, qui se fait quand une église est polluée, pour la remettre dans l'état où elle étoit avant la pollution, c'est-à-dire, telle que l'on puisse y faire l'office divin.

Pour bien entrer dans le sens de ce mot, il faut savoir que du moment qu'une église ou autre lieu saint est pollué ou violé, on ne peut plus y faire l'office divin, ni y célébrer les saints mystères. *C. Ecclesia il. 1. 2. de consecr. dist. 1. c. fin. de consecr. Eccles.* On ne peut non plus consacrer une église qui a souffert une pollution après avoir été bénie, qu'on ne l'ait auparavant réconciliée. *Ibid. Ecclesia Christi gloriosa est non habens maculam, neque rugam, aut aliquid hujusmodi.* Or on estime qu'une église peut être polluée ou violée en cinq manières : 1°. Par une effusion notable de sang humain, faite injurieusement. 2°. Une église est violée par un meurtre qui s'y commet, quoiqu'il n'y ait point d'effusion de sang, & quoiqu'il ne soit fait qu'en exécution d'une sentence juridique. *Quando humanum semen in Ecclesia criminose & notorie est effusum, cap. fin. de consecr. Eccles.* Ces termes de *criminose*, *notorie*, caractérisent le cas où l'on peut dire qu'une église est polluée, *propter effusionem seminis*. La sépulture d'un excommunié dénoncé, d'un hérétique ou d'un infidèle quelconque, viole le lieu saint où elle est faite, & rend nécessaire la réconciliation de l'église,

3°.

& même l'exhumation du corps, si elle est possible. *Cap. consilium, de consecr. Eccles. c. sacris de sepult. Barbosa, loc. cit. 5°.* Le cinquième & dernier cas où la réconciliation d'une église est nécessaire, c'est lorsqu'elle a été consacrée par un évêque excommunié, dénoncé ou notoire, suivant les canonnistes.

On trouve dans le pontifical les cérémonies & les prières de la réconciliation des églises & cimetières pollus ou violés. Elle est une des fonctions épiscopales, que l'évêque peut cependant commettre, quoiqu'on doute s'il peut donner cette commission à un simple prêtre. *C. aqua, c. proposuisti de consecr. alt. Barbosa, de offic. & potest. Episc. dist. alleg. 28.* Plusieurs réguliers ont obtenu des papes parmi leurs autres privilèges, de réconcilier les églises violées, quand l'évêque seroit éloigné *ultra duas dietas*. Du reste, en attendant la réconciliation, l'évêque peut permettre la célébration des offices des saints mystères dans l'église pollue, quoiqu'il soit plus convenable qu'il la transfère ailleurs, même sur des autels portatifs. (D.M.)

RECONDUCTION, f. f., **RECONDUIRE**, adj. *Jurifpr.* est un renouvellement d'un louage & d'un bail à ferme ; on l'appelle aussi quelquefois *relocation*, sur-tout dans les contrats pignoratifs, où le créancier reloue au débiteur son propre bien. *v. CONTRAT pignoratif & RELOCATION.*

La *reconduction* est en général expresse ou tacite ; expresse lorsqu'elle se fait par écrit ou même verbalement par paroles expressees entre les parties.

La *reconduction* tacite est, lorsque le locataire ou fermier continue de jouir de ce qui lui a été loué après la fin de

son bail, sans que le propriétaire s'y oppose; le silence de celui-ci, & le fait du locataire ou fermier, font présumer un consentement de part & d'autre pour la continuation du bail.

Cette *récondution* n'est donc point le précédent bail qui continue, mais un nouveau bail formé par une nouvelle convention tacite des parties, lequel succède au précédent.

C'est ce qui résulte de la loi 14. ff. *locat. Qui ad certum tempus conduxit, finito quoque tempore colonus est; intelligitur enim Dominus, quoniam patitur colonum in fundo esse, ex integro locare, L. 14. ff. locat.*

La tacite *récondution* est fondée sur une présomption de droit, établie par une loi que l'usage a adoptée. Cette présomption n'est pas une présomption *juris & de jure*; mais c'est seulement une présomption de droit, *presumptio juris*.

Du principe que nous venons d'établir, que cette *récondution* se forme par le consentement présumé du locateur, qui en souffrant que son fermier continue l'exploitation de sa métairie, est censé vouloir la lui louer aux mêmes conditions, & par celui du fermier, qui en continuant cette exploitation, est présumé vouloir la tenir de nouveau aux mêmes conditions, dérivent les conséquences suivantes. 1°. Il s'ensuit que si dès avant l'expiration du bail, le locateur avoit donné la demande contre son fermier ou locataire, pour l'expulser, & que le procès se trouvât pendant au tems de l'expiration du bail, il n'y auroit pas lieu à la tacite *récondution*, quoique le locataire ou fermier fût resté quelque peu de tems en jouissance depuis l'expiration du bail; car on ne peut pas présumer dans le locateur la volonté de

lui renouveler un bail dans un tems où il plaide, pour l'expulser.

Il s'ensuit, 2°. à plus forte raison, que si au tems de l'expiration du bail, l'une des parties n'étoit pas capable de consentement, il n'y auroit pas lieu à la *récondution*: *Si interius Dominus fuere ceperit, vel decesserit, fieri non posse Marcellus ait ut locatio redintegretur. D. L. 14.* Ce que la loi dit, *si fuere*, doit s'entendre du cas auquel le locateur se trouveroit, lors de l'expiration du bail qu'il a fait, privé de l'usage de la raison; sans qu'il lui eût été pourvu de curateur. Il est évident qu'en ce cas il ne pourroit pas y avoir lieu à la présomption d'une tacite *récondution*; mais si lors de l'expiration du bail, le locateur avoit un curateur qui eût souffert que le fermier ou locataire continuât de jouir, il y auroit lieu à la présomption d'une tacite *récondution*.

Il suit aussi, 3°. du même principe, qu'il n'y a pas lieu à la tacite *récondution* dans les baux judiciaires; car on ne peut pas dire que le commissaire, à qui seul il appartient de faire les baux judiciaires, ait loué tacitement de nouveau l'héritage saisi au fermier judiciaire, ce commissaire ne pouvant faire qu'en justice les baux des héritages saisis.

Si le locateur étoit une personne à qui on eût donné un conseil, dont elle fût tenue de prendre l'avis par écrit pour tous les actes qu'elle passeroit, il ne pourroit y avoir lieu à la tacite *récondution* qui ne peut être intervenue, puisque cette personne n'est pas capable de renouveler le bail sans un avis par écrit de son conseil.

Ce que la loi dit, *si successerit*, s'entend en ce sens, si lors de l'expiration du bail il n'y avoit point ni héritier,

ni curateur à la succession du locateur; car s'il y en avoit un, cet héritier succédant à la qualité de locateur & à la propriété de l'héritage, il est lui-même censé renouveler tacitement le bail, en permettant que le fermier continue l'exploitation.

Si lors de l'expiration du bail, il y avoit un héritier, mais qui n'eût pas encore pris qualité, y auroit-il lieu à la tacite *réconduktion*? Je pense qu'il pourroit y avoir lieu; car un héritier, lorsqu'il s'est porté héritier, est facilement présumé avoir eu la volonté de l'être, dès avant qu'il l'ait déclarée, & avoir en sa qualité d'héritier, consenti à la *réconduktion*, lorsque le fermier ou le locataire ont commencé à jouir de nouveau.

Le droit romain présume la tacite *réconduktion*, lorsque depuis l'expiration du bail, le fermier ou locataire est demeuré dans l'héritage, sans fixer ni déterminer le tems pendant lequel il doit y demeurer. Pour qu'il y ait lieu à cette présomption, il faut qu'il y soit resté un tems suffisant, pour que le locateur ait pu en avoir avis; & le sommer d'en sortir, s'il ne vouloit pas lui continuer un nouveau bail; & ce tems s'estime suivant les coutumes ou l'usage des lieux.

Si le locateur n'avoit pas à la vérité, dénoncé au locataire de sortir dans la huitaine depuis l'expiration du bail, mais qu'il eût dans ce tems, ou même dès avant l'expiration du bail, fait un bail à un autre, dont l'antériorité de la date fut constante, le locateur seroit-il en ce cas admis après la huitaine à faire sortir l'ancien locataire, pour faire place à celui à qui il a fait le nouveau bail? Pour l'affirmative, on dira que le nouveau bail qu'il a fait au nouveau locataire, empêche de pouvoir présumer

Tome XII.

que le locateur ait voulu renouveler un bail à l'ancien, & consentir à une tacite *réconduktion*; & que n'y en ayant point, l'ancien locataire ne peut se défendre de quitter l'occupation de la maison dont le bail est expiré. Nonobstant ces raisons, j'estime que quoiqu'on ne puisse pas dire qu'il y ait une tacite *réconduktion*, le bail que le locateur a fait au nouveau locataire résistait à cette présomption, néanmoins on doit décider que le locateur doit laisser jouir l'ancien locataire, comme s'il y avoit effectivement une tacite *réconduktion*; parce qu'en ne l'avertissant pas dans la huitaine de sortir, il l'a induit en erreur, lui a donné lieu de croire qu'il y avoit *réconduktion*, & lui a fait manquer les occasions qu'il auroit pu avoir de le pourvoir d'une autre maison.

A l'égard des héritages de campagne, il y a lieu à la tacite *réconduktion*, lorsque depuis l'expiration du bail pour les bâtimens, le fermier a continué d'y demeurer; comme aussi lorsqu'après l'expiration de la dernière année, il a commencé les façons & labours de l'année suivante. Mais comme il pourroit arriver qu'il les fit à l'insçu du locateur, le locateur peut empêcher la tacite *réconduktion*, en faisant défenses au fermier de continuer, dans un tems suffisant pour qu'il ait pu avoir avis de la continuation d'exploitation du fermier, & pour lui faire ces défenses: ce tems doit être laissé à l'arbitrage du juge dans les coutumes qui ne l'ont pas fixé.

Il n'y a pas de tacite *réconduktion*, lorsque les parties sont expressement convenues par le bail qu'il n'y en auroit pas: par exemple, si par le bail à ferme d'une métairie, il avoit été dit qu'il
 „ finiroit à tel tems, sans que le fer-
 „ mier pût prétendre qu'il y eût *récon-
 „ duktion*, quand même depuis ledit

« tems il auroit continué d'exploiter la « métairie »; rien n'empêche qu'une telle clause ne soit valable & ne doive être exécutée. C'est pourquoi si après l'expiration du bail fait avec cette clause, le fermier a labouré & ensemencé les terres de la métairie, le propriétaire ne laissera pas de pouvoir l'expulser, à la charge de lui payer le prix de ses labours & semences.

Observez néanmoins que cette clause n'a d'autre objet que d'empêcher les surprises, & qu'elle n'exclut que les tacites *récondutions*, qui résulteroient d'une continuation d'exploitation, à laquelle le propriétaire n'auroit pas fait attention; mais elle n'exclut pas la tacite *récondution*, lorsque la volonté de la tacite *récondution* paroît d'ailleurs; car les parties qui ne vouloient pas, au tems du bail, qu'il y eût de *récondution*, n'ont ni pu ni voulu par cette clause s'interdire la liberté de changer de volonté: le propriétaire doit sur-tout être non recevable à prétendre, sous le prétexte de cette clause, expulser le fermier, lorsqu'il a laissé passer tout le tems des risques sur les fruits, & qu'il a attendu à la veille d'une récolte abondante à vouloir expulser le fermier.

Observez que cette clause n'est censée mise qu'en faveur du bailleur, & qu'il n'y a que lui qui puisse l'opposer; car il est évident que le fermier, qui après l'expiration du bail continue la culture de la terre, ne peut nier qu'en faisant cela, il a la volonté de continuer d'en être le fermier.

Lorsqu'une telle clause se trouve dans un bail à loyer d'une maison de ville, comme lorsqu'il est dit, « sans qu'il puisse avoir lieu à aucune *récondution* dans le cas auquel le locataire continueroit d'occuper la maison de

« puis l'expiration du bail »; je pense que la clause est censée mise tant pour l'une que pour l'autre des parties, & que le sens de cette clause est, non d'exclure absolument toute *récondution*, mais d'exclure celle qui pourroit être prétendue jusqu'au terme suivant, & de la restreindre au tems que le locataire a continué d'occuper la maison, & que le bailleur l'a souffert.

Suivant le droit romain, la tacite *récondution* des biens de campagne n'avoit lieu que pour l'année qui suivait immédiatement la dernière du bail qui étoit expiré; c'est-à-dire, qu'elle donnoit au fermier le droit de percevoir les fruits de cette année, pour le même prix pour lequel il avoit perçu ceux de chacune des années du bail expiré.

A l'égard des maisons de ville, la tacite *récondution* n'avoit lieu que pour autant de tems que le locataire avoit occupé la maison du consentement du locateur, *in urbanis prediis contra ut prout quisque habitaverit ita & obligetur*. L. 13. §. 11. loc.

Aujourd'hui dans les lieux où l'usage est de faire les baux à loyer pour six mois, & dans ceux où l'usage est de les faire pour trois mois, le tems de la tacite *récondution* est de six mois seulement, ou de trois mois, suivant les différens usages des lieux.

A l'égard de la tacite *récondution* des héritages de campagne, il faut distinguer: lorsque c'est un héritage dont la jouissance est distribuée en plusieurs portions, qu'on appelle *foles* ou *saisons*, le tems de la tacite *récondution* est d'autant d'années qu'il y a de saisons.

Par exemple, en Beauce, en Picardie, en Flandre, où les terres sont distribuées en trois portions ou saisons, qui sont tour-à-tour chacune ensemencées, une année en bled, la seconde en mays, & qui se reposent la troi-

sième année, la tacite *récondution* est de trois ans; car comme ces saisons ou portions de terre sont ordinairement inégales, soit par la qualité, soit par la quantité de terres, & que néanmoins le prix de la ferme qui se paye par chaque année, est le même, il est nécessaire pour l'égalité que le fermier qui jouit par la tacite *récondution*, jouisse des trois saisons; c'étoit l'avis de Bartole: cela se pratique aussi en Allemagne & en Espagne, suivant que nous l'apprenons de Brunneinan, *ad L. 16. cod. de locat. & de Molina* par lui cité.

Ajoutez que cette tacite *récondution* n'est autre chose qu'un nouveau bail, qu'on présume être tacitement intervenu entre les parties, par lequel les parties ne se sont pas expliquées sur le tems de sa durée. Or, un bail de terres partagées en deux ou trois saisons, par lequel les parties ne se sont pas expliquées sur le tems de sa durée, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de saisons.

La *récondution* est censée faite pour le même prix que celui du précédent bail, & aux mêmes conditions: les engagements respectifs du locateur & du conducteur sont les mêmes qu'ils étoient dans le précédent bail.

Le locateur a-t-il les mêmes hypothèques pour les loyers & fermes de la *récondution* qu'il avoit pour celles du précédent bail?

La loi 13. §. 11. *ff. locat.* décide que oui, pourvu que ce ne fût pas un autre que le conducteur qui eût donné ces gages & hypothèques; car la *récondution* étant une nouvelle convention qui ne se passe qu'entre le locateur & le conducteur, elle ne peut, sans un nouveau consentement du tiers, obliger aux fermes & loyers de la *récondution*, les gages que ce tiers n'a en-

tendu obliger qu'à ceux du premier bail: *Qui impleto tempore remansit in condutione, non solum reconduxisse videtur, sed etiam pignora videntur durare obligata; sed hoc ita verum est, si non alius pro eo in priore condutione res obligaverat; hujus enim novus consensus erit necessarius, d. L. 13. §. 11.*

Par la même raison, quand même les choses hypothéquées au premier bail, seroient des choses que le conducteur y auroit lui-même hypothéquées, & qui lui appartenoint alors; si depuis elles ont cessé de lui appartenir, elles ne seront pas hypothéquées aux obligations de la tacite *récondution*, le conducteur ne pouvant pas y hypothéquer des choses qui ne lui appartiennent plus.

Par la même raison, il est décidé en la loi 7. *cod. d. tit.* que les fidéjusseurs qui ont cautionné le fermier ou locataire pour le bail, ne sont point obligés à la *récondution*; cette *récondution* étant un nouveau bail auquel ils ne sont point obligés.

La tacite *récondution* n'a lieu qu'à l'égard des baux à loyer ou à ferme: elle n'a pas lieu à l'égard des baux à longues années. C'est pourquoi si l'emphytéote ou preneur a continué de jouir de l'héritage après l'expiration du bail, il doit être condamné à la restitution des fruits de l'héritage dont il a injustement continué la jouissance, & il ne sera pas reçu à offrir la rente telle qu'elle est portée par le bail.

Les loix qui ont établi la tacite *récondution*, étant dans l'espece des baux à ferme ou à loyer d'héritages, ont mis en question, si elle avoit lieu dans les louages des meubles. La glose sur la loi 13. §. *fin. ff. locat. cond.* tient la négative, & dit que le locataire qui se sert desdits meubles après le tems

du bail expiré, commet un vol; à moins qu'il n'ait un juste sujet de croire que le propriétaire consent qu'il s'en serve. Barthole décide au contraire, avec plus de raison, qu'il y a lieu à la tacite *récondution* des meubles, lorsque ces meubles sont des choses que le locateur est dans l'usage de louer. Par exemple, si un tapissier m'a loué des meubles pour un certain prix & pour un certain tems, pour meubler ma chambre; ou si un loueur de chevaux m'a loué un cheval pour un certain tems, il y a lieu à la tacite *récondution*, quand après le tems du louage expiré, je garde le cheval & les meubles, sans que le locateur les redemande.

Pour quelque tems que le bail des meubles ait été fait, la tacite *récondution* n'a lieu que pour le tems pendant lequel le locataire les a gardés, du consentement du locateur. C'est pourquoi si un tapissier m'a loué des meubles à raison de vingt-quatre pistoles par an, & que depuis l'expiration du bail, je les ai gardés pendant quinze jours; si au bout des quinze jours je n'en ai plus besoin, ou que j'en trouve à meilleur marché, je peux les lui rendre, en lui offrant une pistole pour le loyer de quinze jours, qui est le tems qu'a duré la tacite *récondution*, ce prix étant dans la proportion de celui du bail qui est expiré; & le locateur ne peut m'obliger de les garder plus long-tems. *Vice versa*, si le locateur qui m'a laissé jouir des meubles depuis l'expiration du bail, par tacite *récondution*, pendant ledit tems de quinze jours, ne se contente plus du prix pour lequel il les a loués par le précédent bail, il peut me les redemander; il n'est pas obligé de m'en laisser jouir plus long tems.

En cela la tacite *récondution* des meubles diffère de celle des maisons :

la raison de différence est, qu'il y a certains tems auxquels il est d'usage que commence le tems des baux des maisons, & qu'il est difficile de trouver à les louer eu sur-terme; au lieu que le louage des meubles commence en tout tems.

Il paroît que la tacite *récondution* doit aussi avoir lieu pour les services des serviteurs, des servantes & des ouvriers. Pour le tems que doit durer cette tacite *récondution* de services, il faut distinguer entre les serviteurs dont il est d'usage, que le tems du louage commence & finisse à certains jours de l'année, pendant lequel tems il n'est permis, ni au maître ni au serviteur de se départir du contrat, & entre ceux qui se louent en quelque tems que ce soit.

A l'égard des premiers, tels que sont les serviteurs & les servantes destinés aux ouvrages de la campagne, je pense que lorsqu'ils ont continué de servir quelque tems depuis le terme auquel expire le tems de leur louage, le tems de la tacite *récondution* doit durer jusqu'au terme suivant.

A l'égard des autres serviteurs & servantes qui se louent en quelque tems que ce soit, tels que sont ceux des villes, & les ouvriers, la tacite *récondution* de leurs services ne doit avoir lieu que pour le tems qu'ils ont continué de servir; & elle doit cesser lorsque leur maître jugera à propos de les renvoyer, ou lorsqu'ils voudront eux-mêmes quitter.

Enfin, il y a des droits incorporels qui sont aussi susceptibles de la tacite *récondution*. Par exemple, si un délimitateur ou un seigneur de droit de champart a affermé à quelqu'un un droit de dime ou de champart, & qu'après le tems du bail expiré, le fermier ait encore l'année suivante levé la dime

ou le champart, que les redevables lui ont payé, sans faire attention que le bail étoit expiré, & sans qu'il en ait été empêché par le seigneur de ce droit de dime ou de champart, cette perception de la dime ou du champart, avec la tolérance du seigneur à qui le droit appartient, renferme une tacite *réconduccion* de ce droit. (P.O.)

RECONFRONTATION, f. f., **RECONFRONTER**, v. act., *Jurisp.*, est une seconde représentation faite à l'accusé des témoins qui ont déposé contre lui, ou une seconde représentation des complices l'un à l'autre, lorsqu'ils se sont accusés mutuellement, ou qu'ils se sont contrariés dans leurs réponses. v. **ACCUSÉ**, **CONFRONTATION**, **RÉCOLLEMENT**.

RECONNOISSANCE, f. f., *Morale*, c'est un acte excellent de bienveillance envers ceux qui se sont montrés bienfaisans envers nous, & cet acte nous excite fortement à rendre la pareille autant que nous le pouvons, mais toujours sans donner aucune atteinte au bien public. Si vous aimez mieux une définition plus courte & moins philosophique, la *reconnaissance* est le souvenir d'un bienfait reçu, joint au désir de témoigner l'obligation qu'on en a.

Ce sentiment ne fut jamais l'ouvrage de l'art : le ciel le donna en partage à quelques âmes privilégiées ; don précieux que je préférerois à tous les autres présens dont peut nous combler la bonté céleste.

O vous, qui ne reçûtes jamais un bienfait sans le graver dans vos cœurs, n'enviez point les richesses, les honneurs, les plaisirs dont peuvent jouir les ingrats ! Etant nés avec cette sensibilité d'ame, vous avez un avantage bien plus précieux ; vous possédez

une des sources du vrai bonheur.

Je dirai donc : heureux le cœur bienfaisant ! heureux celui qui donne avec générosité ! Mais j'ajouterai : heureux aussi le cœur reconnoissant ! heureux celui qui reçoit avec gratitude ! L'un & l'autre a des droits inaliénables sur l'estime & l'amitié de quiconque sait penser & sentir.

Si la bienfaisance est une marque assurée d'étendue dans l'ame, la *reconnaissance* est une preuve certaine de son élévation ; l'une & l'autre de ces vertus est fondée sur la grandeur & la noblesse dans les sentimens.

Ne soyons donc point surpris que les plus grands hommes, que ceux dont les pas se dirigent toujours vers l'héroïsme, aient aussi été les plus sensibles aux services qu'on leur rendoit.

Pyrrhus, Alexandre, Alphonse, roi d'Arragon & de Sicile, se faisoient gloire de n'oublier jamais un bienfait.

Les animaux même, qui portent le plus de grandeur dans leur instinct, ne sont-ils pas aussi les plus reconnoissans ? La terre prodigue ses trésors en faveur de ceux qui lui ont prêté quelques semences. Les fleuves rapportent à grands flots dans la mer les eaux qu'ils en ont reçus en vapeurs légères : ainsi les cœurs vraiment reconnoissans, ne se laissent-ils jamais vaincre en générosité ; ils sacrifieroient tout ce qu'ils ont de plus cher, leur vie même pour ceux qui les ont obligés.

De célèbres historiens ont cru ne devoir point omettre un trait qui a rapport au sujet intéressant, qui fait actuellement la matière de nos réflexions. Nous pardonneroit-on de n'en point faire usage ?

En 1594, le maréchal d'Aumont prit Grodon, en Bretagne, sur les Ligueurs. Il avoit ordonné de passer au fil de l'é-

pée tous les Espagnols qui composoient la garnison de la place. Malgré la peine de mort décernée contre ceux qui n'exécuteroient pas les ordres du général, un soldat Anglois sauva un des Espagnols. L'Anglois, déferé pour ce sujet au conseil de guerre, convint du fait, & ajouta qu'il étoit disposé à souffrir la mort, pourvu qu'on accordât la vie à l'Espagnol. Le maréchal surpris, lui demanda pourquoi il prenoit un si grand intérêt à la conservation de cet homme? „ C'est, répondit-il, monsieur, „ qu'en pareille rencontre, il m'a sauvé une fois la vie à moi-même; & la „ *reconnaissance* exige de moi, que je la „ lui sauve aux dépens de la mienne „. Le maréchal charmé du bon cœur du soldat Anglois, lui accorda la vie, de même qu'à l'Espagnol, & les combla tous deux d'éloges.

Je ne sache point de fardeau plus pesant que celui d'avoir des obligations à un malhonnête homme.

La *reconnaissance* est dans la nature: les bêtes les plus farouches en ont donné des exemples sensibles. C'est le témoignage d'une belle ame, & un sentiment plus épuré que celui qui inspire les bienfaits, toujours mêlés d'amour-propre & d'intérêt. C'est enfin, de tous les devoirs, le plus facile à remplir: il n'y a qu'à laisser aller son cœur.

Les loix de la *reconnaissance* sont de recevoir un bienfait avec un visage riant: si vous êtes embarrassé, si vous rougissez, vous apprenez à celui qui vous donne, que votre orgueil est blessé de la supériorité qu'il a sur vous dans ce moment.

Néanmoins jamais, votre bienfaiteur, devint-il votre ennemi; & si la mort le raie du nombre des vivans, étendez votre *reconnaissance* sur sa postérité.

Le dernier devoir est de le publier:

c'est la façon la plus glorieuse & la plus sûre de vous acquitter. Qui est capable de s'en faire une peine, étoit indigne de le recevoir.

Il est de la *reconnaissance*, comme de la bonne foi des marchands: elle entretient le commerce; & nous payons, non parce qu'il est juste de nous acquitter, mais pour trouver plus facilement des gens qui nous prêtent.

La *reconnaissance* de la plupart des hommes, n'est qu'une secrète envie de recevoir de plus grands bienfaits.

Les branches d'un arbre rendent à la racine la sève qui les nourrit; les fleuves rapportent à la mer les eaux qu'ils en ont empruntées. Tel est l'homme reconnaissant: il rappelle à son esprit les services qu'il a reçus; il chérit la main qui lui fait du bien; & s'il ne peut le rendre, il en conserve précieusement le souvenir. Mais ne receis rien de l'orgueil ni de l'avarice; la vanité de l'un te livre à l'humiliation, & la rapacité de l'autre n'est jamais contente du retour quel qu'il puisse être.

La *reconnaissance*, de même que l'amour, ne s'exprime peut-être jamais de si mauvaise grace, que quand elle est véridique.

Il n'y a point d'hommes plus reconnaissans que ceux qui ne se laissent pas obliger par tout le monde; ils savent les engagements qu'ils prennent, & ne veulent s'y soumettre qu'à l'égard de ceux qu'ils estiment. On n'est jamais plus empressé à payer une dette, que lorsqu'on l'a contractée avec répugnance; & l'honnête homme, qui n'emprunte que par nécessité, gémiroit d'être insolvable.

Comme les principes des bienfaits sont fort différens, la *reconnaissance* ne doit pas être toujours de même nature. Quels sentimens dois-je à celui qui, par un mouvement d'une pitié passage-

re, n'a pas cru devoir refuser une parcelle de son superflu à un besoin très-pressant ? Que dois-je à celui qui, par ostentation, ou par foiblesse, exerce sa prodigalité, sans acception de personne, sans distinction de mérite ou d'infortune ? à celui qui, par inquiétude, par un besoin machinal d'agir, d'intriguer, de s'entremettre, offre à tout le monde indifféremment ses démarches, ses sollicitations & son crédit ? Mais une *reconnaissance* légitime, & bien fondée, emporte beaucoup de goût & d'amitié pour les personnes qui nous obligent par choix, par grandeur d'ame, & par pure générosité. On s'y livre tout entier ; car il n'y a guere au monde de plus bel excès, que celui de la *reconnaissance*. On y trouve une si grande satisfaction, qu'elle peut faire servir de récompense.

La pratique de ce devoir n'est point pénible, comme celle des autres vertus ; elle est, au contraire, suivie de tant de plaisir, qu'une ame noble s'y abandonneroit toujours avec joie, quand même elle ne lui seroit pas imposée. Si donc les bienfaiteurs sont sensibles à la *reconnaissance*, que leurs bienfaits cherchent le mérite, parce qu'il n'y a que le mérite qui soit véritablement reconnaissant. V. BIENFAISANCE, INGRATITUDE. (F.)

RECONNOISSANCE, en Jurisprudence, signifie en général un acte, par lequel on reconnoît la vérité de quelque point de droit ou de quelque fait.

Reconnaissance se prend quelquefois pour une cédule ou billet, par lequel on reconnoît devoir une somme à quelqu'un, ou que l'on est obligé de faire quelque chose.

La *reconnaissance d'écriture privée*, est lorsqu'on reconnoît la vérité d'une écriture ou signature privée.

Elle se fait devant notaire ou en justice.

Pour opérer la *reconnaissance* devant notaire, il faut qu'il en soit passé un acte, faisant mention de ladite *reconnaissance*.

Elle se fait en justice lorsque le porteur d'une promesse ou autre écriture privée assigne celui qui l'a écrite ou signée, à comparoir devant un juge compétant, pour reconnoître ou dénier l'écriture ou signature, & en cas de dénégation être procédé à la vérification de cette écriture par experts.

Tout juge devant lequel les parties se trouvent en instance, est compétent pour la *reconnaissance* & vérification d'une promesse ou autre écriture privée ; mais pour le principal, il faut se pourvoir devant le juge naturel des parties.

La *reconnaissance d'ainé* & principal héritier, est une déclaration que des père & mere ou autres ascendants font par le contrat de mariage d'un de leurs enfans, par laquelle ils sont en sa faveur une espèce d'institution contractuelle des biens qu'ils possèdent actuellement, & s'obligent à les conserver à cet enfant qu'ils reconnoissent en qualité d'ainé pour principal héritier.

L'effet de ces sortes de *reconnaissances* est réglé différemment par les coutumes. Voyez le *traité des institutions* & *substitutions contractuelles* de M. de Lauriere, & le *traité des conventions de succéder*, par Boncheul.

RECONNOISSANCE, Droit féodal, est un acte par lequel le tenancier déclare tenir un héritage censuel de la directe d'un seigneur. Cette déclaration est appelée *reconnaissance*, lorsqu'elle est faite pour héritages censuels, & on l'appelle *aveu* ou *dénombrément*, lorsqu'elle est faite pour héritages féodaux.

Le seigneur direct peut obliger ses

emphytéotes à le reconnoître, non-seulement lorsque son prédécesseur est décédé, mais encore ils peuvent être contraints de passer *reconnoissance* de dix en dix ans.

Sur quoi remarquez qu'encore que l'héritier du seigneur puisse se faire reconnoître aux dépens des tenanciers, l'acquéreur n'a pas néanmoins ce privilège; ainsi s'il veut exiger une *reconnoissance* de ses emphytéotes, il doit en faire les frais.

C'est une question fort controversée, de savoir si une seule *reconnoissance* suffit pour fonder le droit de directe. Quelques-uns, comme Guy-Pape, quest. 272. & Benedict in verb. *Et uxorem*, num. 106, 107. & 108. soutiennent l'affirmative. D'autres, comme Rebuffe, traç. de constit. redit. n. 8. & Balde, ad l. censuales, cod. de don. tiennent pour la négative. La troisième opinion est de ceux qui veulent qu'une seule *reconnoissance* suffise à l'église, au prince & au seigneur haut justicier pour établir le droit de directe, mais non pas au simple seigneur censier ou fondeur; en sorte qu'en ce dernier cas le seigneur, à défaut de titre primordial, doit rapporter deux *reconnoissances* en bonne forme, ou du moins une *reconnoissance* aidée d'adminicules, qui se tirent sur tout des lieues ou cueillerets, des quittances & déclarations faites par les emphytéotes dans les contrats d'acquisition, comme quoi tel héritage relève de tel seigneur. *Argumentum. l. cum scimus, cod. de agricol. Et censit.* Quelquefois même les seuls adminicules suffisent à l'église. Mais dans ce cas il faut le concours de plusieurs adminicules, & sur-tout *solutio censuum longeva, dist. l. cum scimus.*

Les acquéreurs des biens de l'église ou du haut justicier ne jouissent point

à cet égard de leur privilège, c'est-à-dire, qu'il ne leur suffit pas de rapporter une seule *reconnoissance*. La raison est, parce que c'est un privilège personnel au haut justicier & à l'église.

Il y a néanmoins un cas où une seule *reconnoissance* suffit à toute sorte de seigneurs pour établir le droit de directe; c'est lorsque dans la *reconnoissance*, il est fait mention d'une autre *reconnoissance* antérieure, avec expression de la date, du nom des parties reconnoissantes, & de celui du notaire qui l'a reçue.

Lorsqu'il y a plusieurs *reconnoissances* passées entre un seigneur & ses emphytéotes, on demande par laquelle il faut se régler? La commune résolution est, qu'il faut se régler par la *reconnoissance* la moins onéreuse pour les emphytéotes, *propter privilegium libertatis*. C'est pourquoi si les dernières *reconnoissances* portent une moindre vente, on doit les suivre; que si au contraire les dernières *reconnoissances* portent une plus grande prestation, il faut se régler par les premières, parce que cette plus grande prestation est regardée comme une surcharge que la jurisprudence des arrêts a toujours réprochée. Par où l'on peut voir que la faveur de la libération l'emporte sur la rigueur du droit, & que l'emphytéote a des prérogatives dont le seigneur ne jouit pas. A quoi s'accordent les loix qui exhortent à pencher pour la libération & l'affranchissement? *Semper in obscuris quod minimum est sequimur. Prioriores esse debemus ad liberandum quam ad obligandum.*

En effet, le seigneur & l'emphytéote ne tiennent pas en ce cas de la nature des relatifs. L'emphytéote peut prescrire la cote du cens, & diminuer par un contraire usage la charge qui lui a été imposée; mais il n'est pas au pouvoir du

du seigneur d'établir une plus grande rente que celle qui lui est acquise par les anciennes *reconnoissances*, à moins que le fonds emphytéotique ne fût revenu une seconde fois en sa main, & qu'ensuite il en eût fait une nouvelle tradition; car alors l'emphytéote seroit incontestablement tenu d'exécuter les engagements de cette seconde ouverture, & quelque gênants qu'ils fussent. Or la raison pourquoi la libération décide entre diverses *reconnoissances*, c'est qu'on ne présume jamais de violence de la part du tenancier, mais seulement le seigneur s'est relâché de son bon gré par des considérations qui, pour être inconnues, ne laissent pas d'être censées légitimes: au lieu que dans le cas où les *reconnoissances* postérieures portent un plus grand devoir, on croit qu'elles sont cautionnées par la force & l'autorité que le seigneur a sur son emphytéote; & les surcharges sont si odieuses qu'elles doivent être réduites aux titres anciens, dans le cas même où elles se trouveroient autorisées par des transactions exécutées pendant un tems immémorial, parce que ces transactions peuvent avoir été extorquées, de même que les *reconnoissances*. Voyez le président Faber dans son code *de eo quod metius causâ, defm. 1.*

Sur quoi remarquez que, si la *reconnoissance* qui tend à la décharge du tenancier déroge au titre primordial, on ne croit pas qu'elle doive être exécutée, parce que le titre primordial *cujus ex jure aterna est autoritas*, selon l'expression d'un savant, rectifie tout, & veille à l'intérêt du seigneur aussi bien qu'à celui de l'emphytéote, puisqu'il est commun à l'un & à l'autre, à moins qu'il ne parût d'une manière claire que le seigneur avoit voulu y déroger en faveur du tenancier, ou qu'il y eût

plusieurs *reconnoissances* conformes.

Le mineur peut reconnoître valablement son seigneur sans l'assistance de son tuteur ou curateur. La raison est, parce que le titre primordial rectifie tout. Ainsi si la *reconnoissance* faite par le mineur contient une surcharge, il ne sera point tenu de l'exécuter, mais il faudra se régler par le titre d'inféodation. D'ailleurs, le mineur peut passer seul toutes sortes d'actes, pourvu qu'il fasse sa condition meilleure, ou au moins qu'il ne fasse que ce que son tuteur ou curateur auroit été obligé de faire.

Quoique le simple seigneur direct ne puisse pas fonder le droit de directe sur une seule *reconnoissance*, ainsi que nous l'avons observé, les tenanciers ne peuvent pas néanmoins la détruire sans lettres en restitution.

Les seigneurs sont tenus de restituer ou de recompenfer la surcharge qu'ils ont exigée, & cela depuis vingt-neuf ans seulement avant la demande.

Les *reconnoissances* n'emportent point quittance *ipso jure* des arrérages de rente, à moins qu'il y eût coutume expresse au contraire. La raison est, parce qu'un contrat ne peut point opérer contre l'intention des contractans. (R.)

RECONNOISSANCE SÈCHE, Droit féod. Il est une maxime certaine, en matière de fiefs, c'est qu'un seigneur qui est fondé en possession pour exercer les droits féodaux sur un certain territoire circonscrit & limité, a droit de les exercer sur tout le territoire en général, & en particulier sur chacun des héritages qui le composent. Ainsi un tel seigneur, quoiqu'il n'ait ni titre ni *reconnoissance*, peut demander le cens sur chacune des maisons, ou sur chacun des héritages enclavés dans les bornes du territoire sujet à sa censive. Il en est

de même des profits de fief & droits de justice. Ce qui a lieu même pour les héritages.

Il en est de même du franc aleu : qui-conque prétend décorer de l'allodialité un terrain situé dans l'enclave d'une seigneurie circonscrite, continue & limitée, ne peut réaliser cette prétention, s'il n'est armé d'un titre précis ; la possession la plus longue ne suffiroit pas pour la faire réussir.

Mais alors il suffit d'opposer au seigneur des actes passés avec lui, dans lequel l'héritage est qualifié allodial ; de simples partages ou d'autres titres simplement énonciatifs ne suffiroient pas, ou du moins n'auroient pas la même force ; cependant on ne laisse pas d'y avoir égard, quand leur date remonte à soixante-dix ou quatre-vingts ans, & qu'elle est appuyée d'une possession immémoriale & continue.

Quant aux terres tenues en franchise aumône, il y a quelque différence. On entend par franchise aumône des biens donnés à l'église par le seigneur de fief. Lorsque, dans le titre de donation, il n'a fait aucune réserve, on présume que son intention a été de dégager les héritages donnés de tous les droits de féodalité. Il y a plus, si l'héritage étoit chargé de quelque rente, & que le seigneur ne l'eût pas réservée, elle seroit amortie.

Mais il y a cette différence entre la franchise aumône & les deux espèces de franchises dont on vient de parler, que, quoiqu'elle soit prétendue pour un héritage renfermé dans l'étendue d'un fief continu, circonscrit & limité, la possession immémoriale est un titre suffisant pour la faire présumer, & que cette présomption ne peut être détruite que par un titre précis.

Tels sont les cas où les héritages sont

réellement affranchis de tous droits féodaux ; & comme ce sont les droits féodaux qui autorisent le seigneur à se faire donner en tems & lieu la déclaration dont on vient de parler dans l'article précédent, parce qu'il a intérêt de connoître ses droits & d'en prévenir la prescription, il s'ensuit qu'il n'a point d'intérêt, & par conséquent point de droit pour exiger des possesseurs des biens francs une déclaration de la nature de celle dont on vient de parler.

Mais, d'un autre côté, le propriétaire d'un héritage franc voisin d'une seigneurie, ou enclavé dans une seigneurie, est sans cesse à portée d'étendre imperceptiblement sa possession sur les terres allodiales, soit par des usurpations volontaires & insensibles, soit par les circonstances & sans intention. Ces progrès, qui ne s'aperçoivent point, étendent la franchise en incorporant ces espèces de conquêtes à l'héritage allodial, & diminuent d'autant les droits du seigneur qui se rétrécissent à mesure que l'allodialité gagne du terrain. Il a donc l'intérêt le plus sensible à prévenir ces pertes par un remède qui le mette à portée de juger si les héritages francs conservent toujours leur contenance primordiale & n'empiètent point sur la seigneurie.

Ce remède est ce qu'on appelle une *reconnoissance sèche*, ainsi nommée parce qu'elle ne contient autre chose que le détail de l'étendue, de la situation & de la nature des héritages possédés franchement dans l'enclave ou sur les bords du fief. Il n'y est fait mention d'aucun droit féodal passif, d'aucun droit de mouvance, soit utile, soit honorifique, parce qu'il n'en est point dû ; ou s'il y en est parlé, c'est pour dire que les biens dont on donne la déclaration n'en doi-

vent aucun. A cette *reconnaissance*, le tenancier qui la donne doit joindre l'exhibition de ses titres.

Les possesseurs de ces héritages allodiaux & libres de la féodalité ont longtemps débattu avant de se soumettre à cette formalité ; ils prétendoient que la liberté dont ils jouissoient étoit sans bornes, & que c'étoit l'entamer que de soumettre ceux qui sont en possession à la nécessité d'un acte qui annonce une supériorité marquée à l'avantage de celui qui prétend avoir droit de l'exiger. Mais ces raisons, & la prétention à laquelle elles seroient de fondement, ont été prosrites par la jurisprudence de la plupart des coutumes.

En effet, cette déclaration est le seul moyen qui puisse garantir le fief auquel elle est due du danger d'être réduit insensiblement à rien. Le seigneur à qui on la donne est en état de comparer chaque fois celle qu'il reçoit avec les précédentes & avec les titres primordiaux qui ont établi la franchise, de connoître par-là si les héritages francs se contiennent toujours dans leurs véritables bornes, & de les y faire rentrer s'ils ont empiété au-delà.

Ces *reconnaissances* *seches* sont dues sur-tout lorsque le prince ou le seigneur féodal, dans le district duquel ces biens allodiaux sont enclavés, fait procéder à la confection d'un papier terrier. (R.)

RECONVENTION, f.f., *Jurispr.* On appelle *reconvention* toute demande incidente, formée par le défendeur contre celui qui l'a fait assigner.

Cette *reconvention* ne doit point être admise en justice, à moins qu'elle ne serve de défense contre l'action principale.

La *reconvention* ou demande incidente du défendeur sert de défense contre l'action principale, lorsque cette de-

mande incidente lui est nécessairement connexe, & qu'elles dérivent toutes les deux *ex eodem fonte, five ex eodem negotio, vel ex eodem contractu*, (ainsi que s'exprime Bacquet, en son *traité des droits de justice*, chap. 8. n. 11.) Comme, par exemple, si deux particuliers sont en compte courant de fournitures réciproques, & que l'un deux, sur l'assignation qui lui est donnée par l'autre, oppose que non-seulement il ne doit rien, mais au contraire qu'il lui est dû par l'autre une somme dont il justifie par titres & pièces, ou qu'il offre prouver par témoins, & dont il demande incidemment le payement ; alors cette demande incidente étant une suite de la première, ne peut être divisée, & doit être jugée en même tems que la demande principale, & dans le même tribunal ; & c'est alors le cas où la *reconvention* est adoptée.

Par la même raison, il y auroit lieu à la *reconvention*, si un propriétaire de métairie poursuivoit son fermier pour le payement d'une ou de plusieurs années de ferme, & que ce fermier opposât pour exception, qu'il a fait plusieurs réparations à la ferme, dont il lui doit être tenu compte, & dont il se rend incidemment demandeur.

Mais si la demande incidente du défendeur consiste en une action totalement différente de la demande principale ; dans ce cas la *reconvention* ne doit point être admise.

Ainsi il ne peut y avoir de *reconvention* dans le cas où une personne étant assignée pour le payement d'une somme d'argent contenue en un billet ou une obligation, opposeroit un droit réel qu'elle prétendrait lui être dû sur l'héritage du demandeur. Et il en est de même si à une dette ordinaire on vouloit opposer une action dont la connexi-

fance est attribuée à certains juges, *aut vice versa*; & ainsi des autres.

Mais il faut observer que dans le cas même où la demande incidente formée pour exception par le défendeur, ne procède pas *ex eodem fonte* & *negotio* que la demande principale; néanmoins si la dette opposée par cette demande incidente, est claire & liquide, ou avouée par le demandeur originaire, il faudra y prononcer en même-tems que sur la demande principale, & par un seul & même jugement.

Au contraire dans le cas où la demande incidente procède *ex eodem fonte* & *negotio* que la demande principale, si cette demande incidente n'est pas liquide, on ne peut se liquider aisément, & que la demande principale soit constante, il ne doit point y avoir lieu à la *reconvention*, & l'on doit juger ces deux instances séparément; ce qui est fondé sur cette autre maxime, que compensation n'a lieu de liquide à non liquide. (P.O.)

* Les canonistes tiennent que la *reconvention* a lieu en cour ecclésiastique, c'est-à-dire, que dans ces tribunaux on admet plus aisément le défendeur à former toutes sortes de demandes, quoiqu'elles ne dépendent pas de la première; mais il faut toujours que le juge soit compétent d'en connoître, eu égard à la matière, & que ces demandes incidentes tendent à opérer une compensation; car si ces demandes ne paroissent formées que pour embarrasser l'affaire, on ne croit pas que le juge d'église se portât à les joindre à la première.

Sur la *reconvention* on peut voir Bacquet, *traité des droits de justice*, chap. viij. n. 10. Coquille, q. 307. Ferrières, sur l'article 306. de la *coutume de Paris*. (D.M.)

RECORD, f. m., *Jurisp.*, signifie

quelquefois recit, témoignage, attestation d'un fait; quelquefois il signifie le témoin même qui certifie ce qui s'est passé en sa présence.

Record d'un jugement ou d'un contrat, se faisoit anciennement lorsque l'acte n'avoit pas été rédigé par écrit; on faisoit une enquête pour prouver ce qui avoit été jugé ou stipulé entre les parties ou leurs auteurs; on en usoit de même pour constater un ajournement qui n'avoit été fait que verbalement.

Record dans un exploit, est un des témoins dont l'huissier se fait assister; ces témoins ont été appelés *records*, parce que dans le tems que les exploits n'étoient pas rédigés par écrit, leur témoignage servoit à recorder ou rappeler ce qui avoit été fait & dit par l'huissier ou sergent.

RECORDÉ, adj., *Jurisp.*, se dit de ce qui est muni de la présence & attestation de deux records ou témoins. Ce terme n'est guère usité qu'en matière d'exploits & de commandemens; il y a certains exploits & commandemens qui doivent être *recordés*. v. EXPLOIT; SAISIE réelle, &c.

RECOURS, f. m., *Jurisp.*, ou action recursoire, est une action de garantie que l'on exerce contre quelqu'un, afin d'être déchargé, sinon indemnisé de la demande ou prétention d'un tiers. v. GARANTIE.

RECRÉANCE, f. f., *Jurisp.*, est la possession d'une chose qui est adjugée par provision, en attendant le jugement du fond.

Recréance se dit en matière bénéficiale de la jouissance par provision d'un bénéfice litigieux, accordée par sentence à celui des contendans qui a le droit le plus apparent, & qui paroît le mieux fondé; sauf aux autres contendans à contester ensuite sur la pleine maintenue.

Action en récrance. Action possessoire par laquelle on demande que cette jouissance nous soit accordée provisionnellement.

Ce possesseur des bénéfices ne peut être jugé que par cinq juges au moins qui doivent être nommés dans la sentence ; & si elle est rendue sur une instance appointée, ils doivent tous signer la minute de la sentence.

RÉCRIMINATION, f. f., **RÉCRIMINER**, *Jurisp.* La *récrimination* est l'accusation que celui qui est déjà accusé fait lui-même contre son accusateur.

Quand la *récrimination* porte sur le même fait, il faut d'abord juger laquelle des parties demeurera l'accusé & l'accusateur. La plainte qui est la dernière dans l'ordre des dates, est ordinairement regardée comme *récriminatoire*, à moins que par les circonstances & par le vu des charges, il ne paroisse que le dernier plaignant est véritablement la partie souffrante.

La *récrimination* se fait quelquefois par l'accusé en accusant l'accusateur d'un autre délit ; mais cette espèce de *récrimination* n'est point reçue en France, quand il ne s'agit que d'un délit égal ou plus léger. La même chose s'observeroit chez les Romains, suivant la loi 19. cod. *qui accusari possunt vel non* ; & autrement il n'y a point de coupable qui ne s'efforcât par une accusation fautive ou véritable d'é luder celle qui a été intentée contre lui.

Il en seroit autrement si la plainte *récriminatoire* étoit pour un délit beaucoup plus grave que celle qui faisoit l'objet du premier plaignant. Voyez les mots **ACCUSATEUR**, **ACCUSÉ**, **CRIME**, **DÉLIT**, **PLAINTÉ**.

RECUSABLE, adj., *Jurisp.*, se dit d'un juge ou autre officier, ou témoin

qu'une partie est fondée à ne pas reconnaître. v. **RÉCUSATION**.

RÉCUSATION, f. f., *Jurisp.*, est, une exception par laquelle on refuse de reconnaître un juge ou autre officier, ou un expert, ou même un témoin.

Un juge peut être récusé tant en matière civile que criminelle ; mais il faut pour cela qu'il y ait juste cause. Ces causes sont :

1°. Si le juge est parent ou allié de l'une des parties, savoir en matière civile, jusqu'aux enfans de cousin issu de germain, qui sont le quatrième degré inclusivement, & en matière criminelle jusqu'au cinquième.

Ces degrés se comptent suivant le droit canonique, & les degrés d'alliance se comptent comme ceux de parenté.

En outre en matière criminelle, si le juge porte le nom & les armes, & qu'il soit de la famille de l'accusateur ou de l'accusé, il est obligé de s'abstenir, en quelque degré de parenté ou alliance qu'il soit.

La *récusation* a aussi lieu, quoique le juge soit parent ou allié des deux parties.

La parenté ou alliance du juge avec la femme de l'une des parties, dans les degrés ci-dessus expliqués, donne aussi lieu à la *récusation*, supposé que la femme soit vivante, ou qu'il y ait des enfans.

Mais si la femme est décédée sans enfans, il est seulement défendu au beau-père, au gendre & aux beaux-frères d'être juges des parties.

2°. Le juge est récusable lorsqu'il est prouvé par écrit, qu'il a un différend semblable à celui des parties.

3°. S'il a donné conseil, ou s'il a connu auparavant du différend comme juge-arbitre, ou s'il a sollicité ou recommandé l'affaire, s'il a ouvert son avis hors la visite & jugement du procès ; mais

dans tous ces cas , il est cru à sa déclaration, à moins qu'il y ait preuve par écrit du contraire.

4°. Si le juge a un procès en son nom dans un tribunal où l'une des parties est juge.

5°. S'il a menacé une des parties verbalement ou par écrit, depuis l'instance, ou dans les six mois qui ont précédé la *récusation*, ou s'il a eu inimitié capitale.

6°. Si le juge ou ses enfans, son pere, ses freres, oncles, neveux, ou ses alliés en pareil degré, ont obtenu quelque office, bénéfice ou autre emploi de l'une des parties, pourvu que la nomination ait été volontaire & non forcée.

7°. Si le juge est protecteur, chef ou syndic de l'ordre, corps, college ou communauté contre lequel on plaide.

Il en est de même s'il est tuteur honoraire ou onéraire, subrogé tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire, maître ou domestique de l'une des parties.

Enfin il peut y avoir encore d'autres causes de *récusation*, lesquelles se tirent des moyens de fait & de droit; par exemple, s'il étoit prouvé que le juge est en grande familiarité avec l'une des parties, &c.

Le juge qui est dans le cas de *récusation* doit se récuser lui-même sans attendre que la *récusation* soit proposée.

Si le juge ne se récuse pas lui-même, la partie qui a quelque moyen de *récusation* doit le proposer aussi - tôt qu'il est venu à sa connoissance, & dans la huitaine de la déclaration du juge ou de la partie, la *récusation* doit être formée.

Toute cause de *récusation* doit être proposée avant contestation en cause, si ce n'est que la cause soit survenue depuis, ou qu'elle ne soit venue à la con-

noissance de la partie que depuis que la cause a été contestée.

Si l'on veut récuser un juge commis pour faire une descente, il faut le faire trois jours avant son départ, pourvu que le transport ait été signifié huit jours auparavant.

Les causes de *récusation* doivent être spécifiées dans la requête.

Le juge qui est recusé ne doit point être présent au jugement de la *récusation*.

Pour juger une *récusation*, les juges doivent être au nombre de cinq, ou du moins au nombre de trois, s'il y a moins de six juges dans le siege. A défaut de juges en nombre suffisant pour juger la *récusation*, on prend des avocats ou praticiens du siege.

Les jugemens qui interviennent en matière de *récusation* sont exécutoires, nonobstant opposition ou appelation, si ce n'est qu'il s'agisse de descente, information ou enquête, auquel cas le juge recusé ne peut passer outre, & il doit être procédé à l'acte qui est à faire par un autre juge ou praticien du siege, à moins que l'intimé ne déclare qu'il veut attendre le jugement de l'appel.

REDEVANCE, f. f., *Jurisprud.*, charge à acquitter annuellement, pour quelque fonds qu'on puisse. La *redevance* est en argent ou en grain, ou en corvées, ou en offices personnels.

REDHIBITION, f. f., *Jurisprud.*, est une action intentée par l'acheteur d'une chose défectueuse pour faire casser la vente, lorsqu'il y a eu du dol & de la mauvaise foi de la part du vendeur, & que la chose vendue se trouve atteinte de quelque vice redhibitoire que le vendeur a caché.

L'acheteur est en droit de demander par l'action redhibitoire la résolution & nullité du marché, & qu'en conséquen-

ce les choses soient remises au même état que s'il n'étoit pas intervenu. *Judicium redhibitoria actionis utrinque, id est venditorem & emptorem, quodammodo in integrum restitueri debere: l. 23. §. 7. ff. de Edil. Ed. Ficta redhibitorie, omnia in integrum restituntur, perinde ac si neque venditio intercesserit: l. 60. ff. de tit.*

En conséquence l'acheteur a droit de demander que le vendeur soit condamné à lui rendre le prix qu'il lui a payé, même les intérêts depuis le jour du paiement qu'il en a fait, jusqu'à ce qu'il lui ait été rendu, l. 29. §. 2. ff. de tit. à moins que le juge ne jugeât à propos de les compenser avec les fruits que l'acheteur doit rendre.

Il a droit aussi de demander que le vendeur soit condamné à le rembourser de tous les frais du marché, & de tous ceux qu'il a été obligé de faire par rapport à la chose vendue, tels que sont les frais de voiture, de barrage, de douane, &c. non ceux qu'il auroit pu se dispenser de faire: l. 27. d. tit.

A l'égard des dommages & intérêts pour raison du tort que la chose vendue a causé à l'acheteur dans ses autres biens, il ne les peut prétendre que suivant certaines distinctions. v. RESTITUTION.

Les frais de nourriture d'un animal ne peuvent être exigés, devant se compenser avec les services que l'acheteur a pu en tirer: l. 30. §. 1. ff. de tit.

L'acheteur, pour être reçu à cette action, doit de son côté offrir de rendre la chose, si elle existe, avec les fruits, si aucuns il a perçus, à moins qu'il n'en consente la compensation avec les intérêts du prix. Il doit pareillement offrir de rendre tous les accessoires de la chose qui lui auroient été livrés avec la chose.

Si la chose n'existe plus; si c'est sans

sa faute qu'elle a cessé d'exister, comme si le cheval que j'ai acheté est mort de la maladie pour laquelle j'ai formé l'action redhibitoire, il me suffira de rendre ce qui en reste, comme la peau; s'il m'a été vendu avec quelques accessoires, comme avec la bride, la selle, il faudra que je rende ces accessoires.

S'il ne reste rien de la chose vendue, comme lorsqu'une vache est morte de la maladie contagieuse, & a été selon les reglemens de police enterrée avec sa peau, je pourrai exercer l'action redhibitoire sans rendre rien.

Si la chose vendue a cessé d'exister par la faute de l'acheteur, sera-t-il exclus de l'action redhibitoire, pour s'être mis par sa faute hors d'état de remplir la condition? Il résulte de la loi 31. §. 11. ff. de Edil. ed. que l'acheteur n'est pas pour cela exclus de l'action redhibitoire, mais qu'il est seulement tenu en ce cas de faire déduction au vendeur, de ce que vaudroit la chose vendue en l'état qu'elle étoit, si elle n'eût pas cessé d'exister par sa faute.

Par la même raison, lorsque par sa faute il a détérioré la chose, il n'est pas pour cela exclus de l'action redhibitoire; mais il est seulement tenu de faire raison au vendeur à qui il la vend, de ce dont elle se trouve dépréciée par sa faute: l. 24. ff. de tit.

Ces décisions sont toutes conformes à l'équité; car il suffit que le vendeur soit indemnié de la faute que l'acheteur a commise par rapport à la chose vendue: il ne doit pas en profiter & s'en enrichir, comme cela seroit s'il étoit par-là libéré de l'action redhibitoire: dont il est tenu.

Quelquefois néanmoins l'acheteur, qui, par son fait s'est mis hors d'état de rendre la chose, doit être pour cela déclaré non-recevable dans l'action redhi-

bitoire ; comme lorsqu'il a disposé de la chose , lorsqu'il l'a employée , & qu'il en a fait son profit , de la même manière qu'il eût fait , si elle n'eût pas eu de vice. *Arg. l. 47. ff. de tit.*

Il y a quelques différences à remarquer touchant l'action redhibitoire , entre l'acheteur à qui cette action est déferée , & le vendeur contre qui elle est donnée.

De la part de l'acheteur elle est indivisible : c'est pourquoi si l'acheteur laisse plusieurs héritiers , l'un de ces héritiers ne peut pas l'exercer seulement pour sa part , il faut que tous l'exercent. La raison est que le vendeur souffrirait dommage , s'il étoit obligé de reprendre seulement pour partie la chose vendue : *l. 31. §. 5. ff. de Edil. ed.* Au contraire , cette action est divisible de la part du vendeur contre qui elle est donnée. C'est pourquoi si le vendeur laisse plusieurs héritiers , l'acheteur peut fort bien n'exercer que contre l'un d'eux l'action redhibitoire , & ne la pas exercer contre les autres ; car en cela celui des héritiers contre qui on l'exerce , & qui est condamné à reprendre la chose pour la portion dont il est héritier , & à restituer le prix pour la même portion , ne souffre aucun préjudice ; car quand même l'action s'exerceroit contre tous , il n'auroit toujours que cette portion dans la chose. *d. l. 31. §. 10.*

Ce que nous avons dit de plusieurs héritiers d'un acheteur , a lieu aussi à l'égard de plusieurs acheteurs , lorsque la chose leur a été vendue *sub specie unitatis* , quoiqu'ils ne se soient pas obligés solidairement au paiement du prix ; car en ce cas il n'y a qu'un contrat de vente d'une seule chose , & par conséquent l'action redhibitoire ne peut être exercée que par tous les acheteurs. Il n'en est pas de même , lorsque plusieurs ont

acheté une chose , chacun pour une certaine portion : il y a autant de contrats de vente qu'il y a d'acheteurs qui ont acheté chacun une part ; & par conséquent chacun d'eux peut exercer l'action redhibitoire séparément pour la part qu'il a achetée : le vendeur ne peut se plaindre , & il doit s'imputer de leur avoir vendu par portions : *d. §. 10.*

Il y a encore une autre différence entre le vendeur & l'acheteur , touchant l'action redhibitoire ; le vendeur est obligé précisément , & peut être contraint à la restitution du prix ; l'acheteur n'est pas obligé précisément à la restitution de la chose vendue : s'il ne la restitue pas , le vendeur ne peut pas l'y contraindre , mais seulement obtenir d'être déchargé de la restitution du prix : *l. 29. ff. Edil. ed.*

Si la chose qui a le vice redhibitoire a été seule l'objet principal de la vente , & que les autres n'aient été vendues que comme les accessoires , la *redhibition* de la chose principale entraînera celle de toutes les choses accessoires. Par exemple , si un cheval a été vendu avec tout son équipage , la *redhibition* du cheval entraîne celle de l'équipage ; le vendeur peut être forcé à reprendre le tout ; & *vice versa* l'acheteur ne peut pas exercer l'action redhibitoire pour le cheval , qu'il ne rende tout l'équipage avec le cheval.

Contra si la chose principale n'étoit pas dans le cas de *redhibition* , mais seulement quelque'une des choses accessoires ; comme si on avoit vendu une métairie avec les chevaux qui y étoient , & qu'un de ces chevaux eût un vice redhibitoire , la *redhibition* n'auroit lieu que pour ce cheval ; & l'acheteur en offrant de le rendre , obtiendrait la restitution du prix de ce cheval.

Si les choses vendues sont également principales ,

principales, il faut examiner si elles ont été vendues comme faisant ensemble un tout, & comme étant telles que l'une n'auroit pas été vendue sans l'autre; comme lorsqu'on a vendu deux chevaux de carrosse, une couple de bœufs, &c. en ce cas le vice redhibitoire de l'une de ces choses, donne lieu à la *redhibition* de tout ce qui a été vendu, l'action redhibitoire ne pouvant en ce cas s'exercer pour partie.

Mais si les choses qui ont été vendues étoient indépendantes les unes des autres, l'action redhibitoire n'aura lieu que pour celle qui a un vice, quand même toutes auroient été vendues pour un même prix; car encore que cette circonstance jointe à d'autres, serve à faire présumer que les choses n'auroient pas été vendues l'une sur l'autre, elle n'est pas néanmoins seule décisive. C'est pourquoi l'action redhibitoire pourra avoir lieu pour cette seule chose, & le vendeur sera tenu de restituer le prix de cette chose, suivant la ventilation qui en sera faite sur le total du prix. C'est la doctrine de la loi 38. §. fin. *Ec.* & plusieurs autres. Voyez in *Pand. Justin. tit. de Edil. ed. n. 63. & 64.*

Au contraire, quoique la séparation des prix soit une forte impression que les choses ont été vendues indépendamment les unes des autres, néanmoins cette circonstance n'est pas toujours décisive, & la présomption qui en résulte doit céder à une plus forte qui résulte de la qualité des choses vendues; comme dans le cas ci-dessus rapporté de la vente d'un attelage de chevaux pareils, quand la vente auroit été faite pour tel prix pour chaque cheval, l'action redhibitoire ne pourra avoir lieu que pour le tout: c'est la décision de la loi 34. §. 1. ff. *Edil. ed.*

Il y a deux fins de non-recevoir

Tome XII

contre l'action redhibitoire; l'une résulte de la convention, l'autre du laps de tems.

Lorsque par le contrat de vente, il a été convenu que le vendeur ne seroit point garant d'aucuns vices de la chose, ou bien qu'il ne seroit point garant d'un tel vice, cette convention opère une fin de non-recevoir contre l'action redhibitoire.

Si néanmoins l'acheteur pouvoit justifier que le vendeur, lors du contrat, n'avoit pas un simple doute sur ces vices, mais en avoit une parfaite connoissance; comme en ce cas le vendeur auroit été coupable de mauvaise foi de les avoir dissimulés, l'acheteur seroit recevable, nonobstant la convention, à former l'action redhibitoire; car si on lui opposoit l'exception résultante de la convention, *exceptionem pacti*; il détruiroit cette exception, en opposant à son tour la réplique de dol, *replacationem doli*: c'est la décision de la loi 14. §. 9. ff. *de Edil. ed.*

Il résulte une fin de non-recevoir contre l'action redhibitoire du laps de tems que l'acheteur a laissé écouler sans l'intenter.

Par le droit romain, l'acheteur avoit six mois utiles pour intenter cette action; l'usage de différens pays accorde un tems beaucoup plus court.

Les vices redhibitoires ne donnent pas seulement lieu à l'action redhibitoire, ils donnent aussi lieu à l'action qui est appelée en droit *estimatoria*, ou *quantum minoris*, & l'acheteur a le choix de l'une ou de l'autre. Cette action *quantum minoris* consiste à demander contre le vendeur, qu'il fasse diminution sur le prix de ce qu'on estimera que la chose, par rapport à ce vice, vaut de moins qu'elle n'a été vendue.

Cette action *quantum minoris* pour rai-

L

son des vices redhibitoires, a lieu dans les mêmes cas où l'action redhibitoire a lieu. Les mêmes fins de non-recevoir qui excluent l'action redhibitoire, excluent aussi celle-ci : cependant par le droit romain l'action *quantò minoris* étoit de plus longue durée, & ne se prescrivait que par un an. (P. O.)

REDHIBITOIRE, adj., *Jurispr.*, se dit de ce qui tend à la redhibition ou résolution d'une vente à cause de quelque vice que l'on a caché à l'acheteur. v. **REDHIBITION**.

REDISTRIBUTION d'instance ou *procès*, f. f., *Jurispr.*, est une nouvelle distribution qui s'en fait à un conseiller au lieu & place d'un autre, qui avoit été nommé rapporteur.

Ces *redistributions* ont lieu en plusieurs cas ; savoir, quand le rapporteur est refusé justement, ou qu'il le déporte lui-même du rapport, soit pour prévenir une récusation, ou pour cause de maladie, ou autre empêchement : elles ont aussi lieu lorsque pendant la poursuite du procès le rapporteur se démet de sa charge, ou qu'il vient à décéder.

Pour faire ordonner une *redistribution*, la partie qui veut aller en avant fait remettre le procès au greffe par le secrétaire de celui qui étoit rapporteur ; il présente ensuite un placet au président, lequel ordonne la *redistribution* à un autre rapporteur.

Quand la *redistribution* est faite, le procureur de la partie qui l'a obtenue le fait signifier au procureur de l'autre partie. v. **DISTRIBUTION**, **INSTANCE**, **PROCÈS**, **RAPporteur**.

RÉELLEMENT, adv., *Jurispr.*, se dit quelquefois de ce qui se fait effectivement, à la différence de certaines opérations qui ne sont que fictives & simulées ; comme quand on offre *réellement*

une somme à deniers découverts, à la différence des offres qui ne sont que labiales.

Quelquefois *réellement* signifie *corporellement*, comme prendre *réellement* possession d'une chose ou d'un héritage.

Saisir *réellement* un immeuble, c'est en saisir le fonds ; à la différence des saisies mobilières qui ne tendent qu'à arrêter les revenus. v. **OFFRES**, **POSSESSION**, **SAISIE réelle**.

REFERÉ, f. m., *Jurispr.*, terme de pratique tiré du latin *referre*, qui signifie *rapporter* ; on appelle *referé* le rapport qui est fait au juge, en son hôtel, de certaines difficultés qui surviennent dans le cours des actes de justice, comme dans les appositions de scellé, confection d'inventaire, procès-verbaux de saisie, & exécution ; l'officier qui est arrêté par quelque opposition ou autre difficulté sur laquelle il ne se croit pas autorisé à passer outre, ordonne qu'il en sera *referé*, & en conséquence on assigne les parties à comparoir à bref délai en l'hôtel du juge, lequel rend son ordonnance sur la difficulté qui a aujourd'hui donné lieu au *referé*.

REFERENDAIRE, f. m., **Droit canon**, nom d'un officier du sacré palais, qui étoit chargé de présenter aux empereurs les requêtes des supplians, & de leur faire savoir la réponse : *Referendarii erant*, dit Procope, *qui preces supplicum referebant Principi*. Il y en avoit jusqu'au nombre de dix-neuf sous Justinien, & ils furent réduits à huit.

Les *referendaires*, sont aujourd'hui des officiers de chancellerie lesquels y font le rapport des lettres qui sont de leur ministère.

Les *referendaires*, sont encore des officiers de la daterie à Rome, établis pour examiner les suppliques présentées au pape, & juger du mérite des grâces

qui lui sont demandées. Ces officiers sont de deux sortes; les uns sont *referendaires* de la signature de justice, & les autres de la signature de grace; ils sont corps & college; il faut qu'ils soient docteurs en droit civil & canonique; ils vont en habit de prélat, & portent la soutane & le mantelet noir seulement, à l'exception des douze anciens qui portent le mantelet couleur de paon, c'est-à-dire entre violet & noir. Leur nombre étoit autrefois plus grand, mais Sixte V. par la bulle de l'an 1586 les réduisit à cent. *Ne referendariorum dignitas ab eorum multitudine vilescat.* Autrefois la fonction des *referendaires* étoit exactement employée aux signatures qui passaient par le *concessum*, ils mettoient leur nom au plus haut de la signature du côté gauche, quand ils jugeoient que la grace pouvoit être accordée; mais on ne voit plus de supplique referendée, tant signée par *fiat* que par *concessum*. (D. M.)

REFORME, f.f., *Droit canon*. Nous prenons ici ce mot en deux sens : 1°. pour la réforme des ordres religieux ou des monastères, sur quoi nous remarquerons en général, que l'église a toujours ordonné le rétablissement de la discipline monastique, lorsqu'elle a eu la douleur d'en voir écarter les moines. Les plus anciens conciles ont fait à ce sujet des réglemens, qu'on a eu besoin de renouveler de siècle en siècle. v. MOINE.

Fagnan, sur le ch. *Monachi de stat. monachor.* reprend Navarre de ce qu'il soutient contre l'esprit & l'autorité de ce décret, que les religieux ne sont soumis étroitement à l'observation exacte de leur primitive règle dont tout le corps s'est écarté, qu'après que les supérieurs ont introduit légitimement une réforme parmi eux. *Quod certè*, dit Fagnan, *vim infert litteræ illius decreti* &

mentem concilii destruit, quod non præcipit prælati & superiores tantum, ut ipsimet ad præscriptam regulam vitam instituant.

L'opinion de Navarre que combat l'auteur cité, ne laisse pas d'avoir ses partisans, & Fagnan lui-même en un autre endroit convient que la question est fort controversée; mais la congrégation du concile a décidé plusieurs fois, que conformément aux vœux & au réglemeut du concile de Trente, les supérieurs des réguliers peuvent & doivent toujours réclamer la première vigueur de la discipline dans leurs communautés, & réduire chaque religieux aux devoirs que leur prescrit la règle de l'ordre; mais ils ne peuvent renchérir sur ces obligations; & si la règle même a été adoucie & mitigée par le pape, ils ne peuvent rappeler la première austerité dans leur réforme, au mépris de la mitigation qu'on a reçue: *Circumscriptis privilegiis apostolicis, religiosi omnes saltem in substantialibus regule, tenentur se conformare cum originalibus institutis licet religio ipsa non reformetur.* Fagnan, *in cap. recedentes de stat. Monach.* n. 9.

Le même auteur dit, que le pape, encore mieux que les supérieurs des réguliers, a le droit de prescrire des réformes dans les ordres où le relâchement s'est introduit, qu'il peut même sans difficulté imposer aux religieux des obligations plus étroites que celles que porte leur règle: *Quæ multo clarius procedunt in summo pontifice qui potest religiosi etiam strictiorem vitam indicare, quam eorum regula exigat, ut per doct. in c. super eo de regularib. &c. ad nostram de appellat.* C'est ainsi, suivant cet auteur, que Boniface VIII. réduisit par sa décrétale *periculoso*, les religieuses à une clôture perpétuelle.

C'est une grande règle en matière de réforme de monastères, qu'elle doit se faire par les religieux du même ordre ou au moins d'un autre, & que l'on n'en vienne à la sécularisation que quand on ne trouve point de régulier.

Il faut aussi qu'on ait soin de mettre dans un monastère le nombre de religieux, suffisant pour s'acquitter décemment du service divin & remplir l'intention des fondateurs; pourvu qu'il y ait aussi suffisamment de revenus: car il est défendu par tous les conciles de mettre dans un monastère plus de religieux que les revenus ou les aumônes ordinaires ne le comportent. Le can. 8. du sixième concile d'Arles en 813. s'exprime ainsi sur ce sujet: *Ut non amplius suscipiantur in monasterio canonicorum atque monachorum, seu etiam puellarum, nisi quantum ratio permittit, & in eodem monasterio absque necessarii rerum penuria degere possint.*

Ce règlement confirmé par plusieurs autres conciles, par différens textes du droit, *c. autoritate, c. non amplius.* Fagnan, *ibid. de instit. c. quoniam ut ait, de vir & honest. cleric. c. 1. §. sanè de stat. regul. in 6°.* a été renouvelé par le concile de Trente & de nouveau confirmé par les bulles des papes Pie V. & Clément VIII. Voici les termes du concile de Trente: „ Dans tous les susdits „ monastères & maisons, tant d'hom- „ mes que de femmes, soit qu'ils pos- „ sent des biens en fonds, ou qu'ils „ n'en possèdent point, on n'établira „ & on ne gardera à l'avenir que le „ nombre de personnes qui pourront „ être commodément entretenues, ou „ des revenus propres des monastères, „ ou des aumônes ordinaires & accou- „ tumées. Et ne pourront de sembla- „ bles lieux être ci après de nouveau „ établis, sans en avoir auparavant ob-

„ tenu la permission de l'évêque dans „ le diocèse duquel on voudra faire la „ fondation”. *Seff. 25. c. 3. de regul. Fagnan, en l'endroit cité, rapporte à ce sujet la bulle d'Innocent X. du 17 Décembre 1649. v. MOINE, &c.*

2°. Nous prenons encore le terme de réforme, pour la correction des rescrits apostoliques dans les principes de la chancellerie, & c'est de quoi nous allons parler en prenant le terme de réformation dans le sens le plus étendu.

La réformation des rescrits & provisions, est du nombre des secondes grâces qu'on accorde en la chancellerie de Rome. Elle sert à suppléer à ce qui a été omis, ou à redresser ce qui a été mal écrit ou mal exprimé.

C'est une règle de chancellerie, que les grâces de réformation sont toujours de date courante pour ne pas nuire au tiers; il n'y a à cet égard d'exception que pour les réformations où il plaît au pape de mettre *fiat sub prima data*, au lieu de mettre simplement *fiat*, comme il fait ordinairement.

Quand on doute de la validité des provisions qu'on a reçues de l'ordinaire ou d'autre collateur, on a recours à Rome pour en obtenir ce qu'on appelle une nouvelle provision, & que Rebuffe définit ainsi: *Itaque nova provisio est prima pape provisio ad alterius iurisdictionem ab alio confirmationem.* Cette nouvelle provision diffère de la provision qu'on appelle par opposition, *simple*, en ce que celle-ci ne se rapporte point comme l'autre à une grâce précédente. *Les perindere valere, & etiam valere*, sont aussi des grâces de réformations, comme les appellent les officiers de la cour de Rome, qui approchent beaucoup de la nouvelle provision. Nous n'avons rien de plus à ajouter à ce sujet, à ce qui est dit sous le mot *PERINDE VALERE*.

Quand le solliciteur des expéditions à Rome, s'aperçoit de quelque faute ou omission dans la supplique, déjà enregistrée, mais non encore expédiée, il présente à cet effet une nouvelle supplique avec copie de la date, attachée à la précédente, & demande que tel & tel défaut qu'il certifie, y soit reformé; si l'expédition est déjà faite, & qu'il soit encore dans le tems favorable du *cui prius*, il en use. (D. M.)

REFUGE, *droit de*, *Droit canon*, en latin *per fugium inviolabile* ou *jus per fugii*; droit de sûreté pour les coupables & les malheureux, accordé en leur faveur par les Grecs & les Romains, à des villes, à des temples, à des autels & autres lieux consacrés à quelque divinité.

Il faut donc savoir, que tout lieu consacré, étoit par sa consécration saint & inviolable; mais ces lieux sacrés, les temples mêmes ne jouissoient pas tous du droit de *refuge*; ce privilège leur étoit accordé par la piété & par la libéralité des princes, ou par decret d'un peuple, d'une nation.

Le sénat de Rome, en confirmant les actes de Jules-César, qui avoit accordé le droit d'asyle au temple de Vénus de la ville d'Aphrodisée en Carie, ordonna que ce droit seroit semblable à celui du temple de Diane éphésienne, à Ephèse. Le sénat en confirmation de l'édit d'Auguste, reconnut aussi les *refuges* sacrés, *ἱερά ασύλα*, des temples de la ville de Stratonicee en Carie.

Les droits de *refuge* avoient plus ou moins d'extension, suivant que l'exigeoient ou le bien de la religion, ou les intérêts politiques; & quelquefois on les restreignoit, ou même on les supprimoit entièrement, lorsque les abus étoient nuisibles à la société. Plusieurs temples de la Grece & de l'Orient, jouissoient

du droit d'asyle; on en peut lire les détails & les preuves dans l'ouvrage du baron de Spanheim. Voyez aussi le mot **ASYLE**.

J'ajoute seulement, qu'il faut bien distinguer, *ἀσύλον*, le droit d'asyle & le titre d'*ἀσύλος*, accordé à un pays, à une ville, soit par les princes, soit par le consentement des peuples. Le premier signifie un lieu de retraite ou de *refuge*; le second exprime une sauvegarde, & une espèce de neutralité qui mettoit un pays, une ville à couvert d'insulte, de pillage, & de tout acte d'hostilité.

RÉFUGIÉS, f.m.pl. *Dr. pol.*; c'est ainsi que l'on nomme les protestans françois que la révocation de l'édit de Nantes a forcés de sortir de France, & de chercher un asyle dans les pays étrangers, afin de se soustraire aux persécutions qu'un zèle aveugle & inconsidéré leur faisoit éprouver dans leur patrie. Depuis ce tems, la France s'est vu privée d'un grand nombre de citoyens qui ont porté dans l'étranger des arts, des talens, & des ressources dont ils ont souvent usé contre'elle. Il n'est point de bon François qui ne gémisse depuis long-tems de la plaie profonde causée au royaume par la perte de tant de sujets utiles. Cependant à la honte de notre siècle, il s'est trouvé de nos jours des hommes assez aveugles ou assez impudens pour chercher à justifier aux yeux de la politique & de la raison, la plus funeste démarche qu'ait jamais pu entreprendre le conseil d'un souverain. Louis XIV. en persécutant les protestans, a privé son royaume de près d'un million d'hommes industrieux qu'il a sacrifiés aux vues intéressées & ambitieuses de quelques mauvais citoyens, qui sont les ennemis de toute liberté de penser, parce qu'ils ne peuvent regner qu'à l'ombre de

l'ignorance. L'esprit persécuteur devrait être réprimé par tout gouvernement éclairé : si l'on punissoit les perturbateurs qui veulent sans cesse troubler les consciences de leurs concitoyens, lorsqu'ils diffèrent dans leurs opinions, on verroit toutes les sectes vivre dans une parfaite harmonie, & fournir à l'envi des citoyens utiles à la patrie, & fidèles à leur prince.

Quelle idée prendre de l'humanité & de la religion des partisans de l'intolérance ? Ceux qui croient que la violence peut ébranler la foi des autres, donnent une opinion bien méprisable de leurs sentimens & de leur propre constance.

REFUS, f. m., *Morale*, dénégation de quelque cause qu'on demande. Les *refus* peuvent être offensans, facheux, injurieux, civils, honnêtes, & même obligans ; leur différence provient de l'aisaïsonnement qu'on y met. La pensée de Pline le jeune n'est que trop souvent vraie. „ Telle est, dit-il, la disposition
„ du cœur humain ; vous détruisez vos
„ premiers bienfaits, si vous ne les soutenez par de seconds : obligez cent
„ fois, refusez une, le *refus* seul restera
„ dans l'esprit ". Cependant un *refus* tempéré par toutes sortes d'adoucissimens, ne choque point les personnes raisonnables ; & l'on ne s'offense point d'un *refus* de vertu, dit Montagne.

REFUS DE PROVISIONS, *Droit can.* Nous n'entendons parler ici que du *refus des provisions* de cour de Rome ; les collateurs ne peuvent refuser des provisions que dans les cas de collations forcées, dont il est parlé sous les mots INDULT, BREVET. A l'égard du *refus de visa* & d'institution canonique, v. VISA, PATRON, PERMUTATION, &c.

A l'égard des provisions pour les bénéfices ordinaires, quand le pape ou les

officiers de la daterie refusent les provisions qu'on demande sur les dates retenues, les impétrants retirent des banquiers dont ils ont employé le ministère, un certificat de ce *refus*, & se pourvoient en conséquence par appel comme d'abus.

Cette procédure est fondée sur le principe établi ailleurs, v. PRÉVENTION, que le pape étant collateur forcé des bénéfices ordinaires, les officiers de la chancellerie ne peuvent refuser sans abus, les provisions que les impétrants leur demandent en vertu de leur date. Voyez l'art. 47. des *Lib. ses Preuv.* & ses *Comment.* (D. M.)

REFUSION, subst. f., *Jurisprud.*, se dit en parlant des frais de contumace. Faire la *refusjon* de ses frais, c'est les payer.

REGALE, f. f., *Droit can.*, en général signifie un droit qui appartient au souverain.

La *régale* telle que nous l'entendons ici, est le droit qui appartient au souverain, de consacrer certains bénéfices dépendans de la collation des évêques, quand ils vaquent ou qu'ils se trouvent vacans dans le tems de la vacance du siège épiscopal ; avec l'administration des fruits & temporel de l'évêché. On peut voir dans le *glossaire* de Du-cange les différentes significations du mot *régale*, pris dans sa généralité. *Mém. du clerge*, tom. II. p. 177-524.

Il est plus aisé d'établir & de prouver le droit de *régale*, que d'en apprendre l'origine & les fondemens, ou même la véritable époque. Les plus savans auteurs ont compilé sur cette matière des écrits dans des principes qui ne servent qu'à justifier la possession des souverains dans l'exercice de ce droit ; ils n'en donnent aucune origine qui ne soit contestée.

Les uns prétendent que la *regale* n'est qu'une concession de l'église, parce que la collation des bénéfices ecclésiastiques est un droit tout spirituel qui ne peut émaner de la puissance temporelle.

Les autres ont soutenu que les princes ne tenoient point ce droit par concession de l'église, mais qu'il étoit uni & incorporé à la nature de la souveraineté. Ces auteurs, chacun dans leurs opinions, ne sont pas plus d'accord sur le tems auquel la *regale* a commencé à avoir lieu; dans cette diversité de sentimens qui se trouvent combattus par des raisons solides, il semble que le meilleur parti qu'on puisse prendre, est de dire que nous ne connoissons pas la raison de cet établissement singulier, & que cette ignorance ne donne aucune atteinte au droit pris en lui-même, suivant le principe: *Nou omnium quæ à majoribus constituta sunt, ratio reddi potest.* Loix. ecclésiast. ch. de la *regale*, *in princ.* Cela n'empêche pas néanmoins que pour autoriser le droit de *regale*, tel que la plupart des souverains l'exercent aujourd'hui, avec jouissance des revenus, disposition des bénéfices & serment de fidélité de la part des nouveaux évêques, les cours ne distinguent quatre sources, d'où il procède, & sur lesquelles il est fondé: savoir, la souveraineté du souverain, sa qualité de fondateur des églises, celle de seigneur féodal des biens qui en composent le revenu, & celle enfin de gardien, protecteur, avocat & défenseur des droits & prérogatives des églises de ses Etats.

La *regale* a lieu par la rébellion publique ou notoire de l'évêque. Elle auroit également lieu si l'évêque étoit dépouillé de son évêché par un jugement séculier, ou s'il tomboit dans quelque'un des crimes qui font vager les bénéfices de plein droit. (D. M.)

RÉGALES au pluriel, ou *droits régaliens*, sont tous les droits qui appartiennent au prince à cause de sa souveraineté.

On distingue deux sortes de *régales*, les grandes & les petites.

Les grandes *régales*, *majora regalia*, sont celles qui appartiennent au souverain, *jure singulari & proprio*, & qui sont incommunicables à autrui, attendu qu'elles ne peuvent être séparées du sceptre étant des attributs de la souveraineté, comme de se qualifier par la puissance de Dieu, de faire des loix, de les interpréter ou changer, de connoître en dernier ressort des jugemens de tous magistrats, de créer des offices, faire la guerre ou la paix, traiter par ambassadeurs, faire battre monnaie, en hausser ou baisser le titre & la valeur, mettre des impositions sur les sujets, les ôter ou en exempter certaines personnes, donner des grâces & abolitions pour crimes, accorder d'autres dispenses de la rigueur des loix, naturaliser les étrangers, faire des nobles, ériger des ordres de chevalier & autres titres d'honneur, légitimer des bâtards, donner des lettres d'Etat, amortir les héritages tombés en main-morte, fonder des universités, ériger des foires & marchés publics, instituer des postes & courriers publics, assembler les Etats généraux ou provinciaux, &c.

Les petites *régales*, *minora regalia*, sont celles qui n'étant point nécessairement inhérentes à la couronne, peuvent en être séparées, au moyen de quoi elles sont communicables & cessibles; telles sont les grands chemins, les grandes rivières, les péages, & autres droits semblables.

REGALEMENT, f. m., *Jurispr.*, signifie ce que l'on fait pour élever des personnes qui se trouvoient partagées

inégalement. Ce *réglement* a lieu surtout dans les successions lorsque des enfants ont reçu des dots inégales, ou que les uns ont été dotés, & que les autres ne l'ont pas été. v. DOT, PARTAGE, SUCCESSION.

REGALIENS, adj., *Jurispr.*, droits *régaliens*. Voyez le mot REGALES.

REGENSTEIN ou REINSTEIN, *Droit public*, comté d'Allemagne, dans le cercle de basse Saxe. Il occupe tout ensemble un côté du Harz & le plat pays antérieur qui l'avoisine. Il ne faisoit anciennement qu'un seul & même comté avec celui de Blankenbourg, vu que les comtes de *Regenstein* & de Blankenbourg sont sortis de la même souche. L'un & l'autre faisoient partie des biens héréditaires du duc Henri le lion, & tombèrent en partage en 1203 au prince Guillaume de Lunebourg, le plus jeune de ses fils. Il suit de là que les anciens comtes qui portèrent le nom de *Reinstein*, ne furent que les vassaux des ducs de Brunswick & de Lunebourg. Sigefroid & Conrad, fils l'un & l'autre du comte Popo de Blankenbourg, furent les foyers de deux branches, le premier de celle de Blankenbourg, & le second de celle de *Reinstein*. Frédéric, fils du dernier, fut père de Conrad, qui termina vers le milieu du treizième siècle la branche aînée de *Reinstein*. Sigefroid de Blankenbourg au contraire eut deux fils, dont l'aîné appelé aussi *Sigefroid*, fonda la branche de Blankenbourg, qui s'éteignit peu de tems après. Henri le puîné fut la souche de la branche cadette de *Reinstein*; Henri & Ulrich, frères, la divisèrent en celles de *Reinstein* & de Heimbourog. Cette dernière réunie par la suite des tems aussi bien le comté de Blankenbourg, que celui de *Reinstein*, qui, se trouvant rassemblés, ne portèrent la plupart du tems

que le dernier des deux noms. Ce comté devint vacant par la mort du comte Jean Ernest, arrivée en 1592, à quelle époque Henri Jules, duc de Brunswick & de Lunebourg, s'en mit en possession comme seigneur féodal. Les comtes de *Reinstein* avoient joui de différents autres biens, qu'ils tenoient en fief de l'évêché de Halberstadt, sur lesquels ce même duc avoit accordé l'expectative dès 1583 au duc Jules son père, vu qu'à cette époque il étoit évêque postulant de ce même évêché; c'est ce qui donna lieu de croire postérieurement, que tout le comté de *Reinstein* étoit un fief, qui en relevoit. Le duc Henri Jules étant décédé, le comté de *Reinstein* & les autres pays dépendans de la principauté de Wolfenbüttel échurent à Frédéric Ulrich son fils, à la mort duquel le duc Auguste de Zelle en prit possession au nom de toute la maison ducal; mais s'y trouvant inquiété par le gouverneur suédois de Halberstadt, il tenta de terminer le différend par une transaction. Ce comté fut assigné en 1635 au duc Guillaume de Haarbourog, qui en jouit jusqu'à la fin de ses jours, dont on fixa la date à l'année 1642, tems auquel les ducs Frédéric de Zelle & Auguste de Wolfenbüttel s'en emparèrent conjointement. Léopold Guillaume, archiduc d'Autriche, s'étoit rendu maître à main armée des 1641 de l'évêché de Halberstadt, & envisageant ce comté comme fief vacant, il en investit Guillaume Léopold, comte de Tattenbach, investiture que le grand-chapitre & l'empereur Ferdinand III. approuverent, & que l'empereur Léopold ratifia en 1660. Il fut même arrêté précédemment, lors du traité de paix de Westphalie, que l'électeur de Brandebourg renouveleroit l'investiture de ce comté en faveur du comte de Tattenbach, qui alors en étoit

étoit déjà en possession. La maison de Brunsvic-Lunebourg avoit déjà agréé tellement la première inféodation du comte, que le duc Auguste de Wolfenbüttel l'investit aussi en 1643 & 44, de l'agrément de ses agnats, des biens, que les comtes de *Reinslein* avoient possédés à titre de fief de Brunsvic-Lunebourg, & qu'il en renouvella l'investiture en 1650. Le comte de Tattenbach ayant été décollé en 1670, l'électeur de Brandebourg s'appropriâ tout le comté de *Reinslein*, comme fief de l'évêché de Halberstadt tombé en commise; il le conserva encore de nos jours non-obstant la réclamation, que fit la maison de Brunsvic & de Lunebourg de cette portion du comté, que les comtes de Tattenbach avoient tenue d'elle en fief; ce procédé donna lieu à un procès, qui actuellement est encore pendant à la chambre souveraine de l'empire. Les comtes de *Reinslein* & de Blanckenbourg étoient imposés à 24 florins par chaque mois romain. (D. G.)

RÉGENT du royaume, f. f., *Droit Polit.*; c'est celui qui gouverne l'Etat pendant la minorité des rois, ou dans quelques autres circonstances particulières, comme absence, maladie, &c.

Les *régent* du royaume ne sont que des magistrats à tems, & pour ainsi dire, par provision, qui exercent au nom & en l'autorité de tout le peuple, les actes de la souveraineté, du moins autant qu'il est nécessaire pour entretenir la paix dans la société: du reste, ils sont sujets à rendre compte au peuple de leur administration, à quoi le nouveau roi même les oblige quelquefois au nom du peuple. Dès que ce roi est créé, ou que l'on a établi une autre forme de gouvernement, leur pouvoir finit de lui-même. Que s'il y a, dans un royaume, un conseil d'Etat perpétuel, mais

qui, pendant la vie du roi, n'avoit aucune part à la souveraineté, elle ne lui revient pas de droit après la mort du roi. On ne sauroit mieux faire à la vérité; que de donner la régence du royaume à ce conseil, qui, du vivant même du roi, avoit eu sous lui l'administration d'une partie des affaires publiques. Mais tout le pouvoir qu'il exerce pendant l'interregne, est censé lui avoir été conféré par le corps du peuple: car celui qu'il tenoit du roi en forme de magistrature subalterne, finit du moment que le roi vient à mourir sans laisser aucun successeur; & s'il continue ses fonctions, c'est désormais par la concession du peuple, & non pas par une suite de la faveur du roi défunt. Ainsi il ne sauroit légitimement garder la régence plus long-tems que le peuple ne le veut; moins encore s'ériger en souverain perpétuel, ou établir de sa pure autorité un gouvernement aristocratique: car c'est à tout le corps du peuple à régler la forme du gouvernement, comme il le juge à propos; à moins qu'il ne se soit engagé avec serment à laisser subsister l'ancienne. (D. F.)

RÉGICIDE, f. m., *Jurisp.*; c'est ainsi qu'on nomme l'attentat qui prive un roi de la vie. L'histoire ancienne & moderne ne nous fournit que trop d'exemples de souverains tués par des sujets furieux. La France frémita toujours du crime qui la priva de Henri IV. l'un des plus grands & des meilleurs de ses rois. Les larmes que les François ont versées sur un attentat plus récent, seront encore long-tems à se sécher; ils tremblent toujours au souvenir de leurs allarmes, pour les jours précieux d'un monarque; que la bonté de son cœur & l'amour de ses sujets sembloient assurer contre toute entreprise funeste.

La religion chrétienne, cet appui inébranlable du trône, défend aux sujets d'attenter à la vie de leurs maîtres. La raison & l'expérience font voir, que les désordres qui accompagnent & suivent la mort violente d'un roi, sont souvent plus terribles que les effets de ses déréglemens & de ses crimes. Les révolutions fréquentes & cruelles auxquelles les despotes de l'Asie sont exposés, prouvent que la mort violente des tyrans ébranle toujours l'Etat, & n'éteint presque jamais la tyrannie. Comment se trouve-t-il donc des hommes audacieux & pervers, qui enseignent que l'on peut ôter la vie à des monarques, lorsqu'un faux zèle & l'intérêt les fait traiter de tyrans ? Ces maximes odieuses, cent fois prosrites par les tribunaux, & détestées par les bons citoyens, n'ont été adoptées que par des fanatiques ambitieux, qui s'efforcent de saper les fondemens du trône, lorsqu'il ne leur est point permis de s'y asseoir à côté du souverain.

L'Angleterre donna dans le siècle passé à l'univers étonné, le spectacle affreux d'un roi jugé & mis à mort par des sujets rebelles. N'imputons point à une nation généreuse un crime odieux qu'elle désavoue, & qu'elle expie encore par ses larmes. Tremblons à la vue des excès auxquels se portent l'ambition, lorsqu'elle est secondée par le fanatisme & la superstition.

RÉGIE, f. f., *Jurispr.*, signifie en général *administration*. On dit que les sermes sont en *régie*, lorsqu'un souverain ou quelque autre seigneur fait lui-même exploiter ses biens par des préposés & receveurs, & non par des fermiers. v. FERME, FERMIER.

RÉGISTRATEUR, f. m., *Jurispr.* *Droit Can.*, signifie celui qui tient un *réglître*, c'est-à-dire qui y inscrit

les actes. On donnoit anciennement ce titre à ceux qu'on appelle aujourd'hui *greffiers*. Il y a encore des *réglistrateurs* en la chancellerie romaine dont on ne comprendra bien les fonctions, qu'en connoissant le nombre & l'espece des *réglîtres* qu'on tient dans la daterie. Ceux où les supplications apostoliques sont enrégistrées, dépendent des différens officiers qui en sont chargés, & qu'on divise en trois classes : savoir, le college des clercs, celui des *réglistrateurs*, & celui des maîtres du *réglître*.

Les clercs du *réglître* sont en titre d'office au nombre de six; deux exercent chaque mois, & leur fonction consiste à distribuer également toutes les signatures qui doivent être enrégistrées par chacun des *réglistrateurs*, en cet ordre. Ils ont un livret dans lequel les noms de tous les *réglistrateurs* sont écrits, pour distribuer à chacun d'eux les signatures également : au moment de cette distribution, ils marquent au dos de la signature, le jour qu'elle est faite par un simple chiffre qui sert de numero, & qui tient lieu du *missa* anciennement établi, lequel n'est plus en usage. Lorsque la signature est enrégistrée, ces officiers mettent au dos de la même signature, le jour du *registrata*, & le nom du *réglistrateur*. Tous les quinze jours ou environ, les clercs du *réglître* donnent à chaque *réglistrateur*, un cahier de huit feuilles de papier marqué chacun d'un numero; & comme il y a vingt *réglistrateurs*, il y a aussi vingt cahiers qui composent un livre de l'office du *réglître*. Ce premier livre est commencé dès le premier jour du pontificat, & se trouve à-peu-près rempli dans la quinzaine, auquel tems on recommence un second livre, en la même manière que le premier; & de cette sorte on continue jusqu'à la fin de l'année, en sorte que tous les ans il

y a vingt-quatre livres ou environ.

Les *registreurs* sont aussi en titre & au nombre de vingt; toute leur fonction consiste à transcrire de *verbo ad verbum*, dans les cahiers qui leur sont donnés, les suppliques distribuées, au dos desquelles ils mettent, *lib. tali, fol. tali*.

A l'égard des maîtres des registres, ils sont quatre en titre d'office, & leur fonction est de collationner, ou comme ils appellent *collulter le registre avec les suppliques*, & mettre au dos d'icelles, une grande R. qui tient toute la page avec la première lettre de leur nom, & le cognom entier; & à la marge de chaque matière collationnée, ils mettent aussi le *turnom*; c'est à ces officiers que l'on s'adresse pour l'expédition des *sumptum*. (D. M.)

RÉGISTRE, f. m., *Jurispr.*, est un livre public qui sert à garder des mémoires, des actes & minutes, pour y avoir recours dans l'occasion, pour servir de preuve dans des matières de fait.

Ménage fait venir ce mot de *regeſtum*, dont les Latins se sont servis dans la même signification; *regeſtum*, dit-il, *quasi iterum geſtum*. D'autres le font venir du vieux mot françois *gister*, être au lit.

Une méthode qu'on observe en Ecoſſe, a servi à y rendre la discussion des procès tout-à-fait facile; c'est d'y tenir un *registre* exact de toutes les ventes & acquisitions de terres que font les particuliers.

Il y a en Ecoſſe deux sortes de *registreurs* pour cet usage; l'un est le général qui est gardé à Edimbourg, sous la direction d'un officier qu'on y appelle *lord register*, qui avant l'union étoit le cinquième officier de l'Etat, & avoit rang au parlement en qualité de greffier, au trésor, à l'échiquier & aux sessions.

L'autre est celui qui se tient dans les comtés, *ſénéchauffées* & *ſieges royaux* particuliers. Les teneurs d'iceux sont obligés de les communiquer au *register* ou greffier général pour les porter sur le grand *registre*, où ils sont enregistrés avec un tel ordre, qu'on peut du premier coup d'œil y trouver tous les actes dont la loi ordonne l'enregistrement, & ceux mêmes que les contractans ont été bien aises d'y faire inscrire pour leur plus grande sûreté.

Ce fut sous le règne de Jacques VI. que le parlement établit la tenue de ces *registres*, au grand avantage de tous les sujets.

On ne put plus posséder aucun bien nouvellement acquis, que l'acte d'acquisition d'icelui n'eût été enregistré dans les quarante jours de la passation du contrat; au moyen de quoi on obvia à toutes les conventions secrètes & clandestines.

REGLE, f. f., *Jurispr.*, signifie en général ce que l'on doit observer, soit dans ses mœurs & dans sa conduite, soit dans les dispositions & dans la forme des actes que l'on passe.

Il y a plusieurs sortes de *regles*, & l'on va en expliquer quelques-unes dans les articles suivans.

REGLES de droit, *Jurispr.* Les jurisconsultes ont ainsi appelé des préceptes & de certains principes constants qui doivent nous servir de guides dans l'étude pénible de la jurisprudence.

Plusieurs auteurs ont travaillé à rassembler les *regles de droit*, mais leur travail n'a pas toujours produit les fruits que nous pouvions en espérer, parce qu'au lieu de nous faire sentir la relation des *regles de droit* les unes avec les autres, & de nous présenter un enchaînement suivi de tous les principes de la justice, ils n'ont réussi qu'à mettre en

penfées détachées les ouvrages des jurifconfultes. Un autre défaut confidérable que l'on peut reprocher aux ouvrages en ce genre que nous avons actuellement, c'eft que chacune des *regles* qu'ils contiennent eft présentée fous un point de vue trop général. Comme on n'indique ni l'application, ni les exceptions de ces *regles*, il eft très-difficile d'en prévoir toutes les faufes conféquences. Un bon ouvrage en ce genre nous manque donc abfolument. Le recueil des anciennes *regles de droit* qui eft à la fin du digefte, a peu d'ordre & beaucoup d'omiffions. D'ailleurs pour qu'un tel recueil pût nous être utile, il faudroit puifer ailleurs que dans les titres du digefte, les principes de notre jurifprudence.

REGLES, Droit canon. Nous appliquerons ce mot aux *regles d'ordres religieux*, & aux *regles de chancellerie*.

Regles d'ordres religieux. L'on voit fous le mot **MOINE**, la maniere de vivre des anciens religieux, avant qu'ils fuflent réduits en conventualité ou aftraints à l'obfervation d'une *regle* écrite; l'on y voit même l'origine & la forme des premières *regles monaftiques*, modèles de toutes celles qu'on a faites dans la fuite. On en diftingue aujourd'hui quatre principales, dont les autres ne font que des modifications; enforte qu'il n'eft point d'ordres religieux, point de *regles* particulières qu'on ne puiffe rapporter à l'une de ces quatre *regles fondamentales*, favoir, la *regle* de S. Bafile, celle de S. Auguftin, celle de S. Benoît, & enfin celle de S. François. Nous n'entrerons pas ici dans un plus grand détail après ce qui eft dit fous les mots **MOINE**, **MONASTERE**. **ORDRES RELIGIEUX.** Mais pour aifortir l'état chronologique des différens ordres religieux, nous croyons devoir les ranger ici fous

chacune des quatre *regles* dont ils font profeflion.

Regles de S. Bafile. Outre les moines Grecs appellés *calobiers*, qui militent fous la *regle* de S. Bafile, on compte encore les religieux de S. Sauveur, appellés *Bafilien*, *Bafiliani*, répandus en Italie & en Allemagne, où ils vinrent d'Orient en 1057.

Les carmes ou les frères de Notre-Dame de Mont Carmel, établis en 1205, mitigés en 1432, & réformés par les foins de Sainte Thérèfe, de S. Jean de la Croix en 1562. ce qui forme trois corps différens.

Les religieufes carmélites de Sainte Thérèfe, en 1562.

L'ordre de Sainte Brigitte, né en Suède en 1363. & dirigé par une *regle* tirée, partie de celle de S. Bafile, partie de celle de S. Auguftin.

Regle de S. Auguftin. Sous la *regle* de S. Auguftin vivent des chanoines réguliers, & des vrais religieux ou hermites.

Les chanoines réguliers font : 1°. La congrégation de Latran inftituée en Italie en 1063, à laquelle fe font jointes diverfes confrairies :

L'ordre de S. Antoine de Viennois, en 1095.

L'ordre de S. Ruf, en 1107.

La congrégation de S. Victor, en 1113.

L'ordre de prémontré, en 1120.

L'ordre de S. fépulchre, en 1163.

L'ordre de la Sainte Trinité ou les Mathurins, en 1197.

L'ordre du St. Efprit, en 1198.

L'ordre du Val-des-écoliers, en 1212.

La congrégation de Windem, en 1387.

La congrégation de S. George de Alga, en 1404.

L'ordre des Théatins, en 1524.

Les somasques, en 1531.
L'ordre des barnabites ou les clercs de S. Paul décolé, en 1533.

La congrégation des clercs mineurs, en 1588.

La congrégation de Sainte Genevieve, réformée en 1622.

Les religieux ou hermites vivant sous la *regle* de S. Augustin, sont les augustins ou les hermites de S. Augustin, dont l'ordre se répandit environ l'an 1215.

L'ordre des prêcheurs, appelés aussi *dominicains* & *jacobins*, en 1215.

L'ordre de Sainte Croix ou des crucifiés, en 1216.

L'ordre de Notre-Dame la' merci, en 1218.

L'ordre des jésuites, en 1574.

Les freres de Jean-de-Dieu ou de la charité, en 1538.

Les augustins réformés, en 1585.

Les prêcheurs ou dominicains réformés, en 1600.

M. Doujat que nous suivons, met ici les trinitaires au rang des moines ou religieux, mais cette place ne pourroit tout-au-plus convenir qu'aux trinitaires déchaussés ou réformés vers l'an 1600. parce que divers arrêts ont déclaré ces religieux, vrais chanoines réguliers de S. Augustin.

Les religieuses qui militent sous la *regle* de Saint Augustin, sont les augustines.

Les beguines, en 1170.

L'ordre des dominiquaines ou de Sainte Catherine de Sienne, en 1609.

Les sœurs de Sainte Magdelaine ou les pénitentes, en 1494.

Les religieuses de l'annonciation, en 1498;

Les religieuses de Sainte Ursule, en 1611.

Les religieuses de la visitation, en 1620.

Regle de S. Benoit. Les ordres où l'on vit suivant la *regle* de S. Benoit, sont premierement, l'ordre général de S. Benoit, qui a pris naissance sur le Mont-Cassin en 528: & dont il s'est formé:

L'ordre de Cluny, en 910.

L'ordre de camaldoli ou camaldul, en 997.

L'ordre de Valombrense, en 1060.

L'ordre de Grandmont, en 1076.

L'ordre de Cîteaux, en 1098.

L'ordre de Fontevault, en 1117.

L'ordre de Mont- Vierge, *Montis Virginis*, en 1124.

La congrégation des Sylvestrins ou de S. Sylvestre, en 1231.

L'ordre des célestins, en 1273.

La congrégation de Montolivet, en 1320.

La congrégation de Sainte Justine de Padoue & du Mont-Cassin, en 1408.

La congrégation de S. Bernard, en 1425.

La congrégation de Bursfeld, en 1430.

La congrégation des feuillans, en 1573.

Les chartreux dont la *regle* est mixte, partie de celle S. de Benoit & partie de celle de S. Augustin, en 1086.

Les religieuses qui militent sous la *regle* de S. Benoit, sont les bénédictines, les religieuses de Fontevault, les bernardines, les feuillantines & les religieuses de Notre-Dame du Calvaire & de Sainte Scholastique en 1618.

Regle de S. François. Sous la *regle* de S. François, on compte l'ordre des freres mineurs en 1208. parmi lesquels on distingue les mineurs conventuels ou cordeliers, *minorita* & *cordigeri*, de la grande observance.

Les tierciars, en 1221.

Les observantins ou mineurs réformés de l'étroite observance, en 1419.

Les capucins, en 1525.

Les recollets, en 1532.

Les freres pénitens du tiers ordre ou piquepuces , en 1595.

On peut joindre à ceux-là les minimes qui ont leur *regle* de S. François de Paule , en 1435.

Les religieuses qui vivent sous la *regle* de S. François , sont les filles de Sainte Claire , les tiercelines , les capucines.

Regles de chancellerie. Les *regles* de la chancellerie romaine , sont des anciens réglemens que chaque pape confirme , renouvelle ou change même à son élévation au pontificat.

Les *regles* de la chancellerie doivent leur origine aux mandats & réserves dont il est parlé ailleurs , & qui en occasionnant de fréquentes expéditions , donnent lieu à quelques réglemens que le pape Jean XXII. trouva bon de recueillir dans un certain ordre ; mais qui ne furent à-peu-près dans l'état où nous les voyons , que sous le pontificat de Nicolas V. depuis ce tems les *regles* de chancellerie n'ont reçu que de légers changemens. L'usage est que chaque pape , après son élection , les renouvelle & confirme , comme s'il les créoit lui-même ; cette formalité est absolument nécessaire , parce qu'on tient à Rome que ces *regles* cessent par la mort des papes & même par leur renonciation à la papauté. En y procédant , le pape se fait assister de deux abrégiateurs du grand parquet , des deux plus anciens auditeurs de rote , deux avocats , deux procureurs , & de plusieurs praticiens de la chancellerie. L'opération finie , le pape déclare que les *regles* qu'il établit & que l'on publie dans la chancellerie apostolique , n'auront lieu que pendant le tems de son pontificat , ce qui est exprimé dans la préface en ces termes : *S. D. N. Clemens XIII. Normam & ordinem rebus*

gerendis dare volens , in crastinum assumptionis sue ad summi apostolatus apicem reservationes , constitutiones & regulas infra scriptas fecit , quas etiam ex tunc suo tempore duraturas observari voluit.

Les *regles* de chancellerie ont pour objet la disposition des bénéfices , la forme de leurs provisions & la procédure des jugemens ecclésiastiques & même civils ; elles sont au nombre de soixante-neuf , que nous rappelons sous les mots où elles sont applicables : les voici avec les renvois nécessaires , dans le même ordre qu'on les trouve dans l'édition du droit , corrigée par Grégoire XIII.

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. Les neuf premières *regles* ne traitent absolument que des réserves. v. RÉSERVE.

10. La dixième *regle* de chancellerie , qui a pour titre ou rubrique , de *Litteris in forma , rationi congruit expediendis* , nous apprend que les papes , après leur couronnement , sont dans l'usage de valider par cette *regle* les grâces accordées par leurs prédécesseurs , dont la mort en a empêché l'expédition : *Item voluit idem D. N. papa quod concessa per felic. record. Gregorium XV. & Urbanum VIII prædecessores suos , & de eorum mandato expediantur in forma rationi congruit , à die assumptionis sue ad summi apostolatus apicem. & idem quoad concessa per pie memoria Paulum V. etiam prædecessorem suum ad sex menses , dumtaxat ab ipso die incipientis , observari voluit.*

11. L'onzième *regle* est encore sur les réserves. v. RÉSERVE.

12. La douzième a pour rubrique , *revalidatio litterarum prædecessoris , gratia & iustitia , infra annum concessarum.* Cette *regle* a beaucoup de rapport avec la dixième ; il y a seulement cela de différent , que la dixième *regle* revalide des grâces signées & non expédiées , au lieu

que celle-ci revalide des graces & signées, & expédiées; mais non encore présentées aux exécuteurs ou aux juges délégués pour leur exécution, au tems de la mort du pape qui les avoit accordées. Dans ce cas, les choses sont encore en leur entier, & le mandat, quoiqu'expédié, cesse par la mort du mandant, s'il n'a été mis ou commencé d'être mis à exécution par au moins la présentation de la grace à l'exécuteur. C. fin. §. officium de offic. jud. deleg. in 6°. c. si cui nulla 36. de prob. eod. lib. Voici les termes de cette regle douzieme.

Item predictus D. N. omnes, & singulas ab ipsis Gregorio XV. & Urbano VIII. Rom. Pont. predecessores suis infra annum ante diem obitus eorum concessas gratias, vel iustitias litteras temporibus debitis eorum executoribus seu iudicibus non presentatas omnino revalidavit, & in statum pristinum, in quo videlicet antea fuerant, vel pro quibus erant obtentæ, quoad hoc plenarie restituit, ac decrevit per executores seu iudices predictos, vel ab eis subdelegandos ad expeditionem negotiorum in eis contentorum procedi posse, & debere juxta illarum formam.

13. Revocatio unionum. v. UNION.

14. Revocatio facultatum quibusvis concessarum. v. VACANCE, SIEGE, PAPE, &c.

15. Cette regle concerne les réserves. v. RÉSERVE.

16. De dictionibus numeralibus. Il est défendu par cette regle de marquer dans les expéditions la date en chiffre ou en abrégé, pour éviter les fraudes dont voici un exemple: si l'on écrivoit X. Kalen. Jan. rien ne seroit plus aisé que d'ajouter un point à ce nombre & de faire précéder la grace d'un jour: Item, ut in apostolicis litteris committendi crimen falsi per amplius tollatur occasio, voluit, statuit & ordinavit, quod dictio-

nes numerales qua in dictis litteris ante Nonas Idus & Kal. immediatè poni consueverunt, per litteras & syllabas extensæ describantur & illæ ex predictis litteris, in quibus hujusmodi dictionis aliter scripta fuerint, ad bullariam nullatenus mittantur. Cette regle est conforme à la novell. 107. C. 1. de Justinien où il est dit: non debet fieri signis numerorum significatio.

17. De concurrentibus in data. Elle ordonne que, en cas de concours entre deux pourvus du même jour, on donne la préférence au pourvu motu proprio, sur celui qui l'a été sur sa réquisition; au gradué sur le non gradué; au possesseur qui a un titre coloré sur celui qui n'est pas en possession; à celui qui étoit présent in curia lors de la concession de la grace, sur celui qui étoit absent; si les deux impétrans étoient présens, à celui qui n'a point de bénéfice, sur celui qui en a un; & si l'un & l'autre ont été pourvus étant absents, celui qui est originaire du lieu du bénéfice, sera préféré à celui qui n'en est pas originaire; celui qui est du diocèse à celui qui n'en est pas. Enfin, lorsqu'aucun des pourvus le même jour ne mérite la préférence par l'une de ces raisons, alors il faut l'accorder à celui qui le premier aura présenté ces lettres.

18. De non tollendo jus quasitum. Suivant cette regle, on ne peut point enlever à quelqu'un le droit qui lui est déjà acquis sur un bénéfice; mais cette regle n'est point particuliere à la chancellerie romaine, c'est une regle générale, & une maxime tirée du droit naturel & commun, reçue également par-tout; c'est pourquoy elle est suivie en France. Voy. Papon, & les remarques de Noyet sur l'usage & pratique de cour de Rome de Castei.

19. De infirmis resignantibus, ou de

viginti diebus, en françois la *regle* des 20 jours, est une des *regles* observées en la chancellerie romaine, qui porte si un ecclésiastique résigne son bénéfice étant malade, il faut pour que la résignation soit valable, que le résignant survive 20 jours après qu'elle aura été admise en cour de Rome ; autrement, & s'il meurt dans les 20 jours, la résignation est nulle, & le bénéfice dont il s'est démis, est censé vaquer par mort, & non par résignation.

Anciennement l'on n'observoit d'autre *regle* que celle des 20 jours, laquelle ne distinguoit point si le résignant étoit malade ou non, il falloit indistinctement que le résignant survécût vingt jours : ce fut Boniface VIII. lequel en 1298 fit la *regle de infirmis resignantibus*, &c.

Cette *regle* a succédé à celle des vingt jours ; on l'appelle aussi indifféremment *regle des vingt jours*, quoique ces deux *regles* ne fussent pas entièrement semblables.

Ces deux *regles* ont été établies successivement pour empêcher l'abus qui se pratiquoit dans les résignations. Ceux qui vouloient assurer leur bénéfice à un parent ou à un ami, sans néanmoins s'en dépouiller dès-lors, résignoient secrètement en sa faveur, & gardoient les provisions, afin que, si le résignataire mouroit avant le résignant, celui-ci n'étant pas encore dépouillé de son bénéfice, le pût donner à un autre parent ; & que si le résignant mouroit le premier, le résignataire fût assuré du bénéfice, & en pût prendre possession aussi-tôt après le décès du résignant.

Trois conditions sont requises pour que la *regle de infirmis resignantibus* ait lieu, 1°. que le résignant soit malade, 2°. qu'il décède de cette maladie, 3°. qu'il décède dans les vingt jours.

Elle n'a pas lieu, lorsque les médecins & chirurgiens attestent que la maladie dont le résignant étoit atteint lors de la résignation, n'étoit pas mortelle, & qu'il est mort de quelque accident provenu d'ailleurs que de cette maladie ; au reste, quand le titulaire résigne étant malade, & qu'il décède dans les vingt jours, on présume qu'il est mort de cette maladie ; c'est au résignataire à prouver le contraire s'il y a lieu.

Les 20 jours se comptent du jour du *consens*, qui est une petite note que l'on fait à la chancellerie romaine, portant qu'un tel procureur constitué par la procuration à l'effet de résigner, a consenti à la résignation & à l'expédition de la signature de cour de Rome, & que l'original de la procuration est demeuré à la chancellerie ou à la chambre apostolique. Ce *consens* est daté du jour même de la provision ; mais comme à Rome on donne aux François la date du jour de l'arrivée du courrier, on compte aussi les 20 jours depuis cette arrivée.

Il faut que ces 20 jours soient francs, c'est-à-dire, que l'on ne compte ni le jour de l'admission de la résignation, ni celui du décès du résignant.

La *regle de infirmis resignantibus* n'a pas lieu à l'égard des provisions des collateurs ordinaires, elle a seulement lieu pour celles du pape ; mais il y déroge si facilement, que cela est devenu comme de style dans les résignations en faveur & permutations, & que pour obtenir cette dérogation, on ne va plus à la composende.

Le pape ne peut cependant y déroger au préjudice des cardinaux, mais il y peut déroger au préjudice des indults extraordinaires accordés à des particuliers, quand il y auroit la clause *liberè & licite*. Voyez sur cette *regle* Gomes, Dumoulin, les *mém. du clergé*, tom. X.

20. *De idiomate.* Est une *regle* de chancellerie romaine, qui déclare nulles toutes provisions données pour une église paroissiale, à moins que le pourvu n'entende la langue du lieu où est située l'église.

21. *De non impetrando beneficium per obitum viventis.* Son objet consiste à mettre des bornes à l'ambition de ceux qui impetrent aujourd'hui des bénéfices. Suivant Gomez, elle a Benoît XIII. pour premier auteur, & elle porte que si quelqu'un demande des provisions de quelque bénéfice que ce soit, comme vacant par la mort d'une personne qui soit encore vivante, si dans la suite ce bénéfice vient véritablement à vaquer par la mort de cette même personne, & que le bénéfice soit conféré audit impétrant, cette nouvelle provision sera de nulle force & valeur. Cette *regle* diffère de celle de *verisimili notitia* rapportée ci-dessous. v. n°. 30.

22. *De unionibus & unionum confirmatione.* v. UNION.

23. *De mendicantibus transferendis.* v. TRANSLATION.

24. *De male promotis.* v. PROMOTION.

25. *De moneta.* Elle déclare la livre de petit tournois, équivalente au florin d'or de la chambre. En voici les termes : *Item, declaravit D. N. quod libra tyronensium parvorum, & florenus auri de camera, pro equali valore in concernentibus litteras, & cameram apostolicam, computari & estimari debeant.*

26. *De beneficiis vacaturis per promotionem ad ecclesias & monasteria.* v. INCOMPATIBILITÉ.

27. *De non judicando,* &c. v. EXÉCUTION.

28. *De regulis cancellariae producendis.* Comme les *regles* de chancellerie sont sujettes au changement selon les
Tome XII

occurrences, celle-ci ordonne que quand on voudra s'en servir en jugement ou ailleurs, on ne les produise que signées de deux abrégiateurs du grand parquet, & de deux autres abrégiateurs des lettres apostoliques & du vice-chancelier, sans quoi on n'y ajoute aucune foi.

29. *De subrogand. collitig.* Cette *regle* veut donc, que quand de deux collitigans sur un bénéfice l'un vient à mourir, le survivant soit préféré à tous autres impétrants, même antérieurs en date, si son impétration a été faite dans le mois du décès, à compter, non pas du jour de l'impétration des étrangers à la cause, mais du jour du décès même, publié ou non publié suivant Rebuffe, in *prax. glos. 6. in reg. de subrog. collit.* Néanmoins comme en corrigeant un abus, on ne doit pas donner lieu à des nouveaux, la *regle* excepte les cas où le défunt eût été intrus, ou son collitigant un perturbateur qui lui eût intenté un procès mal-à-propos, soit pour l'avoir attaqué après une paisible possession de trois ans, soit pour avoir impétré son bénéfice de son vivant, dans des circonstances qui font soupçonner le dessein de la subrogation. Si le défunt a été un intrus, il n'y a point de subrogation à faire. Qui n'a aucun droit, ne peut en transmettre. Il faut qu'il ait eu au moins, suivant la *regle*, *ius acceptatum in re aut ad rem.* Il faut encore que le procès ait été intenté justement, *aut saltem coloratè*; que l'impétrant exprime dans sa supplique l'état de la contestation & devant quel juge elle est pendante, & que cela soit même exprimé dans la signature; sans quoi on ne le suppléeroit pas dans la bulle.

30. *De verisimili notitia obitus,* faite par Jean XXII. dit XXIII. porte, que le pape veut & entend que toutes les gra-

ces qu'il aura faites jusqu'ici, de quelques bénéfices que ce soit, sans charge d'âmes, ou avec charge d'âmes, soit séculiers ou réguliers, faites & données sur le décès de quelques personnes que ce soit, soient nulles & de nulle valeur : à moins que depuis la mort des derniers titulaires, & avant la date de ces sortes de grâces, il ne se soit écoulé assez de tems pour faire que la connoissance de ces vacances, ait pu vraisemblablement parvenir du lieu où les derniers titulaires sont décédés, jusqu'au lieu où le pape fait sa résidence.

Cette règle a tant de connexité avec la 21^e, que du Moulin, en son *communautaire* n'en a fait qu'une, contre la méthode des ultramontains. Elles partent en effet du même principe; & tendent également l'une & l'autre à punir l'avidité empressément des ecclésiastiques qui n'attendent pas la mort d'un bénéficiaire, pour demander la provision de son bénéfice. La première prononce la peine d'incapacité contre l'impétrant, & l'autre prononce la nullité des provisions.

31. *Non valeant commissiones*, &c. v. EXPÉDITION.

32. 33. *De impetrant. Famil.* La règle 32. prescrit la manière d'impêtrer les bénéfices des familiers des cardinaux; & la 33^e est une explication de la précédente; mais elle a été abrogée par des bulles de Grégoire XIV. & Pie V.

34. *Signatura per fiat*, &c. Cette règle veut que les provisions accordées par le mot FIAT, soient préférées à celles qui sont accordées par le *cessum*. Elle n'auroit pas lieu, si les provisions accordées par le *fiat*, se trouvoient subreptices.

35. *De annul. possessor. v. DÉVOLUTION.*

36. *Règle de pacificis possessoribus*, seu

de triennali possessore, est une des règles que l'on suit dans la chancellerie romaine. Elle est attribuée par quelques-uns à Innocent VIII. mais qui est en effet de Calixte III. elle est tirée presque pour mot du décret de *pacificis possessoribus* du concile de Bâle, & a été reçue en France par la pragmatique-sanction, & même par le concordat, & autorisée & suivie dans toutes les cours souveraines du royaume.

L'effet de cette règle est que celui qui a joui paisiblement d'un bénéfice pendant trois ans avec un titre juste ou coloré, ne peut plus être valablement troublé, soit au possessoire ou au pétitoire. Voyez Rebuffe, qui en a fait un ample traité, la glose de la pragmatique, *sic. de pacif. de possessionibus*, les définitions du droit canon de Castel, au mot *Possession*.

37. *De non appellat. ante definit. Sententiam.* Cette règle défend les appels d'interlocutoires, autres que de ceux qui sont irréparables en définitive. v. APPEL.

38. *Non fletur commissioni post conclusionem*, qui défend d'avoir égard aux commissions apostoliques alléguées après la conclusion de la cause ou comme nous disons, quand le procès est en état, & que les parties ne peuvent plus avancer aucune raison de droit, ni de fait, à moins qu'il n'y soit dérogé par la commission même, comme c'est presque de style.

39. *De litter. releg. expediendis. v. RÉVOCATION.*

40. *De clausul. ponend. in litt.* Cette quarantième règle de chancellerie porte : *Item si committatur alicui beneficii resignationis receptio ponatur clausula : Attenti quoque provideus quod in renunciatione pradiſa dolus, vis, metus, vel aliqua simoniaca pravitas non in-*

terveniant, &c. Et si ex causa permutationis resignationes fiant, ponatur clausula: *Quod neuter permittentium jus acquirat nisi quilibet ipsorum jus habuerit in beneficio per ipsum resignato.* Cette règle fondée dans les deux dispositions sur le ch. *super hoc de renunc.* & le ch. *si beneficia de preb. in 6^o* est du nombre de celles qui ne sont pas connues en France.

41. De suppl. defectibus, v. BÉNÉFICE, PROVISION, &c.

42. De derogatione juris patronatus. Elle porte: *Item voluit, quod super quovis beneficio ecclesiastico de jure patronatus laicorum non expediantur littere, nisi ponatur expresse, quod tale beneficium tanto tempore vacavit quod ejus collatio ad Sedem apostolicam legitime est devoluta, vel quia tempus patronis laicis ad presentandum a jure prefatum lapsum exiit, aut ad id patronorum ipsorum accedat assensus.* Et si per ipsum juri patronatus hujusmodi derogari contigerit, juris patronatus hujusmodi mentio dispositivè ac specificè & determinatè, non autem conditionaliter fiat; & si illud ad aliquem regem, ducem, marchionem, vel alium principem pertineat & de hoc in litteris provisionis, vel mandato de providendo dedito beneficio similis mentio facta non fuerit non censeatur, quomolibet derogatum.

43. De commendis, v. COMMENDE.

44. De reformationibus: Elle porte: *Item voluit, statuit & ordinavit, quod super quibuscumque reformationibus signatis super impetrationibus quorumcumque beneficiorum vacantium, vel certo modo vacaturorum, in quibus petitur, quod littere super prima data expediri possint; si ex hujusmodi expeditione sub tali data, cuiquam videatur posse fieri prejudicium, littere hujusmodi sub ipsa prima data, nullatenus expediantur, nisi reformatio-*

nes hujusmodi per fiat, sub prima data signata fuerint.

45. De consensu in resign. & pension. v. CONSENTS, PENSION, RÉSIGNATION.

46. De ingressu religionis. v. PROFESSION.

47. Non valeat impetratio facta per modum in cancellaria exprimendum. Cette règle défend d'impêtrer des bénéfices sur un genre de vacance qui sera exprimé par les lettres de chancellerie. Sur quoi, v. DÉVOLUTION.

48. De executione faciendi. Quand le pape désigne dans un rescrit l'exécuteur par son propre nom, en parlant de sa dignité, s'il en a, l'exécution ne passe point aux successeurs ou à d'autres par subdélégation. L'exécuteur est obligé de remplir sa commission par lui même, quia tunc videtur papam elegisse industriam & fidem persone: c'est la disposition expresse de cette règle.

49. De dispensationib. in gradib. consanguin. v. PARENTÉ, AFFINITÉ, &c.

50. Super defectu natalium. v. BALTARD.

51. Super dispensationibus. v. DISPENSE, SUPPLIQUE.

52. Nulli suffragentur dispensatio nisi litteris confectis. Cette règle s'accorde avec la 27^e.

53. 54. De claus. in list. indulg. regardent les indulgences.

55. De exprim. valor. benef. Elle ordonne que dans les provisions de toute sorte de bénéfices & sur tous genres de vacance, on exprimera la véritable valeur desd. bénéfices: *Item voluit, quod in gratiis quas quibuscvis personis, de beneficiis vacantibus, seu certo modo vacaturis fieri contigerit, illorum & aliorum quorumcumque beneficiorum, que dicta persone tunc obtinuerint, sed de quibus eis fuerit provisum, vel concessum, aut man-*

datum provideri, verus annuus valor per marchas argenti, aut sterlingorum, vel libras turoren. parvorum, seu florenos auri aut ducatos, vel uncias auri, seu aliam monetam, secundum communem estimationem exprimat, nisi persone prædictæ beneficia que tunc obtinuerint, aut in quibus, vel ad que jus eis competit, juxta ipsarum oblationes, aut alias dimittere teneantur: alioquin gratia prædictæ sine ulla, & idem servetur in gratiis, quas à sanctitate sua, motu proprio emanare contigerit, quod beneficia de quibus per sanctitatem suam pro tempore provideri, seu provideri mandatur, aut alias disponitur, ac litteris per quas pro tempore ad ecclesiarum patriarchalium & cathedralium, ac monasteriorum regimina promotis conceditur, ut monasteria, & alia beneficia ecclesiastica, secularia & regularia per eos obtenta, & in quibus, & ad que jus eis competit, retinere possint.

Cette règle a deux fins; l'une d'empêcher que par un silence affecté, on n'obtienne du pape des bénéfices qui doivent être accordés à des gens d'un plus grand mérite, ou dépourvus de substance: ut ex C. postulasti de rescip. c. quia nonnulli, de cleric. non resid. & l'autre pour obvier aux fraudes dans le payement de l'annate.

§6. 57. De clausul. in benef. vacans. ponendis. La 56^e porte: Item voluit & ordinavit quod quando providet, seu mandat provideri alicui de beneficio ecclesiastico vacante, tunc dari clausula si petantur, etiam si illud quovismodo, &c. seu per configurationem execrabilis vacet, ac specialiter reservatum, inter aliquos litigiosum sit, & ejusdem collatio devoluta fuerit, etsi pro colligante, vel subrogationem, aut si neutri, vel si nulli, &c. petente, si tunc lis specificè exprimat. Nec deus aliqua generalis reservatio dispositivè, nisi de super in concessione

speciali & expressa, ac pürè, & non sub conditione mentio fiat, & tunc relique reservationes, ibi contenta veniant. Si verò tempore expeditionis litterarum, generalis reservatio hujusmodi probari non possit, aut in novis provisionibus, seu pro colligantibus, si neutri, vel si nulli, &c. sit expressum, quod ab aliquibus aferitur, illum cuius beneficium conceditur, collectorem, vel unicum subcollectorem, abbreviatorem, seu familiarem, notarium, aut dictæ sedis officialem fuisse, clausula ponatur, etiam si dictum beneficium ex eo quod talis collector, vel unicuique subcollector, abbreviator, vel familiaris notarius, aut dictæ sedis officialis fuit, dispositioni apostolica generaliter reservatum existat, dummodo non sit in eo specialiter alicuius questum. In reliquis verò nulla clausula detur, unde reservatio generalis elici possit, nisi desuper signatura per duplex fiat signata sit, aut reservatio vel alias specialiter habeatur.

La 57^e porte: Item voluit quod super beneficiis ecclesiasticis, de qualitatibus illorum videlicet an dignitates, personatus, vel officia sint, eisque imminet cura animarum, & ad illa consueverint aliqui per electionem assumi, mentio fiat: aliis gratia desuper factæ, sint nulle. Et si qualitates hujusmodi affirmativè vel conditionaliter non exprimentur, negativa expresse desuper fiat, in beneficiis qua tales qualitates, vel ex eis aliquas consueverint habere.

§8. Cette règle parle de la réserve des bénéfices vacans par le mariage du bénéficié. v. RÉSERVE.

§9. 60. Règle de chancellerie, que Rebuffe, en ses additions, a expliquée par le sens & l'exemple d'une formule. Elle est la cinquante-neuvième & la soixante-neuvième, suivant cet auteur: De clausulis ponendis in litteris religiosorum.

Item voluit, quod si petatur aliquem in religionem recipi, & sibi de quovis beneficio ecclesiastico provideri, per simplicem signaturam fiat: receptio hujusmodi duntaxat detur, ad hoc, si petens idoneus sit, aut aliud canonicum non obstat: & exprimat, si certus numerus regularium sit ibidem, cui etiam non derogetur, nisi expresse concedatur, & si numerus iste non existat, ponatur dummodo receptionis locus hujusmodi nimium propterea non gravetur. Possintque executores provisionis hujusmodi, ad receptionem emissionis provisionis non expectato probationis anno, procedere.

61. De clausula si ita est. Elle porte: Item, quod in litteris super beneficiis, per constitutionem execrabili vacantibus, ponatur clausula, si est ita, similiter de quibuscunque narratis informationem facti requiruntibus.

62. Petenti, &c. v. VACANCE.

63. 64. Ces deux regles sont proprement burlesques. v. TAXE, SIEGE, &c.

65. Elle porte: Quod fructus in tertia parte augeri possint vigore clausulae. Item cum nonnulli in impetrationibus beneficiorum ecclesiasticorum pro tempore vacantium, & certo modo vacaturorum, asserendo illorum fructus, &c. Certum per eos expressum annum valorem non excedere, non nunquam obtineant à sanctitate sua, ut hujusmodi valorem annum augeri possint; ut verius possit in confessione litterarum, super hujusmodi impetrationibus, summa, ac valor ipse annuus exprimi, aliter desuper non specificato, ne de virtute hujus modi concessionis, in postera hæsitari contingat, declaravit, preterea concessionis hujusmodi valorem ipsam usque ad tertiam partem valoris expressi, & in prima qua desuper fiet litterarum expeditione duntaxat augeri posse, & eas quas, litteris jam expeditis cum expressione valoris specificati,

aut non integro augmento prædicto, de novo desuper expediri contigerit litteras, cum aliquo augmento valoris hujusmodi, nullius esse roboris vel momenti, etiam si motu proprio beneficiales gratia, & dispositiones quacunque à sanctitate sua emanarent.

66. De infordecensibus. Elle porte: Item ne personis pro quibus littera sua sanctitatis emanabant, ob generalem absolutionem à censuris ecclesiasticis, quibus ligati forent, ad eorum effectum indifferenter concedi, & in litteris apostolicis apponi solita, præstetur occasio censuras ipsas vilipendendi, & infordecensendi in illis statuit & ordinavit, hujusmodi absolutionem & clausulam in litteris, quas in futurum cum illa concedi contingeret, non suffragari non parentibus rei judicata, incendiariis, violatoribus ecclesiarum, falsificatoribus & falsificari procurantibus litteras & supplicationes apostolicas, & illis utentibus receptatoribus & fautoribus eorum ac res vetitas ad infideles deferentibus, violatoribus ecclesiastica libertatis via facti, ausu temerario apostolicis mandatis non obtemperantibus, & nuntios, vel executores, apostolica sedis, & ejus officialium ejus commissi exequentes impudentibus qui propter præmissa, vel aliquid eorum excommunicati à jure vel ab homine, per quatuor menses, scienter excommunicationis, sententiam hujusmodi sustinuerint, & generaliter quibuscunque aliis, qui censuris aliquibus, etiam alias quam ut præfertur quomodolibet ligati in illis per annum continuum infordecensendi in prax Corrad. benef. lib. 2. cap. 16. de rosa part. 1. cap. 4. n. 155. Pagnan in cap. quod à predecessore de schismat. n. 76. v. CONCESSION, EXCOMMUNICATION.

67. Officiales nihil exigant, &c. Cette regle défend aux officiers de la cour de Rome d'exiger rien au delà des émolu-

mens qui leur sont légitimement dûs.

68. *Quod cardinales*, &c. Par cette *regle* il est dit que les cardinaux ne seront soumis aux *regles* de chancellerie, que quand il y sera fait une expresse mention d'eux.

69. *De potestate reverendiss. Sc. v. CHANCELIER.* (D. M.)

REGLEMENT, f. m., *Jurisp.* On comprend sous ce terme tout ce qui est ordonné pour maintenir l'ordre & la *regle*; tels sont les ordonnances, édits & déclarations, & les arrêts rendus en forme de *réglement*; tels sont aussi les statuts particuliers des corps & communautés laïques ou ecclésiastiques. Voyez les mots AR RÊT, DÉCLARATION, EDIT, ENREGISTREMENT, LOI, ORDONNANCE.

On entend aussi quelquefois par le terme de *réglement*, un appointment ou jugement préparatoire qui *regle* les parties pour la manière dont elles doivent procéder, notamment les appointments en droit au conseil, ou de conclusion.

REGNE, EMPIRE, f. m., *Droit polit.* *Empire* a une grace particulière, lorsqu'on parle des peuples ou des nations. *Règne* convient mieux à l'égard des princes: ainsi on dit: l'*empire* des Assyriens, & l'*empire* des Turcs le *regne* des Césars, & le *regne* des Paléologues.

Le premier de ces mots, outre l'idée d'un pouvoir de gouvernement ou de souveraineté, qui est celle qui le rend synonyme avec le second, a deux autres significations, dont l'une marque l'espèce, ou plutôt le nom particulier de certains Etats; ce qui peut le rendre synonyme avec le mot de *royaume*; l'autre marque une sorte d'autorité qu'on s'est acquise; ce qui le rend encore synonyme avec les mots d'*autorité* & de

pouvoir. Il n'est point ici question de ces deux derniers sens; c'est seulement sous la première idée, & par rapport à ce qu'il a de commun avec le mot de *regne*, que nous le considérons à présent, & que nous en faisons le caractère.

L'époque glorieuse de l'*empire* des Babyloniens, est le *regne* de Nabucodonosor; celle de l'*empire* des Perses, est le *regne* de Cyrus; celle de l'*empire* des Grecs, est le *regne* d'Alexandre; & celle de l'*empire* des Romains, est le *regne* d'Auguste.

Le mot d'*empire* s'adapte au gouvernement domestique des particuliers, aussi bien qu'au gouvernement public des souverains; on dit d'un père, qu'il a un *empire* despotique sur ses enfans; d'un maître, qu'il exerce un *empire* cruel sur ses valets; d'un tyran, que la flatterie triomphe, & que la vertu gémît sous son *empire*. Le mot de *regne* ne s'applique qu'au gouvernement public général, & non au particulier; on ne dit pas qu'une femme est malheureuse sous le *regne*, mais bien sous l'*empire* d'un jaloux. Il entraîne même dans le figuré cette idée de pouvoir souverain & général; c'est par cette raison qu'on dit le *regne*, & non l'*empire* de la vertu ou du vice; car alors, on ne suppose ni dans l'un ni dans l'autre, un simple pouvoir particulier, mais un pouvoir général sur tout le monde, & en toute occasion. Telle est aussi la raison qui est cause d'une exception dans l'emploi de ce mot, à l'égard des amans qui se succèdent dans un même objet, & de ce qu'on qualifie du nom de *regne*, le tems passager de leurs amours; parce qu'on suppose que selon l'effet ordinaire de cette passion, chacun d'eux a dominé sur tous les sentimens de la personne qui s'est successivement laissé vaincre.

Ce n'est ni les longs *regnes*, ni les fréquens changemens qui causent la chute des *empires*, c'est l'abus de l'autorité.

Toutes les épithètes qu'on donne à *empire*, pris dans le sens où il est synonyme avec *regne*, conviennent aussi à celui-ci ; mais celles qu'on donne à *regne*, ne conviennent pas toutes à *empire*, dans le sens même où ils sont synonymes. Par exemple, on ne joint pas avec *empire*, comme avec *regne*, les épithètes de *long* & de *glorieux* ; on se sert d'un autre tour de phrase pour exprimer la même chose.

REGNICOLE, f. m., *Jurispr.* Ce terme pris dans son étroite signification, ne présente d'autre idée que celle d'une personne qui demeure dans un royaume.

Néanmoins dans l'usage on a attaché une autre idée au terme de *regnicole* ; & l'on entend par-là celui qui est né sujet d'un roi.

Cette qualité de *regnicole*, est opposée en France à celle d'*étranger* ou *étranger*.

Pour être *regnicole* dans le sens où l'on prend ordinairement ce terme, il ne suffit pas de demeurer dans le royaume ; le séjour que l'on y feroit, quelque long qu'il fût, ne donneroit pas la qualité de *regnicole* à celui qui seroit *étranger*.

La naissance est le seul moyen par lequel on peut devenir vraiment *regnicole* : car on n'est *regnicole* que quand on est naturel du pays, & que l'on est né sujet du roi.

On distingue donc celui qui est sujet & citoyen d'un pays, de celui qui n'en est simplement qu'habitant, & l'on donne ordinairement pour principe de cette distinction la loi 7 au code de *incolis*, qui porte que *civis origo, domicilium incolis facit*.

Les Romains appelloient donc *citoyens*, ceux que nous appellons *regnicoles* ; mais ils avoient des idées différentes des nôtres sur ce qui constitue un homme citoyen ou *regnicole*.

La naissance faisoit bien le citoyen, mais cette qualité de citoyen ne dépendoit pas du lieu où l'enfant étoit né ; soit que sa naissance dans ce lieu fût purement accidentelle, soit que ses père & mère y eussent constitué leur domicile ; le fils étoit citoyen du lieu d'où le père tiroit de lui-même son origine : *filius civitatem ex qua pater ejus naturalem originem ducit, non domicilium sequitur*, dit la loi *adsumptio*, §. *filius*, ff. *ad municip.* & de *incol.*

Pour connoître l'origine du fils on ne remontoit pas plus haut que le lieu de la naissance du père : autrement, dit la glose, il auroit fallu remonter jusqu'à Adam.

La naissance de l'enfant dans un lieu ne le rendoit donc pas pour cela citoyen de ce lieu ; il étoit citoyen du lieu où son père étoit né, & ce père tiroit lui-même son origine non du lieu où il étoit né, mais de celui de la naissance de son père ; de sorte que le fils étoit citoyen romain si son père étoit né à Rome, & celui-ci étoit citoyen de Milan, si son père étoit né à Milan.

Le domicile du père dans un lieu au tems de la naissance de l'enfant, n'entroit point en considération pour rendre l'enfant citoyen de ce lieu-là ; parce que, comme dit la loi 17. ff. *ad municip. in patris personâ, domicilii ratio temporaria est* : le domicile actuel étoit toujours regardé comme purement accidentel & momentané.

En France, en Italie & ailleurs, la qualité de *regnicole* s'acquiert par la naissance, & ce n'est point le lieu de l'origine ni du domicile du père, que l'on

considère pour déterminer de quel pays l'enfant est citoyen & sujet, c'est le lieu dans lequel il est né.

En Suisse, la naissance ne donne aucun droit. La suite même de cent générations ne produiroit que des habitants : c'est à la finance seulement à changer les habitants en citoyens, qui est encore assez considérable dans les villages les plus méprisables ; il y a même des villes & des villages qui ne recevoient un seul citoyen nouveau, quelque somme que celui-ci pût offrir. v. BOURGEOIS, CITOYEN, ÉTRANGER, &c.

REGRES, sublt. m., Droit canon. Nous entendons ici par ce mot la révocation de la renonciation faite à un bénéfice.

C'est un principe de droit canonique, que quand une renonciation a été une fois faite dans les formes requises, il n'y a plus de *regres* au bénéfice.

Les résignants eussent bien-tôt éludé cette règle, en stipulant le *regres* dans leurs résignations, s'il n'étoit établi par une autre règle du droit, *cap. 5. de reg. jur. in-6.* que la renonciation à un bénéfice étant un acte légitime, qui ne reçoit ni jour, ni condition, on ne peut y rien stipuler qui gêne la liberté du supérieur pour conférer le bénéfice.

Mais voici comme parle sur cette matière le concile de Trente, *sess. 25. c. 7. de res.* „ Tout ce qui a l'apparence d'une succession héréditaire dans les bénéfices ecclésiastiques étant odieux aux SS. canons, & contraire aux décrets des pères ; on n'accordera dorénavant à qui que ce soit, même d'un consentement commun, faculté d'accès ou *regres* à aucun bénéfice ecclésiastique, de quelque qualité qu'il soit, & celles qui jusqu'à présent auront été accordées, ne pourront être suspendues, étendues, ni transférées. Le présent décret aura lieu en

tous bénéfices ecclésiastiques, & à l'égard de toutes sortes de personnes, quand elles seroient honorées du titre de cardinal. ”

Toutes ces loix n'empêchent pas que suivant les canonistes le pape ne puisse approuver la stipulation du *regres* de la part du résignant, & ne puisse encore micux accorder le *regres* même, *motu proprio* : *Regressus conceduntur dumtaxat à papa, & sunt introducti ex ejus plenaria potestate, quia in beneficiis habet ; unde in his regressibus judicari debet prout ex litteris Apostolicis, concedentibus regressum apparet, & ex verbis signature, ita quod nihil addatur sed forma prescripta observetur.* Ce sont les termes de Flaminius, *loc. cit. n. 14.* dans lesquels Rebuffe même, écrivoit autrefois, *prax. de regressibus*, & dont il résulte que les *regres* doivent se traiter devant le pape & par le pape seul contre la pratique actuelle du royaume de France, dont nous allons parler.

On voit au reste la différence qu'il y a entre accès, ingrés & *regres*, sous chacun de ces mots. Les accès & ingrés tels qu'ils sont définis à leur place, sont en usage dans les pays d'obédience où le pape *plena potestate* autorise les *custodinos*, coadjutoreries, commendes temporelles & autres choses semblables inconnues en France, & défendues même par le concile de Trente & par la constitution de Pie V.

S'il arrivoit que la résignation fût nulle à cause de l'incapacité du pourvu, l'incapacité du résignataire étoit notoire, lors de la résignation, ou elle étoit cachée. Dans ce dernier cas, le *regres* a lieu sans difficulté. Dans l'autre, à moins qu'on n'imputât au résignant une collusion plus que repréhensible, il seroit difficile qu'un dévolutaire, ou le résignataire du résignataire, ou même

un pourvu par l'ordinaire lui fût préféré; le premier, parce que hors le cas du crime & de simonie il est sans titre; le second, parce qu'il ne peut avoir plus de droit que son résignant; & enfin le troisieme, parce que le bénéfice au lieu de vaquer par l'admission de la résignation, a dû plutôt demeurer sur la tête du résignant, qui ne perd absolument ses droits, vis-à-vis même d'un dévolutaire, que quand il se laisse dépouiller par le résignataire incapable, sans former aucune plainte ni protestation. Dans lequel cas le bénéfice vaque par l'incapacité même du pourvu.

Une raison d'humanité, *humanitas gratia*, a fait admettre le *regres* en faveur de ceux qui, après avoir résigné dans la crainte de la mort naturelle ou civile, *metu mortis aut condemnationis*, recouvrent la santé ou la liberté.

On a demandé si le *regres*, *metu mortis*, avoit lieu dans les résignations pures & simples? Les auteurs sont assez partagés sur cette question, mais le plus grand nombre est pour l'affirmative, sur le fondement que les démissions pures & simples sont telles en apparence, & dans le fond de vraies résignations en faveur.

Autrefois on n'accordoit point de *regres* aux résignans qui s'étoient réservés une pension, mais la jurisprudence a changé sur ce point, par la raison que la crainte qu'on doit regarder ici comme la véritable cause du *regres*, plutôt que la commiseration du résignant, dépouillé d'un bien dont il eût mieux fait de laisser la disposition aux supérieurs, n'est pas moins supposée dans un résignant malade, qui se réserve une pension, que dans celui qui ne s'en réserve aucune. Un résignataire a dans cet état le même pouvoir sur l'un & sur

l'autre, & s'il ne falloit qu'insérer une pension dans la résignation, on auroit bientôt fermé la porte au *regres* de convalescence.

Quand le résignant, à qui la loi offre le *regres* pour rentrer dans son bénéfice, a fait certaines démarches contraires à cette voie, dont on présume qu'il a voulu, dans un état de parfaite santé, ratifier ce qu'il a fait pendant sa maladie, on le déclare après, non recevable dans sa demande en *regres*, sur les actes approbatifs que son résignataire lui oppose. Mais si le résignant, sans approuver expressement sa résignation, s'est contenté de garder le silence, le résignataire ne peut se regarder comme paisible possesseur, qu'après que ce silence a duré trois ans, à compter du jour qu'a cessé la maladie.

Le résignant qui exerce le *regres*, doit payer tous les frais légitimes que sa résignation a occasionnés au résignataire. (D. M.)

RÉGULIER, adj., *Jurisp.*, se dit de ce qui est conforme aux regles; un acte est *régulier* lorsqu'il est rédigé suivant ce qui est permis & ordonné par les réglemens; une procédure est *régulière*, lorsqu'elle est conforme à l'ordonnance & aux arrêts & réglemens du souverain. v. ACTE, FORMALITÉ, PROCÉDURE.

RÉGULIER, *Droit Can.*, est aussi celui qui observe une certaine regle de vie, & dans ce sens on comprend sous le terme de *réguliers* tous les moines, religieux & religieuses, chanoines & chanoinesses *réguliers*, même certains ordres militaires & hospitaliers, & autres personnes qui ont embrassé une regle.

On appelle *bénéfice régulier* celui qui est affecté à un *régulier*. v. BÉNÉFICE.

Les *réguliers* ont un supérieur de mo-

me qualité, qui prend le titre d'*abbé* ou autre titre, selon l'usage de chaque ordre ou communauté.

La juridiction des supérieurs *réguliers* n'étoit autrefois que correctionnelle, présentement elle s'étend à tout ce qui est du gouvernement monastique. Ils peuvent prononcer des censures contre les religieux, les en absoudre, condamner aux peines portées par la règle ou par les canons ceux qui ont commis des crimes dans le cloître.

Le supérieur des *réguliers* doit être *régulier* lui-même, de sorte que les abbés commendataires n'ont point de juridiction sur leurs religieux, à moins que le pape ne la leur ait accordée par un indult particulier.

Les *réguliers* doivent être gouvernés suivant la règle de leur ordre.

Pour que la règle soit canonique, il faut qu'elle soit du nombre de celles que l'église a approuvées.

Depuis le concile de Latran, on n'en peut point établir de nouvelle sans le consentement exprès du saint siège.

Les bulles d'érection, donnent ordinairement aux chapitres généraux le pouvoir de faire de nouveaux statuts.

L'évêque diocésain est le supérieur immédiat de tous les *réguliers* qui ne sont pas soumis à une congrégation & sujets à des visiteurs, quand même ces *réguliers* prétendroient être soumis immédiatement au saint-siège. Il peut conséquemment les visiter, leur donner des statuts pour la discipline *régulière*, & juger les appels que l'on interjette des jugemens des supérieurs *réguliers*.

Les *réguliers* mêmes qui sont en congrégation, sont soumis à la juridiction de l'évêque, à moins qu'ils n'ayent titre & possession d'exemption; l'évêque peut par conséquent visiter leurs mai-

sons, y faire des réglemens pour le service divin, la discipline régulière & le temporel, & enjoindre aux supérieurs de faire le procès à ceux qui ont commis quelque délit dans le cloître; mais il ne connoit ni par lui-même, ni par son official des jugemens rendus par les supérieurs de chaque monastère; ces appels sont portés devant les supérieurs majeurs *réguliers*. L'évêque pourroit néanmoins connoître de ces délits, si le supérieur *régulier*, en étant averti par l'évêque, négligeoit de le faire.

Pour ce qui est des monastères, chefs & généraux d'ordre, de ceux où résident les supérieurs *réguliers*, qui ont juridiction sur d'autres monastères du même ordre, & ceux qui étant exempts de la juridiction épiscopale, se trouvent en congrégation, l'évêque ne peut les visiter. S'il y arrive quelque désordre, il doit avertir les supérieurs *réguliers* d'y pourvoir dans six mois, ou même plus tôt, si le cas est pressant; & faite par les supérieurs *réguliers* de justifier à l'évêque qu'ils se sont conformés à ce qu'il leur a prescrit, il peut ordonner ce qui convient pour remédier aux abus, en se conformant à la règle du monastère.

Quoique l'évêque fasse la visite dans les monastères non exempts, soumis à une congrégation, le supérieur *régulier* peut aussi faire la sienne pour l'observation de la discipline.

Les congrégations de *réguliers* doivent tenir au moins de trois en trois ans des chapitres généraux ou provinciaux, dans lesquels on examine entr'autres choses, tout ce qui concerne la discipline régulière.

Les ordonnances des supérieurs *réguliers* ou du chapitre en matière de discipline, sont exécutoires par provision, comme celles de l'évêque.

Les appels des jugemens des premiers supérieurs des monastères en congrégation, se portent de degré en degré jusqu'au général de l'ordre, & de là au pape, qui délègue des juges sur les lieux pour juger l'appel.

La voie d'appel que les *réguliers* ont devant leurs supérieurs, n'empêche pas qu'ils ne puissent aussi se pourvoir devant leur évêque, dans les cas où il a juridiction sur eux, ou aux juges royaux dans les cas royaux, ou au parlement par appel comme d'abus.

Un *régulier* qui commet quelque délit hors du monastère, est justiciable de l'officiel.

Quand les délits des *réguliers* ne méritent qu'une légère correction, les supérieurs ne sont pas astraits à instruire le procès dans toutes les formes; mais il s'agit d'une peine grave, il faut se conformer à l'ordonnance criminelle.

La réforme des *réguliers* appartient à leurs supérieurs & à l'évêque; & si ceux-ci négligeoient de le faire, ou ne croyoient pas avoir assez d'autorité, le prince comme protecteur des canons y pourvoit.

REHABILITATION, f. f., RÉHABILITER, v. act., Jurispr. & Droit Civ., c'est l'acte par lequel le souverain remet en sa bonne forme & renommée quelqu'un qui auroit été condamné à quelque peine infamante. Cette *réhabilitation* s'opère par des lettres du grand-sceau, par lesquelles le prince veut que pour raison des condamnations qui étoient intervenues contre l'impétrant, il ne lui soit imputé aucune incapacité ou note d'infamie, & qu'il puisse tenir, posséder & exercer toutes sortes d'offices.

On peut faire *réhabiliter* ou purger la mémoire d'un défunt, en appelant de la sentence rendue par contumace, ou si

c'est un jugement en dernier ressort, il faut se pourvoir devant les mêmes juges; mais si le défunt est décédé après les cinq ans de la contumace, on n'est point reçu à purger sa mémoire sans lettres du grand-sceau.

Rehabilitation de noblesse, est l'acte qui fait revivre la noblesse que quelqu'un avoit perdue, par quelque jugement qui l'en avoit déclaré déchu, lui ou ses ancêtres, ou bien lorsqu'elle avoit été perdue par quelque acte dérogeant.

Rehabiliter un mariage, c'est rendre bon & valide un mariage qui étoit nul, & qui néanmoins avoit été contracté ou de bonne foi ou de mauvaise foi par les parties. Il y a quatre moyens pour remédier à la nullité d'un mariage, 1°. la *réhabilitation*; 2°. la cassation; 3°. une vie de frère & sœur; 4°. l'éloignement des parties. Nous ne parlons ici que du premier de ces moyens. v. SÉPARATION.

On peut *réhabiliter un mariage nul*, dans tous les cas où la nullité n'est point de droit naturel ou divin; on le peut même sans dispense, quand la nullité ne provient point d'un empêchement que l'église seule peut lever, comme la parenté. Ainsi quand le mariage est nul par défaut de consentement, ou à cause d'une erreur quant à la personne, on n'a pas besoin de dispense; il suffit que les parties consentent librement & avec connoissance à se prendre pour mari & femme. On n'est pas même obligé de recourir aux dispenses de l'église, si ce n'est pour les bans, quand on réhabilite devant le propre curé, un mariage béni par un prêtre qui n'avoit pas les pouvoirs.

Quand la nullité du mariage est publique, la *réhabilitation* doit se faire en face de l'église. C'est le style des dispen-

ses qu'on obtient à Rome pour cela ; elles portent que l'official vérifiera & fulminera les brefs ou bulles qui permettent aux parties qui se sont mariées avec des empêchemens dirimens publics, de *réhabiliter* leur mariage ; après quoi la célébration s'en fera de nouveau à l'église en présence du propre curé & des témoins. En conséquence, l'acte de la célébration du mariage est écrit de nouveau sur les régistres du curé, avec mention expresse de la dispense obtenue en cour de Rome.

Quand au contraire un mariage, contracté en face de l'église, se trouve nul à cause d'un empêchement dirimant secret, il n'est pas nécessaire de célébrer une seconde fois le mariage d'une manière publique & solennelle ; les parties en ce cas, après avoir obtenu dispense ou de Rome à la pénitencerie, ou de l'évêque, n'ont qu'à se donner l'une à l'autre un nouveau consentement. On a prétendu même que ce nouveau consentement n'étoit pas nécessaire ; mais on a décidé le contraire à la pénitencerie de Rome ; & Nayarre dit qu'on doit le prêter même à la personne qui ignore l'empêchement, après le lui avoir appris prudemment d'une manière générale. *Nav. de spons. cons. 4. n. 14.* La raison pourquoi on n'exige pas une seconde célébration solennelle de mariage, quand l'empêchement est secret, c'est que la première a suffi pour le faire passer pour valide dans le for extérieur, & que rien n'ayant détrompé le public de cette idée, on ne doit pas lui donner contuoissance d'un mal auquel on peut remédier légitimement à son insu. Il y a néanmoins des diocèses où l'on exige la présence du curé, mais sans témoins & sans cérémonies. Régulièrement on doit obliger les personnes qui se sont mariées avec de tels empê-

chemens, de *réhabiliter* leur mariage. (D. M.)

REICHELSBERG, ou REIGELSBURG, *Droit public*, seigneurie du St. Empire, dans le cercle de Franconie, entre les deux petites villes d'Aub & de Rœttingen, appartenantes à Wurtzbourg. Elle échut à l'évêché de Bamberg après la mort de Conrad de Brauneck ; cet évêché la céda à titre d'échange à celui de Wurtzbourg, & celui-ci en investit Conrad de Weinsberg. Catherine de Weinsberg, épouse du comte Everard de Kœnigstein, vendit en 1521 cette seigneurie avec la moitié de la ville d'Aub à l'évêché de Wurtzbourg pour la somme de 49300 florins en or. Cet évêché sollicita inutilement en 1600, par rapport à cette terre, un suffrage dans les assemblées circulaires. Il en investit dans la suite les barons de Schœnborn, de manière qu'ils pussent jouir du titre & de tous les honneurs & dignités, dont jouissoient anciennement les seigneurs de *Reichelsberg*, & promit aussi de leur rembourser toutes les contributions de l'Empire. Après quoi les barons de Schœnborn se présentèrent au cercle de Franconie en 1684, & demandèrent d'être admis au nombre de ses membres à raison de la dite seigneurie ; ils furent en effet reçus sous la condition qu'ils se pourvoiroient de terres immédiates, & y laissoient asséoir une taxe matriculaire proportionnée à leur produit. Mais l'évêché de Wurtzbourg paye les mois romains & la taxe pour la chambre impériale, qui sont à la charge de *Reichelsberg*, & regarde cette seigneurie comme une dépendance du bailliage de Rœttingen. Ainsi les comtes de Schœnborn n'en possèdent autre chose, si non le titre, le droit de séance & de suffrage à la diète & aux assemblées circulaires. (D. G.)

REJET, f. m., *Jurispr.*, il se dit du renvoi d'une partie d'un compte sur un autre. Il faut renvoyer, rejeter, ou faire le *rejet* des payemens de cette année sur la suivante, on manque de fonds. De la répartition des impôts d'une paroisse insolvable sur les autres, ou de l'impôt d'un particulier insolvable sur les autres; cet homme n'a rien, il faut faire le *rejet* de sa capitation sur d'autres.

Du rebut d'une pièce inutile, ou falsifiée, ou supposée, hors de la discussion d'une affaire, les juges ont ordonné le *rejet* de cet acte défectueux hors du procès.

REINTÉGRANDE, f. f., *Jurispr.* On appelle action en réintégration l'action de complainte, lorsqu'elle se donne pour le cas de force & de déshaisine, c'est-à-dire, dans lequel le possesseur n'est pas seulement troublé, mais a été entièrement dépossédé par violence.

Elle a les mêmes prérogatives que celle qui s'intente en cas de nouvelleté. v. **COMPLAINTE**.

On peut la définir, une action que celui qui a été dépossédé par violence de quelque héritage, a contre celui qui l'en a dépossédé, pour être rétabli dans sa possession.

Cette action a rapport à celle qui est connue dans le droit romain sous le nom d'*interdictum unde vi*, qui fait la matière du titre du digeste, de *vi & vi armata*.

L'*interdictum unde vi* du droit romain auquel répond notre action de réintégration, a lieu à l'égard de toutes les espèces de biens-fonds dont quelqu'un a été dépossédé, soit fonds de terre, soit maisons: *Generaliter ad omnes hoc pertinet interdictum qui de re solo coherenti dejectus est; qualis enim fuerit locus unde quis vi dejectus est, interdictio locus erit*, l. 1. §. 4. ff. de *vi & vi arm.*

Proinde etsi superficiaria insula fuerit qua quis dejectus est: apparet interdictio locum fore, d. l. 1. §. 5.

Plane si quis de ligneis adibus dejectus fuerit, nemo ambigit interdictio locum fore; quia quale quale sit quod solo coheret, inde qui vi dejectus est, habet interdictum, d. l. 1. §. 8.

À l'égard des choses meubles, quelque grand qu'en soit le volume, elles ne peuvent, *principaliter & per se*, donner lieu à l'*interdictum unde vi*, lorsqu'elles ont été ravies à quelqu'un par violence: *Illud in dubium non venit interdictum hoc ad res mobiles non pertinere*, d. l. 1. §. 6. Si quis de nave vi dejectus est, hoc interdictio locus non est, d. l. 1. §. 7.

Mais lorsqu'elles s'étoient trouvées dans un héritage dont quelqu'un avoit été dépossédé par violence, l'*interdictum unde vi* qui avoit lieu pour l'héritage, s'étendoit à ces choses qui s'y étoient trouvées: *Si que res sunt in fundo, vel in adibus unde quis dejectus est etiam earum nomine interdictum competere non est ambigendum*, d. l. 1. §. 6.

Pareillement l'action de réintégration, étant une branche de l'action de complainte, n'a lieu que pour les immeubles, & non pour de simples meubles.

• Ceux à qui on a ravi des choses meubles, ont bien une action contre le ravisseur pour en obtenir la restitution, & il suffit pour l'obtenir, qu'ils établissent que la chose leur a été ravie, sans qu'on doive entrer dans l'examen du droit que les parties y ont; mais cette action n'est qu'une action ordinaire qui n'est pas l'action de réintégration, & qui n'en a pas les prérogatives.

Il résulte de la définition que nous avons donnée de l'action en réintégration, que pour qu'il y ait lieu à cette action, il faut que quelqu'un ait été dé-

possédé par violence d'un héritage qu'il possédait : on ne peut être dépossédé de ce qu'on n'a pas encore possédé : c'est pour quoi, si j'ai été empêché, quoique par violence, de me mettre en possession d'un héritage que je n'avois pas encore possédé, quelque droit que je puisse avoir de m'en mettre en possession, il n'y a pas lieu à cette action. C'est ce qu'enseigne Ulpien : *Interdictum hoc nulli competit, nisi ei, qui tunc quum de jiceretur, possidebat, nec alius de jure visus est quam qui possideret*, l. 1. §. 23. ff. de vi. Et plus bas, il dit : *Enim qui neque animo neque corpore possidebat, ingredi autem & incipere possidere prohibetur, non videtur de jure verius est; de jure enim qui amittit possessionem non qui non accipitur*. d. l. 1. §. 26.

On peut apporter pour exemple, le cas auquel l'acheteur d'un héritage, à qui le vendeur a permis de s'en mettre en possession quand il voudroit, s'est avant qu'il lui en ait été fait aucune tradition, ni réelle, ni feinte, présenté pour s'en mettre en possession, & en a été empêché par violence, soit par le vendeur, soit par un tiers, il n'y a pas lieu à l'action de réintégrande.

Il en seroit autrement, si m'étant absenté de mon héritage, sans y laisser personne de ma part, avec l'intention d'y retourner, quelqu'un à mon retour m'eût par violence empêché d'y rentrer ; je suis en ce cas censé dépossédé de la possession que je retenois, par la volonté que j'avois de revenir dans mon héritage. Et il y a lieu à la réintégrande contre celui qui m'en a dépossédé, en m'empêchant d'y rentrer, & s'en est mis de cette manière en possession.

Il y a lieu à la réintégrande, lorsqu'un héritier est empêché par violence de se mettre en possession d'un héritage que le défunt possédait lors de sa mort ; car

le mort faisoit le vif, il est censé avoir succédé à la possession que le défunt avoit de cet héritage ; il est censé en avoir été mis en possession par le défunt dès l'instant de sa mort ; de laquelle possession il est dépossédé par la violence exercée, pour l'empêcher d'y entrer.

Pour que quelqu'un soit censé avoir été dépossédé par violence d'un héritage ; & pour qu'il y ait lieu en conséquence à la réintégrande ; il n'importe que ce soit lui-même, ou ceux qui le détenoient en son nom, tels qu'un concierge, un fermier, ou un locataire, qui en ayant été chassés par violence, ou qu'on ait empêché d'y rentrer.

Le droit romain faisoit une distinction, si la violence par laquelle quelqu'un avoit été dépossédé d'un héritage, avoit été faite sans armes, ou avec des armes : lorsqu'on n'avoit pas employé d'armes, il y avoit lieu à l'action qu'on appelloit *interdictum de vi quotidiana* ; lorsqu'on s'étoit servi d'armes, il y avoit lieu à une autre action qu'on appelloit *de vi armata* ; il y avoit quelques différences entre l'une & l'autre action que nous avons observées au titre de nos pandectes, de vi & de vi armata. n. 13. & 14.

Tous ceux qui ont été dépossédés d'un héritage par violence, ont droit d'intenter cette action de réintégrande, pour en recouvrer la possession.

Il n'est pas nécessaire pour que quelqu'un soit reçu à intenter l'action de réintégrande, que la chose dont il a été dépossédé fût une chose qui lui appartint & dont il fût propriétaire, il suffit qu'il la possédât : *Fulcinus dicebat vi possideri, quoties vel non dominus, quam samen possideret, vi dejectus est*, l. 8. ff. de vi & vi arm.

Il n'importe aussi que la possession dont celui qui intente la réintégrande,

a été dépossédé, fut une possession civile procédante d'un juste titre, ou qu'elle fut une possession seulement naturelle déstituée de titre, ou procédante d'un titre nul: *Deiicitur is qui possidet sine civiliter, sine naturaliter possidet; nam & naturalis possessio ad hoc interdictum pertinet*, l. 1. §. 9. ff. d. sis.

Ulpien en apporte un exemple dans l'espèce d'une femme, qui a été dépossédée par violence d'un héritage dont son mari lui avoit fait donation pendant le mariage: quoique la possession qu'elle avoit de son héritage procédât d'un titre nul, & fut une possession injuste & purement naturelle; néanmoins elle est reçue à intenter l'action de réintégrande: *Si maritus uxori donavit, eaque deinde sit, poterit interdici uti*, d. l. 1. §. 10.

En un mot, quelle que vicieuse que soit la possession dont quelqu'un a été dépossédé par violence, fut-ce une possession qu'il eût lui-même acquise par violence, il est reçu à intenter l'action de réintégrande contre un tiers qui l'en a dépossédé: *Qui a me vi possidebat, si ab alio deiciatur, habet interdictum*, d. l. 1. §. 30.

L'action de réintégrande, étant l'action qu'a celui qui a été dépossédé, & n'y ayant que celui qui possédoit, qui puisse être censé avoir été dépossédé; il s'ensuit que lorsqu'un fermier a été chassé par violence d'un héritage qu'il tenoit à ferme, il peut bien avoir une action *in factum* contre celui qui a exercé la violence, pour réparation du tort qu'il lui a causé; mais il ne peut pas intenter contre lui l'action de réintégrande, d. l. 1. §. 10. Car ce n'est pas lui qui possédoit l'héritage, ni par conséquent lui qui en a été dépossédé; c'est celui de qui il le tenoit à ferme, qui en étoit le possesseur & qui en a été dé-

possédé, & c'est lui seul qui a droit d'intenter l'action de réintégrande.

Il ne faut pas dire la même chose d'un usufruitier, lorsqu'il est chassé par violence d'un héritage dont il jouissoit par usufruit, ni même de celui qui n'y avoit qu'un simple droit d'usage, quoique cet usufruitier ou cet usager possédassent plutôt un droit d'usufruit ou d'usage dans l'héritage, qu'ils ne possédoient l'héritage même; cette possession quelle qu'elle soit, dont ils ont été dépossédés, suffit pour qu'ils soient reçus à intenter la réintégrande, pour être réintégrés dans la jouissance ou l'usage de l'héritage dont ils ont été chassés: *Qui usufructus nomine qualiter fuit in possessione, necesse hoc interdictum*, l. 3. §. 17. ff. d. tit.

Item, *si non usufructus, sed usus sit relictus, competet hoc interdictum*, d. l. 3. §. 16.

Si cet usufruitier est mort peu après avoir été chassé, ses héritiers sont-ils reçus à intenter la réintégrande? La raison de douter est, que l'usufruit étant éteint par sa mort, & ne passant pas à ses héritiers, l'action que cet usufruitier avoit pour être réintégré dans la jouissance de l'héritage, paroît devoir être pareillement éteinte: néanmoins Ulpien décide que ses héritiers sont reçus à l'intenter; la raison est que cette action ayant été acquise à l'usufruitier, il la transmet à ses héritiers, non pas à la vérité pour le rétablissement dans la jouissance de l'héritage pour l'avenir, ce qui lui étoit personnel & ne peut passer à ses héritiers; mais pour la restitution des jouissances dont il a été privé jusqu'à sa mort: *Si quis posteaquam prohibitus est, capite minutus sit, vel mortuus; recte dicitur heredibus & successoribus competere hoc interdictum; non ut in futurum constitutur usufructus*.

sur, sed ut præterita causa & damnnum præteritum sarciantur, d. l. 3. §. 17.

Celui qui a été dépossédé par violence d'un héritage, peut intenter l'action de réintégrande, non-seulement contre ceux qui ont par eux-mêmes employé la violence pour l'en déposséder, mais encore contre celui qui leur en a donné l'ordre; car par cet ordre qu'il a donné, il est censé l'en avoir lui-même dépossédé: *Parvi enim referre visum est suis manibus quis deiecit, an verò per alium*, l. 1. §. 12. ff. d. tit. *Deiecit & qui mandat*, l. 152. §. 1. ff. de reg. jur.

Quand même ceux qui ont dépossédé quelqu'un par violence en mon nom, l'auroient fait sans en avoir alors de moi aucun ordre; si depuis j'ai approuvé ce qu'ils ont fait en mon nom; on peut intenter contre moi l'action de réintégrande, de même que si je leur en avois donné l'ordre; car mon approbation de ce qu'ils ont fait en mon nom, équipolle à un ordre que je leur aurois donné de le faire: *Si quod alius deiecit, ratum habuero: sint qui putent secundum Sabinum & Cassium qui ratihabitionem mandato comparant, me videri deiecisse, interdicoque isto teneri. Et hoc verum est*, l. 1. §. 14. ff. de vi & vi arm.

C'est le cas de cette règle de droit: *In maleficio ratihabito mandato comparatur*, d. l. 152. §. 2. ff. de reg. jur.

Quoique celui qui a commandé, ou même seulement approuvé ce qui a été fait en son nom, pour déposséder quelqu'un par violence, soit censé l'avoir lui-même dépossédé, & soit par conséquent tenu de l'action de réintégrande, cela n'empêche que ceux qui ont exercé la violence, quoiqu'en son nom, & par son ordre, ne soient pareillement tenus de l'action de réintégrande solidairement avec lui; car s'il est en faute pour leur

donner cet ordre, ils sont pareillement en faute pour l'avoir exécuté: *Quoties verus procurator deiecerit, cum introlibet, eorum id est sive domino, sive procuratore agi posse Sabinus ait . . . non enim excusatus est qui iussu alicujus deiecit, non magis quam si iussu alicujus occidit*, d. l. 1. §. 13.

Mais si celui au nom duquel lequel qu'un m'a dépossédé par violence, n'a commandé ni approuvé ce qui a été fait en son nom, l'action de réintégrande ne peut être intentée contre lui; elle ne peut l'être que contre celui qui a commis la violence: *Quum falsus est procurator cum ipso tantum procuratore interdici debere*, d. §.

Celui qui a été dépossédé par violence, n'est pas fondé à exercer cette action de réintégrande contre celui qu'il trouve en possession de la chose dont il a été dépossédé par violence, si ce possesseur n'y a aucune part: *Cum à te vi deiectus sum, si Titius eandem rem possidere cøperit, non possum cum alio, quam tecum, interdico experiri*, l. 7. ff. d. tit.

Au reste, celui qui a dépossédé quelqu'un par violence d'un héritage, ne peut se défendre de cette action de réintégrande, quand même il oseroit de justifier qu'il en est le véritable propriétaire, & que celui qu'il en a dépossédé, le possédoit indument. On n'examine sur l'action en réintégrande, que le seul fait de la dépossession par violence, & quel que puisse être le spoliateur, il suffit qu'il soit établi qu'il a dépossédé par violence le demandeur en réintégrande, pour qu'il doive être condamné à le rétablir dans la possession de l'héritage dont il l'a dépossédé. Jusqu'à ce qu'il l'ait rétabli en possession, & même jusqu'à ce qu'il ait entièrement satisfait à la sentence, par le paiement

des

des dommages & intérêts auxquels il a été condamné envers le demandeur spolié, il ne doit être écouté à alléguer le droit de propriété qu'il prétend avoir de l'héritage, ni admis à former la demande au pétitoire : *Spoliatus ante omnia restituendus*.

Si néanmoins le spolié, au profit de qui la sentence a été rendue, étoit en demeure de faire liquider les dommages & intérêts, & taxer les dépens auxquels le spolié a été condamné, le spoliateur pourroit être reçu à procéder au pétitoire, en donnant au préalable caution de les payer aussitôt qu'ils auroient été liquidés & taxés.

L'action de *reintegrande*, lorsqu'elle est poursuivie au civil, doit de même que la complainte, être intentée dans l'année, laquelle se compte du jour que la violence a cessé, & que le spolié a été en pouvoir de l'intenter. Cela est conforme aux principes du droit romain, sur l'*interdictum de vi*, conçu en ces termes : *Unde tu illum vi deiecasti aut familia tua deiecit; de eo, quæque tunc ille ibi habuit, tantummodo intra annum, post annum de eo quod ad eum qui vi deiecit pervenerit iudicium dabo*, l. 1. ff. d. tit. de vi § vi arm. *Annus in hoc interdicto utilis est*, d. l. 1. §. 39.

Si donc on a laissé passer l'année sans intenter cette action, il résulte de ce laps de tems une fin de non-recevoir contre cette action qu'on voudroit intenter après l'année.

Néanmoins, même après l'année, lorsque le spoliateur se trouve en possession de l'héritage dont il a dépossédé quelqu'un, ou de quelques-unes des choses qui s'y sont trouvées, il ne peut par aucune fin de non-recevoir, même après l'année, se défendre de restituer au spolié ledit héritage ou les

dites choses dans l'état qu'il les a.

Tant que le spolié est dans l'année, quand même il auroit débuté par donner une demande en revendication contre le spoliateur, il n'en résulte aucune fin de non-recevoir qui l'empêche en laissant sa demande en revendication, de former l'action de *reintegrande*. C'est ce qu'enseigne Papinien : *Emm qui fundum vindicaret, ab eo cum quo interdicto unde vi potuit experiri, pendente iudicio, nihilominus interdicto recte agere placuit*, l. 18. §. 1. ff. de vi § vi arm.

Lorsque la violence est de nature à être poursuivie extraordinairement, l'accusation peut être intentée dans les vingt ans, de même que pour tous les autres crimes.

Le spolié est fondé à demander sur cette action, 1°. qu'il soit rétabli en possession de l'héritage dont il a été dépossédé.

S'il n'est plus au pouvoir du spoliateur de rétablir le spolié dans la possession de l'héritage dont il l'a dépossédé, le spoliateur doit être condamné à lui en restituer le prix, & en ses dommages & intérêts; & cela a lieu, quand même ce seroit sans aucune faute de sa part, mais par un accident de force majeure, comme dans le cas auquel la maison dont le spoliateur a dépossédé le spolié, auroit été incendiée par le feu du ciel. C'est ce qu'enseigne Paul : *Si vi me deieceris, quamvis sine dolo & culpa amiseris possessionem, tamen demandus es quanti mea interest; quia in eo ipso culpa tua præcessit quod omnino vi deieci*, l. 15. ff. d. tit.

Et Julien : *Huic consequens esse ait, ut ville quoque & adium incendio consumptarum pretium restituere cogatur; ubi enim quis, inquit, deiecit, per eum stetisse videtur quominus restitueret*, l. 1. §. 35. d. tit.

Par ces derniers termes : *Per eum stetisse videtur quominus restitueret*, le jurisconsulte rend la raison pour laquelle le spoliateur est tenu de rendre le prix de la chose au spolié, quoiqu'elle ait péri dans son fait & par une force majeure : c'est, dit-il, parce que le spoliateur est par le seul fait de la spoliation, réputé de plein droit en demeure de restituer la chose : or c'est un principe qu'une chose dont la restitution est due, est aux risques du débiteur qui est en demeure de la restituer.

On n'entre pas même, à l'égard du spoliateur & du voleur, dans l'examen dans lequel on entre à l'égard des autres débiteurs qui sont en demeure de restituer une chose, qui est de savoir si la chose qu'ils sont en demeure de restituer, fut également perie entre les mains de celui à qui elle devoit être restituée, ces personnes sont trop défavorables pour qu'on doive entrer à leur égard dans cet examen.

Mais dans le for intérieur, lorsque je fais que je ne me serois pas défait de la chose dont j'ai été spolié, ou qui m'a été volée, & qu'elle seroit également perie entre mes mains, comme elle est perie entre les mains du spoliateur ou du voleur ; la spoliation ou le vol ne m'ayant, par l'événement, causé aucun tort, je ne crois pas que je puisse en conscience me faire payer du prix de cette chose par le spoliateur ou le voleur ; car les règles de la charité qui nous est commandée, même à l'égard de ceux qui ont mal mérité de nous, ne permet pas que nous puissions exiger d'eux, lorsqu'ils ont commis quelque délit envers nous, plus que la réparation du tort que leur délit nous a causé.

Le demandeur en action de réintégration est fondé en second lieu à de-

mander la restitution de toutes les choses qui se sont trouvées dans l'héritage, lorsqu'il en a été dépossédé, soit qu'elles lui appartenissent, soit qu'elles appartenissent à d'autres : *Quod ait prator quæque habuit, sic accipimus ut omnes res contineantur, non solum quæ propriæ ipsius fuerint, verum etiam si quæ apud eum depositæ, vel ei commodatæ, vel pignoratæ, quarumque usum vel usufructum, vel custodiam habuit, vel si quæ ei locatæ sunt : cum enim dicat prator habuit ; omnia hæc habendi verbo continentur*, d. l. 1, §. 33.

La restitution de ces choses doit être faite au demandeur en réintégration, soit qu'elles soient encore dans l'héritage dont il a été dépossédé, soit qu'elles ne s'y trouvent plus : *Restitimus prator addidit, tunc ibi habuit : tunc sic accipimus quum deiceretur ; Et idè et si quod postea desit illic : esse dicendum erit, in interdictum venire*, d. l. 1, §. 34.

Quand même ces choses seroient peries sans la faute du spoliateur, il ne laissera pas d'être obligé d'en restituer la valeur : *Eum qui vi deiecit ex eo prædium, in quo homines fuerant, proprius esse, ut etiam sine culpa ejus mortuis hominibus asinationem eorum per interdictum restituere debeat : sicuti fur hominis, etiam mortuo eo, tenetur*, d. §. 34.

Triphoninus en rend cette raison : *Quia ex ipso tempore delicti plurius frustrator debitor constitutus est*, l. 19. ff. d. sit. Le sens est : si une chose est aux risques de tout débiteur qui est en demeure de la rendre, à plus forte raison, elle doit être aux risques d'un spoliateur bien plus odieux que le simple débiteur, lequel spoliateur par le seul fait de la spoliation a été dès ce tems constitué de plein droit en demeure de rendre les choses dont il s'est emparé.

Observez à l'égard des choses qui

étoient dans l'héritage, lorsque le demandeur en a été dépossédé, que pour qu'il soit fondé à en demander la restitution, il n'est pas besoin qu'il ait la preuve, à l'égard de chacune desdites choses, qu'elle fût dans son héritage; mais il doit être cru à son serment jusqu'à concurrence néanmoins d'une certaine somme que le juge doit arbitrer, eu égard à la vraisemblance qui résulte des circonstances & de la qualité de la personne, l. 9. Cod. unde vi.

Le demandeur en réintégrande est fondé en troisième lieu à demander la restitution des fruits, tant de l'héritage dont il a été dépossédé, depuis le jour qu'il en a été dépossédé, que de toutes les choses frugifères qui y étoient : *Ex die quo quis dejectus est, fructuum ratio habetur . . . idem est si in rebus mobilibus quæ ibi erant, nam earum fructus computandi sunt, ex quo quis vi dejectus est*, l. 1. §. 40.

Cette restitution de fruits n'est pas bornée à ceux que le spoliateur a perçus; il doit restituer même ceux qu'il n'a pas perçus, & que le demandeur auroit pu percevoir, s'il n'eût pas été dépossédé : *Fructus etiam quos vetus possessor percipere potuit, non tantum quos prædo percepit, venire non ambigitur*, l. 4. Cod. unde vi.

Enfin le demandeur en réintégrande est fondé à demander ses dommages & intérêts, lesquels comprennent non-seulement les pertes qu'il a souffertes, mais pareillement tout le gain dont il a été privé par la dépossession : *Vivianus refert in hoc interdicto omnia quæcumque habiturus vel adepturus erat is qui dejectus est, si vi dejectus non esset, restitui, aut eorum licem à iudice æstimari debere, eumque tantum consecuturum, quanti suâ interest, se vi dejectum non esse*, d. l. 1. §. 41. (P. O.)

RÉINTÉGRER, v. act., *Jurispr.*, signifie rétablir quelqu'un dans la possession d'un bien dont il avoit été évincé. v. RÉINTÉGRANDE.

RÉLATION, f. f., *Jurispr.*, signifie quelquefois témoignage ou rapport d'un officier public; comme quand on dit que le notaire en second ne signe les actes qu'à la relation de celui qui reçoit la minute.

Relation signifie aussi quelquefois le rapport & la liaison qu'il y a entre deux termes ou deux clauses, ou deux parties différentes d'un acte.

RELEGATION, f. f., *Droit rom.*, espèce d'exil, peine chez les Romains moins rigoureuse que le bannissement, connu sous le nom d'interdiction de feu & d'eau, puisque cette dernière peine privoit du droit de bourgeoisie, que la première n'avoit pas. Il y avoit deux sortes de rélegation; la première envoyoit le coupable dans une île; la seconde ordonnoit seulement de sortir de Rome, de l'Italie, ou de telle province. La formule de cette peine étoit celle-ci : *Illum provinciâ illâ, insulisque eis relego, excedereque debet intra illum diem*. Cette sentence étoit quelquefois suivie de la privation des biens; souvent aussi elle n'en dépouilloit pas celui qui la subissoit. C'est ainsi qu'Auguste, en reléguant Ovide, le laissa maître de ses biens, comme le poëte l'annonce lui-même : *Nec mea concessa est aliis fortuna*. Les gouverneurs des provinces avoient le pouvoir de reléguer dans une île de la dépendance de leur gouvernement. Quand il n'y en avoit point, ils prononçoient à la vérité en général, qu'ils reléguoient dans une île, *in insulam se relegare*; mais ils écrivoient à l'empereur d'en assigner une, & dans l'intervalle, le relégué demouroit à la garde des soldats. La rélegation étoit or-

dinairement la peine des gens de condition. (D. F.)

RELEVÉE, f. f., *Jurispr.*, signifie le tems d'après midi.

Ce terme vient de ce qu'autrefois on faisoit la méridienne à l'imitation des Romains qui en avoient introduit l'usage dans les Gaules.

L'étymologie de ce terme peut aussi venir de ce que les juges s'étant levés après la séance du matin, se relevent une seconde fois après la séance du soir.

En effet on dit *lever l'audience* pour dire *clorre & finir l'audience*, la faire *retirer* ; & l'audience d'après-midi s'appelle *audience de relevée*.

Quand la cour leve l'audience avant l'heure ordinaire pour aller à quelque cérémonie, il n'y a point ce jour-là d'audience de *relevée*, d'où est venu ce *dictum* de palais, que, *quand la cour se leve matin, elle dort l'après-midi*.

On donne des assignations pour se trouver en un greffe, ou chez un notaire, commissaire ou autre officier public, à deux ou trois heures de *relevée*.

RELEVER, v. act., *Jurispr.*, se dit de plusieurs choses.

Relever un fief ; c'est faire la foi & hommage au seigneur pour la mutation & ouverture qui est arrivée au fief. On entend aussi quelquefois par-là le paiement que l'on fait du droit de relief.

On dit aussi d'un fief qu'il relève de tel autre fief qui est à son égard le fief dominant. v. **FIEF, FOI & HOMMAGE, MOUVANCE, MUTATION, OUVERTURE, RELIEF, VASSAL**.

Relever son appel, c'est obtenir des lettres de chancellerie, ou un arrêt, pour être autorisé à faire intimer quelqu'un sur l'appel que l'on interjette de la sentence rendue avec lui.

Relever se dit aussi en parlant d'une

jurisdiction qui ressortit par appel à une autre jurisdiction supérieure.

Se faire relever d'un acte ; c'est obtenir des lettres du prince pour être restitué contre cet acte, & les faire entériner. v. **MISORITÉ, RESCISION**.

RELIEF ou **RACHAT**, f. m., *Droit féod.*, est un droit qui est dû au seigneur pour certaines mutations de vassal, & qui consiste ordinairement au revenu d'une année du fief.

Ce terme *relief* vient de *relever*, parce qu'au moyen de la mutation du vassal, le fief tomboit en la main du seigneur, & que le vassal pour le reprendre, doit le relever & payer au seigneur le droit qu'on appelle *relief*.

On l'appelle aussi *rachat*, parce qu'autrefois les fiefs n'étant qu'à vie, il falloit les racheter après la mort du vassal.

Relief se prend aussi quelquefois pour l'acte de foi & hommage par lequel on relève le fief.

Le droit de *relief* est dû en général pour les mutations, autres que celles qui arrivent en directe & par vente, ou par contrat équipollent à vente.

Les droits de *relief* sont de quatre espèces, 1°. celui que le vieux François appelle, *sur cognizance de droit comme ceo que il ad de son done*, ou autrement un droit sur la reconnaissance du droit de cognizée (*), parci à celui du don du cognizor (**). Ce *relief* est le meilleur & le plus sûr, car par-là celui qui a la terre, est obligé de garder la convention qu'il a faite du transport de cette même terre, & empêche une nouvelle aliénation, puisque la couronne est reconnue avoir fait la première. Aussi est-il appelé *acte d'aliénation public*, & dont la délivrance, qui est faite dans

(*) Celui reçoit un droit ou redevance.

(**) Celui qui reconnoit devoir une redevance, & s'oblige à la payer.

la cour de justice, équivalait à une délivrance faite sur les lieux mêmes. Par cet acte, celui en faveur de qui il est fait, avoue & reconnoît l'existence d'un transport antérieur, & que le bien appartient en toute propriété à celui qui acquitte le *relief*. 2°. Un *relief* sur *cognizance de droit tantum*, ou simplement sur la circonstance d'un don fait précédemment, emporte avec lui un droit de réversion pour celui qui reçoit le *relief*; & une réversion de cette espèce ne peut être regardée comme une aliénation ou une donation avec délivrance de l'objet donné, tant que la possession en appartient à une troisième personne. Dans l'acte de *relief*, il est alors écrit que celui qui acquitte le *relief*, reconnoît que le bien, après avoir été possédé par lui & ses héritiers, retournera à celui qui en reçoit le *relief*. 3°. Un *relief* sur *concessis*, se fait pour terminer un procès. Car quoique celui qui fait donner ce *relief*, ne reconnoisse aucun droit précédemment accordé à celui qui le reçoit; cependant il lui accorde un bien, *de novo*, pour la vie ou pour quelques années, & cela purement par voie d'accommodement. Cela peut être fait en établissant une rente, & c'est un nouvel accord fait entre les parties contractantes. 4°. Un *relief* sur *done, grant & render*, est un double *relief*, puisqu'il comprend tout-à-la-fois, & le *relief* sur *cognizance de droit comme ceo*, & l'amende sur *concessis*. Il peut être employé pour créer des réserves particulières sur quelques parties du bien dont le *relief* est sur *cognizance de droit comme ceo*, & ne transporte rien de plus qu'un bien absolu ou d'héritage ou de franc-alieu. Dans le cas de cette dernière espèce de *relief*, celui qui le reçoit après que le droit est reconnu appartenir, accorde encore à celui qui

acquitte le *relief*, ou à une autre partie, quelques autres parties de biens. En général les premières espèces de *reliefs* sur *cognizance de droit comme ceo*, sont les plus utiles, car elles transportent un *propre* ou bien d'héritage, & donnent à celui qui reçoit le *relief* une prise de possession en loi, sans pour cela qu'il soit besoin d'aucune délivrance actuelle. Aussi ces sortes de *reliefs* sont-ils appelés *executis*, tandis que les autres ne sont qu'*executoires*.

La force & l'effet du *relief* sont expliqués en Angleterre par la loi commune, par les deux statuts, quatre de Henri VII. & trente-deux de Henri VIII. & encore par ces mots du statut 18. d'Edouard I. „ La raison pour la-
 „ quelle une si grande solennité est né-
 „ cessaire, lorsqu'on acquitte un *relief*,
 „ c'est que le *relief* a une telle force &
 „ produit un si grand effet, que ceux
 „ qui ne sont pas reçus à l'acquitter
 „ sont exclus eux & leurs héritiers de
 „ la possession du bien, ainsi que toute
 „ autre personne qui ne l'aura pas ac-
 „ quitté au jour marqué dans un âge
 „ compétent, & dans la jouissance de
 „ toute sa raison; & que, si les per-
 „ sonnes ne sont pas au-delà des mers,
 „ elles seront déchues de toutes leurs
 „ prétentions, après le terme d'un an
 „ & un jour. „ Mais cet usage de faire
 perdre tous leurs droits à ceux qui n'acquittoient pas le *relief* fut aboli, pour un temps, par le statut 34 d'Edouard I. qui admettoit à acquitter le *relief* sans aucun tems déterminé. Il en arriva, dit sieur Edouard Coke, de grands inconvéniens; car peu d'hommes étoient assurés de leurs possessions. Cela dura pourtant jusqu'au parlement tenu sous Henri VIII. qui réforma cette licence, & qui sans conserver toute la rigueur de l'ancien usage, restreignit la trop

grande indulgence de la loi qui l'avoit aboli. En se conformant à ce statut, on a établi (& cela se pratique encore à présent) que dans l'espace de cinq mois, à compter du jour de la formation qui sera faite, d'acquitter le *relief*, on doit être reçu à l'acquitter. De cette règle sont exceptées les femmes en puissance de mari, les enfans, les prisonniers, ceux qui sont au-delà des mers, ainsi que ceux dont la raison est altérée, auxquels on accorde encore cinq ans pour acquitter leurs *reliefs*, & leurs héritiers jouissent aussi des mêmes privilèges. Il paroît que le motif qui a engagé Henri VIII. à donner ce statut, a été d'empêcher les droits de mutation de s'étendre trop, de prévenir le mauvais effet des substitutions, & de faciliter la circulation des biens fonds. Mais comme cela ne parut pas encore suffisant pour opérer l'effet que s'en étoit promis ce prince, il donna le statut 32, lequel leva toutes les difficultés; puisqu'il déclara qu'un *relief* acquitté par une personne en majorité pour des biens substitués par ses ancêtres pour elle & ses héritiers, assureroit à perpétuité cette substitution. Cependant une femme veuve peut donner *relief* pour un bien dont son mari lui a fait don, ou qui lui a été substitué par ses ancêtres. Il est encore aussi des terres substituées par acte du parlement ou par lettres-patentes du roi, dont la réversion appartient à la couronne.

Des différens statuts ci-dessus cités, il paroît constant qu'on doit regarder un acte de *relief*, comme un acte de transport solennel, de celui qui reçoit le *relief* à celui qui l'acquitte, & que les parties comparantes à cet acte, doivent être considérées comme privées & même étrangères.

Les parties sont celui qui reconnoît

par l'acte de *relief*, qu'il doit à un autre une redevance pour la terre qu'il possède; & celui qui reçoit cette reconnaissance est établi par l'acte même du *relief*, lequel empêche que rien de caché puisse préjudicier à l'exercice de ses droits, auxquels la puissance même du mari ne sauroit mettre obstacle. Le *relief* est presque le seul acte juridique que puisse faire une femme en puissance de mari, pourvu qu'il soit bien constaté par l'examen fait par le juge, qu'elle agit volontairement. Aussi est-ce la meilleure façon & la méthode la plus sûre, pour qu'elle puisse intervenir dans une vente de la terre, ou pour la gréver de quelque charge.

Les parties privées d'un acte de *relief* sont celles qui ont quelques rapports, & quelques intérêts relatifs aux personnes qui contractent, soit parce qu'elles ont des droits à exercer après les premières sur le bien, soit par le droit du sang, ou soit par celui de représentation. Tels sont les héritiers en général, de celui qui acquitte le *relief*, & l'enfant pour qui s'est fait une substitution; à quoi le statut de Henri VIII. ajoute l'acheteur, le légataire & toutes les autres personnes qui ont des intérêts relatifs aux biens: attendu que l'acte de *relief* fait par le pere, oblige son fils, & que l'acte de réception engage celui qui doit exercer ce droit après celui qui l'a reçu.

On appelle *parties étrangères* à un acte de *relief* les autres personnes qui ne sont pas au nombre de celles dont nous venons de parler, & qui peuvent se trouver engagées par cet acte, à moins qu'elles ne s'opposent à son exécution dans le courant des cinq années, à compter du jour de la proclamation.

Les personnes qui ont des droits de

réversion à exercer, ont aussi cinq ans pour réclamer, à compter du jour qu'elles ont acquis ces mêmes droits; & si un an après avoir réclaté, elles n'ont pas intenté une action en justice pour être maintenues dans leurs droits, ils sont entièrement prescrits & anéantis, conformément au statut 4 de la reine Anne, *chap. 16.*

Mais pour l'établissement d'une redevance sur une terre, il est nécessaire que les parties y aient quelques droits, soit présents, soit futurs. Sans quoi il pourroit arriver que quelques personnes qui n'en auroient aucuns, venant à s'unir ensemble, pourroient sans aucun risque tromper les vrais propriétaires, & lever sur les terres de ceux-ci des redevances. Si le possesseur à vie ou pour quelques années, devoit une redevance ou droit de *relief* qui ne lui appartiendroit pas, son bien seroit confisqué au profit de celui à qui le fond du bien appartient. Cette supposition est peu probable; mais dans le cas où cela arriveroit, & que la revendication ne seroit pas faite dans les cinq années, alors le bien resteroit grévé de la redevance illégitime qui auroit été levée. Mais il n'en est pas de même d'un étranger, qui agiroit ainsi pour un bien, sur lequel il n'auroit aucun droit; car dans tous les tems, il peut être évincé de sa fautive prétention. L'effet du transport d'une partie du bien par l'établissement d'une redevance ou droit sur le bien, est d'assurer la possession du bien, d'obliger le donateur & tous ses héritiers, & d'empêcher toute autre personne de rien prétendre, à moins qu'elle n'ait fait sa revendication dans les tems prescrits par la loi. *v. RACHAT. (D. G.)*

Relief aboné, est celui qui est fixé à une certaine somme, par un accord fait avec le seigneur; on dit plus com-

muniément *rachat aboné. v. RACHAT.*

Relief des bénéfices, est celui qu'un bénéficiaire succédant, *soit per obitum*, soit par résignation ou permutation, doit au seigneur pour le fief dépendant du bénéfice, dont il prend possession.

Relief de bouche, c'est lorsque le vassal, ou tenant cottier, reconnoît tenir son héritage de quelque seigneur.

Relief de chambellage, est celui que le mari doit, lorsque durant le mariage, il échut un fief à sa femme.

Relief de cheval & armes, est celui pour lequel il est dû au seigneur un cheval de service des armes.

Le *relief double*, c'est lorsqu'il est dû deux différens droits de *relief*, l'un par le nouveau propriétaire, l'autre par celui qui a la jouissance du fief.

Le *relief de fief*, c'est lorsque le vassal relève en droiture son fief, c'est-à-dire, qu'il reconnoît son seigneur, & lui fait la foi & hommage pour la mutation de seigneur ou de vassal qui faisoit ouverture au fief.

Le *relief de mariage*, est celui que le mari doit pour la jouissance qu'il a du fief de sa femme, c'est la même chose que le *relief* de bail.

Le *relief à merci*, est le nom que l'on donne en quelques lieux au revenu d'un an que le nouveau vassal est tenu de payer au seigneur; il a été ainsi appelé, parce qu'il étoit à la volonté du seigneur, & non pas qu'il fut *ad mercedem*.

Le *relief principal*, est celui qui est dû pour le fief entier. Il est ainsi appelé lorsqu'il s'agit de distinguer le *relief* dû par chaque portion du fief.

Le *relief simple*, est lorsqu'il n'est dû que le *relief* de propriété par la femme, & non le *relief* de bail, ou bien quand il n'est dû aucun chambellage, à la différence du *relief double* qui est dû, l'un

pour la mutation de propriétaire, l'autre pour la jouissance du baillistre.

Le *relief de succession*, est celui qui est dû pour mutation d'un fief par succession collatérale, ou même par succession directe dans ces coutumes auxquelles il est dû *relief* à toutes mutations.

RELIGIEUX, RELIGIEUSE, adj., *Droit Can., Morale*. Ce mot a plus d'une signification dans la langue françoise; il se prend en général, pour tout ce qui a rapport à la religion, qui y est attaché. Ainsi le culte *religieux*, c'est le culte qu'on rend à Dieu, parce qu'on le respecte & qu'on l'aime, comme le créateur, le maître & le conservateur de l'univers, comme le bienfaiteur, le législateur & le juge des hommes. **v. DEVOIR**. Un discours *religieux*, est un discours dans lequel on enseigne & on prouve quelque vérité qui fait partie des dogmes de la religion; ou dans lequel on presse la nécessité de quelque devoir, par la considération que c'est Dieu qui nous le prescrit; en un mot tout discours destiné à produire la piété. **v. PIÉTÉ**. Un homme *religieux* ou une femme *religieuse*, est une personne qui a de la piété, qui fait tout en vue de remplir les devoirs que Dieu lui impose, qui se plaît à tous les actes qui peuvent prouver le respect qu'il a pour l'Être suprême, qui agit toujours en vue de plaire à Dieu. **v. PIÉTÉ, ŒUVRES, &c.** Un homme *religieux* observateur de sa parole ou des loix, est celui qui se fait un devoir de garder sa parole, & d'observer les loix, avec d'autant plus d'exactitude, qu'il croit que Dieu exige de lui, & qu'il pense que sa première obligation est de faire ce que Dieu veut. Le *religieux* ne paroît pas toujours pieux, moins encore dévot. **v. PIÉTÉ**.

Les mots *religieux* & *religieuse* s'emploient aussi seuls pour distinguer des personnes, hommes ou femmes, qui par des motifs de piété, & dans l'intention de plaire à Dieu davantage, se séparent de la société commune des hommes; s'astreignent à un genre de vie différent de celui du reste des humains, & s'imposent l'obligation de certains actes, de certaines privations, ou de quelques souffrances, qu'elles regardent ou comme un signe extérieur de piété, ou comme un moyen de faire naître cette disposition, de la conserver dans leur âme, de l'augmenter, de corriger leurs vices, de diminuer la force des tentations, d'en éviter les attaques, & de parvenir par ce moyen à une plus grande perfection morale. **v. MOINE**.

Si une raison bien instruite, si le bon sens guidé par une connoissance réfléchie de la nature, de l'état, des relations nécessaires, & de la vraie destination des choses, & par-là même de la volonté réelle de Dieu, avoit toujours conduit les hommes dans le choix religieux de ces genres de vie, les termes *religieux* & *religieuse*, pris dans cette dernière acception, n'auroient jamais réveillé que des idées de perfection, de sagesse, & des qualités les plus estimables qui puissent se trouver chez les hommes; mais la superstition, le fanatisme, l'enthousiasme, qui supposent toujours l'ignorance de l'esprit & les fougues d'une imagination échauffée & mal réglée, ayant toujours servi de guide à ceux qui ont cherché à se distinguer des autres par des dehors non naturels de piété, on ne doit pas être surpris si le titre de *religieux* reveille toujours l'idée de quelque chose de bizarre, d'étranger à la piété réelle, & à la vraie vertu, & de contraire à la nature, aux relations, & à la destination de l'homme.

Qu'une

Qu'une personne qui a recherché avec soin à connoître son propre cœur & ses penchans , à découvrir ce qui excite le plus ses passions , ce qui distrait davantage sa raison , se fasse une loi d'éviter tout ce qu'elle fait qui lui a fait faire des fautes , vive dans l'abstinence des plaisirs non nécessaires , *v. ABSTINENCE*, on ne pourra que la louer comme étant sincèrement vertueuse , pourvu que d'ailleurs elle remplisse tous les devoirs de l'humanité , selon les circonstances naturelles où elle se trouve placée , & les relations qu'elle soutient dans la société , qu'elle réponde à sa destination , qu'elle ne rende inutile aucun de ses talens , & ne néglige volontairement aucune des obligations que la nature lui impose. C'est bien là aussi ce que la religion exige de l'homme. Mais si elle fait consister la perfection dans la seule fuite du mal , sans la pratique du bien , si sous prétexte d'éviter les occasions de faire des fautes , elle fuit en même tems celles de se rendre utile , & de remplir ses devoirs naturels ; si elle met les privations , les souffrances & la tristesse , à la place des actions utiles au genre humain , & propres à procurer sa perfection & son bonheur , elle va directement contre les vues de Dieu. Cet Être suprême nous appelle à vivre en société , & à remplir , dans les diverses relations que nous y soutenons , les différens devoirs qui résultent des besoins mutuels des hommes , de leur état , & de leur destination. *v. DEVOIR , DESTINATION , DROIT*.

D'après ces principes , développés dans les articles que nous avons cités , on peut aisément juger combien cet ordre de personnes , connues chez les chrétiens sous le nom de *religieux* & de *religieuses* , sont éloignées de la perfection qu'elles se vantent d'avoir atteinte. Je

TOME XII.

ne parle pas d'elles envisagées dans le cas des désordres auxquels elles se sont quelquefois livrées , & des abus criminels qu'elles ont fait trop souvent du degré de considération que la superstition leur a accordé pendant long-tems ; j'en parle en les envisageant même dans la plus grande sévérité de leur institution.

Peut-il y avoir quelque mérite aux yeux de Dieu & des hommes , dans la clôture qui sépare plusieurs *religieux* & *religieuses* de tout le reste des hommes , au point de les réduire à leur égard dans un état de non-existence ? Quel avantage la société retire-t-elle de leur existence plus que s'ils étoient morts ? *v. SOCIÉTÉ*. Dirait-on qu'ils prient Dieu pour le reste des hommes ? mais par quel argument prouvera-t-on que Dieu accordera quelque chose de plus à des personnes qui ne s'occupent qu'à réciter des prières , qu'aux requêtes sincères de ceux qui sentant en agissant , le besoin du secours céleste , le lui demandent sincèrement ? Supposer que quelques personnes ne doivent s'occuper qu'à prier , n'est-ce pas supposer que les autres qui agissent , doivent être dispensées de s'occuper jamais de la prière ? *v. PRIÈRE*.

Quelle vertu peut-il y avoir dans le choix bizarre des habits que portent les *religieux* & *religieuses* , & par lesquels ils se distinguent du reste des hommes ? Quand on y fera bien attention , on n'y découvrira que l'affectation superstitieuse ou hypocrite d'un extérieur , qui par institution & non naturellement , est devenu le signe corporel très-équivoque de la piété intérieure.

Le silence qu'on garde dans certains couvens , ne sauroit être par lui-même une action louable aux yeux de quiconque fait cas du don de la parole que nous avons reçu de Dieu , & en connoît la destination.

Q

L'abstinence de certaines viandes ne fut jamais aux yeux d'une raison éclairée qu'une pratique puérile, tant qu'elle n'a pas pour but la santé ; & c'est s'abuser que de la confondre avec la tempérance.

La pauvreté volontaire ne sauroit dans aucun cas être une vertu ; lorsque c'est par choix qu'on l'embrasse , & qu'on pouvoit innocemment conserver ses biens. v. MENDIANS, PAUVRETÉ.

Le célibat auquel les *religieux* & les *religieuses* s'astreignent par des vœux solennels, est trop opposé aux vues de la nature, pour n'être pas contraire aux intentions de Dieu qui en est l'auteur. v. CÉLIBAT.

Enfin l'obéissance aveugle que les *religieux* vont à leur supérieur, ne sauroit être excusée aux yeux de ceux qui savent que nul homme ni femme n'est infailible, & qu'il ne peut être permis de leur promettre une obéissance sans réserve. v. MOINE.

On peut voir par ces réflexions abrégées, & par les discussions plus détaillées qu'on trouvera dans les articles cités, sur-tout aux mots CÉLIBAT & MOINE, que la vie des *religieux* est contraire à la nature de l'homme, à sa destination, au bien de la société naturelle, civile & politique, aux progrès de la vertu dont elle resserre la pratique d'une manière nuisible au bien de l'humanité ; que rien, dans la religion naturelle & révélée, ne l'autorise ; qu'elle n'a pour base que l'ignorance, l'erreur sur les principes les plus clairs de la morale, la superstition, le fanatisme, le dérangement de l'imagination troublée par la mélancholie, & les écarts de l'esprit aveuglé par les plus fausses idées sur la nature de la sainteté que Dieu aime, & de la vertu que cet Être saint exige. Auteur de la nature, des relations, des

états & de la destination de l'homme, il est impossible qu'il prescrive comme un devoir rien qui contredise ses vues ; & c'est cette contradiction avec les vues de la nature qui caractérise tous les traits distinctifs de la vie des *religieux* & des *religieuses*. v. VŒUX. (G.M.)

RELIGION, f. f. Morale. I. De la religion en général. La religion, considérée comme une science, est la connoissance de Dieu, de la destination de l'homme & de ses devoirs. Elle renferme donc la connoissance de l'existence du Créateur de l'univers, de ses perfections essentielles, intelligence, bonté, sagesse, puissance infinie, de sa providence, de la nature du culte qui est dû à ce grand Être, de la certitude d'une économie future, où les créatures intelligentes recevront, selon leur conduite ici-bas, des peines ou des récompenses, enfin des devoirs de l'homme, en tant qu'homme, & en tant que membre de quelque société. Connoissance du seul & vrai Dieu éternel, d'une vie à venir, & des devoirs de la morale ; voilà donc les trois objets que la religion doit toujours embrasser ; & telle doit être la religion pour être considérée comme une science utile & nécessaire.

Elle est vraie, lorsque sur ces trois objets, elle ne présente rien qui ne soit conforme à la vérité, à la nature & à la raison : imparfaite, si quelques parties essentielles de l'un de ces objets sont ignorées ou omises : fautive, si quelques-unes des vérités fondamentales sont niées, ou mêlées d'erreurs capitales, d'abus dangereux ou de pratiques condamnées par la raison éclairée.

Mais la véritable religion n'est point une simple théorie ; c'est une science toute pratique ; elle suppose donc une conviction dans l'esprit, des sentimens assortis dans le cœur, & une conduite

conséquente dans toute la vie. Si l'une de ces trois choses manque, la *religion* est ou vaine, ou simulée ou inclinée. Sans la conviction éclairée, c'est crédulité aveugle; sans les affections vives & pures, c'est hypocrisie, ou insensibilité stupide; sans la conduite vertueuse, c'est inconscience, ou dépravation entière. Les idées distinctes de l'entendement doivent par conséquent produire les affections de l'ame; ces affections doivent diriger la volonté; tel est l'effet de la vraie *religion* sur un homme droit & sincère.

L'orgueil a souvent fait consister l'essence ou le principal de la *religion* dans des spéculations frivoles & mystérieuses sur la nature divine, ses decrets & ses desseins; la superstition dans les seules pratiques d'un culte arbitraire; le fanatisme à défendre & à propager ou des dogmes obscurs, ou un culte extérieur, toujours inutile sans la vertu; dedein unique de la vraie *religion*.

En effet, la *religion* est destinée par la sagesse divine à rendre l'homme plus parfait ou meilleur, à avancer son bonheur sur la terre, & à le conduire à la félicité céleste, par le chemin de la vertu: ce n'est ni une métaphysique obscure, ni une science de controverses épineuses & profondes, mais une connoissance pratique, à la portée de tout esprit qui a de la bonne foi & l'usage de la raison.

Dans toute *religion*, ce qui ne tend pas directement & manifestement à ce grand but, la félicité de l'homme, à cet unique dessein, doit donc être regardé comme étranger, inutile, superflu, ou comme faux & ajouté par des hommes intéressés & corrompus.

C'est à l'homme intelligent & raisonnable que la *religion* est proposée; si par conséquent elle offre, dans ses dogmes,

dans son culte, ou dans sa morale, quelque chose qui choque directement la raison éclairée, qui y repugne formellement, qui soit en contradiction avec les saines lumières, il doit être rejeté ou comme inutile, ou comme incertain, ou comme faux. Si la raison seule n'a pas découvert toutes les vérités de la *religion*, c'est à elle cependant à les saisir, à les concevoir, à les comprendre, à les juger, sans quoi il ne sauroit y avoir de conviction: mais si cependant la *religion* est une science, elle a, comme toutes les autres, ses mystères, qui sont au-dessus de la raison, mais non pas contraires à cette raison, premier guide de l'homme intelligent. v. RÉVÉLATION.

Il est évident que la connoissance du vrai Dieu éternel, créateur, souverain de l'univers, est le premier fondement de toute *religion* véritable. Cet Être suprême s'est manifesté aux hommes pour leur consolation & leur bonheur, par la raison & par ses œuvres. On a donné le nom de *religion* naturelle, à l'assemblage des vérités que l'homme a pu déduire de la contemplation des ouvrages de la création par la seule raison. Il est aussi difficile de concevoir l'univers, si varié & si magnifique sans une divinité intelligente, qu'un poëme sans un auteur, ou une pendule sans un ouvrier qui les ayant faits. Des que l'on reconnoit une divinité, il faut à l'homme une *religion*, la *religion* lui devient nécessaire.

Lorsque Dieu pere des esprits, s'est manifesté à l'homme par une inspiration immédiate, ou une action sur son entendement, ou sur son cœur, par une révélation extérieure, mais extraordinaire, ou miraculeuse; enfin par sa parole écrite par des hommes, inspirés de l'une ou de l'autre de ces manières,

ou de toutes les deux ensemble, l'assemblage des vérités manifestées & connues par ce moyen, a pris le nom de *religion révélée*. v. RÉVÉLATION.

L'une & l'autre de ces *religions* est divine, puis qu'elles ont le même Dieu pour auteur & pour objet : elles ne sauroient donc se contredire : l'une cependant n'exclut pas l'autre ; de même que l'une n'est pas l'autre : l'une peut être plus complète que l'autre, & toutes les deux méritent notre reconnaissance, & notre foi.

II. *Nécessité de la religion*. L'homme intelligent, raisonnable & libre, comptable par la même de ses actions à l'Être souverain, qui l'a formé tel, est fait sans doute pour avoir une *religion* ; il est donc susceptible d'une *religion*, il est capable & destiné à en avoir une : c'est la prérogative, qui le distingue des brutes, le rend propre à une éternité bienheureuse. En effet, puisqu'il est intelligent, il peut connoître son Créateur, & dès qu'il le connoît, il faut qu'il l'aime & l'adore, qu'il reconnoisse son autorité suprême & qu'il se soumette à ses loix, uniquement destinées à conduire l'observateur fidèle au bonheur qu'il desire, & dont il se sent capable.

Ainsi un homme sans *religion* est un homme sans raison sur ce point. Renoncer à l'empire de la *religion*, c'est renoncer à l'intelligence, c'est se dégrader à la condition des brutes. Faire des efforts pour détruire les vérités fondamentales de la *religion*, c'est souhaiter d'être ver ou chenille, c'est regretter de n'être pas né polype, ou limacon, & prendre de grands soins pour persuader aux humains qu'ils ne valent pas mieux que les poissons des mers, les oiseaux de l'air, ou les insectes qui rampent sur la terre ; c'est enfin employer une intelligence capable de nous élever de la

sphère des objets sensibles à celle de l'auteur de toutes choses, pour le détrôner & en effacer l'idée, s'il étoit possible, du cœur des humains, & tel semble avoir été le but de l'auteur imprudent du *système de la nature*.

D'ailleurs, les hommes ont entr'eux divers rapports nécessaires, dérivans aussi de leur nature, de leurs besoins & de leurs facultés, d'où résultent des devoirs indispensables & reciproques : les violer, c'est méconnoître son bonheur & agir contre ses intérêts ; & puisque la *religion* nous enseigne ces devoirs, la *religion* est nécessaire à l'homme vivant avec ses semblables. Ce n'est pas la *religion* qui a établi ces relations, c'est la nature ; mais l'existence de ces relations fonde, établit les devoirs que la *religion* nous enseigne & nous prescrit.

La *religion* supplée, outre cela, aux loix civiles, toujours insuffisantes, toujours imparfaites, v. MŒURS. Sans la *religion* qui nous enseigne à chercher notre bonheur dans celui du plus grand nombre, la société ne sauroit être heureuse ; ainsi la *religion* est encore nécessaire à l'homme en société.

Capables de sensations agréables & environnés d'objets propres à les satisfaire, nous nous rendons malheureux, si emportés par les appétits & les passions déréglées, nous abusons des biens de la nature. La *religion* vient encore ici au secours de la raison, pour nous apprendre à modérer nos appétits, & à régler nos passions ; elle est donc nécessaire à notre bonheur individuel ici bas.

N'avoir pu exister, & n'être pas même en état de continuer son existence que par la volonté de l'Être souverain : n'avoir rien & ne pouvoir rien que par cette volonté, c'est, sans contredire, le principe, la source, le fondement de la plus grande dépendance. Or, tel est ma-

nifiquement l'état de l'homme par rapport au Créateur de toutes choses. Les relations de ces deux êtres sont donc nécessaires : les obligations qui en résultent, sont par conséquent de la même nécessité ; bienfaisance de la part de Dieu, obéissance & reconnaissance de la part de l'homme : dessein miséricordieux de la part de l'Être éternel tout-puissant, soumission entière de la part de l'Être créé & dépendant. Ces relations inévitables sont le principe de la religion, & du culte religieux, & sont aussi nécessaires que l'existence de l'Être suprême, qui existe par lui-même. Ce n'est donc pas la crainte qui a fait naître l'idée de la divinité, mais le désir du bonheur & l'espérance d'y parvenir par son moyen.

§ I. *Histoire de la religion.* C'est par le secours de la raison que l'homme est capable d'une religion, ainsi que nous venons de le montrer §. II. En sortant des mains du Créateur, dans l'état des adultes, nos premiers parens reçurent la raison avec la vie. Mais leur intelligence étoit-elle table-rase, comme la nôtre, lorsque naissant, nous n'avons point encore acquis d'idée par les sens, par l'expérience, par la réflexion, par le raisonnement & la méditation ? Dieu les abandonna-t-il à leurs seuls efforts, à leurs propres progrès, pour leur laisser découvrir peu à-peu & former à la longue, successivement, un système de religion sur la nature & les perfections divines, sur la destination de l'homme, sur ses devoirs & ses espérances ? Ou imprima-t-il à leur intelligence toutes ces idées, en inspirant dans leur esprit, lorsqu'il l'unifia à leur corps, un système suffisant de religion ? Ou bien enfin, daigna-t-il par différentes communications successives, leur révéler ce qu'il leur importoit de savoir sur les trois

grands objets de la religion de l'homme ? §. I.

La première de ces suppositions, défendue par M. Hume, dans son *Histoire de la religion naturelle*, paroît la moins conforme à la bonté, à la miséricorde, à la sagesse de Dieu. La seconde & la troisième sont également dériver les idées religieuses de l'homme d'une révélation divine ; mais la troisième semble plus particulièrement conforme à la narration mosaïque : L'éland l'appuye de plusieurs raisonnemens très-probables, dans la *Nouvelle démonstration évangélique*, part. I. ch. 1. §. 2. C'a été aussi l'idée de Puffendorf, de Locke & de plusieurs théologiens.

Dans la supposition que Dieu imprima à Adam toutes les idées de la religion, en le formant, ce seront des idées innées, qui seront cependant également une sorte de révélation divine.

Nec vocibus ullis

Numen eget, dixitque semel nascentibus

Auctor

Quidquid scire licet.

M. Hume voulant d'un autre côté attribuer l'origine de toutes les idées religieuses aux progrès lents de la raison humaine, est forcé de supposer que le théisme ne fut pas la première religion, la religion primitive des hommes, mais que le polythéisme fut la plus ancienne. Ainsi l'homme se b' commença, selon lui, par l'erreur & le mensonge. Auront-ils été digne de la bonté du Créateur miséricordieux de laisser ainsi ignorer à l'homme, sortant de ses mains, qu'il étoit son Créateur, son unique Maître qu'il devoit adorer ? Tous les raisonnemens de M. Hume ne prouvent point que le théisme n'ait pas pu être la religion primitive, mais seulement qu'il a été difficile qu'Adam fut parvenu à se lui-même & par le seul raisonnement.

à un théisme pur & développé, si Dieu n'étoit venu à son secours, par quelque révélation, digne de sa bonté infinie. *

Voilà donc la première époque de l'histoire de la *religion*, depuis Adam à Noé, & la première promulgation de la *religion* naturelle à nos premiers pères.

Cette *religion* n'est pas naturelle, parce que l'homme l'a découverte entièrement par ses seuls efforts, par ses seules méditations, par les secours uniquement de sa foible raison, mais parce que cette *religion* une fois connue, ou manifestée à l'homme, sa raison n'y trouve rien qu'elle ne comprenne, qu'elle ne conçoive, qu'elle n'approuve, comme vrai & conforme à la nature des choses.

On réservera donc le nom de révélation à une communication extraordinaire & miraculeuse de Dieu, qu'il a fait rédiger par écrit, pour la conserver, & qui contient des choses, qui sont au-dessus de la raison : telles sont la révélation mosaïque, & la révélation évangélique. v. RÉVÉLATION.

Cette première promulgation de la loi naturelle à l'homme, renferma donc, outre la connoissance de son Dieu & de ses devoirs, les promesses positives d'une vie & d'une félicité avenir, que l'homme desiroit, que sa raison lui auroit fait espérer de son Créateur souverainement bon, mais dont il ne pouvoit être pleinement & parfaitement assuré, qu'après une promesse expresse de sa part. Dieu lui donna aussi un ordre positif & symbolique de s'abstenir du fruit d'un arbre particulier.

La seconde époque de l'histoire de la *religion*, & la seconde promulgation de la loi naturelle, s'étend depuis Noé à Abraham. Elle annonça en particulier

le déluge qui devoit punir la race corrompue des hommes ; événement, dont le souvenir s'est conservé, par la tradition, chez tous les peuples de la terre.

La troisième promulgation de la loi naturelle fut confiée à Abraham, c'est aussi la troisième époque de l'histoire de la *religion*. Ce fut alors que Dieu choisit spécialement sa postérité pour conserver la *religion* naturelle dans sa pureté, & la promesse d'un Sauveur, qui devoit paroître dans l'accomplissement des tems.

L'orient fut donc, pendant un long intervalle, le berceau des idées religieuses les plus saines, comme peut-être celui des sciences & des arts. Le théisme se conserva, en effet, assez long-tems, par une tradition, quelquefois défigurée, mais cependant toujours conforme pour le fonds à la vérité divine. Parmi les Assyriens, les Chaldéens, les Perses, les Phéniciens, les Arabes, les Egyptiens, on découvre long-tems après Abraham les traces précieuses de la connoissance & du culte du vrai Dieu. Voyez Schucford, *Connexion de l'histoire sacrée & profane, tom. I.* Le pere le Comte prétend que les Chinois garderent la *religion* naturelle aussi primitive pendant deux mille ans, voyez ses *Mémoires de la Chine*. M. de Pau fait des efforts pour leur enlever cette gloire. Hyde soutient, qu'après l'introduction du fâbéisme en Perse, les sages y avoient encore de justes notions du vrai Dieu, & de la *religion* naturelle traditionnelle, & Eusebe rapporte un passage remarquable de Zoroastre, qui prouve que de son tems le théisme étoit conservé dans sa pureté. Les Egyptiens mêmes, quoiqu'ils eussent déjà altéré cette *religion* céleste, adoroient toujours le Créateur de l'univers sous le nom de *Kneph*, au rapport de Plutarque & d'Eusebe. Le livre de

Job démontre d'ailleurs, que les pures notions du vrai Dieu subsistoient de son tems chez les Arabes, peut-être avant Moïse. Voyez la *dissertation* de Goguet, *origine des loix*, &c.

Pour maintenir les pures idées de la *religion* sainte, Dieu daignoit cependant se communiquer de tems en tems à diverses personnes, dans ces tems anciens, non-seulement à Abraham, à Isaac, à Jacob, à Joseph, mais aussi à Abimélec, à Pharaon, à Laban, à Job & à plusieurs autres, ne laissant point ainsi sans témoignage de sa miséricorde, suivant les expressions de S. Paul, les nations, quoique déjà corrompues, jusques à ce que s'étant entièrement rendues indignes de ses faveurs, il les abandonna à elles-mêmes. C'est ainsi que, suivant les idées de Schucford, furent perpétuées diverses traditions primitives sur la création, le sabbath, & des usages sacrés, qui dans la suite furent transportés au culte des faux dieux & des idoles. Platon & Plutarque présentent l'idée du Créateur intelligent, comme découlant d'une tradition très-ancienne, dont l'auteur ne peut être connu. On peut voir dans l'ouvrage de Léland, que nous avons déjà cité, dans Sykes, *Connexion de la religion naturelle & révélée*, dans le *Système mundi intellect.* de Cudworth, &c. une multitude de passages des anciens, qui viennent à l'appui de ces vérités, qui appartiennent ainsi à l'histoire de la vraie *religion*, conservée parmi les gentils.

La négligence des hommes, la corruption de leurs mœurs, l'ambition des prêtres, avides de dominer par le moyen de la superstition, firent oublier peu-à-peu & d'âge en âge les traditions pures de la *religion*, qui fut remplacée par des fables, par l'idolâtrie & le polythéisme. Tel devint l'état commun & général des

peuples les plus civilisés, malgré les lumières de la raison.

Dans cette triste condition des humains, en proie au mensonge & à l'ignorance, ils avoient besoin sans doute d'une nouvelle révélation céleste, qui rappellât les principes de la *religion* naturelle, en les renforçant par l'autorité d'une sanction divine. v. RÉVÉLATION.

Dieu, dans ses vucs miséricordieuses, fit choix d'un peuple particulier, selon ses promesses, à qui il donna sa loi par Moïse, & ce fut la quatrième promulgation, & la quatrième période de l'histoire de la vraie *religion*. Cette loi morale, fut accompagnée de cérémonies, propres à satisfaire un peuple trop attaché aux sens, & destinées à les détourner des cérémonies superstitieuses des polythéistes. Elle devoit servir sur-tout, pour tous les peuples, en conservant les vraies notions religieuses, qui des Juifs passèrent souvent aux Gentils, & à préparer enfin une nouvelle révélation, plus simple & plus excellente, qui devoit un jour être universelle, ou annoncée à tous les peuples de la terre sans distinction.

Telle est la révélation évangélique, apportée par le Sauveur du monde, accompagnée de marques intérieures & extérieures de vérité & de divinité, propres à la faire recevoir; c'est la cinquième promulgation de la *religion*, comme ce doit être la dernière période de son histoire.

IV. De la religion naturelle. De tout ce que nous avons dit, il paroît que la *religion* naturelle est celle qui étant proposée, est aussi-tôt comprise & admise par tout homme intelligent, raisonnable, & attentif, sans qu'il ait besoin de preuves extérieures, Rom. II. 14. 15. Elle est fondée sur la connoissance d'un Dieu créateur & rémunérateur, d'où

résulte l'obligation sacrée & naturelle de tous nos devoirs envers lui, envers nos semblables, & envers nous-mêmes. Elle doit donc renfermer tous les dogmes, & toutes les vérités morales, qui ont leur fondement dans la nature & les relations des choses, & qu'une raison, dégagée de préjugés, approuve nécessairement, dès qu'on les lui présente dans un jour convenable. v. MORALE. *Primum deorum cultus, Deos credere, deinde reddere majestatem suam; reddere bonitatem, sine qua nulla majestas: scire illos esse qui præsident mundo, qui universa, ut sua, temperant, qui humani generis, tutelam gerunt, interdum, curiosi singulorum.* Senec. *epistol.* 96.

Divers jurisconsultes & quelques théologiens modernes ont tracé, d'après ces principes, d'excellens systèmes, auxquels ils ont donné le nom de *religion naturelle*: mais ils avoient été instruits par la révélation, sans laquelle ils n'auroient jamais formé ce corps complet de vérités sublimes; c'est ce qu'observent judicieusement Locke, dans son *christianisme raisonnable*; Clarke, dans ses *Discours sur la religion naturelle*, Campbell, dans la *nécessité de la révélation*, &c.

Ainsi la *religion naturelle* n'exclut point une révélation, une inspiration, ou une communication de la part de Dieu, soit dans la première promulgation pour nos premiers parens, soit dans son rétablissement par Moïse, par les prophètes, & par le Rédempteur des hommes dans l'accomplissement des tems. §. III.

Entre ceux qui prétendent que la raison seule, sans le secours divin, a pu découvrir facilement tout le système de la *religion naturelle* complète, qui est, selon eux, à la portée de tout le monde, les uns admettent cependant une révélation, mais devenue seulement néces-

saire par une suite de la dépravation du genre humain: telle est l'idée d'A. Turretin, de Vollafton, de Sykes, &c. & de plusieurs autres panégyristes de la raison humaine.

D'autres philosophes regardant cette *religion naturelle*, entièrement découverte par la seule raison, comme parfaitement suffisante, ont envisagé toute révélation extraordinaire comme absolument superflue: telle a été l'opinion du lord Herbert, de Tindal & de la foule des déistes modernes. v. RÉVÉLATION.

Je demanderai seulement ici aux uns & aux autres, comment l'homme, éclairé par la seule raison, sans promesses de la part de Dieu, pouvoit être pleinement assuré d'une vie à venir, d'un bonheur éternel, de la certitude du pardon de ses péchés, &c.?

Je ne nierai point cependant qu'un philosophe instruit dès l'enfance dans l'école chrétienne, ne puisse aujourd'hui élever un système parfait d'une *religion* pure, qu'il appellera improprement *naturelle*, puisqu'il en doit la perfection & la plénitude à l'éducation qu'il a reçue dans le sein du christianisme: mais il ressemblera à un écolier, qui après avoir, dans son cours de philosophie, étudié, sous un maître habile, la métaphysique & la physique, formeroit ensuite, comme appartenant à son seul génie ou à son intelligence, un système lié, qu'il appelleroit *naturel*, parce qu'il ne renfermeroit que ce qui est vrai. & ce que la raison peut concevoir & démontrer. L'homme avoit, j'en conviens, la faculté de comprendre les vérités de la *religion naturelle*; s'ensuit-il qu'il eût aussi le tems, le loisir, l'occasion, la volonté, tous les moyens de les découvrir, seul & sans secours? De la possibilité à l'être, il y a une grande distance, &

& de la faculté de faire une chose, il y a souvent bien du chemin jusqu'à l'exécution, ou à la chose faite.

Je ne nierai pas non plus, qu'en rassemblant divers passages, ou des extraits choisis des auteurs orientaux, grecs & latins, on ne puisse à-peu-près former un système complet de la doctrine & de la morale d'une *religion* naturelle pure; c'est ce qu'ont cherché à exécuter Sykes & quelques autres.

Mais on doit observer ici premièrement, que pour cela il faut recourir aux écrivains les plus sages de toutes les nations, de toutes les langues, & de tous les âges, & n'y prendre que des morceaux épars, choisis parmi un tas d'erreurs monstrueuses, & que ce système pur, formé ainsi de ces débris, n'existe, en effet, nulle part, chez aucun d'eux, qu'il n'existe réellement rassemblée que dans la révélation de Moïse & de Jésus-Christ, & dans les ouvrages des philosophes, instruits à cette divine école. C'est ce qui paraîtra bientôt dans ce que nous dirons bientôt sur la *religion* des philosophes anciens.

J'observe en second lieu, que dans les mêmes auteurs de l'antiquité profane, on trouvera confondu avec ces vérités un mélange d'erreurs absurdes, de mensonges ridicules, & de contradictions frappantes, que l'on a soin d'omettre, lorsque l'on veut représenter ces philosophes anciens, comme des confesseurs de la vraie *religion* naturelle.

Je remarque, en troisième lieu, qu'avec la même méthode, en choisissant les passages, on peut démontrer que tous ces mêmes philosophes ont méconnu, ignoré, ou contredit la plupart des principes fondamentaux de la vraie *religion* naturelle, & enseigné les erreurs les plus opposées : ce qui serviroit au moins à

prouver leur incertitude sur les points, où il importe le plus à l'homme d'être ferme & assuré.

J'ajoute en quatrième lieu, que ces traits de lumières, qui brillent çà & là, dans ce mélange affreux, peuvent être les restes précieux de la tradition primitive, ou des instructions dérivées de la révélation mosaïque, 'plus ancienne que la plupart de ces auteurs, & que Schucford prouve avoir été plus connue, que ne le prétendent ceux qui se plaisent à parler avec tant de mépris de la nation Juive.

Il faut convenir du moins, en cinquième lieu, que l'histoire de tous les âges démontre que le général des hommes, même des prétendus sages, des philosophes, des législateurs, dans les républiques & les empires, chez des nations entières, s'est égaré sur les points les plus essentiels de la doctrine & de la morale naturelle; enfin que nulle part on ne fournissoit au peuple aucuns secours pour l'instruire des vérités & des devoirs de cette *religion*, cependant si nécessaires. v. RÉVÉLATION.

Comment donc des hommes, embarrassés d'affaires, occupés des soins divers de la vie, asservis aux objets sensibles, livrés à l'ardeur des appétits, à la fougue des passions, entraînés par l'exemple, servilement attachés à la superstition par les prêtres, qui trouvoient leur intérêt à la faire régner, & par les puissans, qui y cherchoient le fondement de leur empire, comment entravés par tant de chaînes les hommes auroient-ils pu, à l'aide des efforts seuls d'une raison peu exercée, se faire un système pur & complet d'une *religion* naturelle? C'est ce qu'établit Leland dans sa *Démonstration évangélique*, par des autorités, par le fait, & par l'expérience de tous les siècles.

Notre dessein n'est pas de tracer ici un plan complet de toute la théorie de la *religion* naturelle, & d'enseigner ce que la raison éclairée saisit, conçoit & approuve sur l'existence de Dieu, démontrée par ses œuvres, la meilleure preuve pour le commun des hommes; sur ses perfections adorables; sur sa providence infiniment sage; sur la nécessité & la nature des hommages naturels, qui lui sont dûs par des créatures intelligentes; sur la certitude d'une autre économie de compensation & de retribution, appuyée par la nature de l'homme & les promesses divines; enfin, sur les devoirs de l'homme, autant qu'homme & autant que membre de quelque société. On peut consulter, sur tous ces objets, les divers articles particuliers de ce dictionnaire; v. LOIX NATURELLES, DROIT NATUREL, DIEU, PROVIDENCE, MORALE, MŒURS, &c.

Nous ne pouvons nous empêcher cependant d'observer ici, que pour s'instruire solidement sur ces importantes matières, il ne faille sur-tout recourir à cette multitude d'écrivains anglois, qui les ont siagement approfondies dans différens points de vue; Vollaſton, Cumberland, Selden, Clarke, Locke, Newton, Sykes, Leland, Cudworth, Burnet, Scherloch, Warburton, Derham, Ramsay, tous les écrits pour la fondation de Boyle, Fordyce, Hutcheson, &c.

Si donc la liberté laissée à la presse dans les îles Britanniques, a enhardi six ou sept auteurs à attaquer quelques vérités de la *religion*, quelle nuée de défenseurs habiles & courageux, n'ont-elles pas trouvé? Par différentes routes, ces vérités ont été mises dans le plus beau jour. Jamais ces matières intéressantes n'eussent été développées, approfondies, éclaircies, comme elles le sont,

si dès qu'un écrivain s'écarte du chemin battu, des expressions adoptées, des termes consacrés, on avoit crié, comme ailleurs, à l'hérésie, & invoqué contre lui la puissance civile. La vérité, toujours inébranlable, n'a rien à redouter de l'examen & de la contradiction: elle se soutient par elle-même sur des fondemens éternels: elle triomphe par ses propres forces. Interdictions, injures, censures, punitions, contrainte, ce ne sont pas-là les moyens de défendre la vérité attaquée. Ce furent toujours les ressources de l'orgueil blessé par la contradiction; les armes de l'erreur, des préjugés, du fanatisme, de la superstition, de la tyrannie, de l'intérêt personnel, déguisé sous le nom de zèle pour la gloire de Dieu; v. TOLÉRANCE. C'est par ces moyens que la pure vérité a été obscurcie, & que le mensonge accrédité a prévalu enfin sur la terre; c'est ainsi en particulier que le paganisme, étouffant la voix de la tradition divine, parvint autrefois à dominer dans le monde, en corrompant la *religion* naturelle, reçue de Dieu.

Non-seulement on peut considérer la *religion* naturelle comme une science étendue, qui embrasse tout ce que l'homme peut concevoir par la raison attentive & éclairée sur toutes les vérités que la *religion* en général renferme, §. I. Mais on peut aussi l'envisager dans un sens plus restreint, comme toute pratique, c'est-à-dire, comme l'accomplissement des devoirs qui nous lient à la Divinité. Nous l'avons considérée dans ce point de vue général jusques ici. Maintenant nous allons essayer d'en donner une idée abrégée dans ce dernier rapport.

L'accomplissement de trois devoirs nous unissent à la Divinité, & résultent de nos relations avec ce grand Être: l'amour, la reconnaissance & les homma-

ges ; telle est la religion naturelle pratique , à la portée de tous les hommes raisonnables , quelque variété qu'il puisse d'ailleurs y avoir dans leurs talens.

D'abord de ce que Dieu est souverainement bon , il suit qu'il ne nous a créé que pour nous rendre heureux. Il ne cesse , en effet , de nous faire du bien , puisque tout ce dont nous jouissons vient de lui. Il aime ses créatures , puisqu'il est bon & qu'il les a formées : ainsi sa sagesse a tracé le plan de notre bonheur ; sa toute puissance l'exécutera ; sa Majesté suprême me rend son amour d'un prix infini. Nous lui devons donc aussi un amour sans bornes.

Douter si Dieu nous aime , c'est douter s'il est infiniment bon ; c'est mettre en question s'il existe , puisqu'on ne sauroit concevoir un Dieu , qui manqueroit de bonté. Un bon pere aime ses enfans , un bon prince aime ses sujets , comment celui de qui nous tenons tout , & de qui tout dépend , ne nous aimeroit-il pas ? Dieu , sans doute , ne doit rien aux humains ; mais il doit tout à ses perfections : ainsi la nécessité de sa bonté rend son amour pour les créatures intelligentes & immortelles nécessaire & perpétuel. Nous lui devons donc un amour éternel. La Divinité n'a formé les humains , ne se fait connoître à eux par la religion , que pour leur perfection & leur bonheur ; *ipsa suis pollens opibus , nihil indiga nostri*. Pour des bienfaits toujours généreux , déintéressés , nous lui devons par-là même un amour pur & sans bornes. Ce n'est pas pour lui , mais pour nous , qu'il a établi une religion. L'amour de nous-mêmes , doit par conséquent nous attacher à Dieu & à la religion.

Si Dieu est bon , il est aussi sage. Sa bonté envers ses créatures doit par conséquent être réglée & dirigée par sa sa-

gesse : dès-lors il doit nous aimer tant que nous ne nous en rendons pas indignes par notre ingratitude , & sa miséricorde le portera à nous rétablir lorsque nous sommes déchus , pour nous rendre dignes des effets de sa bonté permanente.

On peut aimer quelqu'un de ses semblables sans en avoir reçu de bienfaits ; on peut aussi sans être ingrat en recevoir des bienfaits & ne pas l'aimer , parce que le premier est aimable , sans avoir la puissance ou l'occasion de nous faire du bien , & le second peut avoir le pouvoir de nous faire du bien , sans avoir des qualités aimables. Il n'en est pas ainsi du souverain Etre , également aimable & bienfaisant. Notre amour ne sauroit donc exister sans reconnaissance , ni notre reconnaissance sans amour. Nous avons de la reconnaissance pour une mere tendre , qui nous a donné le jour & garanti la foiblesse de notre enfance de tant de périls ; pour un pere sage , qui pourvoit à nos besoins & à notre éducation ; pour un ami , qui nous a donné des preuves du plus généreux attachement ; pour un prince , qui s'occupe du bonheur de ses sujets. Or Dieu est votre mere , votre pere , votre ami , votre maitre toujours bienfaisant , & ceux à qui vous accordez votre reconnaissance sur la terre , ne sont que des instrumens dont la bienfaisance divine se sert pour contribuer à votre bonheur.

C'est Dieu qui vous a donné l'être , qui a protégé votre enfance , qui vous a donné l'intelligence pour recevoir l'éducation , qui vous fournit tous les moyens de subsister. La vie , les facultés , les organes dont vous jouissez , l'air que vous respirez , la lumière qui vous éclaire , les alimens qui vous nourrissent , la raison éclairée de celui qui vous instruit , tout , en un mot , vient du Créateur & du Bienfaiteur universel. Sa pro-

vidence soutient tout, conserve tout, reproduit tout. Notre reconnaissance, pour être assortie à ces bienfaits, doit donc être vive, constante & agissante.

Comme Créateur & Conservateur de toutes choses, Dieu toujours bon & sage, possède sur toutes les créatures un domaine, un empire, une autorité absolue, §. II. Il dit au commencement, que l'univers soit, & l'univers a été : voilà le titre primordial de son empire souverain : il a fondé les loix physiques de la nature, & il en dispose ; il a établi les loix morales des êtres intelligens, & il commande aux esprits & aux volontés : autant son empire est supérieur à celui de nos peres & de nos souverains, autant nos hommages doivent être plus profonds. Ces hommages sont ce que l'on a appelé *culte*, & dans un sens restreint *religion*.

Les idées distinctes que nous avons, par la raison, des perfections de notre Créateur, doivent produire des sentimens vifs dans nos cœurs : ces affections ne peuvent qu'influer sur la volonté ; & la volonté détermine les actes de notre esprit & les actions de notre corps. Notre culte doit donc être fondé sur les notions distinctes de notre entendement, être l'expression naturelle des affections de notre ame, partir d'une volonté libre & sincere, & se manifester au-dehors par des actes convenables. Ce culte est donc intérieur & extérieur ; celui-ci ne sauroit être agréable à Dieu sans celui-là ; celui-là est invariable ; celui-ci dépend des mœurs, des tems & des lieux, & pour être raisonnable, il doit être assorti aux idées de l'esprit & aux sentimens du cœur, sans cela il est froid ou imparfait, superfétieux ou fanatique.

Le culte intérieur consiste dans l'admiration qu'excite en nous l'idée de la

grandeur de l'Être parfait ; dans le sentiment de tous ses bienfaits ; dans l'amour que méritent sa bonté & sa miséricorde ; dans l'aveu de sa souveraineté ; dans sa confiance en sa sagesse ; dans l'acquiescement à sa volonté, &c. C'est-là adorer Dieu en esprit & en vérité.

Mais puisque cet être a uni notre intelligence à un corps, nous devons manifester nos sentimens internes par des actes extérieurs. Tellé est même l'influence de notre ame sur nos organes, que nous sommes portés naturellement & nécessairement à exprimer par des signes, des accens & des actes, les vifs sentimens de notre cœur. Unis à d'autres hommes, nous leur faisons connoître aussi nos affections par ces signes ; nous cherchons à exciter en eux les mêmes idées & les mêmes sentimens. Ce sont ces signes, ces actes, ces expressions qui constituent le culte extérieur.

Dieu a tout fait pour lui-même, notre intelligence pour le connoître, notre cœur pour l'aimer, notre corps pour manifester ces sentimens : il nous a uni à d'autres hommes, pour réunir nos hommages dans un saint concert de louanges, d'adoration, d'actions de grâces. Dieu se doit tout à lui-même ; nous nous devons tout à lui ; tout ce que nous pouvons lui est dû & n'est pas trop pour lui.

Ce culte ne sauroit, par conséquent, être vrai ni sincere, s'il ne produit pas la soumission de notre volonté à celle du Maître souverain : cette soumission produit l'obéissance à ses loix, qu'il nous fait connoître par la raison, par la conscience, par le sentiment intérieur. Toutes ces loix sont destinées à nous perfectionner & à nous rendre heureux, pour le tems & l'éternité. Nous devons donc nous y soumettre par amour & par reconnaissance pour Dieu, & par l'a-

montré de nous-mêmes. Aimer l'Etre infiniment aimable comme notre souverain bien, nos semblables comme les créatures, sans lesquelles nous ne saurions être heureux ici-bas nous-mêmes; d'un amour raisonnable, pour tendre à la plus grande perfection, & par-là au plus grand bonheur: voilà les principes, les motifs de notre obéissance à la loi divine, & avec ces principes notre obéissance sera entière, universelle & constante. v. LOI naturelle, MORALE, MŒURS.

Telle est l'esquise de la *religion* naturelle pratique, qui doit régler les sentimens & la conduite de l'homme. Tout s'y rapporte à Dieu, parce que tout vient de lui, & parce que la piété envers cet Etre est le principe fécond de toutes les vertus morales, comme de toutes les vertus locales. v. PIÉTÉ.

Après avoir considéré la *religion* en général, sa nécessité, son histoire, & la *religion* naturelle en particulier, dans sa théorie & dans sa pratique, nous devons jeter un coup-d'œil rapide & impartial sur la manière dont les Gentils ont entretenu & conservé la *religion* primitive & traditionnelle, & sur la corruption qu'ils y ont malheureusement introduite. §. III.

V. *Religion des payens en général.* Parmi les moines, ceux qui ont voulu, dans différentes vues, justifier la *religion* des Gentils, ont eu soin de faire choix des plus beaux passages des philosophes de l'antiquité, comme nous l'avons déjà remarqué §. IV, pour prouver qu'ils ont connu les vérités essentielles de la *religion* naturelle. Telle a été la méthode de Sykes, dans le dessein de montrer la connexion de cette *religion* naturelle avec la révélation; celle de Tyndal, pour faire croire que le christianisme étoit aussi ancien que le monde; mais en effet, pour renverser la ré-

vélation, celle de Cudworth, dans son *Système intellectuel*, traduit par Mosheim; enfin celle de plusieurs autres, admirateurs trop prévenus de l'antiquité payenne.

Mais ne suffiroit-il pas, pour ébranler toutes les conséquences des uns & des autres, d'observer que cette *religion* des philosophes n'étoit point du tout la *religion* publique, ou celle des peuples, & de l'Etat?

D'autres encore, comme l'abbé Coyer, afin de relever la *religion* des Romains par-dessus celle des Grecs, ont rassemblé des faits & des passages, pour établir que les premiers ont perfectionné la *religion* des derniers; système que M. le chevalier de Jaucourt a exposé dans l'*Encyclopédie* de Paris, article RELIGION des Romains.

Je conviens que la *religion* grecque est la mère de la romaine: Romulus l'avait apportée d'Albe, & Albe l'avait reçue des Grecs. Remus & Romulus, avant de poser la première pierre de Rome, célébrent les lupercales, selon la coutume d'Arcadie, & suivant l'institution d'Evandre; & lorsque la ville reçoit ses citoyens, Romulus, commençant par le culte des dieux, consacre des autels, établit des fêtes & des sacrifices, selon le rite grec. Tout cela est attesté par des monumens. Quelques-uns ont prétendu que Numa donna aux Romains leur *religion*; c'est confondre l'imitation avec l'établissement. Il transporta seulement les cérémonies grecques à Rome, & les adopta par des règles, confirmant celles que Romulus avait faites, & établissant quelques nouvelles pratiques, empruntées aussi de la même nation.

En choisissant dans l'histoire des Romains quelques faits, quelques monumens, quelques témoignages, il ne so-

roit pas difficile de prouver que les dieux, adorés par les Latins, n'étoient pas plus respectables, ou tout aussi absurdes que ceux des Grecs; que les dogmes de leur religion publique n'étoient pas plus sensés, ou tout autant déraisonnables; que le merveilleux de leur théologie n'étoit pas moins fanatique; enfin que leur culte n'étoit pas plus sage: & M. l'abbé Coyer cherche à prouver le contraire de ces quatre propositions. Mais il y a tant d'absurdités dans la religion grecque comme dans la romaine, tant d'inconséquences, tant de variations, tant de contradictions, qu'en ne choisissant que ce qui favorise l'un ou l'autre de ces systèmes, & en passant sous silence ce qui y est contraire à celui que l'on embrasse, on peut rendre probable l'un ou l'autre à son gré.

Ce que l'abbé Coyer ajoute de la religion des philosophes Romains, qui ne furent pas athées, n'est pas mieux fondé; savoir, qu'ils n'adornoient qu'un seul Dieu, que les autres divinités n'étoient pour eux que les attributs d'une divinité unique & suprême. Nous examinerons bientôt cette opinion, effet de la prévention, & adoptée de plusieurs, par le désir de trouver un corps de religion naturelle, pure, hors de la révélation. Voyez §. VII.

Nous osons dire que tous ces tableaux infidèles sont le fruit d'un système déjà formé auparavant. On lit avec ce préjugé les auteurs anciens; on n'en extrait que ce qui sert à l'appuyer, & on omet à dessein, on quelquefois sans s'en appercevoir ce qui le contredit ou le renverse.

En suivant une autre méthode, nous allons tracer avec rapidité l'histoire abrégée de la religion des Gentils, toujours attentifs à ne rien exagérer sur les erreurs plus ou moins

grossières du peuple & des philosophes.

VI. *Histoire de la religion des Gentils.*
1°. Dès que la religion naturelle traditionnelle commença à être négligée & oubliée, les prêtres, pour établir leur autorité, introduisirent peu-à-peu le polythéisme, l'idolâtrie & la superstition. Ils tournèrent d'abord les regards des peuples ignorans & séduits du côté des corps célestes, prenant ainsi pour des dieux ces corps majestueux, qui auroient dû élever leur esprit à celui qui les avoit créés. *Sup. XIII. 1-5.* On a donné le nom de *sabéisme* à cette religion, qui se répandit insensiblement en Egypte, chez les Assyriens, les Chaldéens, les Perses, les Arabes; idolâtrie que Job, que l'on croit avoir été de cette dernière nation, condamne avec force. *Job XXXI. 26-28.*

Les premiers habitans de la Grece ne reconnurent point d'autres dieux, ainsi que le disent Platon & Aristote: Anaxagore fut même persécuté à Athenes & banni, pour avoir osé dire que les planètes étoient habitées, que les astres étoient des globes destitués d'intelligence, indignes d'être adorés; & d'un autre côté, Plutarque soutient que la divinité des astres est une opinion incontestable. L'éther ou l'air fut aussi regardé comme une divinité, de même que le ciel & le monde; mais le soleil fut ordinairement envisagé comme le premier & le plus grand des dieux. Voyez Macrobe, *Saturn. lib. I. c. 5.*

Le lord Herbert & Cudworth, appuyés du témoignage de quelques philosophes anciens, prétendent que ce culte symbolique des astres se rapportoit au Dieu suprême; mais assurément le peuple, mal instruit, n'étoit pas capable de cette sublime abstraction. *De relig. Gent. lib. VIII. & Syst. mundi intellect.*
2°. Le culte des grands hommes, des

inventeurs des arts, des bienfaiteurs, des hommes puissans, des rois, paroît avoir suivi l'astrologie, & ce culte des héros déifiés donna lieu aux images & aux statues : ainsi se confondit l'idolâtrie héroïque avec l'idolâtrie céleste. Voyez Cicéron, *De nat. Deor. lib. II. c. xxvj. De leg. lib. II. c. viij. Tuscul. lib. I. c. xij. xij. &c.*

C'est ainsi que Jupiter est, selon les uns, une représentation du Dieu suprême ; selon d'autres, le soleil ; selon quelques-uns, l'éther ; suivant d'autres, un héros déifié, fils de Saturne ; suivant d'autres, le monde, ou l'ame du monde universel, &c. Quelque système que l'on embrasse, on peut alléguer des autorités pour l'appuyer ; ce qui montre l'inconsistance, les variations, les contradictions, & l'incertitude du gentilisme, où l'on distinguoit encore, pour augmenter la confusion, la théologie en mythologique, en poétique, en symbolique, en populaire, en civile, en physique & réelle, ou naturelle : quelques autres ne distinguoient la théologie qu'en mythologique ou fabuleuse, physique ou naturelle, civile ou populaire. S. Augustin, *de la cité de Dieu, lib. VI. c. v. & lib. IV. c. xxvij.*

Dès que des hommes fameux eurent été placés au nombre des divinités, on attribua à ces dieux toutes les passions humaines, même les plus infâmes, & des actions véritablement condamnables : de-là le renversement de la morale. „ Quel est l'homme, disoit à ce sujet Arnobe, *advers. Gentes, lib. V.* „ quel est l'homme, élevé dans les principes de l'honnêteté & de la pudeur, „ que l'exemple de ces dieux débauchés „ ne portera pas aux plus infâmes excès ?

On a prétendu, je le fais, que cette multitude de dieux n'étoient que diffé-

rens titres, ou noms, ou caractères, ou attributs, sous lesquels on adoroit le vrai Dieu : c'est ainsi que Sénèque justifie ce monstrueux polythéisme, & Cudworth a embrassé ce système : mais pour une autorité qui le favorise, combien d'autres qui le renversent ? Le peuple d'ailleurs, encore une fois, étoit-il capable de ces subtiles distinctions ? Observez outre cela, que ces distinctions mêmes ne furent ouvertement proposées qu'après la promulgation du christianisme, dont l'éclat avoit déjà répandu quelque lumière dans les ténèbres du gentilisme. Enfin ceux qui les proposèrent, substituoient le panthéisme au polythéisme, puisque leur vrai Dieu unique étoit la nature, l'univers, ou le tout, dont toutes les créatures étoient autant de parties, & le Dieu suprême étoit l'ame de ce tout. Voyez Goguet, *de l'origine des sciences, &c.*

3°. Bientôt les marques mêmes & les symboles typiques de ces dieux, statues, images, hiéroglyphes, empruntés des objets sensibles, des animaux mêmes, & de toutes les créatures, furent métamorphosés en autant de dieux, que l'on adora. Ainsi le feu fut adoré chez les Chaldéens ; le bœuf, la vache, & une multitude d'autres animaux consacrés, symboles de quelques caractères de la divinité, ou de quelques héros, de leurs actions ou de leurs bienfaits, furent déifiés en Egypte & ailleurs, & on leur rendit un culte aussi absurde que criminel.

On supposa ensuite la présence des dieux dans ces images & ces statues, & on vint à les adorer, & c'est-là proprement l'idolâtrie. Le philosophe Stilpon fut banni par l'aréopage d'Athènes, pour avoir osé dire que la statue de Minerve, ouvrage du célèbre Phidias, n'étoit point un dieu ; preuve certaine que dans tous les tems il a été

fort dangereux d'attaquer les superstitions, autorisées par les prêtres, & que de tout tems les hommes ont été possédés de la fureur de persécuter pour la religion. Voyez Diodore de Sicile, *lib. I. c. lxxxv.*

4°. On vint après cela, d'absurdités en absurdités, à désirer les vertus & les vices, les biens & les maux ; & on érigea des temples & des statues à l'intelligence, à la bonne-foi, à la concorde, à l'honneur, à la liberté, à la santé, à la victoire, à la fièvre, à la tempête, à la bonne fortune, à la mauvaise fortune, à la volupté, au libertinage, & tout cela chez les Romains mêmes, que l'abbé Coyer suppose avoir épuré le système religieux qu'ils tenoient des Grecs. Epiménide avoit engagé les Athéniens à élever un temple à l'injure & à l'impudence. Cicéron, qui blâme cet excès, trouve bon cependant, dans son *traité des loix*, que la santé, la victoire, &c. aient leur sanctuaire, ce qu'il présente ailleurs avec raison, par la bouche de Cotta, comme une folie. *De nat. Deo. lib. III. c. xxvj.*

5°. Les démons & les génies mal-faisans eurent après cela, leurs temples & leurs autels. Arimane, les Furies, les Euménides, Typhon, Sérapie, Hécate, &c. Porphyr. *de abstinent. lib. II. I Cor. X. 20.*

C'est sans doute le culte de ces divinités mal-faisantes qui donna lieu à l'horreur des sacrifices humains, destinés à les apaiser. De tels dieux étoient assurément dignes de pareils hommages. Porphyre, *de abstinent. lib. II. Leland, démonst. évang. part. I. ch. vij.*

6°. Je ne m'arrêterai point ici à peser les jugemens contradictoires que les payens ont portés de la théologie mythologique de leurs prêtres : les uns en ont parlé avec le plus grand mépris, d'au-

tres avec la plus grande vénération, même quelques philosophes. Il est certain par une infinité de témoignages, que les prêtres soutenoient ces fables absurdes avec chaleur, & que le peuple crédule les recevoit avec respect. Je considérerai seulement la théologie civile, appuyée de l'autorité des loix, laquelle faisoit la théologie dominante & nationale, la religion publique de l'Etat, à laquelle tous les philosophes se soumettoient, enfin celle que les prêtres enseignoient, pratiquoient & défendoient.

Il est certain d'abord que le polythéisme & l'idolâtrie, furent le principe fondamental de cette religion civile, chez toutes les nations payennes dégénérées. Ainsi la théologie des poètes ne différoit en rien, sur ce point, de celle des prêtres de tous les peuples. Les jeux publics, les représentations scéniques, dans lesquelles on exposoit les actions les plus licentieuses des dieux, étoient comparées par la religion, & faisoient partie du culte public.

7°. Le culte rendu ainsi à tous ces dieux bizarres & phantastiques, étoit d'ailleurs rempli de cérémonies absurdes & même licentieuses : telles étoient les fêtes consacrées à Bacchus, ou les bacchanales, dans lesquelles on s'enivroit ; celles consacrées au dieu Pan, ou les lupercals, dans lesquelles les prêtres furieux couroient presque nus dans les rues, frappant tous ceux qu'ils rencontroient ; celles consacrées à Flore, ou les jeux floraux, dans lesquelles des femmes prostituées dansoient toutes nues ; celles consacrées à Venus, ou les fêtes aphrodisiennes, dont les prêtresses étoient des courtisanes consacrées, qui se prostituoient, &c.

On a peine à croire, quoique cela soit attesté, que la sodomie & la pédérastie aient été pratiquées dans les temples des payens,

payens, comme actes de religion. Du moins est-il certain, que ces crimes odieux étoient communs, & que l'amour des garçons étoit autorisé par les loix en plusieurs contrées de la Grece, suivant le témoignage de Xénophon, & toléré à Rome. *Cicer. de nat. Deo. lib. I. c. xxviij. &c. v. PÉDÉRASTIE.*

Les parties honteuses, défilées, placées dans les temples, étoient honorées, & les images en étoient portées par dévotion, par les femmes. Voyez les témoignages cités par Leland, par Potter, *antiquit. de la Grece*; par Spenser, *de legit. Heb.* par Arnobe, *advers. gentes.* &c. Voyez encore *Rom. I. 24. Ephes. IV. 18. 19. &c.* Il est très-singulier qu'Aristote, après avoir blâmé les peintures & les images obscènes, excepte expressément celles qui étoient consacrées dans les temples, ou pour le culte des dieux.

8°. Quelques modernes, pour pallier les excès absurdes & honteux de la religion payenne, ont prétendu trouver dans les mystères célébrés chez presque tous les peuples, & dans leur initiation, un moyen établi par les loix, pour rectifier le système populaire. Ils soutiennent que le mystagogue ou l'hicrophante, ou démiurge, enseignoient aux initiés les principes de la sociabilité, la certitude d'une vie à venir, & le théisme. Warburton a adopté & défendu cette supposition dans sa *divine légation* de Moïse.

Mais j'observe premierement, que si l'on allégué des passages pour prouver, que l'on exigeoit de la pureté de mœurs, & que l'on prêchoit la morale aux candidats à l'initiation, ce sont des autorités pour la plupart postérieures à la promulgation du christianisme. C'étoit donc pour justifier ces cérémonies que l'on y introduisoit la morale, auparavant négligée.

Tome XII.

Il paroît en second lieu, que les anciens mystères de la Grece furent toujours peu favorables aux mœurs, puisqu'ils que les représentations scéniques, faites pour ces fêtes, étoient toujours les actions licentieuses attribuées aux dieux, & l'on y portoit même en procession les images des parties honteuses de l'homme.

On n'allégué troisièmement aucune preuve positive, ni que l'on ait révélé en effet dans ces mystères, les erreurs du polythéisme, ni les vérités du théisme aux initiés; toutes les cérémonies au contraire, supposaient toujours la théologie fabuleuse ou s'y rapportaient; aussi presque tous les dieux avoient leurs mystères.

Quand il seroit vrai, en quatrième lieu, que la doctrine secrètement enseignée aux initiés, auroit été plus pure, par-là même qu'elle étoit tenue cachée, & que le commun des hommes n'y participoit pas, elle auroit eu peu d'influence pour corriger les fausses idées, généralement admises. Il n'y avoit même que les riches qui pussent se faire initier, & soutenir la dépense des cérémonies.

Preuve évidente, en cinquième lieu, que les législateurs, les magistrats, ni les prêtres, ne pensoient point à décréditer le polythéisme par l'institution & la célébration des mystères, c'est qu'ils le maintenaient par toutes leurs loix. Voici une des premières loix de Charondas: que le mépris des dieux du pays soit mis au nombre des plus grands crimes. Chaque citoyen d'Athènes étoit engagé par serment, à professer & défendre la religion de son pays. Anaxagore, Socrate, Alcibiade, & une foule d'autres, ne furent-ils pas punis, comme accusés d'avoir dit ou fait quelque chose contre le culte établi?

S

Enfin, avec quel mépris & quelle indignation, des auteurs payens, aussi bien que les premiers défenseurs du christianisme, ne parlent-ils pas de ces mystères? Apulée, dans un ouvrage où il cherche à justifier le paganisme, fait mention cependant des mystères de Cibeles & de la déesse de Syrie, comme de cérémonies abominables. Quelle idée n'en donne pas Juvenal, en disant *istæ sacraria lenæ*? Le jugement de Clément d'Alexandrie, d'Arnobe, d'Eusebe, ne leur est pas plus favorable. Il paroît même par ce que dit Apulée de Lucius, qu'il s'étoit si fort appauvri, à force de se faire initier, qu'il ne lui restoit plus qu'une robe, & qu'encore les prêtres de Rome lui conseilloyent de la vendre pour se faire recevoir de nouveau; il paroît, dis-je, delà, que ce philosophe regardoit ces mystères comme une invention des prêtres avides, pour attrapper l'argent des dévôts trop crédules: & combien d'inventions pareilles de la cupidité & de l'avarice, n'a-t-on pas reproché aux prêtres de l'église romaine? Voyez sur ces mystères, l'ouvrage de Warburton, *légalion divine*; Cudworth, *syss. intell. Leland, démonst. évang.* Potter, *antiquit. De Prade, rechech. philos. sur les Egypt.* troisieme partie, &c.

VII. *De la religion des philosophes payens, par rapport à la divinité.* Telle étoit la religion publique chez les Gentils, voyons, comme nous l'avons promis, quelle fut celle de leurs philosophes. §. V.

Quelques-uns nierent absolument qu'il y eût aucune divinité, comme Diagore, Théodore de Cirene, & la plupart des sectateurs d'Epicure, &c.

D'autres révoquoient cette existence en doute, la regardant comme incertaine; tel fut le système de Protagore, & de quelques autres. Dans cette classe,

doivent être rangés tous les sceptiques, tous les pyrrhoniens, qui soutenoient que tout étoit douteux, & peut-être les académiciens plus mitigés, mais tout aussi incertains.

Des troisiemes sembloient admettre, il est vrai, des dieux; mais ils nioient qu'ils eussent formé l'univers, ni qu'il fût maintenu & gouverné par la Providence.

Enfin, les quatriemes attribuoient l'origine & l'ordre des choses à une cause intelligente, sage & bonne.

On voit d'abord bien évidemment que l'on ne sauroit trouver un système de religion chez les philosophes des deux premieres classes: ainsi nous nous bornerons à considérer les idées de ceux des deux dernieres.

Les plus anciens philosophes Grecs cherechoient dans leur cosmogonie ou géogonie, à expliquer la formation de l'univers, & de toutes les choses sans le concours de la divinité. La matiere & le mouvement étoient par-là même, selon eux, éternels. On peut voir dans Plutarque, *de placitis philosophorum*, dans Cicéron, *de la nature des dieux*, dans la *métaphysique* d'Aristote, les idées contradictoires, & les vains efforts de ces philosophes naturalistes. Le concours fortuit de Leucippe, de Démocrite & d'Epicure, est en particulier célèbre par son absurdité. Tous cependant admettoient des dieux, avec cet athéisme déguisé; ce qui fait soupçonner que ce n'étoit que pour éviter les punitions des magistrats & des prêtres, qu'ils affectoient le langage populaire; & s'ils n'ont pas tous été des athées, comme on seroit porté à le supposer, ils ont été au moins très-inconsequents: leur religion ne sauroit donc avoir ni fermeté, ni liaison. v. ATHÉISME.

Voyons maintenant si les philosophes

théistes avoient un système plus ferme & exempt d'erreurs. Talès, Pythagore, Anaxagore, Socrate, Platon & plusieurs autres, paroissent avoir enseigné en effet la vérité sur l'origine du monde, & sur l'existence d'une intelligence souveraine, qui a arrangé la matière, qui conserve & prend soin des créatures, & qui par - là même mérite les hommages des hommes : mais soit par habitude contractée avec les polythéistes, soit pour éviter les accusations des prêtres, ils parlent quelquefois d'un seul auteur de toutes choses ; mais bientôt après, & le plus souvent, des dieux, qui ne cessent de faire du bien, & qui doivent être invoqués. Ainsi ils employoient au moins le langage des polythéistes, comme Velleius le reproche à Platon, l'accusant même d'avoir enseigné que le ciel, les arbres, la terre, les ames, sont des dieux. Cic. *de nat. Deor. lib. I. c. xij.*

Aristote en particulier croyoit que l'univers étoit éternel, mais animé par une intelligence suprême, immortelle, immuable, indivisible, & que les diverses sphères célestes étoient aussi gouvernées par des intelligences de même nature, *Métaph. liv. XIV. c. viij.*

En lisant le traité de Cicéron, sur la *nature des dieux*, on est frappé de la variété, de l'inconsistance, & des contradictions des diverses opinions des philosophes qu'il rapporte ; & l'on voit qu'il panche pour le sentiment des stoïciens, que Balbus développe dans le second livre.

Selon eux, l'univers a été arrangé par une intelligence souveraine, qui en est l'ame : cette ame universelle anime les astres, qui sont aussi autant de divinités. S'il parle de la Providence ou du culte divin, c'est toujours des dieux dont il est fait mention ; & il recommande avec force ce culte des dieux,

établi par les loix, & maintenu par l'autorité du magistrat. Tel fut aussi le langage de Socrate, de Platon, d'Épictète, de Marc-Antoine, &c.

Plutarque parle d'un Dieu parfaitement sage & bon, auteur de tout bien, & de l'ordre admirable qui regne dans l'univers ; mais embarrassé à expliquer l'origine du mal, il admet un second principe coéternel, mais inférieur au premier, de *Iside & Osiride* : le premier est le vrai Dieu, le second est le démon ou génie. Il allègue une multitude d'autorités, pour prouver que ça été la théologie des anciens, & d'une foule de philosophes de tous les âges.

Nous ne pousserons pas plus loin cet examen, ni ces détails, mais nous ferons ici quelques observations générales sur les idées de tous ces philosophes.

Je remarque d'abord que la plupart, si même ce n'est pas tous, enseignent que la matière étoit éternelle, & que la Divinité l'avoit seulement arrangée. Voilà donc deux principes coéternels. Platon même, comme le prouve Mosheim, n'a pas eu d'autre idée. La matière a par conséquent une existence nécessaire ; la puissance bornée de Dieu, ne peut ni la créer, ni l'anéantir. Tous ces philosophes étoient donc au moins des théistes imparfaits, selon l'expression de Cudworth, leur défenseur zélé.

Dela résulta, en second lieu, une autre erreur générale, c'est la divinité de l'univers ; l'intelligence divine n'en étoit que l'ame ; idée favorable au polythéisme ; chaque partie de cet univers, les astres en particulier, purent être divinifiés. Dieu est l'ame du monde, dit Varron, & le monde lui-même est Dieu. Tel fut le panthéisme de Zénon & des stoïciens, qui n'est autre chose que le spinosisme moderne, & dela vint la cosmolarie, qui devoit conduire les hom-

mes à l'adoration des astres & des créatures.

Par une suite de leur maniere d'envifager la divinité, animant, comme l'ame fait le corps, toutes les parties de l'univers, l'idolâtrie leur parut, en troisieme lieu, très-indifférente; & ils enfeignoient tous, que chacun devoit fuivre la religion de l'Etat. Socrate lui-même renvoyoit tous les hommes à fuivre les directions des oracles, en matiere de religion, faifant confister la piété à honorer les dieux, fuivant les rites du culte établi par les loix de chaque pays: *Majorum instituta tueri, sacris caeremoniis retinendis, sapientis est.* Cicer. de divinât. lib. II. c. lxxij. De nat. Deor. lib. III. c. ij. &c.

Tous ces philosophes, en quatrieme lieu, pleins d'indifférence & de mépris pour les peuples, livrés par les prêtres à la superstition la plus grossiere, ne les croyoient pas dignes d'être instruits, ni faits pour connoître la vérité. Cicer. Tuscul. lib. I. c. j. *Indicare in vulgus nefas. Odi profanum vulgus & arceo,* &c. Delà vient la distinction de la doctrine exotérique ou publique, & de l'ésotérique ou privée.

Enfin, en cinquieme lieu, les notions de ces philosophes sur la Providence, doctrine si consolante & si essentielle dans la religion, étoient encore très-défectueuses. Plusieurs, comme tous les épicuriens, & d'autres, la nioient absolument. Quelques-uns de ceux qui l'admirent, la bornoient aux cicux; d'autres l'étendoient jusqu'à la terre, & sur le genre humain en général, sans vouloir qu'elle embrassât les individus de l'espèce & leurs actions. D'autres reconnoissoient une providence universelle; mais le Dieu suprême, trop élevé pour se mêler des affaires humaines, remettoit ces soins aux dieux inférieurs,

qui les partageoient entr'eux. Cicer. de nat. Deor. lib. I. c. ij. On ne peut disconvenir cependant, que Socrate, Platon, Epictète, Marc-Antonin, n'aient quelquefois parlé très-sensément sur cette importante matiere. Les dieux, disoit Socrate, au rapport de Xénophon, savent tout, sont présents par-tout, gouvernent tout. *Memor. Socr. lib. I. c. j.*

Concluons de tout ce que nous venons d'exposer sur la religion des Gentils & de leurs philosophes, que ce qu'en disent les auteurs sacrés, est exactement vrai & nullement exagéré. *Rom. I. 17. & suiv. I Thef. IV. 5. I 9. Gal. IV. 11. Ephes. II. 11. 12. IV. 17. 18. I Cor. X. 20. &c.*

VIII. *Opinions des Gentils par rapport à une vie à venir.* La certitude d'une vie à venir, & celle des peines & des récompenses, est un dogme essentiel dans la religion. Sans cette persuasion, la morale est privée de ses motifs les plus pressants. Les idées des hommes sur la nature de leur ame & sur celle de Dieu, étoient suffisantes sans doute pour leur faire désirer & opérer cette économie future. Le raisonnement rendoit cette vérité très-probable; mais sans une déclaration expresse de Dieu, sans une promesse positive de sa part, sans une révélation divine, ils ne pouvoient avoir une pleine & entiere certitude sur une chose qui les intéressoit si fort, mais qui dépendoit du bon plaisir & de la volonté de leur Créateur.

Il ne faut donc point douter, que Dieu souverainement bon & sage, n'ait fait ces promesses de l'immortalité à nos premiers parens. §. III. S'ils virent le vertueux Abel, tombé sous les coups de son frere cruel, ils regarderent ce fils chéri, comme le premier homme qui eut part à l'immortalité. Si dans la suite les enfans d'Adam virent-Enoch enlevé de

dessus la terre, ils l'envisagerent comme un habitant du ciel. S. Paul nous assure aussi, que les patriarches antédiluviens attendoient la rémunération, qu'ils marcheroient par la foi, qui est une démonstration des biens espérés, & une vive représentation de ceux que l'on ne voit point. *Heb. XI. 9.* & suiv. *Tite L. 2.*

Cette doctrine consolante, que la raison ne pouvoit qu'approuver, d'autant plus que le cœur en desiroit la vérité, fut propagée & conservée par la tradition chez les plus anciens peuples. Quoiqu'ils n'eussent que des idées fort obscures sur l'état des âmes séparées des corps, ils les croyoient immortelles. *Grotius, de la vérité de la religion chrétienne, liv. I. c. xxij.* Timée le pythagoricien assure, que c'est une ancienne tradition; Socrate disoit, que c'étoit une opinion ancienne & sacrée, & Cicéron qu'elle étoit commune à tous les anciens, qui approchant de plus près des dieux, par l'antiquité de leur origine, en étoient d'autant plus à portée de connoître la vérité. *Tuscul. lib. I.* Aristote & Plutarque en parlent de même, comme d'une vérité reçue par la tradition dès les premiers tems.

Mais cette tradition, comme toutes les autres, fut insensiblement oubliée, altérée & défigurée. Dès lors il n'y eut plus qu'incertitude, obscurité & contradictions sur ces vérités capitales de la religion.

Des sectes entières & nombreuses de philosophes, vinrent à enseigner la mortalité de l'âme; Démocrite & ses sectateurs, les cyniques, les cyrénaïques, les épicuriens, & nombre d'autres de différens partis.

D'autres regarderent cette question comme douteuse, tels furent les sceptiques, & tous les pyrrhoniens. Socrate

même n'étoit pas certain, ainsi que nous le voyons dans le Phédon.

D'autres en parlèrent d'une manière ambiguë & plus incertaine, tels qu'Aristote, Plutarque & Diécarque, qui suivoit les principes de la philosophie d'Aristote, lequel écrivit enfin un livre contre l'immortalité de l'âme. *Cicér. Tuscul. lib. I.* Cicéron quelquefois paroît même être dans le doute, & les stoïciens parloient généralement d'une manière assez incertaine d'une vie future. La plupart croyoient que les âmes viles étoient abîmées avec les éléments grossiers; mais que les âmes nobles étoient réunies & absorbées dans l'âme universelle. Les écrits en un mot des trois plus célèbres stoïciens, qui soient parvenus à nous, Sénèque, Epictète & Marc-Antoine, sont remplis d'obscurité & de contradiction sur ce sujet important.

Il semble que plus les hommes présomptueux & abandonnés à leur seule raison, se sont éclairés, que plus ils ont cherché à philosopher, & plus aussi ils ont été incertains sur les vérités les plus essentielles de la religion; de même que dans le système de la révélation, plus on a voulu discuter sur les mystères pour les approfondir, plus on a disputé, controverté, plus il s'est formé de sectes & de divisions dans les sentimens parmi les chrétiens.

En effet, ceux d'entre les payens, dont on extrait & rapporte les plus beaux passages, pour montrer leur orthodoxie sur la nature de l'âme, son immortalité, la certitude des récompenses & des peines, ont défiguré ces vérités si agréables par des suppositions absurdes, propres à les faire rejeter. Selon Pythagore, l'âme retournoit à Dieu, après avoir passé successivement d'un corps à l'autre, selon les loix d'une métempsychose, que

Porphyre a développé dans la vie de ce philosophe.

Morte carent anima , semperque priore reliſſa.

Sede , novis domibus vivunt , habitant- que recepta.

Socrate enseignoit aussi , que les âmes élevées seroient réunies à la divinité, celle des hommes intempérans & sensuels à des animaux de ce caractère ; celle des hommes cruels au corps des loups & des tigres , &c. Plusieurs autres admettoient des récompenses futures , & nioient les peines , comme Pythagore, Timée, Cicéron, Sénèque : *ſi manent , beati ſunt*, diſoit Cicéron ; & Sénèque , *aut beatus , aut nullus*. Ainſi le méchant devoit être anéanti.

Il eſt même remarquable , que les anciens firent peu d'ulage de la doctrine des récompenses & des peines futures dans leur morale ; pour y puiser les motifs à la vertu ; parce , ſans doute , qu'ayant mêlé cette vérité d'une multitude d'erreurs , ils n'oſoient plus bâtir ſur ce principe , devenu par-là ſi incertain , ſi peu ſolide , ſi facile à ébranler.

Enſin , la doctrine d'une vie future , ſi néceſſaire cependant , pour le maintien des loix , pour la tranquillité publique , pour la ſureté des particuliers , pour le bien de la ſociété , pour la conſolation des malheureux , pour le ſoutien de la vertu , ne paroît pas avoir été enſaſſagée par les Gentils , comme un dogme de la religion de l'Etat. La preuve en eſt , qu'on ſouffroit qu'elle fût attaquée publiquement dans les repréſentations ſcéniques , dans les diſcours publics des orateurs , par les poètes , par les philoſophes dans leurs écoles & dans leurs écrits.

Concluons donc avec l'apôtre S. Paul , que les Gentils étoient en effet ſans

Dieu & ſans eſpérances dans le monde ; Rom. II. &c.

IX. De la théologie morale des Gentils. Nous avons vu quelle a été la religion des Gentils , par rapport aux idées ſur la nature de Dieu , de ſon culte , de ſa providence & d'une vie avenir ; il importe de ſavoir ſi leurs notions furent plus juſtes & plus certaines , ſur les devoirs de la morale & ſes fondements. v. MŒURS & MORALE.

Ici l'on a commis la même faute que ſur les dogmes des Gentils ; les uns ont rasſemblé les plus beaux paſſages des moralistes anciens , pour établir que leur ſyſtème à cet égard étoit pur & complet ; d'autres n'ont allégué que les erreurs & les vices pour décrier toute leur morale. §. V.

Nous ne nions point , que les philoſophes n'ayent dit d'excellentes choſes ſur les devoirs de l'homme. Voyez en particulier toutes les citations rasſemblées par Sykes , *connex. de la relig. nat. &c. revel. t. II. c. xiv.* par Pfanner , *theolog. gent.*

Mais le ſyſtème moral étoit bien éloigné chez les payens de la plénitude & de la perfection qu'il doit avoir pour le bonheur de l'homme , & celui de la ſociété. C'eſt ce que nous aurons droit de conclure des réflexions ſuivantes.

1°. D'abord les prêtres payens n'avoient aucun établifſement , aucune inſtitution pour enſeigner la morale aux peuples. Les magiſtrats dans leurs loix , qui regloient la religion de l'Etat , ne s'étoient nullement occupés du ſoin de faire inſtruire à cet égard les ſujets. La morale eſt cependant la partie la plus eſſentielle de la religion , ſans laquelle les doctrines mêmes les plus vraies , ne ſont que de frivoles ſpéculations , & le culte extérieur de vains exercices du corps. Ce défaut chez les payens , leur a été

reproché avec justice par Lactance , par S. Augustin , par Locke , Baile , Leland & plusieurs autres. Les réformateurs faisoient les mêmes reproches à l'église romaine , qui a profité de ces plaintes & de l'exemple des réformés ; mais ceux-ci , en portant , en quelques lieux , si ordinairement en chaire des dogmes obscurs , des discussions métaphysiques , des controverses , & négligeant l'enseignement détaillé , & si important de la morale évangélique , doivent prendre garde de s'exposer aux mêmes reproches. Il est donc évident , que puisque la morale n'étoit point enseignée aux peuples , comme partie essentielle de la *religion* chez les payens , tandis qu'on leur apprenoit toutes les pratiques du culte , ni les prêtres , ni les magistrats , ne regardoient cette morale comme l'essence de la *religion* , quoique la nature de Dieu , celle de l'homme , & le but de la *religion* démontrent , §. I. que sans la morale la *religion* n'est rien , ni pour rendre l'homme meilleur & plus heureux , ni pour le rendre agréable à son Créateur & à son maître.

2°. Par une suite de cette négligence de la morale , on voit chez les Gentils des loix contraires à tous les principes des loix naturelles : telle étoit celle de Licurgue , qui condamnoit à périr tout enfant , qui naissoit foible ou difforme. Delà l'usage chez plusieurs peuples , d'exposer ou de faire mourir , les enfans nés avec quelqu'infirmié. Platon vouloit aussi , que l'on étouffât les enfans produits dans la vieillesse du pere , & Aristote regarde cet usage comme fort sage. Romulus avoit ordonné dans ces principes , de ne conserver qu'une fille en chaque famille , & d'exposer les mâles difformes. Delà encore l'usage atroce de faire avorter les femmes d'un certain âge , ou dont les maris approchoient de la vieillesse ,

barbarie fondée sur une erreur , puisqu'on souvent les premiers enfans d'une mere fort jeune , sont moins robustes que ceux d'une mere & d'un pere , qui approchent de l'âge de n'en avoir plus.

Pour exercer la subtilité de la jeunesse , Lycurgue autorisoit encore la filouterie ou les vols faits avec adresse. Il institua des fêtes , où les jeunes gens des deux sexes dansoient nus : il permit aux hommes mariés , de prêter leurs femmes à des hommes bien faits. Ces loix sont louées par Platon , & justifiées par Plutarque. Que ne pourroit-on pas dire de l'autorité barbare , accordée aux maîtres sur les esclaves ; loix tyranniques , restreintes seulement de nos jours en Pologne ?

On ne sauroit trouver d'ailleurs , chez aucun philosophe en particulier , un système complet d'une morale pure ; il faut le former en les consultant tous. Tous ensemble manquèrent de l'autorité nécessaire , pour rendre leurs préceptes respectables , qui se trouvoient d'ailleurs dans chacun mêlés de tant d'erreurs , & de fautes d'omission , Locke , *christian. raison. c. xiv.*

4°. Toute la morale des philosophes même du paganisme , étoit outre cela defectueuse dans ses principes , & dans les motifs. Voy. Leland , *t. III.* Aussi étoient-ils d'accord entr'eux , sur la nature des vertus & des vices ; & de là vient que la plupart se sont trompés dans l'application spéciale de quelques regles générales , à des cas particuliers : grand nombre aussi , avoient des idées très relâchées sur le gouvernement des passions , sur la tempérance , la chasteté. Presque tous regarderent par une suite de cette ignorance des principes , le suicide comme permis , plusieurs comme louable & même héroïque. Les philosophes les plus célèbres , n'avoient aucune idée juste sur la natu-

re des plaisirs sensuels permis, ni sur les règles à suivre dans leur jouissance : de là tant d'excès honteux, même abominables, tolérés assez généralement, §. VI. n°. 5. v. MORALE.

Confirmons tout ce que nous venons d'avancer, par l'autorité d'un homme, qu'on n'accusera pas de décrier la raison. „ Quelles ont été, dit-il, les vertus vantées de Sparte? Ce n'étoient évidemment que des vertus sauvages, homicides, destructives, imaginées pour rendre un peuple féroce, injuste, infatigable. Trouve-t-on l'ombre d'équité, de bienfaisance, de décence dans les mœurs, établies par les loix de Licurque? Ce fameux législateur ne paroît-il pas s'être proposé de maintenir son peuple dans un état de guerre, & de perpétuer sa férocité brutale? Quoique plusieurs sages de l'antiquité, paroissent s'être fortement occupés de la morale, ils se font très-souvent égarés dans leurs recherches philosophiques. En général nous ne trouvons que très-peu de liaison dans leurs systèmes; nul ensemble, nulle suite dans leurs idées. La morale qu'ils nous donnent, se borne communément à des notions vagues, à quelques maximes & sentences éparpillées, à quelques réflexions très-bonnes & très-vraies quelquefois, mais qui ne tiennent à rien, & qui fort souvent se détruisent réciproquement. ”

Concluons donc encore ici, qu'il n'est point surprenant, que les mœurs des payens aient été très-corrompues, & que le tableau qu'en font les écrivains du N. T. n'est que trop conforme à la vérité, I. Jean V. 19. Ephes. II. 1. 2. 3. IV. 18. & suiv. V. 6. & suiv. I. Pierre IV. 3. & suiv. I. Theff. IV. 5. &c.

RELIGION civile, Droit des gens. J'entends par religion civile, la religion d'un Etat, les devoirs & les droits ré-

ciproques des sujets & du souverain; sur tout ce qui appartient à la nature de la religion en général, & au culte de la divinité en particulier.

La religion & la piété influent essentiellement sur le bonheur d'une nation, & méritent par leur importance que nous en parlions d'une manière qui réponde à la sublimité de l'objet.

Rien n'est si propre que la piété & la religion à fortifier la vertu, & à lui donner toute l'étendue qu'elle doit avoir. J'entends par ce terme de piété, une disposition de l'âme en vertu de laquelle on rapporte à Dieu toutes ses actions, & on se propose, dans tout ce qu'on fait, de plaire à l'Etre suprême. Cette vertu est d'une obligation indispensable pour tous les hommes; c'est la plus pure source de leur félicité : & ceux qui s'unissent en société civile, n'en sont que plus obligés à la pratiquer. Une nation doit donc être pieuse. Que les supérieurs, chargés des affaires publiques, se proposent constamment de mériter l'approbation de leur divin maître : tout ce qu'ils font au nom de l'Etat doit être réglé sur cette grande vue. Le soin de former tout le peuple à la piété, sera toujours l'un des principaux objets de leur vigilance, & l'Etat en recevra de très-grands avantages. Une sérieuse attention à mériter, dans toutes ses actions, l'approbation d'un Etre infiniment sage, ne peut manquer de produire d'excellens citoyens. La piété éclairée, dans les peuples, est le plus ferme appui d'une autorité légitime : dans le cœur du souverain, elle est le gage de la sûreté du peuple, & produit la confiance. Maîtres de la terre, vous ne reconnoissez point de supérieurs ici bas; quelle assurance aura-t-on de vos intentions, si l'on ne vous croit pénétrés de respect pour le pere & le commun seigneur des hommes,

mes, & animés du désir de lui plaire ?

Mais la *religion* & la piété doivent être éclairées. C'est en vain que l'on se propose de plaire à Dieu, si l'on n'en connoît pas les moyens. Mais quel déluge de maux, si des gens échauffés par un motif si puissant, viennent à prendre des moyens également faux & pernicieux ! La piété aveugle ne fait que des superstitieux, des fanatiques & des persécuteurs, p'us dangereux mille fois, plus funestes à la société, que les libertins. On a vu de barbares tyrans ne parler que de la gloire de Dieu, tandis qu'ils écrasoient les peuples & fouloient aux pieds les plus saintes loix de la nature. Jacques Clement & Ravailiac, ces parricides exécrables, se crurent animés de la plus sublime dévotion.

La *religion* consiste dans la doctrine touchant la divinité & les choses de l'autre vie, & dans le culte destiné à honorer l'Etre suprême. En tant qu'elle est dans le cœur, c'est une affaire de conscience, dans laquelle chacun doit suivre ses propres lumieres : en tant qu'elle est extérieure & publiquement établie, c'est une affaire d'Etat.

Tout homme est obligé de travailler à se faire de justes idées de la divinité, à connoître ses loix, ses vues sur ses créatures, le sort qu'elle leur destine : il doit sans doute l'amour le plus pur, le respect le plus profond à son Créateur ; & pour se maintenir dans ces dispositions & agir en conséquence, il faut qu'il honore Dieu dans toutes ses actions, qu'il témoigne, par les moyens les plus convenables les sentimens dont il est pénétré. Ce court exposé suffit pour faire voir que l'homme est essentiellement & nécessairement libre, dans la *religion* qu'il doit suivre. La créance ne se commande pas ; & quel culte, que celui qui est forcé ! Le culte consiste dans certaines

actions, que l'on fait directement en vûe d'honorer Dieu ; il ne peut donc y avoir de culte pour chaque homme, que celui qu'il croira propre à cette fin. L'obligation de travailler sincèrement à connoître Dieu, de le servir, de l'honorer du fond du cœur, étant imposé à l'homme par sa nature même ; il est impossible que, par ses engagements envers la société, il se soit déchargé de ce devoir, ou privé de la liberté qui lui est absolument nécessaire pour le remplir. Concluons donc que la liberté des consciences est de droit naturel & inviolable. Il est honteux pour l'humanité, qu'une vérité de cette nature ait besoin d'être prouvée.

Mais il faut bien prendre garde de ne point étendre cette liberté au-delà de ses justes bornes. Un citoyen a seulement le droit de n'être jamais contraint à rien, en matière de *religion*, & nullement celui de faire au dehors tout ce qui lui plaira, quoiqu'il en puisse résulter à l'égard de la société. L'établissement de la *religion* par les loix, & son exercice public, sont matières d'Etat, & ressortissent nécessairement à l'autorité politique. v. Pouvoir ECCLÉSIASTIQUE. Si tous les hommes doivent servir Dieu, la nation entière, en tant que nation, est sans doute obligée de le servir & de l'honorer. Et comme elle doit s'acquitter de ce devoir important de la manière qui lui paroît la meilleure ; c'est à elle de déterminer la *religion* qu'elle veut suivre, & le culte public qu'elle trouve à propos d'établir.

S'il n'y a point encore de *religion* reçue par autorité publique, la nation doit apporter tous ses soins, pour connoître & établir la meilleure. Celle qui aura l'approbation du plus grand nombre sera reçue & publiquement établie par les loix ; elle deviendra la *religion*

de l'Etat. Mais si une partie considérable de la nation s'obstinoit à en suivre une autre, on demande ce que le droit des gens prescrit en pareil cas? Souvenons-nous d'abord que la liberté des consciences est de droit naturel; point de contrainte à cet égard. Il ne reste donc que deux partis à prendre; ou de permettre à cette partie des citoyens l'exercice de la *religion* qu'ils veulent professer, ou de les séparer de la société, en leur laissant leurs biens & leur part des pays communs à la nation, & de former ainsi deux Etats nouveaux, au lieu d'un. Le dernier parti ne paroît nullement convenable; il affoiblirait la nation, & par-là, il seroit contraire au soin qu'elle doit avoir de sa conservation. Il est donc plus avantageux de prendre le premier parti, & d'établir ainsi deux *religions* dans l'Etat. Que si ces deux *religions* sont trop peu compatibles; s'il est à craindre qu'elles ne jetent la division parmi les citoyens & le trouble dans les affaires; il est un troisième parti. un sage tempérament entre les deux premiers, dont la Suisse nous fournit des exemples. Les cantons de Glaris & d'Appenzel se divisèrent l'un & l'autre en deux parties, dans le XVI^e siècle; l'une resta dans l'église romaine, l'autre embrassa la réformation; chaque partie a son gouvernement à part, pour l'intérieur; mais elles se réunissent pour les affaires du dehors, & ne forment qu'une même république, un même canton.

Enfin, le nombre des citoyens qui veulent professer une *religion* différente de celle que la nation établit, si ce nombre, dis je, est peu considérable, & que pour de bonnes & justes raisons, on ne trouve pas à propos de souffrir l'exercice de plusieurs *religions* dans l'Etat; ces citoyens sont en droit de vendre leurs ter-

res, & de se retirer avec leurs familles, en emportant tous leurs biens. Car leurs engagements envers la société, & leur soumission à l'autorité publique, ne peuvent jamais valoir au préjudice de leur conscience. Si la société ne me permet pas de faire ce à quoi je me crois lié par une obligation insupportable, il faut qu'elle m'accorde mon congé.

Lorsque le choix d'une *religion* se trouve tout fait, lorsqu'il y en a une établie par les loix, la nation doit protéger & maintenir cette *religion*, la conserver comme un établissement de la plus grande importance; toutefois sans rejeter aveuglement les changemens que l'on pourroit proposer, pour la rendre plus pure & plus utile; car il faut tendre en toutes choses à la perfection. Mais comme toute innovation, en pareille matière, est pleine de dangers, & ne peut guère s'opérer sans troubles, on ne doit point l'entreprendre légèrement, sans nécessité, ou sans des raisons très-graves. C'est à la société, à l'Etat, à la nation entière, de prononcer sur la nécessité, ou la convenance de ces changemens, & il n'appartient à aucun particulier de les entreprendre de son chef, par conséquent de prêcher au peuple une doctrine nouvelle. Qu'il propose ses idées aux conducteurs de la nation, & qu'il se soumette aux ordres qu'il en recevra.

Mais si une *religion* nouvelle se répand, & s'établit dans l'esprit des peuples, comme il arrive ordinairement, indépendamment de l'autorité publique, & sans aucune délibération commune, il faudra raisonner alors comme nous venons de faire, pour le cas où il s'agit de choisir une *religion*; faire attention au nombre de ceux qui suivent les opinions nouvelles, se souvenir que nulle puissance parmi les hommes n'a empire

sur les consciences , & allier les maximes de la saine politique avec celles de la justice & de l'équité.

Voilà en abrégé quels sont les devoirs & les droits d'une nation à l'égard de la religion. Venons maintenant à ceux du souverain. Ils ne peuvent être , en cette matrice , précisément les mêmes que ceux de la nation , que le souverain représente : la nature du sujet s'y oppose ; la religion étant une chose , sur laquelle personne ne peut engager sa liberté. Pour exposer avec netteté ces devoirs & ces droits du prince , & pour les établir solidement , il faut rappeler ici la distinction que nous avons faite : s'il est question de donner une religion à un Etat qui n'en a point encore , le souverain peut sans doute favoriser celle qui lui paroît la véritable , ou la meilleure , la faire annoncer , & travailler , par des moyens doux & convenables , à l'établir : il doit même le faire , par la raison qu'il est obligé de veiller à tout ce qui intéresse le bonheur de la nation. Mais il n'a aucun droit d'user en ceci d'autorité & de contrainte. Puisqu'il n'y avoit point de religion établie dans la société , quand il a reçu l'empire , on ne lui a conféré aucun pouvoir à cet égard ; le maintien des loix touchant la religion n'entre point dans les fonctions , dans l'autorité , qui lui ont été confiées. Numa fut le fondateur de la religion chez les Romains : mais il persuada au peuple de la recevoir. S'il eût pu commander , il n'auroit pas eu recours aux révélations de la nymphe Egérie. Quoique le souverain ne puisse point user d'autorité , pour établir une religion là où il n'y en a point ; il est en droit , & même obligé , d'employer toute sa puissance , pour empêcher que , l'on n'en annonce une , qu'il juge pernicieuse aux mœurs & dangereuse à l'Etat. Car il doit éloigner de son peuple

tout ce qui pourroit lui nuire ; & loin qu'une doctrine nouvelle soit exceptée de la règle , elle en est un des plus importants objets. Nous allons voir quels sont les devoirs & les droits du prince , à l'égard de la religion publiquement établie.

Le prince , le conducteur , à qui la nation a confié le soin du gouvernement & l'exercice du souverain pouvoir , est obligé de veiller à la conservation de la religion reçue , du culte établi par les loix , & en droit de réprimer ceux qui entreprennent de les détruire , ou de les troubler. Mais pour s'acquitter de ce devoir d'une manière également juste & sage , il ne doit jamais perdre de vue la qualité qui l'y appelle , & la raison qui le lui impose. La religion est d'une extrême importance pour le bien & la tranquillité de la société , & le prince est obligé de veiller à tout ce qui intéresse l'Etat : voilà toute sa vocation à se mêler de la religion , à la protéger & à la défendre. Il ne peut donc y intervenir que sur ce pied-là ; & par conséquent , il ne doit user de son pouvoir que contre ceux dont la conduite , en fait de religion , est nuisible ou dangereuse à l'Etat , & non pour punir de prétendues fautes contre Dieu , dont la vengeance n'appartient qu'à ce souverain Juge , scrutateur des cœurs. Souvenons-nous que la religion n'est affaire d'Etat , qu'autant qu'elle est extérieure & publiquement établie : dans le cœur , elle ne peut dépendre que de la conscience. Le prince n'est en droit de punir que ceux qui troublent la société , & ce seroit très-injustement qu'il infligerait des peines à quelqu'un pour ses opinions particulières , lorsque celui-ci ne cherche ni à les divulguer , ni à se faire des sectateurs. C'est un principe fanatique , une source de maux & d'injustices criantes , de s'imaginer que de foibles mortels doi-

vent se charger de la cause de Dieu, soutenir sa gloire par la force, & le venger de ses ennemis. » Donnons seulement aux souverains, dit un grand homme d'Etat & un excellent citoyen, „ donnons-
 „ leur pour l'utilité commune, le pou-
 „ voir de punir ce qui blesse la charité
 „ dans la société. Il n'est point du res-
 „ sort de la justice humaine, de s'ériger
 „ en vengeurs de ce qui appartient à la
 „ cause de Dieu”. Cicéron, aussi habile, aussi grand dans les affaires d'Etat, que dans la philosophie & dans l'éloquence, pensoit comme le duc de Sully. Dans les loix qu'il propose touchant la *religion*, il dit au sujet de la piété & de la *religion* intérieure : „ Si quelqu'un y fait faute, Dieu en sera le vengeur : ” mais il déclare capital le crime que l'on pourroit commettre contre les cérémonies religieuses . établies pour les affaires publiques, & qui intéresse tout l'Etat. Les sages Romains étoit bien éloignés de persécuter un homme pour sa créance ; ils exigeoient seulement qu'on ne troublât point ce qui touche à l'ordre public.

La créance, ou les opinions des particuliers, leurs sentimens envers la divinité, la *religion* intérieure, en un mot, sera, de même que la piété, l'objet des attentions du prince : il ne négligera rien pour faire connoître la vérité à ses sujets, & pour les remplir de bons sentimens ; mais il n'employera à cette fin que des moyens doux & paternels. Ici il ne peut commander. C'est à l'égard de la *religion* extérieure & publiquement exercée, que son autorité pourra se déployer. Sa tâche est de la conserver, de prévenir les désordres & les troubles qu'elle pourroit causer. Pour conserver la *religion*, il doit la maintenir dans la pureté de son institution, tenir la main à ce qu'elle soit fidèlement observée dans tous ses actes publics & ses cérémonies,

punir ceux qui oseroient l'attaquer ouvertement. Mais il ne peut exiger par force que le silence, & ne doit jamais contraindre personne à prendre part aux cérémonies extérieures : il ne produiroit par la contrainte, que le trouble, ou l'hypocrisie.

La diversité dans les opinions & dans le culte a causé souvent des désordres & de funestes dissensions dans un Etat : & pour cette raison, plusieurs ne veulent souffrir qu'une seule & même *religion*. Un souverain prudent & équitable verra dans les conjonctures, s'il convient de tolérer, ou de proscrire l'exercice de plusieurs cultes différens.

Mais en général, on peut affirmer hardiment que le moyen le plus sûr & le plus équitable de prévenir les troubles, que la diversité de *religion* peut causer, est une tolérance universelle de toutes les *religions* qui n'ont rien de dangereux, soit pour les mœurs, soit pour l'Etat. Laissons déclamer des prêtres intéressés, ils ne fouleroient pas aux pieds les loix de l'humanité, & celles de Dieu même, pour faire triompher leur doctrine, si elle n'étoit le fonds de leur opulence, de leur falte & de leur puissance. Ecrasez seulement l'esprit persécuteur, punissez sévèrement quiconque osera troubler les autres pour leur créance, vous verrez toutes les sectes vivre en paix dans le sein de la commune patrie, & fournir à l'envi de bons citoyens. La Hollande & les Etats du roi de Prusse, en fournissent la preuve : réformés, luthériens, catholiques, piétistes, fociniens, juifs ; tous y vivent en paix, parce qu'ils sont tous également protégés du souverain : on n'y punit que les perturbateurs de la tranquillité d'autrui. v. TOLÉRANCE.

Si malgré les soins du prince pour conserver la *religion* établie, la nation entière, ou la plus grande partie, s'ex-

dégoûte, & veut la changer, le souverain ne peut faire violence à son peuple, ni le contraindre en pareille matière. La *religion* publique est établie pour l'avantage & le salut de la nation. Outre qu'elle est sans efficacité, lorsqu'elle ne regne pas dans les cœurs; le souverain n'a à cet égard d'autres droits que ceux qui résultent des soins que la nation lui a confiés : & elle lui a seulement commis celui de protéger la *religion* qu'elle trouvera bon de professer.

Mais il est très-juste aussi que le prince soit libre de relâcher dans sa *religion*, sans perdre sa couronne. Pourvu qu'il protège la *religion* de l'Etat, c'est tout ce que l'on peut exiger de lui. En général la diversité de *religion* ne peut faire perdre à aucun prince ses droits à la souveraineté, à moins qu'une loi fondamentale n'en dispose autrement. Les Romains payens ne cessèrent pas d'obéir à Constantin, lorsqu'il embrassa le christianisme; & les chrétiens ne se révolterent point contre Julien, après qu'il les eut quittés.

Nous avons établi la liberté de conscience pour les particuliers, v. CONSCIENCE, *liberté de*. Cependant nous avons fait voir aussi, que le souverain est en droit, & même dans l'obligation, de protéger & de maintenir la *religion* de l'Etat, ne point souffrir que personne entreprenne de l'altérer, ou de la détruire; qu'il peut même, suivant les circonstances, ne permettre dans tout le pays qu'un seul culte public. v. *pouvoir* ECCLESIASTIQUE. Concilions ces devoirs & ces droits divers, entre lesquels il pourroit arriver que l'on croiroit remarquer quelque répugnance; & s'il se peut, ne laissons rien à désirer sur une matière si délicate & si importante.

Si le souverain ne veut permettre que l'exercice public d'une même *religion*,

qu'il n'oblige personne à rien faire contre sa conscience, qu'aucun sujet ne soit forcé de prendre part à un culte qu'il désapprouve, de professer une *religion* qu'il croit fautive; mais que le particulier, de son côté, se contente de ne point tomber dans une honteuse hypocrisie; qu'il serve Dieu suivant ses lumières, en secret & dans sa maison, persuadé que la providence ne l'appelle point à un culte public, puisqu'elle l'a placé dans des circonstances, où il ne pourroit s'en acquitter sans troubler l'Etat. Dieu veut que nous obéissions à notre souverain, que nous évitions tout ce qui pourroit être pernicieux à la société : ce sont là des préceptes immuables de la loi naturelle. Celui du culte public est conditionnel, & dépendant des effets que ce culte peut produire. Le culte intérieur est nécessaire par lui-même; & l'on doit s'y borner, dans tous les cas où il est plus convenable. Le culte public est destiné à l'édification des hommes, en glorifiant Dieu. Il va contre cette fin, & cesse d'être louable dans les occasions où il ne produit que le trouble & le scandale. Si quelqu'un le croit d'une absolue nécessité, qu'il quitte le pays où l'on ne veut pas lui permettre de s'en acquitter suivant les lumières de sa conscience, & qu'il aille se joindre à ceux qui professent la même *religion* que lui.

L'extrême influence de la *religion* sur le bien & la tranquillité de la société, prouve invinciblement, que le conducteur de l'Etat doit avoir inspection sur les matières qui la concernent, & autorité sur ceux qui l'enseignent, sur ses ministres. La fin de la société & du gouvernement civil exige nécessairement, que celui qui exerce l'Empire soit revêtu de tous les droits, sans lesquels il ne peut l'exercer de la manière

la plus avantageuse à l'Etat : ce sont les *droits de majesté*, dont aucun souverain ne peut se départir sans l'aveu certain de la nation. L'inspection sur les matieres de la *religion*, & l'autorité sur ses ministres forment donc l'un des plus importants de ces droits; puisque sans ce pouvoir le souverain ne sera jamais en état de prévenir les troubles, que la *religion* peut occasionner dans l'Etat, ni d'appliquer ce puissant ressort au bien & au salut de la société. Certes il seroit bien étrange qu'une nation, qu'une multitude d'hommes, qui s'unissent en société civile pour leur commun avantage, pour que chacun puisse tranquillement pourvoir à ses besoins, travailler à sa perfection & à son bonheur, & vivre comme il convient à un Etre raisonnable; qu'une pareille société, dis-je, n'eût pas le droit de suivre ses lumieres, dans l'objet le plus important; de déterminer ce qu'elle croit le plus convenable à l'égard de la *religion*, & de veiller à ce qu'on n'y mêle rien de dangereux ou de nuisible. Qui osera disputer à une nation indépendante le droit de se regler à cet égard, comme à tout autre, sur les lumieres de sa conscience? Et quand une fois elle a fait choix d'une *religion* & d'un culte; tout le pouvoir qui lui appartient pour les maintenir, pour les regler, les diriger & les faire observer, n'a-t-elle pas pu le conférer à son conducteur?

Qu'on ne nous dise point que le soin des choses sacrées n'appartient pas à une main profane: ce discours n'est qu'une vaine déclamation, au tribunal de la raison. Il n'est rien sur la terre de plus auguste & de plus sacré qu'un souverain. Et pourquoi Dieu, qui l'appelle par sa providence à veiller au salut & au bonheur de tout un peuple, lui ôteroit-il la direction du plus puissant res-

sort qui fasse mouvoir les hommes? La loi naturelle lui assure ce droit, avec tous ceux qui sont essentiels à un bon gouvernement; & on ne voit rien dans l'Ecriture, qui change cette disposition. Chez les Juifs, ni le roi, ni personne, ne pouvoit rien innover dans la loi de Moïse; mais le souverain veilloit à sa conservation, & savoit réprimer le grand sacrificateur, quand il s'écartoit de son devoir. Où trouvera-t-on dans le Nouveau Testament, qu'un prince chrétien n'ait rien à dire en matiere de *religion*? La soumission & l'obéissance aux puissances supérieures y est clairement & formellement prescrite. En vain opposeroit-on l'exemple des apôtres qui annoncent l'évangile malgré les souverains: quiconque veut s'écarter des regles ordinaires, a besoin d'une mission divine, & il faut qu'il établisse ses pouvoirs par des miracles.

On ne peut contester au souverain le droit de veiller à ce qu'on ne mêle point dans la *religion* des choses contraires au bien & au salut de l'Etat; & dès lors, il lui appartient d'examiner la doctrine, & de marquer ce qui doit être enseigné & ce qui doit être tu.

Le souverain doit encore veiller attentivement à ce qu'on n'abuse point de la *religion* établie, soit en se servant de la discipline pour satisfaire sa haine, son avarice, ou ses autres passions, soit en présentant la doctrine sous une face préjudiciable à l'Etat. Imaginations creuses, dévotion scrupuleuse, subtiles spéculations, quels fruits produiriez-vous dans la société, si vous n'y trouviez que des esprits foibles & des cœurs dociles? Renoncement au monde, abandon général des affaires, du travail même: cette société de prétendus saints deviendrait la proie facile & assurée du premier voisin ambitieux; ou si

on la laissoit en paix, elle ne survivoit point à la première génération; les deux sexes consacrant à Dieu leur virginité, se refusoient aux vœux du Créateur, à la nature & à l'Etat. Il est fâcheux pour les missionnaires, qu'il paroisse évidemment, par l'histoire même de la *Nouvelle France* du P. Charlevoix, que leurs travaux furent la principale cause de la ruine des Hurons. L'auteur dit expressément, que grand nombre de ces néophytes ne vouloient plus penser qu'aux choses de la foi, qu'ils oublièrent leur activité & leur valeur, que la division se mit entre eux & le reste de la nation, &c. Ce peuple fut bientôt détruit par les Iroquois, qu'il avoit accoutumé de battre auparavant.

A l'inspection du prince sur les affaires & les matières de la *religion*, nous avons joint l'autorité sur ses ministres. Sans ce dernier droit, le premier est vain & fort inutile: l'un & l'autre découlent des mêmes principes. Il est absurde, & contraire aux premiers fondemens de la société, que des citoyens se prétendent indépendans de l'autorité souveraine, dans des fonctions si importantes au repos, au bonheur & au salut de l'Etat. C'est établir deux puissances indépendantes, dans une même société: principe certain de division, de trouble & de ruine. Il n'est qu'un pouvoir suprême dans l'Etat; les fonctions des subalternes varient suivant leur objet: ecclésiastiques, magistrats, commandans des troupes, tous sont des officiers de la république, chacun dans son département; tous sont également comptables au souverain.

A la vérité, le prince ne pourroit avec justice obliger un ecclésiastique à prêcher une doctrine, à suivre un rit. que celui-ci ne croiroit pas agréable à Dieu. Mais si le ministre de la *religion* ne peut

se conformer à cet égard à la volonté du souverain, il doit quitter sa place, & se considérer comme un homme qui n'est pas appelé à la remplir; deux choses y étant nécessaires, enseigner & se comporter avec sincérité, suivant sa conscience, & se conformer aux intentions du prince & aux loix de l'Etat. Qui ne seroit indigné de voir un évêque résister audacieusement aux ordres du souverain, aux arrêts des tribunaux supérieurs, & déclarer solennellement, qu'il ne se croit comptable qu'à Dieu seul du pouvoir qui lui est confié?

D'un autre côté, si le clergé est avili, il sera hors d'état de produire les fruits, auxquels son ministère est destiné. La règle que l'on doit suivre à son égard, peut être conçue en peu de mots; beaucoup de considération, point d'empire, encore moins d'indépendance. 1°. Que le clergé, ainsi que tout autre ordre, soit soumis, dans ses fonctions comme dans tout le reste, à la puissance publique & comptable de sa conduite au souverain. 2°. Que le prince ait soin de rendre les ministres de la *religion* respectables au peuple; qu'il leur confie le degré d'autorité nécessaire pour s'acquitter de leurs fonctions avec succès, & qu'il les soutienne, au besoin, par le pouvoir qu'il a en main. Tout homme en place doit être muni d'une autorité qui réponde à ses fonctions; autrement il ne pourra les remplir convenablement. Je ne vois aucune raison d'excepter le clergé de cette règle générale; seulement le prince veillera plus particulièrement à ce qu'il n'abuse point de son autorité; la matière étant tout ensemble plus délicate & plus féconde en dangers. S'il rend le caractère des gens d'église respectable, il aura soin que le respect n'aille point jusqu'à une superstitieuse vénération, jusqu'à mettre dans la main

d'un prêtre ambitieux des rênes puissantes, pour entraîner à son gré tous les esprits foibles. Dès que le clergé fait un corps à part, il est formidable. Les Romains, nous les citerons souvent, les sages Romains prenoient dans le sénat le grand pontife & les principaux ministres des autels, ils ignorerent la distinction d'ecclésiastiques & de laïques; tous les citoyens étoient de la même robe.

Otez au souverain ce pouvoir en matière de religion, & cette autorité sur le clergé; comment veillera-t-il à ce qu'on ne mêle rien dans la religion de contraire au bien de l'Etat? Comment fera-t-il en sorte qu'on l'enseigne & qu'on la pratique toujours de la manière la plus convenable au bien public? Et sur-tout, comment prévendra-t-il les troubles, qu'elle peut occasionner, soit par les dogmes, soit par la manière dont la discipline sera exercée? Ce sont là tout autant de soins & de devoirs qui ne peuvent convenir qu'au souverain, & desquels rien ne sauroit le dispenser.

Aussi voyons-nous que les droits de la couronne, dans les matières ecclésiastiques, ont été fidèlement & constamment défendus par les parlemens de France. Les magistrats sages & éclairés, qui composent ces illustres compagnies, sont pénétrés des maximes que la saine raison dicte sur cette question. Ils savent de quelle conséquence il est de ne pas souffrir, que l'on soustraye à l'autorité publique une matière si délicate, si étendue dans ses liaisons & ses influences, & si importante dans ses suites. Quoi! des ecclésiastiques s'aviseront de proposer à la foi des peuples quelque point obscur, inutile, qui ne fait point partie essentielle de la religion reçue; ils sépareront de l'église, ils diffameront

ceux qui ne montreront pas une aveugle docilité, ils leur refuseront les sacrements, la sépulture même; & le prince ne pourra protéger ses sujets, & garantir le royaume d'un schisme dangereux!

Les rois d'Angleterre ont assuré les droits de leur couronne; ils se sont fait reconnoître chefs de la religion; & ce règlement n'est pas moins approuvé de la raison, que de la saine politique. Il est encore conforme à l'ancien usage. Les premiers empereurs chrétiens exerçoient toutes les fonctions de chefs de l'église: ils faisoient des loix sur les matières qui la concernent; ils assembloient les conciles, ils y présidoient; ils mettoient en place & destituoient les évêques, &c. Il est en Suisse de sages républiques, dont les souverains connoissant toute l'étendue de l'autorité suprême, ont su y assujettir les ministres de la religion, sans gêner leur conscience. Ils ont fait dresser un formulaire de la doctrine qui doit être prêchée, & publié les loix de la discipline ecclésiastique, telle qu'ils veulent la voir exercée dans les pays de leur obéissance; afin que ceux qui ne voudront pas se conformer à ces établissemens, s'abstiennent de se vouer au service de l'église. Ils tiennent tous les ministres de la religion dans une légitime dépendance, & la discipline ne s'exerce que sous leur autorité. Il n'y a pas d'apparence que l'on voie jamais dans ces républiques, des troubles occasionnés par la religion.

Si Constantin & les successeurs s'étoient fait connoître formellement comme chefs de la religion, si les rois & les princes chrétiens avoient su maintenir à cet égard les droits de la souveraineté, eût-on vu jamais ces désordres horribles, qu'enfanterent l'orgueil & l'ambition de quelques papes & des ecclésiastiques,

riques, enhardis par la foiblesse des princes, & soutenus par la superstition des peuples ? Des ruisseaux de sang, versés pour des querelles de moines, pour des questions spéculatives, souvent inintelligibles, & presque toujours aussi inutiles au salut des ames, qu'indifférentes, en elles-mêmes, au bien de la société : des citoyens, des freres, armés les uns contre les autres ; les sujets excités à la révolte ; des empereurs & des rois renversés de leur trône : *Tantum religio potuit suadere malorum* ! on connoît l'histoire des empereurs Henri IV. Frédéric I. Frédéric II. Louis de Bavière. N'est-ce pas l'indépendance des ecclésiastiques, & ce système dans lequel on soumet les affaires de la religion à une puissance étrangère, qui plonge la France dans les horreurs de la Ligue, & pensa la priver du meilleur & du plus grand de ses rois ? Sans cet étrange & dangereux système, eût-on vu un étranger, le pape Sixte V. entreprendre de violer la loi fondamentale du royaume, déclarer le légitime héritier inhabile à porter la couronne ? Eût-on vu, en d'autres tems & en d'autres lieux la succession au trône rendue incertaine, par le défaut d'une formalité, d'une dispense, dont on contestoit la validité, & qu'un prélat étranger se prétendoit seul en droit de donner ? Eût-on vu ce même étranger s'arroger le pouvoir de prononcer sur la légitimité des enfans d'un roi ? Eût-on vu des rois assassinés, par les suites d'une doctrine détectable : une partie de la France n'osant reconnoître le meilleur de ses rois, avant que Rome l'eût absous ; & plusieurs autres princes, hors d'état de donner une paix solide à leur peuple, parce qu'on ne pouvoit rien décider dans le royaume, sur des conditions qui intéressoient la religion ?

Tom. XII.

Tout ce que nous avons établi ci-dessus, découle si évidemment des notions d'indépendance & de souveraineté, qu'il ne sera jamais contesté par un homme de bonne-foi & qui voudra raisonner conséquemment. Si l'on ne peut régler définitivement dans un Etat tout ce qui concerne la religion ; la nation n'est pas libre, & le prince n'est souverain qu'à demi. Il n'y a pas de milieu ; ou chaque Etat doit être maître chez soi, à cet égard comme à tout autre, ou il faudra recevoir le système de Boniface VIII. & regarder toute la chrétienté catholique romaine comme un seul Etat, dont le pape sera le chef suprême, & les rois administrateurs subordonnés du temporel, chacun dans sa province ; à-peu-près comme furent d'abord les sultans sous l'empire des Khalifes. On sait que ce pape osa écrire au roi de France Philippe le Bel, *scire te volumus, quòd in spiritualibus & temporalibus nobis subes* : „ sachez que vous „ nous êtes soumis, aussi-bien pour le „ temporel, que pour le spirituel. ” Et l'on peut voir dans le *Droit Canon* sa fameuse bulle *Unam sanctam*, dans laquelle il attribue à l'église deux épées, ou une double puissance, spirituelle & temporelle, & condamne ceux qui pensent autrement, comme gens, qui, à l'exemple des Manichéens, établissent deux principes ; déclarant enfin, que c'est un article de foi, nécessaire au salut, de croire, que toute créature humaine est soumise au pontife de Rome. (D. F.)

RELICUA, f. m., *Jurispr.*, terme latin, qui a été adopté dans la jurisprudence, pour exprimer ce qui reste dû par la clôture & arrêté d'un compte, toute déduction faite de la dépense & des reprises. On appelle *reliquataire* celui qui se trouve redevable d'un reliquat de compte.

V.

RELOCATION, f. f., *Jurisprud.*, signifie en général l'acte par lequel on re-loue une chose à quelqu'un.

Ce terme de *relocation* peut s'appliquer en plusieurs cas ; savoir :

1°. Lorsque le propriétaire d'une chose la loue de nouveau à celui auquel il l'avait déjà louée.

2°. Lorsqu'un principal locataire re-loue à d'autres, c'est-à-dire, sous-loue ce qu'il tient lui-même à loyer.

3°. Le sens le plus ordinaire dans lequel on prend le terme de *relocation*, c'est en matière de contrats pignoratifs mêlés de vente, dont la *relocation* ou reconduction est le principal caractère. Le débiteur vend à son créancier un héritage pour l'argent qu'il lui doit, avec faculté perpétuelle de rachat ; & cependant, pour ne point déposséder le vendeur, l'acheteur lui fait une *relocation* de ce même héritage moyennant tant de loyer par an, lequel loyer tient lieu au créancier des intérêts de son principal ; c'est ce que l'on appelle *relocation* ou *reconduction*.

Lorsque la faculté de rachat, stipulée par un tel contrat, est fixée à un certain tems, à l'expiration du terme, on ne manque pas de la proroger, ainsi que la *relocation*.

REMBOURSEMENT, f. m., *Jurispr.*, action par laquelle on paye, on rend ce qui étoit dû ou ce qui avoit été reçu. v. **PAYEMENT**.

REMBOURSEMENT de rentes, *Jurispr.*, paiement du sort principal d'une rente.

La faveur que mérite le débiteur le fait toujours regarder comme recevable à rembourser la rente qu'il doit. Il n'en est pas de même du créancier ; il ne peut exiger ce rachat. Cependant si un débiteur pourvu d'un office hypothéqué de rentes constituées, vend cet office, son créancier a droit de former

son opposition, & de demander son *rem-boursement*.

Un créancier a encore le même droit, si son débiteur a commis un stellionat par le contrat de constitution, s'il a promis de donner caution & ne la donne pas, si s'étant obligé de faire emploi des deniers prêtés & de faire subroger le prêteur aux droits d'un autre créancier, il n'a pas rempli son obligation.

Le débiteur d'une rente constituée qui a une opposition entre ses mains sur le créancier de cette rente, ne peut en payer les arrérages, ni même se libérer du capital, sans appeler le saisissant ou l'opposant.

Le débiteur d'une rente substituée qui la rembourse au grevé, n'est point responsable du défaut d'emploi, lorsqu'il n'y a point d'opposition formée entre ses mains.

Ceci doit également avoir lieu pour les rentes dues aux mineurs ; & un tuteur est valablement autorisé par l'acte de tutelle pour toucher, sans avis de parens, le *remboursement* des forts principaux des rentes dues à ses pupilles. Cependant il est toujours plus sage à celui qui veut faire de pareils *rembourse-mens* de demander un avis de parens, & même de stipuler qu'il sera fait un emploi des deniers remboursés.

Un mari peut recevoir seul le *rem-boursement* d'une rente appartenante à la femme, quand même cette rente seroit propre à la femme.

Le co-obligé qui a remboursé volontairement une rente, & s'est fait subroger, ne peut contraindre ses co-obligés de racheter, mais seulement de continuer la rente.

Le conjoint par mariage qui devoit une rente & l'a remboursée des deniers de la communauté, est reçu après la dissolution de cette communauté, à con-

tinuer la moitié de la dite rente, & à en payer les arrérages jusqu'au rachat qu'il fera à sa volonté.

REMÉRÉ, f. m., *Jurispr.*, est l'action par laquelle un vendeur rentre dans l'héritage par lui vendu, en vertu de la faculté qu'il s'en étoit réservée par le contrat. C'est la même chose que la faculté de rachat. Voyez ci - devant RACHAT.

REMETTRE, v. act., *Jurisprud.*, c'est faire tenir de l'argent en quelque endroit. v. REMISE.

Remettre signifie aussi donner au banquier le droit qui lui appartient, pour avoir de lui telle ou telle lettre de change. v. ce mot.

Remettre signifie aussi abandonner à un débiteur une partie de sa dette, comme si vous remettez à quelqu'un le quart de ce qu'il vous doit, à condition qu'il vous payera sur l'heure.

Remettre une lettre, un paquet, une somme à quelqu'un, c'est les lui envoyer ou les lui donner en main propre.

Remettre veut dire aussi *différer*. Rien n'est plus préjudiciable à la réputation d'un marchand, que de *remettre* le paiement de ses billets & lettres de change.

Remettre, se *remettre* signifie *confier*. J'ai remis mes intérêts entre les mains d'un arbitre ; je m'en *remets* à vous de cette affaire.

REMISE d'une dette, f. f., *Jurispr.*, est lorsque le créancier voulant bien faire grâce à son débiteur, le tient quitte en tout ou en partie, soit du principal, soit des intérêts & frais.

Selon les principes du droit romain, il y avoit sur ce point une différence entre les obligations civiles qui résultaient des contrats consensuels, & se contractoient par le seul consentement des parties ; & entre les autres obligations civiles qui résultaient des contrats

réels, ou de la stipulation. A l'égard de celles qui se contractoient par le seul consentement des parties, la *remise* pouvoit s'en faire par une simple convention, par laquelle le créancier convenoit avec le débiteur de l'en tenir quitte, & cette convention éteignoit de plein droit l'obligation, l. 35, ff. de *R. juris*. A l'égard des autres obligations civiles, pour que la *remise* que le créancier en faisoit au débiteur pût éteindre de plein droit l'obligation, il falloit avoir recours à la formalité de l'acceptilation, ou *simple*, si l'obligation résulta d'une stipulation, ou *aquilienne*, si elle résulta d'un contrat réel ; *V. tit. de acceptil. in instit. §. paudef.* La simple convention par laquelle le créancier étoit convenu avec le débiteur de le tenir quitte, n'éteignoit pas de plein droit ces obligations ; mais elle donnoit seulement au débiteur une exception ou fin de non - recevoir, contre l'action du créancier qui auroit demandé le paiement de la dette, contre la foi de la convention.

La *remise de la dette* peut se faire, non - seulement par une convention expresse, mais aussi par une convention tacite qui résulte de certains faits qui la font présumer. Par exemple, si le créancier a rendu au débiteur son billet ou le brevet d'obligation, il est présumé lui avoir remis la dette, *si debitori meo reddiderim cautionem, videtur inter nos convenisse, ne peterem.* l. 2, §. 1, ff. de *pac.*

Si le billet étoit souscrit par plusieurs débiteurs solidaires, & que le créancier l'eût rendu à l'un d'eux, quelques docteurs cités par Bruneman, *ad l. 2, ff. de pac.* ont pensé que la restitution du billet ne devoit, en ce cas, faire présumer qu'une décharge personnelle de la dette, que le créancier a bien voulu accorder à celui à qui il a remis le billet. Il me paroît au contraire, qu'on doit présu-

mer qu'il a entendu remettre & éteindre entièrement la dette; car s'il n'eût voulu décharger que l'un des débiteurs, il auroit retenu le billet qui lui auroit été nécessaire pour faire payer les autres.

La possession en laquelle le débiteur se trouve du billet, fait-elle présumer que le créancier le lui a rendu? Boiceau, après quelques anciens docteurs, fait une distinction: il dit que si le débiteur allégué qu'il a payé, la possession en laquelle il est du billet, fait présumer le paiement, & que le billet lui a été rendu comme acquitté, à moins que le créancier ne prouve le contraire; mais s'il allégué que le créancier lui a remis la dette, la possession en laquelle il est du billet, n'est pas, selon lui, suffisante, & il doit prouver que le créancier lui a volontairement remis & rendu son billet; parce que la remise est une donation qui ne présume point, suivant cette règle, *nemo donare facili presumitur*, & que d'ailleurs c'est une convention qui doit s'établir par écrit. Je ne crois pas cette distinction solide, & je pense qu'on doit indistinctement décider, que la possession du billet par le débiteur, doit faire présumer qu'il lui a été rendu par le créancier, ou comme acquitté ou comme remis; à moins que le créancier ne justifie le contraire; par exemple, que le billet lui a été volé. En vain dira-t-on que la donation ne se présume pas; car cela veut dire qu'elle ne se présume pas facilement, & sans qu'il y ait un sujet suffisant pour la presumer; or, suivant la loi citée, il y a un sujet suffisant de présumer la donation & remise de la dette, lorsque le créancier a remis le billet au débiteur, & la possession du billet, par le débiteur, doit aussi faire présumer que le créancier le lui a rendu, puisque c'est la voie naturelle par laquelle la possession en a pu passer de la personne du

créancier en laquelle il étoit, en celle du débiteur.

La restitution que le créancier a faite au débiteur des choses qu'il lui avoit données en nantissement de sa dette, ne fait pas non plus présumer la remise ni le paiement de la dette; l. 3, ff. de pass. Car il a pu en cela n'avoir d'autre intention, que de lui remettre le nantissement, & non de lui remettre la dette.

Un créancier est présumé avoir remis la solidité à des débiteurs solidaires, lorsqu'il les a admis à payer seulement leur part.

Lorsqu'après un contrat synallagmatique fait entre nous, avant qu'il ait été exécuté ni de part ni d'autre, il intervient entre nous une nouvelle convention, par laquelle il est dit que je vous décharge de ce contrat, vous êtes censé pareillement m'avoir déchargé tacitement de l'obligation réciproque que j'avois contractée envers vous. Par exemple, si après que vous m'avez vendu une chose, nous convenons que je vous décharge de la vente que vous m'avez faite, vous êtes censé m'avoir pareillement déchargé de mon achat; l. 23, ff. de accept.

Le défaut de réserve d'une dette, dans la quittance que le créancier donne d'une autre dette, ne forme point de présomption de la remise de la dette dont il n'a point fait de réserve; l. 2, ff. de oblig. & act.

Pareillement, si dans un compte entre deux parties qui étoient en relation de commerce, l'une d'elles n'a pas compris un article de créance qu'elle avoit contre l'autre, il n'en résulte aucune présomption de la remise de cette créance: on présumera au contraire que c'est une omission faite par oubli, qui n'empêchera point le créancier d'exiger sa dette, nonobstant le compte dans

lequel elle n'a point été comprise.

Néanmoins il peut résulter une présomption de *remise de la dette* non-employée dans les comptes, lorsque trois circonstances concourent ; 1°. lorsque le créancier & le débiteur étoient unis par les liens du sang, ou d'une amitié très-étroite ; 2°. lorsqu'il ne s'est pas fait pour un seul compte entre les parties, mais plusieurs dans aucuns desquels la dette n'a été employée ; 3°. enfin lorsque le créancier est mort sans l'avoir demandé. Du concours de ces trois circonstances, Papinien fait résulter une présomption suffisante de la *remise de la dette*. C'est la décision de la célèbre loi *Procula* 26, ff. de *probat.*

Nous avons vu que la *remise d'une dette* peut se faire valablement par une convention expresse ou tacite entre le créancier & le débiteur : quelques auteurs pensent qu'elle peut se faire par la seule volonté du créancier, qui déclareroit qu'il fait la *remise*, pourvu qu'il soit capable de disposer de ses biens. C'est le sentiment de Barbeyrac en ses notes sur Puiffendorf : si raison est, que toute personne qui a la disposition de ses biens, peut, par sa seule volonté, répudier les droits qui lui appartiennent, & qu'elle les perd en les répudiant. Paul en la loi 2, §. 1, ff. *pro derel.* décide expressément que nous pouvons, par notre seule volonté, répudier, & perdre le droit de domaine d'une chose corporelle qui nous appartient : par la même raison, nous pouvons, par notre seule volonté, répudier le droit de créance que nous avons contre notre débiteur ; & comme il ne peut y avoir de dette, sans un droit de créance au profit de celui envers qui elle est contractée, la répudiation & l'abandon que le créancier fait de son droit de créance, entraîne nécessairement l'extinction de la dette.

La *remise d'une dette* peut se faire pour le total ou pour partie : les loix romaines exceptoient, à l'égard de l'acceptilation, le cas auquel la chose due n'étoit pas susceptible de parties. Par exemple, si je m'étois obligé envers vous d'imposer sur mon héritage un certain droit de servitude pour l'utilité de vôtre, l'acceptilation de cette dette ne pouvoit se faire par parties ; l. 13, §. 1, de *acceptil.* ; mais parmi nous, rien n'empêche qu'une pareille dette ne puisse être *remise* pour partie, par exemple, pour la moitié, le tiers, &c. & l'effet de cette *remise* sera que vous ne pourrez exiger de moi ce droit de servitude, qu'en me faisant raison de la moitié du prix, ou du tiers, &c.

La *remise réelle* est lorsque le créancier déclare qu'il tient la dette pour acquittée, ou lorsqu'il en donne quittance, comme s'il en avoit reçu le paiement, quoiqu'il ne l'ait pas reçu.

Cette *remise* équipolle au paiement, & fait que la chose n'est plus due ; & par conséquent elle libère tous ceux qui en étoient débiteurs, ne pouvant plus y avoir de débiteurs, lorsqu'il n'y a plus de chose due.

La *remise* ou décharge personnelle, est celle par laquelle le créancier décharge simplement le débiteur de son obligation ; cette décharge *magis eximit personam debitoris ab obligatione quam extinguunt obligationem* : elle n'éteint la dette qu'indirectement dans le cas auquel le débiteur à qui elle seroit accordée, seroit le seul débiteur principal ; parce qu'il ne peut y avoir de dette sans débiteur.

Mais s'il y a deux ou plusieurs débiteurs solidaires, la décharge accordée à un, n'éteint pas la dette ; elle ne libère que celui à qui elle est accordée, & non son co-débiteur : la dette est éteinte néanmoins pour la part de celui à qui la

décharge est accordée, & l'autre ne demeure obligé que pour le surplus. La raison est, que si chacun devoit le total, ce n'étoit qu'à condition que le créancier lui céderoit ses droits & actions contre l'autre. Le créancier s'étant mis par son fait hors d'état de les céder contre celui qu'il a déchargé, l'autre n'en doit pas souffrir.

La décharge accordée au débiteur principal emporte celle de ses cautions; car il seroit inutilement déchargé, si les cautions ne l'étoient pas; puisque les cautions étant obligées de payer, auroient recours contre ce débiteur: d'ailleurs, il ne peut y avoir de caution sans un débiteur principal: cette règle reçoit néanmoins une espèce d'exception à l'égard des contrats d'atermoïement.

Contra vice versa. La décharge accordée à la caution, ne décharge pas le débiteur principal; car l'obligation de la caution dépend bien de celle du débiteur principal; mais celle du débiteur principal ne dépend pas de celle de la caution: il ne peut y avoir de caution sans débiteur principal, mais il peut y avoir un débiteur principal, sans qu'il y ait de caution.¹

La décharge personnelle accordée à une caution, ne décharge pas non plus ses co-fidéjusseurs; l. 23, ff. de *pañ.* l. 15, §. 1, ff. de *fidejuss.* Néanmoins si les co-fidéjusseurs ont pu compter sur le recours qu'ils auroient en payant contre cette caution que le créancier a déchargée, ayant contracté leurs cautionnements avec elle ou depuis elle, il est équitable que la décharge accordée à cette caution les libère, quant à la part, pour laquelle en payant, ils auroient eu recours contre cette caution, si elle n'eût pas été déchargée. Le créancier n'ayant pu en déchargeant cette caution & en les privant de ce recours, leur préjudi-

cier; ils peuvent en ce cas opposer pour cette part au créancier l'exception *cedendarum actionum*.

Cette décision que la décharge accordée à une caution ne libère ni le débiteur principal, ni les co-fidéjusseurs, a lieu, quand même le créancier auroit reçu une somme d'argent de la caution pour la décharger de son cautionnement: le débiteur principal ne sera pour cela déchargé de rien; car cette somme n'est pas donnée en payement & pour venir en déduction de la dette; mais elle est donnée pour le prix de la décharge du cautionnement.

Il n'y a que le créancier, lorsqu'il a le pouvoir de disposer de ses biens, qui puisse remettre la dette, ou une personne fondée de son pouvoir spécial pour faire cette remise.

Un procureur général de toutes les affaires, un tuteur, un curateur, un administrateur n'ont pas ce droit; l. 37, ff. de *pañ.*, l. 22, ff. de *adm. tut.* & *pañ. fin.* car toutes ces personnes n'ont pouvoir & qualité que pour administrer, & non pas pour donner; or la remise est une donation.

Il faut excepter la remise qui se fait de partie de la dette à un débiteur en cas de faillite. Comme elle ne se fait pas tant *animo donandi*, que dans l'intention de s'assurer par ce moyen le paiement du surplus de la dette, & de ne pas tout perdre, cette remise peut passer pour un acte d'administration dont ces personnes sont capables.

Les remises qui se font d'une partie des profits seigneuriaux à une personne qui vient composer desdits profits, avant que de conclure le marché de l'héritage qu'elle se propose d'acheter, sont aussi des actes d'administration que les tuteurs & autres administrateurs peuvent faire; car ces remises sont en ce cas des

compositions plutôt que des donations : elles ne se font pas tant *animo donandi*, que pour ne pas laisser échapper le profit, le refus de la remise pouvant faire manquer le marché de l'héritage.

Les tuteurs & autres administrateurs peuvent faire *remise* d'une partie des profits, même après le marché conclu, & dans le cas des mutations nécessaires, pourvu qu'elles ne soient pas excessives, & qu'elles soient conformes à celles que les seigneurs font dans l'usage de faire ; car quoiqu'on ne puisse disconvenir que de telles *remises* soient de vraies donations, *liberalitas nullo jure cogente facta*, néanmoins l'usage a fait de ces *remises*, non pas, à la vérité, une obligation, mais une espèce de devoir de bienfaisance ; or les donations qui sont de bienfaisance ne sont pas interdites aux tuteurs & autres administrateurs. *Arg. l. 12, §. 3, ff. de adm. tut.*

Lorsqu'il y a plusieurs créanciers solidaires, *correi credendi*, l'un d'eux peut sans les autres faire *remise de la dette*, & cette *remise* décharge le débiteur envers tous les créanciers, de même que le paiement réel qui lui auroit été fait, l'auroit déchargé envers tous ; l. 13, §. 12, ff. de accept.

Il est évident que la *remise d'une dette* ne peut être faite qu'au débiteur : au reste elle est censée faite au débiteur, soit que la convention qui contient cette *remise*, intervienne avec la personne même du débiteur, soit qu'elle intervienne avec la personne de son tuteur, de son curateur, de son procureur, ou autres administrateurs de ses biens.

Lorsqu'il y a plusieurs débiteurs solidaires, le créancier peut par la *remise de la dette* qu'il fait à l'un d'eux, éteindre la dette, & libérer tous les autres ; l. 16, ff. d. tit. mais il faut qu'il paroisse que le créancier a eu intention d'étein-

dre la dette ; car s'il n'a eu intention que de décharger la personne du débiteur, ses co-débiteurs ne sont pas libérés, si ce n'est pour la part de celui qui a été déchargé, comme il a été dit ci-dessus.

La *remise* étant une donation, il faut pour qu'elle soit valable, que le débiteur à qui elle est faite, ne soit pas une personne à qui les loix défendent de donner : la *remise* qu'une femme feroit à son mari de ce qu'il lui doit, celle qu'un malade feroit à son médecin, ne seroient pas valables.

Cela ne doit pas être étendu aux *remises* qui se font plutôt par composition que par donation, telles que celles qui se font en cas de faillite, & les compositions pour les profits seigneuriaux. (P. O.)

REMISE DE DROITS SEIGNEURIAUX, *Droit fiod.*, est la grace que fait un seigneur de se départir d'une partie de ses droits, lorsqu'un acquéreur, avant son acquisition, va le trouver pour en composer. Il n'est point de seigneur qui, pour faciliter les mutations dans sa mouvance, ne fasse quelque *remise* en pareille circonstance. Mais il seroit trop tard de la demander après le contrat passé, le seigneur peut alors exiger ses droits à toute rigueur ; & si l'acquéreur, après le contrat, avoit surpris le seigneur & composé avec lui, cette composition seroit une fraude qui ne pourroit préjudicier au seigneur.

Quand le seigneur a une fois composé de ses droits avec l'acquéreur, il ne peut exercer le retrait féodal ou censuel.

Il se présente ici une question qui se juge différemment en différents tribunaux : elle consiste à savoir si, quand le seigneur a fait *remise* à l'acquéreur d'une partie des droits seigneuriaux, cet acquéreur est en droit d'en exiger la totalité de celui qui exerce sur lui le retrait lignager.

Voici comment Coquille raisonne sur cet objet : „ dans le tems qu'il n'étoit pas permis d'aliéner son fief sans la permission du seigneur, & que cette permission ne s'accordoit que moyennant un prix convenu entre le seigneur & celui qui se dispofoit à faire l'acquisition, il est certain que le retrayant devoit avoir la même composition ; le seigneur ayant une fois consenti à l'aliénation, & ayant mis un prix déterminé à ce consentement, il n'avoit aucune raison qui pût ni l'autoriser ni l'engager à varier ”.

Mais depuis que les fiefs sont devenus patrimoniaux, que les possesseurs ont eu la liberté d'en disposer à leur gré, & sans être tenus d'avoir l'agrément du seigneur, depuis que les compositions, qui étoient anciennement arbitraires, ont été fixées à un taux certain, proportionné au prix de la vente, & que le seigneur peut exiger judiciairement & sans aucune diminution, il ne fait aucun tort à l'acquéreur, quand il fait payer en entier ce que la coutume lui attribue. S'il lui en remet une partie, c'est une grâce qu'il lui fait, pour laquelle l'acquéreur lui a obligation. Or toutes grâces & tous bienfaits sont personnels. *Quod illius persona præstatur, hoc nequaquam ad alium pertinere deberet. L. 28, ff. de legat. 2.* D'où notre auteur conclut que le retrayant est obligé de payer à l'acquéreur la totalité de la somme à laquelle les droits seigneuriaux sont fixés par la coutume.

D'autres auteurs ont adopté la jurisprudence contraire, parce que l'intérêt de l'acheteur se réduit à se trouver entier & semblable état qu'il étoit avant son contrat d'acquisition ; & que, s'il ne doit rien perdre, il ne doit aussi rien gagner. Mais la première opinion paroît préférable. Il ne s'agit pas ici d'examiner si l'acquéreur doit gagner ou

perdre ; on ne doit s'attacher qu'à l'intention du seigneur, qui n'a été autre que de gratifier l'acquéreur personnellement ; gratification dont il auroit profité, s'il n'eût pas été évincé de la terre. Ainsi le but que se proposent les auteurs de la seconde opinion n'est pas rempli ; l'acquéreur ne reste pas indemne dans leur ressort, puisqu'il perd un présent qui lui a été fait par le seigneur, & qu'il auroit conservé, s'il n'avoit pas effuyé le retrait déjà assez désagréable par lui-même.

Au surplus, il est fort rare que cette question puisse être agitée, parce que les seigneurs qui font des remises aux acquéreurs sur leurs droits, ont ordinairement la précaution de donner quittance de la totalité, sans faire entendre, par aucune expression, qu'ils aient moins reçu ; & cette précaution est sage. S'ils accumuloient plusieurs quittances portant une somme inférieure à celle qui leur est due, ou pourroit un jour les leur opposer comme une preuve fondée en titres émanés d'eux-mêmes, que le droit qui leur appartient est inférieur à celui que la coutume a établi ; ce qui pourroit paroître d'autant plus probable, que dans bien des cantons l'usage est de faire habituellement la remise d'une certaine portion.

Coquille, *quest.* 188. ajoute, qu'il mettroit volontiers une exception à l'avis qu'il a établi plus haut. Si le prince, dit-il, ou tout autre seigneur, avoit ordonné à ceux qui font préposés pour la perception de ses droits, de faire remise d'un tiers, d'un quart, ou de telle autre portion de ces droits, à tout acquéreur qui se présenteroit pour les payer, celui sur qui le retrait seroit exercé, ne pourroit pas exiger du retrayant la totalité du droit, mais seulement ce qu'il en auroit réellement payé ; parce qu'en ce cas, la liberté du souverain ou du seigneur

gneur étant générale, le retrayant a droit d'en profiter comme le premier acquéreur, la gratification n'ayant aucun particulier nommément pour objet. (R.)

REMISSION, f. f., *Jurispr.*, est l'acte par lequel le prince remet à un accusé la peine due à son crime, & singulièrement pour ceux qui méritent la mort.

On obtient pour cet effet des lettres de remission ou de grace.

REMONTRANCE, f. f., *Jurispr.*, est l'action de remontrer ou représenter quelque chose à quelqu'un.

Les cours souveraines en France ont la liberté de faire des remontrances au roi, lorsqu'elles trouvent quelque difficulté sur les ordonnances, édits & déclarations, qui leur sont envoyés pour enregistrer. Les autres tribunaux n'ont point la même prérogative de faire directement leurs remontrances au roi; s'ils ont quelques observations à faire, ils doivent donner leur mémoire à M. le chancelier.

Quelquefois après de premières & d'iteratives remontrances, les cours font de très-humbles représentations, lorsqu'elles croient devoir encore insister sur les objets de leurs remontrances.

Remontrance est aussi une représentation que l'avocat ou le procureur d'une partie fait à l'audience, soit pour demander la remise de la cause qui n'est point en état, soit pour faire ordonner quelque préparatoire.

REMORDS, f. m., *Morale*, c'est le reproche de la conscience. Il y a autant d'espèces de remords que de consciences. Voyez ce mot. Ainsi, il y a des remords antécédens; ce sont les reproches de la conscience, qui sent la méchanceté de l'action, avant que de la commettre; & il y a un remords subséquent, qui consiste

dans le reproche de la conscience, après l'exécution de l'action. J'ajouterai encore un remords concomitant; car l'homme qui ne pèche pas par habitude, sent un reproche rongant tout le long de l'exécution de l'action. Je dis cela de l'homme qui ne pèche pas par habitude, parce que l'habitude de mal faire éteint tout sentiment de vertu dans l'exécution d'une mauvaise action.

Les remords sont faux, lorsque la conscience est erronée. On voit par là que les remords sont souvent l'effet de l'éducation, plutôt que des écarts du chemin de la vertu.

Les remords donc, toutes les autres choses étant égales, sont en raison des connoissances de la morale. La conscience ne reproche pas les écarts qu'on n'envisage pas comme tels. Si l'on se forge, par exemple, une morale, qui permet les spectacles, les bals, les sociétés quotidiennes, le jeu, la dissipation, la frivolité, la médisance, la calomnie, l'impureté qui n'éclate pas au dehors, l'éducation mondaine à ses enfans; un coup d'œil superficiel sur son ménage & sa famille, des devoirs arbitraires dans le mariage, &c. on ne sentira point de remords dans ces actions indignes du paganisme même, parce que la conscience n'en fera point de reproches; parce que l'éducation n'a pas fait sentir l'horreur de ces crimes, parce que dans un âge de maturité & affermi dans ces désordres, toute instruction est vaine & inutile.

J'ai dit que les remords sont en raison des connoissances de la morale. Toutes les autres choses étant égales; car souvent les remords ne sont pas en cette raison. Il peut y avoir des personnes fort instruites dans la morale, chez qui de longues habitudes au vice ont éteint tout remords; abrutis par le cri-

me, ils ont étouffé tout sentiment de la loi qui le condamne.

Le vicieux invétéré peut être sans *remords*, tout comme une personne vertueuse. Mais quelle différence entre la tranquillité de ces deux âmes ! La première est tranquille, parce qu'elle ne sent pas son malheur ; soit, parce qu'elle n'a jamais été assez instruite pour le reconnoître ; soit, parce que l'habitude du péché l'a mise au-dessous des bêtes brutes : tandis que l'âme vertueuse n'est pas tourmentée par des *remords*, parce que sa conscience éclairée n'a rien à lui reprocher, parce que dans l'examen qu'il fait le soir de ses actions, il trouve les avoir conformées aux loix de son Créateur ; parce qu'elle sent que sa conduite ne s'oppose pas à l'espérance du bonheur éternel, qui est le but de ses actions vertueuses & de son combat contre les appas du monde & de ses vanités : ses plaisirs sont sans crainte, & il souhaite le moment d'en jouir d'inépuisables. Quel sort heureux & digne d'envie ! (D. F.)

REMPLACEMENT, f. m., *Jurisp. prud.*, est l'action de mettre une chose à la place d'une autre, comme quand on fait un nouvel emploi de deniers dont on a reçu le remboursement, ou que l'on acquiert un immeuble pour tenir lieu d'un autre que l'on a aliéné. Voyez ci-après **REMPLI**.

Remplacement, s'entend plus particulièrement de l'emploi que font les gens de main-morte des sommes à eux données ou léguées, & du emploi de celles provenant des remboursements qui leur ont été faits, tant de rentes constituées ou de rentes foncières rachetables que du prix des héritages qu'ils avoient acquis, & dont ils ont été évincés par retrait ou autrement, sans qu'il dépendit d'eux d'empêcher l'éviction.

Les formalités pour l'emploi des sommes données & léguées, & pour le *remplacement* des sommes provenant des remboursements, sont, lors de l'acquisition qui sert d'emploi ou de *remplacement*, d'en faire une déclaration bien spécifiée par ^{le} contrat ; d'exprimer d'où proviennent les deniers qui servent à payer le prix de l'acquisition ; d'y joindre & annexer, savoir pour l'emploi une copie de l'acte par lequel les deniers ont été donnés ou légués, & pour le *remplacement* une copie des actes de création des rentes ou des acquisitions dont on a été dépossédé, une copie de l'acte de remboursement, & les autres pièces nécessaires, pour justifier que ce remboursement étoit inévitable de la part de la main-morte. Il faut en outre dans tous les cas joindre la preuve que le droit d'amortissement a été payé des sommes employées ou des biens remboursés. Il est nécessaire enfin que sur la minute des dons & legs ou des remboursements, il soit fait mention par le notaire qui en est dépositaire, du *remplacement* qui a été fait, de sa nature & des sommes qui y ont été employées, & que l'extrait de cette mention, certifié du notaire, soit rapporté au fermier des domaines. Lorsque le *remplacement* est fait en constructions ou reconstructions de bâtimens, les mêmes précautions doivent être observées dans le marché & dans les quittances des ouvriers, & ces actes doivent être passés par-devant notaires. Il est également nécessaire de rapporter l'extrait de la mention du *remplacement* faite sur la minute des dons & legs ou des remboursements, autrement le *remplacement* pourroit être sujet à un nouveau droit d'amortissement.

REMPLI, *Jurisp. prud.*, se dit de celui qui est satisfait de ce qui lui est dû.

Un héritier ou une veuve sont remplis de leurs droits, lorsqu'ils ont des fonds ou des meubles, & deniers suffisans pour acquitter ce qui leur revenoit.

On dit aussi qu'un gradué est rempli, lorsqu'il a obtenu, en vertu de ses degrés, des bénéfices de la valeur de 400 livres de revenu, ou qu'il a 600 livres de revenu en bénéfices obtenus autrement qu'en vertu de ses degrés.

REMPLI, f. m., *Jurisp.*, est le remplacement d'une chose qui a été aliénée ou dénaturée, comme le *remploi* d'une somme mobilière que l'on a reçu, le *remploi* d'un immeuble que l'on a aliéné, d'un bois de futaie que l'on a abattu & consumé.

Le *remploi* se fait de deux manières, savoir réellement en subrogeant un bien au lieu d'un autre, avec déclaration que ce bien est pour tenir lieu de *remploi* de celui qui a été aliéné ou dénaturé; ou bien il se fait fictivement, en payant la valeur du bien aliéné à celui auquel le *remploi* en étoit dû.

Comme le prix de l'immeuble vendu ou de la rente rachetée, entre dans la communauté, le *remploi* en est dû par cette communauté. Ainsi la femme qui l'a acceptée, doit prélever le *remploi* de ses propres sur les effets de cette communauté. Elle ne peut prendre ce *remploi* sur les propres du mari que subsidiairement en cas que les biens de la communauté ne soient pas suffisans. Mais si la femme renonce à la communauté, elle a droit d'exercer son action de *remploi* sur tous les biens du mari indifféremment; en effet celui-ci étant le maître de la communauté, il est censé avoir profité du prix de l'aliénation des propres de sa femme. Par la même raison, il ne peut demander le *remploi* de ses propres aliénés que sur les effets de la communauté, en cas qu'elle soit ac-

ceptée par la femme ou ses héritiers; s'ils y renoncent, il n'a point de *remploi* à prétendre, parce que toute la communauté lui demeure.

Le mari ne doit pas seulement à sa femme le *remploi* de ce qu'il a reçu, mais même quelquefois de ce qu'il n'a pas reçu, lorsqu'il auroit dû le recevoir; si par exemple, il a laissé prescrire les sommes dues à sa femme pour le prix de son propre aliéné; ceci est encore une suite de la qualité d'administrateur.

On stipule presque toujours le *remploi* dans les contrats de mariage, & on y ajoute toutes les clauses que l'on met dans les stipulations de propres à l'égard des deniers dotaux; c'est-à-dire que l'action de *remploi* tiendra lieu & nature de propre à la femme seulement, ou à la femme & aux siens de son côté & ligne. Ces conditions peuvent également être stipulées pour le mari.

Lorsque des deniers stipulés propres à la femme par son contrat de mariage ou provenans de l'aliénation de ses propres, sont employés par son mari en acquisition d'héritages ou autres immeubles, il est nécessaire pour la validité de cet emploi ou *remploi*, & interdire à la femme toute action de reprise de ces deniers, que le contrat remplisse trois conditions essentielles. On exige, 1°. que le contrat porte que l'acquisition se fait, ou des deniers stipulés propres à la femme, ou des deniers provenans de tels de ses propres vendus, ou de telle rente propre rachetée. 2°. Il doit y avoir dans ce contrat une déclaration précise que tel héritage ou rente est acquise pour le *remploi* de son propre, & lui tenir même nature de propre que celui qui lui appartenait, & qui a été aliéné ou racheté. 3°. La femme doit parler dans l'acte de *remploi*, l'accepter & le signer, ou du moins le ratifier pendant le

cours du mariage, ou avant sa dissolution. Les deniers ainsi remplacés, deviennent pour la femme un bien propre qui ne peut jamais entrer dans la communauté, & demeure par conséquent hors de la puissance du mari.

La femme a pour ses *emplois*, hypothèque du jour du contrat de mariage, lorsqu'il n'y a point de contrat, du jour du mariage.

REMUNERATEUR, f. m., REMUNERATION, f. f., *Morale*, celui qui récompense & punit avec justice. Qu'il y ait un Dieu *récompensateur*, c'est ce qu'il importe de prouver, non contre les athées qui nient l'existence d'une cause éternelle & intelligente; mais contre ces déistes qui admettent un Dieu, mais un Dieu oisif, paresseux, qui tranquille dans le séjour de la gloire, ne fait aucune attention à ce qui se passe ici-bas, ce Dieu des Epicuriens, qui laissoit agir les hommes à leur gré, sans leur distribuer de peine ou de récompense.

Nous supposons ce qui est incontestable, qu'il y a une différence essentielle entre le juste & l'injuste, qui forme cette loi divine écrite dans tous les cœurs, pour être la règle de notre conduite. Il n'est pas moins clair que l'homme, étant susceptible de plaisir & de douleur, cette loi pour être plus expresse, a dû être munie d'une sanction, c'est-à-dire, accompagnée de peines ou de récompenses, qu'il étoit de la sagesse du Créateur de lier le bien physique au bien moral, & de faire de tout ce qui est autour de l'homme, un attrait pour le porter à la pratique de ses devoirs.

Distinguons deux sortes de *récompensation*, l'une naturelle qui naît de la chose même; ainsi le mal physique est presque toujours une suite du mal moral. L'yvrogne, l'intempérant se prépa-

rent par leurs excès des maux qui les consomment, ou des maladies qui les tuent. L'autre qu'on peut nommer *extérieure & arbitraire*, est celle que le Législateur établit indépendamment de la première, & qui dépend de sa volonté. Les hommes ne peuvent employer que celle-ci; Dieu seul a pu se servir de l'une & de l'autre, & tellement disposer les choses que l'homme, qui s'éloigne du bien, fasse tomber sur lui une ruine inévitable. La sanction est parfaite, si elle est certaine & proportionnée aux délits, imparfaite, si elle ne l'est ni au vice ni à la vertu, & si elle n'est pas assurée. Dieu a donc pu suppléer par la seconde sanction à l'imperfection de la première, afin que celle qui en résulteroit fût complète, & qu'un genre de peine manquant, l'autre fût toujours prêt à punir le coupable.

L'une & l'autre *récompensation* peuvent être prochaines ou éloignées; une peine seroit sur les esprits une impression plus rapide & plus vive; mais puisqu'on nous sommes dans un état d'épreuves, que la vertu est sur la terre dans un exercice continu, il vaut mieux que le prix soit placé dans l'avenir, afin que l'homme marchant par la foi & non par la vue, se conduise plus par la raison que par les sens & un grossier instinct.

Quelque soit enfin le genre de sanction, & dans quelque tems qu'il soit consommé, il faut pour l'accomplissement de l'ordre moral, que chacun reçoive selon ses œuvres, que la mesure du malheur ou du bonheur d'un être intelligent & libre, se règle sur celle du vice ou de la vertu. Or comme les loix ne font rien sans sanction, que la sanction elle-même n'est rien, si elle n'est exécutée, il est absolument nécessaire que les menaces dénoncées contre les

infraçteurs ayent tôt ou tard leur plein, leur entier effet.

Qu'on recherche après cela, si cette *rétribution* complete à lieu sur la terre, on trouvera qu'elle n'existe qu'en partie & qu'elle n'est point suffisante. L'approbation, les remords de la conscience en font une bien imparfaite, soit parce que si son témoignage adoucit les maux des justes, il ne les en délivre pas entièrement, soit parce que cette peine, loin d'augmenter, diminue avec le crime, ce qui est opposé à la justice ; car le châtement doit être plus grand, à mesure que l'on devient plus coupable, & ici au contraire la sensibilité de la conscience s'émousse, par les progrès même qu'on fait dans le mal ; celui qui est novice encore, éprouve toute l'amertume de ses reproches, tandis que le pécheur qui en contracte l'habitude, s'endurcit contre ses remords ; soit enfin, parce qu'on les étouffe, en persuadant que l'ame est mortelle, que tout est dirigé par le hazard, en sorte qu'il paroît absurde de soutenir, que Dieu n'infliera pas d'autre peine aux violateurs de ses loix, que celle que l'on éloigne en devenant plus audacieux & plus intrépide dans le péché.

On ne peut pas dire non plus que le deshonneur, la honte attachés au vice, suffisent pour le punir. Il est rare qu'un peuple parvienne à un certain degré de corruption, sans que la vertu n'y soit tournée en ridicule : les louanges ne sont plus la récompense du mérite, mais le prix de l'élévation ou de la fortune, & l'homme vicieux & puissant attire bientôt tous les hommages dûs à l'homme de bien, qui le plus souvent languit dans l'obscurité, quelquefois même dans le mépris.

Les avantages qu'on retire de la vertu, ne sont pas encore un dédommagement

équivalent à ses sacrifices ; car quoi qu'on puisse dire que de chaque vice naît un mal, comme chaque vertu produit un bien, qu'ainsi il y a plus à gagner qu'à perdre en en suivant la route, cette règle cependant par ses exceptions fréquentes, ne peut être regardée comme parfaite rétribution. Qui ne voit que les douleurs, les maladies sont communes aux bons & aux méchants ; les suites de l'intempérance s'étendent quelquefois jusques sur d'innocentes victimes. Un fils expie souvent par une mauvaise constitution les désordres de son père : l'homme juste est plus d'une fois appauvri par la perfidie des autres, ou supplanté par d'indignes rivaux. Dans les tems de persécution, on souffre davantage à proportion de ce qu'on est moins hypocrite & moins dissimulé. Tel est enfin le cours des choses humaines, qu'il y a des calamités générales qui enveloppent les innocens aussi-bien que les coupables, qu'il n'est pas rare que l'injustice prévaille sur la bonne foi, & que plusieurs martyrs de leurs devoirs pourroient répéter ce mot de Brutus :

» Vertu tu n'es qu'un vain nom, & con-
» clure, que *s'ils n'avoient d'espérance*
» *qu'en cette vie, ils seroient les plus mal-*
» *heureux des hommes* ».

Il est si vrai que les hommes ont vu l'insuffisance de toutes ces rétributions, qu'ils ont substitué ou plutôt ajouté à la sanction naturelle, une sanction extérieure & civile, par laquelle les loix sévissent contre ceux qui les enfreignent ; mais ce supplément est encore imparfait. Combien de vices qui pour n'être pas du ressort des tribunaux, n'en sont pas moins dignes de châtement, & qui soutiendra contre l'orgueil, l'impiété, l'ingratitude, doivent être envisagés du même oeil que l'humilité & la reconnaissance ? Parmi les actions défendues,

combien n'en est-il pas qui se font en secret & échappent à la peine; que de larcins, de parjures, de meurtres, d'empoisonnemens, couverts d'un voile épais, qui profondément enfoncés dans les ténèbres, bravent en silence le glaive de la justice, impunément levé sur eux. D'autres aussi sûrs de l'impunité, ne cherchent pas même à cacher leurs crimes; quelques-uns sont trop puissans pour avoir des accusateurs, plusieurs sont trop accrédités pour succomber, ou trop hauts pour qu'on puisse les atteindre. Un prince méchant, un ministre injuste, souvent même un juge inique, se mettent au-dessus des loix, qui ne sont comme le disoit Anacharsis, „ que des toiles d'araignées faites pour prendre les mouches, & „ laisser échapper les corbeaux”.

Il faut donc s'il doit y avoir une compensation exacte, il faut, dis-je, s'élever à un Dieu rémunérateur, qui pesant toutes les actions à une juste balance, soumette tous les hommes, à son jugement, achève dans une autre économie, cette rétribution commencée à peine, & pour ainsi dire, ébauchée sur la terre. Ces principes nous paroissent d'une vérité si palpable, que pour les détruire, on est réduit, ou à supposer que Dieu est sans perfection, ce qui est la même chose que nier son existence, ou qu'il n'a pas donné des loix, ce qui est incompatible avec ces règles immuables que nous trouvons au-dedans de nous, ou enfin que la sanction de ces loix s'exécute ici-bas, ce que nous avons montré démenti par l'expérience, & l'idée de Dieu entraîne nécessairement celle d'un juge rémunérateur. v. DIEU, IMMORTALITÉ.

REMUNERATOIRE, f.f., *Jurisp.*, se dit de ce qui est donné pour récompense de services, comme une donation

ou un legs rémunératoire. Ces sortes de dispositions ne sont pas considérées comme de vraies libéralités, lorsque les services étoient tels que celui qui les avoit rendus, pouvoit en exiger le salaire.

RENFORT de caution, f.m., *Jur.*, est un supplément de caution que l'on donne, lorsque la caution principale n'est pas suffisante.

Le renfort de caution est différent du certificateur de la caution. Celui-ci ne répond que de la solvabilité de la caution, & ne peut être poursuivi qu'après discussion faite de la caution, au lieu que le renfort de caution répond de la solvabilité du principal débiteur, & peut être attaqué en même tems que la caution principale. v. CAUTION, CAUTIONNEMENT, CERTIFICATEUR, DISCUSSION, FIDÉJUSSEUR, FIDÉJUSSION.

RENOMMÉE, f.f., *Morale*, estime éclatante qu'on a acquise dans l'opinion des hommes; je parle ici de la bonne, & non de la mauvaise renommée, car cette dernière est toujours odieuse; mais l'amour pour la bonne renommée, ne doit jamais être découragé, puisqu'elle produit d'excellens effets, non-seulement en ce qu'elle détourne de tout ce qui est bas & indigne, mais encore en ce qu'elle porte à des actions nobles & généreuses. Le principe en peut être fautif ou défectueux; l'excès en fera vicieux tant qu'on voudra, mais les conséquences qui en résultent, sont tellement utiles au genre humain, qu'il est absurde de s'en moquer, & de regarder cet amour d'une bonne renommée, comme une chose vaine; c'est un des plus forts motifs qui puisse exciter les hommes à se surpasser les uns les autres dans les arts & dans les sciences qu'ils cultivent.

Quelques écrivains de morale sont également trop rigides & peu judicieux, quand ils décréditent ce principe, que la nature semble avoir gravé dans le cœur, comme un ressort capable de mettre en mouvement les facultés cachées, & qui se déploie toujours avec force dans les âmes vraiment généreuses. Les plus grands hommes, chez les Romains, n'étoient animés que de ce beau principe. Cicéron dont le savoir & les services qu'il rendit à sa patrie, sont si connus, en étoit enflammé.

Je fais qu'il y a des hommes qui courent après la renommée, au lieu de la faire naître; mais le moyen d'y parvenir solidement, est de tenter une route nouvelle & glorieuse, ou bien de suivre cette même route déjà pratiquée sans succès; ainsi, quand la poésie nous peint la renommée couverte d'ailes légères, ce sont là des symboles de la vaine renommée, & non pas de celle qui s'acquiert en faisant de grandes ou de belles choses. v. GLOIRE, RÉPUTATION, &c. Les poètes ont personnifié la renommée, & en ont fait une divinité qu'ils ont peinte à l'envi par les plus brillantes images.

RENONCIATION, f.f., *Jurispr.*, se dit de tout acte par lequel on renonce à quelque droit.

Il y a *renonciation* au bénéfice d'ordre, de division & de discussion. v. BÉNÉFICE D'ORDRE, DIVISION & DISCUSSION.

Renonciation à la communauté. v. COMMUNAUTÉ.

Renonciation à sa succession, v. SUCCESSION.

Renonciation à une succession future, v. SUCCESSION.

Renonciation des filles en faveur des mères, v. SUCCESSION.

RENONCIATION, Droit *politique*; c'est

une espèce d'abdication de la souveraineté, ou d'une partie qu'un prince ou une princesse ne peut plus conserver, sans déroger aux principes fondamentaux de la constitution de l'Etat. On en trouvera les principes aux articles **ABDICTION**, **ALIÉNATION**, **CONSTITUTION**, & sur-tout à **SUCCESSION**, *Politique*. (D.F.)

RENOUVELLEMENT des traités, v. **TRAITÉS**.

RENTE, f. f., *Jurispr.*, est un revenu, soit en argent, grain, volaille ou autre chose, qui est dû à quelqu'un par une autre personne.

Il y a plusieurs sortes de *rentes*, ainsi qu'on va l'expliquer ci-dessous.

La *rente annuelle*, est celle qui est payable chaque année, à la différence de certaines redevances ou prestations qui ne seroient dûes que tous les deux ou trois ans. Il y a des *rentes* payables en un seul terme, d'autres en deux ou en quatre termes; la division du paiement en plusieurs termes n'empêche pas que la *rente* ne soit annuelle, il suffit pour cela qu'elle soit due chaque année.

La *rente arrière-foncière*, est une seconde *rente* imposée sur le fonds depuis la première, comme il arrive, lorsque celui qui tient un bien à *rente foncière*, le donne lui-même en tout ou en partie à un tiers à la charge d'une *rente foncière* plus forte qu'il stipule à son profit.

La *rente en assiette* ou *par assiette*, c'est quand on promet donner des héritages jusqu'à la valeur de tant de *rente* ou revenu actuel, comme de cent livres par an ou autre somme.

La *rente par assignat* ou *par simple assignat*, est lorsqu'une *rente* constituée à prix d'argent est constituée & assignée nommément sur un certain héritage, qui est destiné particulièrement pour le

payement annuel de cette *rente*, comme si je constitue cent livres de *rente* à prendre sur une terre ou maison à moi appartenante.

Rente, bail à, v. BAIL à *rente*.

La *rente censive* ou *censuelle*, est la *rente* seigneuriale, imposée par le seigneur direct de l'héritage lors de l'accensement qu'il en a fait.

Rente constituée, v. CONSTITUTION de *rente*.

On a douté autrefois si ces *rentes* étoient licites, jusqu'à ce que Calixte III. & Martin V. les ont approuvées par leurs *extravagantes regimini* 1 § 2. de *empt. vend.* L'ancien préjugé fait même que quelques-uns les regardent encore comme odieuses, & seulement tolérées par la nécessité du commerce.

La *rente courante*, on appelle quelquefois ainsi la *rente* constituée à prix d'argent, sans aucun assignat, soit parce qu'elle court sur tout le patrimoine du débiteur, ou plutôt parce que c'est une *rente* utilisée & au cours ordinaire des intérêts. Voyez Loyleau, du *déguepissement*, liv. I. ch. ix.

La *rente au denier dix*, au *denier vingt* ou *autre denier*, c'est-à-dire, qui produit le dixième ou le vingtième du fonds pour lequel elle a été constituée. v. DENIER & INTÉRÊT.

La *rente de don* § *legs*, est celle qu'un donateur ou testateur crée sur ses biens au profit de son donataire ou légataire. Ces sortes de *rentes* sont irrégulières, c'est-à-dire qu'elles ne sont ni de la nature des *rentes* constituées à prix d'argent, ni vraiment foncières, n'étant pas créées en la tradition d'un fonds; elles ont néanmoins plus de rapport aux *rentes* foncières qu'aux constitutions. v. CONSTITUTION de *rente*.

La *rente emphytéotique*, est le canon ou redevance annuelle due par le pre-

neur à bail emphytéotique. v. EMPHYTÉOSE.

Les *rentes ensaïsinées* sont celles qui sont assignées ou imposées sur des fonds en roture, & desquelles les créanciers ou propriétaires ont été ensaïsinés par les seigneurs censuels de qui les fonds chargés sont tenus.

La *rente foncière*, est le droit de percevoir tous les ans sur un fonds une redevance fixe en fruit ou en argent, qui doit être payée par le détenteur.

De ce droit naît l'action réelle foncière contre le détenteur, pour le payement de la redevance.

La *rente foncière* ou réelle, se constitue directement & principalement sur le fonds, & n'est proprement due que par le fonds, c'est-à-dire, qu'elle n'est due par le possesseur qu'à cause du fonds, à la différence de la *rente* constituée, qui est due principalement par la personne qui la constitue, ce qui n'empêche pas qu'elle ne puisse être hypothéquée sur un fonds.

Il y a deux moyens en général pour créer une *rente foncière*: l'un quand le propriétaire aliène son fonds à la charge d'une *rente*; l'autre, quand sans aliéner son fonds; il le charge d'une *rente*, soit par voie de don ou de legs, ce qui forme une *rente* de libéralité qui est semblable en beaucoup de choses aux véritables *rentes foncières*.

A l'égard de celles qui sont réservées lors de la tradition du fonds, lesquelles sont les véritables *rentes foncières*, les coutumes marquent trois sortes d'actes par lesquelles elles peuvent être établies; savoir le bail à cens, le partage & la licitation: de manière néanmoins que la *rente* réservée par le partage ou par la licitation, n'est *foncière* qu'autant qu'elle fait directement le prix de la *rente*, de la licitation, ou la soute du partage; car

si.

si l'on commençoit par convenir d'une somme d'argent pour le prix ou pour la soute, & qu'en suite pour cette somme on constituât une *rente*, elle seroit réputée constituée à prix d'argent, & non pas *foncière*.

Il y a deux sortes de *rentes foncières*; savoir celles qui sont seigneuriales, & les *rentes simples foncières*.

Les *rentes foncières seigneuriales* sont celles qui sont dûes au seigneur pour la concession de l'héritage, outre le cens ordinaire.

Toutes *rentes foncières* sont de leur nature non rachetables, à moins que le contraire ne soit stipulé par l'acte de la création de la *rente*.

Elles sont aussi dûes solidairement par tous ceux qui possèdent quelque partie du fonds sujet à la *rente*, sans qu'ils puissent opposer la discussion, c'est-à-dire, exiger que le créancier de la *rente* discute préalablement le premier preneur ou ses héritiers.

Pour se décharger de la *rente foncière*, le détenteur peut déguerpir l'héritage; le preneur même ou ses héritiers peuvent en faire autant, en payant les arrérages échus de leurs terres, encore qu'ils eussent promis de payer la *rente*, & qu'ils y eussent obligé tous leurs biens, à moins qu'ils n'eussent promis de fournir & faire valoir la *rente*, ou de faire quelques améliorations dans l'héritage qui ne fussent pas encore faites.

La *rente à fonds perdu*, est une *rente viagère*, dont le fonds s'éteint avec la *rente*. v. CONSTITUTION de *rente*.

La *rente héréditaire*, est celle dont la propriété est transmissible non-seulement par succession, mais aussi que l'on peut céder à un étranger, & qui se perpétue à son profit, à la différence de la *rente viagère*, qui ne se transmet point par succession, & dont la durée est re-

glée sur la vie de celui sur la tête duquel elle est constituée.

La *rente hypothécaire*, est celle pour laquelle on n'a qu'une simple hypothèque sur un fonds, telles que sont toutes les *rentes* constituées à prix d'argent, à la différence des *rentes foncières*, pour lesquelles le créancier a un droit réel sur l'héritage.

La *rente inféodée*, est celle dont le seigneur a reconnu que le fief de son vassal étoit chargé; ce qui se fait, lorsque le vassal ayant chargé son fief d'une *rente* envers un tiers, la déclare dans l'aveu qu'il rend à son seigneur dominant, & que le seigneur accepte cet aveu sans protester contre la *rente*. v. INFÉODATION.

La *rente de libéralité*, est celle qui est donnée ou léguée à quelqu'un à prendre sur une maison ou autre héritage. Ces sortes de *rentes* tiennent à certains égards, de la nature des *rentes foncières*, quoiqu'elles ne le soient pas véritablement, n'ayant pas été créées lors de la tradition du fonds.

Rentes obituaires. On appelle *rentes obituaires*, celles qui se payent à l'église à raison de quelque obit ou fondation; & l'on demande, si elles sont prescriptibles, & de combien d'années on en peut demander les arrérages?

La première de ces questions se trouve résolue sous le mot PRESCRIPTION. L'hypothèque de ces *rentes* est perpétuelle, & suit le fonds donné entre toutes les mains, selon la forme de la fondation ou donation.

M. d'Olive en ses *quest. liv. 2. ch. 6.* tient que les *rentes obituaires* sont imprescriptibles, aussi-bien que les arrérages dont on peut toujours demander au moins 39 ou 29 ans d'arrérages. Despeires, *tom. 1. p. 726.* ancien. édit.

La *rente perpétuelle*, est celle qui doit être payée à perpétuité, c'est-à-dire

Y

jusqu'au rachat, à la différence de la *rente viagère*, qui ne dure que pendant la vie de celui au profit de qui elle est constituée.

La *rente personnelle*, est celle qui est due principalement par la personne & non par le fonds, encore bien qu'il soit hypothéqué à la *rente*; telles sont les *rentes* constituées à prix d'argent que par cette raison l'on qualifie quelquefois de *rentes personnelles* pour les distinguer des *rentes foncières*, qu'on qualifie de *rentes réelles*, parce qu'elles sont dues principalement par le fonds, & non par la personne.

La *rente réalisée ou réelle*, est une *rente* constituée à prix d'argent, dont l'hypothèque est réalisée sur un fonds par la voie de la saisine, réalisation ou nantissement dans les coutumes où cela est d'usage, pour constituer l'hypothèque. v. NANTISSEMENT.

La *rente réelle*, se prend aussi souvent pour *rente foncière*; on l'appelle *réelle*, parce qu'elle est due principalement par le fonds qui en est chargé; au lieu que les *rentes* constituées à prix d'argent, sont dues principalement par la personne; c'est pourquoi on les appelle *personnelles*.

La *rente seigneuriale*, est une *rente foncière* due à un seigneur à cause de sa seigneurie, & qui emporte la seigneurie directe sur l'héritage pour lequel elle est due.

Ces sortes de *rentes* ont plusieurs avantages sur les *rentes* simplement foncières, 1°. en ce qu'elles ne se prescrivent point de la part du rentier, si ce n'est pour la quotité & les arrérages pour 30 ans; 2°. elles emportent droit de lods aux mutations par ventes; 3°. elles ne se purgent point par le décret.

Les *rentes seigneuriales* sont de plusieurs sortes; savoir le cens, le fief, le

& autres *rentes seigneuriales* qui sont dues outre le cens ordinaire, soit en argent ou autre prestation.

Rentes viagères, v. CONSTITUTION de *rente*.

RENTIER, f. m., *Droit polit.*, c'est celui qui, pour se débarrasser du soin de ses affaires, met son bien & sa fortune en *rentes* constituées ou viagères. Le nombre des *rentiers* ne s'augmente dans un Etat qu'aux dépens du travail & du commerce, par l'oïveté, le luxe, la mollesse, le tybaritisme. Un *rentier* est donc un sujet inutile, dont la pareille met un impôt sur l'industrie d'autrui.

RENTIER, *Jurispr.*, est celui auquel il est dû une *rente*; ceux qui ont des *rentes* assignées sur les revenus du souverain, sont appelés *rentiers*.

En fait de *rentes seigneuriales* & foncières, ou constituées sur particuliers, on entend ordinairement par *rentiers* ceux qui doivent les *rentes*.

RENTRE, v. n., *Jurispr.*, dans un bien, c'est en recupérer la possession.

Rentrer dans ses droits, c'est y être remis & rétabli, soit en vertu de quelque clause conditionnelle, soit en vertu de lettres du prince & d'un jugement qui les entérine, ou enfin en vertu de quelque accord ou transaction.

La rentrée des tribunaux, est le temps où ils recommencent leurs séances, lorsque les vacances sont finies.

RENVOI, f. m., *Jurispr.*, Dans un acte, est une marque apposée à la suite de quelque mot, & qui se réfère à une autre marque semblable, qui est en marge ou au bas de la page, où l'on a ajouté ce qui avoit été omis en cet endroit dans le corps de l'acte. Les *renvois* doivent être approuvés des parties contractantes & des notaires & témoins, ainsi que des autres officiers dont l'acte

est émané, à peine de nullité. On ne signe pas ordinairement les *renvois*, mais on les paraphe.

Renvoi en fait de *jurisdiction*, est l'acte par lequel un juge se départ de la connoissance d'une affaire pendante par devant lui, & prescrit aux parties de se pourvoir devant un autre juge qu'il leur indique, auquel la connoissance de l'affaire appartient naturellement.

Il n'y a que le juge supérieur qui puisse user de *renvoi* à l'égard d'un juge qui est son inférieur ; le juge qui est inférieur à un autre, ou qui n'a point de supériorité sur lui, ne peut pas user à son égard du terme de *renvoi*, il ordonne seulement que les parties se pourvoient par devant les juges qui en doivent connoître.

La partie qui n'est point assignée devant son juge, peut demander son *renvoi* par-devant le juge de son domicile, ou autre auquel la connoissance de l'affaire appartient.

Renvoi devant un ancien avocat, c'est un jugement qui enjoint aux parties de se retirer devant un ancien avocat qui leur est indiqué, pour en passer par son avis.

* Le *renvoi* en matière *ecclésiastique*, est l'ordonnance du juge laïc, par laquelle il renvoie au juge d'église, ou une cause civile entre ecclésiastiques, ou le procès d'un clerc accusé, soit de délit commun dont il ne doit point connoître, soit d'un délit privilégié dont la procédure doit être faite avec l'officiel.

Pour les matières civiles, on voit sous le mot *ACTION*, les distinctions & les exceptions qui se font pour régler la compétence des juges d'église, & les cas où ils peuvent revendiquer les causes des clercs qu'on ne traite pas devant eux. Il y a eu des officiaux qui ont fait

défenses sous des peines spirituelles, de procéder ailleurs que dans leur siège, quoique le juge laïc fût saisi de la cause ; mais telles défenses ont été déclarées abusives. Les cours séculières ne laissent point d'autre liberté aux juges d'église, que de faire revendiquer les causes qu'ils estiment être de leur compétence.

A l'égard des matières criminelles, on distingue deux sortes de *renvoi*, ainsi que deux sortes de délit. Lorsque les ecclésiastiques ne sont coupables que de crimes qui sont regardés dans l'usage comme délits communs, le *renvoi* se fait exactement dans toutes les cours de l'Etat ; mais lorsque le délit se trouve privilégié, alors le *renvoi* n'a lieu que dans la forme qu'on voit sous le mot *PROCÉDURE*, & ne se fait même point par certaines cours. Il y a aussi certains cas ou certains crimes, pour raison desquels le *renvoi* n'a pas lieu, parce que les clercs accusés ont perdu leur privilège. (D. M.)

REPARATION, f. f., *Morale*, satisfaction d'une injure, d'une offense faite à quelqu'un. En ce sens, on dit, faire *réparation d'honneur*. Nous le prenons dans cet article pour la satisfaction qu'exige un mal quelconque causé à son prochain, indépendamment de la *réparation du dommage*, dont nous avons amplement parlé à l'article **DOMMAGE**.

Il ne faut pas s'étonner, si tant de gens dans le monde commettant le mal sans y songer, persistent jusqu'au tombeau dans des vices & des désordres qu'ils se reprochent rarement, & ne s'embarrassent guère du soin de réparer les injustices qu'ils ont fait éprouver aux autres. On ne répare le mal, que lorsque la conscience tourmente assiduellement. La continuité des bleues

qu'elle nous fait , nous force non-seulement au repentir , mais encore à détruire , autant qu'il est en nous , le mal dont l'idée nous assiege , & qui nous a dû rendre odieux pour les êtres avec lesquels nous vivons. En réparant le mal , tout homme se propose de se remettre bien avec lui-même & avec les autres : il tâche alors de bannir de son esprit les images hideuses dont il est infecté ; il s'efforce d'effacer de l'esprit des autres les impressions défavorables que sa conduite a dû nécessairement y produire.

Il est des vices , des fautes , des crimes même qui se réparent. Une injustice faite à quelqu'un , se répare en lui rendant justice , en le dédommageant d'une façon généreuse du tort qu'on a pu lui causer. La restitution répare le crime du vol ; une déclaration solennelle peut réparer les injures faites à la réputation d'un autre , quoique cette *réparation* soit très-difficile , v. RAPPORTEUR. Des marques de soumission & de repentir peuvent défarmer le ressentiment produit par une offense. Le cœur de l'homme semble s'épanouir , toutes les fois qu'il a réparé le mal dont l'idée le comprime & le flétrit.

Rien de plus rare qu'une *réparation* complète , c'est-à-dire capable d'anéantir en nous-mêmes les cicatrices de la conscience , & dans les autres le souvenir du mal que nous leur avons fait endurer ! L'homme est toujours forcé d'éprouver de la douleur , un sentiment secret du mépris pour lui-même , lorsqu'il s'est rendu haïssable ou méprisable aux yeux des êtres de son espèce. Ceux-ci , de leur côté , ont de la peine à mettre totalement en oubli des actions qui les ont cruellement affligés.

D'un autre côté , la *réparation* des torts paroît toujours infiniment couler,

soit à la vanité , soit à la cupidité des hommes. Elle suppose une grandeur d'âme , un courage , dont les méchans , sans un changement total , ne sont guère capables : voilà pourquoi tant de coupables se repentent de leur conduite , paroissent y renoncer , mais consentent rarement à réparer le mal dont ils sont les auteurs. Ces regrets infructueux , ces sentimens de justice avortés sont dûs , soit à l'ignorance , soit au manque de force , soit à la faiblesse des aiguillons de la conscience , qui ne tourmentent pas assez pour qu'on cherche à s'en débarrasser tout-à-fait. La plupart des hommes , quand ils ne sont pas confirmés dans le vice & le crime , passent leur vie à lutter contre'eux-mêmes , à se faire des reproches , puis à chercher des sophismes propres à rendre leur conscience toutes les fois qu'elle s'éveille , pour les importuner.

Les hommes devraient trembler , s'ils songeoient aux suites inévitables de leurs passions. Par un juste châtiment de la nature , il est des crimes qui ne peuvent aucunement se réparer. Comment rendre la vie à un ami fidèle , que le délire de la colère , a fait périr dans un duel ? Comment un tyran , dont les excès ont rendu tout un peuple malheureux pour des siècles , pourra-t-il se concilier avec lui-même ? Comment calmer les remords d'un conquérant , lorsque son imagination vient à lui faire entendre les cris des nations défolées ? Comment apaiser la conscience d'un ministre , dont les conseils perfides ont anéanti le bonheur de ses concitoyens ? Est-il quelque moyen de faire entrer la paix dans le cœur du juge , dont l'ignorance ou l'iniquité ont fait périr l'innocent ? Enfin , comment rassurer l'esprit de celui qui s'est engraisé de la sub-

tance du pauvre, de la veuve & de l'orphelin ?

Rien de plus nécessaire que la *réparation* pour effacer l'injustice ; rien de plus difficile que la *réparation*. Ainsi, rien de plus difficile que le salut de ceux qui s'avisent de faire du mal en général à leur prochain, dans les biens & dans la réputation. v. RESTITUTION, RAPPORTEUR. (F.)

RÉPARATION, *Jurisp.* En fait de bâtiment, on en distingue de plusieurs sortes.

Les grosses *réparations* qui sont à la charge du propriétaire, lesquelles consistent dans la réfection des quatre gros murs, des poutres, voûtes & couvertures en plein.

Les *réparations* viagères & d'entretienement sont toutes les *réparations* autres que les grosses *réparations* dont on vient de parler ; on les appelle *viagères*, parce qu'elles sont à la charge de l'usufruitier & non du propriétaire, & *réparations* d'entretienement, parce qu'elles comprennent tout ce qui est nécessaire pour entretenir l'héritage, mais non pas la reconstruction.

Les menues *réparations* qu'on appelle aussi *réparations* locataires, sont celles dont les locataires sont tenus, comme de rendre les vitres nettes en quittant la maison, de faire rétablir celles qui sont cassées, faire raccommoder les clefs & ferrures & les carreaux qui ne sont pas en état, & autres choses semblables.

Lorsque le fermier judiciaire d'un bien saisi réellement, veut faire quelques *réparations*, il faut auparavant qu'il en fasse constater la nécessité par un procès verbal d'experts.

* Les *réparations* & les dépenses nécessaires pour l'entretien des églises ont toujours fait l'objet d'une attention par-

ticulière. Par l'ancien partage des revenus des églises, il y en avoit une portion destinée aux *réparations* & à l'entretien de l'église. L'érection des bénéfices dans la suite des tems n'a rien changé à cette discipline ; & au lieu qu'autrefois c'étoit la fabrique ou l'économe de chaque église qui étoit chargé du soin des *réparations*, ce sont aujourd'hui les bénéficiers eux-mêmes, parce qu'ils jouissent des revenus.

Le concile de Trente fait un devoir aux évêques, dans leurs visites des églises, de pourvoir par les voies de droit qu'ils jugeront convenables, à ce que les choses qui auront besoin de *réparation*, soient réparées. (D. M.)

La *réparation civile*, est une somme à laquelle un criminel est condamné envers quelqu'un par forme de *réparation* & de dédommagement du tort qu'il lui a causé par son crime.

La *réparation civile* adjugée pour l'homicide du mari, appartient pour moitié à la femme & aux enfans ; la femme n'est pas privée de sa part, quoiqu'elle se remarie, & qu'elle renonce à la communauté.

Si l'homicide n'a point de femme ni d'enfans, la *réparation civile* appartient au père, & à son défaut, aux autres héritiers plus prochains.

Pour avoir part à cette *réparation*, il faut avoir poursuivi la vengeance de la mort du défunt. Les enfans n'en seront cependant pas privés, si c'étoit leur indigence qui les eût empêchés de pour-
suivre.

Réparation du dommage, v. DOMMAGE.

La *réparation d'honneur*, est une déclaration que l'on fait de vive voix ou par écrit, pour rétablir l'honneur de quelqu'un que l'on avoit attaqué.

Comme il n'y a rien de plus cher

que l'honneur, tout ce qui y donne la plus légère atteinte, mérite une satisfaction.

Mais on la proportionne à la qualité de l'offense, & à la qualité de l'injure, & aussi à celle de l'accusé.

Quelquefois la réparation se fait par un simple acte que l'on met au greffe.

Lorsqu'on veut la rendre plus authentique, on ordonne qu'elle se fera en présence de certaines personnes, même en présence d'un des juges commis à cet effet, & qui en fait dresser procès-verbal.

Quoique l'on ordonne cette *réparation*, on prononce aussi quelquefois en outre une amende & des dommages & intérêts : ce qui dépend des circonstances. v. AMENDE, DOMMAGE ET INTÉRÊTS, HONNEUR, POINT-D'HONNEUR.

REPENTANCE, s.f., *Morale*. Ce mot exprime tout-à-la-fois la douleur d'une ame qui, connoissant ses péchés, les déplore, les confesse à Dieu, prend la résolution de n'y plus retomber, & se dirige vers le bien.

Le premier point de la piété, comme le premier précepte de la sagesse, est de se connoître soi-même; c'est-là, pour ainsi dire, la clef de la morale, sans laquelle les plus belles maximes sont perdues & sans effet. A la place de cette sagesse à découvrir ses faiblesses, supposez un épais bandeau sur les yeux, on languit dans la sécurité, les exhortations, les leçons, les exemples les plus édifiants se brisent contre cette insensibilité funeste, la lumière la plus douce ne peut nous éclairer, & si quelquefois nos vices percent malgré nous à-travers le voile dont nous aimons à les couvrir, l'amour-propre plus ingénieux à nous séduire que nous ne sommes habiles à nous fonder, ne tarde pas à y répan-

dre un vernis qui les colore, ou bien à trouver dans les circonstances où nous nous rencontrons des pathétiques qui les déguisent, ou des excuses qui les justifient. Il en est des maux de l'ame comme des maladies du corps, il faut les connoître pour y proportionner le remède; il faut un fil qui nous guide dans le labyrinthe de notre cœur, qui nous serve à en parcourir les détours. Les passions ont tant de ressorts, les vices tant de faces, les vertus tant de nuances & de caractères; nous sommes si aisément notre propre dupe, que de tout tems l'on a eu raison de proposer cette règle d'or, *connois-toi toi-même*, comme le précepte le plus beau, le plus nécessaire & le plus difficile.

Ce premier pas fait, il est impossible qu'à la vue de tant de défauts sensibles & de secrètes souillures, nous ne soyons portés par une douleur naturelle, par un mouvement involontaire à les confesser au législateur, & à recourir à sa clémence. Mais il faut l'avouer, la *repentance* doit plus résider dans le cœur, que paroître dans une contrition extérieure, dans ces signes équivoques, communs quelquefois à l'hypocrite & à l'homme juste; l'amendement ou la cessation du mal & le retour au bien, en est la marque caractéristique, & comme le sceau qui la légalise. Souvent, il est vrai, on ne peut réparer, en tout ou en partie, le mal que l'on a fait; mais toujours on peut en témoigner des regrets, & il n'est point de pécheur, quelque corrompu qu'il soit, qu'il ne puisse, s'il le desire, secouer le joug qui l'accable, & rebrousser vers les commandemens divins. Avec quelle effusion d'un cœur repentant, David ne déplore-t-il pas dans ses cantiques ses erreurs & ses crimes? il s'humilie dans le sentiment de son indignité, & nous trace en traits

de flamme les caractères d'une vraie *repentance*.

Nous passons sous silence les motifs qui en pressent la nécessité, pour observer que l'illusion la plus dangereuse & la plus commune, est de renvoyer sans cesse sur de frivoles prétextes cet ouvrage important, comme si l'habitude dans le mal n'en rendoit pas l'exécution toujours moins probable & toujours plus difficile, que le tems n'affoiblit pas chaque jour nos facultés avec nos organes, ou que la mort ne pût pas à chaque moment nous surprendre. C'est par ces raisons ou de semblables qu'on combat les délais de la *repentance*, qu'il étoit de la sainteté de Dieu de prescrire comme une condition du salut. Si l'alliance de grace eût ouvert le pardon aux pécheurs endurcis, & l'eût promis indistinctement à tous, sans exiger aucun mouvement de componction & de *repentance*, elle eût été en quelque sorte une alliance de mort, le péché n'en eût été que plus favorisé, & n'en marcheroit que mieux aujourd'hui à tête levée. D'un autre côté, si Dieu eût fermé tout accès à la *repentance*, l'homme le plus saint, qui dans un instant de surprise & de faiblesse auroit violé la loi, confondu avec les pécheurs d'habitude, eût gémi avec eux sous la justice divine. Il ne falloit pas moins que la sagesse de Dieu, pour satisfaire à sa sainteté, & subvenir aux imperfections de la nature humaine. En même tems qu'il a publié une morale parfaite, sa miséricorde se déploie sur ceux qui, malgré leurs efforts, ont toujours des défauts à se reprocher; il promet sa grâce à la foi & à la *repentance*, & l'on est forcé d'admirer comment l'Evangile pourvoit à tout, soutient le juste, ne délaisse pas le pécheur, fait toujours briller à ses yeux l'espoir du pardon,

afin que dans la nuit même qui l'enveloppe, ce point de lumière lui serve de guide, & le ramène par la voie de la *repentance* à la vertu qu'il avoit abandonnée, & à la bienveillance céleste dont il étoit déchu.

RÉPÉTITION, f. f., *Jurispr.*, est l'action de demander en justice quelque chose qui nous appartient, ou qui nous est dû.

Quelquefois le terme de *répétition* signifie la réitération d'un acte ou d'un fait.

Ce qui a été donné par erreur de fait est sujet à *répétition* de plein droit. Ainsi l'héritier qui a payé le legs avant d'avoir connoissance de la nullité du testament, peut le répéter.

Une chose payée au nom du débiteur, ne donne point lieu à la *répétition* contre le créancier qui a reçu ce qui lui appartenait; mais si on paye en son propre nom la dette d'autrui, croyant en être tenu, l'on peut intenter l'action en *répétition*.

Ce qui est donné pour cause fautive, est également sujet à *répétition*, parce qu'il y a lieu de croire que le donateur a été abusé. Si cette chose avoit été donnée par transaction, elle ne pourroit être répétée, *quod transactionis nomine datur, licet res nulla media fuerit non repetitur*, dit la loi. Cependant la faveur que méritent les transactions n'empêcheroit pas qu'on ne pût réclamer contre une injustice évidente.

Une chose conditionnelle livrée par erreur avant l'événement de la condition peut aussi être répétée, ce qui s'entend lorsque la condition est incertaine, car si elle doit absolument arriver, il n'y a lieu à la *répétition*.

Celui qui acquitteroit volontairement une dette en justice, mais que

l'équité naturelle rend légitime, ne pourroit être reçu à la répéter; telle seroit le cas d'une femme qui payeroit, étant devenue veuve, une dette qu'elle auroit contractée pendant le mariage sans l'autorité de son mari. En effet, l'action en *répétition* étant fondée sur l'équité, elle ne peut avoir lieu contre une dette que l'équité elle-même oblige de payer.

Répétition de dot, droit que la femme ou ses héritiers ont de répéter sa dot, après la dissolution du mariage ou de la communauté, lorsqu'il n'y a point de stipulation contraire.

Répétition de retrait qui a lieu dans quelques coutumes, est lorsque le lignager le plus éloigné qui a été évincé de son acquisition par le lignager plus prochain, retire à son tour l'héritage sur l'étranger, auquel le lignager plus prochain l'a vendu.

Répétition de témoins, est une nouvelle audition de témoins qui ont déjà été entendus dans la même affaire; ce qui arrive lorsqu'ayant déposé dans une enquête, le procès civil est converti en procès criminel; car comme on ne convertit point les enquêtes en informations, quoique les informations puissent être converties en enquêtes, on fait entendre dans l'information les témoins qui ont été entendus dans l'enquête; ce qui s'appelle *repeter les témoins*.

Répétition se dit encore de l'information dans laquelle le juge entend en témoignage un officier qui a dressé le procès-verbal d'un délit qui fait la matière d'une accusation, ou d'un procès extraordinaire. Cette *répétition*, quoiqu'affiliée aux mêmes formalités que l'information, doit être intitulée *répétition par forme d'information*, &c.

REPIT ou REPY, f. m., *Jurisp.*, terme, délai, surseance que l'on accor-

de par grace. Le prince donne du *répit* aux débiteurs de bonne foi, pour les mettre à couvert des poursuites de leurs créanciers, afin qu'ils aient le tems de se reconnoître, de mettre ordre à leurs affaires, & payer leurs dettes.

Les *répits* étoient usités chez les Romains; ils étoient accordés par un rescrit de l'empereur; leur durée étoit ordinairement de cinq ans; c'est pourquoi ils sont appelés en droit *inductia quinquennales*.

REPLETION, f. f., *Droit canon*, est l'état d'un gradué qui ayant un bénéfice suffisant pour son entretien, ne peut plus en requérir d'autres, en vertu de ses grades; on dit alors que son droit est rempli. Ce qui s'applique également à un indultaire, & à un brevettaire dans les termes qu'on peut voir sous les mots BREVET, INDULT. (D.M.)

REPLIQUE, f. f., *Jurisp.*, est ce que le demandeur répond aux défenses du défendeur.

RÉPONDANT, f. m., en termes de *Droit*, est celui qui répond ou s'engage pour un autre. v. CAUTION & GARANT.

Les *répondans* étoient à Rome de deux sortes: les uns tenus de représenter le défendeur au jour marqué; les autres engageant leurs biens ou leur personne en faveur de leurs concitoyens: ce qui les faisoit appeler *vengeurs des biens*, de l'honneur & de la dignité d'autrui. La loi n'accordoit point tout *répondant* à tout défendeur. Elle en accordoit un riche au défendeur riche, & un quel qu'il fût, au défendeur pauvre. On considéra qu'il seroit difficile à celui-ci de trouver un homme opulent pour sa caution; afin donc que sa condition ne fût pas malheureuse à tous égards, on accepta de sa part toute sorte de *répondant*.

RÉPONDRE,

RÉPONDRE, f. f., *Jur.*, signifie *cautionner* quelqu'un, le rendre garant pour lui. Les cautions & leurs certificateurs répondent solidairement des dettes, faits & promesses de ceux pour qui ils s'engagent, & doivent à leur défaut les acquitter; delà le proverbe, *qui répond, paye*; ce qui n'arrive que trop fréquemment. v. CAUTIONNER, CAUTIONNEMENT.

RÉPONSE, f. f., *Jurispr.*, se dit de ce qui est répliqué verbalement à quelque interrogation, ou par écrit à quelque demande, dire ou autre procédure.

La *réponse catégorique*, est celle qui se rapporte précisément à l'interrogation.

Les *réponses de droit* ou *réponses des jurisconsultes*, *responsa prudentum*, sont les décisions des anciens jurisconsultes, auxquels il étoit permis de répondre sur les questions qui leur étoient proposées. v. JURISCONSULTE.

REPRÉSAILLES, f. f. pl., *Droit nat.* & *politique*. On entend par *représailles*, cette espèce de guerre imparfaite, ces actes d'hostilités que les souverains exercent les uns contre les autres.

Les *représailles* sont usitées de nation à nation, pour se faire justice soi-même, quand on ne peut pas l'obtenir autrement. Si une nation s'est emparée de ce qui appartient à une autre, si elle refuse de payer une dette, de réparer une injure, ou d'en donner une juste satisfaction; celle-ci peut se saisir de quelque chose appartenante à la première, & l'appliquer à son profit, jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû avec dommages & intérêts, ou la tenir en gage, jusqu'à ce qu'on lui ait donné une pleine satisfaction. Dans ce dernier cas, c'est plutôt arrêt ou faïsse, que *représailles*: on les confond souvent dans le langage ordinaire. Les effets saisis se

Tom. XII.

conservent, tant qu'il y a espérance d'obtenir satisfaction ou justice. Dès que cette espérance est perdue, on les confisque; & alors les *représailles* s'accomplissent. Si les deux nations, sur cette querelle, en viennent à une rupture ouverte; la satisfaction est censée refusée, dès le moment de la déclaration de guerre, ou des premières hostilités, & dès-lors aussi les effets saisis peuvent être confisqués.

Le droit des gens ne permet les *représailles* que pour une cause évidemment juste, pour une dette claire & liquide. Car celui qui forme une prétention douteuse ne peut demander d'abord que l'examen équitable de son droit. En second lieu, il faut, avant que d'en venir là, que l'on ait inutilement demandé justice, ou au moins que l'on ait tout lieu de croire qu'on la demanderoit vainement. Alors seulement on peut se faire soi-même raison d'un injuste. Il seroit trop contraire à la paix, au repos & au salut des nations, à leur commerce mutuel, à tous les devoirs qui les lient les uns envers les autres, que chacune pût tout d'un coup en venir aux voies de fait, sans savoir si l'on est disposé à lui rendre justice, ou à la refuser.

Mais pour bien entendre cet article, il faut observer, que si dans une affaire litigieuse, notre adversaire se refuse aux moyens de mettre le droit en évidence, on les élude artificieusement, s'il ne se prête pas de bonne foi aux moyens pacifiques de terminer le différend, & surtout, s'il en vient le premier à quelque voie de fait; il rend notre cause juste, de problématique qu'elle étoit; nous pouvons mettre en usage les *représailles*, ou la faïsse de ses effets, pour le contraindre à embrasser les moyens de conciliation que la loi naturelle prescrit. C'est une

Z

derniere tentative, avant que d'en venir à une guerre ouverte.

Les biens des citoyens font partie de la totalité des biens d'une nation ; d'Etat à Etat, tout ce qui appartient en propre aux membres est considéré comme appartenant au corps, & est affecté pour les dettes de ce corps : d'où il suit, que dans les *représailles*, on saisit les biens des sujets, tout comme on saisirait ceux de l'Etat ou du souverain. Tout ce qui appartient à la nation est sujet aux *représailles*, dès qu'on peut s'en saisir ; pourvu que ce ne soit pas un dépôt confié à la foi publique. Ce dépôt ne se trouvant entre nos mains que par une suite de la confiance, que le propriétaire a mise en notre bonne foi ; il doit être respecté, même en cas de guerre ouverte. C'est ainsi que l'on en use en France, en Angleterre & ailleurs, à l'égard de l'argent que les étrangers ont placé dans les fonds publics.

Celui qui use de *représailles* contre une nation, sur les biens de ses membres indistinctement, ne peut être taxé de faillir le bien d'un innocent pour la dette d'autrui. Car c'est alors au souverain à dédommager celui de ses sujets, sur qui sont tombées les *représailles* ; c'est une dette de l'Etat, ou de la nation, dont chaque citoyen ne doit supporter que sa quote-part.

C'est seulement d'Etat à Etat, que tous les biens des particuliers sont regardés comme appartenans à la nation. Les souverains agissent entr'eux ; ils ont affaire les uns aux autres directement, & ne peuvent considérer une nation étrangère que comme une société d'hommes dont tous les intérêts sont communs. Il n'appartient donc qu'aux souverains d'exercer & d'ordonner les *représailles*, sur le pied que nous venons de les expliquer. D'ailleurs cette voie

de fait approche fort d'une rupture ouverte, & souvent elle en est suivie. Elle est donc d'une trop grande conséquence, pour être abandonnée aux particuliers. Aussi voyons-nous qu'en tout Etat policé, un sujet qui se croit lésé par une nation étrangère, recourt à son souverain, pour obtenir la permission d'user de *représailles*.

On peut user de *représailles* contre une nation, non-seulement sur les biens du souverain, mais aussi sur ceux de ses sujets : & cela a lieu quand l'Etat, ou le souverain participe à l'action de son sujet & s'en charge. v. INJURE.

De même, le souverain demande justice, ou use de *représailles*, non-seulement pour ses propres affaires, mais encore pour celles de ses sujets, qu'il doit protéger, & dont la cause est celle de la nation.

Mais accorder des *représailles* contre une nation, en faveur des étrangers, c'est se porter pour juge entre cette nation & ces étrangers ; ce qu'aucun souverain n'est en droit de faire. La cause des *représailles* doit être juste, & il faut même qu'elles soient fondées sur un déni de justice, ou déjà arrivé, ou probablement à craindre. Or quel droit avons-nous de juger si la plainte d'un étranger contre un Etat indépendant est juste, si on lui a fait un vrai déni de justice ? Si l'on m'oppose, que nous pouvons bien épouser la querelle d'un autre Etat, dans une guerre qui nous paroît juste, lui donner du secours, & même nous joindre à lui ; le cas est différent. En donnant du secours contre une nation, nous n'arrêtons point ses effets, ou ses gens, qui se trouvent chez nous sous la foi publique ; & en lui déclarant la guerre, nous lui permettons de retirer & ses sujets & ses effets, comme on le verra ci-dessous. Dans le cas des *représailles*

accordées à nos sujets, une nation ne peut se plaindre que nous violions la foi publique, en saisisant ses hommes ou ses biens ; parce que nous ne devons la sûreté à ces biens, ou à ces hommes, que dans la juste supposition, que cette nation ne violera pas la première, envers nous ou nos sujets, les règles de justice que les nations doivent observer entr'elles : si elle les viole, nous sommes en droit d'en tirer raison, & la voie des *représailles* est plus aisée, plus sûre & plus douce, que celle de la guerre. On ne pourroit justifier par les mêmes raisons, des *représailles* ordonnées en faveur d'étrangers. Car la sûreté que nous devons aux sujets d'une puissance, ne dépend point, comme d'une condition, de la sûreté que cette puissance donnera à tous les autres peuples, à des gens qui ne nous appartiennent point, qui ne sont pas sous notre protection. L'Angleterre ayant accordé des *représailles*, en 1662, contre les Provinces-unies, en faveur des chevaliers de Malte, les Etats de Hollande disoient avec raison, que selon le droit des gens, les *représailles* ne peuvent être accordées que pour maintenir les droits des sujets de l'Etat, & non pour une affaire à laquelle la nation n'a aucun intérêt.

Les particuliers qui, par leurs faits, ont donné lieu à de justes *représailles*, sont obligés de dédommager ceux sur qui elles tombent, & le souverain doit les y contraindre. Car on est tenu à la réparation du dommage, que l'on a causé par sa faute. Et bien que le souverain, en refusant justice à l'offensé, ait attiré les *représailles* sur ses sujets ; ceux qui en sont la première cause, n'en deviennent pas moins coupables ; la faute du souverain ne les exempt pas de réparer les suites de la leur. Cependant, s'ils étoient prêts à donner satisfaction à

celui qu'ils ont lésé ou offensé, & que leur souverain les en ait empêchés ; ils ne sont tenus qu'à ce qu'ils auroient été obligés de faire pour prévenir les *représailles*, & c'est au souverain à réparer le surplus du dommage, qui est une suite de sa propre faute.

Nous avons dit, qu'on ne doit venir aux *représailles*, que quand on ne peut point obtenir justice. Or la justice se fait de plusieurs manières : 1°. par un déni de justice proprement dit, ou par un refus d'écouter vos plaintes, ou celles de vos sujets, de les admettre à établir leur droit devant les tribunaux ordinaires. 2°. Par des délais affectés, dont on ne peut donner de bonnes raisons ; délais équivalents à un refus, ou plus ruineux encore. 3°. Par un jugement manifestement injuste & partial. Mais il faut que l'injustice soit bien évidente & palpable. Dans tous les cas susceptibles de doute, un souverain ne doit point écouter les plaintes de ses sujets contre un tribunal étranger, ni entreprendre de les soustraire à l'effet d'une sentence rendue dans les formes. Ce seroit le moyen d'exciter des troubles continuels. Le droit des gens prescrit aux nations ces égards réciproques pour la juridiction de chacune, par la même raison que la loi civile ordonne dans l'Etat, de tenir pour juste toute sentence définitive, rendue dans les formes. L'obligation n'est ni si expresse, ni si étendue de nation à nation ; mais on ne peut nier qu'il ne soit très-convenable à leur repos, & très-conforme à leurs devoirs envers la société humaine, d'obliger leurs sujets, dans tous les cas douteux & à moins d'une lésion manifeste, à se soumettre aux sentences des tribunaux étrangers, par devant lesquels ils ont affaire.

De même que l'on peut saisir les cho-

ses qui appartiennent à une nation , pour l'obliger à rendre justice , on peut également , & pour les mêmes raisons , arrêter quelques-uns de ses citoyens , & ne les relâcher que quand on a reçu une entière satisfaction. C'est ce que les Grecs appelloient *androlepsie* , *prise d'homme*. A Athenes , la loi permettoit aux parens de celui qui avoit été assassiné dans un pays étranger , de saisir jusqu'à trois personnes de ce pays-là , & de les détenir jusqu'à ce que le meurtrier eût été puni ou livré. Mais dans les mœurs de l'Europe moderne , ce moyen n'est guère mis en usage que pour se faire raison d'une injure de même nature , c'est-à-dire , pour obliger un souverain à relâcher quelqu'un , qu'il retient injustement.

Au reste , les sujets ainsi arrêtés n'étant détenus que comme une sûreté , un gage , pour obliger une nation à faire justice ; si leur souverain s'obstine à la refuser , on ne peut point leur ôter la vie , ni leur infliger aucune peine corporelle , pour un refus , dont ils ne sont pas coupables. Leurs biens , leur liberté même peut être engagée pour les dettes de l'Etat , mais non point la vie , dont l'homme n'est pas le maître de disposer. Un souverain n'est en droit d'ôter la vie aux sujets de celui qui lui fait injure , que quand ils sont en guerre ; & nous verrons ailleurs ce qui lui donne ce droit.

Mais un souverain est en droit d'user de force contre ceux qui résistent à l'exécution de son droit , & d'en user autant qu'il est nécessaire pour surmonter leur injuste résistance. Il est donc permis de repousser ceux qui entreprennent de s'opposer à de justes *représailles* , & s'il faut pour cela aller jusqu'à leur ôter la vie , on ne peut accuser de ce malheur que leur résistance injuste & inconsidérée.

Grotius veut qu'en pareil cas , on s'abstienne plutôt d'user de *représailles*. Entre particuliers , & pour des choses qui ne sont pas extrêmement importantes , il est certainement digne , non seulement d'un chrétien , mais en général de tout honnête homme , d'abandonner plutôt son droit , que de tuer celui qui lui oppose une injuste résistance. Mais il n'en va pas ainsi entre les souverains. Il seroit d'une trop grande conséquence de se laisser braver. Le vrai & juste bien de l'Etat est la grande règle : la modération est toujours louable en elle-même ; mais les conducteurs des nations doivent en user autant qu'elle peut s'allier avec le bonheur & le salut de leurs peuples.

Après avoir démontré , qu'il est permis d'en venir aux *représailles* , quand on ne peut obtenir justice autrement ; il est aisé d'en conclure , qu'un souverain n'est point en droit d'opposer la force , ou de faire la guerre à celui , qui ordonnant & exécutant des *représailles* en pareils cas , ne fait qu'user de son droit.

Et comme la loi de l'humanité ne prescrit pas moins aux nations , qu'aux particuliers , de préférer constamment les moyens les plus doux , quand ils suffisent , pour obtenir justice ; toutes les fois qu'un souverain peut , par la voie des *représailles* , se procurer un juste dédommagement , ou une satisfaction convenable , il doit s'en tenir à ce moyen , moins violent & moins funeste que la guerre. A ce propos , je ne puis me dispenser de relever ici une erreur , trop générale pour être absolument méprisée. S'il arrive qu'un prince , ayant à se plaindre de quelqu'injustice , ou de quelques commencemens d'hostilités , & ne trouvant pas chez son adversaire des dispositions à lui donner satisfaction ,

se détermine à user de *représailles*, pour essayer de le contraindre à écouter la justice, avant que d'en venir à une rupture ouverte. S'il faisoit ses effets, ses vaisseaux, sans déclaration de guerre, & les retient comme des gages : vous entendiez certaines gens crier au brigandage. Si ce prince eût déclaré la guerre tout de suite, ils ne diroient mot, ils loueroient peut-être sa conduite. Etrange oubli de la raison & des vrais principes ! Ne diroit-on pas que les nations doivent suivre les loix de la chevalerie, se délier en champ clos, & vider leur querelle comme deux braves dans un duel ? Les souverains doivent penser à maintenir les droits de leur Etat, à se faire rendre justice, en usant de moyens légitimes, & en préférant toujours le plus doux : & encore un coup, il est bien évident que les *représailles* dont nous parlons, sont un moyen infiniment plus doux, ou moins funeste que la guerre. Mais comme elles y conduisent souvent, entre puissances dont les forces sont à peu-près égales ; on ne doit y venir qu'à l'extrémité. Le prince qui tente alors cette voie, au lieu de rompre entièrement, est louable sans doute, pour sa modération & sa prudence.

Ceux qui courent aux armes sans nécessité, sont des fléaux du genre humain, des barbares, ennemis de la société, & rebelles aux loix de la nature, ou plutôt du pere commun des hommes.

Il est des cas cependant, où les *représailles* seroient condamnables, lors même qu'une déclaration de guerre ne le seroit pas ; & ce sont précisément ceux dans lesquels les nations peuvent avec justice prendre les armes. Lorsqu'il s'agit dans le différend, non d'une voie de fait, d'un tort reçu, mais d'un droit contesté ; après que l'on a inutilement tenté les voies de conciliation, ou les moyens

pacifiques d'obtenir justice, c'est la déclaration de guerre qui doit suivre, & non de prétendues *représailles*, lesquelles, en pareils cas, ne seroient que de vrais actes d'hostilité, sans déclaration de guerre, & se trouveroient contraires à la loi publique, aussi bien qu'aux devoirs mutuels des nations. C'est ce qui paroitra plus évidemment, par ce que nous avons dit des raisons qui établissent l'obligation de déclarer la guerre, avant que d'en commencer les actes. v. GUERRE, DÉCLARATION de guerre.

Que si, par des conjonctures particulières, & par l'oblation d'un injuste adversaire, ni les *représailles*, ni aucun des moyens dont nous venons de traiter, ne fussent pour notre défense & pour la protection de nos droits, il reste la malheureuse & triste ressource de la guerre.

Les lettres de *représailles* sont des lettres qu'un souverain accorde à ses sujets, pour reprendre sur les biens de quelqu'un du parti ennemi, l'équivalent de ce qu'on leur a pris, & dont le prince ennemi n'aura pas voulu leur faire justice. On les appelle en France *lettres de marque*.

REPRÉSENTANT, f. m., *Jurisp.*, est celui qui représente une personne du chef de laquelle il est héritier. v. REPRÉSENTATION.

REPRÉSENTANS, *Droit politiq.* Les *représentans* d'une nation sont des citoyens choisis, qui dans un gouvernement temperé sont chargés par la société de parler en son nom, de stipuler ses intérêts, d'empêcher qu'on ne l'opprime, de concourir à l'administration.

Dans un Etat despotique, le chef de la nation est tout, la nation n'est rien ; la volonté d'un seul fait la loi, la société n'est point représentée. Telle est la forme du gouvernement en Asie,

dont les habitans soumis depuis un grand nombre de siècles à un esclavage héréditaire, n'ont point imaginé de moyens pour balancer un pouvoir énorme qui sans cesse les écrase. Il n'en fut pas de même en Europe, dont les habitans plus robustes, plus laborieux, plus belliqueux que les Asiatiques, sentirent de tout tems l'utilité & la nécessité qu'une nation fut représentée par quelques citoyens qui parlaient au nom de tous les autres, & qui s'opposaient aux entreprises d'un pouvoir qui devient souvent abusif, lorsqu'il ne connoit aucun frein. Les citoyens choisis pour être les organes, ou les *représentans* de la nation, suivant les différens tems, les différentes conventions & les circonstances diverses, jouirent de prérogatives & de droits plus ou moins étendus. Telle est l'origine de ces assemblées connues sous le nom de *diètes*, d'*Etats généraux*, de *parlemens*, de *senats*, qui presque dans tous les pays de l'Europe, participèrent à l'administration publique, approuverent ou rejetterent les propositions des souverains, & furent admis à concerter avec eux les mesures nécessaires au maintien de l'Etat.

Dans un Etat purement démocratique la nation, à proprement parler, n'est point représentée; le peuple entier se réserve le droit de faire connoître ses volontés dans les assemblées générales, composées de tous les citoyens; mais dès que le peuple a choisi des magistrats, qu'il a rendus dépositaires de son autorité, ces magistrats deviennent les *représentans* & suivant le plus ou le moins de pouvoir que le peuple s'est réservé, le gouvernement devient ou une aristocratie, ou demeure une démocratie.

Dans une monarchie absolue le souverain ou jouit, du consentement de son peuple, du droit d'être l'unique *représentant*

tant de la nation, ou bien, contre son gré, il s'arroge ce droit. Le souverain parle alors au nom de tous; les loix qu'il fait sont, ou du moins sont censées l'expression des volontés de toute la nation qu'il représente.

Dans les monarchies tempérées, le souverain n'est dépositaire que de la puissance exécutive, il ne représente la nation qu'en cette partie, elle choisit d'autres *représentans* pour les autres branches de l'administration. C'est ainsi qu'en Angleterre la puissance exécutive réside dans la personne du monarque, tandis que la puissance législative est partagée entre lui & le parlement, c'est-à-dire, l'assemblée générale des différens ordres de la nation britannique, composée du clergé, de la noblesse & des communes; ces dernières sont représentées par un certain nombre de députés choisis par les villes, les bourgs & les provinces de la Grande-Bretagne. Par la constitution de ce pays, le parlement concourt avec le monarque à l'administration publique; dès que ces deux puissances sont d'accord, la nation entière est réputée avoir parlé, & leurs décisions deviennent des loix.

En Suède, le monarque gouvernoit ci-devant conjointement avec un sénat, qui n'étoit lui-même que le *représentant* de la diète générale du royaume; celle-ci étoit l'assemblée de tous les *représentans* de la nation suédoise.

La nation germanique, dont l'empereur est le chef, est représentée par la diète de l'empire, c'est-à-dire, par un corps composé de vassaux souverains, ou de princes tant ecclésiastiques que laïques, & de députés des villes libres, qui représentent toute la nation allemande. v. DIÈTE DE L'EMPIRE.

La nation française fut autrefois représentée par l'assemblée des Etats-géné-

raux du royaume, composée du clergé & de la noblesse, auxquels par la suite des tems on ajouta le tiers-Etat, destiné à représenter le peuple. Ces assemblées nationales ont été discontinuées depuis l'année 1628.

Sous le gouvernement féodal, la noblesse & le clergé eurent long-tems le droit exclusif de parler au nom de toute la nation, ou d'en être les uniques *représentans*. Le peuple composé des cultivateurs, des habitans des villes & des campagnes, des manufacturiers, en un mot, de la partie la plus nombreuse, la plus laborieuse, la plus utile de la société, ne fut point en droit de parler pour lui même; il fut forcé de recevoir sans murmurer les loix que quelques grands concouraient avec le souverain. Ainsi le peuple ne fut point écouté, il ne fut regardé que comme un vil amas de citoyens méprisables, indignes de joindre leurs voix à celles d'un petit nombre de seigneurs orgueilleux & ingrats, qui jouirent de leurs travaux sans s'imaginer leur rien devoir. Opprimer, piller, vexer impunément le peuple, sans que le chef de la nation pût y porter remède, telles furent les prérogatives de la noblesse, dans lesquelles elle fit consister la liberté. En effet, le gouvernement féodal ne nous montre que des souverains sans forces, & des peuples écrasés & avilis par une aristocratie, armée également contre le monarque & la nation. Ce ne fut que lorsque les rois eurent long-tems souffert des excès d'une noblesse altière, & des entreprises d'un clergé trop riche & trop indépendant, qu'ils donnèrent quelque influence à la nation dans les assemblées qui décidoient de son sort. Ainsi la voix du peuple fut enfin entendue, les loix prirent de la vigueur, les excès des grands furent reprimés, ils furent forcés d'être

justes envers des citoyens jusques-là méprisés; le corps de la nation fut ainsi opposé à une noblesse mutine & intraitable.

La nécessité des circonstances oblige les idées & les institutions politiques de changer; les mœurs s'adoucent, l'iniquité se nuit à elle-même; les tyrans des peuples s'aperçoivent à la longue que leurs folies contrarient leurs propres intérêts, le commerce & les manufactures deviennent des besoins pour les Etats, & demandent de la tranquillité; les guerriers sont moins nécessaires; les disettes & les famines fréquentes ont fait sentir à la fin le besoin d'une bonne culture, que troublaient les démêlés sanglans de quelques brigands armés. L'on eut besoin de loix; l'on respecta ceux qui en furent les interprètes, on les regarda comme les conservateurs de la sûreté publique; ainsi le magistrat dans un Etat bien constitué, devient un homme considéré, & plus capable de prononcer sur les droits des peuples, que les nobles ignorans & dépourvus d'équité eux-mêmes, qui ne connoissoient d'autres droits que l'épée, ou qui vendoient la justice à leurs vassaux.

Ce n'est que par des degrés lents & imperceptibles que les gouvernemens prennent de l'alliette; fondés d'abord par la force, ils ne peuvent pourtant se maintenir que par des loix équitables qui assurent les propriétés & les droits de chaque citoyen, & qui le mettent à couvert de l'oppression; les hommes sont forcés à la fin de chercher dans l'équité, des remèdes contre leurs propres fureurs. Si la formation des gouvernemens n'eût pas été pour l'ordinaire l'ouvrage de la violence & de la déraison, on eût senti qu'il ne peut y avoir de société durable, si les droits d'un chacun ne sont mis à l'abri de la puissance qui

toujours vent abuser ; dans quelques mains que le pouvoir soit placé , il devient funeste s'il n'est contenu dans des bornes ; ni le souverain , ni aucun ordre de l'Etat ne peuvent exercer une autorité nuisible à la nation , s'il est vrai que tout gouvernement n'ait pour objet que le bien du peuple gouverné. La moindre réflexion eût donc suffi pour montrer qu'un monarque ne peut jouir d'une puissance véritable , s'il ne commande à des sujets heureux & réunis de volontés ; pour les rendre tels , il faut qu'il assure leurs possessions , qu'il les défende contre l'oppression , qu'il ne sacrifie jamais les intérêts de tous à ceux d'un petit nombre , & qu'il porte ses vues sur les besoins de tous les ordres dont son Etat est composé. Nul homme , quelles que soient ses lumières , n'est capable sans conseils , sans secours , de gouverner une nation entière ; nul ordre dans l'Etat ne peut avoir la capacité ou la volonté de connoître les besoins des autres ; ainsi le souverain impartial doit écouter les voix de tous ses sujets , il est également intéressé à les entendre & à remédier à leurs maux ; mais pour que les sujets s'expliquent sans tumulte , il convient qu'ils aient des *représentans* , c'est-à-dire , des citoyens plus éclairés que les autres , plus intéressés à la chose , que leurs possessions attachent à la patrie , que leur position mette à portée de sentir les besoins de l'Etat , les abus qui s'introduisent , & les remèdes qu'il convient d'y porter.

Dans les Etats despotiques tels que la Turquie , la nation ne peut avoir de *représentans* ; on n'y voit point de noblesse , le despote n'a que des esclaves également vils à ses yeux ; il n'est point de justice , parce que la volonté du maître est l'unique loi ; le magistrat ne fait qu'exécuter ses ordres ; le commerce est opprimé ,

l'agriculture abandonnée , l'industrie anéantie , & personne ne songe à travailler , parce que personne n'est sûr de jouir du fruit de ses travaux ; la nation entière réduite au silence , tombe dans l'inertie , ou ne s'explique que par des révoltes. Un Sultan n'est soutenu que par une soldatesque effrénée , qui ne lui est elle-même soumise qu'autant qu'il lui permet de piller & d'opprimer le reste des sujets ; enfin souvent les janissaires l'égorgent & disposent de son trône , sans que la nation s'intéresse à sa chute ou désapprouve le changement.

Il est donc de l'intérêt du souverain que sa nation soit représentée ; sa sûreté propre en dépend ; l'affection des peuples est le plus ferme rempart contre les attentats des méchans ; mais comment le souverain peut-il se concilier l'affection de son peuple , s'il n'entre dans ses besoins , s'il ne lui procure les avantages qu'il desire , s'il ne le protège contre les entreprises des puissans , s'il ne cherche à soulager ses maux ? Si la nation n'est point représentée , comment son chef peut-il être instruit de ces misères de détail que du haut de son trône il ne voit jamais que dans l'éloignement , & que la flatterie cherche toujours à lui cacher ? Comment , sans connoître les ressources & les forces de son pays , le monarque pourroit-il se garantir d'en abuser ? Une nation privée du droit de se faire représenter , est à la merci des imprudens qui l'oppriment ; elle se détache de ses maîtres , elle espère que tout changement rendra son sort plus doux ; elle est souvent exposée à devenir l'instrument des passions de tout factieux qui lui promettra de la secourir. Un peuple qui souffre s'attache par instinct à quiconque a le courage de parler pour elle ; il se choisit tacitement des protecteurs

teurs & des *représentans*, il approuve les réclamations que l'on fait en son nom ; est-il possible à bout ? il choisit souvent pour interprètes des ambitieux & des fourbes qui le séduisent, en lui persuadant qu'ils prennent en main sa cause, & qui renversent l'Etat sous prétexte de le défendre. Les Guise en France, les Cromwel en Angleterre, & tant d'autres séditieux, qui sous prétexte du bien public jetterent leurs nations dans les plus affreuses convulsions, furent des *représentans* & des protecteurs de ce genre, également dangereux pour les souverains & les nations.

Pour maintenir le concert qui doit toujours subsister entre les souverains & leurs peuples, pour mettre les uns & les autres à couvert des attentats des mauvais citoyens, rien ne seroit plus avantageux qu'une constitution qui permettroit à chaque ordre de citoyens de se faire représenter, de parler dans les assemblées qui ont le bien général pour objet. Ces assemblées, pour être utiles & justes, devroient être composées de ceux que leurs possessions rendent citoyens, & que leur état & leurs lumières mettent à portée de connoître les intérêts de la nation & les besoins des peuples ; en un mot, c'est la propriété qui fait le citoyen ; tout homme qui possède dans l'Etat, est intéressé au bien de l'Etat, & quel que soit le rang que des conventions particulières lui assignent, c'est toujours comme propriétaire, c'est en raison de ses possessions qu'il doit parler, ou qu'il acquiert le droit de se faire représenter.

Dans les nations européennes, le clergé, que les donations des souverains & des peuples ont rendu propriétaire de grands biens, & qui par-là forme un corps de citoyens opulens & puissans, semble dès-lors avoir un droit acquis de

parler où de se faire représenter dans les assemblées nationales ; d'ailleurs la confiance des peuples les met à portée de voir de pres ses besoins & de connoître ses vœux.

Le noble, par les possessions qui lient son sort à celui de la patrie, a sans doute le droit de parler ; s'il n'avoit que des titres, il ne seroit qu'un homme distingué par les conventions ; s'il n'étoit que guerrier sa voix seroit suspecte, son ambition & son intérêt plongeroient fréquemment la nation dans des guerres inutiles & nuisibles.

Le magistrat est citoyen en vertu de ses possessions ; mais ses fonctions en font un citoyen plus éclairé, à qui l'expérience fait connoître les avantages & les désavantages de la législation, les abus de la jurisprudence, les moyens d'y remédier. C'est la loi qui décide du bonheur des Etats.

Le commerce est aujourd'hui pour les Etats une source de force & de richesse ; le négociant s'enrichit en même tems que l'Etat qui favorise ses entreprises, il partage sans cesse ses prospérités & ses revers ; il ne peut donc sans injustice être réduit au silence ; il est un citoyen utile & capable de donner ses avis dans les conseils d'une nation dont il augmente l'aisance & le pouvoir.

Enfin le cultivateur, c'est à-dire, tout citoyen qui possède des terres, dont les travaux contribuent aux besoins de la société, qui fournit à sa subsistance, sur qui tombent les impôts, doit être représenté ; personne n'est plus que lui intéressé au bien public ; la terre est la base physique & politique d'un Etat, c'est sur le possesseur de la terre que retombent directement ou indirectement tous les avantages & les maux des nations ; c'est en proportion de ses possessions, que la voix du citoyen doit avoir

du poids dans les assemblées nationales.

Tels sont les différens ordres dans lesquels les nations modernes se trouvent partagées ; comme tous concourent à leur maniere au maintien de la république, tous doivent être écoutés ; la religion, la guerre, la justice, le commerce, l'agriculture, sont faits dans un Etat bien constitué pour se donner des secours mutuels ; le pouvoir souverain est destiné à tenir la balance entr'eux ; il empêchera qu'aucun ordre ne soit opprimé par un autre, ce qui arriveroit infailliblement si un ordre unique avoit le droit exclusif de stipuler pour tous.

Il n'est point, dit Edouard I. roi d'Angleterre, de règle plus équitable, que les choses qui intéressent tous, soient approuvées ; ar tous. Et que les dangers communs soient repoussés par des efforts communs. Si la constitution d'un Etat permettoit à un ordre de citoyens de parler pour tous les autres, il s'introduiroit bientôt une aristocratie sous laquelle les intérêts de la nation & du souverain seroient immolés à ceux de quelques hommes puissans, qui deviendroient inmanquablement les tyrans du monarque & du peuple. Tel fut, comme on a vu, l'Etat de presque toutes les nations européennes sous le gouvernement féodal, c'est à dire, durant cette anarchie systématique des nobles, qui lièrent les mains des rois pour exercer impunément la licence sous le nom de *liberté* ; tel est encore aujourd'hui le gouvernement de la Pologne, où sous des rois trop faibles pour protéger les peuples, ceux-ci sont à la merci d'une noblesse fougueuse, qui ne met des entraves à la puissance souveraine que pour pouvoir impunément tyranniser la nation. Enfin, tel sera toujours le sort d'un Etat dans lequel un ordre d'hommes devenu trop puissant, voudra représenter tous les autres,

Le noble ou le guerrier, le prêtre ou le magistrat, le commerçant, le manufacturier & le cultivateur, sont des hommes également nécessaires ; chacun d'eux sert à sa maniere la grande famille dont il est membre ; tous sont enfans de l'Etat, le souverain doit entrer dans leurs besoins divers ; mais pour les connoître, il faut qu'ils puissent se faire entendre, & pour se faire entendre sans tumulte, il faut que chaque classe ait le droit de choisir les organes & ses *représentans* ; pour que ceux-ci expriment le vœu de la nation, il faut que leurs intérêts soient indivisiblement unis aux siens par le lien des possessions. Comment un noble nourri dans les combats, connoitroit-il les intérêts d'une religion dont souvent il n'est que faiblement instruit, d'un commerce qu'il méprise, d'une agriculture qu'il dédaigne, d'une jurisprudence dont il n'a point d'idées ? Comment un magistrat, occupé du soin pénible de rendre la justice au peuple, de sonder les profondeurs de la jurisprudence, de se garantir des embûches de la ruse, & de démolir les pièges de la chicane, pourroit-il décider des affaires relatives à la guerre, utiles au commerce, aux manufactures, à l'agriculture ? Comment un clergé, dont l'attention est absorbée par des études & par des soins qui ont le ciel pour objet, pourroit-il juger de ce qui est le plus convenable à la navigation, à la guerre, à la jurisprudence ?

Un Etat n'est heureux, & son souverain n'est puissant, que lorsque tous les ordres de l'Etat se prêtent réciproquement la main ; pour opérer un effet si salutaire, les chefs de la société politique sont intéressés à maintenir entre les différentes classes de citoyens, un juste équilibre, qui empêche chacune d'entre elles d'empiéter sur les autres. Toute

autorité trop grande, mise entre les mains de quelques membres de la société, s'établit aux dépens de la sûreté & du bien-être de tous; les passions des hommes les mettent sans cesse aux prises; ce conflit ne sert qu'à leur donner de l'activité; il ne nuit à l'Etat que lorsque la puissance souveraine oublie de tenir la balance, pour empêcher qu'une force n'entraîne toutes les autres. La voix d'une noblesse remuante, ambitieuse, qui ne respire que la guerre, doit être contrebalancée par celle d'autres citoyens, aux vues desquels la paix est bien plus nécessaire; si les guerriers décident seuls du sort des empires, ils seroient perpétuellement en feu, & la nation succomberoit même sous le poids de ses propres succès; les loix seroient forcées de se taire, les terres demeureroient incultes, les campagnes seroient dépeuplées, en un mot, on verroit renaître ces misères qui pendant tant de siècles ont accompagné la licence des nobles sous le gouvernement féodal. Un commerce prépondérant seroit peut-être trop négliger la guerre; l'Etat, pour s'enrichir, ne s'occuperoit point assez du soin de la sûreté, ou peut-être l'avidité le plongeroit-il souvent dans des guerres qui frustreroient ses propres vues. Il n'est point dans un Etat d'objet indifférent & qui ne demande des hommes qui s'en occupent exclusivement: nul ordre de citoyens n'est capable de stipuler pour tous; s'il en avoit le droit, bientôt il ne stipuleroit que pour lui même; chaque classe doit être représentée par des hommes qui connoissent son Etat & ses besoins; ces besoins ne sont bien connus que de ceux qui les sentent.

Les *représentans* supposent des constituans de qui leur pouvoir est émané, auxquels ils sont par conséquent subor-

donnés & dont ils ne sont que les organes. Quels que soient les usages ou les abus que le tems a pu introduire dans les gouvernemens libres & tempérés, un *représentant* ne peut s'arroger le droit de faire parler à ses constituans un langage opposé à leurs intérêts; les droits des constituans sont les droits de la nation; ils sont imprescriptibles & inaliénables; pour peu que l'on consulte la raison, elle prouvera que les constituans peuvent en touttems démentir, désavouer & révoquer les *représentans* qui les trahissent; qui abusent de leurs pleins pouvoirs contre eux-mêmes, ou qui renoncent pour eux à des droits inhérens à leur essence; en un mot, les *représentans* d'un peuple libre ne peuvent point lui imposer un joug qui détruiroit sa félicité; nul homme n'acquiert le droit d'en représenter un autre malgré lui.

L'expérience nous montre que dans les pays qui se flattent de jouir de la plus grande liberté, ceux qui sont chargés de représenter les peuples, ne trahissent que trop souvent leurs intérêts, & livrent leurs constituans à l'avidité de ceux qui veulent les dépouiller. Une nation a raison de se défier de semblables *représentans* & de limiter leurs pouvoirs; un ambitieux, un homme avide de richesses, un prodigue, un débauché, ne font point faits pour représenter leurs concitoyens; ils les vendront pour des titres, des honneurs, des emplois, & de l'argent, ils se croiront intéressés à leurs maux. Que sera-ce si ce commerce infâme semble s'autoriser par la conduite des constituans qui seront eux-mêmes vénaux? Que sera-ce si ces constituans choisissent leurs *représentans* dans le tumulte & dans l'ivresse, ou, si négligeant la vertu, les lumières, les talens, ils ne donnent qu'un plus offrant le droit de stipuler leurs intérêts? De *partils*

constituans invitent à les trahir ; ils perdent le droit de s'en plaindre, & leurs *représentans* leur fermeront la bouche en leur disant : « je vous ai acheté bien » chèrement, & je vous vendrai le plus » chèrement que je pourrai.

Nul ordre de citoyens ne doit jouir pour toujours du droit de représenter la nation, il faut que de nouvelles élections rappellent aux *représentans* que c'est d'elle qu'ils tiennent leur pouvoir. Un corps dont les membres jouiroient sans interruption du droit de représenter l'Etat, en deviendrait bientôt le maître ou le tyran. Voyez encore DÉPUTÉS.

REPRÉSENTATION, f. f., *Jurisp.*, en matière de succession, est lorsque quelqu'un succède au lieu & place de son pere, qui est décédé avant que la succession fût ouverte.

Elle diffère de la transmission en ce que pour transmettre une succession, il faut y avoir eu un droit acquis, & avoir été héritier ; au lieu que le représentant succède au lieu du représenté, quoique celui-ci n'ait point été héritier.

La *représentation* a lieu principalement dans les successions *ab intestat* ; néanmoins en matière de fidéi commis conditionnels, au défaut de la transmission on a coutume d'appeler au secours la *représentation*, pourvu qu'il n'y ait aucun terme dans le testament qui marque une intention contraire.

Elle a pareillement lieu pour le douaire & pour la légitime, & pour la présentation à un bénéfice. Quelques coutumes l'admettent aussi pour le retrait qui est accordé au lignager plus prochain.

On ne représente point un homme vivant : ainsi les enfans de celui qui a renoncé à la succession ne peuvent venir par *représentation*, quand ils seroient en même degré que ceux qui sont héritiers.

On peut représenter une personne décédée, sans se porter son héritier.

La *représentation* a son effet, quoique le représenté fût incapable de succéder, parce que c'est moins la personne même que l'on représente que le degré.

L'effet de la *représentation* est, 1°. d'empêcher que le plus proche en degré n'exclue le plus éloigné ; 2°. qu'au lieu de partager par têtes, on partage par fouches.

En ligne directe, la *représentation* a lieu à l'infini.

Il faut seulement observer qu'à l'égard des ascendans, la *représentation* n'a d'autre effet que d'opérer le partage par fouches.

La *représentation* en collatérale n'a voit pas lieu suivant l'ancien droit romain ; elle ne fut admise que par la nouvelle 118.

En France, la plupart des coutumes l'admettent au premier degré seulement pour la collatérale, comme Paris & autres semblables ; d'autres l'étendent plus loin : quelques-unes même l'admettent à l'infini ; d'autres enfin excluent toute *représentation* en collatérale, & quelques-unes la rejettent aussi en directe.

Pour la succession des fiefs en directe, la femelle représente le mâle, même pour les prérogatives d'ainesse. Quelques coutumes refusent néanmoins le droit d'ainesse à la fille qui représente son pere.

En collatérale, le mâle exclut absolument la femelle de la succession des fiefs ; ainsi il n'y a point de *représentation*. Voyez le *traité des successions* de Lebrun, celui de la *représentation* par Guiné, & les mots HÉRITIER, SUCCESSION, TRANSMISSION, REPRÉSENTANT.

REPRIMANDER, v. act., *Droit positif*. C'est châtier par des paroles celui

qui a commis une action repréhensible. On *réprimande* ses enfans de leurs étourderies. La *réprimande* de la justice est flétrissante.

Il n'est permis de *réprimander* qu'à un supérieur, excepté le cas de deux grands amis : car si l'on se mêle de *réprimander* un supérieur ou un égal, dans le premier cas, l'on regarderoit notre zèle au moins comme imprudent, & dans le second, nous nous attirerions la réponse du vieillard de Terence :

Chreme, tantumne ab re tua est tibi otii Aliena ut curas, eaque nihil pene ad te adtinent. Hecurt. Act. I. sc. I. v. 23. 24.

REPRISE, f. f., *Jurispud.*, a différentes significations. *Reprise* d'instance est lorsqu'un héritier ou autre successeur à titre universel, reprend une contestation qui étoit pendante avec le défunt.

Cette *reprise* se fait par un acte que l'on paie au grene, dans lequel on déclare que l'on reprend l'instance, offrant de procéder suivant les derniers errements.

Un cessionnaire ou autre successeur à titre singulier, ne peut pas régulièrement reprendre l'instance au lieu de celui dont il a les droits ; il ne peut qu'intervenir, & son cédat doit toujours rester partie, quand ce ne seroit que pour faire prononcer avec lui sur les frais.

On reprend quelquefois une cause, instance ou proces dans lequel on étoit déjà partie, lorsque dans le cours du proces on acquiert quelque nouvelle qualité en laquelle on doit procéder : par exemple, une fille majeure qui procède en cette qualité, si elle se marie, doit reprendre avec son mari, comme femme mariée ; & si ensuite elle devient veuve, elle doit encore reprendre en cette qualité. v. CAUSE, INSTANCE,

PROCESS, PROCÉDURE, HÉRITIER, VEUVE, CESSIONNAIRE.

La *reprise*, en fait de compte, est ce que le comptable a droit de reprendre sur la dépense. Les comptes ont ordinairement trois sortes de chapitres, ceux de recette, ceux de dépense, & ceux de *reprise*. Pour l'ordre du comptant, le rendant se charge en recette de certaines sommes, quoiqu'il ne les ait pas reçues, ou qu'il n'en ait reçu qu'une partie ; & dans le chapitre de *reprise*, il fait déduction de ce qu'il n'a pas reçu, c'est ce qu'on appelle *reprise*. v. COMPTE.

La *reprise de fief*, est la prise de possession d'un fief que fait l'héritier du vassal qui est décédé, laquelle possession il reçoit du seigneur en faisant la foi & hommage, en lui payant ses droits, s'il en est dû. Cette prise de possession s'appelle *reprise de fief*, parce qu'anciennement les fiefs n'étoient concédés par les seigneurs que pour la vie du vassal, l'héritier qui vouloit reprendre le fief que tenoit le défunt, ne le pouvoit faire sans en être investi par le seigneur.

On a aussi appelé *fiefs de reprise* ceux qui ne procédoient pas originairement de la concession des seigneurs, mais qui étoient des alevés, & qui ayant été cédés par les propriétaires à des seigneurs, ont été aussi-tôt repris d'eux pour être tenus à foi & hommage. Voyez le mot FIEF.

Reprises, au pluriel, signifie ce que la femme a droit de reprendre sur les biens de son mari. On joint ordinairement les termes de *reprises* & *conventions matrimoniales* ; les *reprises* & les conventions ne sont pourtant pas absolument la même chose, & il semble que le terme de *reprises* a une application plus particulière aux biens que la femme a apportés, & qu'elle a droit de reprendre, soit en nature ou en argent, com-

me la dot en général, & singulièrement les deniers stipulés les propres réels, & les remplois des propres aliénés, & que sous le terme de *conventions matrimoniales*, on entend plus volontiers ce que la femme a droit de prendre en vertu du contrat, comme son préciput, sa part de la communauté, son douaire & autres avantages qui peuvent lui avoir été faits par le contrat: néanmoins dans l'usage on comprend souvent le tout sous le terme de *reprises*, ou celui de *conventions matrimoniales*.

La femme a hypothèque pour ses *reprises*, du jour du contrat de mariage. On peut aussi comprendre sous le terme de *reprises*, la faculté qui est stipulée par le contrat de mariage en faveur de la femme & de ses enfans, ou autres héritiers, de renoncer à la communauté, & en ce faisant, de reprendre franchement & quittement tout ce qu'elle a apporté en communauté. v. COMMUNAUTÉ, DOT, DOUAIRE, FEMME, PRÉCIPUT, RENONCIATION, PROPRES.

REPROCHABLE, adj., *Jurisp.*, se dit d'un témoin contre lequel on a des sujets de reproches à proposer. v. REPROCHE.

REPROCHES, f. m. pl., *Jurisp.*, sont les moyens ou raisons que l'on propose contre des témoins entendus dans une enquête ou dans une information, pour empêcher que le juge n'ajoute foi à leur déposition, soit en matière civile ou criminelle; comme quand on oppose que les témoins sont proches parens de la partie adverse, ou qu'ils sont ses amis, ou ses domestiques; qu'ils sont ennemis capitaux de celui contre lequel ils ont déposé; que ce sont gens de mauvaises mœurs, déjà repris de justice & corrompus par argent.

REPUBLICAIN, f. m., *Droit pol.*, citoyen d'une république. Il se dit aussi

d'un homme passionné pour cette sorte de gouvernement. Voyez l'art. suivant.

RÉPUBLIQUE, f. f., *Droit pol.*, forme de gouvernement, dans lequel le peuple en corps ou seulement une partie du peuple, a la souveraine puissance. *Reipublica forma laudari facilius quam evenire, Et si evenit, haud diuturna esse potest*, dit Tacite, *annal.* 4.

Lorsque dans la république le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une *démocratie*. Lorsque la souveraine puissance est entre les mains d'une partie du peuple, c'est une *aristocratie*. v. DÉMOCRATIE, ARISTOCRATIE.

Lorsque plusieurs corps politiques se réunissent ensemble pour devenir citoyens d'un Etat plus grand, qu'ils veulent former, c'est une *république fédérative*.

Les *républiques* anciennes les plus célèbres sont la *république* d'Athènes, celle de Lacédémone, & la *république* romaine.

Je dois remarquer ici que les anciens ne connoissoient point le gouvernement fondé sur un corps de noblesse, & encore moins le gouvernement fondé sur un corps législatif formé par les représentants d'une nation. Les *républiques* de Grèce & d'Italie étoient des villes qui avoient chacune leur gouvernement, & qui assembloient leurs citoyens dans leurs murailles. Avant que les Romains eussent englouti toutes les *républiques*, il n'y avoit presque point de roi nulle part, en Italie, Gaule, Espagne, Allemagne; tout cela étoit de petits peuples ou de petites *républiques*. L'Afrique même étoit soumise à une grande: l'Asie mineure étoit occupée par les colonies grecques. Il n'y avoit donc point d'exemple de députés de villes, ni d'assemblées d'Etats; il falloit aller jusqu'en Perse pour trouver le gouvernement d'un seul.

Dans les meilleures *républiques* grecques, les riches y étoient aussi à charge que la pauvreté; car les riches étoient obligés d'employer leur argent en fêtes, en sacrifices, en chœurs de musique, en chars, en chevaux pour la course, en magistratures, qui seules formoient le respect & la considération.

Les *républiques* modernes sont connues de tout le monde; on fait quelle est leur force, leur puissance & leur liberté. Dans les *républiques* héréditaires, par exemple, les peuples y sont moins libres que dans les monarchies. Aussi le gouvernement a-t-il besoin, pour se maintenir, de moyens aussi violents que le gouvernement des Turcs; témoins les inquisiteurs d'Etat à Venise, & le tronc où tout délateur peut à tous momens jeter avec un billet son accusation. Voyez quelle peut être la situation d'un citoyen dans ces *républiques*. Le même corps de magistrature a, comme exécuteur des loix, toute la puissance qu'il s'est donnée comme législateur. Il peut ravager l'Etat par ses volontés générales; & comme il a encore la puissance de juger, il peut détruire chaque citoyen par ses volontés particulières. Toute la puissance y est une, & quoiqu'il n'y ait point de pompe extérieure qui découvre un prince despotique, on le sent à chaque instant.

Il est de la nature d'une *république* qu'elle n'ait qu'un petit territoire; sans cela elle ne peut guère subsister. Dans une grande *république* il y a de grandes fortunes, & par conséquent peu de modération dans les esprits: il y a de trop grands dépôts à mettre entre les mains d'un citoyen; les intérêts se particularisent: un homme sent d'abord qu'il peut être heureux, grand, glorieux, sans sa patrie; & bientôt, qu'il peut être seul grand sur les ruines de sa patrie.

Dans une grande *république* le bien commun est sacrifié à mille considérations: il est subordonné à des exceptions: il dépend des accidens. Dans une petite, le bien public est mieux senti, mieux connu, plus près de chaque citoyen: les abus y sont moins étendus, & par conséquent moins protégés.

Ce qui fit subsister si long-tems Lacédémone, c'est qu'après toutes ses guerres, elle resta toujours avec son territoire; le seul but de Lacédémone étoit la liberté: le seul avantage de sa liberté, c'étoit la gloire.

Ce fut l'esprit des *républiques* grecques de se contenter de leurs terres, comme de leurs loix. Athènes prit de l'ambition, & en donna à Lacédémone; mais ce fut plutôt pour commander à des peuples libres, que pour gouverner des esclaves: plutôt pour être à la tête de l'union que pour la rompre. Tout fut perdu, lorsqu'une monarchie s'éleva; gouvernement dont l'esprit est tourné vers l'aggrandissement.

Il est certain que la tyrannie d'un prince ne met pas un Etat plus près de sa ruine, que l'indifférence pour le bien commun y met une *république*. L'avantage d'un Etat libre est qu'il n'y a point de favoris. Mais quand cela n'est pas, & qu'au lieu des amis & des parens du prince, il faut faire la fortune des amis & des parens de tous ceux qui ont part au gouvernement, tout est perdu. Les loix sont éludées plus dangereusement qu'elles ne sont violées par un prince, qui étant toujours le plus grand citoyen de l'Etat, a le plus d'intérêt à sa conservation. *Esprit des loix.*

La *république fédérative* est une forme de gouvernement par laquelle plusieurs corps politiques consentent à devenir citoyens d'un Etat plus grand qu'ils veulent former. C'est une société de so-

eiétés qui en font une nouvelle, qui peut s'aggraver par de nouveaux alliés qui s'y joindront.

Si une *république* est petite, elle peut être bientôt détruite par une force étrangère : si elle est grande, elle se détruit par un vice intérieur. Ce double inconvénient infecte également les démocraties & les aristocraties, soit qu'elles soient bonnes, soit qu'elles soient mauvaises. Le mal est dans la chose même ; il n'est point de forme qui puisse y remédier. Aussi y a-t-il grande apparence que les hommes auroient été à la fin obligés de vivre toujours sous le gouvernement d'un seul, s'ils n'avoient imaginé une manière de constitution & d'association, qui a tous les avantages intérieurs du gouvernement républicain, & la force extérieure du monarchique.

Ce furent ces associations qui firent fleurir si long-tems le corps de la Grèce. Par elles, les Romains attaquèrent l'univers ; & par elles seules l'univers se défendit contre eux : & quand Rome fut parvenue au comble de sa grandeur, ce fut par des associations derrière le Danube & le Rhin, associations que la frayeur avoit fait faire, que les barbares purent lui résister. C'est par-là que la Hollande, l'Allemagne, les ligues Suisses, sont regardées en Europe, comme des *républiques* éternelles.

Les associations des villes étoient autrefois plus nécessaires qu'elles ne le sont aujourd'hui ; une cité sans puissance couroit de plus grands périls. La conquête lui faisoit perdre non-seulement la puissance exécutrice & la législative, comme aujourd'hui, mais encore tout ce qu'il y a de propriété parmi les hommes, liberté civile, biens, femmes, enfans, temples, & sépultures même.

Cette sorte de *république*, capable de

résister à la force extérieure, peut se maintenir dans sa grandeur, sans que l'intérieur se corrompe : la forme de cette société prévient tous les inconvénients. Celui qui voudroit usurper ne pourroit guère être également accrédité dans tous les Etats confédérés : s'il se rendoit trop puissant dans l'un, il allarmeroit tous les autres. S'il subjuguoit une partie, celle qui seroit libre encore pourroit lui résister avec des forces indépendantes de celles qu'il auroit usurpées, & l'accabler avant qu'il eût achevé de s'établir.

S'il arrive quelque sédition chez un des membres confédérés, les autres peuvent l'appaiser. Si quelques abus s'introduisent quelque part, ils sont corrigés par les parties saines. Cet Etat peut périr d'un côté, sans périr de l'autre ; la confédération peut être dissoute, & les confédérés rester souverains. Composée de petites *républiques*, il jouit de la bonté du gouvernement intérieur de chacune ; & à l'égard du dehors, il a par la force de l'association, tous les avantages des grandes monarchies.

La *république fédérative* d'Allemagne est composée de villes libres, & de petits Etats soumis à des princes. L'expérience fait voir, qu'elle est plus imparfaite que celle de Hollande & de Suisse ; elle subsiste cependant, parce qu'elle a un chef ; le magistrat de l'union, est en quelque façon le monarque.

Toutes les *républiques fédératives* n'ont pas les mêmes loix dans leur forme de constitution. Par exemple, dans la *république* de Hollande, une province ne peut faire une alliance sans le consentement des autres. Cette loi est très-bonne, & même nécessaire dans la *république fédérative* ; elle manque dans la constitution Germanique, où elle prévient les malheurs qui y peuvent arri-

ver

ver à tous les membres, par l'imprudence, l'ambition ou l'avarice d'un seul. Une *république* qui s'est unie par une confédération politique s'est donnée entière, & n'a plus rien à donner.

On sent bien qu'il est impossible que les Etats qui s'associent, soient de même grandeur, & aient une puissance égale. La *république* des Lyciens étoit une association de vingt-trois villes; les grandes avoient trois voix dans le conseil commun; les médiocres deux, les petites une. La *république* de Hollande est composée de sept provinces, grandes ou petites, qui ont chacune une voix. Les villes de Lycie payoient les charges, selon la proportion des suffrages. Les provinces de Hollande ne peuvent suivre cette proportion; il faut qu'elles suivent celle de leur puissance.

En Lycie, les juges & les magistrats des villes étoient élus par le conseil commun, & selon la proportion que nous avons dite; dans la *république* de Hollande, ils ne sont point élus par le conseil commun, & chaque ville nomme ses magistrats. S'il falloit donner un modèle d'une belle *république fédérative*, ce seroit la *république* de Lycie, qui mériteroit cet honneur.

Après tout, la concorde est le grand soutien des *républiques fédératives*; c'est aussi la devise des Provinces-Unies confédérées: *concordiâ res parvæ crescunt, discordiâ dilabuntur*. v. CONFÉDÉRATION. (D.J.)

RÉPUDIATION, f. f., *Jurisp.* Ce terme s'applique à deux objets différens.

On dit *répudier* une femme, c'est à dire, l'abandonner & rompre l'engagement de mariage que l'on avoit contracté avec elle, en un mot, faire divorce avec elle, *quoad sedus vinculum*.

La séparation de corps & de biens

Toine XII.

n'est point un véritable divorce, ni une *répudiation*, n'opérant pas la dissolution du mariage. v. DIVORCE, MARIAGE, SÉPARATION.

Répudier une succession, c'est y renoncer. On dit plus volontiers renoncer à une succession. v. SUCCESSION, RENONCIATION.

Le mot de *répudiation* est aujourd'hui synonyme avec *divorce*, qui chez les catholiques n'aboutit qu'à une séparation de biens & d'habitation. v. DIVORCE.

La loi de Moïse permettoit au mari de répudier sa femme quand il lui plaisoit, en lui envoyant seulement l'acte ou la lettre.

Jésus-Christ voulant réprimer une licence qui ne dépendoit que du caprice, la condamne dans S. Marc, *ch. x. vers. 1-12*. Dans S. Matthieu il s'explique davantage, & défend de répudier sa femme, si ce n'est pour cause d'adultère. *Matth. ch. V. 32, & ch. XIX. vers. 9*. Dans S. Luc, *XXIII. 18*, il défend encore d'épouser la femme répudiée, & ajoute que celui qui l'épouse commet adultère. Il paroît que la plupart des anciens peres ont mal entendu le précepte de notre Sauveur, en appliquant à la femme répudiée pour cause d'adultère, ce que Jésus-Christ dit seulement de toute femme répudiée pour de légères causes, comme les Juifs le pratiquoient. Là-dessus les peres ont à la vérité reconnu qu'il étoit permis à un mari de répudier une femme adultère, mais ils se sont en même tems persuadés qu'il étoit défendu au mari d'épouser une autre femme, & à la femme répudiée d'épouser un autre mari, pendant que les deux personnes séparées sont vivantes. On doute que ce soit-là l'ordonnance de notre Sauveur; n'est-il pas plus naturel de limiter aux

Bb

divorces des Juifs la défense que Jésus-Christ fait de se remarier, sans l'appliquer au divorce que Jésus-Christ a permis? autrement notre Seigneur seroit en contradiction avec lui-même, en permettant la dissolution du mariage dans le cas d'adultère, & en voulant que le mariage subsiste toujours, car il subsiste réellement si la femme répudiée devient adultère en épousant un autre mari, & si son mari le devient lui-même en épousant une autre femme.

Seroit-il expédient de renouveler la loi de *répudiation*? Cette question n'en est point une, si l'on l'examine selon les principes de la religion chrétienne. La loi nouvelle a corrigé l'ancienne loi; l'église a parlé, la raison humaine doit reconnoître sa faiblesse & s'humilier; mais comme le droit public existe détaché de la religion; que les Etats qui ne sont point éclairés des vraies lumières éternelles, ont leur police, on peut traiter cette matière comme philosophe & politique.

Le mariage offre les fruits les plus doux & les plus amers; lorsque la tendresse moins impétueuse que l'amour, plus vive que l'amitié, unit deux époux, elle est la source du bonheur le plus flatteur & le plus solide. Il n'est point au contraire de haine aussi forte que celle qui a pris racine dans un mariage indissoluble. C'est cette durée qui aggrave le tourment; il déchire, il est toujours présent & ne doit pas finir. L'esprit humain peut supporter une douleur dont il envisage le terme: l'idée d'un long avenir l'irrite; elle bannit l'espérance, seule capable de soutenir & consoler.

La loi naturelle permet à l'homme de fuir le malheur & de s'en délivrer; les sociétés civiles se sont établies pour

lui procurer plus de commodités, & des jours tranquilles; leur objet n'a jamais été de faire de sa vie un supplice continuel: la perpétuité du mariage est donc contraire à l'impression de la nature, & au principe de l'association entre les hommes.

Au milieu de cette association générale, le mariage en est une encore plus resserrée; elle promet des secours plus rapprochés, plus immédiats. Si l'incompatibilité des humeurs, si une haine complète écartent ces secours, les vœux qui ont formé la société sont trompés. Il est de règle que lorsque les associés violent les conditions, expresses ou tacites sous-entendues, la société se doit dissoudre.

Il n'est donc pas surprenant que la *répudiation* ait été de droit commun chez tous les peuples sans exception, avant l'église chrétienne. Outre la condition privée, on considéroit l'état dans les dissensions domestiques: le mal seroit moindre en effet, s'il se bornoit aux personnes des époux; mais les enfans prennent parti; les divisions deviennent héréditaires dans les familles; les successions s'y reglent par la passion, & ces réglemens perpétuent les inimitiés. Le bon ou le mauvais gouvernement de chacune des familles, dont l'ensemble forme le corps politique, influe plus qu'on ne pense sur le général: si plusieurs parties d'un tout sont viciées, la masse se corromptra facilement.

Ces haines malheureuses ne se terminent pas encore à de simples aigreurs; il en résulte des crimes dont l'adultère est le moindre. On cherche à briser des liens dont la contrainte devient insupportable: les assassins, le poison, sont les catastrophes de ces tragédies. Une romaine convaincue d'avoir empoisonné son mari, en accusa d'autres; on

en découvrit à la fois soixante & dix également coupables. La *répudiation*, quoique non-défendue, n'avoit encore été d'aucun usage à Rome; le mariage y présentoit l'idée de la perpétuité.

On considéroit encore la *répudiation* comme un moyen capable d'animer la population. Outre l'obstacle que les haines y apportent, on compte un nombre considérable de femmes, que l'âge ou la complexion rendent stériles; elles sont attachées à des maris qui donneroient des enfans à l'Etat. & combien de citoyens de l'un & de l'autre sexe se réduisent au célibat par la seule crainte qu'inspire un mariage éternel.

On a prétendu même, que plus la religion de l'Etat porte vers la chasteté, plus la *répudiation* y deviendroit avantageuse. On a porté les regards sur les changemens qu'ont dû introduire tout-d'un-coup dans la population, la chasteté entière imposée aux ministres de l'autel, la *répudiation* interdite, & le sentiment de consacrer sa virginité, érigé en vertu. Cette prétendue vertu n'en étoit point une sous la loi de Moïse; le célibat des prêtres, ni la perpétuité du mariage, n'étoient point des règles absolues dans les premiers siècles de l'Eglise. v. CÉLIBAT.

On employe, pour prouver le premier, la notoriété des mariages des prêtres grecs, & pour le second, le titre entier du code de *repudiis*, où l'on trouve les loix qui fixent les causes de la *répudiation*: ces loix ont été en vigueur au delà du tems de Justinien, puisqu'il les a adoptées dans sa compilation, & munies du sceau de son autorité.

On pourroit dire absolument que les séparations, aujourd'hui si communes, démontrent que la dureté du cœur au-

roit encore besoin de ce remède; car enfin, ces séparations d'intelligence, faites sans forme judiciaire, sont plus contraires à l'esprit de religion, & plus préjudiciables à l'Etat que les *répudiations*. Que de scandales retranchés! les personnes ainsi séparées, vivent peut-être de part & d'autre dans le désordre & la licence, & la racine de la population est coupée. Les ministres de l'Eglise représentent inutilement; ils prêchent, ils blâment: qui doute qu'ils ne soient fondés? Mais, dit-on, ils ne connoissent pas l'horreur d'être attaché à l'objet de son antipathie.

Le gouvernement pourroit arrêter, à la vérité, le cours des séparations volontaires; mais agiroit-il pour le mieux? Bientôt ces mêmes sociétés, subsistantes par la seule contrainte, offriroient des raisons de séparation, que les tribunaux seroient obligés d'admettre.

Une population illégitime qui fuit peut-être les séparations ou fondées, ou de simple volonté, ne peut être comparée dans la politique avec celle que la liberté du second mariage procureroit. L'expérience des hôpitaux nous apprend combien il est difficile d'élever ce qu'on appelle *enfants trouvés*; fruits de la débauche, ils en portent le vice dans le sang; le plus grand nombre languit quelques mois, quelques années, & meurt inutile à l'Etat.

J'ai vu, par les registres d'un hôpital, que, sur cinquante enfans apportés, à peine un seul avoit-il atteint l'âge de puberté. Ce n'est pas tout: cette propagation impure, en infectant les nourrices, porte dans la classe des laboureurs une corruption qui y étoit inconnue, & gâte les véritables forces de tout corps politique. Comment un inconvénient si terrible n'a-t-il pas

attiré l'attention ? Deux femmes que l'on fera venir d'Angleterre ou d'Allemagne, enseigneront la manière de nourrir les enfans sans le secours de la mamelle.

Quelques auteurs ont pensé que la faculté de répudier corrompoit les mœurs. Ne seroit-ce point les mœurs corrompues qui ont introduit l'abus dans la *répudiation* ? On a écrit que les dames romaines comptoient les années par leurs maris, plutôt que par les consuls ; on sent assez que c'est l'expression de la satire : mais pour décider si l'abus venoit de la dépravation des mœurs, ou de la faculté de répudier, il fustit d'examiner les tems en les distinguant.

Sous les regnes de Calligula, Claude, Néron, les excès furent à leur comble ; la république étoit-elle-même prostituée ; c'est alors que les *répudiations* devinrent journalières. Mais jettons les yeux sur les siècles de la vertu romaine : Spurius Carvilius fut le premier qui usa de la liberté de répudier ; & c'étoit environ cinq cents ans après la fondation de Rome. Lorsque les mœurs étoient pures, on répudioit rarement.

Des gens attachés aux petites règles, ont dit que le mariage, outre l'objet de se donner une postérité mutuelle, comprenoit la convention tacite de l'élever ensemble ; & que suivant les loix naturelles de toute société, on ne pouvoit la dissoudre, tandis qu'il restoit des conditions à accomplir.

La cause de la *répudiation* auroit trop d'avantages, si on s'attachoit aux règles des sociétés ; elles doivent être rompues, lorsque les associés, de part & d'autre, ne remplissent pas l'intention du traité. Une femme qui ne s'occupe point des soins domestiques, de qui la parure, le jeu, le spectacle, la frivolité absorbent tout le tems, de-

vroit donc être répudiée ? C'est aussi un des cas exprimés dans le titre du code que je viens de citer, & dans une loi donnée par un empereur catholique.

Nous ne lisons point dans l'antiquité, que chez les Romains ni dans l'univers entier, on se soit plaint que la *répudiation* ait préjudicié à l'éducation des enfans ; nous ne voyons point qu'elle soit en souffrance, plus qu'ailleurs, dans les pays de chrétienté, où la *répudiation* est tolérée aujourd'hui : les faits détruisent cette objection usée.

Ces raisons & plusieurs autres avoient éloigné les hommes du joug indissoluble du mariage : ceux des législateurs qui lui avoient donné la plus grande stabilité, crurent devoir en même tems indiquer des bornes à sa durée. Ce n'est pas la seule occasion où l'autorité de l'église combat la politique humaine ; c'est toujours à celle-ci à céder, à baisser la tête comme le roseau sous le souffle du vent du midi.

On peut demander si la *répudiation* supposée permise, on devroit la tolérer sans des causes prescrites par une loi quelconque & qu'on seroit tenu de vérifier ? D'un côté il paroît extraordinaire qu'il fût permis de répudier sans articuler aucune bonne raison, & de voir autoriser la pure fantaisie : mais de l'autre côté, dans quels détails faudroit-il entrer ? Ira-t-on révéler sa honte ? Comment justifier ce qui se passe dans le secret, lorsque l'un des deux refuse à l'autre une faculté accordée à tous les deux ? Paul Emile répudia sa femme, qu'il avouoit être vertueuse, & qui l'avoit rendu père d'une belle famille. Celui qui avoit su vaincre la fameuse phalange macédonienne, ne put rompre l'humeur hautaine d'une femme. Les parens scan-

dalifés se plaignirent de Paul Emile ; il leur montra son foulier , & leur dit : *ce foulier vous paroît bien fait ; il n'y a que moi qui sache où il me blesse.*

Il semble que la *répudiation* soufferte, fans en alléguer la cause , mette l'honneur des deux parties à couvert ; chacune d'elles peut devenir une seconde fois utile à l'Etat par une seconde société : cet avantage seroit peut-être rare , si les raisons étoient divulguées de part & d'autre.

Seroit-il vrai que quelques loix simples suffiroient pour éviter l'abus de la *répudiation* , & que si elle n'étoit permise qu'après un certain nombre fixé d'années de mariage , les grands inconvéniens seroient retranchés ? Peut-être que sous cette condition la paix seroit plus commune dans les sociétés domestiques , & les *répudiations* plus rares que ne sont aujourd'hui les divorces.

Montagne dit que nous avons cru fermer le nœud du mariage en le rendant perpétuel : *mais d'autant s'est relâché le nœud de l'affection , que celui de la contrainte s'est étroit.*

La Pologne est un Etat catholique romain ; cependant la *répudiation* y est tolérée pour l'adultère commis par la femme ou le mari , même pour de moindres causes. L'église y remarie à d'autres ceux qu'elle a séparés. Quelqu'un demandera pourquoi le reste des Etats catholiques n'obtiendrait pas la même liberté d'une mere commune.

La *répudiation* s'introduit parmi les protestans ; ils ne connoissent pas le vœu de chasteté ; leur population ne deviendra-t-elle pas supérieure ? Le système politique des catholiques doit redoubler ses attentions à se peupler : le nord se fortifie , le midi s'affoiblit.

Les fiançailles chez les Romains pouvoient être rompues par la *répudiation*.

Le billet qu'envoyoit celui qui répudioit , étoit conçu en ces termes : *je rejette la promesse que vous m'avez faite ; ou , je renonce à la promesse que je vous avois faite :* & alors l'homme étoit condamné à payer le gage qu'il avoit reçu de la femme , & celle-ci étoit condamnée au double ; mais lorsque ni l'un ni l'autre n'avoient donné sujet à la *répudiation* , il n'y avoit point d'amende. Le divorce étoit différent de la *répudiation* ; il pouvoit se faire au cas que la femme eût empoisonné ses enfans , qu'elle en eût supposé à la place des siens , qu'elle eût commis un adultère , ou même qu'elle eût bu du vin à l'insçu de son mari : c'est du moins ce que rapporte Aule-Gelle , *liv. X. c. xxij. Plin. hist. nat. l. XIV. c. xij.* Enfin le sujet du divorce étoit examiné dans une assemblée des amis du mari ; quoiqu'il fût autorisé par les loix , cependant le premier exemple n'arriva que vers l'an 520 , par S. P. Carvilius Ruga , à cause de la stérilité de sa femme ; mais dans la suite il devint fort fréquent par la corruption des mœurs. Voyez tout ce qui regarde cette matière à l'article DIVORCE.

Répétons encore ici ce que nous avons avancé ci-dessus d'après Plutarque. Il me semble , dit-il , dans sa vie de Paul Emile , qu'il n'y a rien de plus vrai que ce qu'un Romain qui venoit de répudier sa femme , dit à ses amis , qui lui en faisoient des reproches , & qui lui demandoient : votre femme n'est-elle pas sage ? n'est-elle pas belle ? ne vous a-t-elle pas donné de beaux enfans ? Pour toute réponse , il leur montra son foulier ; n'est-il pas beau , leur répartit-il , n'est-il pas tout neuf ? n'est-il pas bien fait ? Cependant aucun de vous ne fait où il me blesse. Effectivement , s'il y a des fem-

mes qui se font répudier pour des fautes qui éclatent dans le public, il y en a d'autres qui par l'incompatibilité de leur humeur, par des secrets dégoûts qu'elles causent, & par plusieurs fautes légères, mais qui reviennent tous les jours, & qui ne sont connues que du mari, produisent à la longue un si grand éloignement, & une aversion tellement insupportable, qu'il ne peut plus vivre avec elles, & qu'il cherche enfin à s'en séparer.

J'ai indiqué la formule du libelle de *répudiation* anciennement en usage chez les Romains; celle du libelle du divorce portoit ces mots: *Res tui tibi habeto.*

*Nous ne sommes pas faits, je le vois,
L'un pour l'autre,
Mon bien se monte à tant, tenez, voilà
le vôtre.*

RÉPUTATION, f. f. *Morale*; c'est l'opinion que le public porte des qualités physiques & morales des hommes. Quand ce mot s'emploie absolument & sans épithète, il se prend toujours en bonne part, comme nous le prenons dans cet article.

On peut diviser la *réputation*, tout comme l'estime, que je regarde comme la cause de la *réputation*, en *réputation simple*, & en *réputation distinguée*. v. **ESTIME**.

C'est une sorte de problème dans la nature, dans la philosophie, & dans la religion, que le soin de sa propre *réputation* & de son honneur.

La nature répand de l'agrément sur les marques de *réputation* qu'on nous donne; & cependant elle attache une sorte de flétrissure à paroître les rechercher. Ne croit-on pas qu'elle est ici en contradiction avec elle-même? Pourquoi proscrire-elle par le ridicule, une recherche qu'elle semble autoriser

par le plaisir? La philosophie qui tend à nous rendre tranquilles, tend aussi à nous rendre indépendans des jugemens que les hommes peuvent porter de nous; & l'estime qu'ils en font, n'est qu'un de ces jugemens, autant qu'il nous est avantageux. Cependant la philosophie la plus épurée, loin de réprouver en nous le soin d'être gens d'honneur; non-seulement elle l'autorise, mais elle l'excite & l'entretient. D'un autre côté, la religion ne nous recommande rien davantage, que le mépris de l'opinion des hommes, & de l'estime qu'ils peuvent, selon leur fantaisie, nous accorder ou nous refuser. L'Evangile même porte les saints à désirer & à rechercher le mépris; mais en même tems le S. Esprit nous prescrit d'avoir soin de notre *réputation*.

La contrariété de ces maximes n'est qu'apparente: elles s'accordent dans le fonds: & le point qui en concilie le sens, est celui qui doit servir de règle au bien de la société, & au nôtre en particulier. Nous ne devons point naturellement être insensibles à l'estime des hommes, à notre honneur & à notre *réputation*. Ce seroit aller contre la raison qui nous oblige d'avoir égard à ce qu'approuvent les hommes, ou à ce qu'ils improuvent le plus universellement & le plus constamment. Car ce qu'ils approuvent de la sorte, par un consentement presque unanime, est la vertu, & ce qu'ils improuvent ainsi, est le vice. Les hommes, malgré leur perversité, font justice à l'un & à l'autre. Ils méconnoissent quelquefois la vertu; mais ils sont obligés souvent de la reconnoître: & alors ils ne manquent point de l'honorer: être donc insensible, par cet endroit, à l'honneur, je veux dire à l'estime, à l'approbation & au témoignage que la conscience des

hommes rend à la vertu, ce seroit l'être en quelque façon à la vertu même, qui y seroit intéressée. Cette sensibilité naturelle est comme une impression, mise dans nos ames par l'auteur de notre être ; mais elle regarde seulement le tribut que les hommes rendent en général à la vertu, pour nous attacher plus fortement à elle. Nous n'en devons pas être moins indifférens à l'honneur que chaque particulier, conduit souvent par la passion ou la bisarrerie, accorde ou refuse à la vertu de quelques-uns, ou à la nôtre en particulier, parce que la vertu n'attend pas sa récompense sur cette terre.

L'estime des hommes en général ne sauroit être légitimement méprisée, puisqu'elle s'accorde avec, celle de Dieu même, qui nous en a donné le goût, & qu'elle suppose un mérite de vertu que nous devons rechercher.

L'estime des hommes en particulier étant plus subordonnée à leur imagination qu'à la providence, nous la devons compter pour peu de chose, ou pour rien ; c'est-à-dire, que nous devons toujours la mériter, sans nous soucier de l'obtenir : la mériter par notre vertu qui contribue à notre bonheur & à celui des autres : nous soucier peu de l'obtenir, par une noble égalité d'ame qui nous mette au-dessus de l'inconstance & de la vanité des opinions particulières des hommes.

Raisonnons de la *réputation* comme de la bienfaisance : sans rechercher la reconnaissance, nous devons en être touchés par la vertu de l'homme reconnaissant, sans cependant nous mettre en peine si la personne qui jouit de nos bienfaits, nous paye d'ingratitude ; sans mépriser la reconnaissance, nous ne saurions la rechercher, sans perdre le mé-

rite de la bienfaisance, & en changer même la nature. v. BIENFAISANCE, RECONNOISSANCE, INGRATITUDE. Nous devons faire tous nos efforts pour mériter la *réputation* publique. Mais si les hommes sont assez injustes pour nous la refuser, nous ne devons pas moins redoubler nos efforts pour continuer à la mériter, & plaindre nos semblables de ce qu'ils n'ont pas assez de lumières pour reconnoître le mérite de la vertu, ou trop de méchanceté, pour lui refuser les hommages qu'elle mérite ; parce qu'en effet ils sont les seuls à plaindre. C'est se dégrader soi-même, que d'être avide de *réputation*. (D. F.)

REQUÉRABLE, adj., *Jurispr.*, se dit de ce qui se doit demander, & qui n'est pas portable ; comme quand on dit que le champart est *requérable*, c'est-à-dire, qu'il faut aller le chercher sur le lieu.

REQUÊTE, f. f., *Jurispr.*, signifie *demande* ou *réquisition* ; un exploit fait à la *requête* d'un tel, c'est-à-dire, à sa *réquisition*.

Requête, pris pour *demande*, est une procédure par laquelle une partie demande quelque chose au juge.

La *requête* commence par l'adresse, c'est-à-dire, par le nom du juge auquel elle est adressée, comme à *nosseigneurs de parlement*, après quoi il est dit, *supplie humblement un tel* ; on expose ensuite le fait & les moyens, & l'on finit par les conclusions qui commencent en ces termes, *ce considéré, nosseigneurs*, il vous plaise, ou bien *messieurs*, selon le tribunal où l'on plaide, & les conclusions sont ordinairement terminées par ces mots, *Et vous serez bien*.

La plupart des procès commencent par une *requête* ; cependant on peut

commencer par un exploit, la *requête* n'est nécessaire que quand on demande permission d'assigner, ou de saisir.

La *requête* introductive étant répondue d'une ordonnance, on donne assignation en vertu de la *requête* & de l'ordonnance.

On peut dans le cours d'une cause, instance ou procès, donner de part & d'autre plusieurs *requêtes*.

Lorsque la partie adverse a procureur en cause, les *requêtes* se signifient à son procureur ; on peut cependant aussi les signifier au domicile de la partie.

Il n'est pas nécessaire que les *requêtes* soient signées par la partie, il suffit qu'elles le soient par le procureur ; cependant quand elles sont importantes, & qu'elles contiennent des faits graves, le procureur doit pour son pouvoir & sa sûreté, les faire signer par sa partie, pour ne pas s'exposer à un désaveu.

L'original d'une *requête* s'appelle la *grosse*, & la copie s'appelle la *minute*, parce qu'elle est ordinairement copiée d'une écriture beaucoup plus minutée, c'est-à-dire, plus menue que la grosse.

La *requête d'ampliation*, est celle que présente une partie, à l'effet de pouvoir se servir de nouveaux moyens qu'elle a découverts depuis l'obtention de ses lettres de *requête* civile. Voyez *requête civile*.

La *requête en cassation*, est celle qui est présentée pour demander la cassation d'un arrêt. v. ARRÊT & CASSATION.

La *requête civile*, est une voie ouverte pour se pourvoir contre les arrêts & jugemens en dernier ressort, lorsqu'on ne peut pas revenir contre par opposition.

REQUINT, f. m., *Droit féod.*, est la cinquième partie du quint dû au seigneur pour une mutation par vente. v. QUINT.

RÉQUISITION, f. f., *Jurisp.*, signifie demande. Ce terme est usité dans les procès-verbaux où les parties font des dires & prennent des conclusions ; par exemple, dans un procès-verbal de scellé, une partie demande qu'un écrit soit paraphé, on fait mention qu'il a été paraphé à sa *réquisition*.

RÉQUISITION, *Droit can.* Nous ne prenons ici ce mot que dans le sens de l'acte que fait un expectant auprès d'un patron ou collateur, à qui en vertu de son expectative, il demande des provisions d'un bénéfice qui vient de vaquer.

C'est une règle générale que les gradués nommés, & tous autres expectans qui veulent lier les mains aux patrons & aux collateurs, sont tenus de requérir dans les six mois, (du jour de la vacance,) les bénéfices qui leur sont affectés. Faute par eux d'avoir fait cette *réquisition*, ils sont déchus de leur droit, & la provision accordée par le collateur ordinaire devient irrévocable ; car il est de maxime qu'un collateur n'est pas absolument obligé d'attendre la *réquisition* d'un expectant qui a notifié son expectative, pour conférer le bénéfice à un non-gradué, ou à un gradué moins ancien. Cette collation devient seulement caduque par la *réquisition* de l'expectant dans les six mois.

Les gradués simples n'ont point de réitération à faire, ni même de *réquisition*, lors de la vacance dans les mois de faveur ; parce que c'est à l'évêque à choisir qui bon lui semble d'entre ceux qui lui ont fait signifier une fois leurs lettres. Mais il faut que cette signification ait été valablement faite avant la vacance. Il faut aussi que l'évêque à qui, dans les mois de faveur, on ne fait aucune *réquisition*, laissant la collation à son choix & à sa

conscience,

conscience, confère nécessairement à un gradué dûment qualifié simple, ou nommé dans les six mois: s'il confère à un autre, ou à un gradué non dûment qualifié, l'opinion commune des docteurs, dit Perard Castell sur les *de fin. can. verb. gradué*, n°. 13. est que le collateur étant dans ce cas déchu du droit de gratification, le bénéfice demeure assuré aux gradués, suivant l'antiquité & la prérogative de leurs degrés, sans distinguer dans cette occasion les gradués simples des gradués nommés. L'on n'a égard, ajoute l'auteur cité, qu'à l'ancienneté du degré. Dumoulin n'est pas ici de l'avis de Perard Castell, & prétend que dans ce même cas le bénéfice n'est pas dû au plus ancien gradué, mais au plus diligent, qui a le premier requis le bénéfice.

Le collateur est déchu de son droit, quand il confère à un non-gradué dans le mois de faveur, mais il n'en est pas de même quand il confère à un gradué mal qualifié dans un mois de rigueur; il peut, dans ce dernier cas, conférer à un autre, parce que sa première collation étant forcée, la seconde se fait à un autre titre, & partant il n'y a point de variation.

Quand le bénéfice est en patronage, c'est au patron que la *réquisition* doit être faite; & en ce cas, si le patron requis accorde au gradué ses lettres de présentation en bonne forme, tout est accompli de sa part; c'est au présenté à faire les poursuites nécessaires, c'est-à-dire, à notifier au collateur cet acte de présentation, dans les mêmes six mois de vacance: faute de quoi il est déchu de son droit. Si le patron refuse ses lettres de présentation au gradué, cet expectant peut, & doit même, du jour du refus, & dans les six mois de

ce jour, se pourvoir au supérieur, c'est-à-dire, au collateur ordinaire, pour en obtenir des provisions *pleno jure*, par une espece de dévolution qui se fait alors du patron au collateur.

Les gradués peuvent ne point faire usage de leurs lettres de nomination; mais aussi, comme leur expectative est une dette à la charge des collateurs, ceux-ci peuvent s'en libérer & leur conférer, ou du moins leur offrir sans fraude, à cet effet, un bénéfice vacant dans leurs mois.

C'est une règle (que l'on ne devrait pas, ce semble, révoquer en doute,) que dans le concours de deux gradués, dont l'un plus ancien n'aurait point notifié ses lettres avant la vacance du bénéfice; & l'autre moins ancien l'aurait fait, celui-ci doit l'emporter.

L'on voit sous le mot **PRÉVENTION**, les effets que produit la *réquisition*, contre les préventionnaires.

La *réquisition* doit être faite par le gradué en personne, ou par un procureur clerk ou laïc, fondé de procuration spéciale.

Les actes de *réquisition* ou de procuration pour résigner, doivent être insinués & se font par le ministère des notaires apostoliques qui doivent écrire & rapporter fidèlement les réponses ou les refus des collateurs, pour agir en conséquence. *v. NOTAIRE*. (D.M.)

RÉQUISITOIRE, f. m., *Jurispr.*, demande faite ou par le procureur-général, ou par l'avocat-général, ou par un promoteur, ou par un avocat, un procureur, un plaideur, à ce que telle ou telle chose soit faite.

RESCINDANT, adj., *Jurispr.*, est le moyen qui sert à rescinder un acte ou un jugement.

Quelquefois par le terme de *rescindant*, on entend la cause sur le point

de forme, comme le rescisoire est la cause sur le fonds.

Dans les requêtes civiles, il faut juger le *rescindant* avant le rescisoire. *v. REQUÊTE civile.*

RESCINDER, v. act., *Jurisp.*, signifie annuler un arrêt ou un jugement. *v. RESCISION.*

RESCISION, f. f., *Jurisp.*, est lorsque l'on annule en justice un contrat ou autre acte. Ce terme vient du latin *rescindere*, & dans cette occasion est pris pour *refecare*, conper en deux : ce terme a été appliqué aux actes que l'on déclare nuls, parce qu'anciennement la façon d'annuler un acte, étoit de le couper en deux ; ce qui s'appelloit *rescindere*.

La *rescision* est un bénéfice que les loix accordent à celui qui étoit lésé dans quelqu'acte où il a été partie, pour le remettre au même état où il a été avant cet acte, s'il y en a quelque juste cause.

Il n'est pas toujours nécessaire pour obtenir la *rescision*, que celui qui la demande fasse voir que c'est par le dol de sa partie qu'il a été trompé ; mais il suffit en plusieurs cas, qu'il y ait une lésion d'une autre nature, si elle est telle qu'elle doive avoir cet effet. Ainsi, par exemple, si un mineur a emprunté de l'argent qu'il ait mal employé, la bonne foi de son créancier n'empêchera pas la restitution. Ainsi un majeur qui se trouve beaucoup lésé dans un partage, le fera réformer, encore qu'on ne puisse imputer aucun dol au co partageant.

On peut faire rescinder ou annuler par la *rescision* ou restitution en entier, non-seulement des conventions, ou d'autres actes qu'on ait fait volontairement, mais même des arrêts où l'on auroit été partie, s'il y en a quelque juste

cause ; comme si celui qui se plaint est un mineur qui n'ait pas été défendu, ou même un majeur, s'il y a quelque dol de sa partie, ou quelque autre moyen de ceux que les loix reçoivent.

Les *rescisions* étant fondées sur des faits & des circonstances, comme s'il y a du dol de la partie, une violence exercée sur celui qui veut être relevé, quelque erreur, quelque surprise, ou autre cause qui puisse y donner lieu ; on ne les ordonne qu'avec connoissance de cause. Et il dépend de la prudence du juge de discerner, si les moyens qu'on allègue sont suffisans ; & si l'équité demande la *rescision*.

Parmi les circonstances qu'il faut peser dans une *rescision*, on doit considérer quelle est la conséquence de la chose dont il s'agit, & quelles seront les suites de la *rescision* si elle est accordée. Car on ne doit pas l'ordonner facilement dans des circonstances, où pour réparer une légère lésion, la *rescision* auroit des suites qui pourroient aller à quelque injustice.

Lorsqu'il y a lieu de *rescision*, elle a son effet non-seulement contre les personnes de qui le fait y a donné lieu, mais aussi contre ceux qui les représentent, & les tiers possesseurs. Ainsi, par exemple, si celui qui avoit acheté un héritage d'un mineur, le vend à un tiers, la restitution pourra être exercée contre ce tiers, & contre tout autre possesseur, & il n'aura que son recours contre son vendeur. Ainsi, un propriétaire dépouillé de son héritage par une vente ou autre titre consenti par l'effet d'une violence, pourra agir contre tout possesseur de cet héritage & l'évincera, quoique la violence ne fut pas de son fait.

Les héritiers de ceux qui pouvoient être relevés, peuvent exercer la *resci-*

son. Car encore qu'elle semble ne regarder que la personne qui a été lésée, le droit de réparer le préjudice souffert en les biens, passera à son héritier. Et le pere même héritier de son fils mineur, peut demander la restitution du chef de son fils.

La *rescision* ne peut être demandée par un procureur constitué, quoiqu'il eût une procuration générale; mais il en faut une expresse pour une demande de cette qualité. Car le silence de celui qui pourroit se plaindre d'un acte, en est une approbation: & il est juste de présumer que ne marquant pas expressément qu'il veuille être relevé, il veut s'en tenir à ce qu'il a fait.

Si la cause de la restitution ayant cessé, celui qui auroit pu être relevé a ratifié l'acte dont il pouvoit se plaindre, il n'y sera plus reçu; car l'approbation fait un nouvel acte qui confirme le premier. Ainsi, par exemple, si un mineur étant devenu majeur, ratifie une obligation dont il auroit pu être relevé; il ne pourra plus l'être. Ainsi, celui qui, étant en pleine liberté, ratifie un acte qu'il prétendoit avoir consenti par force, ne pourra plus s'en plaindre.

Si la *rescision* ou restitution est ordonnée, les choses seront remises, de la part de celui qui est relevé, au même état où elles auroient dû être, si l'acte qui est annulé par la *rescision*, n'avoit pas été fait. Mais comme il rentre dans ses droits, & recouvre ce qui doit lui être rendu, soit en principal ou intérêts & fruits, s'il y en a lieu; il doit aussi, de sa part, remettre à sa partie ce qui pouvoit être tourné à son profit; de sorte qu'il ne profite de la *rescision* que le simple effet de rentrer dans ses droits, sa partie rentrant aussi, de sa part, dans les siens, autant que

l'effet de la *rescision* pourra le permettre. Ainsi, le vendeur, qui fait annuler un contrat de vente dont il avoit reçu le prix, doit rendre ce prix. Mais si un mineur est relevé d'une vente qu'il auroit faite, ou d'un contrat de rente qu'il auroit consenti pour de l'argent qu'il eût emprunté, il ne rendra ni du prix de cette vente, ni du capital du contrat de rente, que ce qui s'en trouvera tourné à son profit par un emploi utile. Ainsi la *rescision* est réciproque ou non, selon la justice qui peut être due à celui qui est relevé.

Si, dans l'acte dont on demande la *rescision*, il y avoit d'autres chefs que ceux dont celui qui veut être relevé, pourroit avoir sujet de se plaindre; & qu'il n'y eût point de liaison des uns aux autres; la *rescision* seroit bornée à ce qui pourroit y donner sujet, & ne s'étendrait pas au surplus de l'acte. Mais s'il y avoit quelque liaison entre ces différentes parties de l'acte, l'effet de la *rescision* s'étendrait à tout, soit en faveur de celui qui la demanderoit, ou pour l'intérêt de sa partie, en tout ce qui devroit être remis au premier état.

Si un tuteur avoit vendu un fonds commun entre son mineur & lui; & que ce mineur se fit relever, l'acquéreur pourroit obliger ce tuteur, son vendeur, à reprendre sa portion, par cette raison qu'il ne seroit pas tenu de diviser l'effet du contrat, & de garder une portion qu'il n'auroit pas voulu acheter séparée du reste.

Les *rescisions* & restitutions doivent être demandées dans le tems prescrit par les loix, & quand il est expiré, on n'y est plus reçu.

Le tems de cette prescription commence de courir du jour que la cause de la *rescision* a cessé. Ainsi il commen-

ce contre les mineurs du jour de leur majorité, & contre les majeurs du jour qu'ils auront eu la liberté d'agir.

Ce tems de la prescription se compte à l'égard des héritiers qui demandent la restitution; en sorte qu'il faut joindre le tems qu'il avoit couru contre la personne à qui ils succèdent, avec celui qui a couru contre eux. Mais si l'héritier étoit mineur, son tems ne commenceroit d'être ajouté à celui du défunt que du jour de sa majorité; car il seroit relevé de cela même qu'il auroit manqué de demander la restitution pendant sa minorité.

C'étoit une clause usitée autrefois chez les Romains dans les contrats de vente, de stipuler que le contrat de vente ne tiendrait pas, si le vendeur par la suite & dans l'espace d'un certain tems étoit par le contrat, trouvoit un autre acheteur qui lui fit une condition plus avantageuse. On appelloit la vente faite avec cette clause, *additio in diem*. Paul la décrit en la loi 1. ff. de *in diem add. ille fundus centum esse tibi emptus, nisi si quis intra Kalendas Januariarum proximas meliorem conditionem fecerit*.

Cette condition, suivant la différente intention qu'avoient les parties contractantes, ou étoit une véritable condition, qui suspendoit le contrat jusqu'à son accomplissement, c'est-à-dire, jusqu'à ce qu'il fût constant par l'expiration du tems, que le vendeur n'auroit pas trouvé une condition plus avantageuse; ou elle formoit seulement une cause résolutoire qui n'arrêtoit pas la perfection de la vente, mais donnoit seulement au vendeur, lors de l'accomplissement de la condition, le droit de demander la rescision du contrat. L. 2. ff. d. tit.

Pour qu'il y ait lieu à la rescision du

contrat en vertu de cette clause, & à l'action qui en naît, il faut qu'il se soit trouvé un second acheteur qui ait véritablement acheté à une condition plus avantageuse au vendeur, & que cet acheteur ne soit pas un acheteur supposé; au reste, pourvu que ce ne soit pas un acheteur supposé, il y a ouverture à l'action, quand même le premier acheteur opposeroit que ce second acheteur n'est pas solvable; il suffit que le vendeur le trouve bon & solvable. L. 14. §. 2. ff. d. *in diem add.*

Si l'insolvabilité de ce second acheteur prétendu étoit tellement notoire qu'elle ne pût être révoquée en doute, comme si c'étoit un mendiant; il y auroit présomption en ce cas que c'est un acheteur supposé, & il n'y auroit pas ouverture à cette action.

Il faut que la condition du second marché soit plus avantageuse; & elle est réputée telle, non seulement lorsque la seconde vente est faite à un prix plus fort que la première; mais aussi lorsqu'étant faite pour un prix égal à celui de la première, les conditions de cette seconde vente renferment quelque avantage que ce soit pour le vendeur, qui ne se trouvoit pas dans les conditions de la première vente: il y a plus, quand même la seconde vente seroit faite à un prix moindre que celui de la première; si cet avantage que renferment les conditions de la seconde vente, est d'une plus grande valeur que n'est la somme dont le prix de la première vente excède celui de la seconde; la seconde vente doit être réputée plus avantageuse, & en conséquence elle doit donner ouverture à la clause résolutoire de la première; c'est ce qui résulte de la loi 4. §. fin. ff. de *in diem add. Et si nihil pretio addatur, solutio tamen offeratur facilius pretii, vel ma-*

prior, melior conditio offerri videtur. Proinde si quis accedat ejusdem pretii emptor, sed qui levioribus erat conditionibus, vel qui satis-dationem nullam exigit, melior conditio allata videbitur; ergo idem erit probandum, & si viliori pretio emere paratus sit, ea tamen remittat que venditori gravia erant in prioris venditione.

Pour qu'il y ait lieu à la rescision du contrat en vertu de cette clause, il ne suffit pas qu'il se soit présenté un second acheteur, qui ait offert au vendeur des conditions plus avantageuses que celles du premier marché: il faut que le vendeur les ait acceptées; car cette clause est présumée n'avoir été apposée qu'en faveur du vendeur; & comme il est permis à chacun de ne pas user de ce qui est établi en sa faveur, quelques avantages que soient les conditions offertes au vendeur, il lui est permis de ne pas les accepter, & de s'en tenir à la vente qu'il a faite; l'acheteur ne peut être recevable à demander la résolution du contrat; en vertu de cette clause qui n'a pas été apposée en sa faveur, mais seulement en faveur du vendeur. C'est la disposition de la loi 9. ff. de tit. *Sabinus scribit licere venditori, meliorem conditionem oblatam abjicere sequique primam; & ita utinam.*

Enfin, pour qu'il y ait lieu à la rescision du contrat, en vertu de cette clause, il faut que les conditions plus avantageuses qui ont été offertes par un second acheteur qui s'est présenté, ayant été notifiées au premier acheteur; qu'on lui ait offert la préférence pour retenir la chose à ses conditions, & qu'il ait été refusant de l'acheter. *Licet venditori meliore allata conditione, addicere posteriori, nisi prior paratus sit, plus adicere, l. 9. ff. de tit.* c'est-à-

dire, plus quam ipse priori contractu promisit, & tantumdem quantum posterior emptor adjecit; comme il paroît par ce qu'ajoute Paul en la loi suivante: *neceffe autem habebit venditor, meliori condicione allata, priorem emptorem certiores facere, ut si quid alius adjecit, ipse quoque adicere possit, l. 8. ff. d. tit.* Cujas, ad h. l. lib. XXXIII. Paul. ad Ed. (P.O.)

RESRIPT, f. m., *Jurisp.* *rescriptum*, signifie en général une réponse qui est faite par écrit à quelque demande qui a été aussi faite par écrit.

Ce terme n'est guere usité que pour désigner certaines lettres ou réponses des empereurs Romains & des papes.

Les *rescripts* des empereurs étoient des lettres qu'ils écrivoient en réponse aux magistrats des provinces, ou même quelquefois à des particuliers qui prioient le prince d'expliquer ses intentions sur des cas qui n'étoient pas prévus par l'édit perpétuel, ni par l'édit provincial, qui étoient alors les loix que l'on observoit.

L'empereur Adrien fut le premier qui fit de ces sortes de *rescripts*.

Ils n'avoient pas force de loi, mais ils formoient un grand préjugé.

Quand les questions que l'on proposoit à l'empereur paroissent trop importantes pour être décidées par un simple *rescript*, l'empereur rendoit un décret.

Quelques-uns prétendent que Trajan ne donna point de *rescripts*, de crainte que l'on ne tirât à conséquence, ce qui n'étoit souvent accordé que par des considérations particulières; il avoit même dessein d'ôter aux *rescripts* toute leur autorité.

Cependant Justinien en a fait insérer plusieurs dans son code, ce qui leur a donné plus d'autorité qu'ils n'en avoient auparavant. Voyez sur ces res-

cripts, la seconde dissertation d'Antoine Schulting, *Phys. de la jurispr. rom.* par M. Terrafon, page 261, & les mots CONSTITUTION, DECRET.

Les *rescripts des papes*, sont des lettres apostoliques, par lesquelles le pape ordonne de faire certaines choses en faveur d'une personne, qui l'a suppliée de lui accorder quelque grace.

On distingue néanmoins deux sortes de *rescripts*, ceux de grace & ceux de justice; les premiers dépendent de la volonté du pape; les autres dépendent plus de la disposition du droit, que de la volonté de celui qui les accorde.

Les *rescripts* concernent, ou les bénéfices, ou les procès, ou la pénitencerie en toute matière; ils doivent être restreints & réduits dans les termes des saints decrets & constitutions canoniques, & en France ils ne sont reçus & exécutés, que sans préjudice des libertés.

Les *rescripts* délégatoires doivent être adressés à l'ordinaire pour les fulminer.

Le pape ne peut par ces *rescripts*, commettre pour juges, que des naturels François, & doit choisir les juges dans le ressort du parlement où demeurent les parties.

Rescript, se dit aussi en quelques endroits, pour le rapport ou relation que l'huissier ou sergent fait dans son exploit.

RESRIPTION, f. f., *Jurisp.*, est une lettre par laquelle je mande quelqu'un de payer ou de compter pour moi à un tiers une certaine somme.

Suivant cette définition, les lettres de change sont une espèce de *rescription*; mais comme elles ont le nom de lettres de change qui leur est propre, on n'entend pas ordinairement par le terme de *rescription* les lettres de change qui se font en conséquence d'un contrat

de change d'argent entre la personne qui fournit la lettre & celle à qui elle est fournie; mais les autres espèces de *rescriptions* qui n'ont d'autre objet que d'acquitter une dette ou de faire un prêt d'argent, & lesquelles, quoiqu'elles aient la même figure, & qu'elles soient conçues dans les mêmes termes que la lettre de change, en sont entièrement différentes.

La principale espèce de *rescription* est celle pour laquelle un débiteur mande à quelqu'un de payer une certaine somme pour lui à son créancier, entre les mains duquel il remet à cet effet la *rescription*.

C'est ce qu'on appelle *adsignatio*. Cette espèce d'affaire se passe entre trois personnes. 1°. Le débiteur *adsignans* qui indique à son créancier une personne de qui il recevra une certaine somme qu'il lui doit. 2°. La personne qu'on indique au créancier pour recevoir d'elle la somme *adsignatus*. 3°. Le créancier à qui on fait assignation *adsignatarius*.

La personne indiquée *adsignatus*, est ordinairement quelqu'un des débiteurs de l'indiquant, mais ce peut être aussi quelqu'un de ses amis qui, sans être son débiteur, veut bien avancer cette somme pour lui.

Cette affaire renferme deux contrats de mandat; l'un par lequel l'indiquant mande à la personne indiquée de payer pour lui à son créancier la somme portée par la *rescription*; l'autre par lequel le même indiquant mande à son créancier de recevoir de la personne indiquée la somme portée par la *rescription* pour la retenir en paiement de ce qui lui est dû.

La personne indiquée contracte, consommation & exécute en même tems le premier mandat en acquittant la *rescription*, & ne s'oblige à autre chose *adso-*

ne *mandati directi* envers l'indiquant, qu'à lui remettre la *rescription* quittancée par son créancier pour lui servir de quittance envers lui, & l'indiquant est de son côté obligé *mandati actione contraria* à donner à l'indiqué qui lui remet sa *rescription* acquittée, quittance d'autant s'il est son débiteur, ou à lui rendre la somme s'il ne l'étoit pas.

Par ce second mandat qui se contracte entre l'indiquant & son créancier à qui l'indication est faite, ce créancier qui est le mandataire n'est obligé à autre chose *actione mandati directâ* qu'à recevoir le montant de la *rescription*, & à en donner quittance au bas de l'indiquant; & comme le mandat s'exécute sans que le mandataire fasse pour cela aucuns frais, il ne produit aucune action contraire de mandat.

Ce créancier de l'indiquant porteur de la *rescription* n'est plus obligé à aucunes diligences contre la personne indiquée; il ne peut même faire contre elle aucunes poursuites pour le paiement; la *rescription* ne lui donne pouvoir que de recevoir, & non pas d'exiger.

C'est pourquoi le créancier en exposant que la personne indiquée a fait refus de payer, & en offrant de remettre à son débiteur la *rescription* qu'il lui avoit donnée, peut exiger de lui le paiement de ce qu'il lui doit, comme s'il ne lui avoit point donné la *rescription*.

Il n'y a même aucun tems dans le quel il soit précisément tenu de se présenter à la personne indiquée, pour recevoir le montant de la *rescription*. Néanmoins s'il avoit laissé passer un tems considérable, lequel doit s'estimer *arbitrio judicis*, & que pendant ce tems, la personne indiquée fût devenue insolvable; il paroît qu'il doit être tenu de cette insolvabilité; car s'étant

chargé de recevoir cette somme en prenant la *rescription*, il est tenu des dommages & intérêts que souffre le mandant de ce qu'il n'a pas exécuté le mandat, & n'est pas allé recevoir la somme de la personne indiquée, pendant qu'elle pouvoit payer comme il s'en étoit chargé.

Mais tant que la chose est entière, & que la personne indiquée est solvable, le créancier porteur de la *rescription*, peut se décharger de l'obligation d'aller recevoir la *rescription*, en offrant de la rendre à son débiteur qui la lui a donnée; car c'est un principe en fait de mandat, que le mandataire peut se décharger de l'obligation de l'exécuter, en renonçant au mandat, lorsqu'il fait cette renonciation à tems, & que le mandant peut faire par lui-même ou par un autre l'affaire dont il s'étoit chargé: *renuntiari (mandato) ita potest ut integrum jus mandatori reservetur, vel per se, vel per alium eandem rem commodè explicandi, L. 22. §. 1. ff. mand.*

Lorsque le débiteur indiqué souscrit la *rescription* & s'engage de l'acquitter, il n'est pas pour cela libéré envers l'indiquant, ni l'indiquant libéré envers son créancier à qui il a donné sa *rescription*: & en cela la simple indication *assignatio* diffère de la vraie délégation; car dans la délégation, lorsqu'un débiteur *animo novandi* a délégué à son créancier son débiteur pour le payer en sa place, & que le débiteur délégué, en conséquence de la délégation, s'est obligé envers ce créancier, lequel *animo novandi* l'a accepté pour son débiteur, la créance que le déléguant avoit contre son débiteur par lui délégué, est éteinte, & celle que le créancier avoit contre le déléguant l'est pareillement, & il ne reste plus que la nouvelle créan-

ce qu'il acquiert contre le débiteur délégué qui s'est engagé de le payer.

Le débiteur indiqué qui accepte la *rescription*, l'accepte comme débiteur de l'indiquant, & ne s'oblige de la payer au porteur de la *rescription* qu'autant & de la manière qu'il pourroit y être obligé envers l'indiquant son créancier.

C'est pourquoi, si d'autres créanciers de l'indiquant arrêtoient entre les mains du débiteur indiqué, ce qu'il doit à l'indiquant, le débiteur indiqué, nonobstant l'acceptation qu'il auroit faite de la *rescription*, ne pourroit être obligé à payer le porteur de la *rescription*, qu'il ne s'en fût fait régler avec les autres créanciers arrêtans.

Sur la contestation qu'il pourra y avoir à cet égard entre ces créanciers arrêtans, & le porteur de la *rescription* acceptée; si ces créanciers de l'indiquant ont un privilège sur la dette arrêtée, comme si le débiteur arrêté est débiteur pour loyers de maison, & que les arrêtans soient créanciers d'arrérages de rente foncière dont cette maison est chargée, ou pour réparations qu'ils y ont faites, ils seront préférés au porteur de la *rescription* dont la créance n'a point de privilège. S'ils ne sont point créanciers privilégiés, ni les uns ni les autres; comme l'acceptation de la *rescription* équipolle à arrêt de la part du porteur de la *rescription*, si l'autorité de la date de cette acceptation à celle des arrêts des autres créanciers est constatée par le contrôle, ou par le décès du débiteur indiqué qui l'a soussignée, le porteur de la *rescription* sera préféré comme premier arrêtant; sinon l'acceptation n'ayant de date vis-à-vis les autres créanciers qui sont des tiers, que du jour qu'elle leur est représentée, ces autres créanciers seront préférés au por-

teur de *rescription*. Néanmoins en l'un & l'autre cas, si le débiteur commun étoit en déconfiture, ils viendroient tous par contribution au sol la livre, après les privilégiés s'il y en avoit.

En cela l'indication diffère de la délégation; car la créance qu'avait le délégant contre le débiteur qu'il a délégué à son créancier, étant éteinte par la délégation comme nous l'avons vu, il s'ensuit qu'elle ne peut pas être arrêtée par les créanciers du délégant sur le débiteur délégué; car ce qui n'existe plus ne peut pas être arrêté.

L'indication diffère aussi en cela du transport; car la créance transportée cessant d'appartenir au cédant par la signification ou l'acceptation du transport, elle ne peut plus dorénavant être arrêtée par ces créanciers, qui n'ont pas droit d'arrêter ce qui n'appartient plus à leur débiteur.

Elle diffère aussi en cela de la lettre de change; car après que le débiteur du tireur sur qui elle est tirée l'a acceptée, les créanciers du tireur ne peuvent arrêter la somme que l'accepteur s'est obligé de payer pour le tireur, comme nous l'avons vu.

L'acceptation que fait de la *rescription* le débiteur indiqué, donne bien au porteur de la *rescription* une action pour se faire payer de la *rescription*, mais elle ne l'oblige pas d'user de cette action, & à faire des poursuites contre le débiteur indiqué, car il ne s'est chargé que de recevoir, & non pas d'exiger; c'est pourquoi il peut, en rendant la *rescription tempore congruo*, se faire payer par son propre débiteur.

Il nous reste à observer que l'indication de payer, qui se fait par une *rescription* que le débiteur indiquant donne à son créancier sur la personne indi-

quée,

quée, ne consistant, comme nous l'avons vu, que dans des mandats, & étant de la nature des mandats d'être révocables *re integrâ*, il suit de-là que ces *rescriptions* peuvent être révoquées par l'indiquant, tant qu'elles n'ont point été acquittées; & qu'après cette révocation notifiée à la personne indiquée, elle ne doit pas payer au porteur de la *rescription*.

Les *rescriptions* peuvent être d'usage pour les prêts & les donations. Je veux prêter à quelqu'un une somme d'argent, ou je veux la lui donner; n'ayant pas chez moi cette somme, je lui donne une *rescription* adressée à quelqu'un de mes débiteurs ou à quelqu'un de mes amis qui voudra bien l'avancer pour moi, par laquelle je lui marque de vouloir bien compter cette somme à la personne dénommée en la *rescription*.

La *rescription* que je donne à celui à qui je veux prêter une somme d'argent, contient celle dont nous avons parlé ci-dessus, un mandat par lequel le rescrivain charge celui à qui la *rescription* est adressée, de compter pour lui la somme à la personne dénommée en la *rescription*, lequel mandat se contracte, lorsque la personne à qui la *rescription* est adressée l'acquitte, ou du moins se charge de l'acquitter.

Mais il n'y a pas ordinairement un second mandat comme dans l'espece ci-dessus qui intervienne entre celui à qui je donne la *rescription* & moi, par laquelle il se charge envers moi d'aller recevoir cette somme. Dans l'espece précédente, c'est pour me faire plaisir, & pour ne me pas faire tirer à la bourse que mon créancier reçoit de moi une *rescription* de la somme que je lui dois sur mon débi-

teur; on ne peut pas ne pas reconnaître en cela un mandat par lequel il se charge envers moi d'aller recevoir cette somme; mais dans cette espece-ci, où je donne à un de mes amis qui me prie de lui prêter une somme d'argent, une *rescription* pour l'aller recevoir d'un de mes débiteurs; cet ami ne se charge pas précisément de l'aller recevoir de mon débiteur. Il ne se propose de la recevoir qu'autant que le besoin qu'il a d'argent l'exigera, & non dans le cas auquel son besoin cesseroit. Ce n'est point comme dans l'espece précédente pour mon intérêt que je lui remets la *rescription*; ce n'est au contraire que pour le sien, pour qu'il puisse recevoir cette somme dont il a besoin; il n'intervient donc point entre nous aucun contrat de mandat; car le mandat se contracte *mandantis gratiâ*: ce n'est point un mandat, *si tuâ tantum gratiâ tibi mandem*. L. 2. ff. *mand.*

S'il paroissoit néanmoins que les circonstances, que celui à qui j'ai donné une *rescription* de la somme qu'il m'a prié de lui prêter, se fût précisément chargé de l'aller recevoir de mon débiteur, & que j'eusse eu des raisons pour l'en charger, par exemple, parce qu'on ne trouvoit pas facilement des occasions de tirer de l'argent du lieu où demeure mon débiteur & où la dette est payable, il seroit en ce cas intervenu entre nous un contrat de mandat, & celui à qui j'ai donné la *rescription*, contracteroit les mêmes obligations que dans l'espece précédente.

A l'égard du cas auquel je donne-rois à quelqu'un une *rescription* pour recevoir de mon débiteur à qui elle est adressée, une somme dont je veux lui faire donation, il n'est pas douteux qu'en ce cas il n'y a qu'un seul mandat dont je charge celui à qui ma *res-*

D d

scription est adressée, & qu'on ne peut supposer un second mandat entre celui à qui j'ai donné la *rescription* & moi, par lequel je le chargeois de recevoir cette somme; car des qu'on suppose que je lui donne la *rescription* pour qu'il garde la somme à titre de donation, il a seul intérêt de la recevoir, je n'ai plus aucun incérêt qu'il la reçoive; or, comme nous l'avons déjà dit, il n'y a point de mandat d'une chose qui ne concernoit que le seul intérêt du mandataire, *si tuâ tantum gratiâ tibi mandavi, supervacuum est mandatum, & ob id nulla ex eo obligatio nascitur.* L. 2. ff. Mand.

Observez que la donation que j'entends lui faire en lui donnant une *rescription*, n'est parfaite que par le paiement qui lui en est fait: jusques-là je puis changer de volonté & donner des ordres contraires à celui à qui la *rescription* est adressée.

Il y a une espèce de *rescription* qu'on appelle *lettre de crédit*, par laquelle un marchand ou banquier mande à son correspondant dans un autre lieu de compter à la personne dénommée dans la lettre, l'argent dont il témoigne avoir besoin.

On donne ces sortes de lettres de crédit à des personnes qui voyagent, pour qu'elles n'aient pas la peine de porter trop d'argent avec elles. Ces lettres sont quelquefois illimitées, quelquefois limitées à une certaine somme.

Elles ne contiennent qu'un seul mandat, par lequel celui qui a écrit la lettre, charge celui à qui elle est adressée, de compter la somme à la personne dénommée.

Le porteur de la lettre n'est point censé se charger de recevoir; il n'use de la lettre que selon son besoin & autant que bon lui semble; & il ne con-

traite d'obligation qu'en recevant l'argent, qui est l'obligation du contrat de prêt, qui se fait par la numération qui lui est faite de l'argent. (P.O.)

RÉSERVE, f. f., *Jurispr.*, signifie en général exception, restriction, au moyen de laquelle une chose n'est pas comprise, soit dans la loi, ou dans un jugement ou autre acte.

La *réserve des bénéfices* ou *réserve apostolique*, est une faculté que le pape prétend avoir de retenir à sa collation les bénéfices qu'il veut, au préjudice des collateurs ordinaires.

Les *réserve*s apostoliques, telles que nous les avons définies, ne sont qu'une suite des mandats, dont on voit l'origine sous le mot MANDAT. Une fois que les collateurs ordinaires furent soumis aux grâces expectatives par lettres exécutoires, rien ne s'opposa plus à l'établissement des *réserve*s, parce que c'est à-peu-près la même chose que d'obliger un collateur de conférer à une telle personne, tel bénéfice qui viendra à vaquer; ou se réserver à soi le soin de cette collation. La différence n'est sensible que quand, au lieu d'un mandat ou d'une *réserve* spéciale de tel & tel bénéfice en particulier, on se réserve la collation d'un certain nombre de bénéfices en général, ou de tous généralement en certains cas, comme fit Clément IV. pour la première fois. Ce pape qui fut élevé au pontificat l'an 1265, après avoir établi d'une manière très-expresse, que la disposition de tous les bénéfices appartient au pape, lui réserva tous les bénéfices qui viendroient à vaquer en cour de Rome.

Cette *réserve* déplut aux collateurs; on la restreignit à un mois dans le concile général de Lyon, tenu l'an 1274, d'où a été tiré le chap. *statutum eod. tit. in 6°*. C'est-à-dire que ce concile or-

donna, que si le pape ne conféroit pas les bénéfices vacans *in curia*, dans le mois de la vacance, les collateurs ordinaires pourroient les conférer.

Boniface VIII. & Clément V. renouvellèrent cette réserve absolue des bénéfices vacans *in curia*. *extrav. comm. c. pia* 1. c. 3. *de prebend.*

Le pape Jean XXII. poussa les choses plus avant par sa constitution *execrabilis*. Il se réserva la collation de tous les bénéfices dont seroient obligés de se démettre ceux qui seroient pourvus d'autres bénéfices incompatibles.

Benoît XII. successeur de Jean XXII. autorisé par tous ces exemples, singulièrement par la doctrine de Clément IV. dans la décrétale rapportée, se réserva, *in cap. ad regimen*. 12. *de preb. in extrav. commun.* non seulement la provision de tous les bénéfices qui vauqueroient *in curia*, mais aussi de tous ceux qui viendroient à vaquer par la privation des bénéficiers, ou par leur translation à d'autres bénéfices; de tous ceux qui seroient remis entre les mains du pape, de tous les bénéfices des cardinaux, légats, nonces, trésoriers des terres de l'église romaine, & des clercs qui allant à Rome pour affaires, mourroient, soit en allant, ou en revenant, ou à environ deux journées de cette cour : & enfin de tous les bénéfices qui vauqueroient à cause que leur possesseur en auroit reçu quelqu'autre.

Cette réserve extraordinaire de Benoît XII. qui eut lieu d'abord en France, parce que les papes de ce tems-là étoient François & résidoient à Avignon, se fortifia pendant le grand schisme d'occident. Le concile de Constance n'y put remédier. Martin V. déclara seulement les collateurs exempts des expectatives ou mandats pendant quatre mois : d'où vient la règle *de mensibus*.

Cette règle ne contenta pas les collateurs, parce qu'elle ne les délieroit point du joug exorbitant des mandats & réserves; on les abolit donc au concile de Bâle dans les termes les plus précis : *Ipsas omnes reservationes tam generales quam speciales, sive particulares, de quibuscumque ecclesiis & beneficiis, quibus tam per electionem, quam collationem, aut aliam dispositionem, provideri solet, sive per extravagantes ad regimen, & execrabiles, sive per regulas cancellarie, aut alias apostolicas constitutiones introductas, hac sancta synodus abolet, statuens ut de cetero nequaquam fiant: reservationibus in corpore juris expressè clausis, & his quas in terris Romana ecclesia ratione directi seu utilit dominii mediati vel immediati subiectis, fieri contigerit, dumtaxat exceptis sess. 23. cap. 6.*

Ce règlement n'ayant jamais été adopté à Rome, l'usage des réserves s'y est toujours conservé; on n'y a exempté que les réserves spéciales & mentales, les mandats & autres grâces, concernant les bénéfices à vaquer *ad vacatitram*, abolis expressément par le décret du concile de Trente.

Ne croyant pas qu'il y ait transgression à ce concile, ni à aucun autre, par la réservation au pape des provisions des bénéfices, quand ils seront vacans : *cum per hoc non inducitur votum captanda mortis.*

Or sans entrer ici sur cette matière dans un détail qui nous est étranger, il nous suffira de rapporter les neuf premières règles de chancellerie, où l'on voit clairement les bénéfices dont on prétend à Rome que la disposition appartient privativement au pape, quand ils viennent à vaquer, autrement que par résignation, pour deux raisons principales : 1°. Parce que le pape est com-

me ordinaire des ordinaires, le maître de toutes les églises, de tous les bénéfices du monde chrétien. 2°. Par un principe de bien public, pour éviter d'une part les abus & les symonies des élections & collations; & de l'autre, pour avoir le moyen de donner aux ecclésiastiques pauvres une subsistance honnête, & aux personnes de mérite ou d'une haute naissance, les bénéfices dont les fonctions n'en demandent pas d'autres. C'est ce qui se trouve exprimé dans la 9°. règle, & rappelé par Simoneta, en son *Traité des réserves*, q. 3. C. 2. de *privileg. in* 6°.

Ce canoniste dit qu'Alexandre VI. fut le premier auteur des réservations mentales, condamnées par le concile de Trente. Il y a, dit-il, trois sortes de *réserve*, celles dont on vient de parler, les générales & les spéciales.

Les premières sont telles, quand le pape marque dans une bulle ou bref qu'il veut disposer d'un tel bénéfice en faveur d'une personne qu'il ne nomme point. On dit aussi qu'un bénéfice est réservé au pape d'une manière tacite, par la voie de l'affectation, *affectatione*.

Les *réserve*s générales sont ainsi appellées; ou parce qu'elles s'étendent sur tous les bénéfices d'un tel pays, ou parce qu'elles sont établies par une disposition générale qui fait le droit commun.

Quant aux *réserve*s spéciales, elles sont telles, soit à cause du lieu du bénéfice, ou de la personne particulière en faveur de qui elle est faite.

Celles-ci, disent les canonistes, sont odieuses, si elles ne sont accordées par le pape, *motu proprio*. Il en est autrement des *réserve*s générales établies par les deux motifs exprimés: c'est aussi de ces dernières prises dans le dernier sens, (que le concile de Trente paroît

n'avoir point abolies) dont il s'agit uniquement dans les neuf premières règles de la chancellerie.

C'est encore la méthode de plusieurs canonistes de distinguer quatre sortes de *réserve*s, respectivement aux lieux, aux personnes, au bénéfice & au tems, *ratione loci, persona, beneficii & temporis*.

La première de ces *réserve*s, *ratione loci*, comprend particulièrement les bénéfices vacans *in curiâ*; c'est la seule *réserve* qu'on appelle *in corpore juris clausa*, parce qu'elle se trouve dans l'ancien livre des *décrétales*. Les autres ne sont établies que par les extravagantes & par les règles de chancellerie.

La seconde *réserve*, *ratione persona*, regarde les personnes de qui le pape s'est voulu réserver les bénéfices, comme de ses familiers & de ceux des cardinaux, & autres officiers de cour de Rome, qui se trouveroient absents de ladite cour.

La troisième, *ratione qualitatis beneficii*. Lorsque les bénéfices sont si importants, que soit pour éviter les brigues ou les abus de l'élection, soit pour ne les conférer qu'à des gens d'un mérite distingué, le pape a voulu s'en réserver la collation.

La quatrième *réserve*, *ratione temporis*, est celle par laquelle les papes ont ôté aux ordinaires la disposition des bénéfices en certain tems de l'année, prenant pour eux les deux tiers ou en se réservant la collation alternative.

REGULA I. Reservationes generales & speciales. *In primis fecit easdem reservationes, que in constitutione sel. record. Benedicti Papæ XII. quæ incipit ad regimen, continentur. & illas innovavit, ac locum habere voluit, etiam si officiales in eadem constitutione expressi, apostolicæ Sedis officiales ante obitum eorum esse de-*

fuerint quoad beneficia que tempore quo officiales erant, obtinebant. Declarans nihilominus, beneficia que dicta Sedis officiales, qui ratione officiorum suorum hujusmodi ejusd. Sedis notarii erant, etiam dimissis ipsis officiis, & quandocumque afsecuti fuerint, sub hujusmodi reservationibus comprehendendi. Ac reservavit beneficia que per constitutionem, pie me. Joannis Papæ XXII. que incipit, execrabilis, vacant, vel vacare contigerit. Quam constitutionem, & reservationem S. S. tam ad beneficia obtenta, quam ad alia quecumque, de quibus ordinarii, collatores contra concilii Tridentini decreta disposuerunt, & disposuit in futurum, extendit & ampliavit. Et ea etiam beneficia dispositioni sue reservavit, de quibus per dictos ordinarios, aut alios collatores contra ejusdem concilii decretorum formam dispositum fuerit.

Cette première règle a pour objet, 1°. la réserve déjà faite par le pape Jean XXII. dans l'extravagante *ad regimen*, dont nous avons parlé ci-dessus, à quoi la règle ajoute, que cette réserve aura lieu sur les bénéfices des officiers du pape, quand même ceux-ci seroient décédés hors du service du pape, pourvu qu'ils n'aient obtenu leurs bénéfices qu'à raison de leur office auprès du siège apostolique.

2°. La même règle contient encore la réserve du même pape Jean XXII. en l'extravagante *execrabilis*, dont on voit les dispositions sous le mot INCOMPATIBILITÉ.

3°. Enfin, cette règle réserve au pape la collation de tous les bénéfices conférés contre la teneur des décrets du concile de Trente, ce qui est une sorte de réserve spéciale, parce qu'elle n'a lieu que dans ces cas particuliers. 1°. Si un bénéfice à charge d'âme, est donné à quelqu'un qui n'ait pas atteint l'âge de

vingt-cinq ans contre le décret du concile : in cap. 3. *sess.* 7. *de resor.* 2°. Si les bénéfices qui exigent dans ceux qui en sont pourvus, certains ordres ou certaines qualités particulières, sont conférés à ceux qui n'ont point ces ordres ou ces qualités contre le décret du concile : in cap. 4. *sess.* 22. *de ref.* 3°. Si un bénéfice, même simple, est conféré à celui qui n'a pas la tonsure à l'âge de 14 ans, contre le décret du concile, in cap. 6. *sess.* 23. *de ref.*

4°. Si les offices ou dignités qu'on appelle de *scholarie*, sont conférés à des gens qui ne soient point gradués contre le décret du concile in cap. 18. *vers. de cetero. sess.* 23. *de ref.*

5°. Si un bénéfice-cure est conféré à celui qui n'a pas atteint l'âge de 25 ans, & n'a pas la science nécessaire pour remplir les fonctions ; ou si l'archidiaconat est conféré à quiconque n'est pas gradué ; ou si une dignité, un canonicat ou autre bénéfice, qui demandent dans les chapitres un certain ordre, sont conférés à une personne qui n'ait pas au moins l'âge pour pouvoir recevoir cet ordre dans l'année de la provision contre le décret du concile. in cap. 12. *sess.* 24. *de ref.*

6°. Si la prébende de pénitencerie est conférée à quelqu'un qui ne soit pas maître ou docteur, ou licentié en théologie, ou en droit canon, & âgé de quarante ans, contre le décret du concile : in cap. 8. *sess.* 24. *de ref.*

7°. Si l'on confère à un bâtard un bénéfice dans une église où son pere possède actuellement, ou a possédé quelque bénéfice ecclésiastique contre le décret du concile. in cap. 15. *sess.* 25. *de ref.*

REG. II. Extensio reservationis beneficiorum per ailectionem pacificam vacaturorum. Item, ne de beneficiis ec-

eclesiasticis, præsertim curam animarum habentibus, seu alias personalem residuum requiruntibus, diu pro tempore vacant, apostolica auctoritate provisi seu providendi, ante illorum affectionem aliam cum eisdem incompatibilia beneficia ecclesiastica per eos tunc obtenta, in fraudem reservationis sue resignant seu dimittant. Voluit, decrevit & declaravit, quod si in posterum, quibusvis personis de aliquibus beneficiis ecclesiasticis tunc vacantibus, seu vacaturis, per sanctitatem suam, aut ejus auctoritatem provideri ipsosque provisos seu providendos; intra vacationis & provisionis, seu affectionis eorumdem beneficiorum tempora, quæcumque alia cum illis incompatibilia beneficia ecclesiastica secularia, vel quorumvis ordinis, ac etiam hospitalium regularia per eos tunc obtenta, nulla speciali & expressa de eisdem provisionibus prædictis facta mentione, simpliciter vel causa permutationis, ac alias quomodolibet, siue in sanctitatis sue vel alterius Romani Pont. pro tempore existentis, aut legatorum, vel nuntiorum dictæ Sedis, siue ordinariarum, vel aliorum collatorum quorumcumque manibus resignare seu dimittere, aut juribus sibi in illis vel ad illa competentibus cedere contigerit, omnes & singule concessionis, collationes, provisiones, & quævis alia dispositiones de beneficiis seu juribus sic resignandis, dimittendis, & cedendis pro tempore faciente, cum inde secutus quibuscunque, cassæ & irritæ, nulliusque roboris vel momenti existant, nec cuiquam suffragentur, sed beneficia & iura ut præfertur resignata, dimissa & cessu eo ipso vacent, & vacare, ac sub reservatione prædicta, quam S. S. etiam quo ad hoc extendit, & ampliavit comprehensa censentur. Ita quod de illis per alium quam eundem S. vel pro tempore existentem Romanum pontificem nullatenus disponi possit, in omnibus & per omnia, pe-

rinde ac si per pacificam affectionem beneficiorum aliorum huiusmodi verè & rectè vacavissent. Decernens irritum, &c. attentari.

Cette règle n'est proprement qu'une extension ou une explication de la précédente au chef de la réserve en la constitution *execrabilis*. Elle veut que si entre le tems de la vacance & celui de la provision, le pourvu s'est démis de quelque bénéfice incompatible avec celui dont il est pourvu, & qu'il n'en soit pas fait mention dans les provisions du nouveau bénéfice qu'il reçoit, la réserve des bénéfices incompatibles ainsi résignés, en soit acquise au pape. Cette règle qui a pour auteur le pape Grégoire XV. avoit déjà été publiée par Paul V. l'an 1609, par une constitution; *incip. sanctissimus in Christo Pater*, que Garcias rapporte tout au long en son *Traité des bénéfices*, part. II. chap. §. m. 64.

REG. III. Reservatio cathedralium ecclesiarum, & monasteriorum, ac de tempore vacationis episcopatum vacantium beneficiorum. Item, reservavit generaliter omnes ecclesias patriarchales, primatiales, archiepiscopales, episcopales, nec non omnia monasteria virorum, valorem annuum ducentorum florenorum auri communis estimatione excedentia, nunc quomodocunque vacantia, & in posterum vacatura. Et voluit, quod excessum huiusmodi in litteris exprimat. Ac etiam reservavit dignitates & beneficia omnia, ad collationem, presentationem, electionem, & quancunque aliam dispositionem patriarcharum, primatum, archiepiscoporum, episcoporum, abbatum, ac aliorum quorumcumque collatorum & collatricum, secularium & regularium, quomodolibet (non tamen ad collationem curatio, vel alia, aut etiam ad alterius presentationem, vel electionem pertinentia,) quæ præ illorum obitum, aut eccles-

farum, seu monasteriorum, vel aliarum dignitatum suarum dimissionem, seu amissionem, vel privationem, seu transfusionem, vel alias quomodocumque vacaverint, usque ad provisionem successorum ad easdem ecclesias, aut monasteria, vel dignitates apostolica auctoritate faciendam, & adeptam ab eisdem successoribus pacificam illorum possessionem quomodocumque vacaverint, & vacabunt in futurum.

Par cette règle, le pape se réserve la disposition de trois sortes de bénéfices : 1°. des églises patriarcales, appellées aussi primatiales in cap. 1. dist. 99. des églises archiépiscopales & épiscopales, dont l'élection appartenait de droit commun au chapitre & aux chanoines. Cap. cum ecclesia sit trina 3. de cons. pos. & prop.

2°. Des monastères, c'est-à-dire, suivant l'interprétation de Mandosa, in reg. 26. q. 3. n. 9. vers. *adventam tamen*. Des abbayes d'hommes, & non de filles, qui ont juridiction comme épiscopale.

3°. De tous les bénéfices qui viennent à vaquer après la mort des évêques & de tous autres collateurs inférieurs jusqu'à la paisible possession de leurs successeurs ; en sorte que tous les bénéfices vacans dans cet intervalle, tombent dans la réserve du pape, & leur collation n'appartient point aux successeurs comme autrefois. *Glos. in cap. cum olim 14. de major. & obed.* Mais cette réserve ne s'étend point aux bénéfices dont la collation n'appartient pas aux collateurs défunts d'une manière libre, & dépend de l'élection ou présentation de quelqu'autre *Gonzal. super reg. 8. glos. 45. n. 10.*

REG. IV. *Reservatio dignitatum, nec non suorum, & S. R. E. cardinalium familiarium, beneficiorum. Item reservavit generaliter dispositioni sine omnes dignitates majores post pontificales, &*

cathedralibus, etiam metropolitani, & patriarchalibus, nec non valorem decem florenorum auri communi estimatione excedentes, principales, in collegiatis ecclesiis. Reservavit etiam prioratus, praeposituras, praepositum, ac alias dignitates conventuales, & perceptorias generales ordinum quorumcumque (sed non militarium.) Ac quaecumque beneficia, quae sui, etiam dum cardinalatus fungebatur honore existentes, ac S. R. E. viventium nunc, & qui erunt suo tempore cardinalium, familiares continui commensales obtinent, & in posterum obtinebunt, eorum familiaritate durante, ac in quibus, seu ad quae jus eis competit, aut competierit, etiam si ab ipsa familiaritate per obitum cardinalium eorumdem, vel alius recejserint. Declarans dignitates, quae in cathedralibus etiam metropolitani, post pontificales non majores existunt, quae ex apostolica sedis indulgentia, vel ordinaria auctoritate, aut consuetudine praescripta, vel alias quovis modo, in collegiatis ecclesiis principalem preminentiam habere noscuntur, sub reservatione praedicta comprehendere debere.

Cette quatrième règle réserve, 1°. les premières dignités après celles des évêques, & qui se distinguent non par la dénomination, mais par les prérogatives & la coutume, qui sont différentes dans les divers pays, suivant les décisions de la Rote & la Glose, in cap. de liberatione 4. verb. *electionis*, de officio legati. in 6°. Mais telle qu'elle soit, il faut, au terme de la règle, que leurs revenus excèdent la valeur de 10 florins d'or commun.

2°. Les principales dignités dans les collégiales, ce qui s'entend communément des premières qui sont dans ces églises, ou même suivant les derniers termes de la règle, d'une dignité étrangère qui auroit cette prérogative.

3°. Cette règle réserve encore au pape les dignités principales des monastères qui ne sont point régis par des abbés, mais seulement par des prieurs & autres préposés, qui ne sont point révoquables, ce qui signifie proprement les prieurs; la précédente règle ayant déjà réservé les abbayes, celle-ci excepte les dignités ou prieurés, des ordres militaires, comme de S. Jacques de Spata, de Calatrava, & de Saint Jean de Jérusalem.

4°. Les bénéfices des familiers & commensaux du pape ou des cardinaux, quand ils les ont obtenus pendant le tems de leur familiarité ou service, quelque court qu'il ait été.

REG. V. Reservatio beneficiorum collectorum & subcollectorum. *Item, reservavit generaliter omnia, & singula beneficia ecclesiastica quorumcumque collectorum, & unicorum in quacunque civitate, vel diocesi, qui suo tempore officia exercuerint, subcollectorum fructuum, & proventuum camere apostolice debitorum, illa videlicet beneficia dumtaxat, que durante eorum officio obtinebant, & in quibus, seu ad que jam tunc eis compete-
bat.*

La cinquième règle réserve les bénéfices de tous les collecteurs des revenus appartenans à la chambre apostolique; ce qui n'en exclut aucuns; quorumcumque. La règle veut seulement que la réserve n'ait lieu, à l'égard des sous-collecteurs, que quand ils seront seuls préposés à leurs fonctions dans une ville ou dans un diocèse, & unicorum: & enfin elle ordonne que la règle s'entende des bénéfices dont étoient pourvus ces officiers, ou sur lesquels ils avoient des droits pendant l'exercice de leur office, durante eorum officio. C. solita 6. in fin. de maj. & obed. Ros. decis. 11. de prob. in antiqua.

REG. VI. Reservatio beneficiorum curialium, dum curia transfertur. *Item, reservavit omnia & singula beneficia ecclesiastica, quorumcumque curialium, quos dum curia Romana de loco ad locum transfertur, eam sequendo decedere contigerit, in quovis loco, quantumcumque etiam à dicta curia remoto.*

Cette règle réserve les bénéfices de tous les bénéficiers quelconques qui meurent à la suite de la cour de Rome, quand elle passe d'un lieu à un autre; ce qui ayant fait douter que dans ce cas on ne dût entendre par la cour de Rome le lieu où les affaires s'expédient plutôt qu'au lieu où le pape Clément VIII. a décidé par une constitution particulière que cette règle avoit lieu pour les bénéfices des curiaux décédés, tant en l'un que l'autre endroit: in urbe, & ubi est papa. Extrav. ex debito §. h. jusinodi de elect. Et le chap. précédent 34. §. fin. de prob. in 6°. servent beaucoup à l'intelligence de cette règle.

REG. VII. Reservatio beneficiorum cubiculariorum & curiorum. *Item, reservavit generaliter idem. D. N. papa dispositioni sue, omnia beneficia cubiculariorum, etiam honoris nuncupatorum, ac cursorum suorum. Declarans, in predecessorum suorum Romanorum pontificum constitutionibus & regulis reservatoriis beneficiorum cubiculariorum, etiam cubicularios honoris nuncupatos, etiam à die earum editionis & publicationis intelligi & comprehendi, ac comprehensis fuisse & esse. Irritum, &c. attentari decernens.*

Les officiers dont parle cette règle, peuvent être compris dans un sens étendu sous la règle quatrième; mais parce qu'ils méritent quelque distinction, on a voulu faire une règle particulière pour eux. On distingue à Rome les camériers publics & les camériers secrets: les

les premiers sont ceux dont les fonctions s'exercent dans la chancellerie, les autres sont les leurs auprès de la personne du pape. Leurs bénéfices avoient déjà été réservés par une constitution de Paul III. Garcias, *de benef. part. 5. cap. 1. n. 398.*

Les courtiers sont des especes d'huissiers-clercs, dont on se sert à Rome, pour intimer aux cardinaux les consistoires, les chapelles; &c. On ne les confond pas avec d'autres courtiers inférieurs, qu'on appelle *Mandatarii consilis. de Paul. 5.*

REG. VIII. *Reservatio beneficiorum ecclesiarum S. Joann. Lateranen. & S. Petri, ac B. Mariæ majoris de Urbe, & beneficiorum titularum cardin. à curia absentium. Item, reservavit dispositioni sue generaliter, quoscunque canonicatus & præbendas, ac dignitates, personatum, & officia in S. Joannis Lateranen. & principis apostolorum, ac B. Mariæ majoris de urbe ecclesiis, nec non ad collationem, provisionem, & præsentationem, seu quavis aliam dispositionem S. R. E. cardinalium à Rom. Cur. absentium ratione suorum episcopatum, cardinalatum, ac ipsorum cardinalium titularum, & diaconiarum spectantia, quando absentia sua duraverit, canonicatus & præbendas, dignitates, personatus, administrationes, & officia, ceteraque beneficia ecclesiastica, cum cura & sine cura vacantia, & in autem vacantia, tum in eadem Urbe quàm in ecclesiis civitatibus, & diocesis dictorum episcopatum consistens. Ac decrevit irritum, &c.*

Les canonistes disent que cette réserve n'étoit pas nécessaire, puisque le pape, comme évêque de Rome, a la disposition naturelle de tous les bénéfices qui sont dans la ville & son diocèse; mais Gonzales répond que cette précaution va au-devant de toutes les difficultés

qu'auroient pu former les archiprêtres & autres prélats inférieurs; & qu'à l'égard des bénéfices de la collation des six cardinaux évêques, la réserve a été introduite dans leur absence pour les porter à résider dans Rome, où leur présence est nécessaire au pape & à toute l'église.

REG. IX. *Reservatio mensinum apostolicorum, & de alternativa pro episcopis residentibus.* Cette règle des mois fut imaginée par le pape Martin V. adoptée, étendue & affirmée par ses successeurs. Elle porte que tous les bénéfices ecclésiastiques, séculiers ou réguliers, avec charge d'âmes, ou sans charge d'âmes, qui vaqueront en quelque lieu, & de quelque manière que ce soit, dans les mois de Janvier, de Février, d'Avril, de Mai, de Juillet, d'Août, d'Octobre & de Novembre, seront réservés à la disposition du pape: la règle n'excepte que les bénéfices qui vauent par la résignation, ceux qui sont à la disposition de la sainte église romaine, & ceux dont la disposition est réglée par des concordats particuliers, passés entre le saint siége & les différentes nations.

La règle porte au surplus que tous ceux qui impétreront les bénéfices dont elle réserve la disposition au pape, seront tenus de faire mention expresse dans leurs suppliques, du mois dans lequel la vacance est arrivée, sous peine de nullité des provisions accordées, etiam motu proprio, sur des suppliques où manqueroit cette expression: voici les propres termes de la règle. *Item cupiens idem D. N. papa, pauperibus clericis & aliis benemeritis personis providere, omnia beneficia ecclesiastica, cum cura & sine cura, secularia & quorumvis ordinum regularia, qualitercunque qualificata, & ubicunque existentia, in singulis Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Ju-*

lii, Augusti, Octobris & Novembris mensibus usque ad sue voluntatis beneplacitum, extra Romanam curiam aliam quam per resignationem quocunque modo vacatura ad collationem, provisionem, presentationem, electionem & quamvis aliam dispositionem, quorumcunque collatorum & collatricum, secularium & quorumvis ordinum regularium; non tamen S. R. E. cardinalium aut aliorum sub concordatis inter sedem apostolicam & quoscunque alios initis, & per eos qui illa acceptare & observare debuerant; acceptatis & observatis qualesedere non intendit, comprehensorum quomodolibet pertinentia dispositionis sue generaliter reservavit, volens in supplicationibus seu concessionibus gratiarum que de dictis beneficiis tunc vacantibus, etiam motu proprio fierent de mense in quo vacaverint dispositivè mentionem fieri, alioquin gratias nullas esse ac consuetudines etiam immemorabiles optandi majores, & pinguioribus præbendis, nec non privilegia etiam in limine erectionis concessa & indulta apostolica circa ea, ac etiam disponendi de hujusmodi beneficiis, aut quod illa sub hujusmodi reservationibus nunquam comprehendantur, etiam cum quibusvis derogatoriis derogatoriis & fortioribus efficacioribus & insolitis clausulis, nec non irritantibus, & aliis decretis, quorum tenores pro expressis haberi & latissime extendi voluit quibusvis personis & collegiis cujuscunque dignitatis, status, gradus, ordinis & conditionis existentibus, quomodolibet concessa, adversus reservationem hujusmodi minime suffragari.

Cette règle n'a été proprement suivie d'une manière stable, que depuis le pontificat de Léon X. Avant ce tems, elle n'avoit lieu que pour cinq ans. Si le pape qui l'avoit établie venoit à mourir dans le cours des cinq ans, elle cessoit d'avoir lieu; il falloit pour repren-

dre vigueur, qu'elle fût expressément renouvelée par le nouveau pape: il en étoit de même après l'expiration des cinq ans; le pape avoit la liberté de l'établir de nouveau, ou de reprendre l'usage des mandats de *providendo*, des grâces expectatives & des préventions.

Le préjudice que cette règle, dans l'état présent où elle est, porte aux droits des collateurs ordinaires, l'a fait regarder par les canonistes, même ultramontains, comme contraire au droit commun, d'où ces canonistes ont conclu, 1°. que, quand il y a lieu de douter, si un bénéfice a vacqué dans un des mois de l'ordinaire, ou dans un mois apostolique, & qu'il y a deux pourvus, l'un par le pape, & l'autre par le collateur ordinaire, la présomption doit être en faveur de celui qui est en possession; & que si aucun des deux n'a pris possession, le pourvu de l'ordinaire mérite la préférence, par la raison qu'il a pour lui le droit commun. Gonzal. *ad hanc reg. §. 6. ordinal. gloss. 11.*

2°. Les clauses de la règle doivent être interprétées dans le sens le plus favorable à l'ordinaire; delà, quoique la règle porte que la réserve aura lieu au profit du pape, usque ad sue voluntatis beneplacitum, elle cesse par la mort du pape: les ordinaires rentrent dans l'exercice de leurs droits, & confèrent librement en tous mois de l'année, les bénéfices de leur collation, pendant la vacance du saint siège; & jusqu'à ce qu'un nouveau pape ait renouvelé la règle.

Quoique encore, la clause qui exprime la qualité des bénéfices, dont le pape a intention de disposer pendant les huit mois qu'il se réserve, exprime clairement toute sorte de bénéfices séculiers, réguliers, électifs, collatifs, à charge d'âmes & sans charge d'âmes; toute-

fois en vertu de la maxime que la regle est contraire au droit commun, on a cru pouvoir en excepter, 1°. les dignités qui ne sont pas censées comprises dans les bulles & rescrits de cour de Rome, ni dans les regles de chancellerie, si elles n'y sont exprimées d'une maniere particuliere; & avec les qualités qui leur sont propres. Van-Espen, *jur. eccles. univer. part. 2. tit. 23. cap. 5.*

3°. Les bénéfices en patronage laïc ou mixte : *In favorabilibus*, dit Gonzales, 18. *glos. ad reg. de mensibus*, n. 12. *potius est attendenda qualitas laicalis, ne laicum propter clericum perdat suum privilegium; hoc enim aequum est, quod in re individua non patiaturs quis præjudicium ratione societatis, qua illi cum altero communis est.*

Garcius, *de benef. part. 5. cap. 1. n. 57.* nous apprend qu'en Espagne, les bénéfices qui sont en patronage même ecclésiastique, sont exempts de la regle de *mensibus*; sur quoi Van-Espen, *loc. cit. n. 27.* dit, *hæc consuetudo Hispania à Belgica non omnino discrepat.*

4°. A l'égard des cures & des bénéfices simples, on ne peut par aucune interprétation favorable, les exempter de la regle; cependant il est bien des diocèses dans les pays d'obédience, où l'exception de ces bénéfices a lieu. Des auteurs ont prétendu que le concile de Trente, *sess. 24. c. 18. de ref.* avoit aboli toute réserve pour les cures; & Antonius Faber, *de fin. 11. lib. 1. tit. 2. n. 2.* dit que la regle des mois n'a pas lieu pour les bénéfices simples; parce que les provisions de cour de Rome en couteroient trop, eu égard à la modicité des revenus.

Les mois, soit du pape, soit de l'ordinaire, commencent à minuit du mois précédent, & finissent à pareille heure du mois suivant. L'horloge publique

ou commune sert à cet égard de regle : le premier coup de cette horloge à l'heure de minuit donne cours au nouveau mois : *Media nox incipit à primo pulsu horologii illum hora media incipit.* S'il n'y a point d'horloge, on a recours au témoignage des gens expérimentés au cours des étoiles, au chant du coq.

Les collateurs ordinaires qui sont grevés par la réserve des huit mois, jouissent dans leurs quatre mois de toute liberté. Ils n'ont point à craindre la prévention : ils ont même six mois pour conférer, en vertu du décret du concile de Latran.

Voilà pour la regle appelée de *mensibus*. Innocent VIII. dans la vue de favoriser la résidence des évêques, apporta à cette même regle une sorte d'exception, qui ayant été réduite aussi en regle, n'en a plus fait qu'une avec l'autre : c'est toujours la huitième regle de chancellerie; & elle est appelée *Regula de mensibus & alternativa*. Par cette exception, ou plutôt par la dernière partie de cette regle, le pape accorde aux patriarches, archevêques & évêques qui s'acquittent du devoir de la résidence, la faculté de disposer librement de tous les bénéfices de leur collation qui vacheront dans les mois de Février, d'Avril, de Juin, d'Août, d'Octobre & de Décembre, à l'alternative des autres mois avec le pape, d'où vient qu'on appelle cette regle la regle de l'alternative : en voici les propres termes.

Insuper sanctitas sua ad gratificandum patriarchis, archiepiscopis & episcopis, intenta ipsis, quandiu apud ecclesias aut dioceses suas, verè ac perso. aliter residerint, dumtaxat, de omnibus & quibuscunque beneficiis ecclesiasticis, cum cura & sine cura, secularibus & regularibus, ad liberam ipsorum dumtaxat, non autem aliorum, cum eis dispositionem seu
E c 2

præsentationem vel electionem, nec etiam cum consilio vel consensu seu interventu capitulorum vel aliorum, aut alias pertinentibus, quæ in antea in mensibus Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris & Decembris, extra curiam ipsam vacare contigerit, dummodo alius dispositioni apostolica reservata vel affecta non fuerint, liberè disponendi facultatem concessit ac etiam voluit, ut si ipsi in collatione aut alia dispositione beneficiorum in aliis sex mensibus videlicet, Januarii, Martii, Julii, Septembris & Novembris vacaturum, quæ etiam dispositioni suæ ut præfertur reservavit, seu etiam aliorum dispositioni suæ & dictæ Sedis, aliis quomodolibet reservatorum vel affectorum sese intromiserint, quominus provisiones & gratia sanctitatis suæ de illis debitum effectum consequantur in impedimentum, quomodocumque prælitterint, nisi & beneficio prædictæ facultatis, eo ipso privati existant, ac collationes & alia dispositiones de beneficiis, illius pretextu deinceps faciendæ, nullius sint roboris vel momenti: illi vero qui gratiam alternativæ prædictæ acceptare voluerint, acceptationem hujusmodi per patentes litteras nunc propria subscriptas, suæque sigillo munitas, & in sua quisque civitate vel diocesi datas declarare, & litteras ipsas huc ad Aularium sanctitatis suæ transmittere teneantur, quibus ab eo receptis & recognitis, nunc demum & non antea, uti incipiant gratia prædicta, decernens sic in prædictis omnibus per quoscunque, &c. judicari debere, ac irritum, &c. attentari.

La disposition de cette regle est sans doute favorable, en ce qu'elle restreint la réserve des mois; puisqu'au lieu de huit mois, le pape n'en a plus que six: cependant, quelqu'étendue que soit l'interprétation qu'on lui peut donner en faveur du droit commun, on ne sau-

roit dire, contre le texte même de la regle, que d'autres que les patriarches, archevêques & évêques jouissent de la grace qu'elle accorde, quoiqu'ils aient district, territoire & juridiction, comme épiscopale. Gonzales dit que les chapitres des cathédrales, *Sede vacante*, les abbés & autres qui ont juridiction comme épiscopale, jouissoient autrefois de l'alternative; mais que la lettre de la regle les a fait priver de ce droit. La grace que le pape accorde par cette regle, est si personnelle aux prélats qui y sont nommés, que s'ils n'avoient pas la collation libre des bénéfices, ils seroient obligés de s'en tenir aux quatre mois de la regle de Martin V. *ad liberam durtaxat*, &c. Mais si un évêque consécroit par tour à un bénéfice, l'alternative pourroit avoir lieu pour les mois de tour.

L'évêque qui ayant la collation libre des bénéfices de son diocèse, se détermine pour l'alternative, doit manifester sa volonté par un acte authentique, signé de sa main & de son sceau. Il doit publier cet acte dans son diocèse, & le remettre ensuite à l'officier dactaire du pape, qui, après l'avoir reçu, l'enregistre; & ce n'est que du jour de cet enregistrement que l'alternative a lieu. La formule d'acceptation est rapportée dans le *Traité de Perard Cattel*.

Les évêques ne sont pas obligés d'accepter l'alternative, parce qu'on la regarde comme une grace qui leur est simplement offerte; mais quand un évêque a fait son acceptation, il ne lui est plus permis d'y renoncer pour s'en tenir à la disposition de la regle des mois. L'acceptation de l'alternative forme un engagement réciproque entre le pape & l'évêque, qui ne peut être rompu que du consentement de l'un & de l'autre:

ce qui n'empêche pas que cette même acceptation ne loit personnelle à l'évêque, qu'elle n'expire par sa mort, & même par sa démission.

La résidence est la condition essentielle de l'alternative *quandiu apud ecclesias*, &c.

Sur cela, il s'est élevé bien des contestations parmi les ultramontains : quelques-uns d'entr'eux ont cru pouvoir les terminer par le moyen de ces quatre regles. 1°. Si l'acceptation est faite dans un mois apostolique, l'effet de l'alternative n'aura lieu que le mois suivant; *secus, si in mense ordinarii*. C'est à l'évêque à faire son acceptation dans le tems qu'il jugera lui être plus avantageux.

2°. Les mois d'Avril & d'Octobre devenus une fois apostoliques par l'absence de l'évêque, restent toujours tels ; quoique l'évêque revienne dans les mêmes mois résider dans son diocèse.

La raison de cette regle est que les évêques ont gagné ces deux mois par l'alternative. S'ils n'en remplissent pas la condition par la résidence, ils sont censés y renoncer ; & le pape est fondé à reprendre l'exercice de ses premiers droits.

3°. Il n'en est pas de même des mois de Février & d'Août, quoique l'évêque se soit absenté pendant ces mois, le pape n'a de droit que pendant son absence ; s'il revient, ces mois cessent d'être apostoliques. La raison de la différence vient de ce que Février & Août ont été donnés par forme d'échange avec Mars & Septembre, que l'évêque ne pourra jamais avoir par le moyen de l'alternative.

4°. Les mois de Juin & de Décembre ne sont jamais apostoliques, quand même l'évêque ne résideroit jamais. La raison de cette regle est que, comme le

pape a conservé, malgré l'alternative, la moitié de ses huit mois de *réserve* ordinaire, savoir, Janvier, Mai, Juillet & Novembre, il est juste que l'évêque jouisse, sans altération, de la moitié de ses quatre, savoir, de Juin & de Décembre, que ni la *réserve*, ni l'alternative n'ont pu faire apostoliques.

Les cardinaux évêques ne sont point sujets à la *réserve* des mois du pape, ni par conséquent à l'alternative, *reg. ead.*

Les regles de huit mois & de l'alternative ne s'étendent qu'aux vacances par mort, & n'empêchent pas les ordinaires d'admettre les démissions pures & simples ; mais ils ne peuvent conférer sur ces démissions, dans tous les mois de l'année. *Mém. du Clergé, tom. X. p. 1176. & suiv.*

Il y a encore deux ou trois regles qui traitent de la même matiere des *réerves*. La onzieme en fait une de tous les bénéfices qui se trouvoient affectés aux papes prédécesseurs, au tems de leur décès. Ce qui n'est qu'un renouvellement de l'extravagante *ad Romanam*. 14. *de præbend. & dignit.*

La quinzieme regle porte révocation générale des facultés accordées par les papes prédécesseurs, de conférer les bénéfices réservés ou affectés au saint siege, par quel motif & en quelle forme qu'elles aient été expédiées, même par le vicaire perpétuel desdits papes, dont les fondions d'ailleurs ne cessent point à leur mort : cette regle n'excepte de sa disposition que les cardinaux.

La regle 18 ordonne que si un bénéfice réservé pour cause de mariage, la *réserve* ne porte que sur la vacance même du mariage, & qu'elle n'ait pas lieu, si le mariage ne s'en est point ensuivi, à la différence de la *réserve*, par cause d'incompatibilité, ou par la profession religieuse ; dans lequel cas la *réserve* peut

être accompagnée de la clause *vel alias quovis modo*.

On trouve encore bien des *réerves* particulières dans les nouvelles constitutions des papes, telles que celles des bénéfices conférés à des hérétiques, schismatiques, symoniacques, violateurs de séquestres, rebelles, intrus, &c. Mais nous avons bien assez parlé des plus générales.

La *réserve des dépens, dommages & intérêts*, c'est lorsque le juge, en rendant quelque jugement préparatoire ou interlocutoire, remet à faire droit sur les dépens, dommages & intérêts, après qu'on aura fait quelque instruction plus ample. v. DÉPENS.

La *réserve à faire droit*, c'est lorsque le juge, en rendant un jugement, remet à faire droit sur le fond ou sur quelque branche de l'affaire, après qu'on aura fait quelque instruction qui doit précéder.

La *réserve des servitudes*, est la clause par laquelle, en vendant une maison ou autre héritage, le vendeur se réserve les servitudes & droits qu'il a sur cet héritage, soit pour lui personnellement, soit pour l'utilité de quelqu'autre héritage à lui appartenant, & voisin de celui qu'il vend.

La *réserve d'usufruit*, est lorsqu'en vendant ou donnant la propriété d'un bien meuble ou immeuble, on en retient à son profit l'usufruit. v. USUFRUIT.

RÉSERVES, *Droit public d'Allemagne, reservata cesarea*. C'est ainsi qu'on nomme dans le droit public germanique les prérogatives réservées à l'empereur seul, & qu'il ne partage point avec les Etats de l'empire. v. EMPEREUR. Ces *réerves* sont presque toujours disputées, & ne valent qu'autant que celui qui les prétend, a le pouvoir de les

faire valoir. On distingue ces *réerves* en ecclésiastiques & en politiques. Parmi les premières, on compte le droit de présenter aux premiers bénéfices vacans après l'avènement au trône; ce droit s'appelle *jus primariarum precum*, le droit de protéger l'église romaine, le droit de convoquer le concile. Parmi les *réerves* politiques on compte le droit de légitimer les bâtards; le droit de réhabiliter, *fama restitutio*; le droit d'accorder des dispenses d'âge & des privilèges; le droit de relever du serment; le pouvoir d'accorder le droit de citoyen, *jus civitatis*; d'accorder des foires, *jus mundinarum*; l'inspection générale sur les postes & sur les grands chemins; le droit d'établir des académies; le droit de conférer des titres & des dignités, & même de faire des rois; cependant l'empereur ne peut élever personne au rang des Etats de l'empire, sans le consentement des autres Etats; le droit d'établir des tribunaux dans l'empire; le droit de faire la guerre dans une nécessité pressante; enfin le droit d'envoyer & de recevoir des ambassadeurs au nom de l'empire. v. EMPEREUR.

RÉSIDENCE, f. f., *Jurispr.*, est la demeure fixe que quelqu'un a dans un lieu.

On ne reçoit pour caution qu'une personne résidente, c'est-à-dire résidente & domiciliée dans le lieu.

Tous les officiers & employés sont naturellement obligés à *résidence* dans le lieu où se fait l'exercice de leur office ou emploi, du moins lorsqu'il exige un service continu ou assidu; cependant cette obligation n'est pas remplie bien exactement par la plupart des officiers.

La *résidence* est un devoir non moins indispensable pour les bénéficiers. Dans les premiers siècles de l'église, tous les

clercs demeuroient attachés à leur titre : ils ne pouvoient le quitter , & encore moins passer d'un diocèse à un autre sans la permission de leur évêque , sous peine d'excommunication contr'eux & même contre l'évêque qui les recevoit.

Depuis que l'on fit des ordinations sans titre , les clercs qui étoient ainsi ordonnés se crurent dispensés de résider dans le lieu de leur ordination.

La pluralité des bénéfices s'étant ensuite introduite , les bénéficiers auxquels on a permis de posséder à la fois plusieurs bénéfices , se sont trouvés dans l'impossibilité de remplir par - tout l'obligation de la *résidence* ; on en a même vu qui ne résidoient dans aucun de leurs bénéfices , s'occupant de toute autre chose que des devoirs de leur état.

C'est da - là que le concile d'Antioche en 347 défendit aux évêques d'aller à la cour sans le consentement & les lettres des évêques de la province , & principalement du métropolitain.

Le concile de Sardique défendit aux évêques de s'absenter de leurs églises plus de trois ans sans grande nécessité , & ordonna à tous les évêques d'observer leurs confrères , quand ils passeroient dans leur diocèse , & de s'informer du sujet de leur voyage , pour juger s'ils devoient communiquer avec eux & souscrire aux lettres de congé qu'ils portoient.

Alexandre III. en 1179 condamna à la *résidence* tous les bénéficiers à charge d'âmes ; on ajouta depuis les dignités , canonicats & autres charges dans une église. La *résidence* n'ayant pas été ordonnée aux autres bénéficiers nommément , ils s'en crurent dispensés.

Ce fut sur - tout pendant le tems des croisades qu'il y eut le plus d'abus en ce genre , on permettoit aux clercs de recevoir sans résider les fruits de leur bé-

néficé pendant un tems considérable , comme de trois ans.

Les voyages de Rome qui étoient alors fréquens pour solliciter des procès ou des grâces , furent encore des occasions de se soustraire à la *résidence*.

La translation du saint siege à Avignon y donna encore bien plus lieu , les cardinaux & les papes eux - mêmes donnant l'exemple de non - *résidence*.

Les papes ne firent point difficulté d'accorder des dispenses de résider , même de donner des indulgences pour en dispenser à perpétuité , avec faculté néanmoins de recevoir toujours les fruits du bénéfice.

Le motif de ces *dispenses* fut que ceux auxquels on les accordoit , servoient l'église ou le public aussi utilement , quoique absens du lieu de leur bénéfice ; ce fut par le même principe que l'on accorda une semblable *dispense* aux ecclésiastiques de la chapelle du roi & aux officiers des parlemens ; mais l'édit de Melun ordonna que les chantres de la chapelle du roi , après qu'ils seroient hors de quartier , seroient tenus d'aller desservir en personne les prébendes & autres bénéfices sujets à *résidence* dont ils auront été pourvus , qu'autrement ils seront privés des fruits de leurs prébendes & bénéfices sujets à *résidence*.

Le concile de Trente ne permet aux évêques de s'absenter de leur diocèse que pour l'une de ces quatre causes , *christiana charitas , urgens necessitas , debita obedientia , evidens ecclesie vel reipublice utilitas*. Il veut que la cause soit approuvée par écrit & certifiée par le pape ou par le métropolitain , ou en son absence par le plus ancien évêque de la province. Le concile leur enjoint particulièrement de se trouver en leurs églises au tems de l'Avant , du carême , des

fêtes de Noël, Pâque, Pentecôte & de la Fête - Dieu, à peine d'être privés des fruits de leur bénéfice à proportion du tems qu'ils auront été absens.

On agita alors si l'obligation de résider étoit de droit divin, comme quelques auteurs l'ont soutenu; les avis furent partagés, & l'on se contenta d'ordonner la *résidence*, sans déclarer si elle étoit de droit divin ou seulement de droit ecclésiastique.

Ce règlement fut adopté par le concile de Bourdeaux en 1583.

Il est encore dit par le concile de Trente que les évêques qui, sans cause légitime, seront absens de leur diocèse six mois de suite, perdront la quatrième partie de leurs revenus; que s'ils persistent à ne point résider, le métropolitain ou le plus ancien suffragant, si cela regarde le métropolitain, en avertira le pape qui peut pourvoir à l'évêché.

Le concile de Rouen, tenu en 1581, ordonne aux chapitres des cathédrales d'observer le tems que leur évêque est absent de son diocèse & d'en écrire au métropolitain; ou si le siège métropolitain est vacant, au plus ancien évêque de la province ou au concile provincial.

Pour les curés & autres bénéficiers ayant charge d'âmes, le concile de Trente leur défend de s'absenter de leur église, si ce n'est avec la permission par écrit de l'évêque; & en ce cas, ils doivent commettre à leur place un vicaire capable & approuvé par l'évêque diocésain, auquel ils assigneront un entretien honnête. Le concile défend aussi aux évêques d'accorder ces dispenses pour plus de deux mois, à moins qu'il n'y ait des causes graves; & il permet aux évêques de procéder par toutes sortes de voies canoniques, même par la privation des fruits contre les curés ab-

sens qui, après avoir été cités, ne résideront pas.

Quant aux chanoines, le concile de Trente leur défend de s'absenter plus de trois mois en toute l'année, sous peine de perdre la première année la moitié des fruits, & la seconde la totalité.

RÉSIDENT, f. m., *Droit des gens*. Le terme de *résident* ne se rapportoit autrefois qu'à la continuité du séjour d'un ministre; & l'on voit dans l'histoire, des ambassadeurs ordinaires désignés par le titre seul de *résidents*: mais depuis que l'usage des différens ordres de ministres s'est généralement établi, le nom de *résident* est demeuré à des ministres d'un troisième ordre, au caractère desquels on attache, par un usage généralement reçu, un moindre degré de considération. Le *résident* ne remplit pas la personne du prince dans sa dignité, mais seulement dans ses affaires. Au fonds, sa représentation est de la même nature que celle de l'envoyé: c'est pourquoi on le dit souvent ministre du second ordre, comme l'envoyé; ne distinguant ainsi que deux ordres de ministres publics, les ambassadeurs, qui ont le caractère représentatif par excellence, & tous les ministres, qui ne sont pas revêtus de ce caractère éminent: c'est la distinction la plus nécessaire & la seule essentielle.

Les *résidents* ont de commun avec les ambassadeurs qu'ils sont aussi sous la protection du droit des gens. v. AMBASADEUR. (D.F.)

RÉSIGNABLE, adj., *Jurispr.*, se dit d'un bénéfice ou office qui peut être *résigné*. v. RÉSIGNATION.

RÉSIGNANT, f. m., *Jurispr.*, est celui qui se démet en faveur d'un autre de quelque office ou bénéfice. v. BÉNÉFICE, OFFICE, RÉSIGNATION, RÉSIGNATAIRE.

RÉSIGNATAIRE.

RÉSIGNATAIRE, f. m., *Jurisp.*, est celui au profit duquel on a résigné un bénéfice ou un office. v. BÉNÉFICE, & RÉSIGNATION.

RÉSIGNATION, f. f., *Droit Canon.* Par la *résignation*, nous entendons ici un acte par lequel un bénéficiaire renonce à son bénéfice, ou purement & simplement entre les mains du supérieur, ou en faveur d'une personne à qui il veut que son bénéfice parvienne.

La *résignation* pure & simple se fait, ou tacitement, ou expressement; nous parlons de ces deux sortes de *résignation* ou renonciation tacite ou expresse, sous le mot DÉMISSION.

La *résignation* en faveur d'une certaine personne, se fait toujours d'une manière expresse; elle se fait avec réserve de pension, ou réciproquement pour cause de permutation, ou enfin sans réserve de pension & sans permutation de bénéfices: c'est de cette dernière espèce de *résignation* dont il s'agit uniquement ici.

Les principes que nous allons établir, sont liés les uns avec les autres, de telle sorte qu'on ne les doit jamais perdre de vue, en traitant des matières de *résignation*, soit pures & simples, soit en faveur ou pour cause de permutation. La raison est qu'il s'agit toujours dans le fond, de la renonciation à un bénéfice, quoique la forme de cette renonciation ne soit pas toujours la même.

On définit donc la *résignation* en faveur, un acte par lequel un titulaire se démet de son bénéfice entre les mains du supérieur, à la charge qu'il le confèrera à la personne qu'on lui marque. Il paroît clairement par cette définition, que la *résignation* en faveur est un acte purement conditionnel, dont l'effet dépend de l'accomplissement de la condition. D'où vient qu'elle est aussi appelée conditionnelle.

TOME XII.

C'est une chose attestée par tous les canonistes, que jusqu'au quatorzième siècle, l'on n'a point connu les *résignations in favorem*, proprement dites: d'où vient qu'il n'est parlé dans les décrétales, le sexte & les élémentines, *tit. de renunc.* que des *résignations* pures & simples, c'est-à-dire, des démissions.

S'il on voit dans les douzième & treizième siècles des exemples de bénéficiaires pourvus à la recommandation du dernier titulaire, c'étoit de la part des collateurs une pure déférence, semblable à celle qu'on avoit autrefois pour le choix ou la désignation que faisoient de leur successeur, de saints évêques, dont on respectoit les intentions. Ou, comme l'observe le pere Thomassin, pour purger plus facilement l'église des crimes de symonie & d'incestueuse, dont le débordement étoit presque universel dans ces siècles; les papes & les évêques se déterminoient assez aisément à conférer les bénéfices, dont les titulaires coupables de ces crimes se démettoient à ceux qu'ils propoisoient, pourvu qu'ils fussent d'ailleurs de bons sujets.

Mais quoique tout cela ne gênât point la liberté des collateurs, qui pouvoient conférer valablement les bénéfices à d'autres, qu'aux recommandés (ainsi que le prouvent tous ces canons, qui défendoient alors si fortement aux ecclésiastiques de transmettre, soit à leurs neveux, soit à d'autres, leurs bénéfices, comme par droit de succession héréditaire;) cette complaisance des collateurs préparoit les voies à la *résignation* en faveur, devenue depuis si commune, quoique très-oppoée à la pureté des règles.

On remarque que jusqu'au milieu du XVI^e siècle, toute *résignation* étoit encore pure & simple dans sa forme.

FF

Dumoulin en parle dans son *Commentaire* des regles de chancellerie, écrit vers l'an 1550, comme de l'abus le plus condamnable. Il l'oppose à la simple démission, & dit que celle-ci est honnête, légitime & permise par toute sorte de droit, tandis que la *résignation* en faveur est défendue, odieuse, & symoniacque.

Une *résignation* est une espece de convention, en vertu de laquelle il se forme un engagement entre le résignant & le régnataire. Ce n'est pourtant point un contrat ; on la compare ordinairement à une donation. Or, comme c'est un caractère essentiel à toutes les conventions, & particulièrement aux donations, que les personnes qui les font, soient capables de contracter, il s'ensuit que la *résignation* est vicieuse, si celui qui la fait, n'a pas la capacité requise, soit par les défauts d'âge, de raison, de liberté ou autrement.

Les imbécilles & furieux sont incapables de résigner leurs bénéfices, parce qu'ils n'ont point l'usage de leur raison.

Les *résignations* extorquées des bénéficiers même majeurs, par dol, fraude ou violence, sont également nulles, non par défaut de raison de la part du résignant, mais par défaut de liberté, causé, soit par la violence ou la crainte majeure, soit par les suggestions frauduleuses, sur-tout de la part d'une personne qui auroit un certain empire sur son état.

Sur la question, si les coupables de crimes peuvent résigner, on tient communément aujourd'hui qu'ils le peuvent même pendant l'appel, ou dans les cinq ans de la contumace. On n'excepte que le cas où le crime étant du nombre de ceux qui font vaquer le bénéfice de plein droit, la *résignation* seroit postérieure à l'assignation d'un dévolutaire.

On peut résigner un bénéfice en litige; les ultramontains disent que cela ne se peut faire qu'en faveur du collatigant; mais en France, où l'on ne s'en est pas à cet égard le *ch. si hi contra quos*, on estime que cette *résignation* peut se faire en faveur d'autres que des parties en procès, parce qu'elle n'est pour ainsi dire que conditionnelle, *ad eventum litis*.

Au reste, c'est à celui qui prétend que le résignant n'étoit pas vrai titulaire, à le prouver : ce qui n'est pas souvent facile à faire, sur-tout si le résignant est possesseur depuis long-tems, ou s'il est décédé.

Un séculier pourvu en commendable libre d'un bénéfice régulier, peut le résigner, soit en règle, en faveur d'un religieux de l'ordre dont dépend le bénéfice, soit en commendé, en faveur d'un séculier; mais le possesseur d'un bénéfice régulier en commendé décrété, ne peut le résigner qu'en faveur de personnes capables de posséder le bénéfice, c'est-à-dire, en faveur des religieux de l'ordre, dont le bénéfice dépend ; il ne peut résigner en ce cas à un séculier, qu'en faisant une expresse mention du décret irritant de retour en règle, & sous le bon plaisir du pape, lequel est alors collateur volontaire, au lieu que dans les trois cas précédens, il est collateur forcé : & comme tel, le refus qu'il seroit d'admettre les *résignations* ou d'accorder les provisions, vaudroit titre.

De droit commun, tout bénéficié peut résigner son bénéfice, si aucune loi particulière ne le lui défend. Les religieux même sont au cas de cette règle.

Les cures de l'ordre de Malthe ne peuvent être résignées sans le consentement de l'ordre, ou du moins du commandeur qui en a le patronage.

La promotion aux prélatures fait vaquer de plein droit les bénéfices du pro-

mu. Ce promu ne peut donc point les résigner après la promotion. Il y a à cet égard une règle de chancellerie. Mais cette règle n'a jamais été reçue en France : on y tient que tout bénéficiaire qui est nommé par le roi à une prélature, quelle qu'elle soit, peut librement, ou abdiquer purement & simplement, ou résigner en faveur tous les bénéfices qu'il possède, & qui sont de nature à pouvoir être résignés. Il ne perd cette faculté que du jour de sa promotion, & même après cette promotion la *résignation* seroit valable, si elle étoit faite avant que le droit fût acquis à un tiers : ce qui s'applique pareillement au cas où un pourvu de deux bénéfices incompatibles résigne celui dont il a été pourvu le premier, après le tems qui lui est accordé pour opter. La provision qui seroit donnée sur cette *résignation*, ne seroit nulle que dans le cas où le collateur ordinaire en auroit disposé avant l'admission de la *résignation*, ou qu'il auroit déjà été impétré par un dévolutaire en règle.

Depuis que les *résignations* en faveur ont cessé d'être si odieuses, il y a fort peu de bénéfices dont les titulaires ne puissent disposer par cette voie.

Il faut tenir pour règle générale que tous ceux qui sont incapables d'obtenir des bénéfices, ne peuvent recevoir des *résignations* de quelque nature qu'elles soient.

Il est établi sous le mot DÉMISSION, qu'on ne sauroit se démettre d'un bénéfice sans l'autorité d'un supérieur. Quand on s'en démet par une *résignation* en faveur, le pape seul peut l'admettre, & il l'admet, non en considération de la clause *non alias, nec alio modo*; mais ensuite de l'humble suppliche qu'on lui présente.

Mais ce principe qui sert à prouver

que le résignataire tire droit du collateur & non du résignant, n'est pas reçu hors d'Italie pour la conséquence. Le pape est à cet égard collateur forcé, comme en vacance par mort; il suffit que le résignataire soit capable de posséder le bénéfice résigné, pour qu'il soit au cas de la règle, *dote retentue, grace accordée*.

De droit commun, les légats même *à l'itère*, ne peuvent recevoir les *résignations* en faveur; mais rien n'empêche que le pape ne leur en donne les pouvoirs. On ne doute point que l'évêque ne puisse admettre les *résignations* en faveur qui ont pour fin, non l'intérêt d'un particulier, mais le bien de l'église, comme dans un cas d'union ou de permutation.

Lorsqu'il s'agit d'union, l'évêque peut par le droit naturel de sa juridiction, non seulement admettre les *résignations* en faveur, si les bénéfices qu'il est question d'unir, sont à sa collation, mais il peut ordonner que ces *résignations* seront admises par ceux à qui la disposition en appartient; & même donner son consentement, & autoriser la création d'une pension, à l'effet de dédommager le résignant; en vain on eût donné à l'évêque le pouvoir de faire des unions, si on lui avoit ôté la faculté de faire & d'exécuter ce qui est requis pour ces unions.

Il est surprenant qu'à l'égard des *résignations* pour cause de permutation, où les choses ne se sont pas présentement avec la même connoissance de cause & les mêmes formalités, les évêques, & même les simples collateurs puissent & soient encore nécessités à les admettre. Cela fait penser à plusieurs auteurs que le pape admet seul les *résignations* en faveur, moins parce que lui seul peut effacer la symonie dont elles peuvent être infectées, que parce que

l'usage & la possession lui ont attribué ce droit comme plusieurs autres, en matière de bénéfices.

Une *résignation* faite entre les mains d'un supérieur qui n'auroit pas le pouvoir de l'admettre, seroit nulle; & si le résignataire prenoit possession du bénéfice, & dépossédoit son résignant, ce bénéfice seroit vacant, & pourroit être conféré par le collateur ordinaire, ou impétré par un dévolutaire. Le bénéfice vaqueroit aussi de même, si la *résignation* étant nulle par d'autres raisons, le résignataire dépossédoit le résignant.

Depuis que les *résignations* en faveur sont tellement en usage, qu'on ne pense plus à les regarder comme contraires aux bonnes règles, on a toujours empêché que l'abus ne devint plus grand, par toutes les formalités ennemies de la simonie & de la fraude.

Le premier acte est la *procuracion ad resignandum*, dont la forme, soit pour les témoins, la minute, l'insinuation, l'envoi, & pour d'autres objets, est rigoureusement prescrite sous peine de nullité.

La *procuracion* étant faite suivant les formalités requises, on l'envoie à Rome par le ministère d'un banquier, après l'avoir faite insinuer.

L'envoi de la *procuracion* est suivi des provisions.

Quand il plaît au résignant de révoquer la *procuracion ad resignandum*, il le peut, pourvu qu'elle n'ait pas été admise. Cette admission se fait nécessairement à Rome le jour de l'arrivée du courier.

Le pape, comme collateur forcé sur les *résignations*, ainsi que dans les autres impétrations où il ne s'agit pas d'obtenir des dispenses, est obligé de conférer le bénéfice résigné au résignataire, suivant les clauses de la *procu-*

ration ad resignandum, par l'effet de celle-ci, *nec alias, nec aliter, nec alio modo*.

Les provisions envoyées de Rome sont certifiées & délivrées par le banquier, au résignataire, & selon qu'elles sont expédiées, ou en forme gracieuse, ou *in forma dignum*, ce dernier prend possession du bénéfice résigné, on demande à l'évêque le *vifa* avant que de la prendre.

Si le résignant se laisse déposséder, tout est alors consommé, & il n'y a lieu au regès, que dans les cas dont il est parlé sous le mot REGÈS; & si dans ce cas même, la *résignation* étoit nulle, il y auroit lieu au dévolut. v. REGÈS.

Lorsque la *résignation* a été admise à Rome, & qu'elle a été acceptée par le résignataire, quoiqu'il n'ait point dépossédé le résignant par une prise de possession, le résignant est dépouillé de son titre, & nous avons vu que le résignataire peut résigner le bénéfice, lequel vaqueroit par la mort de ce dernier, s'il ne résignoit point, & que son décès arrivât du vivant même du résignant. (D. M.)

Dans le droit féodal, un acte de *résignation* fait pour parvenir à une admission future, qui perfectionne & confirme le transport par *résignation*, est plutôt une manifestation de la volonté du résignant qu'un transport de la possession. Car jusqu'à l'admission de celui qui doit jouir, le seigneur traite le résignant comme son vassal qui, jusqu'à ce moment, reçoit les revenus de la terre, & lui rend les services féodaux. Cependant le droit de possession n'est pas absolument en lui, mais *sub modo*; car il ne peut du moment qu'il a fait son acte de *résignation*, disposer de sa terre en faveur de qui que ce soit, ni

la gréver d'aucune charge nouvelle. Le régnataire cependant n'est pas encore revêtu d'aucun droit de possession. De sorte que si avant l'admission, il exerceoit quel'un des droits de possession, il seroit dans le cas d'être puni. S'il s'avisoit, par exemple, de faire lui-même un autre acte de *résignation* de ce même bien, cet acte ne seroit d'aucune valeur, & lui-même perdrait, *ipso facto*, toute prétention à l'admission. Cependant comme l'acte de *résignation* rend l'admission possible, il est de son intérêt que cette admission soit achevée, attendu qu'en le retardant c'est se priver soi-même des avantages de la *résignation*. De manière que dans le cas où le seigneur refuseroit de l'admettre dans la possession, ce seigneur s'y verroit forcé par un ordre ou *mandamus* de la chancellerie. Le résignant ne peut non plus rien changer à sa *résignation* ni revenir contre pour la faire annuler, attendu l'irrévocabilité établie de cet acte : à moins pourtant qu'il n'y soit stipulé que la *résignation* sera à la volonté du résignant. (R.)

RÉSILIATION, f. f., ou RÉSILIMENT, f. m., *Jur.*, acte par lequel, d'un mutuel consentement, on annule un autre acte, pendant que les choses sont encore entières. Suivant cette définition, la *résiliation* diffère de la *résolution* qui est la cassation ou l'anéantissement d'un acte exécuté en partie.

RÉSOLUTION, f. f., *Jurisp.*, signifie quelquefois *decision* d'une question, quelquefois le parti ou la délibération que prend une compagnie ou une personne seule.

Résolution de contrat, est la même chose que *dissolution* ou rescision ; c'est l'anéantissement d'une convention. La loi 35 au digeste de *reg. juris*, porte que la *résolution* d'une convention se fait par les mêmes principes qui l'ont for-

mée. v. CONTRAT, CONVENTION, RESCISION, RESTITUTION *en entier*.

RÉSOLUTOIRE, adj., *Jurisp.*, se dit de ce qui a la vertu de résoudre quelque acte, comme un pacte ou une clause *résolutoire*. v. RÉSOLUTION, CLAUSE, &c.

On peut distinguer deux clauses *résolutoires*, les unes résolvent le contrat dès son commencement, & le font considérer comme n'ayant jamais existé. Les autres ne résolvent le contrat que pour l'avenir, parce qu'il étoit parfait en soi & qu'il pouvoit subsister. Les premières peuvent provenir ou de la qualité des personnes, ou de la nature & condition de la chose, ou parce que l'obligation a été contractée par force & par violence. Les secondes naissent de l'exécution des clauses insérées dans l'acte.

Résolutoire s'entend aussi d'une clause par laquelle les parties conviennent qu'un acte sera résolu si une des parties contractantes n'exécute pas ce à quoi elle s'est obligée. v. CLAUSE.

RESPECT, f. m., *Morale*, égards que la crainte, ou les conventions de la société, ou notre devoir, nous obligent d'avoir pour nos supérieurs, ou pour les personnes qui exercent sur nous une autorité bien ou mal fondée. Si la supériorité du rang suivoit toujours celle du mérite, ou qu'on n'eût pas prescrit des marques extérieures de *respect*, son objet seroit personnel, comme celui de l'estime ; & il a dû l'être originairement, de quelque nature qu'ait été le mérite de mode. Mais, comme quelques hommes n'eurent pour mérite, que le crédit de se maintenir dans les places que leurs ayeux avoient honorées, il ne fut plus dès-lors possible de confondre la personne dans le *respect* que les places exigeoient. Cette distinction,

tion se trouve aujourd'hui si vulgairement établie, qu'on voit des hommes réclamer quelquefois, pour leur rang, ce qu'ils n'oseroient prétendre pour eux-mêmes. Vous devez, dit-on humblement, du *respect* à ma place, à mon rang: on se rend assez de justice pour n'oser dire, à ma personne. Si la modestie fait tenir le même langage, elle ne l'a pas inventé; & elle n'auroit jamais dû adopter celui de l'avilissement.

La même réflexion fit comprendre que le *respect*, qui pouvoit se refuser à la personne, malgré l'élévation du rang, devoit s'accorder, malgré l'abaissement de l'Etat, à la supériorité du mérite; car le *respect*, en changeant d'objet dans l'application, n'a point changé de nature, & n'est dû qu'à la supériorité. Ainsi il y a depuis long-tems deux loites de *respect*; celui qu'on doit au mérite de celui qu'on rend aux places, à la naissance. Cette dernière espèce de *respect* n'est plus qu'une formule de paroles, ou de gestes, à laquelle les gens raisonnables se soumettent, & dont on ne cherche à s'affranchir que par sottise, & par un orgueil puéril.

Le vrai *respect* n'ayant pour objet que la vertu, il s'ensuit que ce n'est pas le tribut qu'on doit à l'esprit ou aux talents; on les loue, on les estime, c'est-à-dire, qu'on les prise: on va jusqu'à l'admiration; mais on ne leur doit point de *respect*, puisqu'ils pourroient ne pas sauver du mépris. On ne mépriseroit pas précisément ce qu'on admire; mais on pourroit mépriser, à certains égards, ce qu'on admire à d'autres. Cependant ce discernement est rare; tout ce qui faisoit l'imagination des hommes, ne leur permet pas une justice si exacte.

Un fils doit respecter son pere, même lorsqu'il est injuste. Un citoyen respecte les princes, les grands, les gens en

place, lors même qu'ils sont méchans, parce qu'il s'exposeroit par une sottise vanité aux effets de leurs ressentiments. Le *respect* étant mêlé de crainte, coute toujours beaucoup à l'amour propre des hommes, communément blessés ou gênés par la supériorité des autres. Si les signes du *respect* sont flatteurs pour celui qui les reçoit, parce qu'ils lui rappellent sa puissance & sa grandeur, ils déplaisent à celui qui les donne, parce qu'ils lui rappellent sa faiblesse & son infériorité. Voilà pourquoi rien de plus rare que des inférieurs sincèrement attachés à leurs supérieurs: ceux-ci sont communément sentir à leurs protégés toute la distance que mettent entr'eux le rang & la puissance.

On appelle *respect humain* la déférence qu'on doit aux jugemens du public: cette déférence ne doit s'étendre qu'aux modes généralement reçus, & aux usages généralement établis; mais elle ne doit plus avoir lieu, lorsqu'il est question de la façon de penser. La vertu est immuable & indépendante du caprice, des modes & des coutumes. Combien ne voit-on pas de gens, cependant, cacher par *respect humain* leur amour pour la vertu, & n'oser la pratiquer ouvertement, de peur du ridicule!

RESPECTIF, adj., *Jurispr.*, est ce qui se rapporte à chacun, comme des prétentions *respectives*, c'est-à-dire, que chacune des parties a des prétentions contre l'autre.

RESSÉANT, adj., *Jurispr.*, se dit de celui qui a une demeure fixe dans un lieu. Ainsi quand on demande une caution *resséante*, c'est demander une caution domiciliée dans le lieu. *v. CAUTION.*

RESSENTIMENT, *f. m.*, *Morale*, c'est ce mouvement d'indignation & de

colere qui s'élève en nous, qui y dure & qui nous porte à nous venger, ou sur le champ, ou dans la suite, d'une injustice ou d'un affront qu'on nous a fait. Le *ressentiment* est une passion que la nature a trouvé à propos de nous donner, pour que nous puissions vaquer plus furement à la conservation de nous-mêmes.

Le *ressentiment* étoit donc un moyen de se défendre & de repousser les injures dans l'état de nature; car c'est dans cet état seulement que la vengeance étoit permise, pourvu qu'elle n'allât pas au-delà des soins exigés pour la conservation de soi-même: mais dans la société civile, où nous avons remis les soins de notre conservation extérieure au conducteur de la nation, tout *ressentiment* est criminel, soit parce qu'il sentiroit la vengeance, indigne d'un être raisonnable, soit parce que nous empiéterions sur les droits que nous avons accordés nous-mêmes au souverain, chargé de la défense de tout citoyen.

Il ne faut pas cependant regarder tout *ressentiment* comme un crime; car n'étant pas maîtres des premières impressions que les objets excitent dans notre ame, v. PENSÉE, nous ne saurions réprimer le premier mouvement d'indignation & de colere que l'objet haïssable produit chez nous; mais ce mouvement innocent devient criminel, dès que nous prenons la résolution de nous venger nous-mêmes & de faire éclater notre *ressentiment*. (D. F.)

RESSORT, f. m., *Jurispr.*, est la subordination d'une justice inférieure envers une justice supérieure, à laquelle on porte les appels des jugemens de la première.

On entend aussi quelquefois par le terme de *ressort* une certaine étendue de territoire, dont les justices relevant par

appel à la justice supérieure de ce territoire.

Quelques-uns prennent le terme de *ressort* pour l'étendue de pays dans laquelle un juge ou autre officier public peut exercer les fonctions; mais ceci est le district que l'on ne doit pas confondre avec le *ressort*.

Un juge peut avoir son district & son *ressort*. Son district est le territoire qui est soumis immédiatement à sa juridiction; son *ressort* est le territoire qui ne lui est soumis que pour les appels. Le *ressort* est ordinairement plus étendu que le district, il peut cependant l'être moins, y ayant des justices assez considérables qui n'en ont point ou fort peu qui y ressortissent par appel.

Le ministère public, & même les particuliers qui se trouvent y avoir intérêt, peuvent se pourvoir en distraction de son *ressort*, lorsque par des lettres du prince ou par le fait de quelque particulier, on a donné atteinte au *ressort* de la juridiction; & par distraction de *ressort*, on entend souvent dans ce cas, non-seulement la diminution du *ressort* par appel, mais aussi celle du district ou juridiction immédiate.

Ressort se prend aussi quelquefois pour juridiction & pouvoir, comme quand on dit qu'un juge ne peut juger hors de son *ressort*.

Quelquefois enfin *ressort* est pris pour jugement, & par dernier *ressort* on entend un dernier jugement contre lequel il n'y a plus de voie d'appel. Les cours souveraines jugent en dernier *ressort*. Les présidiaux jugent aussi en dernier *ressort* les causes qui sont au premier chef de l'édit des présidiaux. Il y a encore d'autres juges, qui dans certains cas jugent en dernier *ressort*.

RESSORTISSANT, adj., *Jurispr.*, se dit d'un tribunal qui est dans le *res-*

ort d'un autre, c'est-à-dire, dont l'appel va à cet autre tribunal, qui est son supérieur. v. DISTRICT, JURISDICTION, RESSORT.

RESTITUTION, f.f. *Morale*, c'est l'acte de celui qui, sachant qu'il ne possède pas à juste titre un bien, le rend à celui qui en est le légitime propriétaire. C'est une des premières règles de la morale, que celle qui nous appelle à restituer. Si moi-même je ne regarde pas une possession comme légitime chez un autre, & que je juge que le bien qu'il possède dût m'être rendu, je dois juger de même de tout ce que je possède à titre non légitime. Le premier qui est appelé à restituer, c'est celui qui s'est mis en possession d'un bien qui ne lui appartenait pas, & dont il a dépouillé un autre. Auteur du mal, il est appelé à réparer tout le dommage causé par son injustice, non seulement en rendant ce qu'il a pris, mais encore en indemnifiant celui qu'il a dépouillé de tout ce qu'il a perdu par la privation qu'il lui a occasionnée.

Ce premier n'ayant aucun droit sur ce qu'il a ravi, de quelque manière qu'il s'en soit emparé, ne sauroit communiquer à un autre un droit qu'il n'avait pas; quelque don par conséquent que l'on m'en fasse, je ne saurois en être légitime possesseur, dès que je fais sous quel titre le possédoit celui qui s'est arrogé l'injuste droit de me le donner. Je suis donc tenu, tout comme le premier, à la *restitution* entière & complète, & de l'objet même, & de tout ce que son vrai propriétaire a perdu par cette privation pendant que j'en ai été en possession.

Celui qui a acheté ce qui avoit été ravi, sachant qu'il l'achetoit de celui qui n'avait pas le droit de le vendre, est tenu également à la *restitution*, sauf son

recours sur le vendeur; sans quoi il seroit le complice du ravisseur; mais si l'acheteur a acheté en bonne conscience, croyant que le vendeur étoit légitime propriétaire, n'est pas obligé à la *restitution*, qu'autant qu'on lui rembourse ce qu'il a payé; parce qu'il n'y a nulle justice à ce que moi acheteur je sois dépouillé de mon bien, plutôt que celui à qui on voudroit que je rendisse ce que j'ai acheté; pourquoi mériterois-je plutôt d'être volé que lui? Cependant comme l'acheteur pourroit bien être recleur, & qu'il importe d'arrêter les coups des vols en rendant difficile au voleur la vente de ses rapines, on oblige ordinairement l'acheteur à rendre, sans remboursement, ce qu'il a acheté d'un voleur, afin de le rendre plus attentif à ne pas acheter ce qu'on n'avait pas le droit de vendre.

En général dès que l'illégitimité de la possession est prouvée, la *restitution* devient nécessaire, & tout refus de restituer est une continuation du vol, & l'injuste possesseur est coupable de vol, aussi long-tems qu'il retient ce qu'il n'avait pas le droit de posséder. v. DROIT, PROPRIÉTÉ. (G. M.)

RESTITUTION, *Jurispr.*, signifie quelquefois l'action de rendre une chose à celui à qui elle appartient, comme la *restitution* des fruits que le possesseur de mauvaise foi est obligé de faire au véritable propriétaire. *Restitution* de deniers est lorsqu'on rend une somme que l'on a reçue pour prix d'une vente, cession ou autre acte.

Restitution signifie aussi quelquefois *rétablissement*, comme quand on dit restituer la mémoire d'un défunt en sa bonne fame & renommée.

La *restitution* en entier ou *rescision*; v. RESCISION.]

RESTRAINdre, v. act., *Jurispr.*, c'est

c'est resserrer, limiter, réduire quelque chose; *restringre* les conclusions, c'est retrancher une partie de ce que l'on avoit demandé ou que l'on pouvoit demander. Ou se *restraint* aussi à une certaine somme pour des dommages & intérêts, &c.

Il n'est pas seulement du devoir du juge d'expliquer la loi quand elle est obscure, il doit encore l'étendre ou la *restringre* dans les cas douteux. Mais quelles loix doivent être *restringées*? les loix pénales, les loix de faveur.

Suivant une maxime de droit, on doit étendre les clauses favorables, & *restringre* celles qui sont odieuses: *Favores sunt ampliandi, odia vera sunt restringenda.*

RESTRICTIF, adj., *Jurispr.*, est ce qui a pour objet de *restringre* quelque chose comme une clause restrictive, c'est-à-dire, qui *restraint* l'étendue d'une disposition.

RESTRICTION MENTALE, f. f., *Morale*. Voyez à la fin de l'article **MENSONGE**.

RESTRICTION, *Jurispr.*, est une clause qui limite l'effet de quelque disposition.

RÉTABLIR, v. act., *Jurispr.*, c'est remettre une personne ou une chose dans l'état où elle étoit auparavant. On rétablit dans ses fonctions un officier qui étoit interdit; on rétablit en sa bonne fame & renommée, un homme qui avoit été condamné injustement à quelque peine qui le notoit d'infamie; on rétablit en possession d'un héritage ou autre immeuble, quelqu'un qui avoit été dépouillé, soit par force ou autrement; on rétablit dans un compte un article qui avoit été rayé. v. **RÉTABLISSEMENT**.

RÉTABLISSEMENT, f. m., *Jurisprud.*, d'une partie ou article de recette, *Tome XII.*

dépense ou reprise dans un compte, est lorsque l'article qui avoit été rayé comme n'étant pas dû, est reformé, remis tel qu'il étoit couché & alloué.

RÉTENIR, v. act., *Jurispr.*, se dit lorsqu'un juge retient à lui la connoissance d'une cause, instance ou procès qu'il estime être de sa compétence; au lieu que quand il ne se croit pas en droit de *retenir* la cause, instance ou procès, il renvoie les parties devant les juges qui en doivent connoître, ou bien ordonne qu'elles se pourvoient, si c'est un juge qui lui soit supérieur.

RETENTION, *droit de*, f. f., *Jurispr.*, c'est le pouvoir qu'on a de garder ce que l'on doit à quelqu'un, jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ce qu'il nous doit lui-même. Ce terme est emprunté du droit romain, qui autorise la *retention* en plusieurs cas, où les choses dues de part & d'autre ne sont pas de même sorte.

On appelle encore *droit de retention*, la faculté accordée à la femme par son contrat de mariage, de *retenir*, en cas qu'elle survive, la jouissance des biens de son mari, jusqu'au remboursement effectif de sa dot & de toutes ses reprises matrimoniales.

Ce *droit de retention* est une stipulation très-ordinaire des contrats de mariage dans certains pays. (D. F.)

RETENTION, *Jurisprud.*, est l'action d'un juge qui retient à lui la connoissance d'une cause, instance ou procès. Voyez ci-devant **RÉTENIR**.

RETENUE, f. f., *Jurispr.*, signifie quelquefois ce que l'on déduit à quelqu'un sur un paiement qu'on lui fait; comme le dixième de *retenue* des gages des officiers.

On dit aussi *brevet de retenue*, pour exprimer la faculté qu'un prince donne à un officier ou à ses héritiers, de ré-

G g

péter du successeur à l'office une certaine somme, quoique l'office ne soit pas vénal.

Retenue signifie quelquefois le droit accordé au seigneur censitaire, de retenir l'héritage qui est dans sa censive, lorsqu'il a été rendu par le censitaire, en rendant à l'acquéreur le prix de la vente. *v. RÉTRAIT.*

RETENUE, *Morale*, est une modération dans les paroles & dans les actions. Cette modération est relative à la morale. Un homme qui parle avec décence, qui se garde de proférer des propos qui peuvent offenser la pudeur, ou même la délicatesse des ames bien nées; un autre qui, dans ses manières, ne se permet que ce que la décence, la modestie & la pudeur permettent, sont des hommes qui ont de la *retenue*. La *retenue* n'a pas la même étendue que la décence: une personne indécente peut avoir de la *retenue* dans certaines circonstances, dans certaines assemblées, où il se trouvera gêné, & ailleurs il donnera essor à son indécence. J'envisagerois la *retenue*, comme un acte de décence, dont l'exercice produit enfin une personne décente.

Le manque de *retenue* est donc un acte d'indécence, que la mode d'une ville ne sauroit canoniser, mais qui est plutôt la marque assurée de sa corruption. Les pères & mères ne sauroient trop veiller dès le bas âge sur leurs enfans, pour les habituer à la *retenue* dans leurs paroles & dans leurs actions; c'est par ce moyen qu'ils auront enfin le plaisir de voir de la décence dans leurs enfans, vertu très-recommandable dans la société. (D. F.)

RETRIRER ou *RETRAIRE*, *v. act.*, *Jurispr.*, signifie exercer l'action de retrait, pour avoir un bien que l'on a droit de reveniquer par cette voie. Voyez ci-après *RETRAIT*.

RETOUR, ou *droit de retour*, ou *reversion*, *f. m.*, *Jurispr.*, est un droit en vertu duquel les immeubles donnés retournent au donateur, quand le donataire meurt sans enfans,

Les loix romaines qui ont introduit le *droit de retour*, ont jugé équitable d'accorder ce foible dédommagement à des parens affligés de la mort de leurs enfans. Ces loix en donnent aussi une raison politique, celle d'engager des parens à se porter plus volontiers à l'établissement de leurs enfans. Conformément à ces loix, celui des père & mère ou autres ascendans qui a fait quelque avantage au défunt, reprend les biens qu'il lui a donnés, non-obstant toutes dispositions à titre gratuit ou onéreux que l'enfant auroit pu faire, & sans être obligé de reconnoître aucunes charges ou hypothèques de son chef. Ce *droit de retour* a moins de privilège parmi nous. On peut même le considérer comme un simple droit de succession. En pays coutumier, toutes les aliénations sont obstacle à la *reversion*; le donateur ne prend que les biens qui subsistent. Il est obligé de reconnoître les charges & hypothèques du chef du donataire, & de contribuer aux dettes de la succession à proportion de l'émolument. Cependant lorsque ce sont des propres réels qui ont été donnés, le donataire n'en peut disposer par testament que jusqu'à concurrence de ce que la coutume permet de donner.

On a demandé si la *reversion* de la chose donnée par l'ayeul à sa petite-fille, appartient à cet ayeul donateur, ou au père de la petite-fille décédée sans enfans. Si l'on consulte l'*Espirit des loix* romaines, & l'équité même qui demande que la libéralité retourne à celui qui l'a faite, l'effet donné par l'ayeul doit rentrer dans ses mains.

Ce droit est conventionnel ou légal.

Le *retour* conventionnel est celui qui est stipulé par la donation ; il peut avoir lieu au profit de toutes sortes de donateurs, parens ou étrangers, selon ce qui a été stipulé, l'étendue de ce droit dépendant en tout des termes de la convention.

Le *retour* légal est celui qui est établi par la loi, il a lieu dans les pays de droit & dans les pays coutumiers ; mais il s'y pratique diversément.

Ce droit est fondé sur les loix romaines. Il fut d'abord accordé au pere, pour la dot profectice, suivant la loi 6. ff. de jure dotium, & la loi 4. cod. soluto matrim. &c.

On l'accorda aussi ensuite au pere pour la donation faite à son fils en faveur de mariage, l. II. cod. de bonis que liberis.

Enfin, il fut accordé à la mere & à tous les ascendans paternels & maternels, par la loi derniere, cod. comm. nriusq. jud.

Il a été accordé aux ascendans donateurs par deux motifs également justes. L'un est, afin que l'ascendant ne souffre pas en même tems la perte de ses enfans & de ses biens. L'autre est la crainte de refroidir les libéralités des parens envers leurs enfans.

Retour de partage, somme ou rente que le co-partageant qui a le plus reçu, paye à celui qui a moins reçu, pour l'égaliser. v. PARTAGE.

Retour d'usufruit. *Reversion* d'usufruit que quelques coutumes accordent aux pere & mere. Ce *retour* a lieu en faveur de la mere ou du pere survivant, lorsqu'il se trouve dans la succession de leurs enfans précédés sans hoirs & sans freres & soeurs des immeubles acquis par lesdits pere & mere, & qui par le décès de l'un d'eux, étoient venus à leurs enfans.

Il a paru équitable de faire jouir, du moins en usufruit, les pere & mere des biens qui ne se trouvoient dans la succession de l'enfant que par leurs soins & travaux. Mais après le décès du pere ou de la mere, ces biens retournent aux plus proches héritiers de l'enfant duquel lesdits biens procèdent.

Comme cette jouissance est contraire au droit commun, elle n'a lieu que dans peu de pays.

RETRAIT, *droit de*, f. m., *Jurifprud.*, c'est le droit de prendre le marché d'un autre, & de se rendre acheteur à sa place. Il ne tend pas à rescinder & détruire le contrat, mais à subroger en tous les droits résultans du contrat, la personne du retrayant à celle de l'acheteur sur qui le *retrait* est exercé. Il y a trois especes principales de *retraits* ; le *lignager*, le *seigneurial* ou *féodal*, & le *conventionnel*.

1°. Le *droit de retrait lignager* est le droit que la loi accorde aux parens du vendeur d'un héritage, lorsqu'il est vendu à un étranger, & de s'en rendre acheteurs à sa place, & en conséquence de l'obliger à le leur délaisser, à la charge de le rembourser & indemniser du prix, & de tout ce qui lui en a coûté pour l'acquisition.

Il est appelé *retrait lignager*, parce que la loi l'accorde aux lignagers, c'est-à-dire, aux parens de la ligne ou famille dont l'héritage est advenu au vendeur.

Les auteurs sont partagés sur son origine ; les uns amateurs de la plus haute antiquité, la font remonter jusqu'à la loi de Moïse, suivant laquelle il y avoit deux sortes de *retrait*, dont l'objet étoit de conserver les biens dans la famille.

L'un étoit le droit général que chacun avoit au bout de cinquante ans de rentrer dans les biens de sa famille qui

G g 2.

avoient été aliénés, c'est ce qu'on appelle *le jubilé des Juifs*.

L'autre espèce de *retrait* étoit celui par lequel le parent le plus proche étoit préféré à l'acquéreur qui étoit parent plus éloigné, ou étranger à la famille. Avant de vendre sa terre à un étranger, il falloit l'offrir à un parent. Le vendeur lui-même pouvoit la retirer en rendant le prix.

D'autres croyent trouver la source du *retrait lignager* dans les loix des Loériens & des Lacédémoniens, lesquelles notioient d'une infamie perpétuelle celui qui souffroit que les héritages de ses ancêtres fussent vendus & passassent en une main étrangère, & ne les retiroit point.

Quelques-uns prétendent que le *retrait lignager* est imité des mœurs des Lombards.

D'autres encore prétendent qu'il dérive du droit de prélation des Romains, appelé dans les constitutions grecques *jus προτιμίας*.

Suivant ce droit qui étoit fortancien, il étoit permis aux parens, & même aux co-propriétaires, de retirer les héritages qui étoient vendus à des étrangers, soit en offrant & payant le prix au vendeur, & en le rendant à l'acheteur dans l'an & jour.

Ce droit fut abrogé en 395 par les empereurs Gratien, Valentinien, Théodose & Arcade.

Il fut pourtant rétabli, du moins en partie par les empereurs Léon & Anasthémus; en effet, il est parlé du droit de prélation dans une de leurs constitutions insérée au code qui défend aux habitans du principal village de chaque canton, de transférer leurs héritages à des étrangers; mais cette constitution est particulière pour ceux qui étoient habitans du même lieu, appelés *convicani*.

Mais le droit qui s'observoit anciennement par rapport au *retrait lignager*, fut rétabli dans son entier par des nouvelles des empereurs romains Michel & Nicéphore, surnommé Lecapene, & par le droit des basiliques. Ces loix portent qu'avant de vendre un immeuble, on devoit en avertir les parens dans l'ordre auquel ils auroient succédé, ensuite ceux avec lesquels l'héritage étoit commun, quoique du reste ils fussent étrangers au vendeur; enfin, les voisins dont l'héritage tenoit de quelcôté à celui que l'on vouloit vendre, afin que dans l'espace de trente jours, ils pussent retenir l'héritage en donnant au vendeur le même prix que l'acheteur lui en offroit.

L'empereur Frédéric établit la même chose en occident l'an 1153.

Ce droit fut aussi adopté dans la loi des Saxons.

Ainsi l'on peut dire que c'est une loi du droit des gens commune à presque tous les peuples, & qu'elle a pour objet la conservation des héritages dans les familles, & l'affection que l'on a ordinairement pour les biens patrimoniaux.

Le *droit de retrait lignager* est donc un droit que les parens lignagers du vendeur ne tiennent que de la pure grâce & du pur bénéfice de la loi, qui le leur a accordé dans la vue de perpétuer les biens dans les familles; en cela il diffère du *retrait féodal* & du *retrait conventionnel* qui proviennent d'un droit retenu dans la chose, lorsqu'elle a été inféodée ou aliénée sous cette charge expresse ou implicite.

Le *droit de retrait lignager* étant une pure grâce que la loi n'accorde aux lignagers du vendeur que pour conserver l'héritage dans la famille; c'est une conséquence que ces lignagers ne peuvent le céder à un étranger.

Le *droit de retrait* étant un droit que la famille du vendeur tient uniquement de la loi qui le lui a accordé; elle n'en peut être privée par aucune clause du contrat de vente; c'est pourquoi s'il étoit porté par le contrat que le vendeur vend un tel héritage, à la charge qu'il ne pourra être retiré par sa famille, à laquelle il interdit le *retrait*, dérogeant à cet effet à la coutume, il n'est pas douteux qu'une telle clause seroit nulle, le vendeur ne pouvant pas priver sa famille d'un droit qu'elle ne tient pas de lui, mais de la loi.

Par la même raison, si l'acheteur déclaroit par le contrat, qu'il entend que l'héritage par lui acquis, quelque long-tems qu'il demeure par la suite dans la famille, ne soit pas sujet au *droit de retrait lignager*, lorsqu'il plaira à celui de ses descendans qui s'en trouvera en possession, de l'aliéner hors de la famille: une telle déclaration seroit de nul effet; c'est le cas de cette règle de droit: *Privatorum conventio juri publico non derogat*, l. 45. §. 1. ff. de R. J.

Le terme d'*héritage* ne comprend pas seulement les fonds de terre & maisons, soit de ville, soit de campagne, il comprend aussi les droits réels qu'on y a. C'est pourquoi non-seulement les héritages dont nous avons un parfait domaine sont sujets au *retrait*, mais même ceux dont nous n'avons qu'une espèce de seigneurie utile; car on ne peut disconvenir que ce droit de seigneurie utile ne soit au moins un droit réel que nous avons dans ces héritages.

Cela a lieu quand même ce droit de seigneurie utile n'auroit été accordé que pour un certain tems, après l'expiration duquel il dût se réunir à la directe; il ne laisse pas d'être sujet au *retrait*, lorsqu'il est vendu par l'emphiteute ou seigneur utile à qui ce droit appartient,

& à qui il est venu de sa famille.

L'échange d'un héritage contre un autre héritage ne donne pas lieu au *retrait*.

On a agité la question, si l'échange d'un héritage contre une rente constituée donnoit lieu au *retrait*?

Je serois assez porté à décider que si la rente reçue en échange, étoit une rente qui eût été constituée à celui qui l'a donnée en échange peu de jours avant le contrat, & qu'elle fût rachetée par le débiteur de la rente peu de jours après, ou même dans l'année; on devroit présumer le contrat frauduleux, & admettre le *retrait* du jour que le remboursement de la rente auroit découvert la fraude. L'échange d'un héritage propre fait contre une rente constituée, ne donnant pas lieu au *retrait*, celui fait contre un office n'y doit pas donner lieu; il y a une entière parité de raison, les offices étant comme les rentes constituées des immeubles fictifs.

L'échange ne donne pas lieu au *retrait*, lorsqu'il a été fait but-à-but, & sans aucun retour en deniers, ou en autres choses mobilières: mais il y a variété dans les coutumes à l'égard des échanges avec retour en deniers, ou autres choses mobilières.

Lorsque les parties contractantes ont déguisé sous la fausse apparence d'un contrat d'échange, un contrat de vente, & que la fraude est découverte, le contrat donne lieu au *retrait*.

C'est pourquoi si les lignagers justifioient qu'il y a eu convention, que celui qui a acquis l'héritage propre de leur parent, racheteroit pour une certaine somme celui qu'il lui a donné en contr'échange, le contrat étant moins en ce cas échange qu'un contrat de vente déguisé sous la fausse apparence d'échange, donneroit lieu au *retrait*. Cette

convention peut se prouver, non-seulement par le rapport de la contre-lettre qui la contient, mais même par témoins; car c'est une fraude faite aux lignagers, au pouvoir desquels il n'a pas été de s'en procurer une preuve par écrit.

Les lignagers peuvent aussi être admis à déléguer le serment à l'acquéreur, sur le fait de cette convention qu'ils prétendent être intervenue, & dont ils n'ont pas la preuve.

Il y a un cas où il n'est pas besoin de justifier cette fraude, & où elle se présume; c'est lorsque l'héritage donné par l'acquéreur en contre-échange, lui a été revendu dans l'an du contrat.

C'est aussi une présomption de fraude, lorsque celui qui a acquis par échange l'héritage, est demeuré en possession de celui qu'il avoit donné en contre-échange.

L'échange doit passer pour frauduleux, & pour être une vente déguisée, soit que vous vous soyez obligé de racheter vous-même pour une certaine somme d'argent l'héritage ou la rente que vous m'avez donné en contre-échange, soit que vous vous soyez obligé de les faire racheter par d'autres.

Le contrat d'échange d'un héritage contre une rente, n'en est pas moins un vrai contrat d'échange, & ne donne pas lieu au *retrait*, quoique l'acquéreur de l'héritage s'oblige de fournir & faire valoir la rente qu'il donne en contre-échange.

Le vendeur dans cette matière est celui qui aliène son héritage à titre de vente, ou à quelqu'autre titre équipollent à vente; soit que ce soit lui-même qui l'ait vendu, soit qu'il ait seulement consenti, ou qu'il ait été forcé de consentir à la vente qui en a été faite par un autre.

Suivant ce principe, lorsque c'est le mari qui a vendu en son nom l'héritage propre de sa femme, & que la femme a seulement consenti à la vente; c'est la femme qui dans cette matière de *retrait lignager*, est censée la vendeuse, & c'est au profit de la famille de la femme que le *retrait lignager* est ouvert; car c'est la femme qui par le consentement qu'elle a donné à cette vente, a aliéné cet héritage & l'a mis hors de sa famille.

Lorsque le mari vend seul un héritage propre de sa femme qu'elle a ameubli, le droit de *retrait* appartient à la famille de la femme. La raison est que l'ameublement n'est qu'une fiction qui n'a lieu que pour l'intérêt du mari, & des héritiers du mari; à l'effet que le mari & ses héritiers aient droit de le partager avec la femme & les héritiers de la femme, de même que s'il étoit véritablement un bien de la communauté, & à l'effet que le mari ait le droit d'en disposer comme des biens de la communauté; mais suivant la maxime que les fictions n'ont pas d'effet hors les cas pour lesquels elles sont établies, *fiction non operatur ultra casum fictionis*; dans tous les cas dans lesquels il n'est pas question de l'intérêt du mari, le propre ameubli de la femme conserve sa qualité de propre qu'il avoit avant le mariage.

Lorsque l'héritage propre d'un débiteur est sur la faillie réelle qui en a été faite par les créanciers, vendu & adjudgé par décret: c'est ce débiteur saisi qui en est censé le vendeur, & c'est en conséquence au profit de sa famille qu'il y a ouverture au *retrait lignager*; car c'est lui qui l'aliène, & qui en est censé le vendeur par le consentement qu'il est forcé de donner à la vente & à l'adjudication qui en est faite.

Il en est de même si l'héritage étoit saisi & vendu sur un curateur à sa succession vacante : car la succession vacante le représente, suivant cette règle de droit : *Hereditas persona defuncti vicem sustinet*.

Lorsqu'un débiteur a fait une cession de ses biens à ses créanciers, qui en conséquence les vendent en direction, les lignagers du débiteur ont *droit de retrait* ; car c'est lui qui est censé le vendeur par le ministère de ses créanciers.

Il résulte de tout ce qui a été dit ci-dessus, que lorsque ce n'est pas en mon nom & comme chose à moi appartenante, que je vends l'héritage d'autrui, mais au nom de celui qui en est le propriétaire qui y consent ou est forcé d'y consentir ; c'est ce propriétaire qui en est le vendeur, & c'est à sa famille que la loi défère le *droit de retrait lignager*. Mais si étant en possession de l'héritage d'autrui, je le vends en mon nom & comme chose à moi appartenante, c'est moi qui suis le vendeur, & ce n'est qu'au profit de ma famille que cette vente peut donner ouverture au *droit de retrait* ; elle n'y peut donner ouverture au profit de celle du véritable propriétaire ; car le propriétaire n'ayant vendu ni consenti à la vente, on ne peut pas dire qu'il soit le vendeur ; d'ailleurs quoiqu'il soit effectivement le propriétaire, néanmoins il n'est pas réputé l'être ; c'est moi qui suis présumé l'avoir été, puisque je possédois l'héritage lorsque je l'ai vendu ; car c'est un principe que tout possesseur est présumé le propriétaire de la chose qu'il possède, tant qu'elle n'est pas réclamée, & qu'il n'en est pas évincé.

Suivant le droit le plus commun, le *droit de retrait lignager* est accordé à la famille du vendeur du côté d'où pro-

cede le propre qui a été vendu.

Ce n'est donc point indistinctement à toute la famille du vendeur que le *droit de retrait lignager* est accordé, mais à celle du côté d'où procède le propre qui a été vendu ; c'est-à-dire, à ceux des parens qui touchent au moins de parenté collatérale celui qui a mis l'héritage dans la famille. Par exemple, si le propre que j'ai vendu avoit été mis dans ma famille par mon bisaïeul paternel qui l'avoit acquis, le *droit de retrait lignager* n'appartiendroit qu'à ceux de mes parens qui le font par ce bisaïeul qu'ils touchent au moins de parenté collatérale ; il n'appartiendroit point ni à tous mes parens maternels, ni à ceux de mes parens paternels, qui ne feroient mes parens que par mon aïeule ou par ma bisaïeule, & non par ce bisaïeul.

Lorsqu'un héritage est depuis si longtemps dans une famille, qu'on ne connoît pas celui qui l'y a mis ; le propre est en ce cas censé procéder du plus ancien de la famille qui est connu pour en avoir été le possesseur.

Quiconque est de la famille du vendeur, à laquelle la loi accorde le *droit de retrait lignager*, est admis au *retrait*. Pour que quelqu'un puisse prétendre être de cette famille, il faut que la parenté qu'il a avec le vendeur soit une parenté légitime. De-là cette maxime : qui n'est habile à succéder, n'est habile à *retraiter*.

Ceux qui ont perdu l'état civil, soit par la profession religieuse, soit par une condamnation capitale, ne sont plus censés de la famille, les droits de famille faisant partie de l'état civil qu'ils ont perdu.

Lorsque plusieurs lignagers veulent exercer le *retrait*, on préfère le plus proche parent du vendeur à celui qui

est plus éloigné, quoiqu'il ait donné la demande le premier.

Cette proximité en matière de *retrait*, de même qu'en matière de succession, se considère avec la personne du vendeur, & non avec celui qui a mis l'héritage dans la famille; c'est pourquoi il n'est pas douteux que le vendeur est préféré pour le *retrait* au grand-oncle du vendeur, quoique celui-ci soit plus proche de celui qui a mis l'héritage dans la famille.

Entre deux ou plusieurs lignagers au même degré, qui ont donné chacun une demande en *retrait*; c'est ordinairement celui qui a prévenu qui est préféré.

Il étoit de l'intérêt public, en accordant aux parens du vendeur le *droit de retrait lignager*, de leur fixer un tems court dans lequel ils dussent l'exercer, afin que les acheteurs ne fussent pas trop long-tems empêchés par la crainte du *retrait*, d'améliorer leurs héritages.

Les loix municipales ont différemment réglé ce tems; les unes le fixent à trois mois du jour de la prise de possession réelle par l'acheteur: les autres accordent un pareil tems pour le *retrait* des immeubles corporels, & six mois pour celui des droits incorporels: des troisièmes n'accordent que soixante jours depuis le contrat: plusieurs n'en accordent que quarante depuis la publication du contrat en justice. Il y en a qui accordent dix-sept jours & dix-sept nuits, depuis le vest, c'est-à-dire, depuis que l'acheteur s'est fait ensaisiner. Le plus grand nombre a fixé ce tems à un an. Plusieurs disent dans l'an & jour; mais par ces termes *à jour*, il ne faut pas croire qu'elles accordent un jour de plus que les loix qui disent simplement *dans l'année*; elles n'ont entendu autre chose, si non qu'elles ac-

cordent le terme d'un an, non compris le jour du terme duquel le tems doit courir; & elles décident par-là la fameuse question agitée autrefois par des anciens interprètes *an dies termini debeat computari in termino*.

Par exemple, si j'ai acheté un héritage le premier Mai 1776, & que le contrat ait été insinué le même jour; quoique le dernier jour de l'année en la commençant au premier Mai 1776, soit le dernier jour d'Avril 1777, néanmoins la famille a encore tout le jour du premier Mai 1777; parce que la loi qui ne veut pas que le jour du premier Mai qui est le jour du terme duquel l'année a commencé à courir soit compté, accorde un jour après la révolution de l'année, qui tient lieu du premier jour du terme qui ne doit pas être compté.

Le tems du *retrait*, suivant quelques coutumes, ne court que du jour que l'acquéreur est rentré en possession réelle & actuelle de l'héritage. La raison sur laquelle ces coutumes se fondent, est que la famille du vendeur n'est pas suffisamment avertie de la vente de l'héritage par le contrat qui en a été passé, que la famille peut ignorer: pour qu'elle en soit suffisamment avertie, il faut qu'elle voye l'acquéreur en possession de l'héritage.

Quelques coutumes ne se contentent pas de la possession réelle de l'acheteur pour faire courir le tems du *retrait*; elles exigent qu'ils s'en fassent donner acte devant notaire en présence de témoins.

Plusieurs coutumes ne font courir le tems de *retrait* pour les héritages en fief, que du jour que l'acheteur en a porté la foi; & pour ceux tenus en censive, que du jour qu'il s'en est fait ensaisiner par le seigneur.

Ensign.

Enfin, il y a des coutumes qui ne requièrent aucune formalité pour faire courir le tems du *retrait*, & qui le font courir aussi-tôt qu'il est ouvert, & dès le jour du contrat.

Le défaut d'insinuation empêche le tems du *retrait* de courir, même vis-à-vis des parens qui ont été présens au contrat, lesquels en peuvent opposer le défaut.

Lorsqu'on a vendu un héritage comme se faisant fort du propriétaire, quoiqu'il ne soit pas d'usage d'insinuer les actes de ratification, lorsque le contrat a été insinué avant que la ratification soit intervenue, & qu'on puisse peut-être en conséquence soutenir que l'insinuation de cet acte n'est pas nécessaire pour faire courir le tems du *retrait*; néanmoins il est plus sûr d'insinuer la ratification & la vente; parce que c'est par cette ratification que l'héritage est mis hors de la famille, & qu'il y a lieu au *retrait*.

La faute des contractans par laquelle on a dérobé à la famille la connoissance du contrat qui donnoit ouverture au *retrait*, est une cause qui empêche le tems du *retrait* de courir; car c'est la même chose pour la famille que le *retrait* ne soit pas ouvert, ou qu'elle en ignore l'ouverture.

C'est pourquoi si l'on a déguisé le contrat de vente sous la fausse apparence d'un contrat qui n'y étoit pas sujet; & que long-tems après l'on ait trouvé sous un scellé la contre-lettre qui a découvert la fraude; le tems du *retrait* n'aura pas couru jusqu'à la découverte de la fraude; l'an du *retrait* commencera-t-il au moins à courir du jour de la découverte de la contre-lettre? Je ne le crois pas; car l'acte qu'on a fait paroître n'étant pas le véritable contrat de vente que les parties ont fait ensemble,

n'étant au contraire que l'enveloppe dont on s'est servi pour le cacher, on n'a pas, par l'insinuation qui a été faite de cet acte, satisfait à la formalité de l'insinuation du contrat de vente requise pour faire courir l'an du *retrait*. C'est pourquoi, à moins qu'on n'insinue aussi la contre-lettre, qui est l'acte qui contient le contrat de vente; l'an du *retrait* ne courra pas, & le droit de *retrait* ne pourra s'éteindre que par la prescription de trente ans.

Si sans déguiser le contrat, on a pratiqué des manœuvres pour en dérober la connoissance à la famille; par exemple, si le vendeur, dans le seul dessein de cacher la vente, a affecté de rester en possession de l'héritage, de percevoir les fruits qu'il rendoit secrètement à l'acheteur, de faire les réparations dont il se faisoit faire raison secrètement par l'acheteur; l'an de *retrait* ne doit pas courir tant que ces manœuvres ont duré, quoique le contrat ait été insinué; car quoique le registre des insinuations soit un registre public, on ne va pas le consulter, lorsqu'on ne se doute de rien, & l'acquéreur qui a pratiqué ses manœuvres pour cacher son acquisition à la famille, n'est pas recevable à dire au retrayant qu'elle a dû lui être connue par l'insinuation.

Au reste, le juge ne doit pas être facile à recevoir la preuve des faits qu'on fait passer pour des manœuvres pratiquées, afin de cacher à la famille le contrat de vente; il faut que ces faits soient tels que la fraude saute aux yeux: *Dolum ex perspicuis indicis probari convenit*, l. 6. cod. de dol. mal.

Le principe général sur les obligations du retrayant, est qu'il doit rendre l'acquéreur indemne, aussi parfaitement qu'il lui est possible de le rendre indemne.

Hh

Cette obligation renferme 1°. celle de rembourser l'acheteur du prix qu'il a payé pour son acquisition, & de l'acquitter de ce qui en reste dû; 2°. celle de l'indemniser des charges appréciables à prix d'argent, qui font partie du prix de l'acquisition, & qu'il a acquittées ou qu'il est tenu d'acquitter; 3°. celle de l'indemniser des loyaux-coûts de l'acquisition; 4°. celle de l'indemniser des impenses nécessaires qu'il a faites sur l'héritage.

Retrait de mi-denier. Lorsque deux conjoints par mariage & communs en biens, dont l'un étoit lignager du vendeur, l'autre étranger, ont acheté durant la communauté un héritage propre du vendeur; quelques coutumes accordent, après la dissolution du mariage, au conjoint lignager, ou à ses héritiers lignagers, & à leur refus aux autres lignagers, le *retrait* de la moitié du conjoint étranger, ou de ses héritiers étrangers, à la charge de rembourser la moitié, tant du prix que des loyaux-coûts & mises. C'est pour cette raison que ce *retrait* est appelé *retrait de mi-denier*.

Le *retrait* de mi-denier étant un vrai *retrait lignager*, les mêmes contrats qui donnent ouverture au *retrait lignager* ordinaire, donnent pareillement ouverture à celui-ci; & ceux qui ne donnent pas ouverture au *retrait lignager* ordinaire, n'y donnent pas ouverture. C'est pourquoi il y a lieu au *retrait* de mi-denier, lorsque deux conjoints ont acheté ou reçu en paiement, ou pris à bail à rente rachetable durant leur mariage, un héritage propre d'une personne de qui l'un desdits conjoints étoit lignager. Mais il n'y auroit pas lieu, s'ils l'ont acquis à titre de bail à rente non rachetable, ou de donation ou de legs, &c. car ces titres n'étant pas

susceptibles du *retrait lignager* ordinaire, ne le sont pas non plus de ce *retrait* de mi-denier qui est un vrai *retrait lignager*.

La seule différence qu'il y a à cet égard, entre le *retrait lignager* ordinaire, & le *retrait* de mi-denier, est que les contrats susceptibles du *retrait* donnent ouverture au *retrait lignager* ordinaire aussi tôt qu'ils sont parfaits, & exécutés par la tradition réelle ou feinte de l'héritage, faite à un étranger; au lieu qu'ils ne donnent ouverture au *retrait* de mi-denier, qu'après la dissolution du mariage. La raison est que tant que le mariage & la communauté de biens dure, l'héritage n'est pas censé sorti de la famille.

Pour qu'il y ait lieu à ce *retrait* de mi-denier, il faut, 1°. que l'un des conjoints acquéreurs soit lignager du vendeur, & l'autre étranger; si les deux conjoints étoient l'un & l'autre lignagers, il n'y auroit pas lieu à ce *retrait*, car les ventes faites à des lignagers ne donnent pas lieu à aucun *retrait lignager*; il n'y a que les ventes faites hors de la famille qui y donnent lieu. Il faut, 2°. pour qu'il y ait lieu à ce *retrait* de mi-denier que l'héritage ait été acquis durant le mariage de ces conjoints. Si celui des conjoints qui est étranger, avoit acquis l'héritage avant son mariage, & qu'il se fût marié avant l'expiration de l'an du *retrait lignager* auquel la vente qui lui a été faite a donné ouverture; il y a lieu de penser que ce *retrait* seroit suspendu pendant le mariage par les mêmes raisons qui empêchent qu'il n'y auroit ouverture au *retrait* de mi-denier, pendant le mariage; mais après la dissolution du mariage, ce ne seroit pas le *retrait* de mi-denier qui auroit lieu, quand même cet héritage auroit été apporté & amcu-

bli en communauté; ce seroit le *retrait lignager* ordinaire qui auroit lieu pour le tems seulement qui en resteroit à expirer; lorsqu'il a été suspendu par le mariage de l'acquéreur avec une personne de la ligne. Il faut, 3°. pour que ce *retrait* de mi-denier ait lieu, que les conjoints fussent en communauté de biens; les coutumes qui ont établi ce *retrait*, supposent le cas de la communauté, en disant, que ce *retrait* a lieu pour la moitié ou pour la part & portion du conjoint étranger; & c'est la communauté de biens qui fait regarder l'héritage comme n'étant pas sorti de la famille, & qui empêche que le contrat ne donne ouverture durant le mariage au *retrait lignager*.

C'est pourquoi, lorsqu'il n'y a pas communauté de biens entre deux conjoints, la vente faite d'un héritage sujet à *retrait* à l'un d'eux étranger du vendeur, donne ouverture au *retrait* durant le mariage, pourvu qu'il n'y ait pas d'enfans qui l'arrêtent, & ce *retrait* étant le *retrait lignager* ordinaire, l'autre conjoint lignager n'a pas de préférence pour ce *retrait* sur les autres lignagers du vendeur.

Retrait conventionnel & féodal. Par droit de *retrait conventionnel*, nous n'entendons pas ici le droit de réméré que nous avons expliqué à l'article RACHAT, quoiqu'on donne aussi quelquefois à ce droit de rachat le nom de *retrait conventionnel*; nous entendons ici par le nom de *retrait conventionnel* le droit qui naît d'une convention appouée lors de l'aliénation qui a été faite de l'héritage, par laquelle celui qui l'a aliéné a stipulé que lui & ses successeurs auroient le droit, toutes les fois que l'héritage seroit vendu, soit par l'acquéreur, soit par ses successeurs, d'avoir la préférence sur les

acheteurs, & de prendre leur marché.

Il n'est pas nécessaire, pour avoir ce droit de *retrait conventionnel*, d'avoir la seigneurie directe de l'héritage qui y est sujet; celui qui n'a pas la seigneurie directe de son héritage, & qui le tient à cens, peut en l'aliénant, se réserver le droit de *retrait conventionnel*, & pareillement celui qui retient en fief peut par l'aliénation qu'il en fait, en se désaisissant de la seigneurie directe, se réserver néanmoins ce droit de *retrait conventionnel*.

Le droit de *retrait seigneurial* est le droit qu'a le seigneur en sa qualité de seigneur de prendre le marché de l'acquéreur, lorsque l'héritage mouvant de lui est vendu.

La nature de ce droit est différente suivant les différentes coutumes. Dans quelques unes, ce droit n'est accordé aux seigneurs que pour réunir à leur fief dominant celui qui en est mouvant, lorsqu'il est vendu. C'est pourquoi on doit le définir, le droit qu'a le seigneur de prendre & réunir à son fief dominant, le fief qui en est mouvant, lorsqu'il est vendu, en indemnifiant l'acquéreur de tout ce qu'il lui en a coûté pour l'acquérir.

Dans les autres coutumes, Dumoulin pensoit que quoique la réunion actuelle ne fût pas de l'essence du *retrait féodal*, *formalis unio non est de essentia retractus feodalis*; néanmoins il étoit de l'essence de ce *retrait* que le seigneur l'exercât dans la vue de retenir l'héritage pour lui, & de le pouvoir réunir quand il le jugeroit à propos.

Selon la nouvelle jurisprudence, la fin de la réunion n'est plus regardée comme essentielle au *retrait seigneurial*; le seigneur peut l'exercer pour toute autre fin, ne fût-ce que pour en re-

tirer de l'émolument , & profiter du bon marché. C'est pourquoi on doit le désigner aujourd'hui, le droit qu'a le seigneur lorsque le fief mouvant de lui est vendu, de prendre le marché de l'acquéreur qu'il ne veut pas avoir pour vaissal.

Les différens droits de *retrait* con viennent en ce qu'ils consistent dans le droit de prendre le marché de l'acheteur; ils diffèrent principalement, en ce que le droit de *retrait* lignager est une pure grâce que la loi municipale accorde aux lignagers du vendeur, qui n'ont aucun droit dans l'héritage que leur parent juge à propos de vendre; au lieu que le droit de *retrait coutumier* est un droit véritable, que celui à qui il appartient, a dans l'héritage qui y est sujet, qui n'a été aliéné que sous cette charge. Pareillement le droit de *retrait* seigneurial est un véritable droit qui appartient au seigneur, comme renfermé dans le droit de seigneurie que le seigneur a retenu par l'inféodation, dans les héritages mouvans de lui.

Ce droit de *retrait* seigneurial s'appelle aussi *droit de retrait féodal*, car c'est aux seigneurs de fief que la plupart des coutumes attribuent ce droit: peu de coutumes l'ont étendu aux seigneurs de censive.

Ce droit de *retrait féodal* dans les coutumes qui l'admettent, est un droit qui appartient à la nature des fiefs. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire qu'il en soit fait mention dans l'acte d'inféodation. Suivant ce principe, soit que cet acte d'inféodation n'existe plus, soit qu'il existe, & qui ne soit fait aucune mention par cet acte du droit de *retrait féodal*, le seigneur ne laisse pas de devoir jouir de ce *retrait*; car le seigneur en concédant l'héritage à titre

de fief, est censé s'être retenu tous les droits qui sont de la nature des fiefs; mais si ce droit étoit expressément exclus par l'acte d'inféodation, le seigneur ne pourroit le prétendre; car ce droit est bien de la nature, mais il n'est pas de l'essence du fief.

Entre ces espèces de droits de *retrait*, lorsqu'ils se trouvent en concurrence, le droit de *retrait* lignager, suivant la plupart des coutumes qui forment le droit commun, l'emporteroit sur le droit de *retrait féodal*. La raison de douter est, que le droit de *retrait* lignager comme nous venons de l'observer, n'étant qu'une grâce de la coutume, il sembleroit que ce *retrait* devroit céder au féodal, qui est un véritable droit qu'a le seigneur, renfermé dans son droit de seigneurie directe: les loix, lorsqu'elles accordent des grâces, étant toujours censées les accorder sans préjudice du droit des tiers. Cependant on décide le contraire. La raison de décider a été que par la nature de l'inféodation & de l'investiture, le seigneur en concédant son héritage à titre de fief, ou en recevant en son acquéreur, est censé lui concéder le fief pour lui & pour toute sa parenté. C'est pourquoi il ne peut refuser d'en accorder le renouvellement d'investiture à ceux de cette parenté, ni par conséquent exercer sur eux le *retrait féodal*, qui consiste, comme nous le verrons ci-après dans le refus d'investiture.

On a poussé ce principe jusqu'à décider que non-seulement le seigneur féodal ne peut exercer le *retrait féodal*, sur les acquéreurs lignagers ou retrayans lignagers; mais que les lignagers peuvent exercer le *retrait* lignager sur le seigneur, lorsqu'il les a prévenus dans le *retrait*, ou même lorsque le seigneur a acheté directement de leur parent. La

raison est, qu'il ne peut opposer aux lignagers qui exercent le *retrait* sur lui, qu'il a dans sa qualité de seigneur un droit plus fort que le leur pour acquérir l'héritage; car ayant accordé l'investiture pour toute la parenté de celui qu'il a investi, il n'a ce droit que vis-à-vis de ceux qui ne sont pas de cette parenté.

Le *retrait conventionnel* est-il pareillement préférable au féodal, ou si c'est le féodal qui est préférable au conventionnel? On dira en faveur du *retrait féodal*, que celui qui exerce un *retrait conventionnel*, est vraiment acheteur en la place de celui sur qui il l'exerce, & en cette qualité d'acheteur, sujet à tous les droits seigneuriaux qui ont lieu en cas de vente, & par conséquent au *retrait féodal*. On dit au contraire qu'il est vrai que celui qui a exercé le *retrait conventionnel*, est sujet au profit de lods & ventes, mais qu'il ne faut pas toujours argumenter, des lods & ventes au *retrait féodal*; que les lignagers qui exercent le *retrait lignager*, sont sujets au profit de vente, sans néanmoins être sujets au *retrait féodal*; qu'on peut pareillement soutenir que celui qui a exercé le *retrait conventionnel*, quoiqu'il soit sujet au profit des ventes, ne doit pas être sujet au *retrait féodal*; parce qu'ayant été, ou celui au droit duquel il est, le vassal du seigneur, & n'ayant cessé de l'être que dans l'espérance de le redevenir par la clause de *retrait conventionnel* apposée à l'aliénation de son héritage, le seigneur auroit mauvaise grâce à le refuser pour vassal; d'ailleurs il peut opposer, *si vinco vincentem te, à fortiori vinco te*; je suis, dira-t-il, préféré aux lignagers, comme nous l'avons vu ci-dessus; à plus forte raison je dois être préféré à vous, à qui les lignagers sont préférés.

Il y a néanmoins des jurisconsultes qui pensent que cette espèce de *retrait conventionnel*, ne doit avoir la préférence sur le droit de *retrait féodal*, que lorsque ce droit de *retrait conventionnel* est limité, ou à la personne de celui qui a aliéné l'héritage, ou à un certain tems; & qu'il ne doit pas l'avoir lorsque c'est un droit perpétuel; parce qu'il ne doit pas être au pouvoir du vassal, en imposant la charge d'un droit perpétuel de *retrait conventionnel* sur son héritage, de donner une atteinte considérable au droit de *retrait* du seigneur.

Les trois espèces de droit de *retrait* conviennent en ce qu'il n'y a que des immeubles qui puissent être sujets au droit de *retrait*; les meubles n'en sont pas susceptibles, si ce n'est quelquefois, lorsqu'ils sont partie du marché d'un immeuble.

Les trois espèces de *retrait* diffèrent sur les choses qui y sont sujettes, en ce qu'il n'y a que les héritages propres qui soient sujets au *retrait* lignager. Dans les deux autres espèces de *retrait*, la qualité de propre n'est d'aucune considération: les choses sujettes au *retrait* féodal, sont les choses tenues en fief du seigneur à qui le droit appartient; les choses sujettes au *retrait conventionnel*, sont les héritages qu'on est convenu qui y seroient sujets, lors de l'aliénation qui en a été faite. Voyez encore l'article FIEF impropre. (P. O.)

RETRAITE, s. f., Morale. Ce mot se dit en morale de la séparation du tumulte du monde; pour mener chez soi une vie tranquille & privée. On demande quand cette *retraite* doit se faire? Ce n'est pas dans la force de l'âge où l'on peut servir la société & remplir un poste qu'on occupe avec fruit, mais quand la vieillesse vient graver ses rides sur no-

tre front, c'est-là le vrai tems de la *retraite*; il n'y a plus qu'à perdre à se montrer dans le monde, à rechercher des emplois & à faire voir sa décadence. Le public ne se transporte point à ce que vous avez été, c'est un travail & une justice qu'il ne rend guère; il ne s'arrête qu'au moment présent & juge de votre incapacité. Ayons donc alors le courage de nous rendre heureux par des goûts pailibles & convenables à notre état. Il faut savoir se retirer à propos; il conviendrait même que notre *retraite* fût un choix du cœur plutôt qu'une nécessité. v. SOLITUDE. (D. J.)

RETRAYANT, part., *Jurispr.*, est celui qui exerce quelque retrait pour revendiquer un bien auquel il a droit par cette voie. v. RETRAIT.

RETROACTIF, *effet*, *Jurisprud.* Voyez au mot EFFET, l'article *effet retroactif*.

RETROCESSION, f. f., *Jurispr.*, est l'acte par lequel le cessionnaire transporte à son cédant ce que celui-ci lui avait cédé & transporté. v. CESSION, CESSIONNAIRE, TRANSPORT, DROITS litigieux.

RÉTROCESSIONS, *Droit canon*. La *rétrocession* ne diffère de la répudiation ou de la renonciation à une collation ou résignation, qu'en ce que la simple répudiation se fait par celui qui n'a que *jus ad beneficium*, & que la *rétrocession* se fait par ceux qui ont *jus in beneficio*.

Toutes les fois donc qu'un résignataire a pris possession d'un bénéfice résigné, qu'il en a même obtenu simplement les provisions, s'il veut remettre son bénéfice au résignant, qui n'a ni révocation utile à faire, ni regrès à exercer, il faut qu'il fasse en sa faveur une *rétrocession*, c'est-à-dire, une espèce de seconde résignation, où l'on exprime tout ce qui l'a précédée. Une sim-

ple renonciation n'y suppléeroit pas; on ne donneroit au résignant que le droit de pouvoir se servir par la possession du décret de *pacificis*.

Amydenius dit que suivant le style de la chancellerie, on doit expédier des provisions sur une *rétrocession*, tout comme sur la première résignation, mais qu'on ne les accorde pas, quand la *rétrocession* se fait dans l'année de la résignation, parce qu'on présume alors de la confidence ou simonie; qu'au surplus, cette sorte de provisions n'a lieu presque que pour la France, où, dit-il, les résignants rentrent dans leurs bénéfices résignés par voie de *retrocession*. Sans doute qu'au tems où écrivoit cet auteur, on étoit encore dans l'usage en France de demander de nouvelles provisions dans les cas du regrès, qu'Amydenius prenoit pour une *rétrocession*; il ne pensoit pas, non plus que les autres canonistes ultramontains, que le regrès pût être traité ailleurs que devant le pape, en obtenant son consentement, comme en effet il met le regrès au nombre des secondes grâces que le pape peut accorder.

Les refus qu'on feroit à Rome des provisions sur *rétrocession*, sous le prétexte dont parle Amydenius, vaudroit titre, parce que si les ordonnances défendent aux résignants de résigner deux fois dans les trois ans en faveur de la même personne, elles ne défendent pas au résignataire de résigner de sa part à son résignant, dans quelque tems que ce soit, pourvu qu'on observe dans cette seconde résignation les formalités prescrites en général pour toutes les résignations. (D.M.)

RÉVÉLATION, f. f., *Morale*. On a donné le nom de *révélation* à l'assemblage des vérités religieuses, communiquées aux hommes extraordinaire-ment, par la bonté de Dieu, pour leur

faire connoître ses attributs & son culte, avec leurs espérances & leurs devoirs.

L'acte de la volonté de Dieu, par lequel il se manifeste ainsi aux humains, porte aussi le nom de *révélation*. L'une est l'effet, l'autre est la cause : par celle-là, l'homme reçoit la vérité manifestée ; par celle-ci, Dieu agit pour la faire connoître. v. RELIGION.

Cette *révélation* peut être communiquée immédiatement par une action de Dieu sur l'entendement humain ; alors c'est une inspiration & une illumination divine ; mais elle doit être accompagnée de tous les témoignages suffisans, pour assurer celui qui la reçoit, qu'elle vient bien de Dieu ; & s'il doit la transmettre aux autres, il faut de plus qu'il puisse démontrer sa commission par des preuves satisfaisantes.

Cette communication aux autres de la vérité révélée, peut se faire de vive voix ou par écrit ; celle-là est une tradition divine ; celle-ci est la *révélation* divine écrite & communiquée.

Dans l'un & dans l'autre cas, l'homme inspiré doit fournir des preuves de la réalité de son inspiration & de la divinité de sa mission, & ces preuves offertes à la raison, sont ou intérieures, tirées de la nature des choses révélées ; ou extérieures, fondées sur les circonstances, qui ont accompagné l'inspiration même, ou qui accompagnent sa publication ou sa communication, ou enfin qui les ont suivies.

Chaque homme, à qui cette *révélation* est ainsi présentée, est obligé de la recevoir comme divine, à proportion des preuves que donnent de leur inspiration & de leur mission ceux qui l'annoncent de la part de Dieu. v. RELIGION.

Cette *révélation* divine est-elle possible ? est-elle utile ? est-elle nécessaire ?

existe-t-elle quelque part ? quatre questions importantes que nous allons examiner : après quoi nous répondrons à l'objection si souvent répétée, pourquoi elle n'a pas été universellement publiée.

I. Si un homme peut agir sur l'esprit d'un autre homme par son silence, même par son regard, ses gestes ou ses discours, s'il peut exciter dans l'ame d'un autre des idées nouvelles, le ramener d'une erreur ou lui faire connoître une vérité, comment oseroit-on contester à l'Être tout-puissant, au pere des esprits, le pouvoir de leur inspirer les idées, les connoissances & les sentimens qu'il juge convenables ? La puissance divine doit s'étendre à tout ce qui ne repugne point à la sagesse ou à la nature des choses. Or y a-t-il quelque chose de contradictoire à supposer qu'un esprit infini agisse sur un esprit borné, auquel il a donné l'être ? Nous n'avons point de notion, il est vrai, de la manière dont Dieu peut agir sur l'ame de l'homme ; mais s'ensuit-il de notre ignorance, qu'il ne puisse pas le faire. Nierons-nous un phénomène quelconque, parce que nous ne pouvons pas en rendre raison ? Savons-nous comment notre corps influe sur notre ame, & cependant pouvons-nous nier cette influence ?

S'il est donc possible que Dieu se révèle d'une façon extraordinaire à un homme, il ne l'est pas moins qu'il lui fournisse en même tems des assurances suffisantes que ce qu'il reçoit est bien une inspiration ou une *révélation*. Si Dieu peut révéler sa volonté, il a sans doute les moyens de faire connoître qu'il la révèle, & d'en convaincre celui qui la reçoit.

Dès que Dieu veut que cette *révélation*, communiquée à un homme, soit transmise à d'autres, ou soit promul-

guée en public, il peut de même donner à cet homme envoyé de sa part, tous les moyens & les secours nécessaires pour autoriser sa mission & convaincre ceux à qui il l'annonce qu'elle vient du ciel. Les preuves qui établissent la vérité & la divinité de la *révélation*, peuvent concourir avec celles qui démontrent la divinité de la mission, & ces preuves intérieures & extérieures réunies, se rapportent à la nature de la doctrine révélée ou à son excellence, son efficace, son établissement, ses succès; au caractère des enfans de Dieu, leur véracité & toute leur conduite; enfin à ce qu'ils ont dit & ont fait d'extraordinaire, pour soutenir leur mission, comme des *prophéties* & des *miracles*.

Dieu doit donc ainsi, en envoyant des serviteurs, pour annoncer sa *révélation*, leur fournir tous les moyens d'établir qu'ils parlent de sa part; il le doit à lui-même qui les envoie, à ceux qui sont envoyés, & à ceux à qui ils sont envoyés. Or cet Être puissant & sage peut tout ce qu'il doit, & sa bonté exécute tout ce que sa sagesse approuve.

Toutes ces preuves, fournies aux contemporains des apôtres du ciel, peuvent aussi passer à la postérité par la voie du témoignage légitimement attesté; & un fait attesté par des témoins suffisans, a le même degré de crédibilité que lorsque nous l'avons vu, c'est-à-dire, que les preuves sont différentes, mais la persuasion doit être la même: les sens & le témoignage produisent par des voyes absolument différentes la même conviction dans l'âme: je suis aussi convaincu, quoique par des moyens différens, que Constantinople où je n'ai jamais été, existe, que je le suis de l'existence de la ville dans laquelle j'habite actuellement.

Si je puis m'assurer que les témoins d'un fait n'ont pu se tromper, qu'on n'a pu les tromper, qu'ils n'ont pu être voulu me tromper, qu'ils n'ont eu ni intérêt à se laisser séduire, ni motifs pour me séduire, leur témoignage constant & unanime porte la même conviction dans un esprit non prévenu, que si les événemens s'étoient passés sous les yeux.

Or tout ce que nous démontrons ici être possible, se trouve réduit en fait dans la *révélation* évangélique.

II. Ce ne seroit pas assez de prouver la possibilité d'une *révélation* divine, pour en établir l'existence. Il faut de plus qu'elle soit utile, c'est-à-dire, que les avantages qu'elle doit apporter aux hommes, soient tels que la bonté de Dieu l'engage à cette manifestation bienfaisante, lui qui n'a formé les hommes que pour les rendre heureux.

Quelque prévenu que l'on soit en faveur des forces de la raison, quel est l'homme qui oseroit soutenir que le commun des hommes, que le plus grand nombre des mortels, aient assez de force & de libéré d'esprit, assez de lumières & de talens naturels, assez de loisir & de courage, pour suivre la chaîne des principes & des vérités de la religion naturelle & en déduire les conséquences qui en découlent, selon les loix d'une logique sûre? Si la connoissance certaine de ces vérités importantes est le plus grand avantage dont un homme raisonnable puisse jouir sur la terre, il est évident que la *révélation* qui nous les feroit connoître clairement & nous en assureroit avec certitude, seroit le don le plus utile, le présent le plus précieux que nous puissions tenir de la miséricorde de notre Dieu.

Qui peut en effet parler de Dieu, de ses attributs, de sa providence, du culte qui lui est agréable, de ses desseins

en faveur des hommes, comme Dieu même ? S'il ne s'étoit point du tout révélé aux hommes, il n'en est aucun de raisonnable, même d'entre ceux dont la raison seroit la plus forte & la plus éclairée, qui ne dût désirer avec ardeur que la divinité se révélât, pour être plus certain sur toutes ces vérités, & plus assuré dans ses propres espérances pour l'avenir. Quelle plus douce consolation pour l'homme capable de tant de fautes, que de favoir de Dieu même qu'il est disposé à lui pardonner ses fautes & à le ramener au bonheur dont il s'étoit éloigné !

III. Il y a plus ici, non seulement la *révélation* est utile, mais l'état malheureux des hommes la rendoit absolument nécessaire.

Pour un homme capable de s'élever à la connoissance des vérités sublimes d'une religion naturelle, il en est des millions que les bornes de leur intelligence, les soins de la vie, les passions du cœur, les préjugés de l'esprit, l'indifférence pour les objets spirituels, empêcheroient d'avoir jamais des idées justes, claires, certaines sur la divinité, sur les devoirs de l'homme & ses espérances. Une *révélation* divine étoit donc nécessaire, indispensable même pour le bonheur de cette multitude innombrable d'hommes qui ont existé, qui existent encore & qui existeront sur la terre jusqu'à la fin des siècles.

Il falloit, par conséquent, à tous une autorité infaillible pour convaincre leur esprit, pour persuader leur cœur, pour fléchir leur volonté & pour déterminer leurs actions. Mais puisqu'il n'y a, ni ne peut y avoir d'autorité infaillible que celle de Dieu, il étoit par-là même absolument nécessaire qu'il daignât se révéler, pour donner à l'homme toute la certitude dont il a besoin. v. AU-

TORITÉ.

Tome XII.

Pour juger de la suffisance de la raison, en matière de religion, ce n'est pas au système des philosophes, élevés dans le christianisme, & qui méconnoissent ensuite les sources où'ils ont puisé leurs connoissances, à qui il faut s'en rapporter. Transportons-nous dans les tems & les lieux, où la *révélation* n'a pas été connue, nous n'y voyons qu'erreurs, qu'incertitude, que superstitions, qu'absurdités, que contradictions, qui empêchoient absolument le bien que quelques vérités conservées pouvoient produire. A la venue de Jesus Christ, la masse des hommes étoit dans un état déplorable d'erreurs, d'ignorance & de corruption. C'est ce que sont forcés de reconnoître tous les déistes de bonne foi ; c'est ce que le docteur Morgan même avoue avec candeur. N'étoit-il donc pas digne de la miséricorde d'un Etre sage de remédier à des maux si grands & si universels ? & ne pouvons-nous pas regarder comme nécessaire ce qui étoit ainsi convenable aux perfections divines & indispensable aux besoins & à l'état des hommes ? Je suppose que l'on puisse me montrer un génie heureux qui, par des circonstances favorables, se soit élevé à la science d'une religion pure, par la seule force de son entendement ; que peut-on en conclure pour la généralité de l'espèce humaine ? L'autorité de la *révélation* sera-t-elle moins nécessaire pour le plus grand nombre ?

Les plus sages d'entre les anciens philosophes, ont eux-mêmes reconnu la nécessité d'une *révélation* divine, sentant l'insuffisance de leurs lumières & de leurs facultés naturelles. Socrate & Platon ont fait cet aveu de la manière la plus expresse. Voyez Plutarque, *Apolog. de Socrate*. Platon, dans l'*Alcibiade* & dans le *Phédon*. Cicéron de *Oratore*, lib. III. c. 31.

Il n'y avoit d'ailleurs que Dieu qui pût nous instruire avec certitude de la nature du culte qui est le plus convenable à ses perfections, qui lui est le plus agréable. Lui seul pouvoit encore nous donner des assurances sur notre sort & nos espérances après cette vie, mettre en lumière la vie, l'immortalité & la resurrection de nos corps. Sans une *révélation* de sa part, nous eussions toujours été dans le doute & l'incertitude sur toutes les vérités, dont la connoissance est la plus nécessaire pour la consolation de l'homme, la plus indispensable pour sa conduite & pour son bonheur.

L'homme enfin sentoit qu'il étoit coupable, que s'il n'obtenoit de Dieu le pardon de ses fautes, il ne pouvoit être que malheureux ; sa raison lui faisant plutôt souhaiter qu'espérer de la bonté divine, ce pardon si nécessaire. Mais sans une déclaration de sa part, quelle assurance ferme pouvoit-il en avoir ? Jusqu'où devoit s'étendre cette miséricorde ? Quelles especes de péché pouvoient regarder ce pardon ? Comment la sagesse de cet Etre se conciliera-t-elle avec sa miséricorde ? Jusqu'à quel point la foiblesse humaine sera-t-elle comptée dans la distribution des récompenses & la mesure des peines ? Jamais, sans la *révélation*, l'homme attentif ne pouvoit se tirer des doutes, des inquiétudes qui devoient sur tous ces points, troubler son esprit allarmé & incertain. Jamais, sans une déclaration de Dieu, il ne pouvoit se débarrasser d'une crainte actuelle & toujours renaissante sur son sort : il falloit qu'il reçût des promesses positives d'un pardon si nécessaire, avec la connoissance des moyens que la miséricorde divine a établis pour concilier ses perfections, sa bonté avec sa sagesse.

IV. Mais cette *révélation* possible, utile, nécessaire, existe-t-elle quelque part ? Oui ! c'est dans l'Ecriture sainte que nous la trouvons ; & le système qu'elle nous présente, est en effet digne de Dieu, il faut nécessairement qu'il ait cet Etre pour auteur. Or, pour se convaincre que la *révélation* évangélique est vraiment digne de la sagesse divine, il suffit d'en présenter le tableau en raccourci.

Lorsque Jesus-Christ, le Fils de Dieu, parut sur la terre, la superstition & la dépravation des hommes étoient montées à leur comble. C'est ce que prouvent tous les monumens historiques. Les vices abominables que saint Paul & saint Jean imputent aux payens, sont attestés par les plus célèbres écrivains du paganisme, historiens, philosophes & prêtres. Jamais, par conséquent, une *révélation* divine & universelle n'avoit été plus nécessaire qu'à cette époque.

Au tems marqué par tant d'illustres prophètes, lors donc que le monde avoit le plus besoin d'un secours surnaturel, Dieu envoya son Fils sur la terre, pour retirer le genre humain de l'abîme de la corruption où il étoit tombé, & pour le ramener au bonheur dont il étoit déchu.

Ce docteur céleste & infailible leur enseigne le système le plus sublime des vérités & des devoirs d'une religion sainte, digne du Dieu qui l'inspiroit. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à en tracer le tableau, tel que nous le voyons dans les écrits de ses disciples.

Vérités évangéliques. L'Evangile d'abord nous enseigne qu'il n'y a qu'un seul & vrai Dieu éternel ; esprit pur & invisible, qui ne peut être représenté par aucune ressemblance corporelle ; que cet Etre infini possède toutes les

perfections possibles, & qu'en lui il n'y a point de changement. Sa grandeur est incompréhensible, son intelligence sans bornes, sa puissance a fait par sa seule volonté toutes choses, & par cette même volonté, il conserve & gouverne tout. Quoiqu'infiniment élevé au-dessus de toutes ses créatures, son attention bienfaisante s'étend sur les plus petites, & ses regards miséricordieux sur tous les individus de l'espèce humaine. De lui viennent tous les biens dont nous jouissons, & par lui nous avons sans cesse la vie, le mouvement & l'être. Tout ce qui nous arrive est réglé par sa sagesse; rien de ce que nous pensons & de ce que nous faisons ne lui est caché, parce qu'il est présent partout, & souverainement intelligent.

Quoique les voies de la Providence soient couvertes d'un voile impénétrable, que nos foibles yeux ne sauroient percer, nous devons être assurés que toutes ses dispensations sont & seront à jamais dirigées par une sagesse infinie, par une fidélité inviolable. Sa bonté & sa miséricorde, qui s'étendent sur toutes ses œuvres, ne cessent de faire du bien, même aux pécheurs. Il n'y a point en lui d'acception de personnes, & quiconque fait le bien lui est agréable, de quelque nation qu'il soit.

Mais cette bonté, toujours en accord avec sa sagesse, jugera le monde avec justice, rendra à chacun selon ce qu'il aura fait en cette vie, soit le bien, soit le mal. Il jugera même les intentions les plus cachées qui lui sont toujours parfaitement connues.

L'Evangile nous apprend encore que Dieu a envoyé son Fils, à qui la divinité étoit unie d'une manière incompréhensible, pour être le Sauveur des hommes, & leur médiateur, par le mérite de son obéissance, par la sainteté de ses

préceptes, par la pureté de son exemple. Par lui, nous avons accès auprès du Père; par lui nous pouvons rentrer en grâce auprès de Dieu; par lui nous pouvons espérer & obtenir les secours de l'Esprit saint, qui est l'esprit de Dieu, Dieu même, pour être en état d'accomplir les conditions sous lesquelles le salut nous est présenté. Au lieu de disputer sur ces mystères de la rédemption & de la grâce, que notre intelligence bornée ne sauroit comprendre ici bas, & que nous devons regarder seulement comme des déclarations de faits, dont nous ne concevons, ni la manière ni la raison, adorons la miséricorde de Dieu, dont la sagesse a trouvé cette dispensation; reconnoissons la charité de son Fils, qui s'est dévoué ainsi à notre salut; sentons vivement l'atrocité du péché, qui a demandé une telle dispensation, pour concilier la sagesse & la miséricorde divine; mettons toute notre confiance dans cette même dispensation adorable; remplissons de notre côté avec fidélité les conditions sous lesquelles ce grand salut nous est offert par Jésus-Christ. Enfin, quand nous parlons de ces mystères, n'en parlons qu'avec respect & avec les termes mêmes de l'Evangile, sans rien ajouter, ni rien retrancher, crainte qu'en employant le moindre mot au-delà, nous ne joignons témérairement sur des mystères, que nous ne saurions concevoir sur cette terre, nos conjectures, nos explications, dictées par la présomption, & qui ne sont propres qu'à troubler la paix chrétienne & à déchirer l'église du Seigneur. Disons & professons mot à mot sur ce sujet ce qui est révélé dans la parole de Dieu, & rien au-delà.

Toutes les sciences qui ont les êtres finis & créés pour objets, ont toutes,

sans exception ; leurs mystères , inexplicables par la raison , & nous le reconnoissons. La science qui regarde l'Etre infini , seroit-elle la seule où nous ne voudrions point en admettre ? Une *révélation* qui vient de Dieu , & qui manifeste l'Etre infini , doit renfermer nécessairement des mystères. Comment l'intelligence bornée pourroit elle comprendre , saisir , pénétrer les profondeurs incompréhensibles de l'essence divine , les vues , les desseins de la divinité , ses décrets , les moyens convenables à ses perfections ? Il y auroit sans doute de la hardiesse , de la témérité , de l'impicité même à le prétendre.

Enfin , une des grandes vues de la *révélation* évangélique , a été de mettre en lumière la vie & l'immortalité , de nous assurer de cette vérité certaine , consolante , mais si souvent méconnue auparavant , que l'homme est fait pour une autre vie , destiné à une autre économie , que son séjour sur la terre n'est qu'une préparation pour le ciel , la patrie du chrétien , où doivent tendre sans cesse ses vœux , ses desirs & ses efforts. Celui qui été notre Sauveur sera aussi notre juge au dernier jour : nos corps seront ressuscités , & nous serons punis ou récompensés par le juge universel , qui sera justice. Cette résurrection est aussi un mystère du christianisme , dont nous ne sommes pas en état de concevoir la manière , non plus que la nature des peines & des récompenses. Gardons-nous donc encore ici de disputer sur ces sujets incompréhensibles , pour ne pas mêler nos décisions présomptueuses avec les déclarations de la parole de Dieu. Rapportons-nous en simplement à la sagesse de Dieu , à sa bonté , à sa puissance , & à sa fidélité , assurés qu'il exécutera tout ce qui est convenable à ses perfections.

Morale évangélique. Tel est l'abrégé de la doctrine sublime de l'Evangile , voyons quelle est sa morale parfaitement pure.

Il nous est ordonné d'aimer Dieu autant que nous sommes capables d'aimer , parce qu'il est souverainement aimable , & l'Auteur de tous les biens. Ce principe de l'obéissance aux loix divines nous présente toute la morale sous l'aspect le plus attrayant. De lui nous tenons tout , de lui nous attendons tout notre bonheur ; ainsi l'amour de Dieu consiste à garder ses commandemens , qui ne sauroient jamais être pénibles , même au milieu des sacrifices momentanés , les plus difficiles en apparence.

Cet amour produit la crainte , ce sentiment qui nous fait appréhender de déplaire , & desirer d'être agréable à celui qui veut nous rendre heureux , & qui ne nous ordonne rien que dans cette vue miséricordieuse. Ainsi le chrétien se regardant toujours comme en la présence d'un Dieu bon & puissant , lui rapporte tout , & règle sa conduite par l'idée de cette présence adorable.

La confiance , qui naît de l'idée de la sagesse & de la puissance divine , produit la résignation aux décrets de la providence , la patience dans les adversités , & le contentement d'esprit , qui éloignent les inquiétudes & les soucis romans de la vie.

Nous sommes appelés encore par l'évangile à être les imitateurs de Dieu , autant que la foiblesse de notre nature le permet , comme ses enfans ; & nous jouissons de l'avantage inestimable d'avoir dans son Fils , qui a revêtu notre nature & vécu parmi les hommes , l'image de cette ressemblance , mise à notre portée , un modèle de toutes les vertus , bonté , soumission , humilité , résigna-

tion, douceur, patience, véracité, enfin, un modèle parfait des vertus les plus difficiles.

Quant au culte que nous sommes obligés de rendre à l'Être suprême, il doit être assorti à sa nature ; nous devons l'adorer en esprit & en sincérité. Les autels des faux dieux sont renversés, les images d'un Être invisible sont proscrites, le culte quelquefois cruel & impur, toujours superstitieux & absurde du paganisme est rejeté ; les rites & les sacrifices du judaïsme sont abolis, un culte sacré & simple a pris la place de tant de cérémonies gênantes. Tout nous y rappelle que nous devons servir Dieu avec la pureté du cœur, en lui payant le tribut de nos louanges & de nos actions de grâces, en lui offrant nos supplications & nos prières, en nous humiliant devant lui dans le sentiment de nos fautes & de notre petitesse.

L'évangile nous recommande en particulier d'offrir à Dieu nos prières, nos louanges, & tous les actes de notre dévotion au nom de Jésus-Christ, notre seul médiateur auprès de lui. Dieu a choisi cette voie pour nous communiquer ses grâces, parce qu'il l'a jugée la plus convenable à sa majesté infinie, à son empire souverain sur nous, & à ses autres perfections : elle est propre à nous faire sentir l'atrocité du péché, qui nous rend indignes d'approcher immédiatement de l'Être souverainement saint, & à nous inspirer une entière confiance en Dieu & en Jésus-Christ. Les payens eux-mêmes avoient senti la nécessité d'une médiation auprès de la divinité : c'étoit sans doute un reste de la tradition primitive, qu'ils désignèrent : ils avoient plusieurs dieux, mais l'évangile nous apprend qu'il n'y a qu'un seul Dieu & un seul médiateur entre Dieu & les hommes.

La morale évangélique nous instruit aussi avec autant de précision de tous nos devoirs envers les autres hommes, qui sont nos frères en Dieu, & en Jésus-Christ.

La charité & la justice ; voilà les devoirs généraux, qui renferment tous les devoirs particuliers, & à le bien prendre la charité chrétienne les comprend tous, sans exception.

Faire aux autres ce que nous voudrions qu'ils nous fissent à nous-mêmes, rendre à chacun ce qui lui est dû, n'offenser personne ni dans sa personne, ni dans sa réputation, ni dans ses biens, leur dire toujours toute la vérité, lorsqu'ils ont droit de l'exiger, sans chercher à les tromper ou à leur nuire par aucun mensonge ; ne font ce pas là autant de préceptes de la justice, renfermés aussi dans la charité chrétienne ?

Il nous est encore défendu de juger les autres ni avec témérité, ni avec légèreté, sous peine d'être jugés de Dieu avec la même rigueur ; de recueillir le mal que l'on dit du prochain, ni de le répandre ; de rechercher des rapports défavorables aux autres, ni de les divulguer ; & le Sauveur nous déclare que tous les exercices de la piété ne sauroient être agréables à Dieu, qu'après que nous aurons réparé tout le tort que nous pourrions avoir fait à nos semblables, & après que nous nous serons réconciliés avec eux.

Ce n'est pas assez de ne faire aucun mal, il nous est ordonné de faire aux autres tout le bien qui est en notre pouvoir ; en les secourant dans leurs besoins, en les consolant dans leurs afflictions ; en nous réjouissant de leur prospérité, en les avertissant avec douceur lorsqu'ils se trompent ou s'égarent ; en contribuant, en un mot, de toutes nos forces à leurs avantages temporels &

spirituels. Il nous sera tenu compte, au dernier jour de ces actes de bienfaisance, & Jésus-Christ les prendra comme faits à lui-même.

Nos ennemis même doivent être les objets de cette bienfaisance. Si nous avons été offensés, au lieu de recourir à la vengeance, nous devons pardonner, bénir ceux qui nous maudissent, faire du bien à ceux qui nous haïssent, prier pour ceux qui nous persécutent.

L'esprit de l'évangile est donc un esprit de douceur & de bienveillance universelle : il ne détruit cependant point les sentimens particuliers de l'amitié, mais il empêche que l'amitié n'étouffe la bienveillance générale. Il n'affaiblit point l'amour de la patrie, mais il prévient que ce patriotisme civique ne dégénère en ligue contraire à l'humanité. Il n'abolit point le zèle pour les vérités de la religion, mais il le règle & le dirige, pour qu'il ne porte jamais à l'intolérance, à la persécution, aux fureurs barbares du fanatisme. En un mot cet esprit évangélique fait de la charité la base de tous nos devoirs, & de l'amour du prochain la règle de toutes nos actions, & ces principes ne contredisent aucun des devoirs qui résultent des liens de la nature, mais en les resserrant ils les dirigent.

Voilà les préceptes généraux, résultans de la charité & de la justice. Mais afin que nous ne puissions jamais nous égarer dans l'application, l'évangile est encore entré dans le détail de tous les devoirs particuliers de l'homme pour tous les cas, & dans toutes les relations sociales.

C'est ainsi qu'il est ordonné à ceux qui gouvernent dans la société civile, d'être justes & bienfaisans, se considérant comme sous l'empire du Monar-

que universel, le Roi des rois, à qui ils rendront aussi compte de toute leur conduite. Dieu ne les a établis que pour faire le bonheur des peuples, rendre la justice, sans acception de personnes, protéger la vertu & réprimer le vice, & ce sont les engagements du contrat social qui existe entre le souverain & les sujets.

D'un autre côté il est commandé aux sujets d'être soumis à ceux qui les gouvernent, de prier pour eux, de craindre Dieu & d'honorer le roi, de rendre à César ce qui appartient à César, de payer les tributs, non seulement parce que les lois civiles l'ordonnent, mais par un motif de conscience & de soumission à la loi divine.

Ceux qui sont appelés à instruire & à gouverner dans l'église, sont exhortés à être doux, débonnaires & humbles de cœur, à ne point chercher à s'élever les uns par-dessus les autres, ni à dominer sur l'héritage du Seigneur, à être patients dans les contradictions & les maux, pleins de supports & de charité pour ceux qui sont dans l'erreur, se souvenant sans cesse que le royaume de Jésus-Christ n'est point de ce monde, mais du ciel ; qu'ici-bas son règne est spirituel, & que l'autorité de ses apôtres étoit uniquement spirituelle, sans autre puissance, que celle de l'esprit de Dieu, sans juridiction ni pouvoir sur les choses du monde, toujours soumis, comme tous les autres sujets, à la puissance séculière pour obéir aux lois, payer les tributs, & honorer les puissances de la terre, ordonnées de Dieu. Dans l'économie évangélique sur la terre, il y a une seule puissance temporelle, c'est celle du souverain légitime du pays, & une seule autorité spirituelle, c'est celle de Jésus-Christ, chef unique de l'église. Les membres de l'é-

gèle doivent donc être soumis à leurs conducteurs spirituels, parce que ceux-ci veillent sur leurs âmes, comme devant en rendre compte au Seigneur.

Les maîtres dans la société domestique, sont exhortés de même à agir avec douceur, avec bonté envers leurs serviteurs, à leur payer avec fidélité leur salaire, à ne point les maltraiter, sachant qu'ils ont aussi un maître dans le ciel, qui nous a tous faits d'un même sang, ceux qui servent et ceux qui sont servis.

Les serviteurs de leur côté doivent travailler avec fidélité, avec assiduité, & avec attachement pour l'intérêt de leurs maîtres, sans murmurer lorsqu'ils leur commandent des choses difficiles, ni repliquer avec insolence lorsqu'on les reprend; ils doivent servir avec affection, comme servant Dieu & non pas les hommes.

L'évangile n'omet aucun des devoirs d'aucun état, d'aucune condition, d'aucune relation, ajoutant toujours aux motifs naturels, ceux qui sont propres au christianisme. Ainsi il prescrit les devoirs des maris & ceux des femmes, des pères, des mères & ceux des enfants, ceux des vieillards & des jeunes gens, des inférieurs & des supérieurs, des grands & des petits, des pauvres & des riches, même ceux des personnes d'une condition égale entr'eux.

Tous ces devoirs sont proposés avec clarté, exprimés avec justesse, enseignés avec autorité au nom du Législateur suprême, soutenus des motifs les plus pressants; ce qui leur communique une force qu'ils ne pouvoient recevoir, ni des institutions humaines des législateurs, ni des raisonnemens des philosophes, ni des maximes des moralistes.

La morale de l'homme par rapport à

lui-même, la morale qui dirige nos affections, nos sentimens par rapport à notre intérieur & à nous-mêmes, n'est pas moins pure, ni moins sublime dans l'évangile. C'est le triomphe de la raison sur les passions. Le christianisme n'entreprend pas de les détruire, mais de les appliquer à des objets convenables, de les renfermer dans de justes bornes, de les diriger à des fins légitimes, pour qu'elles ne produisent que des actions sages & bonnes.

La douceur, la patience, la bienveillance universelle, doivent réprimer la colère, étouffer la haine, détruire les desirs de vengeance, selon les préceptes & l'exemple du Sauveur.

L'impureté marchoit sur la terre à tête levée, lorsque le Sauveur parut; le divorce étoit commun, l'adultère fréquent, la simple fornication n'étoit pas regardée comme une faute, les crimes contre nature étoient tolérés: l'évangile défendit jusqu'aux desirs impurs, & prescrivit la pureté du cœur comme la gardienne du corps, & le préservatif contre tous les actes deshonnêtes.

La tempérance dans le boire & le manger, une vie sobre & laborieuse, une attention sur soi-même, pour ne pas traiter son corps avec délicatesse, sont recommandés dans l'évangile, comme des devoirs essentiels du chrétien vigilant & le moyen de modérer les passions de la chair.

Nous sommes sollicités à ces devoirs par les plus puissants motifs, par le soin de notre santé, pour jouir de la tranquillité de la vie & du contentement d'esprit, par les promesses d'une félicité éternelle & les menaces d'un avenir terrible: l'évangile nous sollicite encore à la tempérance & à la chasteté par la dignité de notre vocation, les privilèges de notre profession, notre caractère d'enfants

de Dieu, de membres du corps de Christ, comme les temples vivans de Dieu & du S. Esprit, enfin comme les héritiers de la gloire céleste.

Ici cependant en recommandant la pureté, on n'aperçoit rien d'outré, rien que la raison puisse condamner. Aucun plaisir innocent n'est désapprouvé, l'usage modéré d'aucun des biens de la providence n'est interdit; les douceurs du mariage sont permises, approuvées & même sanctifiées.

L'amour & la recherche des richesses, ne sont blâmées de même, qu'autant qu'ils sont destructeurs de l'amour de Dieu, & contraires aux loix de la justice: & l'évangile nous apprend l'usage que nous pouvons faire de nos biens, dont nous ne sommes que les dépositaires & les dispensateurs, au nom de la providence, en nous déclarant que Jésus-Christ sera le rémunérateur de nos bonnes œuvres, comme s'il avoit été l'objet de notre bienfaisance.

L'orgueil qui fait le trouble de notre ame, & le poison de la vie, nous est représenté comme une révolte contre Dieu, & l'humble Sauveur nous offre ses leçons & son exemple pour nous en guérir, & en étouffer jusqu'au germe. Ambition, présomption, esprit de domination, il condamne avec force tous ces mouvemens de l'orgueil, déguisé de mille manières dans les replis tortueux d'un cœur si souvent séduit par cette passion funeste.

L'évangile ne condamne point une sensibilité raisonnable, qui naît de l'amour des autres & de nous-mêmes, mais elle la modère & la dirige en nous inspirant la confiance, dans les soins d'une Providence plus sage que nous, en reprimant ces soucis inquiets & rongeurs sur l'avenir, & en nous apprenant que Dieu fait faire tourner à l'a-

vantage de ceux qui l'aiment les événemens qui nous semblent les plus fâcheux.

Si l'évangile nous prêche la confiance dans la bonne providence, ce n'est pas pour nous jeter dans l'indifférence, dans l'inertie, dans la négligence & la paresse, pour nous, pour les autres, & pour la société. Il veut au contraire que nous nous occupions dans notre état, que nous travaillions à notre vocation, que nous évitions la fainéantise, source de tant de vices.

Pour tout dire en peu de mots, on ne sauroit imaginer aucune vertu, ni aucun principe vertueux, qui ne soient recommandés dans l'évangile, & on ne peut concevoir aucun vice ni aucune disposition mauvaise, qui n'y soient condamnés. C'est donc ici un système complet & parfait de la morale la plus pure, la plus conforme à la raison, la plus digne de Dieu qui en est l'auteur. C'est le plan de la religion la plus sage, la plus utile. En vain chercheroit-on ce système ailleurs: il ne se trouve nulle part que dans nos divines écritures. C'est un système fait pour le bonheur de l'homme, pour sa vraie perfection, pour le bien de la société, pour l'état de l'homme sur la terre, pour son état futur dans le ciel, un système assorti à sa nature, à ses facultés, à ses besoins, à sa destination. Comment se peut-il que l'excellence de la révélation ait été méconnue? C'est qu'on ne la pas examinée dans ses sources & ses principes: les dogmes des théologiens, les doctrines des controversistes, les traditions de certaines communions, leurs superstitions, leurs pratiques, leur zèle amer, souvent persécuteur & cruel contre tous ceux qui n'admettoient pas leurs institutions, leurs pratiques & leurs croyances; voilà ce que l'on a confondu avec

la religion chrétienne, pure, simple, douce & tolérante. On a attaqué ce système de l'homme dépravé; mais ce n'est pas le christianisme; ce n'est pas la *révélation* de Christ. La morale en fait l'essence, & cette morale est toute sainte & divine. Le reste est de l'invention des hommes: c'est la paille & le chaume ajoutés à l'or pur de la doctrine céleste. Tous les autres systèmes religieux sont défectueux en certains points, absurdes en d'autres, nuisibles en quelques-uns: les idées des plus sages philosophes du paganisme sont incomplètes, même fausses & corrompues sur quelques articles importants, incertaines sur les articles les plus essentiels. Non, il n'y a que le système de la *révélation* évangélique, qui soit complet en toutes ses parties, sans aucun mélange d'erreur, sans aucun excès, sans aucune omission.

Ce système est d'ailleurs revêtu de l'autorité nécessaire pour fixer toute incertitude & appuyé de motifs suffisans, pour en persuader la pratique. Les hommes exhortent, mais ils n'ont pas le droit de commander: les législateurs humains prescrivent & régulent les actes extérieurs; il n'y a que le Législateur suprême qui puisse régler les pensées, les intentions, les desseins, les motifs, les dispositions du cœur, les affections de l'âme, & soutenir toutes ses loix d'une sanction supérieure.

Si d'un côté, nous considérons donc l'excellence de toute l'institution évangélique, & de l'autre la candeur & la simplicité de ceux qui en furent les premiers prédicateurs, nous devons conclure que ce ne furent point des entoufflés échauffés, puisque tout est judicieux, sensé, réfléchi, vrai & divin dans leur système, conforme à la plus saine raison: ce ne furent pas non plus des

imposteurs artificieux, puisqu'ils n'ont eu d'autre intérêt en vue que celui de la vérité & de la vertu, & que pour faire le bonheur des hommes & de la société, en établissant ce règne de la vertu, ils consacrèrent leur vie aux travaux & aux souffrances, sans autre rémunération que le plaisir de faire le bien. Ces hommes illustres, sans science mondaine, enseignèrent la religion la plus sublime qui eût été annoncée aux hommes; ils triomphèrent de tous les obstacles & firent recevoir leur doctrine malgré la synagogue, le portique & le licée: par quelle puissance, si ce n'est par celle qu'imprime le bras de Dieu aux foibles instrumens, dont il se sert pour exécuter ses grands desseins?

Concluons donc qu'une *révélation* divine étoit possible, qu'elle ne pouvoit qu'être utile, que l'état des hommes corrompus la rendoit nécessaire, qu'enfin elle existe dans l'évangile, digne à tous égards du Dieu qui en est l'auteur.

V. Les hommes ingrats & présomptueux, au lieu de recevoir avec reconnaissance cette *révélation* divine, osent critiquer les vues & la conduite de la Providence, & lui demander raison de ses dispensations impénétrables. L'Etre suprême, dit-on, pere commun du genre humain, devoit se faire connoître à tous les hommes, pour les rendre tous également heureux; sa *révélation* devoit commencer avec la race humaine, & se répandre à mesure qu'elle s'est accrue. Elle devoit être accompagnée de circonstances si convaincantes que chacun fût forcé à reconnoître son origine divine. Enfin, cette loi devoit être tellement proportionnée à l'état physique de l'homme, à sa nature, qu'il fût porté à s'y soumettre & à en remplir tous les devoirs.

Tous ces raisonnemens sont fondés

sur de fausses suppositions, & sur des préjugés ; c'est ce que l'on reconnoitra si l'on pèse de bonne-foi les réflexions suivantes.

D'abord, il ne faut point douter que Dieu ne se soit manifesté, ne se soit révélé, plus ou moins directement, plus ou moins immédiatement, non-seulement à nos premiers parens, aux premiers habitans de la terre, mais encore, d'âge en âge, à des hommes choisis chez tous les peuples du monde.

v. RELIGION. Il se communiqua à Adam, après lui aux patriarches, & à tous les hommes pieux qui cherchoient sincèrement à le connoître. La tradition primitive de la vraie religion universelle étoit une *révélation*, dont l'origine venoit du ciel. Elle fut conservée chez tous les peuples par des hommes raisonnables, & l'histoire de la philosophie de tous les âges nous en présente des monumens ou des restes précieux dans toutes les nations. Il ne tenoit donc qu'aux hommes de conserver dans sa pureté, cette religion sainte & universelle, que l'ignorance, la superstition, & les passions défigurèrent par-tout, malgré les réclamations de la raison, ou du bon sens. Falloit-il que la divinité se communiquât immédiatement à chaque nation, à chaque génération, à chaque chef de famille, à chaque individu ? N'étoit-ce pas assez que ce Dieu miséricordieux, ne demandât à chaque peuple & à chaque individu que les lumières qu'ils pouvoient avoir, qu'ils étoient en état de découvrir & de conserver ? Leur négligence devient-elle donc un titre pour blâmer sa providence ?

D'ailleurs tous ces raisonnemens sont fondés sur une supposition fautive, c'est que nous connoissions assez toutes les perfections infinies de l'Être suprême,

pour pouvoir décider hardiment sur tout ce qu'il est tenu de faire, & qu'il n'a pas fait. Reconnaissons plutôt que nous ne sommes jamais en état de prononcer sur ce à quoi l'assemblage de ses perfections l'engage ; nous ignorons de même ce qu'il a fait en faveur de telle nation ou de tel homme, & nous ne savons pas mieux ce qu'il fera au dernier jour, ou dans l'économie future. Ce n'est que quand vous serez bien instruits avec une pleine certitude, de toutes ces choses, que vous pourrez examiner si Dieu a fait pour les hommes, ce qu'il devoit faire. La raison ni la *révélation* ne nous apprennent rien sur ces questions, parce que si ce n'est pas à nous à juger, ni à régler la providence. Pour être sujet fidèle d'un prince sage, il n'est pas nécessaire que nous pénétrions dans les secrets de la politique, il suffit que nous connoissions les loix civiles & que nous les observions. Les choses cachées sont pour l'Eternel, les révélées sont pour nous & nos enfans. Deut. XXIX. 29. Vous avez quelque idée des vertus morales de la divinité, est-il nécessaire, êtes-vous capable d'en avoir une notion complète ? Si vous ne l'avez pas, comment pourriez vous dire comme il doit gouverner le monde, & tout ce qu'il est tenu de faire ? Dieu est sage sans doute ; mais connoissez-vous tous les desseins de sa sagesse, toute la chaîne des moyens, & si ce qu'il n'a pas fait, selon vous, & qu'il devoit faire, il ne le fera pas un jour, par des moyens qui vous sont encore inconnus ? Vous ne pouvez donc, sans une témérité insensée, vous ériger en juge de la providence, puisque vous ne connoissez point ses desseins, puisque vous ignorez ce qu'elle a fait, puisque vous ne savez point ce qu'elle fera finalement.

Observons outre cela, que nous igno-

rons non-seulement les grâces que Dieu a accordées à chaque peuple dans tous les tems, à chaque individu dans tous les lieux, mais encore la manière dont il's y ont répondu, jusqu'à quel point ils ont été dignes ou indignes d'ultérieures faveurs, selon les principes immuables de la Sagesse divine, inséparable de sa miséricorde. Quelle hardiesse donc n'y a-t-il pas à dire qu'il n'a pas fait tout ce qu'il devoit faire ?

Sur quel fondement encore oseriez-vous décider que Dieu n'a pas été le maître de ses faveurs, & de faire plus de grâces à certains peuples ou à quelques individus qu'à d'autres ? Ne suffit-il pas qu'il ne demande à chacun que ce qu'il a droit d'en exiger, à proportion du degré de *révélation*, de lumières ou de secours. Les effets d'une bienfaisance, qui ne sont pas de droit, sont libres, & personne ne peut se plaindre de n'avoir pas reçu d'un bienfaiteur ce qu'il a donné à d'autres. Un mou-ton se plaindra-t-il de ce qu'il n'a pas la force d'un bœuf ? Si dans les animaux il y a une gradation de qualités, ne pourroit-il pas y en avoir parmi les êtres raisonnables ? Les peines & les récompenses destinées à ceux-ci, étant toujours proportionnées à l'emploi qu'ils auront pu faire de ce qu'ils ont reçu, ou de ce qu'ils recevront un jour, de quoi auroient-ils à se plaindre ? Attendons par conséquent le jour, de la rétribution, le jour des compensations, pour juger de la conduite de la Providence adorable. Dieu ne jugera pas les Hottentots de l'Afrique, ni les Illinois de l'Amérique comme les Juifs ou les chrétiens : chacun sera jugé selon les règles qu'il aura pu connoître, les talens qu'il aura reçus, les circonstances où il se sera trouvé, les obstacles qui l'auront arrêté, la force des tentations

qui l'auront entraîné ; en un mot, chacun sera jugé avec justice. Dieu ne redemandera pas ce qu'il n'a point donné, il ne moissonnera pas où il n'a pas semé : ceux qui auront péché sans avoir de loi, seront jugés sans la loi ; ceux qui auront péché ayant la loi, seront jugés par la loi. *Rom. II. 12. IX. 10. & suiv. XI. 33. Luc. XIX. 21.*

Quant aux preuves qui établissent la vérité de la *révélation*, elles ont toutes l'évidence que la nature du sujet comporte. Exiger des preuves mathématiques dans des questions de discussions, de raisonnemens & de faits, c'est renverser la nature des choses. Les faits renfermés dans la *révélation*, sont appuyés sur des témoignages suffisans ; les vérités sont établies sur des raisonnemens solides, & si l'on a multiplié les objections contre les uns ou les autres, elles portent ou contre des versions mal faites, ou contre des explications mal entendues, ou contre des dogmes témérairement ajoutés à la simplicité de la doctrine évangélique, ou elles naissent des bornes de notre intelligence & d'une curiosité orgueilleuse, qui voudroit aller au-delà des limites, dans lesquelles nous devrions nous renfermer.

Enfin par rapport aux préceptes de la religion, il n'est personne, sans doute, qui puisse ici bas les observer parfaitement, ni constamment ; aussi Dieu ne condamnera personne simplement pour avoir négligé ou violé quelques-unes de ces loix, mais pour avoir persévéré dans sa désobéissance & dans des habitudes vicieuses. Le tempérament, les circonstances, l'éducation, les exemples, la force des tentations, tout sera pesé avec justice par le Juge de l'univers, & nous pouvons assurer d'avance que tous les jugemens de Dieu seront trouvés justes au dernier jour,

Ne nous précipitons donc point, & attendons ce jour de la manifestation, & si nous trouvons dans quelques théologiens des dogmes, des décisions qui paroissent contraires à la bonté ou à la sagesse de Dieu, qui offrent des difficultés insurmontables, concluons que ces opinions n'appartiennent point à la doctrine chrétienne, que les objections que l'on en tire contre la *révélation*, portent à faux & n'ébranlent point la vérité de l'Evangile. (B. C.)

RÉVÉLATION des empêchemens de mariage. Droit canon. Voici les règles que l'on doit suivre à cet égard. Comme c'est pour le bien public que les publications de bans sont ordonnées par les loix de l'Eglise & de l'Etat, qui sont générales, on est obligé d'aller révéler les empêchemens que l'on fait être à un mariage, quand même on ne feroit pas des paroisses où se publient les bans de ces mariages. On doit faire cette *révélation* au plutôt, *quàm primum*, dit S. Charles, parce qu'il y a péril en la demeure, *periculum in mora*. Ceux-là ne sont pas tenus à cette *révélation*, qui ne savent l'empêchement que par la voie de la confession, ou de conseil, comme un avocat, un curé, un docteur, les procureurs, les chirurgiens, les médecins, les sages femmes & un ami; mais que ceux qui ne savent l'empêchement que sous le secret de la conversation ordinaire, y sont obligés. Que quand on fait qu'une personne veut se marier avec un empêchement dirimant qui la diffameroit, en cas qu'il fut connu, si l'on a observé le précepte de l'Evangile, c'est-à-dire, si l'on a averti ou fait avertir la personne de la faute qu'elle veut commettre en se mariant, & qu'elle veuille passer outre, on est obligé d'aller révéler l'empêchement que

l'on commet à son mariage; mais si l'empêchement est occulte, de sorte qu'il provienne d'un crime qu'on ne peut révéler sans se diffamer soi-même, ou sans diffamer une tierce personne, ou sans s'attirer à soi ou à d'autres des affaires très-préjudiciables, on n'est pas obligé de révéler cet empêchement. Que la *révélation* doit se faire ordinairement aux parens, quand l'empêchement est public de la nature; si les parens n'en profitent pas, on doit en donner avis au curé qui a publié les bans, & quelquefois même à l'évêque ou à l'official, s'il y a quelque contestation; mais quand l'empêchement est occulte, on ne doit le révéler qu'au curé, & se reposer sur lui pour le soin de faire échouer le mariage. (D.M.)

REVENDEICATION, f. f., Jurisp. L'action de *revendication* est une action qui naît du domaine de propriété que chacun a des choses particulières, par laquelle le propriétaire qui en a perdu la possession, la réclame & la revendique contre celui qui s'en trouve en possession, & le fait condamner à la lui restituer.

L'action de *revendication* est une action réelle, puisqu'elle naît d'un droit réel que quelqu'un a dans une chose, savoir du domaine de propriété qu'il a de cette chose.

Quoique cette action soit réelle, elle a néanmoins quelquefois des conclusions personnelles qui lui sont accessoires, qui naissent de quelques obligations que le possesseur de la chose revendiquée a contractées par rapport à cette chose envers le demandeur en *revendication*.

Toutes les différentes choses particulières dont nous avons le domaine de propriété, peuvent être l'objet de l'action de *revendication*, les meubles aussi.

bien que les immeubles: *Hæc specialis in rem actio cum habet in omnibus tam animalibus quam his que animâ carent, & in his que solo continentur. L. 1. §. 1. ff. de rei vindic.*

Cujas dans son ouvrage *ad Libros dig. Juliani, lib. 78.* sur la loi 56. de *rei vind.* qui en est tirée, observe que par le droit romain l'action de *revendication* n'avoit lieu que pour les choses corporelles. Mais je ne vois rien qui empêche que le propriétaire d'une chose incorporelle, comme d'un droit de censive, d'un droit de champart ou d'une rente, lorsqu'il en a perdu la possession, ne puisse donner l'action en *revendication* de cette chose contre un tiers qu'il en trouveroit en possession, de même qu'en la donne pour les choses corporelles.

Il n'y a que les choses particulières qui peuvent être l'objet de cette action; une universalité de biens telle qu'est une succession, lorsqu'elle nous est contestée par quelqu'un, ne donne pas lieu à l'action de *revendication*, mais à une autre espèce d'action qui est la pétition d'hérédité.

Il en est de même de l'universalité de biens d'une personne morte sans héritiers, qui appartient à un seigneur à titre de deshérence; ou du pécule d'un religieux défunt qui appartient à son abbé ou au monastère; la contestation sur le domaine de ces universalités de biens, donne lieu à une action à l'instar de la pétition d'hérédité, & non à la *revendication*.

Il ne faut pas confondre avec l'universalité de biens, ce qui n'est qu'universalité de choses, tel qu'est un troupeau de moutons, un harras de chevaux; ces espèces d'universalités ne sont considérées que comme choses particulières, & peuvent être l'objet de

l'action de *revendication*: *Posse etiam gregem vindicari Pomponius libro lictionum 25°. idem de armentis & de equis. L. 1. §. 3. ff. de rei vind.*

L'action de *revendication* étant une action par laquelle le propriétaire d'une chose, la revendique sur celui qu'il en trouve en possession, il s'ensuit que les choses qui n'appartiennent à personne, telles que sont celles qui sont *Divini aut publici juris*, ne peuvent être l'objet de l'action de *revendication*.

Mais lorsque dans les dépendances d'une terre, il y a une chapelle, quoique cette chapelle soit *res divini juris*, & qu'en conséquence cette chapelle, *in se*, considérée séparément ne soit pas susceptible de l'action de *revendication*; néanmoins elle entre dans l'action de *revendication* de la terre comme une dépendance de la terre.

Suivant la subtilité du droit romain, lorsqu'une chose dont j'avois le domaine de propriété, se trouvoit tellement unie à une qui vous appartenoit, qu'elle paroîssoit en être une partie accessoire, je ne pouvois pas la revendiquer pendant qu'elle y demouroit ainsi unie, parce qu'elle étoit censée pendant ce tems n'avoir pas une existence particulière, & n'être qu'une partie de la vôtre à laquelle elle étoit unie; il falloit donc que j'eusse recours à l'action *ad exhibendum* contre vous par devers qui elle étoit, pour vous faire condamner à la détacher & à me l'exhiber; & ce n'étoit qu'après qu'elle avoit été détachée, que cette chose ayant recouvré l'existence particulière qu'elle avoit auparavant l'union, & moi ayant en conséquence recouvré le domaine de propriété que j'avois de cette chose, je pouvois la revendiquer: *Quamvisque aliis iuncta frue adjecta accessionis loco cedunt, ea, quandoque coherant, domi-*

nus vindicare non potest, sed ad exhibendum agere potest, ut separentur, & jure vindicentur. L. 23. §. 5. ff. de rei vind.

Régulièrement, cette action n'appartient qu'à celui qui a le domaine de propriété de la chose revendiquée, & ne peut être intentée que par lui: *In rem actio competit ei qui aut jure gentium aut jure civili dominium acquisit. L. 23. ff. de rei vind.*

De-là il suit que l'acheteur d'une chose qui ne lui a pas encore été livrée, ne peut être fondé dans la demande en revendication de cette chose, parce qu'il n'en a pas encore le domaine de propriété, qu'il ne peut acquérir que par la tradition qui lui seroit faite en exécution du contrat: *Si ager ex emptio-nis causa ad aliquem pertineat, non rectè hac actione (in rem) agi poterit, antequam traditus sit, tuncque possessio amissa sit. L. 50.*

Par la même raison, si un homme a acheté pour lui & en son nom une chose avec une somme de deniers que vous lui aviez donné en dépôt, vous n'êtes pas fondé dans la demande en revendication de cette chose, quoiqu'acquise de vos deniers; car vous n'en avez pas le domaine de propriété, n'ayant pas été acquise pour vous, ni en votre nom: *Si ex ei pecuniâ quam deposueris, is apud quem collocata est, sibi possessiones comparavit, ipsique tradita sunt, tibi vel tradi, vel quasdam ex his compensationis causâ ab invito eo in te transferri inperiosum est. L. 6. cod. de rei vind.*

Il y a néanmoins quelques cas dans le droit, où contre la rigueur des principes, on accorde à celui des deniers duquel une chose a été achetée, la revendication de cette chose.

Il n'est pas nécessaire pour pouvoir intenter cette action, que le domaine

que nous avons de la chose revendiquée, soit un domaine parfait & irrévocable; quoique nous devions le perdre au bout d'un certain tems, où par l'événement de quelque condition, tant que nous avons encore le domaine de la chose, nous sommes fondés à la revendiquer: *Non ideo minus rectè quid nostrum esse vindicabimus, quod abire à nobis speratur, si conditio legati vel libertatis extiterit. L. 66. ff. de rei vind.*

Par exemple, le propriétaire d'un héritage chargé de substitution, tant que la substitution n'est pas encore ouverte, est bien fondé à la revendiquer.

Il n'est pas non plus nécessaire que le domaine de propriété que nous avons de la chose revendiquée, soit une propriété pleine; quoique je n'aie pas la nue propriété d'une chose, l'usufruit appartenant à un autre, j'ai droit de la revendiquer; car, quoique je n'en aie pas l'usufruit, je n'en suis pas moins propriétaire pour le total; l'usufruit que je n'ai pas étant une servitude, une charge, plutôt qu'une partie de la chose: *Rectè dicimus eum fundum totum nostrum esse, etiam quum usufructus alienus est, quia usufructus non domini pars sed servitutis sit: ut via & iter & nec falsò dici totum meum esse, cuius non potest ulla pars dici alterius esse. L. 25. ff. de verb. signif.*

Celui qui n'a le domaine de propriété d'une chose que pour une partie, peut la revendiquer pour la part qu'il y a, quand même la chose ne seroit pas susceptible de parties réelles, mais seulement de parties intellectuelles: *Eorum quoque, qui sine meritu dividi non possunt, partem petere posse constat. L. 85. §. 3. de rei vindic.*

Quoique régulièrement l'action de revendication d'une chose n'appartienne qu'à celui qui en est le propriétaire,

on l'accorde néanmoins quelquefois à celui qui n'en est pas le propriétaire, mais qui étoit en chemin de le devenir, lorsqu'il en a perdu la possession.

Car si celui qui possédoit de bonne foi, en vertu d'un juste titre, une chose dont il n'étoit pas propriétaire, en a perdu la possession avant l'accomplissement du tems requis pour la prescription, il est reçu, quoiqu'il ne soit pas propriétaire de cette chose, à la revendiquer par l'action de *revendication* contre ceux qui se trouvent la posséder sans titre.

Cette action est celle qui est appelée en droit *actio publiciana* : elle est fondée sur l'équité, qui veut que celui qui étoit le juste possesseur d'une chose, & qui, quoiqu'il n'en fût pas encore le propriétaire, étoit en chemin de le devenir, soit préféré pour avoir cette chose, lorsqu'il en a perdu la possession, à un usurpateur qui s'en est mis injustement en possession.

Il n'est pas précisément nécessaire que le titre en vertu duquel j'ai possédé la chose, fût un titre valable ; il suffit que j'aie eu quelque sujet de le croire valable, pour que je sois réputé avoir été juste possesseur de la chose, & que je sois reçu à cette action, lorsque j'en ai perdu la possession : par exemple, si j'ai acheté d'un fou, dont j'ignorois le dérangement d'esprit, une chose qu'il m'a livrée, quoique la vente qu'il m'en a faite, en vertu de laquelle j'ai possédé cette chose, fut nulle ; néanmoins, ne m'étant pas aperçu de son dérangement d'esprit, j'ai eu sujet de la croire valable, ce qui suffit pour que je sois réputé en avoir été juste possesseur, & pour que je sois reçu à cette action contre un usurpateur qui en auroit usurpé sur moi la possession : *Marcellus scribit eum qui à furioso, ignorans eum fu-*

vere, emit, posse usucapere, ergo Et publicianam habebit. L. 7. ff. de publ. act.

En général, l'opinion d'un juste titre : quoiqu'erronée, lorsqu'elle a un juste fondement, équivaut au titre, & suffit pour cette action, de même qu'elle suffit pour la prescription. v. *PRESCRIPTION.*

Ce n'est ordinairement que contre ceux qui possèdent sans titre, que l'ancien possesseur de bonne foi qui n'est pas encore propriétaire, est reçu à revendiquer la chose dont il a perdu la possession. Si depuis qu'il l'a perdue, la possession de cette chose avoit passé à celui qui en est le véritable propriétaire, il est évident qu'il ne seroit pas recevable à la revendiquer contre lui : en ce cas, *exceptio jussi domini publiciana obijcienda est. L. 16. ff. de publ. act.* car, comme observe fort bien Nératius, *publiciana actio non ideo comparata est, ut res domino auferatur. L. 17. ff. d. tit.*

L'ancien possesseur de bonne foi n'est pas pareillement reçu à revendiquer la chose dont il a perdu la possession, contre un possesseur, qui, sans en être propriétaire, la posséderoit en vertu d'un juste titre, comme nous le verrons plus bas, car les deux parties étant en ce cas d'égale condition, le possesseur actuel doit avoir la préférence : *In pari causa prior causa possessoris.*

Il y a néanmoins des cas où l'ancien possesseur de bonne foi est reçu à revendiquer la chose dont il a perdu la possession, même contre le propriétaire pardevant qui elle se trouve, & à plus forte raison, contre un autre possesseur de bonne foi.

Le premier cas est, lorsque le propriétaire pardevers qui se trouve la chose dont j'ai perdu la possession, auroit consenti à la vente qui m'en a été faite,

non haberet. L. 4. §. 32. ff. de dol. & met. except.

L'équité peut encore, en d'autres cas, faire admettre l'ancien possesseur de bonne foi d'une chose, qui en a perdu la possession, à la revendiquer par l'action publicienne, même contre celui qui en seroit depuis devenu propriétaire; comme dans l'espèce de la loi 57. ff. *mand.*

Le propriétaire qui a perdu la possession d'une chose, doit donner l'action de *revendication* contre celui qu'il trouve en possession.

Peut-elle être donnée, même contre celui qui en est en possession au nom d'un autre, ou ne doit-elle être donnée que contre celui qui la possède en son nom? Ulpien sur cette question décide contre le sentiment des Proculétiens, que l'action de *revendication* est bien donnée contre tous ceux qui se trouvent en possession d'une chose, de quelque manière & à quelque titre que ce soit qu'ils en soient en possession, soit en leur nom, soit au nom d'un autre: *Pegasus ait ab eo apud quem deposita vel commodata, vel qui eam conduxerit. ... quia hi omnes non possident vindicari non posse: puto autem ab omnibus qui tenent & habent restituendi facultatem, peti posse. L. 9. ff. de rei vind.*

La même chose doit s'observer à l'égard des choses mobilières; lorsque je trouve ma chose entre les mains d'une personne, quoique cette personne ne la tienne qu'à titre de dépôt, ou de prêt, je peux l'entiercer sur cette personne; mais lorsqu'elle aura déclaré celui qui la lui a confiée en dépôt, ou qui la lui a prêtée, dont elle doit m'indiquer le nom & la demeure, je dois l'appeller en cause, & c'est avec lui que je doit traiter & juger mon action.

Lorsque j'ai perdu la possession d'un

Tome XII.

héritage, dont nous sommes vous & moi propriétaires en commun & par indivis chacun pour moitié, si vous êtes en possession de cet héritage en commun avec Titius qui n'y a aucun droit, c'est contre Titius seul que je dois donner ma demande en *revendication*, & non contre vous, qui ne le possédez que pour la part que vous y avez; mais si vous avez fait avec Titius un partage de cet héritage, & qu'en conséquence de ce partage vous possédiez seul une certaine portion divisée de cet héritage, je peux donner contre vous l'action de *revendication* pour la part indivise que j'y ai; le partage que vous avez fait avec Titius étant un acte qui m'est étranger, n'a pu me dépouiller de la part indivise que j'ai dans tout l'héritage, & dans toutes les différentes parties dont il est composé: *Si ex aquis partibus fundum mihi tecum communem, tu & Lucius Titius possidetis, non ab utrisque quadrantes petere me debere, sed à Titio qui non sit dominus totum semissem. Aliter atque si certis regionibus possideatis eum fundum; nam tunc sue dubio & à te & à Titio partes fundi petere me debere: Quoties enim certa loca possidebantur, necessario in his aliquam partem meam esse. L. 8. ff. de rei vindic.*

La demande en *revendication* ne devant ni ne pouvant régulièrement procéder que contre celui qui est trouvé en possession de la chose revendiquée; si celui contre qui la demande est donnée, dénie posséder la chose, cela donne lieu à un appointement, par lequel, après que le défendeur a soutenu qu'il ne possédait point l'héritage revendiqué, on permet au demandeur de prouver que le défendeur le possède; faute de le prouver, on donne congé de la demande non purement & simplement.

L1

mais en conséquence de ce qu'il ne possède pas l'héritage ; lequel jugement n'empêche pas qu'on ne puisse de nouveau donner la demande contre lui *ex nova causa*, si par la suite il vient à le posséder.

Lorsque le défendeur, quoiqu'il ne possédât pas l'héritage pour lequel il étoit assigné en *revendication*, a néanmoins contesté, & soutenu le procès, comme s'il en étoit le possesseur ; si c'est par erreur, croyant être assigné pour un autre héritage que celui pour lequel il étoit assigné, l'erreur étant depuis découverte, il ne doit être condamné qu'aux dépens ; mais s'il étoit prouvé que ce fût par malice, pour empêcher le demandeur de connoître le véritable possesseur, & de donner la demande contre lui, afin que par ce moyen le possesseur pût accomplir le tems de la prescription ; le défendeur devroit être en ce cas condamné aux dommages & intérêts du demandeur, qui par cette fraude auroit perdu la propriété de son héritage, faute d'avoir pu interrompre le tems de la prescription contre celui qui le possédoit.

Il y a cette différence entre l'action de *revendication*, & les actions personnelles, que celles-ci se donnent contre les héritiers de celui qui en est tenu, lesquels héritiers en sont tenus pour la part pour laquelle ils sont héritiers ; au contraire, l'action de *revendication* ne peut être donnée contre l'héritier du possesseur, qu'autant que cet héritier est possesseur lui-même de la chose revendiquée, & il en est tenu, non pour la part pour laquelle il est héritier du défunt possesseur, mais pour la part pour laquelle il est possesseur de la chose revendiquée : de manière que si par le partage fait entre les héritiers du défunt possesseur, la chose revendiquée

étoit échue pour le total à l'un d'entre eux, l'action de *revendication* procédroit contre lui pour le total, & ne procédroit point du tout contre les autres héritiers, qui n'en posséderaient rien.

La raison de différence est évidente : les actions personnelles naissent de quelque obligation contractée par celui qui en est tenu envers le demandeur ; les héritiers de celui qui en est tenu, succédant à toutes ses obligations, chacun pour la part dont il est son héritier, c'est une conséquence qu'ils soient tenus pour cette part des actions qui naissent desdites obligations ; au contraire, l'action de *revendication* ne naissant pas d'aucune obligation que le possesseur ait contractée envers le propriétaire de la chose qui fait l'objet de la demande en *revendication*, mais seulement de la possession qu'il a de cette chose ; son héritier ne doit être tenu de cette action, qu'autant qu'il est lui-même possesseur de la chose revendiquée, & pour la part pour laquelle il en est possesseur.

Observez que quoique celui des héritiers, à qui est échue par le lot de partage, la chose qui fait l'objet de la demande en *revendication*, soit seul tenu de l'action de *revendication* vis-à-vis le propriétaire de cette chose ; néanmoins, comme les cohéritiers ont contracté envers lui par le partage l'obligation de lui garantir cette chose, lorsque le propriétaire a donné contre lui l'action de *revendication*, il a droit de sommer en garantie ses cohéritiers, pour qu'ils soient tenus de défendre avec lui à l'action.

Notre principe, que les héritiers du possesseur de la chose qui fait l'objet de la demande en *revendication*, ne sont tenus de l'action de *revendication*, qu'autant qu'ils sont eux-mêmes possesseurs

de la chose, a lieu à l'égard des héritiers d'un possesseur de bonne foi, lequel n'étoit tenu de cette action, qu'aux fins de délaissement de la chose qui en fait l'objet; il en est autrement des héritiers d'un possesseur de mauvaise foi, contre lequel le propriétaire avoit droit de demander non-seulement le délaissement de la chose, mais encore la restitution des fruits que ce possesseur de mauvaise foi en a perçus, & les dommages & intérêts résultans des dégradations qu'il y a faites; les demandes accessoires à l'action de *revendication* étant des demandes qui naissent des obligations personnelles que ce possesseur a contractées, de rendre les fruits qu'il a perçus d'une chose qu'il favoit ne lui pas appartenir, ses héritiers, qui par la qualité qu'ils ont de ses héritiers, sont tenus de ses obligations, pour la part pour laquelle ils sont héritiers, doivent être tenus pour la part pour laquelle ils sont ses héritiers, des demandes accessoires, pour la restitution des fruits, & pour les dégradations, qui naissent de dites obligations.

Par la même raison, lorsque j'ai donné la demande en *revendication* d'une chose, même contre un possesseur qui étoit possesseur de bonne foi; si ce possesseur, sur ma demande par laquelle je lui ai donné copie de mes titres de propriété, a contesté & est mort pendant le procès, ceux de ses héritiers qui n'ont pas succédé à la chose, & qui ne la possèdent pas, étant assignés en reprise d'instance, quoiqu'ils ne soient pas tenus de la demande aux fins de délaissement de la chose, sont néanmoins tenus pour la part pour laquelle ils sont héritiers, des demandes accessoires qui procèdent contre ce possesseur, pour la restitution des fruits par lui perçus depuis la demande, & pour les dégrada-

tions par lui faites depuis la demande. C'est ce qu'enseigne Paul: *Si in rem actum sit, quamvis heres possessoris si non possideat absolvatur, tamen si quid ex personâ defuncti commissum sit, omnimodo in damnationem venit. L. 42. ff. de rei vindic.*

La raison est, que ce possesseur de bonne foi, contre qui la demande en *revendication* a été donnée, ayant par la copie que le demandeur lui a donnée de ses titres de propriété acquis la connoissance que la chose appartenoit au demandeur, a commencé dès lors à devenir possesseur de mauvaise foi, & a contracté l'obligation de rendre les fruits qu'il percevroit depuis la demande, & celle de conserver la chose en bon état, auxquelles obligations tous ses héritiers succèdent: *Post litem contestatam*, dit Ulpien, *omnes incipiunt male fidei possessores esse, quin imo post controversiam motam, cepit enim scire rem ad se non pertinentem possidere sc. L. 25. §. 7. ff. de hered. petit.*

L'action de *revendication* se donne non-seulement contre le possesseur de la chose qui en est l'objet; elle peut aussi être intentée contre celui qui par malice pour se soustraire à cette action, a cessé de la posséder: *Is qui ante litem contestatam dolo desit rem possidere, tenetur in rem actione. L. 27. §. 3. ff. de rei vindic.*

Supposons, par exemple, que vous avez trouvé dans la rue une bague précieuse, qui étoit tombée de mon doigt, sans que je m'en aperçusse; ayant appris qu'elle étoit chez vous par quelque personne qui l'avoit vue & qui la connoissoit, je me propoisois de donner requête pour l'entiercer, & de donner contre vous la demande en *revendication*; vous, en ayant eu le vent, pour vous soustraire à cette demande,

vous l'avez vendue à un passant inconnu pour la moitié de ce qu'elle vaut, je ne dois pas être par votre dol privé de ma chose, & mis hors d'état de la revendiquer; c'est pourquoi, je dois en ce cas avoir contre vous l'action de *revendication*, comme si vous la possédiez encore; & faute par vous de pouvoir me la rendre, vous faire condamner à m'en payer le véritable prix; ce qui est conforme à ces règles de droit: *Qui dolo deservit possidere, pro possidente damnatur, quia pro possessione dolo est. L. 131. ff. de reg. jur. Et parem esse conditionem oportet ejus qui quid possideat vel habeat, atque ejus cujus dolo malo factum est, quominus possideret vel haberet. L. 150. ff. d. tit.*

Le propriétaire d'une chose ne doit avoir recours à l'action de *revendication*, que lorsqu'il a perdu entièrement la possession de cette chose; s'il y est troublé par quelqu'un, il a un très-grand intérêt d'intenter contre celui qui le trouble, l'action en complainte possessoire, plutôt que l'action de *revendication*; & pareillement, s'il avoit été dépossédé par violence, il a un très-grand intérêt de se pourvoir par l'action de réintégrande, plutôt que par une demande en *revendication*. La raison est, que lorsqu'on en vient au pétitoire, il y a beaucoup plus d'avantage à être le possesseur de la chose qui fait l'objet du procès, qu'à être le demandeur, celui-ci étant chargé de prouver son droit de propriété dans cette chose; au lieu que le possesseur n'a rien à prouver de son côté, & est toujours présumé & réputé propriétaire, jusqu'à ce que le demandeur ait pleinement prouvé & établi son droit de propriété.

C'est aussi le conseil que donne Gaius: *Is qui destinavit rem petere, animadvertere debet an aliquo interdicto, possit*

nuncisci possessionem, quia longe communius est ipsam possidere, & adversarium ad onera petitoris compellere, quam alio possidente petere. L. 21. ff. de rei vind.

Par le droit romain, celui qui se proposoit d'intenter l'action de *revendication* pour une chose mobilière, devoit intenter auparavant l'action *ad exhibendum*, contre celui pardevers qui se trouvoit la chose, aux fins qu'il fût tenu de la représenter, à l'effet que la chose étant représentée, le demandeur pût former son action de *revendication* de cette chose, ce qu'il faisoit par cette formule, en mettant la main sur la chose revendiquée, *ait hanc rem meam esse.*

Le demandeur en *revendication*, pour qu'il puidt obtenir en sa demande, est obligé de la fonder par le rapport de quelque titre de propriété de l'héritage ou de la rente qu'il revendique.

Lorsque le demandeur en *revendication*, & le possesseur contre qui l'action est donnée, produisent chacun, de part & d'autre, un titre d'acquisition; ou ils ont acquis, l'un & l'autre, de la même personne; ou ils ont acquis de différentes personnes.

Au premier cas, lorsque le demandeur & le défendeur produisent chacun, de leur côté, un titre d'acquisition de l'héritage qu'ils ont fait l'un & l'autre, de la même personne; quand même il ne seroit pas établi que cette personne de qui ils prétendent avoir acquis l'un & l'autre, l'héritage, en eût été le propriétaire, elle est présumée l'avoir été; & celui qui a été mis le premier par elle en possession de l'héritage qui fait l'objet de l'action en *revendication*, doit être réputé avoir acquis d'elle la propriété de l'héritage, & obtenir sur l'action en *revendication*: *Si duobus quis separatim vendiderit bonâ fide eumentibus, videamus quis magis publicianâ uti possit,*

utrum is cui priori res tradita est, an is qui tantum emit? Et Julianus libro 7^o. digestorum scripsit, ut si quidem ab eodem non domino emerint, potior sit cui priori res tradita est. L. 9. §. 4. ff. de publ. in rem. a. 7.

Au second cas, lorsque tant le demandeur que le défendeur produisent chacun, de leur côté, un titre d'acquisition qu'ils ont faite de personnes différentes, sans que l'un puisse établir plus que l'autre que la personne de qui il a acquis fut le propriétaire de l'héritage; les proculéiens pensoient, même dans ce cas, qu'on devoit pareillement préférer celui qui avoit le titre le plus ancien, & avoit été mis le premier en possession de l'héritage, comme nous l'apprenons de Nératius qui étoit de cette école: *Uterque nostrum eandem rem emit à non domino. . . . sive ab eodem emimus, sive ab alio atque alio, is ex nobis tenebatur est qui prior jus ejus apprehendit, hoc est cui primum tradita est. L. 31. §. fin. ff. de a. 7. empt.*

L'opinion contraire des Sabinien qui décident en ce cas pour celui qui se trouve en possession de l'héritage, a prévalu. C'est ce que nous apprenons de la loi 9. §. 4. ff. de publ. in rem a. 7. ci-dessus citée, où Ulpien rapporte le sentiment de Julien: *Si ab eodem non domino emerint, potior est cui priori res tradita est; si à diversis non dominis, melior causa possidentis; & Ulpien ajoute: Quae sententia vera est; cette décision est fondée sur cette règle: In pari causa, causa melior possidentis.*

Lorsque la chose qui fait l'objet de la demande en revendication, est un meuble corporel, lequel a été entrecroisé, & se trouve encore entre les mains du sequestre au tems du jugement définitif; le demandeur peut retirer la chose des mains du sequestre, en exécution

de la sentence qui lui permet de la retirer, comme à lui appartenante.

Il doit, en la retirant, en donner par lui ou par un fondé de procuration, une décharge au sequestre, & lui payer les frais de garde, le sequestre ayant le droit de retenir la chose *veluti quodam jure pignoris*, pour le remboursement desdits frais, sauf au demandeur son recours, s'il y échet, contre le défendeur, pour la répétition des frais qu'il a été obligé de rembourser au sequestre.

Le défendeur n'est sujet à cette répétition que lorsqu'il est ou possesseur de mauvaise foi, ou lorsqu'il a été en demeure de consentir à la restitution de la chose depuis que le demandeur l'a fait reconnoître pour lui appartenir.

Si le défendeur a interjeté appel du jugement, & la dénoncé au sequestre, celui-ci ne peut plus la remettre jusqu'à ce que la sentence ait été confirmée sur l'appel; car l'appel en suspend l'exécution.

Lorsque le jugement a été rendu par défaut, le demandeur pour pouvoir, en exécution de ce jugement, retirer la chose du sequestre, doit au préalable signifier le jugement au défendeur contre qui il l'a obtenu, & dénoncer au sequestre ce jugement, & la signification qu'il en a faite au défendeur.

Si avant que le sequestre, en exécution de cette dénonciation, eût remis la chose au demandeur, le défendeur lui dénonçoit une opposition qu'il a formée à la sentence, il ne pourroit plus faire la délivrance, jusqu'à ce qu'il eût été statué sur l'opposition.

Lorsque la chose revendiquée est entre les mains du défendeur, contre qui la sentence a été rendue, il doit la rendre au lieu où elle se trouve, le demandeur à qui elle doit être rendue

doit l'y envoyer chercher, & c'est à ses dépens qu'elle doit être transportée en sa maison, ou en tel autre lieu qu'il juge à propos de la faire transporter.

Néanmoins si depuis la demande le défendeur avoit transporté la chose revendiquée dans un autre lieu plus éloigné que celui où elle étoit, il doit la rendre au lieu où il l'a trouvée, & l'y faire revenir à ses dépens.

C'est ce qu'enseigne le jurisconsulte Paul: *Si res mobilis petita sit, ubi relictus debeat, scilicet si praesens non sit? Et non malum est, si bona fidei possessor sit cum quo agitur, aut ibi relictus ubi res sit, aut ubi agitur, sed sumptibus petitoris. L. 10. ff. de rei vind.*

Si vero male fidei sit possessor qui in alio loco eam rem nactus sit, idem statui debet (scilicet ut eam restituere non teneatur, nisi in eo loco ubi est): si vero ab eo loco ubi lis contestata est, eam subtraham alio transierit, illic restituere debet unde subtraxerit, sumptibus suis. L. 12. ff. d. tit.

On doit faire à cet égard une distinction entre le possesseur de bonne foi, & le possesseur de mauvaise foi.

Lorsque le possesseur contre qui la demande a été donnée, étoit un possesseur de mauvaise foi, il doit rendre la chose en aussi bon état qu'elle étoit, lorsqu'il s'en est mis induement en possession; il est tenu des dommages-intérêts résultant de toutes les détériorations qui y ont été faites depuis; la raison est, que tout possesseur de mauvaise foi d'une chose, contracte par la connaissance qu'il a que la chose ne lui appartient pas, l'obligation de la rendre à la personne à qui elle appartient, ou présentement s'il la connoît, ou aussitôt qu'il la découvrira, laquelle obligation naît de ce grand précepte du *Décalogue*, *Bien d'autrui ne ravir*

à ton escient: toute obligation de donner ou de rendre une chose, renferme l'obligation accessoire que le débiteur contracte de conserver cette chose en bon état, & de ne la point détériorer, pour pouvoir s'acquitter de son obligation.

L'héritier ou autre successeur universel du possesseur de mauvaise foi, quand même il croiroit de bonne foi que la chose lui appartient, est tenu des dommages & intérêts résultants de toutes les dégradations provenues du fait ou de la faute, soit du défunt, soit de lui; car comme héritier ou successeur universel du défunt, il a succédé à l'obligation contractée par le défunt de conserver la chose en bon état, & de ne la point détériorer: sa possession n'étant autre chose que la continuation de celle du défunt, en a tous les vices.

A l'égard du possesseur de bonne foi, il n'est pas tenu des dégradations qu'il auroit pu faire dans la chose qui fait l'objet de la demande en *revendication*, pendant tout le temps que sa bonne foi a duré, à moins que ce ne fussent des dégradations dont il eût profité, comme s'il avoit abattu des bois de haute futaie sur l'héritage qui fait l'objet de l'action en *revendication*, dont il auroit reçu le prix; il n'est pas douteux en ce cas, qu'il doit rendre au demandeur en *revendication* le prix dont il a profité, l'équité ne permettant pas que quelqu'un puisse profiter du prix de la chose d'autrui, aux dépens du propriétaire.

A l'égard de toutes les dégradations dont le possesseur de bonne foi contre qui la demande en *revendication* a été donnée, n'a pas profité, & qui ont été faites pendant que la bonne foi de ce possesseur a duré, & avant la deman-

de; ce possesseur n'en est aucunement tenu; mais il est tenu de toutes celles qui, depuis la demande, sont provenues de son fait ou de sa faute; car par la demande par laquelle le demandeur lui donne copie de ses titres de propriété, il cesse d'être possesseur de bonne foi, & il contracte l'obligation de restituer la chose au cas qu'il soit jugé qu'elle appartienne au demandeur; & par conséquent, celle de la conserver en bon état, & de ne la pas détériorer, qui en est accessoire. C'est suivant ces distinctions qu'on doit entendre ce que dit Ulpien: *Si deterior res facta sit, rationem iudex habere debebit. L. 13. ff. de rei vind.*

Il y a lieu à la restitution des fruits dans l'action de *revendication*, soit que ce soit un héritage ou un autre immeuble qui soit revendiqué, soit que ce soit un meuble; non seulement lorsque c'est une chose frugifère qui produit des fruits naturels, comme est une vache, un troupeau de moutons; mais pareillement lorsque c'est une chose qui ne peut produire que des fruits civils, tel qu'est un navire: *Si navis à male fidei possessore petatur, & fructus estimandi sunt, ut in tabernis, & areis quas locari solent. L. 62. ff. de rei vind.*

En général, il suffit que le demandeur eût pu retirer de la chose quelque utilité appréciable à prix d'argent, dont le possesseur l'a privé en la retenant injustement.

Si c'étoit la nue propriété d'une chose qui fût l'objet de la demande en *revendication*, il n'y auroit aucune restitution de fruits à faire, si ce n'est depuis qu'elle seroit devenue propriété pleine par l'extinction de l'usufruit qui seroit survenue depuis la demande: *Videamus*, nous dit Gaius, *an in omnibus rebus petitis in fructus quoque*

condemnetur possessor? Quid enim si argention aut vestimentum aut aliam similem rem? Quid præterea si usufructum aut nudam proprietatem, cum alienus usufructus sit, petierit; neque enim nude proprietatis, quod ad proprietatis nomen attinet, fructus ullus intelligi potest; neque usufructus rursus fructus eleganter computabitur: quid igitur si nuda proprietatis petita sit? Ex quo perdidit fructuaris usufructum estimabuntur in petitione fructus. Item si usufructus petitus sit, Proculus ait, in fructus perceptos condemnari. Præterea Gaius Aelius putat, si vestimenta aut scyphus petiti sint, in fructu hæc numeranda esse, quod locata ea re mercedis nomine capi poterit. L. 19. ff. de usur.

Ce qui est dit à la fin de ce texte, que dans la demande en *revendication* d'un gobelet ou d'un habit, le possesseur étoit condamné à faire raison des loyers qu'on eût pu retirer de ces choses, me paroît devoir être restreint au cas auquel le demandeur en *revendication* seroit un homme d'un état à donner à loyers ces choses.

Papinien nous enseigne pareillement qu'il y a lieu à la restitution des fruits dans les demandes en *revendication*, lors même que la chose revendiquée est de nature à ne produire aucuns fruits naturels, & qu'il suffit qu'elle en produise de civils par l'usage qu'on en fait: *Quum in rem agitur*, dit-il, *eorum quoque nomine que usui non fructui sunt, restitui fructus certum est. L. 64. ff. de rei vind.*

Le possesseur de mauvaise foi est tenu de faire raison de tous les fruits de la chose revendiquée qu'il a perçus, non-seulement de ceux qu'il a perçus depuis la demande; mais de tous ceux qu'ils a perçus depuis son indue possession: *Certum est mala fidei possessor-*

venit omnes fructus solere præstare cum ipsa re. L. 22. cod. de rei vind.

Il est tenu de faire raison, même de ceux qui proviennent des semences qu'il a mises dans les terres revendiquées, & des labours qu'il y a faits ; sauf que sur le prix dedit fruits, on doit lui faire déduction de ses semences & de ses labours.

La raison est, que tous les fruits que la terre produit, sont des accessoires de la terre, lesquels aussi-tôt qu'ils sont perçus, sont acquis, *jure accessionis*, au propriétaire desdites terres, comme nous l'avons vu, par exemple, plutôt qu'à celui qui les a ensemencées & labourées ; de-là cette maxime : *Omnes fructus non jure seminis, sed jure soli percipiuntur. L. 25. ff. de usur.*

Le possesseur est tenu de faire raison, non-seulement des fruits qui sont nés de la chose même qu'on appelle *fruits naturels* : il doit pareillement faire raison des fruits civils, comme nous l'avons vu ci-devant.

Le possesseur de mauvaise foi est tenu de faire raison, non-seulement des fruits qu'il a perçus, mais même de ceux qu'il n'a pas perçus ; mais que le demandeur eût perçu, s'il lui eût rendu la chose : *Generaliter*, dit Papinien, *quum de fructibus æstimandis queritur, consistit adverti debere, non an male fidei possessor fructus sit, sed an petitor frui potuerit, si ei possidere licuisset. L. 62. §. 1. ff. de rei vind.*

La raison est, que le possesseur de mauvaise foi contracte, par la connoissance qu'il a que la chose ne lui appartient pas, l'obligation de la rendre au propriétaire ; faute d'y satisfaire, il est tenu des dommages & intérêts résultans de son obligation, dans lesquels sont compris les fruits de la chose que le propriétaire a manqué de percevoir.

L'héritier ou autre successeur universel du possesseur de mauvaise foi, quand même il auroit cru de bonne foi que la chose lui appartient, est tenu de compter de tous les fruits depuis l'indue possession du défunt auquel il a succédé, comme en seroit tenu le défunt s'il vivoit encore ; car en sa qualité d'héritier il a succédé à toutes ses obligations, & sa possession n'est qu'une continuation de celle du défunt qui en a tous les vices, comme nous l'avons déjà observé ci-dessus.

Suivant les principes du droit romain, le possesseur de bonne foi n'est point sujet à la restitution des fruits qu'il a perçus avant la litiscontestation ; sauf de ceux qui se trouveroient alors extants en nature ; mais il est tenu de tous les fruits depuis la litiscontestation, de même que le possesseur de mauvaise foi : *Certum est male fidei possessoris omnes fructus præstare ; bonæ fidei verò, extantes post litis contestationem universos. L. 22. cod. de rei vind.*

La raison de différence entre le possesseur de bonne foi & le possesseur de mauvaise foi par rapport aux fruits perçus pendant tout le tems de leur possession, qui a précédé la litiscontestation & qui ont été consommés, & ne se trouvent pas par-devers le possesseur, extants & en nature, est évidente : le possesseur de mauvaise foi ayant connoissance que la chose ne lui appartient pas, a pareillement connoissance que les fruits qu'il perçoit de cette chose ne lui appartiennent pas ; & par cette connoissance qu'il en a, il contracte l'obligation de les rendre au propriétaire de la chose à qui ils appartiennent, laquelle obligation naît de ce grand principe de la loi naturelle, *bien d'autrui ne retiendras à son éscient* ; il ne peut, en consommant ces fruits, se décharger

de l'obligation qu'il a contractée de les rendre, & d'en faire raison au propriétaire.

Au contraire, le possesseur de bonne foi, qui, ayant la chose en vertu d'un juste titre, a un juste sujet de croire qu'elle lui appartient, ne contracte point envers le propriétaire l'obligation de la lui rendre ni de lui en rendre les fruits; cette obligation n'étant contractée que par la connoissance qu'a le possesseur que la chose ne lui appartient pas: lors donc que le propriétaire paroit, & lui fait connoître par la litiscontestation son droit de propriété; ce n'est que de ce jour là que ce possesseur contracte l'obligation de rendre les choses qu'il possède, appartenantes à ce propriétaire; il ne peut donc être obligé à lui rendre que la chose revendiquée, & les fruits qu'il en a perçus qui sont encore par-devers lui existants en nature.

A l'égard des fruits perçus avant la litiscontestation qu'il a consommés, ou dont il a disposé pendant que duroit la bonne foi de sa possession, les ayant consommés de bonne foi, & avant qu'il ait pu contracter aucune obligation de les rendre, il ne peut en être aucunement tenu envers le demandeur. La qualité de possesseur de bonne foi qu'avait ce possesseur le faisant réputer propriétaire de la chose, tant que le véritable possesseur ne se faisoit pas connoître, lui donnoit par rapport à la chose qu'il possédait de bonne foi, les mêmes droits qu'à un propriétaire: *Bona fides tantundem possidenti præstat quantum veritas.* L. 136. ff. de reg. jur. & par conséquent le droit de percevoir à son profit les fruits de la chose qu'il possède de bonne foi, de les consommer, & d'en disposer de même que s'il en étoit le véritable propriétaire; c'est pourquoi

Tome XII.

Justinien au titre des Institutes *de rer. divis.* §. 35. dit: *Si quis à non Domino quem Dominum esse crediderit, bona fide fundum emerit, vel ex donatione aliave qualibet iusta causa bona fide acceperit, naturali ratione placet fructus quos percepit eius esse pro cultura & cura. Et ideo si postea Dominus supervenerit, fundum vindicet, de fructibus ab eo consimptis agere non potest.*

Observez que ce qui est dit par Justinien que les fruits que le possesseur de bonne foi perçoit, lui sont acquis *pro cultura & cura*, est dit *emotivè*, parce qu'ordinairement les fruits sont la récompense des soins que le propriétaire ou le possesseur de bonne foi apporte à la culture de l'héritage; mais cela ne doit pas s'entendre *restrictivè*, à l'effet de restreindre le droit que la bonne foi donne au possesseur de percevoir à son profit les fruits aux seuls fruits industriels pour la production desquels il est besoin de culture; il est au contraire constant que la bonne foi donne ce droit pour tous les fruits, aussi bien pour les fruits naturels que la terre produit sans aucune culture, comme pour les industriels. C'est ce que nous enseigne Paul: *Bona fidei emptor non dubie percipiendo fructus ex aliena re, suos interim facit, non tantum eos qui diligentia & operâ ejus pervenerunt, sed omnes; quia quod ad fructus attinet, loco Domini pene est.* L. 48. ff. de ac. rer. dom.

Remarquez ces termes de la loi, *fructus interim suos facit*: le droit que la bonne foi donne au possesseur de percevoir à son profit les fruits de l'héritage, n'est fondé que sur ce qu'elle le fait réputer propriétaire de l'héritage; de même donc qu'elle ne le fait réputer tel que jusqu'à ce que le véritable propriétaire paroisse, elle ne peut pa-

Mm

reillement lui donner le droit d'en percevoir à son profit les fruits que jusqu'à ce que le propriétaire paroisse, & justifie de son droit; le domaine des fruits que la bonne foi lui fait acquérir, ne peut donc être qu'un domaine sujet à se réjoindre, & qui se résout effectivement lorsque le véritable propriétaire de la chose paroît & la revendique.

C'est pour cette raison que, comme nous l'avons déjà dit, le possesseur de bonne foi, suivant le droit romain, doit rendre au demandeur en *revendication*, les fruits qu'il a perçus, quoiqu'avant la demande, lorsqu'ils se trouvent par-devers lui existants en nature, le domaine de ces fruits que la bonne foi du possesseur lui avoit fait acquérir, se résolvant en ce cas par la *revendication* du véritable propriétaire.

Le domaine des fruits que la bonne foi fait acquérir au propriétaire, ne cesse d'être sujet à se résoudre qu'en deux cas.

Le premier cas est lorsqu'il les a consommés; car le domaine de ces fruits s'éteignant en ce cas avec eux, ne peut plus être sujet à se résoudre, ce qui n'est plus, ne pouvant plus se résoudre; c'est pour cela qu'il a été dit ci-dessus, que le possesseur de bonne foi, n'étoit pas tenu des fruits qu'il a consommés avant le procès pendant que sa bonne foi duroit: *Bona fidei possessor de fructibus consumptis non tenetur*.

Le second cas auquel le domaine des fruits que la bonne foi fait acquérir au possesseur de bonne foi, cesse d'être résoluble; c'est lorsque la possession qu'il a eu de ses fruits depuis leur perception, pendant le tems requis pour l'usucapion des choses mobilières, lui a fait acquérir avant le procès par droit d'usucapion le domaine parfait & irrévocable desdits fruits. Le possesseur de

bonne foi en ce cas, quoiqu'il ait par-devers lui ces fruits existants en nature, n'est pas tenu de les rendre au propriétaire.

Ce que nous avons dit, que le possesseur de bonne foi, n'est pas tenu des fruits qu'il a perçus & consommés avant le procès, n'a lieu que lorsqu'il les a perçus & consommés pendant que sa bonne foi duroit; mais lorsqu'il a appris, quoique long-tems avant la demande en *revendication*, que la chose qu'il possède appartient à autrui, il ne peut plus désormais percevoir à son profit les fruits de cette chose, ni se décharger de la restitution de ceux qu'il a par-devers lui, en les consommant.

L'obligation qu'il contracte par cette connoissance, de rendre la chose avec les fruits qu'il a par-devers lui existants en nature, y fait obstacle. En cela, le droit que la bonne foi donne au possesseur de percevoir à son profit les fruits, est différent du droit d'usucapion, qui, selon les principes du droit romain, n'étoit pas arrêté par la mauvaise foi, survenue avant l'accomplissement du tems de l'usucapion. C'est ce que nous enseigne Paul: *Si eo tempore quo res mihi traditur putem vendentis esse, deinde cognovero alienam esse, quia perfectum per longum tempus capio, an fructus meos faciam? Pomponius: vendendum ne non sit bona fidei possessor, quamvis capiat: hoc enim ad jus, id est, capionem, illud ad factum pertinere ut quis bonâ aut malâ fide possideret: nec contrarium est quod longum tempus currit: nam est contrarium is qui non potest capere propter rei vitium, fructus suos facit. L. 48. §. 1. ff. de acquir. rer. dom.*

Ces derniers termes de la loi nous font remarquer une seconde différence entre le droit que la bonne foi donne au possesseur d'une chose d'en perce-

voir à son profit les fruits, & le droit d'usufruct; le possesseur de bonne foi n'a pas le droit d'usufruct, à l'égard de plusieurs choses dont la loi défend l'usufruct; mais la bonne foi ne laisse pas de lui donner le droit de percevoir à son profit les fruits de ces choses.

Ce que nous venons de dire d'après Paul & Pomponius en la loi 48. §. 1. ci-dessus rapportée, que le possesseur de bonne foi d'une chose, à qui survient la connoissance que la chose ne lui appartenait pas, ne pouvoit plus en percevoir à son profit les fruits, paroît contraire à ce que dit Julien en la loi 25. §. 2. ff. de usufr. *Bona fidei emptor servit, Et antequam fructus perciperet, cognovit fundum alienum esse, an perceptione fructus suos faciat queritur? Respondit, bona fidei emptor quod ad percipiendos fructus intelligi debet, quamdiu evictus fundus non fuerit.*

On peut concilier ces loix, en disant que la loi 25. §. 2. est dans le cas auquel le propriétaire auroit laissé accomplir le tems de l'usufruct, sans évincer le possesseur; en ce cas, ce propriétaire ayant, suivant les principes du droit romain, perdu son droit de propriété, n'étant plus recevable dans l'action de *revendication* de la chose, il ne peut plus en demander les fruits; au contraire, la loi 48. §. 1. est dans le cas auquel le propriétaire a intenté l'action en *revendication* à tems, avant l'accomplissement du tems de l'usufruct; en ce cas, le possesseur qui est condamné sur cette action à lui délaisser la chose, doit être condamné à en rapporter les fruits perçus ou consommés depuis qu'il a eu connoissance que la chose ne lui appartenait pas.

Il nous reste à observer que lorsque le possesseur de la chose qui fait l'objet de l'action en *revendication*, l'a acqui-

se, en vertu d'un juste titre qu'il produit, il est présumé avoir cru de bonne foi que son auteur de qui il l'a acquis, étoit propriétaire de la chose, & avoit droit de l'aliéner; & cette bonne foi est présumée avoir toujours duré jusqu'à la litiscontestation, tant que le demandeur en *revendication* ne justifie pas du contraire. (P.O.)

REVENTE, f. f., *Jurispr.*, seconde ou troisième vente.

Revente à la folle-enchere, nouvelle adjudication faite aux risques, périls & fortune d'un précédent adjudicataire qui n'a point payé le prix de son adjudication, ou qui n'en a point rempli les conditions.

REVENU, f. m., *Jurispr.*, est le profit annuel que l'on tire d'une chose, comme des fruits que l'on recueille en nature, une rente en argent, ou en grains, ou autre chose. v. RENTE.

REVENU PUBLIC, ou REVENU DE L'ÉTAT, *Droit public*, est une portion que chaque citoyen donne de son bien pour obtenir la sûreté de l'autre, ou pour en jouir agréablement. Il y a deux règles fondamentales qui doivent diriger tout Etat dans la formation du *revenu public*: la première, que pour ne point détruire les droits de propriété dans les sujets, il ne doit avoir rien d'arbitraire: la seconde, que pour n'avoir rien d'arbitraire, il ne doit être que le produit d'une co-proprieté acquise incommutablement au souverain, & renfermée dans des bornes qui soient posées tout-à-la-fois, & pour elle & pour toutes les propriétés particulières. Dans cet objet naturel & immuable, il est évident que le *revenu public*, & le *revenu* particulier de chaque propriétaire, n'étant que le résultat d'un partage dans une masse commune, ils se trouvent naturellement en société, sans

jamais pouvoir se confondre, qu'ils ne peuvent croire l'un sans l'autre, qu'ainsi les intérêts du souverain & ceux de la nation, quoiqu'aux yeux des ignorans, ils paroissent opposés entr'eux, sont cependant des intérêts communs, qui bien loin de se choquer mutuellement, adoptent les mêmes principes, tendent au même but, & pour le remplir, ne peuvent employer que les mêmes moyens.

Pour mettre dans la plus grande évidence les deux règles fondamentales que je viens d'établir, remontons à l'origine des sociétés particulières. Lorsqu'elles ont pris une forme & une consistance, lorsqu'elles sont devenues de véritables corps politiques, elles se sont trouvées dans le cas d'avoir des besoins politiques qui exigeoient d'elles des dépenses : pour y satisfaire, il a fallu instituer des fonds publics, on a dû fixer la proportion dans laquelle chaque *revenu* particulier y contribueroit. Nous n'avons point à examiner quelle a dû être cette proportion : la seule vérité que nous avons à saisir ici, c'est que cette institution d'un *revenu public* étant faite en faveur de la propriété, elle n'a pu, ni dû être destructive de la propriété.

De cette première vérité résulte évidemment que la contribution au *revenu public* n'a pu ni dû rester arbitraire, ni dans les contribuables, ni dans l'autorité, qui avoit l'administration de ce *revenu* : arbitraire dans les contribuables, les besoins du corps politique auroient pu n'être pas satisfaits ; elle eût donc été hors d'état de remplir l'objet de son institution, de procurer aux propriétés particulières la sûreté, la stabilité qui leur étoient essentielles ; arbitraire dans l'administration, la propriété foncière seroit devenue nulle, en ce qu'elle se seroit trouvée séparée de la propriété des pro-

duits. Une telle désunion est physiquement impossible par deux raisons : le droit de propriété, n'est autre chose que le droit de jouir ; or on ne peut jouir d'une propriété foncière que par le moyen de ses produits : en second lieu, personne ne voudroit travailler & dépenser pour faire renaître des produits, dès qu'un pouvoir arbitraire pourroit en disposer à son gré.

Il est sensible que si les hommes avoient en cette partie établi un tel pouvoir, ils auroient perdu sur le champ & le droit, & la liberté de jouir ; ainsi, pour conserver leurs propriétés, ils auroient commencé par s'en dépouiller ; pour fonder un *revenu public*, ils auroient commencé par éteindre le germe de la reproduction ; pour se donner une consistance sociale, ils auroient commencé par détruire le premier principe de toute société.

La proportion de la contribution au *revenu public* a donc été dès l'origine des sociétés, assujettie à une mesure certaine & constante, du moins pour les tems qui n'exigeoient point de dépenses extraordinaires, telles que celles qu'une nation seroit dans le cas de faire, pour résister aux entreprises d'une puissance étrangère qui voudroit lui donner des fers.

Cette proportion ayant été réglée, & se trouvant invariable, il est évident que l'obligation de s'y conformer dans la contribution au *revenu public*, est devenue une charge réelle, inséparable des biens fonds dans quelques mains qu'ils passassent ; il est évident encore, que les terres cultivées n'ont pu être échangées, vendues, transmises en un mot à un nouveau propriétaire, qu'à la charge, par lui, de satisfaire à cette obligation.

Ainsi s'est faite une sorte de partage du produit des terres entre les proprié-

taires fonciers & l'administrateur du *revenu public* ; partage qui a rendu le corps politique , par conséquent le souverain qui le représente , co-propriétaire de ce produit ; partage qui bien loin d'avoir été onéreux aux premiers propriétaires fonciers , s'est trouvé nécessaire & avantageux pour eux , puisqu'il leur procurait la sûreté de leurs propriétés , & la liberté d'en jouir ; ainsi n'a-t-il eu lieu qu'à raison de son utilité.

Avant ce partage , le corps politique n'ayant aucune consistance , le droit de propriété n'étoit point dans le fait , un droit solide & constant ; & la possession des terres , si tant est qu'elles fussent cultivées , ne pouvant être garantie par aucune force capable de la mettre à l'abri des violences , elles ne pouvoient avoir aucune vénalité , aucune valeur courante dans le commerce. Mais au moyen de ce partage , la propriété foncière devenant un droit certain , aussi solidement établi qu'il pouvoit l'être , les terres ont pu être défrichées sans aucun risque pour la dépense que le défrichement exigeoit : alors elles ont acquis une valeur venale , non en raison de la totalité de leur produit net , mais en raison seulement de la portion de ce produit net , que ce même partage laissoit à la disposition du propriétaire foncier. Cette portion seule est devenue aliénable ; l'autre portion ne pouvant l'être , puisqu'elle étoit désignée pour devoir appartenir au souverain , & former dans sa main une sorte de richesse commune , destinée à l'utilité commune de toute la nation ; ainsi dès lors tous les acquéreurs n'ont payé les terres qu'à un prix relatif à la portion que leur acquisition leur donnoit droit de prendre dans le produit de ces mêmes terres.

Si le *revenu public* est en quelque sorte , formé aux dépens des *revenus* parti-

culiers dont jouissent les premiers possesseurs des terres , il est sensible qu'ils n'ont fait ce prétendu sacrifice , que parce qu'il leur étoit avantageux de le faire , & que sans cela , ils ne pouvoient s'assurer aucune propriété foncière , aucun produit. Mais après eux , quiconque a acquis la propriété d'une terre cultivée , ne peut pas dire qu'il contribue de son bien à ce même *revenu* , à moins que la proportion du partage à faire avec le souverain , n'ait changé , & n'ait augmenté l'impôt depuis l'acquisition : il est vrai que la terre possède cet acquéreur , l'aussujettit à payer un impôt , mais aussi c'est elle-même qui lui fournit les valeurs nécessaires pour satisfaire à ce payement ; par ce moyen cette charge se trouve acquittée , sans qu'il soit rien pris sur le produit net , que le nouveau propriétaire a compté se procurer en acquérant la terre.

Supposons que le prix courant des terres soit le denier 20. Un particulier avec 40000 francs achète une terre de 2000 livres de *revenu* , & qui donne 1000 livres à l'impôt , mais elle en vaudroit 60000 , si l'impôt ne prenoit pas ces 1000 livres dans le produit net de cette terre ; ainsi son acquéreur ou rendroit annuellement ces 1000 livres à quelque co-propriétaire du produit net , ou il auroit déboursé 20000 francs de plus pour cette acquisition.

Les 1000 livres payées par la terre , sont donc totalement étrangères à son acquéreur ; que cette somme fixe & déterminée soit remise annuellement au souverain , ou à d'autres co-propriétaires du produit net de cette terre , tant qu'elle donnera le même *revenu* total , rien de plus indifférent à l'intérêt direct & immédiat de cet acquéreur , comme propriétaire , il ne paye rien à l'impôt , quoiqu'il participe en cette qualité , à

tous les avantages qui résultent de l'institution de l'impôt.

C'est cependant à regret que nous donnons au *revenu public* le nom d'*impôt* : ce terme est toujours pris en mauvaise part, il annonce une charge dure à porter, & dont chacun voudroit être exempt; le *revenu public* au contraire, tel que nous venons de le présenter, n'a rien d'affligeant; en remontant à son institution, on voit quel est le fruit de son utilité; depuis ces premiers tems, ce *revenu* n'est pour le souverain que le produit d'une propriété foncière distincte de toutes les autres propriétés qui appartiennent à ses sujets, encore ce produit est-il employé pour l'utilité commune de la société, de sorte qu'à raison de cette utilité commune, il devient un patrimoine commun, dont on jouit en commun, tout aussi réellement que chacun jouit de son patrimoine particulier. (D. F.)

REVERSALES, *Droit public d'Allemagne*, *reversalia*. C'est ainsi que l'on nomme en Allemagne une déclaration par laquelle l'empereur, ou quelque autre souverain de l'empire, fait savoir que par quelque acte, qu'il a fait, il n'a point entendu porter préjudice aux droits d'un tiers. Ainsi, comme par la bulle d'or le couronnement de l'empereur doit se faire à Aix-la-Chapelle, lorsque cette cérémonie se fait ailleurs, l'empereur donne des *reversales* à la ville d'Aix-la-Chapelle, par lesquelles il déclare que cela s'est fait sans préjudice de ses droits, & sans tirer à conséquence.

REVERSIBLE, adj., *Jurisprud.*, signifie qui doit retourner à quelqu'un. Un bien, une somme peut être *réversible* à quelqu'un, après le décès d'un autre, ou après l'événement de quelque condition : ce qui dépend des termes de la disposition. v. **PROPRE**, **RETOUR** & **RÉ-**

VERSION, **SUCCESSION**, **SUBSTITUTION**, **FIDÉL-COMMIS**.

REVERSION, f. f., *Jurisprud.*, est la même chose que retour ou droit de retour, que le donateur a aux biens par lui donnés, quand le donataire meurt sans enfans. Voyez ci-devant **RETOUR**.

REVETISSEMENT, f. m., *Jurispr.*, en matière féodale, est lorsque le seigneur reçoit le vassal en foi & hommage; & par ce moyen lui donne l'investiture du fief.

REVISEUR, f. m., *Droit Can.*, officier de la chancellerie romaine pour les matières bénéficiales ou matrimoniales. Il y a dans la chancellerie de la cour de Rome plusieurs officiers appelés *réviseurs*. Ils mettent au bas des suppliques *expediantur litteræ*, lorsqu'il faut prendre des bulles; & un grand C, quand la matière est sujette à componende. Après avoir revu & corrigé la supplique, ils y mettent la première lettre de leur nom, tout au bas de la marge du côté gauche.

REVISION, f. f., *Jurispr.*, est un nouvel examen que l'on fait de quelque affaire pour connoître, s'il n'y a point eu erreur, & pour la réformer.

Revision d'un compte, est une nouvelle vérification que l'on en fait; la *revision* finale est lorsqu'après des débats fournis, lors du premier examen que l'on a fait du compte, on en reforme les articles suivant les jugemens qui sont intervenus sur les débats pour procéder ensuite à un calcul juste, & à la clôture du compte.

La *revision*, en matière criminelle, est un nouvel examen d'un procès qui avoit été jugé en dernier ressort; c'est à-peu-près la même chose que la requête civile, ou plutôt que la voie de cassation en matière civile; il y a néanmoins cette différence entre la *revision* & la requête

civile, que dans celle-ci les juges ne peuvent d'abord juger que le rescindant, c'est-à-dire la forme & non le rescifoire qui est le fond, & par la voie de cassation les arrêts ne font point retractés, à moins qu'il n'y ait des moyens de forme, au lieu que dans la *revision* les juges peuvent revoir le procès au fond, & absoudre l'accusé en entérinant les lettres de rescision par le seul mérite du fond, quand il n'y auroit pas de moyen en la forme.

On ne peut procéder à la *revision* d'un procès sans lettres du prince expédiées en la grande chancellerie; celui qui veut obtenir de telles lettres, doit présenter sa requête au conseil où elle est rapportée, & ensuite, si le conseil le juge à propos, elle est renvoyée aux requêtes de l'hôtel pour avoir l'avis des maîtres des requêtes, dont le rapport se fait aussi au conseil, & sur le tout on décide si les lettres doivent être expédiées; en général on en accorde rarement.

Revision, est aussi un droit que les procureurs ont pour revoir & lire les écritures des avocats; ce droit qui leur a été accordé moyennant finance, a été établi sous prétexte que le procureur devant conduire toute l'affaire, doit lire les écritures des avocats pour se mettre au fait de ce qu'elles contiennent, & voir ce qu'il peut y avoir à faire en conséquence.

RÉUNION, f. f., *Jurisp.*, est l'action de rejoindre deux choses ensemble, comme quand on réunit au domaine du souverain quelque héritage ou droit qui en avoit été démembre. v. DOMAINE, DÉMEMBREMENT, UNION.

RÉUNION des fiefs, *Droit féod.* La réunion des fiefs est le retour de la partie à son tout.

Les héritages qui relevent, soit en fief, soit en censive, d'un autre héritage

qu'on appelle le *dominant*, sont présumés avoir été démembreés de ce fief par le seigneur dominant, qui avant de les avoir concédés à titre de *fons - inféodation* ou de *censive*, les possédoit en domaine comme le surplus du fief dominant. v. DÉMEMBREMENT d'un fief.

Lorsque ces parties démembreés, qui composent les fiefs servants & les héritages tenus en censive, recommencent à appartenir au même maître à qui appartenoit le fief dominant, dont ces parties ont été originairement démembreés, il se fait une *réunion* de ces parties démembreés au fief dominant; elles ne composent plus avec le fief dominant, qu'un seul & même fief, un seul tout, tel qu'il étoit avant le démembrement; elles prennent la même qualité de féodal; elles relevent en plein - fief, ainsi que le surplus du fief dominant, du même seigneur dont le fief dominant relevoit, & dont elles ne relevoient avant que médiatement.

Cette *réunion* ne se fait pas nécessairement, puisqu'elle peut être empêchée par la déclaration que fait l'acquéreur qu'il n'entend pas réunir. La règle *res sua nemini servit*, & les principes du droit romain, touchant la consolidation des servitudes qui se faisoit *necessariò* & *poteestate juris*, n'ont donc point d'application à cette *réunion*; la dominance d'un héritage & la servitude d'un autre, soit féodal, soit censuel, sont regardées comme des qualités réelles des héritages qui peuvent subsister, quoiqu'ils appartiennent au même maître. On dira peut-être qu'il est absurde que la même personne, qui seroit propriétaire de l'héritage dominant & du servant, fût en même-tems seigneur & vassal; qu'il répugne qu'une personne soit vassal de lui-même, qu'il se doive à lui-même la foi & hommage, ou un cens,

La réponse est que, lorsque le fief dominant & le fief servant appartiennent au même maître, ainsi qu'il est certain que cela se peut, l'exercice de la supériorité, soit féodale, soit censuelle, du fief dominant, & la servitude du fief servant sont à la vérité suspendues, parce qu'effectivement la même personne ne peut se devoir & se porter à elle-même la foi, ni se devoir & payer un cens ; mais cela n'empêche pas que ces héritages ne conservent leurs qualités respectives de dominant & de servant, parce que ces qualités sont réelles, & se considèrent dans les héritages *abstractivè à personâ possessoris*.

Par l'ancienne jurisprudence, l'héritage servant n'étoit point censé ni présumé réuni au dominant, lorsqu'il venoit à appartenir au même maître, à moins que le propriétaire n'eût déclaré expressément sa volonté de réunir le fief servant au fief dominant, ou l'eût expressément manifestée en portant le fief servant comme plein-fief, dans le dénombrement donné à son seigneur supérieur.

La jurisprudence a changé, & on a soutenu que la réunion étoit censée faite, dès que le seigneur avoit fait l'acquisition des héritages mouvants de lui, sans qu'il fût besoin d'une déclaration de sa volonté pour réunir.

L'héritage servant est réuni au dominant, aussitôt que celui qui étoit propriétaire de l'un des deux, devient propriétaire de l'autre, sans qu'il soit besoin qu'il déclare sa volonté de réunir, y ayant une présomption de droit qu'il a voulu réunir, lorsqu'il n'a point, sur le champ, déclaré le contraire.

Il n'importe à quel titre celui qui étoit propriétaire de l'un des deux héritages devienne propriétaire de l'autre ; soit qu'il l'acquière par achat, échange, do-

nation ou legs ; soit que ce soit à titre de succession qu'il en devienne propriétaire, il y aura *réunion*.

Pour que la réunion se fasse d'une manière incommutable, il faut que celui qui étoit propriétaire de l'un des deux héritages, & qui devient propriétaire de l'autre, soit propriétaire de l'un ou de l'autre d'une manière incommutable ; si son droit de propriété dans l'un ou l'autre des deux héritages vient par la suite à se résoudre par une clause ancienne & nécessaire, la réunion cessera, & chacun des deux héritages reprendra son ancienne qualité.

Quoique pour la réunion, il ne faille pas une déclaration expresse de celui qui devient propriétaire de l'un & de l'autre héritage ; néanmoins, elle ne se fait pas malgré lui, & il peut l'empêcher par une déclaration contraire.

Cette déclaration se doit faire *incontinenti*, lors de l'acquisition ; en vain la feroit-on *ex intervallo* ; car, lorsque celui qui étoit déjà propriétaire du fief dominant, a une fois acquis le servant, *aut vice versa*, sans déclaration de ne pas réunir, la réunion faite de déclaration étant faite, ce qui a été uni ne peut plus *nudâ voluntate*, par une déclaration faite *ex intervallo*, être désuni.

Lorsqu'un enfant succède à son père au fief dominant, & à sa mère au fief servant, *aut vice versa*, il n'est pas douteux qu'il se fait *réunion*, cet enfant devenant, *pleno jure*, propriétaire de l'un & de l'autre héritage ; & que cette *réunion* ne peut être empêchée que par une déclaration contraire de cet enfant, aussitôt après l'acceptation de la succession échue en dernier lieu. Mais, si par la mort de cet enfant ou de quelqu'un de ses descendants, les héritages passent à différentes familles d'où chacun de ces héritages procède ; l'effet de la réunion

doit

doit cesser, & ces héritages passent aux différentes familles avec leurs anciennes qualités de dominant & de servant, parce que c'est par une cause involontaire & ancienne que les héritages qui avoient été réunis, viennent à se séparer. (P.O.)

RÉVOCATION, f. f., *Jurisspr.* & *Droit can.*, est l'acte par lequel on en révoque un précédent; le prince révoque une loi, lorsqu'il y reconnoît quelque inconvénient; on révoque une donation, un testament, un legs, un procureur, des offres, une déclaration, un consentement.

Mais ce mot s'applique proprement à l'acte, par lequel on retire les pouvoirs qu'on avoit donnés à une personne, comme mandataire ou procureur.

On se sert du mot *destitution* quand il s'agit d'ôter à quelqu'un une charge ou dignité.

On se sert aussi dans ce cas du mot *privation*, quelquefois même on emploie le mot *déposition*: bien que dans le vrai sens des canons, ce dernier mot ne dût s'appliquer qu'à cette peine, qui prive un ecclésiastique de l'exercice des ordres qu'il a reçus.

Mais depuis l'introduction des bénéfices, tous ces différens noms ont tellement été confondus dans leur signification, que l'on ne sauroit aujourd'hui assigner avec exactitude, le sens propre de chacun: voici cependant celui qui nous paroît le plus en usage.

On se sert du mot *révocation*, pour signifier l'acte par lequel on révoque une procuration *ad resignandum*: on s'en sert aussi pour signifier l'acte, par lequel un évêque retire les pouvoirs de son vicaire; ou un collateur, la commission d'un bénéfice manuel ou amovible. Dans tous ces cas, il ne s'agit que d'une commission qu'il suffit de révoquer.

Quand la commission a quelque chose

Tome XII.

de plus stable, comme quand il y a provisions accordées, on se sert du mot *destitution*; tel est le cas d'un official dont l'établissement est nécessaire.

A l'égard d'un bénéficiaire à titre perpétuel, on se sert du mot *privation*; mais particulièrement quand il ne s'agit que des fruits du bénéfice. (D.M.)

RÉVOCATION ou RÉVENDICATION des fiefs, Droit féod. Distinguons d'abord entre le fief proprement dit & le fief héréditaire, & souvenons-nous du principe que le vassal (on parle toujours d'un fief ancien) ne peut en aucune manière préjudicier aux droits de ses agnats, lesquels viennent à la succession du fief *jure proprio*, nonobstant toute aliénation qui en auroit été faite; d'où il résulte que le vassal, eu égard à la jouissance de son fief, doit être considéré comme l'usufruitier, dont le droit s'éteint avec sa vie; & ainsi que les vaux, faits par l'usufruitier du fonds qui lui est concédé à titre d'usufruit, sont rompus par sa mort, suivant la disposition de la loi civile, *L. si quis domum*. §. 1. *Locat.* De même, en vertu du droit commun des fiefs, toute disposition faite par le vassal de son fief, devient sans effet & sans valeur après sa mort.

L'agnat le plus prochain peut donc, en vertu du droit qui lui est acquis par l'agnation, révoquer le fief aliéné, après la mort du vassal aliénant, quand même l'aliénation auroit été faite au profit d'un autre agnat, mais plus éloigné, lequel n'est pas plus privilégié qu'un étranger, à l'égard du vassal le plus prochain.

On dira peut-être, que les coutumes féodales ne condamnent point l'aliénation du fief (même sans le consentement du seigneur) lorsqu'elle est faite au profit d'un agnat; v. **ALIÉNATION de fief**: que par une raison *à pari*, elle devroit

Nu

avoir son effet contre l'agnat le plus prochain.

Mais la différence est grande entre l'intérêt du seigneur & celui de chacun des agnats. Lorsque le seigneur a une fois accordé le fief à un vassal, pour lui & tous ses descendants mâles à l'infini, la personne du possesseur actuel lui est indifférente, pourvu qu'il en retire les devoirs & les services féodaux accoutumés, & que le possesseur soit toujours un des descendants du premier investi, par rapport au droit de réversion; au lieu que le droit des agnats ne pouvant avoir d'activité que suivant un ordre successif établi entre eux, il leur importe extrêmement que cet ordre ne soit pas interverti; autrement il dépendroit du vassal possesseur, de priver l'un d'eux, ou plusieurs d'entre eux, d'un droit qui est acquis à tous également, mais successivement, par la première investiture & le droit commun.

Par la même raison, s'il y a plusieurs agnats distans du vassal possesseur au même degré, celui-ci ne pourra pas disposer de son fief au profit de l'un, plutôt que de l'autre; mais, en vertu du droit qui est acquis à chacun d'eux, ils y succèdent par portions viriles & égales.

Plusieurs feudistes célèbres vont plus loin, & soutiennent que le fief aliéné est révocable par ceux des agnats, qui, au tems de l'aliénation, n'étoient pas encore nés, pas même conçus; & cela par la raison, qu'en vertu de la première investiture, le droit est acquis à tous les descendants mâles du premier investi à l'infini. De-là on peut inférer que le tiers-acquéreur, quand il auroit le consentement de tous les agnats existans lors de l'aliénation, n'auroit encore rien, puisque le droit de ceux qui n'existent pas encore, ne sauroit être anéanti. Cependant Zalius enseigne que le consen-

tement solennel & motivé des agnats, fait tant pour eux que pour leurs fils & descendants, avec promesse de n'y jamais contrevenir, peut obliger ceux-ci, à l'effet de les priver du droit de révoquer le fief aliéné.

De ce que l'on a dit, il faut conclure aussi, que quand même l'aliénation auroit été faite au profit du plus proche agnat (ce qui, sans difficulté, est permis au vassal possesseur; puisque le plus proche agnat étant son légitime successeur, il n'en résulte du préjudice pour personne); cependant, si ce plus proche agnat mouroit avant le vassal vendeur, le fief seroit sujet à être revendiqué sur ses héritiers, par celui qui seroit, après lui, le plus proche agnat.

Il est donc évident que la condition du vassal est comme celle du fiduciaire, & ce mot, lequel étant chargé ou grevé de restituer l'hérédité après l'événement d'une condition, ne sauroit la délivrer avant l'accomplissement de cette condition, parce qu'un tiers peut y avoir intérêt, conformément à la loi *cum pater. §. à filia de leg. 1.* Le vassal possesseur est grevé ou chargé de restituer & délaisser son fief à celui de ses agnats, qui se trouvera le plus proche au tems de sa mort; mais comme il est possible que celui qui est le plus proche agnat pendant sa vie, meure avant lui, il ne peut délivrer, ou, pour mieux dire, délaisser le fief-commis, qu'à l'événement de la condition, c'est-à-dire, au tems de sa mort. Il ne peut donc, par aucune disposition, préjudicier au droit de celui qui, au tems de sa mort, sera le plus proche agnat. Non-seulement il ne peut pas a'iénér le fief au préjudice de celui-ci, mais il ne peut lui imposer aucunes charges, lesquelles sont toutes sans effet & valeur, par rapport à l'agnat qui succède *proprio jure*.

Il ne reste plus qu'à examiner si les règles ci-dessus ne souffrent aucunes restrictions.

Il a été souvent répété que le droit des agnats reste sans activité pendant la vie du vassal possesseur, & qu'ainsi ils ne peuvent récupérer le fief aliéné qu'après sa mort, à moins qu'ils ne veuillent exercer le droit de *prothimisor*, voy. ce mot; & la raison en est, que le droit d'agnation ne peut avoir lieu que suivant un ordre successif, lequel ne peut être interverti : d'où il résulte que la vente du fief reste dans toute sa force & vigueur, (on la suppose toujours faite avec le consentement du seigneur), pendant toute la vie du vassal vendeur : bien plus, elle subsistera même dans son entier après sa mort, si le plus proche agnat après lui a consenti à la vente, & ainsi de suite d'agnats en agnats ; en sorte qu'un tiers-acquéreur peut se maintenir long-tems dans sa possession, s'il a soin de se procurer le consentement du plus proche agnat toujours existant.

Quoiqu'en général le vassal ne puisse imposer à son fief aucune charge réelle, à laquelle son successeur puisse être tenu, l'usage a fait cependant une exception à cette règle, en faveur des filles & des sœurs du vassal, au profit desquelles il lui est permis de constituer des dots modiques sur le fief même, à défaut d'autres biens, pour leur procurer un établissement convenable ; charge que le successeur au fief est tenu de remplir : quelques coutumes même autorisent le vassal d'alligner sur son fief un douaire à sa femme. (R.)

RÉVOCATOIRE, adj., *Jurisprud.*, signifie qui a l'effet de révoquer. Ainsi une clause *révocatoire* est celle qui a pour objet de révoquer quelque acte. v. **RÉVOCATION**.

RÉVOLTE, f. f., *Droit polit.* ; sou-

levement du peuple contre le souverain. v. **SÉDITION**.

RÉVOLUTION, f. f., *Droit polit.*, signifie un changement considérable arrivé dans le gouvernement d'un Etat. v. **CHANGEMENT**.

Ce mot vient du latin *revolvere*, rouler. Il n'y a point d'Etats qui n'aient été sujets à plus ou moins de révolutions.

REUSS, les seigneuries des comtes de, *Droit public* ; ce sont celles de Gera, de Greitz, de Schleitz & de Lobenstein, lesquelles font partie du Vogtland, province de la haute Saxe, nommé ainsi & possédé en entier par les aînés des comtes de *Reuss*. Le Vogtland faisoit lui-même partie de l'Osterland. Elles sont entourées d'un côté des cercles de Neustadt, de l'Erzgebirg & du Vogtland, dépendans de l'électorat de Saxe ; & d'un autre côté elles sont entourées de la principauté de Culmbach, de l'évêché de Bamberg, du bailliage de Saalfeld, appartenant au prince de Saxe, du bailliage de Leutenberg, relevant de la principauté d'Altenbourg, & du bailliage de Zeitz. Toutes ces seigneuries sont contiguës les unes aux autres, si on en excepte celle de Gera, qui en est séparée par le cercle de Neustadt.

Ces seigneuries renferment neuf villes, trois bourgs, 231 villages, 38 censés & biens domaniaux, & 75 biens nobles. Les comtes de *Reuss* professent, de même que leurs sujets, la religion luthérienne. Dans les villes de résidence des comtes de *Reuss*, il y a des fur-intendans & des écoles latines ; à Gera il y a un collège, appelé *gymnasium illustre*. Les habitans trouvent leurs principaux moyens de subsistance dans les différentes manufactures de draps, d'étoffes, de bas, & dans les forges ; les marchandises qui s'y fabriquent, sont en grand nombre ; on en exporte une grande quantité.

pour les faire passer dans des pays éloignés.

Le nom de *Vogtland*, *terra advocatorum*, désigne le pays que les anciens avoués de l'empire, ancêtres des comtes actuels de *Reuss*, ont autrefois possédé, & qui, ainsi qu'il arrive souvent, ne doit point être confondu avec le pays de *Francia*. Ces comtes n'en possèdent plus qu'une partie; l'autre est sous la puissance de la maison électoraie de Saxe, savoir, Weyda, Werda, Plauen, Vogtsberg, Ziegenrück, Triptis, Auma, avec leurs dépendances, qui tous font des bailliages plus ou moins considérables; les margraves de Brandebourg - Culmbach possèdent la seigneurie de Hof, & les princes de Saxe-Gotha celle de Ronnebourg. Les savans ne sont pas encore d'accord sur le nom & la dignité de ces anciens avoués de l'empire. Il paroît que cette charge fut un office héréditaire particulier de l'empire, subordonné aux comtes palatins du Rhin, comme archi-avoués de l'empire. On n'est point d'accord non plus sur le tems, auquel cette qualité a commencé d'être en usage; ce qu'il y a de sûr, est qu'elle existoit déjà dans le XI^e siècle, puisque les anciens statuts de la ville de Weyda furent donnés en 1027 par Henri, avoué alors de cette même ville: ce titre cessa d'avoir lieu vers le milieu du XIV^e siècle. La vraie souche des comtes de *Reuss* fut, selon le savant Gebhardi, Henri I. comte de Gltzberg ou Gleitberg en Hesse, qui vécut vers l'an 1084, & eut pour dot de sa femme, comtesse de Schwarzenberg, la ville de Schwarzenberg dans l'Erzgebirg, & Veitzberg dans le pays d'Otterland, & qui probablement obtint aussi de l'empereur Henri IV. une avouerie dans ce même pays. Henri II. son fils, fit bâtir la ville de Weyda dans le même emplacement qu'elle occupe au-

jourd'hui, & il fut appelé par cette raison noble avoué de Weyda. Henri III. fils de ce dernier, surnommé le Riche, fut avoué de tout le Vogtland, & fonda le couvent de Mildenlurt. Il partagea ce pays entre ses quatre fils; l'aîné fut avoué & seigneur de Weyda, le second avoué & seigneur de Plauen, le troisième avoué & seigneur de Greitz, & le quatrième avoué & seigneur de Gera. La troisième de ces branches s'éteignit en 1236, par la mort du fils de son fondateur; la première cessa en 1535, & la quatrième en 1550; la seconde, c'est-à-dire celle de Plauen, fut ainsi la seule qui subsista; elle se partagea en branche aînée & en branche cadette, sous les petits-fils de celui qui en fut l'auteur. Celle-là obtint en 1426 le bourggraviat de Misnie, & fut par cette raison élevée à la dignité de prince d'empire; mais elle s'éteignit en l'année 1752. La branche cadette, qui subsiste encore, eut pour souche Henri le Jeune, nommé le *Reuss*, *Ruge*, *Rizzo*, &c. de même que son second frère, mort sans postérité, avoit été appelé le *Bohemien*: ce fut de lui que provint le nom de *Reuss*, *Ruthenus* en latin. L'un de ses descendans acheta en 1453 la partie supérieure de la seigneurie de Kranichfeld, qu'un autre revendit postérieurement; ce qui forme encore l'objet d'une réclamation que la maison des *Reuss* ne cesse de faire. Henri *Reuss*, seigneur de Plauen, de Greitz & de Kranichfeld, mort en 1535, laissa trois fils, qui fondèrent autant de branches, savoir, l'aînée, la moyenne & la cadette; la moyenne s'éteignit en 1616; mais les deux autres subsistent encore. La branche aînée de *Reuss* - Plauen se partagea en deux autres, qui furent Greitz supérieur & Greitz inférieur; la première est la seule qui soit encore existante; l'autre finit en 1768. La branche cadette de *Reuss* - Plauen

se soufliviva en 1647 en celle de Gera, en celle de Saabourg, en celle de Schleitz & celle de Lobenstein, dont la troisieme s'éteignit avec son auteur; ce qui fut causé que celle de Saabourg prit le nom de *Schleitz*, dont celle de Kœlitz est une branche collatérale. Celle de Lobenstein se partagea de son côté en la ligne de Lobenstein, en celle d'Hirschberg & en celle d'Eberdorf. La seconde s'est éteinte, & celle de Selbitz est une branche collatérale de la premiere. L'empereur Léopold confirma en 1673 le titre de *comte* à tous les rejettons de la maison de *Reuss* Plauen. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que tous les mâles de cette famille n'ont porté d'autre nom de baptême depuis le XI^e siècle, que celui de *Henri*. On les distinguit au commencement les uns des autres par leurs âges, en les nommant *l'aîné*, le *puîné* & le *cadet*; mais cette distinction ne suffisant plus pour les reconnoître, on leur donna des surnoms, tels que *le Riche*, *le Roux*, *le Gros*, *le Long*, &c. on finit par convenir, qu'on les distingueroit par des nombres, & que les branches aînée & cadette en auroient chacune de particuliers; mais il en arrive quelquefois que des comtes de l'une & de l'autre branche aient le même nombre. Chaque branche qui dérive de la principale, ne compte point ses fils en particulier; mais on calcule tous les fils de cette branche principale selon l'ordre qu'ils sont nés. Il fut convenu en 1700, que l'on compteroit jusqu'à cent, si les descendants ne jugeoient point à propos de changer cette méthode.

Les qualités qui sont communes à tous ceux de cette famille, sont, *Henri... Reuss, comte & seigneur de Plauen, seigneur de Greitz, de Kranichfeld, de Gera, de Schleitz & de Lobenstein*. Leurs armes sont écartées; au premier & au qua-

trieme quartier, de sable au lion d'or couronné de gueules, lampallé & armé de même; au deuxième & troisième quartier d'argent à la grue d'or. L'aîné de la famille des comtes régnans est qualifié *d'ainé de toute la famille*, & l'aîné des comtes régnans de la seconde branche principale est nommé *l'adjoint*.

Les seigneuries de cette maison étoient autrefois des biens de franc-aleu de l'empereur, qui dans le XIV^e siècle furent offerts partie à la couronne de Bohême, partie aux margraves de Misnie & aux landgraves de Thuringe d'alors, pour les tenir d'eux à titre de fiefs, & devinrent par-là arrière-fief de l'empire. De nos jours, l'investiture n'en est donnée que par la couronne de Bohême; mais pour ce qui concerne les droits régaliens, tels que celui de battre monnoie, exploiter les mines, & la supériorité territoriale, ils dépendent uniquement de l'empereur & de l'empire.

Les comtes de *Reuss* ont droit d'assister aux diètes, & prennent rang dans le college des comtes de Wetteravie; ils ont également séance & suffrage aux assemblées circulaires de la haute-Saxe. Leur taxe matriculaire est de 88 flor. sur laquelle somme est à déduire celle à laquelle est imposée la seigneurie de Kranichfeld. Ils fournissent en tems de guerre, conjointement avec les princes de Schwarzbourg, un régiment d'infanterie de mille hommes, partagés en six compagnies, & contribuent un tiers à son entretien: ce régiment est sur pied même en tems de paix. Leur contingent pour l'entretien de la chambre est de 59 rixdales 54 $\frac{1}{2}$ kr.

Le comte régnant de la branche aînée a une régence & un consistoire à lui propres; la branche cadette a dans la ville de Gera une régence & un consistoire communs à toute cette branche, & en

outre un bailliage de recette pour les revenus communs. (D.G.)

REUTLINGEN, *Droit publ.*, jolie ville libre & impériale d'Allemagne, dans le cercle de Suabe, située à un gros mille de Tubingue. Ce fut, dit-on, l'empereur Frédéric II. qui en 1215 ou en 1220, la ceignit d'une muraille, & la reçut au rang des villes impériales. Les empereurs Charles IV. en 1348, & Venceslas en 1387, promirent de la maintenir dans son immédiateté, & de ne jamais entreprendre, ni de l'engager, ni de la vendre. Les anciens comtes d'Achalm, dont le château étoit situé proche de cette ville, y avoient exercé plusieurs droits & prérogatives, qui après leur extinction retournerent à l'empire. L'empereur Louis de Bavière les conféra, dit-on, en 1330, c'est-à-dire, en même tems que les terres des défunts, à Ulric, comte de Wurtemberg. Sa maison les conserva jusqu'en 1500, que le duc Ulric les revendit à la ville, ou selon d'autres, les céda à l'empereur Maximilien, qui les abandonna à la ville, moyennant une somme d'argent. *Reutlingen* jouit à la diète de l'empire du sixième suffrage parmi les villes impériales de Suabe, & de la quatrième place dans les assemblées du cercle. Ses armes sont coupées d'azur & d'argent, à la tace de gueules. Sa taxe matriculaire étoit autrefois de 188 florins; elle fut réduite en 1683 à 136 fl. & lorsqu'en 1726 la ville eut essuyé un incendie général, sa contribution fut encore diminuée en 1728 jusqu'à la somme de 80 florins; néanmoins sa cote pour l'entretien de la chambre impériale, est encore fixée à 57 rixd. 44 kr. Elle est sous la protection des ducs de Wurtemberg. Elle paye au fief de la préfecture impériale d'Altorf une redevance annuelle de 16 florins en or, pour l'office de sa pré-voté. (D.G.)

RHEIN, *cercle du bas-, Droit publ.*, c'est l'un des dix de l'empire Germanique, & le même que l'on appelle autrement, *cercle électoral du Rhin, cercle des quatre électeurs*. Il est dans la partie occidentale de l'Allemagne, & fait nombre, relativement à la France, parmi les cercles antérieurs. Il confine à la Westphalie, au haut-Rhein, à la Franconie, à la Suabe, à l'Alsace, à la Lorraine & aux Pays-Bas; & l'on compte que ses dimensions, prises conjointement avec celles du haut-Rhein, qui le coupe & s'entremêle avec lui dans plus d'un endroit, font d'environ 960 milles quarrés. Il est composé d'Etats, dont les uns sont catholiques & les autres protestans, & dont les assemblées périodiques se tiennent depuis plus de cent ans, dans la ville de Francfort sur le Meyn. Ses membres actuels sont les électeurs de Mayence, de Trèves & de Cologne, l'électeur Palatin, le duc d'Aremberg, le prince de Taxis, le bailli teutonique de Coblentz, le prince de Nassau-Dietz, à cause de la seigneurie de Beilstein; l'électeur de Trèves, à cause du bas Hénbourg; & le comte de Santzendorf, à cause du bourgraviat de Rheineck. L'électeur de Mayence est le directeur perpétuel de ce cercle; il préside à ses assemblées, & n'y opine que le dernier; l'électeur de Trèves y opine le premier, alternant avec celui de Cologne pour le pas, & non pour la voix. En vertu des conventions faites entre les cercles antérieurs, en 1697 & 1702, celui du bas-Rhein est tenu à contribuer d'un sixième à la levée & à l'entretien des troupes, que ces cercles doivent fournir pour leur contingent commun. (D.G.)

RHEIN, *cercle du haut-, Droit publ.*

On l'appelle quelquefois simplement le *cercle du Rhin*. Ses bornes sont le bas-Rhin de plus d'un côté, la Lorraine, l'Alsace, la Suabe, la Franconie, la haute-Saxe, la basse-Saxe & la Westphalie. Conjointement avec celui du bas-Rhin, il a, comme on l'a dit plus haut, environ 960 milles d'étendue quadrée. En égard à sa situation, c'est un des cercles antérieurs; & en égard à la religion de ses membres, c'est un des cercles mêlés. Les prétentions de la France lui ont fait souffrir depuis deux siècles la perte de plusieurs de ses anciens États. Soit de gré, soit de force, cette couronne lui a enlevé l'archevêché de Besançon, les évêchés de Metz, de Toul & de Verdun, la plus grande partie de celui de Strasbourg, les abbayes de Murbach & de Munster, le duché de Lorraine, le comté de Biscbe, le bailliage de Haguenau, & les villes impériales de Metz, Toul, Verdun & Strasbourg. Cependant il reste encore à ce cercle plusieurs membres, lesquels tiennent leurs assemblées à Francfort sur le Meyn, sous la direction de l'évêque de Worms & de l'électeur Palatin. Voici leurs noms, dans l'ordre où ils se rangent à l'ordinaire : Worms & Spire, en qualité d'évêchés; le prévôt de Weisfenbourg, les évêques de Strasbourg, de Bâle & de Fulde; le grand-maitre de S. Jean, l'abbé de Prum, & le prévôt d'Odenheim; l'électeur Palatin à cause de Simmern, Lautern & Veldenz; le duc de Deux-Pont, Hesse-Cassel, Hesse-Darmstadt, Hersfeld ou Hirschfeld, Sponheim, Nomeny, Salm avec Kirbourg, Nassau-Weilbourg, Nassau-Usingen, Nassau-Idstein, Nassau-Saarbrück & Ottweiler, Waldeck, Hanau-Münzenberg, Hanau-Lichtenberg, Solms-Hohenfels, Solms-Braunfels, Solms-Rodelheim, Solms-Laubach;

l'électeur de Mayence, à cause de Königstein; Sölsberg, à cause de Königstein; Hainbourg-Birtlein, Hainbourg-Budingen, Wachtersbach & Meerholtz; les rheingraves de Greweiler, de Grumbach & de Daun, Leiningen-Hartenbourg, Leiningen-Weilerbourg & Grunstadt, Muntzfelden, Wittgenstein, Wüngenstein-Berlebourg, Falkenstein, Reipolzkirchen, Crieschingen, Wartenberg, Bretzenheim, Dachsuhl, Olbrück, avec les villes impériales de Worms, de Spire, de Francfort, de Friedberg & de Wetzlar. Le duc de Savoye est aussi compté pour membre de ce cercle; mais depuis long-temps il n'assiste plus à ses assemblées, & ne contribue plus à ses charges. Celles-ci, pareilles à celles du bas-Rhin, vont à un sixième de ce que payent en commun les cercles antérieurs. (D. G.)

R I

RIBEIRO, *Jean Pinto, Hist. Litt.*, jurisconsulte Portugais du XVI^e siècle, mort en 1694, se fit un nom parmi ses compatriotes par sa science dans le droit, & un mérite auprès de ses souverains par les ouvrages qu'il mit au jour, pour les défendre de l'imputation d'usurpateurs que l'Espagne leur faisoit. Ses *Œuvres* ont été recueillies & imprimées in-fol. à Lisbonne en 1729 : elles sont précieuses aux Portugais, qui y trouvent une ample justification de la fameuse révolution de 1640.

RICHER, *Edmond, Hist. Litt.*, docteur & syndic de Sorbonne, né à Chource, petite ville du diocèse de Langres, le 30 de Septembre 1560, & mort à Paris le 28 de Novembre 1630; avoit employé ses premières années à l'étude de la théologie scholastique. Son auteur favori, c'étoit Bellarmine. Nourri de la loc-

ture des auteurs ultramontains, il adopta leurs opinions dans tous leurs excès, & entra dans la ligue, qui ravagea la France sous Henri III. & sous Henri IV. Lorsque Richer voulut finir sa licence, la faculté se trouvoit entièrement déréglée par les fureurs de la ligue. Depuis quelques mois, elle avoit donné un décret en Sorbonne, le 7 de Janvier 1586, par lequel elle avoit osé déclarer tous les sujets du roi dispensés du serment de fidélité qu'ils lui devoient, & les avoit excités à prendre les armes contre lui, sous prétexte de conserver la religion. Cet horrible décret avoit été publié dans toutes les églises & dans plusieurs provinces, par les prédicateurs mendiants, & même par la plupart des curés. On refusoit déjà communément l'absolution & la communion, & même la sépulture ecclésiastique, à quiconque refusoit de se départir de l'obéissance de Henri III. qu'on n'appelloit plus que l'*apostat* & le *tyran*. Enfin, il n'y avoit pas quinze jours que ce prince infortuné avoit perdu la vie avec la couronne, par un parricide, que plusieurs regardoient comme le fruit du décret de la Sorbonne, lorsque Richer se fit inscrire en la faculté pour le doctorat. Cet homme porta l'audace jusqu'à louer, dans une de ses *theses*, l'action détestable de Jacques Clément; mais lorsque la paix eut été rétablie dans l'Etat, il s'appliqua avec beaucoup de soin à l'étude de l'Ecriture sainte, des conciles & de l'histoire de l'Eglise; & revenu de ses erreurs, il conçut une vraie douleur de ses premiers sentimens, & en embrassa de plus sains. Il devint grand-maître & principal du collège du cardinal le Moine, qu'il trouva dans un désordre extrême, & dont par un travail assidu, il rétablit la règle; & depuis il signala en toute occasion son zèle & ses talens pour la faculté de théo-

logie de Paris, pour l'université de Paris, & pour les libertés de l'Eglise gallicane.

1°. Muni de près de quarante ans d'expérience, il fit un livre qui a pour titre: *Apologia pro Joanne Gersonio, pro suprema ecclesia & concilio generalis auctoritate & independentia regie potestatis ab alio quam à solo Deo, adversus scholam Parisiensem & ejusdem doctoris christianissimi obtrectatores per E. R. D. T. P. (Edmundum Richerium doctorem theologum Parisiensem.) Lugduni Bat. 1676, in-4°*. Richer composa cette apologie en 1606, pour Poppozer à un écrit italien, que Bellarmin avoit fait contre deux traités de Gerson, imprimés en Italie, pour la défense de la république de Venise. Quelques personnes qui eurent communication de cette apologie, la firent imprimer l'année suivante en Italie, mais d'une manière fort défectueuse. Richer la voulut retoucher dans la suite, résolu de la faire imprimer lui-même; mais il n'en eut pas le tems; & ce ne fut qu'après sa mort qu'on la fit imprimer en Hollande.

2°. Il eut une dispute au couvent des dominicains, au sujet d'une thèse, où l'on avoit mis ces trois propositions: 1°. Que le souverain pontife est infailible, en jugeant de la foi & de la doctrine des mœurs. 2°. Qu'en aucun cas le concile n'est supérieur au pape. 3°. Qu'il appartient au pape de décider les choses douteuses, de les proposer au concile, de confirmer ou d'infirmer ses décisions, d'imposer un silence perpétuel aux parties, &c. Un bachelier de licence attaqua ces propositions dans la dispute; & le président de Hacqueville d'Osémbray, qui assistoit à la thèse avec plusieurs magistrats du parlement, dit qu'elles étoient hérétiques, comme contraires à la définition expresse du concile de Constance.

L.

Le nonce Uhal dini qui étoit aussi présent, s'offensa du discours du magistrat. Ces deux hommes se prirent de paroles. Le cardinal du Perron, archevêque de Sens, qui étoit encore l'un des assistants, tâcha de les apaiser, en leur disant que la supériorité du pape ou celle du concile n'étant pas une doctrine de foi, l'une & l'autre opinion étoit libre & soutenable. Richer écrivit contre la proposition un livre anonyme, qui a pour titre : *De ecclesiastica & politica potestate*. Paris, 1611, in-4°. Cet ouvrage ne contient que 30 pages; ce qui a fait donner à Richer, par quelques-uns de ses adversaires, la qualité de *magister triginta paginarum*. Ce n'est proprement qu'un extrait de l'ouvrage de Gerson. Il a été réimprimé plusieurs fois : on en a même une traduction françoise, qui n'est bonne, ni par rapport à la fidélité, ni par rapport à l'expression; elle a été imprimée à Paris en 1612, in-8°. & la même année à Caën, avec le texte latin, aussi in-8°. Ce petit livre de Richer est divisé en dix-huit articles, dont il fit un enchaînement si bien suivi, que le second dépend nécessairement du premier, le troisième du second, & ainsi des autres jusqu'au dernier, dans la même liaison des conséquences aux principes. Il entreprend d'y faire voir d'abord, que la juridiction ecclésiastique appartient essentiellement à toute l'église, & que le pape & les évêques n'en font que les ministres, & de montrer que Jésus-Christ a conféré cette juridiction à tout l'ordre hiérarchique, par la mission qu'il a donnée immédiatement à tous les apôtres & à tous les disciples. Il y définit l'église un Etat monarchique institué de J. C. pour une fin surnaturelle, & tempéré d'un gouvernement aristocratique, qui est le meilleur de tous & le plus convenable à la nature. Après avoir mon-

Tome XII

tré que Jésus-Christ en est le chef essentiel, & le pape seulement le chef ministériel, il explique la différence d'un Etat d'avec un gouvernement. Il fait voir ensuite que la puissance infaillible de faire des décrets & des constitutions appartient à toute l'église & non au pape seul; & il marque la qualité & l'étendue de l'autorité du souverain pontife, qu'il met sous la direction & correction du concile général, lequel représente l'église universelle. Il fait part aussi du gouvernement de l'église aux princes séculiers, en ce qui regarde la disposition des biens temporels & les peines corporelles, le maintien de la discipline, l'exécution des loix & des canons, dans le ressort de leurs Etats. Il veut que le prince, en qualité de protecteur de l'église & de défenseur des canons, ait non-seulement le droit de faire des ordonnances pour la discipline ecclésiastique, mais qu'il soit encore juge légitime des appellations comme d'abus; & il prétend que c'est de là que viennent les libertés de l'église gallicane.

Cinq divers ouvrages parurent contre ce traité de Richer. 1°. *La monarchie de l'église contre les erreurs du livre de la puissance ecclésiastique & politique d'Edmond Richer*. Paris, 1612, in-8°. Pierre Pelletier, nouveau converti & courtisan assidu du cardinal du Perron, en est l'auteur. 2°. *Avis d'un docteur en théologie sur un livre intitulé : De la puissance ecclésiastique & politique*. Paris, 1612, in-8°. Le docteur est Claude Durand, disciple du docteur Duval. 3°. *Jacobi Cosmae Fabricii nota stigmatica ad magistrum triginta paginarum. Francofurti*, 1612, in-4°. Le jésuite Jacques Sirmond s'est caché ici sous le nom de Fabricius; & on dit que l'avocat Gautier eut aussi part à cet ouvrage. 4°. *Andrea Duval, theologi Parisiensis Elenchus, pro supremâ Ro-*

O o

manu pontificis in ecclesiam auctoritate vel de suprema Romani pontificis in ecclesiam potestate. Paris, 1612, in-8°. 5°. De la monarchie Divine, ecclésiastique & séculière chrétienne, par le docteur Michel Maucier. De tous ces ouvrages, le plus vif contre Richer, fut celui de Duval. Aussi Duval étoit-il absolument livré au nonce. Le fougueux Boucher, qui s'étoit alors retiré à Tournay, y fit imprimer sa *Conromie mystique* ; ouvrage où il entreprit de traiter de la prééminence du sacerdoce royal ecclésiastique sur l'état & la dignité royale-politique, & de montrer que les rois & les princes chrétiens sont obligés de faire la guerre à l'hérésie, & que les papes ont le pouvoir de les y contraindre ; ouvrage d'une imagination troublée, qui est adressé à Richer & à tous les aristocratiques qui divisoient le François d'avec le Romain.

Le zèle de Richer pour la vérité déplût au nonce du pape, & l'auteur avoit dû s'y attendre. Le cardinal du Perron, qui agissoit d'assez bonne intelligence dans toutes les occasions avec ce ministre étranger, se donna de grands mouvemens pour faire condamner le livre de Richer, & il ne se les donna pas en vain, dans un tems de minorité où le gouvernement est toujours foible. L'ouvrage fut censuré par les évêques de deux provinces ecclésiastiques, Sens & Aix. Voici les propres termes de la censure des évêques de Sens ; elle est du 13 de Mars 1612. » Après avoir lu & examiné

» un livre, sans nom d'auteur ni d'im-
» primeur, intitulé : *De ecclesiasticâ &*
» *politica potestate*, ils l'ont jugé digne de
» censure & de condamnation ; qu'aussi
» ils le censuroient & condamnoient,
» pour plusieurs propositions, expô-
» sitions & allégations fausses, erronées,
» scandaleuses, & comme elles sonnent,
» schismatiques & hérétiques qui y sont

» contenues, sans toucher aux droits du
» roi, ni aux immunités de l'église gal-
» licane ».

La province d'Aix conçut la censure à-peu-près dans les termes de celle de Sens ; mais la censure d'Aix ne contenoit point d'exception pour les droits du roi & de la couronne, & pour les libertés de l'église gallicane.

Le fameux Guillaume Duval, alors premier président du parlement de Provence, & depuis garde des sceaux & évêque de Lizieux, s'opposa à la censure que l'archevêque d'Aix & ses suffragans avoient faite du livre de Richer. Il envoya, pour cet effet, à la cour, le savant Peiresc, conseiller au même parlement, qui parla avec tant de force, que la conduite du premier président fut alors approuvée, & celle de l'archevêque blâmée ; mais lorsqu'on eut ôté les sceaux à Duval, il apprit à plier. Son rétablissement le fit changer d'avis, & il abandonna, dit Bretonnier, la cause de Richer, disant qu'il falloit s'accommoder au tems.

Richer appella d'abord comme d'abus au parlement de Paris, de la censure de Sens ; mais le roi défendit au parlement d'en connoître, déposa Richer du syndicat de Sorbonne, & ordonna à la faculté d'élire un autre syndic.

On entend, sans qu'il soit besoin de le dire, que le livre fut aussi condamné à Rome. Ce fut le pape Paul V. qui le condamna.

Richer signa dans la suite une rétractation de son livre ; on lui fit violence, & quatre auteurs, Richard, Dupin, Baillet & Morillot, qui s'accordent sur ce point, ne diffèrent que dans quelques circonstances. J'adopte le récit de Baillet, qui a dû être le mieux informé, & dont le récit est, dans le fonds, peu différent des autres. Le cardinal de Richer

lieu voulant plaire à Rome, pour obtenir à son frere un chapeau de cardinal, qu'il obtint en effet, envoya chercher Richer, en 1629, & l'engagea à donner une déclaration en termes généraux sur son livre, qu'il soumettoit à Pégise & au saint siege. Richer, à qui la présence d'un cardinal, premier ministre & premier ministre absolu, en avoit imposé, protesta en 1630 contre la déclaration qu'on avoit exigée de lui; & dès qu'il vit qu'on tâchoit de faire passer la déclaration pour une véritable rétractation, il désavoua par avance ce que ses infirmités & son grand âge, la surprise, la violence, les menaces, la vue des tourmens & la mort même, pouvoient lui faire faire contre la doctrine de son livre. Par ordre du cardinal de Richelieu, le capucin, connu sous le nom de P. Joseph, attira chez lui Richer, sous le prétexte de lui donner à diner, & le consulter sur un cas de conscience, sur lequel Richelieu vouloit avoir son avis. Après le diner, ce capucin, en présence d'un notaire apostolique, venu exprès de Rome, & en présence de Duval, lui dit qu'il n'avoit point d'autre question de controverse à lui proposer que celle de l'autorité du souverain pontife; & lui présentant une rétractation toute dressée, *c'est aujourd'hui*, lui dit-il, *qu'il faut mourir ou rétracter votre livre*. A ces mots, deux assassins sortirent d'une chambre voisine & se jetterent sur Richer. Le premier le saisit par un bras, lui présentant un poignard par devant; le second le saisit par l'autre bras, lui mettant un poignard sur les reins, tandis que le capucin lui mit un papier sous la main & le lui fit signer, sans lui donner le tems de le lire. Richer retourne chez lui dans l'agitation qu'on peut imaginer, dicta le récit de ce qui s'étoit passé, & en fit faire plusieurs copies,

qu'il signa & qu'il envoya à ses amis. Richer mourut peu de tems après, accablé des horreurs de son crime. C'est ainsi qu'il appelloit l'action involontaire qu'il avoit faite.

Amelot de la Houffaye, dans ses *Mémoires historiques & politiques*, a remarqué à ce sujet, qu'en France la politique a ses modes comme les habits; que Richer fut persécuté sous la régence de Marie de Medicis & sous le ministère de Richelieu, pour avoir écrit contre les prétentions du pape & contre la cour de Rome; & que Thomassin, prêtre de l'oratoire, le fut à son tour, sous le regne de Louis le Grand, pour avoir favorisé cette cour dans ses notes sur les conciles. Ne pourroit-on pas dire avec plus de fondement, qu'il est des regnes foibles & des circonstances orageuses qui portent à des ménagemens, qu'on n'a pas sous un grand roi & dans des tems de bonace?

Vigor, conseiller au grand-conseil, avoit pris le parti de Richer.

Richer lui-même a fait plusieurs écrits pour la défense de ses sentimens. En voici les titres: 1°. *Demonstratio libelli de ecclesiastica & politica potestate cum autoris testamento*. Paris, 1622, in 4°. Cette défense du livre a été imprimée plusieurs fois depuis. 2°. *Viudicia doctrinae majorum schola Parisiensis, seu consilium & perpetua schola Parisiensis doctrina de autoritate & infallibilitate ecclesie in rebus fidei ac morum, contra defensores monarchie universalis & absolute curia Romana*. Colonia, 1683, in 4°. 3°. *De potestate ecclesie in rebus temporalibus liber & defensus articuli quem tertius ordo conciliorum regni Francie pro lege fundamentali de jure posularit*, anno 1614 & 1615. Colonia, 1692, in 4°. 4°. *Elmudi Richerii libellus de ecclesiastica & politica potestate, nec non libelli*

ejusdem per eundem Richerium demonstratio. Nova editio, aucta ejusdem opusculi defensione, nunc denum typis edita ex M. S. ejusdem auctoris, in duos tomos divisa, cum aliis ejusdem opusculis. Colonia, 1701, in-4°. 2 vol. (D.F.)

RICHERS, devoirs des, f. m. pl. Mor.
 Les richesses donnent, & doivent donner à ceux qui les possèdent, un rang distingué parmi leurs concitoyens. L'homme riche est, pour ainsi dire plus citoyen qu'un autre; son opulence le met à portée de prêter à ses semblables des secours dont l'indigence est incapable; il tient à la société par un plus grand nombre de liens, qui l'obligent de s'intéresser beaucoup plus à son sort que le pauvre qui, n'ayant rien ou peu de chose à perdre, doit s'intéresser moins vivement aux révolutions qu'il voit arriver dans son pays. Celui qui n'a rien que ses bras, n'a point à proprement parler de patrie, il est bien par-tout où il trouve les moyens de subsister; au lieu que l'homme opulent peut être utile à bien des gens, est en état d'assister sa patrie, au destin de laquelle il se trouve intimement uni par ses possessions, dont la conservation dépend de celle de la société. Tandis qu'au siège de Corinthe les habitants s'efforçoient à repousser l'ennemi par toutes sortes de moyens, Diogene, pour se moquer de leurs embarras, s'amusoit follement à remuer son tonneau.

Ne soyons donc pas étonnés de voir que presque en tous pays les loix, les usages, les institutions, souvent injustes & cruelles pour les pauvres, ont été plus favorables aux riches, & montrent une partialité marquée pour les favoris de la fortune. Les grands, les puissants, les opulents, dûrent communément être préférés à des indigents, qui parurent moins utiles à la société. Cependant ces

usages & ces loix furent évidemment injustes, quand elles permirent aux heureux de la terre d'opprimer & d'écraser les foibles & les malheureux. L'équité dont la fonction est de remédier à l'inégalité des hommes, dut apprendre aux riches qu'ils doivent respecter la misère du pauvre, & cela pour leur propre intérêt. En effet, sans le travail & les secours continuels du pauvre, le riche ne feroit-il pas lui-même dans la misère; & ces secours venant à lui manquer, ne le rendroient-ils pas plus malheureux que le pauvre lui-même ?

Ainsi la justice, d'accord avec l'humanité, avec la commiseration & avec toutes les vertus sociales, apprend à l'homme riche à voir dans l'indigent l'un de ses associés, nécessaire à son propre bonheur, dont il doit mériter les secours en lui facilitant, en échange de ses peines, les moyens de subsister, de se conserver, de se rendre heureux à sa manière. C'est ainsi que la vie sociale met les hommes dans une indépendance mutuelle. Voilà comme les grands ont besoin des petits, sans lesquels ils seroient eux-mêmes petits. L'opulent, pour jouir de l'aisance, des plaisirs, des commodités de la vie, a besoin des bras & de l'industrie de l'indigent, que sa misère rend laborieux, actif, industrieux. En un mot, la moindre réflexion nous prouve, que dans la société les membres sont unis les uns aux autres par des nœuds indissolubles que nul d'entr'eux ne peut briser sans se faire tort à lui-même; elle nous fait sentir que nul citoyen n'a le droit de mépriser les autres, d'abuser de leur foiblesse ou de leur indigence, de les traiter avec hauteur ou dureté; elle nous montre que le riche est continuellement intéressé à faire du bien, sous peine d'être haï ou méprisé pour n'avoir pas rempli sa tâche dans la vie sociale. Le ci-

toyen que la Société fait jouir d'une grande somme de bonheur, doit plus à cette société que les malheureux qu'elle néglige.

Les riches peuvent être comparés aux sources, aux ruisseaux, aux rivières destinées à répandre leurs eaux pour féconder les terres arides, afin de leur faire produire des plantes & des fruits. Le riche avare ressemble à ces fleuves dont les eaux pour quelque tems se perdent sous la terre. Le riche prodigue agit comme les rivières débordées qui se répandent dans les campagnes sans y produire la fécondité. Enfin, pour suivre notre comparaison, les richesses mal acquises & follement prodiguées ressemblent à ces torrents, qui détruisent les endroits par où ils passent, & qui finissent le plus souvent par laisser à sec le lit qu'ils ont formé avec tant de violence.

Les richesses en elles-mêmes ne font rien; elles ne font que ce que les font valoir ceux qui les possèdent. Un lit doré ne soulage point un malade; une fortune brillante ne rend pas un sot plus sage. » L'aisance & l'indigence, dit Montagne en ses *Essais*, liv. I. chap. 40. pag. 198. tom. II. édit. de 1745. dépendent de l'opinion d'un chacun, & non plus la richesse, que la gloire, que la santé, n'ont qu'autant de beauté & de plaisir que leur en prête celui qui les possède ». Entre les mains d'un homme sage, humain, libéral, l'opulence est évidemment la source d'un bien-être & d'un contentement autant de fois renouvelé qu'il trouve d'occasions d'exercer ses dispositions estimables. Nous dirons que l'homme sensible, dont le cœur fait goûter le plaisir de faire des heureux, d'être utile à son pays, de répandre ses bienfaits sur-tout le genre humain, ne seroit point embarrassé quand

il auroit en son pouvoir toutes les richesses & du Potosi & du Pérou. Nous dirons que ce qui rend souvent la pauvreté & la médiocrité fâcheuses pour l'homme honnête qui s'attendrit sur les maux de ses semblables, c'est l'impossibilité où elles le mettent de satisfaire les desirs de sa grande ame, qui voudroit pouvoir soulager tous les malheureux que le sort lui présente, exciter tous les talents utiles à ses concitoyens, essuyer les larmes de tous ceux que l'infortune accable; avec un cœur bien placé, les trésors de Crésus ne seroient jamais des obstacles à sa félicité. » Quand tu auras, » dit Plutarque, profité des leçons de la philosophie, tu vivras par-tout sans déplaisir, & tu jouiras du bonheur en tout état: la richesse te résoudra, parce que tu auras plus de moyens de faire du bien à plusieurs; la pauvreté, d'autant que tu auras moins de soucis; la gloire, d'autant que tu te verras honoré; l'obscurité d'autant que tu seras moins envié. Voyez Plutarque, du vice & de la vertu. » Avec la vertu, dit-il ailleurs, toute façon de vivre est agréable. Tu seras toujours content de la fortune, quand tu auras bien appris en quoi consiste la probité & la bonté ».

Nous conviendrons qu'il est rare que les richesses se trouvent dans les mains de personnes de cette trempe; l'opulence ne se voit guère combinée soit avec de grandes lumières, soit avec de grandes vertus; le plus souvent la fortune aveugle se plaît à combler de ses dons d'indignes favoris, qui ne savent en faire usage ni pour leur propre bonheur, ni pour celui des autres; enfin il est très-peu de gens qui aient des ames assez fortes pour soutenir le poids d'une grande opulence. L'or, disoit Chilon, est la pierre de souche de l'homme.

N'en soyons point surpris : les richesses dont la plupart des hommes jouissent, sont, ou le fruit de leurs propres travaux, de leurs intrigues, de leurs bailleries ; ou bien elles sont transmises par leurs ancêtres : dans ces deux cas il est assez difficile qu'elles tombent en des mains vraiment capables d'en faire un usage conforme à la raison. Ceux qui travaillent à leur fortune n'ont ni le tems ni la volonté de se former le cœur ou l'esprit ; uniquement occupés du soin de leurs affaires, ils n'ont aucune idée des avantages qui résulteroient pour eux de la culture de leurs facultés intellectuelles. D'un autre côté les hommes, quand ils sont fortement animés du désir des richesses, se rendent pour l'ordinaire peu délicats sur les moyens d'en obtenir. *Le gain*, dit Juvénal, *a toujours bonne odeur, quel qu'en soit le principe*. Il faut, pour parvenir à la fortune, une conduite si basse, si rempante, si oblique, que les honnêtes gens ont de la peine à se prêter à mille démarches qui ne coûtent rien à ceux qui veulent s'enrichir à tout prix. Enfin, rien de plus difficile que d'acquérir de grands biens sans faire quelques outrages à la probité. D'où l'on voit que l'occupation pénible de faire sa fortune par soi-même, est assez incompatible avec une observation scrupuleuse des règles de la morale. La fortune ne paroit aveugle dans la distribution de ses faveurs, que parce que les hommes qui en seroient les plus dignes ne veulent pas les acheter au prix qu'elle y met communément. *Il est*, disoit Thalès, *aussi facile au sage de s'enrichir, qu'il est difficile de lui en faire naître l'envie*.

Il n'y a, dit Homère, que les âmes „ honnêtes qui puissent être guéries ". La morale, qui ne peut jamais s'écarter des règles immuables de l'équité, n'a

point de préceptes pour des hommes avides, sans honneur, sans probité, qui ne trouvent rien de plus important que de faire leur fortune ; ses leçons paroîtroient ridicules & déplacées si elles osoient s'adresser à des courtisans sans âme, à des exacteurs impitoyables, à des publicains qui s'engraissent du sang des peuples & qui s'abreuvent des larmes des malheureux. L'équité naturelle ne seroit point écoutée de tous ceux qui se persuadent que la volonté des princes rend juste la rapine & le vol, ni de ces hommes endurcis qui ne trouvent leur intérêt que dans l'infortune des autres.

La morale ne donneroit pareillement que des conseils inutiles, ou trop vagues, à ceux des commerçans dont les profits les plus licites, ou permis par l'usage & les loix, ne sont pas toujours approuvés par une justice sévère : le marchand est trop souvent juge & partie dans sa propre cause, pour n'être pas fréquemment tenté de faire pencher la balance du côté de son intérêt particulier ; cet intérêt se trouve communément prêt à lui suggérer des sophismes qu'il n'a ni le tems ni la volonté de bien se démêler. Enfin il faut bien de la force & de la vertu pour qu'un homme dans le commerce ne succombe pas souvent à la tentation de mettre à profit soit les besoins, soit l'ignorance & la simplicité de ses concitoyens. En général la morale, au risque de n'être point écoutée, dira toujours aux hommes d'être justes, de résister à la cupidité, de respecter la bonne foi, de craindre d'avoir un jour à rougir d'une fortune acquise aux dépens de la conscience & de la probité, parce que sa possession seroit troublée soit par des remords importuns, soit par l'indignation publique, soit par des avanies.

Quand l'opulence est le fruit du tra-

vail des ancêtres, il est encore assez difficile que celui qui en hérite, ait appris l'art d'en bien user. Comment des pères dépourvus eux-mêmes de principes, de sentimens louables & de vertus, en pourroient-ils inspirer à leurs enfans ? L'éducation des personnes nées dans l'opulence, ne se propose communément rien moins que de leur former un cœur juste, sensible, bienfaisant. Bien plus, elle réussit difficilement à leur donner le goût de l'étude & de la réflexion. Des parents ignorants, & peu touchés des charmes de la vertu, laisseront leur fortune à des enfans qui leur ressembleront. Des avarés, des usuriers, des concussionnaires, des monopoleurs, des courtisans, des financiers, seroient-ils capables d'inspirer à leurs descendans des sentimens nobles & généreux, qui seroient incompatibles avec tous les moyens d'aller à la fortune ? Bien plus, ces parents si avides n'ont pas même le talent de leur apprendre à conserver les richesses qu'ils leur laisseront ; on remarque assez constamment, que l'opulence la plus énorme se transmet rarement jusqu'à la troisième génération ; la folie des enfans parvient très-promptement à dissiper les trésors accumulés par l'injustice des pères. Le fils d'un courtisan, d'un homme sans cœur, d'un flatteur, est-il fait pour avoir quelque estime pour la vertu ? un père fastueux, & vain, plongé dans le luxe & la débauche, daignera-t-il s'occuper à façonner l'âme de son fils, & à lui montrer la manière de faire un usage sensé des biens qu'il doit un jour posséder ? Enfin le fils d'un homme qui nage dans l'abondance, sera-t-il de lui-même tenté d'acquiescer la modération, la douceur, les vertus, les talens & les connoissances qui peuvent un jour contribuer à son propre bien être ? Les enfans nés au sein de l'opulence ne de-

viennent pour l'ordinaire que des furieux qui se croient tout permis. *La satieté*, dit Theognis, *fait naître la férocité*.

Des fortunes énormes, des richesses immenses amassées dans peu de mains, annoncent un gouvernement injuste, qui s'embarrasse fort peu de l'aïance & de la subsistance du plus grand nombre de ses sujets. Cent familles aisées sont plus utiles à l'Etat que le riche engourdi dont les trésors enfouis exciteroient l'activité de toute une province. Des richesses réparties font le bien de l'Etat ; elles augmentent l'industrie & conservent les mœurs, que la grande opulence, ainsi que la profonde misère, corrompent & détruisent. La grande fortune enivre l'homme ou l'engourdit totalement. „ Les beaux habits, dit Démophile, gênent le corps ; les grandes richesses gênent l'esprit ". D'un autre côté, une grande indigence, comme on verra bientôt, sollicite souvent au crime. Il n'est point de pays où l'on trouve des particuliers plus riches & autant de malfaiteurs que dans les nations opulentes. Thalès disoit „ que la république la mieux ordonnée est celle où personne n'est ni trop riche ni trop pauvre ". L'état de médiocrité fut toujours l'asyle de la probité. Un gouvernement est bien impudent & bien coupable, quand il inspire à ses sujets une passion effrénée pour les richesses : il anéantit par-là tout sentiment d'honneur ou de vertu !

Le philosophe Cratès s'écrioit, *ô hommes ! ou vous précipitez-vous en prenant des peines pour amasser des richesses, tandis que vous négligez l'éducation de vos enfans à qui vous devez les laisser ? Rien ne modifie plus puissamment les hommes que l'éducation : l'exemple, l'instruction, les maximes des parents, leur*

donnent les premières impulsions. Il ne faut donc pas s'étonner de trouver dans des nations infectées par le luxe, par la dissipation & la débauche, tant de *riches* dépourvus des qualités nécessaires pour se rendre heureux par leurs richesses, & encore bien moins disposés à s'occuper du bien-être des autres. Le faste, la représentation, le besoin illimité de *vivre, suivant son état*, dont la vanité se fait toujours une haute idée, les dépenses énormes qu'exigent des plaisirs recherchés, font que l'homme le plus opulent n'a jamais de superflu : une fortune immense lui suffit à peine pour faire face à tous les besoins que la vanité joint au dégoût des plaisirs ordinaires, fait naître dans sa tête. Il n'est point de trésors capables de satisfaire les caprices & les fantaisies innombrables que le luxe, la dissipation & l'ennui, enfantent à tout moment : à peine les revenus des rois pourroient-ils suffire pour apaiser la soif inextinguible d'une imagination déréglée.

L'ennui est un bourreau qui perpétuellement châtie au nom de la nature ceux qui n'ont point appris à régler leurs desirs, à s'occuper utilement, à mettre l'économie dans leurs amusemens. Pourquoi voit-on sans cesse les grands & les riches montrer si rarement un front serein ? C'est qu'au sein même des honneurs, de la fortune & des plaisirs, ils ne jouissent de rien ; tous les amusemens sont épuisés pour eux, il faudroit que la nature créât en leur faveur de nouvelles jouissances & de nouveaux organes. La bonne chère, la volupté, les spectacles, les plaisirs les plus variés, n'ont plus rien qui les touche ; rien ne les réveille ; au milieu des fêtes les plus brillantes l'ennui les assiege, l'imagination les tourmente & leur persuade toujours que le plaisir doit se trouver à l'endroit

où ils ne sont pas. Delà cette agitation, cette inquiétude convulsive que l'on remarque communément dans les princes, les grands & les riches ; ils semblent passer leur vie à courir pour chercher le plaisir, sans jamais en jouir lorsqu'ils l'ont sous les yeux : „ l'un dit Lucrece, quitte son riche palais pour se dérober à „ l'ennui ; mais il y rentre un moment „ après, ne se trouvant pas plus heureux ailleurs : cet autre se fauve à toutes brides dans les terres, comme pour „ éteindre un incendie ; mais à peine „ en a-t-il touché les limites, qu'il y „ trouve l'ennui, . . . il regagne la ville „ avec la même promptitude. . . Chacun se fuit sans cesse „ &c.

S'occuper d'une façon utile, & faire du bien à ses semblables, voilà les seuls moyens d'échapper à l'ennui qui tourmente tant de riches pour lesquels il n'existe plus de plaisirs sur la terre. Les plaisirs des sens s'épuisent ; le contentement puérile que peut donner la vanité, disparaît quand il est habituel ; mais les plaisirs du cœur se renouvellent à tout moment, & le contentement inexprimable qui résulte de l'idée du bonheur que l'on répand sur les autres, est une jouissance qui jamais ne s'altère. *Essayez de faire des heureux, pour être heureux vous-mêmes* ; voilà le meilleur conseil que la morale ait pour les riches.

Aristote, en parlant des richesses, dit que les uns n'en usent point, & que les autres en abusent. Que l'homme riche se soit heureux, s'il s'avoit profiter des avantages que la fortune lui met entre les mains ! Comment l'ennui pourroit-il l'assaillir, lorsqu'avec une âme sensible & tendre il posséderoit un esprit cultivé ? Tout se changeroit en plaisirs sous la main du riche bienfaisant. Essuyer les larmes des malheureux, porter inopinément la consolation & la joie dans

une

une famille affligée, réparer les injustices du sort quand il opprime le mérite infortuné, récompenser libéralement les services qu'on a reçus, déterrer & mettre au jour les talens flétris par l'indigence, exciter le génie aux découvertes utiles, savoir jouir en secret du bonheur de faire des heureux sans leur montrer la main de leur bienfaiteur, rendre à la gaieté le cœur d'un ami vertueux qui se trouve dans la détresse, par des travaux utiles à la patrie occuper & faire subsister la pauvreté laborieuse, ramener le cultivateur découragé, mériter les bénédictions & la tendresse des êtres dont on est environné; voilà des moyens sûrs de se procurer des jouissances durables & variées, de calmer l'envie que cause presque toujours une grande fortune, & même de faire pardonner les voies par lesquelles cette fortune a pu s'acquérir par d'injustes peres. Des descendans vertueux peuvent parvenir à faire oublier la source impure de leur opulence: l'indignation & l'envie se taisent à la vue du bon usage que l'homme de bien fait faire de ses richesses; il se rend heureux lui-même en méritant les applaudissemens de ses concitoyens.

C'est sur-tout dans les campagnes où les riches, éloignés de l'atmosphère empestée des villes & de la contagion du luxe, trouveroient des occasions de faire un usage honorable de leur opulence, & de se montrer citoyens. Mais trop souvent accoutumés à l'air infecté des grandes sociétés, au tourbillon des plaisirs frivoles, aux vices qui sont devenus des besoins pour eux, les riches regardent les capitales comme leur véritable patrie; ils se croient en exil dans leurs terres; à moins d'y transporter les défordres, le bruit, les funestes amusemens auxquels ils se sont habitués. Sans cela les plaisirs champêtres, les charmes

de la nature, leur paroissent insipides; ils ignorent totalement le plaisir de faire du bien.

Ces plaisirs sont pourtant plus solides & plus purs que ceux dont se repaît la vanité. Peut-on leur comparer le futile avantage de se faire remarquer du vulgaire par des habits, des équipages, des livrées, des ameublements recherchés & par tout le méprisable étalage auquel le luxe attache un si haut prix? Le riche injuste peut-il se flatter de mériter l'estime publique en déployant insolemment aux yeux de ses concitoyens appauvris une magnificence insultante? Dans la crainte d'exciter l'indignation générale ces hommes, gorgés de la subsistance des peuples, ne feroient-ils pas mieux de dérober à tous les regards une opulence achetée par des iniquités & des crimes? L'amour propre de ces favoris de Plutus peut-il les aveugler au point de croire qu'une nation, opprimée pour les enrichir, leur pardonnera l'impudence avec laquelle ils osent étaler les fruits de leurs rapines? Non; les applaudissemens & les hommages des flatteurs, des parasites, dont leur table est entourée, ne les persuaderont jamais de leur mérites; ils ne feront point taire les reproches d'une conscience inquiète: tout leur faste imposant, leurs repas somptueux, ne feront que des envieux de ceux même qu'ils prennent pour leurs amis. Les convives du Traitant enrichi, en l'aidant à consumer ses richesses, ne lui en ont aucune obligation; ils regardent sa dépense comme un devoir, comme une restitution faite à la société, & qu'ils se chargent de recevoir en son nom. L'homme qui n'a que de la vanité, n'est pas fait pour avoir des amis; il n'a que des adulateurs, de lâches complaisans, prêts à lui tourner le dos aussi-tôt que les richesses, dont ils prennent allu-

P p

ment leur part, se seront écoulées.

On est tout surpris de voir les grands & les riches abandonnés de tout le monde dès que la fortune les abandonne ; mais il y auroit plus lieu d'être surpris si leurs prétendus amis en usoient autrement. Le riche fastueux & prodigue ne considère que lui-même dans les dépenses qu'il fait ; c'est à sa propre vanité qu'il sacrifie sa fortune ; c'est pour être applaudi qu'il répand l'or à pleines mains ; c'est pour exercer une sorte d'empire sur des hommes avilis, qu'il les invite à venir prendre part à ses festins ; ceux-ci comptent être quittes avec lui lorsqu'ils ont régalé sa sottise de la fumée de leur encens. En effet, le même homme qui consent à dépenser dans un repas des sommes suffisantes pour tirer toute une famille de la misère, ne se détermineroit jamais à faire une dépense beaucoup moindre si elle étoit ignorée. Bien plus, cet homme qui veut paroître si généreux & si noble aux yeux des flatteurs dont il est environné, ne voudroit peut-être pas leur donner en secret leur repas en argent.

Ce n'est ni la bienveillance, ni le desir d'obliger, qui sont les vrais mobiles du faste, & qui causent le dérangement des prodigues : c'est une vanité concentrée, qui très-souvent leur tient lieu de bonté, d'affection, d'amitié, & d'amour même. Rien de plus commun que de voir un homme riche se ruiner pour une maîtresse, pour laquelle au fond du cœur il ne sent point d'amour ; il ne veut que la gloire de supplanter ses rivaux, & de remporter à force d'argent la victoire sur eux. Comment d'ailleurs un tel homme pourroit-il se flatter de posséder le cœur d'une femme usée par le plaisir, & toujours prête à préférer l'aimant qui mettra le plus haut prix à ses faveurs ?

Les goûts, souvent ruineux, que des riches affectent, sont rarement vrais & sincères ; ils sont pour l'ordinaire uniquement fondés sur une sorte de vanité, qui leur persuade qu'ils seront admirés comme des gens d'un goût exquis & rare, comme des connoisseurs, & sur-tout comme des hommes très-riches & très-heureux. C'est ainsi qu'un financier, privé de goût réel, rassemble souvent à grands frais une collection immense de curiosités dont il n'a nulle idée, de livres qu'il ne lira jamais, de tableaux dont il ne fait aucunement juger. Cependant il faut convenir que l'ennui a souvent autant de part que la vanité aux dépenses inutiles qui dérangent les plus grandes fortunes ; c'est lui qui détermine à payer cherement des objets faits pour dégouter, ou du moins pour paroître insipides, aussi-tôt qu'on les a possédés ; c'est à l'ennui des riches que sont dues les productions si variées, si changeantes & quelquefois si bizarres de la mode, & qui semblent faire pardonner au luxe tout le mal que d'ailleurs il fait aux nations.

Mais les consolations passagères que le luxe fournit aux ennuis & à la vanité de quelques riches désoeurés, ne doivent pas le justifier des maux fins nombre qu'il cause aux pauvres, c'est à dire, à la partie la plus nombreuse de toute société. Le luxe n'est avantageux qu'aux artisans du luxe ; il ne procure que des maux à la portion vraiment utile & laborieuse des citoyens. Le prix qu'il en coûte à un riche ennuyé pour un chef-d'œuvre de peinture ou de sculpture, pour une superbe tapisserie, pour les dorures dont il orne son palais, pour un habit brodé, pour un bijou stérile, suffiroit quelquefois pour vivifier plusieurs familles de cultivateurs honnêtes, bien plus nécessaires à l'Etat que tant d'artistes qui ne font que repaître les yeux ou

les oreilles. Que l'homme de goût admire les productions sublimes des arts, qu'il rende justice aux talens divers qui amusent ses yeux ; mais le vrai sage, toujours sensible aux afflictions & aux besoins du plus grand nombre , ne pourra jamais les préférer aux arts utiles & nécessaires à la société , qui feroient subsister des millions de malheureux. Une province défrichée & rendue fertile pour ses habitans , des marais desséchés pour donner un air plus salubre , des canaux creusés pour faciliter les transports , sont pour un bon citoyen des objets plus intéressans que des palais ornés des tableaux de Raphaël , des statues de Michel-Ange , accompagnés des jardins de la nature.

Mais les *riches* , pour l'ordinaire , ne sont pas accoutumés à s'occuper du bien qu'ils pourroient faire au peuple qu'ils méprisent ; ils aiment mieux lui faire sentir leur puissance d'une façon propre à se faire haïr. Loin de diminuer l'envie des indigens , ils semblent la réveiller sans cesse par une conduite arrogante & tyrannique. On diroit que les hommes à qui la fortune a donné tous les moyens de se faire aimer , ne savent s'en servir que pour se rendre odieux & méprisables. Au lieu de soulager la misère du pauvre , les *riches* ne semblent répandus sur la terre que pour la multiplier : au lieu de féconder les terres arides & stériles , l'opulence & la puissance ne font que les ravager. Est-on heureux soi-même quand on ne voit autour de soi que des infortunés ? Les richesses peuvent-elles avoir quelque chose de flatteur , quand elles ne font qu'attirer les malédictions & la haine de ceux dont elles pourroient concilier l'amour. (F.)

RICHESSSE, f. f. , *Mor.* Ce mot s'emploie plus généralement au pluriel ; mais les idées qu'il présente à l'esprit varient

relativement à l'application qu'on en fait. Lorsqu'on s'en sert pour désigner les biens des citoyens , soit acquis , soit patrimoniaux , il signifie *opulence* , terme qui exprime non la jouissance , mais la possession d'une infinité de choses superflues , sur un petit nombre de nécessaires. On dit aussi tous les jours les *richesses* d'un royaume , d'une république , &c. & alors , l'idée de luxe & de superfluités que nous offroit le mot de *richesses* , appliqué aux biens des citoyens , disparoit , & ce terme ne présente plus que le produit de l'industrie , du commerce , tant intérieur qu'extérieur , des différens corps politiques , de l'administration interne & externe des principaux membres qui le constituent ; & enfin de l'action simultanée de plusieurs causes physiques & morales qu'il seroit trop long d'indiquer ici , mais dont on peut dire que l'effet , quoique lent & insensible , n'est pas moins réel.

Il paroît par ce que je viens de dire , qu'on peut envisager les *richesses* sous une infinité de points de vue différens , de l'observation desquels il résultera nécessairement des vérités différentes , mais toujours analogues aux rapports dans lesquels on considérera les *richesses*.

Cette dernière réflexion conduit à une autre , c'est que l'examen , la discussion , & la solution des différentes questions de politique & de morale , tant incidentes que fondamentales , que l'on peut proposer sur cette matière aussi importante que compliquée & mal éclaircie , doivent faire un des principaux objets des méditations de l'homme d'Etat & du philosophe. Mais cela seul seroit la matière d'un livre très-étendu & dans un ouvrage de la nature de celui-ci , on ne doit trouver sur ce sujet que les principes qui serviroient de base à l'édifice.

Laisant donc au politique le soin d'exposer ici des vues neuves, utiles & profondes, & d'en déduire quelques conséquences applicables à des cas donnés, je me bornerai à envisager ici les richesses en moraliste. Pour cet effet, j'examinerai dans cet article une question à laquelle il ne paroît pas que les philosophes aient fait jusqu'ici beaucoup d'attention, quoiqu'elle les intéresse plus directement que les autres hommes. En effet, il s'agit de savoir 1°. si un des effets nécessaires des richesses n'est pas de détourner ceux qui les possèdent de la recherche de la vérité.

2°. Si elles n'entraînent pas infailliblement après elles la corruption des mœurs, en inspirant du dégoût ou de l'indifférence pour tout ce qui n'a point pour objet la jouissance des plaisirs des sens, & la satisfaction de mille petites passions qui avilissent l'ame, & la privent de toute son énergie.

3°. Enfin, si un homme riche qui veut vivre bon & vertueux, & s'élever en même tems à la contemplation des choses intellectuelles, & à l'investigation des causes des phénomènes & de leurs effets, peut prendre un parti plus sage & plus sûr, que d'imiter l'exemple de Cratès, de Diogène, de Démocrite & d'Anaxagore.

Ceux qui auront bien médité l'objet de ces différens problèmes moraux, s'apercevront sans peine qu'ils ne sont pas aussi faciles à résoudre qu'ils le paroissent au premier aspect. Plus on les approfondit, plus on les trouve complexes, & on sent que l'on erré dans un labyrinthe inextricable où l'on n'est pas toujours sûr de trouver le fil d'Ariane, & dans lequel il est par conséquent facile de s'égarer.

*Nec preme, nec sanctum molire per
astra curam.*

*Altriis egressus, caelestia testa cremabis;
Inferias, terras: medio tutissimam ibis.
Neu te dexterior pressam rota ducat
ad aram:*

Inter utrumque tene.

Ovide, *métamorph. lib. II.*

v. 134 & seqq.

Ainsi pour traiter ces questions avec cette sage impartialité, qui doit être la caractéristique de ceux qui cherchent sincèrement la vérité, je ne ferai dans cet article que présenter simplement à mes lecteurs tout ce que la sagacité humaine la plus sublime & la plus réfléchie a pensé dans tous les tems sur cette matière, me réservant la liberté d'y joindre quelquefois mes propres réflexions dans l'ordre où elles se présenteront à mon esprit.

Je commence par une remarque qui me paroît essentielle: c'est que les anciens philosophes ne croyent point que les richesses considérées en elles mêmes, & abstraction faite de l'abus & du mauvais usage qu'on en pouvoit faire, fussent nécessairement incompatibles avec la vertu & la sagesse: ils étoient trop éclairés pour ne pas voir qu'envisagées ainsi métaphysiquement, elles sont une chose absolument indifférente; mais ils favoient aussi que comme on s'écarte infailliblement de la vérité dans les recherches morales, lorsqu'on ne veut voir que l'homme abstrait, on court également risque de s'égarer, lorsqu'on fait les mêmes suppositions à l'égard des êtres physiques & moraux qui l'environnent, & qui ont avec lui des rapports constants, déterminés & établis par la nature des choses. Aussi enseignent-ils constamment que les richesses pouvant être & étant en effet dans une infinité de circonstances, & pour la plupart des hommes, un obstacle puissant à la pratique des vertus morales, à leur progrès

dans la recherche de la vérité, & un poids qui les empêche de s'élever au plus haut degré de connoissance & de perfection où l'homme puisse arriver, le plus sûr est de renoncer à ces possessions dangereuses, qui multipliant sans cesse les occasions de chute, par la facilité qu'elles donnent de satisfaire une multitude de passions déréglées, détournent enfin ceux qui y sont attachés de la route du bien & du desir de connoître la vérité.

C'est ce que Sénèque fait entendre assez clairement, lorsqu'il dit que les richesses ont été pour une infinité de personnes un grand obstacle à la philosophie, & que pour jouir de la liberté d'esprit nécessaire à l'étude, il faut être pauvre, ou vivre comme les pauvres. » Tout homme, ajoute-t-il, qui voudra mener une vie douce, tranquille & assurée, doit fuir le plus qu'il lui sera possible ces biens faux & trompeurs, à l'appas desquels nous nous laissons prendre comme à un trébuchet, sans pouvoir ensuite nous en détacher, en cela d'autant plus malheureux, que nous croyons les posséder, & qu'au contraire ce sont eux qui nous possèdent & qui nous tyrannissent. » *Multis ad philosophandum obfistere divitiæ: paupertas expedita est. Secura est... si vis vacare animo, aut pauper sis oportet, aut pauperi similis. Non potest studium salutare fieri sine frugalitatis curâ: frugalitas autem, paupertas voluntaria est... Munera ista fortuna putatis? Insidia sunt. Quisquis nostrum tutam agere vitam vult, quantum plurimum potest, ista viscata beneficia devitet: in quibus hoc quoque miserimi fallimur, habere nos putamus, habemur.* Sénec. *epist.* 17. & *epist.* 8.

On ne peut guère douter de la certitude de ces maximes, lorsqu'on voit des philosophes tels que Démocrite & Ana-

xagore, abandonner leurs biens & résigner tout leur patrimoine à leurs parents, pour s'appliquer tout entiers à la recherche de la vérité & à la pratique de la vertu.

Sprevit Anaxagoras, sprevit Democritus, atque

Complures alii (quorum sapientia toti est Nota orbi) argentum atque aurum,

CAUSASQUE MALORUM

DIVITIAS. Quare? Nisi quod non vera putarunt

Est bona hec, animum quæ curis impediunt, &

Iu mala precipitant quam plurima.

Il est assez difficile, ce me semble, de ne pas se laisser entraîner par de si grands exemples, & de nier que les richesses ne soient infiniment plus nuisibles qu'utililes, quand d'un autre côté, on voit Sénèque peindre avec des traits de feu les maux affreux qu'elles causent nécessairement à la société, & les crimes que la soif de l'or fait commettre. *Circa pecuniam*, dit-il, *plurimum vociferationis est: hec, fora defatigat, patres liberosque committit, venena miscet, gladios tam percussoribus quam legionibus tradit. Hec est sanguine nostro delibuta. Propter hanc uxorum maritorumque noctes strepunt litibus, & tribunalia magistratum premit turba: reges seviunt, rapiuntque, & civitates longo sæculorum labore constructas evertunt, ut aurum argentumque in cinere urbinum scrutentur.* Sénec. *de ira*, lib. III. cap. xxxij circa fin.

Depuis que les richesses, dit-il ailleurs, ont commencé à être en honneur parmi les hommes, & à devenir en quelque sorte la mesure de la considération publique, le goût des choses vraiment belles & honnêtes s'est entièrement perdu. Nous sommes tous devenus marchands, & tellement corrompus par l'argent, que nous de-

„ mandons, non point ce qu'est une
 „ chose en elle-même, mais de quel
 „ rapport elle est. Se présente-t-il une
 „ occasion d'amasser des richesses, nous
 „ sommes tour-à-tour gens de bien ou
 „ fripons, selon que notre intérêt &
 „ les circonstances l'exigent. Nous fai-
 „ sons le bien, & nous pratiquons la
 „ justice tant que nous espérons trou-
 „ ver quelque profit dans cette condui-
 „ te, tout prêts à prendre le parti con-
 „ traire si nous croyons gagner davan-
 „ tage à commettre un crime. Enfin, les
 „ mœurs se sont détériorées au point
 „ que l'on maudit la pauvreté, qu'on
 „ la regarde comme un deshonneur &
 „ une infamie, en un mot qu'elle est
 „ l'objet du inépris des riches & de la
 „ haine des pauvres.

Ce ne sont point ici des idées vagues
 & jetées au hasard, ni de vaines déclama-
 tions, où l'imagination agit sans cesse
 aux dépens de la réalité, mais des
 faits confirmés par une expérience con-
 tinuelle, & que chacun peut pour ainsi
 dire, toucher par tous ses sens. Autli le
 même philosophe ne craint-il pas d'a-
 vancer que les richesses sont la principa-
 le source des malheurs du genre hu-
 main, & que tous les maux auxquels les
 hommes sont sujets, comme la mort, les
 maladies, la douleur, &c. ne sont rien
 en comparaison de ceux que leur causent
 les richesses. *Transennius ad patrimoniam,*
maximam bimanarum erummarum mate-
riam. Nam si omnia alia quibus angimur,
comparas, inortes, agrotationes, metus,
desideria, dolorum laborumque pati-
tiam, cum iis que nobis mala pecunia nos-
tra exhibet; hac pars multum prava-
bit. Senec. de tranquill. animi, cep. viij.
init. Il s'exprime encore avec plus de
 force dans sa 115^e lettre.

„ De continuuelles inquiétudes, dit-il,
 „ rongent & dévorent les riches à pro-

„ portion des biens qu'ils possèdent. La
 „ peine qu'il y a à gagner du bien est
 „ beaucoup moindre que celle qui vient
 „ de la possession même. Tout le monde
 „ regarde les riches comme des gens
 „ heureux; tout le monde voudroit
 „ être à leur place, mais quelle erreur!
 „ Est-il de condition pire que d'être
 „ sans cesse en butte à la misère & à l'en-
 „ vie? Plût aux dieux que ceux qui re-
 „ cherchent les richesses avec tant d'em-
 „ pressement interrogeassent les riches
 „ sur leur sort, certainement ils cesse-
 „ roient bientôt de desirer les richesses!
 „ *Adice quotidianas sollicitudines,*
 „ *que pro modo habendi quenuque discru-*
 „ *ciant. Majore tormento pecunia posside-*
 „ *tur, quam queritur.... At felicem il-*
 „ *lum hominem, & divitem vocant, & con-*
 „ *sequi optant, quantum ille possidet. Fa-*
 „ *teor. Quid ergo? Tu ullos esse condi-*
 „ *tionis pejoris existimas, quam qui habent*
 „ *& miseriam & iridiam? Utinam qui divi-*
 „ *tias appetituri essent cum divitibus deli-*
 „ *berarent!... Profecto vota mutassent.*

Que l'on fasse réflexion que celui qui
 parle dans ces passages, est un philoso-
 phe qui possédoit des biens immenses,
immuneram pecuniam, comme il le dit
 lui-même dans Tacite, *annal. lib. XIV.*
cap. liij. & l'on sentira alors de quel
 poids un pareil aveu doit être dans sa
 bouche.

Mais consultons, si l'on veut, d'autres
 autorités: voyons ce que les auteurs les
 plus graves & les plus judicieux ont
 pensé de l'influence des richesses sur les
 mœurs, & des avantages de la pauvreté.
 „ Ce n'est pas, disoit Diogene, pour
 „ avoir de quoi vivre simplement, avec
 „ des herbages & des fruits, qu'on cher-
 „ che à s'emparer du gouvernement
 „ d'un Etat, qu'on saccage des villes,
 „ qu'on fait la guerre aux étrangers, ou
 „ même à ses concitoyens; mais pour

„ manger des viandes exquisés , & pour
 „ couvrir sa table de mets délicieux. ”
Diogenes tyrannos , & subversores ur-
bium bellaque vel hostilia , vel civilia , non
pro simplici victu olerum pomorumque ,
sed pro carnis & epularum deliciis , ad-
ferit excitari. Diogen. apud Hieronym.
adv. Jovinian. II. pag. 77. A. tom. II.
édit. Buisl.

Justin faisant la description des mœurs
 des anciens Scythes , dit qu'ils méprisent
 l'or & l'argent autant que les autres
 hommes en sont passionnés , & que c'est
 au mépris qu'ils font de ces viis métaux ,
 ainsi qu'à leur manière de vivre simple
 & frugale , qu'il faut attribuer l'innocence
 & la pureté de leurs mœurs , parce
 que ne connoissant point les richesses ,
 ils n'ont que faire de convoiter le bien
 d'autrui. *Aurum & argentum perinde*
adspiciuntur , ac reliqui mortales adpe-
tunt. Laërte & melle vescuntur Hac
continentia illis morum quoque iustitiam
indidit. Nihil alienum concupiscentibus.
Quippe ibidem divitiarum cupido est , ubi
& usus. Justin. hij. lib. II. cap. ij. num.
8. & sequens.

Zénon le stoïcien ne pensoit pas plus
 favorablement des richesses ; car ayant
 appris que le vaisseau sur lequel étoient
 tous ses biens , avoit fait naufrage , il
 ne témoigna aucun regret de cette per-
 te , au contraire. „ La fortune veut , dit-
 „ il aussi tôt , que je puisse philosopher
 „ plus tranquillement. ” *Nunciato nau-*
fragio , Zeno noster , cum omnia sua audi-
ret submersa , lubet , inquit , me fortuna
expeditius philosophari. Apud. Senec. de
tranquill. animi. cap. xvj.

„ Je m'étonne , disoit Lucrece de Gon-
 „ sague à Hortensio Laudio , qu'étant
 „ aussi favant que vous l'êtes , & con-
 „ noissant aussi bien les vicissitudes &
 „ le train des choses humaines , vous
 „ vous attristiez aussi excessivement de

„ votre pauvreté. Ne savez-vous pas
 „ que la vie des pauvres ressemble à
 „ ceux qui cotoient le rivage avec un
 „ doux vent , sans perdre de vue la ter-
 „ re , & celle des riches à ceux qui na-
 „ vigent en pleine mer. Ceux-ci ne peu-
 „ vent prendre terre , quelqu'envie
 „ qu'ils en ayent : ceux-là viennent à
 „ bord quand ils veulent. ” *Essendo voi*
persona dotta ; e tanto bene esperta ne i
mondani casi ; mi maraviglio che di si strana
maniera vi attristiate per la povertà ; qua-
si non sappiate la vita dei poveri esser si-
mile ad una navigazione presso il lito ; e
quella de ricchi , non esser differente da
coloro che si ritrovano in alto mare : à gli
ioni e facile gittar la fune in terra , e con-
dur la nave à sicuro luogo ; e à gli altri e
sommanente difficile.

Anaxagore avoit donc raison de dire
 que les conditions qui paroissent les
 moins heureuses , sont celles qui le sont
 le plus ; & qu'il ne falloit pas chercher
 parmi les gens riches & environnés
 d'honneurs , les personnes qui goûtent
 la félicité , mais parmi ceux qui culti-
 vent un peu de terre , ou qui s'appli-
 quent aux sciences sans ambition. *Nec*
parum prudenter , Anaxagoras interro-
ganti cuidam quisnam esset beatus : nemo ,
inquit , ex his quos tu felices existimas :
sed eum in illo reperies , qui à te ex mis-
eris constare creditur. Non erit ille divi-
tius & honoribus abundans : sed aut exi-
gui rueris , aut non ambitiose doctrinæ s-
delis ac pertinax cultor , in secessu quam
in fronte beatior. Valer. Maxim. lib. VII.
cap. ij. num. 9. in extern. cit. Bel. ubi
infra.

Finissons par un beau passage de Pla-
 ton : „ il est impossible , dit expresse-
 „ ment ce philosophe , d'être tout en-
 „ semble fort riche & fort honnête hom-
 „ me. Or , comme il n'y a point de vé-
 „ ritable & solide bonheur sans la vertu ,

„ les riches ne peuvent pas être réellement heureux. ” *Plato de legib. lib. V. p. 742. E. & 743. A B. tom. II. edit. Henr. Steph. an 1578. Voyez aussi la huitieme lettre écrite aux parens & aux amis de Dion. tom. III. opp. pag. 355. C. edit. cit.*

Telle est à cet égard la doctrine constante des poëtes , des philosophes , des historiens & des orateurs , dont le sens a été le plus droit. Tous ont traité de fols & insensés ceux qui faisant consister le souverain bien dans la possession des richesses , mettent le plaisir du gain au-dessus des autres , & méprisent celui qui revient de l'étude des sciences , à moins que ce ne soit un moyen d'amasser de l'argent : tous ont préféré une honnête pauvreté à ces faux biens par lesquels l'aveugle & folle cupidité des hommes se laisse éblouir : tous enfin ont regardé les richesses comme une pierre d'achoppement. Pour moi , je l'avoue , plus j'y réfléchis , & plus je suis convaincu que ce ne fut point , comme le prétend fausement Barbeyrac , par ostentation , ni par un désintéressement mal entendu , qu'Anaxagore & Démocrite se dépouillèrent de leurs biens , mais qu'au contraire , ils agirent en cela fort sagement , & en philosophes qui savoient qu'à l'égard des choses par lesquelles il est aussi facile que dangereux de se laisser corrompre , le parti le plus sûr est toujours de se mettre dans l'impossibilité absolue d'en abuser.

En effet , tant de soins , d'inquiétudes & de chagrins , tant de petits intérêts , dans la discussion desquels il n'arrive que trop souvent que l'on soit injuste , & que l'on fasse beaucoup de mal , même sans le savoir , & sans être méchant ; tant de circonstances où l'éclat de la fortune & le faste de l'opulence mettant entre les riches & les pauvres une

distance immense , rendent nécessairement ceux-là durs , & font que le cœur se resserre à la vue des malheureux , par l'habitude où ils sont de les voir dans un point de vue éloigné ; habitude qui étouffe en eux toutes les affections qui pourroient les rapprocher de l'humanité , & réveiller dans leur ame ce sentiment de pitié & de commiseration si naturel à l'homme , & qui le convainc si intimement de sa bonté originelle ; tant d'occasions de se laisser corrompre & de s'abandonner aux plus grands & aux plus honteux excès ; en un mot , tant d'inconvéniens de toute espèce , suivent si nécessairement la possession des richesses , & d'un autre côté , la recherche de la vérité & l'étude de la vertu , demandent un silence de passions si profond & si continuë , une méditation si forte , un esprit si pur , si fortement en garde contre les illusions des sens , si habile à démêler les erreurs , & à en rectifier les jugemens par la réflexion , si dégagé des terrestréités , & de tout ce qui est l'objet de la cupidité humaine , enfin une ame si honnête , si sensible , si compatissante , si naturellement portée au bien & si continuellement occupée à le faire , qu'il est impossible à l'homme d'allier jamais des choses aussi incompatibles par leur nature.

Il y a tout lieu de croire qu'Anaxagore fit à-peu-près les mêmes réflexions , & qu'il sentit combien il est difficile d'être riche , heureux , juste & bon tout ensemble , puisque Valere Maxime nous dit , *lib. VIII. cap. vij. num. 6. in extern. que c'est à l'abandon de ses richesses que ce philosophe se crut redevable de son salut : quali porro studio Anaxagoram flagrasse credimus ? Qui cum è diutina peregrinatione repetisset , possessionisque desertas vidisset , non essem , inquit , ego salvus , nisi ista perissem.*

Il me semble que si Barbeyrac eût réfléchi sur ce passage, il auroit été moins prompt à envenimer les motifs qui déterminent Anaxagore à résigner tout son patrimoine à ses parens. Il auroit vu qu'il n'y a point d'ostentation, mais au contraire, beaucoup d'humilité, de sagesse & de vertu dans la conduite d'un philosophe qui, sachant par un examen réfléchi des actions humaines, combien la pente du vice est douce & facile; ou plutôt, connoissant sa propre foiblesse, & craignant qu'en conservant ses richesses, il n'ait pas assez d'empire sur les passions, pour en jouir dans l'innocence, & pour résister aux tentations toujours renaissantes d'en abuser, aime mieux s'en dépouiller entièrement, que de se voir exposé sans cesse à un combat dont il ne seroit pas toujours sorti vainqueur. Car, selon la remarque judicieuse d'un célèbre auteur moderne, *par-tout la sensation de mal faire, augmente avec la facilité.*

Une autre observation non moins importante, c'est qu'un homme riche, quelque penchant naturel qu'il ait à la vertu, ne peut faire un bon usage de ses biens qu'à quelques égards: il y aura toujours par l'effet d'un vice inhérent aux richesses, une infinité de circonstances où, comme je l'insinue plus haut, il s'éloignera de l'ordre & de la rectitude morale sans s'en appercevoir, où cette déviation devenant de jour en jour plus sensible, il s'écartera enfin de la sphere étroite de la vertu, emporté successivement malgré lui par mille petites passions, comme par une espece de force centrifuge, déterminée par ce que les anciens appelloient *inmutabilis causarum inter se coherentium series.*

Il seroit inutile de dire avec Epicure, que ce n'est point la liqueur qui est corrompue, mais le vase: car on ne peut approu-

Tome XII.

ver la pensée de ce philosophe, qu'en considérant les richesses en elles mêmes, & en les séparant intellectuellement des maux qu'elles entraînent après elles, & j'ai déjà dit que rien n'étoit plus illusoire que cette methode de philosopher. En effet, si l'agit de savoir, si l'abus des richesses, de quelque nature que soient les effets qu'il produit, est inséparable de leur possession, & si l'on ne peut pas dire en ce sens, que les maux qu'elles causent dans le monde, sont les effets d'un vice qui leur est inhérent, puisqu'il est incontenable que ces maux, quels qu'ils soient, n'existeroient pas sans elles, quoiqu'elles n'en soient d'ailleurs que causes occasionnelles, je veux dire, quoiqu'elles aient besoin pour les produire & pour les déterminer, de l'intervention d'une cause physique qui est l'ame, ou pour parler plus philosophiquement, le corps modifié de telle & telle maniere: or c'est ce que je soutiens, & ce qu'on ne peut nier, ce me semble, pour peu qu'on y réfléchisse.

Ajoutez à cela que le sage peut bien, quant à lui, ne regarder l'or & l'argent que comme de simples métaux, dont il se sert comme autant d'instrumens qu'il dirige selon ses vues; mais dans le système social, ces métaux, source intarissable de malheurs & de désordres, changent en quelque sorte de maniere d'être. Ce ne sont plus alors aux yeux du philosophe, des substances absolument inactives & inanimées; il sait que ces signes représentatifs & conventionnels, ont une espece de vie qui leur est propre, & dont le principe précaire se trouve dans les relations qu'ils ont avec nos penchans, notre éducation, nos usages, nos loix, nos vices, nos vertus, & avec la nature des choses en général. Or ces rapports sont le point de vue sous lequel j'envisage ici les richesses: d'où je con-

Qq

clus que si l'on peut dire dans telle hypothèse que le vase corrompt la liqueur, on peut assurer plus généralement encore, & avec autant de vérité pour le moins, que la liqueur corrompt le vase. A l'égard des maux infinis qui résultent nécessairement de tout cela pour la société, ils sont si étroitement liés aux causes d'où ils émanent, par l'action de l'une & la réaction de l'autre, quelquefois même par leur tendance réciproque & co-existence à la production des mêmes effets, qu'il seroit assez difficile de mesurer la sphère d'activité de ces deux forces, & de connoître leur influence proportionnelle.

Il est, ce me semble, évident par ce que je viens de dire, que l'objection d'Epicure rapportée ci-dessus, est un coup perdu, *brutum fulmen*. J'en dis autant d'une autre difficulté qu'on pourroit encore me faire, en m'objectant qu'on a vu plus d'une fois des riches faire un bon usage de leurs biens, & que cela est même très - possible en soi ; car ce n'est point du tout ce dont il s'agit ici. A l'égard des philosophes, quand on pourroit en citer plusieurs, tels que Sénèque, par exemple, &c. que les *richesses* n'ont point détourné de la pratique de la vertu & de l'étude de la vérité, cela ne prouveroit encore rien contre mon sentiment ; car je soutiens que ces philosophes, quels qu'ils soient, auroient pu faire, je ne dirai pas seulement plus de progrès dans la découverte de la vérité ; mais ce qui est d'une toute autre importance, & infiniment préférable aux connoissances les plus vaines & les plus sublimes, que leur vertu auroit été plus pure, plus intacte, & leurs mœurs plus régulières, s'ils n'eussent pas été riches.

Un passage admirable de Sénèque va répandre un beau jour sur ce que je dis : *multum est*, remarque très-judicieuse-

ment ce philosophe, *non corrupti divitiarum contubernio. Magnus est ille qui in divitiis pauper est : SED SECURIOR, QUI CARET DIVITIIS*. Ils n'auroient eu du moins à combattre que contre les défauts & les subtilités inséparables de l'humanité dans l'état civil, au lieu qu'ils avoient dans les *richesses* un ennemi de plus, d'autant plus difficile à vaincre, que ses charmes sont plus séduisants, ses attaques plus fourdes, plus subtiles, plus continuelles, & les occasions d'y succomber plus fréquentes. Ainsi, l'exemple même de ces philosophes riches, en supposant qu'il y en ait eu plusieurs, ce que je n'ai pas le tems d'examiner, ne diminue en rien la force de mon raisonnement.

Pour l'affoiblir, il faudroit pouvoir prouver, 1°. que les inconvéniens que j'ai dit accompagner la possession des *richesses*, n'en sont point des suites nécessaires, 2°. qu'en m'accordant que ces inconvéniens en sont inséparables, il ne s'en suit point, comme je le prétends, que les *richesses*, avec tous les désordres qu'elles entraînent après elles, soient incompatibles avec l'état où je suppose que doit être l'ame d'un philosophe qui veut étudier la vérité & la vertu. Or, je défie qui que ce soit, de prouver jamais ces deux choses : on peut par des subtilités de dialectique obscurcir certaines vérités, & jeter des doutes dans l'esprit de ceux qui les admettent lorsque les forces de leurs facultés intellectuelles mettent hors d'état de dissiper les ténèbres, qu'on raisonnement fin & adroit s'est plu à répandre sur ces vérités ; mais il n'en est pas de même des faits dont nous sommes tous les jours les témoins. Il est impossible à cet égard d'en imposer à personne. & c'est d'après ces sortes de faits que j'ai raisonné.

Cependant pour qu'on ne me soup-

conne point de dissimuler dans une matière de cette importance, rapportons ici l'écrit que Sénèque fait des *richesses*; c'est peut-être le plaidoyer le plus éloquent que l'on puisse faire en leur faveur; mais aussi je doute fort qu'il y ait parmi nous un seul riche qui puisse lire sans trouble, sans émotion, & s'il faut tout dire, sans remords, à quelles conditions ce philosophe permet au sage de posséder de grands biens. Voici tout le passage tel que j'ai cru devoir l'exprimer dans notre langue.

„ Le sage n'aime point les *richesses*
 „ avec passion, mais il aime mieux en
 „ avoir que de n'en avoir pas; il ne les
 „ reçoit point dans son ame, mais dans
 „ sa maison; en un mot, il ne se dépouille
 „ pas de celles qu'il possède, au contraire,
 „ il les conserve & il s'en sert
 „ pour ouvrir une plus vaste carrière à
 „ sa vertu, & la faire voir dans toute
 „ sa force. En effet, peut-on douter
 „ qu'un homme sage n'ait plus d'occasions
 „ & de moyens de faire connoître
 „ l'élévation & la grandeur de son courage
 „ avec les *richesses*, qu'avec la pauvreté,
 „ puisque dans ce dernier état, on
 „ ne peut se montrer vertueux que d'une
 „ seule façon, je veux dire en ne
 „ se laissant point abattre & absorber
 „ par l'indigence, au lieu que les *richesses*
 „ sont un champ vaste & étendu, où
 „ l'on peut, pour ainsi dire, déployer
 „ toutes ses vertus, & faire paroître
 „ dans son éclat, sa tempérance, sa libéralité,
 „ son esprit d'ordre & d'économie,
 „ & si l'on veut, sa magnificence.
 „ Cesse donc de vouloir interdire
 „ aux philosophes l'usage des *richesses*;
 „ personne ne condamna jamais le sage
 „ à une éternelle pauvreté; le philosophe
 „ peut avoir de grandes *richesses*,
 „ pourvu qu'il ne les ait enlevées
 „ par force à qui que ce soit, & qu'elles

„ ne soient point souillées & teintes du
 „ sang d'autrui, pourvu qu'il ne les ait
 „ acquises au préjudice de personne,
 „ qu'il ne les ait pas gagnées par un
 „ commerce deshonnête & illégitime;
 „ en un mot, pourvu que l'usage qu'il
 „ en fait, soit aussi pur que la source
 „ d'où il les a tirées, & qu'il n'y ait
 „ que l'envieux seul qui puisse pleurer
 „ de les lui voir posséder; il ne refusera
 „ pas les faveurs de la fortune, & n'aura
 „ pas plus de honte que d'orgueil de
 „ posséder de grands biens, acquis par
 „ des moyens honnêtes; que dis-je ?
 „ il aura plutôt sujet de se glorifier, si,
 „ après avoir fait entrer chez lui tous
 „ les habitants de la ville, & leur avoir
 „ fait voir toutes les *richesses*, il peut
 „ leur dire: *s'il se trouve quelqu'un parmi*
 „ *vous qui reconnoisse dans tout cela*
 „ *quelque chose qui soit à lui, qu'il le*
 „ *prenne.* Oh le grand homme! oh
 „ combien il mérite d'être riche, si les
 „ effets répondent aux paroles, & si,
 „ après avoir parlé de la sorte, la somme
 „ de ses biens reste toujours la même;
 „ je veux dire, si après avoir permis
 „ au peuple de fouiller dans ses coffres
 „ & de visiter toute sa maison, il ne
 „ se trouve personne qui réclame
 „ quelque chose comme lui appartenant,
 „ c'est alors qu'on pourra hardiment
 „ l'appeler *riche* devant tout le monde!
 „ Disons donc de même que le sage
 „ ne laissera pas entrer dans sa maison
 „ un seul denier qu'il n'ait pas gagné
 „ légitimement, il ne refusera pas non
 „ plus les grandes *richesses*, qui sont
 „ des bienfaits de la fortune & le fruit
 „ de sa vertu; s'il peut être riche, il le
 „ voudra, & il aura des *richesses*, mais
 „ il les regardera comme des biens dont
 „ la possession est incertaine, & dont il
 „ peut se voir privé d'un instant à l'autre;
 „ il ne souffrira point

„ qu'elles puissent être à charge ni à
 „ lui, ni aux autres; il les donnera aux
 „ bons, ou à ceux qu'il pourra rendre
 „ tels, & il en fera une juste réparti-
 „ tion, ayant toujours soin de les dis-
 „ tribuer à ceux qui en feront les plus
 „ dignes, & se souvenant qu'on doit
 „ rendre compte tant des biens qu'on a
 „ reçus du ciel, que de l'emploi qu'on
 „ en a fait.

Il faut avouer que ce passage renferme une théorie conforme à la plus saine philosophie, & dans laquelle Sénèque donne indirectement à tous les riches & à ceux qui travaillent ardemment à le devenir, des préceptes de morale excellens & essentiels, dont il seroit à souhaiter qu'ils ne s'écartassent jamais; tel est par exemple ce principe: *le sage ne laissera pas entrer dans sa maison un seul denier qu'il n'ait pas gagné légitimement.* Quelle leçon pour cette multitude de riches de patrimoine, dont les grandes villes sont surchargées; gens oisifs, inutiles, & bons uniquement pour eux-mêmes, qui, parce qu'ils ne cherchent point à augmenter leur revenu, mais à en jouir dans la retraite sans nuire à personne, se croient pour cela de fort honnêtes gens! mais ils ignorent apparemment qu'il ne suffit pas qu'un homme ait hérité de ses pères de grands biens, pour qu'il soit censé les posséder légitimement, & en droit d'en faire tel usage qu'il lui plaira; en effet, on ne peut nier, ce me semble, que le premier devoir que la conscience lui impose à cet égard, & celui qu'il est indispensablement obligé de remplir, avant de disposer de la plus petite partie de ce bien, ne soit de faire tous les efforts pour remonter à la source d'où les ancêtres ont tiré leurs richesses, & si, en suivant les différens canaux par lesquels elles ont passé pour arriver jusqu'à

lui, il en découvre la source impure & corrompue, il est incontestable qu'il ne peut s'approprier ces biens, sans se charger d'une partie de l'iniquité de ceux qui les lui ont laissés; cependant on peut dire sans craindre de passer pour un destructeur des vertus humaines, que sur vingt mille personnes riches de patrimoine, il n'y en a peut-être pas dix qui se soient jamais avisées de faire un pareil examen, & encore moins d'agir en conséquence, après l'avoir fait, quoiqu'ils y soient engagés par-tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes; il leur paroît d'autant plus inutile d'entrer dans tous ces détails, que n'ayant pas été les instrumens de leur fortune, ils ne se croient pas alors responsables des voies obliques & des moyens injustes & criminels dont leurs pères peuvent s'être servis pour s'acquiescer ces biens, & en conséquence, nullement obligés de les restituer à ceux à qui ils appartiennent de droit, ou d'en faire quelqu'autre dispensation également juste & sage. Or, sans vouloir prévenir les réflexions du lecteur sur une pareille conduite, il me suffit de dire qu'elle prouve bien la vérité de cette pensée de S. Jérôme: „ tout homme riche, dit ce père, est „ ou injuste lui-même, ou héritier de „ l'injustice d'autrui. *Omnis dives, aut indignus est, aut heres iniqui.*

Revenons à Sénèque. Ceux qui auront lu avec quelque attention les ouvrages, dans lesquels on trouve presque à chaque page les plus grands éloges de la pauvreté & les passages les plus formels en sa faveur, avec les peintures les plus vives de la corruption des riches, des tourmens cruels auxquels ils sont sans cesse en proie, & enfin des malheurs & des desordres affreux dont les richesses sont tous les jours la cause: ceux, dis-je, qui se rappellent tout ce que cet auteur

dit à ce sujet, seront frappés de la contradiction évidente & de l'opposition diamétrale qu'il y a entre ce passage & ceux que j'ai rapportés précédemment ; ils seront surpris avec raison, qu'un philosophe puisse avoir assez peu de fermeté dans l'esprit & de liaison dans les idées, pour se laisser ainsi emporter à la fougue de son imagination au préjudice de la vérité, & pour souffler le froid & le chaud, sans s'apercevoir de l'incohérence de ses principes.

Mais abandonnons cet auteur à ses écarts & aux faillies de son imagination ardente. Examinons ce passage en lui-même, & voyons ce qu'on en peut raisonnablement conclure en faveur des richesses.

Si on l'analyse avec soin, on avouera, je m'assure, qu'il ne prouve au fond que trois choses que je n'ai pas prétendu nier.

La première, qu'il est permis au sage de posséder de grandes richesses à telles & telles conditions : & en effet cela n'est peut-être permis qu'à lui.

La seconde, qu'il faut en faire un bon usage.

Et la troisième, que les riches seroient beaucoup plus à portée que les pauvres, de faire du bien & de pratiquer les vertus les plus utiles, s'ils usoient de leurs richesses comme ils le doivent : trois propositions également vraies, mais desquelles, comme il est aisé de le voir, on ne peut rien conclure contre moi, puisqu'elles n'ont rien de commun avec la question que j'examine ici.

Je fais cette remarque, parce que Barbeyrac ne paroit pas avoir saisi le sens de ce passage, dont il donne même une toute autre idée, pour l'avoir lu peut-être avec trop de précipitation. C'est dans son *traité du Jeu*, liv. I. ch. iiij. §. 7. tome I. que se trouve cette fautive

assez importante pour devoir être relevée. Après avoir parlé en peu de mots des richesses dans des principes peu réfléchis, & qui font voir à mon avis que ce savant homme envisageoit quelquefois les choses superficiellement, il ajoute dans une note, „voyez ce que „dit très-bien le philosophe Seneque, „pour faire voir que les grandes richesses ne sont nullement incompatibles avec la vertu, & que le caractère „même de philosophe n'engage pas à „s'en dépouiller”, de *virtu beatu*, c. xxij. xxiv. xxv.

Je demande si, sur cet exposé, on ne s'attend pas à trouver dans ces trois chapitres des preuves directes & positives des deux propositions énoncées dans cette note ? Cependant je laisse au lecteur à juger si Seneque prouve rien de tout cela dans le passage qu'on vient de lire, & si ce passage bien examiné ne se réduit pas à l'analyse que je viens d'en donner.

On pourroit peut-être croire que c'est dans les chapitres xxiv. & xxv. dont je n'ai rien traduit, que Seneque prouve ce que Barbeyrac lui fait dire. Mais j'avertis ici que des trois chapitres indiqués ici par cet auteur, il n'y a à proprement parler, que le premier qui fasse au sujet ; les deux autres n'y ont que peu de rapport, c'est de quoi on pourra se convaincre en les lisant. Je ne vois donc pas ce qui a pu faire illusion à Barbeyrac, à moins que ce ne soient les deux dernières lignes du chap. xxiv. Encore ce qui les précède, auroit-il dû le remettre dans la bonne voie. Voici le passage entier : *Divitias nego bonum esse ; nam si essent, bonos facerent. Nunc quoniam quod apud malos deprehenditur, dici bonum non potest ; hoc illis nomen nego. Ceterum & habendas esse, & utiles, & magna com-*

moda vite adferentes fateor. Senec. de *vita beatâ*, cap. xxiv. in fine. C'est-à-dire, „ Je nie que les richesses puissent être mises au rang des véritables biens : car si elles étoient telles, elles rendroient bons ceux qui les possèdent ; d'ailleurs on ne peut pas honorer du nom de bien ce qu'on trouve entre les mains des méchants. Du reste, j'avoue qu'il en faut avoir, qu'elles sont utiles, & qu'elles apportent de grandes commodités à la vie ”.

Je voudrois pour l'honneur de Senèque, qu'il n'eût pas fait cet aveu, si peu digne d'un philosophe, si peu d'accord avec les beaux préceptes de morale qu'il donne dans mille endroits de ses ouvrages, & qui suppose d'ailleurs, comme démontrées, trois choses, dont la première est en question : la seconde, si non absolument faussée, du moins fort incertaine, & qui ne peut être vraie qu'avec une infinité de limitations, de restrictions & de modifications : enfin, dont la troisième ne pourroit prouver en faveur des richesses, qu'après qu'on auroit fait voir démonstrativement :

1°. Que les commodités qu'elles procurent sont si absolument nécessaires au bonheur de l'homme, que sans elles il est continuellement & inévitablement exposé à des extrémités dures & facheuses qui lui font regarder la vie comme un fardeau pesant qu'on lui a imposé malgré lui, & dont il seroit heureux d'être délivré.

2°. Que cette joie intérieure, cette tranquillité & cette paix qui sont le caractère distinctif de l'âme du sage, accompagnent toujours ceux qui jouissent de ces commodités ; tandis que le chagrin, les soucis cuisans & mille peines secrètes dévorent & minent ceux

qui en sont privés ; supposition absurde, insoutenable, & qui mettroit encore Senèque en contradiction avec lui-même, puisqu'il dit quelque part avec autant de vérité que d'éloquence & d'énergie : *Lectiores videbis, quos nunquam fortuna respexit, quam quos deseruit. Vidit hoc Diogenes, vir ingentis animi, & effecit ne quid sibi eripi, posset. si quis de FELICITATE DIOGENIS DUBITAT, POTESIT IDEM DUBITARE ET DE DEORUM IMMORTALIUM STATU, an parum beatè degant : quod illis non pradia, nec hortus sint, nec alieno cubito rura preciosa, nec grande in foro fenus. Si vis scire quam nihil in alii (paupertate) mali sit, compara inter se pauperum & divitum vultus. SÆPIUS PAUPER ET FIDELIUS RIDEAT, nulla sollicitudo in alto est : etiam si qua incidit cura, velut nubes levis transiit. Horum qui felices vocantur, hilaritas ficta est, aut gravis & suppurrata tristitia : & quidem gravior, quia interdum non licet palmis esse miseros : sed inter arumnas cor ipsorum exedentes, necesse est agere felicem.* Senec. de tranquillitate animi, cap. viij. & epist. 80.

3°. Que les commodités sont la voie la plus sûre & la plus prompte pour arriver à ce degré de sagesse & de perfection, qui est le centre où tendent toutes les actions de l'homme vertueux :

3°. Enfin, qu'une chose peut être dite réellement & absolument utile, quoique les avantages qu'on en retire ne puissent pas à beaucoup près compenser ni par leur importance, ni par leur nombre, les désordres qu'elle cause, toutes propositions également faussées, & qui ne méritent pas d'être résolutes sérieusement.

De tout cela je conclus, qu'à tout prendre, les richesses sont pour les bonnes mœurs un écueil très dangereux,

& celui où vont se briser le plus souvent toutes les vertus qui caractérisent l'honnête homme. J'ai indiqué en peu de mots les causes de leurs funelles effets, sans prétendre néanmoins épuiser la série; je n'ai même envisagé les richesses que relativement à leur influence sur les mœurs de quelques particuliers; mais si mesurant avec précision la plus grande quantité d'action des richesses sur ces mêmes individus, considérés comme constituant un corps politique, je voulois entrer dans de plus grands détails, & fouiller dans l'histoire des peuples qui ont fait le plus de bruit dans le monde, & qui s'y sont le plus distingués à toutes sortes d'égards, je serois voir que la corruption des mœurs, & tous les défordres qui la suivent, ont toujours été les effets inévitables & immédiats de l'amour des richesses, & du désir insatiable d'en acquérir; je n'en donnerai pour exemple que les Lacédémoniens, un des peuples de la terre qui eut sans doute la meilleure police, les plus belles & les plus sages institutions, & celui chez lequel la vertu fut le plus en honneur, & produisit de plus grandes choses, tant qu'il conserva les loix de son sublime législateur; mais laissons parler Plutarque. „Après que l'amour de l'or & de l'argent „fi fut g'itlé dans la ville de Sparte, „qu'avec la possession des richesses se „trouvèrent l'avarice & la chicheté, „& qu'avec la jouissance s'introduisirent le luxe, la mollesse, la dépense „& la volupté, Sparte se vit d'abord „déchue de la plupart des grandes & „belles prééminences qui la distinguoient. „& se trouva indignement „ravalée & réduite dans un état d'humiliation & de misère, qui dura jusqu'aux rems du regne d'Agis & de Léonidas”. Plutarque, *vie d'Agis*

Et de Cléomène. Voyez le grec, p. 766. C. Et 797. C. tom. I. édit. Paris, 1624.

Finissons par un beau passage de Salluste, qui confirme pleinement le sentiment de Plutarque & de son interprète. *Igitur providens oportet, dit-il à César, uti plebes largitionibus & publico frumento, corrupta habeat negotia sua, quibus ab malo publico detineatur: jumentis probitatis & industriae, non sumptibus, neque divitiis studeat. Id eveniet, si PECUNIE QUAE MAXIMA OMNIUM PERNICIES EST. usum atque decus dempseris. Nam sepe ego cum animo meo reputans, quibus quisque rebus clarissimi viri magnitudinem invenissent; quae res populos, nationesque magnis antioribus auxissent; ac deinde quibus causis amplissima regna, & imperia corruissent: eadem semper bona atque mala reperiebam omnesque victores, N. B. DIVITIIS CONTEMNISSE, ET VICTOS CUPIVISSE.* Sallust. ad Caesar. de republ. ordinandâ, orat. j. (F.)

RICHESSSES ARTIFICIELLES, Droit polit. Les productions considérées comme denrées ou comme matières premières, se nomment *richesses foncières*, parce qu'elles sont le produit des fonds de terre.

Les matières premières, travaillées, manufacturées, mises en œuvre, se nomment *richesses mobilières*; parce que les formes qu'on leur a fait prendre, en font des meubles qui servent à nos besoins.

S'il n'y avoit point de richesses foncières, il n'y auroit point de richesses mobilières; on, ce qui est la même chose, s'il n'y avoit point de matières premières, il n'y auroit point de matières travaillées.

Les richesses foncières sont donc des richesses du premier ordre, ou des ri-

chesses sans lesquelles il n'y auroit point d'autres *richesses*.

Les *richesses* mobilières ne sont que du second ordre, puisqu'elles supposent les *richesses* foncières. Mais elles n'en sont pas moins des *richesses*. Les formes qui donnent aux matières premières une utilité, leur donnent une valeur.

A parler exactement, le colon ne produit rien ; il dispose seulement la terre à produire.

L'artisan, au contraire, produit une valeur, puisqu'il y en a une dans les formes qu'il donne aux matières premières. Produire, en effet, c'est donner de nouvelles formes à la matière ; car la terre, lorsqu'elle produit, ne fait pas autre chose.

Mais parce que la terre, abandonnée à elle-même, nous laisseroit souvent manquer de productions qui nous sont le plus nécessaires, on peut regarder, comme produit du colon, tout ce qu'il recueille sur les champs qu'il a cultivés.

Je dirai donc que le colon produit les *richesses* foncières, & que l'artisan produit les *richesses* mobilières. Si le premier ne travailloit pas, nous manquerois de productions ; & si le second ne travailloit pas, nous manquerois de mobilier.

Nous avons vu que la valeur, fondée sur le besoin, croît dans la rareté & diminue dans l'abondance. v. VALEUR, PRIX.

Les ouvrages de l'art ont donc plus de valeur, lorsqu'ils sont de nature à ne pouvoir être faits que par un petit nombre d'artisans, puisqu'alors ils sont plus rares ; & ils en ont moins, lorsqu'ils sont de nature à pouvoir être faits pour un plus grand nombre d'artisans, puisqu'alors ils sont plus communs.

Leur valeur est la valeur même de la matière première ; plus la valeur de la forme.

La valeur de la forme ne peut être que la valeur du travail qui la donne. Elle est le salaire dû à l'ouvrier.

Si on payoit ce salaire avec des productions, ou en donneroit à l'ouvrier, autant qu'il a droit d'en consommer, pendant tout le tems que dure son travail.

Lorsque l'ouvrage est fait, la valeur de la forme est donc équivalente à la valeur des productions que l'ouvrier est censé avoir consommées.

Ces productions ne sont plus. Mais si on considère qu'elles ont été remplacées par d'autres, on jugera que la quantité des *richesses* foncières est la même, années communes.

Les *richesses* foncières ne se remplacent, qu'autant qu'elles se détruisent. Produites pour être consommées, elles ne se produisent qu'en raison de la consommation ; & la quantité qui s'en consomme, est déterminée par le besoin, besoin qui a des limites.

Les *richesses* mobilières sont plus que se remplacer, elles s'accroissent. Destinées à nous procurer toutes les jouissances, dont nous nous sommes fait autant d'habitudes, elles se multiplient comme nos besoins factices, qui peuvent se multiplier sans fin. Ajoutez qu'elles sont en général d'une matière durable, qui souvent se conserve presque sans déchet.

Par le travail de l'artisan, les valeurs s'accroissent ; mais il a consommé en productions des valeurs équivalentes ; & , par conséquent, les *richesses* mobilières ne se multiplient qu'avec le secours des *richesses* foncières.

Le colon produit plus qu'il ne consomme. C'est avec son surabondant qu'il

qu'il fait subsister ceux qui ne cultivent pas. Mais, comme nous l'avons dit, il n'accumule pas valeur sur valeur ; il ne fait que remplacer les productions, à mesure qu'elles se détruisent ; & , par son travail, les *richesses* ou les productions sont toujours en proportion des quantités qui s'en consomment. L'artisan, au contraire, ajoute à la masse des *richesses*, des valeurs équivalentes à la valeur des productions qu'il a consommées, & par son travail les *richesses* mobilières s'accumulent.

Nous venons de voir deux espèces de travaux. Les uns font naître les productions, les autres donnent aux matières premières des formes qui les rendent propres à divers usages, & qui, par cette raison, ont une valeur.

Si le colon travaille avec intelligence & avec assiduité, il multiplie les productions, & il en améliore les espèces.

Si l'artisan travaille avec la même intelligence & la même assiduité, il multiplie ses ouvrages, & il donne plus de valeur aux formes qu'il fait prendre aux matières premières.

Le colon & l'artisan s'enrichissent donc à proportion qu'ils travaillent plus, & qu'ils travaillent mieux.

Le colon s'enrichit, parce qu'il produit plus qu'il ne peut consommer.

L'artisan s'enrichit, parce qu'en donnant des formes aux matières premières, il produit des valeurs équivalentes à toutes les consommations qu'il peut faire.

On dira sans doute que le colon & l'artisan ont des charges à payer, & je conviens que ces charges pourroient souvent les réduire à la misère. Mais, pour simplifier, je les suppose exempts de tout impôt.

Tom. XII.

Tous les travaux ne sont pas également faciles.

Dans les plus faciles, on a plus de concurrents, & on est réduit à de moindres salaires. Alors on consomme moins, ou même on ne consomme que l'absolu nécessaire. Si ce nécessaire ne manquoit jamais, on seroit riche par rapport à son état. Mais comment se l'assurer, si on ne gagne pas au-delà ? Si, dans les jours de travail, on consomme tout son salaire, comment subsister dans les jours qu'on ne travaille pas ?

Dans les travaux plus difficiles, on a moins de concurrents, & on obtient des salaires plus forts. On pourra donc consommer davantage. On sera mieux nourri, mieux vêtu, mieux logé. Si on veut alors économiser, ou retrancher sur sa consommation, on aura au delà, & on sera riche dans le vrai sens de ce mot.

Quand on écrit, on est continuellement arrêté, & précisément par les mots qui sont dans la bouche de tout le monde ; parce que ce sont souvent ceux dont l'acception est le moins déterminée. Je dis donc qu'on n'est point riche absolument ; mais on l'est relativement à son état ; & , dans son état, on l'est relativement au pays & au siècle où l'on vit. Si Crassus revenoit aujourd'hui avec des idées qu'il avoit de ce qu'il nommoit *richesses*, il trouveroit bien peu d'hommes riches parmi nous.

Des hommes, qui ne gagneroient au jour le jour que l'absolu nécessaire, subsisteroient péniblement, & ne seroient pas riches, même relativement à leur état. Ils seroient toujours dans une situation forcée & précaire.

Pour être riche relativement à son état, il faut non-seulement pouvoir économiser sur sa consommation, il faut encore n'être pas forcé à de plus

R r

grandes économies que les égaux. Il faut qu'en travaillant autant & aussi bien, on puisse se procurer les mêmes jouissances.

A la naissance de chaque art, un nouveau genre de travail produit un nouveau genre de *richesses*, & nos *richesses* se multiplient & se varient comme nos besoins.

Aux arts mécaniques succèdent les arts libéraux. Ceux-là sont plus nécessaires, & cependant ceux-ci sont plus estimés. C'est que pour peu qu'une chose soit jugée utile, elle a une grande valeur toutes les fois qu'elle est rare. Or les bons artistes sont infiniment moins communs que les bons artisans. Avec de plus forts salaires, ils peuvent donc consommer davantage, & acquérir plus de *richesses*.

C'est ainsi que les colons, les artisans & les artistes entrent en partage des *richesses* qu'ils produisent.

Les marchands les font circuler. Si elles ne pouvoient sortir des lieux où elles surabondent, elles perdroient nécessairement de leur prix; mais, par l'offre seule qu'ils font de les transporter aux lieux où elles manquent, ils leur conservent par-tout la même valeur. Ils ne produisent rien; ils voiturent du producteur au consommateur; & ils trouvent, dans le salaire qu'on accorde à leur travail, une plus grande part s'ils ont moins de concurrents, & une plus petite s'ils en ont un plus grand nombre.

Mais, pour se produire abondamment & pour circuler avec liberté, les *richesses* ont besoin d'une puissance qui protège le colon, l'artisan, l'artiste & le marchand. Cette puissance protège, parce qu'elle maintient l'ordre au-dedans & au-dehors. Elle le maintient au-dedans par les loix qu'elle porte, &

qu'elle fait observer; elle le maintient au-dehors par la crainte ou par le respect qu'elle inspire aux ennemis qui menacent l'Etat.

Un grand protege un simple particulier, parce qu'il le préfère, parce qu'il veut lui procurer des avantages, sans considérer qu'il nuit à d'autres, sans même craindre de leur nuire. Ce n'est pas ainsi que la puissance souveraine doit protéger. Il est important de remarquer & de ne pas oublier que sa protection se borne à maintenir l'ordre, & qu'elle le troubleroit, si elle avoit des préférences.

Cette puissance a des travaux à faire. Elle en a comme puissance législative, comme puissance exécutive, comme puissance armée pour la défense de l'Etat: & quoique, chez toutes les nations, le sacerdoce ne soit pas uni à l'empire, j'ajouterai comme puissance sacerdotale; car le sacerdoce & l'empire doivent concourir au maintien de l'ordre, comme s'ils n'étoient qu'une seule & même puissance.

Il est dû un salaire aux travaux de la puissance souveraine. A ce titre elle entre en partage des *richesses* qu'elle ne produit pas; & ce partage est grand, parce qu'il est en raison des services qu'elle rend, & que ses services demandent des talens qui ne sont pas communs. C'est sous sa protection que tous les arts fleurissent, & que les *richesses* se conservent & se multiplient.

Quand on considère les travaux qui produisent les *richesses*, ceux qui les font circuler, & ceux qui maintiennent l'ordre propre à les conserver & à les multiplier, on voit qu'ils sont tous nécessaires, & il seroit difficile de dire quel est le plus utile. Ne le sont-ils pas tous également, puisque tous ont besoin les uns des autres? En

effet, quel est celui qu'on pourroit retrancher ?

Je conviens que, dans des tems de désordres, les grandes richesses deviennent le salaire de travaux souvent plus nuisibles qu'utiles. Mais, dans ma supposition, nous n'en sommes pas encore là. Je suppose que tout est dans l'ordre, parce que c'est par où il faut commencer. Le désordre ne viendra que trop tôt.

Or, quand tout est dans l'ordre, tous les travaux sont utiles. Il est vrai qu'ils répartissent également les richesses; mais c'est avec justice, puisqu'ils supposent des talens plus ou moins rares. Personne n'a donc à se plaindre, & chacun se met à sa place. Pour maintenir les citoyens dans une égalité parfaite, il faudroit leur interdire tout partage, tout talent, mettre leurs biens en commun, & les condamner à vivre, pour la plupart, sans rien faire.

Nous avons distingué des richesses foncières & des richesses mobilières.

Parmi les richesses foncières, je mets non-seulement toutes les productions, mais encore tous les bestiaux : en effet, ils doivent être regardés comme un produit des terres qui les nourrissent.

Parmi les richesses mobilières, je mets toutes les choses auxquelles la main-d'œuvre a fait prendre une nouvelle forme. Voilà à quoi se réduisent toutes les richesses : il seroit impossible d'en imaginer une troisième espèce.

Si on disoit que l'or & l'argent sont d'un autre genre; je demanderois si ces métaux ne se forment pas dans la terre, & s'il n'est pas vrai qu'ils ne se produisent réellement pour nous, que lorsque nous les tirons de la mine & que nous les affinons.

L'or & l'argent sont donc des richesses foncières, qui, comme le bled, sont le produit de la terre & de notre travail; & ces métaux sont des richesses mobilières, lorsque nous leur avons fait prendre des formes qui les rendent propres à divers usages; lorsque nous en avons fait de la monnaie, des vases, &c.

Nous avons vu que toutes ces richesses ne se multiplient qu'en raison de notre travail. Nous devons toutes les productions au travail du cultivateur; & nous devons au travail de l'artisan ou de l'artiste, toutes les formes données aux matières premières.

Nous avons vu encore que toutes ces richesses ne sont à leur valeur qu'autant que la circulation les fait passer des lieux où elles surabondent, dans les lieux où elles manquent. Cette circulation est l'effet du commerce. La valeur des richesses est donc en partie due aux travaux des marchands.

Enfin, nous avons vu combien, pour être produites & conservées, les richesses ont besoin d'une puissance qui protège le cultivateur, l'artisan, l'artiste & le marchand; c'est-à-dire, qui maintienne l'ordre, sans avoir de préférences.

Les travaux de cette puissance concourent donc à l'accroissement, comme à la conservation des richesses.

D'après ce résumé, il est aisé de juger quelle est la nation qui doit être la plus riche.

C'est celle où il y a à la fois le plus de travaux dans tous les genres.

Toutes les terres sont-elles aussi-bien cultivées qu'elles peuvent l'être? Tous les ateliers des artisans & des artistes sont-ils remplis d'ouvriers continuellement occupés? Des marchands en nombre suffisant, font-ils circuler promptement

tement & continuellement tout ce qui surabonde? Enfin, la vigilance de la puissance souveraine, ce travail qui veille sur tous les travaux, maintient-elle, sans préférences, l'ordre & la liberté? Alors une nation est aussi riche qu'elle peut l'être.

Qu'on ne demande donc pas, s'il faut préférer l'agriculture aux manufactures, ou les manufactures à l'agriculture. Il ne faut rien préférer : il faut s'occuper de tout.

C'est au particulier qu'il appartient d'avoir des préférences : il a de droit la liberté de choisir le genre de travail qui lui convient. Or il perdrait ce droit, si le gouvernement protégeait exclusivement ou par préférence un genre de travail.

Un peuple, destiné par son sol à être agricole, négligera-t-il les productions que la nature veut lui prodiguer, ces richesses qui sont à lui, qui ne sont qu'à lui, & qu'on ne peut lui enlever?

Les négligera-t-il, dis-je, pour passer ses jours dans les ateliers? A la vérité, il acquerra de vraies richesses, mais ce sont des richesses du second ordre; elles sont précaires, & les autres nations peuvent se les approprier.

Ce peuple, parce qu'il est agricole, dédaignera-t-il tous les travaux qui ne se rapportent pas immédiatement à l'agriculture? Voudra-t-il n'avoir ni artisans, ni artistes? Il tirera donc de dehors toutes les choses mobilières, & il sera dans la nécessité de les acheter à plus haut prix, parce qu'il aura les frais de transport à payer. Il auroit pu avoir chez lui un grand nombre d'ouvriers qui auroient consommé ses productions, & il leur enverra à grands frais ces productions pour les faire subsister dans les pays étrangers.

Soit donc qu'un peuple donne la pré-

férence à l'agriculture, soit qu'il la donne aux manufactures, il est certain que, dans l'un & l'autre cas, il n'est jamais aussi riche qu'il auroit pu l'être.

Négligera-t-il l'agriculture & les manufactures pour s'occuper principalement du commerce de commission? Il se réduira donc à n'être que le facteur des autres peuples. Il n'aura rien à lui, & il ne subsistera qu'autant que les nations ne lui envieront pas le bénéfice qu'il fait sur elles. Le commerce de commission ne doit être préféré, que lorsqu'un peuple, n'ayant par lui-même ni assez de denrées, ni assez de matières premières, relativement à sa population, n'a pas d'autres ressources pour subsister.

Afin donc qu'un pays agricole soit aussi riche qu'il peut l'être, il faut qu'on s'y occupe en même tems de toutes les espèces de travaux : il faut que les différentes occupations se répartissent entre les citoyens, & que, dans chaque profession, le nombre des travailleurs se proportionne au besoin qu'on en a. Or nous avons vu comment cette répartition se fait naturellement, lorsque le commerce jouit d'une liberté pleine, entière & permanente.

Qu'on me permette de supposer pour un moment, que toutes les nations de l'Europe se conduisent d'après ces principes qu'elles ne connoîtront peut-être jamais.

Dans cette supposition, chacune acquerrait des richesses réelles & solides, & leurs richesses respectives seroient en raison de la fertilité du sol & de l'industrie des habitans.

Elles commerceroient entr'elles avec une liberté entière; & dans ce commerce, qui seroit circuler le surabondant, elles trouveroient chacune leur avantage.

Toutes également occupées, elles sentiraient le besoin qu'elles ont les unes des autres. Elles ne songeroient point à s'enlever mutuellement leurs manufactures ou leur trafic : il leur suffiroit à chacune de travailler, & d'avoir un travail à échanger. Que nous importe, par exemple, qu'une certaine espèce de drap se fasse chez nous ou en Angleterre, si les Anglois sont obligés d'échanger leur drap contre d'autres ouvrages de nos manufactures ? Travaillons seulement, & nous n'aurons rien à envier aux autres nations. Autant nous avons besoin de travailler pour elles, autant elles ont besoin de travailler pour nous. Si nous voulions nous passer de leurs travaux, elles voudroient se passer des nôtres : nous leur nuirions, elles nous nuiraient.

Des travaux de toutes espèces, & la liberté du choix, accordée à tous les citoyens, voilà la vraie source des richesses ; & on voit que cette source répandra l'abondance plus ou moins, suivant qu'elle sera plus ou moins libre dans son cours.

Cet article seroit fini, si je n'avois pas des préjugés à combattre.

Une nation tente-t-elle un nouveau commerce, toutes veulent le faire. S'établit-il chez l'une une nouvelle manufacture, chacune veut l'établir chez elle. Il semble que nous ne pensions qu'à faire ce qu'on fait ailleurs, & que nous ne songions point à ce que nous pouvons faire chez nous. C'est que n'ayant pas la liberté de faire ce que nous voulons, nous croyons trouver cette liberté dans un nouveau genre de trafic ou de manufacture, qui semble nous assurer la protection du gouvernement.

Si nous commençons par nous oc-

cuper des choses auxquelles notre sol & notre industrie nous destinent, nous ne travaillerions pas inutilement, puisque les étrangers rechercheroient nos ouvrages. Ils nous resteroient au contraire, si nous travaillions dans des genres où ils doivent mieux réussir que nous.

Mais quand nous réussirions aussi bien qu'eux, avons-nous fait tout ce que nous pouvons faire, pour vouloir faire tout ce que font les autres ? Si nos anciennes manufactures languissent, pourquoi en établissons-nous de nouvelles ? & pourquoi multiplier nos manufactures, si nous avons des terres incultes, ou si celles que nous cultivons ne sont pas à leur valeur ? Nous avons des travaux à faire, nous ne les faisons pas, & nous envions aux autres nations les travaux qu'elles font ! Cependant si nous n'avions à échanger avec elles que des ouvrages semblables aux leurs, il n'y auroit plus de commerce entr'elles & nous. Ces réflexions sont bien triviales : mais pourquoi craindrois-je de dire des choses triviales, quand on n'a pas honte de les ignorer ? Les connoissons-nous ces choses triviales, lorsque pour favoriser, dit-on, nos manufactures, nous prohibons les marchandises étrangères, ou que nous les assujétissons à des droits exorbitans.

Occupées à se nuire mutuellement, les nations voudroient chacune jouir exclusivement des avantages du commerce. Chacune, dans les échanges, qu'elle fait, voudroit que tout le bénéfice fût pour elle. Elles ne voyent pas que, par la nature des échanges, il y a nécessairement bénéfice des deux côtés, puisque de part & d'autre on donne moins pour plus.

Un particulier, qui ne connoit pas,

le prix des marchés, peut être trompé dans les achats qu'il fait. Les nations sont marchandes : c'est chez elles que les marchés se tiennent : le prix des choses leur est connu. Par quel art donc les forcerons-nous à nous donner toujours plus pour moins, par rapport à elles, quand nous ne leur donnerons jamais que moins pour plus par rapport à nous ? Cet art est cependant le grand objet de la politique : c'est la pierre philosophale qu'elle cherche, & qu'elle ne trouvera certainement pas.

Mais, direz-vous, il importe d'attirer chez nous, autant qu'il est possible, l'or & l'argent des nations étrangères. Il faut donc empêcher qu'elles ne nous vendent ces choses produites ou manufacturées chez elles, & les forcer d'acheter les choses produites ou manufacturées chez nous.

Vous croyez donc qu'un million en or & en argent est une plus grande richesse qu'un million en productions, ou qu'un million en matières premières mises en œuvre ! Vous êtes encore à ignorer que les productions sont la première richesse ! Que ferez-vous donc, si les autres nations, qui raisonneront tout aussi mal que vous, veulent aussi attirer chez elles votre or & votre argent ? C'est ce qu'elles tenteront. Tous les peuples seront donc occupés à empêcher que les marchandises étrangères n'entrent chez eux ; & s'ils y réussissent, c'est une conséquence nécessaire que les marchandises nationales ne sortent de chez aucun. Pour avoir voulu, chacun exclusivement, trouver un grand bénéfice dans le commerce, ils cesseront de commercer entr'eux, & ils se priveront à l'envi de tout bénéfice.

Voilà l'effet des prohibitions. Qui néanmoins oseroit assurer que l'Europe ouvrira les yeux ? Je le desiré : mais

je connois la force des préjugés, & je ne l'espère pas.

En effet, le commerce n'est pas pour l'Europe un échange de travaux, dans lequel toutes les nations trouveroient chacune leur avantage : c'est un état de guerre où elles ne songent qu'à se dépouiller mutuellement. Elles pensent encore comme dans ces tems barbares, où les peuples ne favoient s'enrichir que des dépouilles de leurs voisins. Toujours rivales, elles ne travaillent qu'à se nuire mutuellement. Il n'y en a point qui ne voulût anéantir toutes les autres ; & aucune ne songe aux moyens d'accroître sa puissance réelle.

On demande quel seroit l'avantage ou le désavantage d'une nation, si elle donnoit la première à l'exportation & à l'importation une liberté pleine & entière ?

Je réponds que, si elle accordoit la première, & par conséquent seule, cette liberté, il n'y auroit pour elle ni avantage ni désavantage ; puisqu'alors elle n'exporteroit point, & qu'on n'importeroit point chez elle. Car pour que l'exportation soit possible chez une nation, il faut qu'elle puisse importer chez l'étranger ; & il faut que l'étranger exporte, pour que chez cette nation l'importation puisse avoir lieu.

Cette question est donc mal présentée. Je demanderois plutôt quel seroit l'avantage ou le désavantage de la nation, si elle accordoit à l'exportation & à l'importation une liberté permanente & jamais interrompue ; tandis qu'ailleurs l'exportation & l'importation seroient tour-à-tour permises & prohibées ?

Les grains sont une des branches du commerce de commission que fait la Hollande ; & cette république en permet toujours l'exportation & l'importation.

tation. Elle sent que si elle génoit ce commerce, elle seroit d'autant plus exposée à manquer de grains, que ses terres n'en produisent pas assez pour sa consommation.

En Pologne, l'exportation des grains est toujours permise, parce qu'années communes, les récoltes y sont toujours surabondantes. Comme elle tire de dehors toutes les choses manufacturées, elle a besoin de cette surabondance pour ses achats, & elle se l'assure par son travail. Si elle avoit chez elle toutes les manufactures dont elle manque, ses récoltes seroient moins surabondantes, parce qu'elle seroit plus peuplée, & peut-être qu'elle défendrait l'exportation.

En Angleterre, l'exportation est rarement prohibée : mais la liberté d'importer est plus ou moins restreinte par des droits qui haussent ou qui baissent suivant les circonstances.

Ailleurs enfin on permet l'exportation, quand les bleds sont à bon marché, & on permet l'importation, quand ils sont chers. Cependant la liberté, soit d'exporter, soit d'importer, n'est jamais pleine & entière : elle est toujours plus ou moins limitée par des droits. Voilà à-peu-près ce qui se passe en Europe. Je dis à-peu-près, parce qu'il me suffit de raisonner sur des suppositions. Il seroit toujours facile d'appliquer mes raisonnemens à la conduite changante du gouvernement chez les différens peuples.

La France, nous le supposons, donne seule à l'exportation une liberté pleine, entière, permanente, sans restriction, sans limitation, sans interruption. Tous ses ports sont toujours ouverts, & on n'y exige jamais aucun droit, ni d'entrée, ni de sortie.

Je dis que, dans cette supposition, le

commerce des grains doit être, pour la France, plus avantageux que pour toute autre nation.

Il est certain que le vendeur vend plus avantageusement, lorsqu'un plus grand nombre d'acheteurs lui font à l'envi un plus grand nombre de demandes. La France trouvera donc de l'avantage dans la vente de ses grains, si, ne se bornant pas à vendre à ceux qui consomment chez elle, elle vend encore à ceux qui consomment dans les Etats où il lui est permis d'importer.

Il est évident que, si elle pouvoit également importer dans toute l'Europe, elle vendroit avec plus d'avantages encore, puisqu'un plus grand nombre d'acheteurs lui seroit un plus grand nombre de demandes. Si son avantage n'est pas tel qu'il pourroit être, c'est donc parce qu'elle ne peut pas importer par-tout également.

On dira sans doute que les grains renchériront en France, si elle en vend à tous les étrangers qui lui en demandent.

Mais nous avons supposé que l'importation en France est aussi libre que l'exportation, & nous avons remarqué qu'il y a des nations qui exportent leurs grains : or ces nations en importeront en France, lorsqu'elles trouveront, dans le haut prix, un bénéfice à lui en vendre. Sur quoi il faut observer que ce haut prix n'est pas cherté : c'est le vrai prix établi par la concurrence, vrai prix qui a son haut, son bas & son moyen terme.

Tant que ce prix ne sera pas monté à son terme le plus haut, on ne lui portera pas des b'eds, & elle n'aura pas besoin qu'on lui en porte. Quand il sera monté à son terme le plus haut, toutes les nations, qui ex-

portent des bleds , en porteront en France ; & elle achètera avec d'autant plus d'avantages , qu'un plus grand nombre de vendeurs lui feront un plus grand nombre d'offres. Elle achèteroit avec plus d'avantages encore , si on lui en portoit de toutes les parties de l'Europe , puisque les offres se multiplieroient avec les vendeurs. Qu'on réfléchisse sur la situation de la France : faite pour être l'entrepôt du nord & du midi , pourroit-elle craindre de manquer ou d'acheter cher ? On voit au contraire qu'elle deviendroit le marché public de toute l'Europe.

La France , soit qu'elle vende , soit qu'elle achète des bleds , auroit donc dans la supposition que nous avons faite , un grand avantage sur les nations qui défendent l'exportation & l'importation , sur celles qui ne permettent que l'une ou l'autre , & sur celles enfin qui ne les permettent toutes deux que passagèrement & avec des restrictions. Car en défendant l'exportation , elles diminuent le nombre de leurs acheteurs , & par conséquent elles vendent à plus bas prix ; & en défendant l'importation , elles achètent à plus haut , parce qu'elles diminuent le nombre de leurs vendeurs.

Concluons que les Etats de l'Europe , s'ils s'obligent à ne pas laisser une entière liberté au commerce , ne seront jamais aussi riches ni aussi peuplés qu'ils pourroient l'être ; que si un d'eux accordeoit une liberté entière & permanente , tandis que les autres n'en accorderoient qu'une passagère & restreinte , il seroit , toutes choses d'ailleurs égales , le plus riche de tous ; & qu'enfin , si tous cessoit de mettre des entraves au commerce , ils seroient tous aussi riches qu'ils peuvent l'être ; & qu'alors leurs richesses res-

pectives seroient , comme nous l'avons déjà remarqué , en raison de la fertilité du sol & de l'industrie des habitans.

RIDICULE , le , f. m. , *Morale*. Je demande moi-même ce que c'est que le *ridicule* , on ne l'a point encore défini : c'est un terme abstrait dont le sens n'est point fixe ; il varie perpétuellement , & relève comme les modes du caprice & de l'arbitraire ; chacun applique l'idée du *ridicule* , la change , l'étend , & la restreint à sa fantaisie. Un homme est taxé de *ridicule* dans une société pour avoir quitté de faux airs ; & ces mêmes faux airs , dans une autre société , le comblent de *ridicules*.

On confond communément le *ridicule* avec ce qui est contre la raison ; cependant ce qui est contre la raison est folie : si c'est contre l'équité , c'est un crime.

Le *ridicule* devroit se borner aux choses indifférentes en elles-mêmes , & consacrées par les usages reçus ; la mode , les habits , le langage , les manières , le maintien ; voilà son ressort. Voici son usurpation.

Il étend son empire sur le mérite , l'honneur , les talens , la considération , & les vertus ; sa caustique emprise est ineffaçable ; c'est par elle qu'on attaque dans le fond des cœurs le respect qu'on doit à la vertu ; il éteint enfin l'amour qu'on lui porte : tel rougit d'être modeste , qui devient effronté par la crainte du *ridicule* ; & cette mauvaise crainte corrompt plus de cœurs honnêtes , que les mauvaises inclinations.

Le *ridicule* est supérieur à la calomnie qui peut se détruire en retombant sur son auteur ; & c'est aussi le moyen que l'envie emploie le plus sûrement pour ternir l'éclat des hommes supérieurs aux autres.

Lo

Le deshonorant offense moins que le *ridicule*; la raison en est qu'il n'est au pouvoir de personne d'en deshonorer une autre. C'est notre propre conduite, & non les discours d'autrui qui nous deshonnorent; les causes du deshonneur sont connues & certaines; mais le *ridicule* dépend de la manière de penser & de sentir qu'ont les gens vicieux, pour tâcher de nous dégrader, en mettant la honte & la gloire par-tout où ils jugent à propos, & sur tous les objets qu'ils envisagent par les lunettes du *ridicule*.

Le pouvoir de son empire est si fort, que quand l'imagination en est une fois frappée, elle ne connoît plus que sa voix. On sacrifie souvent son honneur à la fortune, & quelquefois la fortune à la crainte du *ridicule*.

Il n'étoit pas besoin, ce me semble, de proposer pour sujet du prix de l'académie française, en 1753, si la crainte du *ridicule* étouffe plus de talens & de vertus, qu'elle ne corrige de vices & de défauts; car il est certain que cette crainte corrige peu de vices & de défauts en comparaison des talens & des vertus qu'elle étouffe. La honte n'est plus pour les vices; elle se garde toute entière pour cet être fantastique qu'on appelle le *ridicule*.

Il a pris le savoir & la philosophie en aversion; à peine pardonne-t-il l'un & l'autre à un petit nombre d'hommes de lettres supérieurs; mais pour les personnes de distinction, il faut bien qu'elles se gardent d'aspirer à l'amour des sciences, le *ridicule* ne les épargneroit pas.

Il s'attache encore fort souvent à la considération, parce qu'il en veut aux qualités personnelles: il pardonne aux vices, parce qu'ils sont en commun; les hommes s'accordent à les laisser passer sans opprobre; ils ont besoin de

leur faire grace. Dans chaque siècle il y a dans une nation un vice dominant, & il se trouve toujours quelque homme de qualité qu'on appelle *aimable*, ou quelque femme titrée qui donne le ton à son pays, qui fixe le *ridicule*, & qui met en crédit les vices de la société.

C'est en marchant sur leurs traces, qu'on voit des essaims de petits donneurs de *ridicules*, qui décident de ceux qui sont en vogue, comme les marchands de modes fixent celles qui doivent avoir cours. S'ils ne s'étoient pas emparés de l'emploi de distribuer en second les *ridicules*, ils en seroient acablés; ils ressembleraient à ces criminels qui se font exécuteurs pour sauver leur vie. Une grande sottise de ces êtres frivoles, & celle dont ils se doutent le moins, est de s'imaginer que leur empire est universel. Le peuple ne connoît pas même le nom des choses sur lesquelles ils impriment le *ridicule*; & c'est tout ce que la bourgeoisie en sait. Les gens du monde, ceux qui sont occupés, ne sont frappés que par distraction de ces insectes incommodes. Les hommes illustres sont trop élevés pour les apercevoir, s'ils ne daignent pas quelquefois s'en amuser eux-mêmes.

D'après ces réflexions il paroît, 1°. que le *ridicule* est une chose, à bien des égards, purement arbitraire, & dépendante de la façon de penser des personnes dont, à tort ou avec raison, on a regardé le suffrage comme suffisant, pour décider de ce qui est conforme ou contraire à ce qu'exige le bon goût dans les choses d'agrément. 2°. Que le *ridicule* réel ne tombe que sur des choses envisagées ou en elles-mêmes, ou dans leur forme, comme indifférentes; & non sur celles qui ont, aux yeux de ceux qui en jugent, un

caractère reconnu de nécessité physique, ou d'obligation morale, en sorte que le ridicule effectif n'a lieu que dans les choses de pur agrément. 3°. Que ce qui continue le ridicule est toujours quelque opposition entre ce qu'on fait, ou la manière dont on fait les choses, & l'usage généralement suivi à cet égard par les personnes réputées les plus capables de juger de ce qui est le plus agréable; ou autrement le ridicule est l'opposition entre la manière d'être ou d'agir dans les choses non-nécessaires, & l'usage commun que nous croyons le meilleur; en sorte que celui qui est accusé de ridicule est toujours celui qui paroît ou mal adroit à suivre l'usage approuvé, ou ignorant sur ce qui est d'usage. (G.M.)

RIENECK, *Droit public*, comté d'Allemagne dans le cercle de Franco-nie, situé sur ce qu'on appelle le Spesshart, & est environné par l'archevêché de Mayence, le comté de Hanau & l'évêché de Würzburg. Il avoit autrefois ses comtes particuliers, qui relevoient de Mayence; de Würzburg & du palatinat du Rhin. La race de ces comtes s'étant éteinte en 1559 en la personne du comte Philippe, le comté fut partagé de la manière suivante: l'évêché de Würzburg retira ses fiefs, savoir les bailliages de Rothenfels, Schornrain & Aura im Sinngrund. Le bailliage de Wuldenstein ou d'Eschau fut cédé en 1660 en toute propriété aux comtes d'Erbach par la maison palatine. Le reste retourna à l'archevêché de Mayence, qui vendit sous le bien féodal une partie du comté en 1673 au comte Jean Hartwig de Nollitz, & en 1684 aux comtes de Hanau, la moitié du Bieberggrund, outre un quart de la petite ville de *Rieneck* & du village de Schairbach. L'électeur de Mayence fut

admis en 1567 pour sa portion à voix & séance dans les assemblées circulaires; mais il en fit cession en 1674 au même comte de Nollitz, ainsi que du droit de séance qu'il avoit à la diète de l'empire dans le collège des comtes. On paye aujourd'hui, par rapport à ce comté, pour un mois romain 28 fl. savoir pour *Rieneck* 8 fl. 54 kr. & pour Lohr 19 fl. 6 kr. Parmi les 900 rixd'rs 21½ kr. que Mayence paye pour l'entretien de la chambre impériale, est aussi compris sa taxe pour *Rieneck*. (D.G.)

RIERE FIEF, f. m., *Droit féodal*, est la même chose qu'*arrière-fief*. v. **ARRIERE FIEF** & **FIEF**.

RIETBERG, *Droit public*, comté d'Allemagne dans le cercle de Westphalie. Ses limites sont à l'est l'évêché de Paderborn, au sud le comté de la Lippe, à l'ouest le bailliage de Reckenberg, l'évêché d'Osnabruck, & au nord le comté de Ravensberg. On fixe son étendue à 4½ milles environ de longueur sur 1½ dans sa plus grande largeur.

Ce comté allodial autrefois, fut offert en fief à la Hesse par Conrad l'un de ses seigneurs, en 1456. Jean le dernier d'entr'eux étant mort en 1552, Agnès, sa veuve, engagea le fief en 1565 d'en investir ses deux filles Armgard & Walpurg, pour en jouir elles & leurs héritiers tant mâles que femelles. En 1576 intervint entr'elles un partage, qui assigna à la première le comté de *Rietberg* propre, & à l'autre les seigneuries d'Esens, Scedsdorf & Wittmund. Ce qui dura jusqu'en 1584 que l'aînée étant morte sans enfans, laissa pour héritière universelle sa sœur Walpurg, dont l'époux Enon III. comte d'Ostfriesse, se fit investir pour elle en 1585 de tout le comté, comme d'un fief héréditaire pour les deux sexes. Cette comtesse se laissa à sa mort arrivée en 1586

que deux filles, Sabine Catherine, & Agnès, qui renouvelèrent en 1600 le partage intervenu entre leur mere & sa sœur sous la confirmation de l'empereur Rodolphe II. & du roi d'Espagne comme duc de Gueldres, malgré le refus constant, que fit alors la Hesse de les investir. Agnès épousa le comte de Lichtenstein, & Sabine Catherine le comte Jean d'Ostfrie, son oncle paternel, dont elle eut trois fils, Ferdinand, François & Jean, qui obtinrent enfin en 1645 pour eux & leurs descendants des deux sexes cette investiture si constamment refusée à leur mere, sous la clause toutefois que les fils auroient toujours la préférence sur les filles. Le comte Jean, héritier, du comté, le transmit à ses deux fils, François Adolphe Guillaume, & Ferdinand Maximilien, dont l'unique héritière fut Marie Ernestine François, mariée depuis à Maximilien Udalric, comte de Kaunitz. La Hesse lui donna l'investiture du comté de *Rietberg* dès 1692, & le conseil aulique de l'empire lui confirma en 1702 & 1714 la possession contre la maison de Lichtenstein.

Ce comté porte de gueules à l'aigle d'or couronnée, & son possesseur réunit dans ses titres celui des seigneuries d'Essens, Stedefeld & de Wittmund. Il a d'ailleurs voix & séance aux dietes du cercle de l'empire, où il siege entre les comtes de Spiegelberg & de Pyrmont. Sa taxe matriculaire est de 6 cavaliers ou 72 florins par mois romain, & son contingent à l'entretien de la chambre impériale de 70 rixdales 49 kr. par terme.

Les revenus du pays sont évalués monter à 28,000 rixdales. Il y a pour l'administration de la justice une régence composée d'un certain nombre de députés & de conseillers. (D. G.)

RIGAUT, Nicolas, *Hist. Litt.*, n^o à Paris d'un pere medecin, fit ses études avec beaucoup de distinction chez les jésuites, qui tenterent inutilement de le faire entrer dans leur société. Son *Flores Parasiticum*, piece satyrique contre les parasites, plut tellement au président de Thou, qu'il l'associa à ses études. Ce magistrat lui confia ensuite l'éducation de ses fils. *Rigault* embrassa d'abord la profession d'avocat, mais il l'exerça sans goût & sans succès. Le savant Casaubon, chargé de mettre en ordre la bibliothèque du roi, s'étant retiré en Angleterre à la priere du roi Jacques, *Rigault*, qui avoit eu part à ses travaux, le remplaça. Le roi, content de ses services, le nomma procureur-général de la chambre souveraine de Nancy, ensuite conseiller au parlement de Metz, enfin intendant de cette province. Il mourut à Toul en 1654, âgé de 77 ans. La bonté de son caractère généreux & bienfaisant, son application à l'étude, sa modestie, contribuerent autant à sa réputation que ses ouvrages. Les principaux sont, 1^o. des éditions de S. Cyprien & de Tertullien, enrichies d'observations, de corrections & de notes fort utiles. Il prétendit prouver dans une de ses remarques sur Tertullien, que les laïcs ont droit de consacrer l'eucharistie, en cas de nécessité, lorsqu'ils ne peuvent recourir aux ministres ordinaires de l'église. Le savant Laubespine lui prouva la fausseté de cette assertion, & alors *Rigault* se rétracta. 2^o. Quelques traductions d'auteurs grecs, sans élégance & sans correction. Ces auteurs sont Onofandre, *de imperatoris institutione*; Artemidore, *de divinatione per somnia*. 3^o. Des notes & des corrections sur plusieurs auteurs grecs & latins, sur Phedre, sur Julien, sur les écrivains, de

re agraria. 4°. Une continuation de l'histoire de de Thou, en 3 liv. indigne de cet illustre historien, du moins pour l'élégance du style; on n'a pas laissé de les traduire en françois dans le XV^e. volume de la traduction françoise de l'histoire de de Thou, imprimée en 1731. 5°. *De verbis que in novellis constitutionibus post Justinianum occurrunt glossarium*, en 1601. in-4°. 6°. *De la prelation & vetement féodale*, en 1612. in-4°. 7°. *Diatriba de satira Juvenalis*, dans l'édition de ce poëte, donnée par Robert-Étienne, à Paris en 1616, in-12. 8°. *De lege venditionis dicta, observatio duplex*, à Toul en 1643 & en 1644, in-4°. 9°. *Observatio ad constitutionem regiam anni 1643*. 10°. *De modo fenori proposito*, en 1645. 11°. *Observatio de populi fundis*, &c. à Toul, en 1651, in-4°.

RIGORISME, f. m., *Morale*. On désigne par ce mot un système de morale dans lequel on outre les préceptes, soit en prescrivant comme des vertus des actes qui n'ont par eux-mêmes aucun caractère vertueux, soit en interdisant comme des vices ou des crimes des actions ou des sentimens qui n'ont rien de blâmable, parce qu'ils n'ont rien de contraire à la nature & à la destination de l'homme, ou à ce qu'exigent de lui son état & ses relations; soit en confondant l'abus avec l'usage innocent, & les occasions de mal faite avec l'action mauvaise elle-même. Un tel système de morale se trouve presque à chaque instant en contradiction avec la voix de la nature, il en choque tous les penchans, rend la vertu sombre & de mauvaise humeur, ennemie de toute satisfaction, de tout plaisir; il ne va pas à moins qu'à accuser Dieu d'avoir manqué de sagesse dans la constitution de notre nature, à lui reprocher d'avoir voulu

nous tendre par-tout des pièges pour nous faire pécher; il remplit l'âme de scrupules mal fondés qui tourmentent l'esprit & détruisent l'attention. Toutes les règles monastiques sont marquées par le caractère le plus fort de *rigorisme*. v. MOINE.

Les jansénistes, chez les catholiques romains, ont donné dans le *rigorisme*; chez les protestans, les dévots, & ceux qu'on connoit en Hollande sous le nom de *fins*, & en Angleterre sous celui de *métodistes*, tombent tous dans le même excès.

On a le droit le plus légitime de blâmer le *rigorisme* à cause des mauvais effets qu'il produit. Il est pour la morale, ce qu'est pour la foi un corps de doctrine où l'on enseigne des erreurs, & pour lequel cependant on exige une soumission absolue de foi, comme pour des décisions célestes. La raison veut examiner, & elle examine, bientôt elle découvre dans l'examen de ces enseignemens qu'on dit venir de Dieu, des absurdités, des contradictions, des dogmes faux & dangereux; il ne lui en faut pas davantage pour rejeter le tout, parce qu'elle est assurée qu'un corps de doctrine où il y a des faussetés, ne vient pas de Dieu, & elle en conclut d'abord qu'aucune des parties ne vient du ciel. La conscience fait pour la morale ce que la raison fait pour la doctrine; elle apperçoit bientôt dans celle des rigoristes, des préceptes absurdes, des règles sans fondement, qui prescrivent comme vertus des actes sans mérite, sans nécessité, qui interdisent comme crimes des actions innocentes, permises, qui ne sont nuisibles dans aucun sens; la gêne que ces loix arbitraires imposent, révolte la volonté, elle se permet sans remords de les violer, & bientôt elle se familiarise avec la violation de tous les

autres préceptes, persuadée que les uns ne viennent pas plus de Dieu que les autres. (M. D. B.)

RIGORISTE, f. m., *Morale*, celui qui outre les préceptes de la morale. v. **RIGORISME**.

RIS ou RIRE, f. m., *Morale*, émotion subite de l'ame qui paroît aussitôt sur le visage, quand on est surpris agréablement par quelque chose qui cause un sentiment de joie. C'est le propre de l'homme, tant qu'être pensant, & par un effet de la conformation des muscles de son visage.

Cependant, sans trop craindre les tristes effets du ris excessif dont parlent les auteurs, & d'un autre côté sans les regarder comme des chimères, il convient de ne se livrer qu'à des ris modérés, qui sont les fruits d'une joie douce & toujours bienfaisante.

On ne rit ordinairement que parce que l'ame est agréablement affectée, c'est ce que nous éprouvons fréquemment dans les spectacles. La cause du rire à la comédie, est une de ces choses plus senties que connues; l'admirable Molière, & Regnard quelquefois, excitent en nous ce plaisir, sans nous en rendre raison, & sans nous dire leur secret. Des méprises, des travestissemens qui occasionnent ces méprises, les contrastes qui en sont les suites, produisent un ris général, tandis qu'il y a des caractères ridicules dont la représentation plaît, sans causer ce ris immodéré de joie; Trissotin & Vadius, par exemple, semblent être de ce genre. Le joueur, le grondeur, qui font un plaisir inexprimable, ne causent guère un ris éclatant.

On distingue plusieurs espèces de ris; il est des ris moqueurs & méprisans; il en est de naturels; mais tous sont inexplicables.

Il y a des gens qui ont tâché d'expliquer les tempérancus des hommes par leurs diverses manières de rire. Nous ne donnons plus dans ces sadaïses, non plus que dans la superstition des anciens, qui tiroient d'heureux présages du rire des enfans au moment de leur naissance, car c'est ainsi qu'il faut entendre la pensée de Sénèque dans sa quatrième élogie :

*Puer qui non risit parenti,
Nec deus hunc mensa, dea nec dignata
cubile est.*

» Tout enfant qui ne rit pas à l'essen-
» reus, ne mérite pas d'être admis à la
» table des dieux, ni au lit d'une déesse ».

Saint Basile condamne le rire dans tous les chrétiens sans exception, sur ce passage de l'écriture, malheur à vous qui riez, parce que vous pleurerez, Luc, VI. ch. xxv. mais Jesus-Christ, comme l'a remarqué Grotius, parle seulement de ceux qui ne cherchent que les occasions de se réjouir, & s'abandonnent uniquement aux plaisirs; rien n'est plus commun dans toutes les langues, que d'exprimer la joie par le *rire*, qui en est un effet naturel.

Lycurgue, en législateur éclairé, consacra des statues du *Ris* dans toutes les salles des Spartiates; pour leur donner à entendre qu'ils devoient faire regner dans leurs repas & dans leurs assemblées, la satisfaction & les sentimens de la joie honnête, qui, dit Plutarque, est le plus agréable assaisonnement de la table & des travaux.

Je connois quelques ouvrages sur le ris & les pleurs, mais ils ne méritent pas aujourd'hui d'être lus, quoiqu'on les doive tous, lors de la renaissance des lettres, aux sçavans d'Italie, à l'exception de celui de Laurent Joubert; intitulé *traité du ris, de ses causes & de ses effets*, Paris 1579, in-8°. Il est bon d'y

joindre l'ouvrage de Léonard (Simon) *de naturali & prater naturali ritu*; Melancton 1656, in 4°.

RIT, f. m., *Droit can.*, est une manière d'observer les cérémonies religieuses qui est propre à telle ou telle église, à tel ou tel diocèse.

Les peuples de l'Orient, comme les Arméniens; les Maonites, &c. célèbrent le service divin suivant le *rit* grec. L'Occident suit le *rit* latin, ou celui de l'église romaine. Les différens diocèses, sur-tout en France, ne s'y attachent pourtant que pour le fond. Car en fait de *rit*, il n'y a point d'uniformité générale, chaque église ayant ses usages propres établis de tems immémorial, dont elle est en possession, & qu'elle est en droit de suivre. Ainsi l'on dit à cet égard le *rit* parisien, le *rit* sénonois, &c.

On distingue cependant dans l'Occident trois sortes de *rits* principaux. Le *rit* grégorien, ainsi nommé de S. Grégoire le grand, pape, & c'est le même que le *rit* romain proprement dit. Le *rit* ambroisien, qui a pour auteur S. Ambroise, & qui est encore aujourd'hui en usage dans l'église de Milan; & le *rit* mozarabique, autrefois reçu dans toute l'Espagne, & dont il subsiste encore des vestiges dans les églises de Tolède & de Séville.

Les Anglois, qui suivoient autrefois le *rit* romain, l'ont changé du tems de la réformation, en un *rit* que leurs évêques & quelques théologiens composèrent sous le règne d'Edouard VI. & qui est contenu dans le livre qu'ils nomment les *communes prières*.

RITES, *Congrégation des, Droit canon*, est celle qui fixe les cérémonies ecclésiastiques, dans toute l'étendue de la catholicité, qui forme les rituels, missels, breviaires; offices particuliers

& autres livres employés dans l'église; qui règle les canonisations, les fêtes, les processions, les bénédictions, les enterremens, les prédications, les rubriques; qui maintient l'observation des cérémonies, des usages & de la tradition de l'ancienne église; qui décide des préséances & des prétentions du clergé séculier ou régulier; du culte des images; qui donne certaines dispenses ou permissions, par exemple, aux prêtres celle de garder leur calotte en disant la messe, quand il y a lieu de le permettre & autres choses semblables.

Lorsqu'il s'agit dans cette congrégation de traiter de la canonisation de quelques saints, on tient des assemblées extraordinaires où assistent plusieurs cardinaux, prélats & théologiens, trois auditeurs de rote, & le promoteur de la foi, qui est un avocat consistorial chargé de proposer des objections, & de contester les preuves de sainteté que l'on produit, pour donner occasion de mettre la chose dans un plus grand jour, (c'est ce qu'on appelle vulgairement l'avocat du diable); plusieurs médecins & chirurgiens, chargés de vérifier ce qu'il peut y avoir de naturel & de physique dans les faits que l'on produit comme miracles, pour établir la sainteté du bienheureux; plusieurs théologiens appelés *consulteurs*. Il se tient diverses congrégations préparatoires avant celle où préside le pape pour ordonner la cérémonie de la béatification ou de la canonisation. Voyez le traité du pape Benoît XIV. *De servorum beatificatione*.

RIXE, f. f., *Jurispr.*; c'est une querelle, un débat arrivé entre plusieurs personnes lorsqu'il y a eu des coups donnés, ou des menaces, ou des injures dites. v. ACCUSATION, CRIME, DÉLIT, INJURE, PLAINTÉ.

R O

ROCABERTI, *Jean-Thomas de*, *Hist. Litt.*, né en 1624, à Pofolode, sur la frontière de Catalogne & de Rouffillon, & mort le 13 de Janvier 1699, fut religieux de l'ordre de saint Dominique, provincial des dominicains dans la province d'Arragon, général de son ordre en 1670, ensuite archevêque de Valence, en 1676, deux fois vice-roi de Valence, & enfin inquisiteur général d'Espagne en 1695. Il est l'auteur d'un ouvrage qui a pour titre : *Johannes Thomas de Rocaberti, archiepiscopus Valentinus, de Romani Pontificis infallibilitate. Valentia*, 1691, 1693 & 1694, 3 vol. in-fol.

Ce livre fait contre l'avis de l'assemblée du clergé de France de 1682, fut très-bien reçu en Espagne & en Italie ; mais il parut à peine en France, qu'il y excita une indignation générale. Ce fougueux écrivain, non content d'outrager tous les principes, & d'aller beaucoup au-delà des plus zélés ultramontains, avoit encore trempé sa plume dans le fiel le plus amer, traitant les évêques François, de la manière du monde la plus outrageante, & pouffant l'insolence, dans un tems que la France & l'Espagne, se faisoient la guerre, jusqu'à appeller Louis XIV. un persécuteur & un tyran. Le célèbre Boissuet, évêque de Meaux, présenta à ce prince un mémoire, dans lequel il réfuta sommairement les énormes volumes de *Rocaberti*, & conclut à ce que le débit du traité de l'infaillibilité fût défendu. On peut voir cette solide réponse dans la défense de la déclaration du clergé de France, de l'édition de 1745.

L'ouvrage de *Rocaberti* fut pros crit par un arrêt du parlement de Paris, du 20 de Décembre 1695, que l'on impri-

ma dans le tems, & qui fut rendu pour maintenir la police du royaume, & pour la perpétuer par l'autorité des arrêts. Si cet ouvrage de *Rocaberti* est le plus étendu de tous ceux qui ont été composés sur ce sujet, il n'est pas, à beaucoup près, le meilleur ; & l'on peut assurer, après les gens du roi qui parlèrent, lorsque l'arrêt du parlement fut rendu, qu'il est le plus mal fait.

Non content d'avoir écrit en faveur de l'autorité pontificale, les trois gros volumes dont je viens de parler, *Rocaberti* employa ses soins & son argent à recueillir en un corps les écrits que d'autres avoient publiés sur la même matière. Son zèle pour la cour de Rome le porta à faire imprimer, à ses dépens, tous les ouvrages du même genre que le sien, sous ce titre : *Bibliotheca maxima Pontificia, in qua auctores melioris notæ qui hæcenus pro sancta Romanâ sede, tum theologicæ, tum canonice scripserunt, sere omnes continentur. Roma*, 1695, 21 vol. in folio. Cette collection est encore la plus étendue sur cette matière, sans être la mieux faite. Le vingtième volume ne contient que ces tables des vingt autres. L'auteur qui, dans cette immense compilation, a rangé les écrivains par ordre alphabétique, ne les a pas toujours bien choisis. De quel usage peut être d'ailleurs la répétition continuelle des traités qui disent tous la même chose, tant bien que mal ? *Rocaberti* a omis, dans sa collection, des écrivains considérables, & qui méritoient d'y entrer ; par exemple, le cardinal d'Aguirre, dont l'ouvrage a eu beaucoup de réputation. Le compilateur a fait des extraits de som mes théologiques fort communes, ou qui ne contiennent rien de particulier sur ce sujet ; mais lorsqu'un livre rare s'est trouvé sous sa main, il ne l'a pas fait

imprimer entierement : défaut assez ordinaire aux compilateurs.

ROGATOIRE, *Commission*, *Jurifprud.*, est la commission qu'un juge adresse à un autre juge qui lui est subordonné. v. **COMMISSION**.

ROI, f. m., *Droit naturel & polit.* Ce mot, formé du substantif latin *rex*, est comme lui dérivé du verbe *regere*, en françois régir, conduire au but convenable par le chemin le plus sûr, & le plus prompt qui est la route droite. Je prie le lecteur de voir à cette occasion ce que nous avons dit sous le mot **DROIT**. Dire *roi*, c'est dire une personne qui dirige les autres de la manière la plus sûre vers le but le meilleur qu'ils puissent fe proposer dans chacune des circonstances où ils se trouvent.

L'homme qui sent mieux ce qui le touche personnellement, que ne le sentent les semblables, & qui par cette raison paroît devoir mieux juger pour lui-même, de ce qu'il lui convient de faire, que n'en jugeroient les autres, a-t-il besoin d'un directeur ? sentir son état, ce n'est pas toujours distinguer les besoins que l'on a, connoître les moyens d'y satisfaire, savoir agir convenablement pour cela, vouloir & pouvoir exécuter tout ce qui est nécessaire. L'ignorance & la stupidité nous mettent quelquefois dans le cas de ne savoir pas juger de ce qui nous intéresse le plus ; les passions nous aveuglent souvent, & nous jettent dans de funestes erreurs ; notre maladresse, notre imprudence, notre manque de force, font que fréquemment nous sommes hors d'état d'exécuter seuls & par nous-mêmes, ce qui nous seroit essentiel pour atteindre le bonheur. Il n'est point d'homme qui soit à tous égards supérieur à tous les autres, & qui, dans aucun cas, n'ait

besoin ni d'aide ni de direction : l'homme peut donc avoir, & il a en effet plus ou moins besoin de direction, & le droit de direction est acquis naturellement à celui qui a le plus de connoissances, de prudence, d'habileté & de force, qui est moins troublé par les passions & par l'intérêt personnel. Voyez ce que nous avons dit sur ce sujet à l'article **AUTORITÉ**. Cette autorité naturelle n'est cependant pas un droit rigoureux, en conséquence duquel celui qui en est digne pût sans être blâmé par la justice & l'équité, employer la force pour contraindre les autres à se soumettre à sa direction & à ses avis ; seulement la raison désapprouve celui qui ne se laisse pas diriger par celui qui donne les meilleurs conseils, & qui ne se laisse pas aider par celui en qui il trouve les forces & l'habileté qui lui manquent ; pour réussir dans les entreprises convenables qu'il forme. Il faut plus que la supériorité naturelle entre les hommes, pour donner le droit d'exercer l'empire, & d'user du pouvoir pour contraindre les renitens à se soumettre. Pour qu'un homme ait le droit d'user du pouvoir & de la force pour diriger ses semblables, il faut ou bien que ceux qu'il veut conduire & dont il exige la soumission & la déférence, tiennent de lui les facultés, les moyens, & le pouvoir dont il veut régler l'usage ; tel est le cas des parens envers leurs enfans, v. **DROIT**, ou bien il faut que quelque institution ait imposé par un consentement réciproque, aux uns le devoir de diriger, & aux autres le devoir de se laisser conduire, en stipulant que quand la seule raison de convenance ne suffira pas pour déterminer ceux-ci à déférer aux directions qu'on leur donne, ceux-là devront les y contraindre par la force ; & c'est le cas des souverains dans la société ;

société; c'est à ceux-ci exclusivement que l'on réserve le titre de *roi*. On entend donc par *roi*, celui ou ceux qui sont chargés dans la société que forme un peuple, de diriger tous les membres de cette société par rapport aux actions qui peuvent intéresser le bonheur du peuple, & des membres dont il est composé. Le *roi* est ainsi le directeur qui conduit la société par la route la plus sûre, vers le bonheur le plus grand qu'elle puisse atteindre. C'est un homme par conséquent ou des hommes que l'on regarde comme étant par leurs lumières, leur sagesse & leur habileté meilleurs juges que les autres, & du but que la société & ses membres doivent se proposer comme préférable, & des moyens à mettre en œuvre pour atteindre plus sûrement ce but, & de la manière d'employer ces moyens avec le plus d'efficacité.

Anciennement le choix qu'on faisoit des *rois*, étoit fixé ordinairement par l'âge, qu'on regardoit comme donnant la sagesse par l'expérience. Quelquefois le but proposé n'étant que la défense contre les ennemis, ou l'attaque contre les étrangers, on donnoit la préférence non aux lumières en général & à la sagesse, mais à la force du corps, à l'adresse & au courage. Lorsque les sociétés eurent connu le prix de la paix & du bon ordre, on préféra les plus sages conseillers, aux plus déterminés combattans. Pendant long-tems les *rois* furent électifs, & la pluralité des suffrages libres en détermina le choix; mais ensuite les animosités entre les partis opposés dans ce choix, les guerres civiles qui en étoient la suite, firent préférer les droits de la naissance; la royauté fut attachée à une famille, & le fils succéda à son père sans autre examen.

Il paroît étonnant que l'homme qui

Tome XII.

est si jaloux de sa liberté ait pu dans tous les siècles, & presque sous tous les climats, se soumettre au pouvoir d'un *roi*; mais quand on connoît les passions humaines, les écarts où elles nous jettent, les maux de l'anarchie, l'impossibilité de réunir sans l'autorité de l'empire, toutes les volontés vers un même but, & vers l'emploi convenable des moyens les meilleurs, on comprendra aisément que les hommes conduits par leur propre intérêt, ont dû d'un côté sentir le besoin de la société, & de l'autre l'indispensable nécessité d'un directeur général, supérieur à tous les autres membres, & à l'avis duquel chacun devoit déférer; sans quoi, les individus d'un peuple, au lieu de former un corps de société qui est moralement un par leur union & leur concert, ne seroient qu'un amas informe de corps défunis & sans consistance. C'est une volonté générale qui est la volonté souveraine; cette volonté étant celle de tous, sert de lien pour former un corps unique & solide qu'on nomme *société civile*. Mais que seroit cette volonté, s'il n'y avoit pas une personne ou un corps de quelques personnes en qui on trouve l'organe de cette volonté, pour l'exprimer & l'appliquer dans tous les cas particuliers où il faut qu'elle parle? Que fera cette volonté, si quand elle a parlé il n'y a pas quelqu'un qui procure l'exécution de ce qu'elle exige, & qui soit autorisé à employer même la force, pour contraindre les membres du corps à se conformer à ce qu'elle prescrit? Tous les peuples l'ont senti, & tous ont eu soin de se donner soit pour toujours, soit pour certains cas particuliers, des chefs ou des directeurs qui étoient l'organe de la volonté générale. C'est à cette idée de chefs, de directeurs, de supérieurs, que répond l'idée générale de

Tt

roi; idée qui est rendue nécessaire partout où se forme une société, tout comme la société est rendue nécessaire partout où il y a des hommes.

Dans une acception vague & générale, le terme de *roi* désigne quiconque est chargé d'exprimer la volonté commune de la nation, d'en procurer l'exécution pour le plus grand bien de la société, que cet emploi soit confié à une seule personne, ou qu'il soit mis entre les mains de plusieurs.

Dans une acception plus restreinte, on se sert du mot de *roi*, pour désigner l'organe de la volonté générale, quand il est remis à une seule personne, qui toujours est censée représenter la société entière, vouloir pour elle, & agir comme en étant le chef. C'est dans ce sens que le terme de *roi* est pris dans le langage ordinaire. Le *roi* désigne donc une personne établie, désignée & reconnue comme étant celle à qui on a confié le soin de juger, de vouloir & d'agir au nom de la nation & pour le bien de la nation, ce qui est ou paroît le plus favorable à sa prospérité. Le *roi* est ainsi celui à qui la société confie le soin de son bonheur, à la volonté duquel elle soumet la sienne, & remet la disposition de ses forces pour agir. Quelle confiance ne faut-il pas qu'une société ait en celui qu'elle choisit librement pour être son *roi* ! & quel dépôt que celui qui est confié à un *roi*, & dont il doit répondre ! Mais où est l'homme qui peut sans témérité se charger d'un tel emploi, & où est le peuple assez aveugle pour consentir à se remettre en entier à la disposition d'un de ses semblables ?

DES POTISME. Cela ne peut avoir lieu qu'entre un peuple avili & sans cœur, & un chef que l'orgueil égare. Les nations sages, quand elles ont agi librement en se donnant un chef, ont pres-

crit des règles au *roi* sur l'exercice de son autorité, & se sont toujours réservé le droit de vouloir par elles-mêmes dans diverses circonstances ; elles ont commencé par exprimer leur volonté générale, & n'ont chargé le *roi* que de la faire exécuter, mais ne lui ont pas permis d'y substituer la sienne propre : autant elles ont senti la nécessité d'un *roi*, d'un chef, d'un directeur général, autant elles ont compris le danger de se donner un chef, au caprice duquel on abandonnât sans restriction le droit de disposer des volontés, des forces & du sort de la nation & de ses membres. Ces précautions prises par les peuples contre les abus de la royauté, ont fait varier beaucoup la forme de cette relation ; tous les *rois* n'ont pas la même autorité ; les *rois* de Lacédémone n'avoient pas les mêmes droits que ceux de Perse ; les *rois* d'Angleterre & de Pologne ne sont pas aussi absolus que ceux de Prusse & de France, & ceux-ci le sont moins que les empereurs de Russie & de Turquie.

Sous quelque forme que paroisse la royauté, celui qui en est revêtu, est toujours le premier personnage d'une nation ; c'est en lui qu'est concentrée toute la dignité du peuple : manquer de respect à son égard, c'est en manquer à toute la nation ; rendre sa personne méprisable, c'est exposer le peuple entier au mépris, c'est rompre les liens de la société, puisque c'est avilir la volonté générale qui en est la base, & dont le *roi* est le dépositaire & le représentant. **v. SOUVERAIN, GOUVERNEMENT.** (G. M.)

ROI, Droit romain. Le gouvernement de Rome, de même que celui de la plupart des petits Etats de l'ancienne Grèce, fut d'abord monarchique ; mais tous ces peuples avoient eu soin de res-

fermer l'autorité royale dans des bornes assez étroites. Les rois de Rome n'étoient dans le fond que des premiers magistrats. La couronne étoit élective, & c'étoit le peuple qui éliſoit ſes rois, de même que depuis il reſta dans la poſſeſſion d'élire les magiſtrats, qui partageant entr'eux toutes les prérogatives de l'autorité royale. C'étoit encore dans ces mêmes comices que le peuple ordonnoit de la paix ou de la guerre, & qu'il établifſoit lui-même les loix ſelon leſquelles il vouloit être gouverné. On diroit même que les loix, les ordonnances, les décrets de déclaration de guerre, les traités de paix, ſe dreſſoient au nom du ſénat & du peuple, ſans que le nom du roi y parût ſeulement. Liv. lib. I. c. 32. La ſouveraineté réſidoit donc dans l'aſſemblée du peuple qui en exerçoit les principaux droits. Denys d'Halicarnaſſe décrit fort au long les cérémonies qu'on obſervoit dans l'élection des rois, lib. IV. p. 242. mais il ſuffit de remarquer, avec Tite-Live, que le ſénat autorifſoit par un décret la convocation des comices, auxquelles l'entre-roi préſidoit; que le peuple procédoit enfuite à l'élection, & qu'il falloit encore que cette élection fût confirmée par un ſecond décret du ſénat, pour être valide, (*Regem populus juſſit, patres auſtores ſuſci*). Cet hiftorien ajoute que ces mêmes formalités s'obſervèrent toujours depuis la création des magiſtrats, lib. I. c. 22. & 32.

Les prérogatives du roi conſiſtoient en ce qu'il étoit le chef de la religion, le ſouverain magiſtrat de la ville, & le général né de l'Etat. Dion. Hal. lib. II. p. 87. Son pouvoir ſur la religion paroit avoir été plus étendu que ſur le reſte, puifque c'étoit lui qui avoit la direction de tout ce qui la concernoit, qui en régloit toutes les cérémonies &

tous les ſacrifices, & qui établifſoit les prêtres. Il étoit chargé de maintenir & de faire obſerver les loix. Il étoit juge dans les cauſes les plus graves; mais on pouvoit appeler de ſa ſentence devant l'aſſemblée du peuple. Liv. lib. I. c. 26. Seneca *epiſt. CVIII*. C'étoit lui qui préſidoit au ſénat, qui lui tenoit lieu de conſeil. Il y propoſoit les matières, y ouvroit le premier avis, & portoit enfuite le réſultat de ſes délibérations devant l'aſſemblée du peuple, pour qu'il en ordonnât par ſes ſuffrages. Il n'y avoit que lui qui fût en droit de convoquer le ſénat, de même que l'aſſemblée du peuple, & d'y propoſer les affaires. Il étoit toujours chargé de l'exécution de ce qui y étoit réſolu. Son autorité étoit plus étendue en tems de guerre, parce que le ſuccès y dépendant ſur-tout du ſecret & de la promptitude dans l'exécution, on ſ'en remettoit entièrement à lui pour la conduire. Cependant il ne pouvoit, comme je l'ai déjà dit, faire ni la paix ni la guerre, ſans un décret préalable des comices.

Les ornemens de la dignité royale étoient une couronne d'or, un ſceptre d'ivoire, ſurmonté d'une aigle, une robe tiſſue de pourpre à fleurs d'or (*toga picta* ou *palmata*), & une chaire d'ivoire (*ſella curulis*). Dion. Hal. lib. III. p. 185. Je crois cependant que tous ces ornemens n'ont été connus à Rome que depuis le regne de Tarquin l'ancien. Ce fut à lui que les Toſcans, qu'il avoit vaincus, envoyèrent ces préſens, qui ſervoiert à diſtinguer le chef de leur nation. C'eſt à ce roi qu'on peut rapporter l'origine des douze licteurs armés de haches & de faiſceaux de verges, dont les rois ſe faiſoient accompagner par-tout. Flor. lib. I. c. 5. Il y en a pourtant qui en font remonter l'ori-

blissement jusqu'à Romulus. Liv. lib. I. c. 8. Les consuls, en succédant à la dignité royale, retinrent la plupart de ces ornemens, à la réserve de la couronne d'or & du sceptre. La robe à fleurs d'or fut réservée à ceux qui rentroient en triomphe, & seulement pour le jour de la cérémonie.

Ce gouvernement dura à Rome pendant l'espace de 243 ans, sous sept rois, jusqu'à ce qu'enfin Tarquin le superbe, s'étant rendu odieux par ses cruautés & par sa tyrannie, fut chassé du trône, & le nom de roi proscriit pour toujours à Rome.

Nous avons si peu de connoissance des premiers tems de Rome, qu'il n'est presque pas possible de dire quels étoient les principaux ministres ou officiers sur lesquels le roi pouvoit se reposer d'une partie des soins du gouvernement. Il est parlé d'un gouverneur de la ville, qui y commandoit en l'absence du roi. Tacit. ann. lib. VI. c. 11. Il y a des auteurs qui font remonter l'origine de la queliture jusques sous les rois; mais cela est très-incertain, v. QUESTEUR. La principale dignité, & qui, selon le jurisconsulte Pomponius, leg. 2. §. 15. D. de orig. jur., tenoit le premier rang après la royale, étoit celle du *tribunus celerum*. Romulus ayant choisi entre ses sujets trois cents jeunes gens des meilleures familles, des plus riches & des mieux faits, en composa un corps dont il forma sa garde. Dion. Hal. lib. II. p. 86. Il établit en même tems un chef pour commander ce corps, & il fut nommé *tribunus celerum*, à cause qu'on nommoit ces cavaliers *celeres*, ou chevaux légers. Cette charge devint bientôt considérable, & l'autorité de cet officier s'étendit sur toute la cavalerie. Brutus en étoit actuellement revêtu, lorsqu'il chassa les Tarquins de Rome.

Cette charge fut abolie sous la république. Il est vrai qu'on lui substituait, toutes les fois qu'on nommoit un dictateur, un général de la cavalerie, dont les fonctions & l'autorité étoient à-peu-près les mêmes que l'avoient été celles du *tribunus celerum*, ou du colonel des gardes sous les rois. (H.M.)

ROLE, f. m., *Jurispr.*, du latin *rotulum*; est un état de quelque chose; ces états ou mémoires ont été appelés rôles, parce qu'on les écrivoit anciennement sur des grandes peaux ou parchemens que l'on rouloït ensuite.

RONCALES, les champs de, *Droit féod.*, dont il est tant fait mention dans l'histoire & dans les livres des fiefs. Après le rétablissement de l'Empire d'occident, & principalement après que la nation allemande se fut approprié le droit d'élire l'empereur, le nouvel élu étoit dans l'usage de convoquer ses vassaux pour l'accompagner dans son voyage d'Italie, où il alloit se faire couronner: l'assemblée générale étoit convoquée dans un camp qu'on formoit près de Roncales: c'est aujourd'hui Plaisance: on attachoit au bout d'une pique un bouclier; un héraut se plaçoit auprès: les vassaux immédiatement mouvans de l'empereur, étoient appelés les premiers par le héraut; eux-mêmes faisoient faire ensuite, par leurs hérauts, des revues particulières de leurs vassaux: la garde de l'empereur étoit faite par les vassaux tour à tour, & ils étoient tenus de se trouver à cette expédition, sous peine de privation de leurs fiefs: l'empereur y tenoit aussi une cour solennelle de justice, où étoient portées les causes dont il avoit été interjeté appel: pour cet effet, il rassembloit au camp de Roncales ce qu'il y avoit de plus célèbres jurisconsultes, par l'avis desquels les causes étoient décidées. (P.)

ROSIERES, *François de, Hist. Litt.*, chanoine & archidiacre de Toul, né à Bar-le-Duc, mort à Toul le 29 d'Août 1607, est l'auteur d'un ouvrage qui a pour titre : „ six livres de Politiques „ concernant l'origine & état des cités, „ condition des personnes, économie „ & police des monarchies & républi- „ ques du monde, tant en tems de paix „ qu'en tems de guerre, avec l'institu- „ tion du monarque, & les moyens de „ conserver & détruire la chose publi- „ que en toute espece de gouverne- „ ment, tant droit que defectueux, en- „ semble des magistrats & loix desquels „ on y doit user, selon le jugement „ des anciens & modernes philosophs.” Rhcims, Jean de Foigny, 1574. in-4°.

A la lecture de ce titre, qui ne croi- roit que la science du gouvernement est épuisée dans cet ouvrage ? Dans le pre- mier livre, l'auteur traite des sujets, objet & fin de l'Etat politique, de la cause efficiente, origine & forme des cités, & de la diversité des chefs & membres faisant le corps myllique d'une république. Dans le second, de l'é- conomie des familles. Dans le troisiè- me, des quatre parties de la terre où l'on a établi les principales républiques, principautés & monarchies du monde, & des diverses especes de gouverne- ment, tant parfaites qu'imparfaites & opposées. Dans le quatrième, des moyens généraux & particulieres pour conserver & détruire les principautés. Dans le cinquième, des magistrats ec- clésiastiques & séculiers, pour l'admi- nistration des choses sacrées & profa- nes. Dans le sixième, des loix, des ma- tieres extraordinaires ou criminelles, de la punition des délits & crimes, & de la sépulture des corps morts. L'ouvrage ne contient que 238 pages, & tous ces sujets importants y sont traités d'une

maniere peu exacte & superficielle.

Le même écrivain mit au jour un au- tre livre sous ce titre : *Stemmatum Lo- tharingia ac Barri ducum Tomi septem, ab Antenore Trojanarum reliquarum ad paludes Maotidas rege, ad hac us- que illustissimi, potentissimi & serenissi- mi Caroli tertii ducis Lotharingia tem- pera. In quibus præterea habes totius orbis nobiliorum familiarum ac rerum ubique gentium præclaræ gestarum à supremis pontificibus, imperatoribus, orientis & occidentis, regibus, ducibus, Comitibus, etiam Turcis & Barbaris, perutile compendium, mirabile theatrum, & ad vivum ex selectissimis & gravissimis quibusque chronographis & historicis delineatum simulacrum, ut instar Biblio- thecæ omnium historiarum esse possit. Au- tore Francisco de Rosieres, nobili & patricio Barlo-Duca, archidiacono Tullensi, in-fol. à Paris, chez Guillaume Chaudiere, rue S. Jacques, en 1580, muni d'un privilege du roi Henri III. du 2 d'Août 1579.*

Cet ouvrage dont le long titre est pro- prement une analyse, fut fait par l'ordre secret des princes Lorrains, dont la mai- son tenoit dans ce tems-là les duchés de Lorraine & de Bar, & qui cherchoient des lors à brouiller le royaume, com- me ils firent depuis. A la lecture, on comprend d'abord que l'auteur est un auteur venal, un auteur à gages, & que l'ouvrage est de commande. Son seul titre est propre à faire juger de ce qu'on doit attendre des promesses magnifiques de l'auteur. Il n'est guere possible de faire remonter plus haut une famille, même avec le secours de la fable. La maison de Lorraine dont le chef est à la tête du corps germanique & regne en Toscane, descend du comte Adelbert, perc de Gerard d'Alsace, qui vivoit dans l'onzième siècle. Elle est l'une des plus

anciennes & des plus illustres maisons souveraines de l'Europe, sans être ni aussi ancienne ni aussi illustre que la maison de France, à qui nulle autre ne peut être comparée. Mais de *Rosieres* entreprend sérieusement de prouver que la troisième race des rois de France qui a commencé à Hugues Capet, a usurpé le royaume de France sur la maison de Lorraine, qu'il fait descendre de Pharamond & de Charlemagne. Cela n'étoit pas aisé à prouver, sans recourir à l'imposture. Aussi l'auteur emploie-t-il dans son livre plusieurs faux titres, & rapporte-t-il mille faits faux. Il lance d'ailleurs mille traits empoisonnés contre les rois de France & contre Henri III. lui-même.

Le privilège qui avoit été surpris pour imprimer cet ouvrage, fut supprimé; l'auteur fut mis à la Bastille, & il n'en sortit que le 23 d'Avril 1583, pour aller faire une espee d'amende honorable aux pieds de Henri III. en présence de son conseil, des princes & seigneurs de sa cour, & ce qui est digne de remarque, en présence de la reine & des ducs de Guise & de Mayenne, qui étoient tous trois de la maison de Lorraine. Il implora à genoux la clémence du roi, en ces termes, qu'il prononça & qu'il mit par écrit : „ Sire, je supplie
 „ très-humblement votre majesté de
 „ me pardonner la faute & offense que
 „ je reconnois avoir faite, qui est telle
 „ que sans votre bonté & clémence,
 „ je serois digne de grande punition,
 „ pour avoir mal & calomnieusement
 „ écrit plusieurs choses dans l'histoire
 „ qui a été par moi composée & publiée
 „ sous mon nom contre l'honneur
 „ & grandeur de votre majesté, & des
 „ rois vos prédécesseurs, & de ce royaume,
 „ & contre la vérité de l'histoire,
 „ j'en suis très-mari & très-déplai-

„ fant, & m'en repens, & suis prêt d'en
 „ recevoir telle condamnation qu'il
 „ plaira à votre majesté ordonner, &
 „ vous supplie très-humblement, en
 „ l'honneur de Dieu, user de votre
 „ bonté accoutumée & miséricorde envers
 „ moi. Signé de *Rosieres*. ” Le
 „ garde des sceaux de Chiverny lui dit :
 „ qu'il ne pouvoit ignorer que la maison
 „ de France ne fût la première, la plus
 „ ancienne & la plus illustre, non-seulement
 „ de toute la chrétienté, mais de
 „ tout le reste du monde, & que la mort
 „ seule devoit expier son offense. La reine
 „ Louise de Lorraine supplia le roi de
 „ vouloir bien, à sa considération & à
 „ celle du duc de Lorraine, user de miséricorde
 „ envers ce malheureux. Le roi
 „ lui donna la vie, & lui commanda de
 „ se retirer auprès du duc de Lorraine,
 „ jusqu'à ce qu'il eût fait ce qui lui seroit
 „ ordonné au sujet de son livre, par les
 „ procureurs & avocats généraux du parlement
 „ de Paris. Il fut dressé Ju tout un
 „ procès verbal par Brulart, secrétaire
 „ d'Etat ; & ce procès verbal fut mis au
 „ greffe du parlement de Paris.

Au reste, ce livre de *Rosieres* fut solidement refuté par celui qui a pour titre : *Extrait de la généalogie de Hugues Capet, & des premiers successeurs de la race de Charlemagne en France*. Paris, Mamert Patisson, 1594, in-8°. De Thou & Duchesne attribuent cette réponse indirecte & anonyme à Pontus de Thiard, seigneur de Bissy, au diocèse de Mâcon, qui fut évêque de Chalons sur Saône, & qui se démit de son évêché après dix ans d'épiscopat.

ROTE, f. f., *Droit Canon*, est le nom d'une cour ou juridiction particulière, établie à Rome pour connoître des matieres bénéficiales de toutes les provinces qui n'ont point d'indult pour les agiter devant leurs propres juges.

Cette cour est composée de douze concilillers qu'on nomme *auditeurs de rote*. Ils sont tirés des quatre nations : d'Italie, France, Espagne & Allemagne : il y en a trois romains, un florentin, un milanois, un de Bologne, un de Ferrare, un vénitien, un françois, deux espagnols & un allemand. Chacun d'eux a sous lui quatre clerks ou notaires, & le plus ancien des auditeurs fait l'office de président. On porte à leur tribunal toutes les causes bénéficiales, tant de l'intérieur de Rome que de l'Etat ecclésiastique, lorsqu'il y a appel ; ils jugent de plus toutes les causes civiles au-dessus de 500 écus.

On les appelle aussi *chapelains du pape*, parce qu'ils ont succédé aux anciens juges du sacré palais, qui donnoient leurs audiences dans la chapelle du pape.

A l'égard de la dénomination de *rote*, qui vient de *rota*, roue, quelques auteurs la font venir de ce que les plus importantes affaires de la chrétienté roulent, & pour ainsi dire, tournent sur eux. Ducange fait venir ce mot de *rota porphyretica*, parce que le carreau de la salle où ils s'assembloient d'abord, étoit de porphyre, & fait en forme de roue ; & d'autres enfin de ce que les auditeurs de *rote*, quand ils jugent, sont rangés en cercle.

Le revenu de ces places peut monter à environ mille écus par an, & c'est le pape qui les paye. Il leur est défendu sous peine de censure, de recevoir aucune autre rétribution pour leurs sentences, même par forme de présent. Pour qu'une affaire soit décidée à la *rote*, il faut trois sentences consécutives, dont la dernière contient les raisons, autorités ou motifs sur lesquels est fondé le jugement, & lorsqu'il est

rendu, les parties ont encore la ressource de la requête civile, au moyen de laquelle la cause peut être portée & revue devant le pape à la signature de grace.

Les audiences de la *rote* se tiennent tous les lundis, hors le tems des vacances qui commencent la première semaine de Juillet, & durent jusqu'au premier d'Octobre. La rentrée est annoncée par une nombreuse cavalcade, où les deux derniers auditeurs de *rote* se rendent au palais suivis de tous les officiers inférieurs de leur tribunal & de plusieurs gentilshommes que les cardinaux, ambassadeurs, princes & seigneurs romains envoient pour leur faire cortège ; & l'un des deux prononce une harangue latine sur quelque matière relative aux fonctions du tribunal de la *rote*, & en présence des autres auditeurs qui se sont aussi rendus au palais apostolique. C'est encore un des privilèges des auditeurs de *rote*, que de donner le bonnet de docteur en l'un & l'autre droit aux sujets qu'ils en jugent capables.

ROTHENBOURG, *Droit public*, ville libre & impériale d'Allemagne, dans la Franconie, sur la Tauber. Le conseil de ville y est divisé en conseil intérieur & conseil extérieur : c'est de ce dernier qu'est formé le premier. La ville est des plus anciennes. Il a existé autrefois des comtes de *Rothenbourg*, dont une branche a pris le nom de *Combourg*, nom que portoit un château, qui au moment actuel est une fondation noble. On fait descendre ces comtes d'un nommé *Gosbert*, duc de la Franconie orientale ; mais l'on peut d'autant moins ajouter foi à cette généalogie, qu'il est certain, que plusieurs comtes de Franconie de différentes maisons, ont été nommés *comtes de Rothenbourg*, par la seule rai-

son, qu'ils ont demeuré dans la ville de *Rothembourg*. C'est à la mort du comte Henri de *Rothembourg* en 1110, que s'est éteinte la famille de ce nom, & qui en mourant a cédé cette ville à l'Empire. Les empereurs Conrad IV. & Louis l'ont donnée en engagement à la maison de Hohenlohe : elle s'est rachetée elle-même, & a obtenu en 1335 l'assurance de l'empereur Louis, que jamais elle ne seroit plus engagée à l'avenir, assurance, que les empereurs Charles IV. & Wenceslas ont confirmée solennellement. Cette ville avoit anciennement un prévôt de l'empire, dont l'office lui avoit été engagé par l'empereur Robert pour 8000 florins, somme pour laquelle la propriété de cet office lui a enfin été abandonnée. Elle a le huitième rang, & la voix dans les diètes de l'empire sur le banc de Suabe dans le college des villes impériales, & le second dans l'assemblée du cercle de Franconie. Sa taxe pour un mois romain est de 130 florins, suivant un arrêté des Etats de l'empire de 1736. Celle, à laquelle elle est imposée selon le pied convenu & qu'elle paye au cercle, est de 148 florins, mais elle ne la paye qu'avec réserve & protestations : elle contribue 162 rixdallers 32 kr. & demi pour l'entretien de la chambre impériale. (D. G.)

ROTHWEIL, *Droit public*, ville libre & impériale d'Allemagne, en Suabe. Elle est située sur une hauteur près du Neckar ; & son territoire est entouré du duché de Wurtemberg, du haut comté de Hohenberg & du landgraviat de Baar. Son droit d'immédiateté est très-ancien ; & lui a été garanti par les empereurs Charles IV. & Wenceslas. Elle tient à la diète le dixième rang parmi les villes impériales de Suabe, & le huitième aux assemblées du cercle. Sa taxe matriculaire, autrefois de 280 flo-

rins, fut réduite en 1683 à 177 florins, & en 1728 à 144, ensuite à 30 florins, qui enfin ont été diminués jusqu'à 14 fl. Elle paye 157 rixdallers 20 kr. & demi pour l'entretien de la chambre impériale. En 1463 elle s'allia pour la première fois avec le corps helvétique. Cette alliance fut confirmée à perpétuité en 1519, sous la réserve de son obéissance due à l'empire. Mais en 1632 elle fut exclue de cette alliance, pour avoir reçu garnison autrichienne, lorsqu'elle fut assiégée par les Suédois. Ses armes sont d'or, à une aigle éployée de sable. Cette ville est remarquable en ce qu'elle est le liege d'une justice aulique de l'empire, dont on trouve les premières traces dans le code provincial de Suabe, qui paroît avoir été rédigé du tems de l'empereur Louis de Bavière. Jusq'au milieu du quinzième siècle elle porta indistinctement les noms de *présidial* & de justice aulique impériale de *Rothweil*. En 1360 l'empereur Charles IV. chargea le comte Rodolphe de Soultz de tenir ce *présidial* au nom de l'empereur & de l'empire : & en 1401 l'empereur Rupert autorisa les comtes de Soultz à s'y substituer un lieutenant d'extraction noble. Cet office de juge aulique héréditaire passa des comtes de Soultz à la maison de Schwarzenberg, v. KLETTGAU, & le prince de Schwarzenberg choisit lui-même un lieutenant dans l'ordre des comtes ou seigneurs. Ce tribunal est composé en outre de sept assesseurs, & dépend uniquement de l'empereur. Sa juridiction s'étend sur le cercle de Suabe, sur les Etats autrichiens, situés dans ses environs, & sur les cercles de Franconie & du haut & bas Rhin. Néanmoins grand nombre d'Etats ont obtenu des lettres d'exemption, qui toutefois ne s'étendent point sur les cas réservés. Ce tribunal a une juridiction concurrente

avec

vec les Etats immédiats de son ressort, qui depuis fin tems immémorial ont porté contre lui des griefs multipliés. Les appellations de ses jugemens vont aux cours souveraines de l'empire. Enfin, les environs de *Rothweil* ont une châtie franche d'une grande étendue.

Le patrimoine de la ville renferme une portion considérable, pour ne pas dire la majeure partie des biens allodiaux des comtes de Zimmern ou Zimbern, dont la famille s'est éteinte en 1519, lesquels biens la ville acheta pour 88000 florins. Le château, foudie de cette famille, y est situé. (D. G.)

ROTURE, f. f., terme de *Droit pub.*, est l'état ou condition de quiconque n'est pas compris dans la classe des nobles. v. **NOBLE** & **NOBLESSE**.

Ce mot vient de *ruptura*, qu'on a dit dans la basse latinité pour la culture de la terre. On a appelé de ce nom les personnes non-nobles, parce que c'étoient les personnes seulement qu'on employoit à la culture des campagnes. De-là les biens possédés par ces sortes de gens se sont aussi appelés *rotures* ou *biens de roture*.

Généralement parlant, tout bien de *roture* est dans la censive d'un seigneur, du moins y a-t-il bien peu de francs-alleus-roturiers.

Toute terre tenue en *roture* paye un cens; c'est la marque caractéristique de cette sorte de tenure: aussi le cens ne se peut-il pas prescrire, mais seulement sa quotité, & comme pour les ventes de fiefs il est dû des quintes & requints, il est dû des ventes pour les ventes de *roture*. v. **CENS** & **LODS**.

ROTURIER, *Droit public.*, se dit tant des personnes qui vivent dans l'état de *roture*, que des biens qui sont tenus à titre de *roture*. Voyez ci-dessus **ROTURE**.

Tout XII.

ROUE, f. f., *Jurispr.*, est un supplice pour les criminels, dont l'usage est venu d'Allemagne. La peine de la *roue* s'exécute sur un échafaud dressé en place publique, où, après avoir attaché le condamné à deux morceaux de bois disposés en sautoir en forme de croix de saint-André, l'exécuteur de la haute justice lui décharge plusieurs coups de barre de fer sur les bras, les cuisses, les jambes & la poitrine; après quoi il le met sur une petite *roue* de carrosse, soutenue en l'air sur un poteau. Le criminel a les mains & les jambes derrière le dos, & la face tournée vers le ciel pour y expirer dans cet état.

Anciennement, & encore dans quelques pays, le criminel étoit attaché tout-d'un-coup sur une grande *roue* de charrette, où on lui caïloit les membres.

Quelquefois, pour adoucir la peine, les souverains ordonnent que le condamné sera étranglé dans le tems de l'exécution.

Cette peine n'a lieu que pour des crimes atroces: tels que l'assassinat, le meurtre d'un maître par son domestique, le vol de grand chemin, le parricide, le viol, &c.

Les femmes ne sont point condamnées à cette peine par des raisons de décence & d'honnêteté publique.

ROUGEUR, f. f., *Morale.* La *rougeur*, selon les physiologistes, est le passage prompt & libre du sang par les artères, dans les vaisseaux cutanés du visage, où il s'arrête quelques momens avant que son retour se fasse par les veines. Les causes en sont différentes; mais nous ne considérons ici la *rougeur* que comme affection & sentiment.

La *rougeur* en ce sens est ce beau coloris produit par la pudeur, par l'innocence, & qu'un ancien nommoit le *ver-*

V v

million de la vertu; il la rend aussi plus belle & plus piquante.

Pompée ne pouvoit s'empêcher de rougir toutes les fois qu'il paroissoit dans l'assemblée du peuple. Fabianus, célèbre orateur, éprouvoit aussi la même chose quand le sénat l'appelloit dans une affaire en qualité de témoin; ce n'étoit pas chez eux une foiblesse d'esprit, c'étoit un effet de surprise qu'ils ne pouvoient vaincre, car ce à quoi l'on n'est pas accoutumé, dit Sénèque, frappe vivement les personnes qui ont de la disposition à rougir.

Quoique la *rougeur* soit en général un appanage de la décence & de la modestie, elle n'en est pas toujours une démonstration. Sempronia, cette femme d'une naissance illustre, qui entra dans la conjuration de Catilina, avoit une beauté incomparable, rehaussée par cette apparence de pudeur qui n'auroit jamais fait soupçonner le désordre de sa conduite, & les crimes dont elle étoit coupable.

ROUSSEL, Michel, *Hist. Litt.*, canoniste normand du XVII^e siècle, se fit estimer des François par sa science dans le droit & par la défense qu'il prit des libertés de l'église de France, dans son *Histoire de la juridiction du pape*. Il mérita aussi l'estime de tous les gens sages par son *Anti-Mariana*, où il plaide la cause des souverains contre cet Espagnol fanatique. Ces matières ont été traitées cependant avec plus de profondeur, par les canonistes qui l'ont suivi; Mais Roussel a le mérite d'avoir été un des premiers à s'élever contre cet auteur séditieux.

ROUSSET, de Missy, *Hist. Litt.*, né à Laon en Picardie, protestant retiré en Hollande, membre des académies des sciences de Petersbourg & de Berlin, a publié dans ces derniers tems

quatre fortes d'ouvrages qui peuvent trouver ici leur place.

1^o. Il eut beaucoup de part à la compilation immense qui a produit le *corps universel Diplomatique du droit des gens*.

2^o. *Recueil historique d'actes, négociations, mémoires & traités depuis la paix d'Utrecht*. La Haye, P. Goussier, & J. Néaulme, in-12. Cette collection qui met le lecteur au fait des négociations de toute l'Europe depuis cette paix, est à présent de plusieurs volumes, & doit être regardée comme la suite de la compilation de Lamberti, ainsi que celle-ci est la suite de celle de Dumont.

3^o. *Les intérêts présents des puissances de l'Europe, fondés sur les traités conclus depuis la paix d'Utrecht inclusivement, & sur les preuves de leurs prétentions particulières*. La Haye, Adrien Moëtjens, 1733, 2 vol. in-4^e. & 1735, 3 vol. aussi in-4^e. & depuis à Trevoux en 14 vol. in-12.

En faisant publier la seconde édition, le libraire a fait imprimer séparément, pour la commodité de ceux qui avoient acheté la première, les additions & le supplément qu'on y a ajoutés. Je parlerai d'abord de la première.

Le premier volume traite en dix-huit chapitres, des intérêts des princes & des prétentions des têtes couronnées; le second contient les traités que les puissances ont fait entr'elles, lesquels doivent servir de preuve au premier volume. L'auteur se proposoit de publier incessamment une seconde partie de ce premier volume, où il discuteroit les intérêts & les prétentions des électeurs, des princes & des Etats de l'Empire, des ducs de Holstein, de Modene, de Parme, & de quelques autres, & c'est ce qu'on verra qu'il a fait.

Il se donne pour un écrivain sans par-

tialité, & pour un homme dont le livre ne manifeste ni le pays ni la religion; mais à chaque chapitre, à chaque page, & presque à chaque ligne, on reconnoit un homme passionné, un François réfugié dans un pays étranger pour cause de religion, mécontent de son pays & de son roi. La matrice qu'il avoit entrepris de traiter, sembleroit devoir être épuisée en deux volumes in-4°. à peine y est-elle effleurée. Il n'a pas rempli son titre, & lorsque son ouvrage parut, les faits survenus pendant qu'on l'imprimoit, avoient déjà montré l'absurdité de la plupart de ses réflexions. Plusieurs événemens qu'il envisageoit comme impossibles, arrivèrent presque au même tems que son livre parut. Rarement il parle de son chef & sans s'égarer & sans se contredire. Il remonte aux siècles les plus reculés pour rappeler des prétentions imaginaires, prescrites. On ne trouve presque dans son premier volume, que de longs extraits de ce qui a été écrit, soit anciennement, soit nouvellement, pour ou contre les prétentions des princes. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que l'auteur fait communément ces extraits au sujet de vieilles prétentions terminées par mille & mille traités. On peut, à cet égard, ne considérer ce livre, vuide de bons raisonnemens & plein de faits, dont la plupart sont inutiles & mal placés, que comme un abrégé d'ouvrages historiques, & cela supposé, il faut le confronter avec ceux de Dupuy, de Galand, du Godefroy & quelques autres, qui avoient été chargés, non de traiter des intérêts des princes, mais de faire des recherches pour appuyer les prétentions de leurs souverains.

La flatterie & le déchainement, passions qui partent du même fonds, y relient tour à tour. A la bonne heure

que l'auteur qui avoit déjà mis trois épitres dédicatoires à la tête de son *Recueil historique*, en ait mis une quatrième à la tête de ses *Intérêts présens*; mais étoit-il bien nécessaire, pour traiter des intérêts des princes, que l'auteur louât ou blâmât à chaque instant? Est-il bien juste qu'il distribue la louange ou le blâme à son gré & sans nécessité? S'il vouloit, par exemple, louer le prince Eugene de Savoye qui vivoit alors, ne pouvoit-il pas le faire sans prendre sur la gloire de Jean Sobiesky, roi de Pologne, de Maximilien, électeur de Bavière, de Charles, duc de Lorraine, & de tant de grands hommes qui ont combattu pour le corps germanique? Pour donner des éloges à l'empereur Léopold, étoit-il besoin de le placer au-dessus de tous les empereurs qui ont illustré la maison d'Autriche?

On auroit de la peine à pardonner ces lâches flatteries à un auteur qui d'ailleurs traiteroit habilement son sujet. Mais qui ne seroit étonné de voir Rouffet douter sérieusement si l'empire d'Allemagne a quelque mélange de monarchie, d'aristocratie & de démocratie, ou s'il est purement monarchique? il n'ose prononcer sur cette épineuse question, dans le tems même qu'il transcrit en entier la bulle d'or, le traité de Westphalie, & la capitulation de l'empereur Charles VI. qui vivoit alors, pieces qui ne laissent aucun sujet de doute dans la question proposée? » J'avouerai, dit cet écrivain, en parlant des intérêts de Charles VI. que la matiere est délicate, & que voulant être véridique sans pourtant offenser, je sens qu'il faut mettre ici des bornes à ce chapitre. Les intérêts de l'empereur sont en si bonnes mains, étant dirigés par le conseil de confiance, qui est ordinairement de trois

» ou quatre des plus grands hommes
 » de l'Europe, que ce seroit une témé-
 » rité de leur vouloir donner quelques
 » lumières." N'est-ce donc que pour
 éclairer les ministres sur les intérêts de
 leurs maîtres, que s'est établi l'usage
 de faire des livres de la nature de celui-
 ci? Cet auteur timide qui craint de
 blesser la bienfaisance en révélant des vé-
 rités délicates, ne devoit-il pas appré-
 hender aussi d'altérer la vérité à force
 de ménagemens pour l'adoucir? Quand
 on est si circonspect, il est un expédient,
 c'est de ne point écrire, & cet expédient
 est meilleur que celui d'écrire, sans dire
 tout ce qui entre dans le sujet qu'on em-
 braße.

» Je n'ai point traité, (c'est encore
 » l'auteur qui parle) des intérêts de la
 » république des Provinces-Unies,
 » parce que cette république ne souffre
 » pas que ses habitans s'ingèrent de
 » parler de la religion & des affaires du
 » gouvernement, & que d'ailleurs j'ai
 » senti que la matière est au dessus de
 » mes forces." Il est singulier qu'il ait
 en assez de courage, & qu'il se soit cru
 assez de lumières pour approfondir ce
 qui regarde toutes les autres nations, &
 qu'il ne confesse sa foiblesse que lorf-
 qu'il s'agit d'entamer le chapitre des
 Provinces-Unies. L'auteur seroit glo-
 rieux pour les Etats généraux, & hu-
 miliant pour le reste de l'Europe, si les
 personnes sensées ne s'accordoient à
 faire aussi peu de cas du blâme, que
 des éloges des écrivains mercenaires.
Roussier, pour le dire en un mot, devoit
 s'en tenir à la qualité d'éditeur, & pren-
 dre, au sujet des intérêts de chaque
 prince, le parti qu'il avoit d'abord pris
 pour ceux de l'Etat de Hollande.

Je n'ai qu'un mot à dire de la seconde
 édition de ce mauvais ouvrage. Le troi-
 sième volume dont il est augmenté, est

composé des intérêts des Electeurs, des
 princes & des Etats de l'Empire, & des
 intérêts de la république de Hollande,
 au mépris des raisons qui avoient obligé
 l'auteur de s'en abstenir dans la première
 édition. La seconde, pour avoir été
 plus ample que la première, n'en est pas
 meilleure, & je répète que cet ouvrage
 ne mérite d'être lu que comme une col-
 lection historique.

4°. *Histoire de la succession aux duchés
 de Cleves, Berg & Juliers, aux comtés
 de la Mark & de Ravensberg, & aux
 seigneuries de Ravenstein & de Winen-
 dall, tirée des preuves authentiques pro-
 duites par les hauts concurrens.* Am-
 sterдам, J. W'eltcin & G. Smith, 1738,
 2 vol. in-8°. Le premier volume con-
 tient une épître dédicatoire à un bour-
 guemestre d'Amsterdam, une courte
 préface, une carte du pays en litige, &
 un récit de quelques écrits publiés par
 les *Hauts concurrens*, comme parle
 l'auteur. Le second renferme une table
 généalogique & les pièces de ce fameux
 procès qui faillit, dans le commence-
 ment du dernier siècle, mettre en feu
 l'Europe, & qui l'auroit embrasée à la
 mort du dernier électeur palatin, si le
 roi de France & quelques autres puis-
 sances ne se fussent occupés du soin de
 prévenir l'incendie.

ROUSSILLON, le, *Droit public*,
 en latin *Roscinonensis comitatus*, pro-
 vince de France avec le titre de *comté*,
 dans les Pyrénées; elle est bornée au
 nord par le bas Languedoc, au midi par
 la Catalogne, à l'orient par la Méditer-
 ranée, & à l'occident par la Cerdagne.
 Elle a 18 lieues espagnoles du levant au
 couchant.

Du tems de César le *Roussillon* étoit
 habité par les *Surdones*, & sous *Hono-
 rius* il faisoit partie de la Gaule-Narbon-
 noise. De la domination des Romains,

il passa sous celle des Wisigoths, puis des Sarrazins, qui le posséderent jusqu'en 796. que Charlemagne & Louis le Débonnaire son fils, le conquièrent sur eux & les en chassèrent. Ces nouveaux maîtres y établirent, comme dans la plupart des autres provinces de leur monarchie, des gouverneurs sous le titre de *comtes*, qui de simples mandataires, s'y rendirent bientôt indépendans, & en jouirent en toute propriété jusqu'en 1178, que Guinard ou Gerard II. le donnie d'entr'eux, le laissa, par Testament du 4 Juillet 1172, à Alphonse roi d'Arragon, comte de Barcelonne, qui le transmit à ses successeurs. Jean II. l'un d'entr'eux l'engagca en 1462, avec le comté de Cerdagne, à Louis XI. roi de France, pour la somme de 300000 écus d'or, à condition qu'il lui demeureroit en souveraineté, si dans l'espace de neuf ans, il ne lui remboursoit pas le principal & les intérêts. Jean ayant négligé de satisfaire, son créancier réunit l'hypothèque à ses domaines, dont il n'auroit plus été séparé sans les scrupules qu'Olivier Maillard, confesseur de Charles VIII. fit naître dans l'esprit de ce prince, qui rendit le tout gratuitement à Ferdinand d'Arragon, sous la clause au reste qu'il ne donneroit point de secours au roi de Naples contre lui. Mais Ferdinand manqua à sa parole, & Louis XIII. se trouvant en état de faire valoir ses droits, reprit ce pays, qui fut enfin cédé pour toujours à la France par le traité des Pyrénées en 1659.

Pour le gouvernement ecclésiastique, il y a en *Roussillon* un évêché, établi d'abord à Elne, & transféré à Perpignan en 1604, par le pape Clément VIII. six abbayes, dont quelques-unes ont une juridiction comme épiscopale sur plusieurs paroisses, nombre de chapi-

tres, couvents, hôpitaux, colleges, séminaires, &c. & une université composée de quatre facultés, & fondée à Perpignan par Pierre III. roi d'Arragon en 1349.

Pour le civil & l'administration de la police & des finances, il y a un tribunal souverain créé en 1660, & appelé *conseil-supérieur*, fixé à Perpignan; deux vigueries & plusieurs autres juridictions subalternes toutes ressortissantes à ce tribunal. La taille n'a point lieu dans cette province, qui jouit en outre de divers privilèges & exemptions; mais la capitation y a été introduite, & fait un objet annuel de 100000 livres, indépendamment de la capitation des troupes, qui se retient par le trésorier, & celle des ecclésiastiques, évaluée à 10000 livres. On y leve d'ailleurs 6000 liv. pour les fortifications, & environ 15500 liv. en différentes sommes, tant pour les logemens de certains officiers, que pour les gages des viguiers & bailifs. Il y a aussi plusieurs greniers à sel & bureau des traites foraines, dont le produit est considérable; & l'on estime que tous ces articles réunis font un total annuel d'environ 450000 livres pour le roi; auquel appartient aussi la moitié de tous les fourrages du pays, foin & paille généralement, sans qu'on sache à quel titre, si ce n'est par un ancien usage. (D. G.)

ROYAL, adj. *Droit public*, se dit de quelque chose qui a rapport au roi.

Ce mot vient du latin *regalis*, qui est dérivé de *rex*, roi.

C'est dans ce sens qu'on dit, la famille royale, le sang royal, &c.

En Angleterre on donne le titre d'*altesse royale* au prince & à la princesse de Galles, au frere du roi, &c. v. PRINCE,

On a donné le titre de *royale* à des princesses filles ou petites filles de rois, quoiqu'elles ne fussent pas reines. Ainsi l'on a appelé la duchesse de Savoie, *madame royale*, & les duchesses d'Orléans & de Lorraine ont eu le titre d'*altesse royale*.

Consentement royal, se dit en Angleterre du consentement ou de l'approbation que le roi donne à tout acte fait par un ou plusieurs de ses sujets, par exemple, à l'élection d'un évêque par le doyen ou chapitre d'une église, ou à un bail passé dans les deux chambres du parlement, &c.

Quand le roi a donné son consentement à un bill dans le parlement, le bill est avec ces mots, *le roi le veut*. Si le roi refuse son consentement, on met sur le bill, *le roi s'avisera*.

ROYAUME, f. m., *Droit Politig.* Ce mot signifie, je ne dirai pas ce que disoient ces républicains outrés, qui firent anciennement tant de bruit dans le monde par leurs victoires & leurs vertus, un tyran & des esclaves; disons mieux qu'eux, un roi & des sujets.

Un *royaume* est donc un Etat où un seul gouverne le corps politique par des loix fixes & fondamentales, & à qui l'on donne le titre de *roi*. v. *ÉTAT*, *Droit Politig.* MONARCHIE, SOUVERAIN, SOUVERAINETÉ, SOCIÉTÉ CIVILE, &c.

ROYAUX, *Droits, regalia*. v. *RÉGALIENS*.

R U

RUBRIQUE, f. f., *Droit can.*, en terme de droit canon, signifie un titre ou article particulier dans quelques anciens livres de loix : ces titres ou articles sont ainsi appelés, parce qu'ils sont

écrits en lettres rouges, comme les titres des chapitres dans les anciennes bibles. v. *TITRE*. On trouve telle loi sous telle *rubrique*.

Rubrique signifie aussi les règles données au commencement & dans le cours de la liturgie, règles par lesquelles on détermine l'ordre & la manière dont toutes les parties de l'office doivent se faire. v. *LITURGIE*.

Il y a des *rubriques* générales, des *rubriques* particulières, des *rubriques* pour la communion, &c. Dans le bréviaire & le missel romain il y a des *rubriques* pour les matines, les laudes, les translatons, les béatifications, les commémorations, &c.

On appelle ces règles *rubriques*, du mot latin *ruber*, rouge, parce qu'on les imprimoit autrefois en caractères rouges, pour les distinguer du reste de l'office qui étoit imprimé en noir; on a conservé cet usage dans le missel romain.

RUSSIE, *Droit public*, vaste pays qui forme un grand empire, tant en Europe qu'en Asie. L'empire Rusien est entouré 1°. vers le nord de l'Océan, dont la mer Blanche est un golfe; 2°. vers l'ouest des Etats Danois & Suédois, de la mer Baltique & de ses deux golfes, le Finnois & celui de Riga, & des Etats Polonois; 3°. vers le sud de la Tartarie, de la Koubane, du mont Caucaze, de la Perse, de la mer Caspienne, des Tourkomans, du lac d'Aral, des Kazakapaks, nommés *supérieurs*, qui demeurent au-delà de la rivière Syr-Darja, des Kirguises de la grande Orda, du lac Balgache, des déserts de Kalmuks, des Mongoles, des Etats Chinois, des déserts au-delà de la rivière d'Amour & de la mer d'Okhotske; 4°. vers l'est de l'Océan.

Au neuvième siècle, les Slaves de

Nowogorod, conjointement avec quelques autres peuples, leurs voisins, inviterent trois freres étrangers de se rendre chez eux, pour faire cesser les injustices & les desordres qui se commettoient. Ces trois freres étoient d'une espece de gens qu'on appelloit alors *Waraïgues*, qui demeuroient sans doute quelque part sur les côtes de la mer Baltique, & qui paroissent n'avoir fait profession que de la guerre. Ils vinrent & amenèrent un nombre considérable de ces *Waraïgues*. Deux ans après leur arrivée, deux de ces freres moururent. Comme depuis cette époque (864) le troisieme nommé *Rourik*, paroît avoir regné dans sa nouvelle patrie avec assez d'autorité, & que le peuple duquel étoient nos *Waraïgues*, & que nous ne connoissons pas particulièrement, étoit appelé *Russe*; on compte ordinairement depuis *Rourik* le commencement de la monarchie Russe. Il prit sa résidence à Nowogorod, & mourut en 879. Nous ignorons si de son tems le titre de *grand-duc* étoit déjà en usage.

Le successeur de *Rourik*, son parent *Oleg*, étendit les frontieres de cet Etat naissant, en s'emparant de *Smolenske*, de *Lioubetche*, & même de *Kiewe*, qui étoit alors la capitale d'un empire puissant, & qui devint sa résidence & celle de plusieurs de ses successeurs. Il se rendit tributaire plus d'un peuple, & porta la terreur de ses armes jusqu'aux portes de Constantinople. Il mourut en 912.

Le fils de *Rourik*, *Igor*, devenu majeur long-tems avant la mort de son prédécesseur *Oleg*, s'affermir par la rigueur dans la possession desdites conquêtes, & fait trembler deux fois les empereurs Grecs. Mais les *Dréviens* qu'il accabloit d'impôts, se révoltent

& le tuèrent en 945. Son épouse *Olga* venge sa mort par le fer & les flammes, & regne quelque tems, & avec gloire. Après quoi elle rend l'empire à son fils *Swaitoslawe*, se fait baptiser à Constantinople, & revient dans sa patrie, pour faire des prosélytes que *Swaitoslawe* méprise sans les persécuter. Ce rude guerrier prend sa résidence sur les bords du Danube, où il étoit créé un deuxième empire, qui cependant manque de lui faire perdre ses Etats héréditaires, qui lui attire une guerre peu heureuse avec l'empereur Grec, & qui lui coûte enfin la vie; car lorsqu'en abandonnant ces conquêtes, il veut retourner en *Russie*, les *Petschenègues* le tuent en 972, près des catacactes du Dnieper, & font une coupe de son crane.

La désunion qui regne entre ses fils, en fait périr deux; le troisieme *Wladimir*, reste vainqueur pour jouer un rôle, qui lui a acquis le surnom de *Grand*; après de mûres délibérations, il choisit, reçoit & introduit dans son empire le christianisme, & épouse en même-tems une princesse grecque. Il étend presque de tous côtés les frontieres de ses Etats, & rend ses armes redoutables jusqu'aux *Bulgares*. Il n'y eut que les *Petschenègues* qu'il ne pouvoit point tenir en respect. Il partage malheureusement son empire entre les deux fils, en ordonnant que l'aîné auroit le duché de *Kiewe*, & que les autres lui seroient soumis. Il mourut en 1015.

Swaitopolke, quoiqu'il ne fût pas l'aîné, s'empare du trône de *Kiewe*, & fait tuer trois de ses freres. Un quatrième *Yaroslawe*, tantôt battant, tantôt battu, se défait enfin de l'usurpateur; & est reconnu grand duc; mais bien-tôt il se voit forcé par la valeur de son frere *Mstislawe*, de lui céder

une partie du grand duché, qu'il recouvre cependant après la mort de ce frere guerrier. Il remporte tout près de Kiewe une victoire signalée sur les Petschenegues, qui depuis ce tems-là n'osent plus paroître. Il mourut en 1054. De toutes les loix Rusliennes que nous ayons, celles qu'il donna aux Nowogorodiens, sont les plus anciennes. Sa maison étoit alliée avec les rois de Suede, de France, de Pologne, de Boheme & de Hongrie; & vers la fin de son regne l'ancienne *Russie* paroît avoir été à la faite de sa grandeur.

Mais comme avant de mourir, il avoit à l'exemple de son pere, partagé ses Etats entre ses fils, & que ces partages devinrent un usage, la *Russie* eut dans la suite plusieurs princes régnaux qui s'entretruierent par des guerres presque continuelles. Les grands-ducs de Kiewe, loin de pouvoir les forcer à être tranquilles, ne se conservoient ordinairement sur leur trône qu'avec le secours de quelques autres princes. Plusieurs grands-ducs furent déposés, & quelques uns, plus d'une fois, pour faire place à un plus puissant; & de sorte que l'ordre de la succession étoit souvent troublé, ou plutôt qu'il n'y en eut plus. Un grand-duc & plusieurs princes furent assassinés. Pour comble de malheur, d'un côté le pays étoit ravagé à tout moment par un peuple injustes-là peu ou point connu, (es Polowtzes); de l'autre, c'étoit quelquefois par le secours de ces barbares, qu'un prince réussit de terrasser ses plus proches parens. Cependant la monarchie, quoiqu'agonisante, resta après le décès de Yaroslawe; encore presque deux cents ans dans l'indépendance. Tout cet espace de tems n'a pas manqué ni de grands hommes ni de grands événemens. Remarquons-en

quelques-uns: Izaïslawe, le fils de Yaroslawe étant détrôné pour la deuxième fois, s'enfuit en Allemagne, & y implore envain l'assistance de l'empereur Henri; puis il est rétabli par les Polonois & perd en 1068, sa vie dans une bataille qu'il livre pour assister généreusement son frere Wsewolode, qui l'avoit autrefois détrôné. Wladimir Monomakh, fils de ce même Wsewolode, après avoir, par sa prudence, sa valeur & son expérience dans la guerre, soutenu long-tems sur le trône son indigne cousin, Swaitopolke II. lui succéda en 1113, par élection, & reçut en présent de l'empereur Grec Alexis, les marques de la dignité impériale. Il regna douze ans, & son fils Mislawe le grand, six ans: l'un & l'autre firent goûter dans ce court espace de tems à la *Russie*, la paix & le repos. Le couronnement de son successeur Wsewolode II. est le premier dont les annales fassent mention. George I. fils de Wladimir Monomarch, disputé à son neveu Izaïslawe II. le grand duché de Kiewe, & comme, par le moyen de plusieurs conspirations, revoltes & guerres, il est mis deux fois hors de possession, il fonde dans sa principauté de Soufdal un second grand-duché, qui dans la suite s'accrût à mesure que celui de Kiewe dépérissoit. C'est pourquoi les historiens, dans la suite des grands-ducs Russes, passent dans la personne de ce George, des grands-ducs de Kiewe à ceux de Soufdal, ou plutôt de Wolodimer, parce que cette dernière ville étoit la résidence de son fils Andrei, & de ses successeurs. Son fils cadet, le grand-duc Wsewolode III. mourut environ en 1213.

C'est sous la postérité de celui-ci que les Tartares s'emparèrent de la *Russie*. Ce sort paroît inévitable. D'un côté,

té,

té, les Russes qui se faisoient toujours la guerre, ne savoient pas la faire; ils tiroient leurs combattans des villes & des villages, & les assembloient au hasard, sans les former aux manœuvres de la guerre; les armes étoient ce qu'à chacun tomboit dans la main. Plusieurs princes en ayant soin de leurs ames, négligeoient le salut de leurs peuples; & le clergé se mêlant de toute sorte d'affaires séculières, la fermeté, la grandeur d'ame & d'autres vertus étoient devenues des choses peu connues. Enfin les tremblemens de terre, les éclipses au soleil, & les comètes achevoient de décourager le bas peuple. De l'autre côté, les Tartares belliqueux & victorieux, instruits par inclination & par expérience, étoient non-seulement des combattans bien armés, mais ils faisoient aussi prendre des villes, & employer des machines pour jeter de grosses pierres. C'est cet ennemi conquérant, hautain & cruel dont la seule approche décidoit du sort de la *Russie*, que les princes Russes ne laissèrent pas d'irriter, non-seulement en recevant chez eux les Polowtzes, fuyans devant lui, mais en tuant même ses envoyés. Ils perdirent deux grandes batailles en 1225 & 1237. Le grand-duc George II. fils de Wsewolode II. périt en combattant pour sa patrie. Son épouse & plusieurs personnes de sa famille furent brûlées vives dans une église de la capitale Wolodimer. L'ennemi commit encore d'autres cruautés sans exemple. Quelques princes essayèrent de résister, & résistèrent en effet encore quelque tems; mais en n'opposant à un tel ennemi que du courage, on faisoit des efforts aussi inutiles que ceux du vent, qui avec toute son impétuosité ne sauroit arrêter le torrent d'une rivière.

Voilà donc les Tartares maîtres de
Tome XII.

la *Russie*! le pays étoit gouverné à la vérité comme auparavant, par des grands ducs & d'autres princes de la maison de Rourik; mais c'étoit toujours selon le bon plaisir des Khans de la Orda d'or, auxquels ils étoient tributaires, & qui en cas de désobéissance les punissoient quelquefois de mort. Cependant ceux qui s'accommodoient, étoient traités avec toutes les distinctions imaginables, & plus d'une fois les Khans donnerent leurs princesses en mariage à des princes Russes. La monarchie étoit perdue pour jamais, si les Tartares avoient entreteenu dans le pays une armée; mais au lieu de cela, ils n'y répandirent ordinairement que leurs officiers pour les affaires de finances. Cette heureuse imprudence & la décadence de l'Orda laissèrent enfin respirer la *Russie*; mais ce ne fut qu'après plus de deux siècles.

En attendant, non-seulement les princes Russes ne cessèrent de se faire la guerre entr'eux, mais aussi le grand-duc de Kiew s'approcha à grands pas de sa fin. D'abord les Tartares avoient brûlé la capitale; & quoiqu'elle s'élevât de nouveau de ses cendres, ce n'étoit que pour être réunie à la Lithuanie, & puis à la Pologne. Elle resta ainsi détachée de l'empire Russe plus de trois cents ans.

Les Russes ne manquoient pas de guerres avec leurs voisins de l'autre côté, auxquelles les Tartares n'avoient aucune part. Dans une de ces guerres le prince Alexandre, après grand-duc, neveu de George II. décéda en 1247. les chevaliers de Livonie, sur la rivière de Newa; ce qui lui acquit le surnom de *Nemky*. Son petit-fils George III. eût le premier grand-duc qui ait résidé à Moscou, que son frère Iwan I. agrandit. Le petit-fils de ce prince, Dmitry

Xx

filis d'Iwan II. est le premier qui osa battre en 380. les Tartares; ce qui lui valut le surnom de *Donsky*, parce que cette action se fit près de la rivière Don; mais la *Russie* n'en étoit pas plus libre, quoique sa puissance parût dans la suite s'augmenter, à mesure que celle des Tartares diminuoit. Wassily II. fils de Wassily I. & petit-fils de Dmitry Donsky, ce jouet de la fortune, auquel son cousin fait crever les yeux, & qui perdit trois fois son trône, n'en meurt pas moins comme grand-due en 1462. Son fils Iwan III. réunit à ses Etats Nowogorod, Twer & quelques autres principautés, & se déclare hautement contre la domination des Tartares. Il prend même Kazan; mais les Tartares deviennent encore une fois les maîtres, & cela pour la dernière fois. Son petit-fils Iwan IV. qui prit le titre de Tzar, qui s'assujettit non-seulement les deux empires de Kazan & d'Altrakhham, mais aussi la Permie, la Yougorie & la vaste Sibérie, & qui, s'il avoit été moins cruel, se seroit sûrement acquis le surnom de *grand*, se vit obligé de fuir devant les Tartares de la Crimée & d'abandonner sa capitale au gré de ces boutefeux. Son fils Teodor, est le dernier monarque de la famille de Rourik.

Après sa mort, arrivée en 1590, quatre personnes de conditions très différentes furent placées successivement sur le trône, dont ils descendirent tous d'une manière malheureuse. Il suivit un interregne qui, sans la lenteur des Polonois & des Suédois, seroit apparemment devenu à la liberté de la *Russie*, encore plus funeste que n'avoit jamais été l'invasion des Tartares.

Les grandes & heureuses révolutions arrivées dans la *Russie* depuis l'année 1613; que la maison de Romanow com-

mença à regner, sont si connues qu'il suffira de faire mention en peu de mots des principales. Le Tzar Alexei fit rentrer sous la domination les villes de Smolenske, de Tchernigow & de Kiew, & y joignit les Cosaques de la petite *Russie*. Pierre-le-grand, empereur & pere de la patrie, élargit ses Etats sur la mer Baltique, comme sur l'Océan oriental & la mer Caspienne, & rendit les armes russiennes redoutables jusqu'au cœur de l'Europe. Les reformes qu'il a faites pour le bonheur de ses peuples, sont infiniment au-dessus de celles de ses prédécesseurs, & ses successeurs se sont presque toujours fait un devoir de faire subsister les arrangemens, autant que le changement des tems le permettoit. De nos jours Cathérine II. met toute sa gloire à l'imiter & à le surpasser; augmente son empire de sujets & de provinces, resserre la puissance Ottomane entre le Danube & les Dardanelles, consulte ses peuples sur les loix qu'elle leur va donner, corrige les mœurs par l'éducation, cultive & protège les sciences, fait fleurir les arts, & refuse d'être appelée *la grande*.

La cour de cette princesse est une des plus magnifiques de l'Europe: elle est composée d'un grand maréchal, d'un grand écuyer, d'un grand maître, d'un grand chambellan, d'un grand veneur, d'un grand maître des cérémonies, d'un premier médecin, d'un premier chirurgien, & d'une multitude de subalternes. L'on croit que sa dépense, qui sous Pierre I. alloit annuellement de 50 à 60 mille roubles, va aujourd'hui à un million, même monnaie. Sous l'impératrice Anne, les gages seuls montoient déjà à 120 mi le roubles par an, & sous Elisabeth à 200 mille.

Ses revenus ordinaires sont de trois

especes, savoir, le *service personnel*, la *livraison des denrées*, & les *impôts pécuniaires*.

Le service personnel se tire, 1°. des nations Cosaques, Calmouques, & autres Tartares qui, en tems de guerre, marchent & combattent pour la couronne; 2°. des bourgeois & paysans de tout l'Empire, lesquels sont tenus à former les recrues nécessaires à l'armée; & 3°. des artisans & des manœuvres, commandés de la part du souverain, pour travailler dans les camps, dans les forteresses & dans les chantiers.

Les denrées que l'on livre, consistent en farine & en gruaux. Elles se perçoivent ou en nature, ou en argent; & elles sont destinées, les unes, à la subsistance des troupes, & les autres, aux appointemens de divers employés. L'on fait monter la quantité de cette livraison annuelle à 900 mille tonneaux de farine.

Les impôts pécuniaires sont, 1°. la capitation, que tout roturier mâle, depuis le berceau jusqu'au tombeau, paye annuellement; elle est de 120 copiques pour le bourgeois & le paysan, possesseurs de bien propre, de même que pour le paysan des domaines de la couronne, & de 70 copiques pour tout autre paysan; 2°. le cens foncier de toute maison bourgeoise, bâtie sur un sol non affranchi; 3°. la taxe des prêtres séculiers, laquelle se leve, indépendamment de la capitation, à raison de 6 copiques, sur chaque maison qu'ils occupent; 4°. la taxe des bains domestiques; elle est très-considérable, parce que l'usage du bain est universel en Russie; elle est de 15 copiques pour le paysan, d'un rouble pour le bourgeois & pour le prêtre, & de 3 roubles pour le gros négociant & pour le noble. Nombre d'au-

tres sources fournissent encore à ces impôts pécuniaires: il y a les étangs & viviers, la pêche, les moulins, les abeilles, les bains publics, les cabarets, les douanes & les péages, les mines, monnoies & autres droits réguliers, les amendes & confiscations, les domaines de la couronne, le commerce exclusif de la rhubarbe, du tabac, de la potasse, du goudron d'Archangel, de l'huile de baleine, du stockfish, du saumon, des peaux de chien marin, des perles, du fer, des pelleteries fines estimées au-delà de 10 roubles la piece, & de tous les autres articles dont la cour se réserve le négoce. L'on fait monter la somme totale de ces impôts de 14 à 15 millions de roubles; & l'on prétend qu'elle suffit aux dépenses de la couronne, parce que les vivres, ouvrages & travaux, sont tenus à bas prix dans tout l'Empire.

Les forces de la Russie consistent en armées de terre, & en armées navales. En 1767. ses armées de terre étoient de 265 mille hommes de troupes non réglées; & ses armées navales, en comptant les matelots, étoient de 12 mille hommes, distribués sur 24 vaisseaux de ligne, 7 fregates, 3 brulots, & une centaine de galeres & d'autres bâtimens à l'usage de la flotte. Les ports les plus considérables de l'Empire, sont ceux de Cronstadt, de Revel & d'Archangel, ses forteresses, sans compter les lignes de l'Ukraine, & les 10 redoutes de la ligne de Tzariziski, à la gauche de l'Oby, sont au nombre de 67, savoir 24 sur la Baltique, 19 vers la Pologne, la Turquie, & la petite Tartarie, 15 dans la Sibirie, & 9 le long de la Wolga. Il y a de grands arsenaux à Petersbourg, à Moscow, à Nowogorod, & à Riga, & la poudre à canon des Russes passe pour une des mieux compo-

scés de l'Europe; ils ont aussi la réputation de tirer les plus beaux feux d'artifice que l'on connoît.

Suivant l'état de guerre dressé par Pierre I^{er}, la marine doit coûter à l'Empire, sans compter l'entretien des ports, un million 200 mille roubles par an. Les frais de l'armée de terre vont plus loin; cependant il n'est pas de soldat en Europe dont la paye soit aussi modique que celle du Russe. Des 16 roubles 72 copiques par an, qui lui sont alloués par la couronne, il n'en tire comptant que 4 roubles 63 copiques; le reste est retenu pour l'uniforme, l'acoutrement, les pierres à fusil, les médecines, & autres provisions qu'on lui livre. D'ailleurs, s'il est encore vrai qu'il n'est point de soldat en Europe, aussi robuste que le Russe, il l'est aussi qu'il n'en est point d'autant fatigué, par la longueur sur-tout des marches qu'on lui fait faire. Soit dans l'Empire soit hors de l'Empire, il a par tout de grandes distances à parcourir; & l'on croit que ce travail & ces peines, où l'on n'est soutenu par aucune sorte de bonne chère, coûtent bien plus à l'armée Russe que les combats; aussi n'a-t-on pas prétendu exagérer, dans des relations publiées il y a 6 ou 7 ans, lorsque l'on a fait monter à 200 mille hommes, la perte essuyée par la Russie, dans la dernière guerre contre la Prusse. *Vide, die Beyträge zur neuesten Russ. Staats-Gesch. pag. 109. &c.*

La forme du gouvernement de cet Empire est absolument despotique; elle l'est au point que la succession au trône n'y est pas même réglée, mais dépend du bon vouloir du prince régnant, &

que toutes les loix fondamentales que l'on connoît, se réduisent à celle qui ordonne au souverain de professer la religion grecque, & à celle qui lui défend de partager les Etats: encore celle-ci n'existe-t-elle que par tradition, & celle-là ne se trouve-t-elle que dans le testament de Catherine I^{re}.

Pour l'administration générale des affaires, laquelle est confiée à gens dont toutes les charges sont amovibles, il y a 3 conseils supérieurs, savoir, le cabinet, le sénat, & le saint synode. Du 1^{er}, ressortissent les affaires étrangères & les affaires secrètes. Du 2^d, les colleges, gouvernemens & tribunaux de l'Empire; & du 3^e, toutes les affaires ecclésiastiques & religieuses. Celui-ci est composé de quelques laïques, joints à quelques personnes du haut clergé, qui alternent chaque année. Le 2^d, est composé du chancelier, du vice-chancelier, & de la plupart des grands officiers de la cour & de l'armée; & dans le 1^{er}, se trouvent les conseillers les plus intimes du souverain.

La nation Russe se partage aujourd'hui en deux classes, en nobles & en roturiers. La noblesse n'y est plus, comme avant Pierre le grand, le partage exclusif des familles titrées ou anciennes; l'on y répute actuellement pour nobles tous ceux en qui la cour trouve des talens distingués, ou dont elle retire des services importants, & entre'autres tous les militaires parvenus au grade d'officiers. Les roturiers y sont ou bourgeois ou paysans, & leur sort veut qu'ils soyent comme en Pologne, les premiers, très-géné, & les seconds, très-abaissés. (D.G.)

S A A

SAAVEDRA, *Don Diego Faxardo*, *Hist. Litt.*, originaire du royaume de Murcie, fut successivement secrétaire du cardinal Gaspard Borgia, viceroy de Naples, agent d'Espagne à la cour de Rome, & résident de la même couronne en Suisse. Il se trouva à deux diètes de Ratisbonne, & fut l'un des plénipotentiaires d'Espagne au congrès de Munster. Il mourut en 1648, après avoir été honoré du collier de l'ordre de S. Jacques, & d'une place de conseiller au conseil suprême des Indes. Il a composé, dans sa langue, un livre qui a pour titre. *Idea de un Principe Politico christiano representada en cien emperas*. Amsterdam, Jafon le jeune, 1659, troisième édition.

Ce livre qui contient 101 emblèmes, quoique le titre n'en annonce que cent, a été traduit par l'auteur lui-même en latin sous ce titre: *Idea Principis christiano-Politici* 101 *symbolis expressa*. Amsterdam, Jean Jacques Fil. Schipper, 1659, in-12.

Nous en avons une traduction française intitulée: *Le Prince chrétien & Politique*, par Jean Rou, avocat au parlement de Paris, qui l'a dédiée au dauphin de France, ayeul de Louis XV. Paris, compagnie des libraires du Palais, 1668, 2 vol. in-12.

Les 101 devises ou emblèmes dont je viens de dire que cet ouvrage est composé, sont destinés à l'instruction des rois. Chaque devise est accompagnée d'une dissertation, où l'on trouve des raisonnemens politiques, des maximes morales & des traits historiques servans à l'établissement des propositions de l'auteur. Il prend son prince des le-

S A A

berceau, il le promène dans toutes les situations où la bonne & la mauvaise fortune peuvent le mettre, & il ne le quitte qu'à la mort.

Le corps de la première devise est un Hercule naissant qui étouffe deux dragons dans son berceau. L'ame est formée par ces paroles latines: *Hinc labor & virtus*. Par là, notre auteur veut faire entendre qu'il est à souhaiter que les princes naissent avec d'heureuses dispositions, & qu'on ait un soin particulier de leur enfance. Il porte l'attention jusqu'à expliquer le tempérament & l'humeur qu'il faut chercher dans leurs nourrices.

Le dernier emblème représente un sceptre & une couronne renversés, plusieurs colonnes brisées, une tête de mort couverte d'une toile d'araignée, avec ces mots au dessus: *Ludibria mortis*. On présente au prince cette vérité: *Qu'il n'est pas moins mortel que le dernier de ses sujets*, & on lui donne des avis moraux assortis à cette idée.

Les emblèmes sont ingénieux, les maximes assez généralement vraies, les réflexions censées, mais communes; le style pur, mais fort distillé, tant pour les pensées que pour les mots. Cet ouvrage peut être mis entre les mains des enfans dont l'esprit n'est pas assez formé pour suivre l'ordre d'un système raisonné, où plusieurs propositions nécessairement liées les unes aux autres, conduisent à des conséquences certaines. Il faut moins parler à leur esprit, qu'à leur imagination, & les leçons qu'on leur donne sous une riante fiction, se gravent dans leur mémoire, & leur donnent du goût pour des vé-

rités qu'on leur a inculquées presque dès le berceau; mais je n'estime pas que ce livre doive occuper un âge mur, un homme instruit.

L'auteur confirme ses principales maximes d'Etat par le témoignage de l'Ecriture; mais la religion n'est pas toujours éclairée, & son prince, plus superstitieux que dévôt, gouverneroit souvent fort mal ses Etats. L'ouvrage a passé par les mains des inquisiteurs Espagnols qui l'ont approuvé & loué; c'est un préjugé peu favorable. Je pourrois donner plusieurs preuves que ce préjugé n'a que trop de fondement; mais je me contenterai d'en fournir un exemple pris de l'emblème 93. Le corps de la devise représente le mont Vésuve qui vomit des tourbillons de feu, & qui détruit les habitations voisines. Ces deux mots, *Impia fœdera*, en font l'ame. La moralité que tire l'auteur de là, c'est qu'un prince catholique ne doit se permettre aucune alliance avec les infidèles, ni même avec les hérétiques.

Je me souviens, dit Amelot de la Houllaye, dans une préface à la tête de son Tibere, d'avoir ouï dire à des gens d'Etat de grande cervelle, que *Saavedra* eût bien mieux fait de laisser son livre du prince tel qu'il étoit dans la première édition, que de le retoucher pour y semer, comme il a fait dans la seconde, une légende d'exemples & de passages de l'Ecriture, qui pourroient faire prendre son livre pour un commentaire sur la Bible autant que pour un ouvrage de politique. Je confirme, (dit *Saavedra* dans sa Préface) les principales maximes d'Etat par les témoignages de l'Ecriture, parce que la politique qui a passé par son creuset, est de l'argent purgé sept

fois & raffiné au feu de la vérité. Pour-
quoi prendre un payen ou un impie pour maître, pendant que le saint Esprit en peut servir. A son compte, (c'est Amelot qui reprend la parole,) on n'auroit plus que faire de Tacite, de Polybe, de Xenophon, ni d'Aristote; & pourtant il les cite à tout propos, comme s'ils étoient les organes du saint Esprit, ou le saint Esprit leur interprète. De plus, il appelle Tacite le grand maître des princes, & il dit qu'il se sert de son fil & de son métier, pour faire sa toile.

Le comte de *Saavedra*, dit un auteur bien instruit, extrêmement prévenu en faveur de sa nation & de son prince, avoit, dans sa manière de négocier, beaucoup de hauteur & de fierté. Il avoit d'ailleurs de l'adresse, & il savoit dissimuler; mais il parut qu'il n'avoit été envoyé à Munster que pour y attendre l'arrivée d'un ministre plus expérimenté. Ce fut Antoine Brun qui fut ce plénipotentiaire plus expérimenté, plus habile & plus utile à l'Espagne.

SABINUS, *Masurius*, *Hist. Litt.*, successeur de Capito, étoit d'une naissance obscure, & si pauvre, qu'il vécut long-tems des libéralités de ses disciples. Son seul mérite l'éleva au rang de chevalier, à l'âge de cinquante ans. Il retira peu d'utilité de ses études, pour sa fortune; mais il acquit un nouvel éclat à la jurisprudence. Ce juriconsulte reçut des empereurs, Auguste & Tibere, la permission de donner publiquement ses réponses sur le droit. Auparavant, l'approbation du public & la réputation des juriconsultes valaient seules ce privilège. Depuis, il fallut nécessairement le tenir du prince. L'usage s'établit aussi d'écrire & de

cacheter les réponses, qui devoient être présentées aux juges.

La faveur & l'ambition corrompirent, dans la suite, le privilege dont nous parlions tantôt. Adrien négligea la prérogative de l'accorder, disant que le droit de donner publiquement les consultations n'étoit pas une place qu'il fallut donner, mais remplir, c'est-à-dire, qu'il ne consultoit point dans la concession du prince, mais dans le mérite de celui qui l'exerçoit.

Sabinus eut pour rival *Cocceius Nerva*, chef de l'autre parti.

SABINUS, Celsus, Hist. Litt. Ce juriconsulte, disciple de *Callius Longinus*, eut un grand crédit auprès de *Vespasien*. *Othon*, voulant lui faire honneur, l'avoit revêtu du consulat, pour deux mois seulement; mais il lui fut continué par *Vitellius*. Il avoit fait, à ce qu'on croit, un livre sur l'édit des édiles *Curules*; & cela fut cause que plusieurs de ses opinions sur les choses venales furent suivies. Selon la plupart des auteurs, le nom de *Sabinien* vient du sien. *Pancirole* le tire cependant de celui de *Masurius Sabinus*.

SACERDOCE, f. m., *Morale*. Toute religion suppose un *sacerdoce*, c'est-à-dire des ministres qui aient soin des choses de la religion. Le *sacerdoce* appartenoit anciennement aux chefs de famille, d'où il a passé aux chefs des peuples, aux souverains qui s'en sont déchargés en tout, ou en partie sur des ministres subalternes. Les Grecs & les Romains avoient une véritable hiérarchie, c'est-à-dire des souverains pontifes, des prêtres, & d'autres ministres subalternes. A *Delphes* il y avoit cinq princes des prêtres, & avec eux, des prophètes qui annoncent les oracles. Le *sacerdoce* à *Syracuse* étoit d'une très-grande considération, selon *Cicéron*,

mais il ne duroit qu'un an. Il y avoit quelques villes grecques, comme *Argos*, où les femmes exerçoient le *sacerdoce* avec autorité.

C'étoit principalement à Rome que cette hiérarchie avoit lieu. Le *sacerdoce* fut d'abord exercé par 60 prêtres, élus deux de chaque curie; dans la suite, ce nombre fut augmenté. Au commencement, c'étoient les seuls patriciens qui exerçoient le *sacerdoce*, auquel étoient attachées de grandes prérogatives; mais les plébéiens s'y firent admettre dans la suite, comme ils avoient fait dans les premières charges de l'état. L'élection se fit d'abord par le college des prêtres; bientôt après le peuple s'attribua les élections & les conserva jusqu'au tems des empereurs. Le *sacerdoce* avoit à Rome différens noms & différentes fonctions: le souverain pontife, le roi des sacrifices, les pontifes, les flamines, les augures, les aruspices, les siliens, les arvales, les luperces, les sybilles, les vestales, &c.

Ajoutons que le *sacerdoce* étoit fort honoré à Rome, & jouissoit de grands privileges. Les prêtres pouvoient monter au capitol sur des chars, ils pouvoient entrer au sénat: on portoit devant eux une branche de laurier, & un flambeau pour leur faire honneur. On ne pouvoit les prendre pour la guerre, ni pour tout autre office onéreux; mais ils fournissoient leur part des frais de la guerre. Ils pouvoient se marier, & leurs femmes, pour l'ordinaire, prenoient part au ministère. Quand il s'agissoit d'être un prêtre, on examinoit sa vie, ses mœurs & même ses qualités corporelles; car il falloit qu'il fut exempt de ces défauts qui choquent, comme d'être borgne, boiteux, bossu, &c. *Romulus* avoit ordonné que les prêtres auroient au moins cinquante

ans accomplis. Voyez l'article suivant, & MINISTRE de l'Evangile.

SACERDOCE & EMPIRE, Droit polit. C'est ainsi qu'on nomme les deux puissances, spirituelle & temporelle, dans les communions qui les admettent.

L'homme a l'idée imparfaite d'une souveraineté, qui n'admet aucune comparaison entr'elle & celle qu'il reconnoît dans la société civile. C'est à elle seule que conviennent les attributs d'éternelle, absolue, indépendante & universelle dans leur sens le plus étendu. Nous l'appercevons, la sentons, & notre conception n'est pas capable d'embrasser son immensité. L'Etre tout-puissant souffre seulement qu'on en connoisse une foible image sur la terre.

A l'exemple de deux substances qui composent notre individu, nous distinguons deux souverainetés, la spirituelle & la temporelle. Quoique l'objet de l'une & de l'autre soit aussi séparée que l'ame & la matière, on ne doit point croire que leur exercice exige des agens différens : le *sacerdoce* & l'*empire* furent réunis dans le commencement des tems. Les pères de famille, les rois, alloient la souveraineté temporelle & le pontificat. Ils sacrifioient eux-mêmes, ou ordonnoient à un serviteur, à un sujet, d'immoler la victime; aucune formalité n'étoit nécessaire pour constituer le prêtre; c'est ainsi que les choses ont existé jusqu'à la loi positive donnée par Moïse, & la consécration d'Aaron.

La même loi qui ordonna la consécration, préposa en même tems la seule tribu de Lévi aux fonctions sacrées, & sépara par conséquent l'exercice des deux souverainetés. Ce nouvel arrangement a extrêmement servi la religion dans l'esprit des peuples, ou plutôt les peuples, en leur faisant mieux distinguer la religion. Lorsque les loix pour

le spirituel & le temporel, se prononçoient par une même bouche, lorsqu'elles émanotent du même pouvoir, elles se confondoient l'une dans l'autre, & plus facilement encore dans les esprits : le respect étoit égal pour les deux, parmi la multitude qui ne fait pas discerner. Plus le nombre d'idées qu'un même objet réveille à la fois est multiplié, moins leur nature se distingue, lorsqu'on le divise sous ses différens rapports, les idées séparées frappent suivant les qualités qui leur sont propres. On a appris en quoi diffèrent le respect le plus soumis, & la vénération.

Les changemens qu'opéra la loi positive ne font pas tous de commandement : la seule consécration du sacrificateur y est de précepte; elle défend de s'immiscer dans les fonctions sacrées sans une mission, sans un caractère particulier qui y autorisent : la séparation des personnes, l'attribution exclusive à la tribu de Lévi, est une loi de simple police; toute rète dans la rigueur, est susceptible des deux autorités.

Le *sacerdoce* & l'*empire* ne sont pas devenus incompatibles. Les papes sont une preuve du contraire : ils joignent à la dignité suprême du *sacerdoce* la souveraineté temporelle sur les territoires dépendans de Rome : de même rien n'empêche qu'un roi ne soit ordonné sacrificateur : les dignités ecclésiastiques & séculières s'allient tous les jours.

Il résulte seulement de ce qui se pratiqua lors de la loi positive, & des réflexions que l'on vient de voir, qu'il est mieux en général de les séparer avec subordination : tout ce qui reviendra dans cette matière concourt à fortifier cette maxime.

Le *sacerdoce* & l'*empire* se trouvant entre des mains différentes, il a dû arriver

arriver que le nouveau possesseur d'une autorité détachée de la souveraineté, ou a voulu l'étendre, ou peut-être n'a pas connu où elle s'arrêtoit. L'esprit distingue l'ame du corps, le spirituel du matériel, mais nos sens n'aperçoivent pas les jointures qui les unissent : il est naturel qu'avec le pouvoir qu'ils ont sur nos manières de penser, ils nous aient portés à étendre ou restreindre tantôt l'une, tantôt l'autre des deux autorités, & fait souvent méconnoître leurs limites.

Une infinité de circonstances, outre la diversité des religions, ont contribué à jeter du trouble sur les bornes qui séparent les deux autorités. Il est du devoir de la souveraineté de servir la religion ; la religion doit affermir le pouvoir de la souveraineté ; de sorte que les deux autorités se sont prêtées l'une à l'autre, & toutes les deux se mêlent encore journellement, en coopérant ensemble. Il devient alors plus difficile de distinguer.

Pour ramener les choses au point de vue le plus rapproché de la vérité, dans une matière abstraite de sa nature & brouillée par les mélanges, on doit d'abord poser pour principe que comme l'essence des religions est la spiritualité, l'autorité qui en émane doit être renfermée dans le spirituel ; l'ame est leur objet unique, mais comment déterminer le spirituel ? Tant de connexité rapproche l'esprit & la matière ; l'esprit fait si souvent mouvoir le corps, les sens commandent si souvent à la raison, que l'on peut aisément confondre ce qui domine dans les opérations compliquées de l'un & de l'autre.

Il a fallu cependant se fixer, & on a dit, que les actes purement intérieurs, sans aucune exception, appartiennent à la religion, de même que les dogmes

de la foi ; & que les actions extérieures sont du ressort du magistrat politique ; par conséquent les accessoires de la religion elle-même, & son extérieur, entrent dans le département du souverain.

Cette seconde règle n'est pas aussi générale que la première. On excepte de ces accessoires, ceux dont l'église a établi la forme, le tems & le lieu, connus sous le nom de *rites* ; de même que les loix de discipline purement ecclésiastiques ; pourvu néanmoins que rien n'y blesse les loix reçues dans un Etat, & qu'il les ait une fois approuvées par une approbation expresse ou tacite.

Comme on ne peut user ici de trop de précision, on ajoutera que quoique le *sacerdote* ait ordonné & statué ces choses, la connoissance des délits qui s'y commettraient, sont du ressort du souverain, sauf les fautes légères & fugitives simplement à ce qu'on appelle les *peines canoniques*, jentend dans ce lieu-ci les aumônes, les jeûnes, une retraite dans un lieu consacré à la piété, ou autres de cette espèce.

On doit entendre par *actes intérieurs*, les actes de l'ame ; la pensée est détachée de l'action, elle en est le principe ; l'action est séparée de la pensée, elle en est la suite : le magistrat séculier aura puni l'action, le coupable ne sera pas moins comprable à la religion de la peine que mérite la pensée : le *sacerdote* aura imposé la peine due à la pensée, le criminel doit encore subir celle qui est due à la justice temporelle. La pensée, point suivie de l'action, n'est soumise qu'au for intérieur, l'action involontaire, ni précédée ni accompagnée de la pensée, ne regarde que le for extérieur : rien de si distinct, si on veut s'entendre.

La raison dicte que la qualité des peines doit être analogue à la nature de

Yy

la juridiction ; celles qu'insigne le *sacerdote* ne peuvent être que spirituelles ; l'*empire* ne connoit que les matérielles. C'est donc à tort que les ministres de la religion ont prétendu pouvoir priver l'homme de ses biens temporels : qu'auroient-ils pensé si le magistrat politique eût entrepris de séparer de la communion ? Cette prétention a été poussée dans l'excès de dérèglement le plus emporté, lorsque cette sorte de peine a été prononcée contre la propriété & la souveraineté des princes, par quel aveuglement a-t-on pu porter contre cette espèce de châtiment sur des têtes privilégiées & sacrées ? Tirons le rideau sur l'énormité d'un pareil abus !

L'excommunication & l'anathème, dernières armes de l'église, peuvent, absolument parlant, se distinguer ; on peut dire que l'excommunication sépare les coupables de l'assemblée des fides, même si l'on veut de leur société : l'anathème exclut de la commune union, & encore, maudit, dévoue au Dieu vengeur : c'est le terme où doit s'arrêter la prononciation, sans entreprendre sur le temporel. Ces châtimens appartiennent sans contredit au *sacerdote* ; mais il se trouve peu d'occasions assez graves pour soumettre une souveraineté à ces censures publiques de la religion. Les exemples ne sont d'aucun poids pour autoriser une juridiction que l'homme a voulu si souvent étendre, sous le prétexte impofant de l'intérêt du ciel. Je demande que l'on me suive jusqu'à la fin.

Les princes, les monarques ne sont devant la Divinité que la poussière qui forme les humains, sans exception : leur grandeur est un néant sous ses regards ; mais ses ministres dans un anéantissement égal, doivent connoître une mesure. Pendant qu'une ame

anime cette poussière, & n'offre à nos yeux, par son union intime avec elle, qu'un seul individu, Dieu a voulu qu'il connût des rangs, des distinctions : les dignités & leurs degrés sont nécessaires ; ils entrent dans l'arrangement qu'il lui a plu d'établir parmi les hommes : si on avilit le respect qui leur est dû, cet ordre est troublé. L'excommunication lancée contre le souverain, opère cet effet. Que l'on ouvre l'histoire, on verra ses suites funestes ; les coeurs des sujets aliénés, l'estime pour le souverain dissipée, un désordre universel dans les Etats. Ce n'est plus un remède salutaire, c'est un mal, dès-lors qu'il détruit l'harmonie, ouvrage de la main de l'Eternel.

Ces inconveniens seroient foibles, si l'excommunication étoit de nécessité. Mais penseroit-on que la Divinité soit sans action, faute d'une peine publique prononcée par l'homme ? Et n'auroit-elle pas conservé à elle-même la punition des têtes qu'elle a voulu être sacrées ? Le lieutenant n'eut jamais les mêmes facultés que le maître : Dieu a institué les puissances pour que toute créature les respecte : le *sacerdote* est le ministre d'un Dieu, mais les rois sont son image sur la terre. D'ailleurs l'anathème qui frappe une couronne acquiert une publicité, excite un fracas qui peut alors le faire ranger parmi les peines extérieures qui s'écartent du genre. On ne peut pas argumenter de l'excommunication de la personne privée, à celle qui proscriit un potentat.

Je viens de dire que les occasions où les puissances pourroient encourir les peines de l'excommunication se trouvent difficilement ; il s'en est rencontré cependant par l'adresse ou par la témérité des prêtres : souvent ces censures ont été lancées dans l'esprit du

clergé. Il est à présumer que Constantin fut maudit par les prêtres du paganisme, comme Julien par ceux du seul vrai Dieu. S'il s'agit de sauver la religion, il y a pour lors une nécessité : il faut avertir les peuples du danger & divulguer l'erreur du magistrat politique, pour qu'elle n'entraîne pas. C'est peut-être le cas unique pour lequel une église peut faire sentir à l'autorité souveraine la force de la vérité. C'est ainsi que l'atrocité du crime dégrade du rang privilégié qui change la nature des supplices. v. EXCOMMUNICATION.

Mais combien les ministres des églises ont méconnu leur juridiction ! Ils l'ont portée à des excès qu'ils désavouent aujourd'hui, & sur lesquels, du moins par ce qui paroît au-dehors, ils ont pris condamnation. Je ne parlerai point des payens, des hérétiques, l'erreur les conduisoit : je rentre dans le cercle des orthodoxes. On y verra que l'amour-propre inséparable de l'humanité, les passions qui se glissent dans le cœur, malgré les attentions sur soi-même, ont agi pour acquérir des distinctions, des privilèges exorbitans, & étendre leur domination. C'étoit dans la vue, je le crois, de la plus grande gloire de l'église ; forte de gloire cependant qui ne forme point ses rayons célestes, & dont elle n'a aucun besoin.

On lit avec étonnement les défenses faites aux évêques, aux prêtres, aux clercs, de porter leurs causes, ni comparoître devant les tribunaux publics, sous peine d'être déposés, si c'est en matière criminelle, & de restituer, dans la civile, ce que le juge leur auroit légitimement adjugé. On refusoit la messe pour le repos de l'ame de celui qui auroit osé nommer un clerc pour tuteur : les papes Nicolas I. &

Innocent III. en firent des maximes ; trompés à la vérité par de fausses déclarations : mais le projet de se soustraire à la juridiction de l'empire n'en est que plus évident.

Le clergé alla plus loin ; il prétendit juger les laïques : leurs contrats, à cause du serment qui y étoit apposé : les testamens, à cause des legs pieux qu'ils contenoient. Dénués de toute juridiction pour les effets temporels du serment, & l'exécution des legs pies, de faux prétextes appuyoient de fausses prétentions.

Dans le fonds, la piété superstitieuse, & sur-tout l'ignorance profonde, contribuèrent plus que toute autre chose à défigurer le pouvoir sacerdotal. Dans des tems, où, connoître & former les lettres de l'alphabet, étoit une science peu commune, le clergé, savant par comparaison, s'empara de la plus grande influence dans les affaires temporelles. De-là le droit de séance dans les parlemens ou assemblées des nations, donné à la nécessité d'y admettre des personnes éclairées, accordé par des princes & des peuples pieux & point lettrés, à un ordre déjà révéré par son état : de-là par une conséquence nécessaire, l'autorité indéfinie dans les délimitations & les jugemens : de-là enfin, le prodigieux pouvoir de destituer & créer les rois.

La superstition travailloit en même-tems en faveur du clergé ; l'ignorante piété des fideles accabloit l'église de richesses, l'homme coupable de mille crimes faisoit une fondation de son vivant ; il regardoit le titre qu'il en passoit comme une patente qui l'autorisoit à en commettre de nouveaux ; & il comptoit ensuite racheter le salut de son ame par le don de ses biens à l'heure de sa mort. Cette manie fut long-

tems une mode : la libéralité, louable, édifiante, quand elle est raisonnée, devient un excès vicieux.

Dès lors les ministres des autels devenus seigneur temporels, & très-puissans, durent nécessairement se mêler des affaires du siècle. Leur intérêt étoit grand ; il est de toute justice que chacun veuille au sien : mais l'ordre n'étoit ni plus ni moins interverti : le temporel ne dut jamais accroître l'autorité du *sacerdote* proprement dit. Je m'explique.

J'ai dit tout à l'heure que le *sacerdote* & l'*empire*, les dignités sacerdotales & laïques pouvoient se rassembler sur une même tête ; mais on conçoit en même tems cette jonction, sans qu'il se fasse de confusion de l'un avec l'autre. Le prêtre seigneur séculier a pu avoir un droit d'entrée dans les lieux où se discutent les affaires séculières, dans la qualité de possesseur laïque ; mais des domaines temporels ne peuvent donner un droit de séance au corps sacerdotal, comme tel ; c'est perdre de vue l'objet qui constitue son essence ; c'est aller contre la nature de la destination, qui n'envisage que le spirituel.

On peut encore ajouter, si l'on veut se renfermer dans le rigide, que la présence du clergé dans les cérémonies de religion est de droit ; dans les assemblées politiques, de déférence & de considération.

Si l'a prétendu devoir assister comme corps religieux dans les convocations, sous le prétexte que l'on y traitoit des affaires de la religion, ce n'est qu'une raison spécieuse, un sophisme dans le fait ; sophisme employé de mille manières, en mille occasions, adopté trop souvent comme raisonnement sensé, par la piété & le respect : le corps de la na-

tion ne délibère point sur les articles de foi.

Les plus légères connoissances dans l'histoire nous apprennent que les ministres des autels ont joint à ces moyens de leur élévation, des voies encore plus singulieres. L'ignorance en étoit toujours le principe ; jointe à la profusion aveugle des fideles, elle leur mit les armes à la main : remarquons qu'alors l'ignorance étoit doublée, en ce qu'elle s'étoit également répandue sur le clergé depuis qu'il étoit opulent : il ne fut pas discerner leur légitime usage. L'abbé, le prieur, l'évêque, seigneurs hauts-justiciers, ou seulement de hief (chose assez étrange en soi) apprirent à défendre des droits attachés à leur église par les armes séculières ; obligés dans des tems de barbarie à faire partie des armées, ils prirent l'esprit guerrier : la faute étoit d'avoir uni la qualité pastorale & les obligations du soldat.

Etoit-ce à eux de s'apercevoir du tort que l'on avoit eu de leur départir des biens ornés de ces dignités. Chargés de ces devoirs, ils confondirent les deux personnes. Ils voyoient qu'il leur étoit permis, que dis-je, ordonné de porter les armes, il est tout simple qu'ils aient pensé que la juridiction de l'église se pouvoit soutenir avec l'épée. Comment auroient-ils conçu d'autres idées, lorsque les loix vouloient qu'un champion combattit à outrance pour les biens donnés à l'ecclésiastique. C'étoit trop leur demander de distinguer seuls un bénéfice, de ce qui doit correctement s'appeler l'église.

Il est vrai cependant que si l'on considère avec attention ces singulieres coutumes, on apperçoit un foible rayon de vérité percer toujours malgré l'épaisseur des ténèbres du tems. L'évêque, l'abbé n'étoient pas convoqués à raison de ces

qualités, mais de celles de seigneurs ; ils étoient exempts de combattre de leur personne : le champion n'entroit point en lice pour le soutien des causes attachées au *sacerdote* ; mais ces distinctions trop délicates ne se présentoient pas à des esprits qui avoient abandonné l'étude, en acquérant des richesses.

Lorsque je jette les yeux sur les exemples qu'il a plu à J. C. de nous laisser, & sur le siècle des apôtres, je vois ordonner de remettre l'épée dans le fourreau, de marcher au devant du calice : je vois l'humilité, le pardon des injures, la charité, la douce persuasion, la vérité, seule escorte de la religion ; & je dis, voilà ses forces : ses armes sont toutes spirituelles. Si je porte les regards sur Mahomet & ses successeurs, j'apprends le fer, le sang, la violence, la fourberie, & je dis, voilà les armes de l'imposture, elles sont toutes charnelles. Il demeure donc démontré que si le *sacerdote* appuie son autorité sur l'orgueil, sur un appareil de terreur & par des forces physiques, il sort de son caractère, & emprunte celui de l'erreur ; ce n'est plus le doigt de Dieu, c'est la main de l'homme.

Revenons donc à dire qu'une privation entière des lumières les plus communes que donne l'école, a fourni au clergé une sorte de grandeur hors de sa sphère naturelle. Il a été facile de corriger les plus considérables de ces abus, lorsque les sciences ont commencé pour la première fois à s'étendre dans le sein de l'Europe. Tout est rentré dans l'ordre à beaucoup d'égards, & si le desir d'employer les armes temporelles à l'accroissement du pouvoir sacerdotal, ne s'est pas entièrement effacé, du moins l'ecclésiastique a cessé de les porter, & d'avoir des troupes à sa solde. Il a reconnu que c'étoit à l'empire à le soute-

nir ; n'a-t-il jamais profité de sa faiblesse ou de sa piété dans ce qu'il a exigé de lui ?

Mais il lui restera toujours une arme qui peut devenir dangereuse, sujette à bien des inconvénients, cependant nécessaire, & qu'on ne lui peut ôter, c'est la parole, jointe au caractère respectable dont il est revêtu.

Les peines & les récompenses sont, pour ainsi dire, le gouvernement de toutes les natures des corps politiques ; parce que l'intérêt universel des hommes est d'éviter les premières & obtenir les secondes. Par conséquent la crainte des maux, l'espérance des biens, sont les grands mobiles de leur manière de penser & d'agir. Que pensera, que fera une multitude ignorante au spectacle alternatif de la félicité ineffable du ciel, & des supplices du tartare ou de l'enfer ? avec quels sentimens regardera-t-elle un corps qu'elle croit, sans réflexion, destiné à ouvrir & fermer l'un & l'autre ?

L'esprit, peu ou point éclairé, imagine que celui qui sert les autels, a un crédit distingué auprès de l'Etre auquel sont consacrés les autels. Le peuple voit les princes de la terre accorder par préférence les grâces à ceux qui sont attachés autour de leurs personnes, & avoir des égards de faveur pour les dignités ; il prête à la Divinité les manières qu'il remarque dans ce qu'il voit de plus grand. S'il s'élevoit au-dessus du terrestre, il sauroit que les idées de crédit, de faveur, sont inassociables avec la justice infinie de l'Etre parfait : que c'est celui qui le sert le plus religieusement, dont les mœurs sont les plus pures, les intentions les plus droites, de qui les vœux lui sont les plus agréables.

A ces sentimens de prévention si naturels se joignent encore des facilités :

dont les prêtres peuvent abuser pour séduire les peuples dans toutes les religions. Il n'en est aucune qui n'ait ses mystères, impénétrables à la conception humaine. Il entre dans le devoir du pasteur de plier l'entendement des hommes, de leur persuader d'abandonner l'usage de leur raison pour se soumettre à ce qui lui semble d'abord incompatible avec elle. Lorsqu'on est une fois soumis à ce point nécessaire, combien n'est-il pas difficile de distinguer avec précision les cas uniques auxquels il faut s'envelopper dans cette abnégation de soi-même ? Il faut supposer un homme sage, judicieux, éclairé. S'il n'a pas ces qualités, même dans un degré plus qu'ordinaire, on le promènera d'erreurs en erreurs avec le même argument. Combien est borné le nombre de ceux qui seront capables d'apercevoir l'insuffisance où l'enseignement commence à gauchir sur la vérité, & le période où le raisonnement deviendra sophisme !

De même que l'eau la plus pure se trouble en passant par des canaux boueux, la source céleste de l'unique religion, a été souillée d'opinions hérétiques, qui ont partagé les nations : la parole divine défigurée a soulevé les sujets contre leur roi.

Quelle digne peut-on opposer à cette force terrible ? Elle met en danger le magistrat politique, les sujets commis à ses soins, & la religion même qu'il est du devoir de l'autorité publique de protéger.

La saine raison veut donc que le souverain ait le droit de la réprimer ; que le prêtre lui doive compte de ses actions & de ses discours. En conséquence il est établi que le sujet ne cesse pas d'être, par sa promotion au *sacerdoce*, & que, quoique le fonds de la religion ne soit point de la compétence du souverain

laïque, les ministres sont soumis à sa justice temporelle. Ils doivent la reconnaître, non-seulement dans les matières civiles & criminelles en général ; mais encore à raison des abus, du scandale dont ils pourroient accompagner l'exercice de leurs fonctions les plus privilégiées. Le prêtre accusé seulement d'erreur dans sa doctrine, est justiciable du *sacerdoce* ; mais celui-ci ne peut exécuter son jugement, si la peine excède le genre des canoniques que l'on a détaillées plus haut. C'est au magistrat politique qu'est réservée l'exécution de la sentence qui iroit plus loin ; il peut même aggraver la peine prononcée, lorsque l'intérêt de la société le demande. On peut juger jusqu'où s'étend la puissance politique, jusqu'où s'étend celle du *sacerdoce*, en observant que le souverain a seul le droit de publier les dogmes, les règles de foi, lorsque l'église les a déclarés. Ces règles reconnues sont exactement relatives au principe qui donne l'intérieur au *sacerdoce*, l'extérieur à l'*empire*. v. ECCLÉSIASTIQUE, POUVOIR, AUTORITÉ, SOUVERAINETÉ, RELIGION, &c. (D. F.)

SACERDOTAL, adj., *Droit Canon*, se dit de ce qui est attaché à la qualité de prêtre.

Un bénéfice est *sacerdotal* quand il doit être desservi par un prêtre ; il est *sacerdotal à lege*, quand c'est la loi qui exige que le pourvu ait l'ordre de prêtrise ; à *fundatione*, quand c'est le titre qui le requiert. v. BÉNÉFICE.

SACRE, f. m., *Droit public*, cérémonie religieuse qui se pratique à l'égard de quelques souverains, & qui répond à celle que dans quelques pays on appelle *coronnement* ou *inauguration*. v. EMPEREUR, SOUVERAIN, &c.

SACRAMENTALES, *conjurateurs*, *Droit féodal*. On appelloit ainsi ceux

qui, quoiqu'ils ne dépassassent pas comme témoins d'un fait, juroient cependant sur la foi de celui qui faisoit une affirmation; & ce genre de preuves étoit ordonné, dans les cas où il étoit impossible d'avoir des témoins. *Liv. feud. 1. tit. 4. §. 3. & tit. 10. §. 26.* Le vassal dans ces cas, étoit obligé de se faire suivre dans son affirmation, au moins par six de ses parens. Le seigneur avoit la faculté d'employer non-seulement des parens, mais ses vassaux, même des étrangers. *Lib. feud. 2. tit. 33.* Grégoire de Tours, rapporte un exemple où ce genre de preuve fut mis en usage à Paris. Une fille étoit accusée de mener une vie scandaleuse. Les preuves manquaient, il ne resta que des présomptions; son pere en affirmant son innocence, la fit renvoyer absoute. *Innocentem eam faciam sacramento*, dit-il, *elevatissime manibus super altari, juravit filiam non esse culpabilem.* Voici la forme en laquelle le serment se faisoit en justice; les jureurs posoient leurs mains sur le porte-feuille dans lequel les pieces du procès étoient renfermées; celui à qui l'affirmation étoit enjointe, mettoit sa main sur celles de ses jureurs, & prenant Dieu à témoin de la vérité de sa déclaration, ou de son innocence, il demandoit son assistance.

On vient de se servir du mot de *jureurs*, qui a été en usage pendant longtemps dans plusieurs coutumes de France: ce terme étoit aussi usité dans la Lombardie, *si hujus facti testes, non habueris cum 12 juratoribus legitimis per sacramentum affirmet.* in Lombard. *Liv. 1. tit. 10. L. si quis ex levi.* (R.)

SACRILEGE, f. m., *Morale & Jurisprud.* Ce terme pris dans la signification générale, s'entend de toute profanation des choses saintes ou consacrées au service de Dieu. Dans une accep-

tion plus restreinte & plus étymologique, il signifie l'action de dérober, & de détourner à son usage particulier des choses consacrées au service religieux.

Des indécentes commises dans les temples, ou contre les choses qui servent plus immédiatement & exclusivement au service divin, sont dans le premier sens des *sacrileges*, & le crime de ces actions se mesure sur le degré de respect, que, selon les idées communes, on doit aux objets que l'on profane. Dans l'église romaine l'hostie qui est regardée comme le corps même de Jesus-Christ, ou plutôt comme étant Dieu même, & qu'on nomme le *bon Dieu*, est de tous les objets le plus respecté, & dans leur esprit le plus respectable; toute profanation à son égard devient donc dans cette église le plus énorme des crimes; après lui vient la profanation des ustensiles & vases sacrés, destinés au sacrement de l'eucharistie, ensuite ce qui sert au baptême. Après cela tous les meubles des temples, les livres, les habits des prêtres, les tableaux, les statues des saints, les luminaires, les trésors des temples, les temples eux-mêmes, le terrain qui les entoure, les cimetières, &c. Toute action envers ces objets & leurs semblables, qui témoigne qu'on les méprise, & qui en elle-même renferme une insulte faite à l'être au service duquel on les a consacrés, est un *sacrilege* selon cette première signification; & on punit ce crime par les plus sévères châtimens.

Dans l'ancien testament un homme coupable de *sacrilege* devoit être lapidé & brûlé: par les loix romaines il étoit condamné au fer, au feu & aux bêtes féroces, suivant les circonstances. Aujourd'hui la peine la plus ordinaire est l'amende honorable, le poing coupé & le feu. Par tous ces châtimens, c'est moins la société qu'on a toujours cher-

ché à venger que la Divinité. La peine de mort a eu lieu, même pour de simples mutilations d'images. Nous nous dispenserons de rapporter tous les arrêts rendus contre des malheureux, dont tout le crime n'étoit souvent que d'avoir eu la fatale occasion d'exercer un désespoir qui ne portoit sur rien de déterminé, tel que celui des joueurs & des yvrognes.

Lorsque M. de Montesquieu dit qu'il falloit honorer la divinité & ne la vanger jamais, il ne parloit pas du *sacrilege*; mais de l'espece d'insulte que les intolérans prétendent qu'on fait à Dieu, en ne croyant pas en théologie, & en ne pratiquant pas dans le culte ce qu'ils veulent qu'on croie & qu'on pratique, v. TOLÉRANCE; car quand il est question de *sacrilege*, c'est un crime réel qui attaque toute la société, qui l'insulte dans ce qu'elle a de plus respectable; c'est une action par laquelle celui qui la commet, témoigne qu'il ne respectera rien de ce que la société regarde avec respect, & qu'il en osira violer toutes les loix, puisqu'il manque d'égard pour ce qui est l'objet de la plus grande vénération; & qu'on ne dise pas qu'on est excusable, parce qu'on ne pense pas comme cette société, & qu'on ne regarde pas comme digne de respect ce qu'elle regarde comme sacré; l'insulte qu'on lui fait, n'en est pas moins réelle & punissable. Si je me trompe en estimant comme très-précieux un tableau ou un vase que j'ai dans ma maison; cela donne-t-il droit à quelqu'un de venir chez moi le déchirer ou le briser, & ne suis-je pas en droit de me faire donner une réparation proportionnée à l'estime que j'en faisois? Seulement il faut se tenir en garde contre la rage du fanatisme, & contre les horreurs de l'inquisition qui veut pénétrer dans le secret des consciences.

Chez plusieurs nations les tombeaux étoient réputés sacrés, & on regardoit comme *sacrileges* ceux qui les ouvroient, qui en remuoient les cendres, & qui touchoient aux corps morts. Le peuple ignorant est encore à cet égard dans les mêmes préjugés chez presque tous les chrétiens; il regarde tout changement dans les cimetières comme une profanation: il faut espérer qu'en s'éclairant, il se guérira de ces idées superstitieuses en pensant que le corps retourne avec le tems se mêler avec la terre dont il est composé, & que ce que ce corps mort devient, n'importe point à la personne morte, qui n'en ressuscitera pas moins heureusement.

On regarde aussi comme *sacrilege*, toute entreprise ou séduction qui tend à porter quelqu'un à violer un vœu par lequel il s'est consacré à Dieu; telles sont les tentatives qu'on fait pour porter un religieux ou une religieuse à violer ses vœux.

Un tems fut qu'on auroit aussi qualifié de même, toute entreprise, faite sur quelque chose dont le clergé s'étoit réservé exclusivement la disposition, comme de disposer des revenus du clergé, de décider dans des causes dont les clercs s'étoient réservé la connoissance, de prononcer quoique laïc, sur des points de doctrine ou de discipline.

Sous la seconde acception le *sacrilege* est l'action de dérober ou de s'approprier des biens appartenant à l'église ou à son service, ou au culte divin, ou à l'entretien des pauvres. On regarde cette espece de larcin comme un vol qualifié, c'est-à-dire d'autant plus criminel, qu'outre le crime de prendre ce qui ne nous appartient pas, il portoit un caractère de mépris ou de manque d'égard pour la religion, & pour ce qui s'y rapporte, & les aumônes données aux pauvres

pauvres pour l'amour de Dieu, & par un motif de religion étant censées données à Dieu, l'action de les voler, parut aussi porter le caractère du sacrilège. (M. D. B.)

SAGAN, *Droit public*, principauté d'Allemagne dans la Silésie, elle a pour bornes au levant celle de Glogau, au sud & à l'ouest la Lusace & le duché de Crossen, au nord le même duché.

Cette principauté étoit d'abord réunie à celle de Glogau, dont on peut voir l'histoire à son article; mais les fils de Henri VIII. partageant la succession après sa mort en 1395, le duc Jean eut la terre de *Sagan*, qui devint alors une principauté particulière, dont il prit le titre. Son fils Jean II. la vendit en 1473 à Ernest, électeur de Saxe, pour 55000 ducats. Cette aliénation se fit du consentement du roi Matthias, & l'électeur céda la principauté au duc Albert son frère; ses fils George & Henri lui succéderent l'un après l'autre, & ce dernier fut remplacé par ses deux princes Maurice & Auguste. Le premier devenu électeur de Saxe, céda en 1549 cette principauté à l'empereur Ferdinand I. qui l'engagea en 1553 à George, margrave de Brandebourg, de même que les seigneuries de Sorau, Tribel & Friedland. En 1558 Balthazar de Promnitz, évêque de Breslau, fit acquisition de cet engagement; mais après sa mort la principauté de *Sagan* retourna à la couronne de Bohême. En 1628 l'empereur Ferdinand II. en disposa en faveur d'Albert de Wallenstein, son général d'armée. Mais il la retira après l'assassinat de ce dernier; & Charles Ferdinand III. la vendit en 1646 à Wenceslas Eusebe, prince de Lobkowitz, dont les descendants en jouissent encore.

En sa qualité de prince de *Sagan* le prince de Lobkowitz porte dans les ar-

Tome XII.

mes un ange drapé en or dans un champ de gueules. Il a dans *Sagan* sa régence princière ainsi qu'une justice provinciale & un tribunal, dit *Mamgericht*, un conseil, une chambre des finances & une justice aulique. D'ailleurs cette principauté est soumise à la régence royale & à la chambre des guerres & domaines établie à Glogau.

Cette principauté consiste en trois cercles ou districts sous un même sénéchal. (D. G.)

SAGE, adj., *Morale*. On désigne par ce nom celui qui s'applique à l'étude de la sagesse. Avant Thalès, on désignoit en Grèce par les sages, les philosophes, ceux qui s'étaient éclairés eux-mêmes par l'étude & la méditation, ayant appris quelle étoit la destination de l'homme, ses relations & ses devoirs, s'efforçant par leurs leçons, par leurs exhortations, par leurs conseils, par leurs écrits, d'instruire les autres hommes, de conduire leur esprit à la connoissance du vrai, leur goût aux choix du beau & du bon, & leur volonté à la pratique constante du bien & de l'honnête. Leurs leçons n'étoient pas des dissertations de dialecticiens, des controverses de sophistes, des discours parés de rhéteurs; elles consistoient dans des maximes courtes, dans des préceptes positifs, quelquefois un peu énigmatiques, mais toujours bons & intelligibles, dans des sentences pleines de sens; ni système scientifique, ni école disputante, ni contradicteurs apposés pour faire briller l'esprit; tout étoit chez eux grave, solide, & moral.

A ces sages succéderent les sophistes & les philosophes systématiques qui disputant sur tout, rendirent tout douteux.

Aujourd'hui le sage est celui qui fuyant l'erreur de spéculation, parce qu'elle égare dans la pratique, se tient

Zz

en garde avec soin contre les préjugés & les passions, examine avec attention, tout ce qu'on lui propose, pour ne rien admettre qui ne soit vrai, pour ne rien rejeter que ce qui est faux, & pour ne rester dans le doute que sur ce qui n'est pas prouvé. Eclairé par la connoissance des choses, de leur nature, de leur état, de leurs relations & de leur destination, il se fait une loi de ne jamais rien faire qui contredise ses lumieres, qui nuise au but pour lequel les choses existent, ou qui les détourne de leur vraie destination. Il tend à la perfection & au bonheur pour lui-même, & se croit obligé d'y faire tendre tous les êtres capables de bonheur & de perfection, & d'employer à cela toutes ses forces & tous ses talens, parce qu'il sait que Dieu n'a rien fait d'inutile, & qu'il ne lui a donné que dans cette vue les talens, les facultés & les secours qu'il a à sa disposition.

Tel est le vrai *sage* : nous ne le confondons, ni avec l'insolent cynique, ni avec l'insoucieux épicurien, avec l'orgueilleux inercédule, avec le faible esprit du superstitieux, avec le zélé dogmatique, ou avec le sombre & bilieux stoïcien, qui voulant être plus *sage* que Dieu, accuse les bienfaits d'être des poisons, & les sources de plaisirs qu'il nous ouvre, d'être des pièges tendus à notre innocence.

Le vrai chrétien est un vrai *sage*, & si le vrai *sage* n'est pas chrétien, c'est qu'il ne connoît pas l'évangile. v. SAGESSE, DEVOIR, CONSCIENCE, DROIT. (G. M.)

SAGES - GRANDS, Droit public de Venise. Il y a six *sages-grands*, ainsi nommés à Venise, parce qu'ils manient les grandes affaires de la république, & que pour ce'a, on suppose qu'ils ont plus de sagesse & d'expérience que le

commun des nobles. Ils examinent entr'eux les affaires qui doivent être portées au sénat, & les lui proposent préparées & digérées; leur pouvoir ne dure que six mois. On appelle *sage* de la semaine, celui qui à chaque semaine reçoit les mémoires & les requêtes qu'on présente au college des *sages-grands*, pour les proposer au sénat. Il y a encore cinq *sages de terre ferme* : leur fonction est d'assister aux recrues des gens de guerre, & de les payer. On les traite d'excellence comme les autres. Il y a de plus le conseil des *dix sages*; c'est un tribunal où l'on estime, & où l'on taxe le bien des particuliers, lorsqu'il se fait des levées extraordinaires. Enfin, il y a les *sages* des ordres, qui sont cinq jeunes hommes de la première qualité, à qui on donne entrée au college, où se traitent les affaires de la république, pour écouter & pour se former au gouvernement sur l'exemple des autres *sages*.

SAGESSE, f. f., *Morale*, en latin *sapientia*. Ce mot dérivé du verbe *sapere*, goûter, appercevoir la saveur des choses qui en ont, pour préférer sûrement les meilleures pour la conservation physique de l'homme, ne s'emploie plus dans son sens propre, mais seulement au figuré, pour signifier cette disposition ou cette capacité de l'ame, qui fait dans chaque chose qui s'offre à son choix, découvrir sûrement les caractères qui rendent l'une préférable aux autres.

On peut ranger sous deux classes, tous les objets sur lesquels s'exerce la *sagesse*; ce sont les fins, & les moyens d'atteindre les fins. Entre les fins ou buts divers que la volonté de l'être intelligent peut se proposer, la *sagesse* préfère les meilleures; c'est-à-dire, celles qui par elles-mêmes & par leurs suites

procureront le plus grand bien. Le plus grand bien consiste dans ce qui fait le bonheur du plus grand nombre d'êtres sensibles, & qui leur assure le bonheur le plus solide, le plus durable. v. BIEN.

Pour juger du plus grand bien, il faut connoître la nature des êtres; leurs facultés & leurs qualités, leur état naturel, leurs relations & leur destination; sans cette connoissance, on ne saura pas quelle est la fin préférable, la meilleure fin; il ne pourra point y avoir de *sagesse*.

Les moyens sont les diverses actions par lesquelles on peut produire les effets préférés par la *sagesse*, comme les meilleures fins. Tous les moyens qu'on voudroit employer ne sont pas bons: il y en a qui s'opposent à l'effet qu'on veut produire; ceux-ci la *sagesse* les rejette. Tous les moyens bons ne le sont pas également. Il en est de difficiles à employer, dont l'effet n'est pas certain, ou qui ne le produisent qu'en partie: il en est dont l'efficace est lente, tardive, quoique sûre; il en est d'autres qui n'ont aucun de ces défauts, qui sont faciles, prompts & sûrs dans leurs effets, & qui les produisent complètement, qui même en produisent plusieurs en même tems. La *sagesse* les distingue & préfère toujours les meilleurs. La *sagesse* se propose les meilleures fins, & met en œuvre les moyens les plus propres à assurer le succès de ses vues. De longues études, beaucoup d'observations & d'expériences, & une habitude contractée d'agir toujours avec réflexion, conduisent l'homme à la *sagesse*, mais aucun n'en peut atteindre la perfection; toujours nos connoissances & notre capacité physique & morale auront des bornes. Il n'y a que Dieu dont la science embrasse tout, & dont le pouvoir exécute tout ce qui est possible,

quand son intelligence l'approuve, qui soit parfaitement sage; c'est pour cela qu'on le nomme l'*Être tout sage & la sagesse éternelle*. Tout ce qu'il fait, est le meilleur possible, rien de ce qui vient de lui, n'est inutile, tout est ce qu'il pouvoit y avoir de mieux. v. BIEN, MAL. (G. M.)

SAILLIE, *Droit de bâtir en*, *Jurispud.*, c'est le droit de faire dans son bâtiment quelque avance qui réponde en ligne perpendiculaire au sol d'une maison voisine, sans porter sur aucun endroit ni du sol, ni du bâtiment de cette maison: tel est, par exemple, un auvent, un balcon, une galerie, &c. Voy. *Digest. Lib. I. tit. XVI. de verb. signific. L. CCXLII. v. SERVITUDE*, *Jurispudence*.

SAINT PIERRE, Charles-Irénéé *Castel de*, *Hist. Litt.*, abbé de Tyrone, de l'académie françoise, & qui avoit été premier aumônier de la duchesse d'Orléans, belle-sœur de Louis XIV. est mort le 29 d'Avril 1743, dans la 86^e année de son âge, après avoir grossi la liste peu nombreuse de ces philosophes politiques qui s'occupent toute leur vie du desir de procurer le bien des États. C'étoit un citoyen tendre & plein d'humanité, un politique vertueux & équitable, qui nous a donné plusieurs ouvrages, lesquels marquent tous que l'envie d'être utile à ses compatriotes, & même à tout le genre humain, agissoit puissamment sur lui; mais les talens de son esprit n'égalèrent pas les qualités de son cœur. Faute de lumières, & pour n'être pas placé dans le point de vue d'où les objets sont bien distingués, il lui arriva d'enfanter des systèmes bizarres, & néanmoins l'amour du bien public lui donna quelquefois des vues dont les princes pourroient profiter. L'auteur ne cessa point, tant qu'il vécut, de

faire imprimer à Paris, à Lyon, à Rotterdam & en d'autres villes, des *Mémoires* pour perfectionner certaines parties du gouvernement, & pour instruire le public de certains faits. Il ne seroit pas impossible de ramener au vrai quelques-unes de ses idées, & de faire germer des projets dont on trouve les semences dans ses écrits. On les a rassemblés après sa mort, & ils se vendent en 18 volumes in-12, chez Berman, à Rotterdam. Je ferai ici quelques observations sur les quatre principaux projets de l'auteur relatifs au gouvernement.

1°. *Discours sur la Polyssynodie, où l'on démontre que la Polyssynodie, ou pluralité des conseils, est la forme du ministère la plus avantageuse pour un roi & pour son royaume.* L'auteur composa cet ouvrage sous la régence de Philippe, duc d'Orléans. Il y entreprit de prouver que le grand nombre de conseils qui furent établis dans le commencement de cette régence, sur un plan attribué au feu duc de Bourgogne, père de Louis XV. devoit être infiniment utile à la nation. L'événement ne favorisa pas son opinion. On fut obligé de supprimer ces conseils, fort peu de tems après qu'ils eurent été établis. Des réflexions hardies, répandues dans ce livre sur le règne de Louis XIV. engagèrent l'académie françoise d'exclure de ces assemblées *Saint Pierre*, qui étoit de son corps; elle voulut même remplir sa place d'un autre sujet; mais le duc d'Orléans ne jugea pas à propos qu'elle le fût, & elle ne l'a été qu'à la mort de *Saint Pierre*, qui avoit cessé de paroître aux assemblées de cette compagnie, sans cesse de prendre la qualité d'académicien.

2°. *Projet de taille tarifée pour faire cesser les vaines que causent en France les disproportions énormes dans les répartitions*

de la taille arbitraire. Personne n'ignore parmi nous, que la fixation & la perception de la taille sont abandonnées, dans les bourgs & villages, à l'impéritie des collecteurs, souvent passionnés. Il y a des taillables qui sont protégés, & ce ne sont pas d'ordinaire les moins riches. Les collecteurs, par une condescendance inhumaine, ne font point payer à ces habitans protégés une taille proportionnée à leurs biens, & imposent ensuite sur les malheureux la charge que les riches devoient porter. Touché des maux qui en sont la suite, *Saint Pierre* chercha les remèdes qui pouvoient en arrêter le cours. Une taille imposée d'après les tarifs des biens de différente nature, lui parut très-propre à établir cette exacte proportion qu'exige la justice. Il vouloit pour cela que chaque particulier donnât une déclaration fidele de ses revenus, & du gain qu'il peut faire par son commerce & par son industrie. Ce projet n'a pas été suivi, quoiqu'on en ait fait quelques épreuves dans les généralités d'Amiens & de Limoges.

3°. *La méthode du scrutin.* L'auteur pense que les écrivains font un mauvais choix quand ils se livrent à des sujets de pure spéculation; au lieu de s'appliquer à des études utiles, il veut que les grands génies se tournent vers la science du gouvernement, & que tous les citoyens cherchent à être utiles à l'Etat. Tout cela est raisonnable; mais ce qui ne le paroît guère, c'est l'établissement, en France, d'une académie & de bureaux d'où seroient tirés au scrutin les ministres, les généraux & les magistrats. La méthode du scrutin établie à Rome, à Malte, à Venise, à Gènes, à Luques, a-t-elle donc moins d'inconvéniens que les voyes qui sont en usage dans les autres Etats? Sera-t-

il jamais bien facile de persuader à un roi de France de remettre une grande partie de sa puissance à une académie ou à un bureau ? Devroit-il le faire , quand il seroit le plus vertueux de tous les hommes ? La plupart des projets de l'auteur dépendent de cette méthode du scrutin , qu'il suppose devoir être établie , & cette seule circonstance les rend inutiles , indépendamment de beaucoup d'autres défauts.

4°. *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe.* Ce projet est si important qu'on ne sauroit trop l'approfondir.

Emery de la Croix est le premier écrivain qui ait imaginé le projet d'une paix perpétuelle entre tous les princes du monde ; projet peu sensé , si c'est autre chose qu'un badinage.

Le laudgrave Ernest de Hesse-Rhinfels, prince savant & guerrier, composa, après la paix de Westphalie , un livre allemand qui avoit pour titre : *le Catholique discret* , où il mêla , parmi des controverses théologiques , un projet approchant de celui que *Saint Pierre* a attribué à Henri IV. Il proposoit d'établir à Lucerne le tribunal de la société des souverains. L'abbé de *Saint Pierre* ne connoissoit pas cet ouvrage du prince allemand , lorsqu'il composa le sien ; mais Leibnitz le lui fit connoître dans la suite.

Il est parlé en cent endroits des économies royales , de ce prétendu projet de Henri IV. qui étoit une république à quinze Etats , & c'est uniquement d'après ce livre, que Peréfixe, dans son *histoire de Henri le Grand*, pag. 466. *Es suiv. de l'édition de 1749* ; le continuateur de Thou, ann. 1600. & 1610. Baisompierre , tome I. de son *Journal* , & quelques autres historiens , ont supposé que ce grand prince avoit réellement formé ce projet ; ce qui réduit leur té-

moignage au témoignage unique des économies royales. *Saint Pierre* a adopté ce projet dans son étendue , & si je Posois dire, dans toute sa chimère. Il y a mis les modifications que l'état présent de l'Europe lui ont paru demander, s'est fait des objections, & a prétendu les avoir réfutées. Ce projet, s'il étoit exécuté, seroit sans doute le chef-d'œuvre de la politique le plus parfait le plus glorieux , & le plus utile au genre humain ; mais ce n'est qu'une de ces oisives spéculations politiques , auxquelles se livre un esprit ami des idées singulières , & il ne sauroit jamais être réduit en pratique. Entrons en discussion , & développons le système de *Saint Pierre*.

Henri IV. eut à combattre toutes les forces de la ligue, celles d'Espagne & celles de Rome. Après avoir vécu dans tous les Etats où un souverain peut voir de près le malheur des hommes , après s'être trouvé dans toutes les situations où un prince peut essuyer des outrages de la fortune , il demeura tranquille possesseur d'une couronne , à laquelle la naissance lui donnoit un droit incontestable , dont la religion mal entendue l'éloignoit , & qu'il fut obligé de conquérir l'épée à la main , comme s'il l'avoit usurpée. A peine avoit-il fait la paix avec l'Espagne , à Vervins en 1598 , qu'il employa les premiers momens de tranquillité de son règne à réparer les maux que la guerre avoit faits à son royaume. Bien différent de ces princes dont la politique cruelle & barbare se nourrit des larmes du genre humain , il conçut , selon l'abbé de *Saint Pierre* , le noble projet de fixer d'une manière invariable , les prétentions de tous les souverains de l'Europe , d'établir entr'eux une garantie perpétuelle qui mit le plus foible à couvert des entreprises des plus puissans , & de rendre

la paix générale & éternelle entre toutes les nations chrétiennes par l'établissement d'un tribunal qui seroit composé de députés de toutes les puissances de l'Europe, qui jugeroit leurs différends, & qui écarteroit le ravage des guerres, sans rien changer dans le gouvernement de chaque pays. Il offroit aux princes chrétiens de contribuer à ce que cette république chrétienne fit des conquêtes sur les Turcs pour être partagées entre les autres souverains, sans y prétendre lui-même aucune part. Il proposoit une confédération générale de toutes les puissances de l'Europe, qui auroient formé quinze dominations, & l'établissement d'un conseil général composé de soixante députés; savoir, quatre de chaque domination, à Metz, à Nancy, à Cologne, ou dans quelqu'autre ville au milieu de l'Europe, & l'établissement de trois autres conseils en trois différens endroits, chacun de vingt députés, qui auroient été subordonnés au conseil général, lequel étoit été le sénat de la république chrétienne. Ce grand prince, s'il en faut croire *Saint Pierre*, fit communiquer son plan à la plupart des puissances de l'Europe. Le pape, les Vénitiens, le duc de Savoie, le duc de Bavière, les électeurs palatins de Brandebourg, de Cologne & de Mayence, avoient, dit-il, approuvé le dessein du roi de France, & oisroient d'y entrer, lorsqu'une main meurtrière enleva ce prince à ses sujets, & à tous les peuples de l'Europe, dont il vouloit être le bienfaiteur.

Saint Pierre dit que le roi de France avoit pu former son plan ou sur l'idée du conseil des amphyctions, ou sur le gouvernement du corps germanique, ou sur l'union des provinces de Hollande, ou sur la confédération des cantons Suisses. Selon cet auteur, le conseil suprême de la Grèce maintint toujours les

Etats grecs dans l'indépendance du dehors & dans l'union au dedans; le corps Germanique composé de plus de cent-cinquante souverainetés, n'a pas reçu la moindre atteinte depuis sa fondation. Les sept Provinces-Unies subsistent dans l'harmonie la plus parfaite; & depuis leur union, jamais cette harmonie n'a été troublée par aucune guerre civile; on diroit que ce n'est que le gouvernement d'une seule famille; & les treize cantons Suisses ont conservé leur liberté depuis leur établissement; & quoique leur union ne soit pas à beaucoup près si grande que celle des Hollandais, la Suisse a vu les révolutions de tous les autres Etats, sans avoir essuyé aucun changement. Il paroît à *Saint Pierre* que tout cela a pu encourager le monarque François à l'exécution d'un plan digne du plus grand de tous les princes. & du meilleur de tous les hommes; que Henri IV. a pu croire que ce que les Allemands, les Hollandais, les Suisses ont fait, tous les souverains de l'Europe le pouvoient faire, en prenant pour modèle ce qu'il peut y avoir de bon dans l'union de l'Allemagne, de la Hollande & de la Suisse, & en évitant tout ce qui pourroit être contraire à l'objet d'un établissement si salutaire; que l'exemple de l'union belge & celui de l'union helvétique qui subsistent sans chef perpétuel, prouvent qu'une société de souverains peut se passer de chefs, & que l'exemple de l'union germanique qui subsiste sous un chef depuis tant de siècles, fait voir que des souverains héréditaires, très-puissans, peuvent trouver de l'avantage à former une société permanente avec des princes beaucoup moins puissans, héréditaires ou successifs, & avec des républiques & des Etats de religion différente.

Sans examiner si ces divers exemples

sont bien choisis, si les faits que l'auteur pose sont bien exacts, & si les gouvernemens composés dont il parle, sont plus propres que les gouvernemens simples à rendre le peuple heureux au dedans, & à le mettre en fureté contre les entreprises du dehors, ce qui doit être l'objet de tout sage législateur, on peut lui contester que tout établissement utile en petit doit l'être en grand.

C'est dans les *Economies royales* que se trouve la source de tout ce qu'on a écrit sur ce prétendu projet de Henri IV. & il ne paroît pas qu'on puisse compter sur cet endroit des économies royales. Ceux qui ont compilé ces mémoires, déclarent d'abord qu'ils n'avoient rien pu apprendre de certain par Sully, qu'on appelloit alors le marquis de Rosny; que lorsqu'ils l'avoient mis sur cet article, il s'étoit toujours contenté de répondre que c'étoient *Lettres closes & non patentes*, mais qu'ils avoient cru en reconnoître quelque partie en général, seulement par l'assemblage de quelques papiers jettés comme inutiles, non signés, déchirés à demi & où il se trouvoit peu de suite & de liaison. Les compilateurs qui oublient ensuite qu'ils ont fait cet aveu, disent quelques pages après, que Rosny qui étoit alors ambassadeur en Angleterre, jugea le tems de sa troisième audience tout propre à développer au roi d'Angleterre le grand dessein de Henri IV. & ils rapportent une lettre fort longue que Rosny écrivit le lendemain à Henri IV. où il en fait un détail circonstancié. Puisque les secrétaires de Rosny avoient cette lettre en main, comment ont-ils avancé qu'ils ne parlent du projet de la république chrétienne qu'en devinant & par conjecture, n'en ayant pu tirer aucun éclaircissement certain ni par les papiers, ni par les discours de leur maître?

Si Rosny ne leur a pas communiqué sa lettre, où l'ont-ils prise? Et pour quoi ne marquent-ils pas où ils ont vu l'original de la lettre dont ils donnent la copie?

Les compilateurs ajoutent que tous ceux dont le roi se servoit pour traiter cette importante affaire auprès des puissances étrangères, rendoient compte de leur négociation au prince immédiatement, & non pas à les ministres, afin que moins de gens en ayant connoissance, le secret en fût mieux gardé; mais comment de tant de négociateurs qui avoient manié la même affaire dans toutes les cours de l'Europe, ne s'en est-il pas trouvé un seul qui ait laissé à la postérité des vestiges de la plus importante négociation qu'il y ait jamais eu? Comment les princes étrangers ou leurs ministres avec qui il a fallu traiter, ont-ils gardé un si profond silence, que le nom des négociateurs soit enseveli dans l'oubli aussi bien que leurs négociations, & que ce mystère communiqué à toute l'Europe n'ait été révélé que par les compilateurs des *mémoires* de Sully?

Henri IV. lorsqu'il fut assassiné, venoit de conclure le traité de Brusol, au mois de Février 1610, avec le duc de Savoie, à qui il avoit promis les secours dont ce prince avoit besoin pour la conquête du Milanais. Il venoit aussi de traiter dans le même mois, avec l'assemblée de Hall, & de promettre aux hérétiques du duc de Juliers un secours de troupes pour se mettre en possession de ses Etats. Ces deux engagements de faire la guerre en Italie & en Allemagne, & les conditions de ces deux traités directement contraires aux articles du prétendu projet de paix perpétuelle, font voir que le projet n'a jamais eu de réalité que dans l'imagination des compilateurs des *économies royales*.

Quoiqu'il en soit des vues qu'a pu avoir Henri IV. voici les conditions de paix perpétuelle que *Saint Pierre* a proposées, dans ces derniers tems, à tous les potentats de l'Europe.

I. Confédération entre tous les princes chrétiens pour le maintien de la paix, des formes de gouvernement établies, & du commerce tant en Europe qu'en Amérique sur le pied qui seroit réglé.

II. L'établissement d'un sénat dans une ville libre de l'Europe, d'un conseil dans les Indes, & de plusieurs chambres de commerce dans différentes villes de l'Europe, qui seroient composées de députés des souverains.

III. L'union ne se mêleroit point du gouvernement intérieur des Etats. Elle conserveroit à tous les gouvernemens leur forme, & donneroit secours aux princes & aux régences contre les séditions qui en troubleroient la tranquillité.

IV. Chaque souverain se contenteroit des Etats qu'il possède ou qu'il devroit posséder, selon la règle qui seroit faite par le traité d'union.

V. Un souverain ne pourroit posséder deux souverainetés.

VI. Le sénat régleroit les différends des princes, & les forces de l'union seroient employées contre les réfractaires.

VII. Les députés du sénat seroient nommés par chacune des puissances ci-après qui seroient les seules qui auroient droit de suffrage. 1. La France. 2. L'Espagne. 3. L'Angleterre. 4. La Hollande. 5. La Sardaigne, le Piémont & la Savoie. 6. Le Portugal. 7. Bavière & associés. 8. Venise. 9. Gènes & associés. 10. Florence. 11. Suisse & associés. 12. Lorraine & associés. 13. Suède. 14. Danemarck. 15. Pologne, Courlande & Dantzick. 16. Le pape. 17. La

Moscovie. 18. L'Autriche & dépendances. 19. Prusse. 20. Saxe. 21. Palatin & associés. 22. Hanover & associés. 23. Electeurs ecclésiastiques & associés.

L'auteur ajoute beaucoup d'autres articles, & il pense qu'il suffiroit d'inviter d'abord les plus puissans souverains de l'Europe à signer cette police générale & permanente, pour les rendre indissoluble & inattaquable, sauf de faire entrer dans la suite les autres souverains dans cette ligue générale.

Que d'objections à faire contre ce projet !

Quand on démontreroit que le traité de paix perpétuelle seroit infiniment avantageux à toute l'Europe, s'il étoit conclu, on ne pourroit raisonnablement en espérer la conclusion. Les princes sont hommes, & les hommes ont des passions. Parmi ce grand nombre de princes, les vues particulières de quelques-uns leur donneront toujours un mouvement contraire à celui de l'intérêt général, & le défaut d'uniformité dans l'intention rendra nécessairement l'exécution de ce projet impossible.

Comment concilier tant d'intérêts qui partagent les souverains ! Qui doute que ce ne fût un avantage pour les princes chrétiens de chasser le Turc de l'Europe; mais sont-ils tous bien disposés à entrer dans ce dessein ? Plusieurs Etats d'Italie relevent de l'Empire d'Allemagne. Comment imaginer que le corps germanique veuille qu'on les en détache, pour en faire des membres de l'union chrétienne ? Il est peu de princes en Europe qui n'aient des prétentions les uns contre les autres. De ces prétentions naissent différents intérêts, différentes vues. Que de sujets de querelle dans toutes les régions de l'Europe ! Qui est-ce qui ne veut pas trouver quelque avantage ou qui ne craint pas de

de faire quelque perte dans chaque conjoncture.

Les grandes puissances ne se porteroient pas à accepter un projet dont l'exécution les dégraderoit. Le tribunal dont on propose l'érection seroit supérieur aux plus grands potentats. Or, quel est le souverain qui voudroit s'y soumettre, & perdre la prérogative de ne dépendre que de Dieu seul, pour n'être dans l'union que ce qu'est un prince d'Allemagne dans le corps germanique.

Pour s'assurer de l'intégrité du tribunal, il faut commencer par supposer que tous les membres de ce tribunal seront des hommes d'une vertu incorruptible, incapables d'être ébranlés par aucune vue humaine, des hommes tout à la fois infiniment vertueux & infiniment éclairés, des dieux, non des hommes.

En supposant l'intégrité du tribunal, un prince qui n'auroit pas assez de modération pour se rendre justice lui-même, voudroit-il se soumettre au jugement de quelques particuliers? Serait-il bien difficile à un monarque puissant de détacher de l'union une ou plusieurs autres puissances que des vues contraires attireroient dans les intérêts du prince condamné? De là la rupture de l'union. Le tribunal des amphictyons empêcha-t-il les troubles de la Grèce? Aucun pays confédéré ne fut jamais exposé à tant de guerres intestines.

Si quelque prince refuse de signer l'union ou se détache de l'union après l'avoir signée, on n'opposera que les forces d'une ligue chancelante & foible de sa nature, à un ennemi qui agira par un pouvoir indépendant & réuni en soi-même.

Quand même quelques puissances auroient signé le traité de paix perpétuelle, celles qui auroient refusé d'y souscrire

Tome XII.

re, n'auroient-elles pas lieu d'espérer qu'il seroit bientôt rompu? Telle est la nature des ligues ordinaires, qu'on peut compter qu'elles ne seront pas durables. Que pourroit-on espérer d'une confédération où toute l'Europe seroit entrée?

Le seul intérêt de la cour de Rome, la seule différence des religions empêchera toujours la conclusion de ce projet. Comment se flatter que le pape & les princes protestants puissent s'accorder en quoi que ce soit?

Saint Pierre alla à Utrecht, à Radstadt, à Bade, à Cambray, à Soissons, dans tous les lieux où il y eut des négociations de paix, solliciter les plénipotentiaires qui y étoient assemblés. Il répandit son livre par-tout. Il parla aux ministres. Avança-t-il quelque chose? Persuada-t-il une seule cour? La guerre est un mal sans remède, & il est des circonstances où l'on ne peut non plus l'éviter que les autres maux qui affligent le genre humain. Je suis absolument de l'avis du marchand Hollandois, qui ayant mis pour enseigne : *A la paix perpétuelle*, fit peindre un cimeterre dans le tableau.

Ce grand projet de l'abbé de *Saint Pierre* a le même défaut qu'on remarque dans la plupart de ses autres ouvrages. Presque aucune de ses idées ne peut être réduite en pratique. Ce sont les chimères d'un bon citoyen, les rêves d'un homme de bien : *somnia sunt non docentis, sed optantis*. On pourroit appliquer à presque tous les projets de cet écrivain, la réflexion que Cicéron fit contre les avis de Caton : *Non sumus in Republicâ Platonis, sed in sece Romuli.* (D.F.)

SALSIE, f.f., *Jur.* & *Droit féod.*, en général est un exploit fait par un huissier ou sergent, par lequel au nom du souve-

A a a

rain & de la justice, il arrête, & met sous la main du prince & de la justice, des biens ou effets auxquels le saisissant prétend avoir droit, ou qu'il fait arrêter pour sûreté de ses droits & prétentions.

On ne peut procéder par voie de *saisie* sur les biens de quelqu'un, qu'en vertu d'une obligation ou condamnation, ou pour cause de délit, quasi-délits, chose privilégiée, ou qui soit équivalente.

Pour saisir, il faut être créancier, soit de son chef, soit du chef de celui dont on est héritier.

Il y a diverses espèces de *saisies*, savoir, pour les meubles, la *saisie* & arrêt, la *saisie* & exécution, la *saisie* gagée, & pour les immeubles, la *saisie* réelle, &c.

La *saisie plus ample* est une *saisie* réelle dans laquelle on a compris plus d'immeubles que dans un autre.

La *saisie-annotation*. Celle qui se fait des biens de personnes décrétées de prise de corps, lorsque perquisition faite de leurs personnes pour les conduire en prison, il n'a pas été possible de les arrêter. v. ANNOTATION.

Saisie arrêt ou *saisie de deniers*. Exploit par lequel un créancier fait arrêter entre les mains de ceux sur qui la *saisie* est faite, ce qu'ils doivent à son débiteur & leur fait faire défenses de payer jusqu'à ce qu'autrement il soit ordonné par justice. On voit par cette définition, pourquoi cette *saisie* est appelée *arrêt*. Cette *saisie* se fait en vertu d'un titre exécutoire, après un commandement préalable qui a mis le débiteur en demeure de payer. Cependant comme la *saisie arrêt* n'est que conservatoire, il n'est pas nécessaire qu'elle soit précédée d'un commandement. Lorsque le titre n'est pas exécutoire,

on présente la requête au juge qui accorde ordinairement cette permission de saisir & arrêter, même sur de simples billets non reconnus, pourvu qu'ils soient contrôlés. Il est néanmoins permis de faire un simple empêchement ou opposition entre les mains du débiteur sans une ordonnance du juge.

La *saisie-arrêt* diffère de la simple opposition en ce que celle-ci ne contient point assignation, au lieu que par l'exploit de *saisie arrêt* le tiers saisi est ordinairement assigné pour qu'il affirme ce qu'il doit au débiteur du saisissant & même pour qu'il justifie de ses engagements, baux, quittances & autres titres. Ce tiers-saisi fait son affirmation au greffe ou par une procuration affirmative dont le juge donne acte & ordonne en conséquence que les deniers saisis seront délivrés au saisissant en le faisant dire & ordonner avec le saisi. Cette procuration affirmative est une procuration passée par-devant notaires par laquelle celui es mains de qui l'on saisit, fait sa déclaration avec serment de ce qu'il doit, & donne pouvoir à un tiers de la réitérer en justice. Le saisissant qui prétend que celui es mains de qui il a saisi est débiteur de sommes plus considérables, peut contester son affirmation par écrit, ce qui n'a point lieu ordinairement en d'autres circonstances lorsque le serment est déferé *in litem*.

Le saisissant doit faire donner assignation à la partie *saisie*, pour voir déclarer les *saisies* bonnes & valables, & ordonner que les tiers saisis videront leurs mains en celles du saisissant jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû en principal, intérêt & frais. Le saisissant obtient sentence sur cette assignation & en vertu de cette sentence & de celle obtenue contre le tiers saisi, il peut for-

cer ce dernier à vuidier ses mains de ce qu'il doit sous condition qu'il sera remboursé de ses frais d'affirmation.

Les tiers-faïs qui refusent de faire leur affirmation, sont réputés débiteurs & comme tels condamnés à payer les causes de la *faïse*.

Il y a des gages, pensions, appointemens & même des reutes pour lesquelles les *faïses-arriés* sont sans effet; de ce nombre sont les pensions accordées par le prince aux officiers des troupes; les appointemens des gouverneurs & de l'état major des places; les appointemens des commis des fermes; les legs faits pour alimens, & que les testateurs ont déclaré ne pouvoir être faïs par les créanciers des légataires; les arrérages des rentes viageres & des tontines qui sont déclarées insaisissables par les édits de création. Dans de certains cas, néanmoins on peut se pourvoir devant les juges pour demander la permission de faïser ces rentes. Le payeur est alors obligé de se conformer à ce qui lui est prescrit par les juges à cet égard, sauf aux parties à discuter leurs droits; mais ce payeur ne peut de son chef viser aucune *faïse* de rente non saisissable, sans une ordonnance du juge.

Tous les revenus d'un bénéfice peuvent être faïs par les créanciers du titulaire. Mais si ce titulaire demande une provision, les juges lui accordent ordinairement le tiers des revenus pour sa subsistance.

La *faïse-arrié* peut être faite sur somme non liquide comme sur dépens adjugés & non taxés.

La *faïse-arrié* qui contient assignation est sujette à péremption. v. PÉREMPTION.

La *faïse-brandon*, est une *faïse* de fruits pendans par les racines. Elle est appelée *faïse-brandon* à cause du flam-

beau de paille ou brandon que l'on met pour marque de la *faïse*.

La *faïse-censuelle*, est une *faïse* de fruits pendans par les racines, que le seigneur censier fait faire pour les arrérages de cens qui lui sont dûs.

La *faïse-censuelle* n'est qu'une simple *faïse-arrié* de fruits auxquels on établit un commissaire, qui en rend compte au censitaire quand il a payé le cens. Elle diffère par conséquent de la *faïse féodale* qui est une *faïse-récèle*. Voyez *faïse-féodale*.

Cette *faïse* n'a lieu que pour cens non payé & non pour les lods & ventes, qui ne se poursuivent suivant la disposition de la plupart des coutumes que par action.

Il est nécessaire pour la validité de cette *faïse* d'obtenir l'ordonnance du juge, & de la dénoncer au censitaire avec la *faïse*. On ne procède même à la vente des fruits que quand cela a été ainsi ordonné par une sentence ou jugement qui déclare la *faïse-censuelle* valable.

Lorsque l'héritage sujet au cens est une maison, ou elle est occupée par le censitaire, ou elle est louée; dans le premier cas le seigneur peut faire une *faïse-gagerie*; dans le second cas il faïsît & arrête entre les mains des locataires les loyers qui sont les fruits. Voyez *faïse-gagerie*, *faïse-arrié*.

La *faïse-exécution*, est un exploit par lequel un sergent faïsît à la requête du créancier dénommé, les meubles qui se trouvent en la possession de son débiteur, pour être ensuite procédé à la vente d'iceux, & le prix délivré au faïsissant, après les formalités prescrites.

Les *faïses-exécutions* ne peuvent être faites que pour chose certaine & liquide, en deniers ou en especes, & si c'est en especes, comme grains, fruits & au-

tres dentées, il doit être surfis à la vente, jusqu'à ce que l'appréciation ait été faite. Il faut de plus que le titre, en vertu duquel on saisit, soit en bonne forme exécutoire, & que cette espèce de *saisie* soit précédée d'un commandement, parce que le débiteur doit être constitué en demeure de payer.

Toutes les formalités des ajournemens doivent être observées dans les exploits de *saisie* & *exécution*, & sous les mêmes peines, à l'exception de la constitution d'un procureur. Ils doivent de plus être recordés, c'est-à-dire, faits en présence de témoins.

Avant d'entrer dans une maison pour saisir des meubles & effets mobiliers, l'huissier doit appeler deux voisins pour être présents, auxquels il fera signer son exploit ou procès-verbal, s'ils savent ou veulent signer, sinon il en fera fait mention, comme aussi du tems de l'exploit, si c'est avant ou après midi; & s'il n'y a point de voisin, il sera tenu de le déclarer par l'exploit, & le faire parapher par le juge le plus prochain incontinent après l'exécution.

Si les portes de la maison sont fermées, & qu'il n'y ait personne pour les ouvrir, ou que ceux qui y sont n'en veulent point faire l'ouverture, l'huissier ou sergent doit se retirer devant le juge du lieu, lequel au bas de l'exploit ou procès-verbal du sergent, nommera deux personnes en présence desquelles l'ouverture des portes & la *saisie-exécution* seront faites, & signeront l'exploit ou procès-verbal de *saisie* avec les records.

Les exploits ou procès-verbaux de *saisies* & *exécution*, doivent contenir par le menu & en détail tous les meubles saisis & exécutés.

Il doit être laissé sur le champ au saisi, copie de l'exploit ou procès-verbal

signé des mêmes personnes qui ont signé l'original.

Le nom & le domicile de celui en la garde duquel les choses *saisies* ont été mises, doivent être signifiés au saisi par le même procès-verbal.

Il résulte de la disposition de cet article qu'il est nécessaire d'établir un communière ou gardien des choses *saisies*. L'huissier peut charger ceux qui sont plus à portée de prendre ce soin, & s'ils ne veulent pas, il les assignera pour voir dire qu'ils y seront obligés. Le saisi peut lui-même présenter un gardien solvable; mais l'huissier ne doit pas s'en contenter s'il ne le connoît, à moins que cela ne soit ordonné par le juge; & cependant il peut laisser une personne à la garde des effets. Il peut même les enlever s'il ne les croit pas en sûreté, & les mettre en la garde de celui qui s'en chargera.

Si l'huissier refuse le gardien qui se présente, il en doit être référé devant le juge des lieux. Mais si le gardien accepté par l'huissier peut passer pour solvable, il n'en est point garant.

Les gardiens ne doivent pas se servir des choses *saisies* pour leur usage particulier, ni les louer. Ils doivent même tenir compte au saisi ou au créancier saisissant du profit & revenu que les bestiaux saisis auroient pu produire d'eux-mêmes.

Lorsqu'une *saisie* est faite, un autre créancier, même privilégié, n'en peut faire une nouvelle; c'est une maxime reçue, que *saisie* sur *saisie* ne vaut. La seconde *saisie* n'est cependant point sans effet, elle est convertie en opposition. Cette opposition est un acte par lequel un créancier s'oppose à la *saisie* faite par un autre, à l'effet d'être payé par privilège & préférence, ou après lui sur le prix des effets saisis. Tout opposant est

saisissant, de sorte que si le saisissant est payé ou donne main-levée de sa *saisie*, l'opposant est subrogé de plein droit à la poursuite, & peut faire vendre sans être obligé de faire une nouvelle *saisie*.

Il se forme des oppositions à une *saisie* à une autre fin que de paiement. Une partie *saisie*, par exemple, peut prendre cette voie si elle a droit d'empêcher la vente.

Les oppositions doivent être faites par des huissiers ou sergens, avec les formalités requises pour les ajournemens, & signifiées à l'huissier & au saisissant. L'huissier qui fait la *saisie* peut les recevoir par son procès-verbal de *saisies*. C'est celui qui a fait saisir qui doit faire assigner les opposans pour avoir main-levée de leur opposition. Lorsqu'elle est faite par un créancier qui se prétend privilégié, il doit être ordonné qu'il sera passé outre à la vente, pour être les deniers déposés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la préférence. Si c'est le débiteur qui l'a formée, il en est débouté, à moins qu'il ne prouve la nullité de la *saisie*, ou qu'il a payé.

Lorsqu'il n'y a point eu d'oppositions, la vente des choses *saisies* doit être faite au plus prochain marché public, aux jours & heures ordinaires des marchés. Le sergent est tenu de signifier auparavant à la personne du domicile du saisi, le jour & l'heure de la vente, à ce qu'il ait à faire trouver des enchérisseurs, si bon lui semble.

Les choses *saisies* ne peuvent être vendues qu'il n'y ait au moins huit jours francs entre l'exécution & la vente.

Les bagues, bijoux & autres effets précieux ne peuvent être vendus qu'après trois expositions à trois jours de marchés différens, si ce n'est que le saisissant & le saisi en conviennent par écrit.

* La *saisie-féodale* est un acte solennel, par lequel le seigneur se met en possession du fief mouvant de lui, lorsqu'il le trouve ouvert, & le réunit à son domaine, jusqu'à ce qu'on lui en ait porté la foi.

L'origine de la *saisie féodale* vient de ce que les fiefs n'étoient que personnels, & retournoient au seigneur qui les avoit concédés, lorsque le vassal à qui le fief avoit été concédé, cessoit par mort ou autrement, de le posséder. Si par la suite ils sont devenus héréditaires & aliénables, ce n'est qu'à la charge par le nouveau propriétaire, de s'en faire investir par le seigneur; c'est pourquoi le seigneur ne reconnoît point le nouveau propriétaire, tant qu'il ne s'est pas présenté pour recevoir cette investiture, en portant la foi au seigneur. Jusqu'à ce tems, le nouveau propriétaire est bien propriétaire & possesseur vis-à-vis de tout autre que du seigneur; mais vis-à-vis du seigneur il ne l'est point. Jusqu'à ce tems, le fief, vis-à-vis du seigneur, est censé vacant, & le seigneur est en droit de s'en mettre en possession, & de le réunir à son domaine; & c'est ce qu'il fait par la *saisie féodale*.

Observez que le fief qui est ouvert est bien censé vacant vis-à-vis du seigneur, mais ce n'est que par la *saisie féodale* qu'il est réuni à son domaine, & que le seigneur acquiert le droit d'en percevoir les fruits. Le vassal, quoique non investi, peut jusques-là, & tant qu'il n'est point troublé, jouir du fief, & le seigneur ne peut répéter contre lui les fruits qu'il en a reçus: c'est le sens de cette maxime, *tant que le seigneur dort*, c'est-à-dire, tant qu'il n'use point de son droit féodalement, le vassal veille.

La *saisie-féodale*, n'est donc pas une simple *saisie* des fruits, mais la *saisie* du fonds.

Il résulte aussi que, quoiqu'elle soit une *saïsse* du fonds, elle est néanmoins différente de la *saïsse* réelle qu'un créancier fait de l'héritage de son débiteur. Celle-ci ne dépossède point proprement le débiteur, mais l'empêche seulement de percevoir les fruits de l'héritage saisi, lesquels doivent être perçus, pendant la *saïsse*, par le commissaire, sans en pure perte pour le débiteur, mais pour être employés au paiement de ce qu'il doit. Le débiteur demeure au surplus possesseur & propriétaire de l'héritage sur lui saisi, jusqu'à l'adjudication qui en transfère la possession & la propriété à l'adjudicataire; jusques-là le saisissant habet nudam auctoritatem. Au contraire, la *saïsse féodale* donne au seigneur saisissant la vraie possession & même la propriété du fief saisi féodalement, jusqu'à ce que la foi ait été portée : le vassal vis-à-vis du seigneur en est véritablement dépossédé, quoique vis-à-vis de tout autre il soit censé en demeurer possesseur & propriétaire.

La *saïsse féodale* étant un acte par lequel le seigneur réunit à son domaine le fief servant, jusqu'à ce que la foi en ait été portée, il s'ensuit qu'il n'y a que le seigneur dominant d'où le fief relève immédiatement, qui puisse le saisir féodalement, ou du moins que la *saïsse féodale* ne peut être faite qu'en son nom. Le prince appanagiste peut saisir féodalement, en son nom, les fiefs relevant de son appanage : car il en est le vrai seigneur, étant vrai propriétaire du domaine de son appanage, qui est seulement réversible à l'Etat par l'extinction de la postérité masculine de l'appanagiste.

Il en est autrement des seigneurs engagistes ; la seigneurie des domaines engagés demeure en la personne du prin-

ce, l'engagiste n'en a que la jouissance, jusqu'à ce qu'il plaise au prince de lui rendre le prix de l'engagement ; c'est pourquoi il ne peut saisir féodalement en son nom, les fiefs relevant du domaine engagé, la *saïsse féodale* n'en peut être faite qu'au nom du prince, qui ne peut refuser son ministère à l'engagiste ; & toute l'utilité de cette *saïsse féodale* appartient à l'engagiste.

Le propriétaire du fief dominant, quoique grevé de substitution, n'en est pas moins vrai propriétaire, & par conséquent vrai seigneur ; c'est pourquoi il peut saisir en son nom.

Le seigneur, quoiqu'il ne soit pas lui-même investi du fief dominant, tant que son fief n'est pas saisi, peut saisir féodalement les fiefs qui relèvent du sien : car tant que le seigneur dort, il a le libre exercice de tous les droits attachés à son fief.

Il en seroit autrement si son fief étoit saisi féodalement ; car son fief étant en la main de son seigneur, c'est à son seigneur, en la main de qui il est, à en exercer tous les droits, comme nous l'allons voir : à l'égard de lui, il en est, pendant le tems que durera cette *saïsse*, comme dépossédé & interdit d'en exercer les droits.

Le seigneur qui tient en sa main, par la *saïsse féodale*, le fief de son vassal, en devenant comme propriétaire pendant que cette *saïsse féodale* dure, il devient en conséquence pendant ce tems, le seigneur immédiat des vassaux relevant du fief par lui saisi, lesquels, au lieu d'être ses arriére-vassaux, deviennent, pendant ce tems, ses vassaux de plein fief ; d'où il suit, que pendant que la *saïsse féodale* dure, il peut aussi saisir féodalement les fiefs desdits arriére-vassaux, s'ils se trouvent ouverts. Mais comme ce n'est qu'en conséquence de

ce qu'il tient en sa main le fief dont lesdits vassaux relevent, & pour le tems seulement qu'il l'y tiendra, qu'il est seigneur dominant deldits vassaux; il ne doit pas faire cette *saïsse féodale* en son nom de seigneur, *simpliciter*; mais il doit la faire comme seigneur d'un tel autre lieu, relevant de lui, & d'où relevent lesdits vassaux.

Le possesseur du fief dominant étant *Domini loco*, tant que le vrai propriétaire ne paroît pas, il s'ensuit qu'il peut exercer tous les droits attachés au fief dominant, & par conséquent saisir féodalement, en son nom, les fiefs qui en relevent; & les vassaux ne seroient pas recevables à opposer contre la *saïsse*, qu'il n'est pas propriétaire, car ce seroit exciper du droit d'autrui; & quoi qu'il ne le soit pas, il doit passer pour tel, tant que le vrai propriétaire ne paroît pas.

Le mari étant seigneur de la personne de sa femme, est en quelque façon seigneur de ce qui lui appartient, c'est pourquoi il est titulaire des seigneuries appartenantes à sa femme, & peut exercer tous les droits qui y sont attachés: il peut donc saisir féodalement les fiefs qui en dépendent.

Mais comme ce n'est pas de son chef, mais en sa qualité de mari que ces droits lui appartiennent, la *saïsse féodale* des fiefs relevant de la seigneurie de sa femme, doit être faite en sa qualité de mari d'une telle; & elle seroit nulle si elle étoit faite en son nom, *simpliciter*.

Le tuteur d'un mineur, le curateur d'un interdit ou d'un posthume, étant *Domini loco*; il s'ensuit qu'ils peuvent saisir féodalement, en leur nom de tuteurs & de curateurs, les fiefs relevant des seigneuries qui appartiennent à ceux de qui ils sont tuteurs ou curateurs; & il n'y a aucun doute que cette

saïsse soit valable, car étant faite au nom du tuteur ou curateur du propriétaire, & elle est même réputée faite par lui, le fait du tuteur étant le fait du mineur. C'est pourquoi elle subsiste même après la fin de la tutelle ou curatelle.

Par la même raison, le titulaire d'un bénéfice étant le légitime administrateur des biens qui en dépendent, peut saisir féodalement les vassaux qui en relevent; mais il ne le peut faire qu'en exprimant sa qualité de titulaire d'un tel bénéfice.

A l'égard d'un simple procureur, fut-il fondé d'une procuration spéciale, il ne peut saisir féodalement en son nom de procureur, il doit le faire au nom seul du seigneur, autrement la *saïsse* seroit nulle: la raison en est, que la *saïsse féodale* se faisant par le ministère d'un huissier, en vertu d'une commission de justice, est comme un acte judiciaire. Or, ces actes ne se peuvent faire par procureur; il n'y a que le prince qui plaide par procureur.

Il est évident, suivant nos principes, que l'usufruitier du fief dominant ne peut pas saisir en son nom, les fiefs qui en relevent.

Néanmoins, comme l'usufruitier a intérêt, à cause des droits utiles qui lui appartiennent, que le seigneur soit servi, les coutumes lui permettent de saisir féodalement les fiefs, non en son nom, mais au nom du seigneur dominant, pour suite & diligence, & aux risques & périls de lui usufruitier.

Observez néanmoins que les coutumes requierent que le propriétaire ait été en demeure de la faire lui-même par une sommation que l'usufruitier doit lui faire, à sa personne ou au fief dominant, avant qu'il puisse saisir.

Le propriétaire sommé par l'usufruitier, fait sagement de laisser faire la *saïsse*

par l'usufruitier : car s'il la faisoit lui-même il encourroit les risques, au cas qu'elle se trouvât défectueuse, & il n'en auroit pas l'émolument, qui appartient droit à l'usufruitier, ainsi que nous le verrons dans peu.

Quoique la *saïsie féodale* faite par l'usufruitier, soit au nom du propriétaire, elle est néanmoins aux risques de l'usufruitier, qui seul est tenu des dépens, dommages & intérêts, au cas qu'elle se trouve avoir été mal faite, & c'est l'usufruitier aussi qui en a tout l'émolument, puisque cet émolument lui appartiendrait, quand même elle seroit faite par le propriétaire.

La *saïsie féodale* étant, comme nous l'avons dit, l'acte par lequel le propriétaire du fief dominant se met en possession du fief servant ouvert, qui est censé réuni au dominant, pendant le temps que durera l'ouverture; il s'ensuit que lorsqu'il y a plusieurs propriétaires du fief dominant, chacun de ces propriétaires doit être censé avoir les mêmes portions dans le fief réuni qu'il a dans le fief dominant; & par conséquent il n'a droit de se mettre en possession du fief servant que pour cette portion, par conséquent il n'a droit, au moins de son chef, de le saisir féodalement que pour cette portion.

Selon ces principes, Dumoulin, *art. 1. gl. 1. quest. 7.* décide que l'un de plusieurs copropriétaires du fief dominant, peut malgré les autres, *ceteris & invitis & nolentibus*, saisir féodalement le fief servant, mais seulement pour sa portion.

Cela a lieu, par exemple, lorsque les autres copropriétaires ont accordé une souffrance volontaire au vassal, ou lorsqu'ils déclarent formellement qu'ils ne veulent point saisir. Que si les autres copropriétaires ne réclament point, &

n'ont point accordé de souffrance au vassal, Dumoulin décide qu'en ce cas, la *saïsie féodale* par ce propriétaire en partie, vaudra pour le total, & profitera aux autres copropriétaires qui n'ont pas saisi.

Cela est indubitable, si l'on avoit saisi féodalement au nom de tous les propriétaires, qui ne désavouent point ce qu'il a fait en leur nom; mais s'il a saisi en son nom seul, la *saïsie féodale* aura-t-elle lieu pour le total, ou seulement pour sa portion? Dumoulin semble décider qu'elle aura lieu pour le total; car il dit qu'il n'importe pas au vassal, si le seigneur qui saisit féodalement, a des copropriétaires ou non. Je pense néanmoins que la *saïsie* ne vaudra que pour la part du copropriétaire, au nom seul duquel elle a été faite; car ne pouvant de son chef entrer en possession que de sa part, & par conséquent ne pouvant de son chef saisir que pour sa part; il faudroit pour que la *saïsie féodale* valût pour le total, supposer qu'il eût pour le surplus saisi pour ces copropriétaires, & comme leur procureur, ce qui ne se peut dire, puisque comme nous l'avons dit ci-dessus, la *saïsie féodale* étant une espèce d'acte judiciaire qui se fait par un officier de justice, en vertu d'une commission du juge, elle ne peut se faire qu'au nom de la partie, & non par procureur.

Par cette même raison je penserois qu'il ne suffiroit pas que l'un des seigneurs saisisse, tant pour lui que pour ses co-seigneurs, & qu'il faut exprimer les noms de tous dans la *saïsie*.

Que si la *saïsie* étoit faite par un usufruitier du fief dominant, quoique cet usufruitier ne fût usufruitier que pour une partie indivise, la *saïsie* ne laisseroit pas de valoir pour le total, & profiteroit aux autres, à qui appartient le surplus

plus de l'usufruit du fief dominant ; la raison en est que dans la *saïsse* faite par l'usufruitier, ce n'est pas proprement l'usufruitier qui saïssit, c'est le propriétaire au nom duquel elle est faite qui est le vrai saïssissant ; ainsi il suffit que ce propriétaire au nom duquel elle est faite, soit le seigneur pour le total, pour que la *saïsse* vaille pour le total, & il est indifférent que l'usufruitier, qui ne fait que prêter son ministère & sa poussaite, soit usufruitier pour partie ou pour le total.

La *saïsse féodale* se fait pour partie, lorsqu'entre plusieurs propriétaires du fief servant, les uns sont en foi ou en soufrance, & les autres n'y sont pas ; car elle ne se peut faire que pour les parts de ceux qui n'y sont pas.

La seule principale cause de la *saïsse féodale* est le défaut de foi non faite.

Cela suit des principes, que le seigneur n'est point obligé de reconnoître aucun propriétaire du fief servant qu'il n'en ait été investi par le port de foi, & que ce fief servant est donc vis-à-vis du seigneur censé vacant, tant que le propriétaire n'en a point porté la foi, & que la *saïsse féodale* est l'acte par lequel le seigneur se met en possession de ce fief, devenu vacant vis-à-vis de lui faute de foi ; ces principes qui sont vrais, étant supposés, il ne peut y avoir que le défaut d'homme, c'est-à-dire, le défaut de foi non faite qui soit la principale cause de la *saïsse féodale* ; car si la foi a été valablement faite, le fief étant couvert par la foi, le propriétaire en étant investi par la foi qu'il a portée, le fief n'est plus ouvert, n'est plus vacant vis-à-vis du seigneur, il ne peut donc plus y avoir lieu à la *saïsse féodale*, qui n'est autre chose que l'acte par lequel le seigneur se met en possession du fief devenu vacant vis-à-vis de lui.

TOME XII.

Dela il suit, 1°. que lorsque le seigneur a reçu volontairement en foi son vassal, en faisant une simple réserve de ses profits, il ne peut plus saïssir féodalement pour les profits qui lui sont dûs & qu'il a réservés, il n'a plus pour en être payé que la voie d'action. Tous conviennent de cette décision.

2°. Si le seigneur a reçu en foi son vassal avec certe condition résolutive, que la réception en foi n'auroit pas lieu si le vassal ne payoit les profits dûs dans un certain tems ; le seigneur en ce cas, si le vassal manque à la constitution, pourra saïssir féodalement ; car la foi en laquelle le vassal a été reçu, tombe par la condition résolutoire que le seigneur y a apposée, & qu'il a eu droit d'y apposer, pouvant ne point recevoir du tout son vassal en foi. Le vassal n'étant donc plus en foi, il y a lieu à la *saïsse féodale* par faute d'homme & de foi non faite.

3°. Lorsque la foi a été portée en l'absence du seigneur, si elle n'a pas été accompagnée d'offres de payer les profits, ce port de foi est nul ; & par conséquent le seigneur peut saïssir féodalement *faute d'homme & de foi non faite* ; puisqu'ayant été faite nullement, c'est tout comme si elle n'avoit point été faite du tout.

4°. Même dans le cas où le vassal n'auroit point en tout fait la foi, la *saïsse féodale* ne peut être valable, qu'en exprimant la cause que c'est par faute d'homme qu'elle est faite ; & elle seroit nulle, s'il étoit seulement dit qu'elle est faite faute de payement des profits, ce qui est conforme à nos principes.

La *saïsse féodale* étant l'acte par lequel le seigneur se met en possession du fief relevant de lui, & qui est vis-à-vis de lui réputé vacant ; & ce fief étant vis-à-vis du seigneur réputé vacant lors-

Bbb

qu'il est ouvert : c'est à dire, soit qu'il n'ait point de propriétaire, soit qu'il en ait un qui ne soit point en foi de lui, il s'ensuit qu'à la rigueur le seigneur seroit en droit de saisir féodalement un fief dès qu'il est ouvert ; mais comme *summum jus summa est injuria*, les coutumes ont tempéré cette rigueur, & ont donné au vassal des délais pour porter la foi, pendant lesquels le seigneur ne peut exercer son droit de *saisie-féodale*.

La *saisie-féodale* ne requeroit autrefois aucune formalité, & le seigneur saisissoit féodalement en se mettant, de son autorité privée, par lui-même, ses procureurs, ou commis en possession du fief, & faisant défense au propriétaire d'en jouir jusqu'à ce qu'il eût fait ses devoirs.

Ce n'est que vers le siècle de Dumoulin qu'on a commencé à mettre en question si la *saisie-féodale* ne devoit pas se faire par autorité de justice ; Dumoulin soutient fortement la négative. *Audacter dico*, dit-il, *art. 1. gl. 4. n. 11. Dominum suum tantum & privatam autoritate manum suam injicere posse Feudo, sive per se, sive per familiam suam privatam, licet nec judicis nec apparitorum ejus autoritas aut ministerium intervenerit.*

L'opinion contraire a prévalu, suivant cette règle de droit, *non est privatis concedendum quod publice per magistratus auctoritatem fieri potest*, ne occasio fiat majoris tumultus.

C'est pourquoi aujourd'hui pour saisir féodalement, il faut 1°. que le seigneur obtienne une commission de son juge, s'il a justice, & que le fief y soit situé, sinon du juge dans le ressort duquel est situé le fief.

2°. Cette *saisie-féodale* doit se faire par le ministre d'un sergent ou huissier, qui doit à cet effet se transporter sur le fief qu'on veut saisir.

Il faut se rappeler quelques principes pour savoir quels sont les effets de la *saisie-féodale*. 1°. Le seigneur de fief qui a saisi féodalement est réputé rentrer en la possession & propriété du fief saisi, par la résolution du droit du vassal.

2°. Cette résolution du droit du vassal, & cette propriété qu'acquiert en conséquence le seigneur qui a saisi son fief, ne sont que montanées, jusqu'à ce que le vassal ait fait ses devoirs.

3°. Le seigneur doit avoir certains égards pour son vassal, même avant qu'il l'ait reçu en foi.

Il suit du premier principe, 1°. que le seigneur a droit de percevoir à son profit & en pure perte pour le vassal, tous les fruits du fief saisi pendant tout le tems que durera la *saisie*. 2°. Que le seigneur, pendant le tems que dure la *saisie-féodale*, jouit non-seulement des droits utiles, mais de tous les droits honorifiques attachés au fief saisi : donc il peut recevoir en foi les vassaux qui relevent du fief saisi, & saisir féodalement leurs fiefs, pour les obliger à la porter.

Il suit encore du premier principe, que le droit du vassal étant censé résolu, le seigneur qui saisi féodalement n'est point tenu de toutes les charges imposées sur le fief saisi par le vassal ou ses auteurs ; car le droit du vassal & de ses auteurs, qui les ont imposées, venant à se résoudre, il s'ensuit que ces charges doivent aussi se résoudre, selon la règle *soluta jure dantis solvitur jus accipientis*, le seigneur ne tenant point son droit du vassal & des auteurs de son vassal, ne peut être tenu de leurs faits.

Il suit du second principe, que le seigneur qui saisi féodalement ne peut abuser, & qu'il doit jouir en bon pere de famille du fief saisi, pour le remettre

au vassal en aussi bon état qu'il étoit lors de la *saïse*, lorsque le vassal aura porté la foi.

Enfin il suit du troisième principe, que le seigneur qui saisit féodalement ne peut déloger son vassal, & qu'il est obligé d'entretenir les baux qu'il a faits.

La *saïse-féodale* finit, 1°. par le laps de trois ans, si le seigneur n'a soin de la renouveler tous les trois ans; 2°. lorsque le vassal fait duement la foi, ou même a fait des offres de foi valables.

Le vassal dont le fief est saisi féodalement peut s'opposer à la *saïse* & l'attaquer, ou pour le fonds, ou pour la forme.

Pour le fonds, lorsque le seigneur n'étoit pas en droit de saisir, soit parce que le vassal étoit en foi ou en soufrance, soit parce que celui qui a saisi féodalement n'étoit pas le vrai seigneur.

Par la forme, lorsqu'il y a quelque défaut de formalité dans la *saïse*.

Quant à la *saïse* faite de dénombrement, v. DÉNOMBREMENT. (P.O.)

La *saïse-gagerie*, est une *saïse* & arrêt de meubles sans déplacement ni transport. L'effet de cette *saïse* est de mettre les meubles sous la main de la justice pour la sûreté & le gage du créancier.

La *saïse-gagerie* se fait ordinairement pour cause privilégiée sans qu'il y ait obligation par écrit ni condamnation.

Il est d'usage de faire précéder cette *saïse* d'un commandement, afin que le débiteur soit constitué en demeure avant d'être contraint.

Cette *saïse-gagerie* se fait dans les mêmes formes que la *saïse-exécution*, si ce n'est qu'on n'établit point d'autre gardien que le locataire, & qu'on ne peut procéder à la vente des effets saisis qu'il n'y ait un jugement qui le permette. Pour l'obtenir, il faut que le locataire soit assigné à cet effet.

La *saïse mobilière* est celle par laquelle on n'arrête qu'un effet mobilier; telles sont toutes les *saïses* & arrêts de sommes de deniers, de grains, fruits & revenus, & autres effets mobiliers, les *saïses-gageries*, les *saïses* & exécution de meubles, à la différence de la *saïse-réelle*, qui est une *saïse* immobilière, parce qu'elle a pour objet le fond même d'un immeuble. Voyez *Saïse & arrêt*, *saïse-exécution*, *saïse-gagerie*, *saïse-réelle*.

La *saïse-réelle*, est un exploit de sergent par lequel les biens immeubles d'un débiteur, sont à la requête de son créancier mis sous la main de la justice, pour être vendus par décret au plus offrant & dernier enchériseur, & le prix en provenant, être distribué au saisissant & créanciers opposans.

La *saïse-réelle* étant une exécution, elle ne peut se faire qu'en vertu d'un titre exécutoire, contenant une créance, certaine, liquide & exigible. Mais comme cette exécution est de rigueur, on doit avoir soin de remplir les formalités prescrites; quelques-unes varient suivant les coutumes, ainsi on ne rapportera ici que les plus essentielles.

Le débiteur doit être mis en demeure de payer, c'est ce qui se fait d'abord par un commandement simple que l'on fait suivre d'un autre commandement recordé, ainsi appelé, parce qu'il est fait au même débiteur en présence de témoins ou records. On procède ensuite à l'exploit de *saïse-réelle*. Un huissier ou sergent ayant pouvoir & caractère à cet effet, se transporte assisté de records ou témoins sur les lieux, & fait mention de son transport. Il exprime à la requête de qui, en vertu de quel titre, pour quelle somme, & sur qui il saisit. La *saïse* ne peut être faite que sur le propriétaire, mais on entend par

Bbb a

propriétaire celui qui jouit publiquement à cetitre de l'héritage, quoiqu'il puisse arriver qu'il ne le soit pas. Si c'est une femme mariée sur laquelle on saisit, la *saisie* doit être faite, tant sur elle que sur son mari ; si c'est un mineur, la *saisie* doit être faite sur son tuteur. L'huissier doit encore faire mention de l'année, du mois, du jour, & même du moment où la *saisie* a été faite, si c'est avant ou après midi.

Lorsque toute la journée est employée par l'huissier qui procède à la *saisie-réelle*, il doit le marquer dans son procès-verbal de *saisie*. Il doit de plus déclarer qu'il saisit le fonds des héritages, & les détailler par tenans & aboutissans si ce sont des héritages roturiers. A l'égard des fiefs, il suffit de saisir les principaux manoirs de chaque seigneurie, avec les appartenances & dépendances, sans qu'il soit besoin de le déclarer par tenans & aboutissans, ni autrement entrer en dits manoirs. Les autres formalités que les différentes coutumes exigent, doivent être observées scrupuleusement. Mais il est d'usage que la *saisie-réelle* fasse mention que les biens qu'elle comprend sont saisis & mis sous la main de la justice, pour être criés, subhastés & vendus par décret & autorité de justice, au plus offrant & dernier enchérisseur, après les formalités requises observées. Cette *saisie-réelle* enfin doit contenir élection de domicile de la part du saisissant dans le lieu où se fait la *saisie*, indiquer la juridiction en laquelle se feront la poursuite & la vente, le nom du procureur par le ministère duquel se fera la poursuite, & l'établissement de commissaire pour l'administration des biens saisis en attendant la vente.

Il est absolument nécessaire que l'exploit de *saisie* fasse mention des noms,

surnoms, qualités & vacations des témoins ou records, ainsi que des noms, surnoms, demeure & immatricule de l'huissier. Lorsque plusieurs jours ont été employés à la *saisie* des biens, l'huissier doit clore son procès-verbal chaque jour, & non seulement distinguer le travail d'un jour à l'autre, mais signer ainsi que les témoins, & faire contrôler le travail de chaque jour séparément.

La *saisie-réelle* doit être notifiée au débiteur saisi. Cet exploit de signification doit être revêtu des formalités nécessaires pour les exploits, même de celle de records, parce que cet exploit fait partie de la *saisie-réelle*. Il faut de plus en laisser copie aussi - bien que de la *saisie-réelle* à la partie *saisie*, avant de commencer toute autre poursuite. Ces copies lui tiennent lieu d'originaux.

La partie *saisie* doit également être avertie du jour & lieu où doivent se faire les proclamations publiques pour la vente de l'immeuble. Cette indication lui est ordinairement donnée par la dénonciation de la *saisie-réelle*; mais on peut y suppléer par un acte postérieur. v. CRIES.

Des créanciers ou autres qui ont des droits à prétendre sur l'immeuble saisi, forment leurs oppositions à la vente.

Lorsque toutes les formalités sont remplies, on procède à l'adjudication. v. ADJUDICATION. DECRET.

Le prix de l'immeuble adjugé au plus offrant & dernier enchérisseur est distribué entre les créanciers saisissants & opposans par ordre de privilèges & d'hypothèques.

C'est une maxime reçue qu'on ne peut saisir réellement les biens immeubles des mineurs, sans avoir auparavant discuté leurs meubles. Cependant le défaut de discussion de meubles ne

peut être opposé par le mineur s'il ne justifie que lors de la *saïse-réelle*, il avoit deniers suffisans.

Lorsque les biens saïs réellement ne peuvent point supporter les frais d'un décret, le saisissant doit alors être autorisé à faire vendre sur trois affiches & publications. Cette vente n'a pas cependant tous les avantages du décret, elle ne purge pas les droits des tiers.

Si le saisissant ou quelqu'opposant est créancier privilégié, & que ses créances absorbent le prix des héritages, il peut faire ordonner qu'ils lui retourneront suivant l'estimation, si mieux n'aiment les autres créanciers les porter à tel & si haut prix qu'il soit payé, tant en principal, intérêts, frais que dépens. Ceci est fondé sur l'équité, & devroit être également accordé au plus ancien créancier hypothécaire.

La *saïse-réelle des offices*, est celle qui se fait d'un office.

Il y a des offices personnels, comme les offices militaires, qui ne peuvent être saïs réellement.

Mais les offices-domaniaux pour lesquels il n'est pas nécessaire de provisions, sont saisissables, ainsi que les autres espèces d'immubles.

La *saïse-réelle des rentes*, est celle qui se fait de rentes foncières, de rentes à bail d'héritages, ou de rentes constituées.

La *saïse-réelle* d'une rente foncière doit contenir un détail circonstancié des biens chargés de la rente; & l'huissier doit se transporter avec ses records ou témoins sur chacun de ses biens en particulier: mais au lieu de déclarer qu'il saisit les biens mêmes, il doit dire qu'il saisit la rente dont ces biens sont chargés, laquelle rente doit être spécifiée, ainsi que les titres en vertu desquels elle est due.

Ceci s'observe pour les rentes à bail d'héritages.

La *saïse* des rentes constituées sur particuliers doit être faite es mains du débiteur, avec défenses de racheter, ou de vider ses mains du principal & arrérages d'icelles au préjudice du saisissant.

La *saïse-réelle* immobilise les arrérages; ils doivent par conséquent être distribués par ordre d'hypothèques entre les créanciers saisissans & opposans.

La *saïse tortionnaire*, est une prise injuste & inique de biens meubles à une des parties.

SAISIE, *Droit canon*, il faut distinguer ici par rapport aux ecclésiastiques la *saïse* des biens, d'avec la *saïse* & capture des personnes.

1°. Dans les principes du droit canon, la *saïse* & les exécutions sur les biens ne sont point au-dessus du pouvoir des juges ecclésiastiques.

C'étoit autrefois une grande question parmi les canonistes, si le revenu des bénéfices pouvoit être saisi & arrêté? *Benedict. in cap. Raynuitius, verb. Et uxorem, decis. 2. n. 42.* Mais le chap. *pervenit de fidejuss.* semble avoir décidé l'affirmative, en permettant que le créancier jouisse des revenus du bénéfice jusqu'à son entière indemnification, *donec ipsa damna resarcita fuerint.* La fameuse décrétale *Odonardus de Joh.* de Grégoire IX. le suppose apparemment ainsi, quand elle défend d'user des censures contre un pauvre clerc qui n'a pas de quoi payer ses dettes; & en permettant seulement de le contraindre à donner caution de satisfaire à ses créanciers, quand il sera parvenu à une meilleure fortune.

2°. Quant à la capture personnelle des clercs, il en est parlé suffisamment sous les mots *BRAS séculier*, *PARÉTIS*,

DÉCRETS, PEINES, PRIVILEGES, CONTRAINTE. (D.M.)

SAISINE, f. f., *Jurisp.*, signifie possession; ce terme est opposé à celui de *désaisine*, qui signifie *dévoûtement de possession*.

Saisine en cas de nouveleté, est la possession qui a été troublée nouvellement, c'est-à-dire, lorsque l'on est encore dans l'an & jour du trouble.

Simple saisine est lorsque le possesseur qui se plaint d'avoir été troublé, allègue seulement qu'il avoit la possession depuis dix ans; mais non pas qu'il l'eût pendant l'an & jour qui ont précédé le trouble.

SALAIRE, f. m., *Jurisp.*, prix ou récompense d'un travail ou service rendu. On demande si, lorsque l'un des contractans a exécuté une action deshonnête, à laquelle il s'étoit engagé, l'autre est tenu de payer le salaire qu'il lui avoit promis? Grotius soutient l'affirmative, & il se fonde sur ce que le vice de la promesse, qui consistoit en ce qu'elle étoit un apas au mal, s'évanouit du moment que le crime est actuellement commis. Mais je ne saurois entrer dans cette pensée. Bien loin qu'une telle convention cesse d'être deshonnête après l'exécution du crime, c'est alors, à mon avis, qu'elle est parvenue au plus haut comble de turpitude, puisqu'elle a atteint son but; à moins qu'on ne veuille dire, qu'il est moins deshonnête de dérober que d'en avoir l'intention, de recevoir la récompense d'un crime, que de l'attendre, de payer cet infime salaire que de le commettre. Certainement si une promesse est deshonnête, parce qu'elle porte à faire du mal, l'accomplissement en fera aussi deshonnête, parce que c'est la récompense d'un crime, & un puissant attrait pour engager à en commettre de nouveaux. Cela vient qu'on re-

garde comme ayant une tache inhérente; les choses données pour *salaire* de quelque méchante action, lors même qu'un tiers les a acquises à juste titre; parce qu'elles sont originairement le fruit du crime. C'est ainsi que, par la loi de Dieu, il étoit défendu de recevoir dans le temple aucune offrande de l'argent qui provenoit des prostitutions. Et quand Judas eut rapporté & jeté dans le temple les trente piéces d'argent qu'on lui avoit données pour trahir Jésus, les principaux sacrificateurs firent scrupule de les mettre dans le trésor sacré; parce, disoient-ils, que c'étoit le *prix du sang*. Chacun fait le commun proverbe, qu'un troisième héritier ne jouit point des biens mal acquis. Ainsi je ne saurois approuver ce qu'ajoute Grotius, qu'avant l'exécution du crime la validité d'une telle promesse demeure suspendue, comme quand on a promis des choses qui ne sont pas en notre pouvoir pour l'heure, mais qui peuvent & que l'on espère même devoir y être un jour: car, tant que cette condition manque, la promesse n'a encore aucun effet. Mais, ajoute-t-il, lorsque le crime est une fois commis, la force de l'obligation commence à se déphyer; non qu'elle manquant dès le commencement, à considérer l'engagement en lui-même, puisqu'il y avoit un libre consentement des parties; mais parce que le vice dont il se trouvoit accompagné, c'est-à-dire, l'influence qu'il avoit sur la production du crime, empêchoit d'effacer l'effet de l'obligation. Pour moi, il me semble que si l'on admet ce principe, je veux dire, si l'on donne à celui qui a commis un crime, auquel il s'étoit engagé, le droit d'exiger le *salaire* qu'on lui avoit promis pour cela, toutes les défenses du droit naturel, au sujet des conventions illicites, seront vaines & entièrement inutiles. A quoi bon dé-

fendre, par exemple, de voler, si après que l'on a commis un larcin, on peut innocemment & en vertu même du droit naturel, retenir par devers soi ce que l'on a pris ? D'ailleurs il est faux qu'un engagement illicite soit valide par lui-même dès le commencement, & que la force en demeure seulement suspendue, jusques à ce qu'il cesse d'être un appas au mal. Car, pour rendre une convention véritablement obligatoire, il ne suffit pas qu'il y ait eu un consentement réciproque des parties; il faut encore qu'elle roule sur des choses entièrement indifférentes, & que l'on puisse par conséquent ou faire ou ne pas faire, selon qu'on le juge à propos, autrement il seroit facile d'é luder & de renverser toutes les loix, en faisant quelque conventi on, par laquelle on s'engageoit à les violer; de sorte que par ce moyen le droit naturel serviroit à se détruire lui-même. Je conclus donc que, selon les maximes de la loi naturelle, ni celui qui a exécuté un crime, ne peut, en vertu d'un droit proprement ainsi nommé, exiger la récompense qu'on lui avoit promise pour ce sujet, ni l'autre, qui l'avoit promise, n'est tenu en conscience de la payer : ou pour dire la chose en un mot, que le droit naturel ne favorise pas les scélérats jusqu'à leur assurer le *saluaire* de leurs crimes. J'avoue que si un homme est maltraité par l'assassin, à qui il refuse de payer ce qu'il lui avoit promis pour commettre un meurtre, on ne sauroit dire raisonnablement que l'assassin lui faule par-là aucun tort. Mais il faut remarquer, qu'encore que les conventions illicites n'obligent point en conscience, & qu'elles ne donnent pas action en justice; elles ne sont pourtant pas entièrement sans effet par rapport à ceux qui s'étant portés librement à les faire, refusent de les

tenir, c'est-à-dire, qu'elles ôtent tout sujet légitime de se plaindre, si l'autre contractant use de violence pour nous forcer à tenir notre parole, ou s'il se venge de ce qu'on y a manqué. En effet, c'est à la vérité une loi naturelle, qu'il ne faut contraindre personne à des choses auxquelles il n'est point obligé; ni lui faire aucun mal, à cause qu'il ne veut pas exécuter de pareilles choses. Mais par cela même que l'on se porte volontairement à contracter un engagement deshonnête, on renonce à la protection de cette loi, puisqu'entant qu'en nous est, on donne à l'autre contractant le pouvoir d'exiger une chose, qui par elle-même ne lui est pas due; & que chacun est censé mériter le mal, auquel il a donné occasion par sa propre faute. Par exemple, le droit naturel défend de violer une fille. Mais si elle se laisse débaucher, quoiqu'elle perde par-là son honneur, qui est une chose irréparable, elle ne peut pas se plaindre que le galant lui ait fait une véritable injure. De même, dans les Etats où les duels sont défendus, un homme qui se voit appelé à cette sorte de combat, n'est point tenu de se porter sur le pré, quand même il l'auroit promis. Mais s'il vient au rendez-vous, & qu'il soit blessé, il ne sauroit légitimement se plaindre que son antagoniste lui ait fait du tort, ni prétendre qu'il paye les frais nécessaires pour sa guérison. Grotius allégué ici, en vue d'établir son sentiment, l'exemple de Juda, qui s'empara d'envoyer à Thamar sa belle-fille, qu'il avoit méconnue & prise pour une femme publique, le *saluaire* dont il étoit convenu avec elle. Mais Selden répond, que c'est parce qu'avant la loi de Moïse, on croyoit qu'il étoit permis à une fille ou femme non mariée, de se prostituer ou sans intérêt ou pour de l'ar-

gent, à un homme qui ne la vouloit point épouser; & qu'ainsi l'on pouvoit contracter un engagement valide par une convention de cette nature, comme roulant sur une chose permise, du moins par les loix civiles: on remarque même, que bien des gens se font ici un point d'honneur, & je ne fais quel fantôme de générosité, de ne pas recevoir des faveurs d'une belle, sans les payer. Peut-être aussi que Juda ne s'empressoit si fort de donner à Thamar ce qu'il lui avoit promis, que pour ravir le gage qu'elle tenoit. Il y a encore ici une autre objection, tirée d'une loi du droit romain. *On ne peut point répéter*, disent les jurisconsultes, *ce que l'on a donné à une courtisane. La raison en est, non pas que l'une & l'autre des parties commet une chose deshonnête, mais au contraire que, dans le cas dont il s'agit, ce qu'il y a de deshonnête est seulement du côté de celui qui donne: car il est bien deshonnête de faire le métier de courtisane; mais il n'est pas deshonnête à une courtisane, de prendre ce qu'on lui donne.* Pour entendre ces paroles, il faut savoir, que les honnêtes gens, parmi les Romains, regardoient à la vérité comme très-infame la profession de courtisane, quoique les femmes qui l'exerçoient ne fussent point punies par les loix, & que même elles allaient déclarer leur nom & leur métier devant un magistrat. Mais lorsqu'une femme avoit une fois pris ce parti, ce n'étoit pas pour elle un nouveau deshonneur que de se faire payer, & de n'admettre personne qu'à ce prix-là. Un exemple fera mieux concevoir la chose. C'est donc comme si je disois: il ne sied pas bien à un homme de bonne maison d'exercer le métier de boutreau; mais quand il s'est mis une fois au-dessus de la honte attachée à cette profession, ce n'est pas pour

lui un deshonneur de prendre de Par-gent, comme un *salaire* des exécutions qu'il fait. On pourroit même dire, sans tant de détours, que la profession de courtisane étoit tolérée à Rome, les conventions qui y avoient du rapport, étoient aussi tenues pour valides devant les tribunaux romains. Remarquons encore, avant que de finir cet article, que si du consentement d'une personne, on a commis un crime dont il lui revienne de l'avantage, elle ne sauroit légitimement nous en blâmer, ou se fâcher contre nous. Il arrive néanmoins souvent, sur-tout chez les princes, qu'après avoir profité d'un crime d'autrui, ils ne laissent pas de le punir, de peur que l'impunité ne fût d'un exemple contagieux, qui pourroit aisément tourner dans la suite à leur propre préjudice. C'est ainsi qu'autrefois un esclave ayant découvert Sulpicius son maître, qui avoit été déclaré par le sénat, ennemi du peuple romain, les consuls lui donnerent la liberté, à cause qu'il avoit découvert un ennemi public: mais ensuite parce qu'il avoit trahi son maître, ils le firent précipiter du haut d'un rocher. (D.F.)

SALIKES, adj. pl., *Droit public de France*, nom qu'on donne communément à un recueil de loix des anciens François, par une desquelles on prétend que les filles des rois de France sont exclues de la couronne.

Plusieurs auteurs ont écrit sur les loix *saliques*; mais comme MM. de Vertot & de Foncemagne, de l'académie des inscriptions de Paris, en ont traité d'une manière plus intéressante, nous tirerons de leurs mémoires sur ce sujet ce que nous en allons dire, d'autant plus qu'ils se réunissent à penser que ce n'est pas précisément en vertu de la loi *salique* que les filles de France sont exclues de la couronne.

Selon

Selon M. l'abbé de Vertot, il n'est pas aisé de décider quel est l'auteur des loix *saliques*, & bien moins de fixer l'époque de leur établissement. Quelques historiens prétendent que la loi *salique* tire cette dénomination *salique* d'un certain seigneur appelé *Salegast*, qui fut, dit-on, un de ceux qui travaillèrent à la compilation de cette loi. C'est le sentiment d'Othon de Frisingue, liv. IV. Avantin dans le IV. liv. de son *histoire de Bavière*, rapporte l'étymologie de ce mot *salique* au mot *sala*, comme si les premières loix des Francs avoient été dressées dans les salles de quelques palais. D'autres auteurs le font venir d'une bourgade appelée *Salestinie*, qu'ils placent comme il leur plaît, sur les rives de l'Ysel ou du Sal. Enfin on a eu recours jusqu'à des fontaines & des puits de sel, & de-là on n'a pas épargné les allégories sur la prudence des premiers François.

Mais il est plus naturel de rapporter l'épithète de *salique* à cette partie des Francs qu'on appelloit *Saliens*: *hac nobilitissimi Francorum, qui salici dicuntur, alicui utitur lege*, dit l'évêque de Frisingue.

L'on a deux exemplaires de ces loix. le plus ancien est tiré d'un manuscrit de l'abbaye de Fulde, imprimé en 1557 par les soins de Jean-Basile Herold. L'autre édition est faite sur la réformation de Charlemagne; & il y a à la fin de cet exemplaire quelques additions qu'on attribue aux rois Childebert & Clotaire. Mais l'un & l'autre exemplaire paroissent n'être qu'un abrégé d'un recueil plus ancien. Quelques-uns attribuent ces loix à Pharamond & d'autres à Clovis.

Quoiqu'il en soit, on lit à l'article 62 de ces loix un paragraphe conçu en ces termes: *de terra vero salica nulla*

Tome XII.

portio hereditatis mulieri veniat, sed ad sexum virilem tota terra hereditas perveniat; c'est-à-dire, pour ce qui est de la terre *salique*, que la femme n'ait aucune part dans l'héritage, mais que tout aille au mâle. C'est de ce fameux article dont on fait l'application au sujet de la succession à la couronne, & l'on prétend qu'elle renferme une exclusion entière pour les filles des rois.

Pour éclaircir cette question, il est bon de remarquer que dans ce chapitre *lxix.* il s'agit de l'aleu, de *alode*, & qu'il y avoit dans la Gaule françoise & dans les commencemens de cette monarchie, des terres allodiales auxquelles les femmes succédoient comme les mâles, & des terres *saliques*, c'est-à-dire, conquises par les Saliens, qui étoient comme des espèces de bénéfices & de commanderies affectées aux seuls mâles, & dont les filles étoient exclues comme incapables de porter les armes. Tel est le motif & l'esprit de la loi *salique*, qui semble ne regarder que la succession & le partage de ces terres *saliques* entre les enfans des particuliers.

Le vulgaire peu éclairé, dit M. de Foncemagne, entend par le mot de *salique*, une loi écrite qui exclut formellement les filles du trône. Ce préjugé qui n'a commencé à s'accréditer que sur la fin du XV^e siècle, sur la parole de Robert Guaguin & de Claude de Seyssel, les premiers écrivains françois qui aient cité la loi *salique* comme le fondement de la masculinité de la succession au royaume de France; ce préjugé est aussi mal appuyé qu'il est universel; car 1^o. le paragraphe 6. de l'article 62. est le dernier du titre qui ne traite que des successions entre les particuliers, & même des successions en ligne collatérale. Rien ne nous autorise à le séparer des paragraphes

Ccc

qui le précédent pour lui attribuer un objet différent, rien ne fonde par conséquent l'application que l'on en fait à la couronne. Peut-on croire en effet que les auteurs de la loi aient confondu dans un même chapitre, deux espèces de biens si réellement distingués l'un de l'autre, soit par leur nature, soit par leurs prérogatives; le royaume & le patrimoine des personnes privées? peut-on supposer qu'ils aient réglé par un même décret l'état des rois & l'état des sujets? Il y a plus, qu'ils aient renvoyé à la fin du décret l'article qui concerne les rois, comme un supplément ou comme un accessoire, & qu'ils se soient expliqués en deux lignes sur une matière de cette importance, tandis qu'ils s'étendoient assez au long sur ce qui regarde les sujets? 2°. Le texte du code *salique* doit s'entendre privativement à toute autre chose, des terres de conquête qui furent distribuées aux François à mesure qu'ils s'établissoient dans les Gaules, en récompense du service militaire, & sous la condition qu'ils continueroient de porter les armes, & la loi déclare que les femmes ne doivent avoir aucune part à cette espèce de bien, parce qu'elles ne pouvoient acquitter la condition sous laquelle leurs peres l'avoient reçu. Or il est certain par les formules de Marculfe, que quoique les femmes n'eussent aucun droit à la succession des terres *saliques*, elles y pouvoient cependant être rappelées par un acte particulier de leur pere. Si le royaume avoit été compris sous le nom de terre *salique*, pourquoi au défaut des mâles les princesses n'auroient-elles pas été rappelées à la succession à la couronne? Mais le contraire est démontré par un usage constant depuis l'établissement de la monarchie, & dont l'origine se perd dans les

ténèbres de l'antiquité. Car pour ne nous en tenir qu'à la première race des rois de France, Clotilde, fille de Clovis, ne fut point admise à partager avec ses freres, & le roi des Visigoths qu'elle avoit épousé, ne reclama point la part de sa femme. Théodéchilde, fille du même Clovis, fut traitée comme sa sœur. Une autre Théodéchilde, fille de Thierry I. selon Flodoard, & mariée au roi des Varnes, selon Procope, subit le même sort. Théodebalde succéda à son pere Théodebert au préjudice de ses deux sœurs, Raginrude & Bertoare. Chrothinde & Chrotberge survécurent à Childeberr leur pere; cependant Clotaire leur oncle hérita du royaume de Paris. Alboin, roi des Lombards, avoit épousé Clofunde, fille de Clotaire I. Mais après la mort de son beau-pere, Alboin ne prit aucunes mesures pour faire valoir les droits de sa femme. Ethelbert, roi de Kent, avoit épousé la fille aînée de Caribert, qui ne laissa point de fils; cependant le royaume de Paris échut aux collatéraux, sans opposition de la part d'Ethelbert. Gontrant avoit deux filles, lorsque se plaignant d'être sans enfans, il désigna son neveu Childeberr pour son successeur. Chilperic avoit perdu tous ses fils, Basine & Rigunthe lui restoit encore, lorsqu'il répondit aux ambassadeurs du même Childeberr; „ Puisque je n'ai point de „ postérité masculine, le roi votre maître, fils de mon frere, doit être „ mon seul héritier”. Tous ces divers exemples démontrent que les filles des rois étoient exclues de la couronne; mais l'étoient-elles premierement par la disposition de la loi *salique*?

M. de Foncecagne répond, que le chapitre *lxxij.* du code *salique* peut avoir une application indirecte à la succession au royaume. De ce que le droit com-

mun des biens nobles, dit-il, étoit de ne pouvoir *tomber*, pour me servir d'une expression consacrée par son ancienneté, *de lance en quenouille*, il faut nécessairement conclure que telle devoit être à plus forte raison la prérogative de la royauté, qui est le plus noble des biens, & la source d'où découle la noblesse de tous les autres. Mais la loi en question renferme cette conséquence, elle ne la développe pas, & c'en est assez pour que nous puissions soutenir que les femmes ont toujours été exclues de la succession au royaume de France par la seule coutume, mais coutume immémoriale, qui sans être fondée sur aucune loi, a pu cependant être nommée *loi salique*, parce qu'elle tenoit lieu de loi, & qu'elle en avoit la force chez les François. Agathias qui écrivoit au VI^e siècle, appelloit déjà cette coutume la *loi du pays*, *πατριος νόμος*, & dès lors elle étoit ancienne, puisqu'Albofède & Lantilde avoit succédé seul à son frere Chilperic. Les François l'avoient empruntée des Germains, chez qui on la trouve établie dès le tems de Tacite, qui remarque comme une exception aux coutumes universellement établies parmi les Germains, que les Sitons qui faisoient partie des Sueves, étoient gouvernés par une femme: *cetera finiles*, dit cet historien, *uno differunt, quod femina dominatur; de nob. Germanor. in fine*, ou pour parler plus exactement, dès le tems de Tacite elle étoit observée par les François, que l'on comprenoit encore sous le nom de *Germains*, commun à toutes les nations Germaniques. Ils l'apportèrent au-delà du Rhin comme une maxime fondamentale de leur gouvernement, laquelle avoit peut-être commencé d'être usitée parmi eux, avant même qu'ils

eussent connu l'usage des lettres. C'est ce qui faisoit dire au fameux Jérôme Bignon, „ qu'il faut bien que ce soit „ un droit de grande autorité, quand „ on l'a observé si étroitement, qu'il „ n'a point été nécessaire d'en rédiger „ une loi par écrit “. *De l'excellence des rois & du royaume de France, page 286.*

Les recherches également curieuses & solides de ces deux académiciens confondent pleinement l'opinion téméraire de l'historien Duhaillant, qui avance que le paragraphe 6. de l'article 62. concernant la terre *salique*, avoit été interpolé dans le chapitre des aïeux par Philippe-le-Long, comte de Poitou, ou du moins qu'il fut le premier qui se servit de ce texte pour exclure sa niece, fille de Louis-le-Hutin, de la succession à la couronne, & qui fit, dit cet écrivain, croire au peuple François, ignorant des lettres & des titres de l'antiquité des Francs, que la loi qui privoit les filles de la couronne de ce royaume, avoit été faite par Pharamond.

Que cette loi, dit M. l'abbé de Vertot, ait été établie par Pharamond ou par Clovis, princes qui vivoient l'un & l'autre dans le V^e siècle, cela est indifférent. Mais l'existence des loix *saliques*, & plus encore leur pratique sous les rois de France de la première & de la seconde race est incontestable. Il ne se trouve aucun manuscrit ni aucun exemple sans l'article 62. qui exclut de toute succession à la terre *salique*, preuve que ce n'est pas une interprétation. Le moine Marculphe, qui vivoit l'an 660, cite expressément cette loi dans ses formules, & enfin on étoit si persuadé, même dans le cas dont parle Duhaillant, que tel avoit toujours été l'usage du royaume que, se-

lon Papire Masson, les pairs & les barons, & selon Mézerai, les Etats assemblés à Paris décidèrent que la loi *salique* & la coutume inviolable gardée parmi les François, excluioient les filles de la couronne, & de même quand après la mort de Philippe-le-Long, Edouard III. roi d'Angleterre, descendu par sa mere Isabelle de Philippe-le Bel, se porta pour prétendant au royaume de France. „ Les douze pairs s'assemblerent à Paris, dit Froissart, *liv. I. chap. xxij.* „ au plutôt qu'ils purent, & donnerent le royaume d'un commun accord à messire Philippe de Valois, & en „ ôtèrent la reine d'Angleterre & le roi son fils, par la raison de ce qu'ils „ dirent que le royaume de France est de si grande noblesse qu'il ne doit „ mie par succession aller à femelle”. *Mém. de l'acad. des inscript. de Paris, tome II. Dissert. de M. l'abbé de Vertot, sur l'origine des loix saliques, pag. 610, 611, 615. & 617. & tome VIII. Mém. hist. de M. de Foncemagne, pag. 490, 493, 495, & 496.*

SALM, comté de, Droit public. Ce pays, qu'on nomme aussi le *haut comté de Salm*, pour le distinguer du bas comté de ce nom, placé dans le Luxembourg, est situé dans les Vosges entre la Lorraine & la basse Alsace. Jean & Simon, fils de Jean, comte de Salm, partagèrent ce comté en deux portions égales. La ligne mâle du premier finit avec Paul, dont la fille, nommée Christine, épousa François de Lorraine, comte de Vaudemont, à qui elle apporta en dot la moitié du comté & ses autres biens paternels, aujourd'hui entre les mains de la France. Simon ne laissa qu'une fille, appelée *Jeannette*, qui en 1459 conféra également sa portion du comté à Jean V. son époux, wild- & rhingrave, de qui descendoit

le wild- & rhingrave Philippe-Otton, comte de *Salm-Neufville*, qui en 1623 fut aggrégé au nombre des princes de l'empire, au banc desquels son fils, Léopold-Philippe-Charles, wild- & rhingrave, prince de *Salm*, seigneur de Feneftanges & d'Anholt, fut admis en 1654, & dont le successeur Charles-Thierry-Otton de *Salm* obtint, sur requête présentée en 1668 au directoire du cercle du haut-Rhin établi à Worms, un certificat, portant que le comté de *Salm*, tel qu'il y étoit énoncé, étoit membre dudit cercle & comté immédiat du S. Empire. Cette ligne des anciens comtes de *Salm* ayant fini à la mort de Louis-Otton, fils de Charles-Thierry, arrivée en 1738; les terres & dignités en dépendantes échurent à Jean-Philippe-Dominique-Joseph-Albert & à son frere Philippe-Joseph, conjointement avec leur cousin-germain Nicolas-Léopold, tous arrièrespets fils de Frédéric Magnus, auteur de la branche collatérale flamande de ladite maison de *Salm*. Ces princes en formèrent deux nouvelles, savoir, le dernier de la branche de Hoogstraten ou de *Salm-Salm*, & les autres celle de Leutz ou Læves ou de *Salm-Kybourg*; toutes deux exerçant chaque année alternativement, par convention de 1743, le droit de suffrage des princes de *Salm* à la diète de l'empire. Leur taxe matriculaire est de deux hommes à cheval & quatre à pied, ou de 40 florins par mois, indépendamment de 20 écus 25 $\frac{1}{2}$ pour leur contingent à l'entretien de la chambre impériale; taxe au reste, qui n'est pas encore fixe. Le prince régnant de *Salm-Salm* possède seul le comté de *Salm* augmenté considérablement par le traité de partage fait à Paris en 1751, entre la couronne de France & cette maison, qui céda au roi

la part qu'elle avoit à la seigneurie de Feneustranges. (D.G.)

SALMANSWEYLER, *abbaye de, Droit public.* L'abbaye de *Salmansweyler*, anciennement *Salemannenwilare*, en latin *Salem* ou *Saleminum*, est sise en Suabe, sur la rivière d'Ach, entre le comté de Heiligenberg & l'évêché de Constance, aux environs de la ville impériale d'Ueberlingen; dans les villages, hameaux & fermes qui lui appartiennent, elle jouit tant au-dedans qu'au-dehors de leurs enceintes de tous les droits régaliens, la justice civile & criminelle, du droit de grurie & d'escorte, ainsi que de ceux connus sous le nom de *jura fisci*, *collektandi*, *armandi*, *conducenti* & *sequele*, avec toutes les autres prérogatives & immunités relatives à un Etat libre du S. Empire, fondée vers l'an 1134 par Gondran, baron d'Adelsreuthe, pour les religieux de l'ordre de Citeaux. Il la dota de sa seigneurie allodiale d'Adelsreuthe avec toutes ses appartenances. Aussi l'abbaye porte-t-elle encore aujourd'hui les armes de cette maison, qui sont de gueule au béliet de sable. Peu de tems après sa fondation, savoir en 1142, l'empereur Conrad III. qui étoit en même tems duc de Suabe, la prit sous sa protection spéciale & perpétuelle, & la mit sous la dépendance des Etats du S. Empire. Ses successeurs, les empereurs & rois de Germanie, ainsi que les archiducs d'Autriche en firent de même; l'empereur Frédéric I. en 1155, 1160, 1183 & 1185; l'empereur Henri VI. en 1193; l'empereur Otton en 1209; Frédéric II. en 1210, 1213 & 1217; Henri VII. en 1222, 1224, 1229 & 1231; Conrad IV. & Albert en 1299, 1300; Charles IV. en 1348, 1353 & 1354; Wenceslas en 1381; Rupert en 1401 & 1403;

Sigismond en 1413, 1429 & 1433; Frédéric III. en 1453, 1470 & 1487; Maximilien I. en 1494 & 1501; Charles V. en 1521, 1541 & 1548; Ferdinand I. en 1559; Maximilien II. en 1566; Rodolphe II. en 1567 & 1578; Matthias en 1612, & Ferdinand II. en 1623; tous ces princes, ainsi que leurs successeurs jusqu'à ce jour, non contents d'accorder toutes sortes de privilèges à l'abbaye de Salem, lui ont donné de plus la qualification d'*abbaye libre & immédiate du S. Empire*. Le titre du prélat est: *très-révérendissime seigneur & prélat du S. Empire, abbé de l'abbaye exemptée royale libre & immédiate de Salem, &c.* En 1760, le prélat Anselme II. rechercha à Vienne la dignité princière; mais cette démarche n'eut point de suite. La plupart des titulaires ont été jusqu'ici vicaires-généraux de l'ordre de Citeaux en haute-Allemagne, & ils jouissent de l'inspection en chef & du droit de paternité immédiate sur plusieurs monastères d'hommes & de femmes tant en Suabe & dans la Suisse, qu'en Brisgau & en Bavière. Le titulaire jouit du premier rang & du suffrage parmi les prélats de Suabe, tant à la diète de l'Empire qu'à celle du cercle. En vertu d'un décret de commission impériale, rendu en 1727, la taxe matriculaire de 130 fl. qu'elle avoit payée jusqu'alors, fut réduite à 76, & cette somme demeura fixée pour la norme proportionnelle de toutes les impositions de l'Empire du cercle. Sa cote pour l'entretien de la chambre impériale est de 169 rixdallers. 8 kreutzers.

Quoique les échançons héréditaires, connus sous le nom de *truchesses de Waldborg*, fussent en leur qualité d'anciens préfets impériaux, & du chef du comté de Scheer & Fridberg, les arriere-

protecteurs de cette abbaye immédiate, les lettres-patentes de l'empereur ne lui réservoient pas moins le droit de reculer & de remercier ces arrière-protecteurs, & de s'en choisir d'autres selon leur bon plaisir & leur convenance ; c'est en cette qualité, que les comtes de Werdenberg, aujourd'hui princes de Furstenberg, ont joui d'un exercice limité de la juridiction criminelle en différentes terres jusqu'en 1673 dans les bas tribunaux de *Salzwisweyler*. Les empereurs & les rois de Germanie, ainsi que les archiducs d'Autriche, ont chargé la préfecture de Suabe dans le même sens que les truchefesses de Waldbourg, de l'arrière-protection de cette abbaye, qui jouit encore aujourd'hui de la faculté de s'y soustraire selon qu'elle le juge à propos. Elle a coutume de donner à l'abbaye une reconnaissance annuelle, consistant en une quantité arbitraire de vins & de grains. Ce monastère a perdu dans le dernier siècle plus d'un tiers de ses biens & sujets. Autrefois les appellations alloient des justices de village au tribunal supérieur, appelé *fiedelgericht* ; aujourd'hui elles sont portées des grands-bailliages par-devant la justice aulique de l'abbé, & de-là aux cours souveraines de l'Empire. (D.G.)

SALTZBOURG, *archevêché de, Dr. public*, est borné à l'est par l'Autriche & la Stirie, au sud par la Carinthie & le Tyrol, fondant ses limites à l'ouest avec la haute-Bavière, qui fait sa limite au nord. Sa plus grande étendue, d'après la carte de Guétrather, est de 25 milles du couchant au levant, de 16 du septentrion au midi, ou de 24 milles ensemble, à compter des extrémités des bornes de la haute-Bavière jusqu'à celles de la Carinthie.

On dénote en Bavière par territoi-

res, terres nobles (*territoria, hofmarkte*) les terres ci-devant nobles, dont les propriétaires exercent la basse justice sur les sujets en dépendans. Le terme de *hofmarkte* est usité en Bavière depuis des siècles. Les anciens appellerent cette sorte de terre *curti marcum* ou *curtim marchiam*. Ses possesseurs sont désignés de nos jours par le nom de *hofmarktsheerrn*, qui veut dire à-peu-près baron, & la juridiction, qui leur compète sur les sujets, est dite *hofmarktsgerichtigkeit*, dont le ressort ne s'étend pas sur le grand criminel.

Les paylans armés & habitués dès leur jeunesse à tirer au but, servent de défenseurs au pays. Ils ne sont de corvées ni par main d'œuvre, ni par chevaux, mais en leur place ils payent une somme d'argent, dit *cens ou champart*, versé dans la caisse du pays, d'où leurs seigneurs le retirent. Quoiqu'anciennement la noblesse de l'archevêché ait été fort nombreuse, la politique du prince a cependant su si bien la détruire, qu'il n'en existe plus du tout. Tous ses biens même ont été dévolus à l'église. Ce qui en reste à la cour, ou dans le chapitre consiste en étrangers, principalement en Autrichiens, en Bohémiens & quelques Bavares ; de sorte que depuis l'extinction de la noblesse, les Etats du pays ne sont plus composés que de la classe des prélats & de celle de la roture. L'évêque de Chiemsée, le chapitre & son prévôt, l'abbé de S. Pierre à *Salzburg*, le prévôt de Berchtolsgrad, l'abbé de S. Michel en Bavière, le prévôt de Haglwerth, & l'abbé de Nunnwerth font partie de la première classe. On compte parmi la dernière, ou celle de la roture, les villes & les vingt-deux bourgades.

S. Rupert, fait évêque en 716, est le fondateur de l'église de *Salzburg*,

construite d'abord avec l'approbation de Théodore, duc de Bavière, proche le lac dit *Wallersee*, & bientôt après à *Salzbourg*. En 798, Arnoul, sixième évêque, selon le témoignage des historiens du pays, fut décoré de la dignité archiépiscopale & métropolitaine. Son diocèse s'étendit dans les commencemens par le Norique, la Bavière, une partie de la Rhétie, la Bohême, la Moravie & la Pannonie. On prétend, qu'il fut même déclaré légat du siège apostolique dans tout le district métropolitain. L'archevêque Gebhard, à cause de son infidélité envers l'empereur Henri IV. & de son attachement à la cour de Rome, obtint du pape le titre de son légat en Allemagne, qui devint propre à tous ses successeurs. A cela fut ajouté la primatie d'Allemagne, dont les archevêques de *Salzbourg* jouissent sans contestation depuis l'extinction de l'archevêché de Magdebourg. Les terres considérables de l'archevêché ont été acquises à titre d'achat & de dons faits par les ducs de Bavière, par les rois Francs, & par beaucoup d'autres personnes nobles & roturiers.

Le titre de l'archevêque est : *Par la grace de Dieu, prince du S. Empire romain, archevêque de Salzbourg, légat né du S. siège, primat d'Allemagne*. L'archevêque de *Salzbourg* porte parti d'or au lion de sable, à fenestre damasquinée; par derrière l'écu, la croix double, accompagnée de l'épée & de la croix passées en sautoir.

L'archevêque, outre les prérogatives ecclésiastiques d'être légat né & perpétuel du S. siège & primat d'Allemagne, jouit encore de celles qui suivent : Il porte l'habit de cardinal. L'appel de ses jugemens va nuement en cour de Rome. Le S. siège lui renouvelle de cinq en cinq ans la permission de nom-

mer aux canonicats dans les mois réservés au pape par les concordats. L'empereur lui accorde le titre de *votre dilection* (*dero liebden*) tandis qu'il ne donne que du *révérendissime* à tous les princes ecclésiastiques, qui ne sont pas issus de race princière. Il a sept évêques pour suffragans, savoir, ceux de Freisingue, de Ratisbonne, de Brixen, de Gurk, de Chiemsée, de Sekau & de Lavant, dont il nomme les quatre derniers, les sacre & leur donne la confirmation, sans que celle du pape y soit requise; droit extraordinaire qui ne compete à nul autre archevêque. Ses prérogatives temporelles consistent en ce qu'après les archevêques, qui sont à-la-fois électeurs, il est le seul évêque d'Allemagne, qui ait voix & séance à la diète; que dans le college des princes il alterne pour le directoire & la première place sur le banc ecclésiastique avec la maison d'Autriche, & que conjointement avec celle de Bavière, il convoque & dirige le cercle de ce nom, v. BAVIERE; que quand l'occasion s'en présente, il est admis à la table de l'empereur, en présence même de l'impératrice, ce qui est censé être une faveur particulière, & que ses envoyés ont le pas sur les princes présens à la diète, comme ils l'ont soutenu en 1663 contre le prince abbé de Fulde.

Sa cote matriculaire équivalait à celle d'un électorat; car elle porte 60 cavaliers & 277 fantassins ou 1828 flor. Son contingent pour l'entretien de la chambre impériale est de 608 rixdallers 96 kr.

Le chapitre cathédral est composé de 24 personnes. Les comtes de Lodron sont décorés de la dignité de maréchal héréditaire de l'archevêché; les comtes de Tœring de celle de chambellan;

les comtes de Kuenbourg depuis 1669 de celle d'échançon, & les comtes & princes actuels de Lamberg depuis 1685 de celle de sénéchal. La première & les deux dernières charges héréditaires sont conférées par les archiducs d'Autriche, l'archevêque Frédéric III. ayant revêtu des mêmes archi-offices de son église les ducs Albert & Otton. En 1701, Jean-Ernest, comte de Thun, archevêque de *Salzburg*, fonda un ordre en l'honneur de S. Rupert, composé de 12 chevaliers, qui sont les mêmes vœux que ceux de S. Jean, sont tenus de faire preuve de quartiers & obéissent à un grand-maître. Ils jouissent d'une pension, & obtiennent des retraites de commandans au château de *Salzburg* ou dans les places frontières, après un service militaire de 10 ans.

Les dicastres archiepiscopaux sont : le conseil intime, ou le conseil d'Etat, le consistoire, le conseil aulique ou la cour de justice, la chambre des domaines ou des finances, & le conseil de guerre.

Keysler ne fait monter les revenus de l'archevêque qu'à 800000 rixdallers, mais par un état dressé sur les lieux par un homme digne de foi, qui joint l'expérience à une probité reconnue, l'on fait qu'ils rapportent annuellement commune par tout le pays trois à quatre millions de florins. La saline de Hal-lein en est la source principale. (D.G.)

SALVAGE, f. m., *Jurisp.* ; c'est un droit qui se paye à ceux qui ont aidé à sauver des marchandises & autres choses, qui périroient dans un naufrage; ce droit est ordinairement le dixième de ce qu'on a sauvé. (D.J.)

SALUT SUR MER, f. m., *Droit des gens*. Le salut est une déférence & un honneur qui se doit rendre sur mer, non-seulement entre les vaisseaux de

différentes nations, mais encore entre ceux d'une même nation, lorsqu'ils sont distingués par le rang des officiers qui les montent & qui les commandent. Nous n'en parlerons que relativement aux vaisseaux étrangers; ce n'est que sous ce point de vue que le *salut sur mer* tient au droit des gens.

Ces respects consistent à se mettre sous le vent, à amener pavillon, à faire les premières & les plus nombreuses décharges d'artillerie, pour la salve, à serler quelques voiles, & particulièrement le grand hünier, à envoyer quelques officiers à bord du vaisseau le plus considérable, & à venir mouiller sous son pavillon, selon que la diversité des occasions exige quelques unes de ces cérémonies. Amener le pavillon, c'est-à-dire, le mettre bas par respect, est la plus grande marque de soumission, qu'un vaisseau puisse rendre à un autre vaisseau. Les vaisseaux des officiers généraux, qui sont obligés d'amener le pavillon, abaissent celui qui marque leur rang. Les autres vaisseaux, tant de guerre que marchands, amènent celui qui est arboré à leur arrière. Embrasser le pavillon, c'est lorsque le matelot fait du pavillon une espèce de fagot, en le ramassant par une embrassade, lorsqu'il est déployé. Cet usage s'est introduit dans ces derniers tems parmi quelques nations du nord, comme un tempérament entre amener le pavillon & le tenir arboré.

Les vaisseaux rendent les honneurs du *salut*, non-seulement lorsqu'ils rencontrent d'autres vaisseaux, mais encore lorsqu'ils entrent dans un port, ou qu'ils passent devant une forteresse. Cet usage remonte très-haut. Parmi les anciens peuples, ceux qu'une marine redoutable faisoit aspirer à l'empire de la mer, ne se montraient pas moins jaloux.

jaloux d'étaler aux yeux les symboles de cet empire. Ils tenoient à grand honneur de porter le *supparum*. On en peut juger par un passage de Seneque, *epist.* 77. Le *supparum* est une petite voile qui a la forme d'un *delta*: elle est attachée à la haute piece du grand mât, battant contre la hune & contre le trinquet de ce grand mât. On la déploye pour aider à la navigation, quand le vent tombe. L'usage de cette petite voile est tres-heureusement exprimé dans ces vers de Lucain:

Summaque pendens

Suppara velorum, perituras colligit auras.

Lib. 5. Pharfal. vers. 428 & 429.

C'étoit pareillement chez les anciens une marque de soumission, & un signe qu'on se rendoit à discrétion, que d'ôter l'*aplystrum*. Les anciens Latins ont fait *aplystrum* du mot grec ἀπλυστρον, qui signifie le sommet de la poupe, comme ἀμπεστρον signifie le sommet de la proue; & plus anciennement encore, les Latins disoient *amplustrum*. Le scholiaste de Juvenal, *ad satyr.* 10. vers. 133. & seq. nous apprend que c'étoit une espee de plancher attaché sur le sommet de la poupe, qui lui servoit d'ornement. Cet *aplystrum* ne contribuoit en rien aux manœuvres du vaisseau, & n'étoit par conséquent qu'un ornement superflu. *Aplystria navium ornamenta* (dit Festus, au mot *aplystria*) quæ, quia erant amplius, quam essent necessaria usu, etiam amplustria dicebantur. L'*aplystrum* avoit la forme d'un bouclier, soit long, soit rond. Nous la retrouvons sur un nombre infini de médailles; & d'après ces monumens, plusieurs savans nous-en ont exactement dessiné la figure. Scheffer, *de re navali*, lib. II. cap. vj. Cuperus, *in Apol. Homer.*, pag. 196. Fabretti, *ad Colophonum Trojan.*, pag. 117. & Beger, *Tome XII.*

in Thesaur. Branden. tom. III. pag. 408. On plantoit au milieu de l'*aplystrum* un bâton droit, auquel on attachoit des plumes, des aigrettes, des panaches, & quelquefois des banderolles. Des médailles de Marc-Antoine, d'Adrien & de beaucoup d'autres, nous représentent un *aplystrum*, dont trois panaches, qui s'élevent du sommet de la poupe, font l'ornement. L'*aplystrum* du célèbre vaisseau des Argonautes, selon d'anciens monumens, portoit trois banderolles. Voyez Saumaïse, *in Plin. Exercit.* pag. 404.

On ne se contentoit pas d'ôter l'*aplystrum*, en signe de soumission, ou qu'on se rendoit à discrétion; on l'attachoit à côté du vaisseau qui portoit le vainqueur, ou du moins un personnage plus considérable que celui qui rendoit cet hommage. Nous lisons dans Appien, *lib. V. de bello civili*, pag. 1118. qu'à l'approche d'Enobarbus & de sa flotte, le premier lieutenant d'Antoine, qui se tenoit debout sur la proue, ordonna fierement aux gens d'Enobarbus, ainsi que cela s'observoit à l'égard de vaincus ou d'inférieurs, que l'on rencontroit, d'ôter les ornemens de leurs vaisseaux: ce qu'ils firent; ensuite les vaisseaux d'Enobarbus vinrent se ranger à côté de celui d'Antoine.

Quand on rendoit au vainqueur l'hommage de l'*aplystrum*, le vainqueur plaçoit cet ornement parmi ses trophées, comme on le voit dans ces vers de Juvenal:

*Bellorum exuvie, truncis affixa trophæis
Loricæ, & fracta de Casside bacula pen-
dens,*

*Et cæcæ tenone jugum, viæque tri-
gemis*

*Aplystre, & sinitrostrophis captivum in arcu,
Humanis majora bonis creduntur.*

Satyr. 10. vers. 133. & seq. 134.
D d d

L'honneur du *salut sur mer* s'exige à plus d'un titre. Le premier de tous est lorsqu'on le demande comme une reconnaissance de la souveraineté, qu'un prince revendique sur la partie de la mer où se trouvent les vaisseaux de qui il exige ce *salut*. Cette souveraineté locale de la mer est admise par tous les auteurs. Quoique la mer soit un élément libre, & de même nature que l'air que nous respirons, & conséquemment appartenne à tous les hommes, rien n'empêche néanmoins que des bras de mer & toutes les parties qui sont renfermées entre les terres, ne puissent avoir un maître particulier. Dans les choses communes, tout ce qui peut être occupé devient propre à l'occupant, pourvu que cette occupation ne nuise pas à l'usage commun. D'après ce principe, chaque prince peut étendre sa souveraineté sur la partie de la mer dont les côtes lui sont soumises. La raison en est évidente. Cette mer fait elle-même partie du rivage possédé, & la propriété qu'en a l'Etat ne nuit pas à l'usage commun. On ne peut donc contester légitimement aux souverains l'empire de la mer, qu'ils prétendent sur leurs côtes. S'il s'élève à cet égard quelque doute raisonnable, ce ne peut être que sur l'étendue des côtes, & sur ce que l'on appelle la *pleine mer*. Les côtes maritimes d'un Etat ne sont pas distinctes comme ses frontières méditerranées; la plupart des auteurs pensent, sur ce point, diversément. Aucun n'a fixé l'étendue des côtes & ce qu'on doit appeler la *pleine mer*; on ne l'a pas fixée du moins par une règle sûre, que les nations aient adoptée. Nous ne voyons pas non plus, qu'en général les peuples aient fait à ce sujet une convention expresse avec d'autres peuples. On n'en trouve qu'un exemple.

En 1689, Louis XIV. & le dey d'Alger firent un traité, qui se renouvelle à l'avènement de chaque dey. Ce traité défend aux Algériens de faire des prises sur qui que ce soit dans l'étendue de dix lieues des côtes de France. Telle est la disposition de l'article IX. de ce traité. M. de Réal cite un autre exemple, *Science du gouvernement, tome V. page 781.* savoir le traité que Cromwell conclut en 1654 avec les Provinces-Unies. „ Il fut stipulé par ce traité, „ dit M. de Réal, que les Hollandois „ s'éloigneroient de dix lieues des côtes, en passant la mer d'Angleterre. „ Mais nous avons lu attentivement ce traité, & nous n'y avons rien trouvé de semblable. Voyez le *tome VI. du Corps universel diplomatique du Droit des gens*, où ce traité est rapporté.

C'est à ce titre de souveraineté de la mer, que Selden, *lib. de mari clauso, lib. II. cap. xvij.* revendique, en faveur des Anglois, l'honneur du *salut*; mais Morisot, écrivain français, justement jaloux de la gloire de sa patrie, a refusé cette prétention de Selden. Au reste, ce n'est ici qu'une querelle d'auteurs. Nous verrons dans un moment que la prétention à l'honneur du *salut* a été entre les deux nations le sujet de plusieurs démêlés.

Quelquefois l'honneur du *salut* se rend comme une marque de respect, à un vaisseau sur lequel est monté un prince ou un monarque. Enfin, le *salut* est un témoignage de bienveillance réciproque, que les vaisseaux reçoivent & rendent tout-à-tour. Comme ces titres, pour accorder ou exiger l'honneur du *salut*, diffèrent infiniment entre eux, on ne doit point être surpris que le *salut* ait été le sujet de différentes espèces de contestations. Philippe II. roi d'Espagne, défendit par une ordonnance

ce de 1563, que, pour saluer les villes & les forteresses des autres souverains, on baillât le premier pavillon, sur lequel font les armes d'Espagne. Les Etats-Généraux des Provinces-Unies se sont rendus, au contraire, très-faciles sur l'article du *salut*. On en peut juger par ce que rapporte Bynckershoek, in *Diatribâ de dominio maris*. Cet auteur nous dit qu'en 1671, les Etats-Généraux rendirent une ordonnance, laquelle enjoignoit à leurs capitaines de vaisseaux, de saluer fur mer, sur les côtes des autres souverains, tant que le canon des places & des forteresses tireroit, selon qu'il plairoit au souverain de la côte. L'ordonnance dit qu'il faut laisser totalement à la volonté du prince, de rendre le *salut*; ajoutant que chaque souverain l'est pleinement dans l'étendue de sa domination, & que, dans cette même étendue, tout étranger est sujet.

Le *salut sur mer* a fait naître dans le siècle dernier des débats fort vifs entre la France & l'Angleterre, les vaisseaux françois refusant avec fermeté de baisser pavillon devant les vaisseaux anglois qu'ils rencontraient dans le canal de la Manche. Puffendorf, de *rebus gestis Friderici-Guilelmi*, lib. XVI. cap. xl. & lib. XXIII. cap. iij. Plus anciennement on avoit cédé dans une occasion. Nous lisons dans M. de Thou, sous l'année 1603, dans le *Testament politique* de Richelieu, part. II. ch. IX. §. 5. & dans les *Economies royales* & *politiques* de Sully, édit. de 1725, l'affront que firent les Anglois dans la Manche, au marquis de Rosny, qui alloit en ambassade vers Jacques I. de la part de Henri IV. Le marquis de Rosny étoit à bord d'un vaisseau françois, qui portoit pavillon au grand mât, étoit commandé par un vice-amiral de Fran-

ce, & faisoit voile de Calais à Douvres. Deux flutes angloises vinrent, par distinction, au-devant de l'ambassadeur, & offrirent de le conduire jusqu'à Douvres; mais ces flutes ne voulurent point le recevoir à bord, que le vice-amiral n'eût baissé son pavillon. *Et qu'il n'eût rendu*, disoient les officiers Anglois, *à celui de leur maître; l'honneur qui est dû au souverain des mers*. Les conjonctures obligèrent l'ambassadeur & le vice-amiral de subir une loi qui n'étoit pas moins injuste qu'humiliante. Mais depuis, Louis XIV. fit respecter sa puissance, malgré les prétentions des Anglois, & la fit respecter; non-seulement pour ses sujets, mais encore pour ses alliés. Charles II. roi d'Angleterre, voulant inquiéter les Hollandois & même les François, sur la pêche que les uns & les autres faisoient dans la Manche & le long des côtes de Flandres, Louis XIV. chargea en 1661 son ambassadeur à Londres, de dire à ce prince, „ qu'il avoit tort d'étendre „ les défenses de la pêche, au préju- „ dice du droit commun, qui en donne „ la liberté à tout le monde; qu'outre „ l'intérêt qu'il y avoit pour ses sujets, „ il ne pouvoit se défendre de donner la „ main en cette rencontre aux Hollan- „ dois ses alliés, ni leur refuser son „ entremise, ayant des forces mariti- „ mes si puissantes, que personne au „ monde ne lui pouvoit faire obstacle *. Ce fut dans cette même occasion que l'ambassadeur de France reprocha à la cour de Londres ce qui s'étoit passé du tems de Henri IV. On n'osoit point alors disputer le premier honneur au pavillon françois. Sous le dernier règne, c'est-à-dire, quelques jours avant que Louis XV. eût déclaré la guerre, en 1744, le marquis de Roquefeuil, lieutenant-général des armées navales

de France, croissant dans la Manche, obligea tous les vaisseaux anglois qu'il rencontra, d'amener & de baisser pavillon.

La cour d'Angleterre, toujours attentive à faire valoir ses prétentions pour le *salut*, souffrit impatiemment qu'un ambassadeur de Suede, embarqué sur la Tamise, refusât de baisser pavillon devant l'amiral Anglois. Puffendorf, *de rebus gestis Friderici - Guillemi*, lib. IX. cap. viij.

Ce fut dans le siecle dernier, une des causes, ou plutôt un des prétextes, qui mirent aux mains, à différentes reprises, les Anglois & les Hollandois. „ Le *salut* du pavillon, dit Bafnage, étoit „ un des phantômes que le ministère „ de la Grande-Bretagne faisoit paroître sur la scène, & disparaître, selon qu'il vouloit la paix ou la guerre „. *Annales des Provinces-Unies*, tome II. page 492.

Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, exigeoit que les vaisseaux suédois qui entroient dans le port de Pillau, baissassent pavillon. Ceux-ci refusant de rendre cet honneur à l'électeur, l'affaire fut discutée avec grand soin. Puffendorf, *de rebus gestis Friderici - Guillemi*, lib. IX. cap. lxxviii. qui rapporte cette négociation, ajoute que sur cette marque d'honneur, quelques-uns proposoient ce tempérament, que les vaisseaux suédois arrivant à ce port, ne porteroient aucun pavillon, ainsi qu'en pareilles circonstances, les Anglois en étoient convenus avec les Espagnols, & à l'exemple de ce qu'avoit fait récemment un vaisseau anglois, qui, conduisant en Suede un ambassadeur d'Angleterre, avoit ôté son pavillon, sitôt qu'il avoit touché au port. Il y avoit sur-tout une raison, qui pouvoit déterminer à prendre ce biais,

c'est que les vaisseaux qui veulent entrer dans le port de Pillau, ne peuvent faire usage de la plus haute voile, de celle qu'on a coutume de baisser pour faire le *salut*. Mais l'électeur vouloit qu'on lui rendit cet honneur, & il soutenoit que la souveraineté de la mer Baltique, que les Suédois s'arrogeoient, ne pouvoit pas s'étendre aux ports & aux fleuves des autres princes : que ses ancêtres n'avoient jamais accordé, dans les ports dont ils étoient souverains, aucun privilege aux Suédois. Réciproquement les vaisseaux de l'électeur devoient baisser pavillon en pleine mer, devant les vaisseaux suédois qu'ils rencontreroient, & qui leur rendroient le *salut* par des salves d'artillerie. Comme le *salut sur mer* a fait naître bien des querelles entre les souverains de l'Europe, on a imaginé dans les différentes occasions divers tempéramens, pour étouffer ces querelles. Ceux qui rendoient cet hommage sur les côtes, le refusoient en pleine mer. „ Tromp, dit Bafnage, apprit aux Etats Généraux des Provinces-Unies que, pendant la vie du feu roi, tous les vaisseaux qui vengoient sur les côtes d'Angleterre, saluoient le pavillon anglois, sur-tout lorsqu'ils y étoient contraints par la supériorité, mais qu'on s'en dispensoit en pleine mer „. *Annales des Provinces-Unies*, tome I. page 253.

Il y en a qui veulent bien accorder le *salut*, mais qui exigent en même tems qu'on le leur rende. Quelquefois on ne baisse point le pavillon ; on se contente de le ployer, & c'est ce qu'on appelle *embrasser le pavillon*. Ainsi, pour régler toutes ces choses d'une manière stable, il faut avoir recours aux traités. Nous venons de voir que les Espagnols & les Anglois convinrent, pour éviter toute contestation, de ne

* point servir de pavillon, respectivement sur les côtes des uns & des autres. Puffendorf, *loco supra citato*, lib. IX. cap. lxxviii. Il fallut plusieurs traités pour concilier, sur l'article du *salut*, les Anglois & les Hollandois. Ceux-ci avoient toujours cédé l'honneur du pavillon à l'Angleterre, avant le gouvernement de Cromwel; mais l'Angleterre ayant pris, sous ce protecteur, une forme de république, la Hollande lui disputa l'honneur du pavillon. Cette contestation, qui éclata par un combat naval près de Douvres, le 28 Mai 1652, & qui désunit les deux nations pendant quelque tems, fut terminée en 1654, par le traité de Westminster, dont l'article treize porte, „ que les „ vaisseaux & navires des Provinces- „ Unies, tant vaisseaux de guerre qu'au- „ tres, qui rencontreroient quelqu'un „ des vaisseaux de la république d'An- „ gleterre, dans les mers Britanniques, „ baisseroient pavillon devant eux, de „ la même manière que cela s'étoit pra- „ tiqué auparavant ”.

Treize ans après, c'est-à-dire, en 1667, cette convention fut renouvelée entre Charles II. & les Provinces-Unies, par l'art. 9. du traité de Breda, conçu en ces termes: „ Les navires de guerre „ ou marchands des Provinces Unies, „ salueront, en abaissant la grande voi- „ le, & le pavillon du grand mât, les „ vaisseaux anglois qu'ils rencontreront „ dans les mers Britanniques ”. Enfin, cette affaire fut pleinement & définitivement arrangée par un autre traité de Westminster de 1674, article 4.

L'honneur du *salut* fut pareillement réglé entre les couronnes de Danemarck & de Suède, par le traité de Bromsebroo, art. 14. que Chrétien IV. & la reine Christine signèrent en 1645. Ce *salut* fut établi sur un pied égal entre

ces deux puissances. Enfin, nous trouvons dans le traité de 1655, conclu entre Louis XIV. & les villes anseatiques, un exemple de l'honneur du *salut*, accordé par l'une des parties contractantes, comme une marque de respect envers l'autre. Tel est l'article 7. de ce traité: „ Et pour éviter les „ inconvéniens qui pourroient arri- „ ver, lorsque les vaisseaux des su- „ jets des villes anseatiques seroient „ rencontrés par les navires de guerre „ de sa majesté, & ôter tous les prétextes de violences qui leur pourroient être faites, après avoir abattu le pavillon, aussi tôt qu'ils auront reconnu celui de France, ou en seront avertis par le signal qui leur sera donné par les François, d'un coup de canon tiré sans balle, demeureront à la portée du canon, paroîtront sur le bord, & attendront la chaloupe qui leur sera envoyée du vaisseau de guerre de sa majesté, avec deux ou trois hommes desdits vaisseaux de guerre, outre l'équipage de la chaloupe, lesquels entreranno dans lesdits vaisseaux marchands, dont les capitaines & vaisseaux seront tenus de montrer lesdits passeports & lettres de mer, & certificats ou polices de chargement, auxquels sera donnée entière foi & créance, sans qu'après les avoir vu & reconnu par iceux n'avoient aucunes marchandises de contrebande, ils puissent faire autre recherche dans le vaisseau, ou demander autre papier, ni ouvrir aucuns coffres, balles, malles, tonneaux, ou autres caisses, de quelque nature qu'elles soient, retenir les navires, ni prendre aucune sorte de droits, sous prétexte de salaire, vacation ou présens; & pour empêcher „ que, pendant la visite desdits papiers,

» il ne soit fait aucune violence aux
 » officiers d'édits vaisseaux du roi , en-
 » trés dans ledits vaisseaux marchands,
 » seront tenus les capitaines & maîtres
 » des vaisseaux , faire passer dans ladite
 » chaloupe, deux ou trois de leurs prin-
 » cipaux officiers, au-dessous d'eux,
 » pour y demeurer tant que ladite vi-
 » site des papiers aura été faite, & les-
 » dits hommes de la dite majesté repas-
 » ses dans ladite chaloupe ».

Une des cérémonies du *salut sur mer*, consiste dans les salves d'artillerie que font les vaisseaux, pour se rendre des honneurs lorsqu'ils se rencontrent sur mer, soit seuls, soit plusieurs, soit en flottes, ou lorsqu'ils entrent dans le port, ou qu'ils passent devant les places ou forteresses. Quoique toutes les nations se montrent également jalouses de ces honneurs, néanmoins aucun potentat n'a porté l'attention, à cet égard, aussi loin que Louis XIV. qui, par une de ses ordonnances, règle la manière dont on se doit comporter dans tous les cas. Voyez le *Code de la Marine de Louis XIV.* imprimé en 1689. Comme cette ordonnance nous paroît curieuse & instructive, nous allons en rapporter les divers articles.

Art. 1. Les vaisseaux de sa majesté, portant pavillon d'amiral, de vice-amiral & de contre-amiral, cornettes & flammes, salueront les premiers les places maritimes & principales forteresses des rois; & le *salut* se rendra coup pour coup à l'amiral & au vice-amiral; & aux autres, par un moindre nombre de coups, suivant la marque du commandant.

Art. 2. Les places de Corfou, Zante & Céphalonie, appartenantes à la république de Venise, celles de Nice & de Villefranche, appartenantes au duc de Savoie, seront saluées les premières

par le vice-amiral, qui se fera rendre le *salut* coup pour coup.

Art. 3. Les autres places & principales forteresses des autres princes & républiques salueront les premières l'amiral & le vice-amiral, & le *salut* leur sera rendu, savoir, par l'amiral, un moindre nombre de coups. Les autres pavillons inférieurs salueront les premiers, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Art. 4. Défend sa majesté aux commandans & capitaines de ses vaisseaux, & autres de ses bâtimens, de saluer aucunes places maritimes & forteresses étrangères, qu'ils ne soient assurés que le *salut* leur sera rendu, conformément à ce qui est prescrit ci-dessus.

Art. 5. Lorsque les vaisseaux de sa majesté, portant pavillon, rencontreront ceux des autres rois, portant des pavillons égaux aux leurs, ils se feront saluer les premiers, en quelques mers & côtes que se fasse la rencontre.

Art. 6. Comme aussi dans les rencontres de vaisseau à vaisseau, ceux de sa majesté se feront saluer les premiers par les autres, & les y contraindront par la force, s'ils en faisoient difficulté.

Art. 7. Le vice amiral & contre-amiral de France, rencontrant pavillon amiral de quelque autre roi, ou l'étendard royal des galères d'Espagne, ils ne feront aucune difficulté de les saluer les premiers.

Art. 8. Le vaisseau portant pavillon amiral, rencontrant en mer les galères d'Espagne, se fera saluer le premier par celle qui portera l'étendard royal.

Art. 9. Les escadres des galères de Naples, Sicile, Sardaigne, & autres appartenantes au roi d'Espagne, ne seront traitées que comme galères patronnes, quoiqu'elles portent l'étendard royal, & seront seulement saluées par le contre-amiral de France, & saluées

ront les premières le vice-amiral, qui les y contraindra en cas de refus. Sa majesté se réservant de donner des ordres particuliers, pour ce qu'elle jugera à propos de changer au présent article.

Art. 10. La même chose aura lieu pour les galères portant le premier étendard de Malthe, & de tous autres princes & républiques.

Art. 11. Tous les vaisseaux de guerre de sa majesté se feront saluer les premiers par la galère-patrone de Genes.

Art. 12. Les vaisseaux de sa majesté, portant cornettes & flammes, salueront sans difficulté les pavillons d'amiral, de vice-amiral & contre-amiral des autres rois, & se contenteront qu'il leur soit répondu par un moindre nombre de coups.

Art. 13. Les vaisseaux des moindres Etats, portant pavillon amiral, rencontrant celui de France, plieront pavillon, & salueront de vingt & un coups de canon, & ensuite celui de France ayant rendu le salut seulement de treize, les autres remettront leur pavillon.

Art. 14. Le vice-amiral ou contre-amiral de France, seront salués de la même manière, par le vice-amiral ou contre-amiral des autres Etats.

Art. 15. Leur amiral saluera pareillement le premier vice-amiral & contre-amiral de France; mais ne pliera son pavillon que pour l'amiral; leur vice-amiral, que pour l'amiral & le vice-amiral, & ainsi du contre-amiral; en sorte que la déférence de plier le pavillon, ne sera rendue par les moindres Etats qu'aux pavillons égaux & supérieurs.

Art. 16. Les vaisseaux du roi, portant cornettes, salueront l'amiral des moindres Etats, & se feront saluer par tous les autres pavillons.

On voit par cette ordonnance qu'une des occasions où les vaisseaux doivent le *salut*, c'est lorsqu'ils passent devant des places maritimes & forteresses. Les souverains des places maritimes & des côtes, exigent cet honneur des vaisseaux étrangers. Les galères du pape ayant passé devant une forteresse, appartenante à la république de Genes, sans la saluer, ces galères furent très-mal traitées par les Génois.

Les rois de France sont fort délicats sur l'article du *salut*. En 1667, les commandans de la flotte Française insistèrent auprès du grand duc de Toscane, pour que la citadelle de Livourne saluât la première la flotte, par des salves d'artillerie. Cette prétention parut alors exorbitante & insolite; mais l'ordonnance que nous venons de rapporter, y est conforme. L'article 2. n'excepte que les forteresses des rois, celles de la république de Venise & du duc de Savoie, qui seront saluées les premières par les vaisseaux du roi; & l'article 4. porte, que les forteresses de tous les autres princes & républiques salueront les premières. Suivant le même article 4, les rois de France ne sont pas moins attentifs à ce que le *salut* soit rendu, & à la manière dont il doit l'être. Nous voyons même jusqu'au nombre de coups de canon, exprimé dans l'article 29. du traité de paix, conclu en 1689, entre Louis XIV. & la régence d'Alger. » Toutes les fois, dit cet article, qu'un vaisseau de guerre de » l'empereur de France viendra mouil- » ler devant la rade d'Alger, aussi tôt » que le consul en aura averti le gou- » verneur, ledit vaisseau sera salué à » proportion de la marque de comman- » dement qu'il portera, par les châ- » teaux & forts de la ville, & d'un plus » grand nombre de coups de canon que

„ ceux de toutes les autres nations ; & il
 „ rendra coup pour coup : bien entendu
 „ que la même chose se pratiquera dans
 „ la rencontre desdits vaisseaux de guer-
 „ re à la mer ”. (Cet article est extrait
 „ par l'auteur, de la *Théorie des traités de*
commerce entre les nations, par M. Bou-
 chaud.)

SANCTIFICATION, f. f., *Morale*.
 Ce mot se prend en deux sens, l'un
 qui désigne un changement dans le ca-
 ractère moral de l'homme, l'autre qui
 désigne un changement dans la destina-
 tion actuelle des choses.

1°. Dans le premier sens, il signifie le
 changement qui arrive dans l'homme
 lorsqu'il corrige les vices dont il est en-
 taché, & qu'il acquiert les vertus qui
 lui manquent, ou autrement il désigne
 les progrès que l'homme fait en sainte-
 teté. C'est-là la vraie destination de
 l'homme : tendre vers la perfection, y
 faire des progrès continuels, c'est la
 carrière qu'il est appelé à parcourir,
 c'est à quoi il doit consacrer son tems,
 ses talens, & les secours qui lui sont
 fournis. Les acquisitions en connois-
 sances sont sans doute essentielles, mais
 ce n'est que comme moyens ; tout com-
 me la lumière qui éclaire nos pas n'est
 point le but que cherche le voyageur,
 elle est seulement un moyen de connoi-
 tre la route qu'il doit suivre ; mais de
 quoi sert cette lumière & la connois-
 sance exacte du chemin si on n'y mar-
 che pas, si on ne regarde point où on
 met le pied, où on porte ses pas ; celui
 qui fait ce qu'il faut faire pour bien
 agir, & qui fait mal, est plus coupable
 aux yeux de tout le monde que
 celui qui pèche par ignorance. Le
 but de toute perfection de nos facultés,
 c'est d'agir bien, & d'éviter le mal,
 & c'est en cela que consiste la sainte-
 teté. Nos progrès vers ce but se nom-

ment la *sanctification*, c'est ce que la
 religion doit produire. *La grace de Dieu*,
 ou autrement *l'alliance de grace que*
Dieu nous propose est claire dans ses con-
ditions, elle exige de nous que renonçant
à l'impiété & aux convoitises ou penchans
vicieux, nous vivions dans ce monde dans
la tempérance, la justice & la piété.

Tout ce qu'on veut faire entrer dans la
 religion & qui ne sert de rien pour nous
 conduire à ce but, ne fait point partie
 de la religion. v. **PIÉTÉ**. *C'est par sa*
parole qui est la vérité, que Dieu sanc-
tifie les hommes, ce n'est ni malgré eux,
ni sans eux, sans leur concours ; mais
Dieu concourt toujours avec les hom-
mes qui veulent sincèrement travailler
à la sanctification.

2°. La *sanctification* signifie sous un
 second point de vue, l'acte par lequel
 nous consacrons les choses exclusive-
 ment à quelque usage relatif à Dieu ;
 & caractérise par le respect pour lui.
 Ainsi la tribu de Lévi fut sanctifiée par
 l'ordre divin, qui la choisit pour ex-
 clusivement être employée au service
 religieux, aux fonctions du culte di-
 vin. Ainsi le sabbat fut sanctifié quand
 il fut distingué de tous les autres jours
 de la semaine par sa destination au
 repos religieux. De même la cinquante-
 tième année devoit être sanctifiée,
 comme une année de repos, de relâ-
 che & de réjouissance. v. l'art. **FÊTE**.
 (M. D.B.)

SANCTION, f. f., *Droit nat.* & *civil*.
 Ce mot désigne la partie de la
 loi par la quelle le législateur déclare
 que sa volonté est si bien qu'on obéisse
 à ce qu'il prescrit, qu'il décerne d'avan-
 ce les peines positives qu'il infligera à
 quiconque refusera ou négligera de s'y
 conformer. C'est-là ce qui distingue la
 loi d'un conseil ; celui-ci indique ce
 qu'on croit qu'il convient de faire, en
 laissant

laissant à celui à qui on s'adresse la liberté de faire autrement ; au lieu que la loi n'accorde point cette liberté, & ne laisse à ceux à qui elle s'adresse, d'autre choix que l'obéissance ou la punition ; par-là le législateur veut détourner efficacement ceux à qui il commande, de faire ce qu'il défend. C'est-là le but de la *sanction* ; mais pour qu'elle le remplisse, il faut que le mal dont on menace, soit assez considérable pour contrebalancer dans l'ame de ceux à qui on commande, s'ils ont du bon sens, tous les motifs à agir contre le prescrit de la loi. La *sanction* suppose que le législateur ne croit pas que la seule expression de sa volonté fût suffisante dans tous les cas pour déterminer celle des sujets ; qu'il est des cas dans lesquels le profit particulier, le plaisir individuel de l'agent se trouveroit lié avec la violation de la loi, & qu'alors le particulier la violeroit malgré la volonté connue du législateur, si celui-ci n'étoit pas résolu invariablement de punir le transgresseur, & si ce dernier ne voyoit dans cette punition un mal qu'il redoute plus qu'il ne désire l'avantage qui naitroit pour lui de la transgression de la loi. Voilà ce qu'il faut que soit la *sanction*, pour en assurer l'efficacité. La punition doit être assez forte, & la résolution du législateur à l'infliger invariable. Si malgré cela on viole la loi, ce ne peut être que parce que le sujet a perdu le bon sens, ou parce qu'il a espéré, soit de dérober au législateur la connoissance de son action, soit de pouvoir se soustraire à son pouvoir. A l'égard des hommes on peut se flatter à l'un ou à l'autre égard. On peut compter quelquefois sur leur indolence, ils laisseront par soi-même, par inactivité bien des transgressions impunies ; ils ne seront pas instruits à tems de la faute ;

Tome XII.

ou bien ils n'auront pas assez de force pour punir les coupables, ou enfin en s'éloignant on se met hors de leurs atteintes. Rien de tel ne peut avoir lieu par rapport à Dieu. On ne sera exempté de la punition que parce que librement, volontairement il fera grâce ; & jamais étant saint, il ne pardonnera qu'à celui qui est sincèrement rentré dans le devoir, par une vraie repentance.

Il ne suffit pas que la *sanction* soit efficace, il faut qu'elle soit juste. Cette justice dépend de diverses circonstances. 1°. Il faut que le législateur soit réellement le maître de ceux à qui il commande, ou au moins de l'objet des actions qu'il menace de punir. Le souverain réel d'un pays a seul le droit de donner des loix, ensuite le propriétaire d'une chose qui la réserve pour son usage, peut menacer de punir ceux qui voudroient entreprendre de l'en priver. 2°. Une loi qui défendrait sous peine de châtiment une action bonne, nécessaire, & que chacun a droit de faire, seroit loi mauvaise ; la punition de ceux qui la violeroient seroit injuste, à moins que certaines circonstances n'eussent rendu cette action mauvaise, & que la loi ne l'eût interdite que dans ces circonstances-là. 3°. La *sanction* doit être connue ; il faut que celui dont la loi doit régler les actions, sache que telle action est défendue sous peine de châtiment, car s'il l'ignore, il peut être engagé à la faire par des motifs auxquels rien ne s'opposoit, mais qui auroient cédé à ceux de la loi s'ils lui avoient été connus. Quelques personnes voudroient encore que la punition fût proportionnée à la nature de la faute ; mais c'est ici une circonstance non essentielle à l'efficacité & à la justice de la loi ; c'est plutôt un acte de prudence que de justice, que de propor-

Ecc

tionner la peine au délit, tant qu'on ne défend que des actions réellement mauvaises, qu'on n'en prescrit que de réellement justes ; pourquoi les sujets se plaindroient-ils de la sévérité des peines ? Si la peine ne suffit pas pour contrebalancer les motifs à la transgression, elle ne sert de rien, il faut donc que la peine soit assez sévère pour faire évanouir tous les motifs à la transgression ; cela étant, nul homme de bon sens ne veut transgresser la loi ; que lui importe donc que la punition soit encore plus sévère que le besoin ne l'exigeoit ? Si quelqu'un veut la violer malgré cette sévérité qui est connue, & affronter la punition, de quoi peut-il se plaindre ? il a connu le danger, & c'est librement qu'il s'y est exposé ; sans doute après le crime il voudroit que la peine fût très-douce, & quand elle ne l'est pas, il voudroit bien ne l'avoir pas encourue ; il devoit le vouloir avant, puisqu'il savoit d'avance quelle étoit la peine.

Il faut pourtant observer ici, que si la *sanction* est telle que son exécution soit plus nuisible à la société, que ne le seroit la violation de la loi, la *sanction* est excessive. Si par exemple un vol commis par un homme pauvre, mais en état encore de travailler, étoit puni par la mort, ou par l'amputation des mains, la société en souffriroit plus qu'elle ne souffriroit de son vol ; on la prive d'un homme capable de travail ; tandis qu'on pouvoit l'empêcher de voler en lui ôtant la liberté, & l'obliger à travailler, en le mettant dans une maison de travail. Les *sanctions* réellement trop sévères sont celles qui accompagnent de simples loix de police, que par la nature des choses, on pourroit très-souvent violer inno-
cemment, sans nuire à personne, sans

causer aucun désordre, alors c'est la loi elle-même qui est de trop, & qui ôte aux hommes une liberté dont ils ont droit de jouir, & qu'ils ne peuvent perdre sans qu'il en résulte pour eux des inconvéniens réels.

Ici on demande, si les loix naturelles que dicte la conscience ont une *sanction*, aussi bien que les loix civiles écrites, publiées par les princes & les législateurs humains ? On conçoit bien que ces loix naturelles ne sont pas accompagnées de *sanctions* qui décernent des peines arbitraires & spécifiées expressément ; mais elles sont accompagnées nécessairement d'une *sanction* tacite, dont chaque conscience coupable craint l'exécution, quoiqu'elle ignore en quoi elle consistera précisément. On le conçoit ainsi, dès que selon les lumières les plus saines de la raison, on regarde ces loix comme venant d'un Être suprême, intelligent, parfaitement saint, sage, juste & bon. Peut-on supposer qu'il traitera également, & celui qu'il approuve, & celui qu'il désapprouve ? Si celui qu'il approuve, parce qu'il a fait le bien conforme à la volonté de Dieu, arrive au bonheur, fruit de la perfection, & que le Créateur a placé sur la route de la sagesse, celui qui fait le mal, que Dieu condamne, doit nécessairement arriver à un terme directement opposé à celui auquel le bien conduit ; le mal doit donc nécessairement sous la conduite d'un Dieu saint, juste, sage & bon, être la fin de celui qui fait mal. *Celui qui sème le péché*, dit l'Écriture, *doit moissonner le tourment*. Tous les hommes non abrutis le sentent, & l'ont senti ; il n'est aucune conscience qui ne prononce une sentence de condamnation, qui ne déclare digne de châtiment, & qui ne dévoue à la punition

tout homme coupable d'une action mauvaise. Dans tous les siècles, & chez tous les peuples on a cru des Dieux vengeurs auxquels les méchans n'échapperoient pas ; un tems & un lieu de peines & de supplices pour eux, tant tous ont été convaincus que les loix naturelles avoient une *sanction* nécessaire, qui ne permettoit pas l'espérance de les violer impunément. La révélation confirme cette idée ; *les bons iront à la vie éternelle, & les méchans aux peines éternelles*. C'est ce que la raison avoit déjà dit aux hommes, & que les sages & les poètes de l'antiquité avoient enseigné ; il étoit réservé aux sophistes de ce dernier siècle, de soutenir le contraire, & d'assurer les hommes qu'ils pouvoient impunément faire le mal, pourvu qu'ils se missent à couvert avec habileté de la vangeance humaine. De là résulteroit cette règle de conduite, que le sage d'aujourd'hui devoit sur-tout apprendre à pécher assez habilement, pour que les hommes ne pussent ni prouver qu'il est coupable, ni lui infliger de châtement : se fera qui voudra à de tels sages, quant à moi ils ne seront jamais mes amis.

On demande aussi si la *sanction* des loix ne peut pas aussi bien consister dans les récompenses que dans les châtimens ? Faire cette demande, c'est prouver qu'on ne fait pas distinguer une loi d'un conseil & d'une prière. Tout homme a le droit de demander, qu'on fasse pour l'obliger une chose particulière, & de promettre une récompense à celui qui aura pour lui cette complaisance. Un prince peut employer ce moyen tout comme un autre homme ; mais ce n'est pas là une loi, de quelque manière qu'elle soit exprimée ; car que sera cette récompense ? Sera-ce un bien, dont à la rigueur on puisse se passer sans

être malheureux ? dans ce cas, pour peu que l'action qu'on demande de moi me déplaît, je mépriserai la récompense, dont je puis me passer sans être misérable & sans souffrir : ou bien ce sera un bien essentiel à mon bonheur, que je ne puis me procurer sans cette action, ni en être privé sans me soumettre à des peines, à des douleurs ; dans ce cas cette privation est une vraie peine, un châtement, une punition ; alors la loi me menace de me priver du bonheur, sans lequel j'aimerois mieux la non-existence.

S'agit-il d'une action bonne & nécessaire de sa nature ? Dans ce cas elle porte avec elle sa récompense, car elle n'est bonne que parce qu'elle est naturellement une source d'avantages pour l'humanité, & que sa négligence est une source de défordres & de maux pour les hommes ; il n'est donc pas besoin de récompenses pour y déterminer les hommes ; les négliger, c'est se causer un mal certain, prochain ou éloigné ; mais il faut des punitions pour contrebalancer les motifs que les passions nous offrent pour nous en détourner. S'il s'agit d'une action mauvaise, quelque passion à satisfaire nous y porte ; on peut préférer cette satisfaction à toute autre récompense, il n'y a qu'une punition arbitraire & positive qui puisse détourner de la faire. N'accompagner la loi que de promesses, de récompenses ; c'est ne donner qu'un conseil, c'est prier & offrir un salaire à la complaisance, ce n'est pas exprimer par une loi, la volonté d'un législateur.

Tel est le caractère de toutes les loix divines, qu'elles ne prescrivent rien qui ne soit bon de sa nature, & ne porte avec soi sa récompense. Si l'espoir du bien qui résulte de cette action, ne détermine pas la volonté, il faut

que des peines positives y suppléent, pour vaincre la résistance qu'y opposent les passions.

Pour ce qui est des loix humaines, les *sanctions*, ou déclarations qu'on ne violera pas impunément les loix, exigent absolument des menaces de peines, sans quoi nulle expression de la volonté du souverain ne fera une loi; elle ne sera qu'un conseil ou une prière.

D'ailleurs où est le prince, qui pourra toujours récompenser tous les obéissans, s'il commande ce qui eu lui-même n'est pas bon & utile pour les sujets? Il est un tyran injuste, s'il ne leur paye pas un salaire qui les indemnise du sacrifice qu'ils lui font de leur tems, de leurs forces, & de leur liberté. Il est un tyran cruel, s'il les punit pour ne lui avoir pas fait ce sacrifice qu'ils ne lui doivent pas; car enfin le prince existe pour le peuple, & non le peuple pour le prince; un fermier nourrit ses bœufs qui existent pour lui; mais lui est homme, & ses sujets ne sont pas des bœufs. Si ce qu'il ordonne est bon, utile, avantageux pour son peuple, le peuple en obéissant se paye lui-même de ses propres mains, & n'a pas besoin d'autres récompenses: mais le prince au nom du peuple a le droit & l'obligation de punir celui qui se refuse aux actions exigées pour le bien général, qui est toujours le bien de tous les particuliers. Celui qui demanderoit des récompenses au delà, prouveroit qu'il est un mauvais sujet qui ne fait pas les actions bonnes par goût pour le bien & le bon ordre.

Rien n'empêche cependant, que le prince ne donne des marques particulières de son approbation, à ceux d'entre ses sujets qui ont montré par leur zèle & leur intelligence plus de capaci-

té & de desir, de contribuer au bien de la société, ils sont dignes de plus de confiance de la part du gouvernement; mais il faut d'un côté qu'ils aient mérité effectivement ces distinctions, par leur empiètement plus grand à faire leur devoir, & par leur capacité supérieure; car s'ils ne se sont point distingués des autres, de quel droit leur donneroit-on, & recevoient-ils des récompenses qu'on refuseroit à d'autres? car enfin le prince ne peut pas récompenser tous ceux qui font leur devoir. Les récompenses ne peuvent donc point être la *sanction* des loix; les loix ne peuvent ni ne doivent les promettre, les punitions seules constituent la *sanction* des loix, & ne sont justes que quand les loix elles-mêmes sont justes. (M.D.B.)

SANG-FROID, f. m., *Jurispr.*, c'est ce calme de l'ame qui permet à l'homme le libre usage de sa raison. En général les crimes commis de *sang froid*, passent pour plus énormes que ceux auxquels on est poussé par quelque passion, ou par un effet de quelque accident imprévu qui met l'esprit hors de son aisette naturelle. *Sed in omni injus-titia*, dit Cicéron, *permanens interej, utrum perturbatione aliqua animi, quæ plerumque brevis est, & ad tempus, an consilio & cogitata sint injuria. Leviora enim sunt, quæ repentinò aliquò motu accidunt, quam ea quæ meditata & preparata inferuntur: de offic. lib. I. cap. viii. v. CRIME. (D.F.)*

SANSOVINO, François, *Hist. Litt.*, jurisconsulte, né à Rome en 1521, & mort à Venise en 1536, est l'auteur de beaucoup d'ouvrages dont on peut voir la liste dans Morey, & en particulier d'un qui a pour titre: *Del governo & amministrazione di diversi Regni & Repubbliche, così antiche come moderne libri*

XXII. in *Vnigia*, presso *Altobello Salicato*, 1583, in-8°.

Chaque livre contient un récit succinct de l'origine & de la forme du gouvernement, des corps & des principales charges de vingt-deux pays. Cet ouvrage est donc en abrégé à l'égard de ces vingt-deux Etats, ce qu'est, à l'égard du royaume de France, le livre que nous appellons *l'Etat de la France*, le *mécanisme du gouvernement*.

Je rapporterai ici dans le même ordre que l'auteur, le nom des vingt-deux Etats qui ont été l'objet de son travail. 1°. La France. 2°. L'Allemagne moderne. 3°. L'Angleterre. 4°. L'Espagne. 5°. La Turquie. 6°. La Perse. 7°. Tunis. 8°. Fez. 9°. La Pologne. 10°. Le Portugal. 11°. Naples. 12°. La cour de Rome. 13°. L'ancienne Rome. 14°. Le corps Helvétique. 15°. La république de Raguse. 16°. Celle de Lacédémone. 17°. Celle de Genes. 18°. Celle d'Athènes. 19°. Celle de Luques. 20°. Celle de Venise. 21°. Celle de Nuremberg. 22°. Celle d'Utopie.

Cette dernière république n'a jamais existé, & l'auteur n'aurait pas dû la placer parmi des Etats réels. Il ne paroît pas non plus qu'il dût mêler les anciens Etats avec les modernes, ou bien il falloit qu'il parlât de beaucoup d'autres dont l'auteur ne dit rien. Quelques-unes des républiques qui existoient de son tems & dont il parle, ont cessé de faire des corps d'Etat particuliers; & dans celles qui ont encore à-peu-près la même forme qu'elles avoient alors, il est arrivé quelques changemens. mais cela n'empêche pas qu'il ne soit utile de connoître l'état où elles étoient dans le tems que notre auteur a écrit.

L'ouvrage de *Sansovino* a été traduit en françois sous ce titre : *Du gouvernement & administration des divers Etats*,

royaumes & républiques tant anciennes que modernes. Paris, Jean Millot, 1611, in-8°. Je trouve sur la fin de cette traduction des vingt-deux livres de notre *Sansovino*, trois morceaux qui ne sont pas dans l'original que j'ai sous les yeux. 1°. *Description de l'Egypte & de ses conseils, avec les mœurs & institutions anciennes de ce peuple.* 2°. *Description de l'Ethiopie avec les mœurs, foi & religion sous l'empire de Prétejean.* 3°. *Lettres du sérénissime David, empereur de l'Ethiopie, envoyée au pape Romain.*

SARDAIGNE, *Droit politiq. v. SAVOYE.*

SARRASINS, s.m.pl., *Mor.*, ancien peuple de l'Arabie, qui descendoit des *Saraceni*. Nous rapporterons ici quelques maximes générales de leur morale, tirées du *rosarium* de Saddi, le monument le plus célèbre de la sagesse de ses compatriotes.

L'impie est mort au milieu des vivans; l'homme pieux vit dans le séjour même de la mort.

La religion, la piété, le culte religieux, sont autant de glaives de la concupiscence.

La crainte de Dieu est la vraie richesse du cœur.

Les prières de la nuit sont la sérénité du jour.

La piété est la sagesse la plus sage, & l'impiété est la folie la plus folle.

Si l'on gagne à servir Dieu, on perd à servir son ennemi.

Celui qui dissipe sa fortune en folies, a tort de se plaindre, lorsque Dieu l'abandonne à la pauvreté.

L'humilité est le havre de la foi; la présomption est son écueil.

Humilie-toi dans ta jeunesse, afin que tu sois grand dans ta vieillesse.

L'humilité est le fard de la noblesse,

c'est le complément de la grace, elle élève devant le monde & devant Dieu.

L'insensé aux yeux des hommes & de Dieu, c'est celui qui se croit sage.

Plus tu seras éclatant, plus tu seras prudent si tu te caches; les ténèbres dérobent à l'envie, & ajoutent de la splendeur à la lumière; ne monte point au haut de la montagne d'où l'on t'apercevrait de loin; enfonce-toi dans la caverne que la nature a creusée à ses pieds; où l'on t'ira chercher; si tu te montres, tu seras haï ou flatté, tu souffriras, ou tu deviendras vain; marche, ne court pas.

Trois choses tourmentent sur-tout, l'avarice, le faste & la concupiscence. Moins l'homme vaut, plus il est amoureux de lui.

Plus il est amoureux de lui, plus il aime à contredire un autre.

Entre les vices difficiles à corriger, c'est l'amour de soi, c'est le penchant à contredire.

Lorsque les lumières sont allumées, ferme les fenêtres.

Sois discret, lorsqu'on tient un discours obscène.

S'il reste en toi une seule passion qui te domine, tu n'es pas encore sage.

Malheur au siècle de l'homme qui fera sage dans la passion.

On s'enrichit en appauvrissant ses desirs.

Si la passion enchaîne le jugement, il faut que l'homme périsse.

Une femme sans pudeur est un mets fade & sans sel.

Si l'homme voyoit sans distraction la nécessité de sa fin & la brièveté de son jour, il mépriseroit le travail & la fraude.

Le monde n'est éternel pour personne, laisse le passer, & t'attache à celui qui l'a fait.

Le monde est doux à l'insensé, il est amer au sage.

Chacun a sa peine, celui qui n'en a point n'est pas à compter parmi les enfans des hommes.

Le monde est un mensonge, un séjour de larmes.

Le monde est la route qui te conduit dans ta patrie.

Donne celui-ci pour l'autre, & tu gagneras au change.

Reçois de lui selon ton besoin, & songe que la mort est le dernier de ses dons.

Quand as-tu résolu de le quitter? quand as-tu résolu de le haïr? quand, dis-moi, quand? il passe, & il n'y a que la sagesse qui reste. C'est le rocher & l'amas de poussière.

Songe à ton entrée dans le monde, songe à ta sortie, & tu te diras, j'ai été fait homme de rien, & je serai dans un instant comme quand je n'étois pas.

Le monde & sa richesse passent, ce sont les bonnes œuvres qui durent.

Vois-tu ce cadavre infect, sur lequel ces chiens affamés sont acharnés; c'est le monde, ce sont les hommes.

Que le nombre ne te séduise point, tu seras seul un jour, un jour tu répondras seul.

Suppléer à une folie par une folie, c'est vouloir éteindre un incendie avec du bois & de la paille.

L'homme religieux ne s'accoude point sur la terre.

Dis-toi souvent d'où suis-je venu; qui suis-je; où vai-je; où m'arrêterai-je?

Tu marches sans cesse au tombeau.

C'est la victime grasse qu'on immole, c'est la maigre qu'on épargne.

Tu sommeilles à - présent, mais tu t'éveilleras.

Entre la vie & la mort, tu n'es qu'une ombre qui passe.

Ce monde est aujourd'hui pour toi,
demain c'en sera un autre.

C'est l'huile qui soutient la lampe qui
luit, c'est la patience qui retient l'homme
qui souffre.

Sois pieux en présence des dieux, prudent
parmi les hommes, patient à côté
des méchants.

La joie viendra si tu fais l'attendre,
le repentir si tu te hâtes.

Le mal se multiplie pour le pusillanime,
il n'y en a qu'un pour celui qui
fait souffrir.

Laisse l'action dont tu ne pourras supporter
le chatiment, fais celle dont la récompense
t'est assurée.

Tout chemin qui écarte de Dieu,
égare.

L'aumône dit en passant de la main
de celui qui donne, dans la main de
celui qui reçoit, je n'étois rien, & tu
m'as fait quelque chose; j'étois petite,
& tu m'as fait grande; j'étois haïe, &
tu m'as fait aimer; j'étois passagère,
& tu m'as fait éternelle; tu me gardois,
& tu m'as fait ta gardienne.

La justice est la première vertu de celui
qui commande.

N'écoute pas ta volonté qui peut être
mauvaise, écoute la justice.

Le bienfaisant touche l'homme, il
est à côté de Dieu, il est proche du ciel.

L'avare est un arbre stérile.

Si le pauvre est abject, le riche est
envié.

Sans le contentement, qu'est-ce que
la richesse? qu'est-ce que la pauvreté
sans l'abjection?

Le juge n'écouterait point une partie,
sans son adversaire.

Ton ami est un rayon de miel qu'il
ne faut pas dévorer.

Mon frère est celui qui m'avertit du
péril; mon frère est celui qui me secourt.

La sincérité est le sacrement de l'amitié.

Bannissez la concorde du monde, &
dites-moi ce qu'il devient.

Le ciel est dans l'angle où les sages
sont assemblés.

La présence d'un homme sage donne
du poids à l'entretien.

Embarque-toi sur la mer, ou fais
société avec les méchants.

Obéis à ton père, afin que tu vives.
Imite la fourmi.

Celui-là possède son âme, qui peut
garder un secret avec son ami.

Le secret est ton esclave si tu le gardes,
tu deviens le sien s'il t'échappe.

La taciturnité est sœur de la concorde.

L'indiscret fait en un moment des
querelles d'un siècle.

On connaît l'homme savant à son
discours, l'homme prudent à son action.
Celui qui ne fait pas obéir, ne fait
pas commander.

Le souverain est l'ombre de Dieu.
L'homme capable qui ne fait rien, est

une nue qui passe & qui n'arrose point.
Le plus méchant des hommes, est

l'homme inutile qui fait.
Le savant sans jugement, est un enfant.

L'ignorant est un orphelin.
Regarde derrière toi, & tu verras

l'infirmité & la vieillesse qui te suivent,
ou tu concevras que la sagesse est meilleure
que l'épée, la connaissance meilleure
que le sceptre.

Il n'y a point d'indigence pour celui
qui fait.

La vie de l'ignorant ne pèse pas une
heure de l'homme qui fait.

La douceur accomplit l'homme qui
fait.

Fais le bien, si tu veux qu'il te soit
fait.

Qu'as-tu, riche, si la vie est nulle pour toi ?

Celui qui t'entretient des défauts d'autrui, entretient les autres des tiens.

Les rois n'ont point de freres; les envieux point de repos; les menteurs point de crédit.

Le visage du mensonge est toujours hideux.

Dis la vérité, & que ton discours éclaire ta vie.

Que la haine même ne t'approche point du parjure.

L'avare qui a est plus indigent que le libéral qui manque.

La soif la plus ardente est celle de la richesse.

Il'y a deux hommes qu'on ne rassasie point, celui qui court après la science, & celui qui court après la richesse.

La paresse & le sommeil éloignent de la vérité, & conduisent à l'indigence.

Le bienfait périt par le silence de l'in-grat.

Celui que tu vois marcher la tête panchée & les yeux baissés, est souvent un méchant.

Oublie l'envieux, il est assez puni par son vice.

C'est trop d'un crime.

Le malheureux, c'est l'homme coupable qui meurt avant le repentir.

Le repentir après la faute, ramène à l'état d'innocence.

La petitesse de la faute est ce qu'il y a de mieux dans le repentir.

Il est tems de se repentir tant que le soleil se leve.

Songe à toi, car il y a une récompense & un châtiment.

La récompense attend l'homme de bien dans l'éternité.

Outre cette morale dont l'expression est simple, ils en ont une parabolique, Les *Sarrasins* sont même plus riches en

ce fond, que le reste des nations; ils disent :

Ne nage point dans l'eau froide; émouffe l'épine avec l'épine; ferme ta porte au voleur; ne lâche point ton troupeau, sans pare; chacun a son pied; ne fais point de société avec le lion; ne marche point nud dans les rues; ne parle point où il y a des oiseaux de nuit; ne te livre point aux finges; mets le verrou à ta porte; j'entends le bruit du moulin, mais je ne vois point de farine; si tu crains de monter à l'échelle, tu n'arriveras point sur le toit; celui qui a le poing ferré, a le cœur étroit; ne brise point la sabbatière de ton hôte; ne crache point dans le puits d'où tu bois; ne t'habille pas de blanc dans les ténèbres; ne bois point dans une coupe de chair; si un ange passe, ferme ta fenêtre; lave-toi avant le coucher; allume ta lampe avant la nuit; toute brebis sera suspendue par le pied.

Ils ont aussi des fables: en voici une. Au tems d'Isa, trois hommes voyageoient ensemble: chemin faisant, ils trouverent un trésor, ils étoient bien contents; ils continuèrent de marcher, mais ils sentirent la fatigue & la faim, & l'un d'eux dit aux autres, il faudroit avoir à manger, qui est-ce qui ira en chercher? Moi, répondit l'un d'entr'eux; il part, il achete des mets; mais après les avoir achetés, il pensa que s'il les empoisonnoit, les compagnons de voyage en mourroient, & que le trésor lui resteroit, & il les empoisonna. Cependant les deux autres avoient résolu, pendant son absence, de le tuer, & de partager le trésor entr'eux. Il arriva, ils le tuèrent; ils mangèrent des mets qu'il avoit apportés, ils moururent tous les trois, & le trésor n'appartint à personne.

SATISFAC-

SATISFACTION. v. CONTENTEMENT.

SATRAPE, f. m., *Droit public*, terme qui signifioit autrefois chez les Perses, le *gouverneur* d'une province.

Le royaume de Perse étoit divisé en satrapies ou juridictions de *satrapes*.

Ce mot est originairement persan ; il signifie à la lettre, *amiral* ou *chef* d'une armée navale ; mais on l'a appliqué par la suite à tous les gouverneurs des provinces indifféremment. Ces *satrapes* avoient chacun dans leur département une autorité presque souveraine, & étoient à proprement parler des vicerois. On leur fournissoit un nombre de troupes suffisant pour la défense du pays. Ils en nommoient tous les officiers, donnoient le gouvernement des places, recevoient les tributs & les envoyaient au roi. Ils avoient pouvoir de faire de nouvelles levées, de traiter avec les États voisins, & même avec les généraux ennemis ; & quoiqu'ils servissent un même maître, ils étoient indépendans les uns des autres. Une autorité si peu limitée les portoit quelquefois à la révolte. Au reste, quand le roi les appelloit pour servir sous lui, ils commandoient les troupes qu'ils avoient amenées de leur gouvernement. Quelques autres comptent jusqu'à cent vingt-sept *satrapes* dans les provinces des anciens Perses. Cyrus les avoit obligés de rendre compte à trois grands *satrapes* qui étoient comme des secrétaires d'Etat. Si les Grecs emprunterent ce nom des Perses pour s'en servir dans le même sens, ce ne fut que depuis les conquêtes d'Alexandre.

On trouve aussi ce mot dans quelques anciennes chartres angloises du roi Ethelred, dans lesquelles les seigneurs ou lords, qui ont signé immédiatement après les ducs, prennent le

Tomme XII.

titre de *satrapes du roi*. Ducange prétend que ce mot signifie en cet endroit, *ministre du roi*.

SATRAPIE, f. f., *Droit pub.*, mot venu de la Perse, dont les provinces étoient gouvernées par des commandans qui portoient le nom de *satrapes*. Ptolémée, en parlant des régions de l'Europe, les nomme *provinces* ou *satrapies*. Plin se sert aussi du même mot, en parlant des Indes ; & ce mot qui ne signifie autre chose, qu'un pays gouverné par un seul officier, a quelque rapport à ce qu'on appelle en France *gouvernemens*, & à ce que les Italiens nomment *prefettura*.

Nous trouvons les *satrapes* même dans les *satrapies* des Philistins, qui subsistoient dès le tems des juges. Il est vrai que les *satrapes* des Philistins sont appelés dans l'hébreu *seraniti*, d'où vient le nom de *sirenes*, qui étoit aussi un nom de dignité chez les Perses. Le général de l'armée des Parthes, qui tua Crassus, avoit la dignité de *sirena*, & nos historiens en ont fait un nom propre.

Ce terme *satrape*, selon son étymologie, signifie un grand qui voit la face du roi. On trouve dans *Jérémie*, chap. LI. 27. & dans Nahum, le nom de *tapser*, que les interpretes traduisent par *satrapes*.

Les *satrapes* des Philistins, étoient comme des rois, qui gouvernoient avec un pouvoir absolu les cinq *satrapies*, c'est à-dire, les cinq villes principales des Philistins. Les *satrapes* des Perses étoient les gouverneurs des provinces, envoyés de la part du roi ; saint Jérôme traduit quelquefois par *satrape*, l'hébreu *pachat*, qui signifie un *chef de troupes*, un *gouverneur de province*, d'où vient le mot *bacha* ou *pacha*, qui est encore en usage chez les Turcs. Mais le nom de *satrape* est caché sous le terme

F ff

achafdrapue, qu'on lit dans Daniel, dans Esdras & dans Esther, qui sont des livres écrits depuis la captivité.

SATYRE, f. f., *Mor.*, ouvrage moral ordinairement en vers, fait pour reprendre, pour censurer, les vices, les passions déréglées, les sottises, les impertinences des hommes, ou pour les tourner en ridicule; en cela elle n'est pas un mal, parce qu'on ne peut trop attaquer le vice, & le rendre odieux. Mais elle devient criminelle, quand des vices elle passe aux personnes; & c'est le défaut dans lequel tombent tous les esprits satyriques; de-là vient qu'ils sont tant méprisés.

La satire en leçons, en nouveautés fertile

Sait seule assaisonner le plaisant & l'utile,

Et d'un vers qu'elle épore aux rayons du bon sens

Dérrompt les esprits des erreurs de leur temps.

Elle seule bravant l'orgueil & l'injustice,

Va jusques sous le dais faire palir le vice;

Et souvent sans rien craindre, à l'aide d'un bon mot,

Va venger la raison des attentats du sot.

Comme il y a deux sortes de vices, les uns plus graves, les autres moins, il y a aussi deux sortes de *satyres*, l'une qui tient de la tragédie; *grande Sophocleo carmen bacchatur hiatus*; c'est celle de Juvenal. L'autre est celle d'Horace, qui tient de la comédie; *admissus circum praeordia ludit*.

Il y a des *satyres* où le fiel est dominant, *fel*; dans d'autres c'est l'aigreur, *acetum*; dans d'autres il n'y a que le sel, *sal*; mais il y a le sel qui assaisonne, le sel qui pique, le sel qui cuit.

Le fiel vient de la haine, de la mauvaise humeur, de l'injustice; l'aigreur vient de la haine seulement & de l'humeur. Quelquefois la haine & l'humeur sont enveloppées; & c'est l'aigre doux.

Le sel qui assaisonne, ne domine point, il ôte seulement la fadeur, & plaît à tout le monde; il est d'un esprit délicat. Le sel piquant domine & perce, il marque la malignité. Le cuisant fait une douleur vive, il faut être méchant pour l'employer. Il y a encore le fer qui brûle, qui emporte la pièce avec écarre, & c'est furcur, cruauté, inhumanité.

Il n'est pas difficile, après cette analyse, de dire quel est l'esprit qui anime ordinairement la *satyre*. Ce n'est point celui d'un philosophe, qui sans sortir de la tranquillité, peint les charmes de la vertu, & la difformité du vice. Ce n'est point celui d'un orateur, qui échauffé d'un bon zèle, veut reformer les hommes, & les ramener au bien. Ce n'est pas celui d'un poète, qui ne songe qu'à se faire admirer, en excitant la terreur & la pitié. Ce n'est pas encore celui d'un misanthrope noir qui hait le genre humain, & qui le hait trop pour vouloir le rendre meilleur. Ce n'est ni un Héraclite qui pleure sur nos maux, ni un Démocrite qui s'en moque. Qu'est-ce donc?

Il semble que dans le cœur du *satyrique* il y ait un certain germe du cruauté enveloppé, qui se couvre de l'intérêt de la vertu pour avoir le plaisir de déchirer, au moins le vice. Il entre dans ce sentiment de la vertu & de la méchanceté, de la haine pour le vice, & au moins du mépris pour les hommes, du désir de se venger, & une sorte de dépit de ne pouvoir le faire que par des paroles; & si par hasard les *satyres* ren-

doient meilleurs les hommes, il semble que tout ce que pourroit faire alors la satyrique, ce seroit de n'en être pas fâché. Nous ne considérons ici l'idée de la *satyre* qu'en général, & telle qu'elle paroît résulter des ouvrages qui ont le caractère satyrique de la façon la plus marquée.

C'est même cet esprit qui est une des principales différences qu'il y a entre la *satyre* & la critique. Celle-ci n'a pour objet que de conserver pures les idées du bon & du vrai dans les ouvrages d'esprit & de goût sans aucun rapport à l'auteur, sans toucher ni à ses talens, ni à rien de ce qui lui est personnel. La *satyre* au contraire cherche à piquer l'homme même; & si elle enveloppe le trait dans un tour ingénieux, c'est pour procurer au lecteur le plaisir de paroître n'approuver que l'esprit.

Quoique ces sortes d'ouvrages soient d'un caractère condamnable, on peut cependant les lire avec beaucoup de profit. Ils sont le contrepoison des ouvrages où règne la mollesse. On y trouve des principes excellens pour les mœurs, des peintures frappantes qui réveillent. On y rencontre de ces avis durs, dont nous avons besoin quelquefois, & dont nous ne pouvons guère être redevables qu'à des gens fâchés contre nous. Mais en les lisant il faut être sur ses gardes, & se préserver de l'esprit contagieux du poëte, qui nous rendroit méchans, & nous feroit perdre une vertu à laquelle tient notre honneur, & celui des autres dans la société.

Quoique la *satyre* délicate & générale soit fort avantageuse pour les mœurs & la correction des ridicules, elle est très-méprisable lorsque la satyrique a pour but la réputation de ses semblables. Rien en effet de plus lâche &

de plus indigne que de porter en secret des coups mortels à la réputation d'un homme. Les écrits satyriques pleins d'esprit & de feu, ressemblent à des dards empoisonnés, qui ne font pas seulement une blessure, mais qui la rendent incurable. C'est pour cela même que j'ai le cœur navré toutes les fois que je vois un caractère malin, accompagné d'une humeur agréable & badine. Un esprit cruel & barbare n'est jamais plus satisfait, que quand il afflige un particulier, ou qu'il excite la division entre les plus proches parens, & qu'il expose des familles entières à la risée du public, pendant qu'il se cache lui-même, & que personne ne le découvre. Si avec de l'esprit & de la malignité un homme est d'ailleurs vicieux, c'est une des créatures les plus maléfaisantes qu'il puisse y avoir dans la société civile. Ses traits satyriques tomberont alors sur ceux qui devoient en être le plus à l'abri. La vertu, le mérite & tout ce qui est digne de louange, deviendra le sujet de ses railleries, & de son badinage. Il est impossible de supputer les maux qui viennent de ces sèches décochées dans les ténèbres, & toute l'excuse qu'on peut alléguer pour ceux qui les tirent, se borne à soutenir que leurs blessures ne frappent que l'imagination, & ne produisent qu'une secrète honte & un chagrin caché dans celui qui les reçoit. Il faut avouer qu'une *satyre* ou qu'un libelle n'emporte pas l'atrocité d'un vol ou d'un meurtre; mais avec tout cela combien y a-t-il de personnes qui aimeroient mieux perdre une grosse somme d'argent, ou la vie même que d'être mises en butte à la raillerie, & de passer pour infâmes? Il est certain que dans ce cas on ne doit pas mesurer l'injure par l'idée de celui qui

la fait, mais par l'idée de celui qui la reçoit.

Ceux qui digèrent le mieux en apparence les outrages de cette nature, n'y sont pas insensibles pour cela. Lorsque Jules César se vit exposé à la *satyre* de Catulle, il le pria un jour à souper avec lui & le reçut d'une manière si honnête & si généreuse, qu'il le rendit un de ses plus fideles amis dans la suite. Le cardinal Mazarin en usa de même à-peu près avec le savant Quillet, qui lui avoit donné quelque coup de langue dans un fameux poëme latin. Il le fit venir dans son hôtel, & après quelques reproches modérés sur ce qu'il avoit écrit, il l'assura de son estime & qu'il lui procureroit la première bonne abbaye vacante; ce qui fut exécuté au bout de quelques mois. Cette manière d'agir opéra si bien sur l'auteur, qu'il dédia la seconde édition de son ouvrage au cardinal, après en avoir ôté les endroits qui avoient choqué son éminence.

Sixte V. n'étoit pas d'une humeur si généreuse, ni si facile à pardonner les injures. Quand il fut élevé au pontificat, on revêtit un soir la statue de Pasquin d'une chemise fort sale, & l'on écrivit dessous pour excuse, qu'il étoit réduit à porter du linge mal propre, parce que sa blanchisseuse étoit devenue princesse. Ce trait satyrique regardoit la sœur du pape, obligée à vivre de ce misérable métier, avant l'exaltation de son frere. Cette pasquinade fit tant de bruit à Rome, que le pape promit une bonne somme d'argent à celui qui en découvrirait l'auteur. Ce malheureux qui se reposoit sur la générosité du St. pere & sur quelques insinuations secrètes qu'il avoit reçues de sa part, s'alla dénoncer lui-même. Là dessus le pape fit toucher la somme qu'il avoit promise,

mais il ordonna en même tems qu'on lui coupât la langue & les deux mains, pour le mettre hors d'état de satyriser à l'avenir. L'exemple de l'Aretin est trop connu pour nous en servir à cette occasion. Il n'y a personne qui ne sache que tous les princes de l'Europe étoient ses tributaires. Il a même publié une lettre où il se vante d'avoir mis sous contribution le grand sophi de Perse.

Quoique ce petit nombre d'hommes distingués, dont je viens de parler, se conduisissent d'une manière bien différente à l'égard des esprits satyriques de leur siècle qu'ils avoient attaqués, avec tout cela ils donnerent tous des preuves manifestes qu'ils étoient fort sensibles à leurs reproches. Pour moi, je ne me ferois jamais à un homme que je croirois capable de lancer de ces traits envenimés, & je ne doute pas qu'il n'attaquât le corps ou les biens de la personne dont il noierait ainsi la réputation, s'il le pouvoit faire avec la même sûreté. Il faut avouer qu'il y a quelque chose de bien cruel & de barbare dans les vers satyriques de nos misérables poëtes du commun. Une jeune & innocente dame sera exposée à leurs fadaes railleries, pour quelques malheureux traits de son visage. Un pere de famille se verra tourné en ridicule pour une calamité domestique. Une femme ne jouira d'aucun repos le reste de ses jours, pour une action ou une parole mal interprétée. Que dis-je? un homme de bien & d'une vie exemplaire sera déconcerté, & mis hors des gonds par le mauvais tour qu'on donne à des qualités qui devoient lui faire honneur. Tant il est vrai que l'esprit est pernicieux, lorsqu'il n'est pas accompagné de vertu & d'humanité!

Je sai qu'il y a des écrivains étourdis

& volages, qui sans aucun mauvais dessein, ont sacrifié la réputation de leurs amis & de leurs connoissances à une certaine humeur légère, & à la forte ambition de se distinguer par un esprit satyrique & railleur, comme s'il n'étoit pas infiniment plus honorable d'avoir le cœur bon que de passer pour un homme d'esprit. Lorsqu'un auteur a quelque feu & quelque vivacité, il porte souvent des coups mortels sans en avoir le dessein. C'est pour cela même que j'ai toujours posé comme une règle, qu'un indiscret est plus à craindre qu'un méchant naturel, parce que le dernier n'insulte que ses ennemis, & ceux à qui il souhaite du mal, au lieu que l'autre attaque indifféremment ses amis & ses ennemis. Je ne saurois m'empêcher de transcrire à cette occasion une fable du chevalier Roger l'Étrange, qui s'offre par hasard à mes yeux. "Une troupe de petits garçons rangés sur le bord d'un fossé, y attendoient que les grenouilles parussent sur l'eau, & dès qu'une monstroït la tête, ils ne manquoient pas de lui jeter des pierres, jusqu'à ce qu'elle eût replongé dans la vase. Là dessus une des plus hardies leur dit: *Enfants, quoique ce ne soit ici qu'un badingage pour vous, savez vous bien qu'il y va de notre vie ?*" (F.)

SAVARON, Jean, Hist. Litt., président du présidial & lieutenant général de la sénéchaussée de Clermont en Auvergne, naquit à Clermont, fut député du tiers Etat aux Etats-Généraux de 1614, où il joua un rôle considérable, & mourut en 1622, après avoir composé plusieurs ouvrages d'une profonde érudition; car c'étoit un homme fort versé dans la connoissance des auteurs Latins du bas siècle.

Il a fait un premier *Traité de la souveraineté du roi & de son royaume*. Pa-

ris, 1615, in-8°. Les Etats-Généraux de France étoient alors assemblés; l'auteur adresse son ouvrage aux députés de la noblesse, & les exhorte de persévérer dans cette opinion: *Que le roi n'a de supérieur que Dieu*, & que son royaume n'est sujet à aucune puissance spirituelle ni temporelle. C'est ce que l'auteur entreprend de démontrer & qu'il démontre.

Toujours zélé pour la gloire de son roi & de sa patrie, il fit un second *Traité de la souveraineté du roi & de son royaume*. Paris, 1615, in-8°. Cet ouvrage fut attaqué par un anonyme dans un livre qu'il publia in-8°. dans la même année 1615, sous ce titre: *Examen du traité de la souveraineté du roi*, où l'anonyme entreprend, non pas de combattre directement l'opinion de Savaron, mais de refuter plusieurs faits historiques, & de les présenter dans un point de vue favorable à la cour de Rome. Savaron s'éleva contre l'anonyme avec une véhémence que le seul titre de sa réponse annonce: *les erreurs & les impostures de l'examen*, &c. 1616. Il détruit solidement les raisons de l'anonyme. On opposa à notre auteur la censure de la république de Jean Savaron par Jean le Cocq. Paris, 1617, in-4°.

Le second *Traité de la souveraineté du roi* contient 252 pages & est précédé d'une épître dédicatoire de 42 pages, consacrée à la gloire de Louis le juste. L'auteur y établit que le roi ne peut ni aliéner la couronne, ni démembrer la moindre partie de ses Etats, ni soumettre la souveraineté à qui que ce soit, ni aliéner la souveraineté des Etats qui relevent de lui, & que les domaines & les droits qui appartenoient au prince lorsqu'il est monté sur le trône, sont unis irrévocablement à la couronne, & deviennent inaliénables comme la cou-

ronne elle-même l'est. Toutes ces propositions, il les prouve par les loix du royaume, par les ordonnances des rois, par les sermens qu'ils font lorsqu'ils sont sacrés, par les témoignages des princes du sang & des anciens barons du royaume, par celui des conciles & des papes, par les arrêts des parlemens, par les décisions des Etats-Généraux du royaume, & par le sentiment des juriscultes & des historiens. Il n'y a rien à désirer à ses preuves.

Si ces principes sont vrais, comme l'on n'en peut douter, il faut reconnaître que l'auteur leur donne trop d'étendue; il en fait une loi entre la nation françoise & les nations voisines, au lieu qu'il faut les renfermer dans l'enceinte de l'empire françois entre le roi & les sujets. Le roi ne peut aliéner la couronne, au préjudice de son successeur, cela est incontestable. Toute aliénation faite par le roi à ses sujets est soumise à une condition de rachat perpétuel, cela est certain. Mais c'est se tromper que de croire que l'aliénation faite de quelques places en faveur d'un prince étranger, par un traité de paix qui a terminé une guerre dont l'Etat avoit intérêt d'être délivré, ne soit pas légitime. Le serment dont le roi autorise une aliénation, peut être vain & illusoire, comme l'établit l'auteur; mais ce n'est qu'à l'égard de son successeur & à l'égard des François; car s'il ne lie ni le successeur ni les sujets, il lie constamment celui qui l'a fait. L'auteur dégage trop aisément les princes de leurs sermens.

SAUF-CONDUIT, f. m., *Droit des Grans*, c'est une espèce de privilège, qui donne aux personnes le droit d'aller & de venir en sûreté, ou pour certaines choses, celui de les transporter aussi en sûreté. Il paroît que suivant l'usage &

le génie de la langue, on se sert du terme de *passéport* dans les occasions ordinaires, pour les gens en qui il n'y a aucun empêchement particulier d'aller & de venir en sûreté, & à qui il sert pour plus grande assurance & pour éviter toute discussion; ou pour les dispenser de quelque défense générale: le *sauf conduit* le donne à gens, qui, sans cela, ne pourroient aller en sûreté dans les lieux, où celui qui l'accorde est le maître; à un accusé, par exemple, ou à un ennemi. C'est de ce dernier que nous avons à traiter ici.

Tout *sauf conduit* émane de l'autorité souveraine, comme tout autre acte de suprême commandement. Mais le prince peut commettre à ses officiers le pouvoir de donner des *sauf-conduits*; & ils en sont revêtus, ou par une attribution expresse, ou par une conséquence de la nature de leurs fonctions. Un général d'armée, par la nature même de sa charge, peut donner des *sauf-conduits*. Et puisqu'ils émanent, quoique médiatement, de l'autorité souveraine, les autres généraux ou officiers du même prince doivent les respecter.

La personne nommée dans le *sauf-conduit*, ne peut transporter son privilège à un autre; car elle ne fait point s'il est indifférent à celui qui l'a donné, que toute autre en use à sa place: elle ne peut le présumer; elle doit même présumer le contraire, à cause des abus qui pourroient en naître; & elle ne peut s'attribuer plus de droit, qu'on ne lui en a voulu donner. Si le *sauf-conduit* est accordé, non pour des personnes, mais pour certains effets, ces effets peuvent être conduits par d'autres que le propriétaire, le choix de ceux qui les transportent, est indifférent, pourvu qu'il n'y ait rien dans leur personne qui puisse les rendre justement suspects à ce-

lui qui donne le *sauf-conduit*, ou leur interdire l'entrée de ses terres.

Celui qui promet sûreté par un *sauf-conduit*, la promet par-tout où il est le maître ; non pas seulement dans ses terres, mais encore dans tous les lieux où il pourroit avoir des troupes. Et non-seulement il doit s'abstenir de violer lui même, ou par ses gens, cette sûreté ; il doit de plus protéger & défendre celui à qui il l'a promise, punir ceux de ses sujets qui lui auroient fait violence, & les obliger à réparer le dommage.

Le droit que donne un *sauf-conduit*, venant entièrement de la volonté de celui qui l'accorde, cette volonté est la règle, sur laquelle on doit en mesurer l'étendue : & la volonté se découvre par la fin, pour laquelle le *sauf-conduit* a été donné. Par conséquent, celui à qui on a permis de s'en aller, n'a pas le droit de revenir ; & le *sauf-conduit* accordé simplement pour passer, ne peut servir pour repasser : celui qui est donné pour certaines affaires, doit valoir jusqu'à ce que ces affaires soient terminées & qu'on ait pu s'en aller. S'il est dit, qu'on l'accorde pour un voyage, il servira aussi pour le retour ; car le voyage comprend l'allée & le retour. Ce privilège consistant dans la liberté d'aller & de venir en sûreté, il diffère de la permission d'habiter quelque part ; & par conséquent il ne peut donner le droit de s'arrêter en quelque lieu, & d'y faire un long séjour, si ce n'est pour affaires, en vue desquelles le *sauf-conduit* auroit été demandé & accordé.

Un *sauf-conduit* donné à un voyageur comprend naturellement son bagage, ou les hardes & autres choses nécessaires en voyage, & même un ou deux domestiques, ou plus, selon la condition du voyageur. Mais à tous ces égards,

comme aux autres que nous venons de toucher, le plus sûr, sur-tout entre ennemis & autres personnes suspectes, est de spécifier toutes choses, de les articuler exactement, pour éviter les difficultés. C'est aussi ce qu'on observe aujourd'hui : on fait mention dans les *sauf-conduits*, & du bagage, & des domestiques.

Quoique la permission de s'établir quelque part, accordée à un pere de famille, comprenne naturellement sa femme & ses enfans ; il n'en est pas ainsi du *sauf-conduit* ; parce qu'on ne s'établit guere dans un lieu sans sa famille, & qu'on voyage le plus souvent sans elle.

Le *sauf-conduit* accordé à quelqu'un, pour lui & les gens de sa suite, ne peut lui donner le droit de mener avec lui des personnes justement suspectes à l'Etat, ou qui en seroient bannies ou fugitives pour quelque crime, ni mettre ces personnes-là en sûreté ; car le souverain qui accorde un *sauf-conduit* en ces termes généraux, ne présume pas qu'on osera s'en servir pour mener chez lui des malfaiteurs, ou des gens qui l'ont particulièrement offensés.

Le *sauf-conduit* donné pour un tems marqué expire au bout du terme ; & si le porteur ne s'est point retiré avant ce tems-là, il peut être arrêté, & même puni, selon les circonstances, sur-tout s'il paroît suspect par un retardement affecté.

Mais si, retenu par une force majeure, par une maladie, il n'a pu s'en aller à tems, il faut lui donner un délai convenable : car on lui a promis sûreté ; & bien qu'elle ne lui fût promise que pour un certain tems, ce n'est pas sa faute, s'il n'a pu partir dans ce tems-là. Le cas est différent de celui d'un ennemi, qui vient chez nous pendant la

treve : nous n'avons fait à celui-ci aucune promelle particuliere ; il profite, à ses périls, d'une liberté générale, donnée par la suspension des hostilités. Nous avons uniquement promis à l'ennemi, de nous abstenir de toute hostilité, jusqu'à un certain tems : & le terme passé, il nous importe qu'elles puissent reprendre librement leur cours, sans qu'on ait à nous opposer une multitude d'excuses & de prétextes.

Le *sans-conduit* n'expire point à la mort de celui qui l'a donné, ou au moment de sa déposition ; car il est donné en vertu de l'autorité souveraine, laquelle ne meurt point, & dont l'efficace n'est point attachée à la personne qui l'exerce. Il en est de cet acte, comme des autres dispositions du commandement public ; leur validité, leur durée, ne dépend point de la vie de celui qui les a faites, à moins que par leur nature même, ou par une déclaration expresse, elles ne lui soient personnelles.

Cela n'empêche point que le successeur ne puisse révoquer un *sans-conduit*, s'il en a de bonnes raisons. Celui-là même qui l'a donné peut bien le révoquer en pareil cas ; & il n'est pas tenu de dire toujours ses raisons. Tout privilege peut être révoqué, quand il devient nuisible à l'Etat, le privilege gratuit, purement & simplement ; & le privilege acquis à titre onéreux, en indemnisant les intéressés. Supposez qu'un prince, ou son général se prépare à une expédition secrète, souffrira-t-il qu'au moyen d'un *sans-conduit* obtenu précédemment, on vienne épier ses préparatifs, pour en rendre compte à l'ennemi ? Mais le *sans-conduit* ne peut devenir un piège ; ou le révoquant, il faut donner au porteur le tems & la liberté de se retirer en sûreté. Si on le retient quelque tems, comme on seroit

à tout autre voyageur, pour empêcher qu'il ne porte des lumières à l'ennemi ; ce doit être sans aucun mauvais traitement, & seulement jusqu'à ce que cette raison n'ait plus lieu.

Si le *sans-conduit* porte cette clause, *pour autant de tems qu'il nous plaira*, il ne donne qu'un droit précaire ; & peut être révoqué à tout moment. Tant qu'il ne l'est pas expressément, il demeure valable ; il tombe par la mort de celui qui l'a donné, lequel cesse dès lors de vouloir la continuation du privilege. Mais il faut toujours entendre que, du moment que le *sans-conduit* expire de cette maniere, on doit donner au porteur le tems de se retirer en sûreté. (D.F.)

SAVOIE ou SAVOYE, la, Droit public, duché souverain d'Europe, entre la France & l'Italie. Il est borné au nord par le lac de Geneve, qui le sépare de la Suisse ; au midi par le Dauphiné ; au levant par le Piémont & le Valais ; au couchant par le Bugey & la Bresse. Il a environ 30 lieues du midi au nord, & 25 de l'orient à l'occident ; mais toute cette étendue n'offre aux yeux qu'un pays stérile & pauvre, dont ses souverains ne retirent guere plus de deux millions ; cependant l'histoire de ce pays nous intéresse.

Le mot *Savoie* vient du latin *Sapaudia*, qu'on ne trouve point en usage avant le IV^e siècle. Ammien Marcellin est le premier qui a fait mention du pays de *Sapaudia*. On appelloit ainsi la partie septentrionale du territoire des Allobroges. La *Sapaudia* s'étendoit au-delà du lac de Geneve, & comprenoit le pays de Vaud, dont la plus grande partie appartenoit à la Belgique & à la province nommée *Maxima Sequanorum*.

La *Savoie* fut anciennement habitée d'une partie des Allobroges, des Centrons,

trons, des Nantuates, des Garocelles; des Vérâgres & des Salâsses: les Allobroges occupoient le pays qui est entre le Rhone, au fortir du lac Léman, les Nantuates, les Centrons & l'Isère; c'est cette isle dont parle Tite-Live, où Annibal s'arrêta avant que de passer les Alpes; elle renfermoit une partie du Dauphiné, le duché de *Savoie*, le Foisigni & le Genevois; les Centrons demeuroient dans les vallées des Alpes grecques, qui forment à-présent la Tarentaise; les Garocelles habitoient aux environs du mont-Cenis; les Vérâgres étoient entre les Nantuates & les Salâsses, dans cette partie du Valais où est Martigny; & les Salâsses occupoient les vallées des Alpes qu'on nomme aujourd'hui *la val d'Aoste*.

Tous ces peuples furent vaincus par Auguste, à la réserve des Salâsses, que Terentius Varo subjuguâ. Ils furent compris dans la Gaule narbonnoise, & partagés de façon que les Allobroges furent placés dans la troisième Narbonnoise, & les Vérâgres & les Salâsses dans la cinquième, qu'on nommoit autrement la *province des Alpes grecques*.

Leur pays étant devenu la proie des barbares après la dissolution de l'empire, fut occupé tantôt par les uns & tantôt par les autres; les Bourguignons en demeurèrent les maîtres, & l'incorporèrent au royaume qu'ils formèrent d'une partie de la Gaule celtique & de la Gaule narbonnoise. Boson, comte d'Ardenne, qui avoit épousé Ermengarde, fille de Louis II. empereur d'Italie, se fit élire roi de Provence par les Etats assemblés à Mentale, au mois d'Octobre de l'année 879. Louis son fils fut aussi roi d'Italie, & on l'a surnommé l'*Aveu-gle*, parce que Berenger lui fit crever les yeux, comme il alloit prendre possession de ce royaume. Il laissa d'Adélaïs,

Tome XII.

Charles Constantin, prince de Vienne, qui eut de Theberge, Amé, pere de Humbert aux blanches mains, chef de la maison de *Savoie*, dont l'origine a été recherchée par plusieurs écrivains avec peu de succès, & avec beaucoup de prévention pour leurs sentimens.

Sans entrer dans cette discussion généalogique, je dirai seulement que l'empereur Conrad le salique, donna la propriété d'une partie de la *Savoie*, avec le titre de comte, à Humbert aux blanches mains. Ses descendans s'aggrandirent peu-à-peu par leur mérite, par leur habileté & par leurs alliances. Le comte de Romond reçut de l'empereur Richard son neveu, le titre de vicair de l'empire, avec l'investiture des duchés de Chablais & d'Aoste. En 1218 il acquit toute la seigneurie de Vaud, & la ville de Berne se mit sous sa protection l'an 1266.

Amé de *Savoie* qu'on surnomma le *Grand*, à cause de sa valeur, fut créé en 1310, lui & ses successeurs, princes de l'empire par Henri VII. il fut arbitre des différends des rois de France & d'Angleterre, & mourut en 1323.

Amé VI. si connu sous le nom de *comte verd*, acquit la baronnie de Vaud, & une partie du Bugey & du Valromey. L'empereur Charles IV. lui céda tous les droits de l'empire sur le marquisat de Saluces. La ville de Coni se donna à lui l'an 1382, & Clément VII. lui fit présent du château de Dian. Il institua l'ordre du collier, qui a depuis été nommé l'*ordre de l'Annonciade*, & il établit par son testament de l'an 1383 le droit de primogéniture dans sa maison.

Amé VII. son fils, fut un des plus sages & des plus vaillans princes de son siècle. Les habitans des comtés de Nice, de Vintimiglia, de Barcelonnette, & des vallées voisines, se souvinrent à lui.

G g g

Il se tua d'une chute de cheval en 1391 en poursuivant un sanglier aux environs de Ripaille.

Amé VIII. obtint du comte de Geneve, moyennant quarante-cinq mille francs d'or, tous les droits que les comtes de Geneve avoient dans le Dauphiné, le Viennois & le Graisivaudan. L'empereur Sigismond érigea pour lui en 1416 le comté de *Savoie* en duché. Dans la suite ayant renoncé à ses Etats sans qu'on en ait pu découvrir la raison, il se retira à Ripaille, fut élu pape, prit le nom de *Félix V.* consentit ensuite à sa déposition, & mourut à Geneve en 1451.

Louis de *Savoie* son fils déclara le domaine de *Savoie* inaliénable, & fut reconnu par les Fribourgeois pour leur souverain.

Amé IX. eut une longue maladie qui le rendit incapable du gouvernement. Le regne de son successeur Philibert I. fut déchiré par des guerres civiles qui finirent à ruiner la *Savoie*. Il mourut en 1482, âgé seulement de 17 ans. Charles I. son frere, qui lui succéda, finit sa carrière en 1489, dans la 21 année de son âge, après avoir remporté de grands avantages sur ses ennemis. Charles II. son fils mourut en 1496.

Charles III. eut un regne long, pénible & malheureux, outre que son duché devint le théâtre de la guerre entre François I. & Charles-Quint. Les Bernois s'emparèrent en 1536 du pays de Vaud, du pays de Gex, du Genevois & du Chablais; mais Emmanuel Philibert, fils de Charles III. ayant remporté sur le connétable de Montmorency la célèbre victoire de S. Quentin, fut rétabli dans ses Etats par le traité de Cateau-Cambresis, & il épousa Marguerite de France, sœur du roi Henri II.

.. Charles-Emmanuel né de ce mariage,

lui succéda l'an 1580. Ce fut un des plus grands princes de son tems, habile dans le cabinet, savant dans le métier de la guerre, & profond en politique. Il mourut à Savillan en 1630.

Victor-Amédée hérita des vertus de son pere, & suivit les mêmes vues pour ses intérêts. Il entra dans la ligue du cardinal de Richelieu. & mourut à Verceil en 1637 dans la septième année de son regne.

Charles-Emmanuel II. du nom, se maintint dans une grande harmonie avec la France, & mourut l'an 1675, laissant pour successeur Victor-Amédée II. né en 1666. Ce prince épousa en 1684, Anne, fille de Philippe de France, duc d'Orléans, dont il a eu un fils Charles-Emmanuel III. & mort en 1773. Son fils, Victor-Amédée, aujourd'hui roi de Sardaigne, né en 1726, regne glorieusement.

Ce souverain, outre la Sardaigne & la *Savoie*, possède encore le Piémont; le Mont-Ferrat, la partie occidentale du Milanois, & d'autres Etats. La Sardaigne ne lui vaut pas grand chose; mais le Piémont lui rapporte seul plus de quinze millions. Charles-Emmanuel disoit à ce sujet qu'il tiroit de la *Savoie* ce qu'il pouvoit, & du Piémont ce qu'il vouloit.

Le roi de Sardaigne, c'est aujourd'hui son nom, gouverne ses Etats avec une autorité absolue, & entretient en tems de paix vingt mille hommes sur pied, outre dix mille hommes de milice, dont cinq mille sont habillés, & ont un sou par jour, & cinq mille autres qui sont désignés, & à qui il ne donne rien.

La justice est administrée dans trois sénats, auxquels on appelle des tribunaux inférieurs. Le premier pour la *Savoie* est établi à Chamberi, capitale; le second pour le Piémont, & le troisième

me pour le comté de Nice & ses dépendances. Turin a encore un conseil qui connoît en dernier ressort des affaires des pays de-là les monts.

SAVOIR VIVRE. v. MANIERES.

* SAUEGARDE, f. f., *Jurispud.*, sont des lettres données à quelqu'un, par lesquelles on le met sous sa protection, avec défenses à toutes personnes de le troubler, ni empêcher, sous certaines peines, & d'être déclaré infracteur de la *sauvegarde*. Il y a des *sauvegardes* pour la personne, en quelque lieu qu'elle aille; il y en a qui sont spécialement pour les maisons & biens, pour empêcher qu'il n'y soit fait aucun dommage, & pour empêcher le propriétaire du logement des gens de guerre.

SAUVEMENT, *droit de*, f. m., *Droit féodal*; c'étoit autrefois un droit qui consistoit en la vingtième partie du blé & du vin que les habitans étoient tenus de donner à leur seigneur, à la charge de construire & entretenir à ses dépens les murailles du bourg, pour leur sûreté & la conservation de leurs biens.

SAXE, *Droit public*, grande contrée d'Allemagne, au septentrion de la Bohême & de la Franconie, à l'orient de la Hesse & de la Westphalie, au midi de l'Eyder & de la mer Baltique, & à l'occident de la Prusse, de la Pologne, de la Silésie & de la Lusace. On lui donne environ 3370 milles géographiques en carré; & l'on y compte 740 villes, 173 bourgs, & une multitude de villages & de châteaux.

L'Elbe, l'Oder & le Weser traversent la Saxe du sud au nord: l'Aller, la Leine, l'Ocker; la Bode, la Sale, l'Unstrutt, la Mulde, l'Elster, la Sprée, le Havel, la Wanthe, la Persante, la Péene, &c. la baignent en d'autres sens; elle a des lacs vers son septentrion, & des montagnes vers son midi, & elle

se partage en deux cercles, dont l'un s'appelle de Haute-Saxe, & l'autre de Basse-Saxe, & dont le premier surpasse le second à-peu-près d'un quart en étendue, & de deux tiers en nombre de villes.

Il y a dans le cercle de haute-Saxe vingt-deux Etats, membres du St. Empire, & dans le cercle de basse-Saxe vingt-quatre. Les membres du premier, suivant le rang qu'ils tiennent entr'eux, sont l'électeur de Saxe & celui de Brandebourg, les ducs de Saxe-Weimar, Saxe-Eisenach, Saxe-Cobourg, Saxe-Gotha, Saxe-Altenbourg, Saxe-Querfurt, Poméranie citérieure, & Poméranie ultérieure, les princes de Camin & d'Anhalt, les abbés de Quedlinbourg & de Gernrode, l'abbé de Walkenried, les princes de Schwartzbourg-Sondershausen, & de Schwartzbourg-Rudolstadt, celui de Mansfeld, avec les comtes de Stolberg, de Barby, de Reuß & de Schönbourg.

Les membres du cercle de basse-Saxe, suivant de même le rang, qu'ils tiennent entr'eux, sont les ducs de Magdebourg & de Breme, ceux de Brunswick-Celle ou Zell, les princes de Grubenhague, de Calenberg, de Wolfenbützel & de Halberstadt; les ducs de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Güstrow, de Holstein-Glückstadt & de Holstein-Gottorf, l'évêque de Hildesheim, le duc de Saxe-Lauenbourg, l'évêque de Lubeck, les princes de Schwerin, de Ratzebourg & de Blanckenbourg; le comte de Rantzau & les villes impériales de Lubeck, de Goslar, de Mulhausen, de Nordhausen, de Hambourg & de Breme.

L'électeur de Saxe est prince directeur du cercle de haute-Saxe; & les ducs de Magdebourg & de Breme, à l'alternative, sont conjointement avec l'al-

né des ducs de Bronswic, princes directeurs du cercle de basse-Saxe. Celui-ci n'a pas été assemblé dès l'an 1682, & celui-là, dès l'an 1683. Tant en hommes qu'en argent, ces deux cercles sont tenus à fournir chacun un dixième à l'Etat & à la caisse de guerre de l'empire : c'est au moins ce qui fut réglé en 1682 & en 1707. A la paix de Westphalie, il fut aussi réglé, que des cinquante assesseurs dont la chambre impériale seroit composée, huit seroient à la nomination de haute-Saxe, & quatre à celle de la basse-Saxe; outre un treizième, qui tantôt seroit élu par l'un de ces cercles, & tantôt par l'autre : mais cette chambre ayant dès-lors subi une réduction, il se trouve qu'aujourd'hui, ces deux articles ne lui fournissent en effet que chacun deux assesseurs, & la nomination d'un autre concédée à ces cercles en alternant entr'eux, est entièrement hors d'usage. Quant à la religion, l'une & l'autre Saxe sont protestantes; & tout catholiques romains que soient actuellement l'électeur de Saxe, l'évêque de Hildesheim & le prince de Mansfeld, ils n'en sont pas moins partie, à raison de leurs Etats, du corps évangélique de l'empire.

Le partage de la Saxe en deux cercles eut lieu, comme celui du reste de l'Allemagne, sous le regne de Maximilien I. en 1512. Avant cette époque, & à remonter à des tems fort reculés, à ceux de Charlemagne sur-tout & de ses devanciers, l'on trouve que la Saxe, bien loin d'avoir la même constitution & les mêmes membres qu'on lui voit aujourd'hui, n'avoit ni les mêmes bornes, ni les mêmes peuples qu'elle a eu dès-lors : elle s'étendoit beaucoup plus à l'occident, & beaucoup moins au septentrion, à l'orient & au midi : elle alloit au couchant jusqu'à l'Embs & même

jusqu'au bas-Rhin; mais d'autre part elle ne comprenoit ni la nouvelle-Marche de Brandebourg, ni la Poméranie, ni la Vénédie ou pays de Meckleibourg, ni la Thuringe : c'étoit en un mot la patrie des anciens Westphaliens, Angrivariens, Ostphaliens & Nord-Albingiens, peuples idolâtres, long-tems en guerre avec les Francs & autres nations, & peuples enfin vaincus, baptisés & soumis à l'empire d'occident par Charlemagne en 803, après plus de trente années de résistance, de soulèvement & de combats.

La répugnance presque insurmontable des anciens Saxons pour le joug des Francs, & leur valeur si long-tems éprouvée, ne furent cependant pas, après leur soumission, des motifs pour mépriser leur pays; & moins encore pour en négliger le gouvernement. Charlemagne & ses successeurs conserverent même à la contrée son antique & particulière jurisprudence; & dès le regne de Louis le Germanique, en 858, il y eut des ducs de Saxe, membres de l'Empire. Le premier de ces ducs fut Ludolphe, souche de la famille des Orhous, & bisayeul de Henri I. dit l'Oiseleur. Cette famille posséda la Saxe jusqu'à l'année 952, qu'elle la remit en fief à la maison de Billung, laquelle s'éteignit en 1106, & fut succédée par celle des Guelphes, qui le fut à son tour par celle d'Ascanie l'an 1138. Après cette dernière, qui subsista jusqu'à l'année 1422, vint celle de Misnie, qui, dans la personne de Frederic le Belliqueux, fut invétue du duché de Saxe par l'empereur Sigismond, l'année 1423, & qui, partagée depuis l'an 1485, en branche Albertine & en branche Ernestine, jouit encore & de l'électorat, & de tous les pays qui portent le surnom de Saxe, excepté le duché de Lauen-

bourg. Il est à observer, que déjà dans la famille des Othons, le duché de Saxe fut honoré de la charge de vicaire de l'empire, puisqu'Othon, pere de l'Oiseleur, fut nommé à la régence, pour le tems de la minorité de l'empereur Louis IV. & que déjà dans la famille des Billings, le même duché fut aussi honoré de la charge d'archi maréchal de l'empire, Bernard en ayant fait les fonctions sous l'empereur Othon III. dans une assemblée extraordinaire, tenue à Quedlinbourg l'an 985. Il est à observer encore que ce fut sous la race des Guelphes, & sous celle d'Ascanie, que le pays commença à se diviser en plusieurs Etats distincts, & à former le duché de Saxe proprement dit, le duché de Brunswick, ceux de Meckelbourg, de Poméranie & de Hollstein, le margraviat de Brandebourg, la principauté d'Anhalt, &c. & que ce fut sous ces mêmes races, que la dignité électoral fut affectée pour jamais, tant au duché de Saxe qu'au margraviat de Brandebourg: quant à la direction des cercles, on conçoit qu'elle n'a pu être instituée qu'après l'établissement des cercles mêmes. (D. G.)

SAXE, *Electorat de, Droit public.* Les Etats de l'électorat de Saxe sont: le duché de Saxe, la majeure partie du margraviat de Misnie, une partie du Vogtland, & la moitié septentrionale du landgraviat de Thuringe. La Lusace, & la partie du comté de Henneberg, qui appartient à cet électorat ne dépendent point du cercle de la haute Saxe. Tous ces Etats pris ensemble, contiennent à-peu-près 729 milles quarrés d'Allemagne, & comprennent la même étendue de pays, que le cercle de Suabe, l'électorat de Bavière, & le royaume de Prusse. Mais pour savoir au juste la contenance du

cercle de la haute-Saxe, il suffit de déduire celle de la Lusace, qui peut se porter à 180 milles quarrés, & celle de la partie du comté de Henneberg, qui n'est que d'une couple de milles, & il se trouvera, que la véritable étendue est de 546 milles quarrés d'Allemagne.

Les gens de la campagne sont divisés en personnes, qui dépendent immédiatement de la chancellerie féodale, & y plaident en première instance, en allemand *scheriftsassen*, & en celles qui relevent du tribunal de la cour, & encore en celles qui reconnoissent les baillifs pour leurs premiers juges. Un baillif n'a aucun pouvoir ni juridiction sur le possesseur ou propriétaire d'un corps de bien situé dans son bailliage, si ce propriétaire n'y demeure point actuellement; si ce n'est dans les causes réelles. Pour avoir rang & suffrage aux états, il faut être muni ou d'un privilège particulier à cet effet, ou être d'une naissance, qui en donne le droit, ou enfin posséder des biens auxquels cette prérogative soit attachée. Les membres qui composent les états, sont partagés en trois classes: la première comprend 1°. les prélats, qui sont les évêques de Misnie, de Mersebourg & de Naumbourg; 2°. les comtes & les seigneurs, savoir, les princes ci-devant comtes de Schwarzbourg, de Mansfeld, de Solms, de Stollberg, de Barby & ceux de Schoenbourg; 3°. les universités de Leipzig & de Wittemberg. Les prélats, les comtes & les seigneurs composent entr'eux un college particulier: les universités en forment un autre depuis 1666, & leurs députés sont placés au-dessous des prélats. La seconde classe comprend la noblesse en général. Chaque gentilhomme, qui selon une ordonnance électoral de 1530, peut

prouver 8 quartiers du côté paternel, & autant du côté maternel, & dont la noblesse de ses biens est fondée sur titres, a voix & séance dans les assemblées particulières : il y est même invité par lettres de cachet, mais il n'y a qu'une voix, quelque nombre de biens nobles il puisse posséder. Arrivant le cas qu'un gentilhomme d'une ancienne noblesse ne possédât qu'un bien immédiat de nouvelle création, il pourroit se trouver à l'assemblée des états, mais il n'y seroit point défrayé, à moins qu'il ne fût excepté de la règle commune par une ordonnance électorale rendue à ce sujet. La noblesse, dont le droit d'assister aux états est reconnu, se partage dans les cercles, dont elle fait partie, & s'assied aux tables particulières assignées à chaque cercle : ceux des membres, qui n'ont point de rang, s'asseient où bon leur semble, & selon que se présente l'occasion. Chaque cercle a son directeur & son adjoint, qui sont assis au milieu de la table. Ce sont les baillifs, qui, en vertu d'un ordre de cour, convoquent la noblesse, qui cependant n'assiste aux états que par délégués, dont le nombre ne peut excéder celui de deux par chaque bailliage. Les villes en général forment la troisième classe. Le total s'en monte à 102, savoir 17 dans le cercle électoral, 23 dans celui de la Misnie, 7 dans celui de la Thuringe, 15 dans celui de Leipzig, 32 dans le cercle montagneux, 5 dans celui du Vogtland, & 3 dans celui de Neustadt.

Les états généraux se tiennent tous les six ans, tems qu'ont coutume de durer les concessions, qu'on y accorde. Il s'en tient d'intermédiaires, si pendant cet intervalle il survient un changement de règne. La cour fait expédier à cet effet des lettres circulaires aux

représentans de la personne des prélats, à ceux des comtes, des seigneurs, de la noblesse, des villes & universités, pour qu'ils aient à s'y trouver. Les sujets dépendans de quelque bailliage sont convoqués par leurs baillifs, chacun dans son district. Les prélats, les comtes, & les seigneurs n'assistent que par leurs délégués : les villes y envoient les leurs ; les uns deux, les autres trois, & plus quelquefois, se réglant à cet égard sur leur plus ou moins d'étendue. Les sujets baillagers, *Amtisassen*, chargent de leur côté deux ou trois personnes au nom de tout le bailliage. L'ouverture & la tenue de ces états se fait dans une sale du château électoral & en la présence du souverain. Dans les cas que quelqu'affaire fut restée indécidée, ou pendant l'intervalle d'une tenue d'états à l'autre, il s'en présentât, dont l'importance ne pourroit souffrir un long retard, elles sont portées par-devant le comité qui se tient tous les deux ans & qui est composé de délégués choisis dans les trois classes des états. On le divise en petit & grand comité. Le petit est formé de 42 personnes, & est nommé *der engere Ausschuß von der Ritterschaft* : ces délégués sont assis à deux tables, auxquelles le gouverneur du bailliage de Thuringe & le commandeur de Grifflardt ont rang & suffrage : les 40 autres sont tirés, savoir, 5 du cercle électoral, y compris celui qui est revêtu de la dignité de maréchal, 11 du cercle de la Thuringe, 6 de celui de la Misnie, 7 de celui de Leipzig, 1 de Wurzen, ci devant évêché, 4 du cercle de l'Erzgebürg, 4 de celui du Vogtland, & 2 de celui de Neustadt. Si quelque place vient à vaquer, les délégués qui composent le petit comité, y nomment un membre du grand comité du même cercle dans lequel la pla-

ce a vaqué; & le nouveau élu est confirmé dans son office par le conseil privé au nom du prince. Les délégués, qui forment le grand, sont au nombre de 60, & sont nommés *der weitere Aufschuß*; dans ce nombre sont compris les députés des comtes & seigneurs de Schauenbourg. Ce sont les mêmes délégués du petit comité, qui nomment aux places, qui peuvent vaquer dans le grand, en prenant des sujets parmi la noblesse en général, suivant l'ordre établi dans les cercles. Ces délégués sont tirés, savoir, 6 du cercle de l'électorat, 15 de celui de Thuringe, 9 de celui de la Misnie, 6 du cercle de l'Erzgebürg, 8 de celui du Vogtland, & 4 de celui de Neustadt. La famille de Loefer, originaire de la maison de Salis, possède héréditairement la dignité de maréchal de la cour. Elle est obligée particulièrement de demeurer dans le cercle de l'électorat, vu qu'il est le premier entre tous les cercles: si le cas arrive que cette dignité échoie à un mineur, l'exercice en est confié à l'aîné de la famille. C'est le maréchal de la cour, qui est dépositaire des archives du pays: elles contiennent les originaux de tous les titres & documens, tandis que l'on ne conserve que des copies vidimées de ces mêmes titres dans les archives de la Thuringe, de la Misnie & de l'Erzgebürg, & dans celles du Vogtland. Les villes d'où l'on tire des délégués du petit comité, sont: Leipzig, à qui appartient le directoire en ces sortes d'occasions, même sur toutes les autres villes en général; Wittenberg, Dresde, Zwickau, Freyberg, Chemnitz. Langensalza & Torgau: les quatre premières villes ont le droit de préséance sur les autres. Celles des villes, d'où l'on tire des délégués du grand comité, sont: Annaberg, qui a le di-

rectoire sur les autres; Weissenfels, Meissen, Eulenburg, Hayn, Weissenfee, Hertzberg, Tschmiedeberg, Schneeberg, Liebenwerde, qui toutes ont le droit de convocation; Marienberg, Plauen, Neustadt sur l'Orla, Weyde, Delitzsch, Wurzen, Tennstedt. On trouve un plus ample détail de tout ceci dans le livre intitulé: *ausführliche Nachricht von den Churfürstlich-Sächsischen Land- und Aufschußtagen von 1285 bis 1728*, livre que M. Daniel Godefr. Schreiber, a donné au jour par le moyen d'un manuscrit que le hazard lui a procuré.

Les margraves de Misnie sont la souche, d'où proviennent les électeurs actuellement regnans de même que les ducs de Saxe: ils posséderent en premier lieu le landgraviat de Thuringe, & parvinrent successivement à y ajouter l'électorat de Saxe de même que différentes autres contrées. Le premier margrave de Misnie, qui en 1422 soit parvenu à l'électorat de Saxe fut Frédéric le belliqueux: Frédéric II. surnommé *le bon*, lui succéda & eut lui-même pour successeurs ses deux fils Erneste & Albert, qui regnerent ensemble pendant l'espace de vingt ans. Il partagerent entr'eux les états en 1485 & formèrent deux branches, qui porterent leurs noms. Celle d'Erneste parvint à l'électorat en premier lieu; il le transmit à sa mort à ses deux fils Frédéric, surnommé *le sage*, & Jean le constant, qui furent électeurs l'un après l'autre, & au dernier desquels succéda Jean Frédéric son fils: mais celui-ci ayant été mis au ban de l'empire en 1547 par l'empereur Charles V. tant l'électorat, que ses Etats & sujets furent donnés au duc Maurice, un des descendans de la branche Albertine, avec charge cependant de laisser jouir les enfans de

Jean Frédéric d'un revenu annuel de 50,000 fl. & de leur abandonner à cet effet certains bailliages, lieux & biens, dont le revenu se porteroit à cette somme. Ce sont les terres ainsi abandonnées, qui, jointes aux pays, qui y furent ajoutés postérieurement, qui forment aujourd'hui les Etats des ducs de Saxe de la branche Ernestine. George fils du duc Albert, fondateur de la branche Albertine, eut les Etats héréditaires de son pere en vertu d'un testament, par lequel Henri, son frere, fut réduit à un petit appanage dans la Misnie: l'aîné de ces freres étant décédé, Henri hérita ces mêmes Etats, & les transmit à Maurice & Auguste ses deux fils. Le duc Maurice obtint de l'empereur Charles V. la dignité électoral du pays de Saxe en 1547, que venoit de perdre Jean Frédéric de la branche Ernestine, de même que tous ses Etats & ses sujets. C'est à cette époque que l'électorat entra dans la branche Albertine & n'en est point sorti depuis. Auguste succéda à son frere Maurice & perpétua cette dignité dans sa famille. Il fit un accord avec son cousin Jean Frédéric, électeur déposé au sujet de la succession à l'électorat; il lui donna quelques villes de la Thuringe, paya jusqu'à la concurrence de 100,000 florins de vieilles dettes, & rétablit la réunion des successions entre leurs deux familles. Ce même électeur augmenta ses Etats considérablement, & y fit regner beaucoup d'ordre. Il eut pour successeur son fils Christian I. en 1586, & celui-ci Christian II. son fils aîné, qui à sa mort transmit cet électorat à George I. son frere cadet. George parvint pendant son regne à ajouter à ses Etats héréditaires les margraviats de haute & basse Lusace, & même différens autres pays: il fit un testament en 1652,

par lequel il partagea ses Etats électoraux entre ses quatre fils: il désigna pour son successeur à l'électorat le duc Jean George II. Le duc Auguste fonda depuis la branche collatérale de Weissenfels ou Querfurt; le duc Christian celle de Merlebourg, & le duc Maurice celle de Zeitz. Jean George II. eut pour successeur à la dignité électoral son fils Jean George III. qui la transmit à son fils aîné Jean George IV. & auquel succéda son frere cadet Frédéric Auguste I. ou Auguste II. lequel abdiquant en 1697 la religion protestante, pour embrasser la catholique, fut élu roi de Pologne peu de tems après. La branche de Zeitz s'étant éteinte en 1718, il ajouta à ses Etats ceux qu'elle branche possédoit. Frédéric Auguste mourut en 1733, & eut pour successeur Frédéric Auguste II. ou Auguste III. qui, ayant embrassé la même religion que son pere, parvint ainsi que lui à être élu roi de Pologne la même année. Il joignit à ses Etats pendant son regne tous ceux qui avoient appartenu aux branches collatérales de la maison, savoir ceux de la branche de Merlebourg, éteinte en 1733, & ceux de celle de Weissenfels, dont l'extinction totale suivit en 1746.

Le titre de l'électeur de Saxe est: *duc de Saxe, de Juliers, de Cleves & de Berg, comme aussi d'Erngern & de Westphalie, grand maréchal & électeur du St. E. R., landgrave de Thuringe, margrave de Misnie & de la haute & basse Lusace, bourgrave de Magdebourg, comte princier de Henneberg, comte de la Marche, de Ravensberg, de Barby & de Hanau, seigneur de Ravensstein.* Ses armes pour le duché de Saxe sont une couronne de rue posée en biais de la droite à la gauche à huit, ou, selon d'autres, à dix falces de sable & d'or placées

placées alternativement les unes sur les autres. Pour la Thuringe, d'azur au lion béant & langué couronné d'or partagé par huit bandes alternatives d'argent & de gueules posées transversalement. Pour la Misnie, d'or au lion de sable langué & double queue dressée. Pour Juliers d'or au lion de sable, béant & armé de blanc. Pour Cleves, un petit écusson sur champ de gueules, au milieu duquel se réunissent huit sceptres d'or. Pour Berg, d'argent au lion de gueules couronné d'azur. Pour Engern & Westphalie, d'azur à l'aigle d'or & couronné d'or & trois cornes de cerfs-volants de gueules sur champ d'argent. Pour le palatinat de Saxe, d'azur à l'aigle couronné d'or ayant les ailes déployées. Pour la basse Lusace, champ d'argent au bœuf courant de gueules avec ventre blanchâtre. Pour la haute Lusace, d'azur au pan de mur jaune maçonné de sable en bretèches. Pour la Marche de Landsberg, champ d'or à deux fasces verticales. Pour la seigneurie de Pleißen, d'azur au lion mi-partie argent & or. Pour le comté d'Orlamunde, champ d'or au lion renversé de sable couronné de gueule parsemé de feuilles de roses. Pour le bourggraviat de Magdebourg, un écu mi-parti, représentant dans la partie antérieure de gueule la moitié d'un aigle d'argent couronné d'or, & dans l'autre d'argent quatre chemins de gueules, qui se croisent. Pour le comté de Brême, champ d'argent à trois demi-cintres de gueules cantonnés d'argent. Pour le bourggraviat d'Altenbourg, champ d'argent à la rose de gueules avec semences d'or épanouies de sinople. Pour le comté d'Eisenberg, argent aux trois fasces d'azur. Pour le comté de Ravensberg, d'argent aux trois chevrons de gueules les uns sur les autres barrés

Tome XII.

du bas en haut. Pour le comté de la Marche, d'or à fasces en forme d'échiquier à trois rangs de gueule & d'argent; par rapport aux droits régaliens, un petit écusson modelé de gueules. Pour le comté de Hanau, d'or aux trois chevrons de gueules. Pour le comté princier de Henneberg, champ d'or à la poule sur une colline de sinople prête à prendre son vol. Pour le comté de Barby, d'azur aux deux barbes d'or couronnées courbées & adossées, garni de quatre petites roses aux quatre coins. Pour Müntzenberg, un champ coupé d'or en chef, & d'argent en pointe. Pour Lichtenberg, d'argent au lion de sable, & par rapport à l'office d'archi-maréchal du S. Empire, un petit écusson coupé de sable en chef & d'argent en pointe, dans lequel les deux glaives électoraux sont couchés en sautoir.

De tous les électeurs en général, celui de Saxe est le sixième, mais il est le troisième en ne comptant que les électeurs séculiers. L'électeur de Saxe, est archi-maréchal du S. E. R. C'est par lui que les comtes de Pappenheim sont investis de l'office de maréchal. Il est vicaire de l'empire par-tout où la loi Saxonne est en vigueur, lorsque ce même empire est dépourvu de son chef. Les uns font dériver ce droit de l'ancienneté du duché de Saxe; d'autres de la dignité d'archi-maréchal, dont il est revêtu; d'autres enfin du Palatinat de Saxe, duquel il se fait investir expressément par l'empereur: ce Palatinat n'est point distingué actuellement de celui de la Thuringe, puisqu'il est précisément le même qu'on nomme aujourd'hui *palatinat Saxon*.

Quoique la maison de Saxe ait embrassé la religion catholique, elle n'en a pas moins conservé la dictature de l'empire, & le directoire dans les affai-

H h h

res, qui intéressent les Etats & la religion des protestans. L'électeur s'approprie même en qualité d'archi-maréchal le directoire à la diète de l'empire, arrivant le cas, que l'électorat de Mayence soit vacant. Sa taxe matriculaire, pour raison de son électorat, est de 1984 florins, celle qu'il paye pour le comté de Leiffnig, se monte à 20 florins; celle du comté de Reichlingen est de 24 florins; & celles des seigneuries de Tautenbourg & de Wildenfels de 20 florins chacune. Ce même électeur paye encore pour taxe matriculaire des bailliages de Weida, de Saxembourg, d'Arnschaug & de Ziegenrück 140 fl., 304 florins par rapport à la moitié du Vogtland, & 135 florins pour le comté de Mansfeld. Il est affranchi en revanche de cette même taxe pour les évêchés de Misnie, de Mersebourg & de Naumbourg. Il est imposé d'un autre côté à 1545 rixdal. pour l'entretien de la chambre, & en outre à 83 rixdal. 62 kr. aussi pour l'entretien de la chambre, relativement au comté de Mansfeld.

Le cabinet secret est chargé des affaires de l'Etat, & dirige trois départemens, dans lesquels il fait rédiger les ordonnances nécessaires. Ces départemens sont, celui des affaires intérieures de l'Etat, celui de la guerre, & celui des affaires étrangères. Le conseil privé connoît des affaires civiles & ecclésiastiques: il a aussi la direction de tous les autres colleges civils & militaires. Ceux qui le composent sont nommés *conseillers privés*, *référéndaires*, *secrétaires*, *régistrateurs* & employés à la chancellerie.

Le conseil privé de la guerre règle les affaires qui y ont rapport, & s'étend sur les devoirs des commissaires généraux de la guerre, sur ceux des

commissaires des vivres & autres de cette nature.

Le college de la chambre administre la partie domaniale & économique; il a inspection aussi sur les revenus qui proviennent des chasses & des radeaux, sur les cens & rentes & sur le trésor de l'épargne. Le bureau, nommé *inspection des flottages ou radeaux*, pourvoit aux flottages, qui se font dans toute l'étendue de l'électorat.

La régence provinciale connoît des affaires féodales, de celles de justice & de police. Les nobles immédiats y plaident en première instance, & c'est à ce siege que ressortissent les appels interjetés des jugemens rendus dans les justices supérieures de Leipstick & de Wittenberg, ceux aussi qui émanent des consiltoires y établis, & ceux encore rendus dans les évêchés de Wurzen, de Mersebourg & de Zeitz. On y appelle aussi des régeances princières de Schwarzbourg, de Sondershausen & de Frankenhausen, de même que des chancelleries des comtes, & de tous autres sieges de justice inférieurs en général. Cette régence consiste en un chancelier, un vice-chancelier & des conseillers auliques & ordinaires de justice.

La chambre des appellations prononce dans les affaires, dont la régence provinciale a déjà connu par appel des sieges de justice inférieurs: on y porte aussi les actions intentées contre les nobles immédiats, de même que les matières féodales en cas de contestation. Cette chambre est composée d'un président, d'un vice-président, de conseillers & d'autres suppléans ordinaires de justice.

Le college supérieur des subsides est dirigé par un directeur, & par des receveurs généraux tant de l'électeur que des Etats. De ce college dépendent le bureau supérieur de recette des sub-

des, les bureaux principaux de recette du droit de cambage & de forage, ceux établis pour la collecte des deniers destinés pour l'entretien des troupes, ceux des subsides ordinaires & extraordinaires, les taxateurs & assesseurs des rôles de la capitation & de l'industrie, les archives des subsides, la factorerie du papier timbré, les bureaux de recette des subsides de chaque cercle, ainsi que celui de l'évêché de Wurzen, &c.

Le college général des accises a un directeur, des conseillers, une chancellerie, des archives particulières & une caisse principale.

La chambre supérieure des comptes consiste en un directeur, & en conseillers tirés du conseil de la chambre, de la régence des Etats électoraux, du college des subsides & de celui des accises : il y a en outre des secrétaires, des examinateurs & autres officiers employés à la chancellerie. Il y a un consistoire suprême & une chambre de justice ecclésiastique, qui sont établis à Dresde.

La chambre de justice minérale étend son pouvoir sur tout ce qui a rapport aux mines & minières, qui se trouvent dans les Etats de la Saxe. Il y a un directeur, des conseillers & des officiers inférieurs pour exécuter les ordres. Le bureau supérieur est placé à Freyberg. Il y a des tribunaux particuliers des mines & minières à Altenberg, Annaberg, Berggieshübel, Glashütte, Ehrenfriedersdorf, Eybenstock, Freyberg, Geyer, Johann-Georgenstadt, Marienberg, Schneeberg, Scheibenberg, Oberwiesenthal, Schwarzenberg, Voigtsberg & dans le cercle de Neustadt. Le tribunal supérieur des mines, celui des monnoies, les huttes établies pour la séparation des métaux à Grunthal, & la double manufacture de la couleur

bleue à Oberschlemma près de Schnéeberg dépendent pareillement de la chambre de justice minérale.

Le bureau supérieur des postes est à Leipzig, où est aussi la justice supérieure de la cour. Il y a tribunal de la cour à Wittenberg, & une intendance à Eisleben.

Les subsides actuellement établis sont en partie ordinaires & en partie extraordinaires. Les ordinaires sont ceux que les Etats accordent pour l'espace de six ans. Il consistent 1°. dans les droits imposés sur les biens de campagne, qui sont, de percevoir 16 deniers par 60 gros, en allemand *Scheck*, que vaut un bien immeuble, lequel droit se paye en deux termes. L'électeur touche une partie des sommes provenues de ce subside : l'autre est employée à acquitter les intérêts des dettes, & en partie au remboursement d'icelles, & au maintien des causes pieuses. 2°. Le campagne ou subside, qui se paye sur la bière tant brune que blanche, savoir 2 rixdals par tonneau de bière brune, & 1 $\frac{1}{2}$ rixdals de la blanche. L'emploi du produit de ce subside est le même que le précédent. Les gentils hommes, & ceux qui possèdent des biens nobles, les ecclésiastiques mêmes, jouissent de l'immunité de ces droits, ainsi que tous ceux qui composent leurs maisons. L'évêché de Wurzen, les villes situées dans les montagnes, celles de Wittenberg & de Weissenfels, ne payent que la moitié de ce droit. 3°. Le subside, qui se paye sur la viande, qui consiste en deux deniers sur chaque livre de viande des bêtes tuées à la boucherie, & en un denier par livre de celles tuées chez soi. La noblesse & les gens d'église sont exempts de ce droit, dont l'évêché de Wurzen ne paye que la moitié. Le produit de ce droit sert à

Hhh 2

payer les appointemens des employés dans les différens sieges de justice électoraux, autrement nommés *colleges*; le surplus est versé dans les coffres du prince. Les subsides levés à l'extraordinaire sont communément, 1°. *Pfennig-Steuer*, qui est un impôt, dont le produit est plus ou moins considérable, selon le plus ou moins de dommage, qu'ont causé pendant l'année les grêles & les incendies: son rapport ordinaire est de 13000 florins. 2°. La *Quatember-Steuer*, qui prend sa dénomination des quatre saisons, dont le revenu n'est également point fixé, qui cependant doit rapporter annuellement 24000 florins. Cet impôt est personnel: il se leve sur les gens de profession à l'exemple de l'industrie, soit que ces gens soient domiciliés ou non dans le lieu où ils demeurent. Chaque ville & chaque village de l'électorat est imposé à une somme certaine, que les préposés du lieu répartissent sur les bourgeois & habitans proportion gardée à leur négoce ou profession. Il arrive quelquefois, que la quotité assignée à un endroit est augmentée par le college supérieur des subsides, si les facultés des habitans le comportent. Ces deux sortes de collectes extraordinaires se font pour subvenir au payement des troupes; aux frais des légations; remboursement de dettes contractées, ou à d'autres besoins de cette espece. 3°. Le droit d'accises, qui est de deux sortes, l'un qui se perçoit à la campagne, à raison de trois deniers par écu, du prix auquel se vendent certaines marchandises; cet argent est versé dans le trésor de l'épargne: l'autre appellé *accise générale de consommations*, introduit dans les villes & villages, où se trouvent des marchands & gens de métiers. Il se leve dans l'électorat encore d'autres

impôts, tels que la capitation, la subvention, qui l'un & l'autre se proportionnent aux facultés des particuliers: celui du papier timbré, & celui sur cartes, &c. quand l'électeur se marie, ses Etats lui payent un don gratuit. Ces mêmes Etats obtinrent en 1660 la permission de faire eux-mêmes la levée de tous ces subsides en général. Les offices & les biens domaniaux, qui ont coutume d'être affermés, & les droits sur les mines & sur les flottages rapportent des sommes très-considérables. On estime que les revenus de l'électeur peuvent se monter à six, même à sept millions de rixdales.

Le desir de récompenser le mérite de quantité de braves officiers, celui de faire naître une noble émulation entr'eux, ont engagé le prince Xavier, en qualité d'administrateur des pays électoraux, d'établir un ordre militaire & d'en décorer des officiers actuellement au service de Saxe; c'est l'ordre militaire de S. Henri de l'Electorat de Saxe. L'électeur en est constamment le grand-maitre. Les chevaliers sont divisés en trois classes, savoir, celle des grands-croix, celle des commandeurs & celle des petits-croix. Les premiers sont au nombre de deux, les seconds de quatre, & les troisiemes de 36, qui tous jouissent d'une pension plus ou moins forte. Celle des grands-croix se monte à 800, & celle des commandeurs & des autres chevaliers à 600, 300 & 200 rixdales. Il est libre au grand-maitre de décorer de cet ordre un plus grand nombre d'officiers, mais ces furnuméraires ne jouissent d'aucune pension. La croix est d'or, façonnée à l'instar de celle de Malthe, & est émaillée de blanc sur les bords. Au milieu de cette croix on voit un petit écusson rond d'une émaille jaune, repré-

sentant S. Henri debout, cuirassé & orné de ses habits impériaux avec la légende de son nom. On lit ces mots dans la bordure bleue qui l'entoure: *Xaverius Princ. Polon. Dux & administrator Saxonie instituit* 1768. Au revers est un autre petit écusson partagé en travers de sable en chef & d'argent en pointe, sur lequel sont représentés les deux glaives électoraux entourés d'une couronne de laurier. La bordure bleue qui regne autour de cet écusson, porte ces mots: *Virtuti in bello*. Aux quatre coins se trouvent des rameaux de rue, qui, placés en couronne, forment les armes de l'électorat de Saxe. Les chevaliers de la première, & de la seconde classe ont une grande croix, qu'ils portent en bandoulière de droite à gauche: elle est attachée à un ruban bleu céleste, de la largeur d'une main, liseré couleur de citron. Sur le côté gauche de leur habit est une étoile brodée représentant ce qui se trouve sur le revers de la croix de l'ordre. Les commandeurs ont droit de porter le même ruban, mais leur habit n'est point orné de l'étoile. Les chevaliers de la troisième classe ont une petite croix, qu'ils portent à un petit ruban à la troisième boutonnière de leur habit.

Les Etats de l'électorat sont divisés en sept cercles, qui sont, à les prendre selon leur rang: le cercle électoral, celui de la Thuringe, celui de la Misnie, celui de Leipzick avec l'évêché de Wurzen, celui de l'Erzgebürg, celui de Vogtland & celui de Neustadt: auxquels cercles y faut ajouter l'évêché de Mersebourg & celui de Naumbourg Zeitz. Voyez ces articles.

SAXE, *duché ou cercle électoral de, Droit public*. Ce duché confine au cercle de Misnie, à celui de Leipzick & à celui de la Thuringe: il confine encore à la

principauté d'Anhalt, à la Marche de Brandebourg & à la Lusace. Cette même principauté d'Anhalt en sépare une petite partie par sa situation. La plus grande longueur & la largeur la plus étendue de ce duché n'excèdent point 10 milles d'Allemagne.

Ce eerele contient 24 villes, dont 17 sont communes, & font partie de celles de la troisième classe du pays électoral; trois de ces mêmes villes envoient des délégués aux eomités, savoir une à celui appelé *petit eomité*, en allemand *engere Aufschuß*, & deux au grand eomité, nommé *der weitere Aufschuß*. Ceux des nobles qui jouissent des droits d'immédiateté, sont au nombre de 71, les médiats au contraire se montent à celui de 102.

Il ne faut point confondre le vieux duché de Saxe avec celui tel qu'il existe aujourd'hui: le vieux duché comprenoit trois pays fort étendus, savoir celui d'Ostphalie, d'Engern & de Westphalie. L'on comptoit parmi les Ostphaliens les peuples qui habitoient la partie septentrionale du Holstein, & la partie orientale de la Saale & de l'Elbe jusques dans la vieille Marche. Ces peuples étoient appelés *Osterlander*, ou *Oyleute*: on les nommoit aussi *Thuringiens septentrionaux*, mais cette dénomination a cessé d'être en usage; ils portèrent depuis le nom d'*Ost Saxen* ou de *Saxons orientaux*. Un de leurs premiers ducs fut Witikind. Les uns prétendent qu'il ne fut nommé ainsi que par rapport aux qualités politiques qu'il possédoit, d'autres soutiennent au contraire, que ce nom étoit une dignité militaire, dont les chefs étoient anciennement revêtus: mais quoiqu'il en soit, ce qu'il y a de certain, est que Witikind jouissoit propriétairement de biens considérables dans la Westpha-

tie, & que sa femme Geva étoit sœur de Sigefroi, roi des Danois. L'empereur Charlemagne se rendit maître de ces Etats par droit de conquête. On nomme également duc de *Saxe* un nommé Ecbert ou Egbert, petit-fils de Witikind, du chef de Hafala ou Gisela sa fille, mariée avec Bruno, prince des Angrieux; mais on ne peut avancer aucune preuve, pour qu'il doive être compté parmi le nombre des princes Saxons dans le sens politique. Cet Egbert eut pour femme sainte Ida, & pour frère aîné un nommé *Bruno*, aussi prince des Angrieux, dont un des descendans appelé *Ludolf*, fut ordinairement comte du pays situé entre le Rhin & le *Weser*, & qui obtint de l'empereur Louis le duché de *Saxe* un 842: il épousa Oda fille du comte Billung, & mourut en 859. Bruno & Otton ses deux fils eurent successivement ce duché. Henri, fils de ce dernier y succéda à son tour & fut élu roi de Germanie en 919. Celui-ci transmit sa royauté à Otton I. qui devint empereur, & qui donna le duché de *Saxe* à Hermann, fils du comte Billung, qui le fit passer à son fils Bernard II. celui-ci a Ordulf aussi son fils, & ce dernier à Magnus, qui mourut sans enfans mâles. Il laissa quelques filles dont Wulfhild & Eilika, ses deux aînées furent les plus remarquables: la première épousa Henri le noir, duc de Bavière, & l'autre un nommé *Otton d'Ascanie*. Le duché de *Saxe* devoit parvenir naturellement à Henri du chef de sa femme, mais c'est ce qui n'arriva point. L'empereur Henri V. le donna à Lothaire, fils du comte Gebhard de Supplingenbourg, qui lui succéda au trône & dont la fille Gertrude, épousa Henri le magnanime, fils de ce même Henri le noir, auquel Lothaire conféra le duché de *Saxe* en

1126 ou 1127, que le roi Conrad III. lui reprit pour le donner à Albert surnommé *l'ours*, margrave de *Salzwedel*, & fils de ce même Otton d'Ascanie, qui avoit épousé Eilika. Albert fut chassé de ces Etats par les Saxons, & eut pour successeur Henri le lion, fils de Henri le magnanime, que ses ennemis nommerent le superbe, dont il recouvrit tous les biens. Celui-ci fut un prince puissant: ses Etats s'étendoient depuis le Rhin jusqu'à la Vistule, mais mis innocemment au ban de l'empire en 1179 par Frédéric I. il perdit non seulement ses duchés de *Saxe* & de Bavière, mais même tous les biens, qu'il avoit possédés tant en Italie, qu'en Suabe, en sorte que de ses immenses domaines, il ne conserva que les biens qu'il avoit hérités, ceux qu'il avoit conquis, & ceux qu'il tenoit en fief d'autre part que de l'empire, d'une grande partie desquels il fut dépouillé postérieurement par ses ennemis. On fera une légère mention ici de la façon que le duché de *Saxe* fut démembré après l'expulsion du malheureux Henri: il conserva l'Ostphalie presqu'entièrement, par la raison que la majeure partie lui en étoit parvenue à titre de succession, & que l'empereur ne pouvoit point l'en priver: mais il perdit toute la Westphalie & le duché d'Engern. Ce même empereur en donna une partie à l'archevêque de Cologne, & une partie à Bernard d'Ascanie, fils d'Albert surnommé *l'ours*, lequel il créa duc de *Saxe*. Cette dernière comprenoit l'étendue de pays, qui regne du côté du bas-Rhin vers les évêchés de Münster, d'Osna-brück & de Minden, & que le *Weser* sépare de la Westphalie: mais malgré une concession aussi formelle, ce qui en avint à Bernard, se réduisit au simple titre de duc de *Saxe*: il ne s'ingé-

ra jamais de faire valoir aucun droit sur la partie du duché de Westphalie & d'Engern, qui lui avoit été accordée. Le margrave de Salzwedel, ou de Brandebourg, refusa constamment de le reconnoître pour son souverain; les landgraves de Thuringe ne voulurent également point se soumettre à sa supériorité, & ils furent imités en cela par les seigneurs de Vandalie, sur lesquels Henri le lion avoit exercé un pouvoir, qui approchoit de la tyrannie. Les comtes de Holstein, de Ratzebourg, de Danneberg, d'Oldenbourg, de Schwerin, de Hoya, de Diepholz, de Lüchau & plusieurs autres du duché de Saxe méconnoissent son autorité; les archevêques de Hambourg ou Bremen & de Magdebourg secouèrent son joug, & se mirent en pleine liberté: les évêques d'Osnaabrück, de Paderborn, de Verden, de Hildesheim, de Münster, d'Halberstadt, &c. & la ville de Lubbeck suivirent leur exemple. Ce furent ces raisons qui déterminèrent le comte Henri d'Ascanie, fils aîné du duc Bernard, à préférer la principauté d'Anhalt au duché de Saxe, lequel il abandonna au duc Albert son frère cadet. Celui-ci unissant la prudence à la valeur parvint à rassembler quelques parcelles, qui avoient été détachées de l'ancien duché: il soumit le comte Henri de Schwerin, il obtint les seigneuries de Ratzebourg & de Lauenbourg, & jeta par ce moyen les fondemens d'une nouvelle principauté dans la basse Saxe. Le précis des événemens qu'on vient de donner du duché de Saxe, est tiré des troisieme & quatrieme tomes du livre intitulé: *Origines Guelphicae*, & le tout est fondé sur des preuves rapportées dans ce même ouvrage. Malgré tous ces troubles la famille d'Ascanie ne cessa point de rester en possession du

duché de Saxe, de même que de la dignité électoral y attachée; elle conserva l'un & l'autre jusqu'après la mort du duc Albert III. arrivée dans le courant du 15^e siècle. L'empereur Sigismond donna ce duché en 1422 à Frédéric le belliqueux, margrave de Misnie & landgrave de Thuringe, qui en avoit obtenu l'expectative en 1420.

Le cercle électoral, tel qu'il existe de nos jours, n'a point fait partie de l'ancien duché de Saxe: le margrave Albert surnommé *Pours*, en fit la conquête sur les Vandales, & il échut en partage à Bernard d'Ascanie son fils: parvenu à être qualifié duc de Saxe, ce même pays fut appelé successivement *duché de Saxe*, & ensuite *cercle électoral*, parce que la dignité électoral est attachée à ce même duché. La plus forte partie de ce duché dépendoit dans les siècles intermédiaires du territoire de Plonim, & de celui de Lusizi appelé en allemand *Gau Plonim & Gau Lusizi*.

Moyens de rétablir la Saxe, & de la rappeler à son état florissant. Il est indispensable de former un plan d'administration qui embrasse également toutes les ressources de l'Etat, la population, l'agriculture, l'industrie & le commerce; qui en encourageant ces quatre branches, assure la libération progressive des dettes de l'Etat, en soutienne les charges ordinaires, qui pour voie aux moyens de relever & soutenir la noblesse & l'état militaire, & qui présente les loix ou reglemens qu'exige l'exécution de ce plan, dont on ne peut attendre de succès qu'avec le secours d'une bonne législation.

Il n'y a peut-être point de nation chez laquelle on doive attendre du gouvernement un plan de cette nature. Les affaires courantes occupent trop les

ministres pour leur laisser assez de tems à donner au détail qu'il exige. On croit qu'en Saxe ce plan doit être formé, présenté & soutenu, par le corps de la noblesse, sur les différens mémoires qu'il doit se faire remettre.

La situation de la Saxe est une époque unique dans l'histoire de l'Europe, que le corps de la noblesse ne manquera pas de saisir pour s'immortaliser. C'est ici l'occasion pour les nobles de se montrer à toute l'Europe vraiment dignes de leur illustre naissance, & d'acquiescer en se rendant les bienfaiteurs de la patrie & de l'humanité, la gloire la plus solide, & le titre honorable de restaurateurs de la patrie. L'Europe entière va avoir les yeux ouverts sur les démarches de ces illustres citoyens : & ne leur sera-t-il pas facile, après avoir formé un plan de restauration digne de leur souverain, d'obtenir des loix qui en assurent l'exécution & le succès ? La gloire du souverain & celle de son ministre y sont trop intéressées pour douter du secours de la législation sur un plan formé, présenté & soutenu avec fermeté, par un corps si respectable.

La population, la culture des terres, l'industrie, le commerce, qui sont la vraie source des forces de l'Etat, méritent la première attention. Il faut rappeler les cultivateurs & les artisans, que les calamités publiques ont fait déserter. L'amour de la patrie, naturel à tous les hommes, & d'une patrie, dont le climat est heureux, le sol fertile & le gouvernement doux, est un premier attrait bien puissant pour attirer tous les réfugiés. On peut s'en assurer l'effet, si on y ajoute une loi de rappel qui leur donne quelques encouragemens.

Pour rédiger une telle loi de manière qu'elle contienne des encouragemens suffisans, & que cependant elle ne con-

tre dise point les loix fondamentales, & ne soit point un obstacle aux autres précautions qu'exige le rétablissement, il faut bien connoître le local, les loix de l'Etat & le génie des habitans. Car il ne faut point en édifian d'une main, détruire de l'autre.

On pourroit peut être proposer avec un grand succès, 1°. d'exempter les cultivateurs dont les terres sont en friche, de tout impôt pendant une année ou deux ; 2°. leur donner, soit en prêt ou gratuitement, la quantité de bestiaux nécessaires pour s'établir sur leurs terres, & de quoi réparer ou construire, à ceux dont les maisons ont été ruinées ou détruites ; 3°. accorder pour un an ou deux des exemptions personnelles aux artisans, sur-tout à ceux qui travaillent aux manufactures. Les encouragemens demanderoient l'établissement d'une caisse, dont on pourroit former l'état de dépense à-peu-près juste, & on présume que cette caisse n'ayant que de petits objets à remplir, n'exigeroit qu'une somme modique.

Les cultivateurs & les artisans rentrés dans la patrie & animés par de petits encouragemens, toutes les manufactures reprendroient promptement leur ancienne activité. La protection, quelques marques de distinction accordées aux manufacturiers & aux négocians, seroient ensuite des encouragemens très-utiles ; mais ils seroient déjà naturellement portés à reprendre les manufactures par le bénéfice qui résulte du bas prix des matières premières & de la main d'œuvre. On peut compter sur le bas prix, qui est la première & la principale base du succès des manufactures, les cultivateurs & les artisans rappelés : & il faut regarder ici la rareté & la cherté de l'argent, comme une circonstance qui favorise infiniment l'industrie &

toutes

toutes les manufactures, parce que la cherté de l'argent avilit la main d'œuvre, les matieres premières, & toutes les choses nécessaires à la vie; d'où il suit que les fruits de l'industrie l'emportant par-tout dans la concurrence par le bas prix, & trouvant ainsi le plus grand débouché chez l'étranger, l'industrie en devient plus active, & ne cesse de s'accroître & de multiplier de plus en plus ses productions.

On croit la manufacture des toiles, l'une des plus précieuses de la Saxe. On la rendroit bientôt florissante en assignant des prix dans la caisse dont on a parlé ci-dessus, aux cultivateurs du lin, aux fileuses & aux tisserans, à l'exemple de l'Irlande, où l'on a long-tems ignoré la culture du lin, & où par cette attention, on a porté le produit des toiles à plus de deux millions sterling par année. On pourroit traiter de même les manufactures d'étoffes de laine avec un grand succès.

Les autres manufactures peuvent être relevées en suivant les mêmes principes, en donnant toujours la préférence à celles qui sont de premier besoin, de la plus grande consommation, & qui employent le plus de matieres du crû.

Ces premières opérations seront le fonds d'un commerce riche en proportion de leurs succès. Le bénéfice animera & étendra sans cesse l'exportation; & la consommation intérieure & extérieure ne cessera d'accroître l'industrie. Le commerce demande ici une seule attention, mais qui est essentielle; qui est, 1°. de ne point charger les denrées du crû, ni les productions de l'industrie, de droits de sortie ou de consommation qui en augmentent le prix au point de leur faire perdre chez l'étranger les avantages de la concurrence.

Tome XII.

ce. Il est aisé de savoir les prix dans les marchés étrangers, & de regler sur ce principe les droits qu'on peut imposer; 2°. d'imposer des droits d'entrée ou de consommation sur les denrées & marchandises étrangères qui entrent en concurrence dans la consommation intérieure avec celles du crû. Car le premier & le plus important encouragement à donner à l'industrie, c'est de lui assurer le privilege exclusif de la consommation intérieure autant qu'il est possible, & cela ne doit jamais le faire par des prohibitions d'entrée qui sont la source de la fraude, mais par des droits qui donnent une valeur supérieure qui assure l'avantage de la concurrence aux denrées & marchandises du crû. Il faut ajouter à cette faveur une exemption entière de tous droits sur les matieres premières, que les manufactures sont obligées de tirer de l'étranger.

Ce sont là les seuls moyens de prévenir la concurrence de l'étranger, & même tous les efforts de sa politique.

La population, la culture des terres & l'industrie, sont les vraies & les seules sources de l'impôt. Ainsi en cherchant les moyens de rétablir la finance ou de l'améliorer, il est essentiel de commencer par en établir & entretenir les sources. Si on les perd de vue, quelques réglemens qu'on fasse en faveur de la finance, on la détruit, on affoiblit ou l'on tarit ses sources, & toutes les opérations portent à faux: le peuple est vexé & pauvre, & la finance reste ruinée.

Dans les réglemens à faire sur cette branche de l'administration, il faut concilier l'extrême douceur que le rétablissement de l'agriculture & de l'industrie exigent, peut-être pendant plusieurs années, ce qui doit nécessairement diminuer le produit ancien des revenus pu-

lii

blics, avec la nécessité de soutenir les charges ordinaires & indispensables de l'Etat, avec une caisse d'encouragement & la nécessité de pourvoir en même-tems à l'acquiescement des dettes de l'Etat.

Pour concilier ces différents intérêts qu'il est si dangereux de mettre en contradiction, & établir un ordre qui les soutienne également, il faut connoître à fonds la nature de cette branche des revenus publics, le montant, la manière d'en faire le recouvrement, & porter une extrême attention sur le détail; il faut en faire la balance avec les charges ordinaires & les dettes publiques, en supprimer tout ce qui est destructif, & chercher des ressources dans l'économie.

Ce n'est qu'après cette opération bien faite, qui exige une connoissance exacte du local, & après les réglemens qu'elle demande, qu'on peut déterminer l'établissement d'une caisse d'encouragement, d'une caisse pour les charges publiques, & d'une caisse d'amortissement pour l'acquit de la dette de l'Etat.

La balance fera connoître les limites qu'on doit donner à ces trois caisses, & sans doute l'insuffisance du revenu public pour entretenir la caisse d'amortissement au degré de richesse nécessaire pour procurer une prompte libération.

Les deux premières caisses demandent la préférence. Cette préférence est fondée sur le *salus populi*, la loi fondamentale de toute administration.

Lorsqu'on aura constaté par une balance exacte l'insuffisance du fonds de la caisse d'amortissement pour soutenir en même-tems le payement des arrérages, le haut intérêt de la dette publique, & quelques remboursemens sur le capital, il faudra bien céder à la loi de la nécessité, la plus impérieuse de toutes les

loix, faire une réduction des intérêts à venir, cumuler les arrérages avec le principal, en allignant un remboursement progressif sur le principal.

Cette opération doit être telle que les créanciers la feroient eux-mêmes, s'ils le pouvoient, pour ne pas perdre leurs créances, auxquelles l'Etat ne peut donner de sûreté que par cette administration. Car si on en use autrement, leur gage dépérit, ou reste dans l'insuffisance actuelle, & tout est perdu pour eux.

La réduction des intérêts doit être telle que l'exige la solidité de l'opération. Fût-elle portée à 2 ou 2½ p^{ts}, sur les motifs ci-dessus, on ne doit point en redouter l'effet. La France, la Hollande & l'Angleterre étoient bien éloignées d'avoir des motifs aussi légitimes que la Saxe, lorsqu'elles ont fait, l'une une réduction forcée, & les deux autres des réductions qui ne paroissent pas forcées, mais qui ont eu le même effet. Outre que la nécessité écarte l'injustice, un Etat qui en assurant le remboursement total de ses dettes, en met les intérêts sur le pied de celles de Hollande & d'Angleterre, fuit-il une injustice réelle?

La noblesse a besoin des mêmes secours que l'Etat. Ses terres dégradées, les intérêts de ses dettes accumulés par l'effet inévitable d'une calamité publique, demandent le secours de la législation. Le gage de leurs créanciers a perdu de sa valeur, il faut le rétablir; il a été dégradé par une force majeure, qui doit affecter aussi le créancier. Il n'y a point de débiteur plus rigoureusement obligé qu'un fermier; cependant une force majeure, telle que la grêle, ou la guerre, le libère en vertu de la loi, parce qu'il n'a pas joui & qu'il est ruiné. Sur ce principe de l'équité naturelle toutes les dettes peuvent être con-

verties en rentes constituées, les intérêts réduits sur le pied de ceux des fonds publics ; & l'on pourroit se porter même jusqu'à la suppression des arrérages tant de la dette publique, que des dettes particulières. Serait-il juste que de tous les possesseurs de biens en Saxe, les rentiers fussent les seuls qui n'auroient point souffert des dévastations de la guerre ? L'équité naturelle veut que toute forte de nature de biens contribue à soutenir le poids des calamités publiques.

Ce moyen sera-t-il suffisant pour relever & soutenir la noblesse ? il seroit à désirer qu'il y eût une loi qui n'admit que des nobles dans les emplois militaires, de justice, de finance, & dans les affaires étrangères. Si la noblesse regardoit ces emplois, comme une partie de son patrimoine, elle se rendroit capable de les remplir tous avec distinction ; toujours dignement occupée du service de l'Etat, cette occupation même lui donneroit plus de facilité pour se soutenir.

La noblesse retireroit un avantage infini d'une loi somptuaire ; elle se feroit un grand honneur en la demandant ; & une loi si sage rendroit encore plus respectables toutes les autres démarches que seroit le corps de la noblesse. Cette loi devoit avoir pour objet la parure, les domestiques & les équipages pendant un certain nombre d'années. Toute dorure devoit être prohibée, & les habits réduits rigoureusement aux étoffes simples & unies. Il en résulteroit une heureuse économie, & un ornement infiniment plus honorable que les recherches d'un luxe méprisable & ruineux, puisqu'il annonçeroit l'amour du bien public & de la prospérité de l'Etat.

Les mauvaises monnoies, c'est à dire celles qui sont extraordinairement char-

gées d'alloy, ne sont préjudiciables, lorsqu'elles sont connues, qu'à l'Etat qui les produit. Les autres Etats n'ont aucun égard à leur valeur numéraire, & les réduisent à celle que leur donnent leur titre & leur poids, en les recevant comme marchandise. La Saxe ne peut manquer de faire une bonne opération en adoptant cet usage de la Hollande, de la France & de l'Angleterre, par une loi qui réglera sur ce principe la valeur de toutes les monnoies étrangères relativement à la valeur numéraire de sa monnaie légale qui doit être invariable. Après cette précaution, la Saxe pourra recevoir toute sorte de monnoies étrangères sans perte ; & ses négocians trouveront un grand bénéfice sur la mauvaise monnaie, lorsqu'ils feront des payemens réels aux Etats qui les produisent.

Il faudroit avoir sous les yeux le tableau du recouvrement ou perception des impôts, pour être en état de le corriger, s'il y a des vices dans cette partie de l'administration, & indiquer une forme de regle la moins onéreuse aux peuples, la moins dispendieuse & la plus utile à l'Etat.

L'agriculture & l'industrie doivent également contribuer aux charges de l'Etat ; mais on chercheroit inutilement les moyens d'établir sur cette matière une juste proportion. Il est impossible d'y atteindre. Les terres & les maisons ne peuvent contribuer que par une imposition réelle, qu'il est possible de rendre à-peu-près juste, mais l'industrie ne peut contribuer que par une capitation, impôt sujet à une grande inégalité, & par des droits sur les consommations.

L'établissement des droits sur les consommations demande de grands ménagemens pour ne les pas rendre destruc-

tifs. Dans la situation actuelle de la Saxe, on ne sauroit apporter trop d'attention sur ces droits, s'ils y sont établis, pour supprimer tous ceux qui affectent les premiers besoins, qui pourroient encherir les choses nécessaires à la vie, par conséquent la main-d'œuvre, les manufactures, & nuire à l'industrie & au commerce. Si les droits sur les consommations y sont inconnus, il y a une nécessité indispensable d'en établir pour favoriser le commerce & l'industrie nationale. On les favorisera infiniment en mettant des droits d'entrée sur toutes les denrées & marchandises étrangères de luxe, ou qui entrent dans l'Etat en concurrence avec celles de son crû.

On peut d'ailleurs traiter comme une branche des revenus publics très-précieuse, des droits d'entrée ou de consommations sur les sucres, le thé, le café, & sur-tout sur le tabac.

Chez toutes les nations les rentes sur l'Etat & sur les particuliers, sont une nature de biens odieuse, à charge & destructive de la population, de l'industrie, du commerce & de la finance. Pourquoi ne mettroit-on pas un impôt rigoureux sur cette nature de biens. On en a mis un depuis long-tems en Hollande sur les obligations de l'Etat. Au lieu de 3 p^o. d'intérêts, on ne paye que 2½ p^o. on retient un demi p^o. d'impôt.

A l'égard des négocians il seroit à désirer qu'on pût admettre la loi de Hambourg, suivant laquelle chaque négociant porte dans une caisse publique la somme à laquelle il se taxe lui-même suivant son honneur & sa conscience, & la jette dans la caisse, sans que personne puisse en connoître le montant, ni approuver ni désapprouver. La république se trouve très-bien de cette loi.

La steuer ne peut être regardée comme une banque dont il importe à l'Etat

de relever ou de conserver le crédit. Il ne faut la considérer que comme une caisse d'emprunt qu'il faut tenir toujours fermée, à laquelle il faut opposer une caisse d'amortissement; & les actions, comme des titres de créance sur l'Etat, qu'il faut éteindre.

Le crédit de l'Etat résultera naturellement de l'exécution d'un bon plan d'administration, qui rétablira sa richesse & le rappellera à son ancien embonpoint.

Un seul moyen releveroit dans le moment le crédit de la steuer: ce seroit le paiement actuel de tous les arrérages, sans aucune réduction. Mais la situation de la Saxe est telle que ce moyen, s'il étoit praticable, n'auroit qu'un effet momentané; il ne releveroit le crédit, que pour le faire perdre bientôt après avec plus d'éclat. Se serviroit-on de ce crédit pour faire de nouveaux emprunts? ce seroit chercher à accroître le poids d'un fardeau actuellement trop onéreux, & mettre l'Etat dans l'impossibilité de se libérer & de relever l'agriculture, l'industrie & le commerce.

L'Etat militaire demande moins d'attention dans ce moment, vingt mille hommes de troupes réglées ne mettroient pas l'Etat à l'abri de l'insulte d'un voisin inquiet, & cependant la dépense de leur entretien seroit un obstacle à la restauration. Il semble que cet article devroit être réduit uniquement à ce qu'exige pendant quelques années une sage prévoyance, pour se donner le tems de jeter les fondemens d'une caisse militaire, capable d'entretenir dans la suite un corps de troupes respectables. Un corps actuel d'excellens officiers & un fonds modique de bons soldats bien exercés & bien disciplinés, suffissent pour servir dans quelques années à former rapidement tel corps

nombreux de bonnes troupes que l'on voudra.

Il seroit enfin de la gloire du corps de la noblesse & d'un avantage infini pour la patrie, de former un comté permanent de seigneurs qui s'occuperoient de tous les objets qu'on vient de parcourir, si intéressans pour l'Etat & pour l'humanité.

SAYN, *Droit public*, comté d'Allemagne, situé pour la plus grande partie dans le *Welterwald*.

Ce comté renferme trois villes. Le comte Henri ordonna par son testament, en 1592, que dans tout le comté la seule religion luthérienne devoit être exercée; cependant la réformée fut introduite en 1608, & la catholique après l'année 1624.

Henri I. comte de Sayn, a vécu vers l'année 1112. Son fils, Henri II. légua le comté vers l'année 1246, aux fils de sa sœur Adelaïde, mariée à un comte de Sponheim. Des quatre frères de la maison de Sponheim, Jean seul laissa des descendans mâles; son fils, Henri, eut en partage le comté de Sponheim, & Godefroi celui de Sayn; ce dernier est la souche commune de tous les comtes de Sayn. Sa maison se partagea en 1294 en deux branches, savoir, celle de Jean & celle d'Engelbert. La première conserva le comté de Sayn en vertu du droit de primogéniture; la seconde, de laquelle descendent tous les comtes actuels de Wîgenstein, reçut pour appanage les seigneuries de Hombourg, de Vallendar & quelques autres terres, & acquit par mariage les pays de la maison de Wîgenstein. La ligne masculine de la branche de Jean s'étant éteinte en 1606, par la mort du comte Henri IV. le comté de Sayn passa à Anne-Elisabeth, fille de son frère Hermann, laquelle se maria au comte Guillaume III. de Wî-

genstein, de qui elle eut un fils unique appelé *Erneste*. Celui-ci entra en possession du comté en l'année 1623, & mourut en 1632; & son fils mineur, Louis, étant également décédé en 1636, le comté fut partagé entre ses deux filles, Ernestine & Jeannette. La première eut pour sa part la moitié appelée de *Hachenbourg*, & se maria au comte Salertin Ernest de Manderſcheidt. Sa fille, Madeleine Christine, eut pour mari George Louis, bourgrave de Kirchberg, & de ce mariage naquit George Frédéric, bourgrave de Kirchberg; au moyen de quoi la part du comté de Sayn, appelée de *Hachenbourg*, passa à la maison de Kirchberg. Jeannette, qui eut pour sa part la moitié du comté de Sayn, appelée Altkirchen, se maria en secondes nœes avec Jean-George, duc de Saxe-Eisenach; & ces deux conjoints firent en 1685 un testament, par lequel ils instituèrent pour leur héritier dans leur part, tant féodale qu'allodiale du comté de Sayn, leur fils cadet, Jean-Guillaume, & sa descendance masculine; avec cette clause, qu'en cas d'extinction de cette descendance, le comté en question passeroit à leur aîné, Jean-George, & à ses descendans mâles, selon le droit de primogéniture. Et en cas de décès des deux fils sans postérité masculine, ledit comté seroit partagé à portions égales entre leurs deux filles, Eleonore-Erdmuth-Louise (mariée à un margrave de Brandebourg-Onolzbach) & Frédérique-Elisabeth; & en cas de décès de l'une ou de l'autre, toute la moitié appartiendrait à la survivante. Enfin, le cas arrivant qu'une de ces deux filles eût un fils & l'autre une fille, il est ordonné que le fils hériteroit seul des pays dont il s'agit, & les transmettroit à ses descendans mâles, selon le droit de primogéniture. Jean-Guillau-

me, duc d'Eisenach, ayant pris l'administration de la part du comté de Sayn, appartenant à sa femme, fit en 1699, avec sa belle-mère Jeannette, un nouveau traité, confirmatif du testament susmentionné, lequel avoit déjà été approuvé par une transaction de l'année 1697. Guillaume-Henri, duc de Saxe-Eisenach, & fils du précédent, & dernier possesseur du comté de Sayn-Altkirchen, étant mort en 1741 sans héritier mâle, Charles-Guillaume-Frédéric, margrave de Brandebourg-Onolzbach, se mit en possession de ce comté, en vertu du testament de sa grand-mère, quoique la sœur du dernier duc d'Eisenach, Caroline-Christine, mariée au landgrave de Hesse-Philippsthal, y formât des prétentions fondées sur le testament du duc Jean-Guillaume de 1707, & du duc Guillaume-Henri de 1736.

Le margrave de Brandebourg-Onolzbach, comme possesseur d'une partie du comté de Sayn, prend le titre de *comte de Sayn & Wittgenstein*. Le titre en plein du bourgrave de Kirchberg est : *bourgrave de Kirchberg, comte de Sayn & Wittgenstein, seigneur de Farnrode*. Les armes pour Sayn sont de gueules au lion d'or de bout, facé à double queue; & pour la seigneurie de Freusbourg, de gueules à la voie oblique d'argent avec trois hures de sanglier.

Les deux possesseurs du comté de Sayn, savoir, le margrave de Brandebourg-Onolzbach pour Sayn-Altkirchen; & le bourgrave de Kirchberg pour Sayn-Hachenbourg, ont séance à la diète de l'empire, sur le banc des comtes de Westphalie; mais ces deux maisons n'ont qu'une voix commune aux assemblées circulaires. Tout le comté de Sayn fournit pour un mois romain quatre cavaliers & seize fantassins, ou 112 florins; à quoi Sayn-Altkirchen contribue 42

flor. 58 kr. 2 pf. Sayn-Hachenbourg 45 fl. 41 kr. 2 pf. Wittgenstein-Hombourg, pour raison de ce que cette maison possède du comté de Sayn, 14 flor. 56 kr. & l'électeur de Trèves 8 flor. 24 kr. Sa taxe matriculaire pour l'entretien de la chambre impériale, est depuis 1727, pour chaque terme, de 46 écus 60 kr. valeur d'empire. (D.G.)

S C

SCANDALE, f. m. *Morale*. Ce mot vient du grec *σκανδαλον*, d'où les Latins ont pris leur mot *scandalum*, *scandale*, qui, selon Papias, signifie une querelle qui s'élève tout-à-coup; mais plus véritablement, il signifie tout ce qui s'élève devant les pas d'un homme qui marche & qui est destiné à propre à le faire tomber. Dans le langage figuré, & cependant très-ordinaire en théologie & en morale, il signifie deux choses: 1°. toute action ou toute parole, & toute manière d'agir, qui porte au péché ceux qui en font témoins ou qui en ont connoissance; 2°. l'effet que produit dans l'esprit des témoins tout ce qui choque avec raison les idées reçues de décence & de vertu, & qui fait porter un jugement défavorable au caractère des personnes qui se permettent ces actions ou ces discours.

1°. Sous la première acception, on distingue le *scandale* donné & le *scandale* pris.

Le *scandale* est donné lorsqu'on dit ou qu'on fait, ou qu'on écrit des choses, destinées par leur nature ou par l'intention de celui qui se les permet, à détourner les autres de leur devoir, & à les porter à faire de mauvaises actions. Tout exemple de mauvaise action, donné par une personne que quelqu'un peut prendre pour modèle, encouragera ce-

lui-ci à l'imiter : tel est l'exemple vicieux d'un pere pour ses enfans, d'un supérieur pour ses inférieurs, d'un homme fait pour les jeunes gens, d'une personne élevée en dignité pour ceux qui n'ont pas d'autorité, d'un homme réputé éclairé pour ceux qui reconnoissent la supériorité de ses connoissances. Tout discours ou écrit par lequel on cherche à séduire l'innocence, à détruire, soit en général, soit en particulier, les principes propres à détourner du mal & à porter au bien; tout moyen, discours, écrits, actions, peinture, description, qui peuvent servir d'encouragement au mal, en faisant aimer le péché, en en donnant le goût, en peignant la vertu comme moins aimable, & en la faisant haïr ou craindre; tout ce qui jette du ridicule sur une conduite sage, & qui ôte au vice son aspect odieux; toute démarche, toute action, toute maniere d'agir qui porte ce caractère est un *scandale* donné, puisque cela ne peut produire d'autre effet que de détourner du bien & de porter au mal: de combien de désordres ces *scandales* n'ont-ils pas été la source? combien de personnes à qui l'éducation avoit inspiré le plus efficace respect pour les mœurs vertueuses, & le plus grand éloignement pour tout ce qui est mauvais, à qui ces principes raisonnés ou non raisonnés auroient suffi pour les préserver de toute action vicieuse, ont vu s'évanouir ces estimables dispositions morales par le poison que ces *scandales* leur ont fait avaler! Là ce sont des exemples dont ils s'autorisent, ici ce sont des sophismes qui les égarent, tantôt une raillerie qui les fait rougir de leur vertu, tantôt une peinture, une description, un conte qui allume leurs passions. Ainsi on leur est en *scandale*; & celui qui le donne est la cause du mal qu'ils font, & du bien qu'ils ne font pas; on peut,

selon toutes les règles de l'équité, leur imputer tout le mal qui, sans eux, ne se seroit pas commis, tous les désordres auxquels ils ont porté les autres; & toutes les suites fâcheuses qui en résultent. Celui qui donne ainsi du *scandale* est empoisonneur des mœurs publiques & particulières, c'est le sujet le plus dangereux de la société, c'est certainement le plus coupable des hommes; & il n'est pas étonnant que Jesus-Christ ait dit, *que celui qui apprend aux autres à mal faire sera repûté le dernier des hommes au jugement de Dieu*, & que pour celui qui *scandalise dans ce sens une personne vertueuse, il vaudroit mieux qu'on lui eût pendu une meule de moulin au cou, & qu'on l'eût jetté au fond de la mer*. Malheur, s'écrie-t-il, à celui par qui le *scandale* arrive!

Quand même par ces actions celui qui donne du *scandale* n'auroit entraîné personne au mal, il suffit qu'il en ait eu l'intention; ou que sachant que sa conduite pouvoit produire naturellement cet effet, cette considération ne l'en ait pas détourné; pour qu'il soit également coupable; toujours il a donné du *scandale*.

Il arrive quelquefois que le *scandale* est pris & non donné, c'est lorsque quelqu'un prend occasion d'une action innocente & permise pour s'autoriser à en faire une mauvaise, quand tirant de fausses conséquences d'un discours vrai, on s'égare soi-même, & qu'on se jette dans des erreurs de spéculation & de pratique. C'est ainsi qu'un docteur venant à prouver qu'on a enseigné beaucoup d'erreurs en théologie, comme enseignées par la révélation, un esprit inconsidéré en conclut que tout est faux en théologie, & que la révélation n'est qu'une invention humaine; c'est ainsi encore qu'un moraliste sage, enseignant

& prouvant que la loi du célibat est contraire à la nature humaine & aux intentions de Dieu ; que la musique , la danse & les spectacles dramatiques n'ont rien de vicieux par eux-mêmes ; que telle action qu'on se croit avec raison permise dans tous les jours de la semaine , ne peut pas être un péché le dimanche , tant qu'elle n'empêche pas qu'on ne sanctifie convenablement ce jour , des personnes peu instruites , & déjà disposées à faïtir toutes les occasions de s'autoriser à vivre irrégulièrement , en concluent inconsiderément que la continence n'est pas une vertu , que l'homme peut se livrer sans réserve à tous les plaisirs , à toutes dissipation , & que le jour du dimanche ne doit pas plus être consacré au service de Dieu que les autres jours. Ainsi nous avons vu des hommes assez mal raisonner , conclure qu'il n'y a point de peines à craindre après la mort , parce qu'on leur a paru prouver que ces peines ne seront pas éternelles & sans fin ; c'est là prendre un *scandale* qu'on n'a pas donné. Cependant comme beaucoup de gens prennent aisément du *scandale* , ceux dont les actions , les discours on les écrits peuvent être connus du public , doivent user de beaucoup de prudence , pour ne pas fournir , même contre leurs intentions , des prétextes aux esprits mal faits pour s'autoriser dans l'erreur & le vice. C'est en quoi M. Bayle a manqué en plusieurs endroits de ses ouvrages , voulant prouver aux théologiens qu'ils étoient trop dogmatiques , trop affirmatifs , & trop intolérans sur plusieurs points incertains & obscurs de doctrine , a fourni aux sophistes & aux incrédules , non des preuves en faveur de l'incrédulité , mais un prétexte pour rejeter même les vérités les mieux prouvées & les plus importantes.

Quand on réfléchit sérieusement sur

les conséquences que des esprits de travers ou inexpérimentés peuvent tirer des discours , qu'on se permet quelquefois de tenir , quoique sans malice , des actions qu'on se permet de faire , quoique sans vice & sans crime , on ne peut aller se dire qu'il faut être prudent & circonspect , puisque l'on est responsable de toutes les conséquences funestes que d'autres en tirent , quoique sans nécessité ; mais toujours , parce que celui d'après qui on juge , a été imprudent.

Lorsque celui , d'après les actions & les discours de qui on juge , n'a rien dit , ni rien fait qui ne fût convenable , juste & nécessaire , il n'est en rien responsable des fautes conséquences qu'on en tire mal à propos ; alors le *scandale* est pris , parce qu'on a voulu le prendre , mais il n'est donné en aucune façon. C'est ainsi que les Juifs tiraient de la conduite de Jésus des conséquences pernicieuses pour eux ; & qu'ainsi il leur fut en *scandale* , par leur seule faute.

2°. Sous une seconde acception , le *scandale* signifie l'effet que produisent sur l'esprit des témoins , les actions contraires aux règles connues , & aux idées généralement reçues dans une société sur la décence & la vertu. On nomme *scandaleux* , tout ce qui porte ce caractère choquant ; la personne qui en est choquée , est dite *s'en scandaliser* ; & la personne qui agit de cette manière choquante , est dite être *scandaleuse* , & agir *scandaleusement* ; & on dit de ces actions , qu'elles *causent du scandale*.

Deux choses communiquent aux actions le caractère scandaleux : 1°. le vice moral des actions , leur opposition avec les règles connues de la vertu : 2°. l'opposition des actions avec les règles de la simple décence & honnêteté publique , connues & respectées par les témoins de ces actions. Le *scandale* qu'on en reçoit consiste

consiste dans l'étonnement & l'indignation que cause la vue d'actions criminelles de la part de gens que l'on n'en croyoit pas capables, & dans les jugemens défavantageux que l'on porte sur ceux qu'on voit agir contre l'honnêteté & la décence. L'effet de ce qui est reconnu scandaleux dans ce sens, n'est pas le même que celui du *scandale*, entendu sous le premier sens. Il ne porte pas à commettre le mal, parce qu'on y est autorisé; au contraire, la personne qui se scandalise, suivant le second sens, trouve dans son indignation un préervatif contre les effets de l'exemple qu'elle a devant les yeux; & tant qu'elle en est scandalisée, elle n'en fera pas corrompue; mais il est à craindre que ces actions fréquemment répétées ne scandalisent plus les témoins, qu'on ne se familiarise avec leur idée, & qu'enfin on n'imite ce qui d'abord inspiroit la plus forte indignation; & c'est ainsi que le mauvais exemple souvent donné, & la fréquentation des mauvaises compagnies, corrompent enfin les meilleures mœurs.

Il faut distinguer au sujet des objets qualifiés scandaleux, ceux qui le sont réellement, parce qu'ils sont contraires aux règles d'une saine morale; ceux-ci sont toujours blâmables, & la voix de la conscience de tous les hommes que la passion n'aveugle point, les condamne toujours; la vertu s'afflige d'une conduite qui porte ce caractère; la charité en est attristée, parce qu'elle voit courir à leur perte des hommes au salut desquels elle s'intéresse; la piété s'en émeut, parce qu'elle voit dans ces actions la révolte de la créature contre l'autorité du Créateur; enfin l'amour de l'ordre s'en allarme, parce qu'il sent de quelle conséquence seroit la fréquence de ces actes s'ils demeuroient impunis, puisqu'ils

Tome XII.

mettroient le trouble dans la société humaine, & tariroient la source de son bonheur.

Il en est autrement de l'effet des actions envisagées comme contraires aux règles arbitraires de la décence, & de l'honnêteté de convention; ce qui scandalise dans ce cas, n'est que l'opposition des actions avec les mœurs locales & particulières; ce qui est décent dans un lieu ne l'est pas dans un autre. Un juif est scandalisé de voir quelqu'un à tête découverte dans la synagogue; un chrétien le sera en voyant quelqu'un le chapeau sur la tête assister au service divin. Un bourgeois de Londres se scandalise d'entendre quelqu'un chanter ou siffler un air le jour du dimanche; un Parisien verra sans *scandale* le peuple chanter & danser sur le gazon le dimanche après le service divin. Un bourgeois d'Amsterdam seroit scandalisé de voir un de ses magistrats vendre ou faire vendre du vin en détail dans sa maison à tout bûveur, qui même voudra s'enivrer, & qui en buvant & s'enivrant chantera des psaumes; cela ne scandalisera point un bourgeois des premières villes de la Suisse. J'ai vu les prédicateurs Hollandois se montrer scandalisés à la vue des vertugadins ou grands paniers que commençoient à porter les femmes; ils prêchèrent avec feu contre cet ajustement; malgré leurs censures, les paniers furent portés par toutes ces femmes; enfin la mode en passa, les dames abandonneront les paniers; les femmes bourgeoises les conserveront plus long-tems, & n'osèrent pas les quitter si vite; les mêmes prédicateurs se scandalisèrent à la vue de selles qui, les premières osèrent abandonner ce ridicule accoutrement, & les censurèrent dans leurs sermons. Aux yeux d'un homme sage ce qui n'a rien de moral

K k k

en foi-même, devrait être euvisagé comme indifférent, & ne causer aucun scandale, aussi long-tems au moins que ces usages ne tiennent pas aux mœurs. Ainsi, par exemple, si c'étoit l'usage dans une nation que les seules femmes de mauvaïse vie misent du rouge sur leur visage, montraient leur gorge nue en compagnie, portaient des jupes trop courtes, ou laissaient voir leurs cuisses comme les Lacédémoniennes ; on devrait être scandalisé en voyant des femmes appellées à donner l'exemple des bonnes mœurs, arborer dans leur ajustement ces caractères extérieurs des femmes débauchées ; les premières qui se permettraient ces dehors suspects, ne prouveroient-elles pas qu'elles ne sont pas cas de leur réputation, qu'elles ne se font pas peine d'être confondues dans le jugement du public avec les femmes déshonorées ? N'y ayant dans ce nouveau goût d'ajustement aucune nécessité, par quel moyen celles qui le prennent, empêcheront-elles les hommes les plus réservés dans leurs jugemens d'en porter de très-désavantageux sur leur compte, & de dire, cette femme s'est enroulée dans la classe des femmes sans honneur, & dont la réputation de sagesse est perdue ; & si on la traite en conséquence, pourra-t-elle s'en plaindre justement ?

Mais quand ce dont on se scandalise, ne tient point aussi essentiellement aux mœurs, la disposition à se scandaliser me paroît être une intolérance pour les usages arbitraires aussi hors de place, que l'intolérance persécutrice pour les simples opinions spéculatives, l'effet d'un orgueil absurde qui ne veut souffrir aucune contradiction, ni directe, ni indirecte, & qui prétend injustement aux droits d'un juge infallible. N'est-ce pas le cas du catholique romain qui

se scandalise, en voyant le protestant manger de la viande le vendredi ou le samedi, ou du protestant qui se scandalise en voyant le catholique faire maigre en carême ? Voulons-nous être sages, respectons tous les usages innocens de ceux avec qui nous vivons, conformons-nous y autant que nous le pouvons ; votre frere se scandaliserait s'il vous voyoit manger de la viande ; n'en mangez pas, si vous pouvez vous en passer ; & d'ailleurs tâchez, par la douceur de vos discours & de vos manieres, de lui prouver que si vous vous écarterez de ses usages, ce n'est pas que vous les méprisez, mais par des raisons qui vous ont paru suffisantes. C'est un conseil de S. Paul. Mais il est scandaleux de voir faire & d'entendre dire à des gens des choses qui sont en contradiction avec ce qu'ils professent. Avancer, comme quelques écrivains de la société de Jesus l'ont fait, qu'il n'est pas permis à tout le monde de disposer de la vie des tyrans ; c'est une proposition scandaleuse, parce qu'elle laisse entendre qu'il y a apparemment des personnes à qui le tyrannicide est permis. La doctrine du probabilisme est une doctrine scandaleuse. L'invitation que le P. Pichon fait au pécheur d'approcher tous les jours des sacremens sans amour de Dieu, sans changer de conduite, est une invitation scandaleuse. L'éloge de l'ouvrage de Bussembaum qu'on lit dans les *Mém. de Trév.* est scandaleux. Des religieux trainés devant les tribunaux civils pour une affaire de banque & de commerce, & condamnés par des juges consuls à payer des sommes illicitement dûes & plus illicitement encore refusées, sont des hommes scandaleux. Des prêtres qui sont jouer des farces sur un théâtre, & danser dans l'enceinte de leurs maisons les enfans confiés à leurs

soins, confondus avec des histrions, donnent un spectacle scandaleux. On trouveroit toutes sortes d'exemples de *scandale*, sans s'éloigner de là; mais il y en a dont il seroit difficile de parler sans scandaliser étrangement les femmes, la plupart des hommes & les petits enfans. (M.D.B.)

SCEAU ou SCEL, f.m., *Jurisp.*, est une empreinte de quelque figure que l'on appose à un acte pour le rendre plus authentique, & pour lui donner l'exécution parée.

On disoit autrefois *scel* au lieu de *seau*; présentement on ne se sert plus du terme de *scel* que quand il est joint à quelque autre terme qui en caractérise l'espèce particulière, comme *scel* du châtelet, &c.

Anciennement les *seaux* ou *cachets* tenoient lieu de signature; présentement le *seau* ne peut tenir lieu de signature ni dans les actes privés, ni dans les actes publics.

Les *seaux* dont on use en France sont de plusieurs sortes; savoir, le *scel* royal, le *scel* seigneurial, le *scel* ecclésiastique, le *seau* municipal, & le *scel* privé.

Chacun de ces *seaux* se subdivise en plusieurs espèces.

Par exemple, pour le *scel* royal, il y a le grand & le petit *seau*, pour les grandes & petites chancelleries; le *scel* présidial, le *scel* de justice, pour les jugemens; le *scel* aux contrats ou *scel* des notaires, pour les contrats & obligations, &c.

Quelquefois par le terme de *seau* on entend la séance où les lettres sont scellées. Cette séance est réputée une audience publique où l'on tient registre de ce qui se passe; & il y a plusieurs édits & déclarations qui y ont été publiés & registrés, le *seau* tenant en la grande chancellerie.

Ce qui concerne le grand & le petit *seau*, la fonction de garde des *seaux*, & la discipline des grandes & petites chancelleries, a été expliqué ci-devant aux mots CHANCELIER, CHANCELLE-RIE, &c.

Le *grand-seau* en Angleterre est un instrument public, gravé & marqué des armes du prince & de l'Etat, dont l'empreinte faite sur la cire sert à rendre un acte authentique & exécutoire.

On n'a imaginé en Angleterre de mettre des *seaux* aux chartres qu'au commencement du XI^e siècle. Il y a un seigneur & pair du royaume qui est lord *garde des seaux*. En 1643, le garde des *seaux* s'étant retiré de la chambre pour aller trouver le roi, & ayant emporté le *grand seau*, la chambre des communes fit voir à celle des pairs les inconvénients qui naissoient de la privation du *grand-seau*, dont on ne pouvoit se passer selon les loix, parce que le *grand-seau* étant la clef du royaume, il devoit toujours être tenu là où étoit le parlement, qui représentoit le royaume pendant qu'il siégeoit. En conséquence de ces représentations, les deux chambres firent un nouveau *grand-seau*, & le remirent entre les mains des commissaires qu'ils nommerent, pour avoir à cet égard le même pouvoir que le chancelier ou le garde du *grand-seau*.

Le roi & ses partisans traiteroient d'attentat l'action du parlement, & firent valoir les statuts d'Edouard III. qui déclare coupables de trahison, ceux qui contrefont le *grand-seau*; mais il s'en faut beaucoup que le parlement fût dans le cas du statut, comme seroient de simples particuliers; car le *grand-seau* n'est pas le *seau* du roi en particulier, mais le *seau* du royaume; & le royaume est un corps composé d'un chef, qui en est la tête, & du peuple, qui en est

Kkk a

les membres. Si le roi a la disposition du *grand-sceau*, ce n'est qu'en qualité du plus noble des membres de ce corps, considéré comme étant uni avec les autres membres, & non comme en étant séparé, tout le pouvoir d'exécuter résidant entre ses mains.

Le *grand-sceau* donne aux actes auxquels il est appliqué la vertu d'être inviolables. Si donc, dans le cas d'une guerre ouverte entre le roi & le parlement, le roi pouvoit, par le moyen du *grand-sceau*, communiquer cette vertu à ses actes particuliers, où seroient les bornes de son pouvoir, qui, par la constitution du gouvernement d'Angleterre, est limité par les loix ? il n'auroit qu'à déclarer par un acte scellé du *grand-sceau*, comme Charles l'avoit déjà fait effectivement, que selon les loix, les membres du parlement sont des traîtres & des rebelles ; & alors la question seroit décidée par la seule possession du *grand-sceau*, & le roi pourroit s'attribuer un pouvoir sans bornes, par cette même autorité. Mais que seroit-ce si le parlement se trouvoit en possession du *grand-sceau*, & que par un acte semblable, il déclarât le roi traître & rebelle ? L'application du *grand-sceau* donneroit-elle à cet acte une autorité inviolable ?

Il semble donc que le parlement n'avoit pas moins de droit de faire un *grand-sceau* que le roi en auroit eu d'en faire un, si le *sceau* commun s'étoit trouvé entre les mains du parlement, puisque ce n'étoit pas le *sceau* d'aucun des deux en particulier, mais de tous les deux considérés comme étant inséparablement unis ensemble. En un mot, ni le roi, ni le parlement séparément, ne peuvent s'attribuer la disposition du *grand-sceau*, parce que le *grand-sceau* est l'empreinte, la marque de leur autorité unie, & non séparée.

* Tous les anciens actes de quelque importance, passés par les seigneurs, étoient scellés de leurs *sceaux*, & quelques-uns même avoient à cet effet leurs chanceliers. Les *sceaux* pendent aux actes à lacs de peau, j'en ai vu très peu en soie. Les *sceaux* des seigneurs laïcs représentent ordinairement un homme à cheval, quelquefois tenant une épée d'une main, & de l'autre un écu aux armes du seigneur. Les *sceaux* des seigneurs ecclésiastiques, des évêques, des abbés, les représentent en habits pontificaux, la mitre en tête, la main gauche tenant la crosse, & la droite donnant la bénédiction. Aujourd'hui les *sceaux* de tous les seigneurs ne sont que ceux de leurs armes apposées sur des commissions, certificats, passe-ports & autres semblables actes, afin de les rendre dignes de foi.

Les seigneurs hauts-justiciers font apposer par leurs officiers le *sceau* de leurs armes aux sentences & autres actes judiciaires qui se font dans leurs justices. Dans les seigneuries où il y a des notaires, ils mettent aussi les *sceaux* de leurs seigneurs aux contrats qu'ils passent ; mais ces *sceaux* ne rendent les actes exécutoires que dans l'étendue de la seigneurie.

Du Tillet dit, que les rois de France s'étoient réservés particulièrement le *sceau* de cire jaune, & que Louis XI. accorda comme un grand privilège à René d'Anjou, roi de Sicile, le droit de sceller de cette manière, tant en Sicile qu'en France. Cependant avant Louis XI. on trouve quantité de chartes de seigneurs particuliers scellées en cire jaune ; celles des évêques & des abbés sont presque toujours scellées en cire verte. Voyez les *Costumes locales* de la Thaumassière ; il y a rapporté une charte du comte de Sancerre, de l'an 1219, que l'auteur dit être scellée en cire jaune.

Anciennement l'usage des *sceaux* étoit plus fréquent parmi les seigneurs qu'il n'est à présent, il étoit même nécessaire; la plupart ne savoient point écrire: au lieu de leur signature au bas des actes qu'ils passaient, ils y apposaient leur *sceau*. Souvent encore les seigneurs, pour rendre leurs contrats plus authentiques, les passaient en présence des autres seigneurs de leur maison, & de leurs principaux vassaux, qu'ils appelloient pour témoins, & alors chacun apposait ses *sceaux* à l'acte. On trouve la preuve de tous ces usages dans les chartes recueillies par la Thaumassière, dans ses *Contumes locales*, part. I. (R.)

SCEAU, *Droit can.*, *sigillum*. Nous appliquons ici ce mot au *sceau* des expéditions de Rome, & au *sceau* des évêques.

Les *sceaux* des expéditions qui émanent de la chancellerie de Rome, ne sont pas uniformes. On se sert du plomb pour les bulles, & de l'anneau du pêcheur sur cire rouge pour les brefs. On ne met aucun *sceau* aux simples signatures.

Le chap. *pervenit de fidejuss.* sert à prouver que le *sceau* des évêques rendoit autrefois authentique la pièce où il étoit apposé. Ce même *sceau* a bien aujourd'hui la même valeur pour l'authenticité d'un acte; mais il n'emporte point d'hypothèque, & n'a pas l'exécution parée.

On en use pour les lettres d'ordres, de *visa*, de collation, pour les attestations & autres actes semblables; & à cette occasion, les greffiers ou secrétaires des évêques prennent un droit qu'on appelle *droit de sceau*, en partie pour leur salaire, & en partie sous le nom des évêques, comme une reconnaissance de leur autorité. (D. M.)

SCELLÉ, f. m., *jurisprud.*, apposi-

tion d'un sceau faite d'autorité de justice, sur les armoires & autres lieux où sont renfermés les meubles & effets d'un défunt, d'un débiteur en faillite, ou d'un homme prévenu d'un crime.

Le *scellé* s'appose le plus ordinairement après décès pour conserver les droits des héritiers du défunt ou de ses créanciers. Chaque héritier ou une personne fondée de leur procuration, peut requérir ce *scellé*. Il peut l'être aussi par les créanciers, par la veuve, par l'exécuteur testamentaire, & même par le ministère public, lorsqu'il y a lieu au droit d'aubaine & de confiscation, lorsque le défunt a laissé pour héritiers des mineurs sans tuteurs ou des absents, lorsqu'enfin il s'agit de l'intérêt du souverain, du public, ou de l'église.

L'héritier ou le créancier qui a intérêt de faire apposer le *scellé*, doit s'adresser pour cet effet au juge du lieu où sont les effets.

Un simple requisitoire de la part de l'héritier ou du créancier, est suffisant pour autoriser un commissaire à procéder à l'apposition des *scellés*.

Un créancier doit avoir un acte authentique contre le défunt, pour requérir le *scellé*.

Des parties intéressées peuvent s'opposer à l'apposition des *scellés* s'il y a lieu; le juge doit pour lors décider de la valeur de ces oppositions, prononcer sur le champ la provision, & renvoyer le fond à l'audience. Si c'est un commissaire ou autre officier sans caractère de juge qui appose le *scellé*, il doit en faire son référé au magistrat, & constituer en attendant un gardien dans la maison pour empêcher les divertissemens & recelés des effets du défunt.

Le procès-verbal d'apposition de *scellé* doit faire mention de ceux à la requête desquels il est mis, du serment que le

survivant & les principaux domestiques ont prêté & par lequel ils affirment qu'ils n'ont détourné, ni fait détourner aucun effet de la succession. Si ce serment est refusé, il doit en être également fait mention sur le procès-verbal. Il faut de plus que ce procès-verbal contienne une description exacte de tous les coffres, armoires & autres endroits sur lesquels l'apposition des *scellés* est faite, & un état sommaire des effets qui restent libres pour l'usage journalier de la maison. Les noms, qualité & demeures de celui ou de ceux à la garde desquels les *scellés* sont laissés, doivent être également mentionnés dans ce procès-verbal.

Un juge ou commissaire ne doit plus retourner dans la maison où il a apposé les *scellés*, à moins que ce ne soit pour les lever en présence des parties intéressées lors de l'inventaire. Il peut néanmoins arriver des circonstances où il seroit nécessaire d'ouvrir une porte ou une armoire. Le commissaire doit pour lors prendre une ordonnance particulière du juge & se transporter en présence de ceux qui stipulent les intérêts des absens.

Les parties intéressées à la requête desquelles les *scellés* n'ont point été apposés, ont droit d'y former opposition pour la conservation de leurs droits. On peut faire insérer son opposition dans le procès-verbal du commissaire, ou la lui faire signifier par un acte séparé.

Les *scellés* ne doivent être levés sans que les opposans y soient appelés.

Cette levée de *scellés* se fait en vertu de l'ordonnance du juge accordée par requête à la charge d'appeler les parties intéressées, c'est-à-dire, les héritiers & créanciers opposans.

Lorsqu'un héritier est absent, on le fait représenter par le procureur fiscal ou autres officiers publics ; mais ils ne

doivent pas stipuler les droits des créanciers absens, ni même d'un héritier mineur. Le tuteur qu'on est obligé de lui créer avant que de lever les *scellés*, est seul partie capable de le représenter.

Dans les successions directes, chaque héritier qui vient de son chef, peut se faire assister d'un procureur à la levée des *scellés*, aux dépens de la succession. Mais des petits enfans qui viennent par représentation ne peuvent avoir qu'un seul procureur pour leur branche, les autres sont à leurs frais. Lorsque dans une succession collatérale il se présente plusieurs héritiers d'une même ligne, on n'admet pareillement qu'un procureur pour chaque ligne. Les créanciers opposans ont aussi le droit de nommer leur procureur. S'il s'en présente plusieurs de la part de ces créanciers, le plus ancien en réception qui a un titre authentique, exclut les autres. *o. INVENTAIRE.*

C'est sur le procès-verbal de levée de *scellés* & à la première vacation que se nomment les officiers qui doivent procéder à l'inventaire. En cas de contestation, il en est référé au juge, à moins que ce ne soit le juge lui-même qui procède à la levée des *scellés* & qui pour lors rend son ordonnance provisoire.

Lorsqu'il se trouve sous les *scellés* un testament olographe du défunt, c'est le notaire qui est constitué dépositaire de la minute, afin qu'il en délivre des expéditions aux parties. Si c'est un papier cacheté, le commissaire qui procède à la levée des *scellés*, s'en charge par son procès-verbal & l'ouverture s'en fait à l'hôtel du juge.

Il est de règle que ce procès-verbal de levée de *scellés* annonce sommairement ce qui a été fait dans chaque vacation, & en la possession de qui les effets inventoriés sont demeurés.

Lorsqu'il se trouve sous les *scellés* des papiers étrangers à la succession, & qui sont réclamés par des étrangers, c'est l'officier qui a apposé les *scellés* qui doit faire la description de ces papiers, au cas qu'elle soit requise.

Le juge ou commissaire qui a procédé à la levée des *scellés*, a dû reconnoître auparavant s'ils étoient sains & entiers. Lorsqu'ils ont été brisés, ce délit se poursuit par la voie extraordinaire.

Lorsque les *scellés* ont été apposés sur les effets d'un débiteur en faillite, le procès-verbal de la levée des *scellés* doit contenir un éclaircissement sommaire des meubles, effets, titres & papiers de ce débiteur.

Si ce sont les effets d'un homme prévenu d'un crime, qui ont été mis sous les *scellés*, on se contente de faire la perquisition de ce qui peut servir de preuve contre lui.

* Par rapport aux justices seigneuriales, le *scellé* est l'apposition du sceau aux armes du seigneur faite par son juge sur les fermetures étant aux coffres, cabinets & chambres qui renferment les effets mobiliers & les titres & papiers d'un défunt & absent.

Les officiers d'un seigneur haut justicier ne sont pas en droit d'apposer les *scellés* dans son château, de faire inventaire & donner tuteur à ses enfans mineurs, à l'exclusion des officiers royaux.

Il y a cependant une différence à faire entre les seigneurs laïcs & les seigneurs ecclésiastiques. Quant aux premiers, il faut s'en tenir à la décision que nous venons de donner. Quant aux seconds, leurs officiers peuvent apposer les *scellés* dans les châteaux & maisons dépendantes de leurs bénéfices, à l'exclusion des officiers royaux; parce que les juges du seigneur laïc ne peuvent, après son décès, apposer les *scellés* dans

son château, y faire inventaire, donner un tuteur à ses enfans mineurs, parce qu'il ne peut pas connoître des causes de son seigneur, ni par conséquent de ses héritiers, qui au moment de son décès succèdent en la seigneurie & deviennent les seigneurs du juge. Il en seroit peut-être autrement si les héritiers du seigneur-avoient renoncé à la succession ou si la succession étoit vacante. Mais lorsque le seigneur est ecclésiastique, il est constant que ses propres juges, après son décès, peuvent apposer le *scellé* sur ses effets, & en faire inventaire, parce que ses héritiers n'ont aucun droit dans la seigneurie, puisqu'ils n'ont, tels qu'ils puissent être, aucun droit de lui succéder dans son bénéfice auquel la seigneurie est jointe.

A l'exception du seigneur, les juges seigneuriaux ont droit d'apposer les *scellés* chez tous les justiciables de la seigneurie nobles & roturiers, parce qu'ils peuvent connoître en première instance des causes des uns & des autres. Ce droit commun est attesté par tous les auteurs qui ont traité la matière.

Il y a cependant quelques coutumes qui, par exception au droit commun, attribuent les causes des nobles, & des ecclésiastiques aux juges royaux; dans ces coutumes, il en faut suivre les dispositions, & les juges des seigneurs hauts justiciers n'y peuvent pas apposer les *scellés* sur les effets des ecclésiastiques & des nobles.

Des principes qu'on vient d'établir il s'ensuit, que les officiers des seigneurs hauts justiciers ont incontestablement le droit d'apposer les *scellés* sur les effets des curés décédés dans l'étendue de leur justice. Mais il n'en est pas de même des bas & moyens justiciers. (R.)

SC ELERAT, f. m., SC ELERATESSE, f. f., *Morale*; c'est le dernier

degré de la méchanceté des hommes. Ce mot vient du latin *scelus*, qui signifie *crime énorme*. Le *scélérat* n'a plus de retour sur lui ; & un homme parvenu à la scélératesse, est un homme perdu sans ressource. Ce n'est que par des actes répétés de méchanceté, de mauvaïse foi, d'injustice, de perfidie, en un mot, de toute sorte de crimes, qu'on devient *scélérat* ; or dès qu'un homme est parvenu à ce degré d'iniquité, endurci dans le crime, il n'y est plus sensible, & la grace divine qu'il a soulevée aux pieds toute sa vie, ne sauroit plus opérer sur un cœur insensible. Toutes les belles paroles que les théologiens pourroient nous dire de l'efficacité de la grace sur le cœur d'un *scélérat*, ne sont que de vaines déclamations & des soporifiques, dont ils font usage pour endormir les chrétiens, & les affermir dans le crime.

On donne, au reste, le nom de *scélérat* à bien des personnes, auxquelles il ne convient pas. Tout *scélérat* est vicieux, est criminel ; mais tout criminel ou vicieux n'est pas d'abord *scélérat*. On pend bien des criminels, & on laisse vivre tranquillement la plupart des *scélérats* ; parce qu'un seul crime contre la société rend le criminel digne de mort, tandis que le *scélérat*, coupable devant Dieu & les hommes, peut s'abstenir des crimes qui troublent la sûreté & le repos public. (D.F.)

SCEPTRE, f. m., *Droit public*. Dans l'origine, le *sceptre* n'étoit qu'une canne ou bâton que les rois & les généraux portoient à la main pour s'appuyer ; & c'est ce qu'on appelle en terme de médaille *hæsta pura*, une pique ou hallebarde sans fer qu'on voit à la main des divinités ou des rois : c'est le sentiment de Nicod., qui paroît d'autant plus fondé que Justin raconte que le *sceptre* des premiers rois étoit une lance. Cet histo-

rien ajoute que dans l'antiquité la plus reculée, les hommes adoroient la halle ou le *sceptre* comme des dieux immortels, & que de son tems encore on mettoit par cette raison un *sceptre* à la main des dieux. Celui de Neptune étoit son trident.

Dans la suite, le *sceptre* devint un ornement royal, & la marque du souverain pouvoir. Dans Homère, les princes grecs ligués contre Troie, portent des *sceptres* d'or. Celui d'Agamemnon, dit-il, ouvrage incomparable de Vulcain qui l'avoit donné au fils de Saturne, passa de Jupiter à Mercure, puis à Pélops, à Atrée, à Thyeste & à Agamemnon : on le conservoit encore du tems de ce poète, on l'adoroit même, & on lui faisoit tous les jours des sacrifices à Chéronée, où l'on n'en monroit pourtant que les bois, les Phocéens ayant enlevé les lames d'or qui le couvroient.

Le *sceptre* des rois fut donc revêtu d'ornemens de cuivre, d'ivoire, d'argent ou d'or, & de figures symboliques. Tarquin l'ancien le porta le premier à Rome, & les consuls le portèrent aussi sous le nom de *scipio*, bâton de commandement. Les empereurs l'ont conservé jusques dans les derniers tems, & les rois le portent dans les grandes cérémonies. Il est surmonté ou distingué par quelques piéces de leur blason. Ainsi celui du roi de France est surmonté d'une fleur de lys double, celui de l'empereur d'un aigle à deux têtes, celui du grand-seigneur d'un croissant, &c. Phocas est le premier qui ait fait ajouter une croix à son *sceptre* : ses successeurs quitterent même le *sceptre* pour ne plus tenir à la main que des croix de différentes formes & de différentes grandeurs. M. le Gendre dit, le *sceptre* des rois de France de la première race étoit un bâton d'or recourbé par le bout en forme de cro-

se,

se, & aussi haut que le prince qui le portoit.

SCEVOLA, *Hist. Litt.* Cette famille illustre donna plusieurs jurisconsultes célèbres.

Cerbidius Scevola fut célèbre par son mérite & par celui de ses disciples. On compte parmi eux Severe, depuis empereur, Papinien & Paul. La grande autorité que *Scevola* s'étoit acquise dans le droit, le fit nommer *Coryphée* par l'empereur Modestinus, & *très-prudent* par Arcadius & Honorius. Il aidait beaucoup de son conseil Marc-Antonin le philosophe, dans l'établissement des loix & des décrets. Rien de plus grave que ses réponses, rien de plus approchant de la pureté des anciennes mœurs, rien de plus conforme à la vérité de la cause. C'étoit des replis les plus cachés du fait, qu'il tiroit la force & la justice de ses réponses. De-là, son fameux mot, *selon ce qui est proposé*. On lui attribue cette maxime, *le droit est écrit pour ceux qui veulent*.

Son école fut comme un sénat de jurisconsultes & produisit les plus illustres. De ce nombre sont Paul & Triphoninus, & celui qui surpassa tous les anciens en gloire, & qui ôta aux suivans, tout espoir de l'atteindre; je veux dire Papinien, dont les empereurs ne prononcent presque jamais le nom sans éloge, & qu'Ulpien & Paul, quoique ses condisciples, révéroient comme leur maître.

SCEVOLA, *P. Mutius, Hist. Litt.*, fut tribun du peuple & grand pontife. Dans le tems qu'il exerçoit la première de ces deux charges, il exila Lucius Tubulus, convaincu de s'être laissé corrompre lors qu'il exerçoit la préture, & qu'il étoit juge des meurtres. *Scevola* fut aussi préteur & consul. Il exerçoit le consulat, au tems où le sénat étoit vexé par Tiberius Gracchus, qui se servoit de la

Tome XII.

faveur du peuple, pour sapper les fondemens de la république: ce qui fit résoudre les sénateurs à prendre les armes. *Scevola* n'étoit point d'avis qu'on en vint à la force ouverte; mais Nascia levant la main au milieu de l'assemblée, s'offrit pour chef à ceux qui vouloient le salut de la république, força avec eux la multitude, & tua Tiberius Gracchus. *Scevola*, qui n'avoit point voulu participer à cette action, ne laissa pas que de la louer & de s'en rendre le défenseur. Cela lui fit recouvrer la réputation de courage, que le refus de s'armer lui avoit fait perdre.

Il mourut en Asie, & laissa après lui, Pub. Licinius Crassus Mutianus, son frere adoptif, son successeur dans la charge de grand pontife, & jurisconsulte. Il laissa aussi un fils, nommé Q. Mutius *Scevola*, qu'on regarda depuis comme le prince des jurisconsultes. Il en sortit tant de cette famille, qu'il sembloit que la jurisprudence y eût établi son domicile, & que ce fût un patrimoine que les *Scevola* tinssent de leurs ancêtres.

SCEVOLA, *Q. Mutius, Hist. Litt.* Nous comprendrons ici l'augure & le pontife de même nom. Cicéron donne de fréquens éloges à l'augure Quintus Mutius *Scevola*, sous la discipline duquel son pere l'avoit mis tout jeune. Il étoit assidu à ses disputes & à ses réponses; & il apprit de lui plus de droit, que les orateurs n'avoient coutume d'en savoir. *Scevola* ne fit la fonction d'orateur, que pour soi-même. Ce fut sur-tout dans le jugement, où, accusé de concussion par Albutius, il le réduisit au silence & fut glorieusement absous. Il marqua un généreux mépris pour les traits nombreux de satire, que le poète Lucile lançoit contre lui. Il se fit encore plus d'honneur, par celui qu'il témoigna pour les menaces de Sylla. El-

LII

les ne purent jamais l'engager à prononcer contre C. Marius, que le sénat, forcé par le même Sylla, déclaroit ennemi de la patrie.

Ni la maladie ni la vieillesse n'interrompirent son application aux affaires de la république & à celles des particuliers, non plus que ses réponses. Sans forces & prêt de mourir, il ne laissa pas de rendre sa présence & sa voix salutaires à ses concitoyens, dans le tumulte excité par Saturninus.

Lélius l'avoit aggrégé au collège des augures, & lui avoit donné sa fille. *Scævola* donna la sienne à Lucius Crassus célèbre orateur.

Il ne s'appropriâ jamais rien du savoir des autres. Quoique le droit concernant les fonds de terre soit du ressort des juriconsultes en général, lorsqu'on le consultoit sur cette partie, il renvoyoit ses clients à *Furius* & *Cascellius*, qui l'avoient embrassée.

Scævola fut fait préteur d'Asie, & consul avec L. Cécilius Métellus Dalmaticus, l'an de Rome 636. Ils triomphèrent ensemble des Dalmates.

Le pontife Mutius *Scævola* étoit fils de Publius Mutius qui avoit été honoré de la même dignité. Il fut tribun du peuple, consul avec L. Crassus, & décoré, comme lui, des autres honneurs, excepté de la censure, que le hazard lui fit manquer, ou à laquelle il se soucia peu de parvenir. Durant son consulat, il porta une loi, qui défendoit de regarder comme citoyen, celui qui ne l'étoit pas réellement. Il gouverna neuf mois l'Asie en qualité de proconsul, avec tant d'intégrité, que depuis, tout bon administrateur fut nommé *Scævola* par un sénatus consulte. On proposa son administration pour modèle, aux magistrats qui partoient pour la province. Aussi plusieurs d'entr'eux inféroient-ils dans leur

édit, plusieurs articles de celui de Mutius. Cette intégrité, qui lui attacha toute l'Asie, le rendit odieux aux Publicains.

Mutius surpasseoit les juriconsultes ses contemporains, autant par son savoir que par son éloquence: ce qui le fait appeler par Cicéron, *le plus éloquent des juriconsultes & le plus savant juriconsulte d'entre les hommes éloquens*. Dans le jugement de Marcus Curius & de Marcus Coponius, il soutient avec force & sagacité, la rigueur de la loi, contre L. Crassus, qui plaidoit avec beaucoup d'applaudissement, contre cette même rigueur. La question étoit de savoir, si celui qui est substitué à un posthume, en supposant que ce posthume vienne à mourir avant que d'entrer en tutelle, est censé lui être substitué aussi avant qu'il soit né. Mutius s'en tenoit aux termes du testament. Il ne vouloit point qu'on renfermât deux cas dans un, & qu'on supposât mort celui qui n'étoit pas encore né. Crassus croyoit entrevoir dans les termes, la volonté du testateur, & soutenoit que celui qui étoit appelé à la succession après la mort du posthume, y étoit appelé, pour la même raison, avant qu'il fût né. Cet avis prévalut, & la rigueur fit place à l'équité.

L'amitié intime de Mutius pour plusieurs citoyens de mérite fut comme une source d'où fortirent les plus célèbres juriconsultes de son tems. Ce sont Gaius Aquilius, Lucilius Balbus, Sextus Papyrius, Caius Juventius.

Mutius laissa dix-huit livres sur le droit sacré. Selon un auteur, ils en établissoient la forme. C'est apparemment, parce qu'il est le premier qui ait mis de l'art & de l'ordre dans cette science. Mutius ayant eu le malheur de suivre le parti de Sylla, s'enfuit dans le temple de Vesta, au moment où les sénateurs victimes de la trahison, étoient égorgés.

gés dans le sénat; & il arrofa de son sang l'autel de la déesse, qu'il tenoit embrasé. Il fut aussi par l'ordre de Fimbria, qui insultoit encore ce grand homme, lorsqu'il ne lui restoit plus qu'un souffle de vie. C'étoit en le citant devant le peuple comme criminel, de ce qu'il n'avoit pas reçu dans son corps, tout le trait dont il étoit percé.

Mutius auroit pu suivre ceux de son parti hors de la ville; mais il aima mieux mourir, que de priver le peuple de son conseil dans ces jours de discorde, & de se trouver armé au tour des remparts de sa patrie.

SCHAFFOUSE, SCHAFHAUSEN, *Droit pub.*, ville & canton de la Suisse, situés hors des anciennes limites de l'Helvétie en-delà du Rhin, dans le pays occupé anciennement par les Latobriges, enclavé dans le moyen-âge dans le duché d'Allemagne & la Souabe, & faisant alors une portion du Hegaw & du Klettgau.

La nécessité de débarquer à quelque distance au-dessus de la grande cataracte du Rhin, les marchandises qui descendoient ce fleuve, & le transit de la Suisse en Allemagne, ont sans doute occasionné l'établissement des premières habitations dans ce lieu. Un acte du regne de Charlemagne indique le bourg de *Scafhusum*. Un comte Eberhard de Nellenbourg y fonda en 1052. un monastère sous la règle de St. Benoît, qui fut dédié à tous les saints. Il fit cession à ce monastère de tous les droits seigneuriaux utiles & de police sur le bourg. Cette fondation y attira des artisans, la population s'étendit; le lieu fut entouré de murs vers le milieu du XIII^e siècle. On voit par des documens, que vers le même tems il existoit un pont sur le Rhin au-dessus de la ville.

Succellivement la bourgeoisie obtint

des immunités; elle se racheta & se dégagea de divers droits attachés au monastère; *Schaffouse* devint ville impériale, son administration prit la forme d'une aristocratie bourgeoise qui subsiste encore; nous en indiquerons les traits les plus caractéristiques. Sa liberté naissante fut comprise par le droit d'hypothèque que l'empereur Louis IV. accorda aux ducs d'Autriche Albert & Otton. Elle fut relevée pour le prix de 6000 florins, par l'empereur Sigismond en 1415. à l'époque où le concile de Constance poursuivait le duc Frédéric. v. SUISSES.

Les ducs d'Autriche tenterent la voye de la négociation & celle des hostilités pour se remettre en possession de *Schaffouse*, mais cette ville, appuyée de diverses alliances, tant avec d'autres villes impériales qu'avec quelques cantons Suisses, fauva son indépendance & obtint enfin l'association à la ligue helvétique en 1501. Par son rang, elle est le douzième des treize cantons. Son territoire a été formé par diverses acquisitions à prix d'argent, des terres de la noblesse voisine & même de celles de la maison d'Autriche. Sa réception dans la ligue la fait participer au gouvernement des quatre baillages, situés sur les confins du Milanois, conquis par les troupes des Suisses confédérés. Elle jouit aussi de tous les bénéfices des traités de paix ou d'alliance, faits tant par la nation helvétique, que par les cantons protestans en particulier, avec d'autres puissances.

Le gouvernement municipal dans son origine, est devenu une aristocratie bourgeoise. Dans le tems que la ville aliénée de l'empire, étoit soumise aux ducs, ceux-ci nommoient un *baillif* pour y résider en leur nom. Un avoyer assisté d'un conseil administroit la justice & la police. Le duc Léopold ordonna en 1378

que le petit conseil, présidé par un avoyer, seroit de seize, & le grand conseil de trente membres, choisis la moitié parmi la noblesse domiciliée dans la ville, l'autre parmi les bourgeois artisans. Douze ans après le duc Albert augmenta ces nombres à vingt pour le petit, & à soixante pour le grand conseil. Le duc Frédéric leur accorda en 1411. de distribuer la bourgeoisie en abbayes ou corps de métiers, dont chacune formeroit un nombre égal de sujets pour les deux conseils. C'est la forme qui subsiste encore aujourd'hui, avec quelques changemens adoptés en 1689.

Les douze abbayes ou *zünfte*, donnent chacune cinq membres pour le grand conseil des soixante, & deux membres pour le sénat ou conseil des vingt-quatre: de sorte que le conseil combiné, y compris le bourguemaitre ou président, qui depuis 1411 a succédé à l'avoyer, est de quatre-vingt & cinq membres. Ces élections se font par les citoyens de chaque abbaye, à la pluralité des suffrages; la loi veut que chaque vacance soit pourvue quatre heures après le décès: l'usage est de faire l'élection dans l'après-dinée, quand la vacance arrive le matin, & le lendemain quand elle arrive le soir. Huit jours après l'élection, le nouveau élu est grabelé par le petit conseil; s'il n'y a point d'objection légitime contre le sujet, il est admis au serment de purgation, de n'avoir ni corrompu les électeurs, ni employé l'intrigue pour parvenir. Les charges de bourguemaitre, de statthalter ou lieutenant, & des deux trésoriers, se donnent dans le conseil combiné à la pluralité des voix.

On appelle bourguemaitre, *bourgermeister*, les deux chefs ou présidens du gouvernement. Ils alternent dans leurs fonctions d'une année à l'autre; au

moyen de cette nouvelle élection, ces charges peuvent relter à vie. Chaque année, le lendemain de la pentecôte, les conseils en corps se rendent de la maison de ville à l'église de St. Jean, pour présenter à la bourgeoisie assemblée leur nouveau chef. Celui-ci jure publiquement l'observation des constitutions de l'Etat & des immunités de la bourgeoisie; les conseils & les bourgeois prêtent serment à leur tour. Le statthalter ou lieutenant n le troisieme rang, il fait les fonctions des bourguemaitres dans leur absence. Les deux trésoriers ont la direction des finances, la surveillance sur l'arsenal. Comme les membres du petit conseil sont pris à portion égale, deux de chaque tribu, celle de laquelle est pris le bourguemaitre régnant, lui subroge un lieutenant, qui assiste pendant l'année de sa préfecture aux assemblées du sénat. Les deux sénateurs, chefs de chaque tribu, sont appelés *obbern* & *zunftmeister*, président & tribun.

C'est dans le grand conseil combiné, qu'en vertu des loix constitutionnelles réside le pouvoir suprême. Les diverses parties du pouvoir exécutif, la police, la juridiction criminelle & civile, l'économie publique, le département militaire, la police ecclésiastique, &c. étant distribués entre les conseils & les commissions subordonnées, où les délibérations sont préparées, de la même manière à-peu-près que dans les autres cantons aristocratiques de la Suisse, il seroit superflu d'entrer là-dessus dans de plus grands détails.

La population du canton de Schaffouse, indépendamment de la capitale, est estimée de 23000 ames. Il est subdivisé en vingt bailliages. Les membres du petit conseil ont seuls droit d'aspirer à ces préfectures, dont le terme n'est point fixé. (D'A.)

SCHAUENBOURG, *Droit public*, comté d'Allemagne situé sur le Weser, & environné par la principauté de Calenberg, par les comtés de la Lippe & de Ravensberg, & par la principauté de Minden. Il a son nom de l'ancien château de *Schauenbourg*.

Les anciens comtes de *Schauenbourg* descendent d'Adolphe I. seigneur de Santerleben & de Schakensleben, lequel, ainsi que l'a prouvé le professeur Gebhardi, étoit le troisième fils de Charles, comte de Mansfeld, & petit-fils du margrave Riddag, & obtint de l'empereur Conrad II. par l'entremise de Sigebert, évêque de Minden, une portion de terre dans l'évêché de Minden, où il construisit en 1037 le château de *Schauenbourg*. Le nom de son fils doit avoir été Adolphe; son petit-fils, Adolphe, non-seulement fut comte de *Schauenbourg*, mais il reçut aussi de l'empereur Lothaire II. l'investiture des comtés de Holstein & Stormarn; & ses descendants posséderent en outre le comté de Sternberg & la seigneurie de Gehmen, devinrent puissans & s'allièrent avec des maisons princières & royales. Le comte Ernest III. fut élevé à la dignité de prince en 1619 par l'empereur Ferdinand II. & prenoit dans le commencement le titre suivant : *Par la grace de Dieu, Ernest prince & comte de Holstein &c. de Schauenbourg, comte de Sternberg, seigneur de Gehmen, &c.* Ce prince mourut en 1622 sans postérité; il eut pour successeur son neveu, le comte Jobst Hermann, & celui-ci son parent, Otton VI. lequel mourut en 1640, & termina l'ancienne tige de la maison de *Schauenbourg*. Sa mere, Elisabeth, fille de Simon, comte de la Lippe, & femme de George Hermann de *Schauenbourg* de la branche de Gehmen, prit possession des pays appartenans à la maison de *Schauen-*

bourg, & institua pour son héritier & successeur son frere Philippe, comte de la Lippe, dont le comte régnant, Guillaume Frédéric-Ernest de *Schauenbourg-Lippe*, est l'arrière-petit-fils.

A l'extinction de la branche masculine de *Schauenbourg*, le comté fut partagé de la manière suivante : le duc George de Brunswick-Lunebourg, comme seigneur féodal, se mit en possession des trois bailliages de Lauenau, Bockeloh & Melmerode : son titre étoit une transaction de l'année 1565, laquelle fut confirmée par les traités conclus à Lauenau en 1647 entre les maisons de Brunswick, de Hesse & de *Schauenbourg-Lippe* : par ces mêmes traités le duc George obtint encore la prévôté de Lachem & une partie de celle de Visbeck. Les comtes de *Schauenbourg* ayant offert en 1518 les bailliages de Rodenberg, Hagenbourg & Arensburg en fiefs masculins aux landgraves de Hesse, ils retournèrent à ceux-ci, comme seigneurs féodaux, en l'année 1640; mais le comte Philippe ayant épousé Sophie, princesse de Hesse, il fut de nouveau investi des trois bailliages en question, en offrant en échange en fief aux landgraves la totalité de son comté. Mais l'évêché de Minden s'étant approprié, comme fiefs relevans de lui, les bailliages de Bückebourg, Stadthagen & *Schauenbourg*, & la maison de Cassel refusant d'après cela, de remplir la convention, dont il vient d'être parlé, le comte Philippe consentit à en passer une autre, en vertu de laquelle Hesse-Cassel prit d'avance la douzième partie du comté, entra ensuite en partage pour le surplus, & investit le comte Philippe de sa part & portion. Cette convention fut confirmée par le traité de Westphalie, & on procéda en conséquence au partage de la manière sui-

vante, savoir: le comte Philippe de *Schaumbourg-Lippe* eut pour sa part les quatre bailliages de Stadthagen, Bückebourg, Arensburg & Hagenbourg, & une partie de celui de Sachsenhagen, laquelle fut dans la suite jointe à ce dernier; la maison de Hesse-Cassel eut les bailliages de *Schaumbourg*, Rodenberg & une partie de celui de Sachsenhagen, avec les villes, bourgs & châteaux en dépendans. Comme la portion de Hesse-Cassel est plus considérable que celle de la Lippe, elle contribue moins que la moitié aux charges publiques; & son droit à cet égard est fondé sur une transaction confirmée par l'empereur, l'empire & une longue possession; ainsi lorsque, par exemple, il s'agit de payer 40,000 écus, la part de la Lippe n'est que 15,900; le surplus est à la charge de Hesse-Cassel. Dans les années 1757 & 1758 ce comté se ressentit beaucoup des malheurs de la guerre.

L'écu des armes des comtes de *Schaumbourg-Lippe* & Sternberg est partagé en quatre champs. Dans le premier & le quatrième on voit la rose de la Lippe; dans le second & le troisième une étoile d'or, sur laquelle est assise une hirondelle, à cause du comté de Schwahlenburg. Sur le tout est l'ortie de *Schaumbourg* avec trois clous.

Le landgrave de Hesse-Cassel & le comte de *Schaumbourg-Lippe* ont par rapport au comté de *Schaumbourg* une voix commune à la diète de l'empire parmi les comtes du banc de Westphalie; & ils en ont chacun une entre Wied & Oldenbourg aux assemblées circulaires. La taxe de l'empire pour tout le comté est de six cavaliers & vingt-six fantassins, ou bien 276 fl. par an; & de 75 rixdales 43 $\frac{1}{2}$ kr. pour l'entretien de la chambre impériale. Tout le comté rapporte annuellement

au-delà de 100,000 rixdales. (D. G.)

SCHAUMBOURG, *Droit public*, seigneurie immédiate du S. Empire, située dans le cercle du haut Rhin, vers le comté de Holtzapfel, sur la Lahn. Elle appartient à une branche des princes d'Anhalt Bernebourg, & ne renferme qu'un château avec quelques villages. Elle est taxée par la matricule, sans cependant jouir du droit de suffrage aux diètes. Il y a dans l'Autriche supérieure, au quartier de Hunfruck, un comté particulier du nom de *Schaumbourg* ou *Schaumberg*, qui est possédé depuis 200 ans, par la maison de Stahrenberg, après avoir été précédemment un Etat immédiat d'Allemagne, & après avoir compris dans son enceinte une des plus fortes places de la contrée. (D. G.)

SCHENBOURG, *les seigneuries des comtes de*, *Droit public*. Les seigneuries des comtes de *Schenbourg* confinent aux cercles de l'Erzgebirg & de Leipzig du margraviat de Misnie, & encore à la principauté d'Altenbourg.

Ces seigneuries contiennent quatorze villes, où il y a toutes sortes de manufactures, sur tout en drap. Les comtes & leurs sujets professent la religion luthérienne.

Les ancêtres des anciens comtes & des comtes actuels de *Schenbourg* étoient établis originairement en-delà du Rhin, selon le rapport qu'en fait Jean Vogel dans sa *Généalogie de la race de Schenbourg*. Alban, seigneur de *Schenbourg*, doit avoir été le premier de cette famille, qui se soit fixé dans la Misnie, & fut, selon le même auteur, établi gouverneur de la ville de Zwickau en 936 par l'empereur Otton I. pour s'opposer aux incursions qu'y faisoient les Sorbes. Géringwalde fut un des premiers lieux de résidence, que les comtes de *Schenbourg*

eurent dans la Misnie. Les comtes actuels reconnoissent pour leur commune souche Frédéric de *Schanbourg*, mort en 1383. Cette maison se partagea depuis en deux branches principales, savoir celle de *Schanbourg - Waldenbourg* & *Schanbourg - Penig*, qui toutes deux existent encore de nos jours.

Otton Louis fut l'auteur de la branche actuelle de *Schanbourg - Waldenbourg*, qu'on nomme aussi la *branche principale supérieure*, & qui en 1700 fut décorée de la dignité de comte d'empire. Otton eut quatre fils, qui chacun créèrent une autre branche, savoir le comte George Albert celle de Hartenstein, le comte Otton Guillaume celle de Lichtenstein, le comte Louis Frédéric celle de Stein ou de Rusdorf, & le comte Christian Henri celle de Waldenbourg. La branche de Lichtenstein s'éteignit en 1750 par la mort du comte Guillaume Henri, & celle de Waldenbourg en 1754 par le décès du comte Christian Auguste; leurs seigneuries échurent aux branches de Hartenstein & de Stein, qui composent la branche supérieure.

Wolfgang, troisième fils d'Erneste, mort en 1534, fonda la branche de *Schanbourg - Penig* ou la *branche principale inférieure*, dont le fils, Wolfgang le jeune, eut plusieurs enfans, du nombre desquels deux furent mémorables, savoir Wolfgang Erneste & Wolfgang Henri; le premier fut la tige de la branche de Remsa, & le second de celle de Penig, qui toutes deux obtinrent la dignité de comte d'empire en 1700. Le comte Christian Erneste, mort en 1718, fut un descendant de la branche de Remsa; il eut les seigneuries de Glauchau, de Remisau & de Rochsburg, qui échurent toutes à son fils Otton Erneste & à son décès aux fils de ce dernier, les comtes Henri Erneste, Albert Christian

Erneste, & Jean Erneste. Les comtes Henri & Wolfgang Henri, enfans de l'auteur de la branche de Penig, en établirent deux autres, celle de Wechfelbourg & celle de Penig.

Les comtes & seigneurs de *Schanbourg* portent mi-parti à fasces d'argent & de gueules.

Les comtes de *Schanbourg* ont rang aux dietes de l'empire dans le college des comtes de Wetteravie. Ils ont aussi voix & séance dans les assemblées circulaires de la haute-Saxe; mais ils y occupent la dernière place. Leur taxe matriculaire est évaluée à 40 fl. & ils payent pour l'entretien de la chambre 27 rixdales & 6 kr.

Les seigneuries de *Schanbourg* sont en partie de simples fiefs de l'électorat de Saxe, & en partie arriere-fiefs d'empire; quelques-uns étant conférés par la couronne de Bohême & d'autres par le même électorat de Saxe. Les seigneuries qui relevent purement & simplement de cet électorat, sont enclavées dans le cercle de Leipzig du marggraviat de Misnie; & relativement aux arriere-fiefs, ces comtes de *Schanbourg* sont envisagés comme Etats de l'empire & du cercle de la haute-Saxe. Cet électorat exerce le droit de supériorité territoriale sur les seigneuries, qui en relevent purement & simplement, & les comtes de *Schanbourg* sont comptés par cette raison dans le nombre des personnes, qui composent les Etats de la première classe. Ils ont une régence commune à tous dans la ville de Glauchau, dont la juridiction s'étend sur les seigneuries de Glauchau, de Waldenbourg, de Lichtenstein, de Hartenstein & de Stein; ils ont aussi un consistoire commun, duquel relevent les inspections ecclésiastiques de Glauchau, de Hartenstein, de Lichtenstein,

de Loefnitz & de Waldenbourg, auxquelles sont soumises généralement quarante-quatre églises. Les subside des impôts sur les cinq seigneuries, dont il vient d'être parlé, ainsi que sur les vingt-quatre endroits appartenans tant à des nobles immédiats de ces comtés qu'à des vassaux, qui tous y sont enclavés, sont versés dans la caisse établie à Glauchau; & sont employées en partie à payer la taxe matriculaire & les impôts du cercle, de même que la somme, que les comtes sont obligés d'acquitter annuellement pour l'entretien de la chambre. Les inspections ecclésiastiques au contraire placées dans les seigneuries de Remisa, de Rochsburg, de Penig & de Wechselbourg, dont le pouvoir s'étend sur dix-huit églises, dépendent du consistoire de Leipzic, & les impôts & subside, dont ces seigneuries sont chargées, sont payés à la maison électoriale de Saxe, qui a en même tems le droit d'en fixer la quotité. (D. G.)

SCHURTZFLEISCH, *Conrad-Samuel*, *Hist. Litt.*, né en 1641, à Corbac, dans le comté de Waldeck, docteur de Wittemberg, obtint dans cette université une chaire d'histoire, puis celle de poésie, & enfin celle de la langue grecque. Ces emplois ne l'empêchèrent point de faire des voyages littéraires en Allemagne, en Angleterre, en France & en Italie. De retour à Wittemberg en 1700, il devint professeur d'éloquence, conseiller & bibliothécaire du duc de Saxe-Weimar. Ce savant mourut en 1708, avec la réputation d'un critique sévère & d'un compilateur exact. On a de lui un très-grand nombre d'ouvrages d'histoire, de poésie, de critique, de littérature, &c. Les plus connus sont, 1°. *Disputationes historice civiles*, Leipzic, 1699, in-4°. 2°. *Trois volumes in-8° de lettres*. 3°. Une con-

tinuation de *Sleidan* jusqu'en 1678. 4°. Un grand nombre de *dissertations* & d'*opuscules* sur divers sujets, dans lesquels il a mis plus de citations que de raisonnemens. Il écrivoit avec facilité & avec netteté.

SCHWARTZENBERG, *Comté de*, *Droit public*, comté d'Allemagne environné par l'évêché de Bamberg, le comté de Castell, la seigneurie de Speckfeld, le bas-pays de la principauté de Bayreuth, la principauté d'Onolzbach & l'évêché de Würzburg. Il a quatre milles dans sa plus grande longueur, & dans quelques endroits un demi, & dans d'autres trois quarts de mille seulement de largeur. Il y a des parties isolées.

Les prédécesseurs des princes actuels de *Schwartzenberg* portoient originellement le nom de *Seinsheim*. Henri de Seinsheim, eut trois fils, Hildebrand, Guillaume & Frédéric, dont le premier & le troisième fondèrent chacun une ligne principale. L'ainé, Hildebrand, donna le jour à Michel, mort en 1399 & celui-ci à Erkinger de Seinsheim, lequel fut déclaré banneret du St. Empire en 1417 par l'empereur Sigismond. Il acquit de la famille de Wertenberg en 1420, la seigneurie de *Schwartzenberg* qu'il offrit en fief à l'empire, conjointement avec Trimberg, Werneck, Ebenhausen, Gerolzhofen & Stephansberg, (tous ces biens furent aliénés dans la suite), & fut élevé à la dignité de baron de l'empire. Depuis ce tems cette branche de la maison de Seinsheim oubliant insensiblement son nom originaire, pour adopter celui de barons de *Schwartzenberg* & de Hohenlandsberg. Il acheta encore d'un évêque de Würzburg le château & bailliage de Hohenlandsberg avec Dornheim. Son fils cadet, Sigismond, eut les seigneuries de *Schwartzenberg* & Hohenlandsberg, & fonda la branche

branche Sigismondine qui s'éteignit en la personne de George Louis; de son fils aîné Michel, vint Erkinger, dont le fils aîné Edmond I. fonda la ligne de L'ege, terminée par les enfans d'Edmond III. du second fils de ce dernier Erkinger, Guillaume I. descendent les princes actuels de *Schwartzenberg*. Adolphe, arriere-petit-fils d'Erkinger, enleva aux Turcs en 1598 la forteresse de Raab en Hongrie, & fut créé comte par l'empereur. Son petit-fils, Jean Adolphe, hérita, après la mort du sus-dit George Louis, dernier mâle de la branche Sigismondine, le comté de *Schwartzenberg*, la seigneurie de Hohenlandsberg, Weilerndorf, Geiselswind, & la ville & seigneurie de Murau dans la haute Stirie; il acquit aussi Unter-Leimbach, Appenfelden & la prévôté de Hüttenheim, s'appropriant toutes les terres héréditaires de la famille de Seinsheim situées en Franconie, en vertu d'un fidei-commis de 1589, & les conserva par une transaction faite à Straubingen en 1655; acheta les villages d'Erlach & de Gnawzheim, fit l'acquisition des seigneuries de Wittingau & de Frauenberg en Bohême; enfin il fut élevé à la dignité de prince de l'empire en 1671 & son comté de *Schwartzenberg* érigé en comté princier. Son fils, Ferdinand Guillaume Eusebe, hérita en 1687 le Klettgau du chef de sa femme. Son petit-fils, Joseph Adam, obtint en 1747 la dignité princière pour toute sa postérité.

Le troisième fils de Henri de Seinsheim, dont il est fait mention plus haut, favoir Frédéric I. est la souche des seigneurs de Seinsheim de Hohenkottenheim & Weilerndorf. George Louis de Seinsheim fut créé en 1580, baron par l'empereur Rodolphe II. & il acheta Sinchingen en bailli Bavière pour la somme de 13.420 fl.

Tome XII.

Frédéric Louis, baron de Seinsheim, céda par une transaction de 1655, confirmée par l'empereur Ferdinand III. toutes les terres fidei-commisaires de Seinsheim situées en Franconie, favoir, Markbrat, haut & bas Kottenheim & Sehaus, au comte Jean Adolphe de *Schwartzenberg*, comme il a déjà été fait mention, & se retira en Bavière, où il possédoit Sinchingen. Son petit-fils, Maximilien Paul Marie, fut élevé à la dignité de comte de Seinsheim.

Le titre du prince régnant de *Schwartzenberg* est : Prince de *Schwartzenberg*, landgrave princier de Klettgau, comte de Sondz, duc de Crumau, seigneur de Gimborn, juge héréditaire de la cour impériale de Rothweil, seigneur de Murau, Wittingau, Franenberg, Postelberg, Wildschütz, Worlick, Reiffenstein, Dragoniez, Protowin, Winterberg & Chinnau. Les armes sont un écu écartelé en croix; au premier & quatrième parti huit fois d'argent & d'azur, pour *Schwartzenberg*; au second & troisième un corbeau bequetant les yeux à une tête de turc, en mémoire de la prise de Raab par le comte Adolphe en 1598.

Les princes de *Schwartzenberg* furent admis au college des princes en 1674 & aux assemblées circulaires de Franconie en 1672. Leur taxe matriculaire pour le comté de *Schwartzenberg* & la seigneurie de Seinsheim est de 49 fl. & ils contribuent à l'entretien de la chambre impériale 16 rixdlr. 30 kr. pour *Schwartzenberg* & Hohenlandsberg, & 35 rixdlr. pour Seinsheim.

Le château de *Schwartzenberg* est le siège de la régence pour *Schwartzenberg* & Seinsheim. Le directeur de la chancellerie est en même tems grand-baillif des bailliages qui composent ces pays; il y a outre cela un juge pour les affaires criminelles, & un confesseur pour

M m m

les protestans, les catholiques relevent de l'évêché de Würzburg. (D. G.)

SCWARTZBOURG, *Droit public*, comté d'Allemagne dans la Thuringe, entre le duché de Weimar, le bailliage de Salfeld & le comté de Henneberg. Il renferme plusieurs bailliages, & a pris le nom de son château qui en est le chef-lieu, situé à 15 milles au sud-est d'Erford, sur la petite rivière de Schwartz.

La partie méridionale ou supérieure est séparée de la septentrionale ou inférieure à six milles de distance l'une de l'autre; la première des deux est entourée des principautés de Cobourg, d'Altenbourg & d'Eisenach, & encore par le territoire de la ville d'Erford; la seconde par le cercle de la Thuringe de l'électorat de Saxe, par les comtés de Stolberg, de Hohenstein, d'Eichfeld & par tout le territoire de la ville impériale de Mühlhausen.

Ce comté a grand nombre de contrées aussi belles que fertiles. Le canton nommé *goldene Aue*, *ancien arroy*, est une certaine étendue de pays dans la partie inférieure de ce comté, située entre Nordhausen & Sangershausen, dans laquelle se trouvent la ville de Kelbra & celle de Heeringen, & qui est traversée par la rivière de Helm. Le canton où est située la ville de Gressen; ceux appelés *Langewitz*, *die Aue*, où est Langewiesen, *Brauergrund*, *die blaue Aue*, où est situé Pleuen; celui enfin, dit *Wiesengrund*, où se trouve Teichel, sont sur-tout des districts des plus agréables & des plus fertiles.

L'on compte douze villes dans ce comté, qui en dépendent en entier, & deux qui n'en dépendent qu'à moitié; dix bourgs, quinze châteaux, & pres de 100,000 ames. Tant le seigneur que ses sujets professent la religion luthé-

rienne. Les paroisses sont soumises à différentes inspections.

Les comtes de Schwartzbourg, qualifiés aujourd'hui de prince, tirent leur origine, comme l'a prouvé J. Tobie Roemke, de même que les anciens comtes de Kefernberg, de Günther, comte de Kefernberg, deuxième fils du comte Sizzo de Schwartzbourg & de Kefernberg; il vécut depuis 1143 jusqu'en 1195. Henri le jeune, fils aîné de Günther, est la souche des princes actuels de Schwartzbourg; le fils puîné, Günther le jeune, est celle des comtes de Kefernberg, dont la famille s'éteignit en 1385. Le comte Günther de Schwartzbourg, seigneur de Blenkenberg, fils de Henri le jeune, eut un fils, nommé Henri, qui a vécu en 1267, & duquel descendent tous les comtes de Schwartzbourg. Jean Günther I. & Albert Antoine I. fils l'un & l'autre du comte Günther, mort en 1552, furent les auteurs de deux branches de la maison de Schwartzbourg, qui subsistent encore de nos jours, savoir, le premier de celle d'Arnstadt, appelée postérieurement celle de Sondershausen, & le second de celle de Rudolstadt. Les petits-fils du comte Jean Günther I. Christian Günther II. & Antoine Günther I. prirent leur résidence, le premier à Arnstadt, le second à Sondershausen. La lignée du premier finit avec ses enfans, & les fils du second, nommés Christian Guillaume & Antoine Günther, obtinrent en 1697 la dignité des princes pour eux & pour leur postérité légitime de l'un & de l'autre sexe. Le prince Christian Guillaume transmit la principauté à son fils Günther, auquel succéda son frere Henri, qui obtint en 1754 voix & séance dans le college des princes. Ce dernier eut pour successeur en 1758 Christian Günther, fils de son

frere Auguste. Louis Frédéric, arriere-petit-fils du fondateur de la branche de Rudolstadt, fut déclaré prince lui & toute sa postérité en 1710, & Jean Frédéric son petit-fils, obtint pareillement en 1754 voix & séance dans le college des princes. Cependant le comté de *Schwartzbourg* n'a point été érigé jusqu'à présent ni en principauté, ni même en un comté princier.

Les princes de *Schwartzbourg* jouissent de la dignité de grand-écuyer de l'empire, dont l'empereur les investit. Ils jouissent aussi de la maîtrise de la vénerie, qualité qui leur est commune avec plusieurs autres princes de l'Allemagne. Le titre & le nom des quatre comtes de l'empire leur ont été confirmés par des diplômes de différens empereurs, savoir de Maximilien I. en 1518, de Maximilien II. en 1566, par Rodolphe II. en 1576, par Mathias en 1612, & par Ferdinand III. en 1638. Ils se qualifièrent la première fois de ce titre en signant les rées d'Erfurt en 1576. Les titres des princes de *Schwartzbourg* sont : *Princes de Schwartzbourg, des quatre comtes de l'Empire, comtes de Hohenstein, seigneurs d'Arnstadt, de Sondershausen, de Leutenberg, de Lohra & de Klettenberg*. Leurs armes sont composées de quatre quartiers, séparés par un pal & une fasces d'or & d'azur ; on y voit un lion d'or par rapport à *Schwartzbourg* ; un aigle de sable au champ d'argent par rapport à Arnstadt ; des dez d'argent & de gueule par rapport à Hohenstein ; un lion d'or passant pour Leutenberg ; au milieu champ d'argent au cerf de gueule & de sable par rapport à Lohra ; dans le troisieme quartier au champ d'argent il y a un râteau & une criniere de gueule, qui indique la dignité de grand-écuyer ; au centre est un écu particulier à l'aigle éployé cou-

ronné, portant le sceptre & le globe impérial, & ayant sur la poitrine un petit écu, sur lequel se trouve la couronne impériale. Ce dernier écu fut ajouté aux autres en mémoire de ce que le comte Günther de *Schwartzbourg* fut élu roi d'Allemagne dans le XIV^e. siècle.

Les deux principales branches de cette maison princiere conclurent un traité d'union perpétuelle en 1713, qui confirme la division de la maison en deux branches principales, savoir celle de Sondershausen & celle de Rudolstadt, assure la possession par indivis des Etats & des sujets ; introduit le droit de primogéniture dans leurs maisons, & termine différentes affaires domestiques. Le prince Christian Guillaume afferma encore en particulier le droit d'aînesse dans la branche de Sondershausen par son testament de 1716. Les archives communes sont dans le château de Rudolstadt.

L'un & l'autre des princes régnans des deux principales branches obtinrent en 1754 voix & séance dans le college des princes. Leur rang dans les assemblées circulaires de la haute-Saxe étoit fixé autrefois après celui de l'abbaye de Walkenried ; mais tant l'électeur que les princes de Saxe leur promirent leurs bons offices lors des rées convenus avec eux en 1719 & 1731, pour leur procurer à la première assemblée circulaire, qui seroit tenue, des rangs convenables à la qualité de prince dont ils avoient été décorés. Ils payent 200 florins par chaque mois romain, & leur taxe pour l'entretien de la chambre est, savoir celle de *Schwartzbourg-Sondershausen* de 68 rixdales 89 kr. & celle de *Schwartzbourg-Rudolstadt* de 69 rixdales 9½ kr.

Les anciens comtes & princes ac-

M m m 2

tuels de *Schwartzbourg* furent long-tems en contestation avec les électeurs & ducs de Saxe au sujet de la supériorité territoriale, que ces derniers prétendoient avoir sur leurs différens États; elles éclatèrent principalement vers l'année 1561, & furent enfin terminées par plusieurs transactions, que les empereurs confirmèrent. La première faite entre l'électeur de Saxe & les comtes de *Schwartzbourg* remonte à l'année 1699; elle fut suivie d'une autre en 1702, servant de déclaration à la première, & fixant la somme de 200,000 rixdales, que les comtes de *Schwartzbourg* payeroient à l'électeur; mais ni l'une ni l'autre n'ayant été exécutée, il en fut fait une troisième en 1718, où l'on convint que la maison électoral de Saxe reconnoitroit les comtes de *Swartzbourg* comme princes, & conséquemment leur ancien comté comme une principauté, & emploieroit ses bons offices pour leur procurer un rang convenable à leur dignité dans les assemblées circulaires de la haute-Saxe, & pour les introduire dans le collège des princes; qu'elle n'empêcheroit en aucune façon l'investiture, que la maison de *Schwartzbourg* demandera à l'empereur, soit des fiefs de l'empire, soit de ceux de Bohême; qu'elle reconnoitroit la supériorité territoriale (*jus territorii*) appartenir à cette maison dans toutes les terres, seigneuries, bailliages & territoires, particulièrement dans les bailliages de Kellb. & de Heeringen, avec tous les droits régaliens, appartenances & dépendances; en se réservant cependant, qu'à l'avenir le cas que la maison de *Schwartzbourg* dût recevoir de nouvelles lettres d'investiture des fiefs saxons, elle seroit tenue de prêter le serment de fidélité par une personne de qualité munie de plein pouvoir à cet effet, ainsi & de

même que cela s'étoit pratiqué avant l'année 1699; que la maison de *Schwartzbourg* enverroit un député aux assemblées circulaires toutes les fois qu'elle y auroit été invitée de la part de la maison électoral de Saxe; que la maison électoral de Saxe ne pourroit exiger de son état, & sans qu'il puisse être rien exigé de contraire au présent traité; qu'au lieu des anciens subides toujours contestés, cette même maison payeroit annuellement, comme une redevance non rachetable, 7000 écus lors des trois foires de Leipzig, & ce en grosse monnoie ayant cours dans le pays, savoir la branche de Sondershausen les deux tiers de cette somme en 4, 666 rixdales 16 gros, & celle de Rindolstadt le tiers restant, sans qu'il puisse être demandé à cet égard aucune diminution quelconque, à moins que pour raison de la calamité publique il en soit accordé une à tous les pays électoraux de Saxe. Que quant aux affaires ecclésiastiques, elles demeureroient dans l'état qu'elles étoient en 1624, & qu'elles subsistent encore actuellement; que la maison de *Schwartzbourg* continueroit par conséquent de jouir du droit épiscopal; mais que les appellations, tant en matières ecclésiastiques que de justice ordinaire, seroient portées à la régence électoral de Saxe; ce qui auroit lieu aussi dans toutes les affaires civiles, lorsque les parties contesteroient dans les sièges de justice établis dans les lieux, qui sont fiefs de Saxe, mais qu'il n'en seroit pas de même lorsque les appels seroient interjetés à *singlei citatione*, ou *ab executione*, cas auxquels les appels n'auroient point *effectum suspensivum*, mais *devolutivum*. Que la régence toutefois de la maison de *Schwartzbourg* seroit la seule en droit de

fournir les rapports des jugemens, dont est appel, parce que c'est à elle seule aussi, que sont adressés les rescrits & les arrêtés des régences provinciales de la Saxe électorale; ces rapports même ne se feroient point par le moyen du bailliage circulaire de Tennstedt, si ce n'est dans le cas que l'appel y eût été porté en premier lieu: que hors ces cas d'appel la régence de Saxe ne pourroit point empier sur l'autorité de celle de *Schwartzbourg*, ni promulguer aucune ordonnance qui puisse assujettir à la moindre chose les sujets de celle-ci; que les princes de la maison de *Schwartzbourg* seroient tenus de comparoitre par leurs fondés de procuration devant la régence provinciale de Dresde en matieres féodales & autres causes réelles; mais que c'étoit à quoi se borneroit toute la juridiction, que cette régence a sur eux; qu'à l'exception des chevaux de cavalerie, que cette maison est obligée de fournir en nature, le cas échéant, au nombre anciennement convenu, elle ne pourroit être tenue de payer aucun don gratuit ni autre sorte d'impôt sous quelque prétexte que ce puisse être: qu'elle jouiroit seule des minieres & du péage sur le sel établi à Frankenhäusen; & que le droit régalien sur les minieres, qui se trouvent dans les baillages de Kelbra & de Heeringen, seroit possédé par indivis entre la maison électorale de Saxe & celle de *Schwartzbourg*, &c. Il fut fait pareillement une convention en 1731 entre cette dernière maison & celle de Saxe-Weimar, pour raison de la seigneurie d'Arnstadt qui en relève; les principaux articles sont: que la maison de Saxe-Weimar reconnoit les anciens comtes de *Schwartzbourg* pour princes, & leur comté pour une principauté; qu'elle n'empêchera en aucune façon

l'investiture des fiefs de l'empire & de ceux de Bohême, dont la supériorité territoriale leur appartiendrait, sans qu'elle puisse y avoir la moindre prétention; elle leur accorde cette même supériorité avec tous les droits régaliens en dépendans sur la ville & le bailliage d'Arnstadt, celui de Kefernbourg, & sur la ville de Plauen, sans qu'à l'avenir cette concession puisse être susceptible de la moindre contradiction; mais sous les réserves ci-après, savoir: qu'arrivant le cas que la maison princière de *Schwartzbourg* dût recevoir l'investiture des fiefs de Saxe-Weimar, elle seroit tenue de prêter le serment de fidélité par une personne de qualité ou par quelque officier de justice du premier rang, chargé des pleins pouvoirs nécessaires; qu'elle enverroit un député à l'assemblée des Etats du prince toutes les fois qu'elle lui seroit indiquée dans la forme requise & convenue; sans que cependant cela puisse nuire, ni préjudicier à son immédiateté & à la dignité de prince, dont elle est revêtue, & sans que de même il puisse être rien prétendu, de la part de la maison de Saxe-Weimar, soit en subsides, soit en dons gratuits, soit en toutes autres choses contraires au présent traité, les seuls chevaux de cavalerie exceptés, que cette maison continueroit de fournir à l'avenir au nombre convenu & accoutumé. Cette même maison s'oblige en outre par cette convention de payer à celle de Saxe-Weimar par forme de redevance annuelle & perpétuelle la somme de 3,500 écus, & ce en trois différens termes & en grosse monnaie ayant cours, sans pouvoir espérer aucune diminution, sinon dans le cas que pour raison d'une calamité publique il en soit accordé une à tous les Etats weimariens en général. Il fut convenu encore que

la maison de *Schwartzbourg* continueroit de jouir sans aucune contradiction du droit épiscopal (*ius episcopale*) ; mais que les appels ressortiroient tant en matieres ecclésiastiques qu'en celles de justice ordinaire, soit au consiltoire supérieur, soit à la régence provinciale de Weimar, à laquelle régence seroient portés également les appels interjetés des jugemens rendus à la régence de la maison de *Schwartzbourg*, établie à Arnstadt, & ce tant en matiere civile que criminelle. Qu'en matiere féodale ou caufes réelles les princes de *Schwartzbourg* se pourvoiroient ou seroient tenus de comparoitre à la cour féodale ou à la régence provinciale de Weimar. Que quant aux minières qui se trouvent ou pourroient se trouver par la suite dans la seigneurie d'Arnstadt, elles continueroient d'appartenir à ces mêmes princes de *Schwartzbourg*, sans que la maison de Saxe - Weimar puisse jamais former la moindre prétention à cet égard.

Chaque prince régnant a des conseillers privés actuels, qui connoissent principalement des affaires d'Etat. Chacune aussi des deux branches régnantes est obligée d'entretenir deux régences provinciales par rapport à la division particulière des pays de *Schwartzbourg*. Celles du prince de *Schwartzbourg - Sondershausen* sont établies à Sondershausen & à Arnstadt, & celles du prince de *Schwartzbourg - Rudolstadt* à Rudolstadt & à Frankenhauften. Les unes & les autres sont composées de conseillers auliques & de régence; leur pouvoir est tout-à-fait le même, & elles ne dépendent chacune que du prince seul; il est des cas cependant, où les appels des régences de Sondershausen & de Frankenhauften sont portés à la régence électorale de Dresde, conformément à la

convention dressée à cet égard; il en est même où ceux de la régence d'Arnstadt sont portés à celle du prince de Saxe-Weimar. Le chancelier de la régence préside dans le consiltoire, qui est composé de conseillers auliques & de conseillers de justice, d'un surintendant du clergé & d'un prédicateur, qui tous y assistent en qualité d'auditeurs. La chambre des comptes a des conseillers particuliers, qui, sans avoir séance à la régence, sont néanmoins conseillers auliques à cause de la juridiction, dont ils jouissent dans les affaires de leur compétence. La noblesse domiciliée dans la partie du pays, qui appartient au prince de *Schwartzbourg - Rudolstadt*, pria ce prince en 1721 d'établir un college provincial, qui seroit composé de nobles & de députés des villes; cet établissement eut lieu des l'année 1722; il doit consister, selon une ordonnance du 4. Mars de cette même année, en un directeur, quatre députés de la noblesse, quatre députés des villes de Rudolstadt, de Koenigsée, d'Ilm & de Leutenberg, & en outre d'un syndic. Ce college qui n'est subordonné à aucun autre, représente toute cette partie du pays de *Schwartzbourg*, & peut s'engager pour elle selon l'exigence du cas, audiencer les comptes de subsides, &c. Les villes de Blankenburg & de Trichel sont en droit de charger les députés de quelques autres villes de leur procuration, si elles le jugent à propos. J'ignore, si ce college provincial subsiste encore aujourd'hui ou non.

Chaque prince régnant a un colonel, lieutenant-colonel, des capitaines & des lieutenans, qui composent son Etat militaire. Les deux branches de la maison princière de *Schwartzbourg* sont tenues conjointement avec le comté de Reufs de fournir un régiment, lorsque

l'empire se trouve dans le cas de faire la guerre; ce régiment doit être de six compagnies, & former un corps de mille hommes. Le comté de Reuls y contribue deux compagnies, & la maison de Schwartzbourg les quatre autres.

Le pays de Schwartzbourg, est composé de fiefs relevant en partie de l'empire, en partie de la couronne de Bohême, de l'électorat de Mayence; de l'électorat de Saxe, de Saxe-Weimar, de Saxe-Gotha, de Magdebourg, de Hesse-Cassel, de l'évêché de Fulde; il y a aussi des fiefs dits *Sonnenleben*. (D. G.)

SCHWEDER, *Gabriel*, *Hist. Litt.*, docteur ès-droit, conseiller du duc de Wirtemberg & professeur du droit féodal & public en l'université de Tubinge, mit au jour vers l'an 1680 une fort bonne *Introduction au droit public d'Allemagne*. Dans l'espace de vingt ans, l'ouvrage fut imprimé quatre fois. Enfin, il en fut fait une cinquième édition sous ce titre qui étale toutes les perfections de l'ouvrage: *Introductio in jus publicum Imperii Romano-Germanici novissimum, solida ac gemina illius fundamenta, ex ipsis fontibus, legibus scilicet fundamentalibus, atque publicis Imperii & optimi hujus imprimis avi, scriptoribus deprompta, convenientique methodo disposita succincti, perspicue tamen & plene, insertisqueque nobilioribus controversis, interdum vel verbo definitis, exhibens, adornata, & quanta hac editione revisa, in plurimis locis correctis & aucta à Gabriele Schwedero V. J. D. Cons. Wirt. Placitorum fens. & Juris publici in illiusl. Eberh. Prof. cum privilegio Majest. Reg. Pol. & Elect. Saxoniae. Tubinge, sumptibus vidua Philiberti Bruni Bibliop. typis Gregorii Kerneri, anno 1701. in-8°*. Il a été fait une sixième édition de cet ouvrage encore à Tubin-

ge aux dépens de Godefroi Stoll, libraire, en 1707, qui est de 1010 pages in-8°.

La bulle d'or, les capitulations impériales, les réces & les constitutions de l'Empire, les traités de paix, tant sur les affaires profanes que sur le fait de la religion; voilà les sources où Schweder puise. Il a divisé son ouvrage en deux parties; l'une générale & l'autre particulière. Dans la partie générale, il propose la définition du droit public, sa fin, son objet & ses principes; il y explique historiquement & avec une juste étendue les loix fondamentales de l'Empire; il remonte jusqu'à son origine, il en fait voir le progrès, les changements qui y sont survenus, son accroissement & son déclin par le démembrement de ses provinces, la forme & son état moderne. La seconde partie est subdivisée en deux sections. Dans l'une il est parlé de l'empereur en général, de l'élection du roi des Romains, des droits qui appartiennent à l'empereur privativement, & de ceux qui lui sont communs, soit avec les électeurs seuls, soit avec tous les Etats de l'Empire. Dans l'autre, l'auteur traite de chacun de ces Etats en particulier, lesquels sont distingués par des chapitres. Il y a plusieurs questions de droit public en Allemagne, lesquelles sont répandues dans tout l'ouvrage. (D. F.)

SCHWEINFURT, *Droit public*, ville impériale appelée aussi *Swinfurt* ou *Swinfurt*, dans les anciens titres, est nommée communément en latin *Strevofurtum*, ou *Trajectus Strevorum*, par la raison que l'on croit que la nation Suabe avoit en ce lieu un gué au travers le Mein. Cette ville étoit anciennement le siège d'une justice impériale & provinciale, & celui de la cour supérieure de Franconie. Le prévôt impé-

rial est investi de cet office par le conseil aulique au nom de l'empereur, & est élu par les magistrats à la pluralité des voix. 24 personnes composent le magistrat de cette ville, qui anciennement étoit nommée *Villa regia*. Les rois d'Allemagne & les empereurs y ont établi des margraves & des bourgraves, qui y possédoient, de même qu'aux environs, des allodiaux considérables, qui ont été échangés contre des biens à Greding & puis incorporés dans ceux de l'empire. Un nommé *Everard*, évêque d'Eichtatt, a été le dernier de ces bourgraves. Les rois & les empereurs Albert, Henri & Louis ont engagé cette ville aux comtes de Henneberg, qui de leur côté l'ont engagée une seconde fois à l'église cathédrale de Wurzburg : elle s'est dégagée de ses propres deniers, & a obtenu l'assurance de l'empereur Charles IV. en 1361, 62 & 68, de l'empereur Wenceslas en 1387, de l'empereur Robert en 1407 & de l'empereur Sigismond en 1417 & 31 qu'elle ne seroit plus engagée à l'avenir. Cette ville a, lors des diètes, le 19 rang & la 19^e voix sur le banc de Suabe dans le college des villes impériales, & dans le cercle de Francanie le quatrième sur le banc des villes impériales. Elle paye pour un mois romain 34 fl. & pour l'entretien de la chambre impériale 67 rixdales 69 kr. Elle a été entièrement réduite en cendres en 1253 ou 54, & une seconde fois en 1553. Les princes protestants y tinrent une assemblée en 1532 ; elle fut assiégée & prise par les Suédois en 1631 & 1647 qui la reforfirent ensuite. (D. G.)

SCHWEIZ, *Droit public*, canton de la ligne Suisse. Au centre à-peu-près de la Suisse est situé un lac, formé par la Reuß, qui entre par son extrémité méridionale, & sort par l'extrémité op-

posée. Autour de ce lac, resserré par des montagnes très-élevées, qui lui donnent un contour fort irrégulier, sont placés trois petits pays ou cantons, voisins des hautes Alpes, & communément appelés les *Waldstätt*, ou cantons forestiers, d'où le lac a pris le nom de *Waldstätter-see*. Le pays de *Schweiz* est situé à l'orient, celui d'Uri au midi, & celui d'Unterwalden au couchant. Les habitans de ces trois pays, dès-long-tems étroitement unis ensemble, ayant toujours éprouvé le même sort, nous croyons devoir rapporter ici les faits qui les regardent tous trois également, en réservant pour les articles séparés des deux derniers, ce qui les regarde en particulier.

Soit que la situation de ces peuples les ait préservés d'une grande partie des troubles qui ont agité l'Europe pendant des siècles, & des abus du régime féodal, soit que la même politique, qui engagea les chefs de l'empire à favoriser les progrès des communes, leur ait valu des immunités particulières, ils ont joui de très-ancienne date de la prérogative de relever immédiatement de l'empire ; ils exerçoient par des magistrats de leur choix la justice civile & la police, & la haute juridiction seule étoit administrée par un grand juge criminel ou baillif, au nom de l'empereur. Quelques monastères possédoient dans ces pays des censés & des hommes-liges ; quelques francs tenanciers y tenoient des fiefs ; mais on n'y trouvoit aucun baron ou seigneur haut-justicier.

Souvent même, dans des tems d'interregne ou de troubles, la commission de grand-juge criminel restoit suspendue, ou ceux qui en étoient revêtus, absens ou distracts par d'autres intérêts, en abandonnoient l'exercice aux juges ordinaires. Ainsi ces peuples, ju-

gés

gés souvent par leurs pairs, d'après leurs us & coutumes, jouissoient, à la faveur de leur obscurité, d'un sort tranquille, & s'habituoié de bonne-heure à une indépendance protégée par leurs maîtres même.

A l'exemple des villes impériales, ils se liguerent ensemble, pour la conservation de la paix publique dans des tems de trouble, ou pour s'appuyer de leur secours réciproque contre des adversaires dangereux. C'est ainsi qu'en 1115. les pays d'Uri & d'Unterwalden s'engagerent à secourir ceux de *Schweiz*, contre les ennemis, que les religieux d'Einsiedeln menaçoient de leur susciter. En 1291. les trois pays s'unirent par un traité à-peu-près semblable à celui qui depuis servit de modèle à la confédération helvétique. v. CORPS HELVÉTIQUE.

Par leur union & leur vigilance, ces peuples prévirent de bonne-heure le danger d'une domination particulière, qui cherchoit à s'établir sous le titre d'une autorité légitime. Vers le commencement du XIII^e siècle, un comte Rodolphe de Habsbourg se trouvant revêtu de la commission de juge impérial, sa commission fut révoquée à la réquisition des peuples. L'empereur qui demandoit des secours d'armes aux trois pays, pour une expédition en Italie, leur donna en 1240 un formel, par lequel il les reconnoissoit peuples libres, sous la protection directe de l'empire, & les libéroit de toute autre obligation de service.

Cet autre comte Rodolphe de Habsbourg, qui parvint à la dignité suprême de l'empire, fut avant son élévation, l'ami & le défenseur des villes & des peuples libres de l'Helvétie. Après l'alliance conclue entre les trois *Waldstætt* & la ville de Zurich, pendant l'in-

terregne, ils choisirent Rodolphe pour chef de leur union défensive. Il continua de leur donner des marques de bienveillance après son élection, & confirma leurs immunités & prérogatives. Cependant ce prince s'occupoit déjà de la grandeur de ses fils, qu'il avoit investis du duché d'Autriche; il sollicitoit, il persuadoit la noblesse, de reconnoître la suzeraineté de sa maison, des riches monastères de se mettre sous sa garde-noble, des petites seigneuries à lui prêter hommage; il acqueroit en détail, des juridictions, des droits, des censés & des rentes, dans toute l'étendue de l'Helvétie septentrionale.

Albert son fils, plus altier & plus avide, après s'être saisi de la couronne impériale à la pointe de son épée, poursuivit avec impatience le projet d'agrandir sa famille. Piqué du refus naïf que faisoient nos peuples, d'obéir à sa maison, il éluda la confirmation de leurs privilèges, & leur donna pour juges des hommes choisis pour lasser leur fermeté, ou pour les pousser à un degré de résistance, qui, sous le nom de *révolte*, fourniroit un prétexte pour les opprimer. Nous rapporterons dans les articles URI & UNTERWALDEN, les anecdotes de cette régence qui regardent ces deux pays en particulier. Il n'est pas étonnant, que l'orgueil indifférent de ces officiers ait révolté des peuples simples, mais flattés de la prérogative précieuse d'être membres libres du corps Germanique, & attentifs à tout ce qui les menaçoit d'être assujettis à des maîtres particuliers. Gysler, un des baillifs, résidant à Küssnacht, dans le pays de *Schweiz*, se fit un ennemi dans la personne d'un des particuliers les plus considérés, nommé *Werner de Stauffach*, en lui reprochant durement d'avoir bâti une maison trop belle pour un villa-

N n n

Tome XII.

geois. Quand Stauffach vit ses autres compatriotes, également foulés par l'injustice arbitraire de ces despotes subalternes, il forma de concert avec Walter Furst d'Uri, & Arnold de Melchthal d'Unterwalden, le généreux projet de briser leur joug commun ; ils associèrent secrètement d'autres amis au serment par lequel ils s'étoient liés. Sur ces entrefaites, le fameux Tell immola le baillif Gysler à sa juste vengeance. Cet incident, cependant, ne déconcerta point le plan des conjurés. Le premier jour de l'an 1308. ils se saisirent, sans coup férir, des tyrans & de leurs satellites, & les baunirent, après les avoir astreints par serment à ne rentrer jamais sur le territoire des trois pays.

L'empereur se proposoit de faire tomber sur ces peuples tout le poids de son orgueil offensé, lorsque Jean de Suabe son propre neveu, impatient d'être dépouillé de son patrimoine, avec l'aide de quelques gentilshommes de la suite d'Albert, l'assassina près de Windisch. Pendant que deux concurrens se disputoient la couronne vacante, les trois pays eurent le tems de prévoir l'orage & de se préparer à la défense. D'abord les ducs d'Autriche, fils de l'empereur Albert, s'occupèrent à venger sa mort sur un grand nombre de nobles, ou complices ou d'une fidélité suspecte. Une querelle ancienne entre ceux de *Schweiz* & les religieux d'Einsiedeln, fournit un nouveau prétexte à leur ressentiment contre les trois pays.

Ce monastère avoit été fondé vers le commencement du X^e siècle, dans une espèce de désert, habité auparavant par quelques hermites. Bientôt la vénération pour une image prétendue miraculeuse de la Sainte Vierge, procura des donations & des offrandes. En étendant leurs défrichemens, les religieux

furent naitre une contestation sur des limites mal déterminées; le peuple de *Schweiz* s'opposa aux prétentions des abbés, & à l'exécution des diverses sentences obtenues en faveur du monastère, soit des empereurs, soit d'autres juges ou arbitres; il s'assura même de l'appui des peuples d'Uri & d'Unterwalden, par un traité défensif en 1115. Ce différend restoit indécié, lorsque les ducs d'Autriche, devenus les protecteurs du monastère par le titre de garde-noble, interdirent aux trois pays tout commerce avec les terres voisines, devenues sujettes de leur maison. Irrités par cet acte d'hostilité, ceux de *Schweiz* pillèrent le couvent, & emmenèrent captifs les religieux qu'ils soupçonnoient être les promoteurs de cette défense. Aussi-tôt Frédéric d'Autriche, qui disputoit la couronne impériale à Louis de Bavière, arma le duc Léopold son frère, des foudres du ban, & l'autorisa de punir les trois pays d'une violence qu'il traitoit de sacrilège.

Léopold assembla une noblesse nombreuse; avec cette cavalerie choisie, & qui ne prévoyoit aucune résistance, il s'engagea imprudemment dans un passage étroit, entre un petit lac, appelé *Egeri-see*, & une montagne rapide, dans un lieu nommé *Morgarten*. Quatorze cents hommes, sans armes défensives, attendoient à l'issue du passage ces chevaliers nombreux & bien cuirassés. Environ cinquante hommes, expatriés pour dettes, ou divers petits délits, n'ayant pu se faire recevoir dans le bataillon des alliés, se postèrent sur une hauteur qui commandoit le chemin; de-là, avec des blocs de bois & de rochers, qu'ils précipitèrent sur la cavalerie ennemie, ils y causèrent un si grand désordre, que les alliés, qui les chargèrent de front, n'eurent presque

que la peine de les assommer à coups d'hallebardes & de mailles. La victoire ne coûta que la perte de quatorze hommes, & environ quinze cents cavaliers Autrichiens restèrent sur le champ de bataille.

Un succès si heureux donna à nos peuples de la confiance dans leurs forces. Les trois pays se lièrent par une union perpétuelle pour leur défense, en réservant l'autorité de l'empereur & les droits d'un chacun, les seuls ennemis publics de la patrie exceptés. Louis de Bavière, concurrent de Frédéric d'Autriche pour la couronne impériale, approuva cette union; il prit les pays sous sa protection particulière, confirma leurs libertés, & déclara les biens des ducs d'Autriche dévolus à l'empire. L'union perpétuelle des trois pays, par le fait & par l'exemple, fut l'origine de la ligue des Suisses, & servit de base à tous les traités postérieurs de l'association helvétique. En moins de quarante ans, cinq autres cantons accédèrent à ce traité, & cette première confédération de huit cantons a subsisté pendant cent quarante ans. Pour tous les faits communs à tous les alliés, nous renvoyons le lecteur à l'article CORPS HELVÉTIQUE.

L'empereur Louis donna en 1323 aux trois pays un gouverneur ou juge impérial, dans la personne de Jean comte d'Arberg & de Vallengin; mais il fixa les limites de son autorité, de manière à mettre leur liberté entièrement à couvert. Sa commission avoit d'ailleurs principalement pour objet, d'être le chef de la ligue contre le parti autrichien. Depuis cette époque, les trois pays ont été gouvernés uniquement par des magistrats & juges de leur choix; & leur entière indépendance, ainsi que celle de tous les Etats du corps helvétique,

que, a été reconnue en 1648 par les principaux souverains de l'Europe.

Dans le canton de *Schweiz*, ainsi que dans les deux autres, la forme du gouvernement est entièrement démocratique; c'est-à-dire que le pouvoir suprême réside dans l'assemblée générale du peuple appelée *Lands-Genéind*, ou communauté de tout le pays. Cependant les habitants ne sont pas aujourd'hui dans toute l'étendue du canton d'une condition égale. L'ancien pays de *Schweiz*, suivant ses limites à l'époque de la première confédération, est divisé en six quartiers. Chaque famille est invariablement attachée au même quartier, dans quel autre lieu du pays qu'elle soit établie; cette division a beaucoup de ressemblance avec la distribution en tribus reçue dans les villes impériales, avec la différence que le droit de citoyen ou colon, dans les quartiers susmentionnés, est héréditaire & fixe, au lieu que dans les villes, le choix d'une autre profession peut transporter le fils sur une tribu différente de celle du père.

Tout homme né avec le droit de membre ou colon d'un de ces quartiers, à dès l'âge de seize ans, le droit de suffrage dans l'assemblée générale du peuple, convoquée annuellement pour le dernier dimanche du mois d'Avril. On s'y rend sans autres armes que l'épée au côté. Dans cette assemblée se fait l'élection des principaux magistrats; on y traite aussi des objets les plus importants pour les intérêts de la patrie & du peuple.

Les chefs de l'Etat sont le *landammann*, le lieutenant, *statthalter*, le banerret, *pannerherr*, & ceux qui sont revêtus des principales charges militaires. C'est le peuple qui dispose de ces emplois. Communément le *landammann*

est confirmé pour une seconde année; il peut, de même que le Statthalter, servir en même tems une des charges de l'Etat-major dans la milice.

La police générale, la justice criminelle, l'économie publique, &c. sont exercées par le conseil permanent, ou landrath, composé de soixante membres, dix de chaque quartier, outre les chefs regnans, & ceux qui viennent de sortir de charge. Une fois l'an on assemble le double landrath, pour lequel chaque conseiller en appelle encore un de son quartier à son choix; ce conseil juge sommairement de toutes les causes fiscales. Deux fois dans l'année le conseil est triplé, en suivant la même méthode; c'est pour donner les instructions aux députés nommés pour la diète des cantons, pour entendre leur relation, ou pour traiter d'affaires qui n'ont pu être décidées dans l'assemblée générale.

Après ces conseils viennent quelques autres tribunaux établis pour les affaires journalières, soit civiles, soit de police. Comme il a déjà été parlé, dans les articles APPENZEL & GLARIS, des formes du gouvernement démocratique dans les petits cantons Suisses, pour éviter à nos lecteurs des répétitions superflues, nous nous bornerons dans celui-ci & dans les suivans, à indiquer les variétés seulement les plus remarquables.

Outre le pays qui formoit originellement le canton de *Schweiz*, ce peuple a acquis la justice supérieure, sur Kußnacht, dont l'empereur Sigismond lui inféoda la haute juridiction en 1415, sur quelques villages & hameaux près du lac de Zurich, qui furent cédés à ceux de *Schweiz*, par le prononcé des cantons fait en 1446, après une guerre très-vive contre la ville de Zurich, dans

laquelle ceux de *Schweiz* furent les principaux acteurs; sur la Marche, petit district situé près du bord méridional du lac de Zurich, dont une partie a été conquise sur la maison d'Autriche en 1405, l'autre cédée par le comte de Toggenbourg en 1427; enfin sur le bourg d'Eintiedeln & le territoire circonvoisin. Ces petits districts, sujets du canton, jouissent cependant de certains privilèges, & d'une justice inférieure; mais l'appel va au conseil de *Schweiz*, & les habitans n'ont ni part aux emplois de la république, ni droit de suffrage dans les assemblées générales.

Ce canton possède d'ailleurs en commun avec celui de Glaris, les bailliages de Gaster & Onznach; avec Uri & Unterwalden, les bailliages de Bélinzone, Val Bregno & Riviera; & il participe à la corrégence des bailliages communs aux anciens cantons, de même qu'aux traités & alliances du corps helvétique avec les puissances étrangères.

V. CORPS HELVÉTIQUE.
La population totale n'est estimée que de 21000 âmes. Sur ce nombre, le tiers à-peu-près sont sujets; de plus il peut y avoir au-delà de mille habitans étrangers. Le nombre des mâles, qui ont droit d'assister à l'assemblée générale, peut aller à quatre mille. Toute la milice est partagée en quatre régimens.

Il n'y a pas une seule ville dans tout ce canton. Le chef-lieu est le bourg de *Schweiz*, agréablement situé, au pied des montagnes, & au fond d'une plaine riante, qui par une pente douce s'étend à une lieue jusqu'au bord du lac. C'est dans ce bourg que résident les conseils. L'assemblée générale se tient à Ibach, à une demi-lieue de *Schweiz*, dans une prairie ornée d'arbres. (D'A.)

SCIENCES, f. f. pl., *Mor.* Il est une:

vérité prouvée par les annales de tous les peuples : par-tout la barbarie a précédé l'établissement des sociétés ; par-tout les besoins & les crimes forcèrent les hommes à se réunir, à s'imposer des loix, à s'enfermer dans des remparts ou dans des cités. Les premiers dieux & les premiers rois furent des bienfaiteurs ou des tyrans. La reconnaissance & la crainte élevèrent des trônes & des autels : la superstition & le despotisme vinrent alors couvrir la face de la terre. De nouveaux malheurs, de nouveaux crimes succédèrent, les révolutions se multiplièrent. A travers ce vaste spectacle des passions & des misères des hommes, nous apercevons à peine quelques contrées plus sages & plus heureuses. Tandis que la plus grande partie du monde étoit inconnue, que l'Europe étoit sauvage, & l'Asie esclave, la Grèce pensa & s'éleva par l'esprit à tout ce qui peut rendre un peuple recommandable : des philosophes formèrent les mœurs & lui donnèrent des loix. Quels hommes étoient donc ces anciens législateurs philosophes ? Quels hommes sommes-nous ? Si les exemples tirés des anciennes traditions, ne sont pas des motifs assez évidens pour nous persuader que l'heureuse révolution qui a fait succéder à la barbarie l'établissement social des hommes, ne soit due aux arts utiles & aux sciences, il est au moins évident, qu'ils ont plutôt servi à perfectionner l'esprit qu'à le corrompre ; & la seule réflexion, jointe aux secours que fournit l'expérience, doit convaincre tous les hommes de cette vérité. Efforçons-nous de l'établir.

Il ne faut que parcourir les siècles antérieurs aux nôtres pour considérer qu'on doit à leur naissance, ou au hasard qui a découvert les sciences, toutes les prospérités dont l'esprit humain est

susceptible. Athenes & Rome étoient petites & pauvres dans leur commencement : tous leurs citoyens étoient soldats ; toutes leurs vertus étoient nécessaires ; les occasions même de corrompre leurs mœurs n'existoient pas. Peu après elles acquirent des richesses & de la puissance : une partie des citoyens ne fut plus employée à la guerre ; on apprit à jouir & à penser. Dans le sein de leur opulence ou de leur loisir, les uns perfectionnerent le luxe, qui fait l'occupation la plus ordinaire des hommes heureux & aisés, d'autres ayant reçu de la nature de plus favorables dispositions, étendirent les limites de l'esprit & créèrent une gloire nouvelle. Ainsi, tandis que les uns, par le spectacle des richesses & des voluptés profanoient les loix & les mœurs, les autres allumèrent le flambeau de la philosophie & des arts, instruisoient ou célébroient les vertus, & donnoient naissance à ces noms si chers aux hommes qui savent penser, la grandeur d'ame & la sensibilité. Sparte, ce phénomène politique, cette république d'hommes vertueux, est le seul peuple qui ait eu la gloire d'être pauvre par inlittution & par choix ; on sait que ses loix si admirées avoient pourtant de grands défauts ; elle n'avoit ni sciences ni arts. Athenes la savante, ne fut pas moins guerrière que Sparte, & dans le sein même de la corruption elle donna le jour au plus sage des Grecs. La gloire des Lacédémoniens fut peu solide ; la fière Sparte perdit ses mœurs, comme la savante Athenes : elles les auroient toutes deux conservées, sans une trop grande prospérité, qui corrompit leurs institutions, en préparant sa destruction.

En convenant que l'altération des loix & la corruption des mœurs aient beaucoup induit sur ces événemens, il

n'est pas possible de dire que les *sciences* & les arts y aient contribué. La corruption suit de près une trop grande prospérité. Les *sciences*, pour l'ordinaire, font leurs plus rapides progrès dans le même tems : des choses si différentes peuvent naître ensemble & se rencontrer, mais c'est sans aucun rapport entr'elles de cause & d'effet. Si tous les Etats eussent suivi les mêmes loix que Sparte, leur ruine auroit été plus prochaine ; sans arts & sans connoissance de l'ordre, tous les plus grands systèmes de la philosophie la plus épurée se seroient éclipsés ; toutes les plus précieuses richesses de l'esprit eussent été perdues ; l'ineffimable souvenir des pensées & des actions de tous les grands hommes qui ont fait la gloire & le bonheur de l'humanité, auroit été mis en oubli ; les siècles se seroient accumulés ; les générations des hommes se seroient succédées comme celle des animaux, sans aucun fruit pour leur postérité, & n'auroient laissé après elles qu'un souvenir confus de leur existence ; le monde auroit vieilli, & les hommes seroient demeurés dans une enfance éternelle.

Ici se développe un nouvel ordre des choses : dans quel tems les hommes eurent-ils les plus grandes vues sur le commerce, sur la découverte des mondes, sur les voyages, sur les loix inconcues de la nature, si ce n'est lorsque l'Europe, après tant de convulsions violentes, eut enfin pris une position assurée & une forme plus heureuse ? Ce fut dans ces tems peu éloignés des nôtres que l'on vit, que tandis que des hommes se livroient gayement au dehors des guerres & des combats pour la sûreté de l'Etat, des citoyens heureux & tranquilles occupés de la prospérité intérieure, cultivoient sans allarmes les immenses campagnes, faisoient fleurir

les loix, le commerce, les arts & les lettres dans l'enceinte des villes ; toutes les professions enfin, appliquées à leur objet, étoient maintenues dans un juste équilibre & dirigées au bien général par une main puissante qui les dirige & les conduit. Récemment, & de notre siècle, n'a-t-on pas vu une nation du nord encore barbare, devenir un des empires le plus policé & le plus florissant, par l'exemple & la sagesse du plus grand des empereurs qui y a introduit les *sciences* & les arts ?

Un tableau si heureux, si fidele, & des résultats assez connus, trouveroient-ils place dans des nations barbares où les arts & les *sciences* n'auroient jamais été connus, & même poussés au point où ils doivent être pour parvenir à cet état de puissance, de législation parfaite, de commerce, de *sciences*, en un mot, occasionnés par leur établissement & leur perfection ? En vain a-t-on voulu nous persuader que le rétablissement des *sciences* ait corrompu les mœurs, on est obligé de convenir que les vices grossiers de nos peres ont été presque entièrement proscrits parmi nous : c'est un grand avantage pour la cause des *sciences*, que cet aveu qu'on est obligé de faire. Il suffit en effet de comparer les tems antérieurs avec les tems actuels, pour répondre directement à ce qu'on pourroit opposer. Définitivement on ajoutera, que l'esprit humain après plusieurs siècles sembla s'éveiller d'un profond sommeil ; ce réveil donna aux hommes une nouvelle existence, il éleva les puissances au plus haut point de perfection & de stabilité ; & s'il est arrivé quelquefois que la gloire des empires n'a pas survécu long-tems à celle des lettres, c'est que celles-ci ont été négligées, & qu'on a opposé à leur évidence des maximes contraires à leur

ordre naturel : les siècles se sont succédés par des révolutions, & la superstition a toujours occasionné le défaut de succès des plus grands systèmes, en conservant les nations dans la barbarie des mœurs, dans l'aliénation de la droite raison, en les privant des facultés de l'intinct même & des vertus sociales.

O sciences sublimes ! qui avez fait connoître aux hommes les loix de la nature & le principe de ces loix, qui leur avez ouvert la voie des connoissances essentielles à leur bonheur, à leur utilité : arts utiles, qui avez découvert aux hommes les proportions justes de leurs intérêts, & qui par le secours des sciences les avez rendus ingénieux, actifs, commerçans, policés, politiques, respectant les loix ; pardonnez-leur de vous avoir méconnus, c'est qu'ils ignoroient les bienfaits dont ils vous feroient un jour redevables : ils ont abandonné les phantômes que vous leur avez éclairci par vos lumieres, c'est par vous qu'ils sont devenus sociables ; ils se maintiendront dans cet état dont vous leur avez fait le renouvellement des siècles.

En justifiant les arts & les sciences, il faut considérer quelles influences ils doivent avoir sur les peuples qui les exercent, & sur les Etats qui les favorisent. Le commerce & le luxe sont devenus les liens des nations, & l'industrie supplée au défaut des plus grandes ressources. L'inégalité des biens qui est nécessaire dans les politiques & les moyens imaginés du luxe, occupent & nourrissent les sujets ; ils ne deviennent pas moins utiles dans la paix que dans la guerre : leur indolence sert autant que leur courage ; le travail du pauvre est payé du superflu du riche : tous

les ordres des citoyens s'attachent au gouvernement par les avantages qu'ils en retirent : tandis qu'un petit nombre d'hommes jouit avec modération de ce qu'on appelle *luxe*, & qu'un nombre infiniment plus petit en abuse, parce qu'il faut que les hommes abusent de tout, il fait en même tems l'espoir, l'émulation & la subsistance de plusieurs millions de citoyens, qui languiroient dans les horreurs de la mendicité, s'il venoit à disparaître.

On convient que si le luxe étoit plus modéré, il y auroit plus d'égalité : c'est une question à résoudre, de démontrer si les peuples en seroient plus heureux. Cependant dans l'état des choses, moins il y aura d'excès dans le luxe, plus il y aura de nécessaire sans agrémens ; l'artisan & le laboureur, c'est-à-dire, le corps de la nation, seront bornés à la simple existence, & le riche avide entassera ses trésors, sans en répandre la moindre portion sur l'indigence industrieuse. Ce n'est point le luxe qui corrompt les mœurs, car la pauvreté & la richesse ne sont point la vertu ; elle est uniquement dans le bon ou dans le mauvais usage des biens ou des maux que nous avons reçus de la nature & de la fortune. Dire que les sciences sont nées de l'oisiveté, c'est abuser visiblement des termes : elles naissent du loisir, il est vrai, mais elles garantissent de l'oisiveté ; elles éclairent les peuples sur leurs véritables intérêts, elles inspirent au souverain les vues du plus grand bien possible.

Sur quels fondemens peut-on donc reprocher aux sciences d'être nuisibles aux qualités morales ? Est-ce parce qu'elles leur donnent encore plus d'éclat ? La vertu est un être unique, indivisible : il dépend des princes de l'inspirer par l'exemple, non de l'enseigner,

d'en faire aimer la pratique , & non d'en démontrer la théorie. Mais la raison la plus forte qu'on peut alléguer à l'avantage des arts & des *sciences*, c'est de considérer les tems où la terre n'étoit qu'un vaste champ de bataille, de guerre ou de brigandage, où les hommes étoient barbares, ne se croyant nés que pour s'affervir, se piller & le massacrer continuellement. Tels étoient les siècles anciens, que les controversistes des *sciences* & des arts veulent nous faire regretter.

Maintenant que la scène du monde est presque totalement changée, que devons-nous attendre des plus grandes idées de la gloire & de la vertu ? Jettons un regard sur la multitude de révolutions après lesquelles nous sommes devenus ce que nous sommes, c'est-à-dire, éclairés. Au lieu de peuples sauvages & barbares que nous étions, nous sommes devenus policés : où étoit l'ignorance qui enfante l'erreur, on l'a remplacée par la raison & par ses accords sublimes, qui pénètrent au-delà des régions connues. C'est par leur secours que nous empruntons des forces pour vaincre nos passions, & remplacer des prestiges par des lumières que nous acquérons de l'élévation pour apprécier les choses, des attraites & des dédommagemens pour nous distraire & éviter les atteintes de l'erreur. Il n'est pas plus difficile de faire voir l'utilité des arts & des *sciences* pour la perfection des mœurs, qu'il l'est de s'en convaincre. On comptera les abus que les passions en ont fait quelquefois, mais qui pourra compter les biens qu'ils ont produits ?

Qui pourroit être assez aveugle ou assez injuste pour n'être pas frappé de ces différences ? Le plus beau spectacle de la nature, c'est l'union de la vertu &

du bonheur ; les *sciences* & les arts peuvent seuls les inspirer. S'ils disparaissent, que reste-t-il ? Les exercices du corps & des passions : l'esprit n'est plus qu'un agent matériel, ou l'instrument du vice. Les arts sont donc nécessaires dans l'Etat, au commerce & à l'industrie ; les *sciences* sont donc le partage d'une nation heureuse : s'ils sont l'occasion de quelques désordres, n'en accusons que l'opinion léduite par les dehors apparens du préjugé. Ainsi le prince éclairé doit favoriser les arts d'industrie, puisqu'ils sont sa richesse pour le commerce : il doit protéger les *sciences*, puisqu'elles sont les plaisirs de l'ame, en élevant la raison. Unis ou séparés, ils sont les charmes de la société, les liens qui attachent tous les peuples ; ils remplissent le monde de chef-d'œuvres & d'expériences utiles aux hommes ; ils multiplient à l'égard de tous les bienfaits de la nature. v. *GENS de lettres*. (D.F.)

SCRIBE, f. m., *Droit romain*, officier subalterne de justice chez les Romains.

Les premiers *scribes* exerçoient chez les Romains à-peu-près le même office que les greffiers dans nos bureaux ; ils tenoient le registre des arrêts, des loix, des ordonnances, des sentences, des actes, & en délivroient copie aux intéressés ; ils formoient un corps subdivilé en différentes classes & différens degrés, suivant qu'ils étoient employés sous les magistrats supérieurs ou subalternes.

Mais cet office, même dans la première classe, étoit beaucoup plus honorable chez les Grecs que chez les Romains. Nous regardons, dit Emilius Probus, les *scribes* comme des mercenaires, parce qu'ils le sont effectivement ; au lieu que chez les Grecs on n'en

n'en reçoit point qui ne soit d'une naissance, d'une intégrité & d'un mérite distingué, parce qu'on ne peut se dispenser de les faire entrer dans les secrets de l'Etat.

Cependant on a vu quelques *scribes* chez les Romains parvenir aux grandes dignités. Cicéron parle d'un citoyen, qui ayant été *scribe* sous Sylla, devint préteur de la ville sous la dictature de César; mais voici un exemple mémorable de la modestie d'un de ces officiers de justice, je veux parler de Cicéreius qui avoit été *scribe* sous le premier Scipion. Il concouroit pour la préture avec le fils de ce grand homme, mais dans le seul dessein de le doubler, & de lui rendre hommage. Aussi-tôt qu'il vit que les centuries lui donnoient la préférence, il descendit du temple, quitta la robe blanche, déclara ses pures intentions à tous les électeurs, & les conjura de donner leurs voix au mérite de son rival, & à la mémoire de son illustre père.

Les *scribes* toutefois ne pouvoient monter aux charges de la république; à moins qu'ils ne renonçassent à leur profession. On en voit la preuve dans la personne de Cneius Flavius qui étoit *scribe* d'un édile curule. Ayant obtenu lui-même l'édilité, il ne fut reçu dans cet emploi, au rapport de Tite-Live, qu'après s'être obligé par serment, à ne plus exercer son ancienne profession.

Comme il arrivoit souvent que la noblesse qui entroit dans la magistrature, sur-tout les jeunes gens, ignoroient le droit & les loix, ils se virent forcés de les apprendre des *scribes* que l'usage & l'expérience en avoient instruits; de sorte qu'ils devoient par ce moyen les docteurs de cette jeune noblesse, & qu'ils n'abusoient que trop de leur place; c'étoit d'ailleurs pour eux une occa-

sion favorable d'augmenter leur crédit, & de s'ouvrir une entrée dans les plus illustres familles de Rome.

Enfin leur arrogance ayant été portée à l'excès sur la fin de la république, Caton se vit obligé de la reprimer par de nouvelles loix. Ils furent partagés en décuries, & rangés sous différents ordres subalternes; enforte que les *scribes* d'un questeur, d'un édile ou d'un préteur, furent appelés *scriba questorii, adilitii, praetorii, &c.*

Les pontifes avoient aussi leurs *scribes*. Onuphrius nous a conservé une ancienne inscription qui le prouve invinciblement: *Agria Triphosa vestifica, Livius Threna ab epistolis grec. scriba à libris pontificalibus, conjugi sanctissima B. D. S. M. c'est-à-dire Livius Threna versé dans les lettres grecques, & scribe des livres des pontifes, a dressé ce monument à sa très-sainte femme Agria Triphosa.*

Les *scribes* sous les empereurs changèrent de nom, ils furent appelés *notarii*, parce qu'ils se servoient de notes abrégées, au moyen desquelles ils écrivoient aussi vite qu'on parloit. Martial le dit, *lib. XIV. épigr. ccviiij.*

Currant verba licet, manus est velocior illis,

Nondum lingua, suum dextera pergit opus.

SCRUPULE, *s. m.*, Morale, jugement incertain d'une action, en conséquence duquel nous craignons qu'elle ne soit mauvaise, & nous hésitons à la faire. Les gens à *scrupule* sont insupportables à eux-mêmes & aux autres; ils se tourmentent sans cesse, & s'offensent de tout. Ce vice est la suite du peu de lumières, du peu de sens, de la pusillanimité, de l'ignorance, & d'une fausse opinion de la religion & de Dieu.

Si l'on étoit plus éclairé, on verroit

distinctement le parti qu'il y auroit à prendre ; si l'on avoit plus de courage on ne balanceroit pas à agir ; si l'on avoit de Dieu l'idée d'un être miséricordieux & bienfaisant, on se reposeroit tranquillement sur le témoignage de sa conscience, fortement persuadé que cette voix de Dieu qui parle au-dans de nous, ne peut jamais être en contradiction avec la même voix de Dieu, soit qu'elle se fasse entendre dans les livres saints, soit qu'elle s'adresse à nous par la bouche des prophètes, des saints, des anges mêmes.

SCRUTIN, f. m., *Droit pol.*, du latin *scrutinium*, qui signifie recherche, est une manière de recueillir les suffrages, sans que l'on sache de quel avis chacun a été.

Il se fait par le moyen de billets cachetés ou pliés que chacun met dans un vase ou boîte, ou par des boules diversément colorées, qui sont des signes d'approbation ou d'exclusion.

Les meilleures élections sont celles qui se font par la voie du *scrutin*, parce que les suffrages sont plus libres que quand on opine de vive voix.

Dans tous les comices, les suffrages se donnerent toujours à haute voix jusqu'à l'an de Rome 614, qu'on introduisit l'usage des *scrutins* ; parce qu'on s'étoit aperçu que dans les élections des charges, le peuple, de peur de déplaire aux grands, qui étoient à la tête des factions qu'ils avoient formées pour se rendre maîtres de l'état, ne donnoit plus sa voix avec hardiesse ; on employa sans succès le *scrutin* pour remédier au mal ; le peuple corrompu n'étant plus retenu par la honte de donner sa voix à de mauvais sujets, se laissa gagner par des présents ; c'est ainsi que s'introduisit la vénalité des suffrages qui fut si funeste à la république. Une démocratie où

le luxe fait la loi, ne peut se rétablir que par de violentes secousses, qui ramènent les choses aux principes de la constitution de cet Etat.

Le *scrutin*, est la manière la plus ordinaire d'élire un pape. v. CONCLAVE.

S E

SECONDES NOCES, f. f. pl., *Jur.*, sont le second, troisième, ou autre subséquent mariage que contracte une personne qui a déjà été mariée, & qui est depuis devenue en état de viduité.

Les *secondes noces* ont toujours été regardées peu favorablement, soit par rapport à la religion, soit par rapport à l'intérêt des familles.

Par rapport à la religion, on les regarde comme une espèce d'incontinence contraire au premier état du mariage, suivant lequel Dieu ne donna à l'homme qu'une seule femme.

On les regarde aussi comme contraires à l'intérêt des familles, en ce qu'elles y apportent souvent du trouble, soit en diminuant la fortune des enfans du premier lit, soit parce qu'ordinairement celui qui se remarie tourne toute son affection du côté de son nouveau conjoint & des enfans qui proviennent de ce nouveau mariage.

Tertulien s'est même efforcé d'établir comme un dogme que les *secondes noces* étoient reprochées, & divers auteurs qui ont écrit sur cette matière ont rempli leurs ouvrages de déclamations contre les *secondes noces*.

Il est néanmoins constant que les loix divines & humaines les autorisent comme un remède contre l'incontinence, *melius est nubere quam uri* ; c'est la doctrine du canon *aperiant*, du canon, *Deus masculum*, & du canon *quod si dormierit*, xxxj. quell. j. & autres textes sacrés.

En Russie les seconds mariages sont tolérés, mais à peine les regarde-t-on comme légitimes; les troisièmes ne sont jamais permis sans une cause grave, & l'on ne permet jamais un quatrième, en quoi les Russes ont adopté la doctrine de l'église d'Orient.

L'église romaine en permettant les *secondes noces*, & autres subséquentes, n'a cependant pu s'empêcher d'y attacher quelque peine, en ce que celui qui a été marié deux fois, ou qui a épousé une veuve, ne peut être promu aux ordres sacrés.

Les loix civiles ont aussi autorisé les *secondes noces*, mais elles y ont imposé des peines & conditions, non pas pour empêcher absolument ces seconds mariages, mais pour tâcher d'en détourner, ou du moins d'en prévenir les plus grands inconvéniens; aussi chez les Romains n'accordoit-on la couronne de chasteté qu'aux veuves qui étoient demeurées en viduité après leur premier mariage.

Entre les loix romaines qui ont établi des peines ou conditions pour ceux qui se remarient, les plus fameuses sont les loix *fœmina generaliter*, & *hæc edita* li au code de *secundis nuptiis*.

La première de ces loix veut qu'une veuve qui ayant des enfans de son premier mariage, se remarie après l'an du deuil, elle reserve à ses enfans du premier lit tout ce qu'elle a eu de la libéralité de son premier mari, à quelque titre que ce soit.

La loi *generaliter* étend aux hommes qui se remarient, ce que la première a voit ordonné pour les femmes.

Enfin la loi *hæc edita* défend aux femmes qui contractent de seconds ou autres subséquens mariages, de donner de leurs biens à leurs nouveaux maris, à quelque titre que ce soit, plus

que la part de l'enfant le moins prenant dans leur succession.

Pour former un jugement droit sur les *secondes noces*, il faut distinguer le but du mariage d'avec les suites.

Le but du mariage par les *secondes noces*, est le même que celui qu'on a en vue dans les premières. La compagnie délicieuse de deux cœurs, faits l'un pour l'autre, l'aide réciproque, les consolations mutuelles des conjoints dans leurs afflictions, dans leurs détresses, le partage de leurs peines aussi-bien que de leurs plaisirs, l'union des soins pour l'éducation & le bonheur de leurs enfans, & pour le bien-être de la maison; voilà le but principal du mariage: ce but, qui jette les conjoints dans la jouissance conjugale, en produit un second qui est la satisfaction du penchant à la propagation de l'espèce.

Or ce double but, rempli par un mariage raisonnable & conforme aux vues de la morale, de la religion & de la société; ce double but, dis-je, nous fait sentir avec la plus grande évidence, que les *secondes noces* sont encore plus nécessaires que les premières. Chacun connoît la force des habitudes. Un célibataire qui n'est point habitué aux douceurs de la société conjugale, & qui ne les connoît pas même, ne sauroit les désirer avec autant d'ardeur qu'un veuf, ou qu'une veuve. Priver ces derniers de passer aux *secondes noces*, c'est les exposer à une vie criminelle; ils chercheront dans le crime, ce dont une loi barbare leur défend une jouissance légitime. Pourquoi donc a-t-on défendu, ou regardé avec quelque marque de mépris les *secondes noces*? Le premier mariage étant un état sacré, état conforme & même ordonné par les loix naturelles & positives, v. MARIAGE; pourquoi les second, troisième & sui-

vans seroient-ils défendus ? Je voudrois qu'on pût m'alléguer une seule raison , tirée du but du mariage , contre les *secondes noces* , condamnées par les déclamations de ces fanatiques , qui Avant dans le célibat , trouvoient que ceux qui avoient le malheur de perdre leur femme , ne devoient pas en prendre une seconde. Les loix canoniques & civiles , faites ou par des célibataires , ou par des empereurs , qui bien différens de César , favorisoient la prétendue vertu du célibat , v. CÉLIBAT ; ces loix , dis je , comme bien d'autres , font une preuve évidente de l'influence des préjugés sur la législation.

Les considérations tirées des suites des *secondes noces* , ne sauroient rien retrancher de leur sainteté ni de leur nécessité.

Les *secondes noces* marquent , dit-on , de l'incontinence. L'incontinence n'est un crime qu'autant qu'on la satisfait par des voies illicites ; mais un veuf , une veuve qui desirerent renouer un mariage , pour continuer à jouir des agrémens qu'il procure , & éviter le crime , pourquoi les appellera-t-on *incontinens* ? Qu'on distingue la pluralité des femmes d'avec les *secondes noces*.

On craint pour l'intérêt des familles. J'avoue que si c'est une veuve avec des enfans qui passe à des *secondes noces* , l'autorité du mari pourroit être préjudiciable aux biens des enfans du premier lit ; mais les parens de ces enfans ou les tuteurs peuvent les mettre en sûreté. Si c'est un veuf , qu'y a-t-il à craindre ? La diminution des biens , par l'augmentation du nombre d'enfans ? Mais ces enfans , trouvant un moindre bien , sentiront la nécessité de l'industrie , & du travail , & se rendront par là plus utiles & plus estimables dans la société.

On n'aimera pas également les enfans

du premier lit que ceux du second ; on sait ce que c'est qu'une belle-mère. Un père tendre , un mari prudent ne permettra ni l'un ni l'autre de ces inconvéniens : si le mari n'est pas en état de les prévenir , c'est sa propre faute , & non celle des *secondes noces*. Les maritres sont-elles rares parmi les véritables mères ? Ne met-on jamais de la différence parmi les enfans du même lit ? (D. F.)

SECRET , f. m. , Morale , c'est toute chose que nous avons confiée à quelqu'un , ou qu'on nous a confiée dans l'intention de n'être pas révélée , soit directement , soit indirectement.

Les Romains firent une divinité du *secret* , sous le nom de *Tacita* ; les Pythagoriciens une vertu , & nous en faisons un devoir , dont l'observation constitue une branche importante de la probité. D'ailleurs , l'acquisition de cette qualité essentielle à un honnête homme , est le fondement d'une bonne conduite , & sans laquelle tous les talens sont inutiles. Si l'on ne doit pas dire imprudemment son *secret* , moins encore doit-on révéler celui d'autrui ; parce que c'est une perfidie , ou du moins une faute inexcusable. Il convient même d'étendre cette fidélité , jusques vis-à-vis de celui qui y manque à notre égard.

Ce n'est pas tout , il faut se méfier de soi-même dans la vie : on peut surprendre nos *secrets* dans des momens de foiblesse , ou dans la chaleur de la haine , ou dans l'emportement du plaisir. On confie son *secret* dans l'amitié , mais il s'échappe dans l'amour ; les hommes sont curieux & adroits ; il vous feront mille questions épineuses dont vous aurez de la peine à échapper autrement que par un détour , ou par un silence obstiné ; & ce silence même leur suffi-

quelquefois pour deviner votre *secret*.
v. CONFIDENCE. (D.J.)

SECRÉTAIRE, f. m., *Jurispr.*, signifie en général celui qui aide à quelqu'un à faire les expéditions, comme lettres, extraits, & autres opérations.

Il y a plusieurs sortes de *secrétaires*, dont l'état & les fonctions sont fort différens les uns des autres.

SECRETAIRE d'ambassade, *Droit public*, est une personne que l'on met auprès d'un ambassadeur pour écrire les dépêches qui regardent la négociation.

Il y a une très-grande différence entre un *secrétaire d'ambassade* & un *secrétaire d'ambassadeur*; ce dernier est un domestique ou un homme de la maison de l'ambassadeur, au lieu qu'un *secrétaire d'ambassade* est un ministre du prince même. v. AMBASSADEUR.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT, *Droit public*, est un des officiers de la cour, qui fait au souverain le rapport des affaires d'Etat de son département, & qui reçoit directement du prince les ordres & commandemens, en conséquence desquels il expédie les arrêts, lettres-patentes, & autres lettres closes, les arrêts, mandemens, brevets, & autres dépêches nécessaires.

L'office de *secrétaire d'Etat* a quelque rapport avec l'office de ceux que les Romains appelloient *magistri sacrorum scriniarum*: ce terme *scrinium* pris à la lettre signifie *escriin*, *coffret* ou *cassette* destinée à garder les choses précieuses & secrètes; mais en cette occasion, il signifie *porte seuille* ou *registre*.

Il y avoit chez les Romains quatre offices différens, appellés *scrinia palatina*, *favori scrinia memoria*, *epistolarium*, *libellorum* & *dispositionum*. Ceux qui exerçoient ces quatre différens emplois étoient appellés *magistri scriniarum*; ce qui pourroit se rapporter aux différens

départemens des *secrétaires d'Etat*, qui sont aussi présentement au nombre de quatre. Mais il paroît que l'on peut plutôt comparer les *secrétaires d'Etat* à ces officiers appellés *tribuni notarum seu tribuni notariorum*, qui formoient le premier college des notaires, & dont l'emploi étoit d'expédier les édits du prince & les dépêches de ses finances. v. MINISTRE d'Etat.

SECRETAIRE DU ROI, *Droit public*, de France, est un officier établi pour signer les lettres qui s'expédient dans les grandes & petites chancelleries, & pour signer les arrêts & mandemens émanés des cours souveraines.

Au commencement de la monarchie, celui qui sceloit les lettres, s'appelloit *référéndaire du roi* ou *référéndaire du palais*.

Comme il ne pouvoit suffire à expédier seul toutes les lettres, on lui donna des aides qui reçurent différens noms; on les appella *amanuenses*, *notarii*, *palatini*, *scriptores*, *audici scribae*, *clerici regii*, *cancellarii*, & en François clercs, notaires & *secrétaires du roi*.

Valentinien est le premier que l'on connoisse pour avoir fait la fonction de notaire & *secrétaire du roi*, c'étoit sous Childeberr roi de Paris; il collationna la chartre de donation faite à l'abbaye de S. Vincent - les - Paris, à présent S. Germain des prés, rapportée par Aimoin, l. II. à la fin de laquelle il y a, *ego Valentinianus, notarius & amanuensis recognovi*.

Baudin & Charisigile sont nommés par Grégoire de Tours, *référéndaires du roi* Clotaire; Flave & Licere du roi Gontran, Sigon & Theutere, du roi Sigebert; Charimere, Gallomagne & Othon, du roi Childeberr; & le pere Mabilon rapporte un arrêt du tems de Clovis III. auquel il est dit qu'assistèrent

les référendaires, qui sont nommés au nombre de quatre.

Ce fut apparemment pour se distinguer de ces simples référendaires, que celui qui portoit l'anneau royal, & qui étoit préposé au-dessus d'eux, prit le titre de *summus palatii referendarius*; c'est ainsi qu'est qualifié Robert en l'année 670, en la vie de S. Lambert, évêque de Lyon.

Ces mêmes référendaires étoient aussi appelés *cancellarii regales*, titre qu'on leur avoit donné à l'instar des chanceliers qui étoient près des empereurs romains, ainsi appelés, parce qu'ils travailloient *intra cancellos*, c'est-à-dire dans une enceinte fermée de barreaux; usage qui s'est encore conservé dans la chancellerie du palais, où les officiers travaillent dans une enceinte fermée de grilles de fer.

C'est aussi delà que sous la seconde race, quand le grand référendaire changea ce titre en celui de chancelier, il prit le surnom d'archichancelier ou grand chancelier, *summus cancellarius*, pour se distinguer des simples chanceliers, représentés aujourd'hui par les *secrétaires du roi*; & ce titre de grand-chancelier fut en usage jusqu'à ce que les notaires du roi quittèrent le titre de chancelier, lequel depuis Baudouin, qui fut chancelier de France, sous Henri I. demeura affecté par excellence à celui qui étoit préposé au-dessus des notaires du roi.

Grégoire de Tours, c. xxviii. fait mention d'un nommé Claude, qui étoit un des chanceliers, *Claudius quidam ex cancellariis regalibus*.

Ces chanceliers écrivoient de leur main les lettres, & étoient indifféremment qualifiés *notaires* ou *notaires du roi*; c'est ainsi que la chartre de donation du monastère de Flavigny, diocèse

d'Autun, porte, *scriptum per manum Haldofredi notarii, &c.* & le moine Jonas, en la vie de S. Eustase, abbé de Luxeuil, dit qu'*Agrestinus quidam Theodorici regis notarius fuerat*.

Sous Chilperic I. il n'est fait mention que d'un seul référendaire & d'un secrétaire; il est parlé de celui-ci dans une chartre de ce prince, pour S. Lucien de Beauvais, *ego Ultrius palatinus scriptor recognovi*.

Ansbert, qui fut archevêque de Rouen, & grand référendaire sous Clotaire II. avoit d'abord été notaire du roi, suivant ce qui est dit par Andrade en la vie de ce prélat, *capit esse aulicus scriba*.

Sous Dagobert I. on trouve différentes chartes signées par Godefroy, Landry, Ursin, Gerard & Henry, qui n'étoient que de simples notaires du roi, qui signoient en l'absence du grand référendaire, *ego notarius ad vicem obtuli, recognovi, subscripsi*.

Dans un titre de Charles Martel, maire du palais, l'an du roi Thierry, le notaire du roi est qualifié *clericus Aldo clericus jussus à domino meo Carolo scripti &c subscripsi*.

Sous la seconde race des rois de France le titre de chancelier & celui de notaire furent donnés indifféremment aux *secrétaires du roi*, c'est pourquoi le grand chancelier, qui étoit leur chef, prit aussi le titre d'archinotaire.

Les notaires de ce tems sont qualifiés *regie dignitatis notarius*.

Hincmar, archevêque de Rheims, qui écrivoit vers le milieu du XV^e siècle, dit que le grand chancelier avoit sous lui des personnes prudentes, intelligentes & fideles, qui écrivoient les mandemens du roi avec beaucoup de désintéressement, & gardoient fidèlement les secrets qui y étoient confiés:

cui (apocryphario) sociabatur summus cancellarius qui a secretis olim appellabatur, arantque illis subiecti & intelligentes prudentes ac fideles viri qui praecepta régia absque immoderata cupiditate venalitate scriberent, & secreta illis fideliter custodirent. Telle est l'idée qu'il nous donne de ceux qui faisoient la fonction de notaires & secrétaires du roi.

Dans un titre de l'église de Cambray, du tems de Charles le simple, un de ses secrétaires, nommé *Gozlinus*, est qualifié *adnotator ad vicem... summi cancellarii recognovit*. *Miraus* rapporte une charte de l'an 919, où ce même *Gozlin* est appelé *notarius ad vicem*.

On trouve du tems de Philippe I. un nommé *Gislebert*, *secrétaire du roi*, qualifié dans quelques chartes *regius notarius*, & dans d'autres *clericus*.

Une charte de l'an 1128 pour S. Martin des Champs, fait mention d'*Algrin*, notaire du roi, *Algrinus notarius relegendo subscripsi*: dans une autre charte de l'an 1137, qui est au registre croisé, il est qualifié *Algrinus à secretis nostris*: cet *Algrin* fut depuis élevé à la dignité de chancelier.

La chancellerie ayant vaqué pendant les années 1172 & suivantes, jusques & compris 1177, c'étoit un des notaires du roi qui signoit les chartes en ces termes, *Petrus notarius vacante cancellaria subscript*.

On tient communément que ce fut frere Guerin, évêque de Senlis, nommé chancelier en 1223, qui abandonna totalement les fonctions du secrétariat aux clercs notaires du roi, se réservant seulement l'inspection sur eux.

Dans Mathieu Paris, à l'an 1250, ils sont qualifiés *clerici regii*, & dans d'autres endroits *clerici Francie*.

Une ordonnance de S. Louis, du mois de Février 1254, les appelle *clerici* sim-

plement, le roi défendant aux clercs ou à leurs écrivains de prendre pour les lettres-patentes plus de fix deniers, & pour les lettres clauses plus de quatre.

Depuis ce tems les secrétaires du roi se trouvent qualifiés tantôt de clercs du roi simplement, tantôt clercs notaires, tantôt notaires de France, ou notaires du roi, & ensuite notaires *secrétaires du roi*, & enfin le titre de *secrétaire du roi* a depuis long tems prévalu, & est le seul qui leur est demeuré.

Il paroît néanmoins qu'il y avoit anciennement quelque différence entre les notaires du roi & ses *secrétaires*, tous les *secrétaires du roi* étoient notaires; mais tous les notaires du roi n'avoient pas le titre de *secrétaires*, & n'en faisoient pas les fonctions. On entendoit alors par clercs notaires du roi en général, tous ceux qui écrivoient, collationnoient & signoient les lettres de chancelleries & les arrêts des cours, au lieu que par *secrétaires du roi*, on n'entendoit que ceux qui étoient à *secretis*, c'est-à-dire, ceux qui étoient employés pour l'expédition des lettres les plus secrètes; ceux-ci, qui approchoient le plus de la personne du roi, & qui étoient honorés de sa confiance, ayant acquis par-là un plus haut degré de considération, furent distingués des autres clercs & notaires, & surnommés *clercs du secret*, du *se-ret*; c'est la première origine des *secrétaires d'Etat*, & c'est delà que ces officiers devoient toujours être pourvus d'un office de *secrétaire du roi*; le premier qui en fut dispensé fut M. Chauvelin, *secrétaire d'Etat*, en 1728, lequel fut depuis garde des sceaux.

Les *secrétaires du conseil* & des finances ont aussi été tirés du corps des notaires & *secrétaires du roi*, entre lesquels il n'y en avoit qu'un petit nombre, qui étoit retenu pour servir au conseil, com-

me six, dix, douze, treize, plus ou moins, selon que ce nombre fut fixé en divers tems.

Quant au nombre des *secrétaires du roi*, on a déjà vu que dans l'origine les chanceliers qui sont représentés par les *secrétaires du roi* n'étoient qu'au nombre de quatre, & les anciennes ordonnances disent qu'ils avoient été établis à l'instar des quatre évangélistes, en l'honneur desquels leur confrairie est établie en l'église des célestins de Paris.

Mais ce nombre s'accrut peu-à-peu ; on en trouve cinq différens sous Philippe I. treize dans un état de la maison de Philippe le Bel de l'an 1285 ; ce même prince fit un règlement en 1309, portant qu'il y auroit trois clercs du *secré* & vingt-sept clercs & notaires.

Le *sciendum* de la chancellerie que quelques-uns croyent avoir été rédigé en 1319, d'autres en 1394, d'autres en 1413 ou 1415, porte que le nombre des notaires & *secrétaires du roi* étoit alors de 67.

Sous le roi Jean, ils étoient au nombre de cent quatre; la délibération qu'ils firent en 1359 pour l'établissement de leur confrairie aux Célestins, est signée de cent quatre notaires & *secrétaires*.

Ce prince ne supprima aucuns de leurs offices ; mais par un règlement qu'il fit le 7 Décembre 1361, il déclara que pour la charge de sa rançon, il ne pouvoit donner des gages à tous, & fit une liste composée seulement de cinquante-neuf de ses *secrétaires* & notaires, pour servir continuellement & prendre gages & bourses, déclarant qu'il manderait les autres quand il lui plairoit ; mais Charles V. réduisit absolument le nombre de ses notaires *secrétaires* à cinquante-neuf, ordonnant que les Célestins par lui fondés, feroient le soixantième, & qu'ils auroient une

bourse comme les *secrétaires du roi*.

Cependant plusieurs personnes par importunité ou autrement, obtinrent les uns les bourses de clerc notaire seulement, & les autres les gages & manutaux, divisant ainsi l'office en deux parties, de manière que le nombre de ces officiers étoit augmenté de près du tiers, ce qui faisoit environ 80.

Charles VI. son fils, par une ordonnance du 19 Octobre 1406, les réduisit au nombre ancien de 60, y compris les célestins ; il les réduisit encore au même nombre par son ordonnance du 2 Août 1418.

Au commencement de son avènement à la couronne Louis XI. avoit créé plusieurs offices de *secrétaires du roi*, mais il les supprima par son édit du mois de Juillet 1465, & les réduisit au nombre ancien de 60 y compris les Célestins ; & par un autre édit du mois de Novembre 1482, il confirma le même nombre, avec cette différence seulement, qu'il déclara que lui & ses successeurs rois seroient à perpétuité chefs dudit college, & que la première bourse seroit pour sa majesté.

Les *secrétaires du roi*, maison couronne de France & de ses finances, qu'on appelle aussi *secrétaires du roi* en la grande chancellerie ou *secrétaires du roi* du grand college, obtinrent du roi Jean au mois de Mars 1350, la permission d'établir entr'eux une confrairie en l'honneur des quatre évangélistes, & de bâtir une église en tel lieu qu'ils jugeroient à propos ; dans ces lettres, ils sont qualifiés de college, des notaires de France ; Charles V. les qualifie de vénérable college ; ils furent érigés en college par le roi Jean au mois de Mars 1350, laquelle érection a depuis été confirmée par nombre d'autres édits, déclarations & lettres-patentes.

Ce college en comprend présentement six autres, c'est-à-dire que l'on a réuni en un seul corps ou college des *secrétaires du roi*, de six créations & clâtes différentes; savoir, le college ancien des 120, le college des 54, le college des 56, le college des 120 des finances, le college des 20 de Navarre, & le college des 80.

On entend par college ancien, les cent vingt qui sont de plus ancienne création, desquels il y en a 60 qu'on appelloit *bourriers*, & 60 autres que l'on appelloit *gagers*.

Des 60 *bourriers*, 20 sont surnommés *grands* qui sont les plus anciens, vingt moyens qui suivent, & qui sont les derniers des 60 *bourriers*.

Les 60 *gagers* furent créés à la priere des 60 *bourriers*; ils furent appelés *gagers*, parce qu'ils n'avoient que des gages & ne prenoient point de *bourfes*, mais présentement tous les *secrétaires du roi* ont chacun une *bourse* & des gages.

Henri II. par édit de Novembre 1554, augmenta cet ancien college de 80 *secrétaires du roi* pour faire le nombre de 200, mais ces nouveaux offices furent supprimés par édit du mois de Décembre 1556.

Le second college appelé des 54, parce qu'il étoit composé de ce nombre, fut créé par édit de Charles IX. du mois de Septembre 1570, portant création de 40 nouveaux offices, & par des lettres du 22 Septembre suivant portant rétablissement de 14 autres *secrétaires du roi*, qui avoient été privés de leurs offices pour cause de religion.

Le troisieme college appelé des 66, fut composé d'officiers créés à diverses fois; savoir, 26 par édit de Septembre 1587, & de quelques autres qui avoient été créés, tant par le roi Henri III. que par le duc de Mayenne; ils furent tous unis en un même college par Henri le

Tome XII.

Grand en 1608; on y a joint les 46 créés par édit de Louis XIII. au mois d'Octobre 1641, ce qui fait en tout 112.

Le quatrieme college appelé des *vingt* des finances fut créé à trois fois; savoir, 26 par Henri IV. 10 par Louis XIII. en 1605, & 84 encore par Louis XIII. en 1635.

Le cinquieme college appelé des 20 de Navarre, fut créé & établi au mois de Décembre 1602 par le roi Henri IV. qui les amena en France avec la couronne de Navarre; c'étoient les *secrétaires*, lorsqu'il n'étoit encore roi que de Navarre.

Le nombre des cinq *secrétaires du roi* fut réduit à 240 qui furent choisis dans les cinq colleges, & unis en un seul & même college sans distinction, par édit du mois d'Avril 1672.

Il en fut créé 60 par édit du mois de Mars 1691, & 50 par édit du mois de Février 1694; mais par édit du mois de Décembre 1697, il en fut supprimé 50 & le nombre total réduit à 300.

Au mois de Mars 1704 le roi augmenta le nombre de 40.

Habits. Anciennement le roi leur fournissoit des manteaux qui leur ont été depuis payés en argent.

Louis XI. ordonna en 1482, que quand ils feroient leur service, ils seroient vêtus honnêtement selon leur état, sans porter habits dissolus, & qu'ils porteroient leurs écritures honnêtement, comme eux & leurs prédécesseurs. Il leur défendit aussi de jouer à des jeux défendus, de mener une vie deshonnête, & de se trouver en compagnie & lieux dissolus, sur peine d'en être grièvement punis & repris.

Charles IX. par ses lettres du 15 Février 1583, portant règlement pour les *habits*, ordonna que les notaires & *secrétaires* de la maison & couronne de

P p p

France pourroient porter soie, ainsi que les autres gentilhommes, tant d'épée que de robe longue.

Réception. Philippe de Valois, par des lettres du 8 Avril 1342, ordonna que les notaires qui étoient alors, ne prendroient aucuns gages jusqu'à ce qu'ils eussent été examinés par le parlement, pour voir s'ils étoient suffisans pour faire lettres tant en latin qu'en françois, & que le parlement eût fait rapport au roi de leur suffisance, & que dorénavant ils ne seroient aucuns notaires, qu'ils n'eussent été examinés par le chancelier, pour voir de même s'ils étoient capables de faire lettres tant en latin qu'en françois.

Ils sont reçus après information de leurs vie & mœurs.

La déclaration du 7 Juillet 1586 défend de recevoir en ces offices aucune personne faisant trafic & marchandise, banque, ferme ou autre négociation mécanique.

Fonctions. L'édit du mois de Novembre 1482 dit qu'ils ont été établis pour loyaument rédiger par écrit, & approuver par signature & attestation en forme due, toutes les choses solennelles & authentiques, qui par le tems advenir seroient faites, commandées & ordonnées par les rois, soit livres, registres, conclusions, délibérations, loix, constitutions, pragmatiques sanctions, édits, ordonnances, consultations, chartes, dons, concessions, octrois, privilèges, mandemens, commandemens, provisions de justice ou de grace, & aussi pour faire signer & approuver par attestation de signature tous les mandemens, chartes, expéditions quelconques faites en leurs chancelleries, tant devers les chanceliers de France qu'ailleurs, quelque part que ledites chancelleries soient tenues, comme aussi

pour enregistrer les délibérations, conclusions, arrêts, jugemens, sentences & prononciations des rois ou de leur conseil, des cours de parlement, & autres usans sous les rois d'autorité & juridiction souveraine, & généralement toutes lettres closes & patentes & autres choses quelconques touchant les faits & affaires des rois de France & de leur royaume, pays & seigneuries.

Ce même édit porte qu'ils ont été institués pour être présens & perpétuellement appellés ou aucuns d'eux, pour écrire & enregistrer les plus grandes & spéciales & secretes affaires du roi, pour servir autour de lui & dans les conseils, pour accompagner les chancelliers de France, être & assister es chancelleries, quelque part qu'elles soient tenues, assister au grand conseil, es cours de parlement, en l'échiquier de Normandie, dans les chambres des comptes, justice souveraine des aides, requêtes de l'hôtel & du palais, en la chambre du trésor & aux grands jours, pour y écrire & enregistrer tous les arrêts, jugemens & expéditions qui s'y font; tellement que nul ne pourra être greffier du grand conseil ni d'aucunes des cours de parlement & autres cours souveraines, chambres des comptes, requêtes de l'hôtel ni du trésor, qu'ils ne soient du nombre des eleres notaires & *secrétaires du roi*.

L'édit du mois de Janvier 1566 porte qu'ils seront envoyés avec les gouverneurs des provinces, chefs d'armées, ambassadeurs, & généraux des finances, pour donner avis au roi de tout ce qui se passera, & faire à l'entour d'eux toutes les expéditions nécessaires.

Il est aussi ordonné par ce même édit qu'on leur donnera les mémoires nécessaires & les gages pour écrire l'histoire du royaume, selon leur institution.

Ils ne pouvoient anciennement vaquer à aucune autre fonction, & ceux qui servoient quel'qu'autre prince sans permission du roi, perdoient leurs bourles.

Ils ont la faculté de rapporter toutes sortes de lettres dans les chancelleries.

Eux seuls peuvent signer ce qui est commandé par le roi, & arrêté dans les conseils & cours souveraines.

Bourles. De tous les tems les *secrétaires du roi* ont eu des bourles, c'est-à-dire, une part de l'émoulement du sceau. Il y en avoit anciennement quelques-uns qui étoient seulement à gages & à manteaux : présentement, outre les gages & manteaux, ils ont chacun une bourle.

Ces bourles sont de trois sortes ; savoir, les grandes pour les vingt premiers, y compris le roi, les moyennes pour les vingt suivans, & les petites pour les vingt autres.

L'édit du mois de Novembre 1482 dit que les rois les ont retenus pour être de leur hôtel & famille, & pour leurs officiers ordinaires, domestiques & commensaux ; qu'ils leur ont donné plusieurs beaux, grands & notables privilèges, franchises & libertés ; & spécialement que pour les honorer davantage, ils ont ordonné qu'eux & leurs successeurs, chacun en son tems, fut du nombre & chef du college des *secrétaires du roi*, faisant le soixantième, & en conséquence ils ont l'honneur d'avoir le roi inscrit le premier sur leur liste.

Honneurs & privilèges. Ils sont des plus anciens commensaux de la maison du roi : des lettres du mois d'Avril 1320 prouvent qu'ils avoient dès-lors des gages, droit de manteaux, & qu'on leur payoit la nourriture de leurs chevaux.

En qualité de commensaux, ils ont leurs causes personnelles, possesseurs &

hypothécaires commises aux requêtes de l'hôtel ou aux requêtes du palais, à leur choix.

En matière criminelle, ils ne peuvent être jugés que par le chancelier de France qui est le conservateur de leurs privilèges, ou par le parlement. Néanmoins, par arrêt du conseil du 27 Octobre 1574 & lettres-patentes du 13 Avril 1576 & 18 Septembre 1578, arrêt & déclaration du 27 Novembre 1598, lettres du 4 Mars 1646, sa majesté attribue au grand-conseil la connoissance de toutes les infractions à leurs privilèges.

Ils assistent à l'entour de la personne des rois avec le chancelier dans les conseils du roi, aux chancelleries, & dans les cours de parlement & autres cours souveraines.

Aux Etats tenus à Tours en 1467, ils étoient assis au-dessous des princes du sang, du connétable, du chancelier & des archevêques & évêques. Ils étoient assis aux Etats de Blois en 1588, au nombre de dix-huit représentans les autres, sur un banc placé en face de celui de la noblesse, & à ceux de Paris en 1614.

Leurs offices sont perpétuels pour la vie de chacun d'eux, & ne sont impétrables que par mort, résignation ou forfaiture déclarée telle par le chancelier, les maîtres des requêtes appellés ou joints, ou par le parlement.

Ceux qui résignent à leurs fils ou gendres, continuent de jouir des privilèges.

Les veuves jouissent des mêmes privilèges que leurs maris, tant qu'elles restent en viduité.

Le roi Charles VIII. par des lettres du mois de Février 1484, déclare que les *secrétaires du roi* étoient tous réputés nobles & égaux aux barons ; il les

annoblit en tant que besoin seroit, eux, leurs enfans, & postérité; il les déclare capables de recevoir tous ordres de chevalerie, & d'être élevés à toutes fortes d'honneurs, comme si leur noblesse étoit d'ancienneté & au-delà de la quatrième génération.

Les lettres de Charles IX. du mois de Janvier 1566, leur accordent du sel pour la provision de leur maison.

Elles leur accordent le titre de conseiller du roi, entrée dans les cours, & sçance à l'audience au banc des autres officiers & au dessus de tous.

Il est dit dans ces mêmes lettres, que quand les cours marcheront en corps, les *secrétaires* y pourront être après les greffiers, selon l'ordre de leur réception, comme étant du corps de ces cours, en tant que greffiers-nés.

Les lettres du mois de Mai 1572 permettent à ceux qui ont servi vingt ans, de résigner leurs offices sans payer finance, ni être sujets à la règle des quarante jours. Au bout de ce tems on leur donne des lettres d'honneur. Et par déclaration du 27 Mars 1598 ils furent exceptés de la révocation générale des survivances. Leurs offices ont été déclarés exempts de toutes tailles, criées, subhastations & adjudications, (déclaration du 9 Janvier 1600.) Ils se vendent par-devant M. le chancelier.

Ils assistent au nombre de vingt-six, & accompagnent le chancelier en l'ordre accoutumé, à l'entrée du roi de Pologne en la ville de Paris en 1573.

Ils sont dispensés de résidence.

Exemptions. Ils ne peuvent être contraints de vuider leurs mains des fiefs qu'ils possèdent, & sont exempts de tous droits de francs-fiefs & nouveaux acquêts, & de toutes les taxes qui ont été en certains tems imposées pour supplément de finance des engagemens du

douaire & droits domaniaux, confirmation de l'allodialité, franc-bourgage & franche-bourgeoisie. Ils ont pareillement été déclarés exempts des taxes mises sur les aisés. Ils sont exempts de tous droits de lods & ventes, & autres droits seigneuriaux, pour ce qu'ils vendent ou acquièrent dans la mouvance du roi, pour toutes leurs terres nobles ou roturieres tenues du domaine du roi engagé ou aliéné, soit qu'ils les retirent par retrait lignager sur un premier acquéreur ou autrement, tant en vendant qu'en achetant, nonobstant toutes coutumes contraires, service du ban & arriere-ban, ost & chevauchée, milice bourgeoise, ni d'y envoyer aucun autre pour eux, ni de contribuer à la folde des gens de guerre.

Ils sont exempts, leurs fermiers, métayers & jardiniers, du logement & utensiles des gens de guerre, même des moulquetaires & de tous autres, & défenses sont faites aux maréchaux & fourriers des logis du roi, d'y marquer ni faire marquer leur logis, soit dans leurs maisons de ville ou des champs, & de contribuer à aucuns frais ni impositions mises & à mettre concernant les armées, artillerie & gens de guerre, fortifications ou démolitions de fortresses.

Ils sont exempts de tous droits d'acquits & de coutume :

Exempts de tems immémorial, des droits de péage, passage, fontieu, travers, chaulée, coutumes; & autres, pour leurs bleds & autres grains, vins, animaux, bois & autres provisions qu'ils font, & pour ce qu'ils pourroient faire entrer par eau ou par terre à Paris, pour la provision de leurs maisons : ils sont même exempts des droits de péage appartenans à des seigneurs particuliers :

De tous droits de quatrième, huitième, & autres droits d'aides pour le vin de leur crû.

Ils sont exempts pour leurs personnes & biens, de toutes tailles réelles ou personnelles, dons, aides de ville, entrées, isues, barrages, pied-fourché, octrois, emprunts, & autres subides mis & à mettre, même de ceux qui seroient imposés sur les exempts :

De tous droits de gabelles :

Des droits du scel du châtelet de Paris, & de tous droits de sceau de leurs obligations héréditaires & mobilières, du droit de greffe, des insinuations & notification des contrats.

Ils ne payent aussi aucun émolument pour les arrêts, sentences & expéditions faites pour eux ou en leurs noms dans toutes les cours & juridictions du royaume ; & sont exempts des droits des receveurs des épices & parties d'icelles, des droits de consignation, des droits d'immatricule & greffes de l'hôtel de ville de Paris ; du paiement des droits de contrôleurs, des productions & garde-facs, tiers référendaires, contrôleurs des dépens, droit de boues.

Exempts des offices de quartenier, dixenier, cinquantenier, ni de faire le service, ou d'envoyer quelqu'un à leur mandement, ni d'aucuns d'eux pour faire le guet & garde.

Ceux qui sont pourvus de bénéfices, excepté les évêchés ou abbayes, sont exempts du paiement des décimes.

Ils sont exempts des frais faits aux entrées des rois dans les villes :

Des tutelles & curatelles, (déclaration du 23 Décembre 1594.)

**SECRÉTAIRES DE LA COUR DE RO-
ME, Droit commun.** Nous comprenons sous ce titre général différentes espèces d'officiers de cette cour, qui portent tous le titre de *secrétaire*, qualifié par

les objets de leurs emplois, & dont nous allons détailler les fonctions.

Secrétaire du sacré college est un officier nommé par les cardinaux, qui a droit d'entrer au conclave, & qui écrit les lettres du college des cardinaux pendant la vacance du saint siege. Il assiste encore à toutes les assemblées générales qui se tiennent tous les matins pendant la durée du conclave, & à celles des chefs d'ordre. Il tient un registre exact de tous les ordres & decretis qui s'y donnent, aussi bien que des délibérations qui se font dans les consistoires secrets, & qui lui sont communiquées par le cardinal vice-chancelier. Il assiste même à ces consistoires ; mais quand on erie *extra omnes*, il doit en sortir comme tous ceux qui ne sont pas cardinaux. Il a un substitut ou *sous-secrétaire*, qu'on nomme *clerc national*.

Secrétaire du pape ou secrétaire d'Etat. On nomme ainsi, pour se conformer à l'usage des autres cours, le cardinal à qui le pape confie l'administration des plus grandes affaires. C'est ce *secrétaire* qui écrit & qui signe par ordre de sa sainteté les lettres qu'on écrit aux princes, aux légats, nonces, & autres ministres de la cour de Rome dans les pays étrangers. Il signe les patentes de certains gouverneurs, des podestats, barigels ou prévôts, & autres officiers de l'Etat ecclésiastique. Lorsque les ambassadeurs des princes sortent de l'audience du pape, ils vont rendre compte au *secrétaire d'Etat* de ce qu'ils ont traité avec sa sainteté. C'est encore à lui que tous les ministres de Rome s'adressent pour lui rendre compte de ce qui regarde leurs charges, & recevoir ses ordres. Il a pour l'ordinaire la qualité de *surintendant général* de l'Etat ecclésiastique, qui lui est donnée par un bref, aussi bien que celle de *secrétaire*

d'Etat. Le pape a quelquefois deux *secrétaires* d'Etat.

Les autres *secrétaires* sont le *secrétaire* des chiffres, celui de la consulte, celui des mémoires ou du bon gouvernement, dont on connoît peu les fonctions, celui des brefs qui portent taxe, & le *secrétaire* des brefs secrets.

Il y avoit autrefois vingt-quatre *secrétaires* des brefs taxés, & leurs charges étoient vénales; mais Innocent XI. les a supprimés, & n'en a conservé qu'un seul, dont la fonction est d'expédier les brefs qui doivent rétribution à la chambre apostolique, & de les taxer. Le *secrétaire* des brefs secrets est un officier, qui fait les minutes des brefs, selon les ordres qu'il en reçoit du *secrétaire* d'Etat. Ces minutes ne sont ni visées, ni signées du cardinal préfet des brefs, parce qu'il n'a aucune autorité ni sur ces brefs, ni sur le *secrétaire* qui les expédie. *Relation de la cour de Rome, de Jérôme Limadono.*

SECRETARIAT, f. m., *Jurisp.*, se prend quelquefois pour la place ou fonction de *secrétaire*; quelquefois aussi l'on entend par-là le dépôt des actes qui sont conservés par le *secrétaire* de quelque officier public, tels que les dépôts des quatre *secrétaires* d'Etat, le *secrétariat* du gouvernement, celui de l'intendance, celui d'un évêché ou archevêché. On leve des expéditions & extraits des actes qui sont dans ces *secrétariats*.

SECTION des bénéfices, *Droit canon.* On entend par *section des bénéfices*, la division d'un seul titre de bénéfice en deux; ce qui s'applique proprement au cas d'un partage abusif que les canons ont toujours condamné, & qui consiste à mettre les revenus d'un côté & les charges de l'autre.

La glose de ces décrétales observe

qu'elles n'ont en vue que d'empêcher l'abus & la *section* sans cause, des bénéfices, mais que rien n'empêche qu'on ne divise un bénéfice quand il vogue; s'il y a une juste cause de le faire, & que les revenus du bénéfice le permettent; dans lequel cas la division se fait, non en telle sorte qu'en conservant l'unité dans le titre du bénéfice, on le confère à deux, mais en formant deux titres différens qui aient chacun leur titulaire.

Dans le cas de cette *section* nécessaire ou utile à l'église, on observe les mêmes formalités que pour l'union de deux bénéfices; & remarquez que la *section* est autre chose que la désunion de deux bénéfices.

Comme l'établissement des vicaires dans les paroisses & prieurés - cures a toujours eu l'air d'une *section* de bénéfices dans le caractère réprouvé par les canons, les conciles n'ont cessé de faire des réglemens à ce sujet, pour empêcher de plus grands abus.

Si une paroisse est trop étendue pour pouvoir être desservie par un seul titulaire, on divise non le titre, mais le territoire par l'établissement des églises qu'on appelle *succursales* ou *annexes*.

Il n'arrive jamais qu'on donne au même peuple deux pasteurs en titre, avec une autorité égale pour exercer les mêmes fonctions dans la même église. Cet abus qui s'étoit introduit en bien des endroits dans le seizième siècle, a été corrigé dans ces derniers tems. Si on tolère encore ces sortes de *sections* dans quelques lieux, c'est à cause de leur ancienneté, ou pour des raisons particulières. (D. M.)

SÉCULARISATION, f. f., *Droit canon.* On entend par *secularisation* l'acte par lequel un bénéfice régulier devient séculier, ou un religieux est mis au rang des clercs, ou même des laïcs.

On distingue donc deux sortes de *secularisation*, les personnelles & les réelles.

Les premières s'appliquent aux personnes des religieux, & les autres aux bénéfices. A quoi on pourroit ajouter une troisième espèce de *secularisation* qui est mixte, quand on sécularise un monastère avec les religieux qui y ont fait profession religieuse.

Pour ce qui est des *secularisations* personnelles, il faut distinguer celle qui se fait expressément par dispense du pape, d'avec celle que produit l'assignation d'un bénéfice, dont les fonctions sont toutes séculières. Aucun autre bénéfice que l'épiscopat ne sécularise un religieux.

La *secularisation* réelle d'un bénéfice peut avoir lieu pour certaines causes d'utilité ou de nécessité pour l'église, en observant les formalités ordinaires des unions & désunions.

L'on voit sous le mot **CHAPITRE** comment les chapitres des églises cathédrales & collégiales, de réguliers qu'ils étoient, sont devenus séculiers. Régulièrement le changement d'état dans un monastère, & non dans un chapitre régulier de cathédrale, n'est point regardé comme favorable. Il faut, suivant les conciles, de grandes raisons pour l'autoriser & le rendre légitime.

Ces raisons peuvent être, que la règle primitive des long tems n'y est plus observée; que bien loin d'observer la pauvreté, les moines possèdent en propre, & qu'il n'y a pas lieu d'espérer qu'acoutumés à cette propriété qu'on a tolérée dans leurs prédécesseurs, ils veulent tout mettre en commun, & observer en toutes choses la sévérité des règles & constitutions qui n'étoient déjà plus en usage du tems de leurs prédécesseurs; & qu'ainsi le changement de l'état régulier en celui de séculier leur

sera salutaire, & qu'ils le souhaitent. A ces causes de *secularisation* on peut en ajouter d'autres, que fournissent les circonstances, & qui sont terminées dans la bulle de *secularisation* par cette clause ordinaire: *Ad laudem omnipotentis Dei & exaltationem fidei catholicae & divini cultus augmentum ac ecclesie N. statum prosperum, honorificum & tranquillum.*

C'est une question parmi les canonistes, si l'on peut procéder à la *secularisation* d'un monastère par l'autorité de l'évêque en certains cas; mais quelque décident le chap. *inter quatuor, de relig.* & la glose du chap. *si episcopus, de paroch.* il y a long-tems qu'on a recours au pape. Rebuff. *loc. cit.* n. 11. C'est seulement une nécessité indispensable d'appeler les évêques des lieux, ainsi que tous les intéressés, à ce changement d'état.

Par les bulles de *secularisation*, le pape supprime & éteint l'ordre de la règle que professait le monastère, tout état & essence régulière dans le couvent, cloître, églises, offices claustraux & autres portions monacales, prieurés & bénéfices; en sorte qu'ils cessent d'être réguliers, & veut que toutes ces choses & tous les biens qui dépendent de l'église ainsi changée, deviennent séculiers.

Le pape exempté les moines, ceux qui tiennent les dignités, offices claustraux, ou d'autres bénéfices réguliers dépendans de ladite église, & les ministres réguliers, soit qu'ils aient fait profession expresse, ou bien tacite, de tout engagement de l'observation des constitutions, définitions, réglemens, instituts, statuts, coutumes & usage de la règle de S. N. & de tous vœux qu'ils pourroient avoir faits, à la réserve de celui de chasteté. Veut qu'ils puissent porter l'habit séculier, & quitter les

marques régulières, sans encourir pour ce les peines d'apostasie & d'inhabilité, la note d'infamie, ou autres portées par les constitutions: *De cetero seculares sunt, & pro secularibus habeantur & reputentur.* (D. M.)

SÉCULIERS, f. m. pl., *Droit canon.* On reçoit dans l'usage ce mot dans ces deux acceptions; 1°. on entend par *seculiers* les ministres de l'église, qui ne faisant profession d'aucune règle monastique, vivent dans le monde par opposition aux religieux, que l'on dit être éloignés du siècle, & qu'on appelle *réguliers* à cause de la règle qu'ils professent. Ceux-ci sont clercs depuis que, contre leur premier état, on les a admis à la participation des ordres, & aux fonctions du ministère. Mais cette qualité ne leur est, pour ainsi dire, qu'accidentelle, d'où vient qu'on ne les comprend pas sous le nom simple de clercs, ni sous ces termes des canons: *Dominus sacerdos, ad officium aut militiam clericatus, ad sacerdotium eligi, aliquod ministerium ecclesiasticum agere, ecclesie seculari inservire.*

2°. On donne aussi le nom de *seculiers* (respectivement aux personnes ecclésiastiques,) aux laïcs dont l'état est de vivre dans le siècle. On dit dans ce sens juge *seculier*, tribunal *seculier*, cours *seculières*, par opposition au juge d'église & aux cours ecclésiastiques. (D. M.)

SÉDITION, f. f., *Droit polit.* La *sedition* prend sa dénomination de la qualité des personnes qui causent le trouble dans la société civile, & de sa durée: les factions appartiennent aux principaux de la république; les *seditions* sont particulières au menu peuple. Plus promptes & plus vives que les premières, sans conduite, sans dessein, elles naissent & éclatent à la fois, & s'é-

teignent comme des feux follets: si elles durent, on les appelle des *soulevemens*.

Il arrive quelquefois, mais rarement, que la *sedition* se tourne en guerre ouverte, alors elle quitte son nom pour prendre celui de révolte. On voit cet événement, lorsque la populace n'est que l'instrument dont se servent les factieux ou des personnes accréditées. Cet artifice a été souvent mis en œuvre pour commencer un éclat, ou pour intimider la magistrature & lui ôter le peu de forces qu'elle a à ses ordres.

Les *soulevemens*, que je confonds avec la révolte, ont quelque chose de plus réfléchi que la *sedition*. C'est une partie d'une nation qui manifeste son mécontentement en bravant ouvertement l'autorité, & qui quelquefois a de grands desseins. Dans l'aristocratie le *soulevement* du peuple attaque ordinairement la nature de la constitution: dans la monarchie ce n'est guère que la manière de gouverner.

Il ne peut y avoir de révolte dans la démocratie, parce qu'il n'y a point de sujets, ni de *sedition* de la part de la vile tourbe qui n'a point de voix aux assemblées. Si le peuple se mutine par hasard contre les magistrats, on doit supposer que ceux-ci veulent se conduire aristocratiquement; autrement il ne peut se plaindre des loix; c'est lui qui les a faites, il dépend de lui de les changer. Si une partie du peuple veut une chose, que l'autre ne veut pas; si l'altercation est passagère, ce n'est qu'une émotion: si elle ne se calme pas, c'est une guerre civile qui aura commencé par deux factions.

La *sedition* & le *soulevement* présupposent un joug & des supérieurs; il faut sortir de l'état populaire pour les trouver. Lorsque le peuple de Rome se

retira

retira sur le Mont sacré, le sénat vouloit le maîtriser : la noblesse affectoit un empire & des distinctions qui sont hors de la nature de la démocratie.

Depuis les Gracques jusques à Auguste ce furent des factions qui armèrent les Romains. Ces factions s'entretenrent, parce que la noblesse ne voulut jamais plier. Elle avoit conservé l'orgueil que lui donne la monarchie : la distinction des familles patriciennes & plébéiennes causa tous les maux de cette république. Rome ne fut jamais une démocratie pure ; on n'y vit jamais l'égalité de fait, ni dans les rangs, ni dans les fortunes ; base essentielle de cette constitution : son gouvernement tint toujours des deux especes, malgré les efforts du grand nombre.

La *sédition* & le soulèvement naissent de la rigueur du gouvernement ; des injustices faites à des corps ou à des grands qui ont la faveur du public ; du poids des impôts ; des nouvelles entraves dont on veut gêner la liberté : ce sont là les causes principales & les plus prochaines.

On est étonné d'en trouver les causes éloignées dans le contraste de la plupart de celles-là. La faiblesse des loix, la liberté soufferte jusques à la licence, l'impunité des crimes & l'oisiveté des sujets, disposent le peuple aux émotions, pour peu qu'on l'y excite.

Mais la cause la plus générale parmi les éloignées, est l'esprit & l'habitude de la guerre : semblable à ces corpuscules invisibles qui nagent dans l'air, & qui infectent une région d'une maladie épidémique, le vertige guerrier pénètre l'imagination & l'exalte.

Il prépare les troubles domestiques, comme l'ardeur du soleil dissipe l'humidité du bois & le rend propre à brûler : lourd & massif auparavant, le moindre

souffle suffit après pour mettre en mouvement les parties ignées qu'il renferme. De même sans cet esprit les raisons de plaintes & de murmure seroient foibles pour échauffer un peuple nourri à l'ombre de la paix.

Lorsque les esprits sont disposés, l'action est machinale : on a vu le son des cloches précipiter les émotions & en augmenter le feu. Tout ce qui porte l'alarme avec rapidité & sans en apprendre le sujet, trouble les cerveaux & les anime. Les rues se remplissent d'un peuple qui ne sortiroit pas de chez lui, s'il savoit la raison pour laquelle on l'appelle : mis en mouvement, il marche, il s'agit, sans examiner de quel côté il est poussé.

Outre les choses qui allument les *séditions*, on doit considérer celles qui seroient employées mal-à-propos pour les éteindre. Ce seront l'autorité & la force, lorsqu'elles sont insuffisantes pour abattre. Si quelquefois la hauteur & l'audace ont réussi, c'est contre un peuple accoutumé à la servitude & à trembler.

La constance à refuser les demandes d'une ville mutinée, lorsqu'on y apperçoit quelque justice, est encore un mauvais moyen. Les conseils inflexibles d'Appius ne furent jamais goûtés du sénat romain ; il s'étoit repenti d'avoir suivi ceux de Coriolan.

La condescendance trop précipitée vaudroit aussi peu ; elle est capable d'enorgueillir & d'inspirer de nouvelles prétentions.

On ne doit pas compter entièrement sur la précaution de tenir le peuple d'une ville désarmé ; je dis d'une ville, parce qu'il y a plus d'inconvénients que d'utilité à ôter les armes au peuple de la campagne ; & que cette opération respire le despotisme & la tyrannie, lorsqu'on

qu'on n'a pas des raisons fortes & prochaines de craindre un soulèvement. Il est suffisant de défendre qu'il les porte hors de sa maison, & d'y veiller.

La nécessité des armes n'est pas la même dans une ville où la police & la proximité des habitations protègent la sûreté. Il est prudent de désarmer, mais on ne sauroit ôter la flamme aux séditieux. La *sédition* cependant sera moins cruelle & plus facile à réprimer. Le peuple brûlera quelques maisons qui lui seront odieuses; il s'arrêtera; & si l'incendie va plus loin; il travail sera peut-être le premier à l'éteindre. Les autres armes que la fureur lui fournit, ne lui donneront pas un courage, encore moins un pouvoir égal de se défendre contre celles avec lesquelles on peut l'attaquer. . . On dit qu'on ne laisse aux catholiques d'Irlande qu'un couteau; on ne sauroit blâmer cette conduite.

Entre les moyens que la saine politique fournit contre les *séditions*, le plus recommandable est d'agir avec assez d'équité pour n'en point donner des prétextes. Mais il arrive que les réglemens les plus judicieux rencontrent des contradicteurs & des insensés. Quelquefois aussi ceux qui sont chargés d'exécuter, convertissent en vexations & violence ce qui étoit juste au fond. Je ne pardonne pas au ministre de s'armer dans ce dernier cas, s'il ne s'arme contre les violateurs des ordres. Les seules apparences d'une satisfaction, légère vis-à-vis des sujets fidèles, soumis en effet & maltraités, désarmeroient le peuple; l'attacheroient plus fortement, s'il étoit possible, à leur souverain, & lui feroient bénir le gouvernement; c'est une circonstance particulière.

En général la politique demande que la monarchie & l'aristocratie se montrent aux *séditieux*, & encore plus con-

tre les révoltes, avec l'autorité armée & menaçante, pour s'arrêter au moment de l'humiliation & du repentir.

Je parle ici de la souveraineté elle-même: mais le magistrat proposé au loin, & les républiques, de deux espèces par leurs loix ou par l'usage, doivent chercher à radoucir le peuple; ou le peut en accordant comme une grâce, ce qui paroît juste dans ce qu'il désire: si les circonstances s'y opposent, il faut tourner son imagination vers quelque autre objet capable de le frapper: c'est ainsi que les consuls propoient une expédition à un peuple guerrier. Il faut connoître son côté faible; lui prodiguer les espérances; tâcher de rappeler sa raison, sans paroître désapprouver sa manie. Si on cherche dans le principe à le convaincre de ses torts, on ressemble à celui qui s'opiniâteroit à parler raison vis-à-vis d'un homme dont le sens est égaré. Il faut flatter les passions fortes; ceux dont elles s'emparent ne doivent pas exciter l'indignation, mais la pitié.

On doit mettre au rang des causes de *sédition* les harangues adressées au peuple. Les exemples sans nombre suffisent à peine pour faire comprendre combien l'éloquence est puissante sur la multitude. Les Gaulois représentoient Hercule le celtique sous la figure d'un vieillard, qui trainoit après lui les peuples enchaînés. Les chaînes paroissent sortir de sa bouche, & attachées aux oreilles de ceux qu'il contraignoit à le suivre.

Mais si l'éloquence est une des causes des émotions populaires, elle est aussi un de ses remèdes. On a vu les peuples se rendre à la douce persuasion; elle tempère la férocité, elle polit les mœurs, ramène à l'humanité. Esôpe avoit raison de servir des langues comme la meil-

leure & la plus pernicieuse de toutes les choses.

L'utile ou le vicieux de l'éloquence dépend de la probité de l'orateur. On la compare au miel dans la bouche de l'homme de bien; elle est un glaive dans celle du mauvais citoyen.

Celle qu'anime la véritable piété, est la source des plus grands biens, la plus dangereuse est celle qui se décore fausement du vernis de la religion. L'Hérétique Nestorius dans sa chaire, disoit à l'empereur : „Donne-moi la terre vuide d'hérétiques, je te donnerai le ciel. Abîmes avec moi les hérétiques, & je ruinerai avec toi la puissance des Perses.” Le simeux Savonarole n'étoit qu'un émissaire de Soderin de Florence. La France n'oublia jamais les maux que lui ont fait souffrir les prédicateurs attachés aux Guises; cette partie mérite l'attention particulière du gouvernement.

L'éloquence prise en elle-même est plus nuisible qu'avantageuse : elle fait répandre un faux jour sur les objets; elle les grossit ou les diminue à son choix; elle fait frapper par les moindres, & déguiser les plus importants.

Le juste, le vrai, le raisonnable, n'ont besoin d'aucun art pour se faire goûter. La vérité éclaire, la raison persuade sans secours emprunté. Ce que je dis de l'éloquence se doit entendre de l'art de la rhétorique, & non du choix dans l'expression.

La conspiration ou conjuration, est une espèce entre la faction & la *sédition*; elle a toutes les fureurs de l'une & de l'autre, & plus de noirceur. Elle n'est pas si nombreuse, la trahison la nourrit dans les ténèbres, elle se manifeste avec autant d'éclat que la *sédition*; mais les coups mesurés portent avec plus de certitude, lorsque le silence l'a favorisée.

Dans les républiques la conjuration menace la constitution; dans la monarchie la vie du prince, dans la tyrannie elle étend ses vues sur l'un & sur l'autre.

La compassion ne sera jamais écoutée dans la punition de ce crime, s'il entreprend de changer la forme de la république. Il est inutile de donner des maximes lorsqu'il attaque la personne du monarque; il ne prendra de conseil que de lui-même dans une occasion qui le touche de si près.

Je rapporterai cependant un trait politique de Fernand Cortès, conquérant du Mexique. Un soldat ayant conspiré contre sa vie, avoit séduit plusieurs de ses compagnons, qui tous s'étoient engagés par leur signature. Le soldat découvert, fut saisi en présence de Cortès. Instruit auparavant qu'une liste contenoit les feings des conjurés, il s'en empara; il ne punit que le premier coupable, & fit courir le bruit qu'au moment qu'il avoit été pris, il avoit déchiré & avalé un papier. Aucun des conjurés ne crut être découvert; tous s'efforcèrent par leur zèle & par leurs services, à écarter l'ombre du soupçon qui pouvoit tomber sur eux. De pareils traits réussissent toujours à un bon prince, jamais à un tyran.

Ceux qui ont cru le parti de la clémence plus propre à étouffer les conspirations, ont cru qu'il étoit de la sagesse de ne point chercher à découvrir les complices par la torture. Je préférerois la clémence assurément, mais je penserois que le prince qui auroit la réputation de ne vouloir point connoître les conspirateurs, rendroit ses sujets plus hardis à entreprendre, & les conjurations plus familières. Il doit chercher à les connoître; & s'il veut leur pardonner, il peut scindre comme Cortès, de les ignorer. Mais il faut que l'ignorance

ce ne puisse être présumée volontaire; si elle étoit la suite d'une négligence réelle, elle seroit stupidité. (D.F.)

SÉDUCTEUR, f. m., *Morale*, c'est celui qui dans la seule vue de la volupté, tâche avec art de corrompre la vertu, d'abuser de la foiblesse, ou de l'ignorance d'une jeune personne. Si j'avois à tracer le progrès que fait un *séducteur*, je pourrois dire qu'à la familiarité de ses discours libres, succède la licence de ses actions; la pudeur encore farouche demande des ménagemens, l'on n'ose se permettre que de petites libertés, l'on ne surprend d'abord que de légères faveurs, & forcées même en apparence, mais qui en hardissent bien-tôt à en demander, qui disposent à en laisser prendre, qui conduisent à en accorder de volontaires & de plus grandes; c'est ainsi que le cœur se corrompt, au milieu des privautés, qui radoucissent, qui humanisent insensiblement la fierté, qui assoupissent la raison, qui enflamment le sang; c'est ainsi que l'honneur s'endort, qu'il s'enfvelit dans des langueurs dangereuses, où enfin il fait un malheureux naufrage.

„ La prudence, dit le Bramine, va parler & t'instruire; prête l'oreille, „ ô fille de la beauté & grave ces maximes au fond de ton cœur! ainsi ton esprit embélira tes traits, ainsi tu conserveras, comme la rose à qui tu ressembles, un doux parfum après ta fraîcheur.

„ Au matin de tes jours, aux approches de ta jeunesse, quand les hommes commenceront à prendre plaisir à lancer sur toi des regards, dont la nature te développe sourdement le mystère, le danger t'environne; ferme l'oreille à l'enchantement de leurs cajoleries; n'écoute point les douces de la séduction.

„ Rappelle toi les vues du Créateur „ sur ton être; il te fit pour être la „ compagne de l'homme, & non l'esclave de sa passion.”

Le nom de *séducteur* ne se donne pas seulement à celui qui attente à la pudeur, à l'innocence d'une femme ou d'une fille, mais à quiconque en entraîne un autre par des voies illicites à une mauvaise action. v. SÉDUCTION.

SÉDUCTION, f. f., *Jurisp.*, est une tromperie artificieuse, que l'on emploie pour abuser quelqu'un, & le faire consentir à quelque acte ou démarche contraire à son honneur ou à ses intérêts.

La *séduction* envers les personnes du sexe, se commet lorsqu'on en vient illicitement avec elles à une conjonction charnelle, & qu'il en résulte une grossesse & un enfanement. Un fait pareil étoit autrefois un crime public, que l'on qualifie encore de stupre, lorsqu'il a lieu avec une fille ou une veuve honnête; & de fornication, lorsque c'est avec une personne d'un état très-vil ou de mauvaise conduite. En fait de stupre, il falloit que le corrompeur optât entre le gibet ou le mariage. Mais l'on est revenu, par de sages raisons, d'une jurisprudence si rigoureuse. La peine se résout aujourd'hui en de simples dommages-intérêts envers la mère, & à se charger de la nourriture & de l'éducation de l'enfant. On peut même, pour y parvenir, se contenter de la voie civile qui est aujourd'hui en usage dans plusieurs tribunaux; cependant rien n'empêcheroit qu'on ne procédât par la voie de la plainte, sauf à civiliser, surtout si le séducteur, étant de basse condition, avoit abusé d'une fille beaucoup au-dessus de lui. Cette voie se pratique encore dans quelques sieges, par un reste de l'ancien usage de ces tenus

où le fait étoit regardé comme un crime.

Lorsque la fille abusée a été de bonne conduite, il faut considérer son âge : si elle étoit mineure, on doit présumer qu'elle a été provoquée, son agresseur fut-il d'un âge au-dessous, parce qu'on peut croire que la passion a suppléé à ce qui lui manquoit du côté de l'âge : *malitia supplet aetatem*; & dès-lors il est sans contredit qu'il est dû à la fille des dommages-intérêts. Ces dommages-intérêts deviennent encore plus considérables, lorsque l'agresseur étoit majeur, parce qu'alors on présume qu'il a été plus fertile en faux prétextes pour la corrompre.

La fille fût-elle majeure, & le jeune homme mineur, elle peut prétendre encore des dommages-intérêts, quand il y a eu du dol d'une manière si artificieuse qu'il ne paroît pas qu'il fût aisé d'y résister, & quand ce dol est évidemment constaté; mais ils peuvent être moindres, parce que la fille avoit plus de force pour se garantir de la *séduction* que si elle avoit été mineure. Il en seroit différemment si la fille majeure n'avoit éprouvé du côté du mineur ni fraude ni artifice, toutes les présomptions seroient contre elle, & dès-lors point d'indemnité.

Au surplus, lorsqu'il est dû des dommages-intérêts, ils doivent se déterminer sur la condition des parties, & sur la fortune du séducteur. Lorsqu'il paroît qu'il y a eu promesse de mariage, ils peuvent être beaucoup plus considérables, car une promesse pareille achève souvent de conformer la *séduction*. Il y a plus, lorsqu'après des engagements pris par un contrat de mariage, on parvient à abuser la prétendue, & qu'on l'abandonne, il est sans contredit qu'outre des dommages-intérêts considérables, les juges pourroient aller plus

loin. Mais ces dommages-intérêts cessent entièrement lorsque la fille, étant majeure, s'est livrée même vis-à-vis d'un majeur, à pris d'argent, payé d'avance & sans fraude. Elle a reçu le salaire de sa complaisance, & dès-lors plus d'indemnité à prétendre.

Lorsque c'est un maître qui séduit sa servante, il n'est pas plus à l'abri qu'un autre des dommages-intérêts. Il est présumé avoir exercé l'empire qu'il avoit sur elle, & il doit réparer le tort qu'il lui a fait.

Mais si la servante majeure se trouve séduite par le fils de la maison, mineur, elle ne peut prétendre aucuns dommages-intérêts; elle est présumée avoir fait toutes les avances. La jurisprudence aujourd'hui est de ne lui rien adjuger : ceci est fondé en bonnes raisons, c'est pour éviter la *séduction*. Si la servante étoit mineure, il en seroit différemment; ceci dépendroit des circonstances : mais si le fils de la maison étoit majeur, les dommages-intérêts seroient dûs, d'une manière plus ou moins étendue, suivant que la servante seroit mineure ou majeure.

Si le seigneur avoit abusé de sa vassale, outre les dommages-intérêts, il perdrait encore vis-à-vis d'elle les devoirs honorifiques, comme l'obéissance, &c.

A l'égard des veuves majeures, il est rare qu'elles obtiennent des dommages-intérêts; elles n'en peuvent prétendre qu'autant qu'il y a eu quelques promesses de mariage constatées d'une manière indubitable de la part de celui dont elles ont été recherchées, & il paroît que le séducteur étoit alors en pleine majorité.

Pour ce qui est des filles ou femmes de cabaret, elles n'ont quelquefois pas d'action ouverte pour dommages-inté-

rêts. Leur vertu est toujours suspecte aux yeux de la justice. Ceci est sans difficulté, lorsque le jeune homme est mineur. Il pourroit en être autrement suivant les circonstances, si le séducteur avoit atteint la majorité.

Lorsque la personne séduite est de mauvaise vie, elle n'est point recevable à former d'action pour dommages-intérêts ; mais cette mauvaise vie ne se présume point : elle doit être de notoriété publique ; ou du moins il faut quelques indices frappans pour en faire admettre la preuve. Et si le défendeur n'y parvient pas, il encourt des dommages-intérêts bien plus considérables.

Les indices de mauvaise vie, contre une fille ou une veuve, sont lorsqu'elle s'habille d'une manière immodeste ou indécente ; lorsqu'elle se promène seule, à des heures indues, dans des lieux suspects ; lorsque de jeunes gens ou d'autres personnes dangereuses entrent chez elle de nuit & y sont bien reçus : lorsqu'elle fait des parties de bal ou de masques avec ces sortes de personnes ; en un mot, lorsqu'elle a contr'elle la commune renommée.

Lorsque le séducteur est un homme marié, il y en a qui prétendent que la personne trompée n'est point recevable à l'accuser, mais c'est une erreur : un homme marié, ainsi qu'un homme engagé dans les ordres sacrés, ou mort au monde par les vœux en religion, n'est pas plus à l'abri d'une accusation à ce sujet que tout autre particulier ; mais pour les dommages-intérêts il peut y avoir quelque différence. Si la personne abusée a eu juste cause d'ignorer l'état du séducteur, ses dommages-intérêts sont comme vis-à-vis ceux d'un homme libre : si au contraire elle a connu son état, elle paroît coupable d'une plus grande incontinence, dès qu'elle n'a-

voit aucun espoir de parvenir à des liens indissolubles avec lui ; dès lors l'indemnité doit être moindre, & moindre encore si elle étoit en pleine majorité.

Quand la peine des dommages-intérêts dont nous venons de parler a lieu, les filles, même majeures, eussent-elles donné le consentement le plus formel à la corruption, paroîtroit-il encore qu'elles eussent fait toutes les avances, ces dommages-intérêts n'en seroient pas moins dus de la part des majeurs (excepté toutefois qu'ils pourroient être moins considérables), parce qu'il n'est jamais permis d'abuser de la passion ou de la simplicité des personnes du sexe.

Sur quoi nous observerons que l'action en pareil cas pour dommages-intérêts se prescrit par cinq ans ; n'étant pas juste qu'après un tems où les indices qui pouvoient servir à la justification de l'accusé se sont évanouis, la partie offensée puisse se plaindre d'une injure qu'elle a méprisée dans le tems.

Mais pour parvenir à ces dommages-intérêts lorsqu'ils peuvent avoir lieu, il faut qu'il soit prouvé que celui contre lequel on les réclame est l'auteur de la grossesse qui y donne ouverture. Les preuves en pareil cas sont difficiles à établir, parce qu'ordinairement on prend toutes sortes de précautions pour dérober la connoissance du fait au public. Aussi les auteurs disent ils que de fortes présomptions accumulées sont suffisantes.

Ces présomptions sont, 1°. quand le garçon & la fille ou femme ont été vus se promener souvent ensemble dans des endroits retirés. 2°. Quand on a vu l'accusé parler plusieurs fois en secret à la fille ou femme, lui faire des présens, ou qu'il y a des lettres amoureuses. 3°. Quand on l'a vu lui rendre de fréquentes visites de nuit, ou pendant le jour

en l'absence des parens. 4°. Quand on l'a vu s'enfermer avec elle, tête-à-tête, ou l'embrasser; en un mot, quand il y a des indices qui portent naturellement à croire que nul autre que lui n'est l'auteur du fait dont il s'agit.

Ces présomptions ne sont pas à la vérité des certitudes; aussi ne seroient-elles pas suffisantes pour faire condamner un accusé à des peines publiques; mais pour ce qui s'appelle simples dommages-intérêts, elles doivent suffire, autrement des délits de cette espèce resteroient presque toujours impunis. Au surplus l'accusé ne peut s'en prendre qu'à lui-même d'avoir donné lieu à ces présomptions; il dépendoit de lui de se tenir plus réservé. Nous dirons pourtant, au sujet de ces mêmes présomptions, qu'elles laissent plus ou moins de difficulté suivant l'âge, l'état & la qualité des personnes auxquelles elles s'appliquent. Elles sont moins violentes contre un mineur que contre un majeur; mais contre un homme marié, sur tout s'il a une jeune & jolie femme, que contre un garçon qui est naturellement présumé chercher les aventures. En un mot, tout dépend beaucoup de la prudence & de la sagacité des juges: & si jamais il est permis d'interroger sur faits & articles, on peut dire que c'est dans des cas semblables. Lors d'une plaidoirie, les dénégations, les contrariétés ne content rien: & le plus sûr moyen, sur-tout lorsqu'il s'agit de chercher en même tems la vérité en faveur d'un enfant, c'est d'en venir à cette voie-là; voie qui mérite d'autant plus qu'on la saisisse, qu'elle est souvent la seule propre à manifester ce que l'on s'est particulièrement étudié de cacher aux yeux de la justice comme aux yeux du public.

Il est assez ordinaire que les filles

abusées aillent faire des déclarations de leurs accidens. La manière de les faire & de les recevoir est différente en bien des endroits: sur quoi il faut distinguer entre déclaration faite pour se mettre à l'abri des peines prononcées par la loi contre les femmes qui, ayant cédé leur grosse, cachent encore leur enfantelement; & déclaration faite pour parvenir à des dommages-intérêts. La moindre déclaration devant un notaire, ou même verbalement à quelques personnes de confiance & de probité, sans que le coupable soit nommé, est suffisante pour être à couvert des rigueurs de la loi; mais pour obtenir une réparation, le plus convenable est de déclarer le délit & le coupable au juge, & d'en avoir acte par le ministère du greffier: il est d'usage que cette déclaration, sur-tout lorsqu'elle est antérieure à l'accouchement, donne à la cause un accueil plus favorable; mais fût-elle omise, au fond la demande pourroit toujours être juste & bien dirigée.

A l'égard de la déclaration de la personne séduite, c'est un abus de croire que cette déclaration soit suffisante; elle peut bien fortifier les autres présomptions, mais il faut que ces présomptions soient établies. Il n'y a qu'un cas où cette déclaration seule pourroit frapper, celui où la personne auroit vécu dans le tems du délit, sous le même toit, au même pôt & feu de l'accusé: faute par celui-ci de faire voir qu'elle eût d'autres habitudes qu'avec lui, cette circonstance seroit suffisante.

Si la personne séduite avoit commis une première faute, la déclaration récidive contre l'auteur reconnu de cette première faute seroit d'un poids violent & même décisif, aidée des plus légers indices: *malus semper presumitur malus in eodem genere mali*. Mais si la déclara-

tion sur la récidive portoit sur tout autre que sur le premier coupable, cette déclaration ne pourroit servir qu'autant qu'il seroit alors évidemment prouvé que le dernier accusé est coupable; parce que cette déclaration seroit d'autant plus suspecte, qu'il paroîtroit que la fille ou la veuve seroit facile à se livrer aux uns & aux autres, circonstance qui altéreroit les présomptions dont nous venons de parler, & qui dès lors exigeroit des preuves réelles. Mais si, avec cette déclaration, il y avoit habitation & vie commune, comme nous l'avons dit ci-dessus, cette particularité aideroit beaucoup à fortifier les autres conjectures.

Nous observerons toutefois que dans des délits pareils, il y a un intérêt sensible qui ne doit jamais être indifférent aux yeux de la justice, c'est celui de l'enfant né ou à naître; tels que soient les torts de la mere, il faut pourvoir aux besoins de l'enfant. S'il n'est pas encore né, & que la mere demande une provision pour ces frais qu'un nomme de *général*, comme souvent il seroit trop long d'attendre à savoir quel est au vrai le pere de l'enfant, la déclaration de la fille, lorsque c'est la premiere faute, doit suffire pour lui adjuger une certaine somme contre celui à qui le fait de grossesse est imputé, sauf à prendre ensuite des éclaircissemens pour savoir à la charge de qui demeurera l'enfant. Il y a plus, la déclaration seroit-elle suspecte, soit à raison d'une premiere faute ou autrement, si la mere étoit dans un état de détresse, cette circonstance devroit faire surmonter bien des difficultés en faveur de l'enfant, parce qu'enfin subvenir à de premiers besoins, ceci ne dit pas qu'on doive en définitive demeurer chargé de tout le poids de l'accusation.

Il n'y a qu'un cas où l'affigné pourroit triompher de cette demande en provision, celui où il seroit sur le champ à même de faire voir toute la fraude de la mere, soit pour sa mauvaise vie ou autrement. Et encore dans les endroits où il n'y a point d'hôpital où les femmes soient reçues à faire leurs couches, les circonstances de la pauvreté de la mere seroient elles toujours bien puissantes.

Pour ce qui est de la provision, quand même la mere au fond n'auroit aucuns dommages-intérêts à prétendre, cette provision, lorsqu'elle peut avoir lieu, doit s'adjuger sans distinction vis-à-vis de toutes sortes de personnes: que l'accusé soit mineur ou majeur, garçon, veuf ou marié, ecclésiastique ou séculier, ceci est indifférent; c'est pour l'intérêt de l'enfant que cette provision s'adjuge, au moyen de quoi toutes considérations doivent céder en sa faveur. Il n'est pas même nécessaire de donner caution en pareil cas, parce que c'est souvent l'indigence qui donne lieu à ces sortes de provisions; & s'il falloit des cautions, peut-être n'en trouveroit-on pas toujours. Au surplus, il doit en être de ces provisions comme de celles qui s'adjugent en matière criminelle, lesquelles se perçoivent sans caution, sauf en définitive à les faire restituer, s'il y a lieu, par les mêmes voies qu'elles ont pu s'exiger.

Après la provision, lorsqu'il s'agit de savoir sur le compte de qui demeurera l'enfant, c'est le cas d'entrer dans l'examen des preuves ou des présomptions dont nous avons parlé ci-dessus. Lorsqu'on a lieu de penser qu'effectivement celui à qui on veut l'attribuer en est le pere, c'est le cas, non pas précisément de le déclarer pere de cet enfant, lorsqu'il n'y a que des probabilités (parce que

que ces probabilités ne sont pas des certitudes de paternité), mais de l'obliger à se charger de la nourriture & de l'entretien de cet enfant, de le faire élever dans le sein de sa religion, même d'en rapporter certificat tous les six mois, & de le condamner alors, s'il y a lieu, suivant ce que nous avons dit ci-dessus à des dommages - intérêts envers la mere, & de les obliger tous les deux d'aumôner chacun une certaine somme, ne fût-elle que de trois livres, au pain des prisonniers, pour réparation du scandale dans les mœurs & la religion.

Il doit paroître singulier que sur des présomptions, un accusé soit tenu de se charger des soins & de l'éducation d'un enfant : mais enfin ces présomptions, telles que nous les supposons, indiquent peu de circonspection dans ses mœurs & sa conduite : il est déjà coupable de s'être mal comporté, il ne doit imputer qu'à lui seul ces présomptions ; & dès-lors, si par la charge de l'enfant il ne doit pas être puni comme en étant le pere, il mérite du moins de l'être pour ses mœurs qu'il a fait soupçonner ; & quelle punition mieux placée que celle qui tourne au profit de l'enfant, lequel semble ne devoir point souffrir de tous les nuages qui s'élèvent sur son état & sur son sort ?

Sur quoi il est bon de remarquer que la faveur que mérite l'enfant est telle, que quoique la mere ait laissé passer les cinq ans, après lesquels elle n'est plus recevable à réclamer de dommages - intérêts, la fin de non recevoir ne peut nuire à cet enfant pour les soins qui lui sont dûs.

Car l'intérêt de la mere & celui de l'enfant sont bien différens, quoique la mere ne puisse pas toujours obtenir des dommages-intérêts contre celui qu'elle accuse, soit à raison du trop long silen-

ce ou pour toute autre considération, ceci n'empêche pas que celui contre lequel s'élèvent les preuves ou les présomptions de paternité, ne soit tenu de se charger de l'enfant, de quelque âge, état ou condition qu'il soit : c'est un devoir de nature, que celui qui est présumé pere subviennne aux besoins de l'être auquel il a donné le jour ; qu'il soit majeur ou mineur, homme libre ou marié, homme d'église ou du monde ; que la mere de son côté soit ce que l'on voudra, n'importe, rien ne peut le dispenser d'une obligation si sacrée, laquelle seroit même au dessus de toutes les loix politiques de la société, si elles y étoient contraires.

Mais si à défaut de preuves ou d'indices suffisans on n'a que de foibles conjectures, l'enfant doit rester à la charge de la mere, à moins qu'il ne lui soit permis, à raison de sa grande pauvreté, de le déposer dans quelque hôpital le plus prochain ; & ceci dans nos mœurs est aujourd'hui facilement & sagement toléré.

La *seduction* des témoins est appelée plus communément *subornation*. Voyez ci-après au mot SUBORNATION.

SEIGNEUR, f. m., *Jurispr.*, signifie en général celui qui a quelque puissance ou supériorité politique sur d'autres personnes.

Ce terme de *seigneur* vient du latin *senior*, parce qu'anciennement chez presque toutes les nations, les vieillards étoient ceux qui gouvernoient les autres.

C'est ainsi que les Hébreux & les Juifs *senes populi ac magnates* ou *judices*, étoient synonymes, & signifioient les *magistrats* & *judes* qui gouvernoient le peuple.

De même, chez les Romains le *senas* fut ainsi appelé à *senio*.

R r r

Tome XII.

C'est de-là que le titre de *seigneur* est demeuré aux princes, aux prélats & aux autres grands de l'État, aux officiers des cours souveraines & autres personnes, qui ne tirent ce titre que de leur office ou fonction.

La plupart de ceux qui passent pour des *seigneurs*, ne le sont que dans l'opinion du peuple, qui les voit, sans les approcher. Frappé de leur état extérieur, il les admire de loin, sans savoir qu'il n'a rien à en espérer, & qu'il n'en a guère plus à craindre. Le peuple ignore que, pour être ses maîtres par accident, ils sont obligés d'être ailleurs, comme il est lui-même à leur égard.

Plus élevés que puissans, un faste ruineux, & presque toujours nécessaire, les met continuellement dans le besoin des grâces, & hors d'état de soulager un honnête-homme, quand ils en auroient la volonté. Il faudroit pour cela qu'ils donnaient des bornes au luxe, & le luxe n'en admet d'autres que l'impuissance de croître; il n'y a que les besoins qui se restreignent, pour aider au superflu. . .

Le faste d'un *seigneur* en impose au malheureux même qui en a fait les frais: il tombe dans le respect devant son ouvrage, comme le sculpteur adora en tremblant le marbre dont il venoit de faire un dieu.

Il est vrai que si ce grand tombe dans un malheur décidé, le peuple devient son plus cruel persécuteur. Son respect étoit une adoration; son mépris ressemble à l'impiété: l'idole n'étoit que renversée; le peuple la réduit en poudre.

Les grands sont si persuadés de la considération que le faste leur donne, aux yeux même de leurs pareils, qu'ils font tout pour le soutenir. Un homme de la cour est avili aussi-tôt qu'il est

ruiné; & cela est au point que celui qui se maintient par des ressources criminelles, est encore plus considéré que celui qui a l'âme assez noble pour se faire une justice sévère. Mais aussi, lorsqu'on succombe après avoir épuisé les ressources les plus injustes, c'est le comble de l'avilissement, parce qu'il n'y a de vice bien reconnu, que celui qui est joint aux malheurs. v. GRANDS, GRAND-DEUR.

En matière féodale un *seigneur* est le propriétaire d'un fief, d'une seigneurie, d'une censive; & en ce sens le mot *seigneur* est opposé à celui de vassal & de censitaire.

Il y a des devoirs respectifs entre les *seigneurs* & leurs vassaux, & autres justiciables. À l'égard des devoirs de ces derniers, le détail en seroit immense; mais si les *seigneurs* étoient curieux de bien s'instruire de leurs devoirs dans leurs terres, ils peuvent voir l'excellent traité que leur en a laissé feu M. le prince de Conti.

Le *seigneur d'un bourg ou village*, est celui qui a la haute justice sur un bourg ou village; c'est lui qui en doit porter le nom, à l'exclusion de tous autres *seigneurs de fief* situés dans l'étendue de la haute justice.

Lorsqu'une terre qui a haute justice est divisée & partagée, l'aîné en ligne directe, ou celui qui possède la principale partie du fief, retient la qualité entière de *seigneur*; les autres ne doivent prendre que la qualité de *seigneurs* en partie. Mais quand la terre est possédée par indivis, aucun ne se peut qualifier seul *seigneur*, mais seulement *seigneur* en partie ou par indivis.

À l'égard du *seigneur* qui n'a que la moyenne & basse justice, il ne peut se dire co-*seigneur* simplement, il faut qu'il ajoute en la moyenne & basse jus-

tice; & quant à celui qui n'a que la directe, il ne peut pas non plus le dire *co-seigneur* simplement, il ne peut se qualifier que de *seigneur* direct du fief, & non du lieu.

Le *seigneur censier* est celui à qui il est dû un cens sur un héritage qui, à raison de ce cens, relève du *seigneur* en censive.

Tous les droits qui dérivent du cens, les lods & ventes en mutation par vente, le retrait censuel dans les coutumes où il a lieu, les amendes, saisies, &c. appartiennent au *seigneur censier*. Pour raison de ces droits il est préféré à tous autres créanciers, parce qu'étant le premier bailleur de fonds, il y a, lors du bail, établi la première hypothèque & la plus favorable.

Le *seigneur direct* est celui qui a abandonné à un autre la propriété utile d'un héritage, à la charge que cet héritage relèveroit de lui en fief ou en censive, & en outre d'acquitter & payer les devoirs & droits féodaux ou censuels convenus par l'acte de concession.

Le *seigneur dominant* est le propriétaire d'un fief d'où un ou plusieurs autres relevent.

Le *seigneur féodal* est la même chose que le *seigneur dominant*; il est *seigneur féodal* à raison de son fief; il peut encore l'être à raison d'un franc-aleu noble qui auroit des fiefs dans sa mouvance.

Le *seigneur foncier* est la même chose que *seigneur censier* ou *direct*.

Le *seigneur haut justicier* est celui qui a haute, moyenne & basse justice. En quoi consiste ce droit de justice? v. JUSTICE. Quelles sont les marques de la haute justice? v. CARCAN, PILORI, FOURCHES PATIBULAIRES. Quels honneurs appartiennent aux *seigneurs* hauts justiciers? v. DROITS HONORIFIQUES,

BAN, &c. Quels droits utiles appartiennent au *seigneur* haut justicier sur l'eau, la terre, les hommes, leurs biens, leurs actions, leurs contrats civils, leurs plaisirs? Voyez ces articles.

Seigneur nouveau. v. PROCLAMATION.

Seigneur paroisse. v. *Seigneur de Bourg* ou *Village*.

Le *seigneur péager* est celui à qui les droits de péage appartiennent. v. PÉAGE.

Seigneur plaide la main garnie. Cet axiome signifie que la saisie féodale, valablement faite par le *seigneur*, dure, non obstant toute opposition ou appelation quelconques; malgré lesquelles le *seigneur* gagne & jouit des fruits du fief saisi, jusqu'à ce que le vassal ait satisfait aux causes de la saisie.

Cette rigueur cesse cependant en trois cas, 1°. quand le vassal désavoue son *seigneur*, 2°. quand le vassal se fait recevoir par main souveraine pendant la contestation de deux *seigneurs* qui se disputent la mouvance, 3°. quand le vassal a fait des offres suffisantes à son *seigneur* des droits qui lui reviennent.

Le *seigneur sizerain* est celui dont relevent des terres en arrière fief, comme sont les ducs & autres grands vassaux qui relevent eux-mêmes du prince. v. ROI, FIEF.

Le *seigneur utile* est celui qui est propriétaire d'un héritage relevant d'un autre en fief ou en censive, qui en jouit, qui en perçoit tous les fruits, en faisant les devoirs & payant les droits que le *seigneur* dominant ou direct a retenus sur l'héritage. (R.)

SEIGNEURIAL, adj. *Droit féod.* se dit de ce qui appartient au *seigneur* ou à la seigneurie, comme un manoir *seigneurial*, un droit *seigneurial*, un retrait *seigneurial*. v. SEIGNEUR, SEIGNEURIE.

SEIGNEURIE, ff., *Droit féod.*, *Jurisp.*, est le titre que l'on donne à différentes sortes de supériorités & de puissances que l'on peut avoir, sur les personnages d'un lieu, soit sur les héritages de ce lieu.

Ce terme *seigneurie*, tire son étymologie de *seigneur*, qui vient du latin *senior*; parce qu'anciennement la supériorité & puissance politique étoit attribuée aux vieillards. Voyez ci - devant SEIGNEUR.

Chez les Hébreux, les Juifs, les Grecs, les Romains & autres peuples de l'antiquité, il n'y avoit point d'autre *seigneurie*, puissance ou supériorité, que celle qui étoit attachée à la souveraineté, ou aux offices dont l'exercice consistoit en quelque partie de la puissance publique; on ne connoissoit point encore ces propriétés particulières tenues noblement, ni cette supériorité sur les héritages d'autrui, que l'on a depuis appelées *seigneuries*.

La propriété qu'on appelloit autrefois *seigneurie*, du pronom *sien*, ne participoit alors jamais de la *seigneurie* ou puissance publique.

Cependant par succession de tems, les *seigneuries* qui, si l'on en excepte la souveraineté, n'étoient que de simples offices, furent converties en propriété. La *seigneurie* fut confondue avec la *seigneurie*, de sorte que présentement le terme de *seigneurie* a deux significations différentes; l'une en ce qu'il sert à désigner tout droit de propriété ou de puissance propriétaire, que l'on a dans un bien; l'autre est qu'il sert à désigner une terre *seigneuriale*, c'est - à - dire, possédée noblement, & avec titre de *seigneurie*.

Ainsi le terme de *seigneurie* signifie en général une certaine puissance possédée propriétairement, à la différence de la puissance attachée à l'office dont

l'officier n'a simplement que l'exercice.

La *seigneurie* est publique ou privée; on peut voir la définition de l'une & de l'autre dans les subdivisions qui suivent cet article.

Les Romains ont reconnu la *seigneurie* ou puissance publique, & l'ont exercée sur les personnes & sur le bien.

Il est vrai que du tems de la république, les citoyens romains n'étoient pas soumis à cette puissance, elle résidoit au contraire en eux; ils possédoient aussi librement leurs héritages d'Italie. Mais les autres héritages & les biens situés ailleurs, étoient soumis à la puissance publique, jusqu'à ce que toutes ces différences furent supprimées par les empereurs. Les terres payoient à l'empereur un tribut appelé *censum*, lequel *cens* étoit la marque de la *seigneurie* publique.

Tel étoit aussi l'Etat des Gaules sous la domination des Romains, lorsque les Francs en firent la conquête. Les vainqueurs se firent seigneurs des personnes & des biens des vaincus, sur lesquels ils s'attribuoient non-seulement la *seigneurie* publique, mais aussi la *seigneurie* privée ou propriété.

Ils firent tous les naturels du pays serfs, tels que ceux qu'on appelloit chez les Romains *censitos*, *seu adscriptitios*, gens de main morte, ou gens de pote, *quasi alieni possessitis*; d'autres semblables à ceux que les Romains appelloient *colonos*, *seu gleba addictos*, gens de suite, ou serfs de suite, lesquels ne pouvoient quitter sans le congé du seigneur.

Le peuple vainqueur demeura franc de ces deux espèces de servitudes, & exempt de toute *seigneurie* privée.

Les terres de la Gaule furent toutes consacrées; une partie fut retenue pour

le domaine du prince, le surplus fut distribué par provinces & territoires aux principaux chefs & capitaines des Francs, à l'exemple de ce qui avoit été pratiqué chez les Romains, lesquels pour assurer leurs frontieres, en donnerent les terres par forme de bénéfice ou récompense à leurs capitaines, pour les tenir seulement pendant qu'ils servoient l'État.

La seule différence fut que les Francs ne donnerent pas seulement les frontieres, ils distribuerent de même toutes les terres de l'État.

Les provinces furent données avec titre de *ducé*; les marches ou frontieres, avec le titre de *marquisat*; les villes avec leur territoire, sous le titre de *comté*; les châteaux & villages, avec quelque territoire alentour, sous le titre de *baronie* ou de *châtellenie*, ou de simple *seigneurie*.

Mais ceux auxquels on donnoit ces terres, n'en eurent pas la *seigneurie* pleine & entiere; la *seigneurie* publique en demeura par devers l'État, ils n'en eurent que l'exercice; le prince se réserva même la *seigneurie* privée de ces terres, dont la propriété lui est réversible, & même pendant qu'elles étoient possédées par chaque officier ou capitaine, il y conservoit toujours une autre force de *seigneurie* privée, qui est ce que l'on a appelé *seigneurie directe*; ces terres n'étant données qu'à la charge de certains devoirs & de certaines prestations.

Telle fut la premiere origine des fiefs & *seigneuries*, lesquels n'étoient d'abord qu'à tems, & ensuite à vie, & devinrent dans la suite héréditaires.

Les capitaines auxquels on avoit donné des terres, tant pour eux que pour leurs soldats, en distribuerent à leur tour différentes portions à leurs sol-

dats, aussi à titre de *fief*, d'où se formerent les arriere-fiefs.

Ils en rendirent aussi quelques portions aux naturels du pays, non pas à titre de fief, mais à la charge d'un cens, tel qu'ils en payoient aux Romains; de-là vient l'origine de nos censives.

Au commencement les *seigneuries* étoient tout-à-la-fois offices & fiefs. Les seigneurs rendoient eux-mêmes la justice en personne; mais dans la suite ils commirent ce soin à d'autres personnes, & on leur a enfin défendu de juger eux-mêmes; au moyen de quoi les offices des seigneurs ont été convertis en *seigneuries*, auxquelles néanmoins est demeuré attachée une partie de la puissance publique.

C'est de-là qu'on distingue les deux différens degrés de *seigneurie* publique; le premier qui est la *souveraineté*; le second qu'on appelle *suzeraineté*, comme étant un diminutif de la souveraineté, & une simple supériorité sans aucun pouvoir souverain.

On distingue aussi deux sortes de *seigneurie* privée; savoir la directe, qui est celle des seigneurs féodaux ou censuels; & la *seigneurie utile*, qui est celle des vassaux & des sujets censiers. C'est pourquoi par le terme de *seigneurie* privée l'on entend aussi quelquefois la propriété simplement, abstraction faite de toute *seigneurie* prise en tant que puissance & supériorité.

La *seigneurie* privée ou directe n'a plus guere lieu présentement que sur les biens & non sur les personnes: si ce n'est dans quelques lieux où il y a encore des serfs de main-morte & gens de poursuite, & à l'égard des vassaux & censitaires pour les devoirs & prestations dont ils sont tenus à cause de leurs héritages.

Les premières *seigneuries* publiques, dans l'ordre de dignité, sont les *seigneuries* souveraines, lesquelles ont des droits & prérogatives qui leur sont propres. v. ETAT, MONARCHIE, ROI, ROYAUME, SOUVERAIN, SOUVERAINETÉ.

Les *seigneuries* publiques qui sont seulement fuzeraines ou subalternes, sont des *seigneuries* non-souveraines, ayant hief ou franc-aleu noble, avec justice annexée à quelque titre d'honneur, tels que duché, comté, marquisat, &c. v. FRANC-ALÉU.

Ces fortes de *seigneuries* avoient autrefois la puissance des armes & le pouvoir législatif; les seigneurs qui avoient assez de vassaux pour former une compagnie, levoient bannière & avoient leur bande à-part: ils donnoient aussi à leurs sujets des statuts, coutumes & privilèges.

Présentement toutes *seigneuries* particulières, autres que les souveraines, n'ont plus de la puissance publique que la justice qui y est annexée en tout droit de propriété.

Les *seigneuries* fuzeraines sont de trois fortes; savoir les grandes, les médiocres & les petites, ou simples *seigneuries*.

Ces grandes *seigneuries*, que l'on appelloit toutes anciennement d'un nom commun, *baronies*, sont celles qui ont titre de haute dignité, comme les duchés & comtés pairies, les autres duchés, comtés, marquisats, principautés.

Ces grandes *seigneuries* jouissoient autrefois de presque tous les droits régaliens, comme de faire des loix, d'établir des officiers, de rendre la justice en dernier ressort, de faire la paix & la guerre, de battre monnaie, lever deniers sur le peuple. Les possesseurs de

ces *seigneuries* portoient sur la tête une couronne, selon leur dignité.

Mais depuis que les choses ont été remises dans leur état naturel, les grandes *seigneuries* ne diffèrent des autres que par le titre de dignité qui y est attaché, & par l'étendue de leur justice, mouvances, possessions & droits.

Les médiocres ou moindres, sont celles qui ont un titre de dignité, mais inférieur aux autres, tels que les baronies, vicomtés, vidames, châtellenies.

Les petites ou simples *seigneuries*, sont celles qui n'ont que le droit de justice, haute, moyenne ou basse, ou même toutes les trois ensemble, sans aucun titre de dignité.

Les grandes *seigneuries* fuzeraines relient ordinairement nuement de la *seigneurie* souveraine; les médiocres ou moindres, de quelque grande *seigneurie*; & les petites ou simples, relient communément d'une *seigneurie* du second ordre.

Cependant quoique le souverain puisse seul créer des justices, & ériger des *seigneuries* proprement dites, une grande *seigneurie* peut relever d'une autre, & non du prince directement, & ainsi des autres *seigneuries*.

Ces seigneurs de hiefs peuvent seulement créer des arrière-hiefs; mais ne peuvent pas créer de *seigneurie* qui participe à la puissance publique, parce qu'ils ne peuvent pas créer de nouvelles justices, ni d'une justice en faire deux.

Les hiefs & *seigneuries* étoient autrefois tous indivisibles, ce qui n'est demeuré qu'aux souverainetés & aux grandes *seigneuries*, telles que les principautés, les duchés & comtés pairies.

A l'égard des autres *seigneuries*, la glebe peut bien se diviser; mais le titre

de dignité & la justice ne se divisent point.

Anciennement toutes les grandes *seigneuries* ne tombaient point en quenouille, parce que c'étoient des offices masculins; présentement les femmes y succèdent suivant les règles des fiefs, sauf l'exception pour les duché-pairies non femelles.

Les médiocres & petites *seigneuries* étoient inconnues dans l'origine des fiefs; les vicomtes, prévôts, viguiers, châtellains, vidames, n'étoient que des officiers inférieurs, préposés par les ducs & comtes, lesquels, à l'exemple de ceux-ci, se firent propriétaires de leurs offices & *seigneuries*.

Les *seigneuries* en général peuvent jouir de divers droits, les uns relatifs au fief, les autres à la justice.

Rélativement au fief, elles jouissent des droits & devoirs seigneuriaux, tels que la foi & hommage, & l'aveu & dénombrement pour les fiefs qui en relevent, les déclarations & reconnoissances pour les terres qui en relevent en roture, les droits de quint, relief, lods & ventes, & autres dûs aux mutations.

Rélativement à la justice, les *seigneurs* ont droit de police & de voirie, droit de pêche dans les petites rivières, droit d'amende & de confiscation, bâtarde, deshérence & autres semblables.

La puissance spirituelle n'est point une *seigneurie* proprement dite; mais une *seigneurie* temporelle peut être jointe à une dignité spirituelle.

Les prélats peuvent avoir deux sortes de justice; l'une purement ecclésiastique, qui n'est pas possédée par droit de *seigneurie*; l'autre purement temporelle, qui est tenue en fief.

Les justices appartenantes aux villes ne sont point une marque de *seigneurie*.

elles ne sont ni royales, ni seigneuriales, mais municipales, c'est-à-dire, justices de privilèges. v. SEIGNEUR.

La *seigneurie publique*, consiste en la supériorité & autorité que quelqu'un a sur les personnes & choses qui lui sont soumises. Elle est appelée *publique*, parce qu'elle emporte le commandement ou puissance publique. Il n'y a de vraie *seigneurie publique* que la puissance que donne le droit de justice lorsqu'on le possède en propriété; car l'officier qui exerce la justice n'a pas la *seigneurie*, & la *seigneurie féodale* ou directe n'est proprement qu'une *seigneurie privée*.

La *seigneurie souveraine*, est celle à laquelle est attaché le droit de souveraineté, telle que l'empire, un royaume, ou autre moindre *seigneurie* établie en souveraineté. Il y a aussi des Etats aristocratiques & démocratiques qui forment des *seigneuries* souveraines.

La *seigneurie subalterne* en général, est toute *seigneurie* non souveraine; on entend néanmoins quelquefois par-là plus particulièrement les moindres *seigneuries*, qui sont inférieures aux plus grandes.

SEING, f. m., *Jurisprud.*, du latin *signum*, signifie en général *marque*.

Anciennement le terme de *seing*, *signum*, se prenoit pour le sceau ou cachet particulier, dont chacun usoit pour sceller & adopter les actes qu'il passoit; ce *seing* ou sceau tenoit alors lieu de signature.

Depuis que l'usage de l'écriture est devenu plus commun, & que les signatures manuelles ont été substituées à l'apposition des sceaux ou cachets, on a souvent entendu par *seing* la souscription que quelqu'un fait d'un acte, & pour distinguer ce *seing* de l'apposition du sceau, on l'appelle *seing manuel*.

Les *seings* ou signatures n'ont pas toujours été formés du nom entier de la personne & en toutes lettres suivies ; au lieu de signature, l'on uſoit de monogrammes, eſpece de hiéroglyphes, qui rafſembloient toutes les lettres du nom. Voyez le *gloſſaire* de Ducange, au mot *monogramma*.

Les perſonnes qui ne ſavent pas écrire, au lieu de *ſeing*, font encore une croix ou autre marque, ce qui ne forme qu'une preuve fort imparfaite.

J'ai vu un acte ſouſcrit par l'imprefſion d'une ſignature gravée en bois, cette marque étoit plus facile à reconnoître qu'une croix ou autre marque auffi ſimple.

On diſtingue deux fortes de *ſeing*, le *ſeing* public & le *ſeing* privé ; le premier eſt authentique, l'autre ne l'eſt point, & n'a point de date certaine.

SEINSHEIM, *Droit public*. Cette ſeigneurie d'Allemagne eſt ſituée en Franconie, entre celle de Speckfeld & le bailliage d'Uffenheim, appartenant à Onoltzbach. Le prince régnant de Schwartzenberg a, par rapport à cette ſeigneurie, ſéance à la diète ſur le banc des comtes de Franconie, mais il ſ'en eſt ſéparé ; il a auffi un ſuffrage aux aſſemblées circulaires. La taxe matriculaire de cette ſeigneurie eſt comprise dans celle de Schwartzenberg, dont il a été fait mention à ſon article. Elle paye pour l'entretien de la chambre impériale 37 rixdallers par chaque terme. (D. G.)

SELDEN, *Jean*, *Hiſt. Litt.*, né à Salvinon, dans la province de Suſſex, en 1584, fit ſes études à Chicheſter, puis à Oxford, & ſ'y conſacra principalement à la connoiſſance du droit & de l'antiquité ſacrée & profane. Ce ſavant juſiſulte auroit pu être élevé aux plus grandes places de l'Angleterre, ſ'il n'eût

préſéré ſon cabinet à tous les emplois. Après avoir mené une vie douce & appliquée, il mourut en 1654, à l'âge de 70 ans. Ses œuvres imprimées à Londres en anglois, en 1726, en 3 volumes *in-folio*, rendent un témoignage éclatant de ſon érudition, ſans faire un grand honneur à ſon génie. Trois de ſes livres doivent avoir ici leur place.

1°. Les Anglois s'étoient brouillés avec leurs voilins, (ſi néanmoins des inſulaires ont des voilins) au ſujet de la liberté que ces voilins prenoient de venir pêcher du hareng ſur les côtes d'Angleterre. C'étoient les Hollandois ſur-tout qui alloient à cette pêche, & qui envoyoient même leurs gens à terre, pour y ſécher leurs filets & pour acheter les choſes néceſſaires, & les Anglois les troubloient de tems en tems. Ces mêmes Hollandois avoient eu de pareils diſſérends à ſoutenir contre les Eſpagnols & contre les Portugais pour le commerce des Indes. Fernand Vaquez, Eſpagnol, avoit écrit en faveur de ſon pays. Grotius avoit auffi pris la plume pour le ſien, & avoit compoſé un ouvrage ſous ce titre : *Mare liberum*, où il ſoutenoit que le domaine que les Anglois & les autres nations prétendoient ſur la mer, n'exiſtoit ni ne pouvoit exiſter. *Selden* le réſuta par un livre qui a pour titre : *Mare clauſum ſeu de dominio maris*. Londini, 1636, in-8°. dont il y a eu pluſieurs autres éditions latines, & dont il a paru auffi deux traductions angloiſes, l'une en 1652, l'autre en 1663. *Selden* que Grotius appella depuis *reſſalocraticus*, c'eſt-à-dire, le dominateur de la mer, y ſoutient que l'empire de la mer Britannique appartient à la couronne d'Angleterre, & il le fait avec politèſſe pour Grotius, car en parlant de lui & de Vaquez, il en donne cette idée : *Clariffimi quidem utri-*
que,

que, *sed eruditione & nitore ingenii im- pares*. Jean-Isaac Pontanus, historien & critique, réfuta le *mare clausum* en 1637, dans ses discussions historiques, touchant la liberté de la mer. Baptiste Burgus écrivit aussi contre ce même traité, & Selden répondit dans ses *Vindicie*, imprimées à Londres en 1653, in-4°.

2°. Le traité du droit de la paix & de la guerre de Grotius venoit de paraître, lorsque Selden voulut encore être son rival. Il fit un système de toutes les loix des Hébreux qui concernent le droit naturel, & les sépara d'avec celles qui se rapportent à la constitution particulière de la république des Juifs. Ce système a pour titre : *De jure naturali & gentium juxta disciplinam Hebræorum*. Londini, 1640. Si Selden fut susceptible de jalousie pour la gloire de Grotius, il ne fit rien d'utile pour la sienne, & ne contribua pas au progrès de la science du droit naturel. Il prodigua dans cet ouvrage cette vaste érudition dont ses autres livres sont pleins, & il le fit dans le même désordre & avec la même obscurité de style qu'on a remarqué dans toutes ses œuvres latines & angloises.

Il prétend que les maximes de la raison considérées en elles-mêmes, n'ont pas une autorité suffisante pour nous obliger; & il veut par-là montrer la nécessité de recourir au pouvoir législatif de Dieu, soutenant que ces maximes n'acquiescent proprement force de loi, que parce que la connoissance qu'on en a, vient de Dieu qui, en les faisant connoître aux hommes, les leur donne ainsi pour des loix suffisamment publiées. Selden ne tire donc point les principes du droit naturel des pures lumières de la raison, mais des préceptes donnés à Noé, qu'il fixe à

Tome XII.

sept, quoique le nombre en soit incertain. Son livre ne contient proprement qu'une compilation des décisions des rabbins, & par-là même il est inutile; car les Juifs ont peu connu le droit naturel.

Dès que ce peuple n'eut plus de prophètes, ses docteurs corrompirent les principes les plus incontestables du droit naturel par de fausses gloses, par des traditions humaines, & par des subtilités misérables. „ Si quelqu'un (disoient les scribes & les pharisiens, que Jésus-Christ traite pour cette raison d'hypocrites & de conducteurs aveugles) „ jure par le temple, il ne s'engage à rien; mais s'il jure par l'or „ du temple, il est obligé de tenir son „ serment.... Si quelqu'un jure par „ l'autel, il ne s'engage à rien; mais „ celui qui jure par l'offrande qui est „ sur l'autel, est obligé de tenir son „ serment”. *Quiconque aura dit à son pere ou à sa mere : ce dont j'aurais pu vous assister est consacré à Dieu, ne doit alors honorer ni son pere ni sa mere*. C'étoit la décision de ces docteurs impies. Un Juif se croyoit dispensé de rendre aucun devoir aux premiers hommes d'une autre nation, s'ils n'embrassoient la religion judaïque. Les Juifs s'imaginoient qu'ils n'étoient obligés d'obéir qu'aux magistrats de leur nation, & c'est sur ce principe qu'ils enseignoient qu'il n'étoit pas permis de payer le tribut à l'empereur Romain, quoiqu'il fût en paisible possession de leur pays. Jésus-Christ en cent endroits de l'Evangile reprocha aux docteurs juifs leur doctrine.

Le talmud & les livres des rabbins sont pleins de maximes détectables. On y trouve qu'il n'y a point de mal à maudire les chrétiens, qu'il n'est pas permis de féconquer un idolâtre en dan-

Sss

ger de périr, & mille autres principes horribles.

3°. *Discours historique & politique sur les loix & le gouvernement d'Angleterre, depuis les premiers tems jusqu'au regne de la reine Elizabeth, avec une apologie de l'ancienne constitution des parlemens d'Angleterre.* Cet ouvrage anglois, imprimé pour la première fois en 1649, a été réimprimé plusieurs fois. La dernière édition a été faite à Londres, chez Daniel Browne, en 1739, in-fol.

SELLE TTE, f. f., *Jurisp.*, est un petit siege de bois, sur lequel l'accusé doit être assis lorsqu'il subit le dernier interrogatoire, lorsque les conclusions du ministère public tendent à peine afflictive; cela se pratique ainsi, tant en première instance que sur l'appel: au lieu que dans les premiers interrogatoires, l'accusé doit être seulement debout, tête nue, en présence du juge qui l'interroge.

SÉMINAIRE, f. m., *Droit can.*, *seminarium*, lieu destiné à l'éducation des jeunes ecclésiastiques.

L'établissement des *seminaires* n'est pas nouveau dans l'église: on peut en rapporter l'origine, ou à ces communautés de clercs que les anciens évêques formoient auprès d'eux, & qu'on renouvella suivant le P. Thomassin, *part. 1. liv. I. ch. xli.* dans le IX^e siècle, ou à ces écoles tant recommandées par les anciens canons.

La forme de ces établissemens a varié selon les mœurs & les usages des différens siècles: il est parlé des plus anciens dans le canon 1. du second concile de Bazas, tenu en 529, le canon 2. du concile de Tolède en 633, les capitulaires de Charlemagne & de Louis le Débonnaire, *liv. II. ch. v.* le canon 2. du concile de Paris en 829. M. Fleury observe en ses *Institutes au droit ec-*

clésiastique, part. 1. ch. xx. que depuis l'établissement des colleges & universités, les évêques se sont reposés sur les docteurs des universités, de l'instruction des clercs pour la théologie & les canons, & sur les régens des colleges pour les études inférieures: ce qui a ôté au théologal & au précepteur l'exercice de leurs fonctions. Mais si d'un côté, ajoute l'auteur cité, les universités & les colleges ont rendu les études plus faciles, & augmenté la science, les mœurs & la discipline en ont souffert: tant de jeunesse assemblée n'a pu être contenue si aisément par des maîtres étrangers, que les clercs d'une ville, par un primicier ou un archidiacre, sous l'œil de l'évêque. L'étude a été séparée des fonctions des ordres mineurs, qui sont demeurées partie à des enfans de chœur & à des chantes peu lettrés, partie à des bedeaux & des valets purs laïcs. Cependant les clercs, qui étudioient dans les universités, étoient sans fonctions, & vivoient mêlés avec les écoliers laïcs, dont le nombre est infiniment augmenté dans ces derniers tems. Les choses étoient à-peu-près dans cet état, lorsque le concile de Trente fit de sages réglemens, soit pour les fonctions des ordres mineurs, soit pour la manière d'élever des jeunes clercs dans des colleges particuliers, pour les rendre capables de recevoir les ordres, & d'être appliqués aux fonctions ecclésiastiques. Ce sont ces colleges qu'on appelle *seminaires*, & qui, comme des pépinières d'où l'on tire des jeunes clercs pour les transplanter où l'on veut, fournissent tous les sujets dont l'église a besoin. (D.M.)

SEMI-PRÉBENDÉ, f. m., *Droit can.*, est celui qui n'a qu'une demi-prébende. Il y a dans certaines églises des chanoines *semi-prébendés*; ce qui vient

ou de ce que certaines prébendes ont été divilées en deux pour multiplier le nombre de titres dans une église, ou de ce que la fondation de ces *semi-prébendes* a été seulement de la moitié des autres prébendes. Il y a aussi dans quelques églises des *bénéficiaires prébendés*, & d'autres *semi-prébendés*, qui n'ont pas le titre de *chanoines*. v. CANONICAT, CHANOINE, PRÉBENDE, PRÉBENDÉ.

SEMI-PREUVE, f. f., *jurisp.*, est une preuve qui n'est pas pleine & entière, une preuve imparfaite; telle est celle qui résulte de la déposition d'un seul témoin; celle qui résulte de la comparaison d'écriture; celle qui résulte d'une écriture sous seing-privé, d'un indice, ou d'une présomption. Le testament de mort d'un criminel ne fait aussi qu'une *semi-preuve*; dans les crimes énormes, une *semi-preuve* suffit souvent pour faire ordonner la question préparatoire. Voyez au code le titre de *probationibus*, & le traité de *Mafcardus*, de *probationibus*, celui de *Menochius*, de *presumptionibus*, & les mots INDICES, PRÉSUMPTIONS, PREUVES.

SÉNAT, f. m., *Droit rom.* On divise ordinairement le peuple Romain en trois ordres, le *senat*, les chevaliers, & le peuple, & l'on rapporte l'origine de cette division à Romulus. Il est cependant certain que les chevaliers n'ont commencé à former un ordre distingué du *senat* & du peuple, que dans les derniers tems de la république: auparavant ils ont fait corps avec le peuple, & ils ne jouissoient d'aucune distinction, sinon qu'ils étoient enrôlés dans des *centuries* particulières. Le *senat*, au contraire, a toujours formé un corps distingué, & dépositaire de cette partie de l'autorité souveraine, que le peuple ne pouvoit

pas aisément exercer par lui-même. Quoique dans le sens le plus étendu le *senat* fit partie du peuple Romain, son nom étoit ajouté, & même se mettoit devant celui du peuple, dans la plupart des actes publics, les traités de paix ou d'alliance, les ordres envoyés aux gouverneurs des provinces ou aux sujets de l'empire, &c. Selon cette formule ordinaire, le *senat* & le peuple Romain. Ce qu'on se contentoit de désigner par ces quatre lettres initiales S. P. Q. R. *Senatus Populusque Romanus*. Le *senat* étoit le conseil d'Etat de la république, lequel, étant presque toujours assemblé, veilloit à sa sûreté, & ordonnoit de toutes les affaires qui ne souffroient point de délai.

Selon les historiens, le *senat* est aussi ancien que la ville de Rome. Romulus, d'abord après en avoir jeté les fondemens, y établit une forme de gouvernement & un *senat*. Ce gouvernement, tel qu'ils nous le décrivent, tenoit beaucoup plus du républicain que du monarchique, puisque le *senat* y avoit une grande autorité, & que la souveraineté résidoit proprement dans les comices ou assemblées générales du peuple, qui confirmoient ou cassoient les loix, & décidoient de la paix ou de la guerre. De sorte que ce gouvernement tenoit beaucoup de celui qui eut lieu sous la république, si ce n'est qu'à un roi, dont la dignité étoit à vie, on avoit substitué deux consuls, qui ne gouvernoient que pendant un an; mais qui, du reste, furent revêtus de toutes les prérogatives attachées à la dignité royale.

Le conseil, ou le *senat*, fut d'abord composé de cent personnes, que Romulus choisit entre ceux de ses nouveaux citoyens, qui étoient les plus distingués par leur âge, leur vertu, leur

naissance, leur expérience & leurs biens. Ce fut sans doute à cause de leur âge, ou bien à cause de l'autorité & de l'inspection que la dignité de sénateur leur donnoit sur le reste du peuple, qu'on leur donna le titre de *peres*, & qu'en conséquence leurs descendans furent nommés *patriciens*. Denis d'Halicarnasse, *lib. II. pag. 83. & 85. edit. Lips.* qui nous présente Romulus comme un législateur aussi éclairé que sage & modéré, dit que ce prince ne nomma pas lui-même les sénateurs, mais qu'ayant partagé le peuple en trois tribus & en trente curies, il ordonna à chaque tribu d'élire de son corps les trois personnages qu'elle jugeroit les plus dignes de ses suffrages; & de même à chacune des trente curies, de procéder à l'élection de trois membres de la curie; & qu'ainsi il forma le nombre de quatre-vingts dix-neuf sénateurs, ne se réservant à lui-même que la nomination du centième. Celui-ci devoit être en quelque sorte le président du *senat*, & lorsque les affaires de la guerre obligeoient le roi de s'éloigner de la ville, il y exerçoit son autorité en son absence. Mais cet arrangement ne me paroît avoir d'autre réalité que dans l'imagination de l'historien, laquelle supplée très souvent à ce qu'il ignoroit des premiers tems de Rome.

Quoiqu'il en soit, ces cent personnages portèrent le titre respectable de *peres*, & celui de sénateurs ou d'anciens; titres honorables, qui marquent la vénération & l'amour, que devoient leur concilier leur âge, leur vertu, & le soin qu'ils prenoient de veiller à la sûreté de l'Etat & de tous les particuliers.

Lorsque la guerre que Romulus eut à soutenir contre Tatius, roi des Sabins, eut été terminée par un traité, qui unit les deux nations en un corps,

on ajouta à l'ancien nombre des sénateurs un nombre égal tirés des Sabins; de sorte que le *senat* fut composé de deux cents membres. Tite-Live ne parle point de cette augmentation; il paroît même qu'il l'ignoroit absolument, puisqu'il ne parle que de cent sénateurs, lors de l'interregne qu'il y eut après la mort de Romulus. Tullus Hostilius, troisième roi de Rome, ayant transféré à Rome les habitans d'Albe, augmenta le nombre des familles patriciennes, en donnant cette qualité à celles des Jules, des Servilius, des Quinctius, &c. & les rendant par-là habiles à entrer dans le *senat*, mais il n'augmenta pas le nombre des sénateurs. Tarquin I. qui avoit su, quoiqu'étranger, se frayer le chemin au trône, augmenta, pour se faire des créatures, jusqu'à trois cents, le nombre des sénateurs, en élevant à cette dignité cent des principaux d'entre le peuple. Les descendans de ces derniers furent appelés *patricii minorum gentium*, ou des nouvelles familles, pour les distinguer des patriciens de la création de Romulus, qu'on appella *majorum gentium*. Tarquin le superbe fit périr par ses cruautés un grand nombre de sénateurs & de patriciens, sans les remplacer; de sorte qu'ils étoient réduits à moins de la moitié au tems de la révolution. Pour remettre leur nombre à trois cents, Brutus, ou selon d'autres, Valerius Publicola, après la mort de Brutus, ou enfin, selon Denis d'Halicarnasse, *lib. V. pag. 287.* tous les deux conjointement choisirent les principaux d'entre les plébéiens, & surtout d'entre les chevaliers, & les admirent dans le *senat*.

Le nombre des sénateurs ne paroît pas avoir passé les trois cents, avant la dictature de Sylla. Car je ne crois pas que Caius Gracchus ait donné entrée:

dans le *senat*, comme le dit l'abrégé de Tite-Live, *Epit. XL. § ibi* Signon. à six cents chevaliers. Peut-être en forma-t-il le projet, & qu'il ne put l'exécuter. De cette forte le nombre des sénateurs eût été triplé. Plutarque, *in Gracchis*, 837. A. se trompe aussi, lorsqu'il dit que Gracchus partagea les tribunaux entre les sénateurs & les chevaliers. Je m'en rapporte plutôt à ce que dit Appien d'Alexandrie, *lib. I. civil. pag. 618.* que C. Gracchus ôta aux sénateurs le droit de juger les causes, & le transféra aux chevaliers : ce qu'il dit étant confirmé par l'histoire, puisqu'on voit que les chevaliers restèrent long-tems seuls en possession des tribunaux ; & qu'au contraire, on ne voit point que le nombre des sénateurs ait été augmenté avant Sylla.

Les chevaliers commirent des injustices si criantes, que le *senat*, las de les avoir pour juges, & de se voir par-là dans leur dépendance, engagea Livius Drusus, tribun du peuple, à prendre sa cause en main, & à faire rentrer l'autorité des chevaliers dans ses anciennes bornes. Celui-ci tâcha de ménager les esprits des deux ordres, & en partageant les tribunaux entre un égal nombre de sénateurs & de chevaliers, il entreprit, pour dédommager les chevaliers de ce qu'il leur faisoit perdre d'un côté, d'en faire entrer trois cents dans le *senat*. Il les mécontenta également, & ne put exécuter ses projets, toutes les lois, dont il étoit auteur, ayant été cassées d'abord après sa mort.

Le nombre des sénateurs n'a donc pas excédé celui de trois cents, jusqu'à la dictature de Sylla, qui fit entrer trois cents chevaliers dans le *senat*, de sorte qu'après ce tems, le nombre fixe doit avoir été de six cents. Il est du moins certain qu'il y en avoit fort au-delà de

quatre cents, puisque Cicéron fait mention d'une assemblée du *senat*, où il s'en trouva quatre cents quinze, & d'une autre, où il en compta quatre cents dix-sept. *Orat. post red. in senatu*, C. 10. Il y a bien de l'apparence qu'il y manquoit toujours environ un tiers, tant parce que le nombre n'étoit pas toujours complet, que parce qu'il y en avoit beaucoup d'employés au-dehors, comme les gouverneurs des provinces, leurs lieutenans, leurs questeurs, ou ceux que la république employoit dans les ambassades, ou dans d'autres commissions.

Jules-César augmenta beaucoup ce nombre, & y admit bien des gens de basse naissance, & même des étrangers. Ce fut pour jeter un ridicule sur ces nouveaux sénateurs, qu'on mit des affiches dans divers quartiers de la ville, par lesquelles on exhortoit à ne point montrer le chemin de la cour aux nouveaux sénateurs (*Bonum factum ne quis senatori novo curiam monstrare velit.*) Sueton. *in Jul. C. 76 § 80.* Sous les triumvirs la confusion devint encore plus grande, & la dignité de sénateur fut tout-à-fait avilie. Chacun des triumvirs, ne consultant que sa fantaisie dans la nomination des sénateurs, le nombre en étoit monté jusqu'à mille. Auguste, après s'être défait de ses compétiteurs & avoir affermi son autorité, fit une revue du *senat*, dans laquelle il le réduisit à l'ancien nombre de six cents, ayant cassé la plupart de ces sénateurs intrus. Sueton. *in Aug. C. 35.* Dio Cass. *lib. LIV. pag. 606.* Pour relever la dignité du *senat*, il eût voulu encore le réduire à trois cents, mais il craignoit de faire trop de mécontents, s'il entreprenoit d'en exclure tant de personnes, qui y avoient eu séance depuis long-tems.

C'étoit aux rois qu'appartenoit anciennement l'élection des sénateurs; & comme les consuls furent d'abord revêtus de toutes les prérogatives de l'autorité royale, ils conservèrent le même pouvoir sur le *sénat*, jusqu'à l'an 310 de Rome. Alors on créa deux censeurs, dont la charge ne fut qu'un démembrement du consulat. On confia à ces nouveaux magistrats, avec une inspection sur les mœurs de tous les citoyens, le droit de donner entrée dans cette compagnie, ou d'en exclure, & cela d'une manière tout-à-fait arbitraire. Comme ces magistrats, de même que les consuls, étoient toujours patriciens, il étoit fort rare que leur choix tombât sur des plébéiens; & si la disette des premiers les obligeoit d'admettre quelques plébéiens, ce n'étoit guère à ceux qui s'étoient rendus recommandables par leur mérite & par leurs services, qu'ils donnoient la préférence; mais à ceux qu'ils croyoient dévoués à leurs volontés. Cela dura jusqu'à ce qu'un nommé *Ovinus*, tribun du peuple (on ne sait au juste dans quel tems), fit recevoir une loi, par laquelle il mettoit des bornes à ce pouvoir arbitraire, & prescrivait aux censeurs certaines règles, auxquelles ils étoient obligés de se conformer, tant pour le choix que pour l'exclusion des sénateurs.

Au bout de chaque lustre, ou de cinq ans révolus, les censeurs dressaient un nouveau rôle des sénateurs; & tous ceux des anciens, dont ils passaient les noms sous silence, étoient par-là même censés exclus du *sénat*. Il est vrai qu'il falloit pour cela que les deux censeurs fussent d'accord, & que s'il n'y en avoit qu'un qui donnât l'exclusion, le sénateur conservoit sa dignité par la protection de l'autre censeur. Il falloit en-

core que les censeurs donnassent des raisons de cette exclusion; mais elles étoient souvent assez arbitraires, à en juger par les exemples que rapporte Valère Maxime, *lib. II. C. 9. N. 2, 3, 4* & 5. Les plus ordinaires étoient une conduite déréglée, ou la dissipation du patrimoine. Cic. *ad Fam. lib. XIII. ep. 5*. Afcon. *in orat. contra competitores*, p. 145. Celui qui avoit été dégradé, n'étoit pas pour cela noté d'infamie, ou exclus à jamais de l'ordre, ou de toute dignité, à moins qu'il n'eût encore été condamné par quelque sentence rétroactive, ou convaincu de brigue. Dio Cass. *lib. XXXVI. pag. 20*. La loi *Cassia* interdisait à jamais l'entrée du *sénat* à ceux qui avoient été dépouillés de leurs charges, & condamnés par les suffrages du peuple. Afcon. *in orat. pro Cornel.* p. 139. Ceux pour qui des causes plus légères, & par la seule sentence des censeurs, avoient été dépouillés de la dignité sénatoriale, pouvoient non-seulement continuer à avoir séance entre les juges, mais ils pouvoient même, en corrigeant ce qu'il y avoit eu d'irrégulier dans leur conduite précédente, se rendre dignes de rentrer dans le *sénat*. On voit que le peuple ne se croyoit pas obligé de se conformer toujours au jugement des censeurs; & souvent il éleva aux dignités ceux qu'ils avoient jugés indignes de conserver leurs places dans le *sénat*. Nous voyons que L. Metellus, qui, après la défaite de Cannes, avoit été un des plus ardents à soutenir qu'il n'y avoit point d'autre parti à prendre qu'à abandonner l'Italie, fut à cause de cela exclus de l'ordre des chevaliers & de sa tribu, & ne fut point admis dans le *sénat*, quoiqu'il fût actuellement questeur. Liv. *lib. XIV. C. 18*. nous le voyons, dis-je, peu de tems après tribun du pou-

ple ; & comme le peuple n'avoit pas cru devoir se soumettre au jugement des censeurs ; les censeurs , à leur tour , refusèrent encore de le mettre sur le rôle , & il ne put avoir entrée au *sénat*. Cicéron , *pro Cluent.* C. 42. rapporte l'exemple de C. Geta , qui après avoir été noté par les censeurs , & chassé du *sénat* , avoit été lui-même élevé à la dignité de censeur , & par conséquent étoit devenu juge du *sénat*. Valère Maxime rapporte le même fait , *lib. II. C. 9. N. 9.* & y ajoute l'exemple de Valérius Messala , à qui la même chose arriva. Tite-Live , *lib. IV. C. 31.* nous fournit encore celui de Mamercus Émilien , qu'un pareil affront n'empêcha pas de parvenir depuis à la dictature. Lentulus Sura , un des complices de la conjuration de Catilina , avoit été chassé du *sénat* par les censeurs , même après avoir été consul , & afin de pouvoir y entrer , il s'étoit fait élire préteur pour la seconde fois.

Dans le choix des sénateurs , les censeurs devoient avoir principalement égard à cinq choses : à la naissance , à l'ordre , aux biens , à l'âge , & aux charges qu'on avoit exercées.

Sous les rois , la naissance avoit été considérée comme un point essentiel , & ils choisissoient toujours les sénateurs entre les patriciens. Ils n'en étoient pas plus gênés dans leurs choix , puisqu'ils étoient maîtres de créer des patriciens quand ils vouloient , & de les élever ensuite à la dignité sénatoriale. Liv. *lib. I. C. 30* & 31. Suet. *in Aug.* C. 2. Denis d'Halicarnasse prétend que Brutus , à l'exemple des rois , commença par créer patriciens ceux auxquels il voulut donner entrée au *sénat* , & qu'ensuite il les nomma *sénateurs*. Tacite dit la même chose , & ajoute que les patriciens de la création de Brutus fu-

rèrent nommés *patricii minorum gentium*. Diverses raisons m'empêchent de me rendre à l'autorité de ces deux historiens , & je crois que des sénateurs de la création de Brutus ou de Publicola , ceux qui furent pris entre les plébéiens , restèrent dans l'ordre des plébéiens , de même que leurs descendants.

On observa presque toujours de choisir les sénateurs dans l'ordre des chevaliers. Tite-Live témoigne que c'est la conduite que tint Brutus dans la création des nouveaux sénateurs. Nous avons vu aussi que c'étoit à des chevaliers que Caius Gracchus & Livius Drusus avoient voulu donner entrée au *sénat* , lorsqu'ils avoient projeté d'augmenter le nombre de cette compagnie ; & que ce fut encore de cet ordre que Sylla tira les trois cents nouveaux sénateurs , qu'il ajouta à l'ancien nombre. Appian , *Civil. lib. I. pag. 688.* L'empereur Alexandre appelle cet ordre , le *séminaire du sénat* , & à cause de cela , il ne voulut point élever les affranchis à la qualité de chevaliers , comme l'avoient pratiqué ses prédécesseurs , & même Auguste. Persée , roi de Macédoine , parlant des chevaliers romains , dit qu'ils étoient la fleur de la jeunesse romaine , le *séminaire du sénat*. Le seul qui n'ait point eu égard à cette pratique constante de choisir les sénateurs dans l'ordre des chevaliers , a été Appius Claudius , surnommé *l'avengle* , qui étant censeur , donna entrée au *sénat* , même à des affranchis. Liv. *lib. IX. C. 29.* Mais on eut si peu égard à la nomination qu'il venoit de faire , que les consuls de l'année suivante refusèrent d'admettre ces nouveaux sénateurs.

Si l'on a considéré les biens dans le choix des sénateurs , ce n'a assurément

pas été dans les premiers tems de la république, où la pauvreté étoit l'apanage des plus illustres citoyens. Ce ne fut sans doute qu'après que la république fut parvenue à un certain degré de splendeur & d'opulence, qu'on crut qu'il étoit nécessaire qu'un sénateur possédât une certaine quantité de bien, pour être en état de soutenir sa dignité. Tite-Live, *lib. XXIV. C. 11.* rapporte que dans la seconde guerre punique la république se trouvant épuisée d'argent, pour fournir aux frais de l'équipement d'une flotte, taxa chaque particulier à l'entretien d'un certain nombre de matelots, selon ses facultés, depuis cinquante mille jusqu'à un million d'*as*. Ceux qui possédoient un million d'*as* & au-dessus, étoient chargés de l'entretien de sept matelots, & tous les sénateurs de huit. Preuve évidente que les sénateurs ne se choisissent que parmi les personnes opulentes, & que leurs biens devoient monter du moins à un million d'*as*, & peut-être à un million deux cents mille; ce qui feroit quelque chose au-delà de 60 mille livres de France. Dans les derniers tems de la république, les biens d'un sénateur devoient monter à huit cents mille sesterces, ce qui fait environ le double. Mais les guerres civiles ayant ruiné plusieurs familles puissantes, Auguste avoit réduit cette somme à la moitié; ce que je croirois avoir eu lieu sous la république, avant que l'opulence eût fait monter à la quantité que je viens de marquer. Wieling. *Le3. jur. civ. lib. II. C. 23.* Cependant Auguste fit bientôt après remonter cette somme au point où elle avoit été à la fin de la république, & même il l'augmenta encore depuis jusqu'à un million de sesterces, ou environ 150 mille livres, selon Cassius. Sur-tout il haussa encore cette som-

me jusqu'à douze cents mille sesterces.

Denis d'Halicarnasse nous apprend que dès l'an 260 les consuls firent un règlement sur l'âge des sénateurs; mais il ne détermine point quel fut cet âge. Il n'est pas même facile de dire quel il a été jusqu'à ce que Sylla le fixa à trente ans. Il y a pourtant bien de l'apparence qu'il y a toujours eu un certain âge au-dessous duquel on n'étoit point admis dans le *sénat*. Cicéron avoit commandé les armées & avoit eu les gouvernemens d'Afrique & de Sicile dans un âge fort au-dessous de celui qu'il falloit avoir pour être sénateur. Plutarque dit aussi que Sylla se fit une peine d'accorder le triomphe à Pompée, parce qu'il n'avoit pas encore l'âge requis pour être sénateur. Il paroît du moins, sur ce que Sylla fixa cet âge à trente ans, & même il me semble que le même âge doit avoir été requis avant le tems de Sylla. J'en juge ainsi par les loix que le préteur C. Claudius donna à une ville de Sicile en 658, & par lesquelles il déterminoit l'âge de trente ans pour qu'on pût entrer dans le *sénat* de cette ville. Cicer. *in Verr. lib. II. C. 49.* Il est naturel d'en conclure qu'au-dessous de cet âge on ne pouvoit entrer dans le *sénat* de Rome.

Dans le choix des sénateurs, on avoit encore égard aux charges qu'on avoit exercées; mais ces charges ne suffisoient pas pour être qualifié sénateur. Il falloit outre cela avoir été inscrit dans le rôle par les censeurs, du moins jusqu'au tems de Sylla. En qualité de questeur, de tribun du peuple, d'édile, &c. on pouvoit se trouver au *sénat* pendant l'année que duroit l'exercice de ces charges; mais pour y avoir séance, après que ce terme étoit expiré, il falloit encore être inscrit dans le rôle du *sénat* par les censeurs.

Dans

Dans la formule ordinaire de convoquer le *senat*, on y invitoit (*Senatores, quibusque in senatu sententiam dicere licet*), „ les sénateurs & ceux qui avoient „ droit d'y donner leurs avis. „ Il est peut-être difficile de définir quelle étoit cette différence entre un sénateur & celui qui avoit droit de suffrage dans le *senat*, & pourquoi ce dernier n'étoit pas qualifié sénateur, quoiqu'il jouit de la plus belle de ses prérogatives. Aulugelle veut qu'on entende par ces derniers, les sénateurs pédaires, ou ceux qui ne donnoient leur voix qu'en se rangeant du côté de ceux qui avoient ouvert un avis qu'ils approuvoient. Mais quels étoient ces sénateurs pédaires ? Aulugelle croit que c'étoient ceux qui, en vertu de quelque magistrature qu'ils avoient exercée, continuoient à assister aux délibérations du *senat*, quoiqu'ils n'eussent pas encore été mis sur le rôle par les censeurs. Mais on voit par l'exemple de Crassus, que ceux-ci n'avoient plus droit de se trouver dans le *senat*, dès qu'ils étoient sortis de charge. Ce ne fut que depuis la loi d'Atinius que les tribuns du peuple, & ensuite depuis celle de Sylla, que les questeurs devinrent sénateurs par les suffrages du peuple, sans avoir besoin de l'intervention des censeurs. Ainsi ce que dit Aulugelle ne peut avoir lieu à leur égard. Je crois même qu'il confond assez mal-à-propos ici ceux qui sont exprimés dans l'ancienne formule de convocation, avec les sénateurs pédaires. En effet, ces derniers étoient sénateurs comme leur titre le porte ; au lieu que la formule en refusa le titre aux autres, & ne leur laissa que le droit d'opiner. Je crois donc devoir restreindre le sens de ces paroles, *Quibus in senatu sententiam dicere licet*, aux édiles, tribuns du peuple & questeurs, qui étoient actuelle-

Tome XII.

ment en charge, & qui, en cette qualité, sans être sénateurs, avoient droit d'assister aux délibérations du *senat*, & même d'y opiner sur ce qui avoit rapport à l'exercice de leurs charges.

Il étoit défendu aux sénateurs de faire quelque sorte de commerce que ce fût, & même d'équiper des vaisseaux pour trafiquer. Livius, *lib. XXI. c. 63*. Cette loi déplut extrêmement aux sénateurs, & aussi ne fut-elle pas fort scrupuleusement observée, comme le remarque Cicéron. Elle ne les empêcha donc pas d'exercer l'usure la plus criante, & de faire toute sorte de trafic par leurs esclaves & par leurs affranchis. Plutarch. in Catone Maj. p. 375. Il étoit encore défendu de donner entrée au *senat* à des personnes qui auroient exercé des emplois bas ou flétrissans. Cic. *ad Famil. lib. V. Ep. 18*. August. *de civ. Dei lib. II. c. 13*. Il ne leur étoit point permis de se mésallier, en épousant des personnes de basse extraction, des affranchies, des comédiennes, ou même des filles de comédiens, & la loi *Julia & Papia* étendit cette défense jusqu'aux fils, petits-fils & arrière-petit-fils des sénateurs. Paul. *L. 44. D. de Rit. Nup. Ulp. L. 43. D. eod.*

Il n'étoit point permis aux sénateurs de s'éloigner de Rome, si ce n'est dans certain tems où le *senat* ne vacquoit point aux affaires, & encore falloit-il qu'ils fussent à portée de s'y rendre en peu de tems, en cas qu'il arrivât quelque cas extraordinaire. Si quelque affaire particulière les appelloit hors de l'Italie, il leur falloit nécessairement une permission expresse du *senat*, dont il se dressoit un *senatus-consulte*.

Sous la république, les sénateurs, que leurs affaires particulières appelloient dans les provinces, se faisoient ordinairement accorder par le *senat*, une

Ttt

commission de député du *senat*, ce qu'on appelloit *députation libre*, (*legatio libera*). Suét. in Nérone, c. 35. Plin. lib. X. Ep. 24. Ils le faisoient afin de se donner du relief auprès des sujets de l'empire Romain, & de n'en être pas traités en simples particuliers. Pour y ajouter encore plus de considération, les gouverneurs des provinces leur donnoient un ou deux licteurs, qui portoient les faisceaux devant eux. Ces députations libres s'accordoient à tous les sénateurs qui le souhaitoient, & la facilité avec laquelle le *senat* s'y prêtoit, fut cause que plusieurs en abuserent.

Les sénateurs se distinguoient du reste du peuple par leur habillement, leur tunique ou veste étant bordée d'un large galon de pourpre, qu'on nommoit *latus clavum*, pour le distinguer du galon plus étroit que portoient les chevaliers, & qui se nommoit *angustus clavum*. Je crains que l'on n'ait encore ici confondu les tems, & qu'on ne fasse remonter jusques sous la république, un usage qui ne doit son origine qu'à Auguste. Du moins je ne trouve pas qu'aucun auteur plus ancien fasse mention de cette distinction dans les habillemens des sénateurs & des chevaliers d'avec le reste du peuple. Cicéron auroit eu souvent occasion d'en parler, & sur-tout dans son oraison pour Cluentius; où il s'étend beaucoup sur les prérogatives des sénateurs, & sur ce qui les distinguoit des chevaliers. Cependant il ne fait aucune mention du galon de pourpre; il ne parle que de la distribution des places, de l'autorité & de la considération dont les sénateurs jouissoient, tant à Rome que dans les provinces. Il parle à la vérité de la robe bordée de pourpre (*togâ prætextâ*); mais elle étoit propre aux magistrats, de même que diverses autres prérogatives dont il par-

le en cet endroit, & qui n'appartenoient aux sénateurs que lorsqu'ils étoient actuellement revêtus de quelque magistrature, laquelle donnoit droit à ces distinctions. Dans un autre endroit il parle d'un certain Afinius, qui pour s'élever en sénateur, n'avoit fait que changer de chaussure (*Mutavit calceos, Pater conscriptus repente factus est*). N'auroit-il pas ajouté qu'il avoit encore pris le *laticlavus*, si dès-lors il eût été une des marques distinctives de la dignité sénatoriale comme l'étoient les fouliers? Je m'en rapporte donc à Plin, qui assure que cette distinction dans l'habillement des sénateurs & des chevaliers étoit assez récente, & qu'il n'y avoit pas long-tems que des crieurs publics mêmes portoient des tuniques bordées d'un large galon de pourpre. Il est vrai que Tite-Live, lib. IX. c. 7. dit sous l'an de Rome 433, que dans la consécration générale que causa à Rome la nouvelle du traité des fourches caudines, l'on quitta les tuniques bordées de pourpre & les anneaux d'or, (*lati clavi annuli aurei positi*). On suppose que l'un regarde les sénateurs, & l'autre les chevaliers; & c'est sans doute le véritable sens de l'historien, qui aura eu plus d'égard à ce qui étoit en usage de son tems, qu'à ce qui se pratiquoit dans le V^e siècle de Rome. Fondé sur l'autorité de Plin, je pourrois dire que cela ne regarde pas les seuls sénateurs, mais généralement ceux qui portoient la pourpre par luxe, si ce n'est qu'il n'y a guère d'apparence que la pourpre ait été fort commune à Rome dans le tems dont parle Tite-Live. Quoi qu'il en soit, Plin nous assurant que l'usage de la pourpre, comme une marque de distinction pour les sénateurs & les chevaliers étoit assez récent, & qu'anciennement les particuliers la

portaient, dès qu'ils en vouloient faire la dépense, je ne puis donner d'autre explication à Tite-Live que celle que je viens de donner. Je trouve même la confirmation de ce que dit Pline dans ce que Suétone rapporte de Jules-César & d'Auguste. César portoit des tuniques avec un large bord de pourpre, longtemps avant que d'être sénateur, & Auguste en prit une en prenant la robe virile. Casaubon a senti la difficulté dans ce dernier endroit, & dit qu'Auguste ne la porta que par un privilège particulier que lui avoit accordé César. Mais qui avoit accordé à César le même privilège sous la république? J'en conclus donc que la tunique bordée d'un galon de pourpre plus ou moins large se portoit sous la république comme le témoigne Pline, par tous ceux qui en vouloient faire la dépense, & qu'elle n'est devenue une marque de distinction pour les sénateurs & pour les chevaliers que sous le regne d'Auguste, puisqu'avant ce tems - il aucun auteur ne fait mention du laticlave ou de l'angusticlave.

Horace parle encore d'une espèce de chaussure particulière aux sénateurs. C'étoient des souliers ou plutôt des bottines noires qui leur montoient jusqu'à mi-jambe. Ils portaient encore sur leurs souliers une boucle ou agraffe d'argent en forme de croissant, ou peut-être de C, qui marquoit en même tems en quel nombre les sénateurs avoient été dans le tems de leur institution. Les autres distinctions dont ils jouissoient, étoient d'avoir leurs places séparées du peuple dans l'amphithéâtre, où ils occupoient celles qui étoient le long de la balustrade ou de l'arène, & dans le théâtre, où ils occupoient l'orchestre, qui étoit tout près de l'endroit où les comédiens déclamoient. Les jours de fête &

de solennité, lorsque les magistrats faisoient des sacrifices, tous les sénateurs avoient droit de se trouver au festin qui suivait le sacrifice & se faisoit au capitol. Suéton, *in Aug. c. 35. Gell. lib. XII. c. 8.* Ceux qui avoient exercé des magistratures considérables comme le consulat, la préture, ou l'édilité curule, y paroissent avec la robe prétexte, qu'ils avoient eu droit de porter pendant le tems de leur magistrature, & qu'ils repreneient dans ces occasions solennelles, & même lorsqu'ils se trouvoient aux jeux du cirque, & aux autres spectacles publics. Cic. *Philip. II. c. 43. Sénec. controu. lib. I. c. 8.*

Le droit de convoquer le *sénat* appartenait d'abord au roi seul, & ensuite sous la république, aux consuls, au dictateur, & en son absence, au général de la cavalerie; aux préteurs en l'absence des consuls, & aux tribuns du peuple. On peut y ajouter les magistrats extraordinaires qui ont été créés en différents tems de la république, comme l'entre-roi, le préfet de la ville, les décemvirs, les tribuns militaires revêtus du pouvoir consulaire, & enfin les triumvirs. Les anciens ont déjà douté si le préfet de la ville, qui s'établissait pour quelques jours à l'occasion des fêtes latines, jouissoit du même droit. Gell. *lib. XIV. c. 8.* On en doutoit, parce que celui qu'on établissait dans cette charge, n'étoit ordinairement qu'un jeune homme qui n'étoit pas même sénateur, n'ayant encore exercé aucune charge. La question avoit été débattue entre Junius Gracchanus, qui étoit pour la négative, & Varron & Capiton, de l'autre part, & ceux-ci étoient pour l'affirmative. Tubéron embrassa le sentiment de ces derniers. Il croyoit que les tribuns du peuple, ayant eu le droit de convoquer le *sénat* même avant qu'ils

eussent séance, il se pouvoit fort bien que le préfet de la ville eût joui de la même prérogative, quoiqu'il ne fût pas sénateur.

Cette convocation se faisoit anciennement par des messagers qui alloient à toutes les demeures des sénateurs, & même à leurs maisons de campagne. Souvent même, lorsque les affaires ne souffroient point de délai, on rassembloit les sénateurs par des crieurs publics. Cela étoit facile dans l'ancien tems, si, comme le dit Valere Maxime, les sénateurs fe tenoient alors à portée pendant une partie de la journée, afin d'être prêts à entrer au *senat* à l'ordre des consuls. Aussi Cicéron remarque-t-il qu'il étoit du devoir d'un sénateur de ne manquer à aucune des assemblées du *senat*, & ailleurs il parle des fonctions d'un sénateur comme très-pénibles, dès qu'on vouloit les remplir avec exactitude. Pour que les sénateurs ne s'absentassent point sous de légers prétextes, & pour les obliger à se trouver régulièrement aux séances du *senat*, lorsqu'on y devoit traiter d'affaires importantes, on mettoit à l'amende ceux qui y manquoient. Les sénateurs qui avoient atteint l'âge de soixante ou de soixante-cinq ans, n'étoient plus sujets à cette amende, & pouvoient se trouver au *senat* ou s'en absenter, lorsqu'ils vouloient. Liv. lib. III. c. 38. Cic. Philip. I. c. 5. Gell. lib. XIV. c. 7. Depuis que Rome fe fut accrue au point où elle étoit à la fin de la république, & que les maisons de campagne des sénateurs furent souvent à une grande distance de la ville, les magistrats convoquerent le *senat* par des élités ou affiches, & ils y exprimoient même le sujet sur lequel on devoit délibérer, afin que les sénateurs y vinssent tous préparés. Cic. Philip. III. c. 8. Tacit. Ann. lib. II. c. 28.

Le *senat* tenoit ses assemblées ou dans un temple, proprement ainsi dit, comme celui de Jupiter, d'Apollon, de Mars, de Bellone, de la Concorde, &c. ou dans des lieux qui y étoient particulièrement destinés, comme les cours d'Hostilius, de Pompée, de Jules, &c. Il falloit même que ces cours eussent été consacrées par les augures, & c'est pourquoi on y avoit joint des temples, le *senat* ne pouvant s'assembler que dans un endroit qui eût été consacré. C'est aussi par cette raison que le temple de Vesta n'avoit pas été consacré, parce qu'il paroïssoit peu décent que le *senat* s'assemblât dans un lieu où il n'y avoit que des vierges. Les assemblées commençoient toujours par quelque invocation de la divinité à laquelle le lieu où l'on s'assembloit étoit dédié, & par des sacrifices. Auguste ordonna que les sénateurs, avant que de prendre leurs places, brûleraient de l'encens, & feroient des libations de vin sur l'autel. Suéton. in Aug. c. 35. Le *senat* s'assembloit souvent dans le temple de Bellone, qui étoit hors de l'enceinte de la ville. C'étoit pour y donner audience aux ambassadeurs des rois ou des nations étrangères, dont il croyoit avoir lieu d'être mécontent, & auxquels, à cause de cela, il ne vouloit pas permettre l'entrée de la ville. C'étoit dans le même temple qu'il donnoit audience aux généraux Romains, qui, après quelque victoire éclatante, demandoient d'être honorés du triomphe. Le *senat* avoit cette condescendance pour eux, parce qu'ils ne pouvoient rentrer dans la ville sans renoncer au commandement de l'armée, & par conséquent au triomphe, qui ne se pouvoit accorder qu'à ceux qui étoient actuellement à la tête d'une armée.

Le *senat* tenoit ses assemblées réguliè-

rement trois fois par mois , aux calendes , aux nones & aux ides de chaque mois. S'il survenoit des affaires , on pouvoit l'assembler tous les jours. Manuce en excepte tous les jours où se pouvoient tenir les comices ou assemblées du peuple qui montent à près de deux cents , & croit que dans aucun de ces jours -là le *senat* ne pouvoit avoir de séances. Mais il n'y a nulle apparence que le *senat* ait été empêché de vaquer aux affaires de la république pendant plus de la moitié de l'année. D'ailleurs , quoique ce nombre de jours fût marqué pour les assemblées du peuple , il n'est pas vraisemblable que le peuple s'assemblât deux cents fois par an. Mais on ne pouvoit l'assembler que dans quelque'un de ces deux cents jours. Sigonius est d'un sentiment contraire à celui de Manuce , & donne des preuves claires que le *senat* pouvoit non-seulement s'assembler dans ces jours -là , s'il n'y avoit point de comices , mais même lorsque les comices étoient actuellement assemblés. *Liv. lib. XXXVIII. c. 53. lib. XXXIX. c. 39.* L'opinion de Manuce ne me paroît donc fondée que sur ce que , lorsque le peuple étoit actuellement assemblé en comices , les sénateurs étoient obligés de s'y trouver , de même que les magistrats qui ne pouvoient en même-temps présider au *senat* & aux comices. Il est même arrivé sous le consulat de Cicéron , que l'assemblée du peuple indiquée à un de ces jours , fut survenue au lendemain , afin que le *senat* pût délibérer sur les mesures à prendre dans ces comices. Auguste réduisit à deux fois par mois les séances régulières du *senat* , & c'étoit , selon Suétone , aux calendes & aux ides de chaque mois. Auguste dispensa encore les sénateurs de comparoître pendant les mois entiers de Septembre & d'Octobre , ex-

cépté un certain nombre qui se tiroit au sort , & qui devoit suffire pendant ces deux mois , pour donner force à un sénatus - consulte.

Lorsque l'assemblée étoit formée , le magistrat qui l'avoit convoquée , après avoir pris les auspices , & fait des offrandes aux dieux , entroit dans la cour , & proposoit les matières. Dès qu'elles avoient été débattues , il recueilloit les suffrages. Anciennement on observoit presque toujours de faire ouvrir les avis par le prince du *senat* , à moins que ce ne fût après l'élection des nouveaux consuls ; car en ce cas -là , c'étoit toujours un des consuls désignés qui opinoit le premier. La raison pourquoi l'on faisoit ouvrir les avis par les consuls désignés , étoit que naturellement ils devoient opiner avec beaucoup de prudence & de circonspection , puisqu'ils devoient être chargés de l'exécution des décrets qui se formoient alors dans le *senat* , laquelle s'étendoit ordinairement jusques dans l'année de leur consulat. Appian. *civil. lib. II. pag. 713.* Gravina de *ortu Es prog. Jur. civ. lib. I. c. 18.*

Le sénateur qui opinoit se levait pour dire son sentiment , & après avoir fini son discours , il reprenoit sa place. Mais s'il se contentoit de se conformer à l'avis d'un autre il restoit assis.

L'autorité du *senat* étoit sans bornes au commencement de la république , & le peuple ne pouvoit exercer sa souveraineté que d'une manière tout-à-fait dépendante. Il ne pouvoit être assemblé qu'en conséquence d'un décret du *senat* , & on ne lui pouvoit faire aucune proposition qu'elle n'eût été auparavant débattue & approuvée dans cette compagnie. Les conclusions mêmes qui se prenoient dans les comices , devoient être conformes aux vœux du *senat* , puis-

qu'elles n'avoient force de loi, qu'après avoir été ratifiées par un second sénatus-consulte. Le *sénat* convenoit bien que la souveraineté résidoit dans le peuple; que le pouvoir législatif lui appartenoit; qu'il avoit le droit d'élire ses magistrats, & d'ordonner de la paix ou de la guerre. Hors ces trois points, il prétendoit décider de tout par lui-même; & encore vouloit-il que ces affaires ne pussent être proposées au peuple qu'en conséquence d'un sénatus-consulte qui l'ordonnât, & qui servit comme de règle à la décision du peuple; après quoi il falloit encore un second sénatus-consulte pour ratifier ce qu'avoit ordonné le peuple, sans quoi toutes ses ordonnances étoient nulles. On voit bien par-là que le *sénat* étoit en effet maître de tout, & que le peuple n'exerçoit sa prétendue souveraineté que d'une manière précaire & entièrement dépendante.

Le *sénat* se seroit aisément maintenu dans la possession d'une autorité si étendue, s'il n'eût travaillé un peu trop ouvertement à asservir ce même peuple, qu'il vouloit bien considérer comme souverain. Les manières populaires des premiers consuls, les haches ôtées des faisceaux; ces mêmes faisceaux baissés devant lui, comme pour rendre hommage à sa souveraineté; les appels qui paroissent assurer la liberté, tout cela avoit ébloui le peuple, & lui avoit fait croire qu'il tiroit des avantages réels de la révolution. Il ne fut pas long-tems à s'apercevoir que son joug étoit plutôt appesanti qu'allégé, & que les patriciens qui remplissoient presque toutes les places du *sénat*, qui étoient seuls admis aux magistratures, n'avoient d'autre but que de le tenir dans l'oppression & dans la misère, comme le plus sûr moyen de le rendre soumis & docile. La du-

reté avec laquelle ceux-ci poursuivent les débiteurs insolvables, qu'ils avoient ruinés par des usures criantes, & qu'ils vouloient encore réduire à l'esclavage, mit enfin le peuple au désespoir. Il se retira au mont sacré, disposé à renoncer à une patrie, où il gémissoit dans une dure servitude. Enfin le *sénat* ne put l'engager à revenir à Rome qu'en lui accordant des tribuns, qui devoient le protéger contre les injustices des grands. Ces tribuns firent diverses brèches à la trop grande autorité du *sénat*, & la fit rentrer de tems à autre dans ses justes bornes en faisant agir le peuple, & le remettant dans l'exercice de ses droits. Cela n'empêcha pas que le *sénat*, toujours attentif à saisir toutes les occasions d'étendre son autorité, n'usurpât de tems en tems sur les droits du peuple; & que, d'un autre côté, les tribuns du peuple ne portassent de grands coups à l'autorité du *sénat*. C'est ce qui ne permet pas de fixer au juste les bornes de cette autorité, qui fut plus ou moins étendue selon que les tribuns du peuple lui laissèrent la liberté d'agir, ou que, portant les affaires devant l'assemblée du peuple, ils ôtoient au *sénat* le droit d'en décider. Voici pourtant à-peu-près les principales affaires dont ils lui laissèrent l'entière direction.

Il avoit une inspection particulière sur la religion, dont tous les ministres lui étoient soumis, & où il ne pouvoit s'introduire aucune nouveauté sans un sénatus-consulte. Cependant dans des cas importants, il falloit encore que le peuple confirmât par une loi, ce que le *sénat* avoit ordonné; & le *sénat* se fit même autoriser par le peuple, pour veiller à ce qu'il ne se bâtît point de temple, ni ne se consacra point d'autel, sans l'approbation du *sénat* & de la plupart des tribuns du peuple. Il conserva ce

droit sous les empereurs, auxquels les peuples de l'empire Romain n'élevoient de temple qu'après y avoir été autorisés par un sénatus-consulte. C'étoit encore le *sénat* qui ordonnoit quand on devoit consulter les livres des Sibylles, & on n'osoit même les lire sans son ordre. Cic. de *Divinat.* c. 48. & § 4.

C'étoit lui qui régloit tout ce qui concernoit les gouvernemens des provinces, & le commandement des armées qu'il continuoît, ou dont il abrégeoit la durée selon qu'il le jugeoit à propos. Par-là il tenoit les magistrats dans la dépendance, puisque c'étoit du *sénat* qu'ils devoient s'attendre d'obtenir des gouvernemens, & qu'ils ne pouvoient se flatter d'exécuter quelque grande entreprise, qu'autant qu'ils étoient favorisés du *sénat* qui avoit soin de fournir les recrues, la paye & les vivres aux armées dont il étoit maître de leur ôter, ou de leur continuer le commandement. Caius Gracchus qui s'appliqua à ruiner l'autorité du *sénat*, lui confirma cependant la disposition des provinces, mais avec diverses modifications.

Il avoit la garde du trésor public & le maniement des finances dont il disposoit à son gré, & sans être obligé à rendre compte.

Sa juridiction s'étendoit sur toute l'Italie & sur toutes les provinces. Il prenoit connoissance de tous les crimes qui s'y commettoient, & étoit juge des différends qui s'élevoient entre les villes.

C'étoit le *sénat* qui donnoit audience aux ambassadeurs des rois & des nations étrangères & qui répondoit à leurs demandes. Il envoyoit les ambassades & nommoit les ambassadeurs qui étoient toujours tirés de son corps. Il dressoit aussi leurs instructions.

C'étoit lui qui accordoit ou refusoit le titre de roi ou d'allié du peuple Romain, aux princes qui le sollicitoient. C'étoit lui qui, après une victoire, décidait du sort des nations vaincues; qui accordoit des récompenses & des immunités à celles qui étoient restées fermes dans l'alliance des Romains, & les avoient aidés à soumettre leurs ennemis.

C'étoit lui qui ordonnoit les jours de fêtes & de supplications, tant dans les calamités publiques, que dans les réjouissances, à l'occasion de quelque grande victoire. C'étoit lui qui examinoit les prétentions des généraux, & qui leur adjugeoit le triomphe ou l'ovation.

C'étoit le *sénat* qui ordonnoit les assemblées du peuple, qui en fixoit ou en différoit le jour, & préparoit les affaires qui devoient s'y traiter, excepté les comices des tribus, que les tribuns du peuple dirigeoient souvent à leur fantaisie, & qu'ils assembloient malgré le *sénat*.

Mais la puissance du *sénat* ne se manifestoit jamais avec plus d'éclat, que quand il en venoit à ce fameux sénatus-consulte, par lequel il ordonnoit aux consuls, & aux autres magistrats d'être attentifs à ce que la république ne souffrit point de dommage. Liv. lib. III. c. 4. Sallust. B. Cat. c. 29. Cic. Catil. I. C. P. Milone c. 26. César, B. civ. lib. I. c. 5. *Dent operam consules, Prætores, Tribuni Plebis, ne quid reipublica detrimenti capiat.* Sénatus-consulte qui conféroit aux consuls une autorité sans bornes, & les mettoit en droit de faire des levées, de former des armées, & de faire la guerre sans consulter le peuple. Aussi n'avoit-on recours à ce remède que dans les dernières extrémités, & lorsque l'Etat étoit menacé d'un péril évident.

Telles étoient les prérogatives dont jouissoit le *senat*. C'étoit un conseil perpétuel, qui veilloit à la sûreté & à la conservation de la république. Les magistrats devoient les consulter dans toutes les affaires, & n'étoient proprement que les ministres de ses volontés. Ce n'étoit qu'après s'être munis de l'autorité du *senat*, qu'ils devoient porter les affaires devant le peuple, ou entreprendre quelque chose. C'étoit à cette compagnie que le peuple remettoit les rênes du gouvernement, & dont il suivoit les lumières. C'étoit à cette compagnie toujours assemblée, à pourvoir à toutes les affaires qui ne souffroient point de retardement, & sur lesquelles on n'avoit pas le tems de consulter le peuple. C'étoit à elle à préparer les affaires qui devoient être portées devant lui, & à diriger ses opérations par ses conseils. Enfin c'étoit à cette compagnie qu'il s'en remettoit pour l'exécution de ses volontés ; & dès qu'il avoit ordonné, il laissoit au *senat* le choix des moyens les plus propres à l'exécution de ses desseins.

Mais quelqu'étendue que fût l'autorité du *senat*, & quoiqu'il se soit arrogé souvent une puissance qui anéantissoit celle du peuple, il a toujours affecté quelque modération, & ne lui a jamais contesté la souveraineté. Il s'exprimoit dans tous ses décrets avec beaucoup de modestie, & les termes y étoient toujours ménagés. Jamais il n'ordonnoit ; il trouvoit simplement à propos ; il jugeoit convenable que telle ou telle chose se fit. *Senatus videri, senatum judicare, arbitrari, eximare*. Brillonius, *de formulis*, lib. 11. p. 215. Lorsque le peuple prenoit une résolution conforme aux vûes du *senat*, c'étoit le *senat* qui avoit conseillé, & le peuple qui avoit ordonné. *Senatus censuit, populus*

justit. Les ordres même qu'il adressoit aux consuls, aux proconsuls & autres magistrats, étoient toujours conçus en termes fort adoucis, & paroissent plutôt des conseils que des ordres. La condition que l'on y ajoutoit, savoir, s'ils le trouvoient à propos, s'ils jugeoient qu'il fût avantageux à la république, les laissoit en quelque sorte maîtres de les exécuter ou de les négliger. *Si ei videretur ; si e republica ei videretur ; si commodo republica fieri posset*. Mais quoique le *senat* s'exprimât avec tant de modestie, il aimoit à trouver de la docilité & de la soumission dans les magistrats, & à les voir agir d'une manière conforme à ses vûes. Quoiqu'il ne prétendit point que ses décrets fussent des loix pour tout le peuple Romain, il vouloit du moins qu'ils fussent respectés comme tels par les membres de son corps, & que les magistrats s'y conformassent dans l'exercice de leurs charges. Il employoit même quelquefois des remèdes assez violens pour les contenir dans leur devoir & les forcer à la soumission. Il se servoit pour cela de différens moyens. 1°. Il leur infligeoit une espèce de fustigation, en condamnant ce qu'ils entreprenoient ; en les rayant du rôle des sénateurs, ou même en les faisant conduire en prison. 2°. Il les bannoit dans l'exercice de leurs charges, & leur défendoit de rien entreprendre au-delà. 3°. Il leur interdisoit tout exercice de leurs charges, en leur ôtant le commandement des armées, &c. 4°. Souvent même il les chassoit de Rome.

Mais le *senat* n'avoit recours à ces remèdes qu'avec beaucoup de circonspection, & ne hâtoit ces actes de vigueur que lorsqu'il sentoit que les circonstances lui étoient favorables. Il avoit toujours à craindre que quelque tribun du peuple n'évoquât l'affaire au peuple,

peuple, qui alors devenoit le juge du *senat*, chose à laquelle le *senat* avoit peine à se soumettre. Il avoit voulu être juge souverain des membres de son corps; mais les tribuns du peuple les appelèrent devant les comices des tribuns, & les obligèrent de subir les jugemens du peuple & de s'y soumettre. Il vouloit rester maître de ratifier, ou de caffer ce qui auroit été résolu dans les assemblées du peuple. On l'obligea de ratifier d'avance par un *senatus-consulte*, la résolution des comices quelle qu'elle pût être. Il fut même obligé de se soumettre aux blêbiseites, ou loix qui avoient été faites sans sa participation. Mais quoique resserrée dans des bornes plus étroites, l'autorité du *senat* fut toujours très-grande, jusqu'au tems des Gracques, qui y portèrent des coups mortels. Sylla la releva, & rétablit le *senat* dans un degré de puissance peu différent de celui où il s'étoit vu au commencement de la république. Il ne s'y maintint pas long-tems. Le rétablissement des tribuns du peuple, le consulat de Jules-César & diverses autres causes, le firent tomber dans un tel anéantissement que Gabinus, étant consul, ne se faisoit point scrupule de dire que ceux-là le trompoient, qui croyoient que le *senat* avoit quelque pouvoir dans la république. Jules-César acheva de ruiner son autorité en ne le consultant presque sur rien, & en y donnant entrée à toutes sortes de gens pour le rendre méprisable. Auguste en agit avec plus de ménagement, & n'entreprit rien sans le consulter; & de son côté le *senat* eut toujours soin de se conformer à ses volontés. Tibère en transférant la puissance législative du peuple au *senat*, sembloit rendre cette compagnie dépositaire de l'autorité souveraine; mais cette puissance ne s'exerça ja-

Toute XII.

mais que d'une manière précaire, & suivant le bon plaisir des empereurs, qui furent toujours y mettre telles bornes qu'ils voulurent.

C'étoit sur-tout dans les provinces & chez les nations étrangères, que le *senat* jouissoit de la plus haute considération. Les peuples soumis à la domination de Rome, ou ceux qui en redoutoient les armes, avoient une profonde vénération pour ce *senat*, qui s'étoit érigé en tribunal souverain, où tous les rois, tous les peuples de la terre devoient rendre compte de leurs actions. Ces peuples peu instruits de la véritable constitution du gouvernement de Rome, & voyant que le *senat* dispoit à son gré du sort des rois & des nations entières; qu'il ordonnoit des peines & des récompenses; qu'il donnoit audience aux ambassadeurs & leur rendoit réponse: enfin que les loix mêmes, que le peuple Romain confirmoit dans ses comices, étoient presque toujours formées en conséquence de quelque décret du *senat*, s'imaginait assez naturellement que ce gouvernement étoit purement aristocratique, & que c'étoit dans cette compagnie que résidoit la souveraineté. Les rois mêmes n'osoient jeter des regards fixes sur le *senat*, tant il avoit su leur inspirer de respect, & tant il s'étoit rendu redoutable. On voit un exemple mémorable de la basse soumission à laquelle les rois se réduisoient eux-mêmes, dans ce que rapporte Polybe de Prusias roi de Bithynie. Outre plusieurs autres bassesses que fit ce prince, il se prosterna en entrant dans le *senat*, & après avoir baissé le seuil de la porte, il adora les sénateurs comme des dieux, & n'eut point de honte de les appeler ses dieux tutélaires.

Les peuples à l'envi s'empresèrent à lui donner des marques de la vénéra-

V v v

tion la plus profonde & de la plus entière soumission. Diverses médailles qui nous restent, en sont des monumens authentiques. M. de Spanheim, *De usu & præf. N. tom. I. pag. 139.* en rapporte une, frappée par la ville de Smirne, où d'un côté se voit une tête de femme, armée d'un casque, type ordinaire de la ville de Rome avec ces mots : *la déesse Rome* (ΘΕΑΝ ΡΩΜΗΝ). Au revers, une tête semblable à celle d'Apollon, ornée d'un diadème, avec cette légende, le *Dieu sénat*. (ΘΕΟΝ ΣΤΝΚΑΙΗΤΟΝ). On en trouve plusieurs de diverses villes grecques dans le même goût, dont Patin rapporte les principales dans son *Recueil. Nionifm. Imp. p. 4.* La ville de Smirne fut celle qui signala plus particulièrement son zèle pour le *sénat*, & lui éleva un temple, conjointement avec l'empereur Tibère, & l'impératrice Livie. Tacit. *Ann. lib. IV. c. 56.*

L'épithète de *sacré* lui étoit particulièrement affectée, & Cicéron l'appelle *sanctissimus ordo*. Pro Dejotaro, c. 3. Ailleurs il le qualifie, „ le conseil souverain, non-seulement du peuple
» Romain, mais aussi de toutes les nations & de tous les rois de la terre ”. *Pro domo*, c. 28. Et dans un autre endroit, il nomme la cour où le *sénat* étoit assemblé, „ un temple de sainteté & de
» grandeur, où résidoit l'âme, la tête,
» le conseil de la république, l'autel de refuge des alliés, & le port de salut
» pour toutes les nations ”. *Pro Milone*, c. 33. (H. M.)

SÉNATEUR, f. m., *Droit public*, celui qui est membre d'un sénat. v. SÉNAT. L'on nomme *sénateurs* en Pologne les grands du royaume qui forment un corps de 128 personnes, destiné à mettre des bornes à l'autorité royale & empêcher le monarque d'empiéter sur

les droits de ses sujets. On distingue les *sénateurs* en *grands* & en *petits*. Les grands *sénateurs* sont, 1°. vingt-trois palatins ou *waywodes*, c'est à-dire, gouverneurs des provinces; 2°. les trois castellans de Cracovie, de Vilna, & de Troki; 3°. le staroste de Samogitie. Les 29 autres *sénateurs* s'appellent *petits sénateurs*, quoique l'on compte parmi eux des archevêques, des évêques & d'autres personnes éminentes par leurs dignités & leur naissance.

Ce sont les *sénateurs* qui forment en Pologne l'assemblée que l'on nomme *senatus-consultum*.

Les *sénateurs* de Suede sont des personnes de qualité & de mérite, qui aident sa majesté suédoise à gouverner le royaume, & de qui le roi prend l'agrément, pour toutes les grandes affaires qu'il souhaite d'entreprendre. Entre les *sénateurs*, il y en a cinq qui sont tuteurs du prince pendant sa minorité, & à qui dans les résolutions des dietes, on a donné le titre de *gouverneurs du royaume*. Mais en général les *sénateurs* sont appelés les *sénateurs du roi & du royaume*. Leur nombre fut autrefois fixé à 12, ensuite à 24, & maintenant il s'étend à 40. Leurs charges ne sont ni vénales, ni héréditaires : quand on leur parle, ou qu'on leur écrit, on les traite d'excellence. (D. J.)

SENATUS-CONSULTE ROMAIN, *Droit Rom.*, *senatus consultum*; décret, délibération, arrêt du sénat romain sur quelque question, quelques points de droit, quelque fait, ou quelque règlement concernant l'Etat. v. SÉNAT.

SÉNÉCHAL, f. m., *Droit public*, *seniscalcus*, *senescalem*, *senescallus dapifer*, est un officier dont les fonctions ont été différentes selon les tems.

Il paroît que dans l'origine c'étoit le plus ancien officier d'une maison,

lequel en avoit le gouvernement.

Il y en avoit non-seulement chez les rois & les grands, mais même chez les particuliers.

Mais on distinguoit deux sortes de *senéchaux*, les petits ou communs, & les grands.

Les premiers étoient ceux qui avoient l'intendance de la maison de quelque particulier.

Les grands *senéchaux* étoient ceux qui étoient chez les princes, ils avoient l'intendance de leur maison en général, & singulièrement de leur table; ce qui leur fit donner le titre de *dapifer*: ils étoient à cet égard ce qu'on appelle aujourd'hui *grand-maitre de la maison* chez les princes, ou *maitre d'hôtel* chez les autres seigneurs: mais les grands *senéchaux* ne portoient les plats que dans les grandes cérémonies, comme au couronnement du roi, ou aux cours plénières, & hors ces cas, cette fonction étoit laissée aux *senéchaux* ordinaires.

Le grand *senéchal* ne portoit même que le premier plat; & l'on voit en plusieurs occasions qu'il servoit à cheval l'intendance qu'ils avoient de la maison du prince, comprenoit l'administration des finances, ce qui les rendoit comptables.

Ils avoient en outre le commandement des armées, & c'étoient eux qui portoient à l'armée & dans les combats la bannière du souverain, ce qui rendoit cette place fort considérable.

La dignité de *maitre du palais* ayant été éteinte en France, celle de grand-*senéchal* prit la place. Ce grand-*senéchal* avoit sous lui un autre *senéchal*, qu'on appelloit simplement *senéchal de France*. Le dernier qui remplit la place de grand *senéchal* fut Thibaut dit le Bon, comte de Blois & de Chartres sous Louis VII.

L'une des principales fonctions du grand-*senéchal* étoit celle de rendre la justice aux sujets du prince, & en cette qualité il étoit préposé au-dessus de tous les autres juges.

Le *senéchal d'Angleterre*, étoit autrefois le premier officier de la couronne, mais cette charge fut supprimée par Henri IV. parce qu'il en trouva l'autorité trop dangereuse. Aujourd'hui l'on en crée un nouveau ou quand il faut couronner le roi, ou quand il s'agit de juger un pair du royaume accusé de crime capital.

SÉNÉCHAUSSEE, f. m., *Droit publ.*, est la juridiction du *senéchal*, l'étendue de cette juridiction.

Il y a des *senéchaussées* royales & des *senéchaussées* seigneuriales: ces deux sortes de *senéchaussées* sont réglées comme les baillijages. v. **BAILLIAGE**.

SÉNÉCHAUX, *Droit publ. de France*, officiers qui avoient autrefois une très-grande autorité, puisqu'elle s'étendoit sur les loix, les armes & les finances. Les ducs s'étant emparés du pouvoir d'administrer la justice, & ne voulant pas l'exercer en personne, établirent des officiers pour la rendre en leur nom & sous leur autorité: ils les appelloient *baillis* en certains lieux, & en d'autres *senéchaux*. Mais lorsque les rois de la troisième race commencent à réunir à la couronne les villes qui en avoient été démembrées, & particulièrement du tems de Hugues Capet, ils attribuerent aux juges ordinaires, c'est-à-dire aux *baillis* & aux *senéchaux* la connoissance des cas royaux & des causes d'appel du territoire des comtes. Sous la seconde race, c'étoient des commissaires ou *missi dominici*, que les vieux historiens appellent *messagers*, qui jugeoient ces causes d'appel dévolues au roi. Ainsi ces *baillis* & *senéchaux*, sous

la troisieme race, furent revêtus non-seulement du pouvoir des commillaires royaux ou *missi dominici*, mais ils succéderent en quelque sorte à toute l'autorité des ducs & des comtes, enforte qu'ils avoient l'administration de la justice, des armes & des finances. Ils jugeoient en dernier ressort, ce qui a duré jusqu'au tems où le parlement fut rendu sédentaire sous Philippe le Bel. Avant cela, on ne remarque aucun arrêt rendu sur les appellations des jugemens prononcés par les baillifs ou *sénéchaux*: mais toutes les charges étant devenues perpétuelles par l'ordonnance de Louis XI. les baillifs & *sénéchaux* non-contens de n'être plus revocables, tâcherent encore de devenir héréditaires. C'est pourquoi les rois appréhendant qu'ils n'usurpassent l'autorité souveraine, comme avoient fait les ducs & les comtes, leur ôterent d'abord le maniement des finances & ensuite le commandement des armes en établissant des gouverneurs. On leur laissa seulement la conduite de l'arrière-ban, pour marque de leur ancien pouvoir. Il ne leur resté que la simple séance à l'audience, & l'honneur que les sentences & contrats sont intitulés en leur nom. Lorsque le *sénéchal* est présent, son lieutenant prononce, *monseigneur dit*, & lorsqu'il est absent, *nous disons*. La plupart des *sénéchaussées* ont été réunies successivement à la couronne. Les premiers rois de la troisieme race n'avoient même conservé sous ce titre que Paris, la Beauce, la Sologne, la Picardie, & une partie de la Bourgogne. Le *sénéchal* de Bourdeaux est grand-*sénéchal* de Guyenne. La Provence est divisée en neuf *sénéchaussées*, sous un grand-*sénéchal*. Il y a un *sénéchal* particulier dans chaque *sénéchaussée*.

SENEQUE, le philosophe, *Lucius Annaeus Seneca*, *Hijl. Litt.*, naquit à Cordue vers l'an 13 de J. C. Il fut élevé dans l'éloquence par son pere, par Hygin, par Celsus & par Afrinius Gallus, & dans la philosophie par Socrion d'Alexandrie, & par Photin, célèbres philosophes stoïciens. Après avoir pratiqué pendant quelque tems les abstinences de la philosophie pythagoricienne, c'est-à-dire, s'être privé dans ses repas de tout ce qui a vie, il se livra au barreau. Ses plaidoyers furent admirés; mais la crainte d'exciter la jalousie de Caligula, l'obligea de quitter une carrière si brillante & si dangereuse sous un prince basétement envieux. Il brigua alors les charges publiques & obtint celle de questeur. On croyoit qu'il monteroit plus haut, lorsqu'un commerce illicite avec la veuve de Domitius, un de ses bienfaiteurs, le fit reléguer dans l'isle de Corse. C'est-là qu'il écrivit ses *Livres de consolation* qu'il adressa à sa mere. Agrippine ayant épousé l'empereur Claude, rappella *Seneca* pour lui donner la conduite de son fils Néron, qu'elle voulut élever à l'empire. Tandis que ce jeune prince suivit les instructions & les conseils de son précepteur, il fut l'amour de Rome; mais après que Poppée & Tigellin se furent rendus maîtres de son esprit, il devint la honte du genre-humain. La vertu de *Seneca* lui parut être une censure continuelle de ses vices; il ordonna à l'un de ses affranchis, nommé *Cléonice*, de l'empoisonner. Ce malheureux n'ayant pu exécuter son crime par la défiance de *Seneca*, qui ne vivoit que de fruits & ne buvoit que de l'eau, Néron l'enveloppa dans la conjuration de Pison, & il fut dévoué à la mort comme les autres conjurés. Le philosophe condamné parut recevoir avec joie l'arrêt

de sa mort, dont l'exécution fut à son choix. Il demanda de pouvoir disposer de ses biens, mais on le lui refusa. Alors il dit à ses amis, que *puisque'il n'étoit pas en sa puissance de leur faire part de ce qu'il croyoit posséder, il laissoit au moins sa vie pour modèle, & qu'en l'imitant exactement, ils acqueriroient parmi les gens de bien une gloire immortelle.* Ses abstinences continuelles l'avoient si fort atténué, qu'il ne coula point de sang de ses veines ouvertes, & que le poison ne put le faire mourir. Il eut enfin recours à un bain chaud, dont la fumée, mêlée à celle de quelques liqueurs, l'étouffa. Il parla beaucoup, & très-sensiblement, en attendant la mort; & ce qu'il dit, fut depuis recueilli & publié par ses amis. Tacite, plus équitable ou plus indulgent que Dion, lui a donné un beau caractère: mais si le portrait qu'en fait l'autre est d'après nature, on doit avouer que *Senèque* ayant vécu d'une manière très-oppo-
sée à ses écrits & à ses maximes, sa mort peut passer pour une punition de son hypocrisie. Elle arriva l'an 65 de J. C. & la douzième année du règne de Néron. *Pompeia Paulina*, son épouse, voulut mourir avec lui. *Senèque*, au lieu de l'en empêcher, l'y exhorta, & ils se firent ouvrir les veines l'un & l'autre en même tems. Mais Néron, qui aimoit Pauline, donna ordre de lui conserver la vie. On ne peut nier que *Senèque* ne fût un homme d'un génie rare; mais sa sagesse étoit plus dans ses discours que dans ses actions; il avoit une vanité & une présomption ridicules dans un philosophe. Quant à l'auteur, il avoit toutes les qualités nécessaires pour briller. A une grande délicatesse de sentimens, il unissoit beaucoup d'étendue dans l'esprit; mais l'envie de donner le ton à son siècle, le jeta dans

des nouveautés qui corrompirent le goût. Il substitua à la simplicité noble des anciens le fard & la parure de la cour de Néron: un style sentencieux, semé de pointes & d'antithèses, des peintures brillantes, mais trop chargées, des expressions neuves, des tours ingénieux, mais peu naturels; enfin il ne se contenta pas de plaire, il voulut éblouir, & il y réussit. Ses ouvrages peuvent être lus avec fruit par ceux qui auront le goût formé: ils y trouveront des leçons de morale utiles, des idées rendues avec vivacité & avec finesse; mais pour profiter de cette lecture, il faut savoir discerner l'agréable d'avec le forcé, le vrai d'avec le faux, le solide d'avec le puérile, & les pensées véritablement dignes d'admiration d'avec les simples jeux de mots. La meilleure édition de ses ouvrages est celle de Leyde en 1672, en 3 vol. in 8°. avec les notes *Variorum*. Les principaux ouvrages de ce recueil sont, 1°. *De ira*. 2°. *De consolatione*. 3°. *De providentia*. 4°. *De tranquillitate animi*. 5°. *De constantia sapientis*. 6°. *De clementia*. 7°. *De brevitate vite*. 8°. *De vita beata*. 9°. *De otio sapientis*. 10°. *De beneficiis*, & un grand nombre de *Lettres* morales. Nous avons sur le nom de *Senèque* plusieurs tragédies latines, qui ne sont pas toutes de lui: on lui attribue *Médée*, *Œdipe*, *la Troade* & *Hypolite*. On y trouve des pensées mâles & hardies, des sentimens pleins de grandeur, des maximes de politique très-utiles; mais l'auteur est guindé, il se jette dans la déclamation & ne parle jamais comme la nature. La meilleure édition de ses *Tragédies* est celle d'Amsterdam, en 1682, in-8°. & celle de Delft, en 1728, en 2 vol. in-4°.

SENS MORAL, f. f., *Morale*, nom donné par le savant *Hutcheson* à cette

faculté de notre ame, qui discerne promptement en certains cas le bien & le mal moral par une forte de sensation & par goût, indépendamment du raisonnement & de la réflexion.

C'est là ce que les autres moralistes appellent *instinct moral*, sentiment, espèce de penchant ou d'inclination naturelle qui nous porte à approuver certaines choses comme bonnes ou louables, & à en condamner d'autres comme mauvaises & blâmables, indépendamment de toute réflexion.

C'est ainsi, qu'à la vue d'un homme qui souffre, nous avons d'abord un sentiment de compassion, qui nous fait trouver beau & agréable de le secourir. Le premier mouvement, en recevant un bienfait, est d'en savoir gré, & d'en remercier notre bienfaiteur. Le premier & le plus pur mouvement d'un homme envers un autre, en faisant abstraction de toute raison particulière de haine ou de crainte qu'il pourroit avoir, est un sentiment de bienveillance, comme envers son semblable, avec qui la conformité de nature & de besoins lient. On voit de même que, sans aucun raisonnement, un homme grossier se récrie sur une perfidie comme sur une action noire & injuste qui le blesse. Au contraire, tenir sa parole, reconnoître un bienfait, rendre à chacun ce qui lui est dû, soulager ceux qui souffrent, ce sont-là autant d'actions qu'on ne peut s'empêcher d'approuver & d'estimer, comme étant justes, bonnes, honnêtes & utiles au genre humain. De-là vient que l'esprit se plaît à voir & à entendre de pareils traits d'équité, de bonne foi, d'humanité & de bénéfice; le cœur en est touché, attendri. En les lisant dans l'histoire on les admire, & on loue le bonheur d'un siècle, d'une nation, d'une famille où de si beaux exem-

ples se rencontrent. Mais pour les exemples du crime, on ne peut ni les voir, ni en entendre parler sans mépris & sans indignation.

Si l'on demande d'où vient ce mouvement du cœur, qui le porte à aimer certaines actions, & à en détester d'autres sans raisonnement & sans examen, je ne puis dire autre chose, sinon que ce mouvement vient de l'auteur de notre être, qui nous a faits de cette manière, & qui a voulu que notre nature fût telle, que la différence du bien ou du mal moral nous affectât en certains cas, ainsi que le fait celle du mal physique. C'est donc là une sorte d'instinct, comme la nature nous en a donné plusieurs autres, afin de nous déterminer plus vite & plus fortement là où la réflexion seroit trop lente. C'est ainsi que nous sommes avertis par une sensation intérieure de nos besoins corporels, pour nous porter à faire promptement & machinalement tout ce que demande notre conservation. Tel est aussi cet instinct qui nous attache à la vie, & ce desir d'être heureux, qui est le grand mobile de nos actions. Telle est encore la tendresse presque avcugle, mais très-nécessaire, des pères & des mères pour leurs enfans. Les besoins pressans & indispensables demandoient que l'homme fût conduit par la voie du sentiment, toujours plus vif & plus prompt que n'est le raisonnement.

Dicu donc a jugé à propos d'employer aussi cette voie à l'égard de la conduite morale de l'homme, & cela en imprimant en nous un sentiment ou un goût de vertu & de justice, qui décide de nos premiers mouvemens, & qui supplée heureusement chez la plupart des hommes au défaut de réflexion; car combien de gens incapables de réfléchir, & qui sont remplis de ce sentiment de

justice! Il étoit bien utile que le Créateur nous donnât un discernement du bien & du mal, avec l'amour de l'un & l'averfion de l'autre par une forte de faculté prompte & vive, qui n'eût pas besoin d'attendre les spéculations de l'esprit; & c'est-là ce que le docteur Hutcheson a nommé judicieusement *sens moral*.

SENS COMMUN, Morale. Par le *sens commun* on entend la disposition que la nature a mise dans tous les hommes, ou manifestement dans la plupart d'entre eux, pour leur faire porter, quand ils ont atteint l'usage de la raison, un jugement commun & uniforme, sur des objets différens du sentiment intime de leur propre perception; jugement qui n'est point la conséquence d'aucun principe antérieur. Si l'on veut des exemples de jugemens qui se vérifient principalement par la règle & par la force du *sens commun*, on peut, ce semble, citer les suivans.

1°. *Il y a d'autres êtres, & d'autres hommes que moi au monde.*

2°. *Il y a quelque chose qui s'appelle vérité, sagesse, prudence, & c'est quelque chose qui n'est pas purement arbitraire.*

3°. *Il se trouve dans moi quelque chose que j'appelle intelligence, & quelque chose qui n'est point intelligence & qu'on appelle corps.*

4°. *Tous les hommes ne sont point d'accord à me tromper & à m'en faire accroire.*

5°. *Ce qui n'est point intelligence ne sauroit produire sous les effets de l'intelligence, ni des parcelles de matière réunies au hasard former un ouvrage d'un ordre & d'un mouvement régulier, tel qu'une horloge.*

Tous ces jugemens, qui nous sont dictés par le *sens commun*, sont des ré-

gles de vérité aussi réelles & aussi sûres que la règle tirée du sentiment intime de notre propre perception; non pas qu'elle emporte notre esprit avec la même vivacité de clarté, mais avec la même nécessité de consentement. Comme il m'est impossible de juger que je ne pense pas, lorsque je pense actuellement, il m'est également impossible de juger sérieusement que je sois le seul être au monde; que tous les hommes ont conspiré à me tromper dans tout ce qu'ils disent; qu'un ouvrage de l'industrie humaine; tel qu'une horloge qui montre régulièrement les heures, est le pur effet du hasard.

Cependant il faut avouer qu'entre le genre des premières vérités tirées du sentiment intime, & tout autre genre de premières vérités, il se trouve une différence; c'est qu'à l'égard du premier on ne peut imaginer qu'il soit susceptible d'aucune ombre de doute; & qu'à l'égard des autres, on peut alléguer qu'ils n'ont pas une évidence du genre suprême d'évidence. Mais il faut se souvenir que ces premières vérités qui ne sont pas du premier genre, ne tombant que sur des objets hors de nous, elles ne peuvent faire une impression aussi vive sur nous, que celles dont l'objet est en nous-mêmes: de sorte que pour nier les premières, il faudroit être hors de soi; & pour nier les autres, il ne faut qu'être hors de la raison.

C'est une maxime parmi les sages; direz-vous, & comme une première vérité dans la morale, que la vérité n'est point pour la multitude. *v. MULTITUDE.* Ainsi il ne paroît pas judicieux d'établir une règle de vérité sur ce qui est jugé vrai par le plus grand nombre. Donc le *sens commun* n'est point une règle infaillible de la vérité.

Je réponds qu'une vérité précise &

métaphysique ne se mesure pas à des maximes communes, dont la vérité est toujours sujette à différentes exceptions: témoin la maxime qui avance, que *la voix du peuple est la voix de Dieu*. Il s'en faut bien qu'elle soit universellement vraie; bien qu'elle se vérifie à peu près aussi souvent que celle qu'on voudroit objecter, que *la vérité n'est point pour la multitude*. Dans le sujet même dont il s'agit, touchant les premiers principes, cette dernière maxime doit passer absolument pour être fautive. En effet, si les premières vérités n'étoient répandues dans l'esprit de tous les hommes, il seroit impossible de les faire convenir de rien, puisqu'ils auroient des principes différens sur toutes sortes de sujets. Lors donc qu'il est vrai de dire que *la vérité n'est point pour la multitude*, on entend une sorte de vérité, qui, pour être aperçue, suppose une attention, une capacité & une expérience particulières, prérogatives qui ne sont pas pour la multitude. Mais est-il question de première vérité, tous sont philosophes à cet égard. Le philosophe contemplatif avec tous ses raisonnemens n'est pas plus parfaitement convaincu qu'il existe & qu'il pense, que l'esprit le plus médiocre & le plus simple. Dans les choses où il faut des connoissances acquises par le raisonnement, & des réflexions particulières, qui supposent certaines expériences que tous ne sont pas capables de faire, un philosophe est plus croyable qu'un autre homme: mais dans une chose d'une expérience manifeste, & d'un sentiment commun à tous les hommes, tous à cet égard deviennent philosophes: de sorte que dans les premiers principes de la nature & du sens commun, un philosophe opposé au reste du genre humain, est un philosophe opposé à cent mille

autres philosophes, parce qu'ils sont aussi bien que lui instruits des premiers principes de nos sentimens communs. Je dis plus, l'ordinaire des hommes est plus croyable en certaines choses que plusieurs philosophes; parce que ceux-là n'ont point cherché à forcer ou à défigurer les sentimens & les jugemens, que la nature inspire universellement à tous les hommes.

Le sentiment commun des hommes en général, dit-on, est que le soleil n'a pas plus de deux pieds de diamètre. On répond qu'il n'est pas vrai que le sentiment commun de ceux qui sont à portée de juger de la grandeur du soleil, soit qu'il n'a que deux ou trois pieds de diamètre. Le peuple le plus grossier s'en rapporte sur ce point au commun, ou à la totalité des philosophes ou des astronomes, plutôt qu'au témoignage de ses propres yeux. Aussi n'a-t-on jamais vu de gens, même parmi le peuple, soutenir sérieusement qu'on avoit tort de croire le soleil plus grand qu'un globe de quatre pieds. En effet, s'il s'étoit jamais trouvé quelqu'un assez peu éclairé pour contester la-dessus, la constellation auroit pu cesser au moment même, avec le secours de l'expérience; faisant regarder au contredisant un objet ordinaire, qui, à proportion de son éloignement, paroît aux yeux incomparablement moins grand, que quand on s'en approche. Ainsi les hommes les plus stupides sont persuadés que leurs propres yeux les trompent sur la vraie étendue des objets. Ce jugement n'est donc pas un sentiment de la nature, puisqu'au contraire il est universellement démenti par le sentiment le plus pur de la nature raisonnable, qui est celui de la réflexion.

SENS, le bon-, Morale, Le bon sens & le bon goût, ne sont qu'une même chose,

chose, à les considérer du côté de la faculté. Le *bon sens* est une certaine droiture d'ame qui voit le vrai, le juste & s'y attache; le *bon goût* est cette même droiture, par laquelle l'ame voit le bon & l'approuve. La différence de ces deux choses ne se tient que du côté des objets. On retraint ordinairement le *bon sens* aux choses plus sensibles, & le *bon goût* à des objets plus fins & plus relevés. Ainsi le *bon goût*, pris dans cette idée, n'est autre chose que le *bon sens*, raffiné & exercé sur des objets délicats & relevés: & le *bon sens* n'est que le *bon goût*, retraint aux objets plus sensibles & plus matériels. Le vrai est l'objet du goût, aussi-bien que le bon; & l'esprit a son goût, aussi-bien que le cœur.

SENSIBILITÉ, c. f., *Morale*, disposition tendre & délicate de l'ame, qui la rend facile à être émue, à être touchée par rapport à ses semblables.

Tout ce qui attaque la vie de l'homme, tout ce qui dérange son organisation, excite en lui des sentimens de surprise, de crainte & de douleur, qui lui arrachent des cris, des plaintes, des larmes, des gémissemens. Le principe qui éprouve en lui de la surprise, de la crainte, de la douleur, agit donc sur tous ses organes; pour la manifester.

Les cris, les gémissemens, les larmes, agissent sur les organes des autres hommes; & leurs organes ébranlés font passer ces impressions jusqu'à leur ame: elle se trouve affectée par l'image de la douleur, pour ainsi dire, comme la cire se trouve figurée par l'empreinte du cachet: & telle est la nature de l'ame humaine & de son union avec le corps, qu'elle ne peut être affectée par l'image de la douleur sans en éprouver le sentiment. Ainsi par l'organisation de l'homme, s'il souffre, son ame agit

non-seulement sur ses organes pour le manifester, mais encore sur les ames de tous les autres hommes, pour faire ressentir sa douleur à tous ceux qui entendent ses cris, ou qui voyent les larmes.

L'ame du malheureux est une espece de centre, où se réunissent en quelque sorte toutes les ames des autres hommes pour souffrir tant qu'il souffre. Ses cris, ses gémissemens, ses prières sont des ordres auxquels tout obéit; aucun ne peut cesser de souffrir que lorsque le malheureux qui l'implore est sans douleur. Ainsi par le moyen de la *sensibilité*, le malheureux a un empire naturel sur les autres hommes.

On voit ces effets de la *sensibilité* dans tous les hommes.

Considérez cette portion de l'humanité que l'orgueil appelle dédaigneusement du nom de *peuple*: un malheureux est-il blessé ou renversé? succombe-t-il sous le poids dont il est chargé? il est aussitôt environné & secouru par tous ceux qui le voyent: ceux qui ne peuvent l'approcher, conseillent, exhortent, encouragent ceux qui le secourent: la douleur, l'inquiétude, se peignent sur tous les visages; on y voit renaître le calme & la sérénité, lorsque l'homme blessé n'est plus en danger: ceux-même qui n'ont été que témoins de sa chute, & dont le secours lui étoit inutile, ne se retirent qu'après qu'ils se sont assurés qu'il n'a plus rien à craindre. Presque tous s'approchent pour le consoler, & tâchent par des discours obligants de s'acquitter du service qu'ils lui devoient, & qu'ils n'ont pu lui rendre; il louent, ils félicitent celui qui le premier a secouru le malheureux: il semble qu'ils le remercient d'un service qu'ils en ont reçu personnellement.

X x x

Les riches & les grands éprouvent cette *sensibilité*. C'est en vain que le cortège qui les environne, s'efforce de faire disparaître à leurs yeux, les ressemblances par lesquelles la nature unit tous les hommes. Malgré ces précautions, ils sont soumis à la loi de la *sensibilité*; au milieu de l'appareil qui les sépare du peuple, le cri du malheureux les atteint, il pénètre jusqu'à leur âme, ils sont inquiétés, ils souffrent, ils sont obligés de le secourir, pour se soustraire au sentiment douloureux qu'ils éprouvent. Voilà en partie le principe de ces aumônes faites sans lumière & sans réflexion, par les riches & par les grands, à tout ce qui les solleite avec l'apparence de la douleur. Le cri du malheureux, le sentiment fâcheux qu'il produit dans l'âme du grand & du riche, est la voix & l'ordre de la nature qui le rappelle à cette *sensibilité* qui doit unir tous les hommes.

Puisque par son organisation l'homme ressent les maux qu'il voit souffrir aux autres, il ne peut les blesser sans se blesser lui-même; il ne peut être malheureux sans être malheureux. Ainsi la *sensibilité* produit dans l'homme une répugnance naturelle à faire du mal. Il a naturellement de la répugnance à faire souffrir un autre homme, comme à manger un fruit nuisible ou dégoûtable.

Tels sont les effets de la *sensibilité* dans des hommes calmes & tranquilles, c'est-à-dire, dans l'état habituel de l'homme. Si quelque passion subite les porte avec violence à faire du mal, alors la force de la *sensibilité* croît subitement, & triomphe de l'impétuosité de la colère & de la passion.

Par le moyen de la *sensibilité*, le faible arrête & désarme le fort qui veut l'opprimer. Par cette même *sensibilité*

le fort pardonne au faible qui l'offense & se réconcilie avec lui. L'art avec lequel la nature produit ces effets, n'est pas indigne de l'attention du lecteur.

Représentons-nous donc un homme fort & robuste poursuivant un homme faible: il l'atteint, le saisit & le renverse. La colère impitoyable est peinte dans ses yeux, son bras est levé pour frapper: quelle autorité, quelle force peut l'arrêter? la *sensibilité*; & pour donner à l'humanité cette puissance, la nature n'emploie qu'un regard du malheureux: au moment même où l'homme faible & renversé voit le coup qui va le faire périr, la crainte, la douleur, la rage, le désespoir se peignent dans ses yeux, sur son visage, dans toute sa personne. Cette image va rapidement se peindre dans l'âme de l'homme fort & en fureur, elle y produit tous les sentimens qu'éprouve le faible renversé & prêt à périr. Par la loi de la *sensibilité*, la nature produit dans son cœur un sentiment de douleur & d'inquiétude, plus puissant que le sentiment qui l'irrite, elle fixe sur lui-même son attention & sa crainte, elle suspend sa colère. Dans cet instant de repos & d'équilibre, l'espérance renaît dans le cœur du faible, elle se peint sur son visage, avec la soumission, l'amour & la reconnaissance. Cette image va se peindre dans l'âme du fort, elle dissipe l'inquiétude, la crainte & la douleur qu'il ressentait; il est dans un état de calme, de paix & de sécurité, semblable à celui qu'éprouve le faible.

C'est le regard touchant du faible qui a dissipé l'inquiétude, la crainte & la douleur qu'il ressentait; il ne l'envisage plus comme un ennemi, mais comme un bienfaiteur; il cesse de le haïr, il l'aime, il éprouve pour lui une espèce de reconnaissance, il le rassure, il

le console, & dispose le foible à l'aimer.

La *sensibilité* est le boucher du foible contre le puissant; par elle la nature soumet l'homme qui veut abuser de ses forces, ce n'est donc point pour faire du mal que l'homme a de la force, il semble qu'une puissance invisible l'en dépouille aussi-tôt qu'elle peut devenir funeste aux foibles.

C'est sans doute l'idée que les Athéniens & tant d'autres peuples s'étoient faite de l'humanité; ou de la *sensibilité* dont nous expolons les effets, lorsqu'ils lui érigerent des autels sous le nom de la *Pitié*.

Le sentiment de l'humanité n'est point comme le prétend Spinoza, un sentiment peu actif, une espèce d'amitié foible: il peut éteindre la haine & triompher des passions.

Lorsque les riches de Sparte foulés contre Lycurgue, le poursuivent, il reçoit un coup violent dans l'œil; son visage en est ensanglanté: il se tourne vers le peuple, aussi-tôt la honte, la douleur succèdent à la colère & à la fureur; on lui livre le méchant qui l'a blessé, tous ceux qui le poursuivoient, l'accompagnent jusqu'à sa maison, avec des témoignages de respect, de douleur & d'attendrissement, que l'on éprouve pour un ami, pour un parent outragé & blessé, on lui livre l'homme qui l'a blessé.

Ce fut la robe sanglante de César qui arma Rome contre les défenseurs de la liberté.

Lorsque Léopold duc d'Autriche, à la tête de 20000 hommes, veut soumettre les cantons de Schwitz, d'Uri & d'Unterwalde, la noblesse qui fait la plus grande partie de son armée, prend la résolution de mettre tout à feu & à sang dans ces cantons; l'image de tant d'oracles pénétre Humeberg, un des gentilshommes de l'armée de Léopold; il

avertit les Suisses du jour & du lieu où ils seront attaqués, & par cet avis il les met en état de remporter la fameuse victoire de Morgarten, où cette noblesse si cruelle & si insolente fut détruite par 1300 paysans.

C'est l'humanité qui a fait échouer la conspiration formée contre Venise, par les hommes les plus déterminés, & avec un art, un secret & une intrépidité dont l'histoire, ne fournit point d'exemple. Lorsque Renault peint l'Etat de Venise au pouvoir des conjurés, le soldat furieux retirant ses mains fumantes du sein des Vénitiens, la mort errante de toute part, & toutes les horreurs que peuvent produire la licence, l'avarice & la barbarie, il fait naître dans l'âme de Jaffier, la compassion & l'horreur: cette funeste image l'obsède nuit & jour, le presse & le force de découvrir un secret que la mort & les tourmens ne lui eussent jamais arraché.

Par une suite de son organisation & de sa *sensibilité*, l'homme manifeste le bonheur qu'il éprouve, aussi-bien que la douleur qu'il ressent, & en le manifestant, il le communique. Les mouvements de l'homme heureux, ses gestes, l'air de son visage, les accents de sa voix portent dans l'âme de tous les spectateurs l'image du bonheur dont il jouit, il les rend semblables à lui, il les place machinalement dans l'état où il se trouve lui-même; ils prennent tous ses sentimens, toutes ses affections, il n'a plus d'ennemis, il aime tout le monde, il voudroit faire passer dans tous les cœurs, le bonheur qu'il ressent: cette bienfaisance est une suite nécessaire du bonheur que l'homme éprouve.

C'est à cette disposition qu'il faut attribuer la joie que cause dans les compagnies la présence de l'homme gai, doux & serein, la tristesse qui le peint

sur tous les visages à l'arrivée du misanthrope, de l'atrabilaire, de l'homme dur & despotique. Le premier offre un homme heureux, sa présence seule fait passer dans notre ame la sérénité, la paix de la sienne. Le second nous attriste, parce que nous ne pouvons voir l'image du malheur sans le ressentir ; & voilà le principe de nos égards & de notre indulgence , pour le misanthrope, pour l'atrabilaire, pour l'homme dur, qui ne se présente d'abord que comme un malheureux. Le premier mouvement de notre cœur à la vue de l'homme triste & mélancolique, est un sentiment de pitié, de crainte de l'offenser & en quelque sorte de respect. Si ce sentiment s'éteint, c'est que nous voyons que nous ne pouvons adoucir ses maux, & que sa dureté nous force de voir en lui, non un malheureux qui demande du secours, mais un ennemi qui abuse de notre indulgence & de notre sensibilité.

Ainsi, lorsque la sécurité dont jouissent les hommes armés & réunis, eut banni la crainte; lorsque ne redoutant plus les animaux carnaciers, & que sentant moins vivement le besoin qu'ils avoient du secours des autres, ils pouvoient s'intéresser moins à leur conservation réciproque; la nature développa dans leur ame le sentiment de l'humanité qui leur fit ressentir les maux de leurs semblables, qui leur rendit leur bonheur précieux, parce qu'ils en jouissoient, qui les porta à partager avec eux celui qu'ils ressentoient, parce qu'en le communiquant, ils l'augmentoient. L'amour du bonheur qui agit continuellement sur tous les hommes, les porta donc à procurer un bonheur général & commun.

Par le sentiment de l'humanité, la ligue que la crainte avoit formée entre

les hommes, se change en une société qui a pour loi fondamentale, la bienfaisance & l'amour du prochain, qui compose de tous les hommes une seule famille. La nature en inspirant à l'homme le sentiment de l'humanité, devient en effet la mere commune des hommes, ils naissent véritablement freres, les biens & les plaisirs répandus sur la terre, font un patrimoine commun qu'elle partage également; & les maux attachés à la condition humaine, font des dettes communes.

L'intérêt personnel, comme on le voit, n'est point distingué de l'intérêt général de l'espece humaine, puisque l'intérêt personnel n'est que l'amour du bonheur, & que dans l'institution de la nature, l'homme ressent les maux des autres, & qu'il leur communique son bonheur.

Pour distinguer les actions utiles ou nuisibles aux autres, l'homme a reçu de la nature une organisation qui lui fait ressentir le bien & le mal qu'ils éprouvent. L'homme a donc un guide qui le conduit dans ses actions, par rapport aux autres hommes, comme le goût le conduit dans le choix des corps propres à le nourrir. Un guide, qui avant que l'homme puisse réfléchir, lui apprend à ne point faire aux autres, ce qu'il ne voudroit pas qu'on lui fit, & à leur procurer le bonheur qu'il voudroit qu'on lui procurât.

Le plaisir que l'homme ressent en faisant du bien, la douleur qu'il éprouve lorsqu'il fait du mal aux autres, ne sont-ils pas une publication continuelle que la nature fait à tous les hommes de ce principe de la loi naturelle : „ faites aux autres le bien que vous voudriez qu'on vous fit, & ne leur faites point le mal que vous ne voudriez pas qu'on vous fit.

Le plaisir & la douleur que l'homme éprouve, lorsqu'il est bienfaisant ou méchant, a sa source dans l'organisation même de l'homme ; la nature a donc voulu que ce principe fût une loi générale qui n'admit jamais d'exception ; elle a voulu que l'obligation qu'elle imposoit, fût aussi étendue que la vie, puisqu'elle est fondée sur l'organisation même de l'homme, qui est le principe de la vie.

L'homme de la nature est donc juste, bien-faisant par sentiment indépendamment de son éducation, & , pour ainsi dire, par instinct ; il n'est ni cruel, ni envieux naturellement, puisqu'il ne peut, ni être heureux sans communiquer son bonheur, ni voir un heureux sans ressentir du plaisir.

Quelque certains que soient ces principes, ils auront des contradicteurs. On ne manquera pas de les combattre par des exemples de barbarie & de cruauté, qui ne pourroient, dit-on, avoir lieu, si le sentiment de l'humanité existoit dans l'homme avec la force que nous lui attribuons ; telles sont les cruautés que les sauvages exercent sur leurs prisonniers, & le plaisir qu'ils ont à voir leurs souffrances ; telles sont les barbaries des despotes sur leurs sujets, tel a été le plaisir que caufoient les combats des gladiateurs, telle est la curiosité du peuple, pour les exécutions de la justice criminelle.

Je reconnois ces faits ; mais je n'ai garde d'en conclure que les hommes naissent ennemis de leurs semblables, cruels & féroces, ce seroit tirer une conclusion absolue, simple & sans restriction, de ce qui n'est vrai que par accident.

Il est certain que l'organisation du corps humain doit naturellement l'entretenir dans un état de santé. Croira-

t-on rendre cette vérité douteuse, en disant qu'il y a des malades, & que l'homme n'est pas immortel ? Les maladies prouvent que l'organisation du corps humain peut s'altérer, & non pas que l'homme naît dans un état de maladie, ou que ses organes ne puissent s'entretenir dans un état de santé. Il en est de même des faits que l'on oppose au sentiment que nous défendons ; ils prouvent que le germe de l'humanité peut s'altérer, qu'il peut être stérile dans quelques hommes, & non pas qu'ils soient nés cruels & sans humanité.

Examinons ces faits, & nous verrons en esât que l'éducation, des calamités, les préjugés, la superstition, l'ignorance ont éteint ce sentiment dans le cœur des hommes qu'on nous cite en exemple. Nous verrons que leur insensibilité, leur cruauté même n'est point l'ouvrage de la nature, & qu'on ne les a rendu méchants & inhumains qu'en détruisant les principes d'humanité qu'ils avoient reçus en naissant, en rompant entr'eux & les hommes qu'ils faisoient souffrir, tous les liens par lesquels la nature les avoit unis, en effaçant, pour ainsi dire, tous les traits de ressemblance, destinés à produire dans ces hommes la *sensibilité* compatissante & bienfaisante.

1°. Les sauvages n'emploient les supplices contre leurs ennemis, que pour empêcher la mauvaise foi dans les traités, & pour contenir des ennemis infidèles & dangereux. Ils n'exercent même ces cruautés que sur des ennemis qui n'invoquent point la *sensibilité* naturelle, qui bravent les tourmens, qui insultent leurs vainqueurs & qui les railent, qui provoquent en quelque sorte la cruauté des vainqueurs, en leur racontant qu'ils ont fait souffrir des tour-

mens mille fois plus cruels à leurs amis, à leurs parens, à leurs freres, à leurs peres. Ils menacent d'en faire souffrir de plus cruels encore. Ces prisonniers carservent donc, par rapport à ceux qui les font souffrir, la qualité d'ennemis, & la *sensibilité* naturelle n'agit plus en leur faveur; au contraire, leurs menaces, leurs bravades, jointes à l'impuissance ou il font de les exécuter, les rendent odieux & ridicules aux yeux des vainqueurs, & les signes de douleur qu'ils donnent, font rire.

2°. C'est principalement la ressemblance des hommes, le sentiment de leur égalité naturelle qui donne naissance à la bienfaisance & à l'humanité. Tout ce qui fait disparoitre cette ressemblance & cette égalité, affoiblit la *sensibilité* naturelle, & peut rendre l'homme inhumain. Ainsi le despote de l'Orient qui se croit un Etre d'une espèce différente de ses sujets, est insensible à leurs maux, & cruel sans scrupule, pour satisfaire la moindre de ses fantaisies. Il sacrifie à son caprice ses sujets, comme les animaux qu'il tue à la chasse.

Mais peut-on regarder l'erreur de ces despotes comme un sentiment naturel? L'égalité naturelle des hommes n'est-elle pas la vérité la moins susceptible de difficultés? Elle est dans son cœur, tous les sens l'attestent, tous les besoins la lui font sentir; enfin, on a vu des despotes justes, humains & bienfaisans. Ainsi ce n'est ni comme homme, ni comme punissant que le despote est cruel.

3°. Ce n'est point pour se procurer le plaisir de voir couler le sang humain que l'on a institué les combats des gladiateurs; c'est la superstition & la politique qui leur ont donné naissance.

Lorsque l'on eut attribué les mal-

heurs qui affligent les hommes à des divinités, à des génies, à des puissances pour qui le mal étoit un spectacle agréable; on regarda la mort comme leur ouvrage, ou comme un effet de leur haine. On croyoit qu'un général, un capitaine qui périssoit dans les combats, étoit poursuivi par ces puissances; on craignoit qu'elles ne les tourmentassent encore après leur mort. Pour faire une espèce de diversion, ou pour adoucir leur haine, on immoloit une certaine quantité d'hommes sur les tombeaux des grands capitaines & des rois. On croyoit que l'ame séparée du corps ne s'en éloignoit pas beaucoup, & se tenoit aux environs du tombeau; c'étoit donc là qu'elle étoit exposée aux attaques des puissances malfaisantes; en faisant mourir des hommes sur ce tombeau, on donnoit à la méchanceté de ces génies, de nouveaux objets; on procuroit à l'ame du capitaine la facilité de s'échapper & de se dérober aux poursuites des mauvais génies, ou peut-être des secours pour leur résister.

Comme on croyoit que ces puissances se plaisoient sur-tout à voir couler le sang, & à voir périr les hommes dans les batailles, on crut faire cesser plus efficacement leur acharnement sur les ames des rois & des capitaines morts, en faisant périr les victimes, les armes à la main, & couvertes de blessures.

On voit dans cet établissement même les répugnances de l'humanité pour cette barbarie, car d'abord, on n'immoloit que des ennemis ou des criminels qui méritoient la mort; on rendoit leur mort utile aux citoyens qui avoient défendu la patrie, & pour ne pas tremper ses mains dans le sang humain, on les forçoit de s'entre-tuer.

Lorsqu'on eut imaginé des puissances, pour qui la mort & les souffrances des hommes étoient un spectacle agréable, on fit combattre les gladiateurs avant de faire la guerre & de mettre des armées en campagne, ou de combattre, afin de se rendre propices les divinités malfaisantes.

Enfin, la politique même s'unit à la superstition, pour l'établissement des combats des gladiateurs. On crut par ce spectacle, par la vue des blessures & de l'effusion du sang, familiariser les jeunes citoyens avec les horreurs de la guerre. Ces combats étoient destinés à rendre l'idée de la mort moins effrayante, & à faire tomber la répugnance naturelle que l'homme éprouve, lorsqu'il faut qu'il la donne à ses semblables.

Comme les combats des gladiateurs avoient d'abord été une espèce de sacrifice, offert pour les grands hommes, on les regarda comme l'apanage de la puissance & de la grandeur; ainsi, la vanité s'unit à la superstition & à la politique, pour les multiplier & pour les perpétuer: à mesure que les richesses s'accrurent, on vit plus de combats de gladiateurs, on augmenta le nombre des combattans; il fut impossible de trouver dans les criminels, dans les prisonniers de guerre un nombre d'hommes suffisant pour tous ces combats; la pauvreté, la misère, la débauche fournirent aux riches ce fond de gladiateurs, il se trouva des hommes qui s'exposèrent à mourir pour une somme d'argent, comme on vit autrefois les Gaulois jouer leur liberté, comme on a vu des habitans de Sumatra jouer leur vie: contre un petit couteau, ou contre un petit miroir.

Il y eut donc des gladiateurs de profession, & des maîtres qui les instruisoient dans l'art de se battre.

Les gladiateurs à gages risquoient leur vie pour de l'argent, ils vendoient leur sang à qui vouloit l'acheter, ils le versaient à prix d'argent, il se louoient pour donner ou pour recevoir la mort: les gladiateurs ne s'offroient donc plus que comme des animaux qui faisoient peu de cas de leur vie, & de celle des autres: on voyoit en eux des tigres & des lions, sous la figure humaine. La sensibilité naturelle n'agissoit plus en leur faveur, ou du moins elle n'agissoit que foiblement.

Le peuple perdit de vue l'origine superstitieuse & politique des combats des gladiateurs. On les regarda comme un honneur qu'on rendoit aux morts, comme une partie de la pompe funebre, ils devinrent des spectacles.

D'ailleurs les peuples chez qui les combats de gladiateurs s'établirent, devinrent riches, oisifs, voluptueux, légers, frivoles, & se livrèrent au luxe: or le luxe, la frivolité, la volupté affoibissent le sentiment de l'humanité, ou ne lui permettent pas d'agir.

Un homme livré au luxe & à la volupté, n'est heureux que par les sensations qu'il éprouve; pour que ces sensations soient agréables, il faut qu'elles soient prodigieusement variées; comme l'homme de luxe & l'homme frivole sont incapables de réfléchir, du moins sans beaucoup d'effort & de fatigue, il faut que le spectacle agisse uniquement & fortement sur les sens, il faut que les objets qu'il offre, l'intéressent puissamment, & l'émeuvent sans l'occuper & sans l'inquiéter. Or le spectacle que donnoient les gladiateurs, réunissoit toutes ces qualités. Le sentiment de l'humanité affoibli chez eux, faisoit qu'ils étoient touchés par la vue du péril des gladiateurs, sans que leur cœur fût pénétré de cette douleur, qu'ils au-

roient éprouvée, s'ils eussent été dans leur état naturel. Le plaisir que causoient les combats des gladiateurs, ne prouve donc pas que l'homme nait sans le sentiment de l'humanité, mais que l'éducation, la superstition, les préjugés, le luxe peuvent l'éteindre ou l'affaiblir.

Athènes avoit des mœurs simples, lorsqu'elle érigea des autels à l'humanité; ce ne fut qu'après qu'elle eut contracté les vices des nations étrangères, qu'on y vit des combats de gladiateurs. Ce fut par superstition, par désceuvrement & non par inhumanité, que les Athéniens donnerent le spectacle des combats des gladiateurs. C'est le propre de la légèreté, de la frivolité, de réunir les contraires, & avec de l'humanité dans le cœur, de se plaire à voir les hommes en péril, ou même répandre leur sang.

Quant à l'empressement du peuple pour voir les exécutions de la justice criminelle, il ne faut point l'attribuer à un principe d'inhumanité. L'homme qu'il va voir périr, est un ennemi: il ne voit en lui qu'un méchant qu'il est bon qu'il périsse. Peut-être qu'à ces motifs, se joint un sentiment de curiosité sur la manière dont l'homme meurt: il est bien aisé de voir comment l'homme envisage & reçoit la mort. Il le considère comme un malade qu'il voit expirer.

Il y a donc des causes qui peuvent altérer ou même rendre inutile la *sensibilité*, l'humanité naturelle, & il seroit injuste de conclure de ces exemples, que les hommes naissent inhumains & cruels, comme il seroit absurde de conclure qu'ils naissent tous aveugles ou boiteux, de ce qu'il y a des aveugles & des boiteux.

Je ne nie pas qu'il ne puisse y avoir des hommes qui naissent avec une con-

stitution organique, qui les porte à faire du mal, & à voir avec satisfaction les souffrances des autres; mais on ne peut pas conclure de ces exemples que la nature produit tous les hommes cruels & méchants, comme on ne peut conclure que tous les hommes naissent sourds & aveugles, parce que quelques-uns naissent privés de la vue & de l'ouïe. Les hommes que leur constitution organique rend inhumains, sont certainement aussi rares que les aveugles nés. (D. F.)

SENSUALITE, **SENSUEL**, f. f., *Morale*. La *sensualité* est une disposition de l'ame, qui la rend vivement affectée des objets sensibles & c'est en cela qu'elle diffère de la sensibilité, qui n'est affectée que des choses morales.

On appelle *sensuels* les hommes qui font leur dieu du plaisir des sens. Un homme, qui mange pour le seul plaisir qu'il goûte en mangeant, est un homme *sensuel*. C'est en ce sens que la *sensualité* est un mal.

Les hommes *sensuels* ne sont bons que pour eux; ils sentent plus qu'ils n'agissent; ils sont fortement occupés de leurs plaisirs, ils s'embarrassent fort peu d'en procurer aux autres. Tout leur est bon, pourvu qu'ils jouissent: ils sacrifient honneur, parens & amis à leurs penchans. Heureux par leur situation présente, ils s'y complaisent, jusqu'à ce que de nouveaux desirs les portent vers d'autres plaisirs; delà vient qu'ils sont incapables de grandes choses: occupés de leurs corps, ils n'exercent les facultés de leur esprit, que pour favoriser & nourrir leur *sensualité*.

L'homme *sensuel* est bien au-dessous de la brute. Celle-ci se livre aux impressions des sens, parce que c'est la seule boussole de son ame, tandis que celui-là, doué de la faculté de combiner le passé,

passé, le présent & l'avenir, & tirer par-là les règles de sa conduite, se livre par la *sensualité* à un guide toujours trompeur. La brute par conséquent suit par sa *sensualité* la route prescrite par le Créateur; tandis que l'homme s'en écarte par la sienne. La brute est physiquement noble dans sa *sensualité*; tandis que l'homme est moralement dégoutant par la sienne. La brute est d'autant plus estimable, qu'elle cultive & raffine sa *sensualité*; tandis que ce raffinement rend l'homme méprisable. Que l'homme *sensuel* examine la conduite des bêtes, il verra qu'il n'y en a pas une seule qui ne lui reproche l'horreur de sa *sensualité*.

Un homme *sensuel* est un homme moralement perdu. Conduit en tous tems par les fortes impressions des sens, il est insensible aux idées délicates & paisibles de la vertu; c'est un genre de sensation insipide pour lui, & il est physiquement impossible d'y prêter son attention, parce que l'ame ne peut se tourner du côté d'une idée foible, lorsque celle-ci est en concurrence avec des idées fortes. (D. F.)

SENTENCE, f. f., *Jurispr.*, est le jugement que rend un juge non-souverain, sur une cause, instance, ou procès.

Chez les Romains, dans les affaires civiles ou criminelles, après que la cause avoit été plaidée de part & d'autre, on prononçoit le jugement toujours après le coucher du soleil, à moins que le juge n'eût pas bien compris la cause; car dans ce cas, il juroit qu'il n'étoit pas suffisamment instruit, *sibi non liquere*, & par cet interlocutoire, il étoit dispensé de juger. La formule de la sentence n'étoit pas la même pour tous les juges ni pour toutes les causes: s'agissoit-il d'assurer la liberté ou l'état d'un

homme, on emploie celle-ci: *Nobis videtur hominem, aut ingenuum, aut liberum, aut servum esse*: & presque toujours les juges prononçoient qu'une chose leur paroissoit être ou n'être pas ainsi. Telle étoit leur façon de s'exprimer, quoiqu'ils eussent une pleine connoissance de la chose, dont ils jugeoient ainsi dans une cause d'exhérédation, ils ne prononçoient pas absolument qu'elle étoit légitime, mais toujours par présomption: *Videtur, Curiane, mater tua justas habuisse causas irascendi tibi*, & cela apparemment parce qu'ils vouloient montrer une espèce de doute: quand ils ne suivoient pas cette manière de prononcer, ils condamnoient une des parties & déchargeoient l'autre, en employant quelques-unes de ces formules: *condemno*, ou *ille debet*, ou *solve*, ou *redde*. La manière de juger dans les arbitrages étoit un peu différente; les arbitres commençoient par déclarer leur avis; si le défendeur ne se soumettoit pas, ils le condamnoient, & lorsqu'il étoit prouvé qu'il y avoit dol de sa part, cette condamnation le faisoit conformément à l'estimation du procès.

Chez les Grecs, la manière d'opiner ne fut pas toujours la même; d'abord, chaque juge prenoit un petit caillou avec le ponce, l'index, & le doigt du milieu, & alloit le mettre en silence dans l'une des deux urnes qui étoient placées l'une devant l'autre, en l'endroit le plus retiré du lieu de l'assemblée. L'une de ces urnes qui étoit d'airain, étoit appelée *l'urne de la mort*, & l'autre, *l'urne de la miséricorde*. Dans la suite, les trente tyrans changèrent cette façon d'opiner; & dans la vue de savoir l'avis des juges, ils les obligèrent à rapporter leurs calculs publiquement sur deux tables qu'ils faisoient poser devant eux, dont la première étoit

Y y y

celle de la vie , & la seconde , celle de la mort. Ces calculs étoient des coquilles de mer , & ensuite des piéces d'airain de la même figure , appellées *Spondyles*. Ceux qui servoient à désigner la condamnation , étoient noirs & percés par le milieu , & les autres blancs & entiers.

Aujourd'hui le juge prononce la *sentence* , le greffier la rédige par écrit , & en délivre des expéditions aux parties.

Une *sentence* d'audience n'a que deux parties , savoir les qualités & le dispositif ; celle de rapport a de plus le vû des piéces qui est entre les qualités & le dispositif. v. *DISPOSITIF* & *QUALITÉ*.

L'appel d'une *sentence* en suspend l'exécution , à moins qu'elle ne soit exécutoire par provision , auquel cas le juge supérieur peut , s'il y a lieu , accorder des défenses d'exécuter la *sentence*. v. *APPEL*, *EXÉCUTION provisoire*.

Sentence arbitrale , est celle qui est rendue par un ou plusieurs arbitres. v. *ARBITRE*.

Sentence d'audience, est celle que le juge rend sur une cause , & qu'il prononce à l'audience.

Sentence contradictoire , est celle qui est rendue sur la plaidoirie respective des parties , ou de leurs défenseurs.

Sentence par défaut , est celle qui est donnée contre une partie qui ne comparoit point , ou qui refuse de défendre , ou qui ne se présente pas pour plaider.

Sentence définitive, est celle qui décide le fond des contestations.

Sentence sur délibéré , est celle qui est rendue sur une affaire d'audience , après que le juge en a délibéré.

Sentence par forclusion , v. *FORCLUSION*.

Sentence interlocutoire , est celle qui avant que de faire droit sur le fond , ordonne quelque chose de préalable.

Sentence préparatoire , est celle qui ordonne quelques instructions , avant d'en venir au fond , comme de satisfaire à des exceptions , de fournir des défenses , &c.

Sentence provisoire , est celle qui ordonne quelque chose qui doit s'exécuter par provision.

Sentence de rapport , est celle qui est rendue sur une instruction par écrit , & sur le rapport qu'un des juges en fait en présence des autres. v. *APPOINTEMENT*, *PROCÈS*, *RAPPORTEUR*.

SENTIMENT INTIME, *fm.*, *Morale*. Le *sentiment intime* que chacun de nous a de sa propre existence , & de ce qu'il éprouve en lui-même , c'est la première source & le premier principe de toute vérité dont nous soyons susceptibles. Il n'en est point de plus immédiat , pour nous convaincre que l'objet de notre pensée existe aussi réellement que notre pensée même , puisque cet objet & notre pensée , & le *sentiment intime* que nous en avons , ne sont réellement que nous-mêmes qui pensons , qui existons , & qui en avons le *sentiment*. Tout ce qu'on voudroit dire , afin de prouver ce point ou de l'éclaircir davantage , ne seroit que l'obscurcir : de même que si l'on vouloit trouver quelque chose de plus clair que la lumière , & aller au-delà , on ne trouveroit plus que ténèbres.

Il faut nécessairement demeurer à cette première règle qui se discerne par elle-même dans le plus grand jour , & qui pour cette raison s'appelle *évidence* au suprême degré. Les sceptiques auroient beau objecter qu'ils doutent s'ils existent : ce seroit perdre le tems que de s'amuser à leur faire sentir leur so-

lie, & de leur dire que s'ils doutent de tout, il est donc vrai qu'ils existent, puisqu'on ne peut douter sans exister. Il fera toujours en leur pouvoir de se retrancher dans un verbiage ridicule, & où il seroit également ridicule d'entreprendre de les forcer.

Quoiqu'on ne donne pas de nos jours dans un pyrrhonisme li universel, & delà si extravagant, puisqu'il va jusqu'à éteindre toutes les lumières de la raison, & à nier l'existence du *sentiment intime* qui nous pénètre, on peut dire néanmoins qu'on ne s'est jamais plus approché de leur opinion. Certains philosophes de notre tems n'ont excepté du doute universel, dans lequel ils ont fait périr toutes leurs connoissances, que cette premiere règle ou source de vérité qui se tire de notre *sentiment intime*; ils n'ont pas daigné reconnoltre ni admettre d'autres genres de vérité & d'évidence. Ainsi quand on leur demande s'il est évidemment certain qu'il y ait des corps, & que nous en recevions les impressions, ils répondent stêtement que non, & que nous n'avons là dessus aucune certitude évidente, puisque nous n'avons point ces connoissances par le *sentiment intime* de notre propre expérience, ni par aucune conséquence nécessaire qui en soit tirée. C'est ce qu'un philosophe anglais n'a point fait difficulté de publier.

D'ailleurs on ne peut soupçonner quelle autre certitude évidente admettroient ces philosophes. Seroit-ce le témoignage des sens, la révélation divine, l'autorité humaine? Seroit-ce enfin l'impression immédiate de Dieu sur nous? Le témoignage des sens étant corporel, il ne sauroit être admis parmi ceux qui par avance n'admettent pas l'existence des corps. La révélation divine & l'autorité humaine ne font en-

core impression sur nous que par le témoignage des sens; c'est-à-dire, ou de nos yeux qui ont vu les miracles du Tout puissant, ou de nos oreilles qui ont entendu les discours des hommes qui nous parlent de la part de Dieu. Enfin l'impression immédiate de Dieu suppose un Dieu, & un être différent de moi. Mais si le *sentiment intime* de ce qui se passe en moi est la seule chose évidente, tout ce qui ne sera pas formellement ce *sentiment intime*, ne sera point évident pour moi.

De ce principe, que le *sentiment intime* est la seule règle de vérité, il s'ensuit 1°. que nous n'avons nulle certitude évidente de l'existence des corps, pas même du nôtre propre; car enfin un esprit, une ame telle que la nôtre, ressent bien l'impression que le corps, & le sien en particulier, font sur elle; mais comme au fond son corps est très-distingué de cette impression, & que d'ailleurs cette impression pourroit absolument se faire éprouver dans notre ame sans l'existence des corps, il s'ensuit aussi que notre *sentiment intime* ne nous donne aucune conviction de l'existence d'aucun corps.

2°. Une autre conséquence tout aussi naturelle, est que nous n'avons nulle certitude évidente de ce qu'hier il nous arriva ou ne nous arriva pas, ni même si nous existions ou nous n'existions pas. Car selon cet absurde système, je ne puis avoir d'évidence que par une perception intime qui est toujours actuelle. Or actuellement j'ai bien la perception du souvenir de ce qui m'arriva hier; mais ce souvenir n'est qu'une perception intime de ce que je pense présentement, c'est-à-dire, d'une pensée actuelle, laquelle n'est pas la même chose que ce qui se passa hier, & qui n'est plus aujourd'hui. Par la même raison,

Y y y 2

je serai encore moins certain si je ne suis pas en ce monde depuis deux ou trois mille ans. Qui m'empêchera de pousser cette réflexion jusqu'à l'éternité même, puisque nous pourrions avoir toujours existé, sans que nous nous en ressouvensions ? Que si on nous représente que nous avons été produits, nous pourrions répondre que nous n'en avons point de certitude évidente. Car avoir été produit est une chose passée, & n'est pas la perception ni le *sentiment intime* de ce qui se passe actuellement en nous. Je n'ai que la perception actuelle de la pensée, par laquelle je crois avoir existé avant le moment où je me trouve présentement.

3°. Enfin, une autre conséquence aussi légitime que les précédentes, est que nous n'avons nulle certitude qu'il existe au monde d'autres êtres que chacun de nous. Nous avons bien une perception intime des impressions reçues en nous, dont nous attribuons l'occasion à des esprits & à des intelligences qu'on suppose exister hors de nous ; mais cette perception intime ne portant conviction que d'elle-même, & étant toute intérieure, elle ne nous donne aucune certitude évidente d'un être qui soit hors de nous. En effet, selon cette belle philosophie, l'ame n'est pas de telle nature, qu'elle éprouve par elle-même & par sa seule constitution, les impressions dont elle attribue la cause à des êtres qui existent hors d'elle. Elle n'a donc pas de certitude évidente qu'il y ait hors d'elle aucun esprit, ni aucun être quel qu'il soit ; elle n'a donc point d'évidence qu'elle n'existe pas de toute éternité, ou même qu'elle ne soit pas l'unique être qui existe au monde. Après une conséquence aussi singulière, ce n'est pas la peine d'indiquer toutes les autres qui se présentent en foule, pour montrer que je

n'ai nulle évidence, si je veille actuellement, ou si je dors ; si j'ai la liberté d'agir ou de ne pas agir, de vouloir ou de ne pas vouloir, &c. Toutes ces conséquences sautent aux yeux d'elles-mêmes, sans qu'il soit besoin de les marquer plus au long.

Puisque les conséquences qui s'ensuivent nécessairement de ce principe, savoir que le *sentiment intime* de notre propre perception est l'unique règle de vérité, sont si bizarres, si ridicules & si absurdes, il faut nécessairement qu'il soit lui-même bizarre, ridicule & absurde, puisqu'il est démontré que les conséquences ne sont qu'une même chose avec le principe. v. EVIDENCE & SENS COMMUN.

SENTIMENT moral, v. SENS moral.

SÉPARATION, f. f., *Jurispr.*, est lorsque l'on met une personne ou une chose à part d'avec une autre.

Il y a trois sortes de *séparations*, deux qui regardent les personnes mariées, l'une que l'on appelle *séparation de biens*, l'autre *séparation de corps* : la troisième est la *séparation des biens* de l'héritier d'avec ceux du défunt.

Séparation des biens, est lorsque deux conjoints ont chacun leurs biens à part & divis.

Quelquefois les conjoints sont séparés de biens par contrat de mariage, ce qui arrive lorsqu'ils stipulent que la femme jouira à part & divis de ses biens ; dans ce cas on autorise la femme à toucher ses revenus, & ordinairement elle paye pension à son mari.

On ne doit pas confondre une femme non commune en biens avec une femme séparée de biens par contrat de mariage ; la première est seulement excluse de demander communauté dans les biens acquis par son mari ; du reste, elle n'a pas l'administration de ses

biens, à moins qu'elle ne soit séparée.

Les *séparations* volontaires, soit des biens seulement consenties depuis le mariage, & les *séparations* de corps & de biens, quoiqu'autorisées par quelques coutumes, ne sont point permises dans nos mœurs. De telles *séparations* par rapport aux biens sont ordinairement frauduleuses; les *séparations* volontaires de corps sont de plus contre les bonnes mœurs. Toute *séparation* de corps & de biens, ou même de biens seulement depuis le mariage, doit être ordonnée par justice & en connoissance de cause.

La *séparation de biens* ne peut être demandée que par la femme, en cas de dissipation de son mari. Elle n'est pourtant pas obligée d'attendre que le mari ait dissipé tout son bien, & encore moins la dot de la femme, la *séparation* seroit alors un remède inutile; il suffit que le mari soit dissipateur, *Et que vergat ad inopiam*, que la dot soit en péril : lib. XXIV. ff. solut. matrim. lib. XXIX. cod. de jure dotium. lib. I. cod. de curat. furios.

Si la femme qui demande la *séparation* est commune en biens avec son mari, il faut qu'elle renonce à la communauté, autrement l'acceptation qu'elle en feroit, seroit présumer qu'il n'y a pas eu de dissipation de la part du mari.

Le défaut de renonciation à la communauté, ne seroit pourtant pas un moyen de nullité dans une sentence de *séparation*, mais faute d'avoir renoncé, la femme demeureroit commune.

La femme qui demande la *séparation* doit d'abord se faire autoriser par justice, à l'effet de poursuivre la *séparation*.

La demande en *séparation* doit être formée devant le juge laïc; le juge d'église ne peut en connoître, s'agis-

sant d'un intérêt purement temporel.

Quand il y a des créanciers, il est à propos de les mettre en cause pour voir déclarer commune avec eux la sentence qui ordonnera la *séparation*, afin qu'ils ne puissent pas la débattre comme collusoire.

L'effet de la *séparation* ordonnée par justice, est que la femme peut seule sans l'autorisation de son mari, faire tous actes d'administration & même ester en jugement; mais elle ne peut sans une autorisation spéciale de son mari, ou par justice à son refus, faire aucun acte qui emporte aliénation.

La *séparation* pour être valable doit être exécutée, c'est-à-dire qu'il faut qu'il soit fait inventaire & un procès-verbal de vente des meubles du mari.

Cependant, si les meubles étoient saisis par des créanciers, la *séparation* seroit censée exécutée à l'égard de la femme, par la restitution de ses propres ou autres actes qui prouvent qu'il n'y a pas eu de fraudes, telles qu'une saisie réelle, &c.

La *séparation* de biens peut être ordonnée en cas de démence du mari, quoiqu'il n'y ait point de dissipation de sa part.

Séparation de corps & d'habitation ou *séparation à thoro*, est un jugement qui ordonne que deux conjoints par mariage auront à l'avenir chacun leur habitation séparée.

Chez les Grecs & les Romains, lorsqu'il y avoit quelque cause pour laquelle les conjoints ne pouvoient plus demeurer ensemble, il y avoit la voie du divorce qui, dans certains tems & dans certains cas, étoit ouverte à la femme comme au mari, dans d'autres au mari seulement.

L'effet du divorce étoit d'opérer absolument la dissolution du mariage, rela-

lement qu'il étoit libre à chacun des conjoints de se remarier.

Le divorce étoit encore autorisé en certains cas du tems de Justinien ; mais parmi nous l'on tient, suivant le droit canon, que le mariage est un lien indissoluble, lequel étant une fois valablement contracté, ne peut plus être dissous, *quoad fœdus & vinculum* ; & quoique les auteurs latins qui parlent des *separationi* de corps & d'habitation se servent souvent du terme *divortium* en parlant de ces sortes de *separations*, cela ne doit pas s'entendre du divorce proprement dit, lequel n'est point admis parmi nous, *quoad fœdus & vinculum*, mais seulement *quoad thorum & habitationem*.

Il y a en effet une différence essentielle entre le divorce & la *separation du corps*, en ce que celle-ci ne dissout pas le mariage.

Cette espèce de *separation* ne s'ordonne que pour cause de sévices & de mauvais traitemens de la part du mari envers sa femme.

Il n'y a guère que la femme qui demande d'être séparée de corps & de biens, parce qu'étant sous la puissance de son mari, elle ne peut régulièrement le quitter sans y être autorisée par justice.

Il y a cependant quelques exemples que des maris ont demandé d'être séparés de leurs femmes à cause de leur violence ou autres déportemens, mais ces exemples sont rares & ne sont pas dans les vrais principes ; la femme qui se conduit mal envers son mari ne doit pas pour cela être délivrée de sa puissance ; en France le mari peut faire ordonner que sa femme sera renfermée dans un couvent.

La *separation de corps* ne doit être ordonnée que pour des causes graves ; ainsi

la diversité d'humeur, & même les petites altercations qui peuvent survenir entre mari & femme ne sont pas des causes suffisantes de *separation*.

Les causes pour lesquelles la femme peut demander la *separation*, sont,

1°. Les sévices & mauvais traitemens, mais il faut qu'ils soient considérables ; *cap. xiiij. extr. de restitut. sponsiar.* Des injures ni des menaces ne sont pas ordinairement une cause suffisante ; cependant entre personnes d'une condition relevée, les juges pourroient y avoir plus d'égard, parce que pour ces sortes de personnes, des injures sont aussi sensibles que les mauvais traitemens pour des gens ordinaires.

2°. Si le mari est convaincu d'avoir attenté à la vie de sa femme.

3°. S'il vit dans la débauche, & qu'il y ait du danger pour la femme.

4°. S'il accuse sa femme d'adultère, ou autres faits graves contre l'honneur, & qu'il y succombe.

5°. La folie & la fureur du mari, lorsqu'elles donnent lieu d'appréhender pour la vie de la femme.

6°. S'il a conçu contre sa femme une haine capitale.

L'honneur du mariage exige que la demande en *separation* ne se poursuive que par la voie civile, & non par la voie extraordinaire, à moins que ce ne fût pour une cause capitale, comme si le mari avoit voulu faire assassiner sa femme.

Tous les auteurs conviennent que le juge d'église est compétent pour connaître de la demande en *separation* de corps, pourvu qu'il n'y ait aucun intérêt temporel mêlé dans la contestation ; mais comme on ne manque point de demander en même tems la *separation* de biens, comme une suite nécessaire de la *separation* de corps, on porte ordinairement

ces sortes de demandes devant le juge laïc.

La *séparation* ne doit être ordonnée que sur des preuves suffisantes, soit par écrit, s'il y en a, ou résultant d'une enquête ou information.

Lorsque la femme a obtenu sa *séparation*, le mari ne peut l'obliger de retourner avec lui, quelques offres qu'il fasse de la traiter maritalement.

Lorsqu'au contraire la femme est déboutée de sa demande, on la condamne à retourner avec son mari, auquel on enjoint de la traiter maritalement ; mais en ce cas on permet, quand les juges n'adoptent pas la demande en *séparation*, à la femme de se retirer pendant un certain tems dans un couvent où son mari a la liberté de la voir, afin que les esprits irrités aient le tems de se calmer.

La *séparation* de corps & de biens exclut les conjoints de pouvoir se succéder en vertu du titre *unde vir & uxor* ; ce droit de succession réciproque n'ayant été accordé que pour honorer en la personne du survivant la mémoire d'un mariage bien concordant.

Si les mari & femme qui ont été séparés de corps & de bien se remettent ensemble, l'effet de la *séparation* cesse même pour les biens, & toutes choses sont rétablies au même état qu'elles étoient auparavant la *séparation*. Voyez les *loix ecclésiastiques* de d'Héricourt. Le traité de la *jurisdict. ecclésiast.* de Ducaillé, & les mots CONJOINTS, DIVORCE, DISSOLUTION, MARIAGE.

Séparation de biens d'une succession, est un jugement qui ordonne que les biens de l'héritier seront séparés de ceux du défunt.

Cette *séparation* a lieu lorsque l'on craint que les biens du défunt ou de l'héritier ne soient pas suffisants pour

payer les créanciers de l'un & de l'autre.

Suivant le droit romain, il n'étoit permis qu'aux créanciers du défunt de la demander, afin d'être payés sur ses biens par préférence aux créanciers de l'héritier, soit qu'ils fussent antérieurs ou postérieurs en date.

Cette *séparation* chez les Romains devoit être demandée dans les cinq ans ; mais parmi nous l'action dure trente ans. Voyez au ff. le titre de *séparation* & Cujac. *ibid.* & *leg. penult. cod. de heredit. act.*

SEPULTURE, f. f., *Jurisp.* On entend en général par *sepulture*, les derniers devoirs rendus aux morts, soit qu'on enterre leurs corps, soit qu'on les brûle ; car tout dépend ici de la coutume qui détermine la manière d'honorer la mémoire du défunt. Quant aux endroits convenables à la *sepulture*, v. ENTERREMENT.

Le droit de *sepulture* est fondé sur la loi de l'humanité, & en quelque façon même sur la justice. Il est de l'humanité de ne pas laisser des cadavres humains pourrir, ou livrés en proie aux bêtes. C'est un spectacle affreux aux vivans ; & il leur en proviendrait un dommage réel par l'infection de l'air. Ainsi les personnes les plus indifférentes sont obligées par cette seule raison de donner elles-mêmes la *sepulture* aux morts, lorsqu'il n'y a point de gens, de parens ou d'amis à portée de leur rendre ce dernier devoir. Que si l'on empêche les parens ou les amis de s'en acquitter, on leur fait une injure. On augmente la douleur qu'ils ressentent de la perte d'une personne qui leur étoit chère, on leur ôte la consolation de lui rendre ce qu'ils regardent comme un devoir. C'est sur ce pied-là que la chose a été envisagée de tout tems parmi les nations qui n'ont pas été plongées dans la barbarie.

C'est aussi en partie là-dessus que sont fondées les loix qui privent de la *sépulture* ceux qui ont commis de très-grands crimes ; car elles se proposent autant de rendre chacun soigneux de détourner de tels crimes ses enfans, ses parens, ses amis, que d'intimider le criminel.

Malgré les épaisses ténèbres du paganisme, les anciens regardoient la *sépulture* des morts comme une chose nécessaire, pour que les âmes fussent admises dans le séjour des bienheureux, de l'existence duquel ils avoient la bonne foi de convenir, & ils prétendoient que ceux dont les corps étoient privés de ce dernier devoir, erroient quelque tems sur les bords du Styx, avant que de pouvoir passer. C'est pour cela que lorsqu'ils trouvoient un corps, ils ne manquoient pas de l'enterrer, & que la crainte qu'ils avoient eux-mêmes d'être privés de *sépulture*, les portoit à se faire des tombeaux pendant leur vie. Seneque appelle ce devoir de donner la *sépulture* aux morts, un droit non écrit ; mais plus fort que tous les droits écrits, *Quedam enim jura non scripta, sed omnibus scriptis certiora sunt, quamvis filius familias sum, licet mihi & stipem porrigere mendico, & humum cadaveri.* Aussi les anciens regardoient-ils comme le comble de l'infamie, d'être privés de *sépulture*, & les Romains ne la refusoient qu'aux criminels de lèse-majesté, pour donner plus d'horreur du crime, par la crainte de la punition, à ceux qui étoient mis en croix, supplice des scélérats les plus vils, & aux suicides ; hors ces cas, la *sépulture* étoit pour eux une cérémonie sacrée, & peu de peuples furent plus religieux & plus exacts à rendre les derniers devoirs à leurs parens & à leurs amis.

Mais en refusant la *sépulture* à quelqu'un, ne viole-t-on point en quelque

manière envers lui l'humanité & la justice ? M. Thomafius & quelques autres ne le croient pas, parce que le mort ne sent point l'outrage qu'on fait à son cadavre ; cependant ce n'est pas toujours assez pour être lésé, de sentir l'offense que l'on nous fait ; on fait du tort à un insensé, quoiqu'il ne comprenne pas le préjudice qu'on lui cause. Après tout les raisons qui se tirent de l'injure faite aux vivans, suffisent pour en inférer, que la *sépulture* refusée malicieusement, fournit un juste sujet de vengeance aux parens ou amis du défunt, & que les loix même de la guerre ne s'entendent pas jusqu'à refuser la *sépulture* aux morts de l'armée ennemie ; c'étoit là du moins l'idée de Platon, & à son autorité on peut ajoûter celles que Grotius cite en assez grand nombre, l. ij. c. xix.

Parmi les catholiques, chacun peut choisir le lieu de sa *sépulture*, sût-il le moins religieux, comme parle le §. du chapitre, *cum quis 2. de sepult. in 6^o*. c'est-à-dire le moins honorable, dans le cimetière, plutôt que dans l'église, au portique, plutôt que sous la nef ou au chœur ; il suffit qu'il ait l'usage de sa raison.

La femme mariée quoiqu'en puissance de mari, n'est point empêchée de faire ce choix ; comme la mort rompt tous les liens du mariage, suivant la doctrine de l'apôtre, l'église a autorisé ce choix, parce qu'il ne doit être exécuté que dans un tems où celle qui l'a fait, ne sera plus sous la puissance de son mari, *cap. de uxore de sepult.*

Que si une femme a été mariée successivement à plusieurs maris, & qu'elle meure sans faire aucun choix de *sépulture*, on l'enterre avec celui de ses maris qui a été sa dernière compagne, c'est la décision du chap. *ir qui 3. §. 1.*

de

de sepult. in-6°. mais l'on demande qu'en feroit-il si la femme meurt avant son dernier mari ? Le droit ne dit rien sur cette question , mais les auteurs ont décidé que si la femme dans ce cas n'a témoigné aucune volonté là - dessus avant sa mort , & qu'il n'y ait aucune coutume dans le lieu , on doit la mettre dans le tombeau de sa propre famille , dans la crainte que son mari décède ailleurs ou fasse choix d'une autre *sepulture* que celle de ses auteurs ; & si encore la femme décède avant son mari , après avoir fait choix d'une *sepulture* , le mari venant ensuite à décéder sans rien déclarer à cet égard , on doit présumer que son intention a été qu'on l'enterrât au tombeau de sa femme , avec qui il a toujours vécu en paix. *Abb. in C. de uxore de sepult.*

Le fils de famille peut également choisir sa *sepulture* , quoiqu'il soit sous la puissance de son père , & qu'il n'ait aucun pécule *castrense* ni *quasi castrense* ; il suffit qu'il soit parvenu à l'âge de puberté . Car s'il mourroit impubère , son père auroit le droit de choisir le lieu de sa *sepulture* ; mais si le choix du père avoit été fait dans son propre testament pour son fils impubère & vivant , il deviendrait caduc par la puberté de ce dernier , *inslit. can. §. 4. de sepult.* La glose de ce §. refuse le même droit au tuteur d'un pupille , *C. fin. de sepult. in-6°.*

Les religieux sont comme les impubères ; n'ayant pas l'usage libre de leur volonté , ils ne peuvent non plus faire choix d'une *sepulture* , & ils doivent être inhumés dans leurs propres monastères , à moins qu'ils ne fussent décédés dans un lieu si éloigné qu'on ne pût les y transporter que difficilement , *C. fin. de sepult. in-6°.*

Enfin la liberté qu'on a de se choisir

Tome XII.

une *sepulture* , est telle que par une constitution du pape Boniface , *in C. 1. in princ. de sepult. in-6°.* il a été défendu d'induire personne à s'engager par vœu , par serment ou par d'autres promesses de n'être de *sepulture* que dans un tel endroit , ou de ne jamais changer de volonté sur celle que l'on a choisie , sous peine de nullité pour tout ce qui seroit fait contre ce règlement . L'objet de ce règlement a été d'empêcher les religieux ou autres de se procurer par des motifs intéressés & des voies peu canoniques , des *sepultures* dans leurs églises ou monastères . Nous avons déjà observé que quand un paroissien a fait choix de sa *sepulture* ailleurs que dans son église baptismale ou paroissiale , son curé a néanmoins des droits paroissiaux dans son enterrement . Autrefois lorsque les religieux étoient favorisés de certains privilèges des papes , en vertu desquels ils s'arrogeoient les fonctions curiales , ils profitoient des droits qui en dépendoient , ce qui excita contre eux les plaintes des curés & même des évêques ; on fut obligé de faire à cet égard des réglemens dont on ne s'est plus écarté ; ils sont dans les *élémentines d'indum de sepult. & cupientes de penis* , & il n'est point de pays catholique dont les rits diocésains ou les réglemens locaux ne soient plus ou moins conformes à ceux-là .

S'il est permis à chacun d'élire sa *sepulture* , l'église ne l'accorde pas à tous indistinctement dans les lieux saints , ou dans la forme commune aux fidèles qui meurent sans reproche dans sa communion ; elle a prononcé à cet égard un interdit de deux sortes . L'un qui défend la *sepulture* solennelle , & l'autre qui interdit la *sepulture* dans les lieux saints .

Le premier de ces interdicts ne prive

Z z z

47

que de l'accompagnement & des cérémonies de l'enterrement, & il n'a lieu suivant le droit, que dans trois cas. 1°. Lorsque le défunt a été exécuté pour ses crimes. C. 12. *cauf.* 24. q. 5. La raison est, que la *sepulture* solennelle est un honneur dont ces personnes que leur genre de mort rend infâmes, sont manifestement indignes. Il est cependant des pays où l'on ne suit pas cet interdit, & où un prêtre accompagne les suppliciés, revêtus du surplis & de la chappe, sans néanmoins chanter.

2°. Les clercs d'une église interdite, qui meurent pendant l'interdit qu'ils ont exactement gardé, sont dans le cas d'être enterrés dans le cimetière sans sonner les cloches, & sans employer les autres solennités. C. 11. *de panit. & remiss.* Le tems d'interdit est un tems de silence & d'humiliation.

3°. Ceux qui étant coupables de rapine ou de profanation des églises, n'ont voulu satisfaire qu'à leur mort, lorsqu'ils ne le pouvoient plus. C. 2. *de rapt.* Le refus de satisfaire quand on le pouvoit, n'est pas excusé par la volonté de le faire quand on ne le peut plus.

La seconde espèce d'interdit renferme la première, & on la refuse à tous ceux à qui on ne doit donner les sacrements qu'à l'heure de la mort, ou à qui on doit les refuser; tels que sont ceux qui veulent mourir dans un péché public, ou qui meurent dans un péché connu, sans avoir témoigné d'en vouloir sortir. Il n'y a que trois cas dans le droit où la *sepulture* en terre sainte soit refusée à des gens qui ont reçu les sacrements.

1°. Ceux qui étant allés au tournois pour se battre avec des armes, & faire ainsi ostentation de leurs forces, meurent, après qu'on leur a administré les sacrements, de la blessure qu'ils ont reçue dans le combat. C. 1. *de torneam.*

2°. Les duellistes qui meurent dans le duel, après même avoir donné des marques de pénitence, & reçu quelque sacrement. Concile de Trente, *sess.* 25. *de ref. c.* 19.

3°. Ceux qui, excommuniés pour leurs crimes énormes, sont abîmés à la mort, sur la promesse des satisfactions auxquelles ils sont obligés, & dont les parens ne veulent pas s'acquitter après leur mort. Ce cas est exprimé dans le *ch. 7. tit. de rapt. & incend.* de la première collection, & modifié dans le *ch. 5. de la seconde.*

La raison pourquoi dans ces cas on donne les sacrements, & on refuse la *sepulture*, est que les sacrements qu'on donne à la mort, sont nécessaires & utiles pour le salut; au lieu que la *sepulture* dans un lieu saint, est quelquefois nuisible au défunt, suivant ce qui est dit dans les *Can. 16. 17. cauf.* 13. q. 2.

Le droit canon n'interdit explicitement la *sepulture* ecclésiastique, à cause de la mort dans le péché, qu'aux personnes qui suivent :

Les hérétiques & ceux qui les favorisent, en quelque manière que ce soit. C. 8. c. 13. *de heret. c. 2. de heret. in 6°.*

Ceux qui sont coupables de rapine, & qui ne veulent pas restituer avant leur mort, quoiqu'ils le puissent. C. 2. *de rapt.*

Il en est de même de l'incendiaire, qui meurt sans vouloir réparer le dommage causé. C. 32. *cauf.* 23. q. 8.

Ceux qui ayant l'âge de la raison, se tuent, par désespoir ou par quelque autre passion. C. 11. *de sepult. c. 12. 23. q. 5.*

Les excommuniés qui meurent sans demander l'absolution de l'excommunication dont ils se connoissent liés, & qui est d'ailleurs publique. C. 12. *de sepult.*

Les religieux & les chanoines réguliers à qui on trouve du pécule au tems de leur mort, par une suite de leurs

vœux. C. 2. 4. *de stat. monach. v. PÉCULE.*

LES usuriers manifestes qui ne veulent pas renoncer à l'usure manifeste, ni restituer les intérêts usuraires qu'ils ont injustement perçus. C. 3. 5. *de usur.*

Ceux qui n'ayant pas satisfait à leur devoir pascal de s'approcher de la sainte table, meurent sans donner des marques de repentir. C. 12. *de penit. & remiss.*

Ceux à qui l'entrée de l'église est interdite, s'ils meurent pendant ces interdictions sans aucun signe de pénitence. C. 10. *de excom. in 6°.*

On ajoute à ces personnes à qui le droit canon refuse la *sepulture* ecclésiastique, parce qu'ils meurent dans le péché, les enfans morts sans baptême, s'ils sont hors du ventre de leur mère, à cause du péché originel; les infidèles, les schismatiques, les apostats. Ces derniers sont exclus par l'excommunication qui les affecte; & les infidèles n'étant point dans l'église, on n'a pas cru même nécessaire de marquer qu'ils ne doivent pas y être inhumés. C. 12. *de sepulture. c. 7. de cons. ecclies. Mémoires du clergé, tom. V. p. 1643. & suiv.*

Suivant ce même droit, le cimetière est pollué par l'enterrement qu'on y fait d'un excommunié; & il est interdit pour toujours, quand on y enterre un hérétique, ou quelqu'un de ceux qui favorisent les hérétiques. C. 7. *de consecr. ecclies. c. 2. de heret. in 6°. v. CIMETIERE.*

Les clercs qui enterrent en terre sainte les auteurs des hérétiques, doivent être déposés pour toujours. C. 13. *de heret. & s'ils y enterrent ceux dont parle le chap. 2. de raptoribus & incendiariis, c'est-à-dire, le voleur & l'incendiaire des églises, qui refusent de satisfaire, ils doivent être privés de leur office & de leur bénéfice, deponitur ab*

officio & beneficio. S'ils y enterrent un usurier manifeste, mort dans son péché, ils sont déclarés suspens par le ch. 3. *de usur.* Ils encourent en outre l'excommunication par la *sepulture* qu'ils accordent aux hérétiques, ou à ceux qui les favorisent en quelque façon; aux excommuniés & interdits, nommément aux usuriers manifestes, & au tems d'un interdit. C. 2. *de heret. in 6°. Clem. 1. de sepult.*

M. Gibert, en son *traité des usages de l'église Gallicane*, p. 546, établit comme une règle certaine, que tous les interdits de la *sepulture* ordonnés par le droit, sont de sentence prononcée. La raison est, dit-il, qu'ils sont fondés sur des causes publiques, & que la contumace n'a pas lieu à l'égard d'un homme mort, qu'ainsi l'intervention du juge n'y est aucunement nécessaire.

Il est dit sous le mot CIMETIERE, qu'on n'enterroit anciennement les fidèles que dans les cimetières. Les martyrs étoient exceptés de la règle générale: ou on les inhumoit dans les églises, ou on leur dressoit des tombeaux sur lesquels on bâtissoit ensuite des églises.

L'empereur Constantin fut le premier qui rompit cet ordre, en se faisant enterrer dans le portique du temple des apôtres à Constantinople. L'empereur Honorius à son imitation fit dresser son tombeau dans le porche de l'église de S. Pierre à Rome. Ces exemples furent bientôt suivis. Sous le pape Léon, l'usage de se faire enterrer aux porches & à l'entrée des églises étoit presque général. Dans la suite on obtint la *sepulture* dans l'intérieur même des temples; mais les évêques étoient attentifs à n'accorder cette grâce qu'à ceux qui avoient été pendant leur vie d'une piété distinguée. C'est ce que prouve le concile de

Meaux, can. 72. le concile de Tibur, can. 17.

Cette discipline fut négligée dans les siècles de relâchement, à tel point que les personnes illustres, pour se distinguer du commun des fideles qu'on enterroit pour certains droits pécuniaires dans les églises, rechercherent à être enterrés dans des lieux particuliers, & singulièrement dans le chœur.

Cette prérogative fut accordée d'abord aux personnes de la première considération, & dans la suite elle fut donnée aux patrons & fondateurs; ce qui étoit déjà établi dans le treizième siècle. *Cap. nullus* 13. q. 3. c. *ecclesiam*, de *consecr. dist.* 1.

C'est là l'origine du droit honorifique des fondateurs des églises & des seigneurs hauts-justiciers touchant leur *sepulture*; il ne fut dans son principe qu'une grace que l'église vouloit bien leur accorder; ils en ont fait un droit de rigueur, qu'on ne sauroit à présent leur refuser. Stephan. Duranty, *de ritib. eccles. lib.* 1. c. 23. M. du Clergé, tom. 1. p. 1569. tom. 3. pag. 405. & suiv. t. 5. pag. 1645.

Pour ce qui est des particuliers, ils ont obtenu des *sepultures* dans l'église paroissiale par certaines rétributions, à peu-près comme des places pour les bancs. Ceux qui ne sont point en possession de tombeaux dans aucune église, peuvent s'en procurer un dans telle église que bon leur semble, c. *cum liberum de sepult.* mais s'ils n'ont fait aucun choix de *sepulture*, & que leur famille n'en ait aucune d'affectée, on les enterre au cimetière de la paroisse, ou aux caveaux communs de l'église paroissiale, en payant un certain droit à la fabrique; ce qui n'a rien de simoniaque, ni par conséquent de contraire à la disposition du chap. *abolenda*, de jé-

pult. Cap. ex parte, c. *in mostra de sepult. cap. hebron*, c. *placuit* 13. q. 2. c. *fraternitatem*, de *sepult.* c. 11. qui eod. in 6°.

Les canonistes établissent que pour la concession d'une *sepulture* il faut le consentement de l'évêque, ou au moins du provincial, si c'est dans une église de réguliers. *Abbas & alii*, in c. *pen. de sepult.* Ils ajoutent que cette concession doit preferir la forme du tombeau, suivant la constitution de Pie V. *incip. cum primum*, en 1569. & les déclarations de la congrégation des évêques & des réguliers; c'est-à-dire, que le tombeau soit creusé dans la terre, & ne soit point sous l'autel, ni même sous les degrés de l'autel. Barbosa, de *offic. paroch.* c. 26. n. 9.

Régulièrement les fils de famille sont enterrés dans les tombeaux de leurs ancêtres, in *sepultura majorum*; ce qui s'entend des peres & ayeux, c. *licet pater de sepult.* in 6°.

La femme est enterrée dans le tombeau de son mari, & si elle a eu plusieurs époux, elle doit l'être dans le tombeau du dernier. *Cap. de uxore de sepult.*

Mais rien n'empêche que le fils de famille s'il n'est impubère, & la femme ne choisissent leur *sepulture* ailleurs. *Ibid.*

Les religieux doivent être enterrés dans leurs monastères, quand même ils mourroient dehors, à moins qu'ils n'en fussent fort éloignés; dans lequel cas on les enterreroit au lieu ordinaire de la paroisse, ou à celui qu'ils auroient choisi, *cap. ult. de sepult.* in 6°.

Les pèrins qui meurent dans le cours de leur pèlerinage, doivent être enterrés dans l'église cathédrale s'il y en a, suivant la décision de la congrégation des évêques & des réguliers.

Le rituel romain veut que l'on enterre les ecclésiastiques dans un lieu particulier, séparé de celui destiné à la *sepulture* des laïcs; qu'il y ait même une distinction pour les prêtres, sur les autres clercs inférieurs. Le chœur & le cancel de l'église de la paroisse est le lieu ordinaire de la *sepulture* des curés. C'est le réglemant du concile de Tours en 1583. *Mémoires du Clergé, tom. III. p. 847.*

Il est défendu aux religieux, aux curés même, à induire les malades de choisir la *sepulture* dans telle église plutôt que dans une autre, *cap. 1. de sepult. in 6^e.* Ce choix doit être libre, & les curés ne peuvent s'y opposer, quand même il seroit fait d'une église des religieux mendiants de quelque ordre que ce soit. *Clem. dudum, §. hujusmodi de sepult. Constit. de Pie V. Barbosa, de offic. paroch. cap. 26.* Le curé n'a à prétendre en ce cas que ses droits funéraires. *v. QUARTE, & M. du Clergé, t. VI. pag. 1452.* & suiv. où l'on voit les réglemens des conciles provinciaux, tant de France que d'Italie, touchant ces défenses de solliciter les malades pour le choix de leur *sepulture*.

Les rituels des diocèses marquent les tems que l'on peut ou que l'on doit laisser les corps défunts sur terre. La congrégation des rits a décidé que les héritiers peuvent rendre le convoi ou l'enterrement de leurs parens décédés aussi pompeux que bon leur semble pour le nombre des personnes, clercs ou laïcs qui y assistent processionnellement, & pour le luminaires; & dans ce cas c'est à ceux qui font les frais à faire le choix des personnes; le curé ne le peut faire qu'à leur défaut.

La même congrégation a décidé que les confréries ne peuvent assister aux convois, sans y être expressement ap-

pellées, & dans ce cas elles ne doivent point porter de croix.

Tous ceux qui ont été appelés pour assister aux funérailles, doivent se rendre à l'église paroissiale du défunt; & les réguliers, même dans l'église desquels l'enterrement se fait, doivent y entrer, & ne pas attendre dehors à la rue.

Si le corps est déposé dans une église particulière, c'est à cette église que l'on se rend, mais c'est toujours au curé à lever le corps pour le porter & conduire au couvent ou autre église où le défunt doit être enseveli, après l'avoir toutefois représenté dans l'église de la paroisse, pour y recevoir la bénédiction, & comme l'on dit, son dernier adieu, *ultimum vale.*

Que si le curé averti par les religieux dans l'église desquels l'enterrement doit se faire, de se rendre à l'endroit assigné pour procéder au convoi, ne s'y rendoit pas, les religieux peuvent dans ce cas, après avoir attendu un certain tems, lever le corps, & le porter, *recto tramite*, dans leur église.

C'est au curé qu'il appartient de régler l'heure de l'enterrement, & la route que l'on doit prendre pour parvenir à l'église où le défunt a choisi sa *sepulture*.

Le curé est obligé de conduire le corps de son paroissien jusqu'à la porte de cette église. Il peut y entrer avec son clergé, mais sans chanter aucun office.

Les curés ne doivent pas exiger une plus forte rétribution pour la *sepulture* des étrangers, que pour celle des habitans, & ils doivent s'acquitter gratuitement de ce devoir envers les pauvres. Ce sont là les décisions des congrégations citées des cardinaux, que Barbosa rappelle exactement dans son traité de *Offic. & posest. paroch. cap. 20.*

Dans les enterremens on ne doit porter qu'une croix, qui est ordinairement celle de l'église où le défunt doit être enseveli; ce qui peut avoir toutefois les exceptions, suivant les différens usages des lieux. Il en est de même du droit des chapitres des églises cathédrales, qui, lorsqu'ils assistent à des enterremens, peuvent prétendre certaines prérogatives à raison de leur ancienne prédomination, comme, qu'il n'y ait que leur croix dans le convoi, d'avoir la préférence ou le droit de faire les fonctions curiales. Dans une contestation élevée entre le chapitre de l'église métropolitaine d'Avignon, & l'église de S. Agricol, première des sept églises collégiales & paroissiales qu'il y a dans cette ville, il a été décidé par la congrégation du concile, le 22 Mars 1766, 1°. que la quarte funéraire est due à l'église de S. Agricol pour l'enterrement qui se fait de les paroissiens à la métropole. 2°. Que la même quarte est due dans le même cas pour l'enterrement des ecclésiastiques, chanoines, bénéficiers ou habitués de l'église métropolitaine, décédans dans les limites de la paroisse de S. Agricol. 3°. Que le chapitre de l'église métropolitaine n'a pas le droit d'enterrer comme premier curé ou autrement, les paroissiens décédés sur la paroisse de S. Agricol, lorsqu'ils ne possèdent, ni n'ont élu aucune sépulture dans ladite église métropolitaine. 4°. Que le chapitre de l'église métropolitaine étant appelé au convoi d'un paroissien de l'église de S. Agricol, c'est au curé de cette dernière église à faire l'aspersion sur le cadavre dans sa maison, & d'entonner ensuite l'ancienne *Si iniquitates*.

Le concile de Narbonne ne permet les mausolées élevés dans les églises avec pompe & appareil, qu'avec l'approba-

tion de l'évêque ou de l'archidiacre & du curé. L'assemblée de Melun en 1579. déclara que ces mausolées n'appartenoient qu'aux rois & aux princes; ce qui n'est pas exactement observé.

Suivant le concile d'Aix en 1585. & celui de Bordeaux en 1624. on ne peut faire l'oraison funèbre de personne, *sine episcopi licentia*. M. du Clergé, tom. V. pag. 1653.

La violation de sépulture chez les Romains étoit réputée pour l'un des grands crimes, comme on en juge par les loix, au cod. *th. de sepult. violat.* Il l'est aussi encore aujourd'hui parmi les chrétiens. Le concile de Rheims, tenu l'an 1583, exige une permission expresse de l'évêque pour l'exhumation des corps enterrés, & l'extravagante *de seglenda feritatis, de sepult.* prononce excommunication, *ipso facto*, contre tous violateurs de sépulture.

Les canons défendent de vendre la terre pour la sépulture, & d'exiger pour cette œuvre de miséricorde quoique ce soit en présent ou en payement, à moins que le défunt n'ait ordonné de son vivant de donner quelque chose à l'église où il a choisi sa sépulture, ou que les parens ou les proches ne donnent volontairement quelque chose en aumône à ladite église, ce qu'on peut recevoir légitimement sans qu'on puisse absolument le demander, encore moins l'exiger, de peur qu'on n'impute à l'église une odieuse vénalité, ou que les clercs n'en prennent occasion de se réjouir de la mort des hommes, & cela nonobstant toute coutume contraire, si elle n'est excusée par la piété qui l'accompagne. *Can. quod ita caus. 13. q. 2. cap. abolenda de sepult.* (D.M.)

SEQUESTRATION. f. f., *Jurisp.*, est l'action de mettre des revenus ou autres choses en sequestre.

On entend aussi quelquefois par ce terme l'action de détourner des deniers, des papiers ou autres choses, pour en ôter la connoissance & se les approprier. Voyez ci-après SEQUESTRE.

SEQUESTRE, f. m., *Jurispr.*, c'est une espèce de dépôt, que deux ou plusieurs personnes qui ont contestation sur une chose, font de la chose contentieuse, à un tiers qui s'oblige de la rendre après la contestation terminée, à celle d'entr'elles à qui il sera décidé qu'elle doit être rendue.

Le terme de *séquestre* ne se prend pas seulement pour le contrat, il se prend aussi pour la personne à qui la garde de la chose contentieuse est confiée par ce contrat : *Sequester dicitur apud quem plures eandem rem de qua controversia est deposuerunt; dictus ab eo quod occurrenti, aut quasi sequenti eos qui contendunt committitur.* L. 110. ff. De verb. signif.

Il y a deux espèces de *séquestre*, le conventionnel, & le judiciaire. Le *séquestre* conventionnel est le dépôt que les parties font de la chose contentieuse à un tiers, de leur consentement, sans qu'il ait été ordonné par le juge.

Quoique le *séquestre* conventionnel soit une espèce de contrat de dépôt, il diffère néanmoins en plusieurs points du dépôt ordinaire.

La principale différence est, que le dépôt ordinaire se contracte entre deux parties, savoir, le déposant & le dépositaire; & lorsque plusieurs personnes déposent ensemble à quelqu'un une chose qui leur est commune, elles ne font toutes ensemble qu'une partie, & chacune d'elles ne la dépose que pour la part qu'elle y a; au contraire le *séquestre* ne peut se contracter qu'entre trois parties au moins; car outre le dépositaire, il faut au moins deux déposants,

qui ayant chacun des intérêts contraires, sont des parties différentes, & qui sont chacun déposants pour le total, d'une chose que chacun d'eux prétend lui appartenir pour le total : *Licet deponere, tam unus, quam plures possunt; attamen apud sequester non nisi plures deponere possunt; nam tunc id fit cum aliqua res inter plures in controversiam deducitur, itaque hoc casu unusquisque videtur in solidum deposuisse, quod aliter est quam rem communem plures deponunt.* L. 17. ff. Depof.

Lorsque la contestation sur la chose séquestrée, est entre plus de deux personnes, il y a dans le contrat de *séquestre*, outre le dépositaire, autant de parties qu'il y a de contendants qui ont consenti au *séquestre*.

Une seconde différence entre le *séquestre* & le dépôt ordinaire est, que dans le dépôt ordinaire on ne confie au dépositaire que la garde de la chose qui lui est déposée; on ne lui en transfère pas la possession qui demeure par devers le déposant, au nom duquel le dépositaire est censé la retenir; au contraire dans le contrat de *séquestre*, la possession de la chose séquestrée est quelquefois transférée au *séquestre*, ce qui arrive, lorsque telle est l'intention des parties dans le cas auquel elles sont en contestation sur la possession de la chose séquestrée.

C'est ce que nous apprenons de la même loi que nous venons de citer : *Rei depositæ proprietates apud deponentem manent, sed et possessio nisi apud sequester depositæ est; nam tunc sequester possidet, quum id agitur ea depositione ut neutrius possessioni id tempus procedat.* D. L. 17. §. 1.

Une troisième différence qui suit de la précédente est que suivant l'opinion commune que nous avons suivie, le

dépôt ordinaire ne se fait que des meubles, au-lieu qu'on peut séquestrer des héritages, aussi bien que des meubles.

La quatrième différence est, que dans le dépôt ordinaire, le dépositaire doit rendre la chose à celui qui la lui a donnée en garde, aussi-tôt qu'il la lui redemande; au lieu que dans le contrat de *séquestre*, le *séquestre* ne la doit rendre qu'après que la contestation pour laquelle le *séquestre* a été fait, a été terminée, & à celui seulement des déposants à qui il aura été décidé qu'elle doit être rendue.

Le *séquestre* ne peut pas, sans un juste sujet, se décharger plutôt de la garde de la chose qui a été séquestrée entre ses mains : *Plerumque non est permittendum, officium quod senuel suscepit, contra legem depositionis depouere, nisi iustissima causa interveniente.* L. 5. §. 2. ff. d. tit.

Lorsque le *séquestre* a un juste sujet de s'en décharger, tel qu'est le cas d'une infirmité habituelle qui lui seroit survenu, ou d'un long voyage qu'il auroit à faire ou quelque autre raison semblable, le *séquestre* peut remettre la chose à la personne, dont seront convenues les parties qui la lui ont séquestrée; si elles n'en peuvent convenir, le *séquestre* doit les assigner pour faire nommer un nouveau *séquestre* à qui il remettra la chose.

Aux différences près que nous venons de remarquer, le contrat de *séquestre*, lorsqu'il est gratuit, convient avec le dépôt ordinaire; le *séquestre* y contracte pour le soin qu'il doit apporter à la garde de la chose séquestrée, & pour la restitution qu'il en doit faire, les mêmes obligations qu'un dépositaire dans le dépôt ordinaire.

Pareillement dans le contrat de *séquestre*, les parties déposantes contrac-

tent envers le *séquestre* les mêmes obligations que le déposant, dans le dépôt ordinaire, contracte envers le dépositaire, pour le remboursement des dépenses faites pour la chose déposée; chacune des parties déposantes étant dans le contrat de *séquestre*, pour le total, déposante, c'est une conséquence qu'elles sont solidairement tenues envers le *séquestre* de ce remboursement, pour lequel le *séquestre* a aussi le droit de retenir la chose séquestrée, jusqu'à ce qu'il ait été satisfait.

Lorsque le contrat de *séquestre* n'est pas gratuit, & qu'on accorde par le contrat au *séquestre* une récompense pour les soins qu'il doit apporter à la chose séquestrée, le contrat de *séquestre* tient en ceci plutôt du contrat de louage, que du dépôt; & le *séquestre* est de même que dans le contrat de louage, tenu de la faute légère.

Il y a plusieurs espèces de *séquestres* ou dépôts judiciaires : 1°. le dépôt qui se fait des meubles saisis, lors d'une saisie de meubles. 2°. Le *séquestre* qui est ordonné par le juge.

L'établissement de gardien aux effets saisis, qui se fait par une saisie de meubles, est une espèce de dépôt judiciaire, parce qu'il est fait par un officier de justice; & parce que ce gardien reçoit comme de la main de la justice les effets saisis qui sont confiés à sa garde, la saisie qui en a été faite ayant mis lesdits effets sous la main de la justice.

J'ai dit que l'établissement de gardien aux effets saisis, étoit une espèce de dépôt; car le contrat que l'établissement de gardien aux effets saisis renferme, n'est dépôt qu'improprement, puisqu'il n'est pas gratuit, & que le gardien doit être payé de sa garde; c'est un contrat qui tient plus du louage que du dépôt.

C'est

C'est au nom de la justice, & du saisissant que le sergent établit le gardien, & qu'il lui confie la garde des effets saisis; c'est pourquoi dans le contrat que l'établissement de gardien renferme, le saisissant est partie contractante, & il est censé contracter par le ministère de son sergent avec le gardien. C'est envers le saisissant que le gardien contracte l'obligation d'apporter à la garde des effets saisis, le soin d'un diligent pere de famille, & de les représenter, soit pour être vendus si la saisie est suivie, soit pour être à la décharge du saisissant rendus à la partie saisie, en cas de mainlevée de la saisie; le saisissant de son côté s'oblige envers le gardien à lui payer un salaire pour chaque journée qu'il aura vaqué à la garde, tel qu'il sera taxé par le juge, & à le rembourser de ses impenses, s'il en a faites.

Ce n'est qu'envers le saisissant que le gardien contracte ces obligations: s'il peut être poursuivi par la partie saisie en cas de mainlevée pour la représentation des effets saisis, & pour les dommages & intérêts résultants des détériorations causées par sa faute aux effets saisis, ce n'est qu'indirectement & *celesitate conjungendarum actionum*, parce qu'il est obligé envers le saisissant, d'acquitter le saisissant de l'obligation qu'il a contractée à cet égard par la saisie envers la partie saisie.

Le gardien n'a que la garde des effets saisis, *nudam custodiam*; la saisie ne prive la partie saisie que de la garde & de la nue détention des effets saisis; la possession en demeure à la partie saisie, suivant cette maxime: *Mais de justice ne défaisit personne*; & jusqu'à ce qu'ils soient vendus, le saisi les possède par le saisissant & par son gardien, qui ne les détiennent que comme effets appartenants à un tel, & sur lui saisis, & par

Tome XII.

conséquent les détiennent en son nom.

Le *séquestre* judiciaire est celui qui est ordonné par le juge.

Le juge ordonne ce *séquestre* en plusieurs cas. Par exemple, lorsque des parties se disputent, non-seulement la propriété, mais la possession d'une chose, & que ni l'une, ni l'autre des parties n'a pu justifier en avoir la possession, le juge en ordonne le *séquestre* jusqu'à la décision du procès sur la propriété.

Le juge ordonne aussi quelquefois le *séquestre* des effets d'une succession, lorsque les contestations qui sont entre les héritiers, paroissent de nature à en devoir retarder long-tems la liquidation.

Dans ces cas & autres, lorsque le juge a ordonné que les choses seroient séquestrées entre les mains d'un *séquestre*, qui seroit convenu entre les parties, sinon nommé d'office, si en exécution de ce jugement les parties sont convenues entr'elles d'une personne pour *séquestre*, que le juge en conséquence a nommé, en ce cas ce *séquestre* judiciaire est un contrat qui ne diffère en rien du *séquestre* conventionnel extrajudiciaire, sauf que l'autorité de la justice qui accède à ce contrat, rend plus étroites les obligations du *séquestre*, & le rend sujet à la contrainte par corps: au surplus tout ce que nous avons dit plus haut, du *séquestre* conventionnel extrajudiciaire, peut y recevoir application.

Lorsque les parties n'ayant pu convenir, le *séquestre* a été nommé d'office par le juge, cet établissement de *séquestre* n'est pas un contrat de *séquestre*: car un contrat ne peut être formé que par le consentement des parties, mais c'est un quasi-contrat qui produit entre ce *séquestre* & les parties litigantes, les mêmes obligations respectives que produit le *séquestre* conventionnel.

A a a

Le dépôt qu'un débiteur fait par autorité de justice, de la somme ou de la chose par lui due, à défaut par le créancier de la recevoir, est aussi une espèce de dépôt judiciaire.

C'est un dépôt judiciaire, soit qu'il ait été précédé d'une ordonnance du juge, qui ait permis au débiteur de faire le dépôt, soit que le débiteur, après une sommation faite par un sergent au créancier, ait fait ce dépôt à la personne, au jour & au lieu porté par la sommation, où le créancier a été sommé de se trouver, & qu'ensuite il l'ait fait déclarer bon & valable par une sentence contradictoire avec le créancier, ou rendue par défaut contre lui.

Un débiteur peut déposer, par autorité de justice, la somme qu'il doit, non-seulement en cas de refus du créancier de recevoir, mais en général toutes les fois que le débiteur qui veut se libérer, & qui en a le droit, est empêché de payer à son créancier; par exemple, lorsqu'il y a des arrêts faits entre ses mains, le débiteur en ce cas, qui veut se libérer, peut faire le dépôt de ce qu'il doit, en vertu d'une sentence rendue avec le créancier & les arrêtons, ou par défaut contr'eux, qui le lui permettra.

Le débiteur n'est libéré par ce dépôt, qu'envers les parties avec lesquelles il a fait rendre la sentence.

Ce dépôt qu'un débiteur fait par autorité de justice de ce qu'il doit, s'appelle *consignation*, voyez ce mot. (P.O.)

SÉRÉNISME, adj., *Droit publ.*, titre d'honneur, dérivé du mot *sérénité*, qu'on employoit autrefois pour les rois mêmes, & la France n'en donne point d'autre aux rois du nord; mais depuis que le nom de *majesté* est devenu commun à tous les souverains rois, le titre de *sérénissime* est resté aux souverains

qui ne sont pas têtes couronnées; aux républiques de Venise & de Gènes, aux princes du sang de France qu'on traite d'*ultrasse sérénissime*, excepté M. le ducphin, pour qui ce titre ne paroît point assez convenable.

SÉRÉNITÉ DE L'ÂME, ff., *Mor.*, vertu morale, qui a sa source dans l'innocence & le tempérament; vive sans être emportée, sérieuse sans être grave, avec elle habite la paix, avec elle habite la sûreté, heureux celui qui la conserve, & dont toutes ses passions sont en harmonie au milieu d'un monde enflammé de vices!

Il faut se munir de bonne heure contre les malignes influences de son climat & de son tempérament, en s'accoutumant à faire toutes les réflexions qui peuvent donner de la *sérénité* à l'esprit, & le mettre en état de soutenir avec courage, les petits maux & les revers de la fortune qui sont communs à tous les hommes. Celui qui possède cette heureuse disposition, n'a point l'imagination troublée, ni le jugement prévenu; il est toujours le même, soit qu'il se trouve seul ou en compagnie; assable envers tout le monde; il excite les mêmes dispositions dans tous ceux qui l'approchent; le cœur s'épanouit en sa présence, & ne peut qu'avoir de l'estime & de l'amitié pour celui dont il reçoit de si douces influences. J'envisage enfin cet état comme une reconnaissance habituelle envers l'auteur de la nature; la gaieté du printems, le chant des oiseaux, la verdure des prés, la fraîcheur des bois, raniment la *sérénité*; la lecture & le commerce d'un tendre ami, y répandent de nouveaux charmes; en un mot, c'est le souverain bien de la vie que Zénon a cherché sans le trouver.

SÉRÉNITÉ, *Droit pub.*, titre d'hon-

neur qui a été pris autrefois par les rois de France, & même par les évêques. Les rois de la première & de la seconde race, en parlant d'eux-mêmes, disoient *notre sérénité, serenitas nostra*; & on voit qu'Adalard, évêque de Clermont, s'appliquoit la même qualité; le pape & le sacré college, écrivant à l'empereur, aux rois, au doge de Venise, leur donnent le titre de *sérénissime César, ou rex, ou princeps*; le doge de Venise prend particulièrement ce titre de *sérénité*; le roi de Pologne le donne aux électeurs, quand il leur écrit; & l'empereur, lorsqu'il traite avec eux, les qualifie de *sérénité électoral*, & les princes de l'empire de *sérénité ducal*; les princes allemands estimoient autrefois plus ce titre que celui d'*altesse*, mais l'usage a enfin prévalu en faveur de ce dernier, & l'on qualifie sur-tout les électeurs, d'*altesse électoral*.

SERF, f. m., *Jurispr.*, du latin *servus*, est une personne assujettie à certains droits & devoirs serviles envers son seigneur. L'état des *serfs* est mitoyen entre celui de la liberté & l'esclavage.

Chez les Romains il y avoit des esclaves qui étoient dans une dépendance absolue de leur maître.

Il y en avoit aussi de semblables en France sous la première & seconde race de ses rois; mais ces servitudes personnelles furent abolies peu-à-peu sous la seconde race, ou du moins elles furent mitigées; & comme il y avoit chez les Romains certains esclaves qui étoient attachés à la culture d'un fond particulier, & que l'on appelloit *adscriptus seu addictus glebe*, lesquels cultivoient le fond à leur volonté, moyennant qu'ils rendissent à leur maître, tous les ans, une certaine quantité de bled & autres fruits; de même aussi en France la plupart des habitans de la cam-

pagne étoient *serfs*, c'est-à-dire attachés à certains fonds dont ils ne pouvoient être séparés.

Les bâtards & les aubains étoient *serfs* du roi.

Vers le commencement de la troisième race les rois affranchirent plusieurs communautés d'habitans, auxquelles ils donnerent des chartes de commune ou permission de s'assembler. Louis huit & Philippe le bel affranchirent tous les *serfs* de leur domaine, moyennant finance.

Le roi donnoit quelquefois à certains *serfs* en particulier des lettres par lesquelles ils étoient réputés bourgeois du roi, & celloient d'être *serfs*.

Les seigneurs donnoient aussi de semblables terres à leurs *serfs*, au moyen desquelles ils étoient réputés bourgeois de ces seigneurs.

Cependant plusieurs seigneurs ne consentirent point à l'affranchissement de leurs *serfs*; de sorte qu'il est resté des vestiges de cette espèce de servitude dans les provinces régies par le droit écrit & dans quelques coutumes, telles que Bourgogne, Bourbonnois, Nivernois & quelques autres.

L'usage de ces différentes provinces & coutumes n'est pas uniforme par rapport aux *serfs*.

Dans quelques pays les hommes sont *serfs* de corps, c'est-à-dire, que leur personne même est *servie*, indépendamment de leurs biens; ils ne peuvent se délivrer de la servitude, même en abandonnant tout à leur seigneur, lequel peut les revendiquer en tous lieux; c'est pourquoi on les appelle *serfs de corps* & de poursuite.

En d'autres pays les *serfs* ne sont réputés tels qu'à cause des héritages qu'ils tiennent du seigneur à cette condition: ces sortes de *serfs* sont ceux que l'on

appelle *mainmortables* ou *moritables*.

Les *serfs* deviennent tels en plusieurs manieres, fâvoir 1°. par la naissance, l'enfant né dans un lieu *mainmortable* suit la condition du pere ; 2°. par convention, lorsqu'un homme franc va demeurer en un lieu de *mainmorte*, & y prend un *mein* ou *tenement* ; 3°. par le domicile annal en un lieu *mainmortable*, & le payement qu'une personne francie fait au seigneur des droits dûs au seigneur par ses *mainmortables* ; 4°. par le mariage à l'égard des femmes ; car lorsqu'une femme francie se marie à un homme *serf* & de *mainmorte*, pendant la vie de son mari, elle est réputée de même condition que lui.

Les droits que les seigneurs ont sur leurs *serfs*, sont différens, selon les pays ; ils dépendent de la coutume ou usage du lieu, & des titres des seigneurs ; c'est pourquoi l'on ne parlera ici que de ceux qui sont les plus ordinaires ; encore ne se trouvent-ils pas toujours réunis en faveur du seigneur.

Un des premiers effets de cette espece de servitude est que le *serf* ne peut entrer dans l'état de cléricature sans le consentement de son seigneur.

Par rapport aux femmes, le seigneur a le droit de for-mariage qui consiste en ce que le seigneur prend les héritages que la femme, serve de corps, n dans le lieu de la *mainmorte*, lorsqu'elle va se marier ailleurs.

Les héritages assis en un lieu de *mainmorte* sont réputés de même condition que les autres, s'il n'y a titre ou usage au contraire.

Les *serfs* ne peuvent vendre & aliéner leurs héritages *main - mortables* qu'aux gens de la seigneurie & de même condition, & non à des personnes franches ni d'une autre seigneurie, si ce n'est du consentement du seigneur,

ou qu'il y ait *ufance* ou *parcours*.

Ils ne peuvent pareillement disposer de leurs biens meubles & héritages par testament ni ordonnance de dernière volonté, sans le consentement de leur seigneur. *Vivunt liberi, moriuntur ut servi*.

Quant aux successions, les *serfs* *mainmortables* ne se succèdent les uns aux autres qu'au cas qu'ils demeurent ensemble, & soient en communauté de biens, & à défaut de parens communs, le seigneur succede à son *mainmortable*.

La communion ou communauté une fois rompue entre les *serfs* *mainmortables*, ils ne peuvent plus se réunir sans le consentement de leur seigneur.

Si le *serf* s'absente, le seigneur peut pourvoir à la culture de ses héritages, afin que les droits soient payés ; mais le *mainmortable* peut réclamer l'héritage, pourvu qu'il vienne dans les dix ans.

Quelque favorable que soit la liberté, le *serf* ne peut prescrire la franchise & la liberté contre son seigneur par quelque laps de tems que ce soit.

Le témoignage des *serfs* *mainmortables* n'est pas reçu ordinairement pour leurs seigneurs.

Le *serf* *abonné*, est celui qui a composé de la taille avec son seigneur, & n'est pas taillable à volonté.

Le *serf* *bénéficial* ou *bénéficiaire*, étoit un *serf* attaché à la glebe dans une terre qui avoit été donnée à titre de *bénéfice* ou *fief* : ces sortes de *serfs* passaient au nouveau *bénéficiaire* ou *feudataire* avec l'héritage. v. *BÉNÉFICE*, *FIEF*, & le *glossaire* de du Cange au mot *servi beneficiarii*.

Le *serf* *casé*, *servus casatus*, étoit celui qui étoit attaché à une case ou héritage. Voyez le *gloss.* de du Cange, au mot *casarius* & *servi casati*.

Le serf de corps & de poursuite, est celui qui est personnellement serf & en sa personne, indépendamment d'aucun héritage, & que le seigneur peut réclamer & pourl suivre en quelque endroit qu'il aille.

Le serf de dévotion, étoit un seigneur ou autre qui, quoiqu'il ne fût pas serf d'une église, cependant par un motif d'humilité & de dévotion se déclaroit serf d'une telle église, & donnoit tout son bien à Dieu & aux saints & saintes que l'on y révéroit.

Le serf ecclésiastique, n'étoit pas un ecclésiastique qui fût serf, mais un laïc qui étoit attaché à une manse ecclésiastique : ce qui est de singulier, c'est que ces sortes de serfs étoient fort improprement nommés ; car ils n'étoient pas de même condition que les autres ; tous nos monumens prouvent au contraire que cet état donnoit la liberté à celui qui étoit de condition servile ; & quelques uns pensent que c'est delà que les vrais serfs étoient obligés d'avoir le consentement de leur seigneur pour entrer dans la cléricature.

Le serf foncier, est celui qui ne peut changer de demeure au préjudice de son seigneur, dont il est homme de corps & de suite.

Le serf de formariage, est celui qui ne peut se marier à une personne franche, ni même à une personne mainmorte d'autre lieu que celui de son domicile, sans la permission de son seigneur. v. FORMARIAGE, & les subdivisions mainmorteable & mainmorte, de l'article MAIN.

Le serf franc à la mort, est celui qui est taillé haut & bas par son seigneur, sans être néanmoins mainmorteable, de manière qu'après sa mort ses héritiers lui succèdent.

Les serfs germaniques ; on a nommé

de ce nom ceux dont la coutume étoit venue des peuples de la Germanie, & dont l'état étoit réglé de même : quelques-uns tiennent que les serfs de France ont été établis à l'instar des serfs germaniques ; d'autres croyent qu'ils viennent des Romains, ce qui est plus vraisemblable.

Le serf de glebe, étoit celui qui étoit attaché à la glebe, c'est-à-dire à un fonds pour le cultiver.

Ils étoient de deux sortes ; les uns appellés *adscripti glebe*, les autres *addicti glebe*.

Les premiers étoient des especes de fermiers qui cultivoient la terre pour leur compte, moyennant une rétribution qu'ils en rendoient au propriétaire pendant leur bail.

Les seconds, *addicti glebe*, étoient de vrais serfs, qui cultivoient la terre pour le seigneur ou propriétaire, & demouroient attachés pour toujours à cette glebe. Voyez le *gloss.* de Ducange au mot *adscripti*, & au mot *servi*.

Le serf de mainmorte ou mainmorteable, est celui qui est sujet aux loix de la mainmorte envers son seigneur. Voyez sous l'article MAIN, les subdivisions mainmorteable, *mainmorte*, & SERVITUDE.

Le serf à la mort, est celui qui étant originairement mainmorteable, & ayant quitté le lieu de la mainmorte sans le congé du seigneur, pour aller demeurer en un lieu franc & non mortifiable, vit comme franc, & est serf à sa mort, parce qu'après son décès, son seigneur originaire vient réclamer sa succession.

Le serf-servage ou servagier, est celui qui est serf de son chef & de sa tête, & doit chacun an quatre deniers au seigneur pour rançon de son chef. Le seigneur peut, quand il lui plaît, prendre tous les biens de ce serf, mettre

la personne en otage, le vendre & aliéner : quand ce *serf* n'a point de quoi manger, le seigneur est tenu de lui en donner.

Le *serf testamental*, étoit celui que l'on avoit loué par un pacte particulier, le mot *testament* signifie dans cette occasion écrit.

Le *serf à la vie*, est celui qui vit comme *serf*, & qui meurt franc, lequel étant taillé haut & bas par son seigneur, n'est pas mainmortable, & après son décès ses héritiers lui succèdent.

Le *serf à la vie & à la mort ou à vie & à mort*, est celui qui étoit originairement mainmortable & taillable, vit & meurt comme *serf*.

SERGENT, f. m., *Jurisp.*, est un officier établi pour faire toutes sortes d'exploits judiciaires & extrajudiciaires, & pour mettre à exécution les jugemens & mandemens de justice.

Pasquier & Ménage ont avec raison repris Cujas d'avoir voulu dériver ce mot de *caesarianus*, ainsi qu'il fait sur la loi *defensionis* 7. au code de jure fisci.

Ce terme vient du latin *serviens*, qui signifie *servant*, parce que les *sergens* sont en effet les ministres de la justice, & qu'ils exécutent ses ordres & mandemens.

Du latin *serviens* on a fait par corruption *serviens*, & en françois *serviens*, *sergens*. On trouve quelquefois écrit *servegens*; ce qui a fait croire à quelques-uns que ce terme venoit de ce que les *sergens* faisoient serrent les files des gens de guerre; d'autres ont cru que cela venoit de ce que les *sergens* serrent les gens, c'est-à-dire, emprisonnent ceux qui sont condamnés par corps ou décrétés; mais c'est par corruption que l'on a écrit *servegens* pour *sergens*, & la véritable étymologie de *sergens* vient, comme on l'a dit, du latin *ser-*

viens, & de ce que les *sergens* sont les ministres de la justice.

Présentement presque tous les *sergens* se sont attribué le titre d'*huissier-sergen* ou d'*huissier* simplement, quoique le titre d'*huissier* ne convienne véritablement qu'à ceux d'entre les *sergens* qui sont préposés à la garde de l'huis ou porte de l'auditoire.

Le titre de *serviens* ou *sergent* leur étoit commun anciennement avec tous les nobles qui servoient à la guerre sous les chevaliers. *Armiger*, *scutarius* ou *serviens* étoient termes synonymes; les écuyers étoient appelés *servientes*, parce qu'ils servoient les chevaliers, portoient leur écu : & comme anciennement il falloit être chevalier pour rendre la justice, il ne faut pas s'étonner si ceux qui exécutoient les mandemens de justice, furent appelés *servientes*, de même que les écuyers; d'autant mieux qu'il y avoit des *sergens* de l'épée ou du plaide de l'épée, qui étoient établis singulièrement pour exécuter par les armes les mandemens de justice. Ces sortes de *sergens* faisoient alors ce que font aujourd'hui les archers. Ils étoient quelquefois préposés à la garde des châteaux qui n'étoient pas sur la frontière, & alloient en guerre sous les châtelains, comme on voit dans l'ancienne *Chronique de Flandre*, ch. xij. xv. xviij. lxxviij. lxxxj. lxxxjx. &c. & au liv. I. de Froissart, ch. xjx.

SERGENT EN LOI, *Droit publ. d'Angleterre*, *serviens ad legem*; les *sergens en loi*, sont des docteurs en droit civil, au-dessus des docteurs en droit ordinaire. Ils ne plaident qu'à la cour des communs plaideyers; & le roi en choisit ordinairement deux ou trois, qui sont l'office de ses avocats, & qui parlent pour lui, principalement dans les procès criminels, où il s'agit de trahison.

SÉRIEUX, f. m. *Morale*. Nous prenons ici ce mot pour une gravité dans l'air, dans le maintien & dans les manières. Le *serieux* peut dériver de deux causes; car dans les uns c'est l'effet du tempérament; dans les autres c'est l'effet des réflexions morales & de la vue de la vie à venir.

Il est aisé, au reste, de distinguer ces deux causes. Le *serieux* physique ne quitte jamais celui qui en est attaqué; il est même brusque dans bien des circonstances, & ne fait s'accommoder d'une société enjouée. Tandis que le *serieux* moral est accompagné ordinairement de douceur dans le caractère, & il ne se refuse pas à un enjouement innocent, parce que la morale ne demande pas de la brusquerie; & on peut & on doit même combiner le soin de faire son salut avec de l'enjouement dans les récréations innocentes, & propres à nous faire reprendre nos devoirs avec une nouvelle ardeur. Le *serieux* moral est raisonné, & on le prend dans les circonstances dictées par les différens états & les différens devoirs des hommes. Le *serieux* soutenu rend les hommes incommodes & même inutiles dans la société. Ne prendre jamais le *serieux*, c'est la marque certaine d'une ame légère, frivole, & sans souci des affaires de ce monde ni de l'autre. v. **GRAVITÉ**. (D. F.)

SERMENT, f. m., *Jurisp. & Mor.* Le *serment* est un acte par lequel, pour donner plus de poids & de évidence à nos discours ou à nos engagements, nous nous soumettons d'une manière formelle à la juste vengeance de Dieu, en cas de mensonge ou d'infidélité.

Lorsqu'on prend à témoin un supérieur qui a droit de nous infliger des peines, on est censé le prier en même tems de punir la perfidie, au cas qu'on

s'en rende coupable; & un Etre qui fait tout ce qui se passe, est le vengeur du crime, par-là même qu'il en est le témoin. „*Tout serment*, dit Plutarque, „se réduit à une imprécation contre le „parjure”.

Que ce soit là le sens auquel se réduisent tous les *sermens*, cela paroît par leur formule même; & toutes les manières différentes dont ils sont conçus, font voir la même chose. Par exemple: *Ainsi Dieu me soit en aide; j'en prends Dieu à témoin; je veux qu'il me punisse, &c.*

L'usage des *sermens* fut ignoré des premiers hommes. La bonne-foi reugnoit parmi eux, & ils étoient fideles à exécuter leurs engagements. Ils vivoient ensemble sans soupçon, sans défiance. Ils se croyoient réciproquement sur leur parole, & ne savoient ce que c'étoit, ni que de faire des *sermens*, ni de les violer. „Dans ces premiers jours „du monde naissant, dit Juvenal, les „Grecs n'étoient pas toujours prêts à „jurer”; & si nous en eroyons M. Despreaux,

Le Normand même alors ignoroit le parjure.

Mais sitôt que l'intérêt personnel eut divisé les hommes, ils employèrent pour se tromper la fraude & l'artifice. Ils se virent donc réduits à la triste nécessité de se précautionner les uns contre les autres. Les promesses, les protestations étoient des liens trop foibles; on tâcha de leur donner de la force en les marquant du sceau de la religion, & l'on crut que ceux qui ne craignoient pas d'être infideles, craindraient peut-être d'être impies. La discorde, fille de la nuit, dit Hésiode, enfanta les mensonges, les discours ambigus & captieux, & enfin le *serment*, si funeste à tout mortel qui le viole. Obligés d'avoir recours à une caution étrangère, les hom-

mes crurent la devoir chercher dans un être plus parfait. Ensuite plongés dans l'idolâtrie, le *serment* prit autant de formes différentes que la divinité.

Les Perses attestoient le soleil pour vengeur de l'infraction de leurs promesses. Ce même *serment* prit faveur chez les Grecs & les Romains ; témoin ce beau vers d'Homère :

Ἥλιος ὅς παυτ' ἐφορᾷ καὶ παυτ' ἐπα-
κούει.

„ Je vous attelle soleil ; vous qui voyez
„ & qui entendez tout.

Virgile a imité la même idée dans le
iv. liv. de l'*Énéide*. „ Soleil qui éclairez
„ par vos rayons tout ce qui se passe sur
„ la terre. . . .

Sol qui terrarum flammis opera omnia
lustras ,

& dans le xij. livre.

Esse nunc sol testis , &c.

Les Scythes ufoient aussi d'un *serment*, qui avoit, je ne fai quoi de noble & de fier, & qui répondoit assez bien au caractère un peu féroce de cette nation. Ils juroient par l'air & par le cimetière, les deux principales de leurs divinités ; l'air comme étant le principe de la vie, & le cimetière, comme étant l'une des causes les plus ordinaires de la mort.

Enfin les Grecs & les Romains attestoient leurs dieux, qui la plupart leur étoient communs, mais sur-tout les deux divinités qui présidoient le plus particulièrement aux *sermens* que les autres, je veux dire la déesse *Fides* & le dieu *Fidius*.

Les contrées, les villes & les particuliers, avoient certains *sermens* dont ils ufoient davantage, selon la différence de leur état, de leurs engagements, de leur goût ou des dispositions de leur cœur. Ainsi les vestales juroient par la déesse à qui elles étoient consacrées.

Les hommes qui avoient créé des dieux à leur image, leur prêterent aussi les mêmes foiblesses, & les crurent comme eux dans la nécessité de donner par des *sermens* une garantie à leur parole. Tout le monde sait que les dieux juroient par le Styx. Jupiter établit des peines très-sévères contre quiconque des dieux oseroit violer un *serment* si respectable.

Nous avons vu que la bonne-foi eut besoin pour se soutenir d'emprunter le secours des *sermens*. Il fallut que les *sermens* à leur tour, pour se conserver dans quelque force, eussent recours à certaines cérémonies extérieures. Les hommes, esclaves de leurs sens, voulurent qu'on les frappât par des images sensibles, & à la honte de leur raison, l'appareil fit souvent plus d'impression sur eux que le *serment* même.

L'usage le plus ancien, & peut-être le plus naturel & le plus simple, c'étoit de lever la main en faisant *serment*. Du moins ce fut en cette sorte que se fit le premier *serment* dont nous ayons connoissance : *J'en leverai la main devant le Seigneur le Dieu très-haut*, dit Abraham. Mais les hommes ne se contentant pas de cette grande simplicité, ceux qui pour leur état étoient distingués des autres, voulurent jusques dans cette cérémonie, faire paroître des symboles & des instrumens de leurs dignités ou de leurs professions. Ainsi les rois leverent leur sceptre en haut, les généraux d'armées leurs lances ou leurs pavois, les soldats leurs épées, dont quelquefois aussi ils s'appliquoient la pointe sur la gorge, selon le témoignage de Marcellin.

On crut encore devoir y faire entrer les choses sacrées. On établit qu'on jureroit dans les temples ; on fit plus, on obligea ceux qui juroient à toucher les autels. Souvent aussi en jurant, on im-
moloit

moloit des victimes, on faisoit des libations, & l'on joignoit à cela des formules convenables au reste de la pompe. Qu'étoit encore, pour rendre cet appareil plus terrible, ceux qui s'engageoient par des *sermens*, trempoient leurs mains dans le sang & dans les entrailles des victimes.

Mais outre ces cérémonies, qui étoient presque communes à toutes les nations, il y en avoit de particulières à chaque peuple, toutes différentes selon la différence de leur religion, ou de leurs caractères. On voit dans l'Ecriture qu'Abraham fait toucher sa cuisse par Eliezer dont il exigeoit le *serment*. Jacob mourant, prescrivit la même formalité à Joseph : sur quoi l'historien Joseph dit simplement, que cette coutume étoit générale chez les Hébreux, qui selon les rabbins, juroient de la sorte pour honorer la circoncision.

Les Scythes accompagnoient leurs *sermens* de pratiques tout-à-fait conformes à leur génie ; lorsque nous voulons, dit l'un d'eux dans Lucien, nous jurer solennellement une amitié mutuelle, nous nous piquons le bout du doigt, & nous en recevons le sang dans une coupe ; chacun y trempe la pointe de son épée, & la portant à sa bouche, suce cette liqueur précieuse : c'est parmi nous la plus grande marque qu'on puisse se donner d'un attachement inviolable, & le témoignage le plus infaillible où l'on ait de répandre l'un pour l'autre jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Souvent les Grecs pour confirmer leurs *sermens*, jetoient dans la mer une masse de fer ardente, & ils s'obligeoient de garder leur parole jusqu'à ce que cette masse revint d'elle-même sur l'eau ; c'est ce que pratiquèrent les Phocéens, lorsque désohlés par des acts continus d'hostilités, ils abandonnèrent leur ville,

Tome XII.

& s'engagerent à n'y jamais retourner. Les Romains se contenterent du plus simple *serment*. Polybe nous assure que de son tems les *sermens* ne pouvoient donner de la confiance pour un Grec, au lieu qu'un Romain en étoit pour ainsi dire enchaîné. Agésilas cependant pensoit en Romain ; car voyant que les Barbares ne se faisoient point scrupule d'enfreindre la religion des *sermens* : bon, bon, s'écria-t-il, ces infâmes nous donnent des dieux pour alliés & pour seconds.

Quelques-uns ne se bornerent pas à de simples cérémonies convenables, ou ridicules, ils en inventèrent de folles & de barbares. Il y avoit un pays dans la Sicile, où l'on étoit obligé d'écrire son *serment* sur de l'écorce, & de le jeter dans l'eau ; s'il fumageoit, il passoit pour vrai ; s'il alloit à fond, on le réputoit faux, & le prétendu parjure étoit brûlé. Le scholiaste de Sophocle nous assure que dans plusieurs endroits de la Grèce, on obligeoit ceux qui juroient de tenir du feu avec la main, ou de marcher les pieds nus sur un fer chaud ; superstitions qui se conservèrent long-tems au milieu même du christianisme.

La morale de quelques anciens sur le *serment* étoit très-lévere. Aucune raison ne pouvoit dégager celui qui avoit contracté cet engagement, non pas même la surprise, ni l'infidélité d'autrui, ni le dommage causé par l'observation du *serment*. Ils étoient obligés de l'exécuter à la rigueur ; mais cette règle n'étoit pas universelle, & plusieurs payens s'en affranchirent sans scrupule.

Dans toutes les occasions importantes, les anciens se servoient du *serment* au dehors & au-dedans de l'Etat ; c'est-à-dire, soit pour sceller avec les étrangers des alliances, des trêves, des traités de paix ; soit au dedans, pour engager

B b b b

tous les citoyens à concourir unanimement au bien de la cause commune.

Les infrafacteurs des *sermens* étoient regardés comme des hommes détestables, & les peines établies contre eux, n'alloient pas moins qu'à l'infamie & à la mort. Il sembloit pourtant qu'il y eût une sorte d'exception & de privilège en faveur de quelques personnes, comme les orateurs, les poètes, & les amans.

Voilà en peu de mots le précis de ce qui concerne les *sermens* ou usages parmi les anciens. Là, comme dans la plupart des institutions humaines, on peut remarquer un mélange surprenant de sagesse & de folie, de vérité & de mensonge; tout ce que la religion a de plus vénérable & de plus auguste, confondu avec tout ce que la superstition a de plus vil & de plus méprisable. Tableau fidèle de l'homme qui se peint dans tous ses ouvrages, & qui n'est lui-même, à le bien prendre, qu'un composé monstrueux de lumière & de ténèbres, de grandeur & de misère.

Ce qui concerne le *serment* que les armées romaines prêtoient à leurs généraux, est un des points les plus obscurs de l'antiquité. Nous avons dans Aulu-Gelle un passage très-singulier d'un auteur nommé *Cincius*. On voit par ce passage, qu'anciennement les citoyens, à mesure qu'on les enrôloit pour le service, juroient que ni dans le camp, ni dans l'espace de dix milles à la ronde, il ne voleroient rien chaque jour qui excédât la valeur d'une pièce d'argent; & que s'il leur tomboit entre les mains quelque effet d'un plus grand prix, ils le rapporteroient fidèlement au général, excepté certains effets spécifiés dans la formule du *serment*.

Lorsque tous les noms étoient inscrits, on fixoit le jour de l'assemblée générale, & tous faisoient un second *ser-*

ment, par lequel ils s'engageoient de se trouver au rendez vous, s'ils n'étoient retenus par des empêchemens légitimes, qui sont aussi spécifiés. Il est hors de doute que ce second *serment* renfermoit la promesse de ne point quitter l'armée sans la permission du général. Aulu-Gelle ne rapporte point les termes de cette promesse, mais Tite-Live nous les a conservés. Le consul Quintius Cincinnatus, traversé par les tribuns du peuple dans son dessein de faire la guerre aux Volques, déclare qu'il n'a pas besoin d'un nouvel enrôlement, puisque tous les Romains ont promis à Publius Valerius, auquel il vient d'être subrogé, qu'ils s'assembleroient aux ordres du consul, & ne se retireroient qu'avec sa permission.

Selon Tite-Live, jusqu'au tems de la seconde guerre punique, on n'exigea d'autre *serment* des soldats que celui de joindre l'armée à jour marqué, & de ne point se retirer sans congé. Il faut ajouter le *serment* de ne point voler dans le camp; quoique cet historien n'en parle pas, il est d'ailleurs suffisamment attesté. Mais lorsque les soldats étoient assemblés & partagés en bandes de dix & de cent, ceux qui formoient chaque bande se juroient volontairement les uns aux autres de ne point fuir, & de ne point sortir de leur rang, sinon pour reprendre leur javelot, pour en aller chercher un autre, pour frapper l'ennemi, pour sauver un citoyen.

L'an de Rome 538, quelques mois avant la bataille de Cannes, dans un tems critique où l'on croyoit ne pouvoir trop s'assurer du courage des armées, les tribuns de chaque légion commencèrent à faire prêter juridiquement, & par autorité publique, le *serment* que les soldats avoient coutume de faire entre eux. Il est à croire qu'on leur fit aussi

promettre de nouveau ce qu'ils venoient de promettre en s'enrôlant, & qu'alors ou dans la fuite, on grossit la formule de quelques détails que l'on jugea nécessaires.

Quoiqu'il en soit, à la tête de la légion, un soldat choisi par les tribuns, prononçoit la formule du *serment*; on appelloit ensuite chaque légionnaire par son nom: il s'avançoit, & disoit simplement: *je promets la même chose, idem in me* (suppl. *recipio*.) La formule de ce nouveau *serment* n'est rapportée nulle part, & peut-être qu'il n'y en avoit point de déterminée. Mais en combinant divers endroits de Polybe, de Denys d'Halicarnasse, de Tite-Live, on trouve qu'elle se réduisoit en substance à ce qui suit: „ Je jure d'obéir à un tel (on exprimoit le nom du général), „ d'exécuter ses ordres de tout mon pouvoir, de le suivre quelque part „ qu'il me conduise, de ne jamais abandonner les drapeaux, de ne point prendre la fuite, de ne point sortir „ de mon rang; je promets aussi d'être „ fidele au sénat & au peuple romain, „ & de ne rien faire au préjudice de la „ fidélité qui leur est due”. Cette dernière clause fut peut-être inférée depuis que l'on s'aperçut que les généraux s'attachoient trop les soldats.

Voilà ce qu'on appelloit *jurare in verba imperatoris*; expressions qui signifient à la lettre, jurer que l'on regardera comme une loi toutes les paroles du général, & non pas comme quelques-uns se l'imaginent, répéter la forme que prononçoit le général. Ce n'étoit point lui qui la prononçoit: à ne consulter que les apparences, il sembleroit qu'il n'exigeoit point le *serment* des légions; & que c'étoient les tribuns & les soldats qui, de leur propre mouvement, s'efforçoient de lui donner cet-

te assurance authentique de zèle & de soumission à toutes ses volontés.

Les armées prêtent *serment* aux empereurs, comme elles avoient fait aux généraux. On juroit *in verba Tiberii Caesaris*, comme l'on avoit fait autrefois juré *in verba P. Scipionis*. Mais il faut remarquer,

1°. Que sous les empereurs, la prestation du *serment* se renouvelloit chaque année le jour des calendes de Janvier. Ce *serment* annuel doit être regardé comme un vestige d'antiquité. Dans l'origine, le commandement des armées appartenoit aux consuls & aux préteurs, & par conséquent le général étoit annuel, aussi-bien que le consulat & la préture. On ne sauroit prouver que la coutume de renouveler le *serment*, fût plus ancienne que les empereurs; cependant je croirois volontiers qu'elle s'étoit introduite avec l'abus de continuer les généraux. Il est rarement arrivé que les Romains se soient écartés d'un usage ancien, sans lui rendre en même tems hommage par une formalité. Sous les empereurs, on répétoit encore le *serment* aux jours anniversaires de leur naissance & de leur avènement à l'empire; mais on le renouvelloit avec plus de solennité de cinq en cinq ans, à compter du premier jour auquel ils avoient commencé de régner.

Auguste n'ayant jamais accepté l'empire que pour cinq ans ou pour dix, lors même que la dignité impériale fut devenue perpétuelle, les successeurs à la fin de chaque cinquième & de chaque dixième année de leur règne, solennifioient une fête, comme s'ils eussent pris de nouveau possession du généralat en vertu d'une nouvelle élection. La première fois que l'on prêtoit le *serment*, & toutes les fois qu'on le renouvelloit, sur-tout aux fêtes des

Bbbb 2

quinquennales & des décennales, les empereurs donnoient à chaque soldat une petite somme d'argent. Les anciens généraux n'avoient rien fait de semblable.

Du tems d'Auguste, de Tibere, & même de Caligula, on ne connoissoit point encore ces libéralités toujours onéreuses, souvent funestes à l'État, qui prirent depuis le nom de *donativum*, & dans le bas-empire celui d'*angustalicium*. Elles durent leur origine à la timidité de Claude, qui le premier de tous les Césars, suivant l'expression de Suétone, acheta la fidélité des soldats. Ces gratifications devinrent des dettes; & malheur au prince qui ne les eût pas payées; il auroit été bientôt détrôné. Les soldats en recevant leur solde, à plus forte raison lorsqu'on leur faisoit des largesses, juroient de préférer à tout le salut de l'empereur. On se servoit peut-être dans ces occasions d'une formule particulière.

2°. Il y a une autre différence à observer entre le *serment* que l'on avoit fait aux généraux, & celui que l'on faisoit aux empereurs. Tacite, au premier livre de son histoire, raconte que les légions de la haute Germanie, le jour même des calendes de Janvier, au lieu de prêter *serment* à Galba, selon la coutume, mirent en pièces des images; mais que craignant de paroître le révolter contre l'empire, elles jurèrent obéissance au sénat & au peuple, à qui depuis long-tems, dit Philorien, on ne pretoit plus *serment*. *Ipso calendarum Januarianum die dardisunt imagines Galbae. . . ac ne reverentiam imperii exuere viderentur, in S. P. Q. R. oblitterata jam nomina, sacramenta advocant.* Ce passage prouve qu'autrefois en prêtant au général le *serment* de fidélité, l'armée le pretoit nommément à la na-

tion, & confirme ce qui se trouve dans le dixième livre de Denys d'Halicarnasse, que les soldats juroient de ne rien faire au préjudice du peuple romain.

Le même texte prouve aussi que dès l'an 68 de l'ère chrétienne, il y avoit long tems que les choses étoient changées à cet égard, & que l'on ne pretoit plus le *serment* qu'à l'empereur. Mais il n'est pas aisé de fixer l'époque de ce changement; il est antérieur à Néron & même à Claude, puisque dès le tems de Galba il étoit déjà fort ancien, *S. P. Q. R. oblitterata jam nomina*. Supposé que Caius l'eût introduit, l'horreur que l'on avoit de ce tyran l'auroit fait abolir après sa mort. Tibere & Auguste ne paroissent pas en avoir été les auteurs. Ainsi il faut croire que nous devons remonter jusqu'au tems de Jules-César.

Le sénat & le peuple ayant accumulé sur sa tête tous les titres, tous les privilèges, tous les honneurs humains & divins, on déclara le généralat héréditaire pour ses descendants, soit par la nature, soit par l'adoption. Il est vraisemblable que les armées reconnurent solennellement Jules-César pour général perpétuel, & lui prêtèrent *serment* de nouveau. Les tribuns qui le firent prêter, supprimèrent sans doute le nom du sénat & du peuple, bien assurés de faire leur cour à un despote qui ne gardoit plus de mesures avec la nation.

Rien n'empêche de croire que dès le tems d'Auguste la formule n'ait été celle-là même que rapporte Vegèce, & de laquelle on se servoit sous Valentinien II. en exceptant pourtant la différence qu'avoit introduite le changement de religion. Les soldats, dit cet auteur, jurent au nom de Dieu, du Christ & de l'Esprit, & par la majesté de l'empereur . . . d'exécuter en braves gens tout ce que l'empereur leur comman-

dera; de ne jamais déserter, & de sacrifier leur vie, s'il le faut, pour la république romaine. *Jurant autem per Deum & per Christum, & per Spiritum sanctum, & per majestatem imperatoris . . . omnia se strenue facturos que praeceperit imperator; nunquam deserturos militiam; nec mortem recusaturos pro romanâ republicâ.* Ces mots, *pro romanâ republicâ*, étoient une espèce d'équivalent qu'on avoit substitué à ceux du *senat & du peuple*, qui y étoient auparavant.

Il n'est pas douteux que pendant les vingt mois qui s'écoulerent depuis la mort du dictateur jusqu'à la ligue des triumvirs, le nom du *senat & du peuple* n'ait été rétabli dans le *serment*; mais on doit croire aussi que sous le triumvirat il fut retranché pour toujours. Lorsque le jeune César ayant réuni toute la puissance de ses collègues, se fit contraindre d'accepter l'empire, les officiers exigèrent le *serment* selon la formule nouvelle. Auguste ne fit pas semblant de s'en appercevoir, personne n'osa s'en plaindre; & d'ailleurs, dans les transports d'admiration & d'idolâtrie qu'avoit excités dans tous les cœurs son abdication prétendue, les Romains étoient plus disposés à le forcer de recevoir ce qu'il refusoit, qu'à lui contester ce qu'il vouloit bien recevoir. Ajoutez à cela que peut-être la formule n'avoit jamais été fixe, & que les tribuns étoient maîtres de choisir les termes. C'est ainsi, selon toute apparence, que s'établit ce nouveau *serment*, sans aucune attache de l'autorité publique, sans ordre de l'empereur, sans décret de la nation, sans qu'elle renonçât à ses droits.

Enfin, pour donner au lecteur une idée nette des *sermens* militaires des Romains, il doit savoir que sous la répu-

blique il y avoit trois sortes d'engagemens pour les troupes. Le premier s'appelloit *sacramentum*; c'étoit celui par lequel chaque soldat prètoit *serment* en particulier entre les mains de son général, & promettoit de le suivre par-tout où ses ordres le conduiroient, sans jamais l'abandonner, sous quelque prétexte que ce pût être, jusqu'à ce qu'il eût été licencié.

La seconde espèce d'engagement militaire s'appelloit *conjuratio*; c'est à dire, que dans les troubles imprévus, ou qu'à l'approche subit de l'ennemi, cas qui demandoit un prompt secours, & qui ne laissoit pas le tems d'exiger le *serment* de chaque soldat en particulier, le consul montoit au Capitole, & de-là levant deux étendards, l'un de couleur de rose pour l'infanterie, l'autre bleu pour la cavalerie, il s'écrioit: *Quiconque veut le salut de la république, qu'il me suive.* Les Romains alors se rangeoient sous le drapeau, tous juroient ensemble d'être fideles, & s'obligeoient au service que la république attendoit d'eux.

Le troisieme engagement se faisoit lorsqu'un magistrat dépêchoit en divers lieux des hommes de choix, avec pouvoir de lever des troupes pour les besoins de la république. Cette troisieme maniere de s'engager s'appelloit *evocatio*.

Outre le *serment* qu'on prètoit dans ces trois manieres de s'engager, les tribuns exigeoient le *serment* particulier de tous les soldats de ne rien prendre pour eux, mais de porter tout ce qu'ils trouveroient, à la tente du général.

Plutarque nous apprend, qu'il n'étoit permis à aucun soldat de tuer ou de frapper l'ennemi avant que d'avoir fait le *serment* militaire, ou après avoir obtenu son congé.

En général, de tout tems, & parmi tous les peuples, le *serment* a été regardé comme une chose très-sainte & très-inviolable. Les Egyptiens punissoient de mort les parjures, comme coupables de deux grands crimes; l'un de violer le respect dû à la Divinité; l'autre de manquer à l'engagement le plus sacré parmi les hommes. En effet, il n'y a point de lien plus fort que le *serment*, pour empêcher les hommes de manquer à leur parole. *Nullum enim vinculum ad astringendam, iurejurando, majores arctius esse voluerunt.* Cic. De offic. lib. III. cap. 41.

Le devoir général, que la loi naturelle prescrit ici, c'est de ne jurer que le moins que l'on peut, & avec un respect religieux; mais de tenir inviolablement ce à quoi on s'est engagé avec *serment*. Entrons dans quelque détail.

L'usage du *serment* suppose la défiance, l'infidélité, l'ignorance & l'impuissance des hommes. Il a été établi comme un remède à ces maux-là: & certainement, l'on ne pouvoit employer un moyen plus efficace, pour engager à dire la vérité, ou à tenir sa parole, que la crainte d'un Dieu, qui peut tout, & qui voit tout; & à la justice duquel on se soumet soi-même, en cas de mensonge ou de perfidie. Ainsi le but & la fin du *serment*, de la part de celui qui jure, c'est de donner plus de créance à ses discours, & de se concilier la confiance; & de la part de celui à qui l'on jure, de s'assurer de la sincérité ou de la fidélité de celui avec qui il a à faire. Cela étant, le *serment*, par rapport au commerce de la vie, est proprement un moyen de société; il ne doit être considéré que comme un acte civil. C'est une sûreté que l'on exige, & dont la force dépend de l'impression que fait sur

l'esprit des hommes la crainte d'une Divinité.

Pour bien connoître en quoi consiste l'obligation & la force du *serment*, il faut premierement savoir ce qui est essentiellement nécessaire au *serment*, afin qu'il soit véritablement tel, & que l'on puisse dire raisonnablement que celui qui l'a prêté, a réellement juré. Or il est de l'essence du *serment* considéré en lui-même, 1°. qu'il se termine toujours à la Divinité; 2°. qu'il renferme une soumission à la justice divine, en cas de perfidie ou de mensonge.

Outre cela, afin que celui qui prononce un *serment* puisse être censé avoir véritablement juré, il est nécessaire, 1°. qu'il soit conforme à la religion de celui qui le prête; 2°. que celui qui jure ait l'usage de la raison; 3°. qu'il ait véritablement l'intention de prendre Dieu à témoin; 4°. enfin qu'il jure librement, & non par une contrainte injuste. Développons un peu plus particulièrement ces idées.

Je dis donc 1°. que quoique la forme du *serment* puisse bien varier pour les termes, le *serment* est toujours le même dans le fonds, c'est-à-dire, qu'il doit toujours se terminer à la Divinité. Car comme il n'y a que Dieu qui ait une connoissance & une puissance infinie, il est clair que l'on ne sauroit sans absurdité jurer par un Etre que l'on ne conçoit pas comme Dieu, c'est-à-dire, en qui l'on ne reconnoît pas la toute-puissance, la toute connoissance, & une parfaite justice. Et quoique les idées que les payens avoient de la Divinité fussent confuses, & mêlées d'absurdités & de contradictions, cependant, comme ils reconnoissoient dans la Divinité ces attributs qui servent de fondement au *serment*, le *serment* avoit chez eux toute sa force. Nous voyons à la vérité qu'an-

ciennement on faisoit souvent mention dans les *sermens* des créatures. C'est ainsi, par exemple, que les anciens chrétiens ne faisoient pas scrupule de jurer par le filut, ou par la conservation de l'empereur, &c. ou par la vie de leurs enfans. Cela vouloit dire, que l'on prioit Dieu, en cas de parjure, de développer sa vengeance sur ces personnes, comme celles qui leur étoient les plus chères. Mais quoiqu'il en soit, il est manifeste que ces *sermens* étoient très-irréguliers, & qu'à les considérer eux-mêmes, ils avoient quelque chose de criminel.

Un chrétien persuadé de l'existence d'un Dieu Créateur, ne doit jurer que par cet Etre souverain. Une des marques auxquelles les payens connoissoient que l'abjuration d'un chrétien n'étoit pas simulée, étoit lorsqu'il juroit par la fortune de César; ce que Polycarpe refusa avec une constance inébranlable.

Un juriconsulte Romain semble soutenir, que quand on jure par sa tête, cela n'est pas regardé comme un *serment*. *Qui per sulutem suam jurat, licet per Deum jurare videatur, (respectu enim divini Numinis ita jurat), attamen si non ita specialiter iurjurandum ei delatum est, jurasse non videtur; Et ideo ex integro solemniter jurandum est. Digest. lib. XII. tit. II. de jurejur., &c. Leg. XXXIII.* Mais il veut dire seulement, comme il s'en explique lui-même, qu'un tel *serment* n'est pas valable en justice, s'il n'a été expressément déferé. Car les *sermens* se font en faveur de ceux qui les exigent; d'où vient que celui qui fait jurer prescrit d'ordinaire les termes du *serment*, afin qu'ils aient leur effet dans le sens qu'il les a entendus, & que celui qui jure ne puisse pas en éluder la force par quelque équivoque adroitement inventée.

2°. Il est essentiel au *serment* considéré en lui-même, que l'on s'y soumette à la justice de Dieu, en cas qu'on le rende coupable de parjure. On ne sauroit concevoir de *serment* sans cela. Cependant il suffit de prendre Dieu à témoin pour faire un véritable *serment*: car prendre à témoin un supérieur qui a droit de punir, c'est lui demander qu'il punisse en effet l'infidélité ou la perfidie. Telles sont les conditions essentiellement nécessaires au *serment* considéré en lui-même.

Mais outre cela, afin que quelqu'un soit censé avoir juré véritablement, il est nécessaire que le *serment* soit conforme à la religion de celui qui le prête; autrement le *serment* n'auroit aucune force: car en vain seroit-on jurer quelqu'un par une divinité qu'il ne reconnoît point, & qu'il ne craint point par conséquent. Un idolâtre est donc obligé de tenir les *sermens* qu'il a faits par les faux dieux, mais qui dans sa pensée sont de véritables dieux. *Divus pins iurejurando, quod propria superstitione juratum est, standum rescriptis. Digest. lib. XII. tit. XXII. de jurejur., &c. L. V. §. 2.* Car quelque idée qu'il se forge, il a toujours devant les yeux l'idée générale de la divinité; de sorte que s'il se parjure de propos délibéré, il viole, en tant qu'en lui est, le respect que chacun doit, & qu'il doit lui-même à la Majesté divine.

Si un *serment* est énoncé d'une manière conforme à la religion, crue vraie par la personne qui l'intime, & fausse par celle qui le prête, ce dernier n'est point censé pour cela approuver cette religion, & en reconnoître la vérité. De-même lorsque l'on fait jurer un Juif, par exemple, on ne souscrit point par là à ce que pensent les Juifs au sujet de notre Seigneur Jesus-Christ,

Il est nécessaire que celui qui jure ait l'usage de la raison, & qu'il connoisse ce qu'il fait : sans cela, le *serment* ne seroit qu'un vain son de quelques paroles vuides de sens, & auxquelles on ne sauroit attribuer aucun effet, aucune moralité. Ainsi on ne sauroit dire que des enfans, ou des fols, qui prononcent quelque formule de *serment*, jurent véritablement.

Il faut encore supposer, comme dans les promesses & les contracts, que celui qui jure agisse avec délibération, & qu'il ait véritablement dessein de prendre à témoin la Divinité. Si donc quelqu'un, sans avoir intention de jurer, prononce des paroles qui renferment un *serment*, on peut dire qu'il n'a point juré. C'étoit donc un vain scrupule que celui de Cydippe, qui crut d'être engagée à épouser Aconce, par la simple lecture des mots suivans, que ce jeune homme, amoureux d'elle, avoit écrits sur une pomme, je jure par les sacrifices de Diane d'épouser Aconce. Et Ovide a raison de lui faire dire :

Que jurat, mens est : nil conjuravimus illa,

Ille fidem dictis addere sola potest.

Consilium, prudensque animi sententia jurat,

Et nisi judicii vincula nulla valent.

Si tibi conjugium volui promittere nostrum,

Exige polliciti debita jura thori.

Sed si nil dedimus prater sine peccore vocem,

Verba sua frustra viribus orba tenes.

Non ego juravi, legi jurantia verba.

Epik. Herod. XXI. v. 135. & seqq.

Mais toutes les fois que l'on témoigne un dessein sérieux de jurer, c'est un vrai *serment*, & qui conserve toute sa force, quoique l'on prétendit n'avoir pas eu l'intention de prendre Dieu à

témoin : autrement le *serment*, & même toutes les conventions, ne seroient plus d'aucun usage dans la vie, si par une invention cachée l'on pouvoit en éluder les effets.

D'où il paroît qu'il est absurde de mettre en question, si en proférant ou en lisant de propos délibéré des paroles qui renferment une formule de *serment*, avec intention néanmoins de ne pas jurer, on est véritablement lié par un *serment* de cette nature : car si l'on récite simplement les paroles, il est clair qu'on ne jure point du tout, & qu'ainsi l'on ne s'engage à rien. Mais lorsque l'affaire se passe sérieusement, c'est-à-dire, que celui qui prononce la formule du *serment* donne à entendre qu'il jure tout de bon, pendant que l'autre, à qui il jure, prend la chose sur ce pied-là ; il n'y a point de doute que le premier n'entre dans un vrai engagement, quelque pensée secrète qu'il ait d'ailleurs.

J'ai dit enfin, que pour qu'on pût être censé avoir véritablement juré, il falloit qu'on le fit avec une entière liberté, & non par une injuste contrainte. Il y en a deux raisons principales. La première, c'est qu'un homme qui jure y étant contraint par une violence injuste, n'a point une intention sincère de jurer, c'est à-dire de se soumettre à la vengeance de Dieu, puis qu'il ne le fait que par force, & pour se tirer de l'oppression où il est. La seconde raison, c'est que le *serment* en lui-même n'est point un acte de nécessité ou de devoir, mais de pure liberté, & par conséquent on ne sauroit l'imputer à celui qui l'a fait qu'autant qu'il est libre.

Pomponius, tribun du peuple, ayant accusé Lucius Manlius d'avoir retenu la dictature au delà du terme prescrit par les loix, le fils de ce dictateur, surnommé depuis *Torquatus*, alla chez Pomponius,

nus, & se trouvant seul avec lui, jura de le tuer, s'il ne juroit lui-même de laisser son pere en repos. Pomponius cessa donc ses poursuites, & le peuple y consentit après en avoir su la raison. Cicéron loue la fidélité de Pomponius; » tant, ajoute-t-il, la sainteté du *serment* » faisoit alors d'impression sur les esprits. » Cet exemple que Grotius rapporte pour confirmer l'opinion contraire de celle que nous soutenons, ne prouve autre chose, sinon que la religion du *serment* chez les romains, alloit quelquefois jusqu'à la superstition. La manière même dont Cicéron s'exprime à cette occasion, semble l'indiquer : *Tantum temporibus illis iurandum valebat*; de son tems donc on ne pouvoit pas si loin les effets du *serment*.

Telles sont les conditions nécessaires, afin que l'on puisse dire que quelqu'un a véritablement juré. Cela supposé, il ne sera pas difficile de connoître en quoi consiste la force du *serment*, & quels sont ceux qui sont véritablement obligatoires.

Si l'on fait bien attention à la nature & à la définition du *serment*, on reconnoitra que le *serment* de sa nature ne produit point de nouvelle obligation, propre & particulière; mais qu'il est seulement ajouté comme un lien accessoire, pour rendre plus fort quelque engagement où l'on veut entrer. En un mot, on ne s'engage pas pour jurer, mais on jure pour confirmer son engagement. Le *serment* est donc par rapport aux engagements où l'on entre, ce que sont les modes ou les accidens par rapport à la substance, sans laquelle ils ne sauroient subsister.

Mais l'on comprendra encore mieux que le *serment* ne produit pas une nouvelle obligation, si on fait attention à ce que le *serment* n'est qu'un lien acces-

soire qui suppose toujours la validité de l'engagement auquel on l'ajoute, pour rendre les hommes envers qui l'on s'engage plus certains de notre bonne foi; & dès qu'il ne s'y trouve aucun vice qui rende cet engagement nul ou illicite, cela suffit pour être assuré que Dieu veut être pris à témoin de l'accomplissement de la promesse, parce qu'on fait certainement que l'obligation de tenir sa parole, est fondée sur une des maximes évidentes de la loi naturelle, dont il est l'auteur.

Grotius prétend que tout *serment*, par lequel on s'engage à faire ou à ne pas faire en faveur d'autrui une certaine chose, renferme une double promesse: l'une qui regarde celui à qui l'on jure; l'autre qui a pour objet Dieu, par qui l'on jure; & que l'une de ces promesses peut subsister, quoique l'autre soit invalide. Mais, à proprement parler, on ne promet rien à Dieu dans un *serment* obligatoire; autrement il n'y auroit point de différence entre un vœu & un tel *serment*. De plus on jure très souvent de faire des choses, où Dieu n'est nullement intéressé, & quelquefois même où il se trouve offensé. Or il est ridicule de dire qu'on permet à quelqu'un une chose qui ne l'intéresse point, ou qui ne l'intéresse que parce qu'elle déplaît. Enfin les promesses les plus sincères tombent d'elles-mêmes, quand elles ne sont point acceptées. Si donc le *serment* renferme une promesse faite à Dieu directement, tout ce qu'il a de force dépendra de savoir si Dieu l'accepte: or le moyen de s'assurer que Dieu accepte mille promesses, confirmées par *serment*, qui ne regardent point du tout son service? Qu'est-ce donc qu'il y a dans un *serment* obligatoire, de plus que dans une simple promesse, faite à celui en faveur de qui l'on jure? Rien ne peut nous en donner

une idée plus juste que les *traités de garantie*, si ordinaires entre les princes. Deux hommes font une convention, mais l'un appréhende que l'autre ne la viole. Pour s'assurer du contraire, il lui propose de jurer, c'est-à-dire, de prendre Dieu à garant de la convention, & de consentir, au cas qu'il y manque, que Dieu se déclare contre lui, & le punisse de sa perfidie. Il est donc clair que par le *serment* on ne contracte pas une nouvelle obligation, mais que seulement on interpose la garantie divine. Mais comme pour être assuré de la garantie il faut que le garant y ait consenti, il s'en suit que le *serment* est nul lorsque les conventions sont invalides; car il est absurde de se persuader que Dieu veuille être garant de tels engagements. Enfin, tout acte accompagné de quelque vice qui le rend incapable de produire aucune obligation, ne devient jamais obligatoire par l'interposition du *serment*: & un *serment* postérieur n'annule pas non plus un engagement valide, & ne détruit point par conséquent le droit que la parole donnée avoit acquis à autrui. L'on a beau jurer, par exemple, de ne pas payer une dette; on n'est pas pour cela quitte envers le créancier.

Il ne faut pourtant pas conclure de ce que le *serment* ne produit pas une nouvelle obligation, qu'il soit inutile ou superflu. Car quoique les engagements où l'on entre sans *serment* soient véritablement obligatoires, cependant tous les hommes sont persuadés & avec raison, que Dieu punira beaucoup plus sévèrement ceux qui outragent hautement la Divinité, en se rendant coupables de parjure, que ceux qui manquent simplement à leur parole. C'est une conséquence du principe que nous venons d'établir que le *serment* ne change point la nature de l'acte auquel il est ajouté.

C'est donc par la nature même des actes dans lesquels on fait intervenir le *serment*, que l'on doit juger de sa validité ou non-validité. Faisons l'application de ces remarques. 1°. Les *sermens* qui regardent quelque chose d'impossible n'obligent point, quoique l'on commette certainement un grand péché, en abusant ainsi témérairement du nom de Dieu.

Dans les *sermens*, tout comme dans les conventions, il y a des choses qui ne sont pas impossibles au moment qu'on prête le *serment*, mais qui peuvent le devenir dans la suite. v. CONVENTIONS.

A l'égard des choses qui ne sont impossibles que pour l'heure ou par supposition, la force de l'obligation est suspendue; en sorte que celui qui a juré, en supposant tel ou tel cas, est tenu de faire tout ce qui dépend de lui pour rendre possible ce à quoi il s'est engagé avec *serment*. Ainsi quand le patriarche Abraham envoya à Charran le premier de ses esclaves, le faisant jurer qu'il emmèneroit de - là une femme pour son fils Isaac, laquelle fût de sa parentée; il lui dit que s'il ne s'en trouvoit aucune qui voulût le suivre, il seroit quitte de son *serment*.

Tout *serment* par lequel on s'engage à quelque chose d'illicite, c'est-à-dire, défendu par quelque loi divine ou humaine, est nul de lui-même. Car qu'y auroit il de plus absurde que de dire que l'on se soumet à la vengeance divine, au cas que l'on ne fasse pas quelque chose que Dieu a défendu sous quelque peine? C'est un grand crime que de faire de tels *sermens*, mais ce seroit un crime plus grand encore que de les exécuter. L'histoire de David nous fournit là dessus un exemple remarquable. Il avoit juré, étant en colère, d'exterminer la maison de Nabal. Mais les sages repré-

sentations d'Abigail l'ayant apaisé, il rendit grâces à Dieu, de ce qu'après avoir commis un péché en faisant ce *serment*, il n'en avoit pas commis un autre plus grand encore en l'effectuant. I. Samuel XXV. On peut encore rapporter ici le *serment* qu'Hamilcar fit faire à son fils Annibal, qu'il n'auroit jamais de paix ni d'amitié avec les Romains.

L'usage du *serment* a été établi pour être une sûreté accessoire des promesses par lesquelles on s'engage à quelque action bonne, ou du moins innocente ; & nullement afin de prêter, pour ainsi dire, main forte au crime. „ Les dieux, „ dit Denys d'Halicarnasse, veulent être „ pris à témoins des traités honnêtes & „ justes, & non pas de ceux qui sont „ deshonnêtes & injustes. „

Une promesse conditionnelle ne change pas de nature, & ne devient pas pure & simple, quoique l'on y ajoute un *serment*.

C'est une suite nécessaire de ce que le *serment* de sa nature ne produit point de nouvelle obligation propre & particulière ; mais qu'il n'est qu'un lien accessoire qui donne plus de force à la convention, soit absolue, soit conditionnelle. En effet, la validité ou la nullité des *sermens* faits sous condition, ne dépend pas moins de l'existence ou de la non-existence de la condition, que la validité ou la nullité des simples promesses. Par exemple, aussi-tôt qu'un magistrat est sorti de charge, il n'est plus tenu à ce qu'il avoit juré comme tel en y entrant. D'autre côté, les citoyens ne doivent pas désormais obéir à un magistrat qui est sorti de charge, ou qui a été cassé, quoi qu'on ne les ait pas expressément déchargés du *serment* ; car cela suit de la nature même de la chose. Nous en avons un exemple dans ce que disoit

Curion, au rapport de Jules César, à ceux de ses soldats, qui avoient été de l'armée de Domitius : „ Comment pour-
„ riez-vous être encore liés par le *ser-
„ ment* que vous aviez prêté à Domitius,
„ puisque ayant quitté le commande-
„ ment, il étoit devenu de général sim-
„ ple particulier, & prisonnier même ?
„ Il ajoute un peu plus bas, que leur
„ *serment* étoit éteint par la perte de la
„ liberté de Domitius. „

A l'égard des *sermens* faits par erreur, quoique, pris en eux-mêmes & dans l'intention de celui qui jure, ce soient de véritables *sermens*, tout le monde convient qu'ils ne sont point obligatoires. Exemple. Ayant appris quelque nouvelle agréable d'un pays éloigné, on promet avec *serment*, & en considération de cela, quelque récompense à celui qui nous l'a apprise ; la nouvelle se trouvant fautive, ou n'est point lié par un tel *serment*. En effet, dans ces circonstances, celui qui jure ne le fait que conditionnellement, supposant un certain état des choses ; en sorte qu'il n'auroit ni promis, ni juré, s'il avoit connu les choses telles qu'elles étoient effectivement.

Il en faut dire autant, & à beaucoup plus forte raison, des *sermens* surpris par artifice, lorsque celui à qui l'on jure nous a lui-même malicieusement jetés dans l'erreur ; car outre la raison tirée de l'erreur, il y a de plus ici, dans la personne de celui qui nous trompe, une incapacité qui le rend indigne d'acquiescer quelque droit contre nous.

Mais que dirons-nous des *sermens* forcés ? Je réponds, qu'un *serment* extorqué par une crainte, est nul de lui-même, & qu'il n'oblige en aucune manière. Il y en a plusieurs raisons. La première, c'est que par les principes que nous avons établis ci-dessus, un *serment*

extorqué par une violence injuste n'est pas un véritable *serment*. Et en effet, on ne sauroit dire raisonnablement qu'un homme qui jure à quelqu'un qui lui tient le pistolet à la gorge, ait une intention bien sincère de se soumettre à la justice divine, au cas qu'il n'exécute pas ce qu'il jure d'exécuter.

Une seconde raison de l'invalidité des *sermens* extorqués, est tirée de l'auteur de la violence, qui le rend indigne d'acquiescer quelque droit au moyen du brigandage qu'il exerce. Cette raison prend encore une nouvelle force, si l'on considère que le *serment* n'est autre chose qu'un moyen de société, & que par conséquent il y auroit de l'absurdité à l'interpréter, de manière qu'il devint un moyen sûr d'exercer le brigandage avec succès. Grotius à la vérité estime, qu'un *serment* extorqué est cependant obligatoire, parce que tout *serment* renfermant une promesse faite à Dieu, il faut le tenir par respect pour cet Être Souverain, quoique celui qui nous a contraint de le faire, n'ait aucun droit d'en demander l'exécution. Voyez Grotius, liv. II. ch. XIII. §. XV. n. 2. & liv. III. ch. XIX. §. 2.

Mais à cela l'on peut opposer deux réponses; 1°. que si l'on examine bien la nature du *serment*, on verra qu'il ne renferme aucune promesse faite à la Divinité; autrement un *serment* & un vœu seroient une même chose, & Grotius dit lui-même, que *votum fit Deo, juramentum per Deum*. 2°. D'ailleurs, quand même on accorderoit qu'il y a dans tout *serment* une promesse faite à Dieu, le *serment* forcé ne seroit pas pour cela obligatoire. Premièrement, parce que cette prétendue promesse seroit forcée & dénuée de liberté. En second lieu, parce que nous ne saurions présumer que Dieu pût l'accepter. Et il est bien évident que

l'on ne sauroit penser que Dieu accepte une telle promesse, sans admettre une chose toute contraire à ses perfections infinies; puisque ce seroit ouvertement autoriser le brigandage. Car pour cela, il faudroit que dans l'intention de Dieu, le brigandage, c'est-à-dire, la violation la plus criante des loix naturelles, fût un titre légitime pour profiter du bénéfice de ces mêmes loix.

Remarquons enfin, que si les promesses forcées faites avec *serment* étoient obligatoires, un souverain ne pourroit pas en conscience annuler ces sortes de *sermens*, comme Grotius lui-même reconnoît qu'il le peut, & ainsi que cela se pratique par-tout. Cicéron avoit donc raison de dire, que si l'on se dispense de payer à des corsaires ce qu'on leur a promis avec *serment*, pour racheter sa vie, ce n'est point un véritable parjure, parce qu'un corsaire n'étant pas de ceux avec qui l'on est en guerre réglée, mais plutôt l'ennemi commun de tous les hommes, il n'y a ni foi ni *serment* qui soit valable par rapport à lui. *Ut si praedonibus pacium pro capite praestitum non astuleris, nulla fides est; ne si juratus quidevis id non feceris; nam pirata non est perduellium numero definitus, sed communis hostis omnium. Cum hoc nec fides debet nec iuramentum esse commune.*

Nous pouvons conclure de tout ce que nous venons de dire sur la validité des *sermens*, que le *serment* n'exclut point les conditions & les restrictions tacites, qui suivent de la nature même de la chose. Si par exemple, l'on a juré à quelqu'un de lui accorder tout ce qu'il demanderoit, & que là dessus il nous demande des choses injustes ou absurdes on n'est point obligé par un tel *serment*. Matth. XIV. 6. &c. Car quand on fait une promesse illimitée, on suppose toujours que celui en faveur de qui l'on s'en-

gage, demandera des choses honnêtes, & non des choses injustes ou extravagantes & pernicieuses ou à lui-même ou à d'autres.

C'est ainsi que Nicomachus ayant juré de garder le secret sur une affaire qu'on vouloit lui communiquer, dès qu'il apprit qu'il s'agissoit d'une conspiration contre la personne d'Alexandre le Grand, il protesta qu'il n'avoit point donné sa foi pour un parricide, & qu'il ne croyoit pas qu'il y eût aucun *serment* qui l'obligât à céder un crime si détectable. En effet, tout citoyen est tenu de découvrir les entreprises qui se forment ou contre la personne du prince, ou contre l'Etat. Xerxès se disposant à une nouvelle expédition contre la Grece, pria Themistocle de prendre le gouvernement de ses armées dans cette guerre. Themistocle y consentit à condition que le roi lui promettrait avec *serment*, qu'il n'attaqueroit point les Grecs sans lui. Lorsque Xerxès eut juré, & qu'on eut immolé un taureau, selon la coutume; Themistocle avala une coupe pleine de sang de cet animal, & expira sur le champ. Par ce moyen il détourna le roi de Perse de son dessein. Mais si ce prince avoit eu d'ailleurs de justes raisons de faire la guerre aux Grecs, je ne vois pas qu'un pareil *serment* d'ailleurs dû l'arrêter, puisqu'il avoit supposé sans doute que Themistocle fut en vie; comme s'il eût dit que tant que Themistocle vivroit, il n'entreprendroit rien contre les Grecs sans son conseil. De sorte que le *serment* de Xerxès étoit annullé par la mort de Themistocle. D'ailleurs les avantages que Xerxès espiroit de tirer d'un si grand général, étoient le seul motif qui l'engagerent à lui faire cette promesse fermentale; mais dès que Themistocle par sa mort volontaire les lui refusa, le *serment* devint par-là même nul.

Les juriscouultes romains disent, que si l'on a promis avec *serment* de comparaître en justice, & qu'on y manque pour quelque raison légitime, on ne se parjure point. *Qui jurato promisit judicio fisci, non videtur perjurasse, si ex necessa causa hoc deseruerit. Digest. Lib. II. Tit. VIII. qui satis dare cogantur, &c. leg. ult.*

On demande, si c'est un effet du *serment* qu'un héritier soit lié par les *sermens* de celui à qui il succède? Je réponds, qu'il faut distinguer si la promesse ou la convention à laquelle le *serment* a été ajouté est réelle, ou personnelle. Si elle n'est que personnelle, elle n'oblige en rien l'héritier; mais si elle est réelle, c'est-à-dire, si quelqu'un a acquis par-là un droit sur les biens du défunt, alors l'obligation d'exécuter passe à ses héritiers. Mais l'héritier n'est point lié par le *serment* du défunt, pris en lui-même, & séparément de la promesse ou de la convention même; tellement que s'il n'exécutoit pas l'engagement du défunt, il se rendroit bien coupable d'infidélité, mais non pas de parjure. La raison en est que le *serment*, l'acte par lequel on appelle la vengeance divine, est uniquement attaché à la personne de celui qui jure; & par conséquent il ne passe point à l'héritier qui n'a point juré.

Mais lorsque le *serment* ne donne pas un droit pécuniaire, & que l'engagement du défunt est uniquement fondé sur un principe de piété, de charité, &c. il est clair que l'héritier peut se dispenser de rien exécuter à cet égard; & suivant les loix civiles il ne sera pas coupable d'infidélité. Je dis suivant les loix civiles, qui admettent la division des droits en parfaits & imparfaits; car suivant moi, les loix naturelles ne nous obligant pas moins rigoureusement aux devoirs im-

parfaits qu'aux parfaits, l'héritier qui n'exécute pas la promesse faite avec *serment* par celui dont il recueille la succession, est coupable d'infidélité, suivant les loix naturelles. Par exemple, si on a juré de donner chaque année aux pauvres, pendant dix ans, la somme de cent écus, & que l'on meure avant la fin de ce terme; l'héritier, suivant les loix civiles, n'est pas obligé de continuer cette aumône; mais suivant les loix naturelles, il doit absolument la continuer jusqu'au terme, autrement il est condamné par ces mêmes loix d'infidélité & d'injustice.

Mais si l'héritier manque d'effectuer une promesse ou une convention du défunt, faite avec *serment* & dont il doit être garant, comme successeur, se rendra-t-il coupable d'un véritable parjure? Je réponds que non. Car le *serment* proprement ainsi nommé, est uniquement attaché à la personne qui jure. L'héritier n'a pas lui-même pris Dieu à témoin de la vérité de ses promesses; ainsi on ne peut pas dire qu'il l'outrage directement, comme seroit celui qui jure à faux. Il n'est coupable que d'infidélité, en ce qu'il viole les engagements où il est entré comme héritier.

Enfin, si le *serment* a été fait par un peuple entier, l'obligation du *serment* se perpétuera-t-elle jusqu'à la dernière postérité? Puffendorf soutient la négative.

Car, dit-il, l'acte du *serment*, & par conséquent son infraction, sont uniquement l'effet de la volonté particulière de chaque individu, & n'appartiennent à une personne morale, qu'en tant que les particuliers dont elle est actuellement composée, y ont eu par eux-mêmes quelque part. Ainsi un peuple considéré comme une personne morale, ne sauroit proprement se soumettre à la vengeance divine,

„ c'est-à-dire, jurer; cela ne convient
„ qu'aux particuliers qui sont membres
„ du corps de l'Etat. Liv. IV. chap.
II. §. XVII.

Mais cette décision ne paroît pas exacte. Car d'abord si le *serment* oblige une personne physique, il doit obliger une personne morale; puisque les membres de la personne morale étant en trop grand nombre, pour avoir la décision de chacun d'eux dans chaque cas particulier, on est convenu par la constitution essentielle, qu'une personne ou plusieurs décideroient sur les affaires de toute la nation en son nom; de façon que comme tous les traités qu'ils font, obligent généralement tous les individus de la nation, ainsi ces traités sont confirmés par le *serment*, je ne vois pas pourquoi ils ne seroient pas obligés à la religion du *serment*, vu que ce que ceux qui ont en mains les rênes du gouvernement font, ils le font au nom de toute la nation. Et voici sur quoi cela est fondé. Tout corps a droit, aussi-bien que chaque particulier, de s'obliger ou par lui-même, ou par la plus grande partie de ses membres. Il peut aussi transférer ce droit à autrui ou expressément, ou par une conséquence nécessaire, comme quand il délègue la souveraineté à quelqu'un; car en matière de choses morales, par cela même qu'on établit quelqu'un pour une fin, on lui donne pouvoir de faire tout ce qu'il faut pour obtenir cette fin; & dans tout ce qu'il fait, il agit au nom de ceux qui lui en ont donné le pouvoir, qui sont censés l'avoir fait eux-mêmes, parce que leurs volontés sont moralement contenues dans la volonté de celui ou de ceux à qui ils ont donné le pouvoir d'agir en leur nom & de leur part. Lors donc qu'un peuple viole une promesse ou une convention faite avec un *serment*, si la promesse ou la convention

regarde toute la nation, & qu'elle soit exprimée comme perpétuelle, tout le peuple se parjure. Tout comme un héritier seroit parjure, s'il ne s'acquittoit pas de ce que celui à l'héritage duquel il a été appelé, a promis avec *serment* pour lui-même, & au nom de son héritier. La décision de Puffendorf tend à mon avis à rendre tous les traités de nation à nation illusoires, quand même ils auroient été confirmés par *serment*; car il n'y auroit qu'à substituer de nouveaux magistrats à ceux qui auroient prêté *serment*; & donner pour cause de l'infraction du *serment*, que les nouveaux magistrats ne sont pas tenus à effectuer la promesse ou la convention, parce que ce ne sont pas eux qui ont juré. Que dis-je? les souverains eux-mêmes ne pourroient jamais compter sur leurs propres droits, parce que ce ne sont pas tous ses sujets en particulier qui lui prêtent *serment*, ni toutes les générations.

L'on se persuadera encore mieux de la justesse de notre décision, si l'on fait attention à ces promesses faites par un peuple entier, qui donne à un autre quelque droit à perpétuité; car personne n'oseroit dire qu'après la mort ou la démission de ceux qui ont promis & juré, le droit accordé à perpétuité soit perdu. Au reste, la réflexion d'un historien françois sur ces sortes de *sermens* est fort juste. „ Il y a, dit-il, lieu de croire, „ que les princes observeront un traité „ plus religieusement que les républi- „ ques. Car la sainteté de la foi donnée „ fait plus d'impression sur celui qui „ s'engage lui seul & de sa pure autori- „ té, que sur les particuliers d'un corps, „ dont chacun n'ayant qu'un peu ou point „ de part à l'engagement public, ne „ fait pas grand scrupule d'y manquer. „ Joannes Labardæus, de rebus Gallicis, Lib. VI.

Pour ce qui est de la manière dont on peut être absous ou dispensé de l'obligation du *serment*, voici les principes qu'il faut établir.

1°. Toute personne dont les actions & les biens dépendent d'un supérieur, ne peut jamais en disposer au préjudice de l'autorité de ce supérieur, qui par conséquent a droit d'annuler ce qui a été fait contre sa volonté.

2°. Un supérieur peut mettre des bornes, comme il le juge à propos aux droits, même que ses sujets ont déjà acquis, & à plus forte raison à ceux qu'ils doivent acquérir.

3°. Le pouvoir du souverain ne peut s'étendre jusqu'à dispenser de tenir un *serment* véritablement obligatoire, qui n'a en lui-même aucun vice & qui regarde une chose dont celui qui a juré, pouvoit disposer à sa fantaisie.

Exemple. Il ne dépendoit pas du sénat romain d'annuler le *serment* que Regulus avoit fait aux Carthaginois de retourner chez eux.

4°. Celui qui n'a aucune autorité, ni sur celui qui a juré, ni sur la personne en faveur de qui l'on a prêté le *serment*, ne sauroit en dispenser ou en absoudre.

On peut juger par ces principes, si c'est avec quelque fondement que l'évêque de Rome s'attribue le pouvoir de dispenser de toutes sortes de *sermens*, & même du *serment* de fidélité que les sujets prêtent à leurs souverains.

On ne peut être délié d'un *serment* que par celui de qui l'on dépend, ou en faveur de qui on a promis, & dans les droits duquel ce pouvoir est renfermé. Aussi voyons-nous que les empereurs romains l'exercerent autrefois. Marc-Antonin & Verus, par exemple, annulèrent le *serment* d'un homme, qui ayant juré de n'entrer jamais dans le conseil,

fut créé depuis duumvir, ou l'un des deux principaux magistrats de la ville, Digest. Lib. L. Tit. I. *Ad municipales* § de incolis, Leg. 38. & la raison pour-quoi ils usèrent ici de leur autorité, étoit très-légitime; car un citoyen pourroit-il, sous prétexte de *serment*, se dispenser de rendre ses services à l'Etat, qui les lui demande? Un chevalier romain, qui avoit juré de ne pas repudier sa femme, l'ayant ensuite surprise dans un commerce criminel avec son gendre, fut absous par Tibère de ce *serment*, dont la force ne pouvoit pas être étendue jusqu'à mettre un mari dans la dure nécessité de garder une femme coupable d'une si grande infamie.

En effet, non-seulement on ne doit pas attribuer au pape le pouvoir de délier du *serment*, mais je ne crois pas qu'on doive attribuer ce droit à qui que ce soit. Car ce n'est qu'improprement qu'on se sert des termes de dispenser, d'absoudre: puisque Dieu lui-même ne sauroit ni dispenser ni absoudre proprement d'un vœu, ou d'un *serment*; parce qu'on ne fait ni vœu, ni *serment* que pour un plus grand bien moral; or il est absurde de se persuader que Dieu veuille dispenser proprement un homme de faire un plus grand bien, qu'il a promis de faire, soit à Dieu lui-même par un vœu, soit aux autres par un *serment* en appelant Dieu à témoin, & en se foudroyant à sa vengeance en cas de violation. Mais ce qu'on exprime par dispenser, absoudre, ne veut dire autre chose, que déclarer que le vœu, ou le *serment*, ou ont été nuls dans leur origine, faute de quelque condition nécessaire à leur validité, ou qu'ils sont devenus nuls par le changement des circonstances de la personne qui a fait vœu, ou qui a juré. Or cette déclaration de nullité du vœu ou du *serment*, demande une connoissance pro-

fonde du droit, des circonstances de la personne qui a fait vœu ou qui a juré, & sur-tout un grand bon sens & un jugement exquis, s'agissant d'une matière fort délicate.

* Dans la pratique du barreau il y a trois espèces principales de *serment*, 1°. le *serment* qu'une partie défère ou réfère à l'autre, pour en faire dépendre la décision de la cause, & qui est pour cet effet appelé *serment décisoire*; 2°. le *serment* que doit faire la partie qui est interrogée sur faits & articles; 3°. le *serment* que le juge défère de son propre mouvement à l'une des parties, soit pour décider la cause, soit pour fixer ou déterminer la quantité de la condamnation; il est appelé *juramentum judiciale*.

Le *serment* décisoire est, comme nous l'avons dit, celui qu'une partie défère ou réfère à l'autre, pour en faire dépendre la décision de la cause.

On peut déférer le *serment* décisoire sur quelque espèce de contestation que ce soit, & dans quelque espèce d'instance civile que ce soit; sur le possessoire comme sur le pétitoire, dans les causes sur une action personnelle, comme dans celles sur une action réelle; *juramentum* § ad pecunias § ad omnes res locum habet l. 34, ff. de *jurejur.*

On ne peut néanmoins déférer le *serment*, que sur ce qui est du propre fait de la partie à qui on le défère; une partie n'est point obligée de le rendre sur ce qui est du fait d'une autre personne de qui elle est héritière, ou aux droits de laquelle elle est; car je ne puis ignorer mon propre fait, au-lieu que je ne suis pas obligé de savoir ce qui est du fait d'un autre à qui j'ai succédé, *heredi ejus cum quo contractum est, jurandum deferri non potest*; Paul. sent. 11, l. 4.

Une

Une personne qui me demande le paiement du prix d'une chose, qu'elle prétend avoir vendue au défunt, dont je suis l'héritier, ne peut donc pas me déférer le *serment*, sur le fait de savoir si la chose a été vendue ou non au défunt; car ce n'est pas mon fait; c'est le fait du défunt, que je ne suis point obligé de savoir; mais l'usage parmi nous est qu'en ce cas on puisse me déférer le *serment*, sur le fait de savoir si j'ai connoissance que le défunt dût la somme demandée; car en ce cas, on ne me défère pas le *serment* sur le fait de la vente qui est le fait du défunt, mais on me défère le *serment* sur le fait de la connoissance qu'on prétend que j'ai de la dette, qui est mon propre fait.

Le demandeur peut déférer le *serment* au défendeur, toutes les fois que le demandeur croit n'avoir pas une preuve suffisante du fait qui fait le fondement de sa demande. Pareillement le défendeur peut déférer le *serment* au demandeur, lorsqu'il n'a pas la preuve du fait qui sert de fondement aux défenses qu'il a à proposer contre la demande.

Ce *serment* peut être déféré avant comme depuis la contestation en cause, en cause d'appel comme en première instance.

C'est une question qui a été controversée entre les docteurs, de savoir s'il faut quelque commencement de preuve, pour que le demandeur soit reçu à déférer le *serment*; ou s'il doit y être reçu, quoiqu'il n'ait pas le moindre commencement de preuve de sa demande? La glose, *ad l. 3, Cod. de R. cred.* Barthole, Balde & plusieurs autres docteurs cités par Mascarides de *probat. concl.* 957, exigent quelque commencement de preuve. Les raisons qu'ils allèguent pour cette opinion, sont, 1°. que c'est un principe général de droit,

Tom. XII.

que le défendeur doit avoir congé d'une demande qui n'est pas prouvée, sans être tenu à rien pour obtenir ce congé; *actore non probante, qui convenitur, & si nihil ipse præstet, obtinebit*; l. 4, *cod. de edend.* Donc, dit-on, le défendeur ne doit pas être tenu pour obtenir le congé d'une demande dont il n'y a aucun commencement de preuve, de rendre son *serment*, & le demandeur ne doit pas être reçu à le lui déférer, puisqu'il la loi dit qu'il n'est tenu à rien, *& si nihil ipse præstet.* 2°. C'est encore un principe de droit, que le demandeur doit fournir de sa part les preuves de sa demande, & que ce n'est pas au défendeur à les lui fournir contre soi: *intellegitur quod intentionis vestrae proprias adferre debetis probationes, non adversus se ab adversariis adduci*; l. 7, *cod. de test.* Donc, dit-on, le demandeur qui n'a apporté aucune preuve de sa demande, ne doit pas être admis à se la procurer, en déférant le *serment* au défendeur. 3°. On dit qu'on ne doit pas sans aucun sujet, être reçu à faire une affaire à quelqu'un, & lui causer l'embarras de rendre une affirmation, que des personnes timorées se font souvent une peine de rendre, même sur des choses dont elles croient être les plus certaines: on prétend tirer aussi quelque argument de la loi 31, ff. de *jurej.* des loix 11 & 12, *cod. de reb. cred.* L'opinion contraire qu'un demandeur n'a pas besoin d'aucun commencement de preuve, pour être reçu à déférer le *serment* au défendeur, est plus véritable, & elle a été embrassée par Cujas, *obs.* XXII. 28. Duaren, Doneau, Fachinée, & par plusieurs autres; c'est aussi celle de Vinnius qui a parfaitement traité la question *selest. quest.* 1, 42, & que nous ne faisons que copier ici; les raisons sur lesquelles elle est

D d d d

établie, font, 1°. qu'on ne doit point exiger du demandeur ce que la loi qui a établi l'usage du *serment* décideiroire n'a pas exigé de lui; or l'édit du prêteur qui a établi ce droit, n'exige point du tout que le demandeur ait quelque commencement de preuve de sa demande; il dit indistinctement, *enm à quo iusjurandum petitur, iurare aut solvere cogam*; l. 34, §. 6, ff. de *iurejur.* 2°. Il peut arriver très-souvent qu'une demande dont il n'y a aucun commencement de preuve, ne laisse pas d'être en elle-même très-juste. Par exemple, j'ai prêté à un ami une somme d'argent, sans en retirer aucun billet; la demande que je lui fais pour la restitution de cette somme, ne laisse pas d'être juste en elle-même, quoique je n'aie aucun commencement de preuve du prêt qui en est le fondement: le juge ne doit négliger aucuns des moyens qui se présentent, pour découvrir la vérité, & pour parvenir à rendre la justice à qui elle appartient; je lui en présente un, en déferant le *serment* au défendeur; car s'il refuse d'affirmer que je ne lui ai fait aucun prêt, ou qu'il me l'a rendu, son refus qu'il fera de rendre son affirmation, fera un aveu tacite de la dette; le juge doit donc saisir ce moyen de découvrir la vérité, & m'admettre à déferer le *serment* au défendeur, quoique je n'aie aucun commencement de preuve de ma demande; le refus que j'espère que le défendeur fera de son affirmation, pouvant faire par lui-même une preuve complète de la dette & du tort qu'il a eu d'en refuser le paiement: *Manifeste tripudium est confessionis est, nolle iurare*, l. 38, ff. de *iurejur.* 3°. Cette opinion s'établit encore par des textes formels du droit: il est dit en la loi 12, *cod. de reb. cr.* que ce *serment* peut être déferé, même dès le commencement de

la cause, *in principio litis*, & par conséquent avant même que le demandeur ait fourni aucune preuve. La loi 35, ff. de *iurejur.* s'exprime encore en termes plus formels: elle dit qu'on peut déferer le *serment omnibus aliis probationibus deficientibus*.

A l'égard des raisons ci-dessus rapportées pour la première opinion, elles sont des plus frivoles, & il est facile d'y répondre. Lorsqu'il est dit que le défendeur doit obtenir le congé d'une demande qui n'est pas prouvée, sans qu'il soit tenu à rien pour obtenir ce congé, *etiamsi nihil ipse præstet*, cela ne signifie autre chose, sinon qu'il n'a pas besoin, pour obtenir ce congé, de produire de sa part aucun titre ni aucun témoin; mais cela ne signifie point du tout qu'il ne soit point tenu de rendre son *serment*, lorsqu'il lui est déferé. Quant à ce qui est dit dans la loi 7, *cod. de test.* que le défendeur ne doit pas être obligé à fournir des preuves contre lui-même, cela ne s'applique qu'à ce qui est dit au commencement de cette loi, que le défendeur ne doit pas être obligé à produire des témoins ou des titres contre lui-même, *nimis grave est quod petitur, iurari partem diversam ad exhibitionem eorum per quos sibi negotium fiat*; mais cela n'a aucune application à la délation du *serment*; une partie ne se peut plaindre qu'on agisse trop durement avec elle, lorsque par le *serment* qui lui est déferé, on la rend elle-même juge de sa propre cause. A l'égard de ce que l'on dit, qu'il y a de l'inconvénient qu'une personne sans aucun sujet, sans aucun commencement de preuve, puisse nous causer l'embarras de rendre notre affirmation; je réponds qu'on ne peut pas parer à tous les inconvénients: l'embarras de soutenir un procès, est un bien plus grand embar-

ras, que celui de rendre une affirmation, puisqu'on peut mettre une fin prompte à celui-ci, en rendant l'affirmation demandée; néanmoins une personne peut sans aucun sujet, en formant contre moi une demande entièrement dénuée de preuves, me causer l'embarras d'entrer en procès; pourquoi ne pourra-t-on pas également me causer l'embarras de rendre mon *serment*, en me le déférant. Les Romains avoient établi une espèce de remède à ces inconvénients, par le *serment* que les parties étoient obligées de rendre avant la plaidoirie de la cause, que c'étoit de bonne foi qu'elles soutenoient le procès; & par celui que la partie qui déféroit le *serment*, étoit pareillement obligée de rendre, qu'elle le déféroit de bonne foi, dans la seule vue de faire connoître la vérité, & sans aucune vue de vexer la partie à qui elle le déféroit; c'est ce qu'on appelloit *juramentum de calumnia*; ces *sermens* ne sont pas d'usage parmi nous. A l'égard des loix alléguées pour la première opinion, il n'en résulte rien. Il n'est question dans la loi 31, que du *serment* supplétoire qui se défère par le juge, & nullement du *serment* décideiroire. Il résulte bien de la loi 12, qu'il peut être question entre les parties, si le *serment* a été bien ou mal déféré; mais cette question concerne ou la nature du fait sur lequel il a été déféré, ou la qualité de la partie qui le défère, ou de celle à qui il est déféré, & ne concerne nullement le point de savoir si le demandeur a un commencement de preuve, cela étant indifférent.

Comme on fait dépendre de ce *serment* la décision de la contestation, & du droit des parties, il s'ensuit qu'il n'y a que ceux qui ont la disposition de leurs droits, qui puissent déferer ce *serment*, & auxquels il puisse être déféré.

C'est pourquoi un mineur ne peut pas, sans l'autorité de son tuteur, déferer ce *serment*; l. 17, §. 1, ff. de *jurej.* & on ne peut pas le lui déferer; l. 34, §. 2, ff. d. *tit.*

Suivant ce principe, un homme insolvable ne peut pas en fraude de ses créanciers, déferer le *serment* à son débiteur sur ce qui lui est dû; car il ne peut pas disposer de ses droits, en fraude de ses créanciers. C'est pourquoi ses créanciers, sans avoir égard au *serment* rendu par ce débiteur de leur débiteur, peuvent saisir & arrêter ce qu'il doit, & en justifiant la dette, faire condamner ce débiteur de leur débiteur à payer; l. 9, §. 5, ff. d. *tit.*

Quelques docteurs ont soutenu que celui à qui le *serment* ne pouvoit pas être référé, parce que le fait est un fait qui n'est pas son propre fait, & dont il n'a pas de connoissance, n'est pas recevable à déferer le *serment* à sa partie adverse, quoique ce soit le propre fait de cette partie. C'est l'avis de Natta, *conf.* 35; il se fonde sur la loi 34, ff. de *jurej.*, où il est dit que celui à qui le *serment* est déféré, ne peut pas se plaindre qu'on lui fasse tort en cela, puisqu'il peut le référer: *de injuriis queri non potest, cum possit juszurandum referre*. Donc, dit-il, par argument à *contrario*, celui à qui le *serment* est déféré, n'est pas obligé d'accepter la condition, dans le cas auquel il ne peut pas le référer. Cette conséquence ne vaut rien; car cette raison rapportée en la loi 34, *cum possit juszurandum referre*, n'est qu'une raison de plus, pour laquelle celui à qui le *serment* est déféré, ne peut se plaindre; la principale raison qui est apportée ailleurs, & qui seule suffit, est que personne ne peut se plaindre qu'on le fasse juge dans sa propre cause. Le sentiment contraire, qui est celui de

Dddd 2

Fachinée, de Cravetta & des autres docteurs par eux cités, est fondé sur des raisons plus solides. Nous ne devons pas exiger de celui qui défère le *serment*, ce qu'aucune loi n'exige de lui; or il n'y a aucune loi qui exige que celui qui défère le *serment*, soit tel qu'on puisse le lui référer; au contraire la loi 17, §. 2, permet expressément à un tuteur & à un curateur de déférer le *serment*, dans les causes qu'ils soutiennent en cette qualité, quoiqu'on ne puisse pas le leur référer, puisque la cause du pupille ou de l'interdit n'est pas le propre fait de ce tuteur ou curateur.

Un procureur ne peut déférer le *serment*, à moins qu'il n'ait un pouvoir spécial, ou qu'il ne soit un procureur *universorum bonorum*; c'est-à-dire, qu'il n'ait un pouvoir général d'administrer; l. 17, §. 3.

Le syndic d'un corps ne le peut sans un pouvoir spécial; l. 34, §. 1.

On ne peut le déférer à ces personnes, parce que ce seroit leur déférer sur quelque chose qui n'est pas de leur propre fait; l. 34, §. 3, ff. h. tit.

Celui à qui le *serment* a été déféré, doit faire le *serment*, ou le référer à celui qui le lui a déféré: s'il ne fait ni l'un ni l'autre, il doit perdre sa cause: *manifeste turpitudinis & confessionis est nolle jurare, nec iurandum referre*; l. 38, ff. d. tit.

Si la chose sur laquelle le *serment* a été déféré, n'étoit pas du fait des deux parties, mais seulement de celle à qui il a été déféré, elle n'aura pas le choix de le référer, & elle sera tenue précisément de rendre son *serment*, à peine de perte de sa cause.

Si la partie fait le *serment* qui lui a été déféré, il résultera de son *serment* une présomption *iuris & de jure*, de la vérité de la chose sur laquelle le *ser-*

ment lui aura été déféré, & qu'il aura affirmé, contre laquelle aucune preuve contraire ne pourra être reçue.

Si elle réfère le *serment*, la partie à qui elle l'aura référé, sera précisément tenue de rendre son affirmation, faute de quoi elle doit perdre sa cause: si elle rend son affirmation, ce qu'elle aura affirmé, sera pareillement tenu pour avéré, sans qu'on puisse admettre aucune preuve du contraire.

Tout ceci est renfermé en la loi 34, §. fin. ff. de jurej.

Lorsque c'est au défendeur que le *serment* a été déféré ou référé, le *serment* qu'il a fait, qu'il ne devoit pas ce qui lui étoit demandé, lui donne contre la demande l'exception *iurijurandi*, qui doit lui en faire donner congé avec dépens.

Cette exception étant fondée sur une présomption *iuris & de jure*, elle exclut le demandeur d'être écouté à offrir la preuve, que la partie a rendu son *serment* de mauvaise foi, & s'est parjurée. C'est ce que nous enseigne Julien: *Adversus exceptionem iurijurandi, replicatio doli mali non debet dari, cum praetor id agere debet ne de iurejurando quaturatur*; l. 15, ff. de except.

Il n'y seroit pas écouté, quand même il offriroit de faire cette preuve par des pièces nouvellement recouvrées; en cela le *serment* décisoire déféré ou référé par la partie, a plus de force que le *serment* supplétoire, dont nous traiterons *infra*, art. 3. Gaius, en la loi 31, de jurej. observe cette différence.

Lorsque c'est au demandeur à qui le *serment* a été déféré ou référé, le *serment* qu'il a fait, que la chose qu'il a demandée, lui étoit due, ou lui appartenoit, lui donnoit dans le droit romain une action *in factum ad instar* de l'action *judicati*, pour en obtenir la condamnation; l. 8, cod. de R. cred. sur laquelle

action, il n'étoit question que de savoir si le *serment* avoit été régulièrement rendu, sans que la partie qui lui a déferé ou référé le *serment*, pût être écoutée à proposer aucunes défenses au principal : *In quâ (actione) hoc solum queritur an juraverit dari se oportere* ; l. 9, §. 1, de *jurej. dato jurejurando non aliud queritur quam an juratum sit* ; remissa questione an debeatur ; l. 5, §. 2. ff. d. tit.

Cet effet du *serment* est une conséquence de ce principe du droit naturel : *Quid tam congruum fidei humane, quam ea que inter eos placuerint servare* ; l. 1, ff. de *pañ.* En effet, lorsqu'une des parties déferre à l'autre le *serment*, sur ce qui fait l'objet de la contestation, qu'elles ont ensemble, pour en faire dépendre la décision, & que celle des parties à qui le *serment* est déferé, accepte la condition, & en conséquence rend son affirmation, ou déclare être prête à la rendre, il en résulte une convention, par laquelle ces parties conviennent de s'en tenir à ce que la partie aura affirmé, de laquelle convention naît une obligation, qui contraint la partie qui a déferé le *serment*, de s'en tenir à ce qui aura été affirmé ; ce qui l'exclut de pouvoir demander à faire aucune preuve du contraire.

Comme la convention ne se forme, & ne produit d'obligation, que par le concours des volontés des deux parties, il suit de-là que celui qui a déferé le *serment* à la partie, peut signifier une révocation de cette délation du *serment*, tant que la partie à qui il l'a déferé, n'a pas encore accepté la condition en rendant son affirmation, ou du moins en déclarant qu'elle étoit prête à la rendre ; l. 11, cod. de R. cr. Et *jurej.*

Observez que quand il l'a révoquée, il ne peut plus le déferer une seconde fois. d. L. 11.

Lorsque la partie à qui j'ai déferé le *serment*, a accepté la condition, & déclaré qu'elle étoit prête à le rendre, je ne puis plus révoquer la délation du *serment* ; mais je puis la décharger de rendre son affirmation ; & en ce cas, la chose sur laquelle elle étoit prête à la rendre, sera tenue pour avérée, comme si elle l'avoit rendue ; l. 6, l. 9, §. 1. ff. de *jur.*

Du principe que nous avons établi, que le *serment* décisoire tire son effet de la convention que renferme la délation du *serment* entre celui qui l'a déferé, & celui à qui il a été déferé, il suit encore que de même qu'une convention, n'a d'effet qu'à l'égard de la chose qui a fait l'objet de la convention, & qu'entre les parties contractantes & leurs héritiers, *animadvertendum est ne conventio in aliâ res factâ, aut cum aliâ personâ, in aliâ re, aliâve personâ noceat* ; l. 27, §. 4, ff. de *pañ.* de même aussi le *serment* décisoire ne peut avoir d'effet qu'à l'égard de la même chose sur laquelle le *serment* a été déferé.

Pour savoir si ce qu'on demande est la même chose sur laquelle le *serment* a été déferé, & qui a été terminée par ce *serment*, on peut appliquer toutes les règles, pour savoir, quand ce qui est demandé, doit être censé la même chose que ce qui a été décidé par le jugement intervenu entre les parties.

Le *serment* pareillement ne doit avoir d'effet, ni faire tenir pour avéré le fait sur lequel la partie a rendu son affirmation, que vis-à-vis de celle qui le lui a déferé, & vis-à-vis de ses héritiers & autres qui auroient succédé à ses droits ; mais il n'a aucun effet vis-à-vis des tiers, *jusjurandum alteri nec nocet, nec prodest* ; l. 3, §. 3. ff. de *jurejur.*

C'est pourquoi si l'un des héritiers d'un défunt, m'a assigné pour lui payer

fa part d'une somme qu'il prétendoit que je devois au défunt, qu'il m'ait déferé le *serment* sur la vérité de cette dette, & que j'aie rendu mon affirmation que je ne dois rien au défunt, ce *serment* exclura bien cet héritier de me demander cette somme, mais il n'exclura pas son co-héritier de me demander sa part de cette somme; & s'il rapporte la preuve que je dois effectivement cette somme au défunt, je serai condamné à lui payer sa part, nonobstant le *serment* que j'ai fait que je ne dois rien; car ce *serment* n'a d'effet que vis-à-vis de celui qui me l'a déferé, & non vis-à-vis de son co-héritier.

Néanmoins si l'un des deux créanciers solidaires m'avoit déferé le *serment*, & que j'eusse affirmé ne rien devoir, ce *serment* excluroit aussi son co-crédancier; l. 28, ff. de *jurejur.* Il y en a une raison particulière, c'est que le paiement qui est fait d'une créance solidaire, à l'un des créanciers solidaires, décharge le débiteur envers tous les autres; or le *serment* qu'a fait le débiteur, qu'il ne devoit rien, équipolle à un paiement qu'il auroit fait à celui qui lui déferé le *serment*, *nam juijurandum loco solationis cedit*, l. 27, par conséquent il doit le décharger envers tous.

De même que le *serment* décisoire ne fait preuve que contre celui qui l'a déferé, il n'en fait non plus qu'en faveur de celui à qui il a été déferé, & qui a fait le *serment*, ou à qui il a été remis; l. 3, §. 3, ff. de *jurejur.*

Néanmoins si mon débiteur à qui j'ai déferé le *serment*, a juré ne me rien devoir, je ne pourrai rien demander à ses cautions; car mon débiteur, qui a fait ce *serment*, a intérêt que je ne demande rien à ses cautions, qui auroient recours contre lui, si elles étoient obligées de me payer quelque chose, & c'est

demandé à lui indirectement, que de demander à ses cautions; l. 28, §. 1, ff. de *jurejur.*

Mais si j'avois déferé le *serment* à la caution, qui eût juré qu'il n'est rien dû, la loi ci-dessus citée, décide que ce *serment* profitera au débiteur principal, parce qu'il tient lieu de paiement, d. l. 27, & que le paiement fait par la caution, libère le débiteur principal.

v. PAVEMENT.

Par la même raison, le *serment* déferé à l'un des co-débiteurs solidaires, profite à tous les autres.

Ces décisions ont lieu pourvu que de re, & non de *personâ jurantis juratum sit*; car si la caution a juré seulement qu'elle n'avoit pas contracté de cautionnement, le débiteur principal n'en peut tirer avantage; l. 28, §. 1, l. 42, §. 1, ff. de *jurejur.* Pareillement, si l'un des débiteurs solidaires a juré qu'il n'a pas contracté l'obligation, ses co-débiteurs n'en peuvent tirer avantage.

Du principe que le *serment* décisoire tire son effet & son autorité de la convention que renferme la délation de ce *serment*, on peut encore tirer cette conséquence, que si la partie qui l'a déferé, a quelque juste cause de restitution contre la convention par laquelle elle a déferé le *serment* à l'autre partie, elle peut, en se faisant restituer contre cette convention, faire tomber ce *serment*.

Le dol étant une cause de restitution contre toutes les conventions, si je puis prouver que c'est par un dol de votre part que vous m'avez engagé à vous déferer le *serment*, je puis sur l'appel du jugement rendu à votre profit, en conséquence de votre *serment*, ou si ce jugement est en dernier ressort, sur la requête civile contre ce jugement, prendre des lettres de rescision par lesquelles, sans avoir égard à l'acte par lequel

Je vous ai déferé le *serment*, ni à ce qui a suivi, les mêmes parties seront remises au même état qu'elles étoient avant ledit acte ; on peut apporter pour exemple de dol, la soustraction que vous m'auriez faite du titre qui établit la créance d'une certaine somme que j'ai contre vous. Si sur la demande que je vous ai faite de cette somme, n'ayant pas mon titre, je vous ai déferé le *serment* sur la vérité de ma créance ; comme c'est en ce cas la soustraction que vous avez faite de mon titre, & par conséquent votre dol, qui m'a engagé à vous déferer le *serment*, je puis, si je viens à avoir la preuve de cette soustraction, me faire restituer contre l'acte, par lequel je vous ai déferé le *serment*, comme ayant été engagé par votre dol à vous le déferer.

Cette décision n'est pas contraire à celle de la loi 15, ff. de except. ci-dessus rapportée, n. 822, qui dit qu'*adversus exceptionem jurisjurandi non debet dari replicatio doli mali* ; car le dol dont il est parlé dans cette loi, n'est autre chose que le parjure que celui qui vous a déferé le *serment* prétendrait que vous auriez commis, en jurant contre la vérité, ne pas devoir la somme demandée ; celui qui vous a déferé le *serment*, n'est pas reçu à prouver ce parjure par le rapport des titres les plus décisifs, quoique nouvellement recouvrés ; parce que le *serment* opère une présomption *jurâ & de jure*, qui fait réputer pour vrai ce que vous avez juré, & exclut toute preuve du contraire. C'est pourquoi, lorsque vous avez juré ne rien devoir, il ne peut plus avoir lieu à la question *an debeatur* ; l. 5, §. 2, ff. de jurej. mais comme le *serment* n'a cette autorité, qu'autant qu'il a été valablement fait & valablement déferé, il peut y avoir lieu à la question, si le *serment*

a été valablement fait & valablement déferé, *quaritur an juratum sit*, §. 2, & celui qui l'a déferé pour prouver qu'il n'a pas été valablement déferé, est reçu à prouver votre dol, c'est-à-dire, les manœuvres que vous avez employées pour le réduire à vous le déferer, tel qu'est le vol ou la soustraction que vous lui auriez faite de son titre de créance.

La minorité étant une cause de restitution, les mineurs peuvent être quelquefois reçus à se faire restituer contre l'acte par lequel lesdits mineurs ailsent de leur curateur, ou leurs tuteurs pour eux, auroient déferé le *serment* à la partie avec laquelle ils étoient en procès ; mais ils ne doivent pas y être reçus indistinctement : ils ne doivent pas l'être, lorsque n'ayant pas, lorsqu'ils ont déferé le *serment* à leur partie, une preuve suffisante du fait sur lequel ils l'ont déferé, ils n'ont fait en le déferant, que ce qu'auroit fait en pareil cas une personne prudente ; c'est ce que nous enseigne Ulpien : *Si minor detulerit & hoc ipso captum se dicat, adversus exceptionem jurisjurandi replicari debebit, ut Pomponius ait : Ego autem puto hanc replicationem non semper esse dandam, sed praeiorem debere cognoscere an captum sit, & sic in integrum restituere ; nec enim nique qui minor est, statim se captum docuit* ; l. 9, §. 4, ff. de jurej.

Lorsqu'une partie signifie de faits sur lesquels elle fait ordonner que l'autre partie sera interrogée par le juge, le *serment* que fait la partie interrogée, est bien différent du *serment* décisoire : au lieu que le *serment* décisoire fait preuve pour celui qui le fait ; au contraire celui-ci ne fait aucune preuve en faveur de celui qui le fait ; les réponses que fait la partie interrogée, ne sont de preuve que contre elle, & n'en sont au-

cune en sa faveur. La raison de cette différence est, que celui qui fait interroger la partie sur certains faits & artieles, ne le fait pas dans l'intention de faire dépendre la décision de la question, de ce que la partie interrogée répondra & affirmera ; mais elle ne lui fait subir cet interrogatoire, que pour tirer à son profit quelques preuves ou présomptions des aveux que la partie interrogée fera, ou des contradictions dans lesquelles elle tombera, *ut consuetudo vel mentiendi se oneret*, l. 4, ff. de iurerr. in iur. fac.

Observez que celui qui veut prendre droit des aveux qu'a faits une partie dans ses réponses à l'interrogatoire, ne doit pas les diviser, mais il doit les prendre en entier. Si, par exemple, n'ayant aucunes preuves du prêt que je prétends vous avoir fait d'une certaine somme d'argent, je vous fais interroger, & que dans vos réponses, vous conveniez du prêt, mais que vous y ajoutiez que vous m'avez rendu cette somme, je ne puis pas prendre droit de l'aveu que vous faites du prêt, & laisser à l'écart ce que vous avez ajouté, que vous m'avez rendu la somme ; mais il faut que je prenne votre déclaration en entier ; c'est pourquoi si je veux que votre aveu fasse foi du prêt, je dois consentir qu'il fasse aussi foi du payement, sans que vous soyez obligé d'en faire aucune preuve, à moins que je ne fusse en état de prouver que le payement n'a pu se faire dans le tems & dans le lieu auquel vous dites l'avoir fait.

Le serment appelé *juramentum judiciaire*, est celui que le juge défère de son propre mouvement à l'une des parties. Il y en a de deux especes, 1°. celui que le juge défère pour la décision de la cause, c'est celui qu'on entend par le nom général de *juramentum judiciaire*,

on lui donne aussi quelquefois le nom de *serment supplétoire* ; *juramentum suppletorium*. 2°. Celui que le juge défère pour fixer & déterminer la quantité de la condamnation qu'il doit prononcer ; on appelle ce serment, *juramentum in litem*.

L'usage de ce serment est établi sur la loi 31, ff. de iurej. où il est dit : *Solent iudices in dubiis causis exacto iurejurando secundum eum judicare qui juraverit*, & sur la loi 3, cod. de reb. cred. où il est dit : *In bonæ fidei contrahibus, necnon in ceteris causis, inopiâ probationum, per iudicem iurejurando, causâ cognitâ, rem decidi oportet*.

Il résulte de ces textes, qu'il faut que trois choses concourent, pour qu'il y ait lieu à ce serment. 1°. Il faut que la demande ou les exceptions ne soient pas pleinement justifiées ; c'est ce qui résulte de ces termes de la loi 3, cod. de R. cred. *inopiâ probationum*. Lorsque la demande est pleinement justifiée, le juge condamne le défendeur, sans avoir recours au serment, & pareillement lorsque les exceptions sont pleinement justifiées, il renvoie de la demande le défendeur, sans y avoir recours. 2°. Il faut que la demande ou les exceptions, quoique non - pleinement justifiées, ne soient pas néanmoins dénuées de preuve ; c'est le sens de ces termes ; *in causis dubiis* dont se sert la loi 31 ; elle appelle de ce nom, celles dans lesquelles la demande ou les exceptions ne sont ni évidemment justes, faute d'une preuve pleine & complète, ni évidemment injustes, à cause du commencement de preuve qui se trouve ; *in quibus*, comme dit Vinnius, *sel. quest. 1, 44, Index dubium est, ob minus plenas probationes allatas*. 3°. Il faut que le juge entre en connoissance de cause pour estimer s'il doit déferer ce serment, & à laquelle des

des parties il le doit déferer; c'est ce qui résulte de ces termes de la loi 31, *causâ cognitâ*.

Cette connoissance de cause consiste dans l'examen du mérite de la preuve, de la qualité du fait, & des qualités des parties. Lorsque la preuve du fait d'où dépend la décision de la cause, & qui sert de fondement à la demande ou aux exceptions de la demande, est complète, le juge ne doit pas déferer le *serment*, mais il doit donner gain de cause à celui qui a fait la preuve.

Néanmoins, si le juge, pour assurer davantage sa religion, lui avoit en ce cas déferé le *serment*, & que le fait sur lequel il le lui a déferé, fût le propre fait de cette partie, qu'elle ne peut ignorer, cette partie ne devroit pas refuser de le rendre, & elle ne seroit pas écoutée à appeler de la sentence; car, quoique le juge eût pu & même dû, la preuve paroissant complète, lui donner gain de cause, sans exiger d'elle son *serment*, il ne lui a pas néanmoins fait de grief en l'exigeant, puisqu'il ne coûte rien à la partie d'affirmer ce qu'elle fait être vrai; le refus qu'elle fait d'affirmer ce fait, atténue & détruit la preuve qu'elle en avoit faite.

Lorsque le demandeur n'a aucune preuve du fait qui sert de fondement à sa demande, ou que celle qu'il a, ne forme que de très-légers indices ou présomptions, le juge ne doit pas lui déferer le *serment*, quelque digne de foi qu'il soit, & il doit donner congé de sa demande. Néanmoins, si ces indices, quelque légers qu'ils soient, forment quelque doute dans l'esprit du juge, il peut, pour assurer sa religion, déferer le *serment* au défendeur.

Pareillement, lorsque la demande étant justifiée, les exceptions proposées contre la demande, ne se trouvent ap-

puyées que d'indices trop légers, pour que l'affirmation du défendeur puisse en compléter la preuve, le juge peut, si bon lui semble, en donnant gain de cause au demandeur, prendre son *serment*, pour assurer davantage sa religion.

Je ne conseillerois pas néanmoins aux juges d'user souvent de cette précaution, qui ne sert qu'à donner occasion à une infinité de parjures. Quand un homme est honnête-homme, il n'a pas besoin d'être retenu par la religion du *serment*, pour ne pas demander ce qui ne lui est pas dû, & pour ne pas disconvenir de ce qu'il doit; & quand il n'est pas honnête-homme, il n'a aucune crainte de se parjurer. Depuis plus de quarante ans que je fais ma profession, j'ai vu une infinité de fois déferer le *serment*, & je n'ai pas vu arriver plus de deux fois, qu'une partie ait été retenue par la religion du *serment*, de persister dans ce qu'elle avoit soutenu.

Lorsque la preuve du fait, qui sert de fondement à la demande, est déjà considérable, quoiqu'elle ne soit pas toute-fait complète; c'est le cas auquel le juge doit se décider par le *serment* de l'une des parties; il peut même en ce cas le déferer au demandeur, pour suppléer par ce *serment*, à ce qui manquoit à la preuve qu'il a faite.

Il faut néanmoins excepter de cette règle, les causes de grande importance, telles que les causes de mariages. Dans ces causes, ce qui manque à la preuve de la demande, ne peut se suppléer par le *serment* du demandeur; & le défendeur en doit toujours obtenir le congé, lorsqu'elle n'est pas pleinement justifiée.

Dans les causes ordinaires, de même que ce qui manque à la preuve qu'un demandeur étoit chargé de faire, peut se suppléer par son *serment*; pareillement, lorsque le demar-

en titre, la décision de la cause dépend de la preuve des faits qui servent de fondement aux exceptions du défendeur contre la demande, & que la preuve que le défendeur est obligé de faire, est considérable, sans être tout-à-fait complète, le juge peut déferer le *serment* au défendeur pour la compléter.

Le juge doit aussi, pour le choix de la partie à qui il déferre le *serment*, avoir égard à la qualité des parties, quelle est celle qui est la plus digne de foi, ou qui doit avoir plus de connoissance du fait; il doit se déterminer *inspeâis personarum & causâ circumstantiâ*. Cap. fin. x, de *jurejur.*

Dumoulin, ad l. 3, cod. de R. cred. rapporte pour exemples d'une preuve incomplète, & néanmoins assez considérable pour pouvoir être complétée par le *serment* du demandeur, 1°. celle qui résulte d'une confession extrajudiciaire du débiteur, lorsqu'elle a été faite hors de la présence du créancier, ou lorsqu'elle a été faite en la présence du créancier, à la vérité, mais sans être circonstanciée, & sans que le débiteur ait exprimé la cause de la dette.

Les livres des marchands sont aussi en leur faveur une preuve incomplète des créances de leur commerce qui y sont inscrites, laquelle peut être complétée par leur *serment*, lorsqu'ils sont gens d'une probité connue.

Les docteurs rapportent pour exemple de preuve qui peut se compléter par le *serment* du demandeur, la déposition d'un seul témoin, lorsque ce témoin est un homme digne de foi; mais il paroît que, par notre droit, ce n'est que dans les matières très-légères, que la déposition d'un seul témoin, jointe au *serment* du demandeur, suffit pour adjuger la demande.

Quoi qu'en première instance, la cau-

se ait été décidée par le *serment*, qui a été déferé à l'une des parties, cela n'empêche pas le juge d'appel de le déferer à l'autre partie, s'il croit que la chose doit se décider par le *serment* de cette partie, plutôt que par le *serment* de celle à qui il a déferé en première instance: c'est ce que nous voyons tous les jours s'observer.

Il reste à observer une différence entre le *serment* qui est déferé par le juge, & celui qui est déferé par une partie; savoir, que celui qui est déferé par une partie, peut lui être référé, au lieu que lorsqu'il est déferé par le juge, la partie à qui il est déferé, doit faire le *serment* ou perdre sa cause; telle est la pratique du barreau, qui est mal-à-propos taxée d'erreur par *Faber*: il suffit pour la justifier, de faire attention au sens du mot *référer*: pour qu'on puisse dire proprement que je *réfère* le *serment* à ma partie adverse, il faut que ce soit elle qui me l'ait déferé.

Le *serment* appellé *juramentum in litem*, est celui que le juge déferé à une partie, pour fixer & déterminer la quantité de la condamnation qu'il doit prononcer à son profit. Les interprètes du droit romain en distinguent deux, celui qu'ils appellent *juramentum affectionis*, & celui qu'ils appellent *juramentum veritatis*.

Juramentum affectionis, étoit celui que le juge me déferoit pour estimer, non le prix que valoit en elle-même la chose à moi appartenante, dont j'étois privé par le dol de la partie adverse, mais le prix de l'affection que j'avois pour cette chose. Le juge régloit en ce cas la condamnation de la somme en laquelle il devoit condamner envers moi ma partie adverse, sur celle à laquelle je jurois que j'estimois de bonne foi mon affection pour cette chose, & cette

estimation d'affection pouvoit surpasser la véritable valeur de cette chose. C'est de ce *serment* qu'Ulpien dit, *non ab iudice doli estimatio ex eo quod interest fit, sed ex eo quod in litem iuratur* ; l. 64, ff. de iudic. & ailleurs *res, ex contumaciâ estimatur ultra rei pretium* ; l. 1, ff. de in lit. iur. Ce *juramentum affectionis* n'a pas lieu dans nos usages ; nous n'y avons admis que le *juramentum veritatis*.

Il y a lieu à ce *serment* toutes les fois que le demandeur a justifié qu'il étoit bien fondé dans sa demande en restitution de certaines choses, & qu'il n'y a d'incertitude que sur la somme à laquelle le défendeur doit être condamné, faute de faire la restitution desdites choses, dont la valeur n'est connue que du demandeur à qui elles appartiennent. Le juge en ce cas, pour régler la quantité de la condamnation qu'il doit prononcer, s'en rapporte à l'estimation que le demandeur fera de la véritable valeur des choses dont il demande la restitution, après avoir fait préalablement *serment* qu'il fera cette estimation en conscience.

Par exemple, si un voyageur a donné sa valise en dépôt à un aubergiste, & que cette valise ait été volée dans l'auberge, le dépôt étant constant, & n'y ayant que le voyageur qui en demande la restitution, qui ait connoissance de ce qu'il y avoit dans sa valise, le juge pour se déterminer sur la somme en laquelle il doit condamner l'aubergiste, faute de représenter la valise, ne peut faire autrement, que de s'en rapporter au *serment* du voyageur sur la valeur des choses contenues en sa valise.

Chez les Romains le juge laissoit souvent au demandeur une liberté indéfinie, sur la somme à laquelle il pourroit jurer qu'il estimoit les choses dont il demandoit la restitution, *jurare in in-*

fitum licet ; l. 4, §. 2, ff. in litem iur. Il étoit néanmoins laissé à la prudence du juge, lorsqu'il le jugeoit à propos, de limiter une somme au-delà de laquelle l'estimation ne pouvoit pas être portée, *Judex potest praesumere certam summam usque ad quam iuretur* ; l. 5, §. 1, ff. d. tit. (P. O.)

On fait une question fort délicate sur cette matière. On demande si l'on peut exiger le *serment* d'une personne, lorsqu'on a lieu de croire qu'elle jurera faulxement. Il ne s'agit pas ici du juge ; car les loix veulent qu'il déferre le *serment* en de certaines occasions : c'est à lui de se y conformer, sans se mettre en peine de la manière en laquelle ceux à qui il ordonne de jurer, pourront le faire. On suppose encore qu'il s'agit d'un intérêt considérable. Cela étant, je crois que la question est plus curieuse qu'utile. Car on ne peut jamais avoir une entière certitude qu'une personne soit déterminée à se parjurer. Quand même par le passé elle auroit souvent juré à faux, peut-être qu'elle s'est repentie, & qu'elle craindra, dans l'occasion présente, de commettre encore une fois de propos délibéré cet horrible crime. Que si elle fait mine d'y être toute disposée, on peut croire que c'est afin qu'on ne l'oblige point à jurer. La crainte du scandale que le parjure produiroit, n'exige pas indifféremment que l'on perde son bien, sans tenter toutes les voyes possibles de se le faire restituer, lorsqu'il s'agit de quelque chose de conséquence, comme nous le supposons ici, outre que le scandale n'est guère moindre, si l'on témoigne la raison pourquoi on ne veut pas faire jurer sa partie. Pour ce qui regarde Dieu, l'outrage qu'on lui fait ne consiste pas tant dans l'acte extérieur, que dans la disposition intérieure, qui suppose pleine & en-

Ecc 2.

tiere, est réputée par conséquent devant lui pour l'effet.

Lorsque les autres preuves ne suffisent pas, le juge peut quelquefois déferer le *serment* à une partie, sans que l'autre le demande, *In bona fidei contractibus, nec non in ceteris causis, inopia probationum, per judicem jurejurando causa cognita res decidi oportet.* Cod. Lib. IV. Tit. I. de rebus creditis & jurejurando. Leg. III. & cela soit pour faire acquiescer quelque droit à l'un des deux, soit pour lui donner lieu de se purger des soupçons de quelque fait dont on le charge. Mais en ce cas on n'exige pas le *serment*, lorsque celui qui jureroit ne pourroit avouer la vérité sans s'exposer à la peine de mort ou à quelque autre chose de fort grave, car outre qu'il faudroit être bien dur pour mettre une personne, sur de simples soupçons d'un fait douteux, dans la triste nécessité, ou de faire une grande brèche à sa conscience, ou de s'attirer un mal très-considérable, on ne doit guere ajouter foi à de tels *sermens*, parce que les hommes sont fort enclins à se flatter d'appaier d'une manière ou d'une autre la divinité. » Dans la profpérité, dit très-bien Libanius, & lorsqu'on n'a rien à craindre, on fait scrupule de se parjurer, n'y ayant rien alors qui nous mette dans une espece de nécessité de commettre de méchantes actions. Mais lorsque toutes nos affaires sont désespérées, & qu'il ne reste plus qu'un seul expédient, qu'on ne sauroit mettre en usage sans mentir, & sans tromper, on se résout, pour éviter le mal présent, que l'on voit être inévitable, à courir le risque de l'autre sur ce que l'on se fait souvent mille illusions ; car on se flatte qu'à force de sacrifices, de dévotions, d'offrandes ma-

gnifiques, on pourra obtenir de Dieu le pardon de ses crimes. Outre que, comme la punition du parjure paroît éloignée, au lieu que l'autre mal se montre tout prêt à fondre sur nous ; on juge celui-ci plus grand que le premier, à cause de sa proximité. » *Declanat. III.* »

Il est aisé de comprendre par ce que l'on a dit jusqu'ici de la nature & de l'usage du *serment*, quels sont les devoirs des hommes à cet égard. 1°. Et premierement, il ne faut jamais prêter de *serment* qu'avec une grande circonspection, & avec une attention toute particuliere à la sainteté de cet acte & au respect qu'il exige. 2°. Il ne faut jamais jurer témérairement & sans nécessité : car comme le *serment* est le lien le plus sacré & le plus respectable, il ne faut l'employer que dans les affaires de la dernière importance, ou dans les cas de nécessité. 3°. A plus forte raison la loi naturelle condamne-t-elle le mauvais usage que plusieurs font du *serment*, en le faisant intervenir à tout propos dans les discours ordinaires. 4°. En particulier l'usage ordinaire du *serment* ne convient point aux princes. Car premierement, il n'y a personne qui ait plus d'intérêt qu'eux, que l'on regarde leur simple parole comme sacrée & inviolable ; & d'ailleurs il est au-dessous de leur caractère & de leur haut rang de rien faire qui suppose qu'on puisse seulement les soupçonner de mensonge, de fraude ou de perfidie. 5°. Il ne faut jamais jurer que par le nom de Dieu. 6°. Il faut inviolablement dire la vérité en jurant, & tenir toutes les promesses & les conventions faites avec *serment*. 7°. Enfin, il ne faut pas abuser du *serment*, pour intimider les consciences foibles & timorées.

Le *serment d'allégeance*, est un *ser-*

ment usité en Angleterre, par lequel on condamne & on abjure l'opinion de ceux qui admettent une puissance supérieure au roi, de quelque nature qu'elle soit.

Le serment de calomnie, *juramentum calumnie*, étoit un *serment* que les plaideurs prëtoient chez les Romains, pour attester à la justice qu'ils agissoient de bonne foi, & qu'ils croyoient être bien fondés l'un dans sa demande, l'autre dans sa défense.

Celui qui refusoit de prëter *serment*, perdoit sa cause.

Ce *serment* a été reçu par le droit canonique, comme on le voit, liv. II. des *décrets*, tit. vij.

Il s'étoit en conséquence introduit en France, & il y en a quelques anciennes ordonnances qui prescrivent tant au demandeur qu'au défendeur, de le faire sur les saints Evangiles.

Mais il y a long-tems que l'usage en est aboli; on a craint sans doute que cette formalité ne fît faire beaucoup de parjures.

La seule chose qui soit restée de cet usage, est le *serment* que les avocats & procureurs prêtent à leur réception, & qu'ils réitèrent chaque année, même dans quelques tribunaux, deux fois l'an: on le leur faisoit autrefois prëter au commencement de chaque cause; mais comme cela prenoit trop de tems, on s'est contenté de leur faire prëter ce *serment* à leur réception, & à chaque rentrée du siege. Voyez au *digeste*, liv. XII. titre ij. liv. XXII. titre ij. liv. XXV. §. 3. & liv. XXXIX. titre j; liv. V. §. 4. & titre ij; liv. XIII. §. 3. & 13.

Le serment décisif, est celui qui est prêté en justice après avoir été déferé par une partie à l'autre. Comme nous l'avons dit ci-dessus.

Le serment déferé, est celui qu'une

partie est autorisée à faire par ordonnance du juge, soit du consentement de la partie, ou que le juge l'ordonne de son propre mouvement. Au premier cas, c'est-à-dire, quand une partie le déferé à l'autre, on l'appelle *serment décisif*.

Le serment sur les Evangiles, est celui que l'on prête, la main posée sur le livre des évangiles, pour marquer que l'on jure par la parole de Dieu contenue dans ce livre.

Le serment de fidélité, est un *serment* solennel que le sujet fait à son prince ou le vassal à son seigneur, par lequel il s'oblige de lui être toujours fidele.

Les souverains ont droit de l'exiger de tous leurs sujets. On l'exigeoit autrefois au commencement de chaque règne. La confiance légitime que la plupart des souverains ont en leurs peuples, fait qu'ils n'ont conservé cet usage que pour leurs vassaux & pour ceux des seigneurs, & aussi à l'égard des évêques, lesquels doivent prëter ce *serment*, à leur avènement au siege épiscopal, soit comme étant vassaux de la couronne, soit à cause qu'ils acquerient une juridiction spirituelle dont on craint qu'ils n'abusent.

Endroit féodal, le serment est ou simple, lorsqu'il est déferé à la seule partie; ou commun, lorsqu'il enjoint à la partie de se faire suivre par des jureurs, voyez ce qui a été dit au mot SACRAMENTALES. Le *serment* est aussi liquide lorsque celui qui jure, affirme ou dénie positivement un fait, ce que les feudistes appellent *sine mentione conscientia*; ou il est arbitraire, lorsque celui à qui il est déferé, ne se sert que du mot *arbitror*, je crois, j'ai lieu de croire; les feudistes définissent cette maniere de jurer, *juramento Conscientiam apponere*. Lib. feud. 2. tit. 33. §. 2. & tit. 38. §. 6.

Les serfs & gens de mainmorte prêtent aussi le *serment de fidélité* à leurs seigneurs.

Le *serment de fidélité* des évêques à leur souverain est en ces termes : „ Je jure le très-saint & sacré nom de Dieu, sire, & promets à votre majesté, que je lui serai tant que je vivrai, fidèle sujet & serviteur, & que je procurerai son service & le bien de son Etat de tout mon pouvoir ; que je ne me trouverai en aucun conseil, deffein ni entreprise au préjudice d'eux ; & s'il en vient quelque chose à ma connoissance, je le ferai savoir à votre majesté. Ainsi me soit Dieu en aide & ses saints évangiles. ”

Le *serment à justice*, c'est le *serment* qu'un officier public a prêté en justice. On dit qu'il a *serment à justice*, pour signifier que ses actes sont foi jusqu'à inscription de faux.

Le *serment in litem*, seu *jus-jurandum in litem*, est celui qui est déferé à une partie par le juge sur l'estimation d'une chose, pour la restitution de laquelle il y a procès lorsque les autres preuves manquent, & sur-tout lorsqu'il y a eu fraude de la part du défendeur, & qu'il a supprimé les actes qui auroient servi de preuve. Voyez ci-dessus.

Le *serment réservé*, est lorsqu'une partie, à laquelle son adversaire ou le juge a déferé le *serment*, refuse de le faire, & offre en elle-même de s'en rapporter au *serment* de son adversaire.

Le *serment suppletif*, est celui qui est déferé par le juge, pour servir de supplément aux autres preuves qui ne sont pas assez fortes, comme quand on décharge une partie, en affirmant par elle quelque fait ; ou qu'on adjuge au demandeur ses conclusions, en affirmant de même par lui quelque fait. v. AFFIRMATION & *Serment déferé*.

Le *serment de suprématie*, est un *serment* usité en Angleterre, par lequel on reconnoît que le roi est chef de l'église dans ses Etats.

Le *serment du test*, ainsi appelé, comme par abréviation du latin *testimonii*, est un *serment* usité en Angleterre, par lequel on atteste la religion que l'on professe.

Il fut ajouté en 1672 aux *sermens* d'allégeance & de suprématie. Il ne consistoit alors qu'à abjurer la présence réelle de Jésus-Christ dans l'eucharistie : on y a depuis ajouté une abjuration de l'invocation des saints, du sacrifice de la messe, & une renonciation au parti du prétendant. Personne ne peut avoir aucun emploi d'église, de robe, ou d'épée, qu'il n'ait prêté ce *serment*.

Le *serment par la tête & les cheveux de Dieu*, étoit très-commun chez les Romains : il fut défendu par Justinien. Voyez la *differtat.* de M. Massieu sur les *sermens*. *Mémoires de l'académ. des Inscriptions.* de Paris, tom. I. p. 279.

Le *serment vilain*. On appelloit ainsi anciennement les juremens de ceux qui prenoient à témoin quelque chose déshonnête, ou qui blasphémoient le saint nom de Dieu. (D. F.)

SERMON, f. m., *Morale*, discours chrétien prononcé en chaire dans une église, pour instruire le peuple des mystères de la foi & des vertus morales.

Dans la primitive église, toutes les fois que l'évêque offroit le saint sacrifice, il avoit coutume de faire un *sermon* au peuple, après la lecture de l'Ecriture sainte. Ce *sermon* n'étoit communément que l'explication de ce qui avoit été lu ; c'est ce que nous appelons *homélies*. Nos prédicateurs trouvent la plupart des *sermons* des peres bien éloignés de l'idée de prédication qu'ils se sont formée. Ils sont simples, sans art

qui paroisse, sans divisions, sans raisonnemens subtils, sans érudition curieuse, quelques-uns sans mouvemens, la plupart fort courts. Il est vrai que ces saints évêques ne prétendoient point être orateurs, ni faire des harangues. Ils prétendoient parler familièrement, comme des pères à leurs enfans, & des maîtres à leurs disciples. Ils cherchoient à instruire en expliquant l'Écriture, non par la critique & par les recherches curieuses, comme les grammairiens expliquoient Homère ou Virgile dans les écoles, mais par la tradition des pères; pour la confirmation de la foi & la correction des mœurs. Ils cherchoient à émouvoir, non pas tant par la véhémence des figures & l'effort de la déclamation, que par la grandeur des vérités qu'ils prêchoient; par l'autorité de leurs charges, leur sainteté personnelle, leur charité. Souvent ils parloient sur le champ, comme il paroît par S. Augustin qui traitoit quelquefois un autre sujet que celui qu'il s'étoit proposé; mais ils ne manquoient pas de copistes pour recueillir leurs *sermons* par l'art des notes.

Ils proportionnoient leur style à la portée de leurs auditeurs. Les *sermons* de S. Augustin sont les plus simples de ses ouvrages: le style en est bien plus coupé & plus facile que celui de ses lettres, parce qu'il prêchoit dans une petite ville, à des marins, des laboureurs, des marchands. Au contraire, S. Cyprien, S. Ambroise, S. Jean Chrysostôme, S. Léon, qui prêchoient dans de grandes villes, parlent avec plus de pompe & avec plus d'ornemens; mais leurs styles sont différens, suivant leur génie particulier & le goût de leurs siècles.

Comme ces saints ne regardoient ni réputation ni autre intérêt temporel,

leur unique but étoit de convertir; & ils ne croyoient avoir rien fait, s'ils ne voyoient quelque changement très-sensible. La grande éloquence n'est pas celle qui excite des acclamations, mais celle qui impose silence & tire des larmes. Il n'étoit point à craindre qu'en une même église, on enseignât des doctrines différentes, puisqu'il n'y avoit point d'autre prédicateur ni d'autre docteur que l'évêque ou un prêtre qu'il avoit choisi, & qui ne parloit que par son ordre, & d'ordinaire en sa présence.

Pendant le *sermon*, l'église étoit ouverte à tout le monde, même aux infidèles; d'où vient que les pères y gardoient exactement le secret des mystères, pour n'en point parler, ou seulement par énigmes: de-là vient aussi qu'il y a souvent dans leurs *sermons* des discours adressés aux payens pour les attirer à la foi. Durant les lectures & les instructions, le peuple étoit assis par ordre; les hommes d'un côté; les femmes de l'autre; &, pour être plus séparées, elles montoient aux galeries hautes, s'il y en avoit. Les personnes âgées étoient au premier rang. Les pères & mères tenoient devant eux les petits enfans; car on les mène à l'église, pourvu qu'ils fussent baptisés. Les jeunes gens demeuroient debout, quand les places étoient remplies. Il y avoit des diacres continuellement appliqués à faire observer cet ordre & à prendre garde que chacun fût attentif, à ne souffrir personne sommeiller, rire, parler à l'oreille, ou faire quelque signe à un autre, en un mot, à procurer par-tout le silence & la modestie. En Afrique, le peuple écoutoit debout toutes les instructions, au rapport de S. Augustin, qui toutefois approuve davantage la coutume des églises qu'il nomme de-là

la mer, où les auditeurs étoient assis.

SERVANT, adj., *Jurisprud.*, se dit de ce qui est sujet envers quelqu'un, ou qui sert à quelque chose.

Le fief *servant* est le fief du vassal relativement au fief du seigneur dont il relève, qu'on appelle le *fief dominant*. v. FIEF dominant & FIEF servant.

On appelle *pièce servant* à conviction, celle qui est propre à confondre l'accusé.

Une requête *servant* d'avertissement, de griefs, de causes & moyens d'appel, de contredits ou de salvations, est celle qui est faite & employée pour en tenir lieu.

SERVIS, f.m., *Dr. féod.*, du latin *servire*, dont on a fait dans la basse latinité *servitia*, pour dire *services*, & par corruption *servis*, sont les devoirs dont le censitaire emphytéote est tenu envers le seigneur, à cause de l'héritage qui lui a été donné à cette condition.

Ce terme de *servis* est usité, sur-tout dans les pays régis par le droit écrit. Il est synonyme de *cens*; si ce n'est que l'on veuille dire que le cens est cette modique redevance qui se paye en argent, *in recognitionem domini*, & que les *servis* sont les autres devoirs & prestations dus au seigneur sur le même héritage, soit en grains, volailles & autres choses.

On joint ordinairement les termes de *cens* & *servis*: en demandant le paiement de l'un, on ne manque point de demander le paiement des autres.

SERVICE, OFFICE, *Droit nat.* v. DEVOIR.

SERVICE, f.m., *Droit féod.*, se dit en matière de fief, du devoir dont le vassal est tenu envers son seigneur.

Service de corps, celui que le vassal doit en personne à son seigneur. v. FIEF de corps.

Servir le fief, c'est de la part du vassal rendre la foi & hommage qu'il doit au seigneur dominant. v. FIEF.

SERVICE DIVIN, *Droit canon*. Sous le mot OFFICE DIVIN, l'on voit en quoi consiste l'office divin, par rapport aux prières qui le composent, l'obligation de ceux qui doivent le réciter, & la manière dont il doit être récité en particulier & chanté en public, suivant le règlement du concile de Bâle, adopté par la pragmatique.

L'on y voit aussi la forme des bréviaires, & la différence qu'il y a entre eux dans différents diocèses, & même dans différents ordres religieux.

Nous remarquerons ici, touchant l'office public en général, que quoique les évêques ne puissent pas assujettir certaines églises collégiales où l'on a de toute ancienneté un bréviaire & des offices particuliers, à se servir du bréviaire de leur diocèse, il leur est permis, s'ils y trouvent des légendes fabuleuses, ou des cérémonies qui paroissent favoriser la superstition, de les faire réformer; c'est même pour eux un devoir, ainsi que pour les supérieurs généraux des congrégations régulières, à l'égard du bréviaire de leur ordre.

C'est aux évêques à qui il appartient de faire de nouveaux statuts & réglemens concernant le *service divin*. Les chapitres, même exempts, ne peuvent faire dans l'église cathédrale aucun changement dans la célébration, augmentation d'icelui, sous quelque prétexte que ce soit, sans le consentement, l'approbation & la confirmation de l'évêque.

Ceux qui font la visite des églises des paroisses, ont droit de pourvoir à tout ce qui concerne la célébration du *service divin*. Les danses, les cabarets, les spectacles, &c. sont défendus pendant l'office divin.

Pour

Pour ce qui est de l'aquit ou *service* des obits & fondations, les évêques doivent y pourvoir en visite.

Les *services* pris pour une imposition du pape, & qu'on appelle *communis*, sont défendus presque généralement hors de l'Italie. (D. M.)

SERVITEUR, f. m., Morale. Les noms de maîtres & de *serviteurs* sont aussi anciens que l'histoire, & ne sont donnés qu'à ceux qui sont de condition & de fortune différente; car un homme libre se rend *serviteur* d'un autre, en lui vendant pour un certain tems son service, moyennant un certain salaire. Or, quoique cela le mette communément dans la famille de son maître, & l'oblige à se soumettre à sa discipline & aux occupations de sa maison, il ne donne pouvoir au maître sur son *serviteur* que pendant le tems qui est marqué dans le contrat ou le traité fait entre eux. Les *serviteurs* mêmes, que nous appellons *esclaves*, ne sont soumis à la domination absolue & au pouvoir arbitraire de leurs maîtres que par infraction de toutes les loix de la nature. v. DOMESTIQUES.

SERVITUDE, f. f., Jurisprudence, c'est un droit qui assujettit un fonds à quelque service, pour l'usage d'un autre fonds qui appartient à un autre maître, comme par exemple, le droit qu'a le propriétaire d'un héritage de passer par le fonds de son voisin pour aller au sien; le droit de faire couler un égout sur le fonds d'autrui, &c.

L'ordre de la société civile n'assujettit pas seulement les hommes les uns aux autres, par les besoins qui rendent nécessaire l'usage réciproque des offices, des services & des commerces de personne à personne; mais il rend de plus nécessaires pour l'usage des choses, des assujettissemens, des dépendances,

Tome XII.

& des liaisons d'une chose à l'autre; sans quoi on ne pourroit les mettre en usage. Ainsi pour les choses mobilières, il n'y en a point, ou presque point, qui viennent en nos mains, dans l'état où elles doivent être pour nous servir, que par l'enchaînement de l'usage de plusieurs autres; soit pour les tirer des lieux où il faut les prendre, ou pour les mettre en œuvre, ou pour les appliquer au service effectif. Ainsi pour les immeubles, il n'y en a point aussi, ou presque point, dont on puisse tirer ou les fruits ou les autres revenus, que par l'usage de diverses choses: & souvent même en faisant servir un fonds pour l'usage d'un autre; comme on fait, par exemple, servir un héritage pour donner passage à un autre, ou une maison pour recevoir les eaux d'une autre maison voisine. Ce sont ces sortes d'assujettissemens d'un fonds pour l'usage d'un autre qu'on appelle *servitudes*, & on ne donne pas ce nom aux assujettissemens qui rendent une chose mobilière nécessaire pour l'usage d'une autre, soit meuble ou immeuble.

Ces *servitudes* ont deux caractères qui les distinguent de tout autre usage qu'on peut faire d'une chose, pour l'usage d'une autre. Le premier est, qu'elles sont perpétuelles; au lieu que chacun des autres assujettissemens n'est pas de durée. Et l'autre, que dans ces *servitudes* des fonds, l'héritage sujet à la *servitude* est toujours à un autre maître que le fonds auquel il est asservi. Car on n'appelle pas *servitude* le droit qu'a le maître d'un fonds d'en user pour soi.

Ce sont ces sortes de *servitudes* qui assujettissent le fonds de l'un au service du fonds d'un autre, qu'on a mis au rang des conventions, parce que les *servitudes* s'établissent le plus souvent

FFFF

par convention ; comme dans une vente, dans un échange, dans une transaction, dans un partage : & quoiqu'elles s'établissent quelquefois, ou par des testamens, ou par la seule voie de la justice, on a dû placer en ce lieu une matière qui ne peut pas être mise en divers endroits, qui a dans celui-ci son ordre naturel.

Toute *servitude* donne à celui à qui elle est due un droit qu'il n'auroit pas naturellement ; & elle diminue la liberté de l'usage du fonds asservi, assujettissant le maître de cet héritage à ce qu'il doit souffrir, ou faire, ou ne pas faire, pour laisser l'usage de la *servitude*. Ainsi celui de qui le fonds est sujet à un droit de passage, doit souffrir l'incommodité de ce passage : ainsi, celui dont le mur doit porter le bâtiment élevé au-dessus est obligé de refaire ce mur, s'il en est besoin : ainsi tous ceux qui doivent quelque *servitude*, ne peuvent rien faire qui en trouble l'usage.

Quoique les *servitudes* ne soient que pour les personnes, on les appelle *réelles*, parce qu'elles sont inséparables des fonds. Car c'est un fonds qui sert pour un autre fonds ; & ce service ne passe à la personne qu'à cause du fonds. Ainsi, on ne peut avoir une *servitude* qui consiste au droit d'entrer dans le fonds d'un autre, pour y cueillir des fruits, ou s'y promener, ni pour d'autres usages qui ne se rapportent pas à celui d'un fonds. Mais un pareil droit seroit d'une autre nature, comme, par exemple, ce seroit un louage, si on en traitoit pour un prix d'argent.

Les *servitudes* sont de plusieurs sortes, selon les diverses sortes de fonds, & selon les différens usages qui se peuvent tirer d'un fonds pour le service d'un autre. Ainsi, pour les maisons & autres bâtimens, l'un est assujetti pour

l'usage de l'autre ou à ne pouvoir être haillé, ou à recevoir les eaux, ou à un droit d'appuyer, & autres semblables : & pour les héritages de la campagne l'un est assujetti pour l'usage de l'autre ou à un passage, ou à une prise d'eau, ou à d'autres différens droits.

Les *servitudes* sont toutes comprises sous deux espèces générales ; l'une de celles qui sont naturelles, & d'une absolue nécessité, comme la décharge de l'eau d'une source, qui coule dans le fonds qui est au-dessous ; l'autre est de celles que la nature ne rend pas absolument nécessaires, mais que les hommes établissent pour une plus grande commodité, quoique le fonds servant ne soit pas naturellement assujetti à l'autre. Comme s'il est convenu qu'une maison ne pourra être haillée pour ne pas nuire aux vûes d'une autre maison ; qu'elle recevra la décharge des eaux de la maison voisine ; que le possesseur d'un fonds pourra prendre de l'eau d'une source, ou d'un ruisseau dans le fonds voisin, soit en de certains tems, comme pour arroser son héritage, ou pour un usage continuél, comme pour conduire un aqueduc à travers l'héritage voisin pour une fontaine.

Toutes les espèces de *servitudes* sont ou pour l'usage des maisons & autres bâtimens, ou pour l'usage des autres fonds, comme prés, terres, vergers, jardins, & autres ; soit qu'ils soient situés dans les villes, ou à la campagne.

Le droit de *servitude* comprend les accessoires sans lesquels on ne pourroit en user. Ainsi, la *servitude* de prendre de l'eau d'un puits ou d'une source emporte la *servitude* du passage pour y aller : ainsi la *servitude* d'un passage emporte la liberté d'y faire, ou réparer l'ouvrage nécessaire pour s'en servir ; & si le travail ne peut se faire dans l'en-

droit où la *servitude* est fixée, on pourra travailler dans les environs, selon que la nécessité peut obliger; mais en réparant, on ne peut rien innover à l'ancien état.

Le droit & l'usage d'une *servitude* se règle par le titre qui l'établit: & elle a ses bornes & son étendue selon qu'il a été convenu, si le titre est une convention; ou selon ce qui a été prescrit par le testament si la *servitude* a été établie par un testament. Ainsi celui à qui il est dû une *servitude*, ne peut pas en rendre la condition plus dure, ni celui qui la doit ne peut empirer le droit de la personne à qui elle est due; mais l'un & l'autre doivent s'en tenir au titre, soit pour la qualité de la *servitude*, ou pour les manières dont l'un doit user, & l'autre souffrir. Ainsi, par exemple, si un droit de passage est seulement pour les personnes, on ne peut pas s'en servir pour passer à cheval; & si on a droit d'y passer pendant le jour, on ne pourra y aller la nuit. Que si la manière d'user de la *servitude* étoit incertaine; comme si la place nécessaire pour un passage n'étoit pas réglée par le titre, elle le seroit par l'avis des experts.

Comme les *servitudes* dérogent à la liberté naturelle à chacun d'user de son bien, elles sont restreintes à ce qui se trouve précisément nécessaire pour l'usage de ceux à qui elles sont dues, & ou en diminue, autant qu'il se peut, l'incommodité. Ainsi celui qui a un droit de passage dans le fonds d'un autre, sans que le titre marque le lieu où il pourra passer, n'aura pas la liberté de choisir son passage où il lui plaira; mais il lui sera donné par l'endroit le moins incommode au propriétaire du fonds asservi, & non, par exemple, à travers d'un plant ou d'un bâtiment. Mais si le titre de la *servitude* ou la possession

regle le passage, quoique par un endroit incommode au propriétaire du fonds asservi, il faut s'y tenir.

Les *servitudes* s'établissent & s'acquiescent non-seulement par des conventions ou par des testaments, mais aussi par l'autorité de la justice, si ce sont des *servitudes* naturellement nécessaires qui soient refusées. Ainsi lorsque le propriétaire d'un héritage ne peut y aller que par un passage dans le fonds voisin, on oblige le propriétaire de ce fonds à donner ce passage par l'endroit le moins incommode, & en dédommageant. Car cette nécessité tient lieu de loi, & il est de droit naturel qu'un héritage ne demeure pas inutile, & que ce propriétaire souffre pour son voisin ce qu'il voudroit en pareil besoin qu'on souffrit pour lui.

Le droit de la *servitude* peut s'acquiescir sans titre par la prescription.

C'est encore une espèce de titre pour conserver & prescrire une *servitude* que la preuve qui se tire de l'ancien état des lieux. Et il sert aussi pour régler la manière & l'usage de la *servitude*. Ainsi, l'entrée d'un passage, les bornes d'un chemin, un jour hors de vue, un canal plaqué contre un mur, un toit avec saillie, & les autres marques semblables des *servitudes*, en règlent l'usage. Et il n'est pas permis ni à celui qui a la *servitude*, ni à celui qui la doit souffrir, de rien innover à l'ancien état où se trouvent les lieux.

On peut acquiescir l'affranchissement d'une *servitude* par prescription, à plus forte raison que la *servitude*. Et si celui dont l'héritage étoit sujet à quelque *servitude* s'en est affranchi, pendant un tems suffisant pour prescrire, la *servitude* ne subsiste plus. Ainsi, celui dont la maison étoit asservie à ne pouvoir être haussée, n'est plus sujet à la

Ffff 2

servitude, si ayant haussé, il a possédé son bâtiment élevé, pendant le tems de la prescription. Et il en est de même de la manière d'user d'une *servitude*; ainsi celui qui avoit droit d'user d'une prise d'eau le jour & la nuit, perd l'usage de la nuit s'il le laisse prescrire; & si la *servitude* étoit ou à toutes heures, ou à quelques-unes, il est retraits à celles où la prescription l'aura limité.

Les *servitudes* étant attachées aux fonds & non aux personnes, elles ne peuvent passer d'une personne à l'autre si le fonds n'y passe. Et celui qui a un droit de *servitude* ne peut le transférer à un autre en gardant son fonds, ni en céder, louer, ou prêter l'usage. Ainsi, celui qui a une prise d'eau ne peut en faire part à d'autres. Mais, si le fonds pour lequel la prise d'eau étoit établie, se divise entre plusieurs propriétaires, comme entre héritiers, légataires, acquéreurs, ou autrement; chaque portion conservera l'usage de la *servitude* à proportion de son étendue, quoique quelques portions en eussent moins de besoin, ou que l'usage y en fût moins utile.

La partie du fonds asservi sur laquelle se prend la *servitude*, comme le chemin sujet à un passage, appartient au maître du fonds sujet à la *servitude*; & celui à qui elle sert, n'y a aucun droit de propriété, mais il a seulement le droit d'en user.

Une même *servitude* peut servir à l'usage de deux fonds. Ainsi une décharge d'eau peut servir à deux maisons: ainsi un passage ou un aqueduc peuvent servir pour deux ou plusieurs fonds.

Quoiqu'une *servitude* paroisse inutile, comme seroit une prise d'eau à celui dont le fonds n'en auroit aucun besoin, ou qui en auroit de reste dans son héritage, on peut ou conserver ou

acquérir une telle *servitude*. Car outre qu'on peut posséder des choses inutiles, il pourra arriver qu'on les mette en usage.

Celui qui n'a la propriété d'un héritage que par indivis avec d'autres, ne peut en assujettir aucune partie à une *servitude* sans le consentement de tous: & un seul peut l'empêcher, jusqu'à ce que, les portions étant partagées, chacun puisse assujettir la sienne si bon lui semble. Et aussi celui qui possède par indivis une portion du fonds pour lequel il est dû quelque *servitude*, ne peut seul affranchir le fonds asservi; mais la *servitude* reste pour les portions des autres. Car les *servitudes* sont pour chaque partie du fonds où elles sont dues, & chacun des propriétaires a intérêt à la *servitude* pour sa portion.

Les *servitudes* se conservent contre la prescription, non-seulement par l'usage qu'en font les propriétaires des fonds pour lesquels elles sont dues, mais aussi par celui qu'en peuvent faire tous autres possesseurs qui sont au lieu du maître; comme les fermiers, les locataires, les usufructuaires, & ceux même qui possèdent de mauvaise foi; car ils conservent au maître la possession de sa *servitude*.

Si une *servitude* est due pour l'usage d'un fonds commun à plusieurs, la possession d'un seul la conserve entière pour tous; car c'est au nom commun qu'il possède. Mais si plusieurs ont chacun leur droit de *servitude* en particulier, quoiqu'au même endroit du fonds asservi, chacun ne conserve que son droit, il peut être prescrit à l'égard des autres qui n'en usent point.

Si un des propriétaires d'un fonds commun, pour lequel il est dû une *servitude*, a quelque qualité qui empêche qu'on ne prescrive contre lui,

comme si c'est un mineur, la *servitude* ne se perd point, quoique l'un & l'autre cessent de posséder, parce que le mineur la conserve pour le fonds entier.

Les *servitudes* des maisons & des autres bâtimens sont de plusieurs sortes, selon les besoins, comme décharges des eaux, les jours, les vûes, un droit d'appuyer, un passage, & autres semblables. Mais il n'y en a aucune qui soit naturellement nécessaire, & de telle sorte, que celui qui bâtit dans son héritage puisse obliger son voisin à souffrir une *servitude* pour l'usage de son bâtiment, s'il n'en a ni titre ni possession. Car il peut & doit faire son édifice dans l'étendue de son fonds, en gardant les distances nécessaires, & sans entreprendre sur le fonds qui est joignant au sien. Et si quelque *servitude* lui est nécessaire, & qu'il ne l'ait point, il ne peut l'acquérir que gré à gré.

Le droit de la décharge des eaux d'un toit est une *servitude* qui peut être différemment établie, ou de telle manière que tout le toit ait sa faillie & sa décharge dans le fonds voisin, ou que toute son eau s'amasse, & s'écoule par une seule gouttière avancée, ou par un canal plaqué contre un mur.

La décharge d'un égout dans le fonds voisin est une *servitude* pour l'usage d'une maison, & on peut en établir d'autres semblables selon le besoin.

Les jours sont les ouvertures pour recevoir la lumière dans une chambre, ou un autre lieu; & les vûes ont de plus un aspect libre sur les environs ou de la ville, ou de la campagne.

Les *servitudes* pour ce qui est des jours sont de deux sortes. L'une de celles qui donnent au propriétaire d'une maison le droit d'ouvrir son mur ou

un mur mitoyen; pour prendre un jour du côté du fonds de son voisin, avec le droit d'empêcher que le voisin n'élève son bâtiment jusqu'à ôter ce jour: & l'autre de celles qui donnent droit d'empêcher le voisin d'ouvrir son mur: ou un mur mitoyen pour prendre un jour sur une cour ou autre lieu, ou qui bornent la liberté de prendre des jours, à des jours hors de vûe, ou tels autres qui se trouvent réglés par le titre.

Les *servitudes* pour les vûes sont aussi de deux sortes. L'une de celles qui donnent le droit d'une vûe libre, avec pouvoir d'empêcher que le bâtiment voisin ne soit élevé, & n'ôte la vûe, & l'autre de celles qui donnent à un propriétaire le droit d'empêcher que son voisin n'ait ni vûe ni jour du côté où ils se joignent, ou qu'il ne l'ait que conforme au titre.

Quoiqu'un propriétaire puisse faire dans son fonds ce que bon lui semble, il ne peut y faire d'ouvrage qui ôte à son voisin la liberté de jouir du sien, ou qui lui cause quelque dommage. Ainsi le propriétaire d'un fonds, où il n'y a aucun bâtiment, ne peut pas en faire un dont le toit avance sur le fonds voisin, & y décharge ses eaux. Ainsi, on ne peut faire un plant, ou un bâtiment & d'autres ouvrages, qu'à de certaines distances du voisin. Ainsi, on ne peut faire une éruve, un four, ou un autre ouvrage contre un mur, même mitoyen, qui puisse en être endommagé: & pour ces sortes d'ouvrages qui peuvent nuire, & qu'on ne peut faire qu'à de certaines distances, ou avec d'autres précautions, il faut s'en tenir aux règles que les coutumes & les usages y ont établies.

Quoiqu'on ne doive point faire d'ouvrage dont le bâtiment voisin soit en-

dommagé, chacun a la liberté de faire dans son fonds ce que bon lui semble, quand il en arriveroit quelque autre sorte d'incommodité. Ainsi celui qui n'est sujet à aucune *servitude*, peut élever sa maison comme bon lui semble, quoique par cette élévation il ôte les jours de celle de son voisin. Cette espèce d'ouvrage n'altère rien du bâtiment de l'autre maison ; & celui qui en est le maître a dû placer ses jours hors du péril de cette incommodité, qu'il n'avoit pas droit d'empêcher, & qu'il pouvoit prévoir.

Les ouvrages ou autres choses que chacun peut faire, ou avoir chez soi, & qui répandent dans les appartemens de ceux qui ont une partie de la même maison, ou chez les voisins une fumée, ou des odeurs incommodes, comme les ouvrages des taneurs & des teinturiers, & les autres différentes incommodités qu'un voisin peut causer à l'autre, doivent se souffrir, si la *servitude* en est établie : & s'il n'y a point de *servitude*, l'incommodité sera ou soufferte ou empêchée, selon la qualité des lieux, & celle de l'incommodité, & selon que les règles de la police ou de l'usage, s'il y en a, y auront pourvu.

Les *servitudes* des héritages de la campagne, comme prés, terres, vignes, jardins, vergers & autres, sont de plusieurs sortes, selon le besoin ; comme un passage pour aller d'un héritage à un autre, un droit d'aller prendre de l'eau, un aqueduc, & autres semblables.

Le droit de passage est une *servitude* qui peut être différemment établie suivant son titre, ou pour le passage des personnes seulement, ou pour le passage d'un homme à cheval, ou pour une bête chargée, ou pour un charroi.

La prise d'eau est le droit de prendre dans un fonds de l'eau d'une source, ou d'un ruisseau, pour la conduire à un autre fonds, ou quand on en voudra, ou par intervalles & en certain tems, ou sans interruption.

L'aqueduc est une conduite d'eau d'un fonds à un autre ou par des tuyaux, ou à découvert.

On peut établir des *servitudes* d'autre nature, pour divers usages, comme le droit de tirer d'un fonds voisin du sable, de la pierre, du plâtre pour l'usage d'un autre fonds ; d'y puiser de l'eau, d'y amasser, & de déposer les fruits d'un autre fonds, jusqu'à ce qu'on les emporte dans un certain tems ; d'y avoir une levée sur une rivière, un canal, un fossé, ou autre ouvrage, avec le droit d'y entrer pour le réparer ; & d'autres différentes *servitudes* selon le besoin.

On peut aussi avoir des *servitudes* pour l'usage des bestiaux qu'on tient dans un fonds, soit pour les abreuver à une fontaine dans un fonds voisin, ou pour les y faire pâcher en de certains tems.

Le propriétaire du fonds asservi est obligé de souffrir l'usage de la *servitude*, & de ne rien faire qui puisse en ôter cet usage, ou le diminuer, ou le rendre incommode : & il ne doit rien changer de l'ancien état des lieux, & de tout ce qui est nécessaire à la *servitude*.

Il doit aussi souffrir les ouvrages nécessaires pour les réparations & pour l'entretien des lieux, & autres choses destinées à la *servitude*. Mais il ne doit pas lui-même à ses frais réparer les lieux, si ce n'est qu'il y fût obligé par le titre, ou par une possession qui pût en tenir lieu.

Celui dont le mur doit porter un bâ-

timent d'un autre ou une autre charge, est obligé de l'avoir tel qu'il puisse y suffire, & il est obligé aussi de l'entretenir, & de le refaire s'il en est besoin, à moins que ce fût l'excès de la charge qui l'eût abattu ou endommagé; & en ce cas, celui qui a surchargé sera tenu de décharger & réparer le mur, & des dommages & intérêts que cette surcharge aura pu causer.

Si un des propriétaires d'un mur mitoyen, sur lequel chacun appuie de son côté, y avoit des embellissemens, comme des peintures & des sculptures, & que le mur s'entrouvre, ou s'abatte, ou que l'autre propriétaire soit obligé de le démolir, pour le refaire tel qu'il doit être pour la servitude; les deux propriétaires contribueront également à la dépense nécessaire pour remettre le mur dans l'état où il doit être. Mais la perte des embellissemens tombera sur celui qui les avoit faits.

S'il est nécessaire de refaire un mur asservi pour porter un bâtiment, ou pour un droit d'appui, celui à qui est le mur, & qui doit l'entretenir, ne sera tenu que de la dépense nécessaire pour refaire le mur; & toute celle qui se fera, ou pour démolir ce qui étoit appuyé, ou pour le soutenir, sera portée par celui qui a le droit d'appuyer.

Si le propriétaire d'un fonds asservi, ou d'un mur qui doit porter le bâtiment d'un autre propriétaire, aime mieux abandonner son droit de propriété, que de faire les réparations que la servitude l'oblige de faire, il en sera déchargé en quittant le fonds. Car c'étoit le fonds qui étoit asservi, & non pas la personne.

Si un héritage pour lequel il est dû un droit de passage, est divisé entre les propriétaires, la servitude sera conservée à chaque portion; car elle étoit due

pour l'usage de toutes les parties du fonds. Mais les propriétaires du fonds asservi au passage ne seront tenus de le donner qu'au même lieu pour tous ces propriétaires, & ils ne pourront user de la servitude, qu'en s'accommodant entr'eux, de sorte que chacun n'entre dans le fonds asservi, que par le même endroit où la servitude étoit établie.

Si un fonds est sujet à deux servitudes, comme seroit une maison qui ne pourroit être haussée au préjudice d'une vue de la maison voisine, & qui en devroit recevoir les eaux, & que le propriétaire du fonds asservi vienne à acquérir la liberté de l'une des deux servitudes, sans qu'il soit fait mention de l'autre, comme s'il acquiert la liberté de hausser son bâtiment & d'ôter cette vue; il ne pourra étendre cette liberté au préjudice de la seconde servitude qui subsiste encore, & il ne haussera qu'autant qu'il puisse toujours recevoir les eaux.

Le propriétaire du fonds pour lequel il est dû une servitude, ne peut en user que suivant son titre, sans rien innover, ni dans le fonds asservi, ni dans le sien propre, qui empire la condition de la servitude. Ainsi, il ne peut surcharger un mur, élargir un passage, avancer le bord d'un toit, dont le voisin doit recevoir les eaux, ni faire d'autres changemens semblables qui augmentent la servitude, ou qui la rendent plus incommode, & il peut seulement l'adoncir ou la rendre moindre.

Si celui qui avoit droit d'appuyer sur le mur d'un autre, ou sur un mur commun, le pousse ou le surcharge, de sorte que le mur qui suffisoit pour la servitude, en soit abattu, ou endommagé; il sera tenu de tout le dommage qui en arrivera.

Celui à qui il est dû une servitude

doit faire les réparations nécessaires pour en user, comme raccommoder le chemin de son passage, entretenir son aqueduc, & les autres semblables.

Si le fonds asservi souffre quelque dommage par une suite naturelle de la *servitude*, comme si un héritage est inondé par un torrent où la *servitude* d'une prise d'eau donne l'ouverture, si un toit est endommagé par la chute d'une pluie extraordinaire, qui s'écoule du toit voisin dont il doit recevoir les eaux, celui qui a le droit de la *servitude* ne sera pas tenu de ces sortes de dommages. Mais s'il avoit fait quelque changement de l'état des lieux, contre le titre de la *servitude*, & que ce changement eût été l'occasion d'un pareil dommage, il en seroit tenu.

Celui à qui il est dû quelque *servitude*, non-seulement ne peut en communiquer l'usage à aucun autre, mais il ne peut même l'étendre pour son propre usage au-delà de ce qui lui est donné par le titre. Ainsi, celui qui a une prise d'eau pour un héritage, ne peut en user pour ses autres héritages : & si la prise d'eau n'est que pour une partie d'un fonds, il ne peut s'en servir que pour celle-là.

La *servitude* cesse lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne peut en user, comme si le fonds asservi vient à périr, ou le fonds pour l'usage duquel la *servitude* étoit établie ; & il en seroit de même si les fonds subsistant, la cause de la *servitude* venoit à cesser. Ainsi, par exemple, si une source où le voisin avoit un droit de prendre de l'eau, venoit à tarir, il perdrait le droit d'entrer dans le fonds où étoit la source. Mais si elle venoit à renaître, même après le tems de la prescription, la *servitude* seroit rétablie, sans qu'on pût lui imputer de n'avoir pas usé de la *ser-*

vitute pendant qu'elle ne pouvoit avoir son usage.

Les *servitudes* finissent aussi lorsque le maître du fonds asservi, ou celui du fonds pour lequel la *servitude* étoit établie, devient le propriétaire de l'un & de l'autre. Car la *servitude* est un droit sur le fonds d'un autre, & le droit du maître sur son propre bien ne s'appelle pas une *servitude*.

Si le propriétaire du fonds pour lequel la *servitude* étoit établie, acquiert le fonds asservi, & puis le revend sans réserve de la *servitude*, il est vendu libre ; car la *servitude* étoit anéantie, par la règle expliquée ci-dessus, & elle ne se rétablit pas au préjudice du nouvel acquéreur, à qui cette charge n'est pas imposée.

Si entre le fonds asservi, & celui pour lequel la *servitude* est établie, il se trouve un autre fonds, qui empêche l'usage de la *servitude*, elle est suspendue pendant cet obstacle. Ainsi, par exemple, si entre deux maisons dont l'une peut être haussée au préjudice d'une vue de l'autre, il y a une troisième maison, qui n'étant pas sujette à cette *servitude* ait été haussée, & qui ait ôté cette vue, le propriétaire de la maison asservie pourra la hauffer. Ainsi celui qui avoit un droit de passage perd l'usage de la *servitude*, si entre son fonds & le fonds asservi il y en a un autre qui se trouve ne devoir pas ce passage, & qui en rend l'usage inutile. Mais si ces obstacles viennent à cesser, comme si la maison entre deux étoit démolie, ou le passage acquis dans le fonds qui séparoit les deux ; celui à qui la *servitude* étoit due, en reprend l'usage.

Les *servitudes* se perdent par la prescription, ou elles sont réduites, à ce qui en est conservé par la possession pendant le tems suffisant pour prescrire.

Les

Les *servitudes* qui consistent en quelque action de la part de ceux à qui elles sont dûes, se prescrivent par la cessation de l'usage de la *servitude*. Comme un passage & une prise d'eau qui se prescrivent par la cessation de passer & de prendre l'eau. Mais les *servitudes* qui ne consistent qu'à fixer un état des lieux, où il ne puisse être innové, comme une *servitude* de ne pouvoir hauser un bâtiment à cause d'une vûe, une décharge des eaux d'une maison voisine, ne se prescrivent jamais que par un changement de l'état des lieux, qui anticipe la *servitude*, & qui dure un tems suffisant pour prescrire, comme si le propriétaire de la maison asservie, l'ayant élevée, est demeuré en possession de ce changement, ou si les eaux ont été déchargées par un autre endroit.

Si l'usage d'une *servitude* n'est pas continu, mais par intervalles de quelques années, comme une *servitude* d'un passage pour aller à un bois taillis, de laquelle on n'use que lorsqu'on en coupe, ou tous les cinq ans, ou tous les dix ans, ou après un autre long intervalle, & seulement pendant le tems nécessaire pour couper & transporter le bois; la prescription d'une telle *servitude* ne s'acquiert pas par le tems ordinaire de dix ans, dans les lieux où la prescription n'est que de dix ans; mais le tems doit être réglé ou à vingt ans ou à plus ou moins, selon la prescription des lieux, & leur usage, s'il y en a, selon la qualité & les intervalles de la *servitude*, & autres circonstances.

Si un droit de *servitude* passe d'un propriétaire à un autre, le tems de la prescription, qui avoit couru contre le premier, se joint au tems qu'il a couru contre le second, & la prescription s'acquiert contre lui par ces deux tems

Tout. XII.

joint; comme au contraire un second possesseur acquiert une *servitude* par la possession de son prédécesseur jointe avec la sienne.

Si l'héritage asservi est décrété, la *servitude* ne laisse pas de se conserver, car il est vendu comme il se comporte. Et elle se conserve à plus forte raison, si c'est le fonds pour lequel elle est due, qui soit décrété.

Servitude active, est celle que quelqu'un a droit d'exercer sur un autre ou sur son héritage; la même *servitude* qui est active pour l'un, est passive à l'égard de l'autre. v. *Servitude passive*.

Servitude apparente, est celle qui se manifeste continuellement d'elle-même, comme un chemin pratiqué au-travers d'un champ, l'égoût d'un toit qui tombe sur un héritage voisin, des vues droites qui portent sur un héritage, & il n'est pas besoin de s'opposer au décret pour la conservation des *servitudes apparentes*, à la différence des *servitudes latentes* qui sont purgées par le décret lorsque l'on ne s'y oppose pas. v. *DECRET* & *Servitude latente*.

Servitude cachée. Voy. ci-après *Servitude latente*.

Servitude continue, est celle dont l'usage est continu, comme des vues subsistantes sur l'héritage voisin, à la différence des *servitudes* dont on n'use que de tems à autre, comme un droit de passage.

Servitude des héritages des champs. v. *Servitude rustique*.

Servitude des héritages de ville. v. *Servitude urbaine*.

Servitude latente, est celle qui n'est annoncée par aucune marque extérieure, comme le droit de passage que quelqu'un a dans un champ.

Servitude mixte, est celle qui tient de la personnelle & de la réelle, com-

G g g g

me l'usufruit qui est dû sur un fonds. v. *USUFRUIT*.

Servitude naturelle, est celle qui est dans l'ordre même de la nature, comme l'écoulement des eaux qui viennent du fond supérieur sur le fond inférieur.

Servitude nécessaire, est celle qui est due sans autre titre que celui de la nécessité, comme le passage pour aller à un héritage qui est enclavé de toutes parts dans des héritages appartenans à autrui : la règle en ce cas est que l'on donne le passage par l'endroit le moins dommageable. v. *Servitude naturelle*.

Servitude occulte ou *cachée*, est la même chose que *servitude latente*. v. *Servitude latente*.

Servitude passive, est celle qu'une personne ou un héritage doit à une autre personne ou héritage ; la *servitude passive* est opposée à la *servitude active*.

Servitude patente. v. *Servitude apparente*.

La *servitude personnelle*, est celle qui est attachée à la personne du serf, qui le suit par-tout. Autrefois en France les prisonniers de guerre appartenoient à ceux qui les avoient faits. Les seigneurs, au retour de leurs campagnes, peuploient leurs terres de ces prisonniers ; on ne les chargeoit pas de chaînes, & on ne les renfermoit pas dans des cachots comme les esclaves de l'Asie & de l'Afrique ; leur assujettissement consistoit seulement à labourer, à travailler librement dans la terre du seigneur, à lui donner une certaine portion du produit de leur travail, & lui rendre certains services. v. *SERF*, *ESCLAVE*.

Aujourd'hui les seigneurs ne peuvent plus peupler leurs terres de leurs prisonniers, leur sort est autrement réglé par le droit des gens. Il n'y a donc

plus de *servitude personnelle* que pour ces malheureux payfans qui, forcés de demeurer dans la terre d'un seigneur, y sont serfs précisément par la demeure qu'ils y font, si, dans l'an de leur arrivée en la terre, ils ne se sont recevoir bourgeois. Mais en quittant la terre ces serfs cessent de l'être, à moins qu'ils ne soient serfs de poursuite. Les charges attachées à la *servitude personnelle* sont ordinairement d'être taillables, corvéables & mortuaires. v. *TAILLE*, *CORVÉE*, *SERF*.

Servitude prédielle, ainsi nommée du latin *prædium*, qui signifie héritage, est celle qui est imposée sur un héritage en faveur de quelqu'un ou d'un autre. v. *Servitude réelle*, *urbaine* & *rustique*.

Servitude réciproque, est lorsque deux personnes ont chacune un droit pareil à exercer l'une sur l'autre, soit sur leur personne ou sur leur héritage.

Servitude réelle, est un service dû par un héritage à un autre héritage.

Servitude rurale. Voyez ci-après *Servitude rustique*.

Servitude rustique, ou des héritages des champs, est celle qui est due à un héritage, autre que ceux qui sont destinés pour l'habitation du pere de famille, quand même cet héritage seroit situé dans une ville.

Les principales *servitudes* de cette espèce chez les Romains, étoient celles appellées *iter*, *actus*, *via*.

La *servitude* appelée *iter*, revenoit à ce que nous appellons *droit de passage* pour des gens de pied ; *actus*, droit de passage pour les bêtes de somme, & *via*, le passage pour les chariots & autres voitures.

Les autres *servitudes* sont *aque ductus*, c'est à-dire de faire passer de l'eau par l'héritage d'autrui ; *aque haustus*,

le droit d'y puiser de l'eau ; *pecoris ad aquam appulsus*, le droit d'abreuver ses bestiaux dans l'eau du voisin ; *pascendi pecoris*, droit de pacage ; *calcis coquenda*, de faire cuire sa chaux dans le fond d'autrui ; *arena fodienda*, de tirer du sable sur le voisin ; *creta fodienda*, d'y tirer de la craie ou marne ; *eximendi lapidis*, d'en tirer de la pierre. Voy. *ff. de servit. præd. rustic.*

Servitude urbaine, est celle qui est due à un bâtiment destiné pour l'habitation du pere de famille, quand même ce bâtiment seroit situé aux champs.

On en distingue ordinairement huit. La premiere, qu'on appelle *servitus oneris ferendi*, oblige celui qui la doit de porter les charges d'un autre.

La seconde, appelée *ligni innitendi*, c'est le droit de poser ses poutres dans le mur voisin.

La troisieme, *ligni projiciendi*, est le droit d'avancer son bâtiment sur l'héritage voisin, comme sont les faillies & avances, les balcons.

La quatrieme, *stillicidii recipiendi vel non recipiendi*, est l'obligation de recevoir l'eau du toit du voisin, ou au contraire l'exemption de la recevoir.

La cinquieme, *fluminis recipiendi vel non*, c'est par l'eau qui tombe du toit voisin, mais rassemblée dans une gouttiere.

La sixieme, *jus altius non tollendi*, consiste à empêcher le voisin d'élever son bâtiment au delà d'une certaine hauteur.

La septieme est, *jus prospectus* ou *ne luminibus officiatur*, c'est le droit d'empêcher le voisin de rien faire qui puisse nuire aux vues de l'héritage dominant.

La huitieme appelée, *servitus luminum*, est le droit d'avoir des jours sur

le voisin. Voyez aussi *ff. le tit. de servit. prædior. urban.* (D.F.)

SEVERITÉ, f. f. **RIGUEUR**, f. m., *Morale*. La *sévérité* se trouve principalement dans la maniere de penser & de juger ; elle condamne facilement & n'excuse pas. La *rigueur* se trouve particulièrement dans la maniere de punir ; elle n'adoucit pas la peine & ne pardonne rien.

Les faux dévots n'ont de *sévérité* que pour autrui ; prêt à tout blâmer, ils ne cessent de s'applaudir eux-mêmes. La *rigueur* ne paroît bonne que dans les occasions où l'exemple seroit de la plus grande consequence ; par-tout ailleurs on doit avoir beaucoup d'égard à la faiblesse humaine.

L'usage a consacré les mots *rigueur* & *sévérité* à de certaines choses particulieres. On dit la *sévérité* des mœurs, la *rigueur* de la raison. La *sévérité* des femmes, selon l'auteur des maximes, est un ajustement & un fard qu'elles ajoutent à leur beauté. Dans ce sens, le mot *rigueurs* au pluriel répond à celui de *sévérité*. Il s'emploie fort bien en poésie pour les destins. Brébeuf a dit :

L'une & l'autre fortune a d'égaux rigueurs,

Et l'assront des vaincus est un crime aux vainqueurs.

SEXTÉ, f. f., *Droit can.*, est la collection des décrétales, faites par ordre du pape Boniface VIII. on l'appelle *sexta*, parce qu'elle est intitulée, *liber sextus decretalium*, comme si c'étoit un sixieme livre des décrétales qui ont été recueillies par Gregoire IX. en cinq livres ; cependant cette collection de Boniface VIII. contient elle-même cinq livres ; la maniere de citer cette collection est de dire *in sexto*.

Cette collection comprend les constitutions des papes, publiées depuis celle

Gggg 2

de Gregoire IX. favori, celles du même Gregoire, d'Innocent IV. Alexandre IV. Urbain IV. Gregoire X. Nicolas III. Clément IV. & Boniface VIII. par l'ordre duquel cette compilation fut faite.

Boniface VIII. employa à ce travail Guillaume de Mandegot, archevêque d'Embrun; Berenger de Frédol, évêque de Beziers; & Richard de Sienne, qu'il nomma depuis cardinal en 1298; ce livre fut publié le 3 Mars à la fin de l'an 1298, c'est-à-dire, en 1299 avant Pâque.

SEYSSSEL, *Claude de*, *Hist. Litt.*, né à Aix en Savoie, selon les uns, & à Seyssel, petite ville de Bugey, selon les autres, mourut à Turin le 31 de Mai 1520. Il étoit fils naturel d'Antoine de Seyssel, homme de condition de la province de Bugey, & servoit en qualité de simple soldat, dans l'armée de Louis XII. dans le Milanais. Ce soldat, qui avoit eu une bonne éducation, fut présenté dans Milan au roi qui l'appella dans son conseil, le fit maître des requêtes, & depuis évêque de Marseille. Il devint archevêque de Turin sous François I. Il fut plusieurs fois ambassadeur à Rome, de la part de Louis XII. dont il a donné l'histoire au public. François I. voulut l'avoir auprès de lui, comme il avoit été auprès de Louis XII. mais il s'excusa & écrivit ce qu'il vivoit des affaires du royaume, pour la satisfaction du prince qui l'appelloit à sa cour. Parmi plusieurs ouvrages de sa composition, on compte les deux suivans :

La grande monarchie de France, dédiée à François I. imprimée à Paris, in-8°. en 1519, en 1540, en 1548 & en 1557. Cet ouvrage a été traduit en latin par S'eidan, sous ce titre : *De Republica Gallia & Regum officiis latine*

redditus à Joanne Sleidano, in-8°. à Strasbourg, en 1548 & 1562, & à Francfort en 1608. L'auteur n'a pas entendu en quoi consistoit la souveraineté, & a supposé le gouvernement de France mixte. Ce gouvernement a toujours été purement monarchique, sans aucun mélange d'aristocratie ni de démocratie, puisque les Etats généraux & les parlemens n'y ont jamais eu que l'autorité qu'il a plu au roi de leur confier, & qu'il la leur a ôtée lorsqu'il l'a jugé à propos. Pour former un gouvernement mixte, il faut que ceux qui ont l'autorité, l'exercent de leur chef, & que le droit dont ils jouissent leur appartienne, indépendamment de la volonté du prince. Malgré cette erreur considérable, on ne laisse pas de trouver des choses utiles dans l'ouvrage de notre Seyssel.

2°. Un traité qui a pour titre : *La loi salique des François, faisant mention de plusieurs droits appartenans aux rois de France*: Paris en 1540 & en 1557, in-8°. Seyssel prétend que Pharamond est l'auteur de la loi salique. Il est le premier écrivain, comme l'a remarqué Chantreaux-le-Fevre, qui ait parlé de la loi salique, entendue du droit de succéder à la couronne, comme d'une loi écrite. Les auteurs qui l'ont précédé, n'avoient allégué que l'ancienne coutume du royaume.

S H

SHERIFF, *Droit public d'Angleterre.* Le mot de *sheriff* dérive de deux mots Saxons *peip zepepa, the reeve*, baillif ou officier du comté, & en latin *vicecomes*, c'est à-dire, député du comte, à qui le soin & la garde des provinces étoient confiés, lors de la première division qui fut faite du royaume. Les comtes étant devenus par la suite, des offi-

ciers de la plus grande importance, & qui résidoient auprès du roi, il ne leur fut plus possible de se mêler des affaires des provinces, ils s'en déchargèrent sur les *shériffs*, & ne conservèrent que les honneurs attachés à leur place. De manière que ce sont présentement les *shériffs* qui sont chargés de toutes les affaires relatives au roi dans les comtés. Et quoique le *shériff* soit encore nommé *vicecomes*, il n'est pas moins totalement indépendant du comte, c'est-à-dire, du grand qui porte le nom de la province. Par ses lettres-patentes, le roi commet le *shériff* pour la garde de la province, *custos comitatûs*.

Anciennement le *shériff* étoit choisi par les habitans des différens comtés, ainsi qu'on le voit par le statut 28, chap. 8. d'Edouard I. Mais ce droit d'élection ne s'exerçoit point dans les comtés où la dignité de *shériff* étoit héréditaire, ainsi qu'elle l'étoit en Ecosse, jusqu'à ce que sous Georges II. on eut fait le statut 20, chap. 43. Elle est encore héréditaire dans le comté de Westmorland; & la ville de Londres jouit aussi de cette hérédité, puisqu'en vertu de sa charte elle nomme ses *shériffs*, qui le sont en même tems du comté de Middlesex. Le droit d'élire ses *shériffs*, & dont jouissoit le peuple, est une preuve que la démocratie fait partie de la constitution du gouvernement Anglois. Aussi le statut que nous avons cité plus haut, dit-il, chap. 13: que les communes doivent choisir elles-mêmes leurs *shériffs*, afin que ces officiers ne leur soient pas à charge. D'ailleurs le peuple, ayant part au gouvernement, il est juste qu'il choisisse lui-même ses magistrats.

Quoiqu'il en soit, il falloit que le choix fait par le peuple fût approuvé par le roi. Et cela est si vrai que nous

voyons dans les tems les plus reculés de la constitution d'Angleterre, que les juges des comtés dont l'office est aujourd'hui rempli par le *shériff*, étoient élus par le peuple, & leur élection confirmée par le roi. Le peuple, *incole territorii*, choisissoit douze électeurs dans chaque comté, lesquels nommoient trois personnes, dont le roi en choisissoit une pour être *shériff*, *ex quibus unam rex confirmabat*. Dans la suite ces élections, étant devenues trop tumultueuses, il fut établi par le statut 9, chap. 2. d'Edouard II. qu'à l'avenir ce seroient le grand chancelier, le grand trésorier & les grands juges, qui nommeroient les *shériffs*. Par les statuts 14, chap. 7. d'Edouard III. 23, chap. 8. de Henri VI. & 21, chap. 20. de Henri VIII. le chancelier, le trésorier, le président du conseil privé, les grands juges & les principaux barons, furent autorisés à faire cette élection le lendemain de la fête de tous les saints, dans la cour de l'échiquier: de façon que les lettres-patentes du roi, qui nommoient le *shériff*, étoient datées du 6 Novembre. Le statut de Cambridge, 12, chap. 2. du regne de Richard II. ordonne, que le chancelier, le trésorier, le garde du sceau privé, le premier maître d'hôtel du roi, le grand chambellan, le garde des rôles, les grands juges, & les barons de l'échiquier nommeront des juges de paix, les *shériffs* & autres juges du roi, après avoir fait serment d'être impartiaux dans leur choix, de ne donner leur voix à aucun de ceux qui auroient sollicité ou fait solliciter ces places, & de n'y nommer que des personnes capables de les exercer. Présentement, & depuis Fortescue, qui étoit chef de justice & grand chancelier sous Henri VI. l'usage est que tous les grands juges & les grands officiers de la cou-

ronne s'assemblent, le lendemain de la saint Martin, dans la grand' salle de l'échiquier, pour nommer trois sujets dont le roi en choisit un pour être *shériff*. Cette forme d'élection diffère de l'ancienne, en ce que celle-ci étoit faite par douze électeurs nommés par le peuple, & que ceux-là le font par droit de leurs places. Quoique nous ne trouvions aucuns vestiges de ce changement dans les loix imprimées, cependant il est probable qu'il n'a été fait qu'en vertu de quelques loix qui l'auront prescrit. Ce qui me le fait croire, c'est que cette nouvelle forme étant contraire à celle ordonnée par les anciens statuts, il a fallu de nouveaux statuts pour ôter aux anciens leur force; & que d'ailleurs si ces statuts n'eussent pas existé, Fortescue n'auroit pas parlé dans son livre, comme il l'a fait de cette forme nouvelle. Ce qui confirme encore mon opinion, c'est que le chevalier Edouard Coke rapporte un fait qui s'est passé sous Henri VI. qu'il dit avoir transcrit lui-même dans les registres du conseil privé. Le roi, dit-il, avoit nommé de sa propre autorité le *shériff* de l'Incolnshire, & ce *shériff* n'avoit osé prendre sur lui d'exercer l'office auquel le roi l'avoit nommé. Sur quoi on prit l'avis des grands juges, qui rédigèrent & donnerent un rescrit, conformément à l'avis de Fortescue, & de Sir John Prisot, portant : *que le roi s'étoit trompé, quand il avoit nommé, pour remplir l'office de shériff, une personne qui ne lui avoit pas été présentée, ni choisie conformément aux statuts. Que le refus du nommé par le roi, n'étoit pas une offense envers sa majesté, qui méritoit d'encontrir une amende, & que sans ce refus il auroit au contraire été dans un cas punissable. Qu'eux grands juges enfin, conseilloient au roi de faire*

nommer trois sujets, & d'en choisir un des trois pour remplir l'office de shériff, conformément à ce que prescrivoient les statuts; ou bien pour cette année seulement, de donner l'office de shériff à une personne qui fût rangée & économe; & que l'année suivante il eût à se conformer à l'usage prescrit par les statuts.

Cette décision unanime des grands juges d'Angleterre, & les statuts 34 & 35, chap. 26 & 61, du regne d'Henri VIII. qui reconnoissent que cette décision est tout-à-fait conforme à la loi, n'ont pas empêché quelques écrivains de soutenir que le roi, en vertu de sa prérogative royale, peut nommer *shériff* qui bon lui semble, quoi qu'il n'y en ait point eu de choisis par les juges. Ils appuient leur opinion sur ce que la première année du regne d'Elisabeth il ne se tint point d'assemblée à Westminster le jour de la saint Michel, pour la nomination des *shériffs*, lesquels furent nommés par la reine. Mais ce fut la peste qui regnoit alors à Londres, qui empêcha que l'assemblée pour l'élection des *shériffs* eût lieu à la saint Michel; de sorte que la reine avoit choisi parmi ceux qui se trouvoient sur la liste de l'année précédente. Au reste, cette élection arbitraire faite par Elisabeth, est le seul exemple qu'on ait à citer en faveur du roi. Il est vrai que dans les registres du greffe où il est fait mention de cette nomination d'Elisabeth, il est dit que la reine peut nommer les *shériffs* sans aucune élection préliminaire : *non obstante aliquo statuto in contrarium*. Mais cette doctrine du *non obstante*, qui mettroit la prérogative royale au-dessus de la loi, a été entièrement abolie par le bill des droits, & reconnue contraire à la loi, lors de l'abdication de Jacques II. & de l'installation de son gendre. Il faut avouer

cependant que l'usage a prévalu sur la loi depuis ce moment jusqu'à nos jours ; puisque les *sheriffs* ont été nommés par les prédécesseurs du roi régnant , & sans qu'on ait eu égard à l'ancien usage.

Les *sheriffs*, conformément aux anciens statuts , ne peuvent être conservés plus d'un an dans leur office. Cependant, le writ du roi , qui leur donne le pouvoir d'exercer les fonctions de leur office , dit qu'ils le posséderont tant qu'il plaira au roi : *durante beneplacito*. C'est pour cela qu'ils doivent l'exercer jusqu'à ce qu'on leur ait nommé des successeurs. Au cas contraire, ils pouvoient l'exercer jusqu'à leur mort ou jusqu'à celle du roi. Aussi étoit-il d'usage , quand ce dernier cas arrivoit , que le nouveau roi envoyât un nouveau writ au *sheriff* qui étoit en exercice , à la mort de son prédécesseur. Mais par le premier statut, chap. 8. du règne de la reine Anne , il fut arrêté qu'à l'avenir tous les officiers en exercice , continueroient leurs fonctions six mois après la mort du roi , si son successeur ne nommoit pas à leur office. Nous observerons encore, que toute personne qui a exercé l'office de *sheriff* pendant un an , ne peut être contrainte de le reprendre que trois ans après. Ce qui est conforme au statut premier, chap. 11, de Richard. II.

Si l'on considère l'étendue du pouvoir , & l'importance des fonctions du *sheriff*, on se persuadera aisément, qu'il est , on ne peut pas plus , essentiel que cet officier soit nommé suivant les formes prescrites par la loi , soit qu'on l'envisage comme juge & gardien de la paix pour le roi , soit comme l'officier délégué des cours de justice , soit enfin comme baillif du roi.

Comme juge, le *sheriff* prend connoissance & décide de tous les procès du

comté, dont la valeur n'est pas au-dessus de 40 liv. sterl. Son pouvoir juridique s'étend aussi sur plusieurs autres points. Dans les élections des chevaliers du comté , pour la chambre des communes , c'est lui qui prononce sur toutes les contestations qui peuvent s'élever , de même que sur celles des coroners, qui sont des officiers préposés pour examiner & constater , par des actes juridiques, les morts arrivées par accident ; ainsi que des *verderors* ou officiers des forêts, dans ces différentes élections ; c'est aussi lui qui décide de la validité des suffrages , du droit de les donner , enfin de l'admission de ceux qui sont élus.

Comme gardien ou conservateur de la paix , le *sheriff*, en vertu du pouvoir que lui donne la loi , & les fonctions dont il est chargé par la commission , est le premier du comté , & a le premier rang sur tous les gentilshommes qui s'y trouvent pendant qu'il est en exercice. Il peut faire arrêter & emprisonner, *ex officio*, quiconque est perturbateur du repos public. Le devoir de sa place est de faire rechercher , arrêter & emprisonner les traitres , les malfaiteurs , les meurtriers & toute espèce de félons. Il peut pour cet effet commander à tous les habitants du comté , à l'exception des pairs du royaume , de prendre , au besoin , les armes , & sur-tout dans le cas d'une invasion de la part des ennemis du roi. Tous ceux qui ont atteint l'âge de quinze ans sont alors obligés de lui obéir , sous peine d'amende , & même d'emprisonnement. Mais conformément à la grande charte , les *sheriffs* ainsi que les connétables , les coroners & autres officiers du roi , ne peuvent ni intenter , ni instruire aucun procès , ni prononcer aucun jugement criminel : car il seroit indécent que ces officiers , qui ne sont que les

exécuteurs des décrets de la justice, fussent en même-tems les organes de la loi; qu'ils pussent ordonner aucune levée d'argent, prononcer des amendes, & infliger aucune punition corporelle; qu'ils pussent condamner un coupable à la mort, & le jour suivant exécuter eux-mêmes la sentence.

Ainsi le *shériff* considéré dans sa capacité ministériale, n'est que le préposé des cours de justice du roi, pour mettre à exécution leurs jugemens. Dans les affaires civiles, il doit faire exécuter les ordres qui lui sont envoyés, soit pour arrêter les personnes, soit pour recevoir les cautions. C'est à lui à convoquer les jurés; &, lorsque le jugement est prononcé, à le faire exécuter. Dans les affaires criminelles, il fait arrêter & emprisonner les accusés, qu'il renvoie ensuite aux jurés, & fait exécuter les sentences, même celles de mort.

Comme baillif ou officier du roi, il doit veiller à la conservation des droits du souverain dans son bailliage, car c'est le nom qu'a le comté dans le writ que le roi donne aux *shériffs*. Cet usage vient des Normands, qui le portaient en Angleterre au tems de la conquête; & cela est conforme aux usages de France, dont le territoire est divisé en bailliages, comme celui d'Angleterre l'est en comtés. Le devoir du *shériff* comme baillif du roi, est de saisir pour lui toutes les terres dévolues à la couronne, pour cause de crime; de recevoir les amendes encourues au profit du roi; de saisir & garder pour le roi toutes les choses trouvées & non réclamées, telles que les débris des vaisseaux naufragés, à moins que le roi n'ait concédé ce droit à quelques-uns de ses sujets; de faire enfin la collecte des rentes domaniales, s'il en est requis par l'échiquier.

Pour l'aider dans ses fonctions, le *shériff* a sous lui plusieurs officiers: savoir, un sous-*shériff*, des baillifs, des géoliers; & ces différens officiers ne peuvent ni acheter ni vendre leurs offices, sous peine de 500 liv. sterl. d'amende.

Le sous-*shériff* peut faire toutes les fonctions de *shériff*, à l'exception de quelques-unes, dont le *shériff* seul doit s'acquitter. Les sous-*shériffs* ne peuvent rester en place, plus d'un an. Le statut 23. chap. 8, du regne d'Henri VI. condamne à 200 liv. sterl. d'amende tout sous-*shériff* qui exerceroit son office au-delà de ce terme. Le sous *shériff* & tous les autres officiers qui sont sous les *shériffs*, ne peuvent, tant que dure leur office, exercer celui de procureur; attendu que ce seroit donner à ces officiers différens moyens d'opprimer. Mais on élude la rigueur de la loi, en faisant exercer ces fonctions sous le nom d'autrui. Aussi M. Dalton, dit-il, chap. 115; que les sous-*shériffs* & les sous-baillifs, sont si rusés qu'ils abusent souvent de leurs places; & que plusieurs d'entr'eux trompent le roi, le *shériff* & tout le comté.

Les baillifs qui sont officiers du *shériff*, sont ou baillifs de centaine ou sous-baillifs. Les premiers sont chargés par le *shériff* de veiller sur les différens districts, d'y recevoir les amendes, de convoquer les jurés, & d'assister les juges tant aux assises qu'aux sessions, ainsi que de faire exécuter leurs ordres dans les centaines. Mais attendu que ces baillifs sont ordinairement aussi simples que peu instruits de la manière de signifier & mettre à exécution les writs qu'on leur envoie, & de faire les saisies nécessaires, il est présentement d'usage de leur donner des sous-baillifs pour adjoints dans ces différentes fonctions. Ces sous-baillifs sont des gens

du

du commun , mais adroits , & dont le baillif qui les nomme , est toujours responsable.

Le *shériff* répond des géoliers qui sont à ses ordres , tant eu égard à leur conduite envers les prisonniers , qu'à la sûreté des prisons. De manière que si quelque prisonnier coupable de crime venoit à s'échapper , ce seroit au *shériff* que le roi s'en prendroit ; & si c'étoit pour affaires civiles , il en seroit responsable envers les parties. C'est pourquoi le *shériff* doit avoir dans le comté des terres en propre , afin qu'il soit en état de répondre de ses actions , tant envers le roi qu'envers le peuple. Pour prévenir les abus que les géoliers ou les officiers du *shériff* pourroient faire de leur pouvoir envers les prisonniers , on a donné le statut 32. chap. 2. du regne de Georges II.

Les dépenses que faisoient les hauts *shériffs* pendant la durée de leur exécution , étoient si exorbitantes , que dans la crainte qu'ils ne vexassent le peuple , pour se mettre en état de les supporter , les statuts 13 & 14. du regne de Charles II. ont ordonné , qu'à l'avenir le *shériff* ne pourra plus tenir de table , que pour sa famille ; qu'il ne fera plus de présents aux juges du comté , ni de gratifications à leurs domestiques ; & qu'il ne pourra avoir plus de quarante domestiques portant sa livrée ; mais qu'à cause de la dignité de sa place , & pour sa défense , il ne pourra pas en avoir moins de vingt en Angleterre , & douze dans la principauté de Galles , sous peine de 200 livres sterl. d'amende , dans l'un ou l'autre cas (D.F.)

S I

SICHARD, *Jenn, Hist. Litt.* , un des plus célèbres jurisconsultes de son tems.

Tome XII.

Il naquit en 1499 , à Bischofsheim en Franconie. Il fit les études dans sa patrie , à Erfurt , à Ingolstadt , à Fribourg , &c. Ayant embrassé la reformation , il se retira à Bâle en Suisse , où il fut établi en 1525 , professeur en rhétorique & en droit. Il s'occupa beaucoup à corriger & à recueillir les anciens auteurs , & l'archiduc Ferdinand lui fit ouvrir à ce dessein toutes les bibliothèques de son pays. En 1530 il suivit Erasme & Glarcan à Fribourg , & y prit le degré de docteur en droit. En 1535 il fut pourvu de la chaire du *Code Justinien* à Tubingen , il refusa plusieurs vocations , même celle d'aideur de la chambre impériale à Speyer. Il mourut en 1552. On a de lui des éditions assez recherchées de Sextus Aurelius Victor , de Quintilien , & d'autres auteurs classiques , des *leges Ribcariorum* , *Basiliensium* & *Alamannorum* , 1530 ; du *Breviarium Aniani* , 8°. *Librorum codicis Theodosiani* ; des *Institutiones de Cajo* ; des *Recepte sententie* de Paulus , &c. Il composa lui-même *Commentarium in codicem* , 1528 , & ensuite , 1698 , in-fol. travail estimé encore de nos jours. *Antidotum contra diversas omnium seculorum hereses* , 1528 , in-fol.

SICILES, royaume des deux , Droit public , Etat considérable d'Italie , borné par les mers Adriatique & Méditerranée , & l'Etat du pape. La Sicile proprement dite , érigée en royaume par les Normands , donna aussi le nom de Sicile à Naples & à toute l'étendue , qui porte , de sa ville capitale , le nom de royaume de Naples ; expression dont nous ferons d'abord usage ici pour exposer les principes du droit public du royaume des deux Siciles.

Il n'y a rien de plus singulier dans l'histoire de Naples , que de voir un nouvel Etat formé par quarante gen-

H h h h

tilshommes de Normandie, qui revenoient de visiter la Terre-Sainte en pèlerins, l'an 1017. Basile, chef des Grecs, assiégeoit la ville de Bari; le célèbre Melon, Lombard de nation, qui vouloit délivrer ce pays de la tyrannie des Grecs, eut recours aux Normands, & avec leur secours il en vint à bout; les Normands délivrèrent aussi Guaimaire III. prince de Salerne, qui étoit assiégé par les Sarrafins; cette victoire fit qu'on les engagea à rester dans le pays, & ce furent eux qui dans la suite, aidés des autres Normands qu'ils attirèrent, chassèrent les Sarrafins & les Lombards, & y formèrent un royaume.

L'empereur Henri, qui étoit venu en Italie pour s'opposer aux progrès des Grecs, fut reconnu pour souverain, l'an 1022, à Naples, à Bénévent & à Salerne, & il donna aux Normands des établissemens dans l'Apouille. Ils aidèrent ensuite Pandolfe à se rétablir dans Capoue: celui-ci prit la ville de Naples, pour se venger du duc Sergius IV. qui lui avoit été contraire, il la ravagea & pillà jusqu'aux églises. Sergius, duc de Naples, revint avec le secours des Normands, reprit sa capitale, l'an 1030. Ce fut alors qu'il leur donna un territoire entre Naples & Capoue, où ils s'établirent, & commencèrent la ville d'Aversa, dont Rainulf fut le premier comte; il se forma par ce moyen un rempart contre la puissance & les entreprises des princes de Capoue.

Le succès des Normands dans leurs nouveaux établissemens étant parvenu jusqu'à leurs compatriotes, en attira d'autres en Italie; les fils de Tancrede de Hauteville, Guillaume Bras-de-fer, Drogon, & Onfroï, y arrivèrent, l'an 1038; ils se distinguèrent dans toutes les occasions; l'ingratitude des Grecs les

ayant engagés dans une guerre contre eux, Drogon se fit comte de l'Apouille; le pape & l'empereur s'unirent pour les expulser, mais le pape tomba entre les mains de Robert Guiscard, autre fils de Tancrede de Hauteville, qui venoit aussi de débarquer en Italie, l'an 1053.

Roger, fils de Robert Guiscard, lui succéda, & fut proclamé duc de l'Apouille, de la Calabre & de Salerne; Boémond & Tancrede, son fils & son neveu, partirent en 1096 pour la Croisade, & ce fut ce Tancrede, dont les aventures & les amours furent tant célébrés par les poètes, & sur-tout par le Tasse.

Dans le tems que le duc Roger étoit prêt à passer en *Sicile*, à l'occasion d'une conjuration faite par un Grec contre le comte de *Sicile*, le pape Urbain II. charmé de son zèle pour les intérêts de l'église, le nomma lui & ses successeurs légats apostoliques dans toute l'isle, l'an 1100; il en remplit très-bien les fonctions, il rétablit la religion en *Sicile*, il y fonda quantité d'hôpitaux, d'églises, d'évêchés, & ce fut l'origine de la fameuse monarchie de *Sicile*.

Roger, second fils du précédent, ayant été fait comte de *Sicile*, s'empara, dans l'absence de son frere aîné, de l'Apouille & de la Calabre; le duc de Naples lui fit serment de fidélité l'an 1129; & étant enfin devenu maître de ce qui forme aujourd'hui le royaume de Naples & de *Sicile*, il prit le titre de roi avec le consentement de l'anti-pape Anaclet; il soumit tous ceux qui voulurent s'y opposer, & il força le pape Innocent II. à lui confirmer le titre de roi de *Sicile*, l'an 1139.

Après la mort de Manfredi, usurpateur du royaume, le pape Urbain IV.

fit présent de la *Sicile* en 1265 à Charles, comte d'Anjou & de Provence, frere de S. Louis, & celui-ci s'engagea de payer à la cour de Rome un tribut annuel de 48000 sols d'or. Conradin, de la maison de Souabe, fils de Courad IV. héritier légitime de Naples & de *Sicile*, vint d'Allemagne pour conquérir ses royaumes avec une armée. Les Gibelins d'Italie le reçurent avec joie; mais ayant été défait par les troupes de Charles d'Anjou, il fut pris, de même que le jeune Frédéric, héritier du duché d'Autriche, & on les fit mourir à Naples par la main du bourreau, l'an 1268.

Ce fut alors que la maison de Souabe s'éteignit, & que Naples entra sous la domination d'une nouvelle race de rois. Charles I. établit sa résidence à Naples, cela occasionna une révolution en *Sicile*; les François y furent passés au fil de l'épée le jour de Pâques 1282, au moment où l'on sonnoit les vêpres à Palerme. Pierre d'Arragon qui avoit épousé une fille de Manfredi, se fit roi de *Sicile*, & ces royaumes furent séparés jusqu'au tems de Ferdinand le catholique, qui les réunit en 1504. Il y eut une réunion momentanée de ces deux royaumes dans la personne d'Alphonse I. en 1443. Jean de Procida qui fut le principal auteur des vêpres siciliennes, avoit été dépouillé par le roi Charles d'Anjou de son isle de Procida, pour avoir suivi le parti de Manfredi & de Conradin; d'autres ont ajouté que le roi avoit séduit sa femme.

Charles II. succéda à son pere, & transmit le royaume à son fils Robert en 1309. Ce prince avoit des connaissances; & ce fut sous son regne que les sciences & les lettres régnerent à Naples.

En 1343, Jeanne premiere, petite-fille de Robert, fut reine de Naples

après Robert. Le grand schisme ayant commencé en 1378, par la double élection que les cardinaux firent successivement d'Urbain VI. & de Clément VII. ce dernier fut reconnu par la France & par la reine Jeanne de Naples; Urbain l'excommunia, & la déclarant privée de ses Etats, il appella Charles de Duras, ou Charles de la Paix, en Italie, & lui donna le royaume de Naples. La reine Jeanne pour avoir un défenseur, adopta le duc d'Anjou, frere du roi de France Charles V. & second fils du roi Jean, mais elle ne put empêcher Charles de la Paix d'entrer à Naples le 16 Juillet 1381; la reine assiégée dans le château de l'Oeuf, fut obligée de se rendre à composition, & on la fit mourir le 22 Mai 1381, lorsque le duc d'Anjou venoit d'entrer en Italie pour la secourir.

Sixte IV. remit à Ferdinand, roi de Naples, en 1472, le tribut qu'il devoit à l'église romaine, à condition qu'il lui feroit hommage tous les ans d'une haquenée blanche; cela s'observe encore à Rome avec une très-grande cérémonie dans l'église du Vatican.

Charles VIII. s'étant trouvé en paix avec l'Espagne, l'Angleterre & les Pays-Bas, en 1493, songea à faire revivre les droits de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples, il étoit vif & ardent; ses favoris l'animerent à entreprendre cette conquête: il en vint à bout; il entra à Naples le 21 Février 1495, il fit même cette entrée avec les ornemens impériaux, & y fut salué du nom de César-Auguste, car le pape Alexandre VI. l'avoit déclaré empereur de Constantinople à son passage dans Rome; il est vrai que Charles VIII. l'avoit assiégé dans le château S. Ange, mais il répara tout en lui servant la messe, lui versant l'eau sur les

H h h h 2

main, & lui rendant son obéissance filiale en grande cérémonie.

Les Vénitiens, le pape, l'empereur, le roi d'Arragon s'étant ligués contre Charles VIII. il ne put conserver sa conquête, il auroit eu peine à regagner la France, sans la bataille de Fornoue qu'il gagna le 6 Juillet 1495.

Ferdinand II. revint alors dans son royaume de Naples par le secours du roi d'Espagne Ferdinand le catholique

Louis XII. roi de France, voulut aussi faire revivre ses droits sur le royaume de Naples, comme successeur des anciens rois de la maison d'Anjou, & en particulier de Charles VIII. qui avoit été roi de Naples en 1495; Ferdinand le catholique, roi d'Arragon & de Sicile, y prétendoit aussi, comme neveu d'Alphonse qui étoit mort sans enfans; il s'arrangea avec le roi de France, & ils conquièrent le royaume de Naples; le roi d'Arragon envoya en 1501 Gonzalve de Cordoue, surnommé le *grand capitaine*, sous prétexte de secourir Frédéric & Alphonse ses cousins, mais effectivement pour s'emparer de Naples; alors Ferdinand, roi d'Arragon, & Louis XII. roi de France, partagerent le royaume, mais Naples resta aux François. Ce partage occasionna des difficultés; Gonzalve gagna la bataille de Seminara en Calabre, où il fit prisonnier M. d'Aubigné, & celle de Cérignola, ou Cérignole, dans l'Apouille, où Louis d'Armagnac, duc de Nemours, viceroi de Naples, fut tué le 28 Avril 1503. Il en gagna encore une troisième près du Garillan, & il entra à Naples en 1503. Les François perdirent alors pour toujours le royaume de Naples, & cette ville fut soumise depuis ce tems-là à des princes étrangers, c'est-à-dire, qui ne résidoient point en Italie.

Charles-Quint, devenu roi d'Es-

pagne en 1516, continua d'être roi de Naples, de même que Philippe II. & ses successeurs, jusqu'à la fin du dernier siècle.

Dans le tems que les rois d'Espagne étoient possesseurs de Naples, ils y tenoient des vice-rois qui profitoient souvent de l'éloignement du souverain pour opprimer le peuple.

Les rois d'Espagne ayant continué de posséder ce royaume, Philippe V. petit-fils de Louis XIV. alla prendre possession de Naples en 1702, il la conserva pendant six ans; mais en 1707, le comte de Daun s'empara du royaume de Naples au nom de l'empereur Joseph, & la branche de la maison d'Autriche qui régnoit en Allemagne, continua de posséder ce royaume, lors même que la maison de Bourbon fut établie en Espagne; car par le traité signé à Bade le 7 Septembre 1714, on céda à l'empereur Charles VI. les royaumes de Naples & de Sardaigne, les Pays-Bas & les duchés de Milan & de Mantoue, comme partie de la succession de Charles II. roi d'Espagne.

Les divisions ayant continué entre l'Espagne & la maison d'Autriche, l'empereur Charles VI. fut obligé de céder la Sicile par le traité d'Utrecht à Victor-Amédée, duc de Savoie. Philippe V. roi d'Espagne, la reprit en 1718 sans beaucoup de peine; mais par le traité qui fut fait en 1720 il céda à Charles VI. tous ses droits sur cette île; l'empereur fut reconnu de tout le monde pour roi des deux Siciles, & le roi Victor fut obligé de se contenter de la Sardaigne au lieu de la Sicile qu'il avoit eue.

Mais lorsque la guerre eut été déclarée entre l'Empire & la France en 1733, à l'occasion de la couronne de Pologne, la France ayant pris le Milanais, don-

Carlos alors duc de Parme s'empara du royaume de Naples en 1734, & il lui fut assuré par le traité de 1736, en même tems que le duché de Lorraine à la France, Parme & Milan à l'empereur Charles VI. la Toscane au duc de Lorraine, & les villes de Tortone & de Navarre au roi de Sardaigne. Don Carlos obtint aussi la cession des places maritimes de la Toscane, de Porto Longone & de l'isle d'Elbe.

Naples commença pour lors à voir son souverain habiter dans ses murs, avantage dont elle étoit privée depuis deux siècles; elle eut lieu de se féliciter de cette nouvelle domination; Charles III. réforma les abus, fit des réglemens sages, établit le commerce avec les Turcs, décora sa capitale, & fit aimer son regne à ses sujets; il a protégé les lettres comme on en peut juger par les travaux faits à Herculanium, & par le soin qu'il a pris d'en conserver les monumens; il a cherché à exercer les artistes habiles; enfin Naples a été sous son regne plus heureuse & plus tranquille qu'elle ne l'avoit jamais été.

Ferdinand VI. roi d'Espagne & frere du roi de Naples étant mort en 1759, dont Carlos voulant lui succéder comme son frere, remit le royaume de Naples à son troisieme fils Ferdinand IV. actuellement régnant.

Le gouvernement de Naples est depuis long-tems monarchique, & pour ainsi dire, absolu; mais la mauvaise administration des souverains éloignés & des vice-rois mal choisis, a souvent porté le peuple & la noblesse à faire des espèces de retour vers leur ancienne liberté. Les parlemens de la nation ne s'assemblent plus, les vice-rois ont cessé peu - à - peu de les convoquer, parce que leur autorité en étoit diminuée, &

depuis 1642 il n'y en a point eu.

Pendant que Naples étoit sous une domination étrangere, on regardoit ce royaume comme pauvre & foible; mais le peu de ressources qu'on en tiroit, venoit du peu de soin, ou du peu de talent des ministres. Les vice-rois étoient hors d'état de faire le bien, ils avoient une existence trop courte; leur ministère se réduisoit à faire passer l'argent de la nation en pays étranger; ils n'étoient point en état de contribuer au soulagement de l'Etat, non plus que le lieutenant de la chambre, qui préposé à l'exaction & au recouvrement des sommes demandées par l'empereur, étoit en horreur à la noblesse de Naples. Les fonctions du vice-roi durèrent trois ans, quelquefois d'avantage, quand la faveur, ou la politique s'en mêloit; l'appareil dont il étoit environné, ressembloit à celui d'un roi; on lui élevoit un trône dans les cérémonies; son palais étoit gardé par des troupes, le cortège toujours formé d'une suite de plusieurs carrosses; un des premiers maréchaux de l'Empire alloit prendre l'ordre tous les jours, les dames mêmes lui baisoient la main; quand la partie de la vice-reine étoit finie, toutes les autres cessoient; enfin il jouissoit pour un tems de toute l'autorité & de toute la pompe du souverain.

Le roi de Naples a quatre secrétaires d'Etat, un pour les affaires générales & les affaires étrangères; le second pour la guerre & la marine; le troisieme a les affaires de justice & les affaires de finance & de commerce.

Les forces militaires du roi de Naples se réduisent à 22 mille hommes effectifs, qui en font 32 lorsqu'ils sont complets. La marine de Naples consiste en quelques vaisseaux de 60 canons, quelques frégates de 20 à 30

canons, des galères, des galiotes, des schebecks, &c.

Quoique le gouvernement de Naples soit tout-à-fait monarchique, on a laissé à la noblesse une espèce d'administration, & elle a des assemblées appellées *sièges* ou *seggio*, ils sont au nombre de six; *seggio di Capuano*, *seggio di Nido*, *seggio di Montagna*, *seggio di Porto*, *seggio di Porta nova*, *seggio del Popolo*. Chacun des six a un syndic ou député, qu'on appelle *eletto*, élu; c'est aux syndics à convoquer les assemblées, & à y proposer les ordres du roi: les syndics ont aussi le gouvernement économique de la ville de Naples, ils ont les ponts & chaussées, donnent les alignemens des rues, préviennent les incendies, &c. Ils sont, quant à cette partie, de véritables échevins, dont le syndic du peuple est le maire. Ils s'assemblent dans une salle qui est au-dessous du clocher de l'église des cordeliers de S. Laurent, qui leur tient lieu d'hôtel-de-ville, & ils y forment un corps municipal, ou un tribunal qui décide toutes les causes concernant l'économie de la ville, avec l'avis des docteurs en droit, qui sont attachés pour cet effet au tribunal.

Le roi, ou plutôt son ministre, envoie à cette assemblée le résultat des délibérations qu'on a prises dans le conseil d'Etat: il est conçu quelquefois en forme de lettres-patentes, & quelquefois en forme d'édit ou d'ordonnance: les syndics en les recevant baissent les lettres, & promettent de convoquer les assemblées de chaque siège pour un certain jour. Les nobles étant réunis dans leur siège, & les députés du peuple dans le leur, les syndics exposent la volonté du roi; on va aux opinions, & si le plus grand nombre est pour l'affirmative dans un *seggio*, les membres de

ce siège sont censés adhérer à la volonté du roi. Il en est de même des autres sièges; chacun d'eux communique le résultat des délibérations à son syndic: les six syndics s'assemblent ensuite dans la salle du couvent de S. Laurent, pour comparer & confronter leurs délibérations respectives, & s'il y en a quatre qui soient pour l'affirmative, la volonté du roi est enregistrée, & elle est revêtue pour lors de l'autorité législative; s'il y a trois sièges pour l'affirmative & trois pour la négative, on compte alors les voix comme si les six n'en faisoient qu'un, & l'on s'en tient à la pluralité des voix. Dans ce dernier cas si la pluralité des voix est pour la négative, ou bien s'il y a quatre sièges pour la négative & deux pour l'affirmative, les seigneurs & le peuple ne sont point censés adhérer à la volonté du roi, & l'on arrête des remontrances.

L'élu du peuple, *eletto del popolo*, est spécialement chargé de l'approvisionnement de la ville; c'est pour l'ordinaire un riche marchand qui par ses correspondances est en état d'y pourvoir; & s'il n'est pas délicat il peut gagner beaucoup dans cette place.

On compte 147 évêchés ou archevêchés dans le royaume de Naples, & plusieurs sont d'un revenu très-considérable; quant à leur nomination elle est partagée entre le pape & le roi; les uns sont *vescovi regii*, ou évêques de nomination royale, les autres sont *vescovi papalini*, ou évêques de nomination papale.

La *vicaria*, ou le palais de justice, renferme tous les tribunaux où se traitent les affaires contentieuses. Le premier degré de juridiction est celui de la *vicaria civile*. Cette cour de justice est composée de deux chambres, *due rose*, les appellations de ses jugemens

se portent au conseil, composé de cinq chambres. Le troisième degré est la chambre royale, *camera reale*, qui juge en dernier ressort; quelquefois au lieu de plaider à la chambre, on demande au roi des commissaires de son conseil, *aggiunti di votanti*, pour la révision du procès qui a été jugé dans le conseil ordinaire. Depuis l'année 1750 environ, l'on a ôté aux juges le produit des épices, *jus sententiae*, il appartient au roi qui donne des gages aux magistrats; le chef des tribunaux s'appelle le *président de la vicairie*.

Les affaires criminelles sont jugées en première instance à la vicairie criminelle par le magistrat appelé *regente della vicaria*, il nomme un commissaire pour faire le rapport du procès à la rote, composée de deux conseillers appelés *capi di rota*, & de six juges. Les appellations de ses jugemens se portent ordinairement au conseil, *sacro consiglio*; c'est à la *camera reale di Santa Chiara*, dans les matières où le roi a délégué la vicairie, & seulement lorsqu'il s'agit de la peine de mort, ou de la question.

La question ordinaire consiste à avoir la corde, comme dans toutes les villes d'Italie; la question extraordinaire, *tortura acre*, consiste à rester suspendu une heure par des ficelles qui prennent les bras du patient. Tout vol, suivant les loix, est puni de mort, même le vol simple au-delà de six ducats (25 liv. 14 sols de France). Les armes, telles que pistolets, couteaux, filets, sont défendues à peine de 15 ans de galères, & cela n'est que trop nécessaire dans un pays où il y a tant de saineans. On donne la corde avec une grande facilité, pour des délits très-légers, & souvent d'une manière un peu arbitraire; d'un autre côté la peine de mort s'inflige ra-

rement; soit que les crimes soient rares, soit qu'on échappe à la peine trop aisément, comme le disent bien des personnes; il est sûr qu'on voit rarement à Naples des exécutions à mort.

Dans les matières criminelles non-seulement on prend les conclusions du ministère public, c'est-à-dire, de l'*avvocato fiscale*, mais on écoute encore l'avocat des pauvres, qui est obligé de défendre le criminel, & qui prend le procès en communication.

Dans les provinces du royaume le président & les auditeurs de rote jugent en première & en seconde instance. L'appel de leurs jugemens en matière civile se porte au conseil, & en matière criminelle à la *camera reale*, comme dans les affaires jugées par la vicairie de Naples.

Les avocats de Naples cultivent beaucoup l'éloquence, & plaident avec chaleur. Il y en a qui se font cinquante mille livres de rente de leur cabinet: on peut juger par-là que les Napolitains sont processifs; aussi les gens de justice, *paglietti*, y sont multipliés à l'infini; on compte près de 50 mille ministres des loix, dont la transgression fait le bonheur. v. AVOCAT.

La Sicile a été connue sous différens noms qui lui ont été donnés, ou à raison de sa situation, ou à cause des peuples qui l'ont habitée. Les noms les plus usités sont ceux de *Trinacria*, *Triquestra*, *Sicania*, *Sicilia*. Ce dernier nom a été employé par divers auteurs, entr'autres par Plin, liv. III. ch. viij. qui préféroit la *Sicile* à toutes les isles: *ante omnes insulas est claritate Sicilia*. Elle est appelée *Sicania* par Thucydide; & par plusieurs auteurs *Trinacria* ou *Triquestra*, à cause de sa figure triangulaire, ou à cause de ses trois principaux promontoires. Le nom *Trinacria* est

cependant plus usité chez les poëtes que chez les historiens.

Les *Sicani*, peuples d'Espagne, en passant dans cette isle, lui donnerent le nom de *Sicania*; & les *Siculi*, peuples d'Italie, en se retirant dans cette même isle occasionnerent le nom de *Sicilia*. On compte aussi parmi ces anciens habitans, les *Leletrigons*, peuples d'Italie. Enfin il est certain que la *Sicile* a encore été peuplée en différens tems par diverses colonies grecques venues de Nakos, de Chalcidie, de Corinthe, & d'autres endroits. Les Carthaginois même occuperent la plus grande partie de l'isle. Ce mélange de peuples a été cause qu'Apulée appelle les Siciliens *Trilingues*, parce qu'il se parloit trois différentes langues chez eux; savoir, la grecque, la carthaginoise & la langue latine. Ptolémée, *liv. III. c. jo.* a fait une description de la *Sicile* telle qu'elle étoit de son tems, on peut la consulter.

Aucun prince n'a eu l'isle entière sous son obéissance avant la domination des Romains, qui furent appellés par les Mammertins contre Hiéron roi de Syracuse, & les Carthaginois ses alliés. Après plusieurs combats, les Romains demeurèrent maîtres de ce friand morceau, dont ils tirèrent dans la suite de grands avantages. Ils firent de la *Sicile* le grenier de l'Italie. Cette isle leur donna le moyen de former des armées navales, & de se rendre maîtres des mers Adriatique & Méditerranée.

Dans la décadence de l'empire romain, cette isle fut dévastée par Genseric, roi des Vandales, qui la soumit. Bélisaire, général de Justinien, la reconquit sur eux en 535; mais elle redevint la proie des Sarrazins d'Afrique dans le IX^e. siècle. Ils y établirent des gouverneurs, qui se nommoient *émirs*, & qui

se maintinrent à Palerme jusqu'à l'an 1074, qu'ils en furent chassés par les Normands, qui avoient pour chefs Robert Guiscard & Roger son fils. Ce dernier fonda en 1139 un nouveau royaume en *Sicile*, qui fut ensuite exposé à bien des révolutions, par l'avidité des princes qui y prétendoient en vertu de leurs alliances.

Roger, vainqueur des musulmans dans cette isle, & des chrétiens au royaume de Naples, baïsa les pieds du pape Urbain II. son prisonnier, & obtint de lui l'investiture de sa conquête, & fit modérer la redevance à six cents squifates, monnoie qui vaut environ une pistole. Le pape consentit encore qu'il n'y eût jamais dans l'isle de *Sicile*, ni légation, ni appellation au saint siege, que quand le roile voudroit ainsi. C'est depuis ce tems-là que les rois de *Sicile*, seuls rois vassaux des papes, sont eux-mêmes d'autres papes dans cette isle.

Constance, fille de Roger, porta le royaume de Naples & de *Sicile* dans la maison de Souabe, par son mariage avec l'empereur Henri VI. en 1136. Après la mort de Conrad leur petit-fils, Mainfroy son frere bâtard, fut reconnu pour son héritier; mais Charles de France, comte d'Anjou & de Provence, s'étant fait investir du royaume de Naples & de *Sicile* par le pape Clément IV. en 1265, tua Mainfroy l'année suivante, & fit couper la tête au fils de Conrad en 1269. Pierre III. roi d'Aragon, qui avoit épousé Constance fille de Mainfroy, fit égorger tous les François en 1282, le jour de Pâques au premier coup de son de vêpres, d'où ce massacre a été appelé depuis les *vêpres siciliennes*.

Cette affreuse catastrophe envenima les fameuses querelles des deux maisons d'Anjou

d'Anjou & d'Aragon, dont l'histoire est si remplie. La dernière eut l'avantage, se maintint en possession, & chassa les François qui n'ont pu depuis remettre le pied dans ces deux royaumes.

La Sicile est restée sous la domination des Espagnols jusqu'à la paix d'Utrecht en 1713, que les alliés la donnèrent au duc de Savoie qui y fut couronné la même année. Les Espagnols qui avoient été forcés à cette cession, revinrent en Sicile en 1719, & l'envahirent presque entièrement; ils en furent cependant chassés par les Anglois. Le traité de Londres disposa de la Sicile en faveur de l'empereur, qui céda en échange au duc de Savoie, le royaume de Sardaigne, & promit les successions de Toscane, de Parme & de Plaisance à l'infant Don Carlos. Enfin la guerre de 1733, suivie du traité de 1736, a mis ce dernier prince en possession des royaumes de Naples & de Sicile, sous le titre de *roi des deux Siciles*, savoir de la Sicile en deçà du Phare, & de la Sicile au-delà du même Phare.

La succession au royaume d'Espagne, ayant appelé Don Carlos à Madrid, il abandonna la couronne des deux Siciles à Ferdinand son troisième fils, qui gouverne aujourd'hui cette isle par un vice-roi, comme cela s'est pratiqué depuis la guerre de Messine, qui donna lieu à la destruction des loix & des privilèges de toutes les villes. De-là vient que les peuples nombreux qui y étoient autrefois, se sont fondus. Le plus grand commerce est un revenu d'environ cent mille écus que produisent les permissions accordées à chaque particulier de manger du laitage & des œufs en carême. Le clergé séculier & monastique jouit du droit de franchise pour l'entrée de toutes sortes de marchandises & de denrées de leurs biens;

Tome XII.

de-là chaque famille a quelque ecclésiastique pour fils & pour proche parent, & ne paye rien: mais ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'un ecclésiastique qui n'est attaché par le sang à aucune famille, vend son droit de franchise à ceux des séculiers qui n'ont point d'ecclésiastique pour parent. Toutes les églises & les chapelles du royaume, qui sont en très-grand nombre dans chaque ville, & même à la campagne, jouissent d'un droit d'asyle en faveur de tous les scélérats qui s'y retirent. Presque toutes les charges de robe & d'épée se vendent, & l'on peut croire si d'ordinaire l'argent est préféré au mérite.

SIDNEY, *Algemon, Hist. Litt.*, mort sur un échafaut, n'est pas moins célèbre par son zèle pour la liberté de son pays, bien ou mal entendue, que par ses malheurs. Il étoit fils de Robert Sidney, comte de Leycester; il fut ambassadeur de la république d'Angleterre auprès de Charles Gustave, roi de Suède, & il est l'auteur d'un ouvrage qui a pour titre: *Discours sur le gouvernement*, imprimé en anglois in-fol. à Londres, en 1698. Plein d'un esprit républicain & affirmé dans ses idées par la part qu'il eut aux troubles du règne de Charles I. cet Anglois veut que l'autorité royale soit tempérée par les loix. Il fait résider toute l'autorité souveraine dans le peuple; il donne la préférence sur tous les gouvernemens à la constitution de celui d'Angleterre. Il appelle Fidmer & ceux qui parlent comme lui, les plus scélérats de tous les hommes, des docteurs de mensonges & d'impertinences. Il parle du gouvernement de France, comme du despotisme de Turquie. Il est, pour le dire en un mot, plus emporté que Buchanan & presque aussi violent que Milton. Son

Iiii

livre doit être lu avec précaution, & ne doit être lu que par ceux qui aiment les dissertations sur les bornes de la puissance souveraine, car on n'y trouve que cela; mais on l'y trouve dans une grande étendue. L'auteur avoit de grands talens, mais son ouvrage est trop diffus; il n'avoit pas eu le tems d'y mettre plus de précision.

Cet ouvrage a été traduit en français par P. A. Samson, dont la traduction a été imprimée à la Haye, chez Vandel, en 3 vol. in-12. en 1712.

Il paroît par une lettre de *Sidney* imprimée à la tête de la traduction, qu'après le rétablissement de Charles II. les amis de cet écrivain voulurent l'engager de retourner dans sa patrie, sans pouvoir l'y déterminer. On le persuada dans la suite. Il obtint, en 1677, un pardon particulier du roi, & retourna en Angleterre où, toujours semblable à lui-même, il se joignit au parti opposé à la cour. Charles II. le fit accuser d'être entré dans une conspiration, vraie ou fausse, contre le roi, contre le duc d'York, (depuis Jacques II.) contre le gouvernement & contre la religion protestante. Ce fut pendant l'instruction de son procès qu'on trouva dans son cabinet, en manuscrit, l'ouvrage dont on vient de rendre compte. On lui en fit un grand crime. Condamné comme coupable de trahison, il fut décapité le 17 de Décembre 1683.

SIEGE, *saint*, *Droit canon*. On fait qu'on entend par *siege*, une dignité, une juridiction, une place, un canton dépendant de quelque prélat; en voici l'étymologie & la filiation. Du mot grec *ἴλλα*, on a fait le mot latin *fella*, par l'affinité du sifflement entre *H* & *S*; & du mot *fella* on a fait le mot français *siege*. Les héliés de Pindare, qu'*Homere* nomme *selles*, étoient le *siege*, le lieu

de l'oracle. Le fertile canton, qu'*Hélide* appelle *Hellope*, étoit toutes les terres de la dépendance de ce même *siege*; & le fleuve *Selleis*, qui en prit le nom, y couloit; cette explication semble répandre la lumière sur une infinité de passages obscurs. Enfin le christianisme, qui a consacré jusqu'aux termes de religion employés par les payens, & qui quelquefois même a été plus loin, appelle à son tour *sieges* les endroits où doivent résider les principaux de son ministère, les lieux de leur juridiction; & en conséquence la première de toutes ces juridictions, est nommée le *saint siege*. Le pape a pris un titre magnifique, pour désigner son district; cependant il a donné lui-même ce titre à l'archevêché de Mayence.

Le *saint siege*, le pape, l'église romaine, la cour de Rome, le *siege* apostolique, sont des expressions que les canonistes font presque toujours synonymes, quoique certains de ces termes paroissent demander une application particulière.

Par le terme de *saint siege* on se forme une idée de stabilité & de succession que n'emporte pas le simple mot de pape; d'où vient que tout ce qui émane du *saint siege*, n'est point révoqué par la mort du pape, comme le sont les simples grâces, qui ayant été accordées par le pape même, n'ont pas été exécutées de son vivant. Sur quoi les nouveaux papes ont cru nécessaire de s'expliquer par différentes règles de chancellerie.

Le *siege* épiscopal signifie ici le *siege* d'un évêque ou archevêque. Voyez ce qui en est dit relativement à son origine & son établissement, sous les mots **EVÊCHÉ**, **PROVINCE**, **ERECTION**.

L'on voit sous le mot **CHAPITRE** la part qu'avoient autrefois, & qu'ont au-

jourd'hui les chanoines de la cathédrale, au gouvernement du diocèse, quand le *siège épiscopal* est rempli. (D. M.)

SIGNALEMENT, f. m., *Jurisp.*, description de la personne faite par tous les caractères extérieurs, que l'on donne à un prévôt de maréchaussée, à un sergent, à un exempt, pour reconnoître l'homme & s'en saisir. Quoique ces sortes de descriptions soient très-imparfaites, cependant elles contiennent toujours quelque chose de spécifique; & ceux à qui on les confie ont une si grande habitude à les rapporter aux personnes déignées, que s'il leur arrive quelquefois de trouver de la ressemblance entre un *signalement* & une autre personne que celle du *signalement*, il ne leur arrive jamais de rencontrer celle-ci, & de s'y méprendre. Avec un *signalement* un peu détaillé, ils prennent de tems en tems celui qu'il ne faut pas prendre, mais ils ne manquent jamais celui à qui l'on en veut, s'il se présente à eux.

SIGNATURE, f. f., *Jurisp.*, est la souscription d'un acte, ou l'apposition du nom de quelqu'un au bas de cet acte, mise de sa propre main.

Anciennement du tems que l'usage des lettres étoit fort négligé, ou ne signoit point les actes; au lieu de *signature*, on mettoit son sceau ou cachet.

Il y a des actes sous *signature* authentique, d'autres sous *signature* privée ou sous seing privé, ce qui est la même chose.

La *signature* des parties, des témoins, & des officiers publics, dont les actes doivent être souscrits, est ce qui donne la perfection à l'acte jusques-là; & tant qu'il manque quelqu'une des *signatures* nécessaires, l'acte est imparfait.

Dans les jugemens rendus à l'audience, c'est la prononciation qui en fixe

la date; mais dans les procès par écrit, c'est la *signature* du juge ou du greffier. v. ACTE, JUGEMENT, NOTAIRE, SCEAU, SEING, TÉMOIN.

La *signature authentique*, qu'on appelle aussi *signature publique*, est celle qui est émanée d'un officier public, & qui fait foi en justice, sans qu'il soit besoin de la faire reconnoître. v. *signature privée*.

La *signature originale*, c'est celle qui est écrite de la main même de celui dont elle contient le nom, à la différence des *signatures* qui sont copiées d'une main étrangère, & seulement par forme de mention des vraies *signatures*.

La *signature privée*, est celle qui émane d'une personne privée, c'est-à-dire, qui n'a point de caractère public.

Ces sortes de *signatures* ne font point foi en justice, jusqu'à ce qu'elles y soient reconnues. Voyez ci-dessus *Signature authentique*.

Signature publique, voyez ci-devant *signature authentique*.

SIGNATURE, *Droit canon*; c'est une sorte de rescrit, expédié en papier, sans aucun sceau, contenant la supplication, la *signature* du pape ou de son délégué, & la concession de la grace.

La *signature* est ainsi appelée de sa partie la plus noble qui est le seing du pape. On en distingue de deux sortes: la *signature* de justice & la *signature* de grace.

La première a lieu dans les matières contentieuses; l'autre dans les bénéfices.

Chacune s'entend d'une espèce de bureau dans la chancellerie qui a son préfet, c'est-à-dire, un officier député pour présider à l'assemblée où se traitent les matières, soit de grace, soit de justice.

L'officier de l'assemblée, où sont pro-

posées les matieres de grace, s'appelle *préfet de la signature de grace* : c'est ordinairement un prélat, & quelquefois un cardinal député par commission.

Ce préfet signe toutes les graces qui sont *ad ordinariam*, c'est-à-dire, qui ne doivent pas être signées par le pape. Mais comme c'est toujours le pape qui fait la grace, & que cet officier n'est que l'interprete de ses volontés, ce dernier ne signe point qu'il ne mette *in presentia* D. N. P. P.

L'assemblée de la *signature* de grace est composée des mêmes prélats référendaires de ladite *signature*, qui ont également voix dans la *signature* de justice, & de plusieurs autres qui sont députés par sa sainteté; mais ils ne sont jamais moins de douze; il y a aussi l'auditeur de la chambre, un auditeur de rote, un protonotaire du nombre des participans, un clerc de chambre, un abrégiateur du grand parquet, & le régent de la chancellerie, lesquels s'y trouvent pour conserver & défendre leurs droits.

Quant à la *signature* de justice, le pape commet pareillement un cardinal ou quelqu'autre prélat de la cour de Rome, des mieux versés dans le droit civil & canon, pour présider aux assemblées où se trouvent les référendaires de ladite *signature*, pour rapporter les affaires dont ils ont été chargés par les parties. C'est-là que s'expédient les commissions, délégations, referits, & autres affaires portées aux tribunaux où s'exerce la justice & la juridiction contentieuse.

Pour ce qui est de la forme de la *signature* comme referit, on la divise ordinairement en trois parties, savoir, la supplique, le seing du pape & la concession.

La premiere partie de la *signature*, qui est la supplique, se trouve suffisamment

expliquée sous le mot SUPPLIQUE.

La seconde partie, qui est le seing du pape, doit être expliquée en cet endroit. Nous avons observé que le préfet de la *signature* de grace signe parmi les matieres bénéficiales celles qui sont *ad ordinariam*, c'est-à-dire, qui ne doivent pas être signées par le pape. Ces matieres sont toutes celles qui n'ont rien d'extraordinaire, soit par rapport aux dispenses qu'il faut obtenir, soit à cause de l'importance du bénéfice. Ainsi toutes les *signatures* qui portent dispense, ou qui sont pour dignités *in cathedrali vel collegiata*, prieurés conventuels, canonicats *in cathedrali*, sont signées par le pape; les autres sont signées par le préfet de la *signature*.

Quand c'est le pape qui signe, il son seing se fait en trois manieres : 1°. Par *fiat ut petitur*. 2°. Par *fiat*, & la premiere lettre de son nom ensuite. 3°. Par *fiat motu proprio*, sans ajouter *ut petitur*.

Le pape employe le *fiat ut petitur* pour toutes les premieres graces.

Il employe la seconde maniere de signer pour les graces réformées.

Enfin le *motu proprio* est mis en faveur des cardinaux & des personnes à qui sa sainteté veut témoigner de l'affection.

Quand c'est le vice-chancelier, ou un autre commis du pape qui signe, il met *concessum ut petitur in presentia*, D. N. P. P. & après, les lettres initiales de son nom.

Quand le pape n'est pas présent, le commis ne met pas quelquefois *in presentia*, & d'autres fois aussi il met *concessum in forma*, quand il veut marquer que la grace soit en la forme de droit; ce que le pape fait de même par *fiat in forma*.

Enfin, aux graces réformées, le commis met simplement *concessum* & les premieres lettres de son nom.

Dans les commissions non adressées

aux parties, le pape met places; & si l'affaire regarde la chambre, il met *videat Camera*; si elle touche la religion, il met *videat Træseſor.*

Les graces qui ſont ſignées par *ſiat*, ſont toujours préférées aux proviſions par *conceſſum*, quand même le pourvu en cette dernière forme ſeroit en poſſeſſion.

Perſonne autre que le pape, la chancellerie même, & les légats à latere, ne peuvent ſigner les graces qu'il leur eſt permis d'accorder par *ſiat*, mais ſeulement par *conceſſum*. On n'excepte que le pénitencier à qui il eſt permis de ſigner par *ſiat in forma*, *ſiat in ſpeciali*, *ſiat de expreſſo*, mais non par *ſiat motu proprio*, parce que ſon office ne ſe rapporte qu'aux abſolutions que les pécheurs doivent demander, ſuivant ces paroles de l'Evangile, *petite Eſ accipietis*.

Aujourd'hui on ſigne par double *ſiat* & par double *conceſſum*, pour obvier aux fauſſetés; l'un eſt à la place ordinaire, entre la demande & la conceſſion, & l'autre à la marge des clauses ou de la diſpoſition.

C'eſt une regle que la conceſſion du pape ſe rapporte toujours aux qualités exprimées dans la ſupplique, quand les clauses de la conceſſion n'en retranchent rien.

C'en eſt une autre que les *ſignatures* ſuivant le ſens littéral du mot doivent être par écrit, & qu'on n'en admettroit la preuve par témoins qu'en trois cas; 1°. S'il ne s'agissoit que de prouver la qualité & la nature de la grace accordée. 2°. Pour la décharge de la conſcience au ſor intérieur. 3°. Pour prouver la teneur de la *ſignature* égarée, dans lequel cas on a plutôt recours aux régiſtres de la chancellerie.

C'eſt encore une maxime de chancellerie, que la *ſignature* ſignée du prédéceſſeur n'eſt jamais changée par le ſuccéſſeur. On obtient dans ce cas des let-

tres de *perinde valere*, avec la clause *rationi congruit*, ſi on doute de la première impétration.

On ajoute foi à la *ſignature* ſans la bulle, quand elle eſt approuvée & vérifiée par le régiſtre & les *ſignatures*, où un abrégiateur a ſoin de les transcrire & d'en extraire *ſumptum*.

La troiſième partie de la *ſignature* ſe trouve expliquée ſous le mot CONCES-
SION. (D.M.)

SIGNE, f. m., *Juriſp.*, en tant que propre pour exprimer ou manifefter le conſentement dans les contrats. v. CON-
SEMENTEMENT, CONTRAT, CONVEN-
TION, &c.

SIGNIFICATION, f. f., *Juriſp.*, eſt un acte par lequel on notiſie quelque choſe à une autre perſonne.

Les *ſignifications* ſont faites les unes par les huiffiers & ſergens, d'autres ſe ſont de procureur à procureur.

On ſignifie à perſonne ou à domicile; à perſonne, quand on notiſie à la perſonne même ce que l'on a à lui dire; à domicile, lorsque l'huiffier ſe transporte au domicile de la perſonne, pour y notiſier ce dont il s'agit. v. AJOUR-
NEMENT, EXPLOIT, HUISSIER, PROCUREUR.

SILENCE, f. m., *Droit nat. Juriſp.*
v. PAROLE, MENSONGE, LOIX, PROPRIÉTÉ, &c.

SILÉSIE, *Droit public*, contrée d'Europe, à titre de duché, ſituée entre la Pologne, le Brandebourg, la Luſace, la Bohème, la Moravie & la Hongrie. Elle s'étend du nord-oueft au ſud-est beaucoup plus qu'elle ne le fait dans la direction contraire. Dans ce dernier ſens, qui eſt celui de ſa largeur, laquelle eſt aſſez inégale, elle a, tout au plus 16 à 17 milles d'Allemagne; au lieu que dans le premier qui fait ſa longueur, on peut lui en donner au moins

45. Mais enfin la mesure totale prise en quarre, est estimée d'environ 650 milles géographiques.

Les monts Sudetes séparent la *Silésie* de la Bohême & de la Moravie, & les monts Crapacs, par leur extrémité occidentale, la séparent de la Hongrie. Aux frontieres de la Pologne, du Brandebourg & de la Lusace, elle n'a que des plaines, dont les unes sont couvertes de bois par la nature, & les autres sont fertilisées par l'art.

Cette province faisoit jadis partie du pays des Lygiens & des Quades. Les Slaves s'étant emparés vers le milieu du VI^e siècle du pays des Quades, une partie de ce domaine fut réunie à la Pologne, & reçut le nom de *Silésie*, proprement *Zlezia*, *Czezien*; les Polonois exprimant dans la langue esclavonne par *Zlezi*, la signification du mot de *Quad*, qui dénote en vieux tudesque un *méchant*, & l'expression *zle* présente le même sens en esclavon; encore aujourd'hui les Polonois appellent les Silésiens *Zlesakus*. Ces conquérans introduisirent en *Silésie* la langue, les mœurs & les usages de la Pologne, ainsi que la doctrine chrétienne, qui y fut affermie par l'évêché fondé par Miecislus I. à Schmoger, & fixé depuis à Breslau. Lorsqu'en 1138, Boleslas III. régent de la Pologne divisa ses Etats entre ses fils, l'aîné nommé *Wladislas II.* eut avec les terres de Cracovie, de Siradie & de Poméranie, la *Silésie* avec la principale part au gouvernement; mais ayant cherché à dépouiller ses freres de leur possession, il fut chassé lui-même de la Pologne, & son frere Boleslas IV. s'empara de ses terres & de sa dignité. Celui-ci de concert avec ses freres, céda en 1163 aux fils de *Wratislas II.* qui étoient Boleslas, surnommé *Alus*, Miecislus & Conrad, la

Silésie, qui pour lors n'avoit pas les mêmes bornes, que la province qui porte ce nom de nos jours. Ces trois freres partagerent le pays, de maniere que la partie du milieu échut à l'aîné, la supérieure au second, & la basse au dernier. La *Silésie* moyenne comprenoit alors ce qui forme aujourd'hui les principautés de Neisse, Brieg, Cels, Muntterberg, Breslau, Schweidnitz, Jauer, Lignitz & Wohlau, ainsi que les terres de Militzsch, Trachenberg & Warthenberg. La haute *Silésie* contenoit ce que nous connoissons sous le nom des principautés de Teschen, Ratibor, Oppeln, avec les terres de Plesse & de Beuthen. La basse *Silésie* enfin renfermoit les districts de Glogau, Sagan, Crossen, Beuthen, Schwiebus, & toute la portion de la marche de Brandebourg jusqu'à la rive de la Warta, qui étoit alors comprise dans la *Silésie*. Conrad étant mort en 1178 sans postérité, Boleslas s'empara de toute la basse *Silésie*, & s'y maintint malgré les oppositions de son frere Miecislus. Dès-lors la dénomination de la *Silésie* moyenne n'eut plus lieu, & l'étendue de la basse, qui venoit d'être réunie à la moyenne, devint presque le double de la haute. Les descendants de Boleslas & de Miecislus, qui prenoient tous le titre de ducs de *Silésie*, fonderent successivement les différentes principautés comprises dans ce duché, & dont l'origine sera rapportée à l'article que nous donnons à chacune en particulier. Il me suffit d'observer ici, que chacun de ces ducs apanagés donna à sa principauté le nom de la ville principale, qui lui servoit de résidence. Jean, duc de Bohême, chercha à subjuguer la *Silésie* affoiblie par ces nombreux partages & par d'autres vices politiques. Son entreprisa eut tout le succès qu'il pouvoit

en attendre. Dès l'an 1327, tous les ducs de *Silésie*, à l'exception de deux, lui offrirent la directe de leurs terres, en se réservant néanmoins les principaux droits régaliens. L'empereur Charles IV. son fils & successeur, acquit par la princesse Anne, son épouse, le droit de succession pour les principautés de Schweidnitz & de Jauer, qui étoient demeurées indépendantes; après quoi il réunit en 1357 toute la *Silésie* à la couronne de Bohême. Casimir le Grand, roi de Pologne, & son successeur Louis, renoncèrent à toutes les prétentions sur cette province; le premier en 1335 & 1338, l'autre en 1356 & 1372. Sous la directe des rois de Bohême, la *Silésie* essuya de grandes variations. Les dogmes de Huïs, de Luther, de Schwenkfeld & de Calvin y trouverent des adhérens, & quelques-unes de ces différentes religions obtinrent un culte public, stipulé par des traités solennels. La cour souveraine des princes, (*oberrecht* ou *fürstengericht*,) *supremum tribunal principum atque ordinum*, que le roi Wladislas établit en 1498 pour les ducs & Etats de la *Silésie*, forma une liaison plus étroite entre les duchés particuliers; cependant le pouvoir de ces ducs diminua de jour en jour, à proportion que l'autorité des suzerains augmentoit. Insensiblement les ducs de la famille de Piaste s'éteignirent, & leurs Etats tombèrent en partie sous la puissance immédiate des rois de Bohême, les autres furent à la vérité conférés à d'autres ducs & princes, mais sous des conditions beaucoup plus onéreuses que celles sous lesquelles les princes Piastes avoient tenu leurs fiefs. Peu-à-peu toute l'administration de la *Silésie* fut mise sur le pied allemand, & nombre de familles de cette nation, tant nobles que roturiers furent attirées dans le pays, où

elles perfectionnerent l'économie rurale, établirent des manufactures, & firent fleurir le commerce. La *Silésie* eût été plus florissante encore sans les vexations exercées contre les protestans, & si le souverain eût voulu admettre à sa cour un plus grand nombre de sujets de cette province. Après la mort de l'empereur Charles VI. en 1740, la *Silésie* éprouva une grande révolution. Frédéric II. roi de Prusse forma des prétentions sur plusieurs terres de ce duché. 1°. Sur la principauté de Jægerndorf, achetée en 1524 par le margrave George de Brandebourg de la maison de Schellenberg, avec l'agrément de Louis, roi de Bohême & d'Hongrie. Le margrave l'avoit laissée à son fils George-Frédéric, qui la céda par un traité à Joachim-Frédéric, électeur de Brandebourg: celui-ci la donna à son second fils Jean-George, qui ayant été mis au ban de l'empire par Ferdinand II. perdit en 1623 la principauté de Jægerndorf, dont l'empereur inféoda la famille des princes de Lichtenstein, malgré les protestations de toute la maison électoral & des différentes branches des margraves de Brandebourg. En 1686, l'électeur Frédéric-Guillaume renonça à la vérité à ses prétentions, moyennant la cession à lui faite du cercle de Schwiebus, que l'électeur Frédéric son fils rendit à la maison d'Autriche en 1695, pour la somme de 250000 florins. Mais le roi Frédéric II. alléguant différentes raisons, pour prouver l'invalidité de ces cessions & des traités, sur lesquels on les avoit fondés. 2°. Sur les principautés de Brieg, de Lignitz & de Wohlau. Ses moyens étoient un pacte de succession fait en 1537 entre Frédéric, duc de Lignitz & de Brieg, & Joachim II. électeur de Brandebourg, disposition à la

quelle Frédéric étoit pleinement autorisé par les privilèges, accordés par les rois de Bohême à lui-même & à ses ancêtres dans les années 1329, 1505, 1511, 1522, 1524 & 1529, malgré la cassation de ce pacte en 1546 par l'empereur Ferdinand I. En conséquence le roi de Prusse soutint, qu'après la mort des ducs de Lignitz ces principautés avoient été usurpées sur la maison électoral de Brandebourg. Ces prétentions furent si bien appuyées par une armée, que ce prince conduisit en *Silésie*, que Marie-Thérèse, reine d'Hongrie & de Bohême, fille aînée & héritière de l'empereur Charles VI. pour elle & ses successeurs de l'un & l'autre sexe, céda au roi de Prusse & à ses héritiers & successeurs mâles & femelles à perpétuité & en toute souveraineté & indépendance de la couronne de Bohême, la basse & haute-*Silésie* avec le district de Katscher, autrefois annexé à la Moravie, ainsi que le comté de Glatz, en se réservant néanmoins quelques portions de la haute-*Silésie*, contenant environ 90 ou 100 lieues géographiques quarrées. Ce sont la principauté de Teschen, avec les seigneuries qui en dépendent, la partie des principautés de Troppan & de Jägerndorf, située au-delà de la rivière d'Oppa, celle de la principauté de Neisse, limitrophe de la Moravie, enfin un district enclavé dans la haute-*Silésie*, mais dépendant de la Moravie, & dans lequel se trouvent les seigneuries de Heimerdsdorf, les endrois de Hozenplov, Johannesthal & autres. Cette importante cession fut d'abord arrêtée à Breslau, en vertu des préliminaires de la paix de 1742, & peu après confirmée par le traité définitif de Berlin. Le roi de Prusse au contraire renonça pour lui & ses successeurs à toutes ses prétentions sur la reine,

se chargeant en outre d'acquitter les dettes contractées sur la *Silésie*, nommément les sommes fournies par des sujets du roi de la Grande-Bretagne & de la république d'Hollande, ainsi que par les Etats du Brabant. Dans la même année, les limites de la *Silésie* prussienne & autrichienne furent marquées & fixées par 178 poteaux munis de plaques, portant les armes de ces deux puissances. Cette paix ne dura pas longtemps; elle fut interrompue en 1744 par une nouvelle guerre, qui fut terminée à son tour par le traité de paix, de réconciliation & d'amitié, conclu à Dresde le 25 Décembre 1745. Ce traité renouvelle & confirme les préliminaires de Breslau, le traité définitif de Berlin, ainsi que le règlement des limites de 1742. Une troisième guerre éclata en 1756, au sujet de la *Silésie*. Elle fut beaucoup plus ruineuse pour cette province que les deux précédentes, & terminée enfin par la paix de Hubertsbourg du 15 Février 1763, sans porter aucun changement aux limites respectives ni à la constitution politique du pays.

Le roi de Prusse prend la qualité de *duc souverain de Silésie*, & dans les actes publics il place ce titre immédiatement après celui d'*électeur*. Par la paix de Berlin la reine d'Hongrie & de Bohême s'est également réservée pour elle & ses successeurs le titre de *duc souverain de Silésie*; mais cette princesse prend ordinairement la qualité de *duchesse de la haute & basse-Silésie*, & ce titre suit immédiatement celui de *duchesse de Bourgogne*. Les armes de la *Silésie* représentent un champ d'or avec une aigle noire couronnée & portant sur la poitrine un croissant d'argent, dont les pointes sont tantôt glandées, tantôt terminées en petites croix.

Ce duché ne fut jamais dans une liaison immédiate avec l'empire, puisqu'il n'en fut jamais sief; jamais il n'eut voix & séance aux diètes, & ne fut jamais soumis à la juridiction des tribunaux supérieurs de l'empire. Aussi les loix germaniques n'y sont en aucune vigueur, & quoique dans les anciennes matricules de l'empire des années 1432, 47, 71 & 81 on ait imposé à cette province conjointement avec la Bohême, la Moravie & la Lusace, une taxe matriculaire, cette pratique n'a plus eu lieu dans les tems postérieurs; cependant par sa réunion à la couronne de Bohême, elle a eu une relation indirecte avec l'empire Germanique, & lorsqu'en 1708, l'empereur Joseph reprit voix & séance dans la chambre des électeurs au sujet de la Bohême, il promit à cause de ce royaume, ainsi que de ses dépendances (dans lesquelles la *Silésie* est comprise,) de se charger d'une taxe électorale dans toutes les contributions ordinaires & extraordinaires de l'empire, & de fournir annuellement 300 florins pour l'entretien de la chambre impériale. L'empire de son côté promit de défendre & de protéger le royaume de Bohême avec toutes les terres à lui annexées, ce qui pouvoit aussi s'entendre de la *Silésie*, & cette liaison indirecte avec l'empire subsiste encore à l'égard de la portion de la *Silésie*, qui est demeurée unie à la Bohême. Le roi de Prusse au contraire ayant acquis la majeure partie de la *Silésie*, en pleine souveraineté & indépendance, la possède & la gouverne en conséquence comme un Etat indépendant & totalement séparé de l'empire Germanique. Cependant l'empire en garantissant au roi la possession de ce duché en 1751, s'est réservé expressément ses droits sur cette province.

Tome XII.

Aux différens tribunaux, qui subsistoient autrefois dans les principautés immédiates, tel que le grand bailliage de Breslau en tant qu'il connoissoit des affaires de justice, les capitaineries, & les tribunaux connus sous les noms de *landeshauptmannen*, *manngericht*, *zwölfergericht*, *zandrecht*, *ritterrecht*, *hofgericht*, & autres cours de justice, qui se tenoient au nom du souverain territorial, le roi a substitué pour la *Silésie* prussienne trois régences ou conseils souverains, savoir, à Breslau, Glogau & Oppeln, d'où cette dernière fut transférée à Brieg en 1756. La première a pour ressort les principautés immédiates de Breslau, de Schweidnitz, de Jauer & de Brieg; la seconde exerce sa juridiction sur Glogau, Wohlau & Lignitz. La troisième s'étend sur Oppeln & Ratibor. Ces mêmes régences ont été chargées par forme de subdélégation de veiller sur l'administration de la justice dans les principautés médiates, dans les baronies, & dans la ville de Breslau, & si les habitans de ces terres portent plaintes sur déni de justice ou lenteur, leurs juges sont tenus d'extrader les pièces aux premiers présidens des régences, qui prescrivent alors la forme & délai de la procédure. Les tribunaux des principautés médiates & des baronies assignées aux différentes régences royales, sont distribués de la manière suivante: La régence de Breslau exerce son inspection sur les principautés d'Oppeln & de Munsterberg, la baronie de Warthenberg & la ville de Breslau. Celle de Glogau a pour département les principautés de Sagan, de Trachenberg & de Carolath, ainsi que les baronies de Militzsch & de Gutschutz; enfin celle de Brieg veille sur la partie prussienne des principautés de Troppau, de Jägersdorf & de Neisse.

K k k k

ainsi que sur les baronies de Pleß & de Beuthen. Chacune de ces régences royales est composée d'un premier & second président, (celle de Brieg n'en a qu'un,) d'un directeur, de plusieurs conseillers, référendaires, secrétaires, régistrateurs, & officiers de chancellerie. Elles connoissent de toutes les matières civiles, criminelles, féodales & fiscales. Elles reçoivent les appellations des tribunaux, des seigneuries, des châtellenies royales, des magistrats municipaux, & autres justices subalternes. La dernière appellation est portée au grand tribunal royal de Berlin, lorsque l'objet passe la somme de 500 écus d'Allemagne. Ces régences servent aussi de première instance à tous ceux qui avoient autrefois leurs causes commises aux souverains tribunaux des principautés. Le *Code Frédéric* sert de règle principale, tant pour la forme, que pour le fond des procédures; les rescrits & ordonnances du roi, les fonctions pragmatiques des empereurs, contenues dans le *Recueil* de Brachvogel, lui servent de supplément, de même que les us & coutumes de chaque principauté, baronie & ville. L'ancien droit saxon en tant qu'il est applicable à notre siècle, de même que le droit romain & canon fournissent pareillement des subsides à la jurisprudence de la province. Cependant le droit saxon n'est guère connu dans les principautés de Troppau & de Jägerndorf, où l'on observe de préférence l'ordonnance de Moravie de 1627. Les grands consistoires de Breslau, de Glogau & de Brieg connoissent des affaires ecclésiastiques de la confession d'Augsbourg, ainsi que des matières relatives aux écoles, & à ceux qui en sont chargés. Les appellations vont au grand tribunal de Berlin. Les membres des consistoires sont les

mêmes présidens & conscillers, qui composent les régences royales, augmentés d'un conseiller clerc. La principauté d'Œls & la ville de Breslau ont des consistoires particuliers. Les affaires ecclésiastiques des catholiques se jugent par l'officialité de Breslau, d'où elles sont pareillement portées au tribunal de Berlin.

Les princes, les barons, Etats & la ville de Breslau ont leurs régences & autres justices particulières, tant pour le civil que pour le criminel, dont les appels ne vont pas aux régences royales, mais directement au tribunal de Berlin, lorsque la somme appellable se monte à 100 écus d'Allemagne. La cour souveraine des princes accordée en 1493 aux princes & Etats par le roi Wladislas, & confirmée en 1528 par l'empereur Ferdinand I. qui augmenta le corps de ses loix, a été autorisé à quelques modifications près par le roi Frédéric II. en 1742. Ce monarque lui donna un nouveau règlement, & en nomma le prince de Carolath président perpétuel. Cette espèce de diète consiste aujourd'hui en ce que les députés des princes & Etats s'assemblent deux fois par an à Breslau, pour examiner & décider les différends nés entre les princes ou barons états au sujet d'une principauté, d'une baronie, ou de quelque terre qui'en fait partie. Le président perpétuel, dont nous venons de parler, est à la tête de ces assemblées, qui se tiennent sous la direction de la régence royale à Breslau; mais la partie qui se croit lésée par les décisions de ce tribunal, peut en appeler au roi, quoiqu'avant la réunion de la *Silésie* à la couronne de Prusse, les arrêts de la cour des princes eussent été sans appel. Les actions tant réelles que personnelles des princes & Etats, qui concer-

nent des terres ou des droits d'une autre nature, ainsi que les différends qui peuvent survenir entre eux & leurs vassaux ou sujets, sont aujourd'hui portées par-devant les régences royales, & tous ces cas leur ont été confiés à titre de commission spéciale, *vi specialis delegationis*. Les seigneuries, les châtellenies & les autres Etats & magistrats, qui ont droit de haute & basse justice, l'exercent sans aucun trouble ni empêchement; mais en matière criminelle ils sont tenus de demander au roi la confirmation de leurs sentences, dès qu'elle a pour objet une peine capitale ou corporelle, & en matière civile les appels sont portés devant la régence royale, à laquelle ils ressortissent.

La régence pour la *Silésie* autrichienne a été établie à Troppau, mais je ne puis point en donner des notions plus particulières.

Lorsque toute la *Silésie* étoit incorporée à la couronne de Bohême, le souverain faisoit proposer aux princes & Etats assemblés en diète le paiement de certaines sommes d'argent; délibération faite sur ces objets, on communiquoit le résultat aux commissaires, ainsi qu'aux députés des principautés & des Etats. Il se tenoit ensuite des diètes dans les principautés, où on délibéroit sur la meilleure manière de lever la somme que chacune avoit à contribuer relativement à celle arrêtée par la diète générale. Telle principauté pouvoit ces fonds dans un impôt sur les bestiaux, telle autre en pouvoit un sur la boisson, une troisième s'appliquoit le droit de mouture, sur-tout lorsqu'on étoit dans le cas de faire des impositions nouvelles, ce qui n'apportoit aucune interruption au paiement des taxes assises sur les biens-fonds & maisons. Quelquefois on alloit jettant les Etats à une

capitation, dont les ducs & princes mêmes n'étoient pas exemptés. Toutes les taxes & contributions perçues par les receveurs des princes & Etats dans leurs terres respectives se versent dans les coffres de la chambre générale des finances établie à Breslau, qui dépendoit des princes & Etats. Celle-ci délieroit ces deniers à la chambre des comptes du souverain ou à des commissaires de guerre, & s'en faisoit quittance dans les formes; mais les dons gratuits accordés aux souverains étoient envoyés directement dans la résidence, & déposés dans le trésor de la cour. Dans les diètes les princes & Etats se stipuloient aussi bien souvent une certaine somme de subventions, où ils la levoient sur ce qui restoit en caisse, & pour l'appliquer aux besoins publics. Depuis l'année 1729 jusqu'en 1740, c'est-à-dire, dans l'espace de douze ans, ils ont accordé à l'empereur 28,606,256 florins, ce qui faisoit dans les années les moins considérables une somme de 2,020,000 florins, & dans les plus fortes 2,769,369 florins. Les accises établies pour la campagne ainsi que pour les villes étoient la source principale, dans laquelle on pouvoit ces contributions. Ces droits rapportèrent dans les douze années ci-dessus la somme de 16,406,348 florins, de sorte que pour acquitter la totalité de la subvention accordée, il ne resta plus à lever que 12,199,908 florins, ce qui faisoit année portant l'autre 10,166,659 florins, quoique les cadastres formaient toujours une somme beaucoup plus considérable. Mais ce système de finances, ainsi que la chambre générale & les diètes ont été abolies en 1741 par le roi de Prusse, qui leur a substitué deux chambres des guerres & domaines pour l'administration des deniers de la province, provenant des taxes & accises,

aussi bien que des autres droits & revenus domaniaux. Ces deux chambres ont leur siege à Breslau & à Glogau. L'accise a été réglée sur le pied introduit dans les anciennes possessions du roi de Prusse, & restreinte aux villes fermées, au lieu que les villes ouvertes, les bourgs, châteaux & villages payent des impositions permanentes & fixées invariablement pour les tems de paix & de guerre. On a insinué à chaque principauté & baronie, ainsi qu'aux cercles qui les composent, le montant de ce qu'elles doivent payer par année & par mois, en fait de taxes ou d'impositions. Les deux chambres des guerres & domaines ont chacune leurs présidens, directeurs & conseillers avec d'autres officiers subalternes; elles dirigent toute la partie des contributions, en les faisant percevoir par les chefs des recettes, qui leur en rendent compte. Elles maintiennent dans les bureaux particuliers des principautés & baronies l'ordre & l'uniformité pour la régie & la revision des comptes. Elles veillent de même sur la fidélité des répartitions & sur l'exactitude des payemens, que les receveurs sont tenus de faire tous les mois aux caisses provinciales, afin que celles-ci se déchargent dans les caisses générales de Breslau & de Glogau, ou que ces dernières puissent en disposer suivant l'exigence des cas.

La chambre des guerres & domaines de Breslau a sous sa dépendance les principautés de Breslau, Brieg, Schweidnitz, Neisse, Oels, Munsterberg, Oppeln, Ratibor, Jägerndorf, & de Tropau; en-deçà de l'Oppa, les baronies de Wartemberg, Golschütz, Beuthen, Pleffe, & les seigneuries de Neuschloß, Freyhan, Sulau, la moitié d'Oderberg & de Loslau. Celle de Glogau a pour ressort les principautés de Glogau, Sa-

gan, Woh'au, Lignitz, Jauer, Trautenberg, Carolath, & la baronie de Militsch. A la place des anciens directeurs des finances (*landesaltrejen*) le roi a nommé des intendants ou sénéchaux (*landrathe*), qui sont à la tête des cercles & des différentes recettes. Il leur a subordonné un certain nombre de receveurs & d'autres officiers inférieurs avec des appointemens fixes & annuels. Le sénéchal ou *landrath* est toujours un gentilhomme possessionné dans le cercle, qui fait son département. La noblesse militaire de chaque cercle tire aussi de son corps un commissaire & deux députés, qu'elle fait autoriser par la chambre des guerres & domaines. Ces officiers sont commis pour assister les sénéchaux dans l'administration des finances de leur cercle, dans l'audition des comptes, dans le passage des troupes, dans les affaires économiques de la province, & dans le travail des liquidations relatives à ces différens objets. Le plat pays de la basse-Silésie paye annuellement, suivant le pied fixe & invariable, la somme de 1,181044 écus d'Allemagne. La contribution de la haute ne m'est pas bien connue; mais on estime généralement que la Silésie prussienne avec le comté de Glatz rapportent en tout passé quatre millions d'écus par année. On y comprend alors les revenus des domaines de l'accise, de la subvention, de la gabelle, du papier timbré, dont le contrôle a été diminué, & en général ceux de tous les droits régaliens. Suivant une supputation que j'ai eu sous les yeux, ce pays doit rendre au prince au-delà de neuf millions d'écus d'Allemagne. La partie autrichienne de la Silésie a été obligée de fournir en 1743 une somme de 186000 écus d'empire.

Nous avons vu qu'au milieu du XII^e

siècle, cette province a été divisée en haute & basse - *Silésie*, & cette division subsiste encore. Elle étoit composée, outre le duché de Crossen, incorporé depuis long-tems dans la marche de Brandebourg, de seize principautés & de six grandes baronies. Onze principautés & quatre baronies appartenoient à la basse - *Silésie*, cinq principautés & deux baronies étoient comprises dans la haute. Mais le roi de Prusse a érigé en principautés deux ci-devant baronies, & une ci-devant seigneurie en baronie. La basse *Silésie* se trouve comprendre aujourd'hui : 1°. treize principautés, savoir, Breslau, Brieg, Glogau, Jauer, Lignitz, Munsterberg, Neisse, Oels, Sagan, Schweidnitz, Wohlau, Trachenberg & Carolath; 2°. les baronies de Wartenberg, Militsch & Gorschütz; 3°. plusieurs seigneuries de second rang. La haute-*Silésie* renferme 1°. six principautés, savoir, Teschen, Troppau, Jägerndorf, Oppeln, Ratibor & Bilitz; 2°. les deux baronies de Pleisse & de Beuthen; 3°. enfin quelques seigneuries du second rang. Ce duché ayant aujourd'hui deux souverains, il faut nécessairement adopter sa division générale en *Silésie* prussienne; & en *Silésie* autrichienne annexée à la Bohême. Nous avons vu ci-dessus ce qui fait partie de cette dernière. Quoique le roi de Prusse ait soumis sa portion à trois grandes régences, je ne fais si pour cela on pourroit la diviser en haute, basse & moyenne *Silésie*; du moins l'opinion de Caspar Abel, qui croit cette division conforme à la première constitution du pays, est dépourvue de tout fondement; car outre que la division en haute, moyenne & basse *Silésie*, acceptée au XII^e siècle pendant un court espace de tems, s'étendoit sur la province entière, elle étoit très-diffé-

rente de la division prussienne, suivant le ressort des trois régences royales, comme on peut s'en convaincre par ce que nous dirons dans la suite. Je pense donc, qu'il est plus à propos de diviser la *Silésie* prussienne en ce qui appartient à ce prince dans la haute & dans la basse *Silésie*. Ces deux parties principales se soudivisent selon les principautés immédiates, appartenantes aux ducs souverains, & suivant les principautés médiates, les baronies & les seigneuries. La soudivision politique & particulière de la *Silésie* consiste en cercles ou districts, dont chacun est ordinairement gouverné par un sénéchal, quoique deux cercles & plus se trouvent quelquefois réunis sous le même chef. Ces sénéchaux sont choisis dans la noblesse, & que chacun a pour adjoints quelques gentilshommes à titre de commissaires perpétuels. Outre ceux-ci on a établi encore dans chaque cercle un receveur du département, pour percevoir les deniers publics dans les campagnes. Les villes, qui possèdent des terres seigneuriales, ou plutôt qui en ont possédé, (attendu qu'un trésorier royal en administre aujourd'hui les revenus,) sont considérés comme États des cercles, dans lesquels elles sont situées. Les possesseurs des biens nobles prennent la même qualité, dont ceux sont exclus qui n'ont que des fiefs roturiers ou des fermes. Les officiers des cercles dépendent partie de la chambre des guerres & domaines de Breslau, partie de celle de Glogau. Dans la *Silésie* autrichienne les préposés des cercles ont conservé le titre d'anciens (*Landesältesten*), qu'ils portèrent dans les siècles passés. (D. G.)

SILHON, *Jean de*, *Hist. Litt.*, né à Sos en Gascogne, mourut au commencement de 1667, conseiller d'Etat or-

dinaire, & l'un des quarante de l'académie françoise, après avoir servi dans les affaires publiques pendant long-tems, sous les cardinaux de Richelieu & de Mazarin, avoir employé sa plume en faveur de ces ministres, & avoir acquis la réputation d'auteur solide & judicieux.

Il a fait, 1°. le *Conseiller d'Etat ou Recueil général de la politique moderne*, 2 vol. in-4°, imprimés à Paris, le premier en 1631, & le second en 1643. Une seconde édition de cet ouvrage fut faite en 1665, toujours à Paris, mais en un volume in-12 seulement, sous ce titre: „Le Conseiller d'Etat ou Recueil de la politique moderne, servant au maniement des affaires publiques, divisé en trois parties. En la première il est traité de l'établissement d'un Etat; en la seconde, des moyens de le conserver; en la troisième, des moyens de l'accroître”. Ce livre qui est de 507 pages, contient d'assez bonnes choses, & donne assez de vues & de lumières; mais le style en est oratoire, & par-là même peu assorti au sujet. Tout y est superficiel. Les observations qu'on y trouve sont communes, & y sont rarement sans quelque mélange d'erreur. Le titre même du livre est défectueux. Ces mots: *Recueil de la politique*, ne présentent pas une idée juste, & la *Politique moderne* n'est pas d'ailleurs différente dans ses principes, de l'ancienne. L'auteur confond le droit avec la politique presque par-tout. Il dit que l'ambassadeur peut être jugé dans les lieux où il réside, s'il fait des pratiques ou menées contre l'Etat ou la personne du prince près lequel il est, & même s'il fait quelque tort à un des sujets du prince chez lequel il est. Il refuse aussi le droit d'asyle aux maisons des ministres publics. Ce sont des erreurs.

2°. Le *Ministre d'Etat avec le véritable usage de la politique moderne*. Je ne fais de quel tems est la première édition. J'ai sous les yeux la seconde qui a été faite à Paris, chez Toussaint Du-bray, 1634, in-4°. Cet ouvrage est consacré à la gloire de Louis XIII. & surtout à celle du cardinal de Richelieu son premier ministre, dont on trouve l'éloge à chaque page. Un lecteur qui cherche à s'instruire est rebuté de ne trouver, à tout instant, qu'un panegyrique. Louer le gouvernement de France & blâmer celui d'Autriche, a été presque le seul objet que l'auteur se soit proposé, & l'on mettroit en vingt pages tout ce que renferme d'utile ce volume, qui en contient 499, sans l'avertissement & les tables.

Dans l'avertissement qui est à la tête de ce livre, l'auteur promet une seconde partie de son *Ministre d'Etat*. Je ne la connois point, mais il y a apparence qu'elle a été publiée, & qu'en la mettant au jour, l'auteur en avoit promis une troisième; puisqu'il est pour tenir lieu de la troisième qu'il a fait paroître l'ouvrage suivant.

3°. De la certitude des connoissances humaines, où sont particulièrement expliqués les principes & les fondemens de la morale & de la politique. Paris 1651, in-4°, de l'imprimerie royale. Ce livre dédié à Louis XIV. est à peine connu. Le titre qui n'est pas propre à le faire rechercher, a pu contribuer à son obscurité. L'ouvrage est divisé en cinq livres. Le premier est une dissertation contre le pyrrhonisme, & une réfutation des endroits où Michel de Montaigne en a favorisé le système; matière qui est traitée très-superficiellement. Le second contient quelques considérations sur des principes de morale. Le troisième traite de l'obéissance que les

sujets doivent à leur souverain. Le quatrième roule sur des questions qui ont rapport au même sujet, & sur la puissance indirecte que quelques auteurs attribuent au pape sur le temporel des rois. Le cinquième est de raisonner par l'assemblage de plusieurs moyens. A ce détail, le lecteur doit s'apercevoir que l'écrit dont je lui rends compte, est un ouvrage à la mosaïque, fait à pièces rapportées. Dans ce qui a rapport au gouvernement, rien n'est exact, & tout y respire l'écrivain vénal, si l'on en excepte quelques principes que tout le monde fait, & quelques raisonnemens dont personne ne contestera la solidité.

» Les troisième & quatrième livres, dit cet auteur dans l'avertissement qui est à la tête de l'ouvrage, sont tous des matières politiques, & me serviront de décharge & d'acquit pour la troisième partie du *Ministre d'Etat* que j'ai promise il y a long-tems. Aussi est-il vrai qu'ôté le traité de l'honneur & celui de la puissance des papes, j'avois préparé le reste de ce qui est contenu en ces deux livres, pour en former avec quelques autres pièces cette troisième partie ».

4°. *Eclaircissement sur quelques difficultés touchant l'administration du cardinal Mazarin.* Rouen 1651. On fait encore avec quelle précaution doivent être lus les ouvrages de commande.

SIMLER, *Josias*, *Hist. Litt.*, professeur en théologie à Zurich, né à Cappel, village voisin de cette ville, le 6 de Novembre 1530, & mort à Zurich même le 2 de Juillet 1576, fut un homme célèbre dans son pays. Il s'est fait connoître par plusieurs ouvrages, & a composé celui qui a pour titre : *Josias Simleri, Tigurini de Helvetiorum Republica, pagis federatis, Nipendiviis, oppidis, praefecturis, federibus tum co-*

mesicis eorumque origine ac legibus, tum externis, pagorumque singulorum privati Republica ratione, libri duo, &c. Tiguri, 1574, 1577, 1608, in-8°. *Parisiis ex officina Jacobi Dupuis, 1577, in-8°. Lugd. Bat. Elzevir, 1627, in-24.* Il y a deux éditions d'Elzevir de cette année, dont l'une de 535 pages, & l'autre de 508. Elles n'ont rien de plus l'une que l'autre; cependant celle de 508 pages est la meilleure, tant par rapport au papier que par rapport à la correction.

Un écrivain François a fait l'histoire de ce livre. Il nous apprend que Gilles Schud de Glaris a écrit en allemand l'histoire des Suisses, après avoir composé dans la même langue celle des Grisons; que Munster, son ami, la traduisit en latin, & la donna au public, sans sa participation; que Schud, écrivain exact, fut au désespoir qu'on eût publié sous son nom cet écrit auquel il n'avoit pas mis la dernière main; qu'il s'appliqua à le retoucher: qu'étant mort le dernier de Février 1572, notre *Josias Simler*, homme d'un très-grand mérite, fut chargé de continuer un ouvrage si long-tems attendu; que *Simler* traduisit en latin tout ce que Schud avoit composé, continua ce morceau d'histoire dans la même langue, mais ne vécut pas assez pour le donner complet.

Cet ouvrage de *Simler* a été traduit en allemand, & imprimé en cette langue à Zurich en 1576, in-4°. & en 1610, in-8°. Il a été aussi traduit en François par un anonyme sous le titre : *La république des Suisses, comprise en deux livres, contenant le gouvernement de la Suisse, l'Etat public des treize cantons & de leurs confédérés en général & en particulier, leurs bailliages & juridictions, l'origine & les conditions de tous*

tes leurs alliances, leurs batailles, victoires, conquêtes & autres gestes mémorables, depuis l'empereur Raoul de Habsbourg jusqu'à Charles-Quint, in 4°. Paris, chez Jacques Dupuis, 1578.

Rien de meilleur n'avait paru sur le gouvernement de Suisse, lorsque cet ouvrage de *Simler* vit le jour; mais le public en a présentement un qui vaut beaucoup mieux. C'est un ouvrage anonyme placé à la suite de ceux de *Stunian* & de *Rachat*.

SIMMERN, Droit public, principauté d'Allemagne, dans le cercle du haut-Rhin, située dans le Nahegau ou Nohegau, doit, dit-on, son origine à la disposition que *Rupert III.* comte Palatin, duc de Bavière, élu roi des Romains, fit quelque temps avant sa mort, arrivée en 1410. Il nomma sept arbitres, auxquels il enjoignit, en leur recommandant l'impartialité la plus scrupuleuse, de partager ses Etats entre ses quatre fils. Ceux-ci y ayant consenti, il se forma la même année de cette succession quatre principautés indépendantes l'une de l'autre, hors le droit de succession réciproque. Etienne, le troisième de ses frères, eut pour sa part les villes de *Simmern*, *Laubach*, *Hohenstein*, *Argenthal*, ensemble les possessions palatines du *Hundsrück*; les forêts de *Wilsparg* & *Stromberg*, le village de *Laubenheim*, &c. de même que les villes d'*Anweiler*, de *Deux-Ponts*, de *Hornbach* & de *Bergzabern*, c'est-à-dire, tout ce qui forme aujourd'hui la principauté de *Simmern* & le comté de *Deux-Ponts*; à quoi ce prince ajouta le comté de *Veldenz* & la moitié de celui de *Sponheim* par son mariage avec *Anne*, fille unique & héritière de *Frédéric*, leur dernier comte. Mais il convint en 1444 avec son beau-père, qu'en laissant à *Louis*, le cadet de ses fils, les comtés

de *Veldenz* & de *Deux-Ponts*, il donneroient pour héritage à *Frédéric*, son aîné, le duché de *Simmern*, & cette partie du comté de *Sponheim*, qu'il tenoit de sa femme; ce qui s'exécuta d'abord après sa mort. Mais *Frédéric III.* arrière-petit-fils de ce *Frédéric*, duc de *Simmern*, étant devenu électeur Palatin en 1559, céda cette principauté à son frère *George*, puis à *Richard*, son cadet, dont le décès la fit retourner à l'électeur *Frédéric IV.* qui la légua à son puîné *Louis-Philippe*, d'où elle passa à son fils *Louis-Henri*, après la mort duquel elle retomba de nouveau à la maison électoral. Celle-ci s'étant éteinte en 1685, & avec elle toute la branche de *Simmern*, *Léopold-Louis*, comte-Palatin de *Veldenz*, prétendit en hériter, mais envain : cette principauté fut réunie à l'électorat, dont elle n'a plus été séparée.

L'Etat de *Simmern* n'a point de taxe particulière dans les matricules de l'empire : mais il donne à l'électeur voix & séance au college des princes dans les diètes, & la qualité de co-directeur du cercle du haut Rhin. (D. G.)

SIMONIE, (f. f., *Droit canon*. On définit la *simonie*, une volonté réfléchie d'acheter ou de vendre les choses spirituelles, ou qui tiennent au spirituel. *Simonia est studiosa voluntas sive cupiditas emendi vel vendendi aliquid spirituale, vel spirituali annexum*. *Laiscelot, Instit. can. lib. III. tit. 3. in princ.*

Chacun sait que la *simonie* tire son nom de *Simon* le magicien, qui proposa aux apôtres de lui vendre les dons du S. Esprit pour de l'argent. *Act. apost. cap. viij.* Le prophète *Balaam*, & *Giezi*, serviteur d'*Elizée*, avoient déjà donné deux célèbres exemples de la *simonie* dans l'ancienne loi; mais, suivant la remarque des docteurs, ils n'avoient

pas

pas fait des sacrements & des dons du S. Esprit la matiere de leur cupidité, comme Simon; d'où vient que le crime de la *simonie* a tiré plutôt sa dénomination de ce dernier que des autres. C'est aussi sur le fondement de ce passage remarquable du nouveau Testament, que l'on n'a pas ajouté à la définition de la *simonie* ces mots de la Glose, *in c. qui studet l. q. 1. suivie* par plusieurs canonistes, *cum opere subsecuto*, parce que Simon le magicien ne fut pas maudit par S. Pierre comme simoniaque, pour avoir acheté ou voulu acheter le S. Esprit, que S. Pierre faisoit bien ne pouvoir être vendu, mais à cause de la volonté déterminée que Simon avoit de l'acheter, & de son ambition ou avarice. De-là aussi la *simonie* qu'on appelle *mentale*, & qui ne pourroit avoir lieu, si l'on admettoit la définition de la susdite glose: *Simonia est voluntas emendi vel vendendi res sacras cum effectu*. Binsfeldius, *in tract. de simonia*, *in rubric.*

On distingue deux sortes de *simonie*, l'une défendue de droit divin, l'autre par le droit ecclésiastique.

La première a lieu quand on donne une chose temporelle pour en acquérir une qui de sa nature est spirituelle, comme les sacrements, ou qui est jointe à une chose spirituelle, comme les bénéfices & les vases sacrés.

La *simonie* de droit ecclésiastique est, suivant les canonistes, celle qui n'est défendue que par des canons, & qui n'est point proprement une *simonie*: *Sunt autem ea simoniae de jure tantum positivo, quae committuntur in emptione & venditione temporalium Ecclesiasticorum. Item ea quae sunt in commutationibus beneficiorum aliis licitis, sine tamen auctoritate pontificis, aut episcopi, alteriusque praelati ad quem de jure, aut*

Tome XII.

consuetudine spectat auctoritatem consensumque praebere. Item renunciatio beneficii alius licita, cum nihil temporale intercedat, prohibita tamen ab ecclesia, ut ego renuncio beneficium in favorem Joannis, ut Joannes quod possidet, resignet alteri, &c. Binsfeldius, *loc. cit. cap. Sutorius l. q. 3. ad notandum, de simonia.*

Une autre division plus généralement reçue de la *simonie*, est celle qu'on en fait en mentale, conventionnelle & réelle.

La *simonie* mentale est celle qui est conçue par l'imagination avec l'adhésion de la volonté, sans aucun pacte ni tacite, ni exprès. On en distingue de deux sortes, celle qui est purement mentale, c'est-à-dire, qui se commet par le desir, sans aucun acte extérieur: telle est la *simonie* d'un ecclésiastique qui veut acheter un bénéfice sans s'en expliquer. L'autre *simonie* mentale est celle où la volonté est suivie d'un acte qui ne se fait cependant point connaître, comme lorsqu'un collateur préfère sur deux concurrens celui de qui il attend plus d'avantages.

La *simonie* conventionnelle est celle où il est entré quelque pacte exprès ou tacite, sous quelque forme que ce soit. On en distingue encore de deux sortes, celle qui se soumet par la seule convention des parties, sans qu'il soit donné, ni reçu aucune chose de part & d'autre; & celle où il est donné ou reçu mutuellement quelque chose entre les parties: cette dernière espèce de *simonie* est proprement la *simonie* réelle. Car celle-ci est caractérisée par l'exécution de la précédente, c'est-à-dire, par l'exécution de la convention, ou par le payement effectif en tout ou en partie de la chose promise, soit que le don précède ou suive l'acte simoniaque.

LIII

Il s'est formé dans ces derniers tems une sorte de *simonie* qui participe à la nature de celles que nous venons de définir, quoiqu'elle paroisse singulière dans son espece. C'est la confidence dont il est parlé sous le mot CONFIDENCE.

Les auteurs remarquent que depuis que l'église a commencé à augmenter en revenus, la *simonie* est introduite par-tout; d'abord pour l'ordination, ensuite pour les bénéfices : ce qui a obligé dans tous les tems les pères & les conciles de s'élever contre cette lepre si universellement répandue. Van-Elpen, *part. II. tit. 30. cap. ij.*

Le canon *Salvator* du pape Urbain, II. *conf. 1. q. 3.* nous apprend comment on se rend coupable du crime de la *simonie*, par ces paroles : *Quisquis igitur res ecclesiasticas, (que dona Dei sunt, quoniam à Deo fidelibus & à fidelibus Deo donantur, que ab eodem gratis accipiuntur & ideo gratis dari debent,) propter sua lucra vendit vel emit, cum eodem Simone donum Dei possideri, pecunia existimat. Ideo qui easdem res non ad hoc, ad quod institute sunt, sed ad propria lucra munere lingue, vel indebiti obsequii, vel pecunia largitur, vel adipiscitur, simoniacus est: cum principalis intentio Simonis fuerit sola pecunie avaritia, id est, idololatria, ut ait apostolus Paulus.*

Le pape S. Grégoire avoit aussi déjà établi, in c. 114. *conf. 1. q. 1* que l'on commettoit le crime de *simonie* par *munus à manu*, *ab obsequio* & à *lingua*. *Munus quippe ab obsequio est subiectio indebitè impensa. Munus à manu, pecunia est. Munus à lingua favor.* Le canon *totum 1. q. 3.* dit précisément sur la même matière, que sous le mot d'*argent* on comprend toutes les choses qui entrent dans le domaine des hommes : *Totum quicquid homines possident in ser-*

va, omnia quorum Domini sunt pecunia vocatur; servus sit, vas, arbor, ager, pecus, quicquid hominum est pecunia dicitur. Ideo autem pecunia vocata est, quia antiqui totum quod habebant in pecoribus habebant.

A ces trois manieres de commettre la *simonie*, les docteurs en ajoutent quelques autres qu'ils expriment par ces deux vers :

Munus, lingua, timor, caro, cum fama populari,

Non faciunt gratis spirituale dari.

Mais pour ne point trop étendre les occasions ou les cas de *simonie*, on doit se borner à la regle de S. Grégoire, assez sévère pour faire craindre qu'il n'y ait dans l'église plus de *simoniacque* qu'on ne croit.

Le *munus à manu* se fait expressément ou tacitement, en remettant une dette, ou en recevant de l'argent, ou autre chose; l'aumône même, qui est une œuvre pieuse, mais qui renferme une chose temporelle, ne peut faire la matière d'une stipulation pour parvenir à un bénéfice. C. *non est 1. q. 1. c. ex multis 1. q. 3.* Les prébendes qui sont si modiques qu'ils ne peuvent pas être censés capables de porter l'évêque à conférer les ordres, ou le collateur à conférer le bénéfice, ne sont point condamnés comme *simoniaques*; *secus*, s'ils ont pu déterminer la volonté du collateur. C. *si questiones de sim. c. iudicii 1. q. 1.*

Le chapitre *Jacobus*, de *simon* condamne les droits d'entrée dans les églises comme *simoniaques*. Et le chap. *viii. & ix. de simon* décident qu'il y a *simonie* d'exiger de l'argent pour l'entrée en religion, pour la concession des prieurés & chapelles, pour l'institution des prêtres; pour la concession de sépulture, pour le chrême, pour l'huile sainte,

pour la bénédiction de ceux qui se marient, ou pour les autres sacrements, & cela nonobstant toute coutume contraire : *Quia diuturnitas temporis non diminuit peccata, sed auget.* Suivant le concile de Trente, *sess. XXIV. cap. xviij. de ref.* les examinateurs préposés par l'évêque, ne peuvent rien recevoir pour l'examen, à peine de *simonie* contr'eux, & contre celui qui est examiné, qui leur donne.

Quand un ecclésiastique a un droit acquis & certain à un bénéfice, & non simplement un droit à acquérir, ou incertain, *jus adrem aut incertum*, peut sans aucune *simonie*, payer une somme qu'on exige de lui pour se rédimier d'une vexation injuste qu'on lui fait, en l'empêchant d'en prendre possession, & d'en faire les fonctions; parce qu'alors il ne s'agit plus de chose temporelle donnée pour une chose spirituelle, puisqu'on en avoit le droit entierement acquis. *Glof. in cap. Mathæus de simon. Injlit. du droit can. liv. IV. tit. 3.* où l'on trouve une décision de Benoît XIV. conforme à ce principe.

Munus ob obsequio. On commet *simonie* lorsqu'on rend un service temporel pour avoir une chose spirituelle, comme un bénéfice; ou que le collateur confère un bénéfice en récompense d'un tel service, même d'un service spirituel, dont le collateur étoit tenu, & non d'un service spirituel rendu directement à l'église & pour l'église. *Can. cum essent, de simon. Can. ecclesiasticis. 12. q. 2.* Le pape Célestin I. écrivant aux évêques de la Pouille & de la Calabre, dit *in c. quid proderit, dist. 61.* qu'il est permis aux ecclésiastiques de servir Dieu dans les églises, avec espérance de parvenir aux dignités qui y sont établies. Le pape Gélase, *in c. consuluit. 9. dist. 74.* veut qu'on engage les clercs à bien

s'acquitter de leurs fonctions spirituelles, par l'espérance de quelque utilité temporelle; enfin, S. Gregoire le grand dit, *in dist. cap. ecclesiasticis. 12. q. 2.* que ceux qui travaillent utilement pour l'église, méritent d'en être récompensés. Ainsi, quoiqu'un chanoine qui ne va au chœur uniquement que pour la rétribution, soit coupable de la *simonie* mentale; s'il rectifie ses intentions, & que prenant pour fin principale de remplir ses devoirs, il ait aussi en vue par ses assiduités de parvenir à un meilleur bénéfice, il n'est alors coupable d'aucune *simonie*, sur le fondement des canons cités.

La fin principale d'une action en détermine donc le caractère en cette matière. Si elle est d'obtenir un bénéfice, l'action est simoniacque; si elle est au contraire de remplir les devoirs de la religion ou de la société civile, quoique l'on ait en conséquence quelque dessein sur un bénéfice, l'action est licite. *Glof. cap. cum essent, de simon.*

A l'égard de ceux qui n'entrent dans l'état ecclésiastique, & ne prennent les ordres que pour obtenir des bénéfices d'un parent ou d'un ami, ou pour vivre plus à leur aise, ils commettent au moins une *simonie* mentale. Cette espèce de *simonie*, dit un auteur, est bien commune. Recueil de jurisprudence canonique. *verb. simonie.* Fagnan, *in c. cum ad nostram, de elect.*

Munus à lingua. On tombe dans la *simonie* quand on confère un bénéfice, non eu égard au mérite du sujet, mais à la prière d'un tiers. *C. nonnulli. 1. q. 1.*

Les auteurs font plusieurs distinctions touchant les prières en matière de bénéfices, par rapport à la conscience. Nous ne devons pas entrer dans ce détail, non plus que dans cette foule de cas particuliers que proposent & déci-

dent les casuistes touchant la *simonie* ; il nous suffit de remarquer, après ce que nous avons dit, que toute convention, quelle qu'elle soit, pour parvenir à un bénéfice, est réputée *simonie* par les canons. *C. quam pio 2. caus. 1. q. 2. cap. constitutus, cap. super, c. prateren, c. portiones, de pac. c. quasim, de ver. permut. c. tua nos, de simon. c. de hoc 11. de simon. cap. cum essent eod.*

La glos. de ce dernier chapitre dit, que toute promesse intéressée en matière de bénéfices, ou sur laquelle on fonde ses services & ses démarches, est *simoniacque* & réprouvée.

Les canonistes établissent que le crime de *simonie* se prouve de la même manière que les autres crimes, c'est-à-dire, par tous les différens moyens qu'expriment les deux vers suivans :

Aspectus, sculptum, testis, notoria, scriptum

Jurans, confessus, presumptio, fama probabunt.

La présomption & les conjectures sont admises contre cette espèce de crime, parce que ceux qui le commettent, prennent toutes les précautions possibles pour en dérober la connoissance. *C. sicut de simonia. Panorm. in c. fin. de testibus. Jul. Clarus, lib. 5. Sent. 5. Simonia. Gomez, in Regul. Cancell. de trienn. possess. qua. 18. Menoch. de Arbitr. Judic. lib. 2. cas. 116. n. 11.* Mais comme il y auroit du danger à se décider sur de simples présomptions dans une matière si grave, on exige que les présomptions soient fortes & convaincantes. *Gloss. fin. in c. insinuation de simonia, Et ibi D. D.*

Par les mêmes raisons, les canonistes prétendent que l'on doit admettre dans les informations de ce crime toutes fortes de témoins, comme s'agissant d'un crime caché : *Testes alias inhabiles*

admittuntur etiam ad probandum crimen simoniae. Ils ne paroissent excepter que l'ennemi capital, le parjure, & ceux contre qui on a plusieurs objets à proposer. Le témoignage même du complice est admis, pourvu qu'il n'ait pas participé au présent ou à la matière du crime. *Gloss. in cap. veniens, de testib.*

C'est néanmoins une règle établie par le ch. *per tuas, de simonia*, de ne jamais admettre la preuve d'une *simonie* réelle, que contre les personnes que l'on peut vraisemblablement soupçonner de ce crime.

La *simonie* a été condamnée dans l'église dès qu'elle y a paru ; elle n'a pu dans la suite s'y introduire, sans que les conciles & les canons n'aient toujours tonné contre elle, sous quelque forme qu'elle se soit montrée. Mais ce vice, enfant de la cupidité, se reproduisant comme l'hydre à cent têtes, ne finira vraisemblablement qu'avec les biens de ce monde, & l'on aura toujours de quoi exercer la rigueur des loix, tant qu'il y aura dans les bénéfices autre chose que des devoirs à remplir.

Autrefois les ordres faisoient l'objet de la *simonie*, parce qu'ils procuroient les biens & les honneurs que l'on a attachés dans la suite aux bénéfices ; & de-là la nullité des ordinations, ou du moins la déposition des clercs ordonnés par *simonie*, dans les anciens canons du décret, *caus. 1. q. 1. 3. & la nullité des collations ou provisions des bénéfices, prononcée dans les textes du nouveau droit, tit. de simon. extrav. comm. cum detestabile de simon.*

Lorsque les bénéfices furent détachés des ordres, on ne paya plus pour se faire ordonner, mais seulement pour devenir bénéficiers.

Les peines que l'on voit donc écrites contre ceux qui se font ordonner, ou

ceux qui conferent les ordres , ne reçoivent plus guere leur application dans le tems où nous vivons , parce que la *simonie* , sans rien perdre de ses droits , encore moins de l'horreur qu'elle mérite , n'a fait que changer d'objet dans l'emploi de ses moyens. C'est aux bénéfices qu'elle en veut ; or , à cet égard , l'extravagante citée de Paul II. déclare le bénéfice conféré par *simonie* , vacant & impétrable ; & celui qui s'est rendu coupable d'une *simonie* réelle , *in ordine aut in beneficiis* , atteint d'excommunication réservée au pape : à quoi sont conformes les conciles de Constance & de Bâle , & la constitution de Pie V. *incip. ut simoniaca.*

Cette excommunication a lieu même contre tous ceux qui participent au crime de *simonie* occulte ou manifeste , de quelque état ou condition qu'ils soient ; les clercs sont suspens & interdits *ipso jure* , quand ils ont été ordonnés par *simonie* , *dis. extravag.* ce qui n'exempte pas quelquefois le coupable de l'infamie , & d'autres peines plus graves , quand la cause étant portée en jugement , le juge trouve que les peines spirituelles du droit canon ne sont pas suffisantes pour la punition du coupable. *C. sime §. q. 1. c. inquisitionis , de accus. Binsfeld. loc. cit. in rubric. Boerius , decis. 117. Menoch. de arbitr. lib. 2. cas. 401.*

On a imposé des peines si sévères contre les *simoniaques* , parce que la *simonie* est considérée dans l'église comme le plus grand crime. On en jugera par ces termes : *Omnia enim crimina ad comparationem simoniace heresis , quasi pro nibilo reputantur. C. patet. 1. q. 7.*

Simonia peius est quæ sua magnitudine alios morbos vincit , c. sicut , de simon.

Sicut enim peius inficit hominem , ita simonia inficit , quia ipsum inhabilitat ad officii executionem , c. omnis de simon.

Glof. pragm. in proxm. §. caterum, verb. pejus fieri.

Il paroît clairement par divers textes du droit canon , *c. 26. de simonia , c. 37. ex infirmatione eod. J. G.* que la *simonie* commise par un autre que le pourvu , & à son insu , opere la vacance du bénéfice , parce que ce vice s'attache toujours à la provision de quelque part qu'il vienne ; & d'ailleurs personne ne doit profiter d'un pacte criminel : *Beneficia non pactis , sed iustis titulis quaerantur.* On n'excepte que le cas où la *simonie* auroit été commise en fraude du pourvu , & dans le dessein de lui nuire. *Cap. 37. de simon.*

Le chap. 33. *eod.* marque une autre exception dans le cas d'un abbé élu canoniquement , dont quelques moines , non-seulement à son insu , mais contre sa volonté expresse , avoient donné de l'argent à l'évêque , pour obtenir sa confirmation.

La glose des regles du droit applique à la *simonie* la dix-huitieme de ces regles : *Non firmatur translu temporis , quod ab initio non subsistit.* Enforte que les provisions obtenues par *simonie* , étant nulles *ab initio* , le laps du tems ne peut couvrir cette nullité , même dans le cas dont il vient d'être parlé , lorsqu'un tiers auroit commis la *simonie* à l'insu , & sans la participation du pourvu.

Certains canonistes ont cru sur le fondement du chap. *cum super de confess.* & de l'extravagante *cum detestabile* , de Paul II. que le *simoniaque* perdoit non-seulement le bénéfice dont il a été pourvu par *simonie* , mais tous les autres qu'il posséde au tems de la *simonie*. Cette décision n'est point cependant clairement établie dans les textes cités ; d'où l'on doit conclure par la regle *odia restringenda* , que si le coupable de *simonie* est devenu par ce crime incapable d'obtenir de nouveaux bénéfices , comme étant

tombe dans l'irrégularité, il n'est point privé de ceux qu'il possédoit auparavant.

On prétend que l'extravagante *cum detestabile*, n'a lieu pour *simonie* en infraction de religion, ni contre les religieux qui ont acheté les suffrages pour être élus supérieurs; cette opinion est néanmoins combattue d'une manière qui paroît la plus conforme à la saine doctrine. Voyez au surplus sur tous ces points le *titre* cité des *Instit. du Droit canonique*, au *liv. IV.* en son *Comment.*

On n'encourt point les peines de l'extravagante *cum detestabile*, par la *simonie* mentale, ni même par la *simonie* conventionnelle au for extérieur, quand elle est occulte, *solum Deum habet iustorem, c. 13. de sim.*

Celui qui a reçu quelque chose par *simonie*, doit en faire la restitution, non à celui qui l'a donnée, mais à l'église, ou aux pauvres, ou bien elle doit être employée en œuvres pies. S. Thom. 2. q. 32. art. 7. in corp. Tournet, *Lett. S. ch. 38.*

Parmi les peines qu'on a attachées à la *simonie*, sont des censures qui rendent irréguliers les ecclésiastiques qui s'en sont rendus coupables: d'où vient que l'évêque peut dispenser de toutes les censures produites par la *simonie* occulte, ainsi que le grand-pénitencier de Rome; & que pour la *simonie* volontaire & notoire, il faut le pouvoir en cour de Rome à la datrice.

De ce que l'évêque ne peut dispenser ou absoudre que de la *simonie* occulte, il s'ensuit que la dispense ou son absolution ne produit aucun effet au for extérieur, si ce n'est dans le cas où il dispense de la *simonie* commise à l'insu du pourvu, & après une démission entre ses mains de la part de ce dernier. *C. præfentium. 1. q. 5.* Mais ordinairement on a recours au pape dans ce cas, comme dans tous ceux où l'on veut se munir

d'une nouvelle provision de bénéfices. On fait une démission entre les mains de sa sainteté, & soit que le pourvu ait eu part à la *simonie*, soit qu'il n'y ait point participé, (ce que l'on ne manque pas d'exprimer, ainsi que les fruits perçus,) le pape après la formalité de la composende observée, confère de nouveau le bénéfice au pourvu, en le dispensant de toute *simonie*. Fagnan établit que la dispense de l'évêque ne peut servir que pour les ordres, & non pour les bénéfices; *neque obtemta, neque obtinenda. Cap. dilectus de temp. ordin. n. 8.* Régulièrement, disent les canonistes, on ne sauroit commettre de *simonie* devant le pape, lequel par la plénitude de sa puissance, *potest dispensare in omnibus penis indictis, jure positivo cum simonia, tam in ordine, quam in beneficio. D. D. in c. post translationem, de rebus, c. penult. de elect.* Mais le pape ne peut autoriser ni permettre une *simonie* de droit divin; voici à ce sujet les paroles de S. Thomas: *Quod libet 4. art. 13. in corp. Papa potest incurrere vitium simonie, sicut & quilibet alius homo. . . & ideo si reciperet pro aliqua re spirituali pecuniam de redditibus ecclesie alicujus, non careret vitio simonie. Idem tj. 2. q. 100. art. 1. ad 7.* Le même saint taxe d'erreur le sentiment de ceux qui disent que la vente des bénéfices ecclésiastiques (simples ou doubles) n'est défendue que de droit humain; d'où il suit que le pape peut bien dispenser de la peine d'excommunication encourue *ipso facto*, par la *simonie* volontaire, comme il peut pour acquérir un bénéfice, puisqu'elle n'a été établie que par les canons; mais il ne peut pas faire que les provisions simoniaques ne soient nulles, puisque toute *simonie* proprement dite, est contre le droit divin. Van-Espen, *de jure univ. part. 2. tit. 30. ch. 7. (D.M.)*

SIMPLICITÉ, f. f., *Morale*. se prend pour candeur, innocence naturelle, naïveté, ingénuité, &c.

Quelque commun que soit cet amour-propre, qui nous agrandit si prodigieusement à nos propres yeux, en rabaisant les autres, il y a pourtant des gens d'un rare mérite, & à qui ce mérite est presque inconnu. Il faut les en avertir, il faut leur prouver leur supériorité : ils ignorent leurs bonnes qualités, comme les autres ignorent leurs défauts : ils se prisent trop peu, comme les autres se prisent trop, faute de se connoître. Les louanges les étonnent, les choquent presque comme un effet de la flatterie, ou d'un manque de discernement ; & on les loue d'autant plus volontiers. Mais cette simplicité, cette ignorance de leur propre mérite, qui nous charme dans les grands hommes, quel est le motif qui nous la fait aimer ? Est-ce toujours un motif vertueux ? Non sans doute ; c'est souvent notre propre orgueil. Nous l'aimons par intérêt, & sans l'estimer. Nous favons bien dire que cette simplicité n'est souvent qu'un défaut de lumière, qui peut se rencontrer avec un grand mérite ; & il faut avouer que nous ne le disons pas toujours sans fondement. On fait le mot de M. de Fontenelle, que la Fontaine ne se croyoit au-dessous de Phédre que par bêtise : „ mot plaisant, „ dit M. de la Motte, mais solide, & qui „ exprime finement le caractère d'un génie supérieur qui se méconnoît, faute „ de le regarder avec assez d'attention”. C'est là ce qu'on appelle proprement simplicité. Il y a donc bien de la différence entre la simplicité & la modestie ; v. MODESTIE.

SIMULATION, f. f., *Jurisprud.*, déguisement frauduleux, introduit dans que qu'acte judiciaire.

La simulation est si ressemblante au

dol, qu'elle n'en diffère qu'en ce que le dol (personnel) n'est ordinairement que l'ouvrage de l'un des contractans ; au lieu que la simulation est presque toujours l'ouvrage de plusieurs.

Il n'y a que la voie d'inscription en faux pour prouver la falsification d'un acte ; mais quand un contrat est argué de faux & de simulation, il semble en ce cas que les administrateurs doivent déterminer à admettre la preuve, sans exiger l'inscription de faux.

On pense assez universellement que les contrats simulés sont nuls, parce que la feinte n'est pas une réalité. (D. F.)

SINCÉRITÉ, f. f., *Morale*. La sincérité n'est autre chose que l'expression de la vérité. L'honnêteté & la sincérité dans les actions égarent les méchants, & leur font perdre la voie par laquelle ils peuvent arriver à leurs fins, parce que les méchants croient d'ordinaire qu'on ne fait rien sans artifice.

La sincérité est une ouverture de cœur. On la trouve en fort peu de gens ; & celle que l'on voit d'ordinaire, n'est qu'une fine dissimulation pour attirer la confiance des autres.

Si nos âmes étoient de purs esprits, dégagés des liens du corps ; l'une liroit au fond de l'autre : les pensées seroient visibles, on se les communiqueroit sans le secours de la parole ; & il ne seroit pas nécessaire alors de faire un précepte de la sincérité ; c'est pour suppléer autant qu'il en est besoin, à ce commerce de pensées, dont nos corps gênent la liberté, que la nature nous a donné le talent de prosérer des sons articulés. La langue est un truchement, par le moyen duquel les âmes s'entretiennent ensemble ; elle est coupable, si elle les sert infidèlement, ainsi que le seroit un interprète imposteur, qui trahiroit son ministère.

La loi naturelle qui veut que la vérité regne dans tous nos discours, n'a pas excepté les cas où notre *sincérité* pourroit nous coûter la vie. Mentir, c'est offenser la vertu, c'est donc aussi bleiser l'honneur : or on convient généralement que l'honneur est préférable à la vie ; il en faut donc dire autant de la *sincérité*.

Qu'on ne croie point ce sentiment outre : il est plus général qu'on ne pense. C'est un usage presque universel dans tous les tribunaux, de faire affirmer à un accusé, avant de l'interroger, qu'il répondra conformément à la vérité, & cela même lorsqu'il s'agit d'un crime capital. On lui fait donc l'honneur de supposer qu'il pourra, quoique coupable du fait qu'on lui impute, être encore assez homme de bien, pour déposer contre lui-même, au risque de perdre la vie, & de la perdre ignominieusement. Or le supposeroit-on, si l'on jugeoit que la loi naturelle le dispensât de le faire ?

La morale de la plupart des gens, en fait de *sincérité*, n'est pas rigide : on ne se fait point une affaire de trahir la vérité par intérêt, ou pour se disculper, ou pour excuser un autre : on appelle ces mensonges *officieux* ; on les fait pour avoir la paix, pour obliger quelqu'un, pour prévenir quelqu'accident. Misérables prétextes qu'un mot seul va pulvériser : il n'est jamais permis de faire un mal, pour qu'il en arrive un bien. La bonne intention sert à justifier les actions indifférentes ; mais n'autorise pas celles qui sont déterminément mauvaises.

L'envie de parler de nous & de faire voir nos défauts du côté que nous voulons bien les montrer, fait la plus grande partie de notre *sincérité*.

On peut parler de soi avec *sincérité* ;

mais les mœurs sont si gênées par la politique, qu'il est presque impossible d'être toujours sincère en parlant des autres en leur présence. Il n'y a qu'un homme fort vertueux & fort indépendant, qui osât dire à chacun ce qu'il pense de lui. Tout le monde cherche la vérité, & personne ne veut l'entendre à ses dépens.

La *sincérité* n'est une vertu que devant les gens qui ont du mérite, c'est pour cela que presque toujours elle passe dans le monde pour un défaut.

La *sincérité* est d'une grande utilité dans les affaires ; elle en aide l'expédition, & attire une grande confiance à ceux qui la possèdent. Elle ressemble à un grand chemin uni & battu, qui conduit plutôt & plus sûrement au gîte, que des sentiers détournés où l'on risque de s'égarer.

SINDICAT *f.m. Droit pub.* On donne ce nom en Suisse aux assemblées des députés des différents cantons, pour examiner la conduite & les comptes de leurs baillifs communs, pour juger des appels qui surviennent, pour redresser les torts, pour établir de bonnes loix, pour présenter les nouveaux baillifs aux sujets & à s'en faire rendre hommage, &c. De pareils *sindicats* ont lieu de la part des douze cantons à Lugano & Locarno, de celle des trois cantons Uri, Schwitz & Unterwalden, à Bellenz & à Bollenz, de Schweiz & Glaris à Gaster & Uznach, des Grisons en Valteline, comté de Chiavenna & seigneurie de Bormio, &c.

SINGULARITÉ, *f. f., Morale.* On prend ordinairement ce mot en mauvais sens, pour désigner une affectation de mœurs, d'opinions, de manières d'agir, ou de s'habiller contre l'usage ordinaire.

La *singularité* n'est pas précisément un

un caractère ; c'est une simple manière d'être , qui s'unit à tout autre caractère , & qui consiste à être soi , sans s'apercevoir qu'on soit différent des autres ; car , si l'on vient à le reconnoître , la *singularité* s'évanouit : c'est une énigme qui cesse de l'être aussi-tôt que le mot est connu. Quand on s'est aperçu qu'on est différent des autres , & que cette différence n'est pas un mérite , on ne peut guère persister que dans l'affection ; & c'est alors petitesse ou orgueil.

La fausse *singularité* n'est qu'une privation de caractère , qui consiste non-seulement à éviter ce que font les autres , mais à tâcher d'être uniquement ce qu'ils ne sont pas . . .

On devrait sentir que le naturel qu'on cherche , ne se trouve jamais ; que l'effort produit l'excès , & que l'excès déceale la fausseté du caractère. On veut jouer le brusque , & on devient féroce ; le vif , & l'on n'est que pétulant & étourdi : la bonté jouée dégénere en politesse contrainte , & se trahit enfin par l'aigreur : la fausse sincérité n'est qu'offensive ; & quand elle pourroit s'imiter quelque tems , parce qu'elle ne consiste que dans des actes passagers , on n'atteindroit jamais à la franchise qui en est le principe , & qui est une continuité de caractère. Elle est comme la probité ; plusieurs actes , qui y sont conformes , n'en font pas la démonstration ; & un seul de contraire la détruit.

Soyons donc ce que nous sommes : n'ajoutons rien à notre caractère ; tâchons seulement d'en retrancher ce qui peut être incommode pour les autres , & dangereux pour nous-mêmes.

La *singularité* est le fruit d'une présomption cachée : elle cherche à se faire admirer par des sentimens & des manières toutes contraires aux autres , & à

Tome XII.

briller par un goût extraordinaire. Celui qui est frappé à ce coin , ne trouve point d'esprit dans ce que les autres disent , & ne voit point d'agrément dans ce que les autres aiment. Ce caractère ne plaît à personne , & s'attire souvent des ennemis , parce que les hommes n'aiment point l'affection.

Il faut distinguer la *singularité* louable , de la vicieuse.

Tout homme de bon sens tombera d'accord avec moi , que la *singularité* est digne de nos éloges , lorsque malgré la multitude qui s'y oppose , elle suit les maximes de la morale & de l'honneur ; dans de semblables cas , il faut savoir que ce n'est pas la coutume , mais le devoir , qui est la règle de nos actions , & que ce qui doit diriger notre conduite , est la nature même des choses : alors la *singularité* devient une vertu qui élève un homme au-dessus des autres , parce que c'est le caractère d'un esprit foible , de vivre dans une opposition continuelle à ses propres sentimens , & de n'oser paroître ce qu'on est ou ce qu'on doit être.

La *singularité* n'est donc vicieuse que lorsqu'elle fait agir les hommes contre les lumières de la raison , ou qu'elle les porte à se distinguer par quelques niaiseries ; comme je ne doute pas que tous le monde ne condamne les personnes qui se singularisent par les mauvaises mœurs , le désordre & l'impicité ; je ne m'arrête qu'à ceux qui se rendent remarquables par la bisarrerie de leurs habits , de leurs manières , de leurs discours , ou de telles autres choses de peu d'importance dans la conduite de la vie civile ; il est certain qu'à tous ces égards , on doit donner beaucoup à la coutume , & quoique l'on puisse avoir quelque ombre de raison , pour ne suivre pas la foule , on doit sacrifier son humeur par-

M m m

ticuliere, & ses opinions, aux usages reçus du public.

Il faut donc s'y prêter & se ressouvenir qu'en suivant toujours le bon sens même, on peut paroître ridicule dans l'esprit de gens qui nous sont beaucoup inférieurs, & se rendre moins propres à être utile aux autres, dans des affaires réellement importantes; au reste, parmi nous, on voit très-peu de gens se singulariser dans les modes, les usages & les opinions reçues; mais combien n'en voit-on pas qui, de peur de se donner un ridicule, n'osent se montrer ce qu'ils devroient être, & ce que la vertu leur prescrit d'être!

S L

SLESWICH, *Droit public*. Ce duché a tiré son nom de la ville de *Sleswich*, sa capitale; on l'appelloit aussi anciennement *Sud-Jutland*; mais cette dénomination est surannée & hors d'usage. C'est par erreur que quelques-uns regardent le *Sleswich* comme une province d'Allemagne, & une dépendance du Holstein: car quoique ces deux duchés aient été dans une liaison étroite depuis plusieurs siècles, qu'ils aient des privilèges communs, qu'ils soient tous les deux sous la direction de la chancellerie allemande, & que par une habitude assez particulière, leurs habitans respectifs soient tellement confondus que ceux de *Sleswich* sont constamment appellés *Holsteinois*, & que rarement on entend parler d'un *Sleswigois*; cependant il est incontestable d'après l'histoire & la constitution de cette province, qu'elle est une partie du royaume de Danemarck: elle est séparée du Holstein, conséquemment de l'empire romain, par l'Eider & la Lauenau; à l'orient elle est bornée par la

mer Baltique; au septentrion par les deux rivières appellées *Kolding* & *Skobourg*, qui la séparent du Nord-Jutland ou Jutland proprement dit; elle a au couchant la mer germanique. Sa longueur depuis Rendsbourg jusqu'à Koldingen est à-peu-près de 8 milles géographiques, & depuis Friedrichstatt jusqu'à la rivière de Skotland de 15 milles seulement; sa largeur est inégale; elle est dans quelques endroits de 8, dans d'autres de 9, 10 jusqu'à 13 milles, non compris les isles.

Le duché de *Sleswich* est habité par des Danois ou Jutlandois, des Bas-faxons & des Frisons, auxquels il faut encore joindre les Hollandois qui sont à Friedrichstatt & les Brabançons qui habitent Nordstrand: ce mélange de peuples est cause de la diversité des langues que l'on parle dans ce duché. Ses habitans sont des payfans, des bourgeois & des nobles. Les payfans qui occupent les terrains octroyés & l'isle de Femern ont différens privilèges & franchises, & possèdent leurs cours & biens en propre, aussi bien que ceux qu'on nomme *Bonde* en Danemarck. En revanche ceux que l'on appelle *Fests-Bauern* & *Langten*, sont obligés de prendre des biens à ferme, soit du roi, d'un gentil-homme, ou bien d'une église. Plusieurs terres nobles ont des mortuaires qui appartiennent au propriétaire, ainsi que leurs biens-fonds, rendent des services limités ou illimités & ne peuvent quitter la terre sans congé. Les bourgeois, ou les villes, avoient autrefois leur place marquée aux diètes. Chaque roi à son avènement au trône confirme leurs privilèges. L'étroite & ancienne liaison de la noblesse de *Sleswich* avec celle du Holstein fait que l'on doit regarder celle-là sous une toute autre face que la noblesse du Dan-

marck. Ses privileges sont les mêmes que ceux de la noblesse du Holstein : ils sont ou personnels, ou mixtes, ou attachés aux biens nobles : aux premiers appartient la reception aux quatre abbayes de demoiselles établies dans les duchés de Holstein & de *Sleswich*; celui de faire des testamens & autres dispositions de dernière volonté sans avoir besoin, pour leur validité, de la confirmation du roi; celui de se marier dans leur maison sans la dispense du roi. Un gentil-homme de *Sleswich* est jugé en première instance par le tribunal provincial; & en cas d'homicide l'accusateur & l'accusé sont en droit de se faire juger ou par ce tribunal ou par des espèces de commissaires qui soient tous nobles. Les prérogatives réelles sont, la liberté de vendre & acheter des biens nobles; l'exemption de tout péage & accise pour les grains & autres choses nécessaires pour la culture des terres, pour le vin & la bière dont les possesseurs des biens nobles ont besoin pour leur propre consommation, ainsi que pour les grains, bestiaux & autres productions de ces mêmes biens; enfin l'exemption du grand péage pour les bestiaux qu'ils font venir pour l'avantage de leurs terres: de plus la grande & la petite chasse; en partie la haute, moyenne & basse justice, la mortaille des sujets, le droit de patronage & de pêche, enfin celui d'avoir des moulins. Les prérogatives mixtes comprennent l'exemption du papier timbré; le droit de paroître aux assemblées de la noblesse & aux dietes; ce dernier n'appartient qu'aux gentils-hommes, qui, outre la possession d'un bien-noble, sont encore *Sleswigois* de race, ou qui sont considérés comme tels en vertu de la concession particulière.

Depuis les tems les plus reculés le

Sleswich est incorporé au royaume de Danemarck, & a eu le même gouvernement & la même constitution jusqu'à ce qu'en 1085 le roi saint Canut eut créé duc de *Sleswich* son frere Oluf; la faute commise par-là fut renouvelée par plusieurs des successeurs de ce prince au grand désavantage de leur couronne. Le roi Niels investit de ce duché Canut, fils d'Eric son frere. Depuis ce tems le *Sleswich* a presque toujours été possédé par des princes de la maison royale à titre de duché, ce qui a occasionné des contestations sans nombre: on agitoit sur tout la question de savoir, si ce duché étoit héréditaire ou non. En 1386, Gerard VI. comte de Holstein & de Schaumbourg, en fut investi, & son fils Adolphe, huitième comte de Holstein de ce nom, fut le dernier duc de *Sleswich* & comte de Holstein. Etant mort en 1459 sans avoir laissé de descendans, le roi Christian I. se fit élire à sa place par les Etats de *Sleswich* & de Holstein. En 1474 l'empereur érigea, à sa priere, le Holstein en duché. Ce fut le roi Jean qui le premier (1490) partagea ces deux pays; il retint pour sa part Segeberg, le péage d'Oldeslo, le port de Kaden, Rendsbourg, Hanrow, Habelgord, Femarn, Alsen, Sunderbourg avec le pays d'Arrœ, Flensbourg & Apenrade; Frédéric, son frere, choisit Gottorf, la paroisse de Kampen, Klein-Tundern, Hadersleben, Eckernförde, Rundhof, Steinbourg, Eiderstedt, Tritow, Oldenbourg, Plön, le château de Tylen, Itzehoe, Osterhof & Hohenfeld, Neumünster, Lückenbourg, Kohovede, Neuladt, Kiel & Nordstrand. Les couvens furent également partagés; le roi eut Reinfeld, Arensbök, Preetz & Rug; le duc Bordesholm, Cismar, Reinbeck, Uetersen, & Lügum. Dans le même

Al m m m 2

tems le roi donna à son frere le titre d'héritier de Norwege, que les ducs de *Sleswick* & de *Hollstein* ont tous pris après lui. *Christian III.* partagea en 1544 ces deux duchés entre lui & ses freres, de maniere qu'il eut pour sa part *Flensbourg*, *Sonderbourg* & *Alfen*, *Arrœ*, *Sundewit* & le couvent de *Ruge*, *Segeberg*, *Oldeslo*, avec la moitié du péage, *Rheinfeld*, *Arensboëck*, *Plön*, *Steinbourg*, *Itzehoe*, *Krempe*, la marche de *Wilster*, *Heiligenhafen* & *Grosenbrode*. Jean eut *Hadersleben*, *Dörning*, *Klein-Tundern* avec *Osterharde*, *Rendsbourg* avec trois villages, *Femarn*, les couvens de *Bordesholm* & de *Lügum*; *Adolphe* eut *Gottorf*, la maison & le bailliage de *Hütten*, *Hufum*, *Apenrade*, *Wittenfée*, *Mohrkirchen*, *Stapelholm*, *Eiderstedt*, *Kiel*, *Neumünster*, *Oldenbourg*, *Trittow*, *Reinbeck*, *Cismar* & *Neuladt*. *Frédéric* le quatrième frere, ne fut point compris dans ce partage, parce qu'il se trouvoit pourvu des évêchés de *Hildesheim* & de *Sleswick*. Ce second partage a donné lieu à des scenes plus tragiques encore que le premier. Le roi avoit eu dès 1533 la précaution d'introduire dans ces deux principautés les pactes connus sous le nom d'*Union & Communion*. Le premier concernoit l'assistance mutuelle des co-partageans, & le second établissoit une administration commune pour ce qui regardoit la noblesse, les impôts & quelques autres articles; l'objet de ce pacte étoit de prévenir toutes difficultés, & d'empêcher que les deux duchés, ni les parties qui les composent, ne fussent jamais démembrés & ne devinissent dans la suite des Etats indépendans: mais ces deux actes étoient conçus dans des termes si vagues, que chaque partie les interprétoit à son avantage. Le duc Jean l'aîné, étant mort en 1580 sans laisser

d'héritier, sa succession fut partagée de la maniere suivante: le roi *Frédéric II.* obtint les maisons, baillies & villes de *Hadersleben*, *Dörning* & *Rendsbourg*, avec toute supériorité, appartenances & dépendances; le duc *Adolphe* eut *Tundern*, *Nordstrand* & *Femarn*, les couvens de *Lügum* & *Bordesholm*, avec tous droits & regaliens. Le tiers que Jean avoit au péage de *Gottorf* demeura indivis entre les deux freres; quant à ce qu'il possédoit dans *Ditmarshe*, le partage s'en fit de maniere que le roi eut la partie méridionale & le duc la partie septentrionale, & cela héréditairement & en toute propriété. En 1609 le duc Jean *Adolphe* obtint pour soi & ses descendans le droit de primogéniture du roi *Christian IV.* comme seigneur direct. Les ducs reconnurent & ratifierent en particulier le renouvellement fait par le traité d'*Odenfée* en 1579 du lien féodal qui unissoit leur duché au royaume du Danemarck, jusqu'à ce qu'en 1654 le duc *Frédéric* eût marié sa fille au roi de Suede *Charles Gustave*. Dès ce moment *Frédéric* chercha à acquérir la souveraineté de la moitié de *Sleswick* & de *Femarn*; & en effet le roi *Frédéric III.* fut obligé de la lui abandonner pour lui & ses descendans, mais il la reperdit en 1675 par la transaction de *Rendsbourg*; & quoique la paix de *Fontainebleau* en 1679 apportât quelque changement à cet égard, cependant le roi se rendit maître en 1684, de la partie de *Sleswick* appartenante au duc, & ne la restitua avec la souveraineté que par le traité d'*Altona*, 1689. *Frédéric IV.* en prit de nouveau possession en 1714, & il y fut maintenu par le traité conclu à *Stockholm* en 1720. Ensuite de quoi ce prince incorpora le duché entier au royaume de Danemarck; & la possession de la partie ducale lui fut ga-

santie par l'empereur, la France, la Grande-Bretagne, la Suede, l'Espagne, a république des Provinces-Unies, & la Pologne. On fera dans la suite mention des petites portions possédées par les ducs de Glücksbourg & de Sonderbourg. Le *Sleswich* & la partie du Holstein appartenante au roi de Danemarck, sont administrés par un gouverneur.

Le roi possède dans ce duché des villes, des bailliages & des provinces; ensuite viennent les possessions du duc de Glücksbourg, le district appartenant au duc d'Augustenbourg, & enfin la comté de Reventlau. A tout cela il faut joindre des paroisses & des biens nobles, le couvent de demoiselles établi à *Sleswich*, les terrains octroyés, & les biens de chancellerie. Les villes sont administrées par des magistrats qui ont la police & la justice civile & criminelle; la seule ville de Gardingen ne jouit point de cette dernière prérogative. Les appels des jugemens municipaux vont directement au tribunal provincial: il faut encore excepter Gardingen. Toutes les villes, à l'exception de la précédente & de Tönningen, ont leur recette & leur dépense particulière, & n'ont aucune liaison avec les bailliages ou les provinces dans lesquelles elles sont situées. Chaque ville a un prévôt municipal; *Sleswich* en a deux. Les bailliages sont communément composés de certains districts, *Har den*. Les bailliages ont leurs baillifs, les provinces des prévôts provinciaux, *Landvoigte*, & les districts des prévôts de district, *Hardsvoigte*: les uns & les autres sont chargés de veiller au maintien de la justice. La province d'Eiderstedt a ses prévôts particuliers, nommés *Oberstaller* & *Staller* & un tribunal particulier appelé *Viti Dinggericht*. Dans la plupart des bailliages le baillif a seul la première

instance de toutes les affaires civiles; dans quelques-uns elle appartient aussi au prévôt du district. On peut appeler de leur jugement même avant qu'il soit rendu, on peut évoquer la cause au *Dinggericht*, & en cas d'appel, le juge qui a prononcé la sentence est obligé de la justifier au tribunal supérieur. Chaque baillif est président de tous les jugemens, mais il n'a pas de voix: il a l'inspection sur tous les employés subalternes, & dans beaucoup de cas se fait rendre compte par eux; il soigne tout ce qui a rapport à l'économie, aux affaires de la chambre des finances & à la police.

Le droit commun du pays est compris dans l'ancien code des loix de Jütland, *jütische Lovbuch*, publié en 1240 à la diète de Wordingbourg par le roi Waldemar II. Quelques villes ont leur droit particulier. Le tribunal supérieur du duché réside à Gottorf; il partage en quatre quartiers ou parts les procès qui se présentent pendant le courant de l'année: les membres qui le composent sont le gouverneur, le chancelier, le vice-chancelier, & dix conseillers. Le tribunal provincial siège tous les ans après la semaine de Pâques au château de Gottorf; ainsi que le conseil supérieur, il rend ses jugemens au nom du roi. Les membres qui le composent ordinairement sont le gouverneur, quatre conseillers nobles, quatre savans & le chancelier provincial. Ce tribunal reçoit les appels des sièges de justice appartenans aux nobles: les gentils-hommes ainsi que les possesseurs de biens nobles, y sont jugés en première instance. Après ce tribunal siège le consistoire provincial, composé des conseillers du collège sus-mentionné, du surintendant général, comme conseiller du consistoire, & d'un ecclésiastique qui

est en même tems conseiller du confistoire. Ces deux derniers, & souvent encore un conseiller ecclésiastique du confistoire, assistent au conseil supérieur, lorsqu'il doit représenter le confistoire supérieur. (D. G.)

S O

SOBRIÉTÉ, f. f., *Morale*, est la modération dans le boire & le manger. La *sobriété*, en fait de nourriture, a pour opposé la gourmandise ou l'intempérance. La *sobriété* dans le boire, a pour contraire l'ivrognerie. v. **INTEMPÉRANCE**, **YVROGNERIE**.

Je crois que la *sobriété* est une vertu très-recommandable; ce n'est pas Epicéte & Sénèque qui m'en ont le mieux convaincu par leurs sentences outrées; c'est un homme du monde, dont le suffrage ne doit être suspect à personne. C'est Horace qui, dans la pratique, s'étoit quelquefois laissé séduire par la pratique d'Aristipe, mais qui goûtoit réellement la morale sobre d'Epicure.

Comme ami de Mécène il n'osoit pas louer directement la *sobriété* à la cour d'Auguste; mais il en fait l'éloge dans ses écrits, d'une manière plus fine & plus persuasive, que s'il eût traité son sujet en moraliste. Il dit que la *sobriété* suffit à l'appétit; que par conséquent elle doit suffire à la bonne chère, & qu'enfin elle procure de grands avantages à l'esprit & au corps. Ces propositions sont d'une vérité sensible; mais le poète n'a garde de les débiter lui-même. Il les met dans la bouche d'un homme de province, plein de bons sens, qui, sans sortir de son caractère & sans dogmatifer, débite ses réflexions judicieuses avec une naïveté qui les fait aimer; je prie le lecteur de l'écouter: c'est dans la *Sat. II. liv. II.*

„ Mes amis, la *sobriété* n'est pas une
» petite vertu. Ce n'est pas moi qui le
» dis, c'est Oïellus; c'est un campag-
» nard sans étude, à qui un bon sens
» naturel tient lieu de toute philoso-
» phie & de toute littérature. Venez
» apprendre de lui cette importante
» maxime; mais ne comptez pas de
» l'apprendre dans ces repas somptueux
» où la table est embarrassée par le
» grand nombre de services, où les
» yeux sont épris d'une folle magnifi-
» cence, & où l'esprit disposé à recevoir
» de fausses impressions, ne laisse au-
» cun accès à la vérité. C'est à jeun
» qu'il faut examiner cette matière. Et
» pourquoi à jeun? en voici la raison,
» ou je suis bien trompé; c'est qu'un
» juge corrompu n'est pas en état de
» juger d'une affaire. »

Dans la *Satyre VII. liv. II.* Horace ne peut encore s'empêcher de louer indirectement les avantages de la *sobriété*. Il feint qu'un de ses esclaves, profitant de la liberté que lui donnoit la fête des Saturnales, lui déclare cette vérité, en lui reprochant son intempérance.
» Croyez-vous, lui dit-il, être bien-
» heureux & moins puni que moi,
» quand vous cherchez avec empresse-
» ment ces tables servies délicatement
» & à grands frais? Ce qui arrive de-
» là, c'est que ces grands excès de bou-
» che vous remplissent l'estomac de
» sucres âcres & indigestes; c'est que vos
» jambes chancelantes refusent de sou-
» tenir un corps ruiné de débauches. »
Il est donc vrai que la *sobriété* tend à conserver la santé, & que l'art d'apprendre les mets pour irriter l'appétit des hommes au-delà des vrais besoins, est un art destructeur. Dans le tems où Rome comptoit ses victoires par ses combats, on ne donnoit point un talent de gages à un cuisinier; le lait & les lé-

gumes, apprêtés simplement, faisoient la nourriture des consuls, & les dieux habitoient dans des temples de bois. Mais lorsque les richesses des Romains devinrent immenses, l'ennemi les attaqua, & confondit par la valeur ces sybarites orgueilleux.

Pour inspirer aux jeunes Lacédémoniens le goût de la *sobriété*, on amenoit devant eux les esclaves qu'on avoit enivrés exprès : & ce spectacle qui leur présentoit un tableau fidele du honteux abrutissement dont l'ivresse est accompagnée, faisoit en effet, pour l'ordinaire, une forte impression sur leurs esprits. On n'est pas réduit parmi nous à cette ressource barbare : nous n'avons pas besoin de faire enivrer nos valets, pour donner à nos enfans des leçons de tempérance. Quantité de nos concitoyens de toute espèce & de tout état, prennent très-volontiers sur eux, le rôle des esclaves de Sparte ; & tel peut-être, le matin, à déclamé en chaire contre l'intempérance, qui le soir, en sortant de table, pourra fournir la preuve des excès dont elle est la source. S'il ne faut, pour enseigner la tempérance, que ne la point pratiquer, nous ne manquons pas de maîtres.

Le dommage que l'intempérance peut causer à la santé, ne doit pas nous faire regarder la loi qui prescrit la *sobriété*, comme une simple loi de régime, indifférente pour les mœurs. Rien de ce qu'ordonne la loi naturelle n'y peut être indifférent : or je vais établir que cette loi en fait un précepte exprès. La nature a déterminé la quantité des alimens que nous devons prendre, par le degré de chaleur & la capacité de notre estomac, & leur qualité, non-seulement par le sentiment agréable ou désagréable qu'ils excitent dans le palais, mais aussi par les effets bons ou mauvais qu'ils

peuvent produire par rapport à la santé.

La santé est la constitution du corps, dans laquelle le souffle de vie qui l'anime, agit avec le plus d'énergie. Altérer sa santé, c'est diminuer la vie : un homme vit moins, lorsqu'il se porte moins bien ; & meurt, dès que sa santé est totalement détruite. La même loi qui nous défend d'attenter à notre vie, nous défend donc aussi de donner volontairement atteinte à notre santé. Qu'on l'appelle, si l'on veut, à cet égard, *loi de régime* ; qu'importe, pourvu que l'on convienne que ce régime est indispensable.

Il suit de ce principe, que de quelque manière qu'on ruine sa santé, lorsqu'on le fait volontairement, c'est toujours enfreindre la loi naturelle, qui veut que nous la conservions. La *sobriété*, ainsi que toute autre vertu, est un milieu entre deux extrémités opposées. Détruire son tempérament par des abstinences outrées, ne seroit pas un excès moins blâmable, que d'abréger ses jours par la bonne chère. Celui qui prend un poison lent, est-il moins homicide, qu'un déterminé qui se poignarde ? On condamne sans hésiter celui-ci : pour-quoi faire grâce à celui-là ?

Je sais qu'il est impossible d'établir des règles sur cette partie de la tempérance, parce que la même chose peut être bonne à l'un, & excès pour un autre. Mais il y a peu de gens qui ne sachent par expérience quelle sorte & quelle quantité de nourriture convient à leur tempérament. Si mes lecteurs étoient mes malades, & que j'eusse à leur prescrire des règles de *sobriété* proportionnées à l'état de chacun, je leur dirois de faire leurs repas les plus minces qu'il seroit possible, & d'éviter les ragoûts propres à leur donner un faux appétit, ou le ranimer lorsqu'il est pres-

que éteint. Pour ce qui regarde la boisson, je serois assez de l'avis du chevalier Temple. » Le premier verre de vin, dit-il, est pour moi; le second pour mes amis; le troisieme pour la joie, & le quatrieme pour mes ennemis". (D. J.)

SOCIABILITÉ, f. f., *Droit Nat.*, disposition qui nous porte à la bienveillance envers nos semblables, à leur faire tout le bien qui peut dépendre de nous, à concilier notre bonheur avec celui des autres, & à subordonner toujours notre avantage particulier à l'avantage commun & général.

Pour développer ce grand principe de nos devoirs envers nos semblables d'une maniere sensible, je me transporte au tems où tout s'anime sur la terre. Je vois la nature creuser les mers, élever les montagnes, abaisser les vallons, applanir la surface de la terre, tirer de son sein un nombre infini d'arbres & de plantes; l'orner de fleurs, la charger de fruits, & faire couler des ruisseaux, des rivières & des fleuves au milieu des prairies, sur lesquelles l'homme & les animaux se reposent.

Tout est encore dans le silence sur la terre, & les animaux dans ce premier instant de leur existence sont ensevelis dans l'inaction & plongés dans le sommeil.

Cependant tout est en mouvement dans l'intérieur de ces masses insensibles & inanimées en apparence: le sang y circule, il se dissipe, l'organisation s'altère, le cri du besoin se fait entendre, tout s'éveille.

Le sentiment de la faim devient plus vif: il développe les sens & les organes destinés à le satisfaire; l'odorat frappé par le parfum des plantes, des fleurs & des fruits, guide l'animal vers la nourriture qui lui est propre. Des volatiles de toute espece s'élèvent sur les arbres,

sucent les fleurs, becquettent les fruites & remplissent l'air de leurs bourdonnements & de leurs chants.

Les animaux que leur poids attache à la terre, rampent ou marchent vers l'aliment qui leur est destiné: ceux-ci pâturent, ceux-là s'élèvent sur leurs pieds, pour brouter le tendre feuillage des arbres: les uns abaissent les branches chargées de fruits, les autres embrassent la tige, & s'élèvent sur les arbres: l'homme dont la main empoigne l'extrémité des branches, les attire fortement à lui, les détache de l'arbre & s'en sert pour abattre les fruits que sa main ne peut atteindre; tous effayent en quelque sorte les organes qu'ils ont reçus de la nature, & les dons qu'elle leur offre.

Le lion mange comme les autres animaux, des légumes, des herbes, des fruits; mais la forme de sa gueule, les dents dont elle est armée, ne lui permettent de pâture qu'avec beaucoup de lenteur & de difficulté. Les sucs des plantes & des fruits, sont fluides ou fondants, & le lion ne trouve dans les productions des champs, qu'une nourriture extrêmement légère qui s'évapore, & qui se dissipe facilement.

Cependant il a reçu en partage un estomac dévorant, & la nature a mis dans ses veines un feu qui consume sa substance: il sent augmenter le besoin de manger, sans pouvoir se rassasier. Le sentiment de la faim qui ne sembloit destiné qu'à le tirer de l'inertie, devient un bourreau qui le déchire: il se trouble, il s'inquiète, il s'irrite, il porte des regards furieux sur tout ce qui l'environne. L'odeur qui s'exhale du corps des autres animaux, lui apprend que leur chair est propre à calmer la faim qui le dévore; il porte la griffe sur l'animal pâturent, qui s'échappe & s'enfon-

fonce dans les bois où le lion le suit & le saisit : les rugissemens du lion , les efforts & les cris de l'animal qu'il dévore , inspirent la terreur & tiennent tous les animaux agités & dans l'inquiétude.

Le tigre , le loup , l'hienne & tous les animaux carnaciers attaquent comme le lion , les animaux foibles & les dispersent sur la surface de la terre.

Le lion , le tigre , le léopard affouviennent leur faim ; & bientôt leur estomac est accablé du poids de la chair qu'ils ont dévorée ; le besoin cesse , leur force les abandonne , leur courage s'évanouit ; foibles , timides , ils s'enfoncent dans l'épaisseur des halliers.

Les animaux foibles & frugivores ; revenus de leur première frayeur , se rapprochent ; le souvenir de leur péril , le sentiment de leur foiblesse les unit , & la sécurité renaît au milieu d'eux : ils partagent en paix les fruits de la terre & bientôt tous se replongent dans le sommeil , ou retombent dans l'inertie.

Cependant le besoin renaissant rend aux animaux carnaciers leur courage & leur audace : ils sortent de leurs retraites , & cherchent les animaux pâtureurs : l'odorat leur découvre leurs traces , ils fondent sur les troupeaux , ils les dispersent de nouveau.

La transpiration ne dissipe point tous les sucs que l'animal tire des alimens qu'il mange , & ce qu'il mange contient plus de suc nourricier qu'il n'en faut pour entretenir la vie & l'harmonie des organes. Cette surabondance de suc nourricier affoiblit ou éteint le besoin de manger , il produit dans l'animal un sentiment absolument différent de la faim ou de la crainte , un besoin absolument différent du besoin de se nourrir. La guerre causée par la faim cesse.

Tome XII.

L'animal ignore que le besoin qu'il éprouve a sa source dans le besoin de manger , & dans les loix que la nature a établies pour la nutrition : mais il est doué d'un instinct qui lui apprend que ce besoin ne peut se satisfaire que par l'union des deux sexes & l'amour naît sur la terre : les deux sexes en s'unissant produisent des animaux semblables à eux : c'est par l'amour que la nature unit les deux sexes , c'est par ce sentiment qu'elle les produit. Ce sentiment étant dans l'animal l'effet de la nutrition , il l'éprouve plusieurs fois pendant sa vie : ainsi l'amour reproduit & multiplie les animaux.

L'action continuelle du péril & du besoin excite l'industrie de tous les animaux pour attaquer ou pour se défendre , pour s'éviter ou pour se surprendre.

Ainsi les animaux carnaciers réunissent contre les animaux pâtureurs ou frugivores , l'adresse , la force , le courage : ils sont les maîtres de la terre , ils en partagent l'empire , & regnent sur tous les animaux ; si l'on excepte quelques especes redoutables par leur force & par leur réunion ; tels sont l'éléphant , le rhinocéros , le buffle , &c.

Les poursuites continuelles des animaux carnaciers rompent sans cesse les liens que la crainte forme entre les animaux foibles ; ils n'ont pour se dérober à leur fureur , que la fuite la plus précipitée , ou des asyles inaccessibles à ces redoutables ennemis ; les uns par la légèreté de leur course échappent à l'animal qui les poursuit , les autres montent sur les arbres ; ceux-ci se jettent dans des trous , ou dans des cavernes ; ceux-là se débloquent par des sentiers étroits & fuyent au loin. La force & la célérité , la ruse & la foiblesse sont une espece de triage de tous les animaux ; cette multitude assemblée con-

Nnn

fusément sur la terre se partage en différentes troupes ; & les animaux de la même espèce se réunissent.

Dans cette dispersion générale , les hommes se trouvent réunis par la nature même de leurs organes & par leur ressemblance ; ils forment des troupes que les animaux carnaciers poursuivent & dispersent de tous côtés : voilà l'état dans lequel l'homme & tous les animaux doivent se trouver par la nature même de leur organisation.

Si nous suivons les hommes dans leur fuite , nous voyons que lorsqu'ils ont enfin trouvé le repos & qu'ils sont en sûreté , lorsqu'ils ne sont ni pressés par le besoin de se nourrir , ni animés par le désir de se reproduire , un sentiment absolument différent de la faim , de la crainte & de l'amour , s'élève dans leur ame ; ils ne craignent point les animaux carnaciers , ils ne desinent ni de manger , ni de se reproduire ; & cependant ils ne sont point satisfaits ; il semble que le sentiment de l'existence soit embarrassant & pénible pour eux , ils s'ennuient en un mot ; ils ont besoin de connoître : par-tout où ils sont réunis & tranquilles , je les vois , pour ainsi dire , sortir d'eux-mêmes ; ils s'approchent de tout ce qui les environne , ils le considèrent , ils se livrent à tout ce qui excite en eux des sensations vives , variées & nouvelles ; tout ce qui occupe , tout ce qui éclaire leur ame , rend leur existence agréable.

Voilà l'homme de la nature , il est foible , il a des ennemis redoutables : comme les autres animaux , il a besoin de se nourrir & de se reproduire ; enfin , il ne lui suffit pas d'être en sûreté & sans besoin , de se nourrir ou de se reproduire , il a besoin de connoître & d'étendre ses connoissances. Cherchons sa destination dans ses besoins & dans les

ressources que la nature lui accorde pour les satisfaire.

A juger des fins de la nature par le premier coup d'œil que nous avons jeté sur la terre , le bonheur du lion , du tigre & des animaux carnaciers , est l'objet de toutes ses opérations : tout y paroit créé pour le fort , tous les animaux foibles sont destinés à l'animal cruel & sanguinaire. Les différens degrés de force ou de foiblesse sont les loix , par lesquelles elle semble vouloir gouverner la terre ; & l'homme doit y tenir le dernier rang : le moindre des quadrupèdes paroît plus favorisé que lui ; tous ont des armes , ou la célérité : l'homme au contraire naît lent , foible & désarmé ; il n'a de ressource que dans son industrie.

C'est par la nature & par les effets de cette industrie qu'il me semble que doit commencer l'étude de l'homme.

Représentons-nous le donc dans toute sa foiblesse ; & au milieu des animaux carnaciers & pâturans : la fuite est , comme nous l'avons dit , sa première ressource ; & lorsqu'il se croit à l'abri de ses ennemis , il se nourrit des herbes des champs , des fruits des arbres ; il abaisse les branches avec ses mains , en les tirant fortement à lui , il les détache du tronc ; avec une branche détachée il fait tomber les fruits que sa main ne peut atteindre ; avec cette même branche il écarte l'animal qui veut l'attaquer ou manger les fruits ; elle devient une arme : il détache les feuilles qui en retardent le mouvement , ou qui en rendent l'usage difficile , il se fait un bâton , une massue , il voit qu'en rendant sa massue tranchante & son bâton aigu , il porteroit des coups plus dangereux ; il l'arme d'une pierre tranchante : il fait de son bâton une pique , un épée.

Par le moyen de ses mains , l'homme

est donc armé de la dent du lion , de la griffe du tigre & de la corne du taureau : mais il n'a ni leur force, ni leur légèreté. Ainsi , la nature n'a pas voulu que ces armes fussent offensives entre les mains de l'homme ; elle ne les accorde que pour écarter les animaux malfaisans & pour se défendre.

Ce n'est même qu'en se réunissant que les hommes armés peuvent intimider l'animal féroce. Ainsi la faiblesse de l'homme & la facilité qu'il a de s'armer , tendent à l'unir à ses semblables : il trouve dans cette union le repos & la sécurité ; il voit dans l'homme auquel il est uni , un appui pour sa faiblesse , un protecteur , un défenseur contre les animaux qui attaquent sa vie.

La présence de ses semblables lui inspire de la confiance ; la crainte & l'inquiétude naissent dans son ame aussi-tôt qu'il s'en éloigne. Chaque homme armé devient nécessaire au bonheur de celui auquel il est uni ; c'est en quelque sorte une partie de lui-même , il est capable d'affronter le péril pour le défendre. Ainsi la faiblesse & la faculté de s'armer unissent étroitement les hommes , & font que les biens & les maux sont en quelque sorte communs , que le péril d'un seul est le péril de tous.

La crainte est un état si pénible , le calme & la sécurité qui lui succèdent sont si agréables , que sans cette sécurité la vie est un fardeau pour l'homme. On en a vu qui pour goûter ce repos , pour se garantir de la crainte , se sont cachés pendant le jour dans des cavernes . d'où ils ne sortoient que la nuit , pour se saisir de quelques légumes qu'ils emportoient dans leurs retraites. On les a vus se multiplier dans ces retraites , communiquer leurs craintes à leurs enfans , & former en quelque sorte une espèce particulière d'hommes.

On en a vu d'autres se retirer dans des précipices que personne n'a osé franchir ; on les a vus y vivre de poission sans songer à sortir de ces affreuses demeures , parce qu'ils y étoient en sûreté.

Les hommes , même avec leurs armes , exposés aux attaques des animaux carnaciers , tourneront donc toute leur industrie vers la recherche des moyens propres à leur procurer ce repos & cette sécurité si nécessaires à leur bonheur. Rien de ce qui pouvoit les mettre à l'abri des atteintes des bêtes féroces n'échappa à leurs observations : ils virent les animaux faibles se réfugier dans des cavernes inaccessibles , dans des halliers impénétrables. Ils se retirèrent dans ces cavernes ; leurs mains en formèrent avec des pierres accumulées : ils rapprochèrent les branches des arbres , ils formèrent des clayes , ils construisirent des cabanes plus inaccessibles que les halliers. En un mot , ils se firent des retraites où ils trouverent le repos , la paix & la sécurité : leur cabane devint le séjour du bonheur , ils y goûtèrent une satisfaction jusqu'alors inconnue , ils s'efforcèrent de se fixer dans cet état.

Avec leurs armes tranchantes , avec leurs épieux ils offèrent tendre des embuscades aux bêtes féroces , ils purent aller dans l'antre de la lionne étouffer son faon , pénétrer dans le repaire de la tigresse & y tuer ses petits , enfin ils oppolèrent aux animaux carnaciers des forces plus redoutables que celles des animaux pâturans ; les bêtes féroces s'éloignèrent donc des cabanes des hommes , qui fixèrent leurs demeures dans les lieux où les fruits étoient les plus abondans ; ils s'efforcèrent d'en écarter les animaux qui pouvoient les consumer ou les dévorer.

Mais la biche , le daim , par leur lé-

gereté se déroboient à leurs coups. Le buffe, le rhinocéros, l'éléphant, étoient trop redoutables pour que l'homme osât les attaquer avec la pique ou avec la massue : les hommes armés cherchèrent donc le moyen de porter leurs coups sur l'animal fugitif & sur celui qu'ils n'osoient aborder, leur bras lança la pique ou des pierres sur les animaux.

Les premiers coups portés sans succès, déterminèrent les hommes à rechercher un moyen pour diriger sûrement leurs coups sur l'animal qu'ils vouloient écarter : le mouvement du bras qui lançoit la pique, ou des pierres sur les animaux, n'étoit pas dirigé avec assez de précision : le coup tomboit à faux, on ne perceoit pas l'animal.

On chercha donc un moyen pour diriger sûrement la pique sur l'animal que l'on attaquoit. On s'aperçut bientôt qu'il falloit que l'œil la dirigeât : mais le bras ne pouvoit ni lancer la pique avec précision selon cette direction, ni la pousser à de grandes distances. Cette force étoit pourtant nécessaire au bonheur & à la tranquillité des hommes ; ils la cherchèrent & ils en trouvèrent mille modèles dans la nature.

Les hommes, par exemple, avoient souvent abusé des branches pour cueillir les fruits, ou les avoient courbées avec force pour les rompre ; ils avoient vu qu'elles se relevoient avec violence, lorsqu'elles s'échappoient de leurs mains ; souvent ils avoient assujéti ces branches avec des écorces pour cueillir plus commodément les fruits qu'elles portoient, ou pour les couper plus facilement avec une pierre tranchante. Ils avoient vu que ces écorces tendues, étoient elles-mêmes des ressorts puissants : on jugea donc qu'une branche aux extrémités de laquelle on attacherait une écorce, céderoit & se cour-

beroit, qu'en tirant l'écorce on augmenteroit cette courbure, & qu'en la relâchant la branche courbée seroit effort pour se redresser, qu'elle entraineroit avec violence tout ce qui seroit appuyé sur cette écorce, & que ce qui n'y seroit pas attaché, continueroit à se mouvoir avec la vitesse, que lui auroit communiquée la branche en se redressant ; que le ressort même de l'écorce augmenteroit cette vitesse, que l'œil & la main pourroient diriger la pique appuyée sur cette écorce. La foiblesse de l'homme & son intelligence, lui firent donc découvrir le moyen de se faire un arc. Il fut facile de le perfectionner en rendant la pique plus légère, en faisant de cette pique une fleche, en armant cette fleche d'une dent d'un animal, d'une pierre aigüe, d'un os pointu, ou d'une arrête perçante, en la mettant en équilibre avec les plumes des oiseaux : l'homme donna en quelque sorte des ailes à ses fleches, à ses coups & à la mort. Il put du haut d'un arbre, ou caché dans une embuscade percer les animaux, & sans courir aucun péril, porter ses coups & la mort à de grandes distances ; il put se réunir avec ses semblables, rendre son voisinage redoutable à tous les animaux & les attaquer.

La guerre que les hommes firent aux animaux, demandoit du concert ; il fallut observer les routes qu'ils suivoient & les y attendre, connoître les lieux où ils aimoient à pâture & les y surprendre, avoir des signes pour faire connoître où l'on devoit attaquer l'animal, & par où il fuyoit.

L'homme est tellement organisé, que la vue d'un objet terrible & imprévu lui fait pousser un cri. Ce cri fut le premier signal qui annonça aux hommes foibles & déarmés, l'approche du tigre

& du lion : cette espece de signal étoit d'ailleurs plus commode & plus général que celui qui se donnoit aux yeux : ainsi le cri fut le moyen que les hommes chafseurs employèrent pour faire connoître le lieu des animaux qu'ils chassioient, & les mouvemens qu'il falloit faire : comme ils avoient besoin, tantôt de fuir, tantôt de s'approcher, il fallut trouver dans la variété du cri, le moyen de faire connoître ces différens mouvemens : ainsi les hommes modifièrent leurs cris.

Les modifications du cri ne se peuvent faire que par son intensité ou par les différens mouvemens des lèvres, de la langue ou du gosier : ainsi la foiblesse de l'homme lui fait varier les inflexions de ses cris ; il articula des sons qui exprimoient le mouvement des animaux qu'il falloit combattre, leurs refuites & leurs ruses.

La faculté d'articuler des sons, fournit aux hommes mille moyens de se communiquer leurs sentimens, leurs besoins, leurs paroles ; ils purent former des projets, concerter les moyens de les exécuter, se réunir, se séparer, comme ils le jugeoient à propos, & à des signes inconnus aux animaux, fonder ensemble sur eux, se secourir plus facilement dans tous leurs besoins.

Voilà donc la puissance souveraine de la terre ôtée aux animaux carnaciers, & remise entre les mains de l'homme : il est devenu lion, tigre, hienne, loup, éléphant, rhinocéros. Voyons si la nature veut qu'il use de sa puissance, comme les animaux auxquels il succede, usent de leur force.

Malgré ses armes, malgré les ressources que l'homme trouve dans son industrie, il n'est point à l'abri du péril ; il ne devient point invulnérable ; il n'est pas capable de résister seul au lion, au

tigre, au loup : il faut nécessairement qu'il soit uni à ses semblables ; ce n'est qu'avec eux qu'il peut goûter le repos & cette sécurité, sans laquelle il est malheureux. Ce n'est donc point à un seul homme, mais à l'espece humaine, qu'appartiennent l'empire de la terre ; & l'homme n'y peut être puissant & heureux que par son union avec les autres hommes.

* Si l'homme avoit eu une force redoutable aux animaux carnaciers, ou une vitesse capable de le dérober à leurs poursuites, il eût peut-être vécu solitaire ; ou les hommes ne se feroient réunis que pour former des troupeaux, comme les animaux pâtreurs.

S'il n'eût point eu de mains, ou si ayant des mains, la plante de son pied n'eût pas été capable de le soutenir, & de lui fournir un appui ferme & solide ; si avec ses pieds & ses mains il n'eût eu que l'intelligence d'un singe, il n'eût pu ni s'armer, ni se servir de ses armes ; il ne se fût point construit des asyles contre les animaux carnaciers, il n'eût pas inventé l'arc, découvert les arts, formé des sciences.

Ainsi les animaux carnaciers dont l'homme est environné, sa foiblesse, la nature de ses organes, la qualité de son intelligence, concouroient pour le déterminer à s'unir à ses semblables, & à former avec eux une société durable, fondée sur un intérêt égal, sur un attachement réciproque, qui rend à chaque homme la vie d'un autre homme agréable & précieuse.

Ce n'est donc point à une puissance féroce & sanguinaire que la nature a donné l'empire de la terre ; elle a fait l'homme le plus foible des animaux par la constitution de ses organes, & c'est par la raison qu'il acquiert une force supérieure à celle de tous les animaux : elle a donc voulu que la puissance qui

devoit dominer sur la terre, fût dirigée par la raison. Ce n'est point pour livrer l'homme aux animaux carnaciers qu'elle l'a créé foible, c'est pour le forcer de s'unir à ses semblables. Les animaux carnaciers répandus sur la surface de la terre, n'en font point les maîtres ou les souverains; ce sont des sentinelles que la nature charge d'empêcher les hommes de se séparer & de vivre défunis; ce n'est point pour faire naître la guerre entre les hommes qu'elle leur donne la faculté de s'armer, c'est pour qu'ils vivent en paix.

La force n'est donc la loi de la nature que pour les lions & pour les tigres; mais l'amour de la paix & l'attachement réciproque sont les liens qui doivent unir les hommes, à moins que la nature, contraire à elle-même, n'ait mis en eux des besoins qu'ils ne puissent satisfaire que par la guerre, & en versant le sang de leurs semblables. Voyons donc ces besoins agir sur l'homme, voyons quels sont les effets de leur action.

Que la nature ait un dessein, ou qu'elle ne soit qu'une force aveugle, l'effet de ses loix sera de conduire l'homme à l'état de société; si tous ses besoins tendent à l'unir à ses semblables, & le système de Hobbes est absurde, dans toutes les suppositions.

La nature, en formant l'homme, n'a point armé son bras de la griffe redoutable du tigre, ni sa bouche de la dent meurtrière du lion, du léopard, de l'hiène, &c. Il n'a point comme ces animaux un estomac dévorant, dont la faim ne s'apaise que par le sang & par la chair: presque tous les végétaux lui fournissent une nourriture agréable & salubre: il n'a pas besoin comme l'éléphant & le rhinocéros, de dévaler les forêts & les campagnes pour se nourrir: peu de légumes ou de grains suffisent à

son estomac; tout ce qui se digère satisfait son appétit, & nourrit son corps.

Le gland, la châtaigne, ont long-temps servi d'aliment aux hommes: une grande partie vit encore de châtaignes, de pommes de terre, de racines, &c. En Pologne une partie du peuple se nourrit de la semence d'une plante, qu'on nomme l'*herbe de manne*; le manioque est la nourriture des Américains: les Indiens & les Chinois se nourrissent de millet & de ris: les sauvages du Canada se nourrissent avec de la folle avoine qui croît dans les lacs; plusieurs avec du bled de Turquie.

Dans les contrées qui ne produisent que des pâturages, le lait & la chair des animaux pâtureurs fournissent une subsistance agréable & abondante. Telle étoit la nourriture des Scythes; telle est encore celle des Tartares & des Arabes nomades.

Sous ces climats rigoureux où la nature ne produit ni fruits, ni grains, ni pâturages, les hommes vivent de poisson; tels sont les Samoyèdes, les Kamchadales, les peuples de la mer Glaciale, un nombre prodigieux de familles répandues sur les bords de l'Irtisch, de l'Amur, de la Lena. Tels sont les Sauvages dont parle Dampière, qui n'avoient point de filets pour pêcher, & qui vivoient de moules, de pétoncles, de limaçons, qu'ils ramassoient sur les rochers, & des poissons que la mer en se retirant, laissoit dans les fossés qu'ils avoient creusés.

Dans les lieux où la nature ne produit ni fruits, ni légumes, ni grains, ni poisson, les insectes, les vers, les escargots, les sauterelles, ont servi d'aliment aux hommes: les auteurs anciens font mention d'un peuple, qui dans une contrée déserte, vivoit de sauterelles.

Les habitans de Sainte-Marthe man-

geoient des limaçons, des cigales, des grillons : les noirs de l'Afrique & les Indiens de l'Amérique mangent des vers.

On a vu des nations qui se nourriffoient des rameaux naiffans des arbres, fur lesquels ils s'étoient réfugiés ; tandis que d'autres s'étoient enfoncés dans des marais, pour se dérober aux animaux carnaciers ; ils y trouvoient des plantes aquatiques & des racines de roseaux, dont ils se nourriffoient, & cette nourriture ne leur manquoit jamais ; ils broyoient ces racines entre deux pierres, ils en faisoient une pâte qu'ils mettoient cuire au soleil & qu'ils mangeoient.

Ainsi l'homme a pour se nourrir une facilité que la nature n'accorde point aux autres animaux ; elle lui a donné un estomac propre à digérer ce que produisent les différens climats & les différens élémens, racines, tiges, feuilles, graines, animaux ; elle a garni son estomac d'un dissolvant, qui opere sur toutes ces productions, qui tire de toutes, le chile & le suc nourricier.

Le besoin de se nourrir, qui attache les animaux à certains lieux, qui les fixe dans certains climats, peut devenir entr'eux un principe de guerre : l'homme au contraire peut le satisfaire sous tous les climats & dans tous les lieux ; ainsi le besoin de se nourrir n'est point un principe de guerre & de haine chez les hommes, leur multiplication, le besoin & la facilité qu'ils ont de se nourrir, peut & doit les disperser fur toute la terre, sans altérer la paix entr'eux ; & la nécessité de manger tend au contraire à les unir.

L'homme ne mange point dans les bois ou sur le bord des eaux, les fruits & les légumes qu'il y a cueillis ; il les porte dans sa cabane, où il ne craint ni les insultes des animaux, ni les injures

de l'air : il aime à partager sa chasse, ses fruits, ses légumes avec les autres hommes, dont sa foiblesse lui a rendu la vie & le bonheur précieux, & auxquels il doit la sécurité dont il jouit dans sa cabane.

Les sauvages qui n'avoient pour se nourrir que le poisson qu'ils pêchoient pendant le reflux, rapportoient leur pêche dans leurs demeures, où les vieillards & les enfans l'attendoient ; ainsi le sauvage chasseur partage sa chasse avec les autres sauvages.

Dans les animaux pâtureurs, le besoin de se nourrir est difficile à satisfaire, les fucs qui les nourrissent sont si légers, qu'ils sont sans cesse occupés à manger. Dans les animaux carnaciers, ce besoin est une faim dévorante, & ils mangent avec tant de voracité, que leur estomac est accablé du poids de leur nourriture. Ils sont sans cesse pressés par le besoin ou enlevés dans le sommeil ; il n'en est pas ainsi de l'homme, il lui est facile de se nourrir, il peut conserver des fruits, des légumes, sa chasse, son poisson, ses grains : il n'est point obligé de se séparer sans cesse des autres hommes pour se nourrir ; il n'a point habituellement une faim extrême : l'aliment qu'il prend, rétablit son organisation, & au lieu de l'accabler, lui inspire de la gaieté ; il est heureux lorsque son appétit est satisfait ; il attribue le bonheur qu'il éprouve aux alimens qu'il prend, aux hommes avec lesquels il les partage, à tout ce qui l'environne, il en devient l'ami.

Le besoin de se nourrir réunit donc les hommes, c'est une espèce de lien ; il semble, comme le dit un ancien, que dans un repas les convives ne forment qu'un corps & n'ont qu'une seule vie.

Les sensations que causent les alimens, font le moindre des plaisirs que procure le besoin de se nourrir : voilà

pourquoi toutes les nations, tous les peuples, tous les hommes sauvages ou policés, ont regardé la société que forme le repas, comme la plus agréable des sociétés. Jamais les hommes ne se donnaient avec plus de plaisir, avec plus de sincérité des témoignages & des assurances de zèle & d'amitié. Le repas forme une espèce de fête, & composé pour ainsi dire une famille de tous ceux qu'il rassemble : il fait disparaître toutes les distinctions d'institution & de préjugé, que l'orgueil & la vanité changent en autant de forces répulsives qui tiennent les hommes séparés ; il développe ce penchant que les hommes ont à se regarder comme frères. C'est là principalement qu'ils sont dans leur état naturel, qu'ils sentent leur égalité naturelle, le besoin qu'ils ont de s'unir, & le bonheur de vivre en société : c'est-là qu'ils oublient leurs maux, que les haines s'éteignent, que les inimitiés cessent.

C'est pour cela qu'Aristote regarde comme contraire à la *sociabilité*, la coutume des Egyptiens qui mangeoient séparément, & qui n'avoient point de repas communs : il loue au contraire Minos & Lycurgue, qui avoient établi dans leurs sociétés des repas communs.

La somptuosité de la table, la délicatesse des mets, la richesse des vases, le prix des meubles, n'augmentent point le bonheur que la nature attache au besoin de manger : les Spartiates trouvoient dans leurs repas un plaisir, que ne procuroient pas aux rois de Perse le luxe & les richesses de l'Asie : les Romains dans les premiers siècles, étoient aussi heureux avec de la bouillie & quelques fruits, que Lucullus & Appicius par la délicatesse & par la somptuosité de leurs tables.

Ainsi la nature n'attache au besoin de manger aucun plaisir qui doive faire

de ce besoin un principe de guerre ; il est au contraire un principe d'union parmi les hommes.

Que cette facilité de se nourrir, que la nature accorde à l'homme, ne vous endureisse pas sur le sort du pauvre, de l'indigent, du serf, vous tous, à qui ils sont soumis, ou qui êtes riches & puissans : ce n'est point leur nourriture simple, grossière & même peu abondante qui les rend malheureux, c'est qu'ils ne savent pas si demain ils ne manqueront pas de ce nécessaire.

Nous l'avons déjà dit, la crainte est un état si pénible, que pour s'en garantir, l'homme s'enfonce & se fixe dans des précipices affreux : or le paysan, le serf est sans cesse dans cet état de crainte.

Il ne redoute point le lion, le tigre, le léopard, mais il craint le despote, le bacha, le reis-effendi, le telstardar-bacha, le beglierbey, le favori du despote qui peut le chasser de sa maison, lui enlever son champ, ravager sa moisson ; il craint le seigneur féodal & ses satellites plus impitoyables que les lions & les tigres ; il craint dans les nations corrompues & livrées à un luxe effréné, les loix toujours terribles contre le foible, toujours impuissantes contre le grand, contre l'homme riche ; il craint le magistrat supérieur contre lequel le magistrat inférieur n'ose & ne peut le protéger ; il craint l'intendant & les subdélégués, le voyer & ses préposés, le receveur des tailles & ses huissiers, le fermier du fief & ses commis ; il craint dans les Etats corrompus tout ce qui a de la puissance & du crédit ; il est dans tous ces états comme les hommes désarmés, dans les lieux où regnent les bêtes féroces.

Le sauvage Africain, caché dans les marais, trouve au moins une subsistance assurée dans les racines des roseaux, & ne craint point l'animal carnacier, auquel

auquel il est inconnu, & que les précipices empêchent d'arriver à lui; mais dans les États où regnent le luxe & l'amour des richesses, le cultivateur, l'artisan, le manoeuvre n'a d'asyle que la prison; il est dans l'état des anciens Garamantes, qui n'ayant ni asyle ni armes contre ceux qui les attaquoient, trembloient au plus petit bruit, que tout faisoit fuir, & qui paroissoient dépourvus de raison.

Voilà la cause de la stupidité de ces hommes & de l'indolence, dont on a communément l'injustice de leur faire un crime.

Ces hommes seroient heureux, s'ils étoient sûrs de ne pas manquer du nécessaire le plus rigoureux, de ce pain noir, de ces légumine dont la vue seule met vos organes en convulsion: accordez-leur la jouissance assurée & tranquille de cette nourriture; & loin de vous envier votre faste & vos mets exquis, ils se dévoueront avec reconnaissance à tout ce qui peut satisfaire vos besoins & accroître vos plaisirs.

Puisque de tous les animaux l'homme seul peut subsister dans tous les climats, la terre est en effet le patrimoine, l'héritage des hommes, & ils sont frères. Puisque tous peuvent se nourrir dans tous les climats, tous doivent y vivre en paix: puisque tous peuvent avec la facilité qu'ils ont de s'armer, jouir tranquillement des productions destinées à les nourrir, tous peuvent être également heureux.

Leur tempérament se forme sur le climat qu'ils habitent: s'ils en sortent, leur santé s'altère, ils éprouvent de la douleur, du mal-aise, qui les repousse dans leur patrie, il est pour eux le lieu le plus salubre & même le plus commode & le plus agréable. On a vu des Groënlandois, transportés en Danemarck,

Tome XII

soupirer après leur pays; & Oléarius a vu en Moscovie un Samoïede qui convenoit que la Moscovie avoit des beautés, mais qui prétendoit que son pays (qui pourtant confine à la mer Glaciale) avoit infiniment plus de commodités, plus de douceurs, & plus d'avantages: il ne doutoit pas que, si le czar le connoissoit, il ne quitât Moscou pour Samogitie.

C'est ainsi que la nature rend tous les pays agréables à l'homme, prévient l'inconstance qui, en le dégoûtant du pays qu'il habite, pourroit devenir un principe de guerre. C'est ainsi que par des chaînes invissibles, elle attache les hommes à tous les climats, afin que tous vivent en paix, heureux, & sans rien envier aux autres hommes.

La foiblesse de l'homme, la facilité qu'il a de s'armer & de se défendre contre les animaux, de leur rendre son voisinage redoutable, la facilité de se nourrir dans tous les climats, de toutes les productions de la terre, prouve, comme nous l'avons dit, qu'elle est en effet son patrimoine, mais qu'il y doit vivre en paix, & que la nature lui a voulu ôter jusqu'au prétexte de faire la guerre pour se nourrir.

Dans presque toutes les especes d'animaux, la femelle n'éprouve que peu de tems le besoin de se reproduire, & ce tems passé, elle se refuse impitoyablement aux empressemens & aux desirs du mâle; la douleur que lui causeroit sa complaisance, la rend inexorable. Le besoin de se reproduire, plus durable dans le mâle, le détache de la femelle, l'oblige à la quitter, & ne peut produire entre les deux sexes des animaux, qu'un attachement fugitif, une société passagère, semblable à l'association de deux animaux qui se concertent pour chasser.

Il n'en est point ainsi de l'homme &

O o o o

de la femme : la nature, en leur inspirant le desir de se reproduire, ne leur a point prescrit des saisons comme aux animaux. La facilité qu'ils ont de se nourrir dans tous les climats, de se pratiquer des asyles où ils reposent sans inquiétude, où ils se préparent & se conservent des alimens pour toutes les saisons, les rend dans tous les tems capables d'amour.

C'est la rencontre du besoin du mâle & du besoin de la femelle qui forme leur union ; c'est presque toujours dans l'un & dans l'autre une fureur dont rien ne subsiste, après que l'organisation qu'elle troublait est rétablie. L'amour est toujours chez eux une maladie, & jamais le plaisir qu'il procure n'est un bienfait ; jamais ils ne le doivent à la complaisance ou à la tendresse. Il peut donc être souvent un principe de guerre entre les mâles, & n'est point un principe d'union entre le mâle & la femelle.

Le besoin de se reproduire a des effets tout contraires dans l'homme : comme la nature produit à peu-près un nombre égal d'hommes & de femmes, & qu'elle ne leur prescrit point de saisons pour aimer, le besoin de se reproduire ne doit point, selon l'ordre de la nature, devenir une fureur & un principe de guerre entre les hommes ; comme il fait naître la tendresse & la reconnaissance, il ne conduit ni au dégoût, ni à l'inconstance, ni à l'infidélité.

Le besoin de se reproduire, qui d'abord ne s'est offert que comme une suite de l'organisation. & qui paroisoit n'avoir pour objet que la multiplication & la perpétuité des animaux, produit donc entre l'homme & la femme l'attachement, la tendresse, le zèle, la reconnaissance ; comme la foiblesse & le besoin de manger produisent ces sentimens entre les hommes.

Ce n'est donc point par les sensations attachées à la satisfaction des besoins physiques, que l'homme doit être heureux, comme on auroit pu le croire d'abord ; & il ne paroît pas qu'on puisse se dispenser de reconnoître dans l'homme un être d'une espèce essentiellement différente des animaux, un être dont tous les besoins ont pour effet son union avec ses semblables : ainsi la nature a remis la puissance suprême de la terre entre les mains de l'animal, qui a le moins de besoin de faire du mal pour être heureux.

Cette union dans laquelle l'homme n'a cherché d'abord qu'à satisfaire un besoin, donne naissance à l'enfant : à la vue de cet effet de leur amour, quels doivent être les sentimens des époux ?

Ils ne se portent point comme les brutes par un instinct machinal à nourrir & à soigner l'enfant ; ils sont capables de réfléchir : ils voient dans l'enfant l'ouvrage de leur amour ; ils voient qu'en s'aimant, ils ont produit un être semblable à eux ; ils voient à la fois dans l'enfant, le garant & le monument de leur constance & de leur union ; ils éprouvent un renouvellement de tendresse, l'enfant à ce seul titre, devient cher & précieux ; ils voient qu'ils se sont donné une nouvelle existence ; ils pensent confusément qu'une portion de leur ame a passé dans l'enfant, & qu'elle l'anime : ils ressentent tout ce qu'il souffre, leurs cœurs s'unissent & se confondent, pour ainsi dire, dans l'enfant ; il semble que leurs ames réunies l'animent.

C'est ainsi que la nature intéresse le pere & la mere à la conservation de l'enfant, & qu'elle leur inspire une tendresse capable de remplir tous les soins qu'exigent sa foiblesse, ses infirmités & ses besoins ; il faut en quelque sorte que le pere & la mere s'oublient eux-mêmes pour veiller à la conservation de l'en-

fant ; & pour les y engager , la nature attache le plaisir & le bonheur à tout ce qu'ils font pour l'enfant.

Aucun animal ne croit avec autant de lenteur que l'homme ; aucun n'a besoin plus long - tems des soins du pere & de la mere : ainsi long - tems avant que l'enfant puisse réfléchir , il connoît les soins du pere & de la mere , il s'attache à eux par sentiment , & par cet instinct qui unit un être sensible à tout ce qui lui fait du bien ; il prend l'habitude de vivre avec eux , de les aimer & de leur obéir , même avant que la raison lui en ait fait connoître la nécessité.

A mesure qu'il croît , & que ses forces augmentées lui rendant moins nécessaires , les secours & les soins du pere & de la mere , pourroient l'en détacher , la raison se développe pour former de nouveaux liens qui l'attachent à ses parens , plus étroitement & plus inviolablement que la crainte , la foiblesse & le besoin : il devient capable de réfléchir sur le passé : la réflexion le replace dans l'état de sa foiblesse originelle ; c'est alors qu'il connoît tout ce qu'il doit à la tendresse de ses parens.

Il voit qu'en naissant il n'avoit en partage que la foiblesse , l'indigence & la douleur : c'est dans cet état plus fâcheux que le néant , qu'il voit la tendresse paternelle & maternelle se dévouer à sa conservation : il voit qu'il étoit incapable de nuire ou d'être utile à son pere & à sa mere , & que cependant leur tendresse généreuse veilloit à sa conservation : il se rappelle que ses pleurs jetoient dans leur cœur le trouble & l'inquiétude , que sa joie , ses caresses les combloient de satisfaction , qu'il étoit le centre de tous leurs travaux , que son bonheur , son plaisir étoit l'objet de tous leurs vœux.

Il connoît que sans eux , il resteroit

exposé à mille périls , en butte à mille maux ; il voit la maison paternelle comme un asyle sacré , comme le séjour de la paix & du bonheur.

A ce spectacle , la vénération , la confiance , l'amour , le dévouement naissent dans son cœur , comme la sensation agréable est produite par l'impression d'un fruit délicieux sur le palais.

Il n'aime point son pere comme il aime un autre homme , un allié , un ami : le pere & la mere ne s'offrent à l'enfant que comme deux divinités bienfaisantes ; ils en ont , par rapport à lui , tous les attributs : comme la divinité , ils étoient tout puissans sur lui , comme elle , sans avoir aucun besoin de lui , ils se sont dévoués à son bonheur : l'amour des enfans pour leurs peres est donc un sentiment religieux , une espece de culte , c'est un acte de piété. Dans l'antiquité la plus reculée , la maison paternelle étoit regardée comme un temple , dont le pere & la mere étoient les divinités ; les enfans en étoient les prêtres consacrés par la nature même , pour leur rendre un culte. Dans les loix les plus anciennes , on les nommoit des *dieux* , & tout ce qui étoit uni à eux par les liens du sang , participoit à cette vénération , les enfans appelloient leurs oncles *des dieux*.

L'amour paternel , la piété filiale ont leur source dans les relations que la nature même a mises entre le pere & l'enfant ; ce ne sont point des sentimens factices & donnés par l'éducation ; c'est l'éducation qui les étouffe dans tous ceux en qui on ne les trouve pas.

La confiance , la soumission , la vénération , l'amour d'un fils pour son pere , naissent & se fortifient dans le cœur de l'enfant , pour ainsi dire à son insu , sans le secours de l'instruction & de la lecture. C'est une multitude de

réflexions insensibles, de sentimens imperceptibles qui reviennent sans cesse & donnent ce pli à son ame : c'est pour cela qu'on regarde la piété filiale comme un principe & comme un sentiment inné, comme une habitude infuse par la nature même, si je peux parler ainsi. On ne voit point en effet quand ce sentiment a commencé; ayant précédé la réflexion, il est impossible que la raison marque l'instant de sa naissance, il est même impossible de déterminer le tems où l'homme commence à prendre une connoissance réfléchie de ce qu'il doit à ses parens. La piété filiale a donc dû être regardée comme un sentiment inné; & si l'on prétend qu'il ne l'est pas, il faut au moins reconnoître qu'il est naturel à l'homme.

Il semble que la nature ait voulu que la piété filiale fût la première & la plus forte des habitudes de l'homme, & qu'elle fût constamment pour le bonheur des peres, tout ce que la tendresse paternelle fait pour le bonheur des enfans : que par elle l'obéissance & le zèle fussent toujours sans réserve dans l'enfant, comme la tendresse est sans bornes dans les peres : que comme la tendresse paternelle étudie tous les besoins de l'enfant pour les satisfaire, & fait descendre le pere dans l'état de l'enfance, pour cacher en quelque sorte à l'enfant sa faiblesse, & l'horreur de son état : de même la piété filiale doit s'occuper sans cesse du bonheur des peres, & s'appliquer sans relâche à leur masquer leur affoiblissement & leur décadence, par une obéissance plus prompte, par des témoignages plus fréquens de respect & de confiance, en adoptant tous leurs goûts, en devenant esclaves de leurs fantaisies; c'est ainsi que la nature récompense la tendresse paternelle des soins qu'elle prend pour la conservation de l'enfant.

Je n'attribue point des effets chimériques à la piété filiale : les Chinois renoncent aux plaisirs, aux affaires, à leurs charges, pour soigner la vieillesse de leurs peres; on les voit adopter tous leurs goûts; & lorsque les années & l'affoiblissement des organes les ont ramenés à l'état de l'enfance, les fils se font en quelque sorte enfans, & trouvent leur gloire & leur bonheur dans tout ce qui amuse leurs parens décrépits : ils conservent dans tous les âges la même soumission & le même amour pour leurs peres.

La piété filiale affronte les périls; elle se dévoue pour la conservation & pour le bonheur des peres. On a vu Scipion sortant de l'enfance dégager son pere du milieu des ennemis, à la bataille du Tessin : on a vu des fils se jeter au milieu des flammes pour sauver leurs peres : on a vu ce sentiment percer au travers de mille obstacles qui sembloient devoir l'étouffer : elle agit & produit des actions héroïques dans des hommes à qui nous ne ferions pas un crime de ne le pas sentir. Tels sont en Espagne ces deux hommes qui apprennent que les enfans de Pericles offroient douze mille sesterces à celui qui tueroit le tyran Epaste, meurtrier de leur pere, l'ennemi de la patrie & le fléau des peuples, demandent la récompense, la donnent à leur pere & à leur mere, vont tuer Epaste, & meurent sans regret.

Tel est l'exemple de la piété filiale que nous offre l'histoire du Japon.

L'empereur venoit par un édit de proposer une somme considérable à ceux qui arrêteroient un coupeur de bourse. Deux hommes arrivent incontinent, amenant un troisième qui reconnoît qu'en effet il est coupable du crime dont on l'accuse : on délivre la récompense aux dénonciateurs, qui les larmes aux

yeux, disent à celui qu'ils viennent de livrer, le plus tendre adieu. L'empereur étonné de cette étrange sensibilité, fait suivre ces hommes jusques dans leur maison, & découvre qu'ils sont les freres de celui qu'ils ont livré : qu'il n'est point en effet coupeur de bourse, & qu'il a feint de l'être, de concert avec les freres, pour procurer à leur mere la récompense promise par l'empereur ; & que ces trois freres, après avoir épuisé pour leur mere toutes leurs ressources, n'avoient point d'autre moyen pour la faire subsister.

Voilà le triomphe de la piété filiale dans toute sa pureté ; aucun autre sentiment ne partage avec elle l'honneur de ces actions ; elle les inspire à des hommes sans lettres, sans connoissances, condamnés en naissant à l'humiliation & à la misere, qui pouvoient envisager la vie comme un présent funeste, qu'ils avoient reçu de leurs parens. Nulle espérance de gloire ou de pardon n'altère la générosité de leur sacrifice : ils sont sûrs de périr comme des criminels, & leur état est si abject que l'histoire qui nous a transmis leurs actions, ne nous fait pas connoître leurs noms.

Les histoires, ancienne & moderne, contiennent un grand nombre d'autres exemples ; & il n'est point d'homme dont le cœur ne soit ému & attendri, lorsqu'il les lit ou qu'il les entend : la peinture qui les représente, excite dans tous les spectateurs une admiration tendre ; l'imagination anime tous les personnages du tableau : on croit voir l'action ; chacun voudroit l'avoir faite, parce que tous sont destinés par la nature à la faire.

Jamais le fils dont l'ame n'est pas pervertie par le vice, ne se dispensera des obligations & des devoirs de la piété filiale, en regardant l'ouvrage de sa

naissance comme la suite d'un plaisir dont il n'étoit pas l'objet.

Si cette affreuse idée s'offroit jamais à son esprit, elle en seroit bientôt bannie par le souvenir des soins pénibles donnés à son enfance. Le tableau de tout ce que la tendresse paternelle a fait pour lui, ne lui permettroit pas de confondre le principe qui a uni son pere & sa mere, avec l'instinct qui assemble & perpétue les brutes. En réfléchissant sur les effets de la tendresse paternelle & maternelle, il ne douteroit point qu'il n'eût été l'objet de leur réunion, qu'il n'eût été prévu par son pere & par sa mere ; il jugeroit qu'ils l'ont aimé avant qu'il existât : il penseroit que, si dans leur union ils n'eussent eu pour mobile que l'instinct qui perpétue les brutes, ils l'auroient abandonné aussi-tôt qu'il est né, ou du moins long-tems avant qu'il pût satisfaire ses premiers besoins, & se défendre contre les bêtes féroces, contre les élémens : que, si par la constitution physique de la mere, l'enfant lui étoit nécessaire comme aux brutes, la tendresse maternelle & paternelle ne s'étendroient point au-delà de ce terme : en un mot, il penseroit tout ce qui pourroit lui rendre son pere & sa mere plus chers ; il adopteroit comme des vérités précieuses, toutes les idées qui étendroient les obligations, & rejetteroit comme des erreurs funestes, tout ce qui tendroit à les diminuer.

Que dis-je ? jamais rien de ce qui peut affaiblir la piété filiale, ne s'offre à l'homme qui ne suit que l'inspiration de la nature : ce n'est qu'à la suite d'une longue corruption, que l'esprit humain arrive à ces systèmes affreux qui justifient l'ingratitude & l'insensibilité des enfans pour les peres & meres. Ce n'est que chez les peuples où les peres & les meres violent les premiers, les loix que

la nature prescrit envers les enfans, où l'enfant à sa naissance est arraché du sein de la mere & enlevé des bras du pere, pour être confié à des mercenaires. Dans cette espece d'exil, la piété filiale ne se développe point; lorsqu'il est rappelé à la maison paternelle, il n'est point l'objet des soins & de la tendresse du pere & de la mere; il ne peut éprouver les mouvemens, les transports de la piété filiale, il ne doit souvent à ses parens que la soumission d'un esclave. La mere qui ne nourrit pas son fils, renonce en quelque sorte aux droits que la nature lui avoit donnés sur son cœur, puisqu'elle viole les loix qu'elle lui prescrivait envers son fils.

Tous les enfans d'un même pere sont élevés dans la même maison; le premier objet que l'enfant aime & connoisse, c'est son pere & sa mere; le second, c'est son frere: les freres ont par leur éducation les mêmes inclinations, les mêmes mœurs; ils sont également chers à la tendresse du pere & de la mere, tous s'empresent également de procurer leur bonheur; ils ont un intérêt égal à leur conservation; ils sont donc unis entr'eux par tous les motifs qui peuvent unir des êtres sensibles & capables d'aimer.

L'amitié fraternelle s'étend à tout ce qui peut intéresser les freres & leurs enfans; elle devient un lien universel qui embrassera toute la postérité du chef de famille.

Les effets de l'amitié fraternelle ne sont pas moins célèbres dans l'histoire, que les effets de la piété filiale: on l'a vue dans Scipion refuser les honneurs pour les procurer à son frere: on l'a vue céder ou partager l'autorité souveraine: on a vu des freres se dévouer à la mort pour conserver la vie de leurs freres. Tels furent ces deux jeunes

Grecs, l'un dans la fleur de la jeunesse, l'autre prêt d'y entrer, qui ayant été pris par les Thraces, furent amenés à Diégylis leur roi, dans le tems de ses nocés; le tyran les fait aussitôt mettre en robes de victimes: on étend le plus jeune sur l'autel; Diégylis leve le bras pour l'immoler; l'aîné se précipite & se couche sur son frere, pour le couvrir de son corps & pour lui sauver la vie; Diégylis frappe, & d'un seul coup les coupe tous deux par la moitié.

La nature ne fait pas naître dans chaque famille un nombre égal d'hommes & de femmes. Le desir de se reproduire, oblige donc les différentes familles à s'unir par des alliances, & à former de plusieurs familles une seule famille, dont tous les membres sont unis par les liens qui unissent les freres.

Pour forcer les hommes à former ces alliances, la nature a mis entre le frere & la sœur, une répugnance naturelle pour l'union conjugale; elle a opposé au desir de se reproduire, la pudeur; & par ce moyen elle a obligé les hommes & les femmes de chaque famille à s'unir aux hommes & aux femmes des autres familles.

» Ces causes qui empêchent le mariage des parens, sont si fortes & si naturelles, dit l'auteur de *l'Esprit des loix*, qu'elles ont agi presque par toute la terre, indépendamment d'aucune communication. Ce ne sont point les Romains qui ont appris aux habitans de Formose, que leur mariage avec leurs parens au quatrième degré étoit incestueux: ce ne sont point les Romains qui l'ont dit aux Arabes; ils ne l'ont point enseigné aux Maldives ».

» Que si quelques peuples n'ont point rejeté les mariages entre les peres & les enfans, les sœurs & les freres, c'est

„ que les êtres intelligens ne suivent pas „ toujours leurs loix ”.

La nature fait naître à-peu-près un nombre égal d'hommes & de femmes ; & le desir de se reproduire doit naturellement réunir les hommes en différentes familles à-peu-près égales.

Le desir de se reproduire , & les moyens que la nature emploie pour perpétuer l'espèce humaine , tendent donc à unir étroitement les hommes : l'amour conjugal , la piété filiale , l'amitié fraternelle unissent tous les membres de chaque famille ; ils n'ont qu'un seul intérêt , ils semblent n'avoir qu'une seule ame & un même cœur ; tous éprouvent la douleur de celui qui souffre , tous ressentent le bonheur de celui qui est heureux.

Les alliances que ce même desir produit entre les familles voisines , tendent à faire naître entre ces familles les mêmes sentimens qui unissent les membres de chaque famille particulière , & de proche en proche à unir tous les hommes répandus sur la surface de la terre , & à n'en composer qu'une grande famille unie par la tendresse , par le zèle & par la bienfaisance.

Le desir de se reproduire , qui nous avoit d'abord paru , dans l'homme comme dans la brute , n'avoir d'autre fin que la multiplication & la perpétuité de l'espèce humaine , est donc destiné à faire naître dans son cœur , l'amour conjugal , la tendresse paternelle & la satisfaction que procure la naissance des enfans.

Le bonheur constant & durable , est la fin à laquelle la nature fait tendre l'homme , & celui que procure l'amour conjugal , la tendresse paternelle & le spectacle de la piété filiale , est constant , dure autant que la vie , & procure à l'homme une satisfaction plus délicate que la volupté. Ce plaisir est donc le

but de la nature , & doit être la fin de l'homme , animé du desir de se reproduire.

C'est en séparant tous ces effets du desir de se reproduire , qu'il devient parmi les hommes un principe de discord , de guerre , & de crimes : dans l'homme qui n'éprouve point ces sentimens , dans le voluptueux , le desir de se reproduire n'est , comme dans la brute , qu'un besoin physique ; dans le voluptueux comme dans la brute , il ne contribue au bonheur que par l'action qui le satisfait ; il peut donc devenir dans le voluptueux un principe de guerre , comme dans l'animal en rut ; mais il n'est tel que dans l'homme abruti & dénaturé. Dans le pere de famille il contribue moins à son bonheur que la tendresse conjugale , que l'amour paternel , que le spectacle de la piété filiale , de la reconnaissance & du bonheur de toute la famille. Comme l'homme ne veut qu'être heureux , ces sentimens le fixent dans le sein de sa famille , il ne desir point d'autre bonheur que celui qu'il y trouve , aucun crime n'est nécessaire ou utile à son bonheur ; ce ne sont point des hommes heureux , des peres de familles qui ont imaginé l'art d'aimer , & cet art ne les rendit point heureux : c'est de ceux qui cherchent le bonheur dans cet art , & non du pere de famille qu'Ovide a dit :

*Quod juvat exiguum est , plus est quod
ledit amantes.*

Ce n'est point chez des peuples heureux & simples , que sont nés Ovide , Catulle , Tibulle , &c.

Nous avons vu la crainte réunir les hommes , les armer , & construire des cabanes ; nous avons vu sortir , pour ainsi dire , de leur foiblesse une force redoutable à tous les animaux : avec cette force les hommes se sont dispersés sur

la terre, ils ont trouvé dans tous les lieux une nourriture agréable & abondante : le besoin de se reproduire a formé des familles dont la tendresse a réuni les membres plus étroitement que la crainte de la mort, & que le besoin de se reproduire.

Parcourons présentement ces différentes familles, & voyons si nous trouverons dans tous les hommes ce desir de connoître, que nous avons mis au nombre de ses besoins primitifs & essentiels.

Examinons un enfant : aussi-tôt que ses yeux peuvent supporter la lumière, il cherche à connoître les objets qui l'environnent ; s'il n'avoit pas une ame active, si cette ame n'avoit pas un besoin essentiel d'acquiescer de nouvelles idées, il resteroit attaché au sein de la nourrice, comme la plante reste attachée à la terre qui contient les suc qui la font végéter : c'est l'activité intérieure de son esprit qui lui fait rechercher, mesurer, examiner tout ce qu'il voit ; c'est par elle qu'il apprend à connoître l'usage de ses organes, & qu'il corrige les erreurs de ses sens, sur la distance & sur la figure des corps qui l'environnent : lorsque par les différens essais qu'il fait de ses organes & de ses sens, il fait éviter les corps dont la rencontre peut lui être nuisible, lorsqu'il a appris à se procurer les alimens propres à le nourrir, dans le tems qu'il n'est point pressé par le sentiment de la faim ou de la soif, il examine, il compare, il rapproche les objets qu'il a sous les yeux ; il est triste & chagrin, si un nouveau spectacle de perceptions nouvelles n'occupent pas son ame.

Le Sauvage rassasié devient sombre & rêveur, il court au bord d'un ruisseau, offrir pour ainsi dire son ame à la variété des objets que le mouvement de l'eau met sous ses yeux, ou se renfermant

au-dedans de lui-même, il se retrace les choses qu'il a faites, les pays qu'il a parcourus, les objets qui l'ont étonné, les positions qui lui ont paru agréables.

Ce besoin existe dans le laboureur, dans l'artisan : chacun d'eux trouve dans l'objet de son travail un aliment à la curiosité de son esprit ; mais c'est sur-tout dans les intervalles de loisir que lui laisse la cessation de ses travaux & les nécessités de la vie, que ce besoin de connoître se manifeste ; on ne le voit point se livrer au sommeil ou retomber dans une espèce d'insensibilité, qui devroit naturellement succéder au travail & à la fatigue dans un être purement matériel, ou dont l'esprit ne seroit naturellement ni actif, ni avide de connoître. Il cherche au contraire, dans la promenade, dans la culture d'un arbruste, dans la conversation de ses pareils, des idées, des perceptions nouvelles, pour satisfaire ce besoin de connoître : il écoute avec une attention respectueuse, celui de ses pareils qui lui fait des récits nouveaux & intéressans.

C'est pour satisfaire ce besoin que l'homme riche & frivole se jette dans la dissipation, qu'il invente des modes, qu'il imagine des commodités, qu'il donne des fetes, qu'il court au spectacle : incapable d'une application suivie, il cherche dans ces objets un aliment à la curiosité de son esprit, comme l'enfant le cherche dans ses babioles, parce qu'en effet la vie de l'homme frivole n'est qu'une enfance prolongée.

C'est encore pour satisfaire ce besoin que le savant, le physicien, le géomètre, le philosophe, l'homme de lettres, se dérobe aux sociétés tumultueuses, aux occupations assujettissantes qui l'arrachent à son cabinet : c'est un supplément à tous plaisirs, une consolation dans tous les

les malheurs ; c'est , comme le dit un ancien , la nourriture de l'homme ; celui qui n'éprouve pas ce besoin , cesse en quelque sorte d'être homme , il est au nombre des morts.

Le besoin de connoître est donc commun à tous les hommes , il semble même qu'il soit un des plus essentiels & des plus étendus. Si les besoins physiques commandent plus impérieusement , ils sont de peu de durée , faciles à satisfaire , & cessent aussi-tôt qu'en les satisfaisant , on a rétabli l'organisation dont le dérangement rendoit l'homme incapable de s'occuper à étendre ses idées , & de satisfaire le desir de connoître : il semble que la nature n'ait donné aux besoins physiques un empire aussi absolu & une durée aussi courte , que pour obliger l'homme à tenir ses organes en état de servir le desir , ou le besoin de connoître ; en sorte que le besoin de connoître soit l'objet principal de la nature , & les besoins physiques son objet secondaire ; les plaisirs des sens un moyen , & les connoissances de l'homme , avec la satisfaction qu'elles procurent , la fin principale dans la formation de l'homme.

Plutarque rend cette vérité sensible par une comparaison que je ne puis m'empêcher de rapporter : „ Tout ainsi , dit-il , comme les nourrices pendant qu'elles donnent la bouillie ou la panade à leurs enfans , y prennent & en sentent quant à elles bien peu de plaisir , mais après qu'elles les ont fait manger & qu'elles les ont mis dormir , de sorte qu'ils ne crient plus , alors étant toutes seules , elles prennent leur réfection , & sont bonne chère ; aussi l'ame participe aux appetits du corps , ni plus ni moins qu'une nourrice , le servant & l'accommodant à ses nécessités ; mais quand il est suffisamment traité , & qu'il se repose , alors étant

Tome XII.

„ quitte de sa besogne & de son service de-là en avant , elle se met à prendre ses propres plaisirs en se repaillant de discours , de lettres & d'histoires , de s'occuper d'enquêter , ouir & apprendre toujours quelque chose de singulier ; & qui pourroit dire autrement , vu que ceux même qui sont ennemis des lettres & adonnés à des plaisirs impossibles , après le souper , appliquent leur entendement à d'autres jeux qui sont bien éloignés du corps , proposant & mettant en avant des énigmes à résoudre , & des questions embrouillées à deviner , & les nombres compris sous les notes de certains nombres ; outre cela les banquets ont donné lieu aux farces & moralités , à Menandre & à ceux qui les jouent. Tous lesquels passetems n'ôtent aucune douleur au corps , ni n'apportent aucun doux & gracieux échauffement à notre chair , mais c'est parce que la partie spéculative & studieuse , qui est en chacun de nous , demande quelque plaisir & recreation particuliere , quand elle est déchargée de l'occupation que lui donne le corps à le traiter.

Voilà l'idée que tous les peuples se sont faite de la nature de l'homme & de sa destination essentielle ; tous ont cru que l'essence du bonheur consistoit dans le plaisir de connoître ; les champs élyséens où ils placent les bienheureux , sont des lieux éclairés par une lumière douce , pure & inaltérable ; la terre y est couverte de fleurs , les bosquets & les vallées y sont formés par des arbres d'une beauté exquise , la variété en est infinie , mais ils sont sans fruits , la terre y est couverte de fleurs , les rivières y coulent sans bruit , pour ne pas interrompre les entretiens des bienheureux qui se communiquent tout ce qu'ils ont su , & se racontent tout ce qu'ils ont fait.

Pppp

tandis que les ames des méchans sont ensevelies dans les ténèbres, dépouillées de toutes leurs connoissances & livrées au desir de connoître sans pouvoir le satisfaire. Voilà le vrai Lethé des enfers, & le vautour qui ronge les ames des méchans, des hommes frivoles, inutiles & voluptueux, après la mort. Ils n'étoient occupés pendant leur vie qu'à se procurer des sensations agréables, qui s'évanouissent, lorsqu'ils sont dépouillés par la mort de leurs organes grossiers. Ils avoient en effet tout oublié, il ne leur restoit que le desir de connoître & une puissance absolue de le satisfaire : la vérité s'offre sans cesse à eux, mais ils sont incapables d'en sentir les charmes.

Le desir de connoître donné par la nature à tous les hommes, les arrache à l'inertie & à la paresse, pour appliquer leur esprit à la recherche de tout ce qui peut être salutaire, utile ou agréable à chacun dans le lieu qu'il habite.

La nature en donnant à l'homme le besoin de connoître, l'a doué du don de la mémoire & de la faculté de comparer entr'eux les objets dont il conserve le souvenir, ou qu'il a sous les yeux, de connoître leurs rapports, leurs liaisons leurs différences, de réunir ces différens rapports, & d'en former des idées générales, qui tiennent le passé présent à l'esprit, qui dévoilent l'avenir, qui font sortir l'homme de la classe des êtres purement sensibles, & l'élevent au-dessus de tous les êtres à qui la nature semble accorder une organisation semblable à la sienne.

La nature, dit un philosophe qui avoit étudié profondément l'homme, donne à tous les animaux le desir & les moyens de conserver leur vie, tous ont, comme l'homme, le desir de se perpétuer; ils aiment leurs petits comme les hommes

aiment leurs enfans; mais il y a entre l'homme & les animaux cette différence essentielle, c'est que les animaux n'ont d'activité que par leurs sensations, & d'objet que le présent, qu'ils ne conservent qu'un léger souvenir du passé, & ne paroissent avoir qu'une foible connoissance de l'avenir; tandis que l'homme voit les causes & les conséquences des choses; il connoît ce qui les précède & ce qui les suit, il voit dans sa raison, comme dans un tableau, tout le cours de sa vie.

Hobbes reconnoît lui-même, que cette curiosité ne paroît pas pouvoir convenir à un animal qui n'est capable que de sensations, & qui n'a de sentimens & de passions que celles qui naissent de l'organisation, telles que la faim, la soif, l'amour, la colere : il reconnoît encore que rien n'autorise à supposer cette curiosité dans aucun des animaux.

L'homme animé par le desir de connoître, & doué de la faculté de remonter des effets aux causes, de descendre des causes aux effets, recherche & découvre les qualités, les propriétés des productions de la nature, les différens usages auxquels il peut employer les différens objets qui l'environnent; il a seul en partage cette espèce de curiosité. La nature n'accorde qu'à lui les organes propres à la servir, & à employer les productions de la terre aux différens usages qu'elles peuvent avoir; par ce moyen elle a élevé l'homme au-dessus de tous les animaux, c'est par là qu'elle le constitue le roi de la terre; sa raison est le titre le plus légitime, & le fondement le plus incontestable de son empire sur toutes les productions de la terre, puisqu'il en connoît seul l'usage, & que la nature refuse cette connoissance aux autres animaux.

Puisque l'homme prévoit les biens &

les maux, il a dans le desir de connoître, non-seulement une source de plaisir, mais encore un flambeau qui l'éclaire, un guide qui le conduit, un maître qui le dirige; il craint le mal, & il aime le bien; les lumieres que le desir de s'éclairer lui procure sur ce qui lui est utile ou nuisible, sont des ordres qu'il reçoit de la nature, & des motifs qui le déterminent. Or, ces lumieres lui font voir qu'il ne peut être heureux que par son union avec les autres hommes, elles tiennent donc l'homme attaché à ses semblables, lors même qu'il n'a pas besoin de leurs secours, lorsque la contrariété des goûts, ou la colere, tendent à l'en éloigner.

Le desir de connoître est joint dans l'homme au desir de communiquer les connoissances qu'il acquiert, & la nature a rendu l'homme aussi empressé d'éclairer ses semblables, que de s'instruire lui-même; le plaisir qu'il goûte en communiquant les idées qu'il acquiert, l'empêche de s'arrêter dans une contemplation infructueuse de ses découvertes, & l'oblige à chercher les autres hommes pour les inviter à jouir de la lumiere qui l'éclaire.

Il semble que la nature ait voulu que les vérités dont elle nous accorde la connoissance soient un bien commun, une espece de patrimoine que chaque homme est intéressé à partager, & que le plaisir qu'elle attache à la communication que l'homme fait de ses connoissances, soit un moyen destiné à l'obliger à éclairer son semblable.

Ainsi le besoin de s'éclairer, le plaisir que l'homme procure à ceux qu'il éclaire, celui qu'il ressent lui-même en instruisant, tendent à réunir tous les hommes, comme le besoin qu'ils ont du secours & de l'assistance des autres, & ce motif est aussi puissant & plus général

que les besoins physiques; il produit l'attachement, le respect & la reconnaissance, il devient un principe de subordination, l'homme avide de s'instruire écoute avec respect & avec confiance l'homme qui l'éclaire, il se soumet à ses jugemens. Voilà le premier principe de subordination, la vraie & la seule supériorité naturelle d'un homme sur un autre homme dont il n'est pas le pere. Il semble que comme la nature a soumis tout à l'homme sur la terre, en lui donnant une raison supérieure au principe qui conduit tous les animaux qui l'habitent, elle a de même donné aux hommes éclairés un empire naturel sur les hommes ignorans, non pour les dominer, mais pour les conduire, pour leur apprendre à être heureux, & non pour les faire servir à leur bonheur personnel: l'homme animé du desir de s'éclairer, ne contracte point les besoins & les habitudes qui rendent les hommes mal-faisans.

C'est par son expérience que l'homme s'éclaire sur les objets qui peuvent intéresser la société: ainsi le desir ou le besoin de connoître, attache les plus jeunes aux plus anciens, les soumet à leurs conseils, les intéresse à leur conservation. Le desir de s'éclairer rend au vieillard tous les avantages que lui ôtent les années: un sage vieillard est au milieu de la société, comme le depositaire de la lumiere qui doit la diriger & la conserver; c'est une espece de palladium.

Ce n'étoit ni la naissance ni les richesses qui regloient les rangs dans les premiers siècles; c'étoit l'âge; par-tout au regardoit les vieillards comme les souverains naturels, par-tout ils étoient honorés par les jeunes gens, comme les peres le sont par leurs enfans, & presque comme des dieux. On a vu des peuples qui n'avoient ni temples, ni idoles, &

qui dans chaque famille adoroient les vieillards.

Tel fut l'effet du desir de connoître & de communiquer ses connoissances, dans les héros, dans les législateurs & dans les philosophes de l'antiquité la plus reculée, & la plus voisine de l'état de nature; tel fut l'empire qu'ils exercèrent sur les hommes sauvages ou policés, réunis ou dispersés; ce fut pour s'éclairer & pour instruire leurs concitoyens, leurs compatriotes & les hommes ignorans, que Lycurque, Thalès, Pythagore, Anacharsis, Solon, Platon abandonnèrent leur patrie, parcoururent l'orient, l'Égypte, & la Grece, aux dépens de leurs fortunes, au milieu des périls, avec des peines infinies. La docilité, le respect, la confiance qu'ils inspiroient, semblent l'effet d'un charme secret, & d'une puissance surnaturelle qui agit sur les ames, & qui transforme les hommes. C'est cet effet naturel de la sagesse éclairant les hommes, que l'antiquité nous a transmis sous la fable d'Orphée qui adoucit les tygres & les lions, qui se fait suivre par les forêts, qui rend les pierres & les rochers sensibles & dociles à sa voix.

Loin de nous donc la politique inhumaine & barbare de ces hommes médicres & durs, qui regardent l'ignorance des peuples comme un principe de soumission & de paix, qui font la guerre à tous ceux qui s'efforcent d'éclairer les hommes; ce sont les Bacchantes qui mettent Orphée en pieces & qui forcent l'Helicon à rentrer dans les entrailles de la terre & à porter ses eaux dans d'autres contrées.

Avocats & protecteurs intéressés de l'ignorance, jetez les yeux sur l'Afrique, voyez en les vastes contrées désertes, ou inondées de sang humain; voyez y toutes les loix violées sans scrupule & sans remords,

Cependant les hommes y sont encore plus ignorans que vous.

Non, ce n'est ni la paix ni le bonheur des peuples que vous vous proposez, lorsque vous voulez faire régner l'ignorance: vous laisseriez aux peuples la sensibilité, la misère & les douleurs, si vous pouviez leur ôter la faculté de se plaindre.

Les Scythes en battant le lait de leurs cavales en tiroient une boisson agréable, & ils faisoient battre ce lait par leurs esclaves; mais pour leur ôter les sujets de distraction & les moyens de s'échapper, ou de se révolter, ils leur crevoient les yeux.

Voilà votre image fidele: ou plutôt plus barbares que les Scythes qui ne crevoient les yeux qu'à des ennemis, vous voulez ôter la raison à vos concitoyens & les réduire à la classe des brutes, pour être sûrs que vos vexations & vos iniquités seront inconnues & impunies.

Consultez toutes les histoires, & voyez s'il n'y a pas mille révolutions chez les nations ignorantes contre une chez les peuples éclairés? Peut-on douter que l'Europe ne doive en partie la paix dont elle jouit, aux efforts que firent Charlemagne, Alfrède, Frédéric II. pour en bannir l'ignorance, & pour resusciter dans les esprits, le desir de s'éclairer, étouffé par la fureur des guerres, par la dissipation, par le mépris des sciences?

La politique sage, au lieu d'éteindre le desir de connoître, doit donc l'exciter, l'augmenter, & le diriger vers des connoissances utiles.

Si ce desir est étouffé, la nation devient féroce, comme les Antropophages, & comme les hommes qui vivent de brigandage, ou stupide, comme les anciens Garamantes, comme les Troglodytes, comme les peuples conquis par les

Turcs, comme sont enfin les hommes, pour la plupart, dans ces Etats où l'on interdit l'usage de la raison sous prétexte qu'elle égare.

Il n'y a point de milieu, si vous anéantissez dans l'homme le désir de connoître, vous éteignez pour lui la lumière de la raison, il n'a plus pour guide que ses besoins physiques comme les brutes, il n'a plus de principe de subordination, il se révolte s'il n'est pas subjugué, & devient féroce, s'il ne se révolte pas, ce n'est que parce que la crainte lui a ôté le désir & l'idée même de la liberté, qu'il devient un automate, un instrument entre les mains de tous les factieux & de tous les ambitieux.

Lycurgue, le sage Lycurgue, connut cette activité de l'esprit humain & l'art de la diriger : il ne la porta point vers les arts de luxe & d'agrément, mais vers les idées propres à former des citoyens soumis aux loix, attachés à leur patrie, éclairés sur leurs vrais intérêts : le Spartiate ne travailloit point & n'étoit cependant point oisif, il faisoit tous les exercices propres à fortifier le corps, & dans les momens de repos, il exerçoit son esprit. Ces momens de repos qui chez les autres nations se passoient en amusemens, étoient destinés chez les Lacédémoniens à s'entretenir du gouvernement, du prix de la tempérance & de la sobriété, à railler ingénieusement & sans aigreur ceux qui se trompoient, ou qui s'écartoient des idées ou des mœurs générales. On donnoit de bonne heure ce pli à la curiosité ou à l'activité de l'esprit : les enfans à l'âge de douze ans étoient confiés à des gouverneurs qui leur faisoient presque continuellement des questions toutes relatives aux idées & aux devoirs du citoyen : on leur demandoit par exemple quel étoit le plus homme de bien de la

ville, ce qu'ils pensoient d'une telle action.

Il falloit que la réponse fût prompte & accompagnée d'une raison ou d'une preuve conçue en peu de mots & claire : par ce moyen l'esprit de l'enfant étoit obligé de faire effort pour découvrir à la fois les idées les plus justes & les expressions les plus propres, il acqueroit de la sagacité & de la précision.

Un enfant qui répondoit non-challemment étoit mordu au pouce, & ce châtiment se faisoit le plus souvent en présence des magistrats. » L'éducation, dit Plutarque, s'étendoit jusqu'aux hommes faits; quand on ne leur avoit point donné d'ordres & qu'ils n'avoient rien à faire, ils alloient avec les enfans leur enseigner quelque chose d'utile, ou l'apprendre eux-mêmes de ceux qui étoient plus âgés. Ils passaient la plus grande partie du jour dans des lieux d'exercice, & dans les salles où l'on s'assembloit pour la conversation, & où l'on se divertissoit honnêtement, non à parler des moyens de trafiquer & de s'enrichir, mais à louer les choses honnêtes, d'une manière mêlée de jeu & avec certaine plaisanterie, qui sans que l'on y prit garde, corrigeoit en divertissant : car Lycurgue même, ajoute Plutarque, n'étoit pas de cette austérité triste, qui ne se relâche jamais : au contraire, ce fut lui qui consacra une petite image du ris, dans toutes les salles, entremêlant ainsi à propos dans tous leurs repas, la joie comme le plus agréable assaisonnement de leur table & de leurs travaux ».

On ne voyoit à Sparte aucun des spectacles & des amusemens qui ont rendu Athenes si célèbre & si malheureuse. On n'estimoit à Sparte un excellent joueur

de flûte, un grand musicien, que comme un bon cuisinier, & l'on fait ce que valoit un cuisinier à Sparte. Lycurgue en avoit également banni les arts de luxe, les poëtes voluptueux, les poëtes dramatiques, & les bouffons de toute espèce. v. SENSIBILITÉ, *Morale*, SOCIÉTÉ, HOMME, MENSONGE, BIEN-FAISANCE, RECONNOISSANCE, &c. (D. F.)

SOCIÉTÉ, f. f., *Droit naturel & Politique*; c'est l'union d'une ou de plusieurs familles, sous la subordination d'un chef, pour se ménager, par sa protection & par ses soins, ce bonheur auquel nous aspirons naturellement. J'ai dit d'une ou de plusieurs familles, car mon but dans cet article est de traiter en général de la société, tant de la société de famille, que de la société civile. C'est dans la nature de l'homme que nous trouverons cette subordination si nécessaire à l'établissement de toute société, qui contient un souverain & des sujets.

Les besoins & les inclinations que l'homme reçoit de la nature, le portent à s'unir à ses semblables, & dirigent toutes ses facultés, toutes ses forces & toutes ses actions, vers le bonheur de ceux auxquels il est uni, & vers le bien général de l'humanité. Mais la nature ne fait pas naître tous les hommes avec des forces égales, ou avec les mêmes dispositions, & les mêmes talens pour les fonctions qui peuvent contribuer au bonheur des autres. Ils n'ont pas tous les mêmes lumières & les mêmes connoissances; ils peuvent se tromper, & pervertir les inclinations qu'ils ont reçues de la nature. Il faut donc, pour assurer la paix & le bonheur des sociétés, qu'il y ait une puissance capable de diriger & d'appliquer les forces particulières, les talens, l'industrie, les facultés des

hommes réunis, qu'ils se soumettent à cette puissance, & que tous en dépendent.

Cette dépendance est ce que l'on nomme *subordination*, politique ou civile, sans laquelle il est clair qu'il ne peut y avoir de société.

Mais cette puissance n'étant établie que pour le bonheur général, elle est subordonnée elle-même à cette fin, & ne doit agir que pour y conduire les hommes qui lui sont soumis. La subordination politique a donc deux parties essentielles: la première consiste dans l'obéissance des particuliers à la puissance qui gouverne: la seconde dans l'obéissance de la puissance qui gouverne, à cette loi primitive & immuable de la nature & des sociétés, le bonheur général & commun.

Si les hommes réunis peuvent établir sur eux une puissance suprême, & lui obéir; s'ils tendent naturellement à établir cette puissance & à s'y soumettre; si les hommes dépositaires de cette puissance peuvent la diriger vers le bonheur général, s'ils sont portés naturellement à la diriger vers cet objet, l'homme est capable de subordination nécessaire pour la formation, le maintien & le bonheur de la société.

Continuons à examiner sans prévention & sans préjugé l'homme de la nature, & nous le trouverons capable de cette subordination.

La dépendance est le premier état de l'homme: la nature le fait naître foible, & incapable de se procurer aucune des choses nécessaires à sa conservation: elle le confie & le remet sans réserve à la tendresse du père & de la mère; il semble qu'elle ait voulu que la subordination fût la première de ses habitudes, & qu'il en sentit les avantages long-temps avant qu'il pût en connoître la nécessité par la raison.

Aussi-tôt qu'il peut réfléchir, il voit que son pere & sa mere pouvoient lui ôter la vie ou l'abandonner; qu'ils l'ont nourri, qu'ils l'ont protégé, contre les hommes, contre les animaux, contre les élémens; il voit qu'ils l'instruisent & qu'ils le dirigent; il voit en eux des souverains naturels, parce qu'il les voit comme des hommes supérieurs à lui, par leurs forces & par leurs lumieres: mais il voit qu'ils ne font usage de leur supériorité que pour son bonheur; ils sont pour lui des êtres supérieurs & bienfaisans; il les respecte, il les aime, il craint de les irriter, de cesser d'en être aimé; car le respect, la crainte & l'amour sont des sentimens que produit nécessairement l'idée & la présence d'une puissance supérieure qui s'occupe de notre bonheur.

Ainsi pendant son enfance, & sous le gouvernement paternel, l'homme prend nécessairement l'habitude de la subordination, il en connoît par sa propre expérience les avantages & la nécessité; il est disposé par cette longue habitude, à voir dans un supérieur qui veut le gouverner, un homme respectable & bienfaisant.

Supposons que le hazard réunisse plusieurs familles, chaque famille apportera dans la *société* un principe de soumission & de respect pour les hommes les plus éclairés, & qui posséderont les qualités les plus propres à procurer l'avantage pour lequel les familles se sont réunies. C'est ainsi que les Ethiopiens choisissent pour roi, tantôt l'homme le plus robuste, tantôt le berger le plus habile, quelquefois l'homme le plus riche: tandis qu'après avoir secoué le joug des Assyriens, les Medes, pour arrêter les défordres que causoit chez eux l'anarchie, se soumettoient absolument à Déjocès, recommandable chez

eux par ses lumieres & par son équité.

Ainsi, dans l'ordre de la nature, la puissance à laquelle la direction des forces de la *société* est confiée, prend naturellement la place de l'autorité paternelle, elle devient pour chaque particulier ce que l'autorité paternelle est dans la famille. On la voit sans cesse occupée du bonheur de la *société*; on doit à ses soins, à sa vigilance, à ses lumieres, la sécurité, la paix, le bonheur dont on jouit; elle remplit par rapport à chaque citoyen, toutes les fonctions des peres & des meres les plus tendres: ses soins pour l'homme précédent la naissance & s'étendent au delà de la vie. Ainsi l'homme doit respecter & chérir cette puissance comme un fils reconnoissant & bien né chérit le meilleur pere & le plus vertueux.

Quelle que soit la forme du gouvernement, voilà la constitution essentielle de chaque *société*, voilà l'objet, la destination & la loi de la puissance qui gouverne; & il n'est point d'homme qui en réfléchissant, ne voie dans la *société* où il vit, cette puissance veiller par-tout, à la sûreté & au bonheur des particuliers, défendant le foible, vengeant l'opprimé, maintenant chacun dans la possession de ses droits & de ses privileges. Il n'est donc point d'homme qui n'envisage la puissance qui gouverne la *société* dans laquelle il vit, comme une mere, comme le pere de tous les sujets.

C'est cette puissance qui fait la patrie; ce sont les loix qui font cette puissance. Par-tout où les loix ont pour objet le bonheur, la paix, la sûreté des citoyens, il y a une patrie. Comme c'est par les loix que chaque citoyen jouit de ses droits & de tous les avantages, on conçoit la réunion de ces loix comme une puissance invisible qui veille sur tous les lieux de la république & qui y est attachée. Ce sont

ces idées qui nous font regarder comme notre patrie, l'Etat dont nous sommes citoyens, les lieux où nous sommes nés, où notre enfance a été protégée, où l'on traite comme des ennemis quiconque attaque nos biens, notre personne, notre vie.

Tout ce qui attaque la puissance, la gloire de l'Etat dont nous sommes citoyens, attaque donc notre existence & notre bonheur. Voilà l'origine de l'attachement, de l'amour, du dévouement pour la patrie, chez tous les peuples, dans toutes les nations, de quelque manière que cette puissance agisse, quelle que soit la forme du gouvernement.

Jamais l'amour de la patrie ne s'éteint dans le cœur du citoyen. Les malheurs que des tems difficiles, des causes étrangères, ou l'imprudence des administrateurs de la puissance souveraine attirent sur la patrie, touchent vivement le citoyen, l'homme vertueux; & chez toutes les nations, le citoyen indifférent sur les malheurs de la patrie, le séditieux qui la trouble, le perfide qui la trahit, sont des fils dénaturés & des monstres.

Combien donc est superficielle, fausse & inhumaine la politique qui veut que la crainte & la misère soient le motif de la soumission des sujets, & le fondement de l'autorité des souverains.

Les partisans de cette politique barbare prétendent que l'homme est incapable de subordination: 1°. parce qu'il a un amour essentiel pour l'indépendance & pour la domination, qui ne peut être réprimé que par la crainte; 2°. parce que l'homme voit naturellement dans un supérieur un ennemi, & qu'il est jaloux des avantages & du bonheur des autres: 3°. Enfin, parce que l'homme étant naturellement & essentiellement vain, il lui faut des hommages, des respects &

des louanges, des esclaves pour satisfaire son orgueil & sa vanité.

Tâchons de dissiper des erreurs plus funestes au bonheur des *sociétés*, que les incuriosités des peuples barbares & féroces.

L'homme, dit-on, veut nécessairement être heureux, & il ne peut l'être qu'en satisfaisant tous ses desirs, & en se procurant une infinité de plaisirs. Or, il n'y a point de subordination, point de dépendance qui ne donne des bornes aux desirs & aux plaisirs de l'homme; ainsi toute dépendance, toute subordination est un état violent, un état contre nature, dans lequel l'homme ne peut être fixé que par la crainte & par la force: il fait sans cesse effort pour en sortir, & il en sort aussitôt qu'il le peut impunément. L'homme en *société*, est un esclave qui travaille sans cesse à user ses chaînes.

Il ne lui suffit pas d'être libre, il ne peut se procurer seul tous les plaisirs qu'il désire pour être heureux, il a besoin du secours des autres hommes. Il fait donc sans cesse effort pour se les assujettir pour les obliger à servir ses desirs. Il tend donc sans cesse à s'acquérir sur eux un empire absolu. Ainsi dans toutes les *sociétés*, de proche en proche, tout est en effort pour se soustraire à l'autorité des loix, ou pour acquérir du pouvoir.

L'histoire de l'humanité entière ne nous offre que les effets de cet amour de l'indépendance & de la domination. Remontez dans les siècles passés, parcourrez toute la terre, vous verrez cet amour, former, altérer, anéantir, reproduire tous les empires, toutes les *sociétés*: examinez-les toutes, vous n'en verrez aucune qui ne soit dans un état continuel de changement, aucune dans laquelle l'amour de l'indépendance & de la domination

mination ne travaille pour abaisser ce qui est élevé, & pour élever ce qui est dans l'abaissement & dans la soumission.

Tels sont les principes de Hobbes, de Spinoza, de Mandeville sur l'amour de l'homme, pour l'indépendance & pour la domination. Voyons s'ils sont aussi certains qu'on le prétend.

L'amour du bonheur est le principe de toutes les actions de l'homme. Si, pour être heureux, il faut qu'il soit indépendant & que tout lui soit soumis, il tend nécessairement à l'indépendance & à la domination; mais s'il peut être heureux sans une indépendance absolue, & sans que tout lui soit soumis, il n'a point pour l'indépendance & pour la domination un amour qui le porte à se soustraire aux loix de la *société*, à troubler l'ordre public, pour étendre sans cesse sa puissance & son autorité.

Pour que l'homme soit heureux, 1°. il faut que ses besoins physiques soient satisfaits, & qu'il soit sûr qu'il nemanquera pas des choses nécessaires pour sa subsistance. 2°. Lorsque tous ses besoins primitifs sont satisfaits, l'amour du bonheur agit encore sur le cœur de l'homme, il faut qu'il soit ému, intéressé, qu'il éprouve des sentimens qui lui rendent l'existence agréable, en sorte que ce soit un bien pour lui que d'être.

Voyons ce que la *société* fait pour procurer à l'homme ces avantages, & si elle le prive des choses nécessaires à son existence & à son bonheur.

Dans l'état de *société*, si le champ du citoyen n'a pas été fécond, il n'est pas obligé de quitter sa patrie, de s'armer, de faire la guerre pour subsister; la *société* pourvoit à tous ses besoins, elle s'arme contre l'étranger qui voudrait envahir ses possessions ou les piller, & contre le citoyen injuste & avide qui veut l'opprimer; elle veille sur ses trai-

tés, sur ses contrats, sur ses promesses, sur tous ses engagemens, afin qu'il ne soit ni séduit ni frustré; elle est le garant, la caution de tout ce qu'on lui promet; elle poursuit & punit comme un ennemi quiconque attaque sa vie, son repos, son honneur, ou qui trouble son loisir & ses amusemens.

Aucun état ne fournit à l'homme les moyens de s'éclairer & d'instruire, comme l'état de *société*.

C'est dans la *société* que se développent la bienfaisance, la reconnaissance, l'amitié, le désir de l'estime, en un mot toutes les vertus sociales; elle ouvre à l'homme une source intarissable de plaisirs, elle fait naître dans son cœur une succession non interrompue de sentimens qui lui rendent agréables tous les momens de son existence, qui remplissent le désir immense du bonheur dont il est animé.

Elle défend, il est vrai, à l'homme d'être malfaisant, injuste, oppresseur; mais nous avons vu que pour être heureux, l'homme n'a pas besoin de nuire aux autres, & qu'il ne peut être malfaisant sans être malheureux.

Ainsi la subordination dans la *société* n'ôte à l'homme rien de ce que la nature a rendu nécessaire à son bonheur; elle ne lui interdit que ce qui le rend malheureux, & ce que la nature lui défend; enfin elle lui procure tout ce qui peut le rendre heureux; elle lui en assure la jouissance: ses besoins, ses inclinations naturelles le portent donc à se soumettre aux loix de la *société*, & aucun besoin, aucune inclination naturelle ne le porte à s'y soustraire.

L'indépendance absolue & la domination, ne sont pas, si je peux parler ainsi, des parties essentielles du bonheur de l'homme. Ce n'est point pour elle-même que l'homme souhaite l'indépendance;

Q 999

c'est comme moyen de s'assurer la jouissance des biens nécessaires à son bonheur; or l'homme jouit de cette assurance, il a cette certitude dans la *société*, bien plus que dans l'état d'indépendance absolue, puisque dans l'état civil, tous les membres de la *société* concourent pour lui procurer des biens, & que dans l'état d'indépendance il est privé du secours des autres hommes, & exposé à être dépouillé des biens nécessaires à son bonheur; ainsi, l'amour du bonheur porte l'homme à s'unir à ses semblables, & à ne se réserver dans la *société*, que l'indépendance qu'elle accorde, & qui suffit toujours au bonheur de l'homme. L'état civil n'est donc pas un état violent, les loix ne sont pas des chaînes que le citoyen cherche à rompre; ce sont des protectrices, des sauvegardes qui veillent à la sûreté, elles ne lui ôtent que le pouvoir de se rendre malheureux en devenant malfaisant, on en cherchant le bonheur dans les objets auxquels la nature ne l'a point attaché; elles ne gênent ni l'homme sage, ni l'homme éclairé, elles guident l'ignorant & contiennent l'homme imprudent ou passionné qui court à sa perte; elles ne portent pas plus d'atteinte à la liberté naturelle de l'homme que les balises qui montrent les écueils, ou les barrières dont on enferme les précipices ou les lieux dangereux.

L'amour de l'indépendance qui veut se soustraire à la puissance des loix, n'existe donc que dans le méchant, & dans l'homme passionné, dans le furieux, dans l'ignorant, dans le stupide. On ne peut donc la regarder comme une inclination naturelle, comme un penchant invincible, comme vice essentiel à la nature humaine.

Il en est de l'amour de la domination, comme de l'amour de l'indépendance. L'homme peut sans dominer sur les au-

tres, se procurer tout ce qui est nécessaire à son bonheur; ainsi le désir de la domination n'a pas son origine dans un besoin essentiel à l'homme; il n'y est pas porté par un penchant naturel & invincible, qui le tienne toujours en effort & en action pour tout soumettre.

Ces idées puistées dans la nature de l'homme, sont justifiées par l'expérience.

Nous voyons des peuples soumis sans crainte à leurs loix, à leurs souverains; des souverains qui abdiquent ou qui donnent des bornes à leur autorité; des particuliers qui refusent de monter sur le trône.

„ Les Chinois, sous les premières dynasties, dit un de leurs sages, ne s'écartoient jamais de l'obéissance & du devoir, pour quelque danger ou pour quelque intérêt que ce fût. Ces peuples, dis-je, étoient ils toujours animés par quelque récompense ou par quelque punition présente? non, mais leur cœur étoit établi dans le bien & dans l'amour de la justice; ils ne se pouvoient résoudre à rien qui y fût clairement contraire. Le froid, la faim, les ignominies, la mort, rien ne pouvoit leur faire oublier ce qu'ils devoient à leur prince. Voilà pourquoy nos dynasties ont duré si longtemps.”

Ces mêmes Chinois ont eu des raisons & des motifs de changer leur gouvernement; ils ont pu plusieurs fois le changer, il leur a été facile de donner des bornes à la puissance de leurs empereurs, & cependant ils n'y ont jamais porté la moindre atteinte.

Sparte, pendant plus de six siècles, fut heureuse & paisible, par l'observation des loix; rien de ce qu'elles défendoient n'étoit agréable, rien de ce qu'elles commandoient n'étoit pénible & rebutant; la satisfaction attachée à l'observation de la loi, se joignoit toujours

à l'idée de ce qu'elle préféroit : le sentiment de la honte, du déplaisir & de l'aversion, étoit inséparable de la chose qu'elle défendoit, enforte que l'observation de la loi étoit pour tous les citoyens une source de plaisir, un sujet continu de satisfaction, un bonheur habituel. Le spartiate étoit heureux par le sentiment habituel de sa conformité à la loi.

On trouve cette soumission aux loix, chez tous les peuples dans leur origine.

L'histoire de la Chine offre des exemples fréquens de souverains qui abdiquent ; on en trouve chez les Grecs.

Pitacus reçut à Mytilene de grands honneurs, pour les services qu'il rendit à sa patrie, & les Mytiléniens l'élevèrent enfin à la suprême puissance. Il en jouit dix ans, & ne l'employa qu'à déraciner les vices contraires à la paix & au bonheur des Mytiléniens. Lorsqu'il eut établi la chose publique dans l'ordre qu'il crut le plus propre à y rendre la paix constante, il abdiqua l'autorité souveraine, redevint particulier, & ne se réserva qu'une très-petite portion du territoire, que les Mytiléniens lui avoient donné.

Si Théopompe n'abdiqua pas la souveraineté, il eut le courage peut-être aussi noble, de mettre des bornes à sa puissance, en établissant à Sparte des inspecteurs pour les rois mêmes.

Lorsque Xerxès offrit à Léonidas de le faire monarque de toute la Grece, s'il vouloit embrasser son parti, Léonidas lui répondit : « si tu connoissois en quoi consiste le bien de la vie humaine, tu ne convoiterois pas ce qui est à autrui ; mais, quant à moi, j'aime mieux mourir pour le salut de ma patrie que de commander à toute la Grece.

Il peut donc y avoir un sentiment

plus puissant sur le cœur de l'homme, que l'amour de la domination : telle est la soumission aux loix & à la crainte d'usurper un pouvoir injuste & nuisible. L'homme peut même préférer la mort à une puissance injustement acquise.

Lorsque Scipion dépouilla Antiochus d'une partie de ses Etats, & réduisit son royaume aux possessions qu'il avoit au-delà du mont Taurus ; ce prince remercia sincèrement les Romains, parce qu'en lui ôtant une partie de ses Etats, ils l'avoient déchargé d'un fardeau trop pesant, & qu'ils avoient réduit son royaume à une étendue de pays qu'il pouvoit gouverner.

Il y a donc un sentiment d'humanité plus puissant sur le cœur de l'homme, que l'amour de la domination, & l'homme peut aimer le bonheur des autres plus que sa propre puissance.

Alexandre, vainqueur de Tyr, offrit la royauté à un citoyen respectable & aimé, le plus riche & le plus considérable de Tyr. Mais ce citoyen qui n'avoit aucune liaison de parenté avec ceux qui, jusques-là avoient occupé le trône, refusa d'y monter, quelqu'instance que lui fit Ephestion ; pressé de nommer quelqu'un de la famille royale ; pour qu'au moins le roi de Tyr lui dût sa couronne ; il indiqua un homme plein de sagesse & de bonté, mais extrêmement pauvre, lui porta les habits royaux, l'amena à Tyr & le proclama roi.

Il y a donc dans le cœur de l'homme, un sentiment de modération & d'équité, plus puissant que l'amour de la domination.

Lorsqu' Kao premier empereur de la Chine, voulut se donner un successeur, il fit venir un de ses ministres, en qui il avoit plus de confiance, par l'estime qu'il faisoit de sa prudence & de sa probité, & voulut déposer entre ses

Q q q q 2

mais sa couronne. Ce sage ministre s'excusa de recevoir cet honneur, sur ce que le fardeau étoit trop pesant pour des épaules aussi foibles que les siennes, & en même tems il lui proposa un laboureur nommé *Chun*, que la vertu, la probité, la patience dans les plus rudes épreuves, la confiance qu'il s'attiroit de tous les gens de bien, & une infinité d'autres excellentes qualités qui le rendoient digne du trône.

„ *T-a-o* le fit venir pour éprouver ses talens, il lui confia le gouvernement d'une province. Chun se fit une si grande réputation de sagesse, de prudence, de modération & d'équité, qu'au bout de trois ans *T-a-o* l'associa à l'empire, & lui donna ses deux filles en mariage.

Chun transporta la couronne sur la tête d'*T-a*, & les enfans de Chun furent soumis à *T-a*, comme ils l'auroient été à leur pere.

Chun ne s'étoit déterminé à ce choix, que sur l'idée qu'il s'étoit formée de la capacité & du mérite d'*T-a*, il vécut dix-sept ans depuis qu'il l'eut associé à l'empire, & l'union fut si grande entre ces deux princes, qu'il ne parut jamais que l'autorité fut partagée.

Il peut donc y avoir un amour du bien public supérieure à l'amour de la domination, puisqu'il y a des souverains qui aiment mieux partager l'autorité suprême que d'en jouir seuls, au préjudice du bien public.

Il y a un sentiment de probité, de modestie & de justice plus fort que l'amour de l'indépendance, puisqu'il y a des hommes qui aiment mieux rester sujets, que de commander, & qui pouvant acquérir l'autorité, la font passer à des hommes qu'ils jugent plus éclairés, plus sages & plus capables de gouverner.

Tandis que Léonidas résistoit à Xer-

xès, & combattoit toutes ses forces au passage des Thermopyles, Gelon de Syracuse anéantit à Himere cette formidable armée que les Carthaginois avoient envoyée en Sicile, & qui devoit courir avec Xerxès pour donner des fers à tous les Grecs. Lorsqu'il apprit la déroute de Xerxès à Salamine, il accorda la paix aux Carthaginois, & licencia toutes ses troupes, renvoya les alliés & plaça les étrangers dans des lieux éloignés de Syracuse : n'ayant plus alors de troupes, ni dans Syracuse, ni aux environs, il convoqua une assemblée générale de tous les habitans de Syracuse, leur ordonnant de s'y rendre armés. Lorsqu'ils furent tous arrivés, Gelon entra dans l'assemblée; mais sans armes & sans gardes; ensuite adressant la parole aux Syracusains, il leur rendit compte de toute sa conduite, dit l'emploi des sommes qu'ils lui avoient confiées, & l'usage qu'il avoit fait de son autorité; il ajouta qu'il n'avoit eu en vue que le bien public; que si néanmoins il lui étoit arrivé d'avoir commis quelque faute, il ne tenoit qu'à eux de l'en punir, puisqu'il n'avoit ni armes, ni gardes, ni aucun moyen de se défendre contre eux qui étoient armés; personne ne fit aucun reproche à Gelon, & il fut unanimement nommé le *bienfaisant*, le sauveur & le roi par toute l'assemblée.

Il y a donc dans le cœur de l'homme, un sentiment de vertu qui lui fait regarder comme un crime l'abus qu'il fait de sa puissance qui le porte à s'en dépouiller, si ceux qui la lui ont confiée jugent qu'il en abuse. Il y a dans tous les hommes un sentiment naturel de reconnaissance, d'amour & de soumission pour tous les hommes éclairés, sages, vertueux.

L'indépendance & la domination ne sont point nécessaires pour satisfaire les

besoins & les inclinations que l'homme reçoit de la nature. La subordination n'impose aucune obligation qui le prive des choses nécessaires à son bonheur; ainsi l'amour de l'indépendance & de la domination, ou la haine de la subordination, ne peuvent devenir des passions que dans ceux qui ont des besoins & des inclinations qui ne viennent point de la nature. Cet amour effréné de l'indépendance & de la domination qui ne peut souffrir ni loix, ni supérieurs, ni résistance, est donc un vice étranger à la nature humaine.

Les principes des vertus sociales, l'humanité, la justice, l'honneur, l'équité font des sentimens assez puissans pour retenir l'homme dans la soumission aux loix, & pour lui rendre odieuse toute puissance acquise injustement, ou préjudiciable au bonheur des autres; l'amour de l'indépendance & de la domination, n'est donc effréné que dans les hommes qui ont étouffé dans leur cœur les sentimens de probité, d'honneur & de vertu.

Les hommes, pour qui la subordination est un joug insupportable, sont des vicieux ou des coupables qui craignent les loix: ce sont des hommes dissipés, vains, orgueilleux, frivoles, auxquels la subordination prescrit des devoirs qui les gênent, ou dont leur orgueil s'offense, ces hommes ne sont pas dans leur état naturel; il ne faut point imputer à tous les hommes leurs passions, leurs vices, & les croire inséparables de la nature humaine.

Les hommes qui se sont rendus célèbres par leur ambition, ont presque toujours été des débauchés, que leur luxe énorme & le désordre de leur fortune ont portés à troubler les Etats, comme Catilina, des caractères vains & lâches comme Theophraste, des particuliers sans

projet, & que le hasard & les circonstances ont élevés au pouvoir suprême, comme Cromwel, des guerriers passionnés pour la célébrité, comme Charles XII. des âmes timides & foibles, comme Louis XI. & Jacques I. qui, pour être en sûreté, avoient besoin de tenir dans l'inquiétude & dans la crainte, tous ceux qui pouvoient leur faire du mal, & qui ne pouvoient être calmes & en sûreté qu'en croyant qu'ils avoient un pouvoir sans bornes.

C'est ordinairement chez les peuples livrés au luxe, que l'amour de la domination & de l'indépendance s'exalte, & devient entreprenant. Presque tous les tyrans ont été des débauchés, des voluptueux, des avares qui avoient un besoin extrême d'argent, & pour lesquels la domination étoit un moyen d'en avoir. Telle est l'origine qu'Aristote donne aux tyrannies, & c'est un fait qui ne peut être contesté que par ceux à qui l'histoire seroit absolument étrangère.

Depuis Lycurgue qui bannit le luxe & l'argent de Sparte, jusqu'à Lyfandre, dont les artifices & l'ambition introduisirent de nouveau le luxe & les richesses, on ne vit point parmi les Lacédémoniens cet amour de la domination, rien entreprendre contre le gouvernement.

Les Scythes, les Gaulois, les Germains avoient des rois qui n'ont point été des tyrans: on n'a point vu parmi les Scythes, des guerres entreprises pour resserrer ou pour étendre la puissance de leurs rois, & l'on en trouve rarement des exemples chez les Germains & chez les Gaulois.

Lorsqu'on ne jette sur l'histoire qu'un coup d'œil superficiel, on voit dans les Etats & dans les gouvernemens, des révolutions, des séditions, des conjurations, des guerres civiles, des monar-

chies changées en républiques ou en tyrannies, des républiques subjuguées par des tyrans & par des despotes. Comme la puissance est l'objet de tous ces mouvemens, on croit que l'ambition & la haine de toute subordination en sont les principes ; mais c'est une erreur.

Aristote attribue toutes les révolutions, toutes les guerres civiles à l'orgueil outrageant des magistrats, à leur avarice, à l'injuste distribution des récompenses & des honneurs, au pouvoir excessif des souverains, au mépris du peuple pour les magistrats, à l'excessive élévation d'un ordre de l'état sur les autres.

Lorsqu'on remonte aux causes des révolutions, des séditions, &c. que nous offre l'histoire, on les trouve en effet toutes produites par quelque-une de ces causes, comme ce philosophe le prouve par l'histoire des tems qui l'ont précédé : quant aux tems qui l'ont suivie, nous nous contenterons d'en rapporter quelques exemples.

Ce fut l'orgueil des Tarquins, les outrages qu'ils firent aux Romains, qui anéantirent la royauté à Rome ; ce fut l'outrage que reçut Appius Claudius qui anéantit le pouvoir des Decemvirs ; ce fut pour se venger de l'insulte que lui avoit faite l'Impératrice Sophie que Narsès attire les Lombards en Italie.

Combien l'excès des impôts, l'avarice des satrapes, des gouverneurs, des questeurs, leur dureté, leur insolence n'ont-elles pas armé de peuples & causé de révoltes dans tous les Etats ? le peuple paye sans murmure tout ce qu'il peut payer, mais il est un excès qui le révolte, sans qu'on puisse pour cela le regarder comme naturellement séditieux. Il est privé du nécessaire, & il voit dans tous ses supérieurs, dans les questeurs, dans tout ce qui exerce

quelqu'autorité, un luxe énorme, il est méprisé, insulté, outragé par tous ses supérieurs, par tout ce qui est riche ; faut-il donc un penchant inné à la révolte pour regarder tous ces hommes comme des ennemis ? Quand dans ces Etats le peuple seroit aussi stupide qu'on le suppose mal-à-propos, peut-il s'empêcher de voir que les besoins de l'Etat qui sont toujours le motif des impôts ne sont en effet que les besoins de ces hommes ; le besoin qu'ils ont d'argent pour entretenir leur luxe ou pour assouvir leur avarice. C'est ainsi que les Frisons se soulevèrent contre les Romains, bien plus pour se soustraire à l'avarice, que par aversion pour la subordination. Ils avoient payé sans répugnance les tributs sous Drusus ; mais sous le gouvernement du centurion Alennius, homme avide, sans humanité, sans esprit, ils se trouverent hors d'état de payer le tribut qu'il leur imposa ; ils vendirent leurs troupeaux, leurs champs, ils engagèrent leur liberté ; enfin ils se révolterent, pendirent les soldats préposés au recouvrement des impôts & auroient mis en pièces l'affreux & indigne centurion, s'il n'eût pris la fuite.

Ce furent les vexations & l'avidité de Sabinus intendant de la Judée, qui causèrent cette révolte dans laquelle tant de Juifs périrent.

Combien les Suisses n'endurèrent-ils pas de vexations & d'horreurs de la part des gouverneurs & des nobles, avant de former un corps indépendant ? Depuis leur union, ils sont une puissance formidable en Europe sans avoir entrepris de s'agrandir, sans avoir profité des circonstances favorables pour étendre leur domination.

Ce fut la rigueur des impôts, l'inquisition, l'orgueil & la dureté du duc

d'Albe qui enleverent à l'Espagne les Provinces-Unies.

Les impôts ont souvent causé des séditions en France, & sans vouloir les justifier, on peut dire qu'aucune n'a pour principe la haine de la subordination.

Enfin, souvent le mépris que le souverain inspire au peuple, a causé la défobéissance : car l'homme qui se soumet sans répugnance à un supérieur, & qui le respecte, lui défobéit & le brave s'il s'avilit, parce que la soumission que la *société* prescrit, est bien plus une soumission inspirée par le respect, & par la confiance, qu'une obéissance produite par la crainte & par la terreur. Pour prouver par les séditions & par les guerres civiles, que l'homme est incapable de subordination, il faudroit faire voir que ces séditions, ces guerres civiles, ces révoltes ont eu pour objet des magistrats, ou des souverains qui n'employoient leur autorité que pour le bonheur de la *société*, qu'elles ont été causées par des peuples au premier abus que le souverain ou le magistrat a fait de son pouvoir, à la première vexation exercée en son nom, avant de s'être plaint, d'avoir instruit le souverain & le magistrat des rigueurs qu'on exerceoit sur eux, des maux qu'ils enduroient ; il faudroit faire voir des peuples heureux, & rebelles à l'autorité ou à la puissance qui les rend heureux. Si les hommes sont essentiellement ennemis de la subordination, pourquoi le peuple de Syracuse armé a-t-il proclamé avec des transports d'amour & de joie Gelon défarmé, le pere de la patrie & son souverain ? Pourquoi le peuple a-t-il surnommé Louis XV. le bien-aimé ; car ce surnom est l'expression de l'amour du peuple, & non pas un titre donné par l'adulation. Le courtisan exal-

te la grandeur du souverain, mais le peuple publie sa bonté : le courtisan s'humilie devant sa puissance, & le peuple aime sa personne.

On ne connoit donc ni la nature-humaine, ni l'histoire, lorsqu'on dit, que l'homme a pour la domination un amour qui le rend incapable de subordination. Si cette doctrine a des partisans, ce ne sera que chez les despotes & chez les tyrans, ces partisans ne seront ni des philosophes, ni des citoyens, mais les ministres de la tyrannie ; qu'on aille avec ces principes calmer les remords du despote inhumain, mais qu'on se garde bien de s'en servir pour autoriser l'oppression dans une nation que l'amour soumet à ses souverains.

Quand l'homme sortiroit des mains de la nature, comme la fable nous représente les géans sortans du sein de la terre, avec des forces prodigieuses & avec des armes redoutables ; il seroit cependant encore un être foible & malheureux, s'il étoit isolé sur la terre, s'il avoit à combattre seul les animaux réunis, les élémens, les maladies & les infirmités ; ainsi, quelle que soit l'origine de l'homme, dans quelque état qu'il ait commencé à exister, il a eu besoin de s'unir aux autres hommes, & il est déterminé par son organisation à les rechercher & à s'unir avec eux.

Le besoin de se nourrir essentiel à l'homme, est facile à satisfaire dans quelque lieu qu'il se trouve sur la terre ; ainsi, ce besoin ne doit causer aucune haine entre les hommes que leur foiblesse a réunis.

Le besoin de se reproduire qui lui est commun avec tous les animaux, forme entre les deux sexes une union essentiellement différente de celle de tous les animaux, il développe des sentimens d'amour, de complaisance, de tendresse.

se, qui rendent l'homme & la femme capables de se dévouer au bonheur l'un de l'autre, lors même qu'ils n'éprouvent point le besoin qui réunit les deux sexes. Le desir de se reproduire, forme donc entre les deux moitiés du genre humain un attachement tendre constant, & à l'épreuve des causes qui produisent le dégoût, les caprices, l'indifférence & la déliaison parmi des êtres qui ne sont unis que par des besoins purement physiques, ou qui n'ont pour objet que leur propre bonheur, sans égard pour le bonheur des autres.

Les loix que la nature a établies pour la reproduction de l'homme, sa faiblesse & la longueur de son enfance, le soin des peres & des meres pour son éducation, lient les peres & les enfans par l'habitude de la tendresse & de la reconnaissance qui rendent les plaisirs & les malheurs communs à toute la famille. Ainsi à mesure que les hommes se multiplient, la sphere de la tendresse & de l'attachement, si je peux parler ainsi, s'étend, son activité augmente & forme de toute la famille une assemblée d'hommes dont l'existence devient précieuse à ceux qui la composent.

Par sa constitution organique, l'homme souffre ou ressent du plaisir lorsqu'il voit un autre homme heureux ou souffrant. L'homme reçoit donc de la nature une sensibilité qui le porte vers tous les hommes, qui l'unit à eux, qui l'associe, pour ainsi dire, à leur bonheur & à leur malheur, indépendamment de l'éducation & de la réflexion. Il y a donc une parenté naturelle entre tous les hommes, & la sensibilité organique suffit pour produire entre eux un attachement semblable à celui que produisent la naissance & l'éducation entre les enfans d'un même pere.

Lorsque les hommes se rapprochant,

cessent de mener une vie errante & se fixent, le loisir dont ils jouissent, leur rend la compagnie des autres hommes agréable, utile & même nécessaire : ils y trouvent des secours contre les périls, du soulagement pour leurs maux, de la consolation dans les afflictions : les infirmités mêmes de la condition humaine, concourent avec le sentiment de l'humanité pour unir les hommes par un sentiment d'intérêt réciproque, qui se joint à l'humanité pour lui aider à triompher des répugnances de la paresse & de la délicatesse, dans le soulagement des infirmes, qui peut devenir le supplément de la compassion & de la bienfaisance naturelle, tenir tous les hommes unis, & les engager à se secourir, malgré le désagrément que leurs infirmités & leurs faiblesses peuvent causer dans leur association.

Le secours que reçoit un malheureux, fait naître dans son cœur un sentiment de reconnaissance qui lui rend la vie de son bienfaiteur précieuse, & qui augmente la bienveillance du bienfaiteur.

Le service qu'un homme rend à un malheureux, n'inspire pas seulement de la reconnaissance au malheureux, il la fait naître dans le cœur de tous ceux qui connoissent son bienfait, il leur devient cher, ils s'empresent de lui témoigner leur attachement, leur estime, leur zèle.

Le zèle, l'estime, l'attachement du public, produisent dans l'homme bienfaisant un spectacle flatteur & touchant, qui fait naître dans son cœur le desir d'être utile à tous les hommes. La bienfaisance naturelle & l'humanité qui ne paroissent destinées qu'à empêcher l'homme de nuire, deviennent des sources de bonheur, & des principes de générosité. L'homme est bienfaisant par amour

amour pour les autres, par goût pour la bienfaisance, & par intérêt personnel; il est capable de faire des sacrifices au bonheur de ses semblables.

A tous ces motifs, la nature ajoute le sentiment de l'amitié plus tendre, plus ~~et~~ plus puissant que toutes les autres inclinations naturelles. Par lui, la nature donne à chaque homme une consolation, un secours, un bonheur toujours présent, un associé qui n'a pour objet que le bonheur de son associé, & qui lorsqu'il faut le procurer, n'est jamais effrayé par les périls, ou rebuté par les difficultés.

La nature ne s'est pas contentée de donner à l'homme tous ces sentimens, toutes ces inclinations, comme autant de maîtres, de moniteurs & de guides. Elle a mis dans son cœur des témoins, des juges, des rémunérateurs plus équitables & plus généreux que les hommes; la raison & la conscience, qui remplissent l'ame de l'homme bienfaisant de satisfaction & de plaisir, lorsqu'il est ignoré ou même condamné, mais des juges inexorables qui le condamnent & qui le punissent, s'il est malfaisant, & lors même que les hommes lui déguisent son injustice.

Le malheur rendu par les loix de la nature, inséparable de toutes les actions qui nuisent au bonheur des autres, vient au secours de la raison & de la conscience, & semble être toujours en vigie pour repousser vers le bonheur général tous ceux qui ne cherchent que leur bonheur particulier. Enfin, si l'homme résiste à tous ces motifs, la nature lui montre une puissance immense qui promet les plus magnifiques récompenses à la bienfaisance & à la vertu, qui punit par les châtimens les plus rigoureux l'injustice & l'inhumanité.

C'est l'Auteur de la nature qui est le
Tome XII.

principe & la cause de toutes les inclinations sociales de l'homme, de toutes ses facultés, de tous ses besoins : c'est lui qui a mis dans tous les événemens l'ordre qui y regne constamment; rien ne peut le changer : ainsi les hommes, non-seulement pour obéir à l'Être suprême, mais encore pour être heureux sur la terre, doivent former entre eux une *société* qui a pour loix les vertus sociales que nous avons trouvées dans le cœur de l'homme; ils doivent composer une famille.

La multiplication des hommes ne leur permet pas d'habiter dans les mêmes lieux, dans les mêmes contrées, ils sont obligés de se partager, & de former des corps séparés, à qui la nature du climat qu'ils habitent, & les différentes circonstances, font prendre des mœurs & des idées particulières, des moyens différens de se nourrir, & d'arriver au bonheur.

Cette distribution des hommes en différens corps, ne change point l'essence de l'homme. Les relations essentielles que la nature a mises entre un homme & un autre homme, subsistent dans quelque contrée qu'ils habitent. Ainsi, il y a essentiellement une société générale & universelle, qui embrasse tous les hommes, & des sociétés particulières, dont les membres, sans se détacher de la grande société, ont cependant des loix particulières, qui ne peuvent être que des applications différentes des loix de la société générale.

C'est dans la connoissance de ces loix, que la morale & la politique doivent chercher les moyens de gouverner les hommes & de les rendre heureux : le développement des besoins, des inclinations & des facultés de l'homme, les effets attachés au bon usage ou à l'abus que l'homme en fait, contiennent ces loix;

R r r r

mais la connoissance m'en paroît si nécessaire, que je n'ai pas regardé comme une répétition inutile de les rapprocher dans cet article, & d'en faire en quelque sorte des aphorismes de droit naturel & de droit des gens, de morale civile & de politique générale, dans lesquels on pût voir le précis du système de la nature par rapport à la *société* naturelle, & à la *soiété* civile que les hommes doivent former, & par rapport au bonheur auquel ils doivent aspirer.

De la société universelle, ou de la société que forment tous les hommes, & des loix de cette société. 1°. Les besoins, les inclinations de l'homme, le rapport de son bonheur avec les phénomènes de la nature, le conduisent à la connoissance d'une Intelligence suprême qui a créé le monde & l'homme, qui a donné des loix à la nature, & prescrit des règles à l'homme; qui veut en être honorée, & à laquelle l'homme doit un culte.
v. *DRÖIT naturel.*

Que cet objet soit ou ne soit pas le premier dans l'ordre du développement des inclinations & des qualités sociables de l'homme, considéré dans un état de pure nature, il en est certainement la fin; il est donc non-seulement le plus important, mais encore le premier des principes du droit naturel pour l'homme qui a réfléchi, & aucun homme ne peut ignorer invinciblement que cette intelligence existe, & qu'il lui doit un culte. v. *DIEU.*

2°. La distance des lieux, la différence des climats, ne changent ni l'organisation de l'homme, ni son essence: par tout il a les mêmes besoins & les mêmes inclinations naturelles; tous les principes de bienfaisance & d'humanité qui naissent de l'organisation de l'homme, & du fond de son âme, subsistent donc entre tous les hommes, quelque climat

qu'ils habitent, & sous quelque gouvernement qu'ils vivent. Amis par tout où deux hommes se rencontrent, ils sont dans un état de paix & de *société*: avant qu'ils aient fait aucune convention, ils sont unis, alliés & frères.

3°. Les principes de sociabilité que nous avons exposés, v. *SOCIABILITÉ*, *SENSIBILITÉ*, *Morale*, sont des règles qui doivent diriger la conduite de l'homme; elles lui sont prescrites par l'intelligence créatrice, & il ne peut s'en écarter sans devenir malheureux: puis donc que ces principes existent dans tous les hommes & dans tous les tems, ils sont des loix immuables & perpétuelles de la *société* générale que tous les hommes doivent former sur la terre.

4°. La réunion de ces principes forme le droit naturel.

5°. Par ce que nous avons dit sur l'humanité, sur la bienfaisance & sur l'amitié naturelle, voy. ces mots, l'homme souffre lorsqu'il voit souffrir un autre homme, il éprouve du plaisir lorsqu'il le voit heureux, il desire de communiquer le bonheur dont il jouit lui-même; ainsi de droit naturel, un homme doit, lorsqu'il le peut, contribuer au bonheur des autres, de quelque nation, de quelque pays, de quelque condition qu'il soit.

6°. Les hommes ont un désir naturel de l'amitié de leurs semblables, & par l'institution de la nature, il ne peut faire naître ces sentimens que par des actes d'humanité, de justice & de bienfaisance: ainsi par le droit naturel, il ne suffit pas que l'homme ne fasse point de mal, il faut qu'il soit utile aux autres, que sa justice & sa bienfaisance soient actives.

7°. Puisque l'estime & l'amitié contribuent au bonheur de l'homme, & que

dans l'institution de la nature, la bienfaisance active fait naître ces sentimens, on doit de droit naturel, de l'estime & de l'amitié à tous les hommes justes & bienfaisans.

8°. Si l'homme craint naturellement la haine & le mépris des autres hommes; par l'institution de la nature, l'injustice, la méchanceté, font naître ces sentimens, & ils sont destinés à réprimer l'homme inhumain, injuste & méchant: c'est donc manquer à une obligation naturelle que de ne pas témoigner du mépris, de la haine & de l'indignation à l'injuste, au méchant, à l'homme dur & insensible: c'est violer le droit naturel que de témoigner à cet homme du respect, de l'estime & de l'amitié: car puisque la nature a déposé dans notre cœur la haine & le mépris comme une force destinée à réprimer les méchans, l'homme qui cache ces sentimens, qui les étouffe par crainte, est un lâche qui abandonne son poste, il trahit la nature & la *société* générale.

9°. Par l'institution de la nature, le malheur d'un homme n'est point nécessaire à l'existence d'un autre homme, l'homme ne peut même voir souffrir son semblable sans ressentir de la douleur; on viole donc le droit naturel en ne soulageant pas un malheureux, & en faisant servir le malheur des autres à son plaisir.

La traite des Negres qui n'a pour objet que de procurer à l'Europe des productions de luxe, & qui entretient dans le sein de l'Afrique la guerre & la dépopulation, est donc une transgression horrible du droit naturel, laquelle par une suite des loix de la nature, ne peut manquer de devenir funeste à l'Europe.

v. NEGRES.

Le négociant insatiable, le colon avi-

de, en arrachant les Negres à leur patrie, en les polissant, en leur apprenant les arts, travaille à former dans l'Amérique une puissance qui est déjà aujourd'hui formidable aux nations commerçantes de l'Europe: peut être verra-t-on un jour les Negres & les Américains élever un Etat puissant dans le nouveau monde, & les Européens dépouillés de leur puissance dans ces contrées, conserver leurs goûts pour les productions de ces climats, & ne pouvant se réduire à la simplicité de la nature, se faire la guerre pour se procurer de l'argent avec lequel ils achèteront le sucre, l'indigo, le café, &c.

10°. Par l'institution de la nature, tous les hommes ressentent les maux de leurs semblables: un homme qui fait du mal à un autre homme, en fait à tous ceux qui le voyent, à tous ceux qui le savent; ainsi le droit naturel oblige à défendre, à secourir, à protéger le faible contre le fort; la douleur que nous cause la vue du faible opprimé, est un ordre que la nature nous donne pour courir à son secours.

11°. Puisque l'homme n'agit que pour être heureux, & que le malheur de son semblable n'est pas naturellement nécessaire à son bonheur, un homme en se défendant, ne doit jamais aller au-delà de ce qui est indispensable pour réprimer l'agresseur & pour le contenir, la clémence est donc une obligation naturelle. v. DÉFENSE de soi-même.

12°. Puisque l'homme n'agit que pour être heureux, & que la nature ne le fait point naître ennemi de ses semblables, c'est un devoir d'attribuer le mal qu'il fait, à quelque erreur, & non pas au désir de nuire: l'indulgence est donc encore une obligation naturelle, & une justice, aussi bien que le pardon des offenses.

13°. Par l'institution de la nature, l'homme ne sent de l'estime & du respect que pour la bienfaisance généreuse, pour les talens consacrés au bonheur général, pour les grandes qualités utiles : l'homme qui prétend au respect, & qui exige des hommages comme puissant, ou comme descendant d'hommes puissans, viole donc le droit naturel, aussi-bien que ceux qui le respectent & qui lui rendent des hommages.

En effet, la nature a confié à l'homme le respect & les hommages pour récompenser la vertu, & pour encourager la bienfaisance : c'est un bien dont elle le fait dépositaire & dont elle lui confie la distribution pour le bonheur général de l'humanité ; en gratifier la puissance qui n'est que terrible & dangereuse, ou la naissance & la dignité sans bienfaisance & sans vertu, c'est encourager l'audacieux & l'oppressé, c'est se déclarer le fauteur de l'orgueil qui rend l'homme insensible & inhumain, c'est empêcher que les hommes ne consacrent leurs talens au bonheur général.

14°. Il paroît que la nature fait naître les hommes avec les mêmes dispositions, les mêmes talens, les mêmes inclinations, & par conséquent dans un état de parfaite égalité. Quand il seroit vrai qu'elle met des différences dans leurs talens & dans leurs facultés, l'homme le plus rare & le plus distingué ne peut savoir si les autres hommes n'ont pas reçu des talens supérieurs à ceux qu'il a reçus, s'ils n'en eussent pas été ce qu'il est & peut être supérieurs à lui, s'ils avoient été dans les circonstances dans lesquelles il s'est trouvé : la supériorité des talens, des lumières, des forces, ne doit donc point affaiblir le sentiment de l'égalité naturelle entre les hommes, aucun n'est en droit de se croire naturellement supérieur à un autre homme.

Le vaniteux qui se complait dans les choses qui ne le rendent ni meilleur, ni plus estimable, & qui méprise ceux qui en sont privés, le superbe qui se glorifie de ses avantages ou de ses qualités, qui s'élève insolemment au-dessus des autres, l'arrogant qui vante & qui s'exagère ses talens & ses droits, violent le droit naturel.

Ainsi l'humilité, ou cette disposition d'esprit & de caractère qui fait que l'homme s'estime toujours moins qu'il ne vaut, & qui suppose dans les autres, des qualités qui auroient pu les rendre supérieurs à lui ; la modellie, ou cette disposition d'esprit & de cœur qui fait que l'homme ne se prévaut jamais de ce qu'il reconnoît d'estimable en lui, qui s'efforce bien plus d'être utile que d'attirer l'attention, de mériter l'estime que d'obtenir des éloges, sont des obligations prescrites par le droit naturel.

15°. L'homme vain n'aspire qu'à devenir l'objet de l'attention des autres ; le superbe ne desireroit que d'exciter l'admiration & la crainte ; l'arrogant ne s'occupe que de ses prétentions ; la bienfaisance & l'amitié ne sont point les motifs qui font agir ces hommes ; ils sont ennemis du bien qui n'est pas favorable à leurs desirs ; ils sont dans la disposition de faire le mal qui les flatte, parce qu'ils n'ont point placé leur bonheur dans la satisfaction intérieure que produisent la bienfaisance & l'amitié, mais dans les louanges, dans les applaudissemens, dans les marques extérieures de respect qu'on leur rend.

Cependant dans l'institution de la nature, on ne doit le respect, l'estime & l'attachement qu'à la bienfaisance, à la vertu : ainsi par le droit naturel, on doit refuser à l'homme vain, orgueilleux, suffisant, des témoignages de considération, de respect, d'estime, que la jô-

ciété civile ne prescrit pas. Il faut pour ainsi dire, distinguer le citoyen de l'orgueilleux, refuser à l'orgueil toutes ses prétentions, & n'accorder que ce que l'on doit au citoyen ; il faut qu'il sente que c'est à l'humanité qu'on accorde les égards qu'on lui marque, ou à quelque bonne qualité qu'il a, & non pas à l'excellence chymérique qu'il révere dans sa personne.

Ainsi, lorsque Xerxès eut résolu de faire la conquête de la Grece, il envoya des ambassadeurs à Sparte, pour demander de la terre & de l'eau, qui étoient les signes de la soumission. Les Lacédémoniens jetterent une partie des ambassadeurs dans des gouttières, & l'autre dans des puits, leur disant qu'ils pouvoient emporter à Xerxès de la terre & de l'eau. Ce monarque, sous prétexte de venger l'outrage fait à ses ambassadeurs, fit des préparatifs de guerre qui menaçoient toute la Grece. Les Lacédémoniens, à la vue des maux que cette guerre alloit causer à la Grece, envoyèrent des ambassadeurs qui s'offrirent de mourir pour réparer l'injure faite à Xerxès dans la personne de ses ambassadeurs. Lorsque ces Lacédémoniens furent arrivés & présentés au roi de Perse, on ne put jamais les engager à l'adorer, ils répondirent qu'ils n'étoient pas venus pour cela, mais pour mourir.

16°. Cette espèce de fierté n'a rien de dur & d'orgueilleux, elle s'allie avec la bienfaisance, avec l'humanité ; ainsi, lorsque Ptolomée, obligé de sortir d'Alexandrie, alloit à Rome implorer le secours du sénat, contre ses sujets, & qu'il aborda à Rhodes où étoit Caton d'Utique, il envoya chez lui, „ ne doutant pas que, des que Caton sauroit son arrivée, il ne vint le visiter ; mais Caton répondit à l'envoyé que Ptolomée

vint le trouver s'il avoit affaire à lui, ce qu'il fit.

Quand il entra, Caton n'alla point au-devant de lui, il ne daigna pas même se lever de son siège ; mais après l'avoir salué sans façon, comme un simple particulier, il lui dit de s'asseoir. Cette réception si sèche, déconcerta un peu le roi, qui fut fort étonné, de trouver avec des dehors si simples, si populaires & si chétifs, des manieres si fieres & hautaines. Mais, quand il eut commencé à lui parler de ses affaires, il entendit de lui, des discours d'une sagesse profonde, & tous pleins de franchise & de liberté : car Caton blâma fort ce qu'il faisoit, & lui remontra quelle grande félicité & quelle vie royale il abandonnoit, pour aller se livrer à une dure servitude, à des travaux infinis, à toute la corruption & à toute l'avarice des puissans de Rome, que l'Egypte même, quand elle seroit convertie en or, pourroit à peine rassasier. Il lui conseilla donc de s'en retourner & de se raccommoder avec ses sujets, il lui offrit même de l'accompagner pour ménager cet accommodement. Ptolomée crut entendre, non l'avis, d'un homme sage, mais l'oracle d'un Dieu.

17°. Les besoins, les penchans, les inclinations que l'homme reçoit de la nature, étant des regles & des loix, qui doivent le conduire ; tout homme qui se met librement dans un état où il ne peut plus obéir aux loix, viole le droit naturel : ainsi l'intempérance est un crime.

18°. Tous les principes de droit naturel que nous venons d'exposer, sont des sentimens, des inclinations, des penchans qui agissent & qui se développent dans l'homme, par l'expérience même seule. Il n'est pas d'homme qui en réfléchissant ne puisse connoître la

nécessité de suivre ces règles ; le desir du bonheur & la crainte du mal , déterminent l'homme à porter ses réflexions sur tous ces objets ; il ne peut donc y avoir d'ignorance invincible de la loi naturelle.

Les principes que nous venons d'exposer sont donc le vrai code de la nature, & Hobbes reconnoît lui-même que ce sont autant de loix naturelles.

Ces principes sont des loix naturelles selon cet auteur, parce qu'ils sont le seul moyen de vivre en paix , & que la paix est l'état auquel l'homme doit tendre : il regarde ces loix comme des barrières que la prudence oppose à la méchanceté , & non comme des ordres que la nature nous donne d'être utiles aux autres hommes : comme des précautions contre le mal , & non comme des sources de bonheur ; ainsi, jamais son cœur n'avoit éprouvé le plaisir que cause la bienfaisance , la reconnaissance & l'amitié.

Une partie de la surface de la terre est couverte par les eaux qui forment les mers, des lacs, des fleuves, des rivières, & qui partagent la terre en une infinité de divisions plus ou moins étendues.

La portion du globe terrestre qui n'est point sous les eaux, contient des montagnes, des vallons, des plaines, des côtes, dont les productions & la fécondité varient à l'infini. Presque partout, on rencontre des terrains stériles plus ou moins étendus. Les hommes, en se multipliant, ont donc été forcés de se partager & de former des corps distincts & séparés : la différence des alimens & des contrées dans lesquelles les hommes se sont dispersés, a mis beaucoup de variété dans leurs ressources, pour satisfaire leurs besoins primitifs, & par conséquent beaucoup de

diversité dans leurs mœurs, dans leurs caractères, & dans leurs idées.

Dans la haute Asie où le terrain prodigieusement élevé, se trouve trop froid pour que les grains & les fruits y mûrissent & pour que les arbres y croissent, la nature ne produit que des paturages, souvent entre-coupés par des étangs, par des lacs, par des cantons stériles ; les hommes qui s'y sont retirés, sont naturellement devenus pasteurs & errants, ils ont peu de loisir, ils n'ont pas eu besoin de beaucoup d'amusemens ; ils n'ont point inventé d'arts agréables, ils n'ont point exercé leur raison sur des objets de spéculation.

Il en a été de même à-peu-près des Germains, des Gaulois dans leurs forêts, des Arabes dans leurs plaines, tantôt stériles, & tantôt abondantes, & presque toujours coupées par des plages sablonneuses, ils ont été pasteurs & errans, comme les Tartares de la haute Asie : mais ayant plus de ressources pour se nourrir, placés sous un climat moins rigoureux, les Germains & les Gaulois ont eu plus de loisir, plus de besoin de s'éclairer ; leurs facultés intellectuelles ont dû se développer chez eux beaucoup plus que chez les Tartares, & plus encore chez les Arabes, que chez les Gaulois & chez les Germains.

La diversité des climats fait sur nos organes & sur nos facultés, les mêmes effets que produit sur tous les êtres sensibles, la différence des saisons & du spectacle que nous offrent le ciel & la terre.

Au midi de l'Asie & de l'Europe, en Egypte & dans l'Inde, où la nature produit abondamment des grains, des fruits, les hommes sont devenus cultivateurs, & sédentaires : mais ces contrées si favorisées de la nature, le lion, le léopard, le rhinocéros, le buffe, l'élé-

phant, une prodigieuse quantité d'animaux pâtureurs semblent les disputer à l'homme. Il a donc fallu que dans chacune de ces contrées les hommes fussent cultivateurs & armés.

Tous les hommes ne naissent point avec des dispositions égales pour cultiver la terre, pour conduire les troupeaux, pour donner la chasse aux animaux terribles ; & quand ils naîtroient tous avec des forces égales, il auroit encore fallu former des classes différentes pour cultiver la terre, pour défendre les moissons contre les bêtes fauves, & les troupeaux contre les animaux carnaciers : à mesure que les besoins ont varié, ou se sont multipliés, ces classes ont changé, ou se sont multipliées.

Il a fallu nécessairement quelque puissance qui assignât à chacun sa classe, & à chaque classe ses fonctions.

Par la loi établie pour la reproduction & pour la multiplication des hommes, cette puissance a résidé naturellement dans le chef de famille : ce pere, ce chef de famille a exercé un empire absolu, qui n'avoit pour objet que le bonheur de la famille. Voilà la première souveraineté, & le modele sur lequel se sont formées naturellement toutes les sociétés particulières. Les gouvernemens sont communément monarchiques dans leur origine. Après la mort du pere de famille, ce fut le fils aîné qui gouverna comme plus éclairé, plus instruit, comme celui que le pere avoit fait dépositaire de ses dessein, de ses volontés, de ses lumieres. Au défaut du fils, on choisit le meilleur, le plus éclairé & le plus vertueux : on ne soupçonna pas qu'il pût abuser de son autorité, on ne songea pas à prescrire des bornes à sa puissance, ou à lui imposer des conditions : on ne voyoit point dans ces tems quel besoin le chef de la république pouvoit

avoir de faire du mal : quel mal pouvoit-on craindre d'un pere qui trouvoit son bonheur dans les soins qu'il donnoit à sa famille ?

Lorsque les souverains s'écarterent des vertus du pere de famille, on crut que c'étoit par erreur, ou par ignorance : on se contenta de les rappeler aux soins que le pere de famille doit donner au gouvernement de ses enfans.

Le gouvernement monarchique est si beau, si conforme à la nature, si propre à faire regner la paix & le bonheur, que les nations éclairées, vertueuses & sensibles aux charmes de la tendresse, ne crurent pas devoir changer cette constitution pour quelques égaremens du souverain, & c'est ce qui a rendu le pouvoir absolu des rois & des souverains si durable en Egypte, dans l'Inde, à la Chine.

Chez les nations dont la vie fut agitée, la nourriture peu abondante, le repos & le loisir rare, le sentiment de la tendresse & de la bienfaisance se développa moins, on eut pour le souverain moins d'attachement ; son autorité ne fut pas absolue, il ne fut qu'un chef comme chez les sauvages de l'Amérique, chez les Germains & chez les Gaulois.

Enfin, dans les lieux où l'abus de la puissance devint excessif & intolérable, elle fut modifiée, ou absolument éteinte comme dans la Grece, & la puissance souveraine fut exercée, tantôt par la société même, & tantôt par des magistrats à l'autorité desquels on donna des bornes, des surveillans, des censeurs.

Ainsi les sociétés particulières ont pris une infinité de formes différentes ; mais elles ont toutes des loix essentielles qui sont les mêmes. Par-tout la puissance souveraine a les mêmes droits & les mêmes obligations, par tout les sujets ou les ci-

toyens ont les mêmes devoirs & les mêmes avantages essentiels.

1°. Les hommes renfermés dans ces divisions n'ont point changé de nature, tous ont les principes de sociabilité, & leur réunion les développe successivement.

Tous ces principes de sociabilités tendent à conserver la paix & à consacrer les forces, les talens, l'industrie de chaque particulier au bonheur général, c'est vers cet objet, c'est à cette fin que conduisent tous les besoins de l'homme, toutes les inclinations, tous les penchans qu'il a reçus de la nature; ces besoins, ces penchans, ces inclinations sont des loix dans tous les lieux, dans tous les pays, sous tous les climats, puisque l'homme les porte partout : c'est donc une obligation naturelle à chaque membre de la société que de travailler pour le bonheur général, & c'est une violation de la loi naturelle que de séparer son intérêt personnel de l'intérêt général de la société dont on est membre.

2°. Le bonheur général est l'effet du concours de tous les membres de la société. Il faut donc que dans chaque société particulière il y ait une autorité qui dirige les forces, les talens, l'industrie des particuliers vers cet objet, qui règle les contributions & la nature des contributions que chaque membre doit payer pour procurer le bonheur général; & comme c'est pour chaque membre une obligation naturelle que de contribuer au bonheur général, c'est aussi une obligation naturelle que d'obéir à cette puissance, on ne peut lui être rebelle, ou éluder ses ordres sans violer la loi naturelle; les ordres de la puissance civile obligent en conscience.

3°. Cette puissance violeroit égale-

ment la loi naturelle, si elle ne faisoit servir les forces, l'industrie, les talens des membres de la société, qu'à son propre bonheur, ou si elle négligeoit d'appliquer ces forces & cette industrie, de la manière la plus propre à procurer le bonheur général de la société.

4°. Quelle que soit l'origine d'un Etat, ou d'une société, la puissance qui dirige les actions du citoyen vers le bonheur général, est essentiellement une puissance souveraine, puisqu'elle réunit & fait agir à son gré les forces de tous les membres de la société. Il est même impossible que la société subsiste, si cette puissance n'est pas souveraine.

Toutes les espèces donc de gouvernemens peuvent être légitimes, & toutes sont bonnes, lorsque les hommes sont dociles aux inspirations de la nature, parce qu'alors ils emploient toutes leurs forces en faveur du bien général; mais elles sont toutes mauvaises & funestes au bonheur des hommes, lorsqu'ils sortent de la route que la nature leur a prescrite pour arriver au bonheur; les mêmes causes qui font que le despote & le monarque sont les fléaux de la société, rendent l'archonte, le consul, le dictateur, le sénateur, le magistrat, le simple citoyen, dur, avide, impitoyable, tyrannique. Dans quels Etats vit-on plus de maux que dans les républiques de la Grèce, de Rome & de Carthage?

6°. Une société ne sera donc heureuse qu'autant que le souverain & tous les membres se renfermeront dans les bornes que la nature prescrits à leurs besoins, & qu'ils obéiront aux penchans & aux inclinations qu'elle leur donne.

7°. L'éducation publique & domestique doit tendre à développer tous les principes de sociabilité qui sont dans l'homme, & à y étouffer tous les desirs

&

& tous les besoins qui écartent l'homme de la route que la nature lui prescrit pour arriver au bonheur.

8°. Quelque forme de gouvernement qu'on établisse, ni la *société*, ni le souverain, ni les citoyens ne peuvent être heureux & puissants, par d'autres moyens que par la pratique des vertus sociales : ainsi la vertu n'est pas un ressort politique qui n'appartienne qu'à la république, ni l'honneur un motif particulier aux monarchies : l'honneur qui n'existe que dans les monarchies, & qui ne se trouve pas dans tout Etat policé, est un faux honneur qui fait des courtisans & jamais des citoyens.

9°. Par l'institution même de la *société*, tous les citoyens emploient leurs talents, & leur industrie pour procurer le bonheur public, tous doivent donc être heureux & contents : chacun doit trouver dans la masse du bonheur commun tout ce qui est nécessaire pour qu'il soit content de son existence & de son sort.

10°. Nous avons fait voir que l'estime contribue au bonheur des hommes, v. ESTIME, & qu'ils sont malheureux par le mépris ; que l'on doit témoigner de l'estime à l'homme utile, marquer du mépris ou de l'indignation à l'homme nuisible ou inutile. C'est donc une injustice & une inhumanité dans l'homme d'un ordre supérieur que de mépriser le citoyen d'un ordre inférieur qui se rend utile dans la place qu'il occupe, c'est dans tous les citoyens une bassesse que de respecter le vice de quelque décoration qu'il soit revêtu.

11°. Le mépris ne rend pas seulement l'homme malheureux, il l'irrite, il le soulève. Ce n'est donc pas seulement une injustice, une inhumanité dans l'homme en place que de commander avec mépris, que de traiter avec dure-

Toutt XII.

té & avec une fierté insultante le citoyen qui lui est subordonné : c'est encore un crime contre l'Etat, puisqu'on lui rend odieuse une autorité qu'on doit lui rendre aimable ; parce qu'elle ne peut subsister qu'autant que les citoyens l'aiment.

La Phénicie étoit soumise & fidèle au roi de Perse, il en avoit tiré de grands secours d'argent, de vaisseaux & de soldats : les Satrapes & les officiers de guerre qui résidoient à Sidon, en exposant les volontés du roi, employoient des termes de mépris & des paroles outragantes : le peuple s'irrite, forme le dessein de secourir le joug des Perses ; il communique sa haine & sa résolution à toute la Phénicie. Tout s'arme contre le roi de Perse, on détruit ses jardins, on punit de mort les satrapes & les officiers insolents : le roi de Perse attaque Sidon avec toutes ses forces & avec toutes celles de ses alliés, ses efforts font long-tems inutiles, enfin il corrompt le roi de Sidon, la prise de la ville est inévitable : les Sidoniens ne pouvant résister, brûlent leurs vaisseaux, s'enferment dans leurs maisons avec leurs femmes & leurs enfans, y mettent le feu, & périrent au nombre de quarante mille. L'insolence des satrapes réduisit ainsi en un tas de cendres & de pierres, une ville florissante qui avoit été si utile à la Perse.

Voilà l'effet naturel & infaillible de l'insolence des administrateurs de la puissance souveraine : la colere & la haine des peuples s'accroît insensiblement par le mépris, par l'orgueil, par la dureté des hommes chargés de l'administration ; & ce feu caché éclate au moment qu'on s'y attend le moins.

12°. L'égalité de bonheur peut exister avec la différence que la subordination met entre les hommes d'une même *société* ; car l'homme n'est point naturelle-

S s : s

ment envieux & jaloux, & la nature attache le bonheur à la pratique des vertus sociales dans quelque état & dans quelque condition que l'homme soit.

13°. Le bonheur général étant l'objet essentiel de la *société*, il est contraire à l'équité naturelle, & c'est un principe destructif des vertus sociales que d'accorder des distinctions & des récompenses aux qualités & aux talents qui ne contribuent point à rendre les hommes estimables & utiles à la *société*, c'est dans l'autorité qui les accorde, une prévarication, & dans celui qui les sollicite & qui les obtient, un larcin.

14°. Par les loix de la nature, la *société* ne peut être puissante & heureuse, qu'autant que la puissance souveraine sera dans toutes les parties administrée de la manière la plus avantageuse pour le bonheur général. C'est donc un crime que de se déterminer par d'autres vues que par celles du bien général, dans le choix des personnes que l'on élève aux dignités, aux magistratures, ou à qui l'on confie des emplois. C'est manquer à un devoir essentiel que d'être chargé de nommer à quelque place que ce soit, & de ne pas la donner au plus digne.

15°. Tout devant tendre au bonheur général de la *société*, il ne devoit jamais y avoir de dignités sans fonction, ou s'il y en avoit, elles devroient se donner à l'homme qui s'en rend utile.

16°. L'estime, l'amitié, la bienfaisance des citoyens, si nécessaires pour le maintien & pour le bonheur de la *société*, ayant pour fondement l'égalité naturelle des hommes, toute distinction dans les rangs & dans les conditions, qui rompt cette égalité naturelle, est contraire aux principes de la saine politique. Tels sont peut-être dans les siècles corrompus, les titres héréditaires, la noblesse venale & héréditaire.

17°. La nature conduit l'homme à la paix, à la bienfaisance, aux vertus sociales, par les besoins & par les inclinations qu'elle lui donne, par le plaisir qu'elle attache à la bienfaisance & à la vertu, par la douleur & par les peines qu'elle rend inséparables de la méchanceté, de la dureté & des autres vices contraires au bonheur de la *société*.

Ces plaisirs, ces peines n'ont pas toujours aisé de pouvoir sur l'homme pour le fixer dans la pratique de la vertu, pour le garantir sûrement & toujours des vices contraires au bonheur de la *société* : il faut que la *société* ajoute aux récompenses que la nature attache à la bienfaisance, aux peines dont elle punit la méchanceté, ce qui est nécessaire pour rendre l'homme constamment vertueux & bienfaisant : il faut donc dans une *société* des loix pour punir & pour récompenser : mais ces loix ne doivent punir ou récompenser que les actions que la nature elle-même punit, ou récompense : la puissance législative n'est que le vicair de la nature, si je peux parler ainsi.

Semblable à la nature, la puissance législative doit faire en sorte que jamais une action bienfaisante ne soit sans récompense, ou un acte de méchanceté sans châtiment.

Indulgent comme la nature, la puissance législative ne doit jamais supposer l'homme méchant ; & lorsqu'elle ne peut s'empêcher de condamner son action, elle doit le traiter comme un aveugle qui s'égare & qui cherche le bonheur hors de la route de la nature : il faut qu'elle le fasse rentrer dans l'ordre social, en ne lui faisant que le mal nécessaire pour qu'il sente qu'il entroit dans la carrière du malheur.

Mais il faut que la puissance législative inexorable comme la nature, ne permette pas qu'un méchant homme jouisse

des avantages & des récompenses dues à la vertu. Il faut que l'homme qui a sacrifié la vie, le bonheur de ses concitoyens, soit traité comme un tigre & comme un lion furieux.

Les loix civiles ne font donc pas des restrictions opposées au droit naturel, comme Hobbes le prétend, elles n'en font que l'application ou le développement.

18°. Tous les citoyens devant observer les loix de la *société*, il est absurde que le nombre en soit si grand ou l'application si difficile qu'un homme qui passeroit sa vie à les étudier, ne pût s'assurer de n'y pas contrevenir. Il semble qu'alors les loix, au lieu d'être les protectrices & les guides des citoyens, ne soient destinées qu'à les égarer & à produire dans le sein de la *société* une guerre intestine qui arrache chaque citoyen à ses occupations, & qui absorbe les talens & les facultés d'un nombre prodigieux d'hommes, dont les veilles & les travaux n'aboutissent, qu'à prouver qu'une certaine portion de terre appartient à Pierre & non pas à Jacques.

Les législateurs les plus sages ont voulu que leurs loix fussent assez simples pour être apprises & retenues par les hommes les plus grossiers & c'est pour cela que dans l'antiquité la plus reculée, les loix étoient écrites en vers.

En négligeant cette simplicité, les tribunaux de justice produisent des effets tous contraires à leur institution primitive. Il arrive tous les jours au peuple qui s'y adresse, comme à la brebis qui se mit sous un buisson pour se préserver de la pluie; elle y trouva le couvert, mais avant que d'en sortir il lui fallut laisser la meilleure partie de sa toison.

Ce fut pour cela, que Ferdinand, sous qui les Indes occidentales furent décou-

vertes, y envoyant un Pédarias pour vice-roi, lui défendit expressément d'y mener aucun de ces juriconsultes qu'on nomme *letrados* en Espagne; & Mathias Corvin fut contraint de chasser de toute la Hongrie ceux qu'il avoit amenés d'Italie, tant ils excitoient de désordres & de ruines par les subtilités de leur chicane: ce furent ces désordres qui selon le même auteur firent dire à l'un des Catos qu'on devoit paver de chaufses-trapes toutes les avenues des tribunaux de justice.

Peut-on concevoir une législation plus contraire à la saine politique que celle d'une nation, où la justice contentieuse entretiendrait le luxe & le faste d'un nombre prodigieux d'hommes de loi, & les enrichiroit? Ces hommes destinés par état à faire regner la paix & la concorde entre les citoyens, ne seroient-ils pas intéressés à y perpétuer la haine & la discorde, à rendre toutes les fortunes incertaines, & tous les droits litigieux, à former un système de législation qui liât aux tribunaux de justice les fortunes, le repos, la tranquillité, l'existence de tous les citoyens, sous prétexte d'empêcher ou de punir l'injustice?

Une nation où les tribunaux de justice auroient acquis cet empire, ne seroit-elle pas en effet une nation conquise par les légistes & par les gens de justice?

19°. Les peines & les récompenses de la *société*, ne sont pas toujours assez puissantes pour arrêter le crime, ou pour faire pratiquer la vertu; il y a d'ailleurs des actions utiles ou nuisibles que la *société* ne peut ni récompenser ni punir: la religion offre une récompense à ces vertus & rend le châtement du crime inévitable.

Il y a des malheurs dont la *société* ne

peut garantir, des maux qu'elle ne peut soulager, & la religion les rend supportables, elle en fait une source de bonheur; il n'y a donc point de *société* qui ne doive avoir une religion, & la religion a des rapports essentiels avec la puissance & avec la prospérité des Etats, avec la sûreté publique, & avec le bonheur des particuliers. On ne peut affaiblir dans l'esprit de la nation le respect pour la religion, sans diminuer ses motifs pour la vertu, ses forces pour résister à l'attrait du vice, à l'impulsion du crime; ses ressources pour supporter avec constance ou même avec satisfaction les calamités, les chagrins & la douleur.

Dans cette multitude d'hommes que renferment les villes, parmi les habitants des campagnes, n'avez-vous jamais rencontré des malheureux, accablés sous l'excès du travail, des infirmités & de la misère? votre cœur sensible & tendre a été déchiré à la vue de leur sort, aucun d'eux ne s'est jamais offert à vos regards sans émouvoir votre âme, sans ressentir les effets de votre bienfaisance: vous aimez, vous respectez ceux qui les soulagent, ceux qui les protègent; & bien, la religion les console & rend leurs douleurs supportables, ou même précieuses, parce qu'elle n'en laisse aucune sans récompense.

Voyez ce citoyen pauvre, obscur, rebuté de la *société*, incommode à ses voisins, évité de ses proches, abandonné de tous les hommes: la religion le met sans cesse sous les yeux de l'Etre suprême, elle lui fait voir dans l'Etre suprême un pere tendre qui le console de l'insensibilité des hommes, un rémunérateur qui compte ses soupirs & qui leur prépare une récompense infinie.

Vous traitez, & avec raison, comme un barbare & comme un monstre, le mi-

nistre qui abuse de la religion, qui fait périr comme des scélérats, ceux qui résistent à son autorité, ou qui, sans être instruits & convaincus, refusent de le croire & d'échapper à la mort par un parjure.

Mais en ôtant au malheureux, à l'homme accablé d'infirmités, au malade tourmenté par les douleurs, en ôtant, dis-je, à tous ces hommes la religion & ses espérances, ne les faites-vous pas expirer dans la prison, au milieu des tourmens & dans la douleur?

Sous ses haillons, dans son réduit, au milieu des horreurs de l'indigence, le malheureux, le malade étoit un spectacle au ciel; chaque instant l'approchoit du bonheur, chaque souffrance étoit un bien, parce qu'elle étoit un mérite; l'espérance, le sentiment anticipé des récompenses éternelles s'unissoit au sentiment de la douleur & le rendoit supportable, ou même précieuse; il plaignoit les hommes insensibles à ses maux, mais il avoit le plaisir de les aimer. En lui ôtant la religion & ses espérances, vous lui rendez tous les hommes horribles. Sa maison devient un cachot affreux, vous le livrez à toute la vivacité de ses douleurs, il est en proie à tous ses maux, & les connoît dans toute leur étendue: il les sent sans adoucissement. Voudriez-vous être aussi barbare que l'inquisiteur?

Attaquez le fanatisme & la superstition qui sont contraires à la gloire de l'Etre suprême, & funestes au bonheur des *sociétés*; mais avec vos lumières, avec votre génie, avec un cœur doué de l'humanité la plus tendre, la plus compatissante & la plus généreuse: aimez & respectez une religion qui enseigne la morale la plus propre à s'conder & à perfectionner tous les prin-

cipes de l'indulgence, de la douceur, de la bienfaisance & de toutes les vertus sociales ; qui veut que tous les hommes se regardent & s'aiment comme des frères.

La *société* est une assemblée d'hommes qui consacrent leurs forces & leurs talents pour procurer réciproquement leur bonheur, & qui choisissent les moyens les plus propres pour conduire à cette fin toutes leurs actions ; & pour empêcher celles qui lui sont contraires : c'est d'après ces vues & ces moyens que se forment les mœurs, les usages, la conduite de tous les citoyens ; en un mot, le système & l'harmonie politique qui doit produire le bonheur des citoyens, & leur faire pratiquer les vertus sociales.

Ces moyens sont donc en effet des règles & des loix pour tous les citoyens, & ces loix sont telles qu'on ne peut les enfreindre, sans rompre la chaîne qui lie les actions des particuliers avec le bonheur général, sans troubler l'ordre selon lequel les citoyens doivent exercer les vertus sociales ; en un mot sans déranger le système politique, qui doit produire entre les citoyens des actes d'humanité, de bienfaisance & de justice, leur procurer les secours qu'ils attendent de la *société*, & les faire jouir des avantages qu'elle leur accorde. On ne peut donc transgresser ces loix sans violer la loi naturelle, dont elles ne sont qu'une application particulière. On doit les respecter comme des ordres émanés de la divinité.

Ainsi, personne dans une *société* n'est en droit de se dispenser d'obéir aux loix, lors même qu'en obéissant on souffre injustement, parce qu'on ne pourroit se soustraire à cette injustice, sans ouvrir la porte à mille vexations qui défoleroient la *société*, & par conséquent sans préfé-

rer son bonheur momentané au bonheur général, sans sacrifier à une satisfaction passagère la tranquillité & la félicité publique.

Le citoyen est alors obligé de mourir pour la conservation de la loi, comme il seroit obligé de défendre aux dépens de sa vie, un poste qu'on lui auroit confié, & dont la perte entraineroit la ruine de la patrie. Il trouve dans sa conscience une consolation plus grande que l'injustice qu'il éprouve, il voit qu'en périssant il épargne mille maux à sa patrie, il jouit de tout le bonheur qu'il procure par sa résignation aux loix.

Il voit au-dessus de lui, un maître, un juge, un rémunérateur du sacrifice qu'il fait à la *société*, & de son zèle pour remplir les obligations que ce Maître suprême impose à tous les hommes.

Ainsi, Socrate se refusa constamment aux sollicitations de ses disciples, qui vouloient le tirer de sa prison, & l'arracher à la fureur de ses ennemis. Il ne regardoit pas comme un bien de conserver sa vie en donnant l'exemple de la défobéissance aux loix.

Ainsi, après la victoire que les Athéniens remportèrent aux Arginusés, les généraux furent cités devant le peuple pour avoir négligé la sépulture des morts : excepté deux, tous comparurent & furent condamnés à la mort & à la confiscation de leurs biens ; tous subirent le jugement sans qu'aucun reprochât aux Athéniens leur injustice, parce qu'ils craignoient d'affaiblir le respect pour le tribunal qui les avoit condamnés ; & pendant qu'on se préparoit à l'exécution, Diomède l'un des condamnés s'avança au milieu de l'assemblée, c'étoit un homme expert dans la guerre, & distingué par son équité & par toutes sortes de vertus : quand eut fait silence, il dit : Athéniens, je

souhaite que l'arrêt que vous avez prononcé contre nous tourne à votre avantage. Mais puisque la fortune nous empêche de rendre nous mêmes aux dieux, les actions de grâces que nous leur devons pour la victoire que nous avons remportée, il est juste que vous vous en chargiez. Ne manquez pas de vous acquitter de ce devoir envers Jupiter sauveur, le dieu Apollon, & les augustes déesses, car c'est un vœu auquel nous nous sommes engagés avant la bataille. Diomède ayant ainsi parlé fut conduit au lieu du supplice, laissant à tous les honnêtes citoyens un grand sujet de regrets & de larmes, sur ce qu'ayant à subir une mort injuste, il n'avoit fait aucune mention de ses intérêts".

Lorsque les hommes forment une société, ils s'engagent à procurer le bonheur général, même aux dépens de leur vie, s'il est nécessaire : il n'y a donc point de citoyen qui ne doive sa vie, si en la conservant il met la société en danger de péril, ou d'éprouver de grands malheurs, & c'est sur cette convention essentielle dans toute société, qu'est fondé le droit de vie & de mort que la société a sur tous les citoyens pour procurer le bonheur général. v. DROIT DE VIE & DE MORT.

Le droit nécessaire à la conservation de la société, est ratifié par la Divinité qui a tout ordonné, pour que les hommes véussent en société. Ainsi, la soumission aux loix est un devoir de religion, & le citoyen religieux, lors même qu'il est injustement condamné, souffre avec résignation & sans murmurer, parce qu'il sait que la soumission à un juge, & qu'elle aura une récompense.

Si vous ôtez ce juge, ce rémunérateur, ce législateur primitif, vous ôtez le plus ferme appui des loix, & aux ci-

toyens le plus puissant motif de la soumission aux loix & au magistrat.

Toutes les sociétés sont donc en effet des théocraties, non parce que l'Etre suprême inspire & dicte les loix, mais parce que voulant que les hommes vivent en société, il veut que les loix qui lui servent d'appui, soient observées.

Tous les peuples qui ont connu l'Etre suprême, ont eru que les loix civiles étoient sous sa protection, qu'il punissoit ceux qui les transgressoient & qu'il récompensoit ceux qui les observoient. Les nations qui n'ont pas eu le bonheur de connoître l'Etre suprême, ont mis chaque vertu sociale sous la protection d'une divinité qu'on invoquoit pour obtenir cette vertu. Toutes ont alligné à chaque vice une divinité vengeresse qui poursuivait l'homme, le citoyen qui s'y abandonnoit.

L'homme naît avec une organisation, des besoins, des inclinations qui lui rendent la société nécessaire. Son organisation, ses besoins, ses inclinations le portent à procurer le bonheur des hommes, auxquels il est uni. En réfléchissant sur son origine, & sur celle du monde, il voit que le monde est l'ouvrage d'une intelligence suprême, qui a tout créé, tout ordonné, tout arrangé avec sagesse. Il se voit sans cesse sous les yeux de cette intelligence juste & bienfaisante. Ce n'est plus la crainte des hommes qui le soumet aux loix, c'est l'amour & la crainte de l'Etre suprême. Il observe les loix, lors même qu'elles sont contraires à ses intérêts civils. Convaincu que l'Etre suprême connoît & punit tout ce qui trouble l'ordre & le bonheur de la société, il résiste à l'impéniosité des passions, ou s'il cède, l'idée de l'Etre suprême dont il a allumé le courroux, le fait bientôt rentrer dans la route de la vertu.

Telles sont les vues, tels sont les sen-

timents qui naissent dans l'ame d'un homme aux yeux duquel la saine philosophie a fait disparaître la chimere du hasard, & le monstre de la fatalité, qui est persuadé qu'une intelligence toute puissante a créé le monde, formé tous les êtres & l'homme pour une fin; qui a imposé à l'homme la loi de l'aimer au-dessus de toutes choses, & d'aimer les autres hommes comme lui-même. Car nous avons vu que les besoins de l'homme, son organisation, ses inclinations, le conduisent à cet amour de son prochain.

Je peux donc conclure que l'homme est sociable & que tous les hommes sont destinés à former sur la terre une société dont la bienfaisance, la tendresse, la reconnaissance, la conscience, l'honneur, la religion, la paix, & le bonheur sont les loix & la fin.

On ne doit donc pas à l'homme qui sacrifie le bonheur des autres à son plaisir, cette molle indulgence qu'on voudroit nous inspirer, en le représentant abandonné par la nature à l'empire des sens & entraîné par son intérêt personnel, puisque l'intérêt personnel n'est opposé au bonheur général que dans les hommes qui ont étouffé dans leur cœur toutes les inspirations de la nature, tous les remords de la conscience, tous les avertissements de la raison.

On leur doit sans doute de l'indulgence puisqu'ils sont en effet malheureux, ou dans la route qui conduit au malheur; mais c'est en leur rendant le vice odieux qu'on doit l'exercer; & non pas en l'excusant ou en palliant leurs torts.

Sommes-nous dans un siècle, dans une nation où la vertu scrupuleuse & délicate ait besoin d'être consolée des fautes qui échappent à sa vigilance & de son attention, où il faille rassurer les

ames timorées, contre la crainte d'avoir nuï aux autres par imprudence, ou omis de faire un bien qui pouvoit se faire? Nos loix sont-elles écrites avec du sang comme celles de Dracon? Ou leur exécution est-elle si rigoureuse qu'il soit nécessaire de tromper ou d'attendrir l'inexorable sévérité de ceux qui veillent au maintien de l'ordre & qui jugent les coupables?

Sait-on si en excusant le méchant toutes les fois qu'il cherche son bonheur, on ne l'a pas enhardi à commettre un crime qui le revoltait, étouffer un remords qui auroit rendu le vicieux à la vertu.

Apprenons donc au méchant combien il est coupable & faisons lui connoître qu'il ne peut être heureux qu'en pratiquant les vertus sociales dont la nature a déposé tous les principes dans son cœur.

Si les hommes sont naturellement si humains, & si bienfaisans, pourquoi, dit-on, la guerre s'est-elle allumée sur la terre, pourquoi y est-elle si ancienne & si générale?

Si l'homme naît avec l'amour de ses semblables, avec de l'aversion pour le mal, pourquoi voit-on des peuples antropophages? comment a-t-on vu les rois de Babylone tuer leurs courtisans parce qu'ils avoient montré plus d'adresse qu'eux dans la chasse? Cambyse auroit-il percé le cœur du fils de son échanson, pour faire voir que le vin ne lui étoit ni l'adresse, ni la raison? Comment depuis Auguste les empereurs Romains ont-ils versé tant de sang humain, commis tant de cruautés, qui souvent n'avoient pour objet que d'offrir un spectacle à la barbarie?

Les excès des Barbares qui ont anéanti l'empire romain, égalent les cruautés des rois de l'Orient & des empereurs.

Depuis que ces Barbares ont partagé l'empire de Rome, le feu de la guerre s'est-il éteint? N'a-t-on pas vu les souverains & les peuples occupés à éteindre ou à conserver leurs prérogatives au dedans & au dehors? Ne les a-t-on pas vu sacrifier à leur vengeance particulière le repos & la vie de leurs sujets & de leurs concitoyens?

N'y a-t-il pas dans tous les Etats une espèce de guerre intestine? Les hommes d'une même nation, du même état, de la même profession ne se haïssent-ils pas? Ne sont-ils pas jaloux des richesses, de la réputation, des succès de leurs pareils? Y a-t-il une société où le bonheur du faible ne soit pas sacrifié aux fantaisies du puissant? Ne voit-on pas par-tout une insensibilité barbare dans les souverains, dans les grands, dans les riches pour le faible, pour le malheureux, pour l'indigent? Qui de ces hommes voit dans l'homme opprimé son frère, son semblable, un être destiné comme lui à être heureux, & au bonheur duquel il est obligé de s'intéresser?

Je demande à ceux qui proposent ces difficultés, comment la peinture qu'ils font du crime & du vice, ne leur fait pas juger que le crime est dans l'homme l'effet d'un désordre contraire à sa nature, & non pas la suite d'un penchant naturel? Qu'ils rentrent en-eux-mêmes, qu'ils consultent leur conscience, qu'ils interrogent leur cœur, & qu'ils me disent s'ils y trouvent le germe, le principe des barbaries & des cruautés qui leur font juger que l'homme est naturellement & essentiellement méchant?

Je leur demande si le système qu'ils se sont fait sur la perversité de la nature humaine, les empêche de frémir à la vue d'un meurtre, au récit d'une action barbare?

Je leur demande s'ils connoissent des méchans qui aient commis de sang froid & sans remords les premiers & les seconds crimes?

Sur tous ces points je suis bien sûr que personne ne répondra affirmativement, & je n'en veux pas davantage pour faire voir avec combien peu de fondement on assure que l'homme est porté au crime & à la méchanceté, par un penchant naturel & invincible.

Vous demandez pourquoi la haine, la discorde & le crime régner dans tous les tems sur la terre, pourquoi le vice & la méchanceté ont infecté tous les Etats?

Qu'il me soit permis de vous demander pourquoi dans l'étude que vous avez faite de l'histoire du genre humain, vous n'avez vu que des vices & des crimes?

L'Egypte, l'Inde, la Chine, tous les pays & tous les siècles n'offrent-ils pas des vertus civiles & domestiques, des souverains qui se sont dévoués pour leurs sujets, des citoyens qui se sont dévoués pour leur patrie?

Sur ce même trône où se sont assis les Tibères, les Nérons, les Caligula, n'a-t-on pas vu des Titus, des Trajan, des Antonins, des Alexandre Sévère? Avez-vous lu froidement & sans intérêt leur histoire? Avez-vous vu sans indignation & sans un sentiment de colère, le récit des crimes des premiers? La bonté, les vertus de Tite, de Trajan, d'Alexandre Sévère n'ont-elles pas rempli votre âme d'une admiration tendre? N'avez-vous pas senti le désir de les imiter? N'ont-elles pas allumé dans votre cœur un enthousiasme qui vous a fait juger que vous étiez capable de les imiter? N'avez-vous pas été revolté par l'ambition & par l'inhumanité de Denys & de tous les tyrans? Par les horreurs

horreurs de Marius & de Sylla ? Leurs suees n'ont-ils pas agité votre ame ? Les malheurs de Socrate, d'Aristides, de Phocion, n'ont-ils pas affecté profondément votre cœur ?

Comment donc en lisant l'histoire avez-vous pensé que l'homme étoit né pour le crime & pour la méchanceté ?

Vous vous êtes exagéré l'empire & l'étendue du crime & de la méchanceté sur la terre. Si vous comptiez les actions des hommes, vous trouveriez infiniment plus d'actes de bonté, d'humanité, que de traits de barbarie & de méchanceté.

Ce fut la colere d'Alexandree seul qui détruisit Thebes ; mais lorsque Cassandre proposa de la rebâtir, & d'y rappeler les Thébains errans & dispersés, toute la Grece s'empressa de contribuer à l'exécution de ce projet ; les Athéniens rebâtirent à leurs frais la plus grande partie des murailles ; d'autres y firent bâtir des maisons ; d'autres enfin leur firent tenir de l'argent pour leurs besoins, & ils en reçurent non-seulement de la Grece, mais encore de la Sicile & de l'Italie : ce fut par cette multitude de secours, dont les auteurs sont inconnus, que les Thébains recouvrent leur patrie.

Le vice & le crime occupent sans doute dans l'histoire plus de place que la vertu : les vices & les crimes qui défolent les sociétés, marchent avec éclat, répandent la terreur, & laissent des effets qui en perpétuent la mémoire, tandis que la bienfaisance & les vertus sociales travaillent en secret & sans ostentation au soulagement des malheureux, au bonheur des hommes. L'histoire nous a-t-elle dit tous les actes de bonté de Tite, de Trajan, d'Alexandre Sévère ?

Nous avons des tribunaux qui re-
Tome XII

cherchent & qui poursuivent les criminels, qui manifestent & qui punissent les crimes, y en a-t-il pour rechercher les actes de bienfaisance & de vertu ? Les hommes vertueux & bienfaisans, publient-ils leurs bienfaits & leurs vertus, demandent-ils qu'on les loue, ou qu'on les récompense ? Ce n'est donc qu'aux yeux de l'homme superficiel que le crime & le vice dominent sur la terre & que les hommes sont essentiellement féroces & méchans.

Ne nous bornons pas à ces considérations générales, remontons jusqu'à l'origine des désordres qui servent de prétexte au sentiment que nous combattons.

Le besoin de se nourrir est une des premières causes qui aient allumé la guerre parmi les hommes : ils se font armés, ou pour obtenir des alimens qui leur manquoient, ou pour défendre ceux qu'ils avoient. L'ignorance de l'agriculture, une longue stérilité, ont pu rendre cette guerre durable ; une nation vaincue & poursuivie par les nations plus fortes, chassée de ses possessions, n'a plus rien attendu de leur humanité, elle a regardé tous les hommes comme ses ennemis, elle les a traités comme des bêtes féroces : réfugiée dans des lieux stériles, elle a été obligée comme les animaux carnaciers, de vivre de la chasse ; elle a regardé comme sa proie les hommes & tous les animaux. Peut-on dire que cette cruauté soit un penchant naturel ?

Les nations qui ont possédé des contrées fertiles, ont eu des citoyens armés, pour les défendre contre l'invasion des étrangers, pour garantir leurs troupeaux des attaques des animaux carnaciers, & pour écarter les animaux pâturans qui dévalsoient leurs campagnes.

Tttt

Lorsque les hommes ont été partagés en deux ordres, dont l'un toujours armé, affrontoit les périls, & bravoit la mort; tandis que l'autre occupé de la culture de la terre, & des soins domestiques vivoit sans inquiétude, & n'acquiesçoit point de courage; les hommes armés, se sont insensiblement regardés comme des hommes d'un ordre naturellement supérieur; ils ont méprisé tout ce qui n'étoit pas guerrier: les principes de sociabilité se sont altérés, ils sont devenus les tyrans de ceux dont ils étoient les protecteurs & les frères.

Le luxe marche toujours à la suite de l'orgueil & de l'oïveté militaire; les guerriers désoeuvrés, forts, robustes, ignorans, ont eu recours au luxe, comme à un moyen de satisfaire le desir du bonheur qui presse tous les hommes, lorsque leurs besoins physiques sont satisfaits; le luxe conduit à l'amour des richesses. Les guerriers pour avoir de l'argent ont pillé les étrangers & leurs concitoyens. L'oïveté, la dissipation excessive, les plaisirs, la volupté produisent dans l'organisation des dérangemens qui rendent les hommes malheureux. Le peuple toujours malheureux sous l'empire des guerriers, & dans les Etats où regne le luxe, hait tout ce qui est puissant.

Il s'est donc formé dans les sociétés des principes contraires au principe de sociabilité. Les hommes se sont fait des besoins & des goûts différens des besoins & des inclinations qu'ils avoient reçues de la nature. Au lieu de chercher à procurer réciproquement le bonheur, les forts ont opprimé les foibles, & les foibles sont devenus les ennemis des forts.

La dévastation des pays soumis aux guerriers, a fait sentir la nécessité de les

contenir; on a fait des loix, pour protéger les foibles contre les oppresseurs: ces loix ont décerné des peines, mais elles ont laissé subsister ces deux ordres d'hommes armés, & d'hommes qui ne l'étoient pas; elles n'ont point changé les idées des hommes armés par rapport à la supériorité naturelle qu'ils croyoient avoir sur les autres hommes.

Les loix civiles ou criminelles ont laissé les guerriers & les hommes puissans avec leurs préjugés, dans leur oïveté, & par conséquent avec tous les principes de mépris, de haine & de guerre contre les autres hommes.

On conçoit sans peine que le mélange des besoins & des inclinations que l'homme reçoit de la nature, avec les besoins, les inclinations, les idées, les préjugés que la société lui communique, doivent produire un mélange de justice & d'injustice, une alternative de bienfaisance & de méchanceté, dans les hommes qui se conduisent par habitude & par routine, qui agissent sans réflexion & qui n'ont point de principes sur la morale. Ils ne délibèrent point; ils ne font point usage de leur raison & de leur liberté, ils sont mus & déterminés par les apparences ou par l'habitude. La justice ou l'injustice, la bienfaisance ou la méchanceté, dominent dans ces hommes selon que leur éducation a développé ou fortifié les principes de sociabilité que l'homme reçoit de la nature, ou selon qu'elle leur a communiqué les passions, les besoins & les goûts de la société dans laquelle ils vivent, selon que cette société est plus ou moins corrompue.

Les hommes sont entre les principes de sociabilité qu'ils reçoivent de la nature, & les inclinations qui leur sont communiquées par l'éducation, & par la société, comme un corps entre des

forces qu'il portent vers des côtés différens. Ce corps ne suit point la route qu'il suivroit s'il n'étoit poussé que par une seule force, il satisfait à chacune de ces forces, & marche, pour ainsi dire, entr'elles.

Mais il obéit davantage à la plus grande. Ainsi, par exemple, si ce corps est poussé par deux forces dont l'une agit horizontalement, & l'autre perpendiculairement, la ligne qu'il décrira ne sera ni parallèle à l'horison, ni perpendiculaire, & cette ligne approchera d'autant plus de la ligne horizontale que la force horizontale sera plus grande, & la force perpendiculaire plus petite. L'action uniforme de ces deux forces fait décrire une ligne droite au corps qu'elles meuvent, & il décrit une ligne courbe, si ces deux forces varient, il s'approche successivement de la direction de l'une ou de l'autre, selon que l'une ou l'autre devient plus forte.

Voilà l'image d'une grande partie des hommes, depuis qu'ils se sont fait des besoins & des inclinations différentes, des besoins & des inclinations qu'ils reçoivent de la nature. Ils obéissent & satisfont, pour ainsi dire, à tous ces besoins & à toutes ces inclinations, & sont bons ou méchans selon le degré de force de ces besoins ou de ces inclinations.

Ainsi, lorsque pour subsister, l'homme est assujéti à des travaux pénibles & continuels, qui épuisent ses forces; le besoin de se nourrir & de se procurer le moyen de faire cesser le sentiment pénible de l'épuisement, est le besoin dominant dans cet homme. Le desir de se procurer par ses travaux, un gain sans lequel il ne peut subsister, & qui l'empêche d'être malheureux, sera plus puissant que tous les autres besoins, que toutes les inclinations naturelles. Il haïra comme un ennemi quiconque le

privera de ce gain, quiconque augmentera ses travaux ou diminuera ses profits. De-là les querelles continuelles de ces hommes entr'eux, pour s'emparer du travail; de-là leur soulèvement contre la puissance civile, soit qu'elle augmente le prix des choses nécessaires à leur subsistance: de-là les vengeances cruelles que ces hommes exercent sur les hommes qu'ils soupçonnent d'être les auteurs des impositions. Ils les envient comme des tigres, ou comme des lions.

Lorsque ce même homme voit que par le moyen de son travail, il peut subsister, & n'être pas malheureux, il est soumis à la puissance qui le gouverne, reconnoissant envers elle. Lorsqu'il a gagné ce qui est nécessaire pour sa subsistance, il est humain, secourable & même bienfaisant envers ses pareils, envers tous les hommes.

L'homme riche qui commande à l'artisan, au manouvrier, ne craint point de manquer des choses nécessaires pour se nourrir; mais l'homme qui ne manque de rien de ce qui est nécessaire à la vie, a besoin d'être heureux, & c'est dans les plaisirs, dans les spectacles, dans la dissipation, dans les objets du luxe qu'il cherche le bonheur: ce besoin prend sur son cœur tout l'empire que le besoin de se nourrir exerce sur l'artisan, sur le manouvrier, sur le portefaix pauvre & nécessaire.

Si l'homme qui ne craint point de manquer des choses nécessaires à la subsistance, au lieu de chercher le bonheur dans les objets du luxe, le cherche dans l'ambition, dans le crédit, dans les dignités, dans la célébrité; le desir du crédit, des dignités, de la gloire & de la célébrité prendra sur son cœur l'empire que le besoin de se nourrir exerce sur l'artisan pauvre, tout l'empire que

l'amour du luxe a sur l'homme qui le regarde comme le principe de son bonheur.

Les hommes livrés au luxe, à l'ambition, ont donc entre eux toutes les haines, toutes les inimitiés, toutes les jalousies qui divisent les artisans & les ouvriers avides & nécessiteux. Chez les hommes livrés au luxe & à l'ambition, les inclinations sociales seront subordonnées au desir de l'argent, du crédit & des dignités, comme elles le sont dans l'artisan & dans le manouvrier, au desir du gain nécessaire pour le faire subsister, & pour lui procurer des liqueurs enivrantes sans lesquelles il est malheureux.

Toutes les fois que ces hommes ne seront animés ni par l'ambition, ni par l'amour des richesses & du luxe, ils seront justes, bienfaisans. Ils sont donc tous naturellement justes & bienfaisans, car s'ils étoient naturellement injustes & malfaisans, ils le seroient par le seul plaisir qu'ils trouveroient dans l'injustice & dans la méchanceté.

Lors même que ces hommes agissent pour satisfaire l'amour du luxe, de l'argent ou du crédit, ils seront plus ou moins justes ou bienfaisans, selon que l'éducation ou d'autres causes auront développé & fortifié en eux les vertus sociales, & en auront rendu la pratique plus ou moins utile, plus ou moins nécessaire à leur bonheur.

Il est tel homme que sa condition, son éducation, différentes circonstances engagent dans la carrière de la fortune ou de l'ambition, & dans lequel l'éducation, un heureux naturel, ses réflexions ou ses efforts ont rendu la puissance des vertus sociales supérieures au desir d'acquiescer des richesses, des dignités, ou du pouvoir, supérieure à l'amour du luxe. Ces hommes sont communément justes, humains, bien-

faisans; le crédit, la fortune dont ils jouissent, le luxe lorsqu'ils se le permettent, ne sont que des moyens d'exercer les vertus sociales; c'est dans l'exercice de ces vertus qu'ils font consister leur bonheur, jamais ils ne les sacrifient au desir du crédit, de la fortune ou du luxe.

Mais ces hommes heureux par les vertus sociales, sont les moins actifs, les moins empressés pour obtenir des charges, des dignités, ils sont incapables de se les procurer par la bassesse, par l'intrigue, aux dépens de leur honneur ou de la justice.

Au contraire, ceux en qui les vertus sociales n'ont été ni développées, ni fortifiées par l'éducation, qui n'ont point l'habitude d'être heureux par la pratique de ces vertus, sont les plus ardens pour acquiescer des dignités, des honneurs, des richesses: ils sont moins difficiles sur le choix des moyens qui les procurent: ainsi dans une nation où l'amour des richesses & du crédit régneront, les places qui conduisent à la fortune, les dignités, les honneurs ne sont pas le partage des hommes en qui les vertus sociales sont les inclinations dominantes: l'autorité doit passer insensiblement à des hommes qui ne sont pas heureux principalement par la pratique des vertus sociales; ainsi dans presque tous les hommes en place, les vertus sociales sont subordonnées au desir du crédit & des richesses.

Les hommes riches, puissans, constitués en dignités, agissent donc presque toujours pour acquiescer des richesses, des dignités & du crédit: si pour réussir dans leurs entreprises, ils n'ont que des moyens contraires à l'honneur, à la justice & à l'humanité, ils seront portés vers ces moyens par une force supérieure à celle des inclinations so-

ciales ; ils agiront comme s'ils n'avoient aucun égard au bonheur des autres ; la force des vertus sociales dans cette occasion fera nulle , ou insensible : ces hommes ne seront donc justes & bien-faisans que dans les choses peu utiles pour eux , c'est-à-dire , dans des affaires ignorées du public ; ils paroîtront toujours agir pour acquérir des richesses & du crédit sans égard pour le bonheur des autres , & les vertus sociales paroîtront n'avoir aucune influence sur leur conduite ; toutes leurs actions paroîtront produites par l'amour du luxe & des richesses : ils auront mille degrés de force pour aller à tout ce qui augmentera leurs richesses & leur crédit ou leur luxe , & ils n'auront qu'un degré de force pour les empêcher de faire le malheur de leurs concitoyens , & des autres hommes.

Pour résister à cette force , il faudroit examiner , si les richesses , la puissance & le luxe sont nécessaires au bonheur , s'ils n'y sont pas contraires ; lorsqu'on se les procure aux dépens du bonheur des autres , si les vertus sociales , même obscures & ignorées du public , ne sont pas le seul moyen d'être heureux : or ces hommes n'ont jamais eu le moindre doute sur tous ces objets. C'est chez eux un principe fondamental , une vérité première , que le plus grand des biens , & le seul moyen d'être heureux , c'est d'acquérir des richesses , du crédit , & de vivre dans la mollesse , dans le luxe & dans le faste. Ces hommes ne font donc aucun usage de leur liberté , pour résister au desir des richesses , du crédit & de la magnificence : leur vie n'est qu'une suite d'actions , toutes produites par leur intérêt particulier , & presque toutes dirigées contre le bonheur général.

Les citoyens vertueux qui exercoient quelque portion d'administra-

tion dans ces Etats , prendroient le parti de l'humanité , de la justice , & de la bien-faisance ; ils proposeroient des moyens d'administration , toujours désapprouvés par leurs supérieurs , par leurs égaux & par leurs inférieurs ; les hommes en place ne combattoient les principes de justice & de droit naturel qu'on leur opposeroit que par le droit du plus fort , par la maxime qui porte que tout appartient au puissant , & ce seroit d'après ces principes qu'ils exerceroient l'autorité dont ils seroient dépositaires ; le droit naturel & les principes de *société* ne seroient à leurs yeux que des chimères ; la force seule seroit pour eux le juste , ils ne connoitroient point d'autre droit public.

L'histoire qui ne transmet communément que les actions des personnes puissantes , & celles qui ont rapport au public , n'offre donc communément qu'une masse énorme de méchancetés , de vexations , de noirceurs , d'usurpations générales & particulières , & un oubli presque total des principes de la sociabilité , dans les nations où dominent l'amour du luxe & des richesses , où régissent les passions & l'ambition.

C'est dans ces archives de la perversité du genre humain , que le méchant , l'homme avide , l'homme livré au luxe , le voluptueux , l'intriguant , l'égoïste & l'homme inutile va chercher l'apologie de ses injustices , de ses vexations , de ses manœuvres , de son insensibilité. C'est sur ces autorités qu'il se fonde , pour avancer que les hommes naissent injustes , mal-faisans , & qu'ils n'ont de loi naturelle que de procurer leur bonheur , même aux dépens du bonheur de leurs semblables.

Mais il est aisé de voir , par ce que nous avons dit , combien leurs prétentions sont injustes.

L'histoire nous montre des siècles, pendant lesquels les vertus sociales dominent chez plusieurs nations : on les a vues dominantes chez des peuples que l'on cite en exemple, pour prouver que les hommes ont toujours été mal-faisans, & qu'ils le sont essentiellement.

Lors même que les hommes se sont pervertis, & que les *sociétés* se sont corrompues, la vertu n'a pas disparu sur la terre.

Entre ces deux classes d'hommes, en qui l'extrême indigence, ou l'amour excessif du luxe, des richesses, du crédit, rendent inutiles & impuissans les principes naturels de la sociabilité, on voit dans tous les tems des citoyens qui regardent les vertus sociales comme la source de leur bonheur, & que ni l'espérance d'une grande fortune, ni la crainte de la perte de leurs biens & de leur vie, ne peut rendre ni méchans, ni injustes, ni faux. Le fait que j'avance ici, ne peut être contesté que par ceux qui n'ont jamais vu que des méchans, & qui n'ont jamais lu l'histoire, ou qui n'ont jamais fait attention aux exemples de vertus qu'elle offre, & qui n'y cherchoient que des crimes & des vices.

Il n'est peut-être point d'hommes qui n'ait eu sous les yeux des exemples de ces vertus ; il n'est peut-être point de méchant, d'avare, d'intriguant & d'ambitieux qui n'ait rencontré des hommes qu'il s'est inutilement efforcé de séduire.

Mais dans les nations où domine l'amour du luxe, du crédit & des richesses, ces hommes ne sont pas empressés de se montrer, & ne publient point la résilience qu'ils ont faite aux méchans qui voulaient les gagner ; souvent le méchant les décrie, ou les opprime, ils craignent que leur propre vertu n'échoue ou ne s'altère dans les dignités &

dans les emplois ; ils se réfugient dans l'obscurité comme dans un asyle. Le malheureux les connoît & les révere, il trouve en eux des protecteurs, des bien-faiteurs, des consolateurs ; mais ces hommes vertueux n'existent point pour l'homme important, pour l'homme constitué en dignité, pour l'homme brûlé de la soif des richesses, ou livré au luxe & à la frivolité. Quel besoin ont ces hommes de connoître l'homme vertueux ? & quel besoin l'homme vertueux a-t-il de s'approcher & de se faire connoître du grand & de l'homme puissant, dans une nation où règne l'amour du luxe & des richesses ?

Mais enfin, dira-t-on, il n'y a peut-être pas un homme qui ne viole les principes de la *société*, même parmi ceux auxquels vous donnez le nom de *vertueux*.

J'en conviens, mais je suis bien éloigné d'en conclure que les vertus sociales n'existent pas. L'amour des richesses, la passion du luxe, le désir du crédit & de la célébrité, l'ambition, l'orgueil, la vanité dominent dans presque toutes les nations de l'Europe ; nous naissons tous au milieu de ces principes, ils agissent sur nos ames, presque au moment de notre naissance & nous communiquent presque toujours un peu de la corruption générale : ce sont les motifs par lesquels on nous excite au travail & à l'application dans l'enseigne, & avant que nous puissions réfléchir. Ces motifs prennent donc de l'empire sur tous les hommes d'une nation corrompue ; mais ils n'éteignent point les vertus sociales dans toutes les ames. S'il n'y a point de *société* dans l'Europe, où l'amour des richesses, du luxe & du crédit ne domine, il n'en est point où les principes d'humanité, de bienfaisance, soient inconnus ou éteints, d'où les

principes de sociabilité soient bannis. Nulle part on ne voit des hommes absolument inhumains, méchants, & cruels.

Envain prétendra-t-on avec Hobbes, que les hommes féroces & cruels par nature, sont devenus bienfaisans par intérêt : car on conçoit bien que la crainte du mal ou l'espérance de quelque utilité, peut empêcher qu'un être méchant par nature ne fasse du mal, ou le porter à faire du bien ; mais il est impossible qu'il fasse le mal avec répugnance, & le bien avec goût. Il est impossible qu'il éprouve du plaisir lorsqu'il fait du bien ; s'il a un amour invincible pour le mal, il est impossible qu'il ressent de la douleur lorsqu'il fait le mal, s'il est porté par un penchant naturel à faire le mal. Il doit faire le bien qui lui est utile, avec la même répugnance qu'il éprouve lorsqu'il prend une médecine désagréable & salutaire.

Aimer, c'est comme nous l'avons dit, éprouver du plaisir ou de la joie, lorsqu'on voit un objet, lorsqu'on en jouit, lorsqu'on y pense, lorsqu'on en parle. Si l'homme aime essentiellement le mal des autres, il doit éprouver de la joie, ou du plaisir, toutes les fois qu'il leur fait du mal, toutes les fois qu'il voit qu'ils ressentent de la douleur ; il ne doit agir que pour faire du mal. Or les hommes, même ceux qui sont malfaisans dans les sociétés où regne le luxe, ne font point le mal pour se procurer le spectacle des souffrances & du malheur des autres. Ils éprouvent au contraire un sentiment de chagrin & de douleur, à la vue de leurs maux. Le récit seul des barbaries & des cruautés les émeut, les irrite & leur rend odieux ceux qui les ont commises, ce qui seroit impossible si l'homme aimoit naturellement & essentiellement à faire du mal à ses semblables, & à les voir souffrir.

Si l'homme haïssoit naturellement & essentiellement ses semblables, il éprouveroit de la tristesse & du chagrin, toutes les fois qu'il les verroit heureux ; c'est selon Spinoza même, l'effet nécessaire de la haine. Cependant les hommes voient avec plaisir le bonheur de leurs semblables ; ils éprouvent du plaisir & de la joie lorsqu'ils le procurent, lorsqu'ils le voient ; le récit des actions bienfaisantes leur cause de la joie, ils estiment, ils revereut ceux qui se dévouent au bonheur des autres, & qui le procurent. S'ils haïssent naturellement les autres hommes, s'ils aimoient naturellement à les voir souffrir, ils souffriroient à la vue de leur bonheur, ils haïroient ceux qui le procurent, ce qui est contraire à l'expérience générale.

Le sentiment qui suppose que l'homme est essentiellement ennemi de son semblable & qu'il naît essentiellement mal-faisant, est donc démenti par les faits & par l'expérience.

Tous les hommes en rentrant en eux-mêmes, peuvent découvrir cette vérité, tous peuvent en réfléchissant, connoître qu'ils sont destinés à vivre en paix, à procurer le bonheur de leurs semblables, & à trouver leur propre bonheur dans la pratique de toutes les vertus sociales. Les principes de sociabilité sont donc en effet des loix naturelles, & l'on peut dire à tous les hommes, comme Moïse dit aux Israélites : » ces loix ne sont point au-dessus de vous, ni hors de votre portée. Elles ne sont point dans le ciel pour que vous puissiez dire, qui montera jusqu'au ciel, y prendre ces loix pour nous les apporter, en sorte que nous les écoutions & que nous les accomplissions ? Elle n'est point au delà de la mer, pour que vous puissiez dire,

„ qui pénétrera pour nous, jusqu'au-
 „ delà de la mer, & y prendra cette loi
 „ pour nous l'apporter, en sorte que
 „ nous l'écouterions & que nous l'accom-
 „ plissions ? car la parole de cette loi
 „ est tout proche de vous, elle est dans
 „ votre bouche & dans votre cœur. ”

Philosophes, orateurs, historiens, poètes, littérateurs, apprenez ces vérités à tous les hommes, rendez-les sensibles & palpables pour tous les ordres de la *société* ; dissipez dans tous les esprits les préjugés qui les obscurcissent ; la communication continuelle de tous les peuples de l'Europe entr'eux, la *société* que forment entr'eux tous les hommes de lettres des différens pays, la relation qui est entre toutes les conditions, le goût de la lecture presque général dans l'Europe, vous procurent les moyens de manifester ces vérités à tous les hommes, de les porter jusqu'au trône, & les faire passer jusques dans les derniers ordres des citoyens : osez former le noble projet de rétablir dans l'Europe & sur la terre, le regne des vertus sociales, en faisant connoître à tous les hommes que sans ces vertus, il n'y a ni paix, ni bonheur pour les *sociétés* & pour les citoyens.

Ce sont les instructions, les méditations, les écrits des sages de la Chine, qui, depuis trois mille ans, y conservent les vertus sociales & le bonheur ; ce sont leurs instructions qui conservent dans cet empire le même gouvernement établi par Y-a-o, son fondateur : mille fois les Chinois ont pu donner des bornes à la puissance de leur souverain, & jamais ils ne l'ont tenté : persuadés que l'homme n'est point naturellement méfaisant, & que la tendresse paternelle, la piété filiale, sont les sentimens les plus puissans sur le cœur de l'homme, & les plus propres à

le rendre heureux ; ils ont voulu que le souverain conservât toujours sur eux l'autorité paternelle sans restriction, & que les sujets eussent toujours pour lui la soumission filiale dans toute son étendue, afin que les souverains vissent toujours leurs enfans dans leurs sujets, & que les sujets vissent toujours un père dans leur souverain.

C'est ainsi que les philosophes Chinois, répandus dans tout l'empire, ont tenu leurs concitoyens dans la plus parfaite soumission, sans qu'ils aient eu l'humiliation, l'abaissement & les malheurs de l'esclavage ; c'est ainsi qu'ils ont fait jouir le souverain de l'autorité la plus illimitée, sans autoriser la tyrannie. La vérité enseignée continuellement & constamment par eux dans tout l'empire, à tenu les souverains & les sujets dans l'état de famille, & les y a ramenés facilement, lorsque les passions & les vices les en ont écartés : semblables à l'attraction qui tient les élémens & les corps dans la place qu'ils doivent occuper pour produire l'harmonie du spectacle de la nature, & qui n'empêche pas qu'il ne s'excite des tempêtes & des orages, mais dont l'action continuelle & imperceptible sur toutes les parties de la matière, remet toutes les élémens dans leur place, & rétablit le calme & l'ordre dans la nature.

Il n'y a peut-être point d'erreur moins philosophique & plus dangereuse que le sentiment de ceux qui prétendent qu'il ne faut point éclairer les hommes. Pour le détail des *sociétés* civiles en particulier, v. GOUVERNEMENT, ARISTOCRATIE, DÉMOCRATIE, MONARCHIE, DESPOTISME, TYRANNIE, &c. (D. F.)

SOCIÉTÉ, *Morale*, commerce civil que les hommes ont naturellement les uns avec les autres.

La plupart des hommes ne mettent dans le commerce que les foiblesses qui servent à la *société*; les honnêtes gens se lient par les vertus; le commun des hommes par les plaisirs, & les scélérats par les crimes.

Les qualités propres à la *société* sont la politesse sans fausseté, la franchise sans rudesse, la prévenance sans bassesse, la complaisance sans flatterie, les égards sans contrainte, & sur-tout le cœur porté à la bienfaisance; ainsi l'homme sociable est le citoyen par excellence.

S'il est impossible de plaire à tout le monde, il ne l'est peut-être pas de ne déplaire à personne.

Il faut chercher à plaire aux autres pour flatter leur amour propre; & cependant ne pas le chercher trop, de peur de le blesser, en paroissant flatteur.

Quelqu'un vous déplaît, c'est que vous lui déplaîsez. Tâchez donc de lui plaire, & il vous plaira. Ceux à qui nous plaisons, nous plaisent, du moins en cela que nous leur plaisons: *cui placeo, places hæc*, dit l'auteur de l'*Art d'aimer*. Mais cela est bien plus vrai encore en amitié qu'en amour, ou plutôt, cela n'est guère vrai qu'en amitié. Ainsi quand on dit, *pourquoi chercherois-je à plaire à ceux qui ne me plaisent pas*? La réponse est aisée: *ajus qu'ils vous plaisent*.

Tout nous déplaît, nous choque, nous irrite dans ceux qui nous déplaisent. S'ils nous déplaisent sans raison, ce sont deux torts à la fois; & notre impatience injuste en elle-même, l'est encore dans son principe.

On ne nous déplaît jamais sans cause, mais on nous déplaît souvent sans raison. On ne nous déplaît jamais sans cause, mais souvent la cause n'est qu'en nous.

Nous donnons souvent pour preuve
TOME XII.

que quelqu'un est dur, impoli, mal honnête homme, des choses qui prouvent seulement qu'il nous déplaît, ou que nous lui déplaîsons, qu'il n'est pas de nos amis.

Il faut s'accommoder aux autres, ou les accommoder à soi. Or le second est sans comparaison le plus difficile. C'est donc au premier qu'il faut sur-tout travailler.

Tout le monde dit qu'il faut s'accommoder aux autres; mais souvent on entend par-là, sans y penser, qu'il faut que les autres s'accommodent à nous.

Nous avons dit de bonnes choses dans une compagnie, & elles n'ont point fait d'impression. C'est souvent la faute des autres, mais souvent aussi c'est la nôtre. Ce n'étoit pas l'occasion & le moment de dire ces bonnes choses, ou bien nous ne les avons pas dites comme il les falloit dire. Peut-être encore n'avons-nous pas ce que je ne sais quoi qui ouvre l'entrée des esprits & des cœurs; ou bien nous ne l'avons que pour certains esprits, certains cœurs. Nous n'avons pas cette flexibilité, cette souplesse qui suit que, même sans y songer, on prend toutes sortes de formes, on se plie, & on s'affortit à toutes sortes d'humeurs & de caractères; on se fait à tous.

Il y a des personnes qui ont l'imagination froide & pesante avec un grand fond d'esprit; & quelque chose de dur & de sec dans leurs manières & dans leurs discours avec un très-bon cœur; il n'y a guère d'agrément dans leur commerce. On les estime, mais on les aime peu; & qu'est-ce qu'un commerce où il n'entre que de l'estime sans amitié?

On pourroit même les aimer sans qu'elles plussent. Il y a des gens que nous aimons, à qui nous voulons du

Vvvv

bien, que nous servirions avec ardeur, & qui cependant ne nous plaisent pas. Il y en a d'autres que nous n'aimons point, à proprement parler, quoiqu'ils nous plaisent par des qualités & des talens agréables. Nos sentimens pour eux tiennent plus de la nature de l'amour que de celle de l'amitié.

Pour le plaisir de la *société*, il faut un bon cœur qui se manifeste par des manières gracieuses & caressantes, des discours obligeans, & par ce je ne sais quoi de flatteur & d'influant, qui nous trompe quelquefois si agréablement dans des gens polis qui ont su se le donner par art. Il faut encore un bon esprit, qui animé d'une chaleur modérée, puisse fournir à la conversation, & y répandre cette vivacité qui en fait le charme. La sécheresse a l'air de durété. La froideur a l'air de stupidité.

Les personnes sèches, mais bonnes au fond, ressemblent à ces arbres qui donnent d'excellens fruits, mais qui n'ont rien d'agréable à la vue. Leur place est dans le potager, ils figuroient mal dans le jardin. Et ceux qui au fond ont de l'esprit, mais un esprit lent & froid, qui s'échauffent avec peine, mais qui brillent dans leur chaleur, ressemblent à ces parfums qui ne répandent leur odeur que lorsqu'on les brûle.

Le plus grand plaisir dont l'homme soit susceptible, du moins le plus grand bien dont il puisse jouir, c'est celui d'aimer & d'être aimé. Il faut donc ne rien négliger pour se le procurer. Il faut travailler à aimer les hommes & à se faire aimer. Il faut, comme je l'ai dit, les aider à nous plaire. Cela est vrai, sur-tout de ceux avec qui les liens du sang & de la *société* nous unissent plus particulièrement. Il faut tâcher du moins de n'avoir de haine & d'antipathie pour personne. On y peut beaucoup par les

réflexions, & par une conduite qui y soit conséquente. Il y a des moyens pour acquérir, non-seulement l'amitié des autres, mais encore de l'amitié pour eux; & ces moyens sont les mêmes. Tout ce qui nous rend plus aimables aux autres, nous rend aussi les autres plus aimables. (F.)

SOCIÉTÉ CONJUGALE, Morale, c'est l'union du mari & de la femme, formée par le mariage. La relation sociale des sexes est admirable. De cette *société* résulte une personne morale, dont la femme est l'œil & l'homme le bras, mais avec une telle dépendance l'un de l'autre, que c'est de l'homme que la femme apprend ce qu'il faut voir, & de la femme, que l'homme apprend ce qu'il faut faire. Si la femme pouvoit remonter aussi-bien que l'homme aux principes, & que l'homme eût aussi-bien qu'elle l'esprit des détails, toujours indépendans l'un de l'autre, ils vivroient dans une discorde éternelle, & leur *société* ne pourroit subsister. Mais dans l'harmonie qui regne entr'eux, tout tend à la fin commune, on ne fait lequel met le plus du sien; chacun suit l'impulsion de l'autre; chacun obéit, & tous deux sont les maîtres.

L'empire de la femme est un empire de douceur, d'adresse & de complaisance; ses ordres sont des caresses, ses menaces sont des pleurs. Elle doit regner dans la maison comme un ministre dans l'Etat, en se faisant commander ce qu'elle veut faire. En ce sens, il est constant que les meilleurs ménages sont ceux où la femme a le plus d'autorité. Mais quand elle méconnoît la voix du chef, qu'elle veut usurper ses droits & commander elle-même, il ne résulte jamais de ce désordre que misère, scandale & deshonneur.

Je ne connois pour les deux sexes

que deux classes réellement distinguées; l'une de gens qui pensent, l'autre de gens qui ne pensent point, & cette différence vient presque uniquement de l'éducation. Un homme de la première de ces deux classes ne doit point s'allier dans l'autre; car le plus grand charme de la société manque à la sienne, lorsqu'ayant une femme, il est réduit à penser seul. Les gens qui passent exactement la vie entière à travailler pour vivre, n'ont d'autre idée que celle de leur travail ou de leur intérêt, & tout leur esprit semble être au bout de leurs bras. Cette ignorance ne nuit ni à la probité ni aux mœurs; souvent même elle y sert; souvent on compose avec ses devoirs à force de réfléchir, & l'on finit par mettre un jargon à la place des choses. La conscience est le plus éclairé des philosophes; on n'a pas besoin de favoriser les offices de Cicéron, pour être homme de bien; & la femme du monde la plus honnête fait peut-être le moins ce que c'est que l'honnêteté. Mais il n'en est pas moins vrai qu'un esprit cultivé rend seul le commerce agréable, & c'est une triste chose pour un père de famille qui se plaît dans sa maison, d'être forcé de s'y renfermer en lui-même, & de ne pouvoir s'y faire entendre à personne.

D'ailleurs, comment une femme qui n'a nulle habitude de réfléchir, élèvera-t-elle ses enfans? Comment discernera-t-elle ce qui leur convient? Comment les disposera-t-elle aux vertus qu'elle ne connaît pas, au mérite dont elle n'a nulle idée? Elle ne saura que les flatter ou les menacer, les rendre insolens ou craintifs; elle en fera des singes maniérés ou d'étourdis polissons, jamais de bons esprits, ni des enfans aimables.

Il ne convient donc pas à un homme

qui a de l'éducation de prendre une femme qui n'en ait point, ni par conséquent dans un rang où l'on ne sauroit en avoir. Mais j'aimerois encore cent fois mieux une fille simple & grossièrement élevée, qu'une fille savante & bel esprit qui viendrait établir dans ma maison un tribunal de littérature dont elle se feroit la présidente. Une femme bel esprit est le fléau de son mari, de ses enfans, de ses amis, de ses valets, de tout le monde. De la sublime élévation de son beau génie, elle dédaigne tous ses devoirs de femme, & commence toujours par se faire homme à la manière de mademoiselle de l'Enclos. Au-dehors elle est toujours ridicule & très-justement critiquée, parce qu'on ne peut manquer de l'être aussi-tôt qu'on sort de son état, & qu'on n'est point fait pour celui qu'on veut prendre. Toutes ces femmes à grands talens n'en imposent jamais qu'aux fots. On fait toujours quel est l'artiste ou l'ami qui tient la plume ou le pinceau quand elles travaillent. On fait quel est le discret homme de lettres qui leur dicte en secret leurs oracles. Toute cette charlatanerie est indigne d'une honnête femme. Quand elle auroit de vrais talens, sa prétention les aviliroit. Sa dignité est d'être ignorée: sa gloire est dans l'estime de son mari; ses plaisirs sont dans le bonheur de sa famille.

La grande beauté me paroît plutôt à fuir qu'à rechercher dans le mariage.

La beauté s'use promptement par la possession; au bout de six semaines elle n'est plus rien pour le possesseur; mais ses dangers durent autant qu'elle. A moins qu'une belle femme ne soit un ange, son mari est le plus malheureux des hommes; & quand elle seroit un ange, comment empêchera-t-elle qu'il ne soit sans cesse entouré d'ennemis?

V v v v 2

Si l'extrême laideur n'étoit pas dégoûtante, je la préférerois à l'extrême beauté; car en peu de tems l'une & l'autre étant nulles pour le mari, la beauté devient un inconvenient & la laideur un avantage: mais la laideur qui produit le dégoût est le plus grand des malheurs; ce sentiment, loin de s'effacer, augmente sans cesse & se tourne en haine. C'est un enfer qu'un pareil mariage; il vaudroit mieux être morts qu'unis ainsi.

Désirez en tout la médiocrité, sans en excepter la beauté même. Une figure agréable & prévenante, qui n'inspire pas l'amour, mais la bienveillance, est ce qu'on doit préférer; elle est sans préjudice pour le mari, & l'avantage en tourne au profit commun. Les graces ne s'usent pas comme la beauté; elles ont de la vie, elles se renouvellent sans cesse; & au bout de trente ans de mariage, une honnête femme avec des graces, plaît à son mari comme le premier jour.

La diversité de fortune & d'état s'éclipse & se confond dans le mariage, elle ne fait rien au bonheur; mais celle de caractère & d'humeur demeure, & c'est par elle qu'on est heureux ou malheureux. L'enfant qui n'a de règle que l'amour, choisit mal, le pere qui n'a de règle que l'opinion choisit encore plus mal encore.

Peut-on se faire un fort exclusif dans le mariage? Les biens, les maux n'y sont-ils pas communs malgré qu'on en ait, & les chagrins qu'on se donne l'un à l'autre ne retombent-ils pas toujours sur celui qui les cause?

Y a-t-il au monde un spectacle aussi touchant, aussi respectable que celui d'une mere de famille entourée de ses enfans, réglant les travaux de ses domestiques, procurant à son mari une

vie heureuse, & gouvernant sagement sa maison? C'est-là qu'elle se montre dans toute la dignité d'une honnête femme; & c'est-là qu'elle inspire vraiment du respect, & que la beauté partage avec honneur les hommages rendus à la vertu. Une maison dont la maîtresse est absente est un corps sans ame qui bientôt tombe en corruption; une femme hors de sa maison perd son plus grand lustre, & dépouillée de ses vrais ornemens, elle se montre avec indécence.

Ce n'est pas seulement l'intérêt des époux, mais la cause commune de tous les hommes que la pureté du mariage ne soit point altérée. Chaque fois que deux époux s'unissent par un nœud solennel, il intervient un engagement tacite de tout le genre humain, de respecter ce lien sacré, d'honorer en eux l'union conjugale; & c'est, ce me semble, une raison très-forte contre les mariages clandestins, qui, n'offrant nul signe de cette union, exposent des cœurs innocens à brûler d'une flamme adultère. Le public est en quelque sorte garant d'une convention passée en sa présence, & l'on peut dire que l'honneur d'une femme pudique est sous la protection spéciale de tous les gens de bien. Ainsi quiconque ose la corrompre, pèche premièrement, parce qu'il la fait pécher, & qu'on partage toujours les crimes qu'on fait commettre; il pèche encore directement lui-même, parce qu'il viole la foi publique & sacrée du mariage, sans lequel rien ne peut subsister dans l'ordre légitime des choses humaines.

L'amour n'est pas toujours nécessaire pour former un heureux mariage. L'honnêteté, la vertu, de certaines convenances, moins de conditions & d'âges que de caractères & d'humeurs suffisent entre deux époux; ce qui n'empê-

che point qu'il ne résulte de cette union un attachement très-tendre, qui, pour n'être pas précisément de l'amour, n'en est pas moins doux & n'en est que plus durable. L'amour est accompagné d'une inquiétude continuelle de jalousie ou de privation, peu convenable au mariage, qui est un état de jouissance & de paix. On ne s'épouse pas pour penser uniquement l'un à l'autre, mais pour remplir conjointement les devoirs de la vie civile, gouverner prudemment la maison, bien élever ses enfans. Les amans ne voyent jamais qu'eux, ne s'occupent incessamment que d'eux ; & la seule chose qu'ils sâchent faire, est de s'aimer. Ce n'est pas assez pour des époux qui ont tant d'autres soins à remplir.

La différence de religion est-elle un obstacle à l'union conjugale ? La différence de religion est un empêchement du mariage, v. EMPÊCHEMENT ; mais tout empêchement du mariage, suivant le droit canon, n'en est pas un suivant le droit naturel & la morale universelle ; & une raison décisive que la différence de religion n'est pas un obstacle à la *société conjugale*, c'est que le fondement de cette *société* n'est pas la croyance religieuse, mais la nature & la morale.

Que le mari croye recevoir à la sainte-cène le corps physique de N. S. & que la femme soit persuadée de ne le recevoir que spirituellement ; que le premier craigne le purgatoire, que la seconde ne craigne que l'enfer ; que le mari récite le chapelet en l'honneur de la Sainte Vierge, & que la femme ne s'adresse qu'à son Créateur & à son Rédempteur ; que le mari s'abstienne de la viande pendant le carême, le samedi, & que la femme mange de tout ce qui se présente ; cette diversité de croyance & de culte ne sauroit avoir aucune influence

sur le bonheur de la *société conjugale* ; il n'en dépend point.

Mais qu'un des conjoints regarde la vie retirée & laborieuse comme la seule convenable au bonheur de sa famille, tandis que l'autre ne trouve du bonheur que dans la dissipation & le désœuvrement ; qu'un d'eux sente la nécessité de l'instruction & de la méditation des principes de la morale, & qu'on ne sauroit jamais assez s'en occuper ; tandis que l'autre s'imagine que tout est gravé dans son cœur, qu'il ne faut pas beaucoup de savoir, pour connoître ses devoirs ; qu'un raisonne sur les principes de ses devoirs, que l'autre ne reconnoisse d'autres principes que les préjugés & les mauvaises habitudes contractées par une mauvaise éducation : en un mot, qu'un des conjoints instruit & pénétré de la morale chrétienne, tâche d'y conformer ses démarches, sa vie, & l'éducation de ses enfans, tandis que l'autre rempli de la morale mondaine, porté pour la frivolité, les plaisirs & la bagatelle, y conforme toutes ses actions, & tourne de ce même côté l'éducation de ses enfans : dans cette diversité de morale, quelle *société conjugale* peut-il y avoir entre ces deux personnages ? De quel bonheur peuvent-ils jouir dans leur compagnie ? Un mépris réciproque formera leur lien. Ils ne seront tranquilles que lorsqu'ils seront éloignés l'un de l'autre. L'un p'aindra l'aveuglement de l'autre ; celui-ci plaindra à son tour le premier de ce qu'il n'est pas fait pour jouir de la vie & des plaisirs de la *société* : les enfans prendront chacun leur parti, & le contrat de la morale des parens leur en fera méconnoître la véritable. C'est donc la contrariété de la morale plutôt que celle de la croyance religieuse, qui fait un obstacle réel à la *société conjugale*.

Pourquoi les femmes doivent-elles vivre retirées & séparées des hommes ? Ferons-nous cette injure au sexe, de croire que ce soit par des raisons tirées de sa foiblesse, & seulement pour éviter le danger des tentations ? Non, ces indignes craintes ne conviennent point à une femme de bien, à une mere de famille sans cesse environnée d'objets qui nourrissent en elle des sentimens d'honneur, & livrée aux plus respectables devoirs de la nature. Ce qui les sépare des hommes, c'est la nature elle-même qui leur prescrit des occupations différentes ; c'est cette douce & timide modestie qui, sans songer précisément à la chasteté, en est la plus sûre gardienne ; c'est cette réserve attentive & piquante, qui, nourrissant à la fois dans les cœurs des hommes & les desirs & le respect, sert pour ainsi dire de coquetterie à la vertu. Voilà pourquoi les époux mêmes ne sont pas exceptés de la règle. Voilà pourquoi les femmes les plus honnêtes conservent en général le plus d'ascendant sur leurs maris ; parce qu'à l'aide de cette sage & discrète réserve, sans caprice & sans refus, elles savent au sein de l'union la plus tendre les maintenir à une certaine distance, & les empêchent de jamais se rassasier d'elles.

Par plusieurs raisons tirées de la nature de la chose, le pere doit commander dans la famille. 1°. L'autorité ne doit pas être égale entre le pere & la mere ; mais il faut que le gouvernement soit un, & que dans les partages d'avis il y ait une voix prépondérante qui décide. 2°. Quelques légères qu'on veuille supposer les incommodités particulières à la femme ; comme elles sont toujours pour elle un intervalle d'inaction, c'est une raison suffisante pour l'exclure de cette primauté ; car quand

la balance est parfaitement égale, une paille suffit pour la faire panacher. De plus, le mari doit avoir inspection sur la conduite de sa femme ; parce qu'il lui importe de s'assurer que les enfans, qu'il est forcé de reconnoître & de nourrir, n'appartiennent pas à d'autres qu'à lui. La femme qui n'a rien de semblable à craindre, n'a pas le même droit sur le mari. 3°. Les enfans doivent obéir au pere, d'abord par nécessité, ensuite par reconnoissance ; après avoir reçu de lui leurs besoins durant la moitié de leur vie, ils doivent consacrer l'autre à pourvoir aux siens. 4°. A l'égard des domestiques, ils lui doivent aussi leurs services en échange de l'entretien qu'il donne ; sauf à rompre le marché dès qu'il cesse de leur convenir.

SOCIÉTÉ, Jurisprudence. Le contrat de société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes mettent ou s'obligent de mettre en commun quelque chose pour faire en commun un profit honnête, dont il s'obligent réciproquement de se rendre compte.

La société & la communauté ne sont pas la même chose ; la société est le contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun. Lorsqu'en exécution de ce contrat, elles ont effectivement mis en commun ce qu'elles étoient convenues d'y mettre, c'est une communauté qui se forme entr'elles. Cette espece de communauté s'appelle aussi société, parce qu'elle est formée en exécution d'un contrat de société.

Il y a aussi une communauté qui se forme entre plusieurs personnes, sans qu'il soit intervenu entr'elles aucune convention, ni par conséquent aucun contrat de société ; comme lorsqu'une succession est échue à plusieurs héritiers, ou qu'un legs a été fait conjointement

tement à plusieurs légataires, il y a une communauté de succession entre ces héritiers, il y a entre ces légataires une communauté des choses qui leur ont été léguées; mais il n'y a pas entr'eux de société. Cette communauté n'est pas un contrat, mais un *quasi-contrat*, qui forme entre les personnes entre lesquelles les choses sont communes, des obligations semblables à celles qui naissent du contrat de société.

C'est en cela seulement que consiste la différence de la société & de la communauté.

Le contrat de société est un contrat du droit naturel, qui se forme & se gouverne par les seules règles du droit naturel.

Si les lois civiles ont prescrit quelques formalités pour ce contrat, elles n'ont été prescrites que pour servir à la preuve de ce contrat, & elles n'appartiennent pas à sa substance: quoiqu'elles n'aient pas été observées, le contrat est parfait entre les parties contractantes, & il forme entr'elles les obligations qui en naissent; ce n'est que vis-à-vis les tiers que ces formalités sont requises.

Ce contrat, de même que ceux de vente & de louage, est un contrat consensuel, qui se forme par le seul consentement des parties contractantes, & qui a toute sa perfection aussi-tôt qu'elles sont convenues d'apporter de part & d'autre quelque chose en commun, quoiqu'elles n'aient pas encore fourni leur rapport. Ce contrat est synallagmatique; chacune des parties par ce contrat s'oblige réciproquement envers les autres. Enfin ce contrat est du nombre des contrats commutatifs, chacune des parties contractantes entend recevoir autant qu'elle donne.

Il est de l'essence du contrat de société, 1°. que chacune des parties apporte

ou s'oblige d'apporter quelque chose à la société, ou de l'argent, ou d'autres effets, ou son travail & son industrie.

Il n'est pas néanmoins nécessaire que ce que chacune des parties contractantes apporte ou promet d'apporter à la société, soit quelque chose de même nature: si l'une y apporte ou promet d'y apporter de l'argent ou des marchandises, il n'est pas nécessaire que l'autre en apporte pareillement, & il suffit qu'elle y apporte son travail & son industrie; *Societatem uno pecuniarum conferente alio operam, posse contrahi magis obtrinit. L. 1, cod. pro soc.*

Il est de l'essence du contrat de société qu'elle soit contractée pour l'intérêt commun des parties; lorsque dans une convention on n'a envisagé que l'intérêt particulier de l'une des parties, ce n'est pas un contrat de société, mais un contrat de mandat, sujet à révocation. C'est pourquoi dans l'espèce de la loi 52. ff. pro soc. où ayant eu convention avec mon voisin qu'il achèteroit un héritage qui étoit à vendre dans notre voisinage, dont il me céderoit une certaine partie contiguë à mon héritage, & qu'il en retiendrait le surplus, ayant ensuite fait moi-même l'acquisition de cet héritage, on demande si le voisin est fondé à former contre moi l'action *pro socio* pour que je lui fasse part de cette acquisition? Julien répond que cela dépend de l'intention que nous avons eue en faisant cette convention; si notre intention étoit de faire cette acquisition pour en faire chacun notre profit, la convention est un contrat de société qui lui donne cette action. Mais si notre intention étoit seulement qu'il fit cette acquisition pour me faire plaisir, la convention n'est qu'un mandat, qui n'ayant pas été par lui exécuté, ne lui donne aucune action.

Il est de l'essence du contrat de *société* que les parties se proposent par le contrat de faire un gain ou profit, dans lequel chacune des parties contractantes puisse espérer d'avoir part à raison de ce qu'elle a apporté à la *société*.

Enfin, pour qu'un contrat de *société* soit valable, il faut que l'affaire qui fait l'objet de la *société*, & pour laquelle les parties contractantes s'affoient, soit quelque chose de licite, & que le profit qu'elles se proposent de retirer soit un profit honnête; c'est pourquoi la convention par laquelle des personnes s'affoient ensemble pour faire un commerce de contrebande est nulle, aussi bien que celle par laquelle des personnes s'affoient pour exercer l'usure, ou pour tenir un mauvais lieu, ou pour voler : *Nec enim ulla societas malefactorum*. L. 1, §. 14, de Tut. & rat. distr. *Nec societas aut mandatum flagitiosa rei ullus vires habet*. L. 35, §. 2, ff. de contr. empt.

Pour que le contrat de *société* soit équitable, il faut ordinairement que la part qui est par le contrat de *société* assignée à chacun des associés, dans le profit qu'ils se proposent de faire, soit en même proportion que la valeur de ce que chacun d'eux a apporté à la *société*. Il faut donc pour régler les parts que chacun doit avoir dans le profit de la *société*, estimer ce que chacun y a apporté.

Chacun des associés doit supporter dans la perte que sera la *société*, la même part qu'il doit avoir dans le gain au cas que la *société* prospère.

Lorsqu'il paroît qu'un contrat de *société* est simulé, & qu'il n'a été fait que pour déguiser un prêt d'argent usuraire, il n'est pas douteux que le contrat doit être déclaré nul, & que tout ce qui a été reçu par le prétendu associé pour lui

tenir lieu de sa part dans le profit de la prétendue *société*, doit être imputé sur la somme principale qu'il a mise dans la prétendue *société*, & qu'il diminue de plein droit cette somme qui lui doit être rendue.

Sociétés universelles. Le droit romain distingue deux espèces de *sociétés universelles*; celle qui s'appelle *universorum bonorum*, & celle qui s'appelle *universorum que ex quæstu veniunt*.

La *société universorum bonorum* est celle par laquelle les parties contractantes conviennent de mettre en commun tous leurs biens présents & à venir. Les parties qui ont contracté *société* ensemble ne sont pas censées avoir voulu contracter cette espèce de *société*, si elles ne s'en sont formellement expliquées; l. 7, ff. pro soc.

Cette *société* peut être contractée entre des personnes, quoique l'une soit beaucoup plus riche que l'autre, *hæc societas coiri potest etiam inter eos qui non sunt æquis facultatibus*. La raison qu'en apporte Ulpien est que l'industrie de celui qui est pauvre, peut équivaloir à ce que le riche a de plus; *cùm plerumque pauperior operâ suppleat quantum ei per comparationem patrimonii deest*. d. L. 5, §. 1. Quand même cette raison ne se rencontrerait pas, & que celui des associés qui a le moins de biens seroit aussi celui qui auroit le moins d'industrie, cette *société* n'en seroit pas moins valable; cette inégalité fait seulement qu'en ce cas le contrat de *société* seroit mêlé de donation, le plus riche ayant voulu gratifier le pauvre; mais quoiqu'un contrat de *société* soit mêlé de donation, la *société* n'en est pas moins valablement contractée.

Il est particulier à cette espèce de *société* que tous les biens qu'avait lors du contrat chacun des associés, deviennent

nent dès l'instant du contrat communs entr'eux, chacun d'eux étant censé s'en être fait réciproquement une tradition feinte, & s'en être constitué possesseur au nom de la société: *In societate omnium bonorum omnes res que cocontinua sunt continuo communicantur, quia licet specialiter traditio non interveniat, tacite tamen creditur intervenire*, l. 1, §. 1, l. 2. ff. pro soc.; ce qui néanmoins, suivant le droit romain, n'avoit pas lieu à l'égard de leurs dettes actives, lesquelles par leur nature ne sont pas susceptibles de tradition, & ne peuvent passer d'une personne à l'autre que par une cession d'actions; mais un besoin chacun des associés est tenu de faire cette cession; c'est pourquoi Paul ajoute: *Et verò quæ in nominibus erunt, manent in suo statu, sed actionem invicem prestare debent*. L. 3.

Par le droit romain, ce que l'un des associés acquéroit en son propre nom depuis la société contractée, n'étoit pas acquis de plein droit à la société; les autres associés avoient seulement action contre lui pour lui faire apporter à la société: *Si quis societatem contraxerit, quod emit ipse sit non commune, sed societatis judicio cogitur rem communicare*, l. 74, ff. pro soc. La raison étoit que la tradition feinte qui étoit censée intervenir par le contrat de société, par laquelle chacun des associés étoit censé se constituer possesseur au nom de la société, ne pouvoit avoir lieu qu'à l'égard des biens qu'il avoit alors, ne pouvant pas se constituer possesseur de ceux qu'il n'avoit pas encore.

Cette société étant généralement de tous biens présents & à venir, tout ce qui avient à chacun des associés durant la société, y tombe, à quelque titre qu'il lui advienne, même à titre de succession, donation ou legs, l. 3, §. 1, même

pour réparation civile d'injure qui auroit été faite à sa personne ou aux siens, l. 52, §. 16, ff. d. tit.

Néanmoins en un cas les choses échues à titre de donation ou de legs à l'un des associés, ne tombent pas dans la société, savoir, lorsqu'elles lui ont été données ou léguées sous la condition qu'elles n'y tomberoient pas; car le donateur ou testateur ayant été le maître de ne les pas donner, a pu en les donnant, appeler à la donation telle condition qu'il a voulu; & il ne fait en cela aucun tort aux associés du donataire, qui n'auroient eu rien à prétendre, si comme il en étoit le maître, il n'eût pas fait la donation.

Mais dans un contrat d'achat que feroit un associé universel, quelque prestation qu'il y eut par le contrat que l'achat est fait pour le compte particulier de l'acheteur, les choses achetées ne laisseront pas de tomber dans la société.

Cette société renfermant tous les biens présents & à venir des associés, elle doit pareillement renfermer & supporter toutes les charges desdits biens, tant présentes que celles à venir.

C'est pourquoi elle doit être tenue, non-seulement de toutes les dettes dont chacun des associés étoit débiteur lorsqu'ils ont contracté la société; ces dettes étant une charge présente de leurs biens présents, *cum bona non intelligentur nisi deducto ære alieno*, elle doit aussi être tenue de toutes les dépenses que chacun des associés sera obligé de faire durant la société; ces dépenses étant une charge à venir de tous les biens présents & à venir.

On doit comprendre dans ces dépenses, non-seulement celles que chacun des associés est obligé de faire pour ses alimens & ceux de ses enfans, & pour

leur éducation, mais même généralement toutes les dépenses raisonnables auxquelles la bienfaisance pourra l'engager durant la *société*, pourvu qu'elles soient faites avec une sage économie, eu égard aux facultés de la *société* & à la qualité des associés. L. 73, §. 1, *d. tit.*

Suivant ces principes, le sentiment commun des docteurs est, que cette *société* est tenue, non-seulement des dépenses que chacun des associés feroit pour l'éducation de ses enfans, telles que sont les équipages qu'on fournit à ceux qui suivent la profession des armes; les pensions de ceux qu'on envoie dans les collèges & universités, les livres qui leur sont nécessaires, les salaires & les récompenses de leurs précepteurs, &c. mais même de celles qu'il feroit pour leur procurer un établissement soit par mariage ou autrement; & qu'en conséquence les dots que l'un des associés auroit données à ses filles pour les marier, pourvu qu'elles ne soient pas excessives, doivent être portées par la *société*, sans pouvoir être précomptées à cet associé sur sa part dans la *société*; car l'obligation de doter ses enfans, étant une obligation naturelle des peres & meres, cette dépense étoit une charge à venir de tous ses biens présents & à venir. C'est le sentiment de Treutler, de Bachou, *ad Treutler*, des theses de Cologne, de Lauterbach, de Brunneman, &c.

A l'égard des folles dépenses qu'un associé feroit durant la *société*, de tous biens présents & à venir, la *société* n'en est pas tenue: elles doivent lui être précomptées sur sa part; car on ne peut pas dire qu'elles fussent une charge à venir de ses biens présents & à venir qu'il a mis en *société*; puisque rien ne l'obligeoit à les faire, & qu'il ne devoit pas

les faire. A plus forte raison, il ne doit pas faire porter à la *société* ce qu'il a perdu au jeu ou à la débauche, *quod in alea aut adulterio perdidit socius, de medio non est laturus*; l. 39, §. 1, ff. *pro soc.*

Par la même raison, la *société* ne sera pas tenue des amendes ni des réparations civiles auxquelles l'un des associés auroit été condamné pour quelque délit. L. 52, §. 18, ff. *d. tit.*

Si néanmoins c'étoit injustement qu'il eût été condamné, la *société* devoit supporter cette perte; pourvu que ce ne fût pas par sa faute, par exemple, en faisant défaut qu'il se fut laissé condamner D. §. 18. La raison est, que ce qu'il lui en a coûté en ce cas est une dépense qui ne procède pas de sa faute, & qu'il n'a pu éviter: elle est une charge de ses biens, dont la *société* est chargée.

La seconde espece de *société* universelle, est celle qui est appelée en droit *universorum que ex questu veniunt*, par laquelle les parties contractent *société* de tout ce qu'elles acquerront pendant le cours de la *société*, à quelque titre de commerce que ce soit.

Les parties sont censées contracter cette espece de *société*, lorsqu'elles déclarent qu'elles contractent ensemble *société*, sans s'expliquer davantage. *Cōri societatem simpliciter licet, & si non fuerit distinctum, videtur coita esse universorum que ex questu veniunt*. L. 7, ff. *pro soc.*

C'est aussi cette espece de *société* qui est censée contractée, lorsque les parties ont dit qu'elles contractoient *société* de tous les gains & profits qu'elles feroient de part & d'autre; *sed & si adjiciatur ut & questus & lucri socii sint, verum est, non ad aliud lucrum quam quod ex questu venit, hanc quoque adjunctionem pertinere*. L. 13, ff. *d. tit.*

Se'lon le droit romain, les biens qu'avoient les parties lorsqu'elles ont contracté cette *société*, n'y entrent point si ce n'est pour la jouissance.

Il n'y a que ce que chacun des associés acquiert durant la *société* par quelque titre de commerce, comme par achat, louage, &c. qui tombe dans cette *société*; *si quod locrum ex emptione, venditione, locatione, conductione, descendit. d. L. 7.*

Comme aussi ce que chacun d'eux acquiert par l'exercice de sa profession, sa solde, les appointemens. *L. 52, §. 8. ff. d. tit.*

Cette *société* étant généralement de tous les acquêts que les associés feront durant le tems de la *société*, il suffit que des choses aient été acquises à quelque titre de commerce durant la *société* par l'un des associés, pour qu'elles tombent dans la *société*, quand même le contrat d'acquisition ne porteroit pas qu'elle est faite pour le compte de la *société*.

Il y a plus, si le contrat portoit expressément que l'acquisition est faite pour le compte particulier de l'un des associés, ces associés pourroient l'obliger de rapporter à la masse commune les choses ainsi acquises; à moins que l'acquisition n'eût été faite de ses deniers propres & exceptés de la *société*.

Pareillement les choses dont l'un des associés est devenu propriétaire durant la *société*, plutôt par la résolution de l'aliénation qui en avoit été faite avant le contrat de *société*, que par une nouvelle acquisition qu'il en eût faite, ne tombent pas dans la *société*: comme lorsqu'il a révoqué pour cause de survenance d'enfans, ou pour cause d'ingratitude la donation qu'il en avoit faite.

L'héritage que l'un des associés a acquis durant la *société* par droit de retrait lignager, ne doit pas non plus tomber

dans la *société*; car ce droit par sa nature n'étant pas cessible, ne doit pas par conséquent être communicable.

Quoique l'échange soit un titre de commerce, néanmoins comme l'héritage acquis en contre-échange, est subrogé à celui qui a été échangé, & en prend la nature, l'héritage acquis par l'un des associés durant la *société*, en contre-échange d'un héritage qui lui étoit propre, lui sera pareillement propre, & ne tombera pas à la *société*.

Il n'y a que ce que chacun des associés a acquis à titre de commerce durant à la *société* qui y tombe.

Ce qui advient à l'un des associés à titre de succession, don ou legs, n'y tombe pas. *L. 9, 10, 11 & 71, §. 1. ff. d. pro soc.*

Quant aux charges de cette *société*, suivant le droit romain les associés n'apportent dans cette *société* aucune chose des biens qu'ils avoient lorsqu'ils l'ont contractée, elle ne doit pas être tenue des dettes dont ils étoient débiteurs.

A l'égard des dettes qui sont contractées par les associés durant la *société*, il n'y a que celles qui sont contractées pour les affaires de la *société*, dont la *société* soit tenue; *sed nec as alienum, nisi quod ex questu pendebit, venit in rationem societatis. L. 12.*

Sociétés particulières. Il y a plusieurs especes de *sociétés particulières*; il y en a qui se contractent pour avoir en commun certaines choses particulières, & en partager les fruits; il y en a qui se contractent pour exercer en commun quelque art ou quelque profession: enfin il y a des *sociétés* de commerce.

On peut contracter *société* de choses particulières, & même d'une seule chose: *societates contrahuntur unius rei. L. 5, ff. pro soc.* comme lorsque deux voisins conviennent d'acheter à frais com-

XXXX 2

muns une vache pour la nourrir & la soigner en commun, & en partager le profit.

On peut mettre dans cette espèce de *société* de choses particulières, de même que dans les *sociétés* universelles, ou les choses mêmes, ou seulement l'usage & les fruits à percevoir de ces choses.

Par exemple, lorsque deux voisines qui avoient chacune une vache, sont convenues que les deux vaches seroient communes entr'elles, c'est une *société* de choses mêmes; chacune des associées n'est plus propriétaire séparément de sa vache, elles sont chacune propriétaires en commun de deux vaches; c'est pourquoi si l'une des deux vaches vient à mourir, la perte sera commune; & celle qui reste continuera d'appartenir en commun aux deux associées, sans que celle qui l'a apportée à la *société*, puisse y prétendre plus de droit que l'autre: mais si ces deux voisines, sans convenir que leurs vaches seroient communes, sont seulement convenues qu'elles en percevroient en commun tous les fruits & profits qui en proviendroient, ce ne sont pas en ces cas les vaches elles-mêmes qui en sont mises en *société*; chacune des associées demeure propriétaire séparément de sa vache; & si elle vient à mourir, elle en souffre seule la perte, sans pouvoir rien prétendre dans l'autre.

Pareillement, lorsque deux personnes contractent entr'elles une *société* pour vendre en commun certaines choses qui appartiennent à chacune d'elles, & en partager le prix, il faut bien examiner quelle a été leur intention. Si elle a été de mettre en *société* les choses mêmes, la *société* sera des choses; & si l'une des choses vient à périr avant la vente que les parties se proposoient d'en faire, la perte en sera commune; mais si elle a été de mettre en *société* non

les choses mêmes, mais le prix de la vente qui en seroit faite, la perte tombera en entier sur celui des associés à qui la chose appartenoit: c'est la distinction que fait Celse dans l'espèce suivante, *cum tres equos haberes, & ego unum, societatem coimus ut accepto equo meo quadrigam venderes, & ex pretio quartam mihi redderes: si ante venditionem equus meus mortuus sit, non pretare se Celsus ait societatem manere, nec ex pretio equorum sociorum partem deberi; non enim habende quadrigae sed vendende coitam societatem; ceterum si il aditum dicatur ut quadriga foret eoque communicaretur, utique in ea tres partes haberes, ego quartam, non dubie adhuc socii sumus. L. 18, ff. pro soc.* On doit faire la même distinction à l'égard de deux marchands qui se seroient associés pour la vente des marchandises qu'ils avoient chacun dans leur boutique. Si leur intention a été de mettre en *société* leurs marchandises, & que depuis celles qui étoient dans la boutique de l'un d'eux soient périées par le feu du ciel tombé sur cette boutique, la perte tombera sur la *société*, & l'associé dont la boutique a été incendiée, continuera d'avoir part dans les marchandises de la boutique de l'autre associé; mais si l'intention de ces marchands a été de contracter *société* non des marchandises, mais du débit qu'ils en feroient, la perte qui est arrivée par le feu du ciel qui est tombé sur la boutique de l'un de ces marchands tombera sur lui seul, & il n'aura pas de part à prétendre dans les marchandises de l'autre.

Plusieurs personnes d'une même profession ou d'un même métier peuvent s'associer ensemble pour l'exercice de leur profession ou de leur métier, & convenir de rapporter à une maison commune tous les gains qu'ils feront de part

& d'autre dans l'exercice de leur métier ou profession pour les partager ensemble.

Nous voyons beaucoup de sociétés de cette espèce entre des maçons.

Ces sociétés sont licites pourvu qu'elles ne tendent pas à une mauvaise fin, telle que seroit celle d'encherir arbitrairement le prix de leur travail: par exemple, dans le cas auquel un violent ouragan auroit découvert toutes les maisons d'une petite ville.

Sociétés pour un commerce. Savary dans son *parfait négociant*, distingue trois espèces de sociétés de commerce; les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite, & les sociétés anonymes & inconnues.

La société en nom collectif est celle que font deux ou plusieurs marchands pour faire en commun un certain commerce au nom de tous les associés.

C'est pourquoi tous les marchés que chacun de ces associés fait pour ce commerce, sont signés *un tel & compagnie*; il est censé dans tous ces marchés contracter tant en son nom qu'au nom de ses associés, qui sont censés contracter & s'obliger conjointement avec lui par son ministère. Il faut pourtant à cet égard suivre les loix prescrites pour le contrat de société.

Cette société n'est composée que des choses que les associés ont mises en contractant la société, & de celles que chacun d'eux a acquises durant la société, au nom de la société en signant les marchés, *un tel & compagnie*, soit qu'il ait fait les acquisitions des deniers de la société, soit qu'il les ait faites de ses propres deniers; mais celles que l'un des associés auroit acquises pour son compte particulier, quoiqu'acquises durant la société, & des deniers de la société, n'y tombent pas, & cet associé est

seulement débiteur à la société de la somme qu'il en a retirée: c'est ce qui est décidé par la loi 4, *Cod. com. utr. jud. Si patruus tuus ex communibus bonis res comparavit non omnium bonorum socius constituitur. res emptas communicare eum contra juris rationem posuit.*

En cela les sociétés particulières diffèrent des universelles, comme nous l'avons observé ci-dessus, suivant qu'il résulte de ces termes *non omnium bonorum socius constituitur*, qui donnent à entendre qu'il faudroit décider autrement dans le cas d'une société universelle.

Néanmoins même dans les sociétés particulières, si le marché que cet associé a fait pour son compte particulier, étoit un marché avantageux qui convint à l'espèce de commerce qui fait l'objet de la société, & qu'il eût été de l'intérêt de la société de faire pour le compte de la société, cet associé pourra être obligé par ses associés à rapporter à la masse de la société, les choses qu'il a acquises par ce marché; car il n'a pas dû préférer son intérêt particulier à celui de la société, en enlevant à la société ce marché qui lui étoit avantageux, pour le faire pour son compte particulier.

La société en commandite est une société qu'un marchand contracte avec un particulier pour un commerce qui sera fait au nom seul du marchand, & auquel l'autre contractant contribue seulement d'une certaine somme d'argent qu'il apporte pour servir à composer le fonds de la société, sous la convention qu'il aura une certaine part au profit s'il y en a, & qu'il portera dans le cas contraire la même part des pertes, dont il ne pourra néanmoins être tenu que jusqu'à concurrence du fonds qu'il a apporté en la société.

La société anonyme ou inconnue,

qu'on appelle aussi *compte en participation*, est celle par laquelle deux ou plusieurs personnes conviennent d'être de part dans une certaine négociation qui sera faite par l'une d'entr'elles en son nom seul. Par exemple, je trouve une certaine partie de marchandises à acheter pour revendre; n'ayant pas les fonds nécessaires pour faire seul cette négociation, je vous propose par lettre missive, si vous voulez en être de part avec moi; vous me faites réponse que vous le voulez bien, & que vous me ferez tenir les fonds nécessaires pour votre part; en conséquence je fais la négociation seul en mon nom; c'est une *société anonyme*, qui est contractée entre nous, dans laquelle je suis le seul associé connu, & vous l'associé inconnu.

C'est aussi une espèce de *société anonyme* qu'on appelle *momentanée*, lorsque des revendeurs qui se trouvent à une vente de meubles qui se fait à l'encan; pour ne pas sur-encherir les uns sur les autres, conviennent d'être réciproquement de part de tous les achats que chacun d'eux fera à la vente; & qu'après la vente finie ils mettront en une masse toutes les marchandises qu'ils y auront achetées chacun séparément, pour partager le tout entr'eux; cette *société* est permise lorsqu'elle ne tend pas à avoir les marchandises pour un prix au-dessous du juste prix, & qu'il se trouve à la vente un grand concours d'autres revendeurs que ces associés.

Mais si ceux qui auroient fait cette *société* étoient les seuls qui se trouvaient à cette vente, qui fussent en état d'y enchérir les meubles de prix, il est évident que cette *société* qui tendroit à avoir des marchandises pour un prix aussi bas que celui qu'ils y voudroient mettre, renfermeroit une injustice.

La *société anonyme* convient avec la

société commandite, en ce que dans l'une & dans l'autre il n'y a que l'un des associés qui contracte & qui s'oblige envers les créanciers de la *société*; l'autre associé qui est l'associé inconnu dans les *sociétés anonymes*, de même que l'associé en commandite n'y sont obligés que vis-à-vis leur associé principal.

Ces associés diffèrent, en ce que dans la *société anonyme* l'associé inconnu est tenu indéfiniment pour la part qu'il a dans la *société*, d'acquitter son associé des dettes qu'il a contractées pour la *société*; au lieu que l'associé en commandite n'en est tenu que jusqu'à concurrence de la somme qu'il a mise en *société*.

On peut contracter une *société* ou purement & simplement, auquel cas elle commence dès l'instant du contrat, ou pour commencer au bout d'un certain tems.

Ce tems qui doit être exprimé, fait la matière d'une clause du contrat.

On peut faire aussi dépendre d'une condition le contrat de *société*; *societas coiri potest vel ex tempore, vel sub conditione*; l. 1, ff. *pro soc.* Par exemple, je puis contracter avec quelqu'un une *société* de commerce qui n'aura lieu que s'il épouse ma fille.

Le tems que doit durer la *société*, peut faire aussi la matière d'une clause du contrat de *société*.

Ce tems peut être plus ou moins long; lorsque les parties ne s'en sont pas expliquées, elles sont censées l'avoir contractée pour tout le tems de la vie des associés, *societas coiri potest, vel in perpetuum, id est dum vivunt, vel ad tempus*, d. L. 1.

Quelquefois par le contrat de *société* on donne à l'un des associés l'administration des biens & des affaires de la *société*.

Les associés peuvent par cette clause donner telles bornes ou telle étendue qu'ils jugent à propos à ce pouvoir d'administrer qu'ils accordent à l'un d'eux.

Ce pouvoir, lorsque les parties ne s'en sont pas expliquées, renferme par rapport aux biens & aux affaires de la société, ce qu'a coutume de renfermer une procuration générale qu'une personne donne à quelqu'un pour administrer ses biens ; car celui des associés à qui on a donné cette administration est comme le procureur en général de ses associés pour les biens & affaires de la société.

Suivant ce principe, ce pouvoir consiste à faire tous les actes & marchés nécessaires pour les affaires de la société, comme de recevoir & donner quittance de ce qui est dû à la société par les débiteurs, de faire contre eux les poursuites nécessaires pour en procurer le paiement ; de payer ce qui est dû aux créanciers de la société ; faire les marchés avec les serviteurs & ouvriers employés pour le service de la société, faire les achats des choses nécessaires pour les affaires de la société, vendre les choses dépendantes de la société qui sont destinées à être vendues & non d'autres.

Dans une société de commerce, l'associé qui a l'administration, peut bien vendre les marchandises de cette société, ces marchandises n'y étant entrées que pour être revendues ; mais son pouvoir ne s'étend pas jusqu'à pouvoir vendre la maison qui a été acquise pour faire le siège du commerce, ni à y imposer des servitudes ; il ne peut pas même vendre les meubles qui sont dans cette maison pour y rester, comme des chaudières, des métiers & autres utensiles de commerce.

Dans les sociétés, soit universelles,

soit particulières, le pouvoir de l'associé administrateur ne s'étend pas jusqu'à pouvoir, sans l'avis de ses associés, transiger sur les procès de la société ; car cela passe aussi le pouvoir d'un fondé de procuration générale, *mandato generali non contineri etiam transactionem decidendi causâ interpositum*, l. 60, ff. de pro. cur.

Quelqu'étendue qu'ait reçu par la clause du contrat le pouvoir d'administrer les effets de la société, il ne s'étend pas à pouvoir disposer par donation des effets de la société. Néanmoins les donations des bienfaisances & ordinaires ne lui sont pas interdites.

Chacun des associés peut se servir des choses appartenantes à la société, pourvu qu'il les fasse servir aux usages auxquels elles sont destinées, & qu'il n'en use pas de manière à empêcher les associés d'en user à leur tour pareillement.

Chacun des associés a le droit d'obliger les associés à faire avec lui les impenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses dépendantes de la société. L. 12, ff. comm. divo.

Un associé ne peut faire aucun changement ni innovation sur les héritages dépendans de la société, quand même cette innovation seroit avantageuse à la société, *in re communni neminem dominorum quidquam facere invito altero posse. In re enim pari potius esse causam prohibentis*. L. 28, ff. comm. divid.

Un associé ne peut aliéner ni engager les choses dépendantes de la société, si ce n'est pour la part qu'il y a, *nemo ex sociis plus parte sua potest alienare et si totorum bonorum socii sint*, d. L. 68, ff. pro soc.

Dans les sociétés de commerce en nom collectif, chacun des associés est tenu solidairement des dettes de la société.

Pour qu'une dette soit réputée dette

de la *société*, & qu'elle oblige ainsi solidairement chacun des associés, il faut que deux choses concourent : 1°. qu'elle ait été contractée par quelqu'un qui eût le pouvoir d'obliger tous les associés, 2°. qu'elle ait été contractée au nom de la *société*.

Dans les *sociétés* en commandite n'y ayant que l'associé principal, & dans les *sociétés anonymes* n'y ayant que l'associé connu qui fait seul & en son nom les contrats de la *société*, c'est une conséquence qu'il n'y a que lui seul qui s'oblige, & que les associés en commandite, de même que les associés inconnus, ne sont point tenus des dettes de la *société* envers les créanciers, avec qui l'associé principal ou connu a contracté. Ils n'en sont tenus qu'envers leur associé, principal & connu qui les a contractés, devant l'en acquitter chacun pour la part qu'il a en la *société*, savoir l'associé anonyme indéfiniment & l'associé en commandite, seulement jusqu'à concurrence du fonds qu'il a mis dans la *société*.

Le contrat de *société* forme entre les associés, qui sont les parties contractantes, des obligations réciproques, d'où naît l'action appelée en droit *pro socio*, v. SOCIO, *action pro*, qu'a chaque associé contre ses associés pour en exiger l'accomplissement.

Les principaux objets de ces obligations sont, 1°. que chaque associé est obligé envers ses associés de faire raison à la *société* de tout ce qu'il doit à la *société*, déduction faite de ce qui lui est dû par la *société*; 2°. en ce que chaque associé est obligé à faire raison pour la part qu'il a dans la *société* de ce qui est dû à ses associés par la *société*, déduction faite de ce que lesdits associés créanciers de ladite *société* doivent à la *société*. (P. O.)

SOCIO, de l'action *pro*, f. m., *Jurisprud.* Des obligations qui naissent du contrat de société, naît l'action *pro socio* que chacun des associés a contre les associés pour en exiger l'accomplissement.

Cette action est une action personnelle; elle passe aux héritiers & autres successeurs universels de chacun des associés à qui cette action appartient, & elle peut se donner contre les héritiers & autres successeurs universels des associés qui en sont tenus.

Cette action quant à son objet principal du partage du fonds de la société ne se donne que lors de la dissolution de la société; & c'est en cela que la loi dit, *actio societas solvitur*; elle peut se donner quant aux objets particuliers durant le tems que dure la société; comme contre celui des associés qui retient tous les gains faits par la société aux fins qu'il en fasse part aux autres, l. 6, §. 25, ff. *pro soc* & qu'il soit tenu pour cet effet de donner un bref état de compte; comme aussi aux fins que mon associé me fasse jouir des choses communes; aux fins que les associés contribuent aux réparations qui y sont à faire.

Il est particulier à l'action *pro socio*, que soit qu'elle se donne durant la société ou depuis sa dissolution; chacune des parties, soit le demandeur, soit l'un des défendeurs, est fondé à demander que la cause & les parties soient renvoyées devant des arbitres pour régler toutes les contestations sur le compte & le partage de la société, & généralement sur tous les objets de cette action.

Lorsque les arbitres ne sont pas d'accord, ils peuvent sans le consentement des associés prendre un tiers; & s'ils n'en peuvent convenir, le juge en nommera un.

Les

Les arbitres peuvent rendre leur jugement sur les piéces & mémoires des parties en leur absence. (P. O.)

SOCRATE, *Hist. Litt.*, naquit dans le village d'Alopé, dans la soixante & dix-septième olympiade, la quatrième année, & le sixième de thargéon, jour qui fut dans la suite marqué plus d'une fois par d'heureux événemens, mais qu'aucun ne rendit plus mémorable que sa naissance. Sophronisque son pere, étoit statuaire, & Phinarete sa mere, étoit sage-femme. Sophronisque qui s'aperçut bien-tôt que les dieux ne lui avoient pas donné un enfant ordinaire, alla les consulter sur son éducation. L'oracle lui répondit, laisse-le-faire, & sacrifie à Jupiter & aux muses. Le bon homme oublia le conseil de l'oracle, & mit le ciseau à la main de son fils. Socrate, après la mort de son pere, fut obligé de renoncer à son goût, & d'exercer par indigence une profession à laquelle il ne se sentoit point appelé; mais entraîné à la méditation, le ciseau lui tomboit souvent des mains, & il passoit les journées appuyé sur le marbre.

Criton, homme opulent & philosophe, touché de ses talens, de sa candeur & de sa misère, le prit en amitié, lui fournit les choses nécessaires à la vie, lui donna des maîtres, & lui confia l'éducation de ses enfans.

Socrate entendit Anaxagoras, étudia sous Archélaus, qui le chérît, apprit la musique de Damon, se forma à l'art oratoire auprès du sophiste Prodicus, à la poésie sur les conseils d'Evenus, à la géométrie avec Théodore, & se perfectionna par le commerce de Diotime & d'Aspasie, deux femmes dont le mérite s'est fait distinguer chez la nation du monde ancien la plus polie, dans son siècle le plus célèbre & le plus

Tome XII.

éclairé, & au milieu des hommes du premier génie. Il ne voyagea point.

Il ne crut point que sa profession de philosophe le dispensât des devoirs périlleux du citoyen. Il quitta ses amis, sa solitude, ses livres, pour prendre les armes, & il servit pendant trois ans dans la guerre cruelle d'Athènes & de Lacédémone; il assista au siège de Potidée à côté d'Alcibiade, où personne, au jugement de celui-ci, ne se montra ni plus patient dans la fatigue, la soif & la faim, ni plus ferein. Il marchoit les pieds nus sur la glace; il se précipita au milieu des ennemis, & couvrit la retraite d'Alcibiade, qui avoit été blessé, & qui seroit mort dans la mêlée. Il ne se contenta pas de sauver la vie à son ami; après l'action, il lui fit adjuger le prix de bravoure, qui lui avoit été décerné. Il lui arriva plusieurs fois dans cette campagne de passer deux jours entiers de suite immobile à son poste, & absorbé dans la méditation. Les Athéniens furent malheureux au siège de Delium: Xénophon renversé de son cheval y auroit perdu la vie, si Socrate, qui combattoit à pied, ne l'eût pris sur ses épaules, & ne l'eût porté hors de l'atteinte de l'ennemi. Il marcha sous ce fardeau non comme un homme qui fuit, mais comme un homme qui compte ses pas & qui mesure le terrain. Il avoit le visage tourné à l'ennemi, & on lui remarquoit tant d'intrépidité, qu'on n'osa ni l'attaquer ni le suivre. Averti par son démon, ou le pressentiment secret de sa prudence, il délivra dans une autre circonstance Alcibiade & Lochès d'un danger dont les suites devinrent funestes à plusieurs. Il ne se comporta pas avec moins d'honneur au siège d'Amphipolis.

La corruption avoit gagné toutes les parties de l'administration des affaires

Yyy y

publiques ; *Socrate* ne voyoit à entrer dans la magistrature que des périls à courir, sans aucun bien à faire : mais il fallut sacrifier sa répugnance au vœu de sa tribu, & paroître au sénat. Il étoit alors d'un âge assez avancé ; il porta dans ce nouvel état sa justice & sa fermeté accoutumées. Les tyrans ne lui en imposèrent point ; il ne cessa de leur reprocher leurs vexations & leurs crimes ; il brava leur puissance : falloit-il souffrir au jugement de quelque innocent qu'ils avoient condamné, il disoit *je ne fais pas écrire*

Il ne fut pas moins admirable dans sa vie privée ; jamais homme ne fut né plus sobre ni plus chaste : ni les chaleurs de l'été, ni les froids rigoureux de l'hiver, ne suspendirent ses exercices. Il n'agissoit point sans avoir invoqué le ciel. Il ne nuisit pas même à ses ennemis. On le trouva toujours prêt à servir. Il ne s'en tenoit pas au bien, il se propoisoit le mieux en tout. Personne n'eut le jugement des circonstances & des choses plus sûr & plus sain. Il n'y avoit rien dans sa conduite dont il ne pût & ne se complût à rendre raison. Il avoit l'œil ouvert sur ses amis ; il les reprenoit parce qu'ils lui étoient chers ; il les encourageoit à la vertu par son exemple, par ses discours ; & il fut pendant toute sa vie le modèle d'un homme très accompli & très-heureux. Si l'emploi de ses momens nous étoit plus connu, peut-être nous démenterions-nous mieux qu'aucun raisonnement, que pour notre bonheur dans ce monde, nous n'avons rien de mieux à faire que de pratiquer la vertu ; thése importante qui comprend toute la morale, & qui n'a point encore été prouvée.

Pour réparer les ravages que la peste avoit faits, les Athéniens permirent aux

citoyens de prendre deux femmes ; il en joignit une seconde par commiseration pour sa misère, & celle qu'il s'étoit auparavant choisie par inclination. L'une étoit fille d'*Aristide*, & s'appelloit *Mirtus*, & l'autre étoit née d'un citoyen obscur, & s'appelloit *Xantippe*. Les humeurs capricieuses de celle-ci donnèrent un long exercice à la philosophie de son époux. Quand je la pris, disoit *Socrate* à *Antisthène*, je connus qu'il n'y auroit personne avec qui je ne pusse vivre si je pouvois la supporter ; je voulois avoir dans ma maison quelqu'un qui me rappellât sans cesse l'indulgence que je dois à tous les hommes, & que j'en attens pour moi. Et à *Lamprocle* son fils : Vous vous plaignez de votre mère ! & elle vous a reçu, porté dans son sein, allaité, soigné, nourri, instruit, élevé ? A combien de périls ne l'avez-vous pas exposée ? combien de chagrins, de soucis, de soins, de travail, de peines ne lui avez-vous pas coûté ? ... Il est vrai, elle a fait & souffert & plus peut-être encore que vous ne dite ; mais elle est fidèle, si féroce... Lequel des deux, mon fils, vous paroît le plus difficile à supporter, ou de la féroce d'une bête, ou de la féroce d'une mère ? ... Celle d'une mère... D'une mère ! la vôtre vous a-t-elle frappé, mordu, déchiré ? en avez-vous rien éprouvé de ce que les bêtes féroces font assez communément aux hommes ? ... Non ; mais elle tient des propos qu'on ne digérerait de personne, y allât-il de la vie... J'en conviens ; mais êtes-vous en reste avec elle ? & y a-t-il quelqu'un au monde qui vous eût pardonné les mauvais discours que vous avez tenus, les actions mauvaises, ridicules ou folles que vous avez commises, & tout ce qu'il a fallu qu'elle endurât de vous la nuit, le jour, à chaque instant depuis

que vous êtes né, jusqu'à l'âge que vous avez ? Qui est-ce qui vous eût soigné dans vos infirmités comme elle ? Qui est-ce qui eût tremblé pour vos jours comme elle ? Il arrive à votre mere de parler mal ; mais elle ne met elle-même aucune valeur à ce qu'elle dit : dans sa colere même vous avez son cœur : elle vous souhaite le bien. Mon fils, l'injustice est de votre côté. Croyez-vous qu'elle ne fût pas défolée du moindre accident qui vous arriveroit ?... Je le crois... Qu'elle ne se réduisît pas à la misere pour vous en tirer ?... Je le erois... Qu'elle ne s'arrachât pas le pain de la bouche pour vous le donner ?... Je le crois... Qu'elle ne sacrifîât pas sa vie pour la vôtre ?... Je le crois... Que c'est pour vous & non pour elle qu'elle s'adresse sans cesse aux dieux ?... Que c'est pour moi... Et vous la trouvez dure, féroce, vous vous en plaignez. Ah, mon fils, ce n'est pas votre mere qui est mauvaise, c'est vous ! je vous le répète, l'injustice est de votre côté.. Quel homme ! quel citoyen ! quel magistrat ! quel époux ! quel pere ! moins Xantippe méritoit cet apologue, plus il faut admirer *Socrate*. Ah, *Socrate*, je te ressemble peu ; mais du moins tu me fais pleurer d'admiration & de joie !

Socrate ne se croyoit point sur la terre pour lui seul & pour les siens ; il vouloit être utile à tous, s'il le pouvoit, mais sur-tout aux jeunes gens, en qui il espiroit trouver moins d'obstacles au bien. Il leur ôtoit leurs préjugés. Il leur faisoit aimer la vérité. Il leur inspiroit le goût de la vertu. Il fréquentoit les lieux de leurs amusemens. Il alloit les chercher. On le voyoit sans cesse au milieu d'eux, dans les rues, dans les places publiques, dans les jardins, aux bains, aux gymnases, à la promenade. Il parloit devant tout le

monde ; s'approchoit & l'écoutoit qui vouloit. Il faisoit un usage étonnant de l'ironie, & de l'induction ; de l'ironie, qui dévoiloit sans effort le ridicule des opinions ; de l'induction, qui de questions éloignées en questions éloignées, vous conduisoit imperceptiblement à l'aveu de la chose même qu'on nioit. Ajoutez à cela le charme d'une élocution pure, simple, facile, enjouée, la finesse des idées, les graces, la légèreté & la délicatesse particuliere à sa nation, une modestie surprenante, l'attention scrupuleuse à ne point offenser, à ne point avilir, à ne point humilier, à ne point contrister. On se faisoit honneur à tout moment de son esprit. „ J'imite ma mere, disoit-il, „ elle n'étoit pas féconde ; mais elle „ avoit l'art de soulager les femmes fécondes, & d'amener à la lumiere le fruit qu'elles renfermoient dans leurs „ seins ”.

Les sophistes n'eurent point un fléau plus redoutable. Ses jeunes auditeurs se firent insensiblement à sa méthode, & bien-tôt ils exercerent le talent de l'ironie & de l'induction d'une maniere très-incommode pour les faux orateurs, les mauvais poètes, les prétendus philosophes, les grands injultes & orgueilleux. Il n'y eut aucune sorte de folie épargnée, ni celles des prêtres, ni celles des artistes, ni celles des magistrats. La chaleur d'une jeunesse enthousiaste & folâtre suscita des haines de tous côtés à celui qui l'instruisoit. Ces haines s'accrurent & se multiplièrent. *Socrate* les méprisa ; peu inquiet d'être haï, joué, calomnié, pourvu qu'il fût innocent. Cependant il en devint la victime. Sa philosophie n'étoit pas une affaire d'ostentation & de parade, mais de courage & de pratique. Apollon disoit de lui : „ Sophocle est sage. Euripide est plus

Yyy a

„ sage que Sophocle; mais *Socrate* est „ le plus sage de tous les hommes”. Les sophistes se vantoient de savoir tout; *Socrate* de ne savoir qu’une chose, c’est qu’il ne savoit rien. Il se ménageoit ainsi l’avantage de les interroger, de les embarrasser & de les confondre de la manière la plus sûre & la plus honteuse pour eux. D’ailleurs cet homme d’une prudence & d’une expérience consommée, qui avoit tant écouté, tant lu, tant médité, s’étoit aisément aperçu que la vérité est comme un fil qui part d’une extrémité des ténèbres & se perd de l’autre dans les ténèbres; & que dans toute question, la lumière s’accroît par degrés jusqu’à un certain terme placé sur la longueur du fil défilé, au-delà duquel elle s’affoiblit peu-à-peu & s’éteint. Le philosophe est celui qui fait s’arrêter juste; le sophiste imprudent marche toujours, & s’égaré lui-même & les autres: toute sa dialectique se resout en incertitudes. C’est une leçon que *Socrate* donnoit sans cesse aux sophistes de son tems, & dont ils ne profitèrent point. Ils s’éloignèrent de lui, mécontents sans savoir pourquoi. Ils n’avoient qu’à revenir sur la question qu’ils avoient agitée avec lui, & ils se feroient aperçus qu’ils s’étoient laissés entraîner au-delà du point indivisible & lumineux, terme de notre faible raison.

On l’accusa d’impiété; & il faut avouer que sa religion n’étoit pas celle de son pays. Il méprisa les dieux & les superstitions de la Grèce. Il eut en pitié leurs mystères. Il s’étoit élevé par la seule force de son génie à la connoissance de l’unité, de la divinité, & il eut le courage de révéler cette dangereuse vérité à ses disciples.

Après avoir placé son bonheur présent & à venir dans la pratique de la vertu, & la pratique de la vertu dans

l’observation des loix naturelles & politiques, rien ne fut capable de l’en écarter. Les événemens les plus fâcheux, loin d’étonner son courage, n’altérèrent pas même sa sérénité. Il arracha au supplice les dix juges que les tyrans avoient condamnés. Il ne voulut point se sauver de la prison. Il apprit en souriant l’arrêt de sa mort. Sa vie est pleine de ces traits.

Il méprisa les injures. Les mépris & le pardon de l’injure qui sont des vertus du chrétien, sont la vengeance du philosophe. Il garda la tempérance la plus rigoureuse, rapportant l’usage des choses que la nature nous a destinées à la conservation & non à la volupté. Il disoit que moins l’homme a de besoins, plus sa condition est voisine de celle des dieux; il étoit pauvre, & jamais sa femme ne put le déterminer à recevoir les présens d’Alcibiade & des hommes puissans dont il étoit honoré. Il regardoit la justice comme la première des vertus. Sa bienfaisance, semblable à celle de l’Être suprême, étoit sans exception. Il détestoit la flatterie. Il aimoit la beauté dans les hommes & dans les femmes, mais il n’en fut point esclave: c’étoit un goût innocent & honnête, qu’Aristophane même, ce vil instrument de ses ennemis, n’osa pas lui reprocher. Que penserons-nous de la facilité & de la complaisance avec laquelle quelques hommes parmi les anciens & parmi les modernes ont reçu & répété contre la pureté de ses mœurs? une calomnie que nous rougirons de nommer, c’est qu’eux-mêmes étoient envieux ou corrompus. Serons-nous étonnés qu’il y ait eu de ces âmes infernales.

Le véritable motif de la condamnation de ce philosophe, fut la jalousie qu’avoit excitée sa sagesse. Les plus puissans citoyens d’Athènes voulurent le

perdre, offensés de ce contraste de modestie qui choquoit leur orgueil. Le prétexte fut qu'il ne reconnoissoit point les Dieux que la république adoroit; qu'il introduisoit de nouvelles divinités, & qu'il corrompoit la jeunesse par ses opinions sur les dieux & sur les démons. Ce fut le sommaire de l'accusation de Melitus. Le philosophe avoit prévu son sort. Il avoit dit souvent aux Athéniens qu'il devoit s'attendre à être traité par eux comme un médecin qui seroit accusé par un patissier devant une troupe d'enfans. Sa mort fournit au monde un grand exemple de constance & de générosité. Ses amis le mirent en état de se sauver de prison; mais il leur répondit que ce seroit enfreindre les loix, que de ne vouloir pas subir le jugement des magistrats, quoiqu'injuste, & qu'il aimoit mieux mourir que de défobéir aux dieux, en défobéissant à ceux qui sont préposés pour faire observer les loix. Il but, sans se troubler, la coupe de ciguë que lui présenta le bourreau. Il pouvoit légitimement profiter de l'offre de ses amis, & peut-être l'eût-il fait, s'il eût été moins âgé. Il mourut la première année de la 95^e. olympiade, c'est-à-dire, l'an du monde 3604, & le 400^e. avant J. C. Il avoit 70 ans, selon Diogene de Laërce.

Les Athéniens revinrent bientôt de l'injustice qu'ils venoient de commettre contre le plus grand homme de bien de toute la Grece. Ils exilerent ses accusateurs, & firent mourir Melitus, le principal d'entr'eux. Ils firent des sacrifices publics pour apaiser la colère des Dieux. Ils éleverent à Socrate des statues dans les places publiques, & eurent toujours depuis sa mémoire en grande vénération.

Sentimens de Socrate sur la Morale.
Il disoit.

Si Dieu a dérobé sa nature à notre entendement, il a manifesté son existence, sa sagesse, sa puissance & sa bonté dans ses ouvrages.

Il est l'auteur du monde, & le monde est la complexon de tout ce qu'il y a de bon & de beau.

Si nous sentions toute l'harmonie qui regne dans l'univers, nous ne pourrions jamais regarder le hasard comme la cause de tant d'effets enchainés par-tout, selon les loix de la sagesse la plus surprenante, & pour la plus grande utilité possible. Si une intelligence suprême n'a pas concouru à la disposition, à la propagation & à la conservation générale des êtres, & n'y veille pas sans cesse, comment arrive-t-il qu'aucun désordre ne s'introduisit dans une machine aussi composée, aussi vaste?

Dieu préside à tout : il voit tout en un instant; notre pensée qui s'élance d'un vol instantané de la terre aux cieux; notre œil qui n'a qu'à s'ouvrir pour appercevoir les corps placés à la plus grande distance, ne font que de foibles images de la célérité de son entendement.

D'un seul acte il est présent à tout.

Les loix ne sont point des hommes, mais de Dieu. C'est lui proprement qui en condamne les infracteurs, par la voix des juges qui ne sont que ses organes.

Ce philosophe remplissoit l'intervalle de l'homme à Dieu d'intelligences moyennes qu'il regardoit comme les génies tutélaires des nations : il permettoit qu'on les honorât : il les regardoit comme les auteurs de la divination.

Il croyoit l'ame préexistante au corps, & douée de la connoissance des idées éternelles. Cette connoissance qui s'assoupissoit en elle par son union avec le corps, se réveillait avec le tems, &

l'usage de la raison & des sens. Apprendre, c'étoit retourner à son premier état de félicité pour les bons, de châtimement pour les méchans.

Il disoit. Il n'y a qu'un bien, c'est la science; qu'un mal, c'est l'ignorance.

Les richesses & l'orgueil de la naissance sont les sources principales des maux.

La sagesse est la santé de l'ame.

Celui qui connoît le bien & qui fait le mal est un insensé.

Rien n'est plus utile & plus doux que la pratique de la vertu.

L'homme sage ne croira point savoir ce qu'il ignore.

La justice & le bonheur sont une même chose.

Celui qui distingua le premier l'utile du juste, fut un homme détectable.

La sagesse est la beauté de l'ame, le vice en est la laideur.

La beauté du corps annonce la beauté de l'ame.

Il en est d'une belle vie comme d'un beau tableau, il faut que toutes les parties en soient belles.

La vie heureuse & tranquille est pour celui qui peut s'examiner sans honte; rien ne le trouble, parce qu'il ne se reproche aucun crime.

Que l'homme s'étudie lui-même, & qu'il se connoisse.

Celui qui se connoît échappera à bien des maux, qui attendent celui qui s'ignore, il concevra d'abord qu'il ne sait rien, & il cherchera à s'instruire.

Avoir bien commencé, ce n'est pas n'avoir rien fait; mais c'est avoir fait peu de chose.

Il n'y a qu'une sagesse, la vertu est une.

La meilleure maniere d'honorer les dieux, c'est de faire ce qu'ils ordonnent.

Il faut demander aux dieux en général ce qui nous est bon: spécifier quelque chose dans sa priere, c'est prétendre à une connoissance qui leur est réservée.

Il faut adorer les dieux de son pays, & régler son offrande sur ses facultés; les dieux regardent plus à la pureté de nos cœurs, qu'à la richesse de nos sacrifices.

Les loix sont du ciel; ce qui est selon la loi, est juste sur la terre, & légitimé dans le ciel.

Ce qui prouve l'origine céleste des loix, telles que d'adorer les dieux, d'honorer ses parens, d'aimer son bienfaiteur, c'est que le châtimement est nécessairement attaché à leur infraction; cette liaison nécessaire de loi, avec la peine de l'infraction, ne peut être de l'homme.

Il faut avoir pour un pere trop sévère, la même obéissance qu'on a pour une loi trop dure.

L'atrocité de l'ingratitude est proportionnée à l'importance du bienfait; nous devons à nos parens le plus important des biens.

L'enfant ingrat n'obtiendra ni la faveur du ciel, ni l'estime des hommes; quel retour attendrai-je, moi, étranger, de celui qui manque aux personnes à qui il doit le plus?

Celui qui vend aux autres sa sagesse pour de l'argent, se prostitue comme celui qui vend sa beauté.

Les richesses sont entre les mains de l'homme, sans raison, comme sous lui un cheval fougueux, sans frein.

Les richesses de l'avare ressemblent à la lumière du soleil, qui ne recrée personne après son coucher.

J'appelle avare celui qui amasse des richesses par des moyens vils, & qui ne veut point d'indigens pour amis.

La richesse du prodigue ne sert qu'aux adulateurs & aux prostitués.

Il n'y a point de fonds qui rende autant qu'un ami sincère & vertueux.

Il n'y a point d'amitié vraie, entre un méchant & un méchant, ni entre un méchant & un bon.

On obtiendra l'amitié d'un homme, en cultivant en soi les qualités qu'il estime en lui.

Il n'y a point de vertus qui ne puisse se perfectionner & s'accroître, par la réflexion & l'habitude.

Ce n'est ni la richesse, ni la naissance, ni les dignités, ni les titres, qui font la beauté de l'homme; elle est dans ses mains.

L'incendie s'accroît par le vent, & l'amour par le commerce.

L'arrogance consiste à tout dire, & à ne vouloir rien entendre.

Il faut se familiariser avec la peine, afin de la recevoir quand elle viendra, comme si on l'avoit attendue.

Il ne faut point redouter la mort, c'est un assoupissement ou un voyage.

S'il ne reste rien de nous après la mort, c'est plutôt encore un avantage, qu'un inconvénient.

Il vaut mieux mourir honorablement, que vivre deshonoré.

Il faut se soustraire à l'incontinence, par la suite.

Plus on est sobre, plus on approche de la condition des dieux, qui n'ont besoin de rien.

Il ne faut pas négliger la santé du corps, celle de l'âme en dépend trop.

La tranquillité est le plus grand des biens.

Rien de trop: c'est l'éloge d'un jeune homme.

Les hommes vivent pour manger, les bons mangent pour vivre.

Etre sage dans la haute prospérité,

c'est savoir marcher sur la glace.

Le moyen le plus sûr d'être considéré, c'est de ne pas affecter de se montrer aussi bon que l'on est.

Si vous êtes homme de bien, on aura autant de confiance en votre parole, qu'au serment.

Tournez le dos au calomniateur & au médifant, c'est quelque perversité qui le fait agir ou parler.

Principes de Socrate, sur la prudence domestique. Il disoit:

Celui qui saura gouverner sa maison, tirera parti de tout, même de ses ennemis.

Méitez-vous de l'indolence, de la paresse, de la négligence; évitez le luxe; regardez l'agriculture comme la ressource la plus importante.

Il est des occupations fordidés auxquelles il faut se refuser, elles avilissent l'âme.

Il ne faut pas laisser ignorer à sa femme ce qu'il lui importe de savoir, pour votre bonheur & pour le sien.

Tout doit être commun entre les époux.

L'homme veillera aux choses du dehors, la femme à celles du dedans.

Ce n'est pas sans raison que la nature a attaché plus fortement les mères aux enfants, que les pères.

Principes de la prudence politique de Socrate. Les vrais souverains, ce ne sont point ceux qui ont le sceptre en main, soit qu'ils le tiennent ou de la naissance, ou du consentement des peuples; mais ceux qui savent commander.

Le monarque est celui qui commande à ceux qui se sont soumis librement à son obéissance; le tyran, celui qui contraint d'obéir: l'un fait exécuter la loi, l'autre, sa volonté.

Le bon citoyen contribuera autant qu'il est en lui, à rendre la république

florissante pendant la paix, & victorieuse pendant la guerre; il invitera le peuple à la concorde, s'il se soulève; député chez un ennemi, il tentera toutes les voies honnêtes de conciliation.

La loi n'a point été faite pour les bons.

La ville la mieux gardée, est celle qui renferme le plus d'honnêtes gens: la mieux policée, celle où les magistrats agissent de concert: celle qu'il faut préférer à toutes, où la vertu a des récompenses assurées.

Habitez celle où vous n'obéirez qu'aux loix.

SODOMIE, v. PÉDERASTIE.

SŒUR, f. f., *Jurisp.*, est une personne du sexe féminin qui est issue de mêmes pere & mere, ou de même pere ou de même mere qu'une autre personne, mâle ou femelle dont on parle; car la qualité de *sœur* peut être relative à deux *sœurs*, ou à une *sœur* & un frere.

La *sœur germaine* est celle qui est issue de même pere & même mere que son

frere ou sa *sœur*. On appelle *sœur consanguine*, celle qui est issue de même pere seulement; *sœur utérine* est celle qui est née de même mere, mais non pas de même pere. v. FRERE.

Ce mot dans le style des Hébreux, outre l'acception qui lui est commune à toutes les langues, a celle de signifier une proche parente, soit cousine germaine ou niece. Dans l'Evangile de S. Matth. xiiij. 56. les *sœurs* de Jesus-Christ, sont ses cousines: ce mot se dit au figuré de la ressemblance des inclinations des peuples & des villes, ainsi le prophete appelle Jérusalem, *sœur de Sodome & de Samarie*, parce qu'elle a imité leur idolâtrie, Ezéchiel xvj. 46. il s'emploie pour un terme de carence; vous avez blessé mon cœur, ma tendre *sœur*, dit l'époux à l'épouse, dans le *Cantique*. iv. 9. Jesus-Christ tient pour ses plus proches parens, pour mere, *sœurs* & freres, tous ceux qui suivront ses préceptes; c'est sa bonté qui forme ces nœuds figuratifs.

FIN DU TOME XII.

00569877



